



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

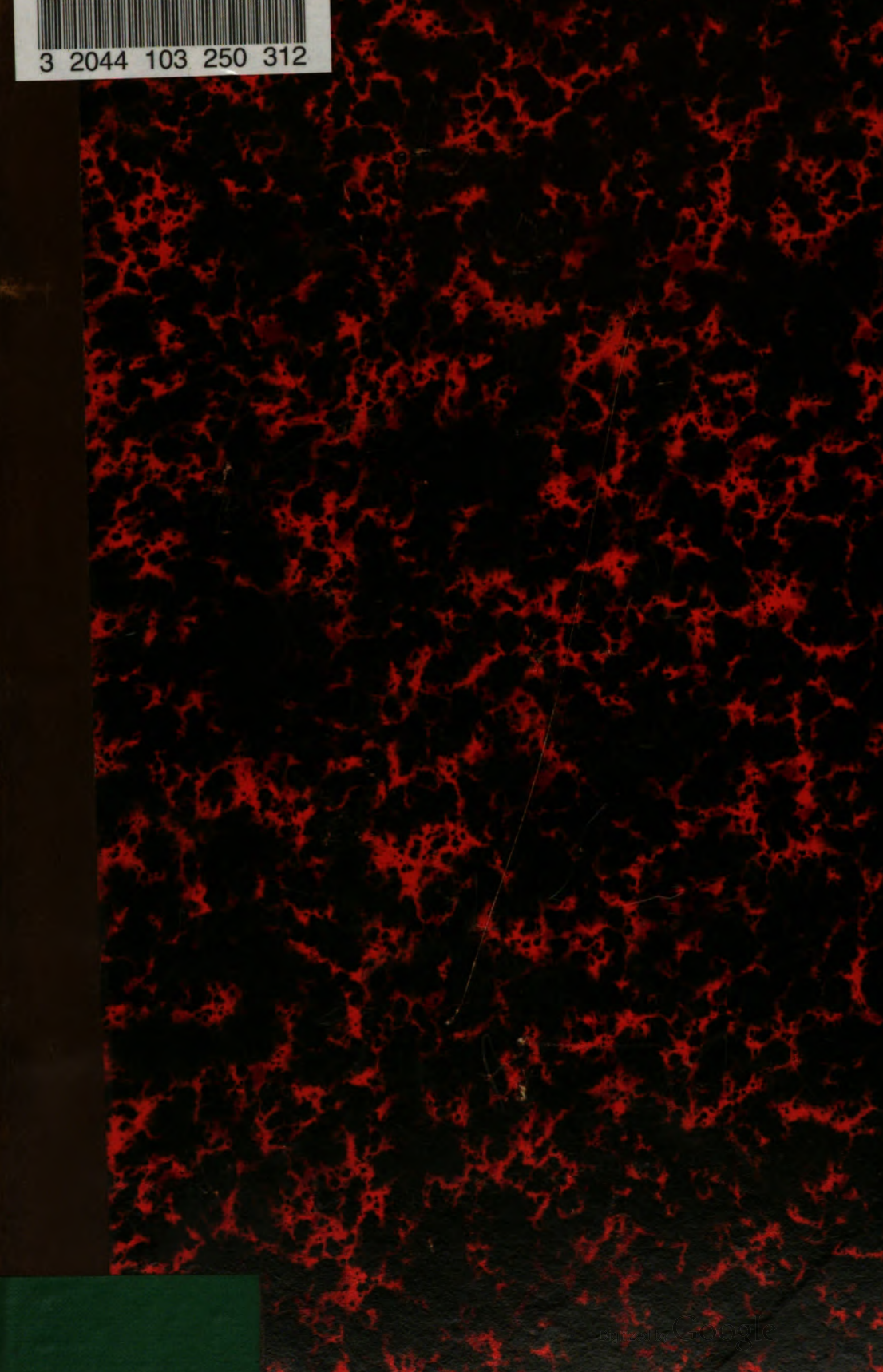
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



3 2044 103 250 312





HARVARD LAW LIBRARY

Received JUN 27 1921

BULLETIN SPÉCIAL
DES
DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

PARIS. — TYPOGRAPHIE A. HENNUYER, RUE DARCET, 7

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

ET DES

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE

RECUEIL MENSUEL

PAR

M. AL. BEAUME

ET

M. EUG. PLUM

Avocat à la Cour d'appel de Paris,
Suppléant du juge de paix du 10^e arrondissement
de Paris.

Docteur en droit,
Avocat à la Cour d'appel.

ET UNE SOCIÉTÉ DE JUGES DE PAIX, D'AVOCATS ET DE JURISCONSULTES

TOME QUARANTE-HUITIÈME

PARIS

BUREAUX, RUE GUÉNÉGAUD, 27

1906

1/2 7/2 1

JUN 27 1921

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

Justice de paix du canton d'Aniane
(Hérault).

Prés.: M. COURTILLER, A. Q., juge de paix.

3 mars 1904.

Elections. — Appel d'une décision de la commission municipale. — Radiation.

L'électeur qui est inscrit sur la liste électorale d'une commune ne peut être inscrit sur la liste d'une autre commune, s'il n'a fait aucune démarche pour être rayé de la liste de la première commune, où il a d'ailleurs voté plusieurs fois.

En conséquence, le juge de paix saisi de l'appel d'une décision de la commission municipale qui a inscrit le nom de cet électeur sur la liste de la seconde commune, doit infirmer cette décision et ordonner la radiation de l'électeur sur cette liste.

Ainsi décidé par le jugement suivant:

Par déclaration faite au greffe de la Justice de paix du canton d'Aniane (Hérault), le sieur Causse (Guillaume), électeur de la commune de Puéchabon, a interjeté appel de la décision de la Commission municipale de cette commune, qui a refusé la radiation de la liste électorale de la commune de Puéchabon du sieur Cambon (For-

tuné), pour les motifs qu'il a toujours été inscrit d'office sur la liste électorale de la commune de Puéchabon où il est propriétaire, sauf en 1901 et 1902, ayant demandé sa radiation pour se faire inscrire à Argelliers, en vue des élections municipales supplémentaires qui ont eu lieu dans cette commune.

Que, l'année dernière, la commission l'a de nouveau inscrit sur la liste électorale de Puéchabon et que, d'ailleurs, l'inscription de l'intéressé ne peut être justifiée, puisqu'il n'habite pas cette commune et qu'il n'y paye aucune contribution. La commission a donc maintenu le sieur Cambon (Fortuné) sur la liste électorale de la commune de Puéchabon.

A la suite des avertissements donnés légalement, le sieur Causse (Guillaume), appelant, s'est présenté à notre audience et a exposé que le sieur Cambon (Fortuné) s'était fait inscrire sur la liste d'Argelliers où il avait pris part à différentes élections, et, à l'appui de ses dires, il nous a présenté un certificat du maire de ladite commune d'Argelliers portant la date du 5 février 1904, constatant que le sieur Cambon (Fortuné) est toujours inscrit

sur les listes électorales de cette commune. En réplique, le sieur Cambon (Fortuné) a avoué ne pas avoir demandé sa radiation à Argelliers, mais déclare accepter d'être inscrit d'office à Puéchabon.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Cambon (Fortuné), avant de se faire inscrire ou d'être inscrit d'office dans la commune de Puéchabon, n'a fait aucune démarche tendant à être rayé des listes électorales de la commune d'Argelliers où il a déjà voté plusieurs fois (Cass., 23 avril 1885, Dalloz 1885, I, 804) ; il y a donc lieu d'ordonner sa radiation ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et publiquement en dernier ressort ; — Infirmons la décision de la Commission municipale de Puéchabon, et ordonnons que Cambon (Fortuné) sera rayé de la liste électorale de ladite commune pour l'année 1904. »

Observations. — Jurisprudence constante en ce sens. Aussi le pourvoi formé contre ce jugement a-t-il été rejeté par la Cour de cassation, suivant arrêt du 14 avril 1904.

Justice de paix du canton de Verzy
(Marne).

Présid. : M. HAUDOS, A. J., juge de paix.

7 février 1905.

Action possessoire. — Toiture. — Fenêtre ouverte sur le fonds voisin. — Etat de choses ancien et remontant à plus d'un an. — Demande non recevable.

Doit être rejetée comme irrecevable la demande possessoire intentée à raison

d'un fait de trouble remontant à plus d'une année.

Lorsqu'il y a eu des troubles successifs, le délai d'un an court du jour où le premier acte de trouble a été commis. Par suite, un travail nouveau qui n'est que la réfection d'un état de choses préexistant depuis plus d'un an ne peut donner ouverture à l'action possessoire.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouf les parties, en leurs dires, explications, moyens de défense et conclusions ; — Attendu, en fait, que suivant exploit de Mastias, huissier à Verzy, en date du 5 novembre 1904, enregistré, Mahé-Lange actionne Philippod-Longis pour avoir tout dernièrement, en tout cas depuis moins de six mois, fait démolir et reconstruire tout ou partie de la toiture de la maison, sise à Verzy, lui appartenant, contiguë à celle du demandeur et, de ce fait, établi dans ladite toiture une fenêtre à tabatière prenant vue sur la cour de la maison de ce dernier, contrairement aux dispositions des articles 676 et suivants du Code civil, et avancé d'une façon inutile sur le terrain de M. Mahé les cloisons, les tuiles et les chaulattes de ladite toiture, de manière à empêcher le demandeur, ainsi qu'il en avait l'intention, de surélever la toiture de la cuisine de sa maison, sous réserves de dommages-intérêts ; — Attendu qu'il résulte des débats et du rapport des experts nommés par les parties en cause, aux termes de notre jugement en date du 8 novembre 1904 et dont l'original en date à Reims du 23 janvier 1905 a été déposé au rang des minutes du

greffe, après l'enregistrement aujourd'hui même; que la fenêtre à tabatière et la toiture faisant l'objet du litige existent depuis de nombreuses années et certainement plus d'un an avant les six mois indiqués par la citation; que les travaux exécutés par M. Philippod-Longis, il y a environ six mois du jour de la citation, n'ont consisté qu'en la réparation du toit de son bâtiment *selon les dispositions primitives*, comme le constate le rapport sus-énoncé; — Que Mahé-Lange considère comme un trouble suffisant ce travail accessoire pour motiver son action; — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 23 du Code de procédure civile, les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles ont été formées dans l'année du trouble; — Attendu qu'il ressort de la doctrine et de la jurisprudence que, lorsqu'il y a troubles successifs, le délai court, en principe, du jour où le premier acte du trouble a été commis, époque à laquelle l'atteinte à la possession est acquise; qu'en l'espèce, le trouble initial remonte à une date antérieure de plus d'un an avant le travail accessoire et accidentel exécuté par le défendeur, ce qui n'était que la réfection d'un état de choses préexistant; d'où il suit que ledit travail ne constituait pas une menace directe et imminente à la possession, et qu'alors c'est le cas d'appliquer le principe juridique sus-énoncé; — Attendu, de ce qui précède, que l'action intentée par Mahé-Lange, après plus d'un an depuis le trouble, est non recevable et qu'il y a lieu de la rejeter; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens;

— Par ces motifs, statuant contradictoirement, en premier ressort; — Déclarons irrecevable, comme formée plus d'une année après le trouble, l'action sur complainte possessoire formée par Mahé-Lange; l'en déboutons, et le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — C'est à partir du trouble lui-même que court le délai d'un an, après lequel l'action possessoire ne peut plus être intentée. Par suite, un travail nouveau qui ne fait que rétablir le même état de choses qui constituait le trouble ne saurait faire revivre l'action, quand elle est devenue irrecevable par l'expiration du délai. L'article 23 du Code de procédure civile doit être ainsi compris et appliqué.

Justice de paix du canton de Voiteur
(Jura).

Président : M. SENNELIER, juge de paix.

16 janvier 1905.

*Demande en paiement du prix d'un porc.
Vente au poids. — Offres réelles.*

Lorsqu'un boucher a acheté au poids un animal destiné à la boucherie, en l'espèce un porc, et s'il est d'usage local que la viande soit payée au poids, l'acheteur est en droit de déduire du poids total celui des aliments que contient, au moment de la vente, l'estomac de l'animal.

Il est donc recevable à prouver par témoins ou par expert que l'animal avait été suralimenté peu avant la livraison à l'acheteur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu

que Bettour réclame à Lacroix le paiement de la somme de 113 fr. 90, représentant, avec celle de 2 fr. 20 qu'il reconnaît lui devoir pour prix de viande, la somme de 116 fr. 10, prix moyennant lequel il lui aurait vendu et livré un porc le 15 décembre 1904; — Attendu que Lacroix ne méconnaît pas avoir acheté le porc en question, en avoir pris livraison et en devoir le prix, mais qu'il se refuse à payer la somme réclamée, attendu, prétend-il, que le porc sur pied pesait, lors de la livraison, 135 kilogrammes; qu'à la suite d'une expertise faite le 19 décembre par M. Clément Mermet, vétérinaire à Lons-le-Saunier, il a été reconnu par lui que le porc en question avait été livré après avoir trop mangé, que son estomac contenait de ce chef 6 kilogrammes de matière non marchande, ce qui réduisait le poids marchand à 129 kilogrammes, soit, à raison du prix d'achat étant de 86 francs les 100 kilogrammes, la somme de 110 fr. 94; laquelle somme le sieur Lacroix offre à la barre à deniers découverts; — Attendu que le sieur Lacroix se porte en outre reconventionnellement demandeur de la somme de 6 francs pour coût de transport à Lons-le-Saunier de l'estomac du porc et de l'expertise, et de celle de 2 fr. 20 pour fournitures de viande de boucherie, ensemble : 8 fr. 20; — Attendu que le sieur Bettour réplique qu'il est absolument faux qu'il ait fait abondamment manger son porc avant sa livraison, que cet animal était alors à jeun, n'ayant pas mangé depuis 8 heures du matin; que, d'ailleurs, rien ne lui prouve que l'estomac porté au vétérinaire par lui provient bien du

porc qu'il a vendu à Lacroix; qu'en outre, il n'a pas été appelé à l'expertise, que, par suite, cette expertise doit être considérée comme nulle et sans effet à son égard; que, dans ces circonstances, il n'y a pas lieu de lui faire état de l'expertise dont s'agit, non plus que de mettre à sa charge les frais de transport de l'estomac du porc et les honoraires du vétérinaire; qu'en ce qui concerne les 2 fr. 20, prix de viande à lui vendue, il les a déduits du montant de sa demande, réduite de ce chef à 113 fr. 90, et conclut définitivement à ce que nous condamnions Lacroix au paiement de ladite somme de 113 fr. 90, ainsi qu'aux dépens; — Attendu que Lacroix s'est alors offert subsidiairement à faire la preuve par témoins que l'estomac en question contenait environ 6 kilogrammes de matière non marchande, et que cet estomac provenait bien du porc à lui vendu par Bettour le 15 décembre dernier, dont son fils avait pris livraison le même jour à 4 heures et demie du soir, et qu'il avait saigné ledit porc aussitôt son arrivée chez lui; — Attendu qu'il est d'usage dans la région que les porcs doivent être vendus à jeun, mais ce avec les conditions et tempéraments ci-après : Dans la saison d'hiver, l'habitude est de donner à manger à ces animaux deux fois par jour, le matin, à 8 heures, et le soir, de 4 à 5 heures; si la livraison doit avoir lieu dans la matinée, le vendeur ne doit pas donner à manger à l'animal vendu, mais il n'est pas tenu d'attendre le bon plaisir de l'acheteur, et si celui-ci tarde à prendre livraison, ne se présente par exemple que dans l'après-midi, le vendeur peut

nourrir l'animal, et ce aux risques et périls de l'acheteur, qui doit le prendre pour le poids qu'il a au moment de la livraison, sans en défalquer les matières non marchandes qu'il a dans l'estomac. Si, au contraire, la livraison doit avoir lieu et est effectuée le soir, *comme dans le cas présent*, à 4 heures et demie du soir, le porc doit être livré à jeun, et dans ce cas comme dans celui où la livraison est effectuée le matin, le vendeur doit tenir compte à l'acheteur de la différence qui pourrait se produire si l'estomac de l'animal pèse plus de 1 kilogramme et demi, contenant et contenu; — Attendu que Lacroix soutient que l'estomac du porc à lui vendu contenait 6 kilogrammes de matière non marchande, que, par conséquent, son vendeur a dû, contrairement aux usages, le faire manger abondamment peu d'instantants avant sa livraison; qu'il est extraordinaire de soutenir, comme le fait Bettour, qu'il ne l'ait fait manger que le matin, la digestion ayant dû, dans ce cas, être terminée le soir; — Mais attendu que l'expertise dont se prévaut Lacroix a été faite d'une façon absolument irrégulière, qu'elle a eu lieu seulement trois jours après la livraison, que Bettour n'a pas été invité à y assister, que, de plus, rien ne prouve que l'estomac apporté au vétérinaire provenait bien de l'animal livré par Bettour à Lacroix; qu'il n'y a pas lieu, par conséquent, de tenir compte dans la cause de cette expertise; — Attendu que Lacroix conclut subsidiairement à être autorisé à faire la preuve par témoins que l'estomac en question contenait bien 6 kilogrammes de matière non marchande, et qu'il pro-

venait bien du porc à lui vendu dans les circonstances sus-rappelées; — Que les faits allégués par lui sont pertinents et admissibles, et qu'il y a lieu d'en autoriser la preuve; — Par ces motifs, donnons tout d'abord acte à Lacroix de l'offre faite par lui à la barre à deniers découverts de la somme de 110 fr. 95; — Disons irrégulière et par suite sans effet dans la cause, l'expertise faite par le vétérinaire Clément Mermet, de Lons-le-Saunier, dans les conditions sus-rappelées; — Appointons Lacroix à prouver, etc. »

Observations. — Ce jugement, d'ailleurs bien rédigé, se réfère à un usage local qui paraît juste, puisqu'il protège l'acheteur contre une fraude possible. Après la décision ci-dessus, il a été procédé à une enquête qui a établi le bien fondé des allégations de Lacroix. Ensuite de cette enquête, M. le juge de paix de Voiteur a rendu un second jugement par lequel il a validé l'offre faite par le défendeur et condamné le demandeur aux dépens.

Justice de paix du canton de Lagrasse (Aude).

Président: M. BOUCABEILLE, juge de paix.

9 novembre 1903.

Action possessoire. — Réintégrande. — Mur. — Destruction violente. — Maire. — Exception d'incompétence. — Rejet de l'exception. — Jugement de maintenue possessoire. — Appel. — Arrêté de conflit.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en réintégrande et en maintenue possessoire intentée par un particulier contre le maire d'une com-

mune à raison du trouble violent causé au demandeur par la destruction d'un mur par lui élevé au long de sa propriété, effectuée arbitrairement par ce maire. — Un tel fait est justiciable de la juridiction civile.

Et le juge de paix, à la condition de ne statuer que sur la possession, est compétent alors même que le maire soulève une contestation de propriété.

Le maire n'a pas le droit de se faire justice lui-même, et la destruction ordonnée par lui constitue un trouble violent qui peut justifier à la fois la réintégrande et la complainte quand le demandeur a pu établir sa possession annale avec les caractères utiles.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

La demoiselle Rose Montlaur et le sieur Eugène Mary, médecin-major de 1^{re} classe au 55^e de ligne, se disant propriétaires et possesseurs d'une parcelle de terre en nature de jardin située à Tournissan, dans le département de l'Aude, ont fait citer, devant M. le juge de paix de Lagrasse, le sieur Balmigère, maire de la commune, pour avoir réparation du trouble causé à leur possession par le fait de ce maire, qui a envahi leur terrain et fait démolir un mur par eux construit récemment. Ils demandent leur maintenue possessoire et la reconstruction du mur violemment démoli. Le maire, Balmigère, a conclu à l'incompétence du juge de paix, en alléguant que le terrain litigieux serait la propriété de la commune, et ne serait pas susceptible de possession utile au profit des demandeurs.

Par jugement du 14 septembre 1903, le juge saisi a rejeté le moyen d'incompétence en se basant sur ce que l'exception de propriété ne peut

être utilement soulevée par le défendeur à une action possessoire, et que, d'autre part, il y avait eu voie de fait et violence, et qu'une commune ne peut, pas plus que les particuliers, se faire justice elle-même.

Après visite de lieux et expertise, et à la date du 9 novembre 1903, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Vu nos jugements du 14 septembre, des 12 et 19 octobre derniers ; — Vu le procès-verbal de visite des lieux, le plan desdits lieux et le rapport dressés par l'expert que nous avons désigné à cet effet ; toutes ces pièces enregistrées ; — Vu les conclusions écrites des parties ; — Vu l'article 6 de la loi du 25 mai 1838, l'article 23 du Code de procédure civile, l'article 2229 du Code civil, divers arrêts de la Cour de cassation et l'article 6 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ; — Ouï les parties en leurs explications verbales et aveux ; — Attendu qu'aux termes de leur exploit introductif d'instance et des conclusions qu'ils ont déposées à notre audience du 14 septembre dernier, lors du premier appel de la cause devant nous, les consorts Montlaur-Mary demandent : 1^o à être réintégrés et maintenus, non seulement par voie de réintégrande, mais de complainte, en possession d'une parcelle de terre qu'ils disent posséder dans la commune de Tournissan, ladite parcelle cadastrée sous le numéro 107, section C, du plan de ladite commune de Tournissan, et dans la possession d'un mur qu'ils avaient construit le long de cette parcelle, ledit mur

démoli par ordre du sieur Balmigère, défendeur, ce dernier agissant, soit en son nom personnel, soit en qualité de maire dudit Tournissan; 2° que le défendeur soit condamné à rétablir les lieux dans leur état primitif dans les vingt-quatre heures du jugement à intervenir, ou, à défaut, à être autorisés à ce faire aux frais du défendeur; et 3° que le défendeur soit encore condamné à leur payer 1 000 francs de dommages-intérêts et aux dépens avec exécution provisoire du jugement, sans caution, nonobstant opposition ou appel; — Qu'enfin, par des conclusions additionnelles, déposées à notre audience du 12 octobre dernier, ils disent que le 10 octobre, c'est-à-dire postérieurement à l'introduction de leur instance, le défendeur a fait abattre deux arbres qui étaient englobés dans l'épaisseur du mur démoli, et demandent pour ce fait nouveau 2 000 francs de dommages-intérêts; — Attendu que, par des conclusions écrites déposées à notre audience du 14 septembre dernier, le défendeur a reconnu avoir ordonné la démolition du mur construit par les demandeurs, mais a soutenu que nous étions incompétent pour connaître de la demande faite contre lui; — Que, répondant à la demande additionnelle faite par les demandeurs à l'audience du 12 octobre dernier, il a dit que ce n'était pas lui qui avait ordonné l'abattage des deux arbres qui avaient été abattus en exécution d'un arrêté de M. le préfet de l'Aude; — Statuant sur la demande principale:—Attendu que, par jugement du 14 septembre dernier, nous avons réglé l'exception d'incompétence soulevée par le dé-

fendeur, mais que plusieurs des arguments apportés à l'appui de cette exception, sont des questions de fond ou de recevabilité et non de compétence; qu'il est donc nécessaire de les examiner dans le jugement sur le fond; — Attendu qu'après notre décision sur la compétence, notre premier devoir est, en présence des conclusions des demandeurs, de rechercher si la demande de ces derniers est recevable, soit comme action en réintégrande, soit comme action en complainte; — En ce qui concerne la réintégrande: — Attendu que si, aux termes de l'article 23 du Code de procédure civile, qui parle des actions possessoires en général, celles-ci ne sont recevables qu'autant qu'elles sont formées dans l'année du trouble par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible par eux ou les leurs, à titre non précaire, il résulte de la jurisprudence bien établie de la Cour de cassation, que, pour pouvoir exercer la réintégrande, il n'est pas nécessaire d'avoir la possession annale; qu'il suffit seulement, pour l'exercice de cette action, qui a pour principe un quasi-délit, que le demandeur établisse qu'il possédait au moment de la spoliation et qu'il a été dépossédé par violence ou voie de fait (arrêts du 28 décembre 1826, du 4 juin 1835, du 19 août 1839, du 5 avril 1841, du 5 août 1843, du 24 octobre 1846, du 10 août 1847, ANNALES, 1^{re} série, t. IV, p. 306, 307, 312, 321 et 329, et Cassation du 18 novembre 1873, ANNALES 1874, p. 312); — Attendu que la possession de pur fait par les consorts Montlaur-Mary du mur qui est l'objet du présent litige et la démo-

lition de ce mur par ordre du sieur Balmigère sont avouées par celui-ci, qui prétend cependant qu'en entreprenant la construction dudit mur, les demandeurs se sont livrés à un acte d'usurpation de nature à déposer la commune ; — Attendu que l'acte d'usurpation allégué contre les demandeurs, alors même qu'il serait démontré, ne serait pas suffisant pour justifier l'acte de violence ou voie de fait du défendeur ; qu'alors même que la possession des consorts Montlaur-Méry aurait été vicieuse à l'origine, le sieur Balmigère ne pouvait s'en prévaloir pour se faire justice lui-même ; que c'est d'après ce principe qu'il a été jugé que l'action en réintégrande ne peut être écartée sous le prétexte que la voie de fait qui en est la base n'aurait été que la suite d'une précédente voie de fait que le demandeur aurait lui-même commise (Cass., 5 août 1845, ANNALES, 1^{re} série, t. IV, p. 312) ; — Attendu que l'action en réintégrande serait recevable, alors même que le défendeur alléguerait que le terrain litigieux est une dépendance du domaine public (Cass., 18 juillet 1866, ANNALES 1867, p. 119) ; — Que, par conséquent, l'allégation par le défendeur que le mur litigieux aurait été construit le long du chemin vicinal, ne justifie pas le rejet de la réintégrande ; — Attendu que la règle *spoliatus omnia restituendus* oblige les personnes morales aussi bien que les particuliers ; que, par suite, la réintégrande peut être exercée contre tout agent de l'administration, maire, entrepreneur de travaux publics ou autre, qui s'est rendu coupable du fait de dépossession violente (Cass., 8 juillet 1863, Conseil d'Etat, 14 décem-

bre 1862, ANNALES 1863, p. 368 ; Cass., 18 juin 1866, ANNALES 1867, p. 119) ; — Attendu encore que, par arrêt du 19 juin 1882, la Cour de cassation a décidé que doit être considéré comme voie de fait donnant ouverture à la réintégrande le fait par un maire d'ordonner la destruction des travaux construits par autrui ; — Attendu que, de tout ce qui précède, il résulte bien qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une agression matérielle et violente, d'un trouble de fait commis par ordre et sous la direction du sieur Balmigère contre la possession qu'avaient les consorts Montlaur-Mary d'un mur par eux construit, et que, par conséquent, l'action en réintégrande est recevable ; — En ce qui concerne l'action en complainte à laquelle les demandeurs ont également recours : — Attendu qu'après avoir entendu les parties à nos audiences des 14 septembre et 12 octobre derniers, cette action en complainte n'étant pas suffisamment justifiée, puisque la possession annale invoquée par les consorts Montlaur-Mary était contestée par le défendeur qui, dans ses conclusions du 14 septembre, soutenait que cette possession n'avait pas été paisible, et dans les conclusions écrites du 12 octobre alléguerait, *tantôt que le terrain sur lequel était construit le mur et le terrain contigu était sa propriété, et tantôt que ce même terrain était la propriété de la commune* ; qu'en présence de ces dires contradictoires et de ces constatations vagues, nous avons ordonné la visite des lieux ; — Attendu que des constatations faites, basées sur les aveux mêmes du défendeur, ainsi que cela est constaté dans notre procès-verbal de visite des

lieux, auquel est annexé un plan figuratif et visuel desdits lieux, dressé par l'expert Cayrol, délégué à cet effet, il résulte que les consorts Montlaur-Mary ont seuls exercé des actes de possession sur le terrain qui est actuellement en litige, puisque seuls ils ont fait des constructions et des plantations, non seulement sur ce terrain, mais même en dehors de la ligne du mur, et cela, non seulement dans l'année qui a précédé le trouble commis par Balmigère, mais depuis plusieurs années, étant donné que certains des arbres plantés ont plus d'un mètre de circonférence, et, par conséquent, plusieurs années d'existence; — Attendu que la prétention qu'a le sieur Balmigère d'y avoir possédé autrefois, à une époque indéterminée, des peupliers, et celle que les habitants de Tournissan y auraient creusé des trous pour éteindre leur chaux, alors même qu'elles seraient reconnues exactes, n'auraient aucune importance dans la cause actuelle, ces faits remontant à plusieurs années; — Attendu qu'on ne saurait encore considérer comme un trouble de fait à la possession des demandeurs, le fait par Balmigère d'avoir fait abattre l'année dernière deux arbres indiqués au plan susvisé, sous les numéros 10 et 11, puisque des constatations faites il résulte que ces deux arbres, objet d'un référé devant M. le président du Tribunal civil de Carcassonne, se trouvaient à 15 ou 20 mètres en dehors des lieux litigieux; — Attendu qu'après avoir démontré qu'aucun trouble de fait n'est venu interrompre ou rendre équivoque la possession des consorts Montlaur-Mary, il est nécessaire de rechercher s'il ne s'est pro-

duit aucun trouble de droit; — Attendu qu'on ne peut considérer comme des troubles de droit: 1° ni les prétentions verbales que la commune de Tournissan ou Balmigère, agissant en son nom personnel, peuvent avoir élevées sur la propriété ou sur la possession des consorts Montlaur-Mary; 2° ni les documents énumérés par le défendeur dans ses conclusions écrites du 14 septembre dernier, documents qui, du reste, ne sont pas produits, et qui, d'après les explications fournies, ne paraissent être que des avis donnés par des personnes qui ont dressé ces documents, au nombre desquelles se trouve le défendeur actuel intéressé à se donner raison; 3° ni la production d'un billet d'avertissement donné en vertu de la loi du 2 mai 1855, qui n'est pas motivé et n'indique pas la nature de la contestation soulevée par la partie (Justice de paix de Toulouse, 19 juillet 1853, DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DE LA COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX, Beaume et Million, *Actions possessoires*, nos 422 et 423); — Attendu, d'ailleurs, que les diverses opinions émises dans ces documents ne peuvent et ne doivent lier les juges qui ont pour devoir strict de ne se décider que d'après leurs propres constatations; — Attendu que, d'après les explications des parties, les documents dont il vient d'être parlé n'ont jamais été portés à la connaissance des demandeurs; mais que, même dans le cas où ces derniers en auraient eu connaissance, il faut reconnaître que, d'après les propres aveux de Balmigère, il n'y est pas question du terrain litigieux, mais seulement de l'abatage de deux arbres désignés au plan sous les nu-

méros 8 et 9, situés au bord du terrain litigieux, sur l'emplacement même du mur, et de deux autres arbres, n^{os} 10 et 11, situés à 15 ou 20 mètres de ce même terrain, en face de la maison d'habitation Montlaur, ledit abatage reconnu nécessaire par un arrêté préfectoral en date du 9 mars 1904, prescrivant le faucardement du ruisseau de la Tuilerie; — Que, du fait qu'on voulait faire abattre des arbres gênant la circulation des eaux, alors surtout qu'on reconnaissait que ces arbres appartenaient à la famille Montlaur par la mise en demeure d'avoir à les couper, il ne s'ensuit pas que ni la commune de Tournissan ni le défendeur eussent l'intention de contester la possession de ces arbres et à plus forte raison la possession du terrain sur lequel ils étaient plantés; qu'en outre, les consorts Montlaur-Mary protestèrent contre le projet d'abatage des arbres en question, et que, par une lettre versée aux débats, M. le préfet les informe que les arbres seraient respectés (ladite lettre non enregistrée ni timbrée, mais qui le sera en même temps que le présent); — Attendu, dès lors, que la possession des consorts Montlaur-Mary n'a subi, dans ces conditions, ni un trouble de fait ni un trouble de droit, provenant des actes ci-dessus relatés; que, depuis un an et jour, cette possession n'a cessé d'être paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire; que le premier trouble de fait ne s'est produit que le 5 septembre 1903, jour où le défendeur a démolí le mur qui est la base du présent procès, et que le premier trouble de droit ne s'est produit que le jour où les consorts

Montlaur-Mary ont reçu la notification de l'arrêté de M. le préfet de l'Aude, approuvant la proposition du service hydraulique, relativement à l'abatage des arbres n^{os} 8 et 9 du plan dressé par l'expert; qu'enfin, une année ne s'étant pas écoulée entre le trouble et l'action en justice, la complainte des demandeurs est portée devant nous dans les délais prescrits par l'article 23 du Code de procédure civile et est par conséquent recevable et fondée; — Attendu encore que l'exception de propriété soulevée par le défendeur ne peut avoir pour effet de rendre irrecevable ni la complainte, ni la réintégrande qui, dans l'espèce, réunissent tous les caractères exigés par la loi; — Attendu que l'expert que nous avons nommé n'avait pas pour mission de rechercher qui est propriétaire du terrain litigieux; que c'est donc à tort que le défendeur s'appuie sur le rapport de l'expert pour démontrer que les demandeurs ne sont pas propriétaires de ce terrain, puisque nous sommes incompétent pour trancher la question de propriété, et que notre devoir consiste seulement à rechercher qui est possesseur; — Attendu, par suite, qu'il y a tout simplement lieu de réserver aux parties tous leurs droits au pétitoire; — Statuant en ce qui concerne la demande additionnelle; — Attendu que, par leurs conclusions du 12 octobre dernier, les demandeurs réclament 2000 francs pour le préjudice qu'ils éprouvent par suite de l'abatage de deux arbres coupés dans le cours de l'instance, en exécution d'un arrêté de M. le préfet de l'Aude, en date du 5 octobre 1903, approuvant les propositions du service hydrau-

lique relatives aux travaux restant à faire pour le faucardement du ruisseau de la Tuilerie, demandé par la municipalité de Tournissan dans le but de prévenir les inondations, et par suite dans un intérêt communal; — Attendu que les parties peuvent, en cours d'instance, augmenter ou diminuer leur demande primitive; que, pour qu'une demande additionnelle puisse être jointe à la demande principale, il suffit qu'elle ait un certain rapport avec cette dernière, ce qui a lieu dans l'espèce, puisqu'il s'agit de la possession du même objet; — Attendu, par suite, que le défendeur n'est pas fondé à soutenir que la demande additionnelle dont s'agit doit être rejetée sous prétexte qu'elle doit s'adresser à l'administration des ponts et chaussées, et que les parties sont liées par l'exploit introductif d'instance qui est muet à cet égard; — Attendu qu'aux termes de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux, lorsque, par suite de travaux légalement ordonnés, il y a lieu d'élargir un cours d'eau, les propriétaires riverains ont droit à une indemnité; qu'aux termes du paragraphe 4 du même article, les contestations qui peuvent s'élever sur ce point sont jugées en premier ressort par le juge de paix; — Attendu qu'aux termes de ce dernier paragraphe, nous sommes compétent pour connaître de la demande d'indemnité faite par les consorts Montlaur-Mary, mais à condition, cependant, que la propriété ne serait pas contestée, car le paragraphe 1^{er} de l'article 6 que nous venons de citer vise seulement les propriétaires riverains et non les simples possesseurs; — Attendu que des

constatations faites plus haut, la possession des consorts Montlaur-Mary sur les deux arbres qui font l'objet de la présente demande n'est pas douteuse, puisque ce sont eux ou leurs auteurs qui ont planté ces arbres et les ont seuls soignés jusqu'au jour du trouble; mais que nous sommes incompétent pour connaître de la question de propriété soulevée par le défendeur; que, dès lors, il y a lieu de surseoir à statuer sur la demande d'indemnité pour les deux arbres abattus, jusqu'à ce que le Tribunal compétent se soit prononcé sur la propriété de ces deux arbres, en fixant néanmoins un délai dans lequel la commune, qui soulève cette exception, devra justifier de ses diligences pour mettre le Tribunal en mesure de statuer; — Sur la responsabilité de la commune de Tournissan ou sur la responsabilité de Balmingère en son nom personnel concernant la demande principale : — Attendu tout d'abord qu'il y a lieu de remarquer que des conclusions écrites du défendeur, il résulte que celui-ci a agi, dans l'affaire qui nous occupe, aussi bien dans son intérêt personnel que dans celui de la commune, puisqu'il se prétend propriétaire ou possesseur du terrain litigieux; — Attendu même qu'en supposant que le seul intérêt de la commune serait en jeu dans cette affaire, aucune loi ne donne à un maire le pouvoir de prendre des arrêtés dans le but de porter atteinte au droit de propriété ou de possession des particuliers, par l'interdiction de bâtir ou par l'ordre de démolir des constructions qui ne confluent pas à la voie publique (Cour de cassation, 16 décembre 1866

ANNALES 1888, p. 34); — Attendu que, lorsqu'un maire n'agit pas en vertu des pouvoirs que lui donne la loi, qu'il n'agit que comme représentant du conseil municipal, il doit s'assurer que la délibération prise par cette dernière assemblée est revêtue de l'approbation préfectorale, condition indispensable pour engager la responsabilité de la commune qu'il représente; — Attendu que le sieur Balmigère n'allègue pas même que la délibération derrière laquelle il s'abrite ait été revêtue de l'approbation préfectorale; que, malgré notre demande, il ne produit pas cette délibération, et que, dès lors, il nous est impossible de savoir si le conseil municipal approuve ses actes; — Attendu que, dans ces circonstances, la commune de Tournissan ne saurait être engagée dans la cause relative à la demande faite par l'exploit introductif d'instance; que le défendeur qui a agi dans un intérêt personnel a commis une faute et doit être seul responsable de la démolition du mur litigieux et de ses suites (Just. de paix de Quingey (Doubs), 15 septembre 1885; Cour de cassation, 5 août 1901, Dall., 1901, I, 505; *France judiciaire*, 1902, 11, 16; Cour de cassation, 17 décembre 1884, ANNALES 1886, p. 9); — En ce qui concerne la demande de reconstruction du mur par Balmigère, ou à défaut la demande d'autorisation par les consorts Montlaur-Mary de le reconstruire aux frais dudit Balmigère: — Attendu que la maintenance en possession du terrain et du mur litigieux motiverait la reconstruction dudit mur dans l'état où il était avant sa démolition; mais attendu qu'en prescrivant ce travail, nous ordonnerions la construc-

tion d'un édifice sur un terrain que M. le préfet de l'Aude a jugé à propos d'incorporer, en partie, au ruisseau de la Tuilerie; — Qu'en agissant ainsi, nous porterions atteinte à un acte administratif qui existe en ce moment, quoique intervenu pendant le cours de l'instance; — Que, de plus, cette mesure serait sans avantage pour les consorts Montlaur-Mary, tout en augmentant le chiffre de l'indemnité à laquelle ils pourraient avoir droit pour la dépossession provenant de l'arrêté de M. le préfet de l'Aude, dans le cas où la question de propriété serait tranchée en leur faveur; — Attendu, par suite, que le seul moyen de concilier les droits des demandeurs, tout en sauvegardant les intérêts de la commune de Tournissan dans le cas où elle serait obligée de les indemniser pour le terrain incorporé au ruisseau, et sans toucher à l'arrêté de M. le préfet de l'Aude, c'est de constater la possession des consorts Montlaur-Mary et de condamner le défendeur à leur payer la valeur dudit mur, suivant l'estimation faite par l'expert, et de ne les autoriser à reconstruire ce mur qu'après avoir demandé et obtenu du service hydraulique de fixer la limite du ruisseau de la Tuilerie, conformément à l'arrêté de M. le préfet; — En ce qui concerne la demande de dommages-intérêts faite par l'exploit introductif d'instance: — Attendu qu'en dehors du préjudice résultant de la démolition du mur et de quelques dépenses pour soutenir leur action, les demandeurs n'ont éprouvé qu'un préjudice moral; qu'une somme de 100 francs nous paraît suffisante pour réparer les pertes qu'ils ont subies; — En ce qui con-

cerne l'exécution provisoire du jugement : — Attendu qu'il n'y a pas péril en la demeure, et que, par suite, il n'y a pas lieu d'ordonner cette exécution ; — Sur les dépens : — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, sans avoir égard aux conclusions contraires du défendeur, dont il est débouté, sauf en ce qui concerne l'action pétitoire ci-après ; — Disons que l'action en réintégrande et l'action en complainte des consorts Montlaur-Mary sont également recevables et fondées ; par suite, tout en réservant aux parties tous leurs droits au pétitoire, maintenons les demandeurs en possession du terrain litigieux de forme triangulaire limité au nord par le chemin de Lagrasse, n° 4, et au sud par le ruisseau de la Tuilerie ; mais ne les autorisons à reconstruire le mur qui longe ce terrain qu'après avoir fait fixer les limites dudit ruisseau par le service hydraulique ; — Mettons la commune hors de cause en ce qui concerne seulement la demande faite par l'exploit introductif d'instance ; — Disons que nous ne statuerons sur la demande de 2000 francs d'indemnité pour les deux arbres coupés pendant le cours de l'instance, faite contre la commune de Tournissan par les conclusions additionnelles des consorts Montlaur-Mary qu'après que les parties auront fait vider la question de propriété par le Tribunal compétent ; mais néanmoins fixons un délai maximum de trois mois, dans lequel la commune, qui soulève cette question de propriété, sera tenue de justifier des diligences faites

par elle pour les faire vider ; — Condamnons Balmigère personnellement à payer aux consorts Montlaur-Mary : 1° la somme de 260 fr. pour la valeur du mur qu'il a détruit ; 2° la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts ; 3° à tous les dépens, liquidés à 189 fr. 90, et ce non compris les frais de timbre, d'enregistrement, d'expédition et de signification du présent jugement, lesquels demeurent également à sa charge ; — Disons qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution provisoire du jugement ; — Rejetons le surplus des conclusions des demandeurs. »

Observations. — Ce litige, dans lequel les parties ont réciproquement fait preuve d'une singulière passion et d'une égale persévérance, a donné lieu à une série d'incidents de procédure assez rares. Tout d'abord le jugement définitif du juge de paix a été frappé d'appel par le maire de la commune de Tournissan, mais il a été confirmé, à la date du 4^{er} juin 1904, par le Tribunal civil de Carcassonne.

Alors le préfet du département de l'Aude, à la demande du maire de Tournissan, a pris un arrêté de conflit, et après avis formulé par le ministre de l'agriculture, et sur le rapport de M. Bard, membre du Tribunal, et conformément aux conclusions de M. Romieu, commissaire du gouvernement, le Tribunal des conflits a décidé qu'en retenant la connaissance des questions soulevées, ainsi que les actions possessoires portées devant lui, le Tribunal civil de Carcassonne n'a pas excédé les limites de sa compétence.

En conséquence, l'arrêté de conflit a été annulé.

La sentence de M. le juge de paix du canton de Lagrasse sera donc exécutée selon sa forme et teneur, car toutes les tentatives faites pour en obtenir l'infirmité ont successivement échoué. Il n'est guère de jugements possessoires qui aient été portés jusque devant le Tribunal des conflits; nous avons donné dans nos ANNALES, 1905, p. 222, le jugement de ce Tribunal rendu dans cette affaire.

Justice de paix du canton de Bressuire
(Deux-Sèvres).

Président : M. LUZET, juge de paix.

20 décembre 1903.

Congé verbal. — Congé par lettre recommandée. — Déménagement du locataire. — Action en dommages-intérêts.

Le congé donné par le locataire au propriétaire n'a pas besoin d'être accepté par ce dernier pour être valable et produire son effet utile.

Le congé n'est assujéti à aucune forme spéciale. Il peut avoir lieu par lettre missive. Il est valable par cela seul qu'il est incontestablement parvenu aux mains et à la connaissance du congédié, et qu'il a été donné dans le délai fixé par l'usage des lieux.

Le juge de paix est compétent pour décider d'après les faits et renseignements de la cause que le congé a été régulièrement donné.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'en matière de location et dans la limite de la loi du 25 mai 1838, il nous appartient de décider si le

congé a été donné dans les formes voulues et dans les délais d'usage ; — Attendu que dans l'espèce, M. Arnault a, par lettre recommandée, déposée au guichet du bureau de poste de Bressuire le 24 juin 1903, présentée le même jour au domicile du destinataire, donné congé à M. Veudet de la location de la maison sise à Cornet, qu'il occupait verbalement moyennant 125 francs par an ; — Attendu que le congé est la déclaration faite par l'une des parties à l'autre qu'elle entend mettre fin au bail qui les lie ; que ce congé n'est pas une résolution faite par concours de consentement, ni une convention, mais simplement une manifestation de volonté unilatérale ; que chacune des parties, en matière de location verbale, a, en effet, le droit de mettre fin au bail par sa seule volonté et que, par conséquent, le congé résout le bail sans le concours de consentement, sans acceptation ; — Attendu que le congé n'est assujéti par la loi à aucune forme particulière ; qu'il peut avoir lieu par lettre missive (Fuzier-Herman, art. 1736, n° 20 ; Dalloz, art. 1736, n° 52) ; que le congé est valable par cela seul qu'il est incontestablement parvenu aux mains et à la connaissance du congédié ; — Attendu que si la partie à qui le congé a été donné par lettre refuse d'en donner acte par une acceptation écrite, que cependant il soit trop tard pour recourir à une signification, l'autre partie, pour régulariser le congé, ou du moins pour en acquérir la preuve, doit s'adresser à justice (Dalloz, art. 1736, n° 57) ; — Attendu que les usages locaux ayant force de loi dans le canton de Bressuire ont assimilé la

lettre recommandée, pour forme de congé, à l'exploit d'huissier ; qu'ils prescrivent qu'un congé de la nature de celui qui nous occupe doit être donné trois mois d'avance ; — Attendu qu'il ne fait pas l'ombre d'un doute que M. Arnault ait, au moyen de la lettre versée aux débats, manifesté en temps utile son intention de terminer, le 29 septembre 1903, le bail des lieux par lui occupés appartenant à M. Veudet ; — Attendu qu'il importe de rechercher si le défaut d'acceptation invoqué par M. Veudet suffit à annuler ce congé ; — Attendu qu'il résulte des explications de M. Veudet à la barre, que la lettre recommandée dont s'agit, si elle a été présentée, dit-il, ne l'a pas été à lui-même, mais plutôt à sa femme ; — Attendu qu'il ne peut pas y avoir d'erreur au sujet de la présentation, puisque les cachets du bureau de poste et l'annotation du facteur Beauchamp la certifient ; — Attendu, d'autre part, que cette lettre recommandée étant assimilée à l'exploit d'huissier, avec l'article 68 du Code de procédure civile, il y a lieu de décider que sa présentation faite à la femme Veudet était régulièrement faite : « La copie peut être « remise à tous les parents, quel que « soit le degré de parenté ou même « d'alliance des personnes avec la « partie assignée : époux, père, « mère, etc. » (Daloz, *Jur. gén.*, v° *Exploit*, n° 29) ; — Attendu que, dans ces conditions, M. Veudet ne peut pas exciper valablement de ce que l'acte unilatéral de son adversaire ne lui soit venu en temps utile entre ses mains ou à sa connaissance, ou même que le refus de ladite lettre par la femme Veudet n'est qu'une

manœuvre malicieuse destinée à échapper à la notification du congé en temps utile ; — Attendu, en effet, que le congé n'a pas besoin d'être accepté ; que les locations verbales cessent par la seule volonté de l'une des parties, manifestée par le congé donné selon les règles prescrites par l'usage, sans que l'autre partie puisse se refuser à la cessation de la location ou ait besoin d'y consentir (Cass., 3 mars 1896) ; — Attendu que si, en cas de dénégation de réception d'un congé verbal ou par lettre, comme en l'espèce, la partie peut s'assurer une preuve en le signifiant par huissier, les auteurs et la jurisprudence s'accordent à reconnaître que si c'est là un acte de prudence, ce n'est pas pour cela une *formalité obligatoire* (*Pandectes*, v° *Bail en général*, n° 2203) ; — Attendu qu'il a été même jugé que le défaut d'acceptation n'annulait pas le congé et qu'il permettait à celui qui l'avait donné de se rétracter ; — Attendu que, dans ces conditions, le congé donné par M. Arnault n'en est pas moins valable, même en respectant la thèse de M. Veudet provenant du refus d'acceptation ; — Attendu que M. Veudet a encore considéré implicitement le congé donné par son adversaire d'autant plus valable, qu'il a reçu les clefs et le loyer échu au 29 septembre 1903 ; que, sous ses yeux, il a assisté au déménagement de son locataire, sans avoir alors le souci de voir son immeuble dépouillé des garanties prévues par l'article 1752 du Code civil ; — Qu'en admettant la continuation du bail, faute de congé régulier, M. Arnault, alors même qu'il avait régulièrement payé ses

loyers échus précédemment, avait toujours, en effet, l'obligation de garnir la maison de meubles suffisants (Lyon, 4^{or} juillet 1892); — Qu'enfin M. Veudet sentant ses sûretés compromises n'a fait aucune diligence pour profiter des dispositions des articles 2102 du Code civil et 819 du Code de procédure civile; que ce n'est que quinze jours après la sortie que, sans doute guidé par l'appât d'un bénéfice imaginaire, il s'est décidé à s'adresser aux Tribunaux pour se le faire légitimer; — Attendu qu'aux termes de la citation, M. Veudet réclame 125 francs pour dommages-intérêts, préjudice que lui aurait causé M. Arnault en lui empêchant de louer sa maison; que ce préjudice n'est pas prouvé et qu'il ne saurait l'être; que le contrat de bail est l'objet d'une législation spéciale, *sui generis*, dans laquelle se trouve la sanction des obligations non remplies par l'un et l'autre des contractants; que l'article 1382 du Code civil ne trouve donc pas ici son application; — Attendu que la demande de dommages-intérêts par M. Veudet prouve, à elle seule, que M. Arnault avait matériellement donné congé; que, si ce congé n'avait pas eu lieu réellement, le bail devait se continuer par tacite reconduction, M. Veudet refuser les clefs que lui a remises son adversaire et mettre ce dernier, par acte extrajudiciaire, en demeure de remplir les obligations d'un preneur ordinaire; — Attendu, au surplus, qu'il résulte des explications de M. Veudet (qui a toujours eu, au cours des débats, une attitude très gênée, s'étudiant à ne pas se couper) que, lors de la venue de M. Arnault chez lui avec les témoins le

14 juin dernier, ledit M. Veudet savait bien à quoi s'en tenir sur le but de leur visite, puisqu'il a dit « que c'était bien le moins qu'on fasse « gagner la vie aux huissiers »; — Que ces paroles rapprochées de tout ce qui précède prouvent surabondamment la bonne foi de M. Arnault et le congé donné; — Attendu donc que tout concourt à assurer notre conviction, en dehors même de toutes les considérations du droit; — Attendu qu'il y a enfin, dans cette affaire, une question de bon sens et d'équité qui domine la situation et s'impose à la conscience du juge; — Attendu que la partie qui succombe est passible des dépens; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire en premier ressort; — Nous déclarons M. Veudet irrecevable en son action, et nous l'en déboutons; — Nous le condamnons à acquitter les dépens de l'instance et le coût des formalités de timbre et enregistrement des deux pièces annexées, le tout taxé et liquidé à..., etc. »

Observations. — Un congé verbal ou par simple lettre est parfaitement valable, pourvu qu'il soit établi que la partie à laquelle le congé a été donné en a eu connaissance, et dans le délai établi par l'usage local. Ce sont là deux circonstances de fait que le juge de paix saisi du litige peut apprécier souverainement. En l'espèce, les explications des parties paraissent avoir établi que le propriétaire avait bien eu connaissance du congé, et c'est avec raison que ce dernier a été débouté de sa demande.

*Justice de paix du canton de Voves
(Eure-et-Loir).*

*Président : M. François CONDIS, A. 43, **
juge de paix.

15 février 1905.

*Accident du travail. — Hospice. — Op-
position à contrainte. — Offres réelles.
— Rejet de l'opposition.*

Le patron, responsable de l'accident survenu à l'un de ses ouvriers, est tenu des frais d'hospitalisation de ce dernier, et, en outre, intégralement des frais de médication et d'opération chirurgicale nécessités par la blessure.

Si donc il a fait opposition à la contrainte décernée contre lui, et a offert réellement une somme inférieure à celle qui lui est réclamée, le juge de paix saisi de cette opposition doit le déclarer mal fondé en cette opposition et le condamner au paiement de la somme réclamée par l'administration de l'hospice.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 22 mars 1902, ainsi que la loi du 31 mars 1903 ; — Ouï les parties par l'organe de leurs mandataires respectifs, M^e Rabier, avocat et député du Loiret, pour les Hospices d'Orléans, M^e Séjourné, avocat du barreau de cette dernière ville, pour M. Chalon, patron, dont le risque professionnel est couvert par la Compagnie d'assurance *la Zurich*, enfin, M^e Deschamps, avoué, pour M. le maire d'Orléans, pris en tant que président de la Commission des Hospices ; — Attendu que Chalon a fait opposition à l'exécution d'une contrainte décernée contre lui par l'Administration des Hospices d'Orléans, contrainte tendant au paye-

ment d'une somme de 169 fr. 75 pour le séjour à l'Hôtel-Dieu de l'ouvrier Auclair, se décomposant comme suit : trois journées d'hospitalisation à 2 francs (frais de séjour), 6 francs ; frais médicaux (suivant détail fourni), 160 francs ; frais pharmaceutiques (suivant détail fourni), 3 fr. 75 ; ensemble : 169 fr. 75 ; — Attendu qu'à raison de ce qui précède, Chalon a fait citer devant nous les Hospices d'Orléans en validité de ladite opposition ; — Attendu qu'après avoir nié devoir le montant des causes de la contrainte décernée contre lui, Chalon, par exploit de Durand, huissier à Orléans, en date du 8 juillet 1905, enregistré, a offert auxdits Hospices la somme de 12 francs se décomposant comme suit : 6 francs, pour trois journées d'hôpital ; 5 francs, pour frais médicaux et pharmaceutiques, sauf à parfaire selon les justifications qui seront apportées par ces établissements de leurs débours réels et obligatoirement subis par eux de ce chef ; celle de 1 franc, pour frais, si d'aucuns sont dus ; — Sur les différents points des conclusions de l'opposant : — Attendu que l'arrêté de M. le préfet du Loiret en date du 17 février 1903 vise, pour les victimes d'accidents du travail, le prix de la journée d'hospitalisation, fixé à 2 francs, déduction faite des frais médicaux et pharmaceutiques établis d'après les tarifs de l'Assistance médicale gratuite ; — Attendu que les parties ne sont pas d'accord sur l'interprétation à donner à cet arrêté légalement pris ; — Attendu, en effet, que Chalon dénie le droit aux établissements publics d'hospitalisation, êtres moraux ayant la personnalité civile, de re-

chercher des bénéfices ; — Attendu qu'il coule de source que les établissements de secours dont s'agit ne doivent point « faire commerce » ; qu'une telle pratique serait, on le conçoit, contraire à l'esprit même des lois des 7 août 1831 et 15 juillet 1893 qui les ont institués ; — Attendu, cependant, que ceux qui en ont l'administration doivent s'attacher à les gérer dans les conditions les moins onéreuses ; qu'alors même que des bénéfices ressortiraient en fin d'exercice, ces bénéfices pourraient être utilement employés en fondations de lits, en amélioration de l'ordinaire des malades, etc. ; — Attendu que l'intérêt général commande aux hospices de s'administrer au mieux, pécuniairement parlant, sans pour cela rechercher, dans le traitement des malades, un gain, quel qu'il soit ; — Attendu qu'il ne faut point perdre de vue que les indigents qu'ils reçoivent sous leurs toits, et directement à leurs consultations gratuites, leur créent de lourdes charges que comblent difficilement, parfois, les ressources provenant des malades payants ; — Attendu qu'à première lecture l'arrêté susvisé prête à ambiguïté lorsque, fixant le prix de la journée d'hospitalisation à 2 francs, il ajoute : « *déduction* faite des frais médicaux, etc. », ce qui veut dire, à n'en pas douter, « *indépendamment* (mot pris pour *déduction*) « desdits frais médicaux et pharmaceutiques » ; — Attendu que c'est sur l'attribution de ces frais médicaux et pharmaceutiques que roule tout le procès ; — Attendu que Chalon ne reconnaît pas les devoirs à l'Administration des Hospices, comme n'ayant pas été dé-

boursés par elle ; — Attendu qu'il importe d'examiner ce point, tout en se pénétrant du fonctionnement des Hospices d'Orléans ; — Attendu que, si Chalon prétend ne pas être tenu au paiement desdits frais médicaux et pharmaceutiques, il offre néanmoins de les régler s'il lui est produit une note *acquittée* du médecin ; — Attendu que l'Administration des Hospices est, il ne l'ignore point, dans l'impossibilité de représenter cette pièce, par la raison bien simple que les fonctions de médecins-chirurgiens dans les hôpitaux des grandes villes sont des places généralement mises au concours ; que beaucoup en recherchent le titre, non pour les émoluments afférents à l'emploi, mais pour la clientèle qu'il procure en ville à son détenteur, et que, dans l'exercice de leur art à l'hôpital auprès duquel ils sont attachés, ils ne peuvent, *apparemment*, aux yeux du public, rien revendiquer personnellement ; — Attendu, en effet, que les médecins en question sont chargés d'un service spécial qu'ils assurent à des heures déterminées moyennant salaire, sans avoir à se préoccuper de la catégorie, payants ou non, des malades qu'ils soignent ou opèrent dans les salles ; — Attendu que cette réglementation intérieure est, ce nous semble, une garantie pour le public, et non, en l'espèce, une exploitation de nature commerciale, ainsi que la dénonce Chalon ; — Attendu que, dès l'instant que les médecins acceptent de prodiguer leur science en échange d'un traitement annuel fixe, ils n'ont pas à se substituer à l'Administration des Hospices dans la délivrance des reçus de sommes qu'ils ne peu-

vent toucher *ouvertement* et, par tant, produire, lorsque des justifications sont demandées comme dans le procès pendant ; — Attendu que l'Administration des Hospices d'Orléans est, par extension, censée avoir décaissé les sommes ultérieurement réclamées aux malades non indigents du fait de l'allocation qu'elle sert, sous forme d'appointements mensuels, par exemple, aux membres du personnel médical exerçant *volontairement* sous ses ordres ; — Attendu qu'on cherche en vain, dans ces conditions, où est l'exploitation et l'exercice d'un commerce avec, comme but, la perspective de bénéfices dont parle l'opposant ; — Attendu, au surplus, que par une circulaire de M. le ministre de l'intérieur adressée aux sous-préfets et maires présidents des commissions administratives des Hospices et Hôpitaux des départements, circulaire établie à la suite de la résolution votée le 12 juin 1902 par le Conseil supérieur de l'Assistance publique, il est dit que les hôpitaux, pour les accidents du travail, percevront dans leurs recettes générales, pour frais de traitement : 1° un prix de journée d'entretien ; 2° les frais médicaux et pharmaceutiques au tarif fixé par le règlement départemental sur l'assistance médicale gratuite, ou, à défaut, par les usages locaux ; — Attendu que dans le cas qui nous occupe, feu l'ouvrier Auclair, dont le patron est assuré à la Compagnie *la Zurich*, fut, étant grièvement blessé au ventre à la suite d'un accident survenu au cours de son travail sur le territoire du canton de Voves, près le bourg d'Ymonville, dans l'obligation de subir l'opération de la laparotomie avec su-

tures, opération des plus délicates nécessitant, de la part des praticiens appelés à la tenter, des soins très éclairés ; — Attendu que, si l'on se reporte au numéro 70 de l'article 33 du règlement concernant l'assistance médicale gratuite dans le Loiret, on constatera que cette opération est tarifée 150 fr., alors qu'il n'a été compté que 100 fr. (laparatomie simple, n° 69) par l'Administration des Hospices ; — Attendu que ce simple fait démontre que celle-ci ne se livre donc pas, ainsi qu'on tendrait à l'établir, à la recherche des bénéfices, mais se borne à revendiquer les sommes qui lui paraissent légitimement dues ; — Attendu qu'en supposant que le sieur Auclair eût été opéré à domicile, *au titre de non indigent*, par un docteur du service de l'Assistance médicale, ce dernier eût peut-être compté un prix supérieur au prix minimum fixé par le règlement dudit service ; — Attendu, dès lors, qu'on s'explique difficilement la contestation soulevée par Chalon, à mauvais escient, selon nous ; — Attendu qu'il faut voir dans son obstination à ne point s'exécuter l'intervention occulte de la Compagnie *la Zurich*, qui couvre son risque professionnel, compagnie voulant manifestement, au moyen d'une décision de justice, créer un précédent et instaurer, si possible, dans le Loiret, où elle exerce, en matière d'accidents du travail, un système de règlement qu'elle sait par avance inapplicable dans l'état actuel de l'organisation des Hospices, système qui jetterait la perturbation dans leur administration s'il y était introduit ; — Attendu que Chalon fait grief aux Hospices de se constituer des ren-

les sur le dos des compagnies qui couvrent les risques professionnels ; Attendu qu'il nous paraît démontré que ce sont plutôt ces dernières qui désireraient s'en créer, à la suite d'accidents du travail, en payant le moins possible aux intéressés, tout en prélevant naturellement le maximum de primes ; — Attendu que cette théorie bien connue, qui tend à s'acclimater de plus en plus en France, à savoir, réaliser, par-dessus la tête des patrons, de gros bénéfices avec le minimum de risques, ne saurait plaider en faveur des compagnies, fussent-elles d'origine suisse ; — Attendu, d'une part, que Chalon ne contestant pas devoir le montant des frais médicaux et pharmaceutiques, mais se refusant à les régler aux Hospices, sans mandat, en l'occurrence, pour les recevoir, d'après lui, et, d'autre part, les praticiens de l'Hôtel-Dieu ne pouvant, nous l'avons dit, les encaisser directement des blessés, patrons ou compagnies d'assurance en raison du contrat tacite qui les lie à l'Administration des Hospices d'Orléans, il s'ensuit qu'il s'en exonérerait si sa thèse, cercle vicieux dans lequel il entend enfermer son adversaire, était acceptée, car alors l'Administration, désarmée, ne pourrait les recouvrer ; — Attendu que ce n'est pas ce qu'a voulu la loi, ni d'avantage les règlements qu'elle a provoqués par la suite ; que, même en présence d'un texte législatif imprécis, le devoir du juge chargé de trancher un différend est de lui donner l'interprétation qui se rapproche le plus de la logique, sous peine de fausser la sentence qu'il est appelé à rendre ; — Attendu que cette règle ne doit pas souffrir

d'exception, mais, au contraire, être généralisée au nom des principes de droit dont Chalon se réclame et qui sont la garantie d'une invariable et bonne justice ; — Par ces motifs, statuant publiquement, contradictoirement, en dernier ressort, et vidant notre délibéré ; — Recevons l'opposant en la forme seulement ; — Au fond : — Donnons acte à Chalon de l'offre par lui faite aux Hospices d'Orléans, mais disons que cette offre est insuffisante ; — En conséquence, déclarons Chalon mal fondé en son opposition à la contrainte et le condamnons à payer auxdits Hospices la somme de 169 fr. 75 par eux réclamée ; — Le condamnons, en outre, aux intérêts de droit et en tous les dépens. »

Observations. — Aux termes de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905, le chef d'entreprise est tenu des frais médicaux et pharmaceutiques, et le médecin qui a donné ses soins, comme l'administration de l'hôpital dans lequel la victime de l'accident a été soignée, ont une action directe contre le patron responsable. Le juge de paix est seul compétent pour connaître de cette action, en dernier ressort jusqu'à 300 francs, à charge d'appel, dans la quinzaine de la décision, au-dessus de 300 fr. Dans la cause actuelle, la contestation portait sur le chiffre des frais médicaux réclamés par l'hospice. Or, le blessé avait dû subir une opération grave, et le juge saisi a décidé avec toute raison que le chiffre réclamé n'avait rien d'excessif. — On lira avec intérêt les motifs de ce jugement.

Justice de paix du 1^{er} arrondissement
d'Amiens (Somme).

Président : M. TRIBOUT, juge de paix.

3 novembre 1905.

*Saisie-arrest. — Cession-transport. —
Compensation. — Défaut de déclara-
tion affirmative.*

Une saisie-arrest ne saurait être paraly-
sée, sous prétexte de compensation, par
ce fait qu'aux termes d'un acte de cession-
transport, de même date que l'exploit de
saisie-arrest, mais enregistré et signifié à
une date postérieure, la partie saisie est
devenue à son tour créancière du saisis-
sant pour une somme égale ou supérieure
au montant de la somme saisie-arrestée.

Ainsi décidé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la
loi du 12 juillet 1905, art. 14 ; —
Attendu qu'en la forme la saisie-
arrêt est régulière et qu'il y a lieu
de l'accueillir ; — Au fond : — At-
tendu que cette saisie a été prati-
quée le 29 septembre 1905, par ex-
ploit de Van Overschelde, huissier
à Amiens, enregistré, pour sûreté
et avoir paiement de la somme de
166 francs, sauf frais, montant en
principal d'une condamnation pro-
noncée par jugement du Tribunal
de commerce d'Amiens, le 28 mars
1905, contre J. Canaux et consorts,
à la requête du sieur Messelot, en-
tre les mains de Parison, industriel
à Amiens, pris tant comme patron
au regard de J. Canaux, son em-
ployé, que comme liquidateur amia-
ble de la Société J. Canaux et C^e,
Meusnier ; — Attendu que le mon-
tant de la créance, objet de la saisie
dans des conclusions exposées à la
barre, a été fixé en principal, intérêts
et frais, à la somme de 400 fr. 82,

et que ce chiffre n'a pas été con-
testé ; — Attendu que, suivant deux
quittances subrogatives portant aussi
la date du 29 septembre, enregis-
trées, le sieur J. Canaux, tant en
son nom personnel que pour le
compte de J. Canaux et C^e, Meus-
nier, a désintéressé deux créanciers
de Messelot ; — Que ces deux actes
sous signatures privées ont absolu-
ment le caractère de transport-ces-
sion ; — Qu'ils ont été signifiés à
Messelot, créancier saisissant, le
2 octobre dernier (1905) ; — At-
tendu que Canaux et consorts en-
tendent aujourd'hui se prévaloir de
ces cessions pour former, à l'en-
contre de la demande en validité de
la saisie-arrest, une demande recon-
ventionnelle en compensation lé-
gale s'élevant à 435 fr. 32, de
telle sorte que Messelot, au lieu
d'être créancier, serait le débiteur
des défendeurs ; — Que ces derniers
concluent, en outre, à la nullité de
la saisie, en demandant la main-
levée définitive et 250 francs pour
dommages-intérêts résultant du pré-
judice qu'ils en ont éprouvé ; —
Qu'il s'agit d'examiner avant tout
si l'exception de compensation lé-
gale, invoquée par Canaux et con-
sorts, est fondée ; — Attendu que
la saisie a été formée le 29 septem-
bre ; — Que les cessions de créance
sur Messelot, écrites le même jour
sous forme privée, n'ont acquis date
certaine (art. 1328 du Code civil)
que le lendemain par la relation de
l'enregistrement ; — Attendu, en ou-
tre, qu'aux termes de l'article 1690
du Code civil, la cession ne devient
parfaite à l'égard du cessionnaire
que soit par l'acceptation dans le
même acte, soit par acte séparé,
du débiteur cédé, soit même en-

core par la signification faite à celui-ci ; — Que cette signification a été faite le 2 octobre suivant, conséquemment à une date postérieure à la saisie-arrêt ; — Qu'il est de toute évidence que la priorité, comme l'antériorité, sont acquises à la saisie ; — Attendu que la compensation n'a jamais lieu au préjudice de droits acquis à des tiers (art. 1298 du Code civil) et que, par tiers, il faut entendre même le créancier saisissant ; — Qu'une créance frappée de saisie avant que la compensation ne l'ait éteinte, n'empêche pas cette saisie de conserver toute son efficacité, malgré la survenance d'une créance réciproque de la part du débiteur ; — Que, dans cet ordre d'idées, Messelot ayant formé le 29 septembre une saisie-arrêt sur Canaux et autres, ce n'est que le 2 octobre que ceux-ci sont devenus à leur tour créanciers de leur créancier Messelot, par suite de cessions et par l'effet de la notification de celles-ci ; — Que la créance de Messelot contre J. Canaux et consorts était, dès le 29 septembre, par l'effet de la saisie-arrêt, garantie contre toute compensation pouvant se produire ultérieurement au profit des défendeurs ; — Attendu qu'il est de jurisprudence que la saisie-arrêt constitue, en quelque sorte, une mainmise judiciaire sur les valeurs qui en sont l'objet, et que la partie saisie n'a plus la liberté de disposer de ces valeurs sorties de son patrimoine, au préjudice des créanciers qui les considèrent comme leur gage commun ; — Que, partant, les cessions de créances sur le saisissant, et dont les défendeurs sont bénéficiaires, sont impuissantes à

paralyser la saisie-arrêt ; — Attendu encore qu'à un autre point de vue la compensation serait inadmissible, puisque le débiteur cédé, dans l'espèce le créancier saisissant, sans contester l'existence de ces créances, les subordonne, à tort ou à raison, à un règlement de compte ; — En ce qui touche le tiers saisi : — Attendu que la saisie a été opérée en vertu d'un titre authentique et que le tiers saisi, dûment assigné en déclaration affirmative, ne l'a pas faite ; — Attendu qu'il a eu tout le temps nécessaire pour la faire, et que, par son abstention, il doit être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, contradictoirement à l'égard de J. Canaux et Société J. Canaux, et par défaut contre Meusnier et Parison, tiers saisi, et, sans nous arrêter aux fins, moyens et conclusions des défendeurs reconventionnels dans lesquels nous les déclarons non recevables, en tout cas mal fondés ; — Validons la saisie-arrêt faite pour la somme de 409 fr. 82 ; — Déclarons le tiers saisi personnellement débiteur pur et simple des causes de la saisie, sauf son recours ; — Disons que le saisissant pourra poursuivre contre lui par toutes les voies de droit le paiement de ladite somme ; — Disons qu'il n'y a lieu de statuer sur l'exécution provisoire demandée ; — Condamnons J. Canaux et, en tant que de besoin, Meusnier, débiteurs saisis, aux frais de la saisie-arrêt, etc., etc. ; — Commettons M^e ..., huissier-audencier, pour la signification du jugement aux défaillants. »

Observations. — La partie saisie

n'est devenue cessionnaire définitive et par conséquent créancière du saisissant, que par la signification du transport. C'est donc seulement à la date de cette signification qu'a pu se produire l'effet de la compensation. Or, à cette date, la saisie-arrêt avait, de son côté, produit son effet et le bénéfice en était irrévocablement acquis au saisissant. — Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Compensation*.

Justice de paix du canton de Selommes
(Loir-et-Cher).

Président : M. MOREAU, A. Q., juge de paix.

24 octobre 1905.

Incendie. — Sapeurs-pompiers. — Indemnité due. — Commune. — Responsabilité.

Une commune sur le territoire de laquelle s'est produit un incendie est tenue d'indemnité envers la commune voisine, lorsque celle-ci a envoyé ses pompiers concourir au travail d'extinction de cet incendie.

Peu importe que ces pompiers aient été ou non requis par cette commune, lorsque leur concours a été accepté.

Ainsi décidé par le jugement que voici :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905 ; — Vu l'exploit introductif d'instance du 5 octobre courant ; — Vu notre jugement de renvoi du 8 même mois ; — Vu l'article 130 du Code de procédure civile ; — Ouf les parties ès qualités, en leurs dires, moyens et conclusions ; — Attendu que Johannel, ès qualités de maire de la commune de Crucheray, réclame à Pichot, ès qualités de maire de la

commune de Pray, le paiement d'une somme de 30 francs à titre d'indemnité due à l'occasion du concours apporté par la Compagnie des sapeurs-pompiers de Crucheray pour l'extinction de l'incendie survenu le 4 octobre 1904 dans la commune de Pray, chez un sieur Baptiste ; — Attendu que Pichot prétend que si la commune de Pray a refusé de payer cette somme, c'est parce qu'elle croit ne rien devoir légalement ; — Attendu que l'article 4, § 9, de la loi du 11 frimaire an VII met les frais relatifs aux incendies à la charge des communes ; — Que cette prescription est générale et ne comporte aucune distinction entre les secours portés par les habitants et pompiers de la commune et ceux du dehors ; — Qu'ainsi les secours apportés du dehors par les sapeurs-pompiers de Crucheray doivent être payés par la commune de Pray sur le territoire de laquelle était l'incendie ; — Attendu qu'il est acquis aux débats que le sieur Allery, adjoint au maire de la commune de Pray, était sur les lieux de l'incendie en sadite qualité d'adjoint, et qu'il n'a point protesté contre la présence des sapeurs-pompiers de Crucheray ; qu'il y avait là, au moins, une acceptation tacite, qui, du reste, n'était pas nécessaire ; — Que, dans ces conditions, il importe peu de rechercher si les sapeurs-pompiers de Crucheray ont été requis par le sinistré, à qui la commune de Pray doit la gratuité des secours, ou s'ils se sont offerts spontanément ; — Attendu que la demande d'indemnité est des plus modérées, et qu'on s'explique difficilement la résistance de la commune de Pray ; — Parces motifs, statuant contradictoirement et

en dernier ressort, condamnons Pichot, en sa qualité de maire de la commune de Pray, à payer à Johan-net, en sa qualité de maire de la commune de Crucheray, la somme de 30 francs, montant en principal des causes susénoncées et les dépens taxés et liquidés à 9 fr. 65. »

Observations. — On sait que les frais d'extinction des incendies sont rangés, par la loi du 3 frimaire an VII, dans la classe des dépenses communales, et que, par suite, les sapeurs-pompiers ne sont pas fondés à réclamer une indemnité au propriétaire de la maison dans laquelle ils ont éteint un incendie, encore

bien qu'ils vinssent, comme dans l'espèce actuelle, de la commune voisine. Cela a été jugé plusieurs fois par la Cour de cassation, notamment, Cass., 15 janvier 1865, ANNALES 1866, p. 271; Cass., 3 mars 1880, ANNALES 1880, p. 277, et 4 décembre 1894, ANNALES 1895, p. 224. Mais ces mêmes sapeurs-pompiers peuvent réclamer à la commune où a eu lieu l'incendie une indemnité pour leur déplacement et leur travail, car ils l'ont aidée dans un travail dont elle devait seule supporter tous les frais. En la cause, l'indemnité réclamée n'avait rien d'excessif. Le juge saisi a donc sagement agi en ne la réduisant pas.

Justice de paix de Saint-Malo
(Ille-et-Vilaine).

Président : M. SIVIDRE, juge de paix (1).

26 février 1905.

Louage. — Demande en résiliation de bail et en expulsion. — Insuffisance de mobilier. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix n'est compétent pour statuer sur une demande en résiliation de bail et en expulsion de lieux qu'autant que la demande est basée sur le défaut de paiement des loyers.

En conséquence et lorsque le loyer a été payé, le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur la demande en résiliation de bail fondée sur l'insuffisance des meubles garnissant les lieux loués.

Ainsi décidé par le jugement ainsi motivé :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Geffroy réclamait 150 francs pour indemnité de relocation, après résiliation de bail et expulsion ; — Attendu que, dans l'intervalle de la citation, au jour de notre audience, Vincent s'est acquitté de son loyer en cours ; — Que, malgré ce paiement, Geffroy persiste dans sa demande de résiliation de bail et d'expulsion, alléguant qu'il n'a plus aucun gage, Vincent ayant vendu son mobilier ; — Or, en droit, attendu que la loi du 25 mai 1838 n'a donné compétence aux juges de paix, en matière de bail, qu'au cas unique où la résiliation est provoquée pour défaut de paiement de loyer (art. 11 de la loi de 1838) ; — Attendu que le juge de paix ne pouvant prononcer la résiliation du bail pour d'autres causes que le défaut de paiement, n'est pas même com-

pétent pour vérifier si la maison ou la ferme est garnie d'un mobilier suffisant pour la garantie de loyers et fermages (Curasson, n° 309) ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, donnons acte de ce que le loyer de 150 francs au 29 mars a été payé ; — Déclarons le juge de paix incompétent sur la demande de résiliation et d'expulsion pour insuffisance de meubles garnissant les lieux loués ; — Condamnons le demandeur aux dépens. »

Observations. — Ce jugement, rendu sous l'empire de la loi du 25 mai 1838, est exact en ce sens que l'article 3 de cette loi limitait la compétence des juges de paix en matière de demandes en résiliation de baux au seul cas où ces demandes étaient fondées sur le défaut de paiement des loyers. La loi du 12 juillet 1905 a modifié sur ce point l'ancienne législation et étendu la compétence du juge de paix au cas où la demande en résiliation est fondée sur l'insuffisance du mobilier.

Justice de paix du 1^{er} canton de Reims
(Marne).

Président : M. LOTTIN, juge de paix.

19 octobre 1905.

Aubergiste. — Objets déposés par le voyageur. — Privilège de l'aubergiste. — Carnet d'échantillons. — Demande en restitution.

L'aubergiste à qui il est dû par un voyageur une note d'auberge n'a pas le droit de retenir certains des effets apportés par le voyageur, lorsqu'il sait que ces effets appartiennent à un tiers.

(1) Actuellement à Montereau (Seine-et-Marne).

Notamment il n'a pas le droit de retenir un carnet d'échantillons laissé chez lui par un commis voyageur, alors qu'il sait que ce carnet, qui n'a d'ailleurs aucune valeur vénale, appartient à la maison de commerce pour le compte de laquelle voyage le débiteur de la note d'auberge.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Vu l'exploit introductif de l'instance du ministère de Lepage, huissier à Reims, en date du 3 octobre 1905 ; — Vu l'article 2102, § 5, du Code civil ; — Attendu qu'aux termes de l'exploit ci-dessus visé, M. Omer Henry a fait citer M. Roch-Legros à notre audience du 5 octobre présent mois pour s'entendre condamner à restituer au requérant un carnet d'échantillons qu'il détiend d'après celui-ci, et faute par M. Roch-Legros d'avoir restitué ledit carnet dans le délai qui lui serait imparti par le jugement, s'entendre condamner à payer au demandeur la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu qu'à cette demande M. Roch a répondu par des conclusions écrites tendant à ce que M. Henry soit débouté de sa demande, condamné en 500 fr. de dommages-intérêts et en tous les dépens ; — Attendu qu'il résulte des éléments de la cause : — Que le 9 février dernier descendait à l'hôtel de l'Europe, à Reims, tenu par le défendeur, un M. X..., voyageur de commerce de la maison Omer Henry ; — Que M. X... séjournait dans ledit hôtel jusqu'au 28 février, et en repartait après avoir fait des dépenses de chambre et de fournitures pour lesquelles il lui fut

réclamé une somme de 131 fr. 05 ; — Que faute par M. X... d'acquitter cette note, il lui fut retenu par M. Roch tous les effets qu'il avait apportés à l'hôtel, parmi lesquels se trouve un carnet d'échantillons d'étiquettes ; — Que M. Omer Henry, dont la profession consiste à imprimer et à éditer des articles dorés et estampés pour cartonnages et étiquettes, et des chromos, s'est adressé à M. Roch, en réclamant ce carnet qu'il dit être sa propriété ; — Qu'à cette réclamation, accompagnée d'une feuille de colis postal pour l'envoi du carnet, et résultant d'une lettre versée aux débats par M. Roch, en date à Paris du 31 mars 1905, dont nous ordonnons le visa pour timbre et l'enregistrement, M. Roch répondit par une lettre dont nous ordonnons également le visa pour timbre et l'enregistrement, en date à Reims du 1^{er} avril suivant, ainsi conçue : « Monsieur, j'ai en effet « les bagages de M. X... ; je suis « prêt à vous renvoyer le tout aussi- « tôt que vous m'aurez payé la note « de votre voyageur qui se monte, « comme je vous l'ai écrit, à « 131 fr. 05 » ; — Qu'une nouvelle lettre en date du 4 avril 1905, dont nous ordonnons aussi le visa pour timbre et l'enregistrement, adressée par M. Omer Henry à M. Roch, est ainsi conçue : « Nous possédons « votre estimée du 1^{er} courant. Nous « n'avons pas à payer les frais d'hô- « tel de M. X... ; mais, parmi ses « bagages, se trouve un carnet d'é- « chantillons qui est notre propriété « exclusive et qui d'ailleurs n'est « d'aucune valeur pour vous, et que « nous vous prions de vouloir bien « nous renvoyer en vous servant de « la feuille que nous vous avons

« adressée. D'ailleurs, pour éviter toute difficulté, nous vous re-mettons inclus la décharge de « M. X..., etc. » ; — Que cette lettre ne semble avoir été suivie d'aucune réponse de M. Roch ; — Attendu qu'il a été articulé à la barre par M^e Lefèvre, avoué à Reims, mandataire de M. Omer Henry, ce qui n'a été nullement dénié par M. Roch, qu'étant entré en pourparlers avec ce dernier au sujet de la restitution du carnet d'échantillons détenu par lui, M. Roch fit la proposition de le remettre à M. Henry moyennant le paiement par celui-ci de la moitié de la note de son voyageur, proposition qui fut d'ailleurs repoussée par M^e Lefèvre ; — Que M. Roch soutient que le privilège que lui confère l'article 2102, § 5, du Code civil n'est pas restreint aux seuls effets appartenant à son débiteur, mais qu'il s'étend à tous les objets introduits par celui-ci dans son établissement, quand bien même ils appartiendraient à des tiers ; — Que, de son côté, le demandeur prétend que le privilège ainsi invoqué ne peut s'étendre au carnet d'échantillons par lui confié à son voyageur, M. Roch sachant fort bien que ce carnet n'était pas la propriété de ce dernier, mais bien celle de la maison qu'il représentait ; — Statuant sur la demande principale : — Attendu que, si les termes de l'article 2102, § 5, ont pu être interprétés par la Cour de Colmar, en un arrêt du 26 avril 1816, dans le sens de la restriction du privilège uniquement sur les objets appartenant au voyageur, à l'exclusion de ceux qui sont la propriété de tiers, cet arrêt a été critiqué par la plupart des auteurs (v^o Dalloz, *Friv-*

lèges, p. 110) qui admettent que le privilège porte sur les objets *transportés* dans l'auberge ; — Mais que Dalloz (*loc. cit.*) et, suivant lui, les mêmes auteurs reconnaissent que la règle n'est pas absolue, et que le privilège de l'aubergiste procédant de la même cause que celui du locateur, cette règle doit recevoir l'exception qui est admise par rapport au locateur ; — Qu'il a été décidé, en effet, que l'aubergiste qui sait que les meubles transportés chez lui par un voyageur ne sont pas sa propriété, ne peut exercer de privilège sur ces meubles au préjudice du vendeur (Bruxelles, 12 juillet 1806) ; — Attendu que le privilège reconnu à l'aubergiste par l'article 2102 sur les effets du voyageur qui ont été transportés à son auberge ne saurait, sans dépasser manifestement le but de la loi, servir de point de départ à une pression illicite qui pourrait être exercée sur des tiers pour les forcer à acquitter une dette à laquelle ils ne sont pas tenus ; — Que telle serait cependant la conséquence de la rétention par Roch du carnet d'échantillons réclamé par Henry, si cette rétention était reconnue légitime ; — Que le crédit accordé par un aubergiste à un voyageur est basé sur le gage qui garantit la créance, et que ce gage ne peut être que la valeur vénale des objets sur lesquels s'exerce le privilège ; — Que le carnet d'échantillons réclamé par Henry est sans aucune valeur vénale, qu'il n'a de prix que pour la maison dont il représente les produits, et qu'à aucun moment Roch n'a dû considérer qu'il entraînait pour une part quelconque dans la garantie des dépenses que X... était appelé à faire

chez lui ; — Qu'il n'ignorait pas d'ailleurs la qualité de voyageur de commerce de X..., qui était déjà descendu chez lui précédemment et qui, en entrant dans son établissement, a dû inscrire sa profession sur la feuille que l'hôtelier est obligé de faire remplir par les voyageurs ; — Que, dans cette circonstance, il savait évidemment que le carnet d'échantillons, sans aucune valeur intrinsèque, que X... possédait n'était pas sa propriété, mais celle de la maison qu'il représentait ; — Que c'est donc à tort et sans aucun droit qu'il a refusé d'obtempérer à la réclamation qui lui a été faite par Omer Henry ; — Qu'en détenant indûment le carnet, il entrave les opérations commerciales du demandeur à qui il peut causer ainsi un grave préjudice ; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu qu'elle est basée uniquement sur le prétendu préjudice que Roch aurait éprouvé de la présente action ; que ce préjudice n'existe pas ; — Par ces motifs, et jugeant en premier ressort ; — Disons que, dans les vingt-quatre heures de la signification du présent jugement, Roch sera tenu de restituer au demandeur le carnet d'échantillons qu'il détient indûment ; — Que faute par lui d'avoir opéré cette restitution dans le délai ci-dessus, il devra payer à Henry, à titre de dommages-intérêts, une somme de 500 fr. à laquelle nous le condamnons, le cas échéant ; — Le déboutons purement et simplement de sa demande reconventionnelle ; — Et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Le privilège de l'aubergiste sur les effets du voya-

geur descendu dans son auberge s'applique à tous ceux de ses effets qui peuvent réellement constituer, pour cet aubergiste, un gage et une garantie du paiement des dépenses faites dans l'auberge par ce voyageur. Mais ce privilège peut-il s'appliquer aussi aux objets qui ne sont pas la propriété du voyageur, et que l'aubergiste sait appartenir à un tiers ? Il résulte des termes du jugement ci-dessus que la question est controversée. Nous sommes, quant à nous, très disposé à penser que l'aubergiste n'a pu compter se payer de ses avances par la vente d'objets qu'il a su appartenir à un tiers ; bien qu'ils aient été apportés par le voyageur, ils n'ont pas, par cela seul, cessé d'être la propriété de ce tiers. A plus forte raison, l'aubergiste n'a-t-il pas le droit de les retenir, si ces objets n'ont pas de valeur vénale et n'ont d'intérêt que pour leur propriétaire. Un carnet d'échantillons confié par une maison de commerce est certainement dans ce cas, et c'est avec raison que le juge saisi du litige a ordonné la restitution du carnet. Au surplus, dans cette affaire, le défendeur a exécuté le jugement sans appel, et sans même en attendre la signification.

Justice de paix de Châteldon
(Puy-de-Dôme).

Président : M. DRIFFORD, juge de paix.

21 octobre 1905.

Action possessoire. — Servitude de tour d'échelle établie par titre. — Possession. — Trouble. — Maintenue.

Une servitude de tour d'échelle, étant discontinuë, ne peut donner ouverture.

en cas de trouble, à l'action possessoire, que si elle est fondée en titre. Il appartient au juge de paix de consulter le titre produit, pour caractériser la possession.

L'exercice de cette servitude n'ayant lieu que rarement et à des intervalles éloignés, la possession ne se perd pas par le non-usage, et le possesseur peut exécuter l'action possessoire, alors même qu'il n'aurait pas usé de cette servitude dans tout le cours de l'année.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance du 26 juin 1905; — Vu notre jugement interlocutoire du 8 juillet écoulé; — Vu notre procès-verbal de visite des lieux contentieux du 13 octobre courant et le plan dressé par Lévi-gne, expert, instituteur à Paslières; — Attendu que Jean Piotte se plaint que son frère Pierre s'est opposé avec violence, depuis moins d'un an, et s'oppose actuellement à ce qu'il exerce une servitude de *tour d'échelle* existant derrière sa maison d'habitation et ses écuries; — Attendu que le défendeur répond n'avoir pas usé de violence depuis moins d'un an et qu'il entend contester absolument le droit et la servitude que son frère prétend posséder; — Attendu qu'il résulte de la vue des lieux contentieux que le demandeur peut avoir besoin de passer autour de sa maison d'habitation et de ses écuries pour les réparer, et que le passage est rendu impossible par suite de l'existence d'une haie; — Attendu que la servitude de *tour d'échelle* ne peut servir de base à une action possessoire que si elle est constatée par un titre, toute plainte, lorsqu'il s'agit d'une servitude discontinue,

devant être fondée en titre; — Attendu que le titre constatant la servitude est formel, qu'il est écrit textuellement dans un acte de partage fait entre les parties et reçu par M^e Hervier, notaire à Puy-Guillaume, le 10 mai 1903 : « Chaque co-partageant aura, autour de ses « bâtiments, un droit de *tour d'échelle* de 1^m,50 »; — Attendu que la servitude de *tour d'échelle* s'applique non seulement au droit de placer une échelle, mais à l'espace de terrain laissé pour cet usage (Dalloz, *Répertoire*); — Que le droit romain et quelques anciennes coutumes établissaient une servitude légale de *tour d'échelle* résultant du seul fait du voisinage, sans qu'il fût besoin de titre pour l'établir, mais que notre droit français n'a pas admis ces dispositions, que la servitude légale n'existe plus, qu'elle ne peut s'établir conventionnellement que par titre d'après l'article 691 du Code civil; — Attendu que le défendeur a soutenu au cours de l'instance que le demandeur ne saurait être maintenu en possession, puisqu'il n'avait pas encore usé du droit indiqué dans l'acte de partage de 1903; — Attendu que la servitude discontinue de *tour d'échelle* ne s'exerçant que rarement et même à des intervalles éloignés, l'action possessoire, dans ce cas, est recevable quand bien même aucun usage de la servitude discontinue n'aurait été fait dans l'année (Cass., 14 mars 1881, Boitard, *Leçons de procédure*, II, p. 699); — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Maintenons en possession Jean Piotte de sa servitude

de *tour d'échelle*; — Faisons défense à Pierre Piotte de s'opposer à l'exercice de ce droit, et pour le préjudice causé, le condamnons à payer entièrement les dépens. »

Observations. — La servitude légale de *tour d'échelle*, utile dans certains cas et admise dans l'ancien droit, n'a pas été reconnue ni admise par le Code civil. Comme c'est essentiellement une servitude discontinuée, la possession n'en peut être utile qu'autant qu'elle est établie par titre. D'autre part, comme l'exercice de ce droit tout spécial n'a lieu que dans des circonstances particulières et rares, notamment quand le propriétaire de la servitude est dans la nécessité de faire réparer un mur séparatif au long du terrain voisin, on ne saurait exiger la preuve d'actes de possession exercés dans l'année. La possession se conserve *solo animo* tant qu'il n'a pas été fait d'actes de contradiction formelle. Voir, sur cette question, notre *Dictionnaire général*, 4^e édit., v^o *Tour d'échelle*, n^{os} 4 et suivants.

Justice de paix de Péronne
(Somme).

Président : M. CARPENTIER, juge de paix.

28 octobre 1905.

Injure. — *Lettre missive.* — *Docteur-médecin.* — *Action civile en dommages-intérêts.* — *Compétence.*

Écrire à quelqu'un qu'il est « un grossier personnage » constitue une injure dont réparation peut être demandée par voie d'action civile devant le juge de paix, lorsque le chiffre des dommages-intérêts n'excède pas 600 francs.

Le malade ou la famille du malade a

toujours le droit de retirer sa clientèle à un médecin; et un tel fait, même accompli sans les égards suffisants, n'autorise pas le médecin à écrire au client une lettre injurieuse.

Il appartient au juge saisi du litige de modérer sensiblement le chiffre des dommages-intérêts réclamés.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte, tant de l'exploit introductif d'instance que des renseignements produits ou recueillis dans le cours des débats, que, le 4 septembre dernier, le demandeur Z... fit appeler le docteur X..., son médecin habituel, pour donner des soins à l'un de ses deux enfants, sérieusement et gravement malade; — Que quelques jours après, Z..., qui voyait son enfant plus malade, manifesta au défendeur le désir de le faire voir et visiter en sa présence par le docteur Y...; — Que le docteur X... refusa cette consultation sous le seul prétexte qu'il ne voulait pas avoir affaire ni se trouver avec ledit docteur Y...; — Que le même jour, ou plus exactement le 20 septembre dernier, après une visite collective du défendeur et du docteur L..., médecin militaire, ladite visite ou consultation provoquée par le docteur X..., le demandeur décida et prit seul la détermination de faire appeler seul ledit docteur Y..., pour examiner et soigner le jeune Z..., son fils; — Que toujours le même jour, dans la soirée, après la visite du docteur Y... et sur l'insistance spéciale de M^{me} Z..., le demandeur fit prévenir le docteur X..., par l'un de ses voisins, de n'avoir plus à revenir chez lui pour son fils; qu'à

l'avenir, celui-ci serait soigné par le docteur Y...; — Que le lendemain 31 septembre, dans la matinée, Z... reçut directement une lettre-missive signée du docteur X..., enregistrée à J... le 4 octobre courant, n° 244, ainsi conçue : « Monsieur, je ne m'attendais pas à « pareille grossièreté de votre part, « il faut croire que vous avez déjà « oublié les égards que j'ai eus envers vous, lors de votre dernière « note ; votre ignoble procédé avait « d'autant moins sa raison d'être « que ma façon de faire ne peut « être blâmée par le confrère successeur, malgré sa bonne volonté « peut-être. De votre appréciation, « je m'en moque évidemment. Il va « sans dire que je vous adresse ma « note dans l'espoir que vous la « payerez aussitôt que possible. Je « regrette d'être obligé de vous traiter comme vous le méritez, c'est-à-dire comme un grossier personnage. » Signé : Dr X. — P. S. Je « ne regrette que mon dévouement « pour un individu de votre espèce, « rare heureusement ; » — Que deux jours après la réception de cette lettre, le défendeur dit à l'agent de police G... qu'il rencontra sur la voie publique : « Je viens d'écrire « une lettre à M. Z..., il ne s'en « vantera pas » ; — Attendu que tous ces faits furent reconnus et déclarés exacts par les parties en cause ou leurs conseils et représentants ; — Attendu que Z..., se prétendant injurié par la lettre-missive sus-énoncée, a fait citer le docteur X... devant le présent Tribunal aux fins de s'entendre condamner à lui payer la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts et aux dépens ; — Attendu

qu'aux termes de l'article 6, § 3, de la loi du 12 juillet 1905, les juges de paix connaissent des actions civiles pour diffamation ou pour injures publiques ou non publiques, qu'elles soient verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse, lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle ; — Attendu que la loi du 29 juillet 1881, art. 29, § 2, dispose en outre que toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure ; — Attendu que le docteur X..., auteur de la lettre incriminée par le demandeur, n'impute au destinataire aucun fait précis de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération ; — Mais que la phrase : « Je regrette « de vous traiter comme vous le « méritez, c'est-à-dire comme un « grossier personnage », est injurieuse et doit être considérée comme telle à l'égard de Z..., surtout quand elle est écrite, comme en l'espèce, par une personne instruite qui connaît la valeur de ses paroles et qui certainement a voulu blesser la personne à laquelle il adressait cette phrase : — Que, de plus, l'intention mauvaise n'est pas douteuse ; — Mais attendu que, malgré la rencontre et la conversation de l'agent G... et du docteur X... qui s'est borné à dire : « Je viens d'écrire « une lettre à M. Z..., il ne s'en « vantera pas », la lettre dont s'agit n'a reçu aucune publicité avant l'action actuellement engagée ; — Attendu que l'injure écrite est plus réfléchie et plus méditée que l'injure orale, et que les injures consignées dans ladite lettre ne peuvent et ne doivent pas être plus à l'abri

d'une demande en réparation que les injures prononcées verbalement dans un tête-à-tête contre la personne qui en est l'objet ; — Que, dès lors, il faut une sanction à de pareils agissements, encore bien que les injures aient été privées et ne soient devenues en quelque sorte publiques qu'à la suite de l'instance engagée actuellement devant le présent Tribunal ; — Attendu, en outre, que le docteur X... prétend avoir été provoqué par la manière de procéder ou plutôt les agissements du demandeur à son égard, en ce qui touche son remplacement immédiat, sans explications personnelles ni même les ménagements de convenances en pareille matière, par un autre médecin, son concurrent professionnel dans la région ; — Mais attendu que ces agissements, quoique dépourvus de forme, ne peuvent et ne doivent être considérés comme une provocation ou une excuse suffisante, puisque en général les malades ou leurs familles et représentants autorisés sont toujours libres de changer de médecin quand ils le jugent convenable, sans même être obligés de donner leurs raisons ; qu'il suffit que, même à tort, ils aient cessé d'avoir confiance, et que la confiance ne se commande pas ; — Attendu que, en fait, l'action est recevable ; qu'en droit, elle est fondée, mais qu'il y a lieu d'en réduire considérablement les dommages-intérêts réclamés ; — Attendu qu'en l'espèce les dommages-intérêts doivent être alloués, eu égard à la position respective des parties et au préjudice causé à l'offensé ; — Que le préjudice éprouvé par Z... est peu important ; que son honneur et sa

considération ne sont nullement atteints par la lettre-missive incriminée ; — Attendu que le Tribunal possède les éléments nécessaires pour évaluer et fixer les dommages-intérêts réclamés à la somme de 10 francs, et de considérer cette somme comme réparation suffisante, la véritable réparation en l'espèce consistant et devant consister dans le jugement de condamnation ; — Attendu, enfin, que la partie qui succombe doit être condamnée en tous les dépens ; — Par ces motifs, faisant droit aux parties et statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclarons la demande principale recevable et fondée, mais disons qu'il y a lieu de réduire les dommages-intérêts à la somme de 10 francs ; — En conséquence, condamnons le défendeur à payer à Z... la somme principale de 10 francs, à titre de dommages-intérêts pour les causes sus-énoncées ; — Le condamnons, en outre, aux intérêts de droit et en tous les dépens. »

Observations. — Le docteur X... a eu parfaitement tort d'écrire à son client la lettre manifestement injurieuse qui a donné lieu au procès. Il est certain que le malade a toujours le droit de changer de médecin, lorsqu'il n'a plus confiance dans celui qui le soigne. En l'espèce, le demandeur avait quelque peu manqué d'égards et de convenances, mais ce seul fait n'autorisait pas le docteur congédié à répondre à un mauvais procédé par un autre plus mauvais encore, puisqu'il constituait la contravention d'injure simple. C'est donc avec raison que le juge saisi d'une action civile en

dommages-intérêts a fait droit à cette demande, en réduisant d'ailleurs considérablement le chiffre de l'indemnité. Les parties ont accepté le jugement, et il n'en a pas été fait appel.

Justice de paix du canton de Darban
(Aude).

Président : M. SALY, juge de paix.

25 octobre 1905.

Voiturier. — Chemin de fer. — Responsabilité. — Retard. — Dommage. — Force majeure.

Tout retard apporté par les compagnies de chemins de fer au transport des voyageurs les expose à payer des dommages du fait de ce retard.

L'allocation des dommages est subordonnée à la justification par le voyageur qu'il a subi une perte, un préjudice.

La compagnie justifiant du cas de force majeure doit être relaxée de la demande.

L'indemnité accordée doit l'être dans les termes de l'article 1149 du Code civil.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la Compagnie des Tramways à vapeur de l'Aude, qui a la concession de l'exploitation des chemins de fer sur routes de ce département, fait un service public ; que toute personne peut user de ce moyen de transport en payant sa place, conformément aux tarifs approuvés par le préfet, selon la distance parcourue et la classe occupée ; — Attendu que la Compagnie des Tramways a ses horaires et tarifs homologués et approuvés par le préfet du département, agissant au nom et pour la

collectivité départementale ; que ses horaires et tarifs ainsi homologués, affichés dans toutes les gares et établissements publics, ont pour but, non seulement de fixer les heures de départ et d'arrivée, mais encore de donner aux voyageurs la certitude qu'ils arriveront et partiront infailliblement aux heures qu'ils portent ; qu'en ne tenant pas ses engagements et promesses, la Compagnie peut causer aux voyageurs un préjudice et s'exposer, sauf le cas de force majeure, à être tenue à le réparer ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil : « Tout « fait quelconque de l'homme qui « cause à autrui un dommage, oblige « celui par la faute duquel il est ar- « rivé à le réparer » ; — Attendu que les Compagnies de chemins de fer sont responsables du préjudice qu'elles occasionnent aux voyageurs par le retard provenant de leur fait (Cass., 28 mars 1870) ; — Attendu, cependant, que le droit à une indemnité, de la part du voyageur, du fait du retard, est subordonné à la preuve par celui-ci d'avoir subi un préjudice et à la justification par la Compagnie que le retard est imputable à un cas de force majeure ; — Attendu qu'en l'espèce, Melliés, par le témoignage de Jourdet et Escaré, administre suffisamment et sans conteste la preuve que, du fait d'être arrivé en retard à Saint-Laurent, une des affaires, pour la conclusion desquelles il était appelé, fut résiliée ; qu'il résulte, en effet, tant des débats que des déclarations des témoins, que le train sur lequel Melliés était monté n'arriva en gare de Saint-Laurent qu'à midi 42, avec un retard de 45 minutes sur l'heure fixée par l'horaire ; qu'il est encore établi

que l'affaire manquée ne fut résiliée que par suite de ce retard ; l'acquéreur et le vendeur ayant vainement attendu le notaire Melliés une demi-heure après l'heure fixée, soit jusqu'à midi 30 ; qu'il demeure également acquis que l'affaire rompue consistait en un acte de vente moyennant le prix de 15 000 francs, donnant droit au notaire rédacteur à un honoraire de 150 francs, conformément au tarif des notaires de la Cour de Montpellier, approuvé par décret du 28 août 1898 ; — Attendu que la Compagnie, pour repousser l'action dirigée contre elle, prétend que le retard dont s'agit a été causé par un cas de force majeure ; qu'elle ne pouvait, en effet, faire partir le train sur Mont-Roumet, alors que celui qui venait dans le sens contraire n'était pas encore arrivé en gare des Palais ; — Attendu que le cas de force majeure signifie *cas impossible à prévoir*, fait arrivant spontanément, à l'improviste, sans qu'il soit possible de le prévoir, et à plus forte raison le prévenir ; qu'en l'espèce, si le train de Mont-Roumet n'était pas arrivé à l'heure réglementaire en gare des Palais, il n'est nullement justifié que son retard provient du cas de force majeure ; qu'il y a lieu plutôt de l'attribuer, sinon à la faute de la Compagnie elle-même qui pourrait avoir mal combiné ses horaires, peut-être à la négligence ou à l'incurie de ses agents ou employés, peut-être à un surcroît de travail imposé à ces mêmes agents ; qu'au surplus, les gares de la Compagnie étant reliées entre elles par un réseau téléphonique et pourvues de voies de garage, il était facile et du devoir du chef de gare des Palais

de s'enquérir de la marche du train venant de Mont-Roumet, et profitant du retard de 45 minutes, faire partir à l'heure le train allant à Saint-Laurent, distant de la gare des Palais de 1 500 mètres, trajet parcouru en 8 minutes, arrêt compris ; — Que, dès lors, la responsabilité de la Compagnie reste entière et inexcusable ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu momentanément d'accueillir les diverses demandes formulées par Melliés au point de vue des conséquences probables de l'enquête, par la divulgation de faits rentrant dans le domaine du secret professionnel, en l'espèce, tous les faits portés à l'audience étant du domaine public ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu aussi d'accorder à Melliés d'indemnité de déplacement, ce jour-là, étant reconnu par lui-même, que, sur les deux affaires pour lesquelles il était appelé à Saint-Laurent, l'une avait réussi ; qu'il ne s'est donc pas déplacé en pure perte (art. 1149 du Code civil) ; — Attendu que la demande tendant à obtenir des dommages du fait d'avoir manqué cette affaire, sous prétexte que ses clients peuvent le quitter et confier leurs intérêts à d'autres, ne peut être accueillie, cette demande étant basée sur un fait hypothétique probable, mais non certain, et que la sentence ne peut et ne doit être basée que sur des faits probants, certains et indiscutables ; — Attendu que le demandeur est mal venu à faire des réserves au point de vue des conséquences futures pouvant survenir des révélations qui se sont faites concernant le vendeur et l'acheteur, eux seuls étant en cause, ils n'interviennent pas aux débats, et n'ont pas donné mandat à Melliés pour agir en leur

nom; — Attendu, enfin, que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Vu les articles 1 et 2, § 2, de la loi du 12 juillet 1905; — Vu l'article 1382 du Code civil; — Vu l'article 130 du Code de procédure civile; — Condamnons la Compagnie des Tramways à vapeur de l'Aude à payer sans délai à M. Paul Melliés la somme de 150 francs à titre de dommages-intérêts; — Déboutons Melliés du surplus de ses demandes; — Condamnons la Compagnie aux intérêts de droit et aux dépens, liquidés à la somme de 49 fr. 65, non compris l'enregistrement du présent. »

Observations. — Solutions exactes en fait et en droit. Voir, outre l'arrêt de la Cour de cassation cité dans ce jugement, un arrêt de la Cour de Paris du 21 février 1893 rapporté dans nos ANNALES 1894, p. 358, et divers arrêts de la Cour suprême, ANNALES 1897, p. 373. Il est certain que les Compagnies de chemins de fer ou autres voituriers sont responsables du dommage causé par les retards provenant de leur faute ou de celle de leurs préposés, mais seulement dans la proportion du préjudice dont il est justifié.

Justice de paix du canton de Pont-l'Évêque (Calvados).

Présid. : M. HERVIEU, 1. 4), juge de paix.

8 octobre 1905.

Aubergiste. — Responsabilité. — Cheval vicieux. — Responsabilité du propriétaire du cheval. — Demande reconventionnelle.

Lorsqu'un cheval attaché dans l'écurie d'un aubergiste en a blessé un autre si gravement que ce dernier a dû être abattu, le juge de paix, saisi d'une demande en réparation du dommage causé intentée contre le propriétaire du cheval auteur de l'accident, peut, suivant les circonstances, décider qu'il y a eu faute imputable à l'aubergiste et au propriétaire du cheval, et partager entre eux la responsabilité du dommage.

La demande reconventionnelle fondée sur la demande principale, et alors même qu'elle excède la compétence en dernier ressort du juge de paix, n'empêche pas le jugement d'être en dernier ressort, lorsque la demande principale pouvait être, à raison de son chiffre, jugée sans appel.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le 7 août dernier, la jument d'un sieur Dubosq fut trouvée étendue sur le sol de l'écurie de Trudelle, aubergiste à la ferme de l'Île, à Pont-l'Évêque, avec la jambe gauche de derrière fracturée. Un vétérinaire appelé par Trudelle conseilla de l'abattre, ce qui fut fait, et l'estima 300 francs que Trudelle versa à Dubosq contre un reçu de somme égale.

Trudelle a fait citer les époux Guéret conjointement et solidairement à lui rembourser ces 300 fr., prétendant que leur jument était cause de l'accident.

Les époux Guéret ont nié le fait, prétendu d'ailleurs qu'il n'y avait aucun lien de droit entre eux et Trudelle, rejeté toute solidarité entre eux et formé une demande reconventionnelle en 500 francs de dommages-intérêts.

Il a été établi aux débats que c'était bien leur jument qui avait

frappé celle de Dubosq ; que si cette jument, cause de l'accident, n'était pas absolument vicieuse, elle avait au moins, dans certains moments, des caprices qui la rendaient dangereuse pour les autres chevaux, et que c'était M^{me} Guéret elle-même qui l'avait attachée dans l'écurie commune. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, si l'on peut invoquer contre Trudelle les articles 1952 et 1953 du Code civil, il y a lieu d'examiner si les articles 1382 et 1383 du même code ne sont pas applicables aux époux Guéret ; — Attendu, en droit, que l'article 1385 du Code civil a créé une présomption de faute imputable au propriétaire de l'animal qui cause un dommage, sans que cette faute ait besoin d'être prouvée ; qu'ainsi cette disposition toute spéciale de la loi ne peut être considérée comme une simple application du principe général posé dans l'article 1382 du même code ; — Attendu que cette présomption, opposable au propriétaire de l'animal, ne peut céder que devant la preuve, soit d'un cas fortuit, soit d'une faute commise par la partie lésée elle-même ; — Attendu, d'ailleurs, que l'article 1385 ne distingue point entre les personnes qui ont subi le dommage ; qu'ainsi le propriétaire d'un animal est responsable, non seulement envers les tiers, mais aussi envers les personnes qui sont à son service et qu'il a chargées de conduire ou de garder l'animal ; — Attendu que vainement le propriétaire objecterait encore que le caractère difficile et méchant de l'animal était connu des tiers, car la responsabilité du

maître serait encore aggravée de ce qu'il aurait commis la faute d'avoir acheté ou conservé un animal vicieux, et elle ne disparaîtrait, plus ou moins complètement, que devant la preuve certaine d'une faute personnelle de la victime » (Bordeaux, 3 juin 1887, *Gaz. du Pal.*, 1887, 2^e vol., *Supp.*, p. 45) ; — Attendu qu'on ne saurait soutenir que le propriétaire d'un animal cesse d'encourir la responsabilité du dommage causé par cet animal, lorsqu'il était en ce moment sous la garde d'un tiers, et que ce propriétaire ayant placé momentanément son cheval dans une écurie, est déchargé, pendant ce temps, de toute responsabilité, à moins qu'il ne soit établi qu'il avait commis une faute en confiant à l'aubergiste un cheval vicieux ou dangereux sans l'en prévenir ; parce que, raisonner ainsi, ce serait modifier le texte de l'article 1385 et son esprit ; « que la loi n'a rendu responsable que le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage ; qu'elle n'a pas établi un troisième responsable, celui à qui la garde du cheval a été confiée indépendamment de son usage ; qu'il est évident que cette présomption de faute ne peut se déplacer qu'au cas où l'usage de l'animal passe à une autre personne qui s'en sert, telle que l'usufruitier, l'usager, le locataire, le commodataire ; que si, dans certaines circonstances, on peut assimiler à l'usage d'un animal la garde qui en est confiée à un tiers, qui en tire profit, c'est à la condition que cette garde lui permette un véritable usage de l'animal, par la nature et la durée de sa garde » (Orléans, 10 décembre 1896,

Gaz. du Pal., 1897, I, 76; Alger, 18 janvier 1899, *Dall.*, *Pér.*, 1901, II, 14; Douai, 31 mars 1903, *Dall.*, *Pér.*, 1904, II, 453; Cass. req., 2 juillet 1902, *Dall.*, *Pér.*, 1902, I, 431; Cass. civ., 28 novembre 1904, *Dall.*, *Pér.*, 1905, I, 253); — Attendu que l'article 1385 du Code civil établissant la responsabilité du propriétaire d'un animal sur une présomption de faute de sa part, cette responsabilité est encore bien plus nettement établie si une faute est relevée contre lui; — Attendu que, des faits établis par l'enquête et la contre-enquête, on est en droit de conclure que, si la jument des époux Guéret n'est pas absolument vicieuse, elle est au moins, à certains moments, sujette à des caprices qui la rendent dangereuse pour les autres chevaux; — Attendu que la dame Guéret, qui ne pouvait pas ne pas connaître le caractère de sa bête, l'a cependant attachée elle-même, quelques moments avant l'accident, dans l'écurie commune, ce qui n'est pas contesté; qu'il importe peu de savoir si elle était la première arrivée ou s'il y avait déjà d'autres chevaux; que, dans tous les cas, la dame Guéret savait que sa jument, surtout un jour de marché, ne pouvait manquer de se trouver dans le voisinage d'autres animaux; que, si on objecte que l'écurie n'avait ni stalles ni bas-flancs, la dame Guéret connaissant le caractère de sa bête, n'en sera que plus coupable de l'avoir placée elle-même dans une écurie qu'elle savait dépourvue de tous moyens pouvant garantir ses voisins de ses atteintes; — Attendu que la dame Guéret, en agissant ainsi, a commis une faute qui, venant en confirma-

tion de la présomption édictée par l'article 1385, engage d'autant plus sa responsabilité; — Mais attendu que la responsabilité des époux Guéret ne pourrait dégager celle de Trudelle qu'autant qu'aucune faute ne serait relevée contre lui; — Attendu que Prévost, le garçon d'écurie de Trudelle, qui connaissait le caractère difficile de la jument, puisqu'il avait prévenu Laroche qu'elle avait frappé la sienne (premier témoin de la contre-enquête), a laissé cependant la dame Guéret l'attacher dans une écurie privée de stalles et de bas-flancs, et l'y a laissée assez longtemps pour que l'accident se produise; qu'il a manqué alors de surveillance; qu'il aurait dû ou empêcher la dame Guéret de la mettre dans l'écurie ou immédiatement l'enlever pour l'isoler dans une écurie spéciale, ou simplement en l'attachant seule à une palissade, comme elle avait été vue plusieurs fois; que vainement on objecterait que le garçon était occupé ailleurs; que ce ne peut être là une excuse; que s'il ne suffisait pas à la surveillance, c'était à Trudelle d'augmenter son personnel pour la rendre plus efficace; que ne l'ayant pas fait, Trudelle a, de son côté, commis une faute engageant sa responsabilité; — Attendu que, de tout ce qui précède, il résulte que Trudelle et les époux Guéret ont, dans l'accident, chacun leur part de responsabilité et que, dès lors, il est juste de faire payer à chacun d'eux une part égale des dommages-intérêts et d'ordonner que les époux Guéret rembourseront à Trudelle la moitié des 300 francs par lui payés à Dubosq; — Attendu, il est vrai, que les époux Guéret ont

fait plaider qu'il n'y avait aucun lien de droit entre eux et Trudelle, et que ce dernier ne pouvait invoquer, pour se substituer à Dubosq, ni la subrogation légale qui, prétendent-ils, n'existe pas en l'espèce, ni la subrogation conventionnelle qu'il a négligé de faire stipuler sur le reçu qu'il a tiré de Dubosq en lui payant les 300 francs; — Mais attendu que, si on admettait ce moyen de défense, on arriverait à cette situation étrange que les époux Guéret, reconnus coupables d'une faute engageant leur responsabilité, n'en seraient comptables envers personne, ni envers Dubosq, parce qu'il a été désintéressé et n'est pas au procès, ni envers Trudelle, parce qu'il n'aurait pas qualité pour se substituer à Dubosq; que c'est là un résultat inadmissible; — Attendu, d'ailleurs, que « la subrogation s'opère de plein droit au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt à l'acquitter » (Code civ., art. 1251, § 3); que Trudelle a pu, de bonne foi, se croire tenu envers Dubosq par le contrat de dépôt, sauf à faire retomber, en tout ou en partie, la dette sur les époux Guéret, tenus de leur côté envers Dubosq, en vertu de l'article 1383 du Code civil; qu'il est évident que Trudelle avait intérêt à se libérer le plus tôt possible envers Dubosq; que celui-ci, en effet, aurait pu argumenter de ce qu'il avait besoin d'un cheval, pour augmenter, en proportion du temps qu'il en aurait été privé, sa demande en dommages-intérêts; que, de plus, Trudelle a agi autant dans l'intérêt des époux Guéret que dans le sien propre, et pour les mêmes raisons; que,

du reste, « celui qui a payé la dette d'autrui a un recours contre le débiteur, bien qu'il ne se soit pas fait subroger aux droits du créancier » (Cass., 3 février 1879); qu'il est donc juste et équitable que les époux Guéret lui remboursent la moitié de la somme qu'il a versée à Dubosq; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que, d'après l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix devaient connaître de toutes actions purement personnelles ou mobilières, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs; mais que l'article 8 disait que si une demande reconventionnelle n'était susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le juge de paix ne prononcerait sur le tout qu'en premier ressort; qu'il suffisait ainsi que le défendeur formât une demande reconventionnelle dépassant le dernier ressort, pour que la cause devînt sujette à appel; de sorte que la loi était tournée et qu'il n'y avait d'action en dernier ressort qu'autant que le défendeur le voulait bien; — Attendu que le législateur, désireux de mettre un terme à cet abus, avait déjà, dans la loi du 19 avril 1901, en donnant aux juges de paix la connaissance « de toutes les demandes en réparation du dommage causé par le gibier », stipulé, dans le second paragraphe de l'article 1^{er}, que « s'il est formé une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, il sera statué sur le tout sans appel si la demande principale est de la compétence du juge de paix en dernier ressort »; voulant ainsi, dit le rapporteur au Sénat, mettre fin à des abus considérables qui se produisaient souvent; — Attendu que,

dans le même esprit, le législateur a également introduit dans l'article 10 de la loi du 12 juillet 1905, sur les Justices de paix, un paragraphe 2 décidant « que les juges de paix connaissent, comme de la demande principale elle-même, des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la demande principale, à quelque somme qu'elles puissent monter » ; manifestant ainsi, une seconde fois, sa volonté bien arrêtée de supprimer les abus ; — Attendu que, dans leurs premières conclusions, les époux Guéret ont formé une demande reconventionnelle en 500 francs de dommages-intérêts « en réparation du préjudice à eux causé par l'action injuste et vexatoire de Trudelle », prétendant rendre ainsi la cause susceptible d'appel ; mais que, mis en présence de l'article 10 de la loi nouvelle, ils furent obligés de reconnaître que leur demande reconventionnelle devait être, comme la demande principale, jugée en dernier ressort ; — Attendu que, dans leurs dernières conclusions, tout en maintenant le chiffre de leur demande, les époux Guéret entendent la baser, non plus sur l'action injuste et vexatoire de Trudelle, mais bien sur ce que « même avant que la présente instance soit introduite, dès le jour de l'accident, Trudelle aurait occasionné aux époux Guéret un véritable préjudice ; qu'il aurait répandu dans le public, un jour de marché, le bruit que leur jument était vicieuse ; qu'elle avait causé un accident ; — Qu'il a fait venir, le 7 août, un vétérinaire et un équarisseur, et, sans droit, procédé à des constatations sur ce fait, et a ainsi causé, par ses agissements, un

dommage aux conclnants » ; — Attendu que, de cette demande reconventionnelle, il n'a été question ni avant ni pendant les plaidoiries, qu'il n'en a pas été dit un mot à aucune des audiences, qu'à aucun moment elle n'est venue en discussion, et que les époux Guéret n'ont apporté ni offert la moindre preuve, ni des faits articulés ni du préjudice qu'ils en auraient éprouvé ; — Attendu qu'une demande reconventionnelle présentée dans de telles circonstances ne peut être considérée comme sérieuse ; que ce n'est là visiblement qu'un artifice de procédure destiné à tourner la loi et à ramener, par un subterfuge, l'appel que le législateur a voulu empêcher ; que les époux Guéret doivent donc en être déboutés purement et simplement ; — Sur les dépens : sans intérêt ; — Par ces motifs, etc., etc. »

Observations. — Depuis longtemps déjà, cette prescription destinée à empêcher les appels abusifs, que nous retrouvons dans les lois du 19 avril 1901 et du 12 juillet 1905, le législateur, par la loi du 3 mars 1840, l'avait introduite dans le Code de commerce, où elle forme le dernier alinéa de l'article 639 ainsi formulé : « Il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts lorsqu'elles seront fondées exclusivement sur la demande principale elle-même. »

Peut-être se demandera-t-on ce qu'il faut entendre par « une demande reconventionnelle fondée exclusivement sur la demande principale ».

La Cour de cassation a répondu elle-même à cette question. C'est celle « qui n'a pas pour cause des

faits distincts de la demande principale, qui y a puisé ses seuls éléments et a avec elle une complète connexité. »

ARRÊT (Cass., 25 février 1896) :

« LA COUR : — Attendu qu'en réponse à une demande en détaxe formée par le sieur Monnier et ne dépassant pas le taux du dernier ressort, la Compagnie de l'Ouest a conclu reconventionnellement au paiement de 2000 francs à titre de dommages-intérêts; — Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué, que la demande reconventionnelle fondée sur une déclaration inexacte de la nature des marchandises expédiées, sur des réclamations insistantes, et les vérifications qui en ont été la suite, sur les demandes abusives de l'expéditeur et le préjudice qu'elles ont occasionné au crédit et à l'honorabilité de la Compagnie, n'avait pas pour cause des faits distincts de la demande principale; qu'elle y puisait ses seuls éléments et qu'elle avait avec elle une complète connexité; — Attendu que, dans ces circonstances, la Cour de Rennes, dont la décision est d'ailleurs motivée, a pu déclarer non recevable l'appel de la Compagnie de l'Ouest, sans violer les articles visés au pourvoi; — Par ces motifs, REJETTE. »

Certains petits Tribunaux de province paraissent regretter la disposition de la loi de 1905 qui a pour effet de rendre sensiblement plus rares les appels contre les décisions des magistrats cantonaux, et, par suite, de diminuer le nombre des affaires à porter devant eux. Mais

l'intérêt particulier doit s'effacer devant l'intérêt général des justiciables.

Justice de paix du canton de Voiteur
(Jura).

Président : M. SENNELIER, juge de paix,
licencié en droit.

8 avril 1905.

Société fromagère. — Demande en paiement d'étrennes ou gratification. — Refus par la société. — Fabrication défectueuse. — Rejet de la demande.

Une société fromagère est bien fondée à refuser à l'un de ses adhérents les étrennes ou gratification promise, lorsqu'il est dûment établi que cet adhérent a livré des fromages défectueux et qui, à raison de leur mauvaise fabrication, se sont mal vendus et ont fait subir des pertes à la société.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance; — Attendu que Rousselot réclame à la Société fromagère de Plaineoiseau la somme de 80 francs qu'elle lui doit à titre d'étrennes, en sa qualité de fromager de ladite Société, pour son année d'engagement échue le 1^{er} décembre 1904, comme pour les années précédentes; — Attendu que la Société refuse de lui payer cette somme, prétendant que si ces étrennes ont été promises au fromager, c'est sous la condition tacite qu'elle serait satisfaite de la fabrication de ses fromages; que cette fabrication a laissé beaucoup à désirer, puisque les fromages de la dernière campagne ont été vendus à un prix inférieur de 5 à 7 francs les 100 kilo-

grammes, à ceux obtenus par les Sociétés des communes voisines, et qu'elle a éprouvé une perte qui ne saurait être inférieure à 1200 fr. : — Attendu qu'il y a tout d'abord lieu de rechercher si les 80 francs dont s'agit étaient bien acquis de plein droit au fromager Rousselot comme faisant partie intégrante de son salaire, à titre de rémunération supplémentaire, et ce quelqu'un ait été son travail ; — Attendu que le salaire d'un employé ou d'un ouvrier doit s'entendre de toutes les rémunérations en argent ou en nature qui constituent le prix de son travail, si elles ont été prévues lors de la formation du contrat de travail, que, dans ces conditions, ces rémunérations constituent un droit et donnent une action à l'effet d'obliger le patron à payer cet élément du salaire, que c'est par cela même qu'elle se distinguent des gratifications, remises ou pourboires, qui sont à l'absolue disposition du patron, et constituent de véritables cadeaux, sans être la rémunération d'un travail, et sans conférer par suite aucun droit à l'ouvrier (Narbonne, Trib. civil, 17 juillet 1900) ; — Attendu que le mot *étrennes*, comme ceux de gratifications, pourboires, implique nécessairement pour celui qui les promet, la faculté de les remettre ou de les réserver suivant qu'il est content ou non du travail de celui à qui il les promet : en l'espèce, suivant qu'il y a bonne ou mauvaise fabrication ; — Attendu que s'il est vrai que les 80 francs en question ont été prévus lors de la formation du contrat d'engagement du fromager Rousselot par la Société, Rousselot a reconnu lui-même formellement qu'ils lui avaient été

promis à titre d'étrennes, et implicitement que la Société avait le droit de les lui remettre ou de les lui retenir, puisqu'il dit, dans ses conclusions énoncées en la citation, « que la Société n'a aucune raison plausible de les lui retenir, qu'elle ne saurait invoquer une mauvaise fabrication, qu'il s'offre même à prouver que ses fromages ont été vendus à un prix supérieur à la moyenne, et que le marchand en a été content » ; — Attendu qu'il nous apparaît donc bien que ces 80 francs ne faisaient pas partie intégrante du salaire de Rousselot, qu'ils étaient à l'absolue disposition de la Société, suivant que son travail était ou non défectueux, et que, par suite, elle en avait ou non satisfaction ; — Attendu qu'il y a lieu maintenant de rechercher si le travail de Rousselot a été tel que la Société ait pu à bon droit retenir les étrennes dont s'agit ; — Attendu que la déposition du marchand de fromages Rivoire-Jacquemin, acheteur de la production Rousselot, est, à cet égard, absolument probante, puisque ce témoin, cité par Rousselot lui-même pour venir dire que sa production était irréprochable, a, au contraire, déposé « que les fromages par lui achetés laissaient à désirer, qu'un certain nombre de pièces étaient gercées, que, dans ces conditions, il avait dû les payer un prix bien inférieur (6 fr. de moins les 100 kilogrammes) à celui accordé par lui pour les cam-pagnes précédentes, et à celui obtenu cette année par les Sociétés voisines » ; — Attendu, il est vrai, que Rousselot prétend bien, mais sans le prouver, que les gercures sont dues aux gérants, qu'il auraient

obligé à fabriquer de trop grosses pièces; qu'à supposer que le fait soit exact, c'était à lui, fabricant, ayant par conséquent la responsabilité de la fabrication, à faire à cet égard des observations formelles à la gérance, qu'il n'en a rien fait, qu'il n'a donc à s'en prendre qu'à lui-même de sa fabrication défectueuse; — Attendu qu'il est donc indéniable que la fabrication du fromager Rousselot n'a pas été irréprochable, que les gerçures, quelle qu'en ait été la cause, ou influé sur le prix de la vente, que la Société a de ce fait éprouvé un préjudice considérable, qu'il serait donc contraire à toute équité de l'obliger à payer à son ancien fromager les étrennes, qui, dans l'usage, ne sont dues qu'en cas de fabrication irréprochable; — Par ces motifs, statuant, disons que c'est à bon droit qu'en raison de la fabrication défectueuse du fromager Rousselot, la Société fromagère de Plaineoiseau a refusé de lui payer les 80 francs d'étrennes à lui promis; — Qu'en conséquence, disons ledit Rousselot mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Les étrennes qui peuvent être promises à un fabricant de fromages constituent, ainsi que le mot lui-même l'indique, une sorte de gratification ou supplément de prix purement facultatif, selon que la Société qui la donne est ou non satisfaite des produits qui lui sont livrés. Si ces produits sont de qualité inférieure, la Société est certainement fondée à ne point donner ces étrennes. Le jugement rapporté ci-dessus nous paraît donc devoir être approuvé.

Justice de paix du canton-Est d'Auxerre
(Yonne).

Président : M. ROUSTAN, juge de paix.

7 juin 1905.

Dommages aux champs. — Lapins. — Négligence du propriétaire. — Responsabilité. — Jugement interlocutoire.

Le propriétaire ou locataire de chasse qui fait garder soigneusement son bois, ne prend pas les mesures suffisantes pour assurer la destruction des lapins, et en favorise au contraire la multiplication, peut être déclaré responsable, malgré la servitude de voisinage, du dommage causé aux récoltes du propriétaire ou fermier des terres avoisinant le bois.

Mais si une première expertise ne lui fournit pas les éléments nécessaires pour apprécier le dommage, le juge saisi du litige peut ordonner une nouvelle expertise.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit d'instance en date du 8 février 1905, par lequel Boucheron, fermier à Saint-Bris, se plaint des dégâts faits à ses récoltes par des lapins provenant des bois de Saint-Bris dont la chasse est louée à Guénier; — Vu notre premier jugement préparatoire en date du 8 mars dernier, nommant d'office M. Duchemin, expert, à l'effet de se rendre dans la propriété Boucheron où se trouvent les dommages causés par les lapins; — Vu le rapport de l'expert en date du 4^{er} mai dernier, enregistré et déposé aux minutes du greffe; — Vu l'acte de dépôt de ce rapport en date du 4 mai, enregistré; — Attendu qu'à l'audience du 31 mai dernier, les parties ont été appelées pour discuter le rapport

de l'expert Duchemin; — Que Boucheron, assisté de M^e Dalbanne, huissier, a déclaré s'en rapporter au rapport de l'expert, lequel montre la négligence et la faute de Guénier à détruire ses lapins, d'où les dommages à lui causés, et a conclu à ce que Guénier soit condamné à 300 francs de dommages-intérêts et aux dépens, ou tout au moins à la nomination d'un expert chargé d'aller estimer la valeur de ces dommages; — Que Guénier, assisté de M^e Ribain, avocat, a exposé que le rapport de l'expert n'établissait aucune faute imputable à Guénier; que celui-ci avait fait tout son possible pour détruire les lapins, lesquels n'étaient pas à l'état anormal dans les bois loués; qu'on n'avait relevé aucune faute contre Guénier, d'où aucune responsabilité, et concluait à ce que Boucheron fût renvoyé de sa demande, comme mal fondée, et condamné aux dépens; — Après avoir entendu les parties dans leurs dires et conclusions, et après en avoir délibéré: — Attendu que, si le propriétaire d'un bois où des lapins vivent à l'état sauvage n'est pas de plein droit responsable de leurs dégâts, il en est autrement lorsque le préjudice qu'ils causent est la conséquence de sa négligence, et par suite de sa faute (C. cass., 15 juin 1893 et 4 janvier 1899); — Le propriétaire d'un bois est, à bon droit, déclaré responsable des dommages causés à son voisin par les lapins provenant de ce bois, lorsqu'il a commis l'imprudence de n'avoir pas fait, pendant deux ans, un nombre suffisant de battues et d'avoir négligé de faire procéder au furetage et à la destruction des terriers (C. cass., 21 octobre 1895);

— Attendu qu'il résulte de l'ensemble du rapport de l'expert : 1^o que les dégâts causés aux récoltes de Boucheron avoisinant les bois de la chasse de Guénier, à Saint-Bris, sont bien du fait des lapins sortant directement des bois de Guénier, et qu'ils ne peuvent venir d'autres bois; 2^o que Guénier, loin d'avoir essayé de détruire les lapins de manière à diminuer leur nombre, au contraire, cherché à favoriser leur multiplication, soit par la non-destruction des terriers, soit par la mise dans ses bois de chasse de lapines destinées à la reproduction, soit encore par une surveillance excessive exercée par son garde-chasse Duranton d'une manière des plus vigilantes, non seulement pour éloigner les chasseurs, mais encore la moindre personne qui se hasarderait à entrer dans les bois, pensant sans doute qu'elle pourrait déranger les lapins; — Attendu qu'il a été jugé par le Tribunal civil d'Avesnes le 10 mai 1901, et cela conformément à l'arrêt de la Cour de cassation du 5 juillet 1876 : « Que le propriétaire de la chasse « qui met dans sa chasse des ani-
« maux pour la repopulation, et
« qu'il assure par les soins vigi-
« lants de son garde la conserva-
« tion de ces animaux, commet une
« faute qui engage sa responsabi-
« lité »; — Attendu que c'est le cas ici de Guénier; — Qu'en effet il résulte des débats, du rapport de l'expert qui a reçu les déclarations des dames Rossignol et Petit-Veau, d'une lettre produite à l'audience et versée aux débats, enregistrée, lettre de M. Baillet, ancien associé de la chasse Guénier, il résulte, disons-nous, la preuve certaine que Gué-

nier a mis des lapines dans ses bois de chasse pour la multiplication des lapins, et qu'il facilite cette multiplication et en assure la conservation par les soins vigilants dont fait preuve son garde-chasse Duranton; — Attendu que le rapport de l'expert constate que, sur toute la lisière des bois de Guénier bordant le champ de Boucheron de trois côtés (voir le plan joint au rapport) se trouvent de nombreux terriers de lapins, terriers qui n'ont pas été détruits par Guénier en temps voulu; que celui-ci, s'apercevant de ses torts, s'est empressé de faire défoncer les terriers en partie, mais cela depuis l'instance et seulement huit jours avant l'arrivée de l'expert, et qu'il reste même bien des terriers qui n'ont pas été défoncés; — Attendu qu'il est incontestable que ces nombreux terriers non défoncés à temps, et fréquentés par les lapins, n'ont pu que faciliter la reproduction et la multiplication de ces rongeurs d'une manière anormale; — Que le champ de Boucheron d'une superficie de 4 hectares a étéensemencé : 2 hectares et demi en blé, 1 hectare et demi en seigle, et que les dégâts reconnus par l'expert sont des trois cinquièmes pour le blé et un tiers pour le seigle; que cette proportion des dégâts n'eût pas existé s'il n'y avait pas eu des lapins en quantité anormale; — Attendu que le rapport de l'expert constate que les battues organisées en sa présence par Guénier ne pouvaient que laisser échapper les lapins; qu'elles ne lui ont pas paru être de vraies battues de destruction, mais plutôt des réunions d'amis pour une chasse ordinaire et de distraction; — Que

ce qui nous prouverait la réalité de ce fait, c'est le résultat obtenu dans ces battues et le nombre de lapins tués dans l'année; — Qu'en effet ces battues dont parle Guénier, avec dix chasseurs, dix traqueurs, des chiens, le garde pour fureter, n'ont abouti qu'à prendre ou tuer onze à dix-huit lapins par battue, c'est-à-dire une pièce pour chaque chasseur, alors qu'il est acquis aux débats et reconnu par Guénier que celui-ci ayant, en 1902, autorisé Boucheron et Robert à aller détruire les lapins à volonté dans la même chasse, ceux-ci, accompagnés du garde Duranton muni de ses engins de destruction, en deux heures prirent vingt lapins; — Qu'il y a là la preuve évidente que les battues faites par Guénier n'ont pas été des battues organisées pour la destruction réelle des rongeurs; qu'il est incontestable cependant que de nombreux lapins existent dans la chasse, les traces dans le champ de Boucheron le prouvent, et l'expert ajoute que, sitôt après la destruction des terriers, une vingtaine de lapins avaient déjà creusé de nouveaux trous; — Attendu encore que, si nous rapprochons l'étendue de la chasse, 304 hectares, d'après le chiffre donné par Guénier, et le nombre de lapins pris ou tués pendant toute l'année (348), chiffre donné par les livres de chasse de Guénier, nous trouvons qu'il a été pris ou tué une moyenne de un lapin par hectare dans toute l'année de la chasse, chiffre dérisoire vu l'étendue de la chasse, si on parle de destruction réelle; — Attendu que, si Guénier allègue qu'il avait donné à Boucheron l'autorisation d'aller lui-même tuer ou détruire les lapins

au fusil ou au furet, qu'il lui offrait même son garde pour cela, Boucheron fait remarquer que Guénier a soin de mettre une condition dans cette offre : « Celle d'une entente préalable avec son garde pour arrêter le jour où l'on se rendrait sur le terrain » ; — Que cette condition prouve que Guénier ne veut pas qu'on aille chasser à tout instant ou à son insu, et le garde étant prévenu bien d'avance peut, la veille ou quelques heures avant, par un premier foretage ou autres moyens, prendre des mesures susceptibles de rendre la poursuite des lapins illusoire, à l'arrivée de Boucheron ; — Que, d'autre part, Boucheron ajoute, avec raison encore, que n'étant ni chasseur ni braconnier, n'ayant pas de permis de chasse, ni le temps d'aller à la chasse, ainsi que le sait très bien Guénier, l'offre de celui-ci n'était faite que par pure forme ; qu'en plus Guénier, pour se soustraire à une responsabilité, ne peut obliger Boucheron à aller détruire les lapins qui sont dans ses bois ; que cette destruction incombe à lui personnellement ; — Attendu que, si l'arrêt de la Cour de cassation dont se prévaut Guénier, du 21 février 1906, porte : « Que le locataire d'une chasse, même lorsqu'il fait garder sa chasse, exerce un droit », cet arrêté a soin d'ajouter : « dont l'abus seul peut devenir dommageable » ; — Qu'il résulte du rapport de l'expert que le garde-chasse Duranton exerce ses fonctions d'une manière rigoureuse et des plus vigilantes dont l'abus ressort clairement, et qui a eu pour but la conservation, la repopulation et la multiplication des lapins de la chasse

Guénier ; — Attendu que tous les faits et toutes les circonstances expliquées ci-dessus fixent la cause du préjudice, apportent la preuve de la faute et de la négligence de Guénier, d'où sa responsabilité envers Boucheron selon les articles 1382 et 1383 du Code civil ; — Attendu toutefois que, pour apprécier les dommages causés, nous n'avons aucun élément, et qu'une instruction s'impose à ce sujet ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement par jugement interlocutoire ; — Ratifions le rapport de l'expert Duchemin ; — Et vu la loi du 19 avril 1904, art. 3 et 4, nommons d'office MM. René Driat, directeur de l'Ecole d'agriculture de la Brosse, et Duchemin, géomètre-expert, tous les deux experts à l'effet, après avoir prêté serment, de se rendre dans le champ de Boucheron désigné par la citation, d'examiner les dégâts causés par les lapins venant de la chasse Guénier, en déterminer l'importance en tenant compte toutefois de ceux auxquels sont normalement exposées les récoltes avoisinant le bois ; s'entourer de tous les renseignements ; entendre les parties en leurs dires et conclusions ; les concilier, si faire se peut ; sinon, nous dresser leur rapport d'estimation ; — Et vu l'article 4 de la loi du 19 avril 1904 ; — Disons notre jugement exécutoire par provision et sans caution, nonobstant opposition ou appel. »

Observations. — Jurisprudence constante en ce sens. Ce jugement, très développé, répond, avec beaucoup de précision, aux objections du défendeur. Ce dernier, très jaloux de défendre sa chasse et de mettre obstacle à la destruction des

lapins, se rendait, par cela seul, responsable du dommage causé aux voisins.

Justice de paix du canton de Palaiseau
(Seine-et-Oise).

Président : M. TAMBURINI, juge de paix,
licencié en droit.

10 mars 1905.

Accident du travail. — Marchand de bois. — Cocher-livreur. — Chantier. — Responsabilité du patron.

Le marchand de bois qui a établi un chantier d'approvisionnement est, en cette qualité, assujéti à la responsabilité des chefs d'établissements industriels prévue par la loi du 29 avril 1898.

En conséquence, ce marchand doit l'indemnité de demi-salaire à l'ouvrier blessé à son service, alors même que l'accident a eu lieu en dehors du chantier.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'en cet état la cause présentait à juger les questions suivantes : 1° L'industrie ou le commerce des défendeurs sont-ils assujettis à la loi du 9 avril 1898 sur le risque professionnel ? 2° au cas où la responsabilité des défendeurs serait reconnue, y a-t-il lieu d'accorder à la demanderesse la somme de 150 fr. qu'elle réclame par l'exploit introductif d'instance ; 3° *quid* des dépens ? — En droit : — Attendu qu'aux termes de l'article 13 de la loi du 9 avril 1898, les contestations entre les victimes d'accident et les chefs d'entreprise relatives aux frais funéraires, aux frais de maladies et aux indemnités temporaires, sont

jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever ; que l'article 1^{er} de ladite loi porte que : Sont assujettis au risque professionnel les accidents survenus aux ouvriers ou employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement ou de déchargement, etc. ; qu'à l'égard de ces entreprises, la loi ne distingue pas selon qu'elles comportent ou non des moteurs et des machines industrielles ; que cette distinction n'intervient que pour les exploitations qui ne sont pas l'objet d'une désignation spéciale et précise ; qu'en conséquence, tous les ouvriers occupés à un titre quelconque au service d'un chantier qui ne comporterait ni machine à vapeur, ni moteur à gaz ou à pétrole, bénéficient de la loi du 9 avril 1898, quand bien même l'accident survenu dans le cours de leur travail se serait produit en dehors du chantier, pourvu que ce travail ait trait au service de ce chantier, à son approvisionnement, par exemple ; — Attendu, d'autre part, qu'il ne semble pas qu'il y ait lieu de décider que si le législateur de 1898 a mentionné les chantiers après les usines et les manufactures, c'était pour lier ceux-là aux conditions industrielles des usines et manufactures, et de les considérer comme ne comportant le risque professionnel que s'ils affectent le caractère industriel des usines et des manufactures ; qu'il semble, au contraire, que le législateur a rédigé l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 dans un esprit tout différent, et

qu'après avoir mentionné les établissements affectés d'un caractère nettement industriel, il a été amené tout naturellement à envisager les exploitations qui, sans avoir un caractère exclusivement industriel, offrent néanmoins, par l'importance, la fréquence et le danger des manipulations qu'on y pratique, un danger pouvant faire naître le risque professionnel, que c'est ainsi que dans la nomenclature de l'article 1^{er}, les chantiers ont été ajoutés aux usines et aux manufactures, parce que lesdits chantiers comportent des agglomérations souvent considérables de matières diverses dont la manipulation fait courir les plus grands risques aux ouvriers qui y sont employés; qu'entré dans la voie de l'extension du risque professionnel aux exploitations qui n'ont pas de caractère nettement et exclusivement industriel, le législateur ne s'est pas arrêté en chemin et a poussé jusqu'aux entreprises de transport qui s'éloignent autant qu'il est possible de la condition habituelle des usines et manufactures, tant il est vrai qu'en rédigeant l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, le législateur a bien plutôt perdu de vue le caractère industriel des exploitations qu'il assujettissait au risque professionnel, qu'il n'a entendu les rattacher à l'élément industriel considéré comme base essentielle du risque professionnel; — En fait : — Attendu qu'on désigne sous le nom de *chantier* une enceinte couverte ou non, servant de magasin ou de dépôt pour des bois, des charbons, etc., qu'en nous en référant à cette définition qui paraît généralement admise, l'Entrepôt d'Ivry, exploité par les défendeurs, constitue bien le

chantier auquel fait allusion l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898; — Qu'il semble bien qu'à cet égard il ne puisse y avoir dans l'esprit du juge l'ombre d'un doute; — Que le Comité consultatif des assurances institué par le ministère du commerce a émis le 21 juin 1899 un avis qui confirme notre manière de voir, aux termes duquel les entrepôts de bois constituent des chantiers, et comme tels sont assujettis au risque professionnel; — Que, par un autre avis en date du 29 novembre de la même année, le même Comité a reconnu aux magasins d'approvisionnement le caractère des chantiers parce qu'il tombe sous le sens que le service des approvisionnements donne lieu à des manipulations susceptibles de donner naissance au risque professionnel; — Que l'Entrepôt d'Ivry, exploité par les fils de Charles Desouches, est aussi un chantier d'approvisionnement, puisque l'on y trouve, à côté du bois et du charbon, des pommes de terre, de la bière, des eaux minérales, etc.; — Qu'ainsi l'exploitation des défendeurs rentre manifestement dans la catégorie des chantiers, c'est-à-dire des exploitations semi-industrielles prévues par l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898; — Attendu, d'autre part, qu'il serait encore possible de démontrer que l'exploitation des défendeurs est, en même temps qu'un chantier, une entreprise de transport; — Qu'en effet, l'Entrepôt d'Ivry, exploité par les défendeurs, sert d'intermédiaire entre les consommateurs et les producteurs; — Que ledit Entrepôt reçoit des marchandises des grands centres de production, et après les avoir manipulées pour la plus grande

commodité du public consommateur, les livre à domicile; — Que, d'ailleurs, dans l'exploitation des défendeurs, le service des livraisons occupe une place prépondérante, que le nombre des charretiers-livreurs y est considérable et que l'importance de la cavalerie, véritablement hors de proportion avec la cavalerie des industries ou commerces ordinaires, fait en quelque sorte de l'Entrepôt d'Ivry une vaste industrie de transport et de livraisons à domicile; — Que, d'ailleurs, les défendeurs ont implicitement reconnu leur assujettissement à ladite loi, puisqu'à la suite de l'accident survenu le 19 février 1904 au jeune Célestin Archippe, l'indemnité journalière a été payée à la mère, tutrice légale du blessé, jusqu'au 15 novembre dernier inclusivement, que les défendeurs n'auraient pas manqué, s'ils étaient considérés comme n'étant pas tenus de garantir le risque professionnel, de se refuser au paiement de l'indemnité de demi-salaire qui implique de leur part adhésion à l'assujettissement à la loi du 9 avril 1898; — Que le fait par Célestin Archippe d'avoir été blessé en dehors du chantier dans lequel il était employé, ne fait pas obstacle à l'application du risque professionnel du moment que l'accident dont il a été victime a eu lieu à l'occasion du service de ce chantier; — Que l'exploitation d'un entrepôt ou chantier comporte des services intérieurs et des services extérieurs; que les uns et les autres se rattachent intimement à l'exploitation du même chantier et comporte le même risque; — Par ces motifs; — Statuant contradictoirement et en premier ressort; — Ouf les parties ou leurs

mandataires en leurs dires, explications et conclusions; — Vu la loi du 9 avril 1898 et les avis du Conseil consultatif des assurances susmentionnés; — Vu notre simple remise en date du 3 mars; — Nous déclarons compétent; — Déclarons, en outre, la dame veuve Archippe bien fondée en sa demande, y faisons droit, donnons acte aux défendeurs des conclusions reproduites ci-dessus, et les condamnons à payer à la demanderesse es-qualités la somme de 150 francs pour 120 jours de demi-salaire, du 2 novembre 1904 au 3 mars 1905, ainsi que les intérêts de droit; — En ce qui concerne les dépens: — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Faisant application dudit article 130 aux défendeurs, les condamnons aux dépens que nous liquidons à la somme de 4 fr. 95, en ce non compris le coût de la citation d'instance, mais non compris les frais du présent jugement et ceux de la mise à exécution, s'il y a lieu, auxquels ils sont également condamnés. »

Observations. — La question de savoir si un marchand de bois, même propriétaire d'un chantier, rentre dans la classe des chefs d'entreprise assujettis à la loi du 29 avril 1898, a été controversée. Mais la jurisprudence tend de plus en plus à se prononcer dans le sens de l'affirmative. Déjà on a maintes fois décidé que certains commerçants y sont assujettis, bien que n'employant pas de machines motrices et autres outils plus ou moins dangereux, par cela seul qu'ils ont voitures et chevaux et se font de véri-

tables transporteurs de leurs marchandises. C'est le cas de la plupart des marchands de bois qui font voiturier leurs bois et leurs charbons de leurs chantiers au domicile de leurs clients.

Justice de paix de Saint-Malo
(Ille-et-Vilaine).

Président : M. SIVIDRE, juge de paix (1).

28 février 1905.

Saisie-arrêt des petits traitements. — Faillite antérieure. — Distribution entre tous les créanciers. — Nullité.

Le créancier qui seul a fait pratiquer une saisie-arrêt sur les salaires d'un ouvrier, a seul droit de toucher, jusqu'à concurrence de ce qui lui reste dû, les sommes retenues par le tiers saisi, et ce, alors même que l'ouvrier, antérieurement commerçant, a été mis en faillite et a d'autres créanciers qui ne sont pas opposants ni intervenants.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le 10 mai 1902, Le Bigot pratiquait une saisie-arrêt sur les salaires de Savatte entre les mains du patron Cornillaut, pour une somme de 870 francs. Suivant une déclaration inscrite sur le registre du greffe le 10 février 1905, Le Bigot a requis la convocation des intéressés pour faire statuer sur son opposition et sur la déclaration affirmative à faire par le tiers saisi.

Par lettre recommandée du 10 courant, le greffier a convoqué le tiers saisi pour l'audience du 14 courant; à cette audience, le débiteur saisi n'ayant pas été touché par convocation régulière, nous avons, d'accord

avec les deux parties présentes, renvoyé l'affaire à notre audience du 21 février, pour procéder régulièrement, après convocation par lettre du 18 février, tardive, il est vrai, mais régulière, du tiers saisi.

A ladite audience du 21 février, toutes les parties se sont présentées.

La cause appelée à notre audience, la créance n'a pas été contestée. Le tiers Cornillaut a fait la déclaration affirmative suivante :

De mai 1902 à décembre 1903, Savatte a travaillé chez lui à raison de 4 francs par jour et six jours par semaine, soit 78 semaines, soit 1872 francs.

De décembre 1903 à fin janvier 1904, Savatte n'a pas travaillé; de février 1904 à février 1905, soit pendant 52 semaines, il a travaillé irrégulièrement environ cinq jours par semaine, à raison de 3 francs par jour, soit, pendant 52 semaines, soit 780 francs. Donc, de mai 1902, date de la saisie, à février 1905, Savatte a gagné chez Cornillaut 1872 fr. + 780 fr. = 2652 francs, soit le dixième à retenir, soit 265 francs.

Cornillaut nous a ensuite déclaré, par l'organe de M^e Gineste, avocat, qu'en décembre 1903 il avait été fait une répartition annuelle de 190 fr., montant des retenues opérées à cette date entre tous les créanciers de la faillite Savatte, dont Le Bigot, faillite qui remontait à 1899. De ce fait, Le Bigot qui aurait dû, d'après sa saisie-arrêt, toucher les 190 fr., n'en a touché que 80 fr., de l'aveu même des parties. Cornillaut nous a déclaré qu'il avait dû procéder ainsi, l'union existant entre Le Bigot et les créanciers de la faillite ne permettant pas l'admission de créances privilégiées.

(1) Actuellement à Montereau (Seine-et-Marne).

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit de saisie-arrêt ; — Vu les documents produits ; — Ouf les comparants ; — Attendu que la créance de Le Bigot est régulière et doit être validée ; — Attendu que la déclaration affirmative de Cornillaut, non contestée, d'ailleurs, fait ressortir que les retenues opérées depuis mai 1902 jusqu'à février 1905, s'élèvent à 265 francs, représentant le dixième des salaires du failli, — Attendu que la prétention émise par Cornillaut de justifier le paiement qui a été fait sur cette somme lors de la distribution amiable en décembre 1903 entre les créanciers de la faillite Savatte et Le Bigot, seul saisissant, en invoquant que les créanciers de la faillite sont restés en état d'union ; que cette union, dit le défenseur de Cornillaut, a pour effet de suspendre toutes les poursuites individuelles, que cette prétention ne peut s'admettre ; — En effet, en droit : — Attendu que l'ouvrier a toujours le droit de disposer du dixième de son salaire au profit d'un créancier, et même de deux dixièmes ; — Attendu que l'ouvrier peut en user comme il lui convient en dehors de tout contrôle de ses créanciers, que l'exercice antérieur d'un commerce par l'ouvrier et la déclaration de son état de faillite ne modifient en rien ce principe ; que la loi des faillites ne peut avoir d'application que lorsqu'il s'agit pour le failli d'un bien qui forme le gage commun de tous ; et que, par suite, l'ouvrier peut toujours disposer même du deuxième dixième de son salaire sans faire échec aux règles ordinaires de la faillite touchant l'éga-

lité de situation entre tous les créanciers ; — Attendu qu'un arrêt de cassation a été rendu le 10 mai 1902 dans ce sens, cassant un jugement du Tribunal civil d'Aubusson (*G. du P.*, 1902, II, 586) ; — Attendu que cette opinion qui s'applique au deuxième dixième, *a fortiori* s'applique au premier dixième ; — Attendu qu'au surplus, il eût fallu que les créanciers, à l'instar de Le Bigot, fissent, à l'époque, intervention à la saisie-arrêt opérée par Le Bigot, de façon à venir utilement à distribution en décembre 1903 ; — Attendu donc que Le Bigot ayant été le créancier le plus diligent, aurait dû toucher, lors de la distribution amiable en 1903, la totalité des retenues opérées, alors qu'il n'a touché que 80 fr. ; qu'il y a donc lieu, tout en constatant à regret que la distribution, en vertu de la procédure établie par la loi de 1895, n'a pas été régulière, puisque le répartiteur de l'époque a omis de faire mention de cette distribution sur le registre 14, et en admettant comme acquis et reçu par Le Bigot le versement de 80 francs en décembre 1903, d'évaluer les retenues opérées par Cornillaut au profit de Le Bigot, de mai 1902 à février 1905, à la somme de 265 fr., sur lesquels Le Bigot a touché 80 fr. ; ce qui porte donc la créance de Le Bigot, à l'heure actuelle, sur Cornillaut, à 265 fr. 80, soit 185 francs ; — Jugeant contradictoirement et en premier ressort ; — Disons, par suite, que Cornillaut sera tenu de se libérer, jusqu'à due concurrence, entre les mains de Le Bigot, des sommes retenues ; — Disons que les frais de saisie-arrêt et ceux de la présente instance seront prélevés sur la somme à distribuer. »

Observations. — L'état antérieur de faillite du débiteur saisi ne peut nuire à la saisie-arrest opérée par un créancier. Le créancier saisissant seul a le droit de toucher une distribution des retenues, à l'exclusion de tous les créanciers de la faillite qui, eux, n'ont pas fait intervention. Par suite, une distribution faite entre tous les créanciers porte préjudice au saisissant, et doit être annulée.

Justice de paix du canton de Wassy
(Haute-Marne).

Président : M. BRAUD, juge de paix.

9 septembre 1905.

Action en dommages-intérêts. — Propos diffamatoires. — Dénonciation à l'autorité compétente. — Rejet de la demande.

La victime d'un délit a le droit de faire part aux autorités compétentes des soupçons qu'elle peut avoir sur ceux qu'elle croit en être les auteurs.

Cette désignation ne peut être considérée comme une faute donnant droit à des dommages-intérêts, ni comme une diffamation, si toutefois le plaignant n'a pas agi de mauvaise foi et avec intention de nuire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur L... se plaint, dans sa citation introductive d'instance, de ce que la dame M... aurait déclaré à plusieurs personnes qu'il était l'auteur de mutilations d'arbres commises à son préjudice, au lieu dit *Derrière le carron*, et qu'elle l'aurait désigné aux autorités municipales ;

— Attendu que, lors de sa première comparution, la dame M... ayant nié les propos à elle reprochés, ou du moins en ayant discuté la teneur ainsi que la portée, une enquête fut ordonnée à laquelle il fut procédé à notre audience du 2 septembre 1905; que trois témoins furent produits par le demandeur, lesquels ont établi : — Le premier, le sieur P..., maire de Ville-en-Blaisois, que, le 28 juin, jour de la découverte du délit commis dans la nuit, la dame M... l'a prié de venir constater ce délit et d'évaluer les dommages causés; que cette vérification et estimation faite et sur sa demande, la plaignante lui a dit : « L'auteur de la mutilation « de ces arbres ne peut être que « celui qui les a plantés » ; — Le deuxième témoin, le sieur G..., adjoint au maire de Ville-en-Blaisois, que, le 2 juillet, lendemain du jour où les gendarmes ont procédé à l'enquête requise, par le maire, la dame M..., passant devant la maison de ce témoin, et questionnée par lui au sujet de son affaire, lui a dit : « Les gendarmes sont venus hier, ils « pensent que l'auteur est le même « que celui d'il y a six ans, votre conseiller municipal. » Déposition corroborée par celle du troisième témoin, le sieur D..., présent à cet entretien ; — Attendu que ces propos tenus, et en fin de compte reconnus par la dame M..., renferment bien l'imputation d'un fait portant atteinte à la considération et à l'honneur de la personne à qui il est imputé, caractéristique de la diffamation d'après l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, mais, vu les circonstances dans lesquelles ils ont été tenus, ne constituent pas ce fait de diffamation ; — Qu'en effet, il est constant que

la victime d'un délit a le droit de faire part aux autorités des soupçons qu'elle peut avoir sur leur auteur; que cette désignation ne constitue pas à son encontre une faute donnant droit à réparation, au titre de l'article 1381 du Code civil, si toutefois le plaignant n'a, en le faisant, agi de mauvaise foi, par esprit de vexation et avec l'assurance de la non-culpabilité de la personne qu'il a fait soupçonner; — Attendu qu'il résulte des explications et des procès-verbaux de gendarmerie fournis aux débats, que les arbres détériorés ont été plantés il y a une douzaine d'années, par les soins du demandeur, sur un terrain dont il a été plus tard dépossédé; qu'il y a six ans le même acte de vandalisme a été commis sur ces arbres, et dans des circonstances identiques; qu'à cette époque le sieur L... a été accusé d'en être l'auteur, lui seul paraissant avoir, par esprit de vengeance, intérêt à ce que le fruit de son travail ne bénéficie pas à celui qui l'avait évincé, mais que l'affaire fut classée faute de preuves suffisantes; — Attendu que, dans ces conditions, les soupçons de la dame

M..., actuellement propriétaire de ce verger, n'ont pu, devant le renouvellement de cet acte et en l'absence de tout ennemi personnel, se porter que sur le même individu poussé par le même mobile; — Qu'en conséquence, ses déclarations aux autorités n'ont pas excédé son droit de plaignante; qu'elles ne peuvent être taxées de téméraires, c'est-à-dire faites avec malice et légèreté, et ne sauraient entraîner aucune réparation de sa part à titre de diffamation; — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, déboutons, etc... »

Observations. — Toute personne qui a été victime d'un acte délictueux et dommageable a certainement le droit de dénoncer aux autorités compétentes, non seulement l'acte commis à son détriment, mais même ceux qu'elle soupçonne d'en être les auteurs. Il n'y a pas là une diffamation ni une dénonciation calomnieuse, mais seulement l'exercice d'un droit de défense personnelle, sauf à l'autorité judiciaire à rechercher si le soupçon est fondé.

Justice de paix, du canton de Guelma (Algérie).

Président : M. CALMEILLES, juge de paix.

16 septembre 1905.

Justice de paix du canton de Souk-Ahras (Algérie).

Président : M. GODIN, juge de paix.

22 septembre 1905.

Algérie. — Juge de paix. — Loi du 12 juillet 1905. — Compétence étendue. — Application de la loi nouvelle.

La loi nouvelle du 12 juillet 1905, qui étend la compétence des juges de paix de France, est-elle applicable à l'Algérie?

Est-il nécessaire qu'une disposition spéciale du législateur en ait ordonné l'application dans les cantons de l'Algérie?

Ces questions ont été résolues, en sens contraires, par les deux jugements que nous rapportons ci-après :

Premier jugement du juge de paix de Guelma, en date du 16 septembre 1905 :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que la demande, telle qu'elle est formulée dans l'assignation, est indéterminée; — Attendu que, des explications fournies par la demanderesse, il résulte que les bijoux, objet du litige, ont été, par elle, donnés en gage pour 320 francs; — Attendu que le défendeur prétend que ces mêmes bijoux ont une valeur de 600 francs; — Attendu que ces deux chiffres excèdent le taux de la compétence du Tribunal de céans et que le défendeur soulève cette incompétence; — Attendu que la loi du 12 juillet 1905 n'est pas applicable en Algérie, contrairement à ce que soutient la deman-

deresse; — Attendu, en effet, que cette loi touche profondément à l'organisation judiciaire, puisqu'elle règle et modifie les conditions d'aptitude, d'avancement, le mode de recrutement des juges de paix et qu'elle élève, fixe et détermine leur compétence, etc.; — Attendu que les Justices de paix d'Algérie diffèrent trop de celles de la métropole par leur division en trois catégories se distinguant par leur organisation et par leur compétence, pour que la loi faite pour les Justices de paix de France soit de plein droit applicable à celles d'Algérie; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que les lois importantes ayant trait à l'organisation judiciaire ne sont pas applicables à l'Algérie, si le législateur ne l'a pas ordonné par une disposition spéciale; — Attendu que cette mention d'applicabilité à l'Algérie ne figure pas dans le texte de la loi du 12 juillet 1905; — Attendu que la loi du 25 mai 1838 a été rendue applicable à l'Algérie par l'ordonnance du 16 avril 1843; que cette ordonnance s'est en définitive approprié les dispositions de la loi, les a faites siennes, et que c'est, en réalité, l'ordonnance, œuvre du pouvoir exécutif, qui est applicable et non la loi du 25 mai 1838; — Attendu qu'à défaut de la déclaration expresse du législateur, un décret serait donc nécessaire pour rendre la nouvelle loi applicable en Algérie; — Attendu que cela est tellement vrai que la loi du 2 mai 1855, qui modifiait les articles 3 et 17 de la loi du 25 mai 1838, a été rendue applicable à l'Algérie par un décret du 18 juillet 1855; — Attendu que, si un décret spécial a été nécessaire pour l'applicabilité

de la loi du 2 mai 1855, il n'est pas douteux qu'un décret soit également indispensable pour l'application de la loi du 12 juillet 1903, beaucoup plus importante et plutôt innovatoire que modificative ; — Par ces motifs, se déclare incompetent, etc... »

Deuxième jugement du juge de Souk-Ahras :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la demande reconventionnelle en 600 fr. de dommages-intérêts formulée par les défendeurs : — Attendu que, malgré cette demande reconventionnelle, il y a lieu de statuer en dernier ressort, puisque la demande principale, qui n'est pas supérieure à 300 francs, rentre dans la compétence en dernier ressort du juge de paix ; — Que cela résulte de l'article 11, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1903 ; — Attendu que le titre 1^{er} de cette loi est applicable à l'Algérie, *de plano*, nonobstant toute déclaration d'applicabilité, puisqu'elle modifie la loi du 25 mai 1838, déjà en vigueur en Algérie ; que, pour décider ainsi, il n'y a pas lieu d'examiner la manière dont la loi de 1838 a été rendue applicable en Algérie ; qu'il suffit qu'elle y ait été mise en vigueur pour que tout texte qui la modifie devienne applicable de plein droit ; — Que ce principe est admis unanimement, en doctrine comme en jurisprudence (Corps législatif, séance du 31 mai 1866 ; *Moniteur universel*, 1^{er} juin 1866, p. 663 ; Chambre des députés, séance du 16 juin 1884 ; *Journal officiel*, débats parlementaires, p. 1244 ; Ménerville, I, v^o *Promulgation*, p. 576, note ; L. Hamel, *De l'application des lois françaises et de la promulgation en Algérie*, Alger,

1889 ; Charmont, *L'inamovibilité de la magistrature algérienne*, *Rev. alg.*, 1885, I, 220 ; Charpentier, *Législation algérienne*, n^o 160-161 ; Sumien, *Le régime législatif de l'Algérie*, p. 68 et suivants, v^o *Jurisprudence*, dans Est. et Lef., *Code annoté de l'Algérie*, p. 7, note i) ; — Attendu que, puisque la loi de 1838 était applicable aux justices de paix, dont la compétence a été étendue par le décret du 19 août 1854, sauf sur les points qui ont fait l'objet de ce décret, la nouvelle loi doit donc être applicable aussi aux justices de paix à compétence étendue ; — Qu'il y a même lieu de décider que le législateur de 1903 a tacitement abrogé le décret du 19 août 1854, en ce qui touche la compétence civile des juges de paix algériens, puisque, statuant lui-même sur cette matière, il est muet sur le maintien de l'application du décret précité ; qu'il semble, en effet, par son silence, avoir estimé que, relativement aux matières dont il s'est occupé, l'Algérie doit être aujourd'hui assimilée à la métropole ; — Attendu que cette abrogation tacite est logique, puisque l'extension de la compétence civile des juges de paix ruraux d'Algérie n'est plus aussi nécessaire depuis la loi de 1903 ; qu'en effet, l'éloignement des Tribunaux de première instance, qui était la raison d'être de cette extension de compétence, n'est plus un inconvénient, puisque la loi nouvelle donne aux juges de paix, dans la plupart des cas, la compétence de ces Tribunaux ; — Attendu que l'extension donnée à la compétence des juges de paix après la conquête semble bien, d'ailleurs, n'avoir été, dans l'esprit des rédacteurs du décret du

19 août 1854, qu'une mesure provisoire (Larcher, *Traité de législation algérienne*, t. 1^{er}, p. 549); — Attendu qu'il importe de remarquer que les lois applicables, *de plano*, en Algérie, comme modificatives de lois en vigueur doivent prendre le caractère des lois qu'elles remplacent, que, par conséquent, la loi de 1838 ayant été rendue exécutoire en Algérie par décret, le chef de l'Etat peut parfaitement modifier encore la loi nouvelle du 12 juillet 1905 et fixer par un nouveau décret la compétence des juges de paix ruraux d'Algérie à 500 francs, au lieu de 300 fr. en dernier ressort; mais, attendu que, tant que ce décret n'aura pas été rendu par le pouvoir exécutif, il y a lieu de décider que les juges de paix algériens ne sont, depuis la loi du 12 juillet 1905, compétents en dernier ressort que jusqu'à 300 fr., au lieu de 500 francs; — Par ces motifs, etc. »

Observations. — Comme on le voit, les juges de paix d'Algérie sont divisés sur la question de savoir si la loi du 12 juillet 1905 est applicable à cette colonie. Le législateur a omis de se prononcer sur cette question, douteuse, puisqu'elle a donné lieu à deux décisions contraires. Il est à souhaiter que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour trancher cette difficulté. De telles divergences dans les décisions des juges de paix d'un même pays sont absolument regrettables et nuisibles aux intérêts des justiciables.

Justice de paix du canton de Darnetal
(Seine-inférieure).

Président : M. ALLINNE, juge de paix.

18 août 1903.

Domages aux champs. — Dégâts causés par les lapins. — Responsabilité.

En matière de dommages causés aux champs par les lapins, le juge saisi du litige a nécessairement un pouvoir d'appréciation très étendu pour évaluer le dommage causé, la part qui peut être attribuée à la servitude de voisinage, et celle qui incombe au propriétaire des bois.

Des battues, même relativement fréquentes opérées par le propriétaire pour réduire le nombre des lapins, ne sont pas suffisantes pour décharger ce propriétaire de toute responsabilité.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation, la loi du 19 avril 1901, les articles 1382 et 1383 du Code civil, nos jugements préparatoires des 16 et 30 juin, 4 et 11 août dernier; notre jugement interlocutoire du 23 juin, notre accession de lieux du 9 juillet 1903, les enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé ce même jour, le rapport déposé par M. Renard, expert, le 25 du même mois, et ce qu'il résulte tant des explications et conclusions respectives des parties que des débats; — Attendu que, par sa citation, Lefebvre demande condamnation contre Graverend en 600 francs de dommages-intérêts pour dégâts causés à diverses récoltes de la ferme qu'il exploite à Bois-d'Ennebourg, par le gibier et notamment les lapins provenant de la partie de la forêt de Préaux dont le droit de chasse est loué au défendeur; — Attendu que

ce dernier ayant méconnu l'existence de ces dégâts ou tout au moins prétendu qu'ils n'excédaient pas ceux pouvant résulter normalement de la quasi-servitude inhérente au voisinage d'une forêt, nous avons désigné comme expert M. Renard, propriétaire à Martainville, à l'effet de procéder à une évaluation desdits dégâts en tenant compte de la situation des lieux ; — Attendu que nous avons en outre, à la date du 9 juillet dernier, accompagné dudit expert, procédé à une visite des lieux, ainsi qu'à l'audition des témoins appelés par les parties ; — Attendu qu'à la date du 25 juillet, même mois, l'expert commis a déposé son rapport concluant à un dommage réel de 105 francs ; — Attendu qu'à notre audience du 11 août, présent mois, Lefebvre ayant demandé l'entérinement pur et simple du rapport de l'expert, le défendeur a déposé des conclusions tendant au rejet de la demande en prétendant n'avoir commis aucune faute susceptible d'engager sa responsabilité ; — Attendu, en droit, que les principes généraux posés par les articles 1382 et 1383 du Code civil sont la base de la responsabilité en matière de dommages causés par le gibier ; que, par suite, trois conditions essentielles sont nécessaires pour donner ouverture à cette responsabilité : 1° un dommage suffisant et anormal ; 2° un fait reprochable au locataire de la chasse ou tout au moins une négligence de sa part ; 3° l'absence de toute faute et de mauvaise foi de la part du plaignant ; — Attendu, en fait, que le juge a un pouvoir souverain d'appréciation à l'égard des mesures employées par le locataire de la

chasse pour dégager sa responsabilité ; que, dans l'espèce, il résulte des enquête et expertise effectuées : 1° que les dégâts constatés par l'expert, tout en tenant compte de la situation de lieux, s'élèvent à 105 fr., excèdent assurément quelque peu le dommage normal pouvant résulter du voisinage de la forêt et de la quasi-servitude qui s'y attache ; 2° que Graverend a commis plusieurs fautes ou négligences : premièrement, en ne faisant pas de battues en nombre suffisant ; qu'en effet il n'a effectué que trois battues au cours de la période de la chasse dernière, sur le territoire d'environ 500 hectares soumis à son droit de chasse ; qu'il commençait ces battues vers midi et les terminait vers 4 heures ; qu'il n'est venu qu'une seule fois dans le quartier limitrophe des terres de Lefebvre ; que ces battues étaient faites dans de telles conditions que, malgré la grande quantité de lapins établie par les témoins de l'enquête, elles ne donnaient que de huit à quinze pièces de gibier au tableau pour une moyenne de quinze à vingt chasseurs avec vingt ou vingt-cinq rabatteurs, et n'avaient par suite aucun caractère de destruction ; deuxièmement : en faisant garder sa chasse d'une façon trop rigoureuse par l'interdiction formelle aux riverains intéressés de se livrer efficacement à la destruction du gibier et par leur exclusion systématique des battues ou chasses collectives : qu'en effet, jamais Lefebvre n'a été invité par Graverend à participer à la destruction des lapins, soit avec lui, soit avec son garde, non plus que convié à aucune battue ; troisièmement : en ne

défonçant pas les terriers situés à proximité des terres cultivées; qu'en effet l'expert a constaté, entre autres, à 350 mètres des terres de Lefebvre, l'existence d'un grand terrier à nombreuses issues, destiné à servir de refuge à une certaine quantité de lapins; 3° qu'aucune faute imputable à Lefebvre n'a été relevée contre ce dernier; que, tout au plus, peut-on lui reprocher d'avoir cultivé des carottes à proximité de la dent des lapins, c'est-à-dire une plante dont ils sont particulièrement friands; que, bien que ce genre de culture fasse partie des assolements ordinaires du pays, il a commis une imprudence en plaçant ces légumes sur la lisière même de la forêt; que, de ce chef, il doit subir une réduction dans l'évaluation des dommages afférents à cette récolte; que nous estimons cette réduction à moitié; — Attendu qu'il n'est pas douteux que, dans les circonstances ci-dessus relatées, Graverend ait commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité en favorisant par sa négligence la multiplication des lapins; que les témoins de l'enquête, ainsi que l'expert, sont unanimes à déclarer le nombre de ces animaux anormal dans cette partie de la forêt et bien supérieur à celui des précédentes années; que la présence d'une lisière de bois de 4 à 5 mètres de largeur, en bordure de la forêt de Préaux, faisant partie de la location de Lefebvre, ne saurait engager la responsabilité de ce dernier, un seul terrasson ayant été reconnu par l'expert dans cette lisière; — Attendu que l'action de Lefebvre nous paraît suffisamment justifiée et que, par suite, il y a lieu de faire droit à sa

demande d'entérinement de rapport sous la réserve sus-indiquée; — En ce qui concerne les dépens: — Attendu que, si l'exagération de la demande de Lefebvre peut être de nature à lui faire encourir une participation aux dépens, il y a lieu de tenir compte, d'un autre côté, du refus péremptoire opposé par Graverend à Lefebvre lors de l'appel en conciliation; que les frais occasionnés dans l'espèce sont exclusivement imputables au défendeur; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — Entérinons en principe le rapport de l'expert Renard, mais disons qu'il y a lieu de diminuer l'évaluation de l'expert d'une somme de 12 francs pour la part incombant à Lefebvre dans les dégâts causés au plan de carottes; — En conséquence, condamnons Graverend à payer à Lefebvre la somme de 93 fr., à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice causé, ainsi qu'il est dit ci-dessus; — Le condamnons, en outre, en tous les dépens, y compris les frais de visite de lieux et d'expertise. »

Observations. — La jurisprudence, par de nombreux arrêts, a établi quelques règles générales sur la responsabilité des propriétaires de bois, en ce qui touche le dommage causé aux voisins par les lapins qui sortent de ces bois. Mais ce ne sont que des principes dont l'application est nécessairement laissée à l'arbitrage du juge, seul en mesure de bien connaître les circonstances du procès.

Justice de paix du canton de Sannoins
(Cher).

Président : M. GORET, juge de paix.

24 juillet 1905.

Huissier. — Action en dommages-intérêts contre un huissier à raison de l'exercice de ses fonctions. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une action en dommages-intérêts intentée contre un huissier à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, alors même que la somme réclamée est inférieure au taux de la compétence de ce magistrat en matière personnelle et mobilière.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Begard, paraissant fonder son action sur les articles 1382, 1391 et 1392 du Code civil, réclame par sa citation à Bertrand, huissier : 1° une somme de 63 fr. 80, dont 15 francs pour encaissement de Brunet, que M. Bertrand a offert à M. Begard, qui les a refusés, et le surplus, à titre de restitution de sommes versées pour divers frais d'actes de procédure prétendus erronée; 2° et 100 francs, à titre de dommages-intérêts, pour la réparation du préjudice que l'huissier lui aurait causé; — Attendu que, tout bien considéré, la question qui se présente à juger se rattache à des faits qui nous paraissent relatifs à l'exercice des fonctions d'huissier du défendeur; — Attendu qu'il ne s'agirait donc pas, en l'espèce, d'une action personnelle et mobilière ordinaire, rentrant par son chiffre, non supérieur à 200 francs, dans les

limites de notre compétence générale fixée par l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838; — Qu'il s'agit plutôt d'une action qui a pour cause des faits relatifs à l'exercice des fonctions d'huissier, et qu'en saisissant le juge de paix d'une action de cette nature, on a méconnu l'article 73 du décret du 14 juin 1813 portant règlement sur l'organisation et le service des huissiers, ledit article ainsi conçu : « Toute condamnation des huissiers à l'amende, à la restitution et aux dommages-intérêts pour des faits relatifs à leurs fonctions sera prononcée par le Tribunal de première instance du lieu de leur résidence » ; — Attendu que ce texte est formel et que son application a toujours été strictement maintenue par la jurisprudence, ainsi qu'il résulte d'un jugement du juge de paix du quatrième arrondissement de Lille du 12 novembre 1888, et spécialement d'arrêts de la Cour de cassation des 29 juin 1849 et 25 avril 1853; — Qu'en effet, le dernier arrêt cité de la Cour de cassation du 25 avril 1853 dit : « Attendu que l'article 73 du décret du 14 juin 1813 établit une compétence générale, même pour le cas où la demande aurait pour objet une somme inférieure au taux ordinaire de la compétence des Tribunaux de paix; que les juges de paix sont donc incompétents pour en connaître » ; — Attendu que, dans ces conditions, Begard a eu le tort de nous saisir de son action contre Bertrand, huissier, pour les causes définies dans l'exploit introductif d'instance; — Par ces motifs, nous déclarons incompétent et renvoyons Begard devant le Tribu-

nal compétent ; — Condamnons Begard aux dépens. »

Observations. — Solution exacte et conforme d'ailleurs aux prescriptions du décret du 14 juin 1813, encore en vigueur. — S'il s'agissait d'une demande de même nature contre un notaire par son client, le juge de paix devrait également se dessaisir, en vertu de l'article 53 de la loi du 25 ventôse an XI. Cass., 25 janvier 1859, ANNALES 1859, p. 248. En général, c'est le Tribunal civil qui est le juge des officiers ministériels, sauf les exceptions formellement déterminées par les lois spéciales.

Justice de paix du canton de Saint-Sever
(Calvados).

Président : M. LECOCQ, juge de paix.

1^{er} avril 1905.

Domages aux champs. — Gibier. — Forêt domaniale. — Servitude de voisinage. — Rejet de la demande.

L'existence du gibier dans les bois constitue pour les voisins une sorte de servitude dont ils sont obligés de supporter la charge dans une certaine mesure.

Spécialement le propriétaire de bois et le locataire de chasse dans les forêts domaniales ne sont responsables du dommage causé aux voisins que lorsque le gros ou le menu gibier excède les prévisions normales et que l'on en a favorisé la multiplication.

L'un et l'autre ne sont pas responsables lorsqu'il est établi, au contraire, que dans les dernières années, il a été détruit un grand nombre d'animaux sauvages, notamment de cerfs et de biches.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il paraît nécessaire, pour trancher la question qui nous est soumise, de rappeler les divers motifs du jugement interlocutoire par nous rendu à la date du 25 février dernier ; — Attendu que la jurisprudence et nombre d'auteurs estiment que l'existence du gibier dans les bois constitue pour les voisins une sorte de servitude, et qu'ils doivent en supporter les inconvénients dans une certaine mesure, car les bois et forêts contiennent nécessairement certains animaux sauvages, et, dès lors, soit le propriétaire, soit le locataire d'une chasse, ne peuvent être déclarés responsables des dommages causés que lorsque le gibier excède les prévisions normales ; — Attendu, disions-nous dans ledit jugement, qu'il ne suffit pas d'ailleurs de justifier que le dommage dont on se plaint soit causé par les animaux provenant de la propriété voisine ; le seul fait de l'existence de ces animaux, la seule constatation des dégâts qu'ils occasionnent ne suffisent pas pour engager la responsabilité du propriétaire voisin ; il est donc nécessaire que le plaignant fasse la preuve d'une faute particulière à la charge de ce propriétaire (Cass., 6 mars 1901) ; — Attendu que, par arrêt du 11 mars 1902, la Cour suprême a posé le principe que le propriétaire d'un bois dans lequel se trouvent des lapins vivant à l'état sauvage, n'est responsable des dommages causés par eux aux récoltes des fonds voisins que s'il est établi que, par son fait ou sa négligence, il a, soit attiré ces animaux, soit favorisé leur multiplication en telle sorte qu'ils soient devenus nuisibles ; — Attendu que ces considé-

rations posées, il y a lieu d'examiner l'enquête ainsi que les faits de la cause à l'effet de juger le présent litige; — Que c'est le moment de rappeler que la demande comprend trois chefs : 1° 137 fr. 50 représentant la perte du sarrazin causée par le fait du gibier de la forêt. 137' 50 2° 100 francs pour perte de la paille et retard dans la culture. 100 »

En tout, pour perte de récolte. 237' 50

Enfin, 167 fr. 95 représentant les frais d'expertise et ses suites 167 95

Ensemble. 405' 45

Attendu qu'il y a lieu tout d'abord d'accorder acte aux parties de ce que le demandeur renonce au reproche par lui formé contre le troisième témoin de la contre-enquête et de la réduction de sa demande à la somme de 400 francs; — Acte encore de ce que le défendeur offre et a toujours offert une indemnité de 40 francs à son adversaire pour le récupérer du prétendu préjudice par lui éprouvé; — Sur les deux premiers chefs; — Attendu qu'il résulte des dépositions des premier et deuxième témoins de l'enquête directe, qu'ils ont vu le sarrazin du demandeur endommagé par les animaux de la forêt. Les deux témoins qui ont été appelés le 15 octobre par le demandeur évaluent le dégât à 250 francs. Le premier témoin estime qu'il y a en forêt plus de gibier qu'autrefois. Le troisième témoin est convaincu du même fait. Le quatrième témoin a vu des biches et des cerfs dans le sarrazin du sieur Mauger; il ajoute qu'à son avis il y a plus d'animaux sauvages actuelle-

ment qu'autrefois; — Quant au cinquième témoin, il a vu des animaux sauvages dans les récoltes du demandeur; — Ces cinq témoins déclarent avoir éprouvé des dégâts à leurs récoltes et avoir été indemnisés soit par M. Jouault, soit par M. Ledormeur, qui, comme chacun sait, étaient les mandataires des locataires de la chasse de la forêt de Saint-Sever; — Attendu qu'il résulte de la déposition de M. Lelièvre, maire de Saint-Sever, premier témoin de la contre-enquête, que, depuis 1881, il a été chargé par MM. Germain et Vauloge, alors locataires du droit de chasse dans la forêt de Saint-Sever, de procéder au règlement des différends qui pourraient s'élever entre eux et les riverains de la forêt au sujet des dégâts occasionnés à leurs récoltes par les animaux sauvages. Il déclare qu'au mois de septembre dernier il accorda une indemnité de 60 francs au sieur Mauger qui en réclamait 100. Il ajoute que, dans cette affaire, il a agi selon son habitude en majorant l'indemnité, que, du reste, il déclare n'avoir accepté la mission d'évaluer les dommages causés qu'à la condition que les propriétaires riverains seraient largement indemnisés, sans toutefois que les locataires de la chasse soient victimes des demandes exagérées des voisins; — Ce témoin ajoute qu'il connaît parfaitement la forêt de Saint-Sever, et qu'à son avis il y avait beaucoup moins de chevreuils actuellement qu'il y a vingt ans, qu'il y avait également moins de biches, et que, certainement, les cerfs, biches et chevreuils y étaient en plus faible quantité qu'il y a quelques années, et qu'il est à sa connaissance que,

depuis quelque temps, il y avait eu beaucoup d'animaux sauvages de détruits; — Qu'il n'avait été apporté en forêt, il y a une quinzaine d'années, qu'un seul cerf provenant de la forêt de Cérisy, que cet animal avait été tué l'année même de son arrivée. Il ajoute que s'il n'y avait pas eu dans la forêt de Saint-Sever des battues proprement dites, il y avait toutes les semaines plusieurs chasses, soit au fusil, soit à courre, qui n'avaient d'autre but que la destruction du gibier; — Attendu qu'il résulte de la déposition du sieur Louvel, brigadier forestier, deuxième témoin de la contre-enquête, que le chiffre d'animaux en forêt n'est pas anormal, et que, par leurs nombreuses chasses, les locataires de la chasse de la forêt ont détruit beaucoup de gros animaux, surtout depuis trois ans; que le troisième témoin déclare qu'il a vu les dégâts et a évalué le préjudice à 40 francs qu'il offrit au demandeur; que cette offre fut refusée, et qu'alors il proposa au sieur Mauger de s'en rapporter à l'estimation de M. Lelièvre, maire de Saint-Sever, chargé de régler ces sortes de dégâts; que cette proposition fut repoussée par le sieur Mauger, qui répondit que l'affaire suivrait son cours en justice; — Attendu qu'il résulte bien de cette enquête que le sieur Mauger a été victime de dégâts occasionnés par les animaux de la forêt, et qu'il lui a été offert par M. Ledormeur, huissier à Saint-Sever, mandataire de M. Germain ou des personnes qui le représentent actuellement, une indemnité de 40 francs pour le dommage du préjudice par lui éprouvé; que c'est le moment de constater que les deux

cultivateurs qui ont examiné le dégât à la date du 15 octobre dernier, c'est-à-dire quelques jours plus tard, évaluent le préjudice éprouvé par le sieur Mauger à 250 francs; mais que M. Trempu, expert nommé par le Tribunal, qui a procédé aux opérations pour lesquelles il avait été désigné le 16 décembre dernier, c'est-à-dire deux mois plus tard, n'évalue ce même préjudice qu'à 137 fr. 50. Cependant, depuis l'expertise des deux voisins, la récolte du sieur Mauger n'avait pas dû s'améliorer; — Attendu qu'il est profondément regrettable que l'estimateur ordinaire de ces sortes de dégâts n'ait pas été appelé à l'effet de procéder à l'évaluation dudit dégât dès qu'ils ont été commis ou constatés, c'est-à-dire au commencement d'octobre, et que le demandeur, au lieu de s'en rapporter à un praticien consciencieux et ayant l'habitude de ces sortes d'évaluations, ait cru devoir faire apprécier le préjudice dont il se plaignait par deux cultivateurs voisins ayant intérêt à majorer la prétendue perte éprouvée par le demandeur; — Qu'en tout cas, si M. Lelièvre eût été appelé, cette affaire, comme toutes celles dont il s'est occupé, eût été réglée et arrangée à la satisfaction de tous et n'eût pas été appelée devant ce Tribunal; — Attendu qu'aux termes du jugement du 25 février dernier ordonnant l'enquête, les parties ont été appointées à prouver, d'abord le demandeur : 1° la nature et la valeur du préjudice éprouvé par le demandeur; 2° quelle faute ou quelle négligence peut-on imputer au défendeur; 3° tous autres faits de nature à établir le bien fondé de l'action du demandeur; — De son côté,

le défendeur a été appointé à prouver : 1° s'il prétend avoir fait des destructions de gibier et d'animaux sauvages et n'avoir conservé dans la forêt de Saint-Sever qu'un chiffre normal d'animaux ; 2° s'il y a des battues et des chasses et de quelle nature ; 3° s'il y a eu des voisins d'indemnisés, par qui ? de quelle façon ? pour quelles causes ? 4° tous autres faits de nature à établir le mal fondé de l'action ; — Attendu que, pour répondre à ces questions, il y a lieu d'examiner attentivement l'enquête ; — Attendu qu'il y a eu certains dégâts occasionnés aux récoltes du demandeur, lesquels ont été commis par les animaux nomades de la forêt ; — Attendu que l'enquête ne révèle aucune négligence du fait des défendeurs ni aucune faute qui soit de nature à motiver l'action ; — Attendu, au contraire, qu'il est établi par l'enquête que de nombreuses chasses et battues ayant pour but la destruction des animaux forestiers ont eu lieu, ainsi qu'il résulte des dépositions des premier et deuxième témoins de la contre-enquête, que ces chasses peuvent être considérées comme des battues ; — Attendu, en effet, que la défense présente une note de chasse, non contestée par le demandeur, de laquelle il résulte que, depuis 1901 jusqu'au 7 mars 1904, 6 sangliers, 92 cerfs, 54 biches et 26 chevreuils ont été abattus, ce qui établit suffisamment l'intention d'arriver, sinon à la destruction, au moins à la diminution du gibier, puisque dans ce nombre figurent 54 biches, ce qui constitue un chiffre relativement considérable ; — Attendu que, depuis le 7 mars 1904 à ce jour, les chasses ont continué et ont amené une vé-

ritable hécatombe de gibier ; — Attendu que la forêt de Saint-Sever est d'une contenance de 1580 hectares, mais qu'elle est entourée de bois appartenant à des particuliers, et qui font pour ainsi dire corps avec elle, savoir : le bois du Rond-Buisson, de la Chapelle-du-Gast, du Rocher-du-Gast, sis en la commune de le Gast, le bois de la Haye, sis en la commune de Saint-Germain de de Tallevende, les bois de Montjoie, qui, d'après renseignements recueillis par nous, sont d'une contenance approximative de 600 à 700 hectares ; — Que le gibier forestier se réfugie dans ces bois, et qu'en admettant qu'il soit dû une indemnité quelconque, ce qui ne paraît pas établi, le locataire de la forêt de Saint-Sever ne saurait être seul responsable ; — En ce qui concerne les indemnités touchées par les propriétaires bordiers de la forêt : — Attendu, on le répète, que la responsabilité du locataire de la forêt, en ce qui concerne les cerfs, les chevreuils et les biches, ne peut être engagée que s'il les fait élever ou les laisse se multiplier, soit en s'en réservant la chasse, soit en ne tuant que les cerfs, mais qu'aucun fait de ce genre n'est relevé à la charge de ce locataire ; le voisin qui a à se plaindre de ces dégâts peut seulement détruire les animaux qui ravagent sa propriété par analogie avec les prescriptions de l'article 12 du Code rural. Le locataire d'une chasse dans une forêt domaniale n'est responsable des dégâts causés aux propriétés voisines par les cerfs et biches que lorsqu'il n'a pas employé des moyens de destruction suffisants et que le nombre de ces animaux excède la quantité normale (Cass.,

24 décembre 1883, Trib. civil de Pontoise, 23 mai 1901); — Attendu qu'il est établi par la déposition du premier témoin de la contre-enquête que le gibier en forêt est bien moins abondant qu'il y a deux ou trois ans, et que le brigadier forestier, homme compétent, puisqu'il appartient à l'Administration forestière depuis de longues années, et a exercé ses fonctions dans plusieurs forêts de l'Etat, déclare qu'à son appréciation le nombre d'animaux en forêt n'est pas anormal, et que, par leurs nombreuses chasses, les locataires de la forêt détruisent beaucoup de gros animaux depuis surtout trois ans; — Attendu qu'il est également établi par l'enquête que beaucoup de propriétaires riverains ont été indemnisés des dégâts occasionnés à leurs récoltes, et que M. Lelièvre, maire de Saint-Sever, ancien notaire à Saint-Sever, qu'il habite depuis près de quarante ans, a été chargé du règlement des indemnités réclamées depuis 1881, mais qu'il résulte de ce qui précède qu'aucune faute ni imprudence n'ayant été relevées contre les locataires de la chasse, aucune responsabilité n'est encourue par ces derniers qui, s'ils ont désigné un arbitre, c'était pour paix avoir et indemniser les propriétaires riverains des inconvénients que les chasses pouvaient offrir; que l'arbitre a si bien rempli sa mission, que, depuis 1881 à ce jour, aucun litige de cette nature n'a été soumis à ce Tribunal, que, du reste, la défense justifie, à titre d'exemple, que, du 20 août 1904 à la fin de l'année, il a été versé, à trente et un propriétaires, parmi lesquels le demandeur, la somme de 766 francs pour indemnité; —

Qu'aujourd'hui encore, le sieur Gilbert, représentant les défendeurs, offre à son adversaire l'indemnité fixée par l'huissier Ledormeur, soit la somme de 40 francs, et qu'il y a lieu d'accorder acte de cette offre; — Attendu que la condition invoquée par le demandeur, insérée sous l'article 22 du cahier des charges au sujet de l'obligation imposée à l'adjudicataire du droit de chasse, n'est qu'une clause de style insérée dans tous les cahiers des charges, qu'elle est commune à toutes les forêts de France; que c'est là une condition qui n'a sa raison d'être qu'en cas de responsabilité, responsabilité qui n'existe pas en la cause; — Sur le troisième chef: — Attendu que le sieur Gilbert des noms, n'ayant été appelé ni au référé ni à l'expertise qui a suivi ce référé, les frais résultant de cet acte de procédure ne sauraient lui incomber; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que l'action du sieur Mauger ne peut être accueillie à aucun point de vue et qu'il y a lieu par suite de les condamner aux dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Accordons acte aux parties de ce que le demandeur déclare renoncer au reproche par lui formé contre le troisième témoin de la contre-enquête; — Acte encore de ce qu'il déclare réduire sa demande au chiffre de 400 francs; — Acte enfin de ce que le défendeur offre encore et a toujours offert la somme de 40 francs au sieur Mauger pour l'indemniser du préjudice par lui éprouvé; — Au principal, déclarons non recevable et mal fondée l'action introduite par ledit sieur Léopold Mauger contre M. le préfet du Calvados, dont

M. Gilbert, directeur d'usine à Condé-sur-Noireau, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de M. Jules Germain, déclare aujourd'hui prendre les faits et cause; — Déchargeons lesdits héritiers Germain de ladite action et condamnons ledit sieur Léopold Mauger, qui succombe, en tous les dépens de l'instance. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence. Voir notamment les décisions visées dans la sentence de M. le juge de paix de Saint-Sever.

Justice de paix de Châteldon
(Puy-de-Dôme).

Président: M. DRIFFORD, juge de paix.

21 octobre 1905.

Responsabilité. — Fils électriques. — Chute d'arbre. — Détérioration. — Action en dommages-intérêts. — Force majeure. — Rejet de la demande.

Le propriétaire d'un arbre n'est pas responsable du dommage causé, notamment à des fils téléphoniques, par la chute de cet arbre, lorsque la chute a eu lieu par cas fortuit et spécialement à la suite d'une tempête.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant publiquement, et par jugement contradictoire et en premier ressort ; — En fait : — Attendu qu'Armand Chapusot, agissant en sa qualité d'ingénieur-directeur de la Société des forces motrices d'Auvergne, a expliqué que, le 14 mai dernier, un arbre d'essence peuplier apparte-

nant à Maubert était tombé sur la ligne électrique de la Société, au lieu de Montpeyrour, rompant dans sa chute deux fils téléphoniques et causant des dégâts et un préjudice pour la réparation desquels il demande au défendeur le paiement de la somme de 350 francs ; — Attendu que Maubert a reconnu que le 14 mai, en effet, un peuplier lui appartenant et situé à proximité du chemin vicinal n° 85 était tombé et avait, dans sa chute, rompu deux fils téléphoniques ; — Qu'il a prétendu que l'arbre se trouvant du côté opposé à la ligne d'énergie électrique par rapport à la route et à une distance d'environ 8 mètres, il ne saurait être rendu responsable ; — Qu'il a offert de prouver par témoins que l'arbre, au moment de sa chute, était vigoureux et sain, et qu'il avait été renversé par un vent violent ; — Attendu qu'il résulte formellement de l'enquête à laquelle il a été procédé, que, le 14 mai, il y avait un orage au lieu de Montpeyrour et que le vent soufflait avec violence ; que le peuplier du défendeur était sain et en bon état, et qu'il a été rompu et brisé à une hauteur de 7 à 8 mètres au-dessus du sol, étant ainsi projeté sur la ligne électrique se trouvant de l'autre côté de la route, par la force de l'orage ; — Attendu qu'il résulte donc, en fait, que le préjudice qui a été causé à la Société des forces motrices d'Auvergne a été produit par un événement que rien ne faisait prévoir, et que la volonté ou l'imprudence de Maubert aurait été impuissante à provoquer ou faire naître ; — En droit : — Attendu qu'au cours des débats, Chapusot a fait déposer par son man-

dataire des conclusions aux termes desquelles il entendait se prévaloir de ce principe consacré par différents arrêts et jugements des Cours et Tribunaux, que tout homme est responsable des choses lui appartenant ou qu'il possède sous sa garde; qu'à l'appui de ses conclusions, il cite un arrêt de la Cour de Besançon du 12 mars 1890, un arrêt de la Cour de Dijon du 16 avril 1894 et deux décisions de la Cour de cassation des 16 juin 1896 et 30 mars 1897; — Attendu que les arrêts invoqués se rapportent à des espèces qui ne peuvent être appliquées ou comparées au procès actuel; — Attendu que, si la jurisprudence semble disposée en étendant les dispositions de l'article 1384 (partie finale du 1^{er} alinéa) à admettre que l'on est toujours présumé responsable des choses dont on a la propriété ou la garde, cette règle générale ne saurait être applicable lorsqu'il s'agit d'un événement incertain ou d'un cas fortuit (Lyon, 25 avril 1899; Riom, 25 mars 1903; ANNALES DES JUSTICES DE PAIX 1905, p. 140 et 161); — Attendu que le propriétaire d'un arbre ne peut être responsable de l'accident causé par sa chute que lorsqu'il y a imprudence de sa part, cause volontaire ou vétilusté et vice du tronc (Dalloz, *Nouveau Code annoté*, art. 1386, n° 73); — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure, la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, déboutons Chapusot (Armand), directeur de la Société des forces motrices d'Auvergne; — Disons que son action est mal fondée, et le condamnons en tous les frais et dépens. »

Observations. — La Compagnie demanderesse a été mal inspirée en essayant de rendre responsable de l'accident le propriétaire de l'arbre. Il est clair que ce dernier n'avait commis aucune faute, et par suite ne pouvait être tenu de la réparation du dommage. Voir, au surplus, les autorités citées dans le jugement.

Justice de paix du canton de Chambon-Feugerolles (Loire).

Président : M. PINGEON, juge de paix.

11 décembre 1905.

Accident du travail. — Indemnité temporaire. — Incapacité permanente partielle. — Compétence du juge de paix pour condamner le chef d'entreprise à payer le demi-salaire.

Le juge de paix, saisi d'une demande en paiement d'indemnité journalière, ne doit pas se borner, même dans le cas d'incapacité permanente partielle, à évaluer l'indemnité journalière; il doit de plus condamner le chef d'entreprise à la payer.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes; — Attendu que le sieur Octave Lacroix, boiseur, demeurant à Saint-Etienne, a été, le 5 août 1905, victime d'un accident du travail, survenu sur le territoire de la commune de Saint-Genest-Lerpt, au puits Rambaud, dépendant de la concession exploitée par la Société anonyme des mines de la Loire, et au cours du travail qu'il accomplissait pour celle-ci; — Attendu que cet accident, sur la déclaration de la Société défenderesse, a fait devant

nous, à la date du 30 octobre dernier, l'objet de l'enquête prescrite par l'article 12 de la loi du 9 avril 1898; — Que M. le docteur Dujol a, pour cette enquête, délivré à la Société anonyme des mines de la Loire un certificat affirmant que l'accident du 5 août 1905 entraînerait pour le boiseur Octave Lacroix une incapacité partielle et permanente de travail; — Attendu qu'à la suite de cette enquête, et à la date du 8 novembre dernier, la Société anonyme des mines de la Loire a supprimé au blessé Lacroix le service de l'indemnité journalière du demi-salaire; — Que le sieur Octave Lacroix estimant cette suppression contraire aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mars 1905, a fait citer ladite Société à l'effet d'obtenir qu'elle soit condamnée à lui payer le montant de l'indemnité journalière depuis le 8 novembre dernier jusqu'au 1^{er} décembre courant à raison de 2 fr. 28 par jour, soit une somme totale de 50 fr. 40, et, en outre, à lui continuer, à partir du 1^{er} décembre courant, le service de cette indemnité jusqu'à la décision définitive ou jusqu'à ce que le président du Tribunal civil, usant d'un droit qui lui a été conféré par la loi du 31 mars 1905 (art. 16, § 4), ait substitué à l'indemnité du demi-salaire une provision inférieure s'il le juge à propos; — Attendu que, sur les points de fait, la Société défenderesse est pleinement d'accord avec le demandeur; qu'ainsi elle reconnaît avoir supprimé ou blessé le service de l'indemnité journalière depuis le 8 novembre dernier; que, jusqu'à

cette date, elle a bien payé au demandeur cette indemnité à raison de 2 fr. 28 par jour, somme qui représente exactement la moitié du salaire quotidien de l'ouvrier Lacroix et sans déduction pour les dimanches et jours fériés; — Mais que, cependant, elle conclut au rejet des conclusions du demandeur par ce motif que le juge de paix, d'après le paragraphe 3 de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905, n'est pas compétent pour prononcer une condamnation au paiement du demi-salaire quand l'incapacité a un caractère permanent; que, dans ce cas, le juge de paix doit se dessaisir, renvoyer les parties devant le président du Tribunal civil et se borner à fixer, c'est-à-dire à évaluer, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière; — Attendu que la disposition légale invoquée par la Société défenderesse prescrit, en effet, que, dans le cas d'incapacité permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet, dans les trois jours, expédition au Tribunal civil; que, sur ce premier point, aucune difficulté d'interprétation ne saurait surgir; — Mais que le législateur a ajouté *in fine* dans le même paragraphe : « Il (le juge de paix) fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière », et que, sur ce second point, l'interprétation de la Société défenderesse ne nous paraît pas devoir être suivie; que nous estimons, en effet, que le législateur de 1905 a pris ce mot *fixer* dans le sens d'allouer, comme il l'a fait à plusieurs reprises dans la même loi, notamment : 1^o dans le deuxième

alinéa de l'article 16 où il est dit : « En cas d'accord entre les parties, « l'indemnité est définitivement *fixée* « par l'ordonnance du président » ; 2° dans le paragraphe 6 du même article qui porte : « Dans le cas où « le montant de l'indemnité ou de « la provision excède les arrérages « dus jusqu'à la date de la *fixation* « de la rente, le Tribunal peut or- « donner que le surplus sera pré- « compté sur les arrérages ulté- « rieurs » ; 3° dans le paragraphe 7 du même article où il est écrit : « S'il y a assurance, l'ordonnance « du président ou le jugement *fixant* « la rente allouée spécifie que l'as- « sureur est substitué au chef d'en- « treprise » ; — Que, d'autre part, la lecture attentive des travaux préparatoires de la loi du 31 mars 1905 conduit à la même interprétation ; — M. Mirman, rapporteur du projet à la Chambre des députés, écrivait en effet dans son rapport du 23 mars 1905 : « Le rôle du juge de paix se « bornera, s'il ne l'a fait déjà, à « *fixer* la valeur de l'indemnité « journalière, et il renverra alors « les parties devant le président du « Tribunal ; au moins avons-nous « maintenant la garantie que le « demi-salaire ayant été déterminé « par décision du juge de paix, la « victime pourra en requérir le « paiement par toutes les voies de « droit » ; — On ne saurait contester que M. Mirman n'ait employé, dans ce passage de son rapport, le mot *fixer* dans le sens d'allouer, puisqu'il ajoute que la victime pourra poursuivre l'exécution du jugement portant fixation de l'indemnité journalière ; or, comment concevoir cette poursuite en exécution d'un jugement, si ce juge-

ment consistait dans une simple évaluation sans condamnation ; — M. Chovet, rapporteur de la Commission du Sénat, ne disait-il pas de son côté, devant la haute Assemblée, à la séance du 1^{er} décembre 1904 : « Nous avons imposé aux « juges de paix l'obligation de sta- « tuer sur toutes les questions rela- « tives à l'indemnité journalière, « quelle que soit la gravité de la « blessure, dût-elle conduire à l'in- « capacité permanente » ; — Le même M. Chovet, dans son rapport du 23 février 1905, écrivait : « Quel « était donc notre but ? Affirmer, en « tant que de besoin seulement, « car la loi de 1898 était suffisam- « ment explicite à cet égard, qu'au « juge de paix seul et en dernier « ressort appartenait le droit de « statuer sur les indemnités jour- « nalières, aussi bien dans le cas « d'incapacité permanente que dans « celui d'incapacité temporaire, « quelle que fût d'ailleurs l'infr- « mité permanente pouvant résul- « ter de l'accident » ; — Que c'est dans le même sens que s'est prononcé le ministre du commerce dans sa circulaire du 30 mai 1905, où on lit : « Dans l'article 15, le « texte remanié affirme la compé- « tence du juge de paix en matière « d'indemnité journalière, etc., en « même temps qu'il consacre le « droit initial et exclusif du Tribu- « nal d'arrondissement en cas d'ac- « tion à fin de rente ; il décide à « cet égard que, si l'une des parties « soutient, avec un certificat médi- « cal à l'appui, que l'incapacité est « permanente, le juge de paix doit « se déclarer incompétent par une « décision dont il transmet, dans « les trois jours, expédition au Tri-

« bunal civil. Si, d'ailleurs, la quo-
 « tité de l'indemnité journalière ne
 « s'est point trouvée fixée par le
 « juge de paix avant cette déclara-
 « tion d'incompétence, le juge de
 « paix doit, en même temps, la
 « fixer, et l'indemnité journalière,
 « alors ou précédemment fixée, con-
 « tinue à être servie jusqu'à la dé-
 « cision définitive, sous réserve de
 « son remplacement éventuel, dans
 « les conditions prévues à l'arti-
 « cle 16, par une provision infé-
 « rieure » ; — Il ne paraît pas dou-
 teux que le mot *fixer*, employé plu-
 sieurs fois par le ministre dans ce
 passage de sa circulaire, n'ait le
 sens d'allouer, puisqu'il termine en
 disant que l'indemnité journalière,
alors ou précédemment fixée, conti-
 nue, au cas d'incapacité perma-
 nente, à être servie jusqu'à la dé-
 cision définitive ; — Qu'enfin la
 même doctrine se dégage de la cir-
 culaire de M. le garde des sceaux,
 en date du 29 août 1905, où on lit :
 « La question du caractère tempo-
 « raire ou permanent de l'incapa-
 « cité peut se présenter devant le
 « juge de paix, soit lorsque ce ma-
 « gistrat est saisi par l'ouvrier d'une
 « demande en paiement d'une in-
 « demnité journalière, soit lorsque
 « le patron requiert l'expertise pour
 « rechercher si l'incapacité tempo-
 « raire a pris fin. Dans le premier
 « cas, bien que la question du ca-
 « ractère permanent de l'incapacité
 « ait été posée, le juge de paix reste
 « néanmoins compétent pour sta-
 « tuer sur l'indemnité journalière ;
 « il en fixe le chiffre, s'il ne l'a pas
 « fait antérieurement, dit la loi. Il
 « ne doit donc s'abstenir de juger
 « qu'en ce qui concerne la partie de
 « la contestation qui porte sur le

« caractère temporaire ou perma-
 « nent de l'incapacité » ; — Attendu
 qu'en présence de ces commentai-
 res autorisés de l'œuvre du législa-
 teur, il est impossible d'admettre
 la thèse de la Société défenderesse
 bornant dans le litige dont il s'agit
 la compétence du juge de paix à
 l'évaluation de l'indemnité journa-
 lière, qui ne pourrait dès lors être
 allouée que par le Tribunal civil
 lui-même, puisque le président ne
 paraît, aux termes de l'article 16,
 § 4 (texte nouveau), avoir compé-
 tence que pour la substitution d'une
 provision au service de l'indemnité
 journalière ; — Que, dans le système
 de la défenderesse, l'intervention
 du juge de paix apparaîtrait comme
 singulièrement illogique de la part
 du législateur, puisqu'elle n'aurait
 d'autre effet que de retarder, au
 préjudice de l'ouvrier blessé, une
 solution qui, dans la plupart des
 cas, est d'une extrême urgence ; —
 Que tout démontre, au contraire,
 que la volonté du législateur est
 que le règlement de l'indemnité
 temporaire subisse le moins de ret-
 tard possible, en raison du carac-
 tère alimentaire de cette indem-
 nité, et que c'est précisément en
 vue de faire statuer sur le cas liti-
 gieux dans le moindre délai pos-
 sible que la connaissance des de-
 mandes d'indemnité temporaire a
 été dévolue aux juges de paix, même
 dans le cas d'incapacité perma-
 nente (*Pandectes périodiques*, 1905,
 II, 207, la note de M. Loubat ; Just.
 de paix de Lyon, VII^e canton, 27 juin
 1905, *Moniteur des juges de paix*,
 1905, p. 359) ; — Par ces motifs,
 statuant contradictoirement et en
 premier ressort, en raison de la
 question de compétence soulevée ;

— Condamnons la Société anonyme des mines de la Loire à payer à Lacroix, pour demi-salaire, du 8 novembre au 1^{er} décembre 1905, la somme de 50 fr. 40 ; — Disons que la susdite Société devra continuer à payer au demandeur son demi-salaire, à raison de 2 fr. 28 par jour, à partir du 1^{er} décembre 1905 jusqu'à la décision définitive sur le fond ou tout au moins jusqu'au jour où M. le président du Tribunal civil, usant de la prérogative qu'il tient de la loi, aura substitué au service du demi-salaire une provision inférieure ; — Nous déclarons incompetent pour le surplus, et condamnons la Société défenderesse aux dépens. »

Observations. — Nous ne pouvons qu'approuver entièrement les solutions de ce jugement. Elles sont conformes à la doctrine que nous avons enseignée nous-même dans la cinquième édition de notre *Dictionnaire Général*, t. 1^{er}, v^o *Accident du travail*, n^o 226.

Justice de paix du canton de Rosières
(Somme).

Prés.: M. Théophile GAUTIER, *juge de paix*.

16 janvier 1906.

Demande en nullité de commandement et discontinuation de poursuites. — Dom-mages-intérêts. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande en nullité de commandement et en discontinuation de poursuites.

Une telle demande est de valeur indé-

terminée, et le juge de paix ne peut en connaître, alors même que les parties offrent de proroger sa juridiction.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance et les dispositions des articles 1, 3 et 26 de la loi du 12 juillet 1905 ; — Ouï M^{re} Bracquart et Pisier, avoués, comparant et plaissant pour les parties en leurs conclusions ; — Attendu qu'avant de statuer au fond il y a lieu pour nous, juge d'exception, de rechercher si la demande a été compétemment portée devant nous, et que c'est dans le dispositif de la citation que l'on doit en trouver le caractère exact ; — Attendu que la dame A... se borne à demander : 1^o la nullité d'un commandement à elle fait pour régler aux époux B... quatre termes de loyers successivement échus les 1^{er} février, mai, août et novembre 1905, soit 450 francs, loyer annuel de la maison qu'elle occupe à Rosières avec son mari duquel elle est séparée de biens ; 2^o la discontinuation des poursuites commencées et, en tout cas, terme et délai jusqu'à complète exécution des travaux mis à la charge de ses propriétaires par l'expert à nommer par M. le président du Tribunal de première instance de Montdidier, se réservant de conclure ultérieurement à des dommages-intérêts pour le préjudice causé par les poursuites vexatoires dont elle est l'objet ; — Attendu que nous n'avons pas à examiner, au moins quant à présent, si le préjudice résultant de l'inexécution des travaux de réparations so-disant nécessaires à la maison louée

à la dame A... peut être mis à la charge des époux B..., ses propriétaires, et conséquemment si la locataire peut se refuser à payer ses termes de loyer à échéance sous prétexte que la maison a besoin de réparations; — Attendu que la loi du 12 juillet 1905, dans son article 3, nous donne seulement compétence pour statuer sur des actions en paiement de loyers, ainsi que sur des demandes en validité ou en nullité de saisie-gagerie, lorsque les locations n'excèdent pas annuellement 600 fr., mais ne nous autorise pas à connaître de la nullité d'un commandement ni d'une demande en discontinuation de poursuites; — Qu'une telle demande doit faire l'objet d'un référé ou, en raison de son caractère indéterminé, d'une nouvelle instance devant le Tribunal, qui seul peut ordonner la discontinuation des poursuites, accorder des délais, etc.; — Attendu que les défendeurs intervenus au cours des débats, loin de décliner notre compétence, en requièrent la prorogation, tandis que M^e Bracquart soutient que nous sommes compétent en vertu de l'article 1^{er} de la loi susvisée; — Mais attendu que l'article 170 *in fine* du Code de procédure civile nous fait un devoir de renvoyer même d'office les parties devant les juges qui doivent en connaître; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — Nous nous déclarons incompetent, et renvoyons d'office la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître; — Laissons à la charge de la demanderesse les frais exposés par elle, ainsi que le coût du présent jugement. »

Observations. — Solution exacte. Une demande de discontinuation de poursuites est essentiellement indéterminée et, pour cette seule raison, le juge de paix n'en doit pas connaître.

Justice de paix du canton de Clefmont
(Haute-Marne).

Président : M. DELMAS, juge de paix.

4 août 1904.

*Louage. — Congé. — Bail sans écrit.
Durée. — Preuve testimoniale.*

Lorsqu'il n'existe aucune convention écrite de la durée d'un bail qui a d'ailleurs reçu exécution, la preuve testimoniale peut être reçue pour établir cette durée.

La cessation de la jouissance d'un jardin doit, à moins de conventions contraires, suivre la cessation de la jouissance de la maison. Le jardin en ce cas n'est que l'accessoire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'en exécution de notre jugement interlocutoire en date du 17 juillet dernier, une enquête a été ordonnée sur la demande de Jardot; — Attendu que Jamaux, par l'organe de son défenseur, a soutenu à l'audience que la preuve testimoniale, relativement au bail sans écrit, quand même il aurait reçu un commencement d'exécution, n'est pas admise, pour établir la durée et les conditions dudit bail, et il fonde ses arguments sur l'interprétation de l'article 1715 du Code civil; — Mais attendu que si l'article 1715 dispose que si le bail fait sans écrit n'a en-

core reçu aucune exécution, la preuve de son existence ne peut en aucun cas être faite par témoins, il n'exclut la preuve testimoniale que lorsqu'il s'agit d'établir soit l'existence d'un bail non exécuté, soit le prix d'un bail, mais qu'il est muet en ce qui touche la preuve de la durée du bail; qu'on ne saurait tirer du silence de cet article un argument en faveur de l'interdiction de la preuve de la durée; que l'on trouve même dans les articles 1736, 1758 et 1774, une explication de ce silence; qu'en effet ces articles établissent les règles servant à déterminer la durée du bail, lorsque les parties n'ont fait aucune convention à cet égard; que, soit que le bail soit fait verbalement ou par écrit, il ne peut être question de preuve testimoniale, puisqu'aucune convention n'ayant eu lieu quant à la durée, il n'y a rien à prouver, ces trois articles ayant posé les règles destinées à suppléer à la volonté des parties; — Attendu que, lorsqu'en contractant, les parties sont convenues verbalement de la durée du bail, la preuve doit se faire d'après le principe général des articles 1341 à 1348, auxquels il n'a pas été dérogé quant au mode de preuve de cette durée par les articles 1715 et 1716; que, dans un arrêt du 17 mars 1897, la Cour de Douai a décidé dans le même sens; que des jugements des Tribunaux de Nîmes (14 juillet 1810), Rouen (22 juin 1842), Nancy (3 août 1871), et Douai (17 mars 1897) ont adopté les mêmes principes, — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins que Jamaux a déclaré à son domicile, à plusieurs personnes, qu'il était locataire de Jardot au mois, et qu'il

sortirait quand il voudrait; que si ces propos tenus isolément ne constituent aucun lien de droit entre Jardot et Jamaux, que s'ils ont été rapportés en dehors des conventions faites, ils constituent néanmoins des présomptions graves, précises et concordantes que le bail a été fait dans les conditions indiquées par Jardot, si on les rapproche surtout de ces circonstances que les termes du bail ont été stipulés et effectués par mois, et qu'à un moment donné Jamaux a cherché à quitter les lieux pour louer un autre local, et que des quittances libellées par Jamaux lui-même, il résulte que le prix était effectué par mois; que Jamaux pourrait, à la rigueur, se prévaloir de cette circonstance que le jardin a été loué en même temps que la maison, et qu'on ne peut comprendre qu'un bail dans ces conditions soit fait au mois, alors qu'un jardin ne peut être abandonné avec sa récolte; — Mais attendu qu'il est admis en jurisprudence qu'à moins de conventions contraires, l'habitation étant l'objet principal du bail, la cessation de jouissance du jardin attenant à la maison doit suivre celle de la maison; que, notamment, un jugement du Tribunal civil de Lunéville, en date du 28 juin 1893, décide, à propos d'un bail fait par mois, que si un bail comprend un jardin, ce jardin n'est que l'accessoire et par conséquent il doit suivre le principal; — Par ces motifs, déclarons valable le congé donné par exploit de Rozot, en date du 25 avril 1904; ordonnons que Jamaux sera tenu de vider les lieux dans les trois jours de la signification du présent jugement, sinon et faute par lui de ce faire, disons qu'il sera

expulsé et que ses meubles seront mis sur le carreau ; le condamnons, en outre, aux dépens. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence aujourd'hui bien établie. Voir les autorités citées dans la sentence. Voir aussi notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^e *Louage*, n^o 218.

Justice de paix de Rive-de-Gier
(Loire).

Président : M. Ed. PERRIN, *juge de paix*.

20 octobre 1905.

Demande personnelle et mobilière. — *Preuve testimoniale.* — *Aveu.* — *Commencement de preuve.*

L'aveu judiciaire ne peut être divisé contre celui qui l'a fait qu'autant que cet aveu n'est pas le seul mode de preuve dont se prévaut la partie adverse.

La preuve testimoniale est admissible pour établir l'existence d'une convention dont la valeur est supérieure à 150 francs toutes les fois qu'il existe un commencement de preuve par écrit.

Il faut que l'écrit émane de la partie à laquelle on l'oppose.

Ainsi jugé dans les circonstances que voici :

Bonnard a actionné Vivien en paiement d'une somme de 456 fr., représentant le prix de raisins fournis par lui. Le défendeur a soutenu qu'il n'avait acheté au demandeur que la moitié des raisins, l'autre moitié ayant été vendue à l'un de ses voisins. En suite des exceptions soulevées, jugement a été rendu en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX ; — Sur l'indivisibilité de l'aveu : — Attendu

que c'est à tort que Vivien se prévaut dans ses conclusions de l'indivisibilité de l'aveu qu'il fait, en reconnaissant devoir uniquement à Bonnard la somme de 228 francs ; — Attendu que l'aveu judiciaire n'est indivisible contre celui qui l'a fait qu'autant que cet aveu est le seul mode de preuve dont se prévaut la partie adverse ; mais qu'il est loisible à celle-ci d'invoquer tout autre mode de preuve, autorisé par la loi, pour établir le bien fondé de ses prétentions ; — Sur l'admissibilité de la preuve testimoniale : — Attendu que cette preuve est admise, pour établir l'existence d'une convention dont la valeur est supérieure à 150 francs, toutes les fois qu'il existe un commencement de preuve par écrit ; qu'il échet donc de rechercher si les documents invoqués aux débats constituent ce commencement de preuve ; — Attendu que, pour avoir cette valeur, l'écrit dont on se prévaut doit émaner de la partie à laquelle on l'oppose et rendre vraisemblable le fait allégué ; qu'il appartient souverainement au juge de déclarer s'il remplit ces conditions ; — Attendu que Vivien reconnaît avoir signé, le 5 octobre 1904, la demande de délivrance, adressée au directeur des Contributions indirectes, de l'ampliation d'un titre de mouvement relatif à 8 hectolitres de vin provenant de raisins du Midi ; — Attendu que Bonnard explique que ces raisins sont ceux dont il réclame le paiement, et que les 8 hectolitres de vin sont le produit du pressage de leur totalité et non pas seulement de la moitié dont Vivien se reconnaît débiteur ; — Attendu que ce fait, s'il était exact, rendrait

évidemment vraisemblable la demande de Bonnard, puisqu'il établirait que Vivien seul a mis en œuvre et transporté chez lui la totalité des marchandises dont le prix lui est réclamé; que, dès lors, la requête adressée par Vivien à l'Administration des contributions indirectes devrait, quoique non produite aux débats, être considérée comme un commencement de preuve par écrit; qu'en effet, un acte peut être pris pour tel, quoiqu'il ne soit pas représenté, lorsque celui à qui il est opposé en reconnaît l'existence et avoue l'avoir signé (Cass., 19 décembre 1849, S., 1850, I, 717); — Attendu qu'il est reconnu par Vivien que l'ampliation du titre de mouvement dont il a acquis la délivrance se rapporte bien au pressage des 3 145 kilogrammes de raisins qui motivent la demande; — Attendu qu'il y a donc lien de dire qu'un commencement de preuve par écrit existe en la cause et que, par suite, Bonnard doit être admis à appointer sa demande par la preuve testimoniale; — Attendu que les dépens doivent être réservés; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, rejetant toutes conclusions contraires, autorisons Bonnard à prouver par témoins qu'il a fourni à Vivien seul 3 145 kilogrammes de raisins et que celui-ci s'est engagé à en payer seul le prix, soit la somme de 456 francs, etc. »

Observations. — Solutions exactes en droit.

Justice de paix de Pont-du-Château
(Puy-de-Dôme).

[Président : M. BRESSON, juge de paix,
licencié en droit.

7 décembre 1905.

*Colon partiaire. — Congé. — Demande
en validité. — Usage. — Validité.*

Lorsqu'il n'existe pas dans un canton d'usage local relatif au délai, le congé est valablement donné trois mois d'avance. Il en est ainsi même pour un bail à colonat partiaire.

Le juge saisi peut donner au colon un délai supplémentaire de quinze jours, si cette concession est motivée par les circonstances de la cause.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit du ministère de Christophe, huissier, en date du 21 novembre 1905, la veuve Germain a fait citer devant nous le sieur Sauvagnet, son colon partiaire, pour voir déclarer bon et valable le congé qui lui a été signifié par le même huissier, le 25 juillet dernier, d'avoir à quitter le 14 novembre suivant les bâtiments, terres et vignes, d'un revenu annuel de 600 francs, dont il jouit à titre de bail verbal comme métayer, et ordonner l'exécution provisoire.

Par l'intermédiaire de son avoué, le défendeur a conclu à ce que la demande soit rejetée parce que la loi de 1889 a rendu l'article 1736 du Code civil applicable au colon partiaire; qu'il y a lieu en conséquence de recourir au congé; que ce congé doit être donné dans le délai fixé par l'usage des lieux, usage qui, dans la région, est de six mois; que le congé ayant été donné trois mois

d'avance n'est pas recevable et doit être considéré comme non existant.

Jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'article 3 de la loi du 12 juillet 1905 nous attribue compétence pour connaître du congé lorsque les locations verbales ou par écrit n'excèdent pas annuellement 600 francs; — Attendu que les parties reconnaissent que le principal de la contribution foncière des parcelles de terre et vignes données à titre de colonat partiaire, multiplié par 5, donne le chiffre de 300 francs, mais n'atteint pas 600 francs; — Attendu qu'aux termes de l'article 13 de la loi du 18 juillet 1889, l'article 1736 du Code civil est applicable aux baux à colonat partiaire; — Attendu que ce dernier article ne détermine pas les délais dans lesquels doivent être donnés les congés des baux faits sans terme; — Attendu qu'il n'existe pas d'usage généralement suivi en matière de baux à colonat partiaire qui font exception dans la riche plaine de la Limagne où toutes les exploitations, grandes et petites, sont données à titre de baux à loyer; qu'un délai de trois mois nous semble suffisant pour permettre au défendeur de se procurer une nouvelle situation; qu'au surplus la séparation s'impose entre le propriétaire et le colon lorsqu'il y a incompatibilité d'humeur; — Attendu que la détermination du délai d'usage rentre dans les pouvoirs du juge du fait dont l'appréciation sur ce point doit être souveraine; — Attendu qu'il n'y a ni titre exécutoire, ni promesse reconnue, ni condamnation précédente pour ordonner l'exécution provisoire; — Par ces motifs,

vidant notre délibéré ordonné à la dernière audience, et jugeant contradictoirement en premier ressort, déclarons régulier et valable le congé signifié par la veuve Germain à Sauvagnet le 25 juillet 1905, à l'effet de faire cesser le bail à colonat partiaire le 11 novembre suivant; avec les conséquences de droit, accordons néanmoins un délai de quinze jours au défendeur, à partir de la signification du présent jugement, pour permettre à chacune des parties de demander le règlement annuel du compte d'exploitation, conformément à l'article 11 de la loi du 18 juillet 1889; disons qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution provisoire et condamnons le défendeur aux dépens. »

Observations. — L'article 1736 du Code civil n'a pas déterminé les délais dans lesquels les congés doivent être donnés. Il s'en réfère à l'usage des lieux. La déclaration de l'usage local rentre essentiellement dans les pouvoirs du juge du fait. Il a été jugé que la décision des Tribunaux sur ce point échappe à la censure de la Cour de cassation. Cass., 20 décembre 1880. Il résulte de cette règle qu'au cas où le juge n'a pu relever un usage établi pour le délai du congé, il est bien forcément amené à fixer lui-même le délai d'après la destination des lieux loués, les nécessités de la culture, etc. Son appréciation sur ce point est souveraine.

Tribunal de simple police de Badonviller
(Meurthe-et-Moselle).

Président : M. COULON, A. Q., juge de paix.

22 décembre 1905.

Logeur. — Inscription du nom des voyageurs. — Obligation imposée aux logeurs de profession. — Procès-verbal. — Relaxe.

L'obligation imposée par le n° 2 de l'article 475 du Code pénal ne concerne que les industriels y désignés et ne peut être étendue aux propriétaires et aux habitants qui ne louent qu'accidentellement des parties de leurs habitations, sans faire habituellement la profession de logeur.

Spécialement, le fait par un habitant d'avoir reçu chez lui comme pensionnaire, du samedi soir au lundi matin, un bûcheron qui travaille dans le voisinage, ne suffit pas à faire décider que cet habitant fait profession d'aubergiste ou logeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Ouf le ministère public en ses dires et explications ; — Considérant qu'à l'appel de l'affaire tant à notre audience du 18 présent mois qu'à celle de ce jour, la prévenue, quoique régulièrement citée dans le délai de la loi, n'a comparu ni en personne, ni par fondé de pouvoir justifiant de son mandat ; — Considérant que toutes les pièces de la procédure sont régulières en la forme ; — Considérant qu'il ressort nettement de la déposition du témoin produit par le ministère public : — Que la prévenue n'a jamais exercé ni n'exerce la profession de logeuse ; — Que sa pauvre habitation, située en montagne dans un lieu isolé, renfermant bien juste le strict nécessaire

aux besoins de sa famille, ne saurait d'ailleurs s'y prêter ; — Que si, depuis le 7 avril dernier, la dame Richy-Batelot a reçu chez elle le bûcheron Schlecht comme pensionnaire du samedi soir au lundi matin suivant de chaque semaine, c'est uniquement par cas fortuit ; — Considérant que la Cour de cassation, par un arrêt du 28 avril 1813, a décidé : — « Que l'obligation imposée « par le numéro 2 de l'article 475 « du Code pénal ne concerne que « les industriels y désignés, et ne « peut être étendue aux proprié- « taires, ni aux habitants qui ne « louent qu'accidentellement des « parties de leurs habitations, sans « faire habituellement la profession « de logeur » ; — Que, par ses arrêts des 5 mars 1864 et 5 avril 1866, elle a confirmé pleinement cette jurisprudence ; — Que, dans l'espèce, les faits relevés à la charge de la dame Richy-Batelot ne présentent donc ni délit ni contravention de police ; — Vu le jugement du Tribunal de simple police de ce siège rendu le 18 décembre 1905, enregistré ; — Vu les articles 149 et 159 du Code d'instruction criminelle, dont lecture a été donnée à l'audience : « Art. 149. Si la per- « sonne citée ne comparaît pas au « jour et à l'heure fixés par la cita- « tion, elle sera jugée par défaut » ; « Art. 159. Si le fait ne présente ni « délai ni contravention de police, le « Tribunal annulera la citation et « tout ce qui aura suivi, et statuera « par le même jugement sur les de- « mandes en dommages-intérêts » ; — Par ces motifs, statuant par défaut en dernier ressort ; — Déclare nulle et non avenue toute la procédure suivie contre la dame Richy-

Batalot, prévenue; — En conséquence, renvoie cette dernière absoute sans amende ni dépens. »

Observations. — Solutions conformes à une jurisprudence bien établie. Voir les arrêts cités dans la sentence.

Justice de paix du canton de Beaupréau
(Maine-et-Loire).

Président : M. ZÉDET, *, juge de paix.

1^{er} décembre 1905.

Pension alimentaire. — Mari aliéné et interné. — Femme et enfants dénués de ressources. — Beau-père appelé à en fournir. — Assistance judiciaire. — Autorisation de la femme à ester en justice. — Dépens.

Le demandeur a droit de modifier ses conclusions jusqu'au prononcé du jugement.

La seule condition pour avoir droit à des aliments est d'être réellement dans le besoin. Celui qui possède un immeuble peut être dans le besoin, si le revenu de cet immeuble est insuffisant pour le faire vivre.

Lorsqu'une femme a intenté contre son beau-père une demande en pension alimentaire reconnue recevable et fondée, même par l'aveu du défendeur, si cette demande vient à être retirée par cas fortuit, notamment par le fait que le mari interné est subitement sorti d'une maison d'aliénés, le défendeur n'en doit pas moins être condamné en tous les dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la délibération accordant l'assistance judiciaire à la demanderesse, en date du 27 mai 1905; — Vu la citation

introductive d'instance du 30 août suivant; — Vu les certificats délivrés par le directeur médecin en chef de l'asile des aliénés de Sainte-Gemmes-sur-Loire, en date des 11 avril et 28 août; — Vu notre jugement rendu par défaut le 1^{er} septembre; — Vu l'exploit d'opposition audit jugement du 15 même mois; — Vu nos jugements de remise, à la demande des parties, des 22 et 29 septembre, 27 octobre et 10 novembre derniers; — Vu les articles 205 à 208 du Code civil, 31 et 32 de la loi du 30 juin 1838; — Vu également les articles 7, § 1^{er}, 16 et 26 de la loi du 12 juillet 1905; — Vu l'autorisation d'ester en justice délivrée à la demanderesse le 26 août; — Vu l'extrait du rôle des contributions du 10 avril 1905; — Ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions; — Vidant notre délibéré; — Attendu que le sieur Gerfaud père a fait opposition au jugement rendu contre lui par défaut le 1^{er} septembre dernier, accordant à la dame Gerfaud, sa bru, les conclusions par elle prises dans sa citation introductive d'instance (demande en 400 francs de pension alimentaire); — Attendu que cette opposition, faite dans les délais réglementaires, est régulière en la forme et doit être accueillie; — Attendu qu'à notre audience du 29 septembre dernier, M^e Rondeau, défenseur du sieur Gerfaud père, a déposé des conclusions tendant à faire rejeter la demande en pension alimentaire, purement et simplement, pour divers cas qu'il a énumérés; — Attendu que l'argument invoqué contre la dame Gerfaud par le défendeur de son beau-père, tiré de ce qu'elle n'a pas réuni le conseil de

famille pour faire pourvoir à l'administration provisoire des biens de son mari, n'a aucune portée; — Que sa demande, encore que cela n'ait pas été dit formellement dans la citation, puisque la charge des enfants lui incombe; qu'en demandant pour elle, c'est demander pour eux; que, de plus, par ses conclusions, elle a demandé à compléter ladite citation en ajoutant « elle et ses enfants »; — Attendu qu'il est de principe, que, depuis l'exploit jusqu'au jugement, le demandeur peut modifier ses conclusions, à la condition que le principe de la demande reste le même (Trib. de la Seine, 25 février 1898, *Pandectes françaises*, 1899, I, 249); qu'il a été jugé, par arrêt de la Cour de cassation du 9 avril 1895 (Sirey, 1897, I, 15), que le demandeur peut, au cours de l'instruction, modifier ses conclusions primitives, à la condition que cette demande ait été virtuellement comprise dans l'assignation; que, par arrêt du 19 novembre 1879, la Cour de cassation a fourni une sorte de critérium pour l'application de ce principe en déclarant que ne constituent pas une demande nouvelle, donnant lieu à une nouvelle citation, les conclusions nouvelles qui se rattachent aux premières par l'identité du fait sur lequel elles se fondent; — Qu'il est de toute évidence que les conclusions déposées au cours d'instance par la demanderesse n'ont pas pour effet de modifier la demande primitive; — Qu'il y a lieu, en conséquence, de rejeter les conclusions du défendeur prises à cet effet; — Attendu qu'il n'est pas exact de dire que la bru ne peut demander des aliments à son beau-père ou à sa belle-mère,

lorsque le fils, mari de la demanderesse, est devenu, par son indignité ou son internement, comme c'est le cas, non fondée à les réclamer directement; que nulle part dans la loi on ne trouve une telle prohibition, et que la situation dont il s'agit est, au contraire, l'une de celles où les besoins de la femme et des enfants sont le plus urgents et l'action contre les grands-parents le plus nécessaire (Chambéry, 6 mai 1891); — Attendu que la jurisprudence tend à décider que la seule condition pour avoir droit à des aliments est de se trouver dans le besoin (Douai, 16 janvier 1882, Dalloz, 1885); — Qu'il faut bien reconnaître que cette opinion est conforme aux termes mêmes des articles 205 à 208 inclus du Code civil; que, de plus, celui qui possède un immeuble peut être dans le besoin; que c'est au juge du fait d'apprécier si cette condition nécessaire se trouve réalisée d'après les circonstances de l'espèce qui lui est soumise (Cass., Ch. des requêtes, 23 février 1898); — Attendu qu'à la demande des parties, l'affaire fut remise quatre fois afin de leur permettre, ont-elles dit, de tenter une solution amiable qu'elles désiraient; qu'il résulte, de l'aveu même de M^e Rondeau, défenseur de Gerfaud père, à l'audience du 20 novembre, que, par transaction, il avait été convenu entre lui et M. Roulland, conseil de la dame Gerfaud, qu'une pension alimentaire annuelle de 75 francs serait payée à celle-ci, et que la sortie inopinée de son mari avait seule empêché la signature de l'acte; que, par cet aveu, il est reconnu que la demande de la dame Gerfaud est bien fondée en droit; — Attendu que cette demande a été

basée sur la fortune du sieur Gerfaud père qui a été évaluée, en 1901, au moment de l'association qui eut lieu entre lui et son fils Joseph, mari de la demanderesse, à la somme de 17 000 francs; que, par suite, ledit Gerfaud père a eu à payer des dettes qui l'ont diminuée sensiblement; — Que, dès lors, la demande de pension alimentaire de 400 fr. se trouve être très exagérée et qu'il y a lieu de la réduire; — Attendu qu'il résulte de renseignements précis, que le sieur Langevin, père de la demanderesse, qui habite à la Regrippière (Loire-Inférieure), ne possède que quelques immeubles de peu de valeur, lesquels ne suffisent pas pour le faire vivre; qu'en fournissant le logement à sa fille et à ses enfants, il fait plus que ses moyens lui permettent de faire; — Attendu que le sieur Gerfaud fils, mari de la demanderesse, qui habite actuellement chez son père à Villedieu, depuis sa sortie de l'asile des aliénés (25 octobre), sans doute circonvenu, est intervenu à l'audience du 20 novembre et a déclaré que sa femme possédait, après son internement, des ressources suffisantes pour vivre, et a demandé acte de son intervention, lequel lui a été accordé; — Attendu qu'on a prétendu, et que le sieur Gerfaud, mari de la demanderesse, prétend aussi avoir laissé à celle-ci, au moment de son internement, une somme d'argent assez forte, qui, avec le mobilier, pouvait la faire vivre; — Attendu qu'il a été prouvé que la somme en argent laissée se montait à 1 180 fr.; que la dame Gerfaud a payé avec cet argent pour 952 fr. 80 de dettes contractées avant l'internement de son mari, et dont elle a présenté les reçus, re-

vêtus de timbres-quittances, portant des dates postérieures à cet internement; — Attendu que la sortie inopinée du sieur Gerfaud, mari de la demanderesse, met fin à la procédure de pension alimentaire formée par elle contre son beau-père; — Mais attendu que son droit a été tout d'abord contesté, puis ensuite reconnu, non seulement par l'aveu fait par le défenseur du sieur Gerfaud père, mais encore par un projet d'exécution qui n'a manqué son effet que par suite d'un cas fortuit, tout à fait indépendant de la volonté des parties; — Attendu qu'il ne nous reste plus qu'à conclure à laquelle des parties incombe le payement des frais, comme l'indique l'article 130 du Code de procédure civile; — Attendu que la dame Gerfaud n'a fait qu'user de son droit en réclamant à son beau-père une pension alimentaire; que, par suite, les frais faits pendant l'instance doivent être mis à la charge de la partie qui succombe, c'est-à-dire à la charge du sieur Gerfaud, beau-père de la demanderesse; — Par ces motifs, statuant contradictoirement par jugement en premier ressort; — Déclarons, en conséquence, l'opposition par le sieur Gerfaud père à notre jugement du 1^{er} septembre dernier recevable en la forme; — Donnons acte au sieur Gerfaud fils, mari de la demanderesse, de son intervention au procès; — Disons qu'il n'y a pas lieu d'accorder une pension alimentaire à la dame Gerfaud par suite de la sortie de l'asile des aliénés du sieur Gerfaud fils, son mari; — A cet effet, annulons notre jugement du 1^{er} septembre dernier, rendu par défaut contre le sieur Gerfaud père;

— Condamnons celui-ci à tous les frais de l'instance, y compris ceux d'enregistrement, s'il y a lieu, des pièces jointes au procès, lesquelles seront enregistrées en même temps que le présent jugement. »

Observations. — En Justice de paix, les débats ne sont jamais clos. Il s'ensuit que, jusqu'au prononcé du jugement, les parties ont toujours le droit de modifier leurs conclusions. Voir sur ce point les arrêts et jugements cités dans la sentence. Sur la seconde question, il est certain que le juge du litige a toujours plein pouvoir d'apprécier si le demandeur est ou non dans le besoin, et si le ou les défendeurs ont des ressources suffisantes pour payer une pension à l'ayant droit.

A annoter au DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Pension alimentaire*.

Justice de paix de Marly-le-Roi
(Seine-et-Oise).

Président : M. TIMOTHÉE, juge de paix.

12 novembre 1905.

Automobile. — Chien blessé. — Responsabilité. — Action en dommages-intérêts. — Absence de faute du conducteur. — Rejet de la demande.

Le conducteur de voiture automobile qui circule sur une route, et qui, en passant, a blessé un chien appartenant à autrui et couché sur cette route, n'est pas responsable de l'accident et du dommage causé, lorsqu'il est établi en fait que la voiture marchait à une vitesse très modérée, que le conducteur a fait un détour pour éviter le chien, et que ce dernier n'a pas fait un mouvement pour se garer.

En ce cas l'automobiliste n'a commis aucune faute, et ne peut pas être tenu de la réparation du dommage causé.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par son exploit, C... a fait citer H... à comparaître devant nous pour s'entendre condamner à lui payer avec intérêts de droit et dépens la somme de 250 francs, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice qu'il lui a causé en faisant, avec son automobile, une grave blessure à son chien qui se trouvait sur la voie publique ; — Attendu que H..., qui ne méconnaît pas la matérialité de l'accident, soutient toutefois qu'il n'a encouru en l'espèce aucune responsabilité ; — Attendu qu'il résulte des explications fournies par le demandeur que le 11 septembre dernier, vers 2 heures et demie du soir, son chien, de race Gordon, était couché sur la chaussée Pasteur, à Saint-Cloud, au lieudit « la Porte Jaune », lorsqu'arriva, marchant à une allure modérée, l'automobile de H... ; — Que le conducteur de cette voiture en apercevant le chien chercha à l'éviter en obliquant légèrement, mais que néanmoins l'animal, qui ne bougea pas, fut heurté et blessé au passage de l'automobile ; — Attendu que, des faits ainsi rapportés par le demandeur lui-même, il n'apparaît point que le conducteur de l'automobile ait commis en l'espèce une faute ou une imprudence quelconque de nature à faire naître la responsabilité prévue par l'article 1382 du Code civil ; — Attendu, en effet, que les routes sont plutôt faites pour la circulation des voitures que pour le repos des chiens ; — Qu'en tout cas les conducteurs de véhicules ne sont point tenus de

s'arrêter ou de se ranger en présence ou à l'approche des chats, chiens ou volailles qui errent assez fréquemment sur les chemins publics et qui habituellement, grâce à leur agilité naturelle, se garent eux-mêmes des voitures ; — Attendu qu'en principe la responsabilité d'un conducteur de véhicule qui blesse ou écrase l'un de ces animaux ne peut être engagée que si l'accident est dû à la faute ou à l'imprudence du conducteur ; — Que cette faute ou cette imprudence pourrait résulter notamment d'un excès de vitesse ou d'une mauvaise direction de la voiture, ce qui n'est pas le cas en l'espèce ; — Attendu que, néanmoins, le demandeur entend imputer à faute au défendeur le fait de n'avoir pas corné et de ne s'être pas suffisamment rangé en approchant du chien ; — Mais attendu qu'on ne saurait trouver dans ces faits le principe générateur d'une faute à la charge du défendeur qui était en droit de supposer que le chien, grâce à son instinct naturel, saurait se garer à temps de l'automobile, circulant d'ailleurs à une allure modérée et dont le bruit était suffisant pour l'avertir ; — Attendu

qu'il suit de là que H... n'a encouru aucune responsabilité à l'occasion de l'accident qui fait l'objet de la présente instance ; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort ; — Déclarons C... mal fondé en sa demande contre H..., l'en déboutons purement et simplement, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Il y a peut-être quelque danger à déclarer dans un jugement que les routes sont faites pour la circulation des voitures ; les automobilistes et même les conducteurs de voitures attelées ne sont que trop disposés à le croire, et par suite à ne pas se préoccuper assez de la sécurité des passants. Mais, dans l'espèce, l'accident n'avait atteint qu'un animal, un chien appartenant à autrui. Le juge saisi pouvait donc se montrer moins sévère, et n'admettre l'action en responsabilité qu'autant que le défendeur avait commis une imprudence et une véritable faute. Or, il avait été établi que le conducteur marchait à une vitesse très modérée, qu'il avait fait un effort pour éviter le chien. Dans ces conditions, on comprend que le juge du litige ait rejeté l'action.

Justice de paix du canton de L'Isle-Adam
(Seine-et-Oise).

Président: M. LUCAS, , A. U, C.  .

juge de paix.

14 février 1906.

Jugement par défaut. — Opposition. — Prolongation du délai légal. — Ordonnance. — Pouvoir du juge.

L'ordonnance par laquelle le juge de paix accorde à la partie condamnée par défaut, la prorogation du délai légal d'opposition, sans contradicteur, ne peut être considérée que comme un simple permis de citer, rendant au défaillant l'accès du prétoire. — Cette ordonnance ne lie pas le juge. — C'est seulement au moment où la cause est appelée à l'audience que le juge peut examiner définitivement, après débat contradictoire, le bien ou le mal fondé des motifs invoqués par le défaillant pour être relevé de la déchéance.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et statuant contradictoirement par jugement en dernier ressort ; — Attendu, en droit, que la prorogation du délai d'opposition aux termes de l'article 24 du Code de procédure civile, alors qu'elle n'a été ni accordée ni demandée à l'audience, ne peut être demandée et accordée après l'expiration du délai qu'autant que le défaillant justifie qu'à raison d'absence ou de maladie grave il n'a pas été instruit de la procédure instruite contre lui ; — Que tel n'est pas le cas de Fossé ; — Attendu, tout d'abord, que régulièrement cité par exploit de M^e Chicaudet, huissier à L'Isle-Adam, en date du 5 octobre 1905, enregistré, Fossé ne s'est pas présenté à l'audience du 11 du même

mois, ou plutôt ne s'y est présenté qu'à la fin de cette audience et alors que le jugement de défaut prononcé contre lui venait d'être rendu, ce que lui confirma le juge de paix près de qui il se rendit une fois l'audience levée ; — Attendu qu'il résulte des débats à l'audience de ce jour que le jugement du 11 octobre lui a été régulièrement signifié à son domicile le 7 novembre 1905, et que par cette signification Fossé a eu pour la seconde fois connaissance dudit jugement ; — Attendu qu'un commandement lui a été régulièrement délivré à son domicile le 1^{er} décembre 1905, et que par ce commandement il a eu pour la troisième fois connaissance du jugement du 11 octobre ; — Attendu, enfin, que le 19 janvier 1906 l'exécution dudit commandement le lui faisait connaître pour la quatrième fois, le Tribunal de Pontoise, en date du 18 janvier, ayant autorisé la saisie des meubles et objets mobiliers lui appartenant, avec indication que la vente des objets saisis aurait lieu le 4 février 1906 ; — Attendu que Fossé n'a formulé aucune protestation au cours de toute cette procédure et qu'il a attendu le 29 janvier, c'est-à-dire sept jours après la signification de vente, pour présenter une requête au juge de paix qu'il a induit en erreur, que ce magistrat a rendu alors, effectivement, une ordonnance relevant Fossé de la déchéance qu'il avait encourue, mais que cette ordonnance rendue sans contradicteur ne pouvait préjuger de la validité de l'opposition, comme le fit du reste remarquer le juge de paix au mandataire de Fossé ; — Attendu, en effet, que cette ordonnance ne doit

être considérée, d'après l'article 21 du Code de procédure civile, que comme un simple permis de citer rendant au défaillant l'accès du prétoire, et que c'est seulement au moment où la cause est appelée à l'audience que le juge de paix doit statuer *in terminis*, après avoir examiné définitivement le bien fondé des moyens produits par le défaillant (Trib. de la Seine, 5^e chambre, 12 mai 1876, Cass., 2 janvier 1828); — Attendu que les seuls motifs admis par l'article 21 du Code de procédure civile sont : l'absence ou une maladie grave justifiées, par suite desquelles l'opposant n'aurait pas pu être instruit de la procédure; — Attendu que Fossé, par l'organe de son avocat, ne justifie d'aucune de ces excuses; qu'il invoque seulement le manque d'ordre de son client, son indifférence, son inexpérience des affaires et ses absences continuelles nécessitées par son commerce de porcs sur tous les marchés de Seine-et-Oise; — Attendu que les circonstances de la cause et les débats établissent, au contraire, avec toute évidence que Fossé a eu connaissance du jugement du 11 octobre 1905 et qu'il pouvait former son opposition dans les délais légaux; — Attendu, enfin, que le juge de paix n'étant pas lié par l'ordonnance qu'il a rendue du reste sous réserve, peut, après avoir entendu les parties, déclarer le défaillant non recevable en son opposition; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Rapportons, en tant que de besoin, notre ordonnance du 29 janvier dernier: — Déclarons l'opposition formée par Fossé au jugement de défaut susvisé non re-

cevable, l'en déboutons; — Disons, en conséquence, que le jugement de défaut rendu contre lui le 11 octobre 1905 sera exécuté selon sa forme et sa teneur; — Condamnons Fossé aux frais de l'instance d'opposition. »

Observations. — L'ordonnance par laquelle un juge de paix relève la partie défaillante de la rigueur du délai d'opposition est presque toujours rendue sans débat, à la requête de ce défaillant, et sans que l'adversaire ait été mis à même de contester les moyens qu'il fait valoir à l'appui de sa requête. Par suite, l'ordonnance est rendue presque partout sous réserve d'examen ultérieur de ces moyens à l'audience. Dans ces conditions et si l'opposant a invoqué une cause de maladie grave ou d'absence, il appartient au juge de paix, lorsque la fausseté de ces allégations est démontrée, de rapporter l'ordonnance et de déclarer le défaillant non recevable en son opposition, et par suite de maintenir le jugement prononcé par défaut.

Justice de paix d'Aubigny-sur-Nère
(Cher).

Président : M. JOURDIN, *, juge de paix.

20 janvier 1906.

Syndicat. — Délégué. — Contestation sur la qualité du demandeur. — Rejet de la demande.

Une chambre syndicale d'ouvriers bûcherons n'a pas qualité pour intenter une demande en paiement de différentes sommes qu'elle prétend être dues à des ouvriers faisant partie du syndicat. La

maxime « nul ne plaide par procureur » est essentiellement applicable en pareil cas, et le délégué de la chambre, demandeur, doit être déclaré non recevable.

Un syndicat professionnel peut ester en justice, à la condition que l'action ait pour objet la défense des intérêts inhérents à sa personnalité civile, mais non la défense des droits individuels de ses adhérents.

Ainsi décidé, dans les circonstances que voici :

Le sieur Dusapt avait embauché, pour une coupe dans la forêt de Saint-Palais, un certain nombre d'ouvriers bûcherons non syndiqués. Ceux-ci avaient commencé leur travail quand plusieurs ouvriers, membres du syndicat demandeur à l'instance, se présentèrent spontanément et de leur propre chef se mirent à travailler dans la coupe. Un conflit s'éleva, qui nécessita l'intervention de la gendarmerie. Plus tard, les ouvriers syndiqués réclamèrent à Dusapt le paiement du travail qu'ils avaient fait ; Dusapt refusa tout paiement, disant qu'il ne les avait pas embauchés et que, bien plus, leur travail avait été tel que, loin d'en recueillir indirectement bénéfice, il en avait éprouvé un préjudice et que, de par son contrat de louage de services avec les ouvriers embauchés par lui, il avait été tenu de les payer comme s'ils avaient fait tout l'ouvrage.

C'est alors que le syndicat engagea l'instance, disant agir « au nom et pour le compte des ouvriers », afin d'obtenir paiement « pour eux » d'une somme totale de 279 francs, composée de diverses sommes qui, dans la citation, étaient spécialement déterminées pour chacun des neuf ouvriers.

Le sieur Dusapt conclut à la non-recevabilité de la demande, ainsi formée.

Le 20 janvier 1906, jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que par exploit de Tardy, huissier à Aubigny, en date du 12 décembre 1905, la Chambre syndicale des ouvriers bûcherons, agricoles et travaux similaires des communes de Méneton-Salon, Saint-Palais, Quantilly et Achères, dont le siège social est à Saint-Palais (Cher), a formé contre le sieur Adrien Dusapt, marchand de bois, demeurant à Aubigny-Ville, une demande en paiement de 279 francs et intérêts, total de différentes sommes que le sieur Dusapt devrait aux sieurs Julien Fournier, Célestin Vernin, Alexandre Rabillon, Clément Bedu, Pierre Bedu, Auguste Vernin, Justin Lavisse père, Lavisse fils et Louis Gilet, tous ouvriers bûcherons, demeurant commune d'Achères, pour façon de bois dans une coupe d'éclaircie, sise forêt de Saint-Palais, dépendant de l'Etat, et dont le sieur Dusapt a été déclaré adjudicataire, poursuites et diligences de Jean Bondon, bûcheron, demeurant à Achères, délégué du syndicat sus-nommé ; — Oui les sieurs Bondon et Dusapt, comparants en personne, en leurs dires, explications et conclusions ; — Attendu que le sieur Dusapt n'a soulevé aucune fin de non-recevoir ni aucune contestation contre l'existence et la régularité du syndicat demandeur, ni contre la qualité et la capacité du sieur Jean Bondon en tant que délégué par le syndicat aux fins de l'instance, mais qu'il a conclu : 1° à

ce que la demande du syndicat fût déclarée non recevable en vertu de la maxime : « Nul en France ne « peut plaider par procureur » ; 2° à ce que ladite demande fût déclarée mal fondée ; — Attendu que le sieur Dusapt a, en outre, formé verbalement à l'audience du 16 décembre dernier, contre les neuf ouvriers bûcherons énoncés à la citation, une demande reconventionnelle en paiement de 1000 francs à titre de dommages-intérêts, à raison de divers faits qu'il leur reprochait et du préjudice qu'ils lui auraient causé par leurs agissements ; mais qu'il a déclaré ensuite, à la même audience, renoncer à cette demande, sans qu'il ait été par le sieur Bondon fait aucune objection à cet égard ; — Attendu que si, par son article 6, la loi du 21 mars 1884 reconnaît aux syndicats professionnels le droit d'ester en justice, c'est à la condition que les actions exercées par les syndicats aient pour objet la défense des intérêts inhérents à leur personnalité juridique, et non la défense des droits individuels de leurs adhérents ; — Attendu que c'est en ce sens, et conformément à une doctrine constante, qu'ont été rendues de nombreuses décisions judiciaires, et notamment un arrêt de la Cour d'appel de Dijon du 23 juillet 1890 et un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} février 1893, rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt susvisé ; — Attendu qu'il résulte des débats, comme aussi des termes mêmes de la citation qui nous a saisi, qu'il s'agit en l'espèce de plusieurs créances distinctes que les ouvriers bûcherons susnommés prétendent avoir personnellement et directement contre

le sieur Dusapt, à raison de travaux effectués individuellement par chacun d'eux pour le compte dudit Dusapt ; — Attendu qu'il est bien évident, et que d'ailleurs le syndicat demandeur l'a explicitement reconnu dans son exploit introductif d'instance, que les sommes que le sieur Dusapt pourrait être condamné à payer ne sauraient entrer dans la caisse du syndicat, mais devraient en définitive être remises aux ouvriers susnommés audit exploit, et dans les parts et portions que cet exploit a précisées ; — Qu'il s'agit donc bien au procès d'une demande tendant à la défense des droits individuels d'un certain nombre de membres du syndicat, et que, par suite du principe ci-dessus rappelé, comme aussi de la règle que « nul en France ne plaide par « procureur », le syndicat demandeur n'est pas recevable à ester en justice à l'occasion de la demande qui nous est soumise, laquelle ne peut être portée que par ceux ayant seuls droit et qualité pour l'intenter ; — Attendu qu'il ne peut être excipé par le syndicat demandeur de ce que, aux termes de l'article 5 de ses statuts, il serait dit : « Le « syndicat poursuivra, au besoin, « les réclamations justifiées des ouvriers devant les Tribunaux com- « pétents » ; — Attendu, en effet, encore qu'il ne nous ait pas été justifié de leur dépôt régulier, partant de leur efficacité, que les statuts du syndicat demandeur ne peuvent lier que ses propres adhérents et ne peuvent être opposés à des tiers ; — Attendu, d'autre part, que la clause ci-dessus rappelée ne peut évidemment s'entendre en ce sens que le syndicat aurait le droit d'es-

ter personnellement en justice pour le compte et au nom de ses adhérents, pour la défense de leurs intérêts personnels et particuliers, sans que lesdits adhérents fussent partie aux instances ainsi engagées; que s'il en était autrement, cette stipulation serait inopérante comme excédant la capacité conférée par la loi aux syndicats professionnels; — Attendu, enfin, qu'il n'existe entre le syndicat demandeur et le sieur Dusapt aucun lien de droit; — Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de déclarer le syndicat demandeur non recevable en sa demande, et que, dès lors, il n'y a pas à statuer sur les conclusions prises au fond par le sieur Dusapt; — Attendu que la demande n'excède pas le taux de notre compétence en dernier ressort, et que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905, l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, ensemble l'article 130 du Code de procédure; — Vidant notre délibéré, et jugeant en dernier ressort; — Déclarons la Chambre syndicale des ouvriers bûcherons des communes de Menetou-Salon, Saint-Palais, Quantilly et Achères, non recevable en sa demande en paiement de 279 francs contre le sieur Dusapt, l'en déboutons et la condamnons en tous les dépens. »

Observations. — Ce jugement est très intéressant, tant à raison de la question de droit qu'il soulève que des circonstances de fait qui ont donné lieu au procès. Il est manifeste que le syndicat des ouvriers bûcherons s'est ému de ce que le sieur Dusapt avait engagé pour

faire son travail des ouvriers non syndiqués et qu'il a poussé un certain nombre de ses adhérents à se joindre aux travailleurs engagés par Dusapt, c'est-à-dire à imposer leurs services alors qu'ils ne leur étaient pas demandés. Il s'en est suivi une collision dans laquelle les syndiqués devaient nécessairement n'être pas les plus forts, car ils n'avaient pas le droit pour eux. Mais le syndicat a cru pouvoir réclamer le salaire dû à ses adhérents par le travail qu'ils avaient fourni. Il est certain qu'aucun salaire ne leur était dû, puisque le patron ne les avait pas engagés et qu'ils avaient travaillé malgré lui. Mais le juge saisi n'a pas eu à statuer au fond, car la demande était intentée par le syndicat ou son représentant, et le syndicat n'avait pas qualité pour défendre des intérêts purement individuels, et devait être déclaré non recevable pour cela seul. Il suit de là que le syndicat a compromis les intérêts qu'il prétendait défendre.

Justice de paix du canton de Tonnerre
(Yonne).

Président : M. MAZILIER, juge de paix.

12 décembre 1905.

*Accident du travail. — Contremaitre. —
— Infirmité temporaire. — Accident
survenu non chez le patron, mais chez
l'ouvrier. — Non-recevabilité de la de-
mande.*

Lorsqu'il a été établi que l'accident, dont excipe l'ouvrier pour réclamer une indemnité temporaire, est survenu non chez le patron, mais chez l'ouvrier lui-même et dans son jardin, la demande en paiement d'une indemnité temporaire in-

tantée contre le patron est irrecevable et doit être rejetée.

Ainsi décidé, dans les circonstances que voici :

Cornu, ouvrier contremaitre au service de Durieux, entrepreneur de maçonnerie à Tonnerre, a fait citer celui-ci pour le faire condamner à lui payer une somme de 219 fr. 60 à titre d'indemnité pour incapacité temporaire de travail d'un mois, par suite d'un accident qui lui était survenu alors qu'il travaillait aux chantiers et pour le compte de Durieux, le 10 juillet 1905.

A l'audience, Durieux a renouvelé les offres par lui précédemment faites à son ouvrier et non acceptées par celui-ci.

Mais, au cours des débats, un fait nouveau se produisit.

Durieux, apprenant que l'accident s'était produit non le 10 juillet, mais bien le *dimanche 9*, alors que Cornu travaillait pour son compte personnel, sollicita une enquête qui fut ordonnée, et d'après laquelle il fut établi que c'était bien le 9 juillet que Cornu s'était blessé en travaillant dans son jardin.

L'avocat de celui-ci prétendit que l'accident survenu le 10 était indépendant de la blessure légère que Cornu s'était faite la veille; que Durieux l'avait implicitement reconnu en offrant une indemnité à son ouvrier, et que ce qui établissait bien que la blessure grave avait été faite le 10, c'est que le médecin constatait dans un certificat que l'accident était survenu le 10 juillet.

Le défendeur a conclu à la non-recevabilité de la demande.

Le 12 décembre, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance, notre jugement interlocutoire du 14 novembre dernier; entendu les témoins en leurs dépositions; — OUI, à une précédente audience, M^e Jacob, avoué, pour le demandeur, et M^e Sylvestre, avoué, pour le défendeur; — Vu la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905; — Vidant notre délibéré; — Attendu qu'aux termes de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, l'accident de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures soit par le patron, soit par la victime; — Attendu, en l'espèce, qu'il n'y a point eu de déclaration ni de la part de Durieux, ni de la part de Cornu; — Attendu que, si celui-ci prétend avoir été victime d'un accident qui, à la date du 10 juillet 1905, alors qu'il travaillait pour le compte de Durieux, lui aurait occasionné l'écrasement du pouce de la main gauche, Durieux, lui, a soutenu que l'accident était survenu à Cornu non pas le lundi 10 juillet, mais bien la veille, le *dimanche 9 juillet*, alors qu'il travaillait à son propre domicile et pour son compte personnel; — Attendu qu'il a été procédé aux enquêtes et contre-enquêtes contradictoires; — Attendu qu'il ressort, à l'évidence, des témoignages et notamment de ceux des témoins Lepert, Toussaint et Guillerand, que le *dimanche 9 juillet*, dans son jardin, en aidant à enfoncer un pieu, Cornu a reçu un coup de marteau qui lui a endommagé le pouce de la main gauche et qu'il est allé chez un pharmacien pour se faire panser;

que, si le lendemain, 10 juillet, il a pu faire voir sa blessure, même envenimée par l'accident de la veille, il ne rapporte aucunement la preuve qu'il ait été blessé au cours d'un travail exécuté pour le compte de Durieux et dans les chantiers de celui-ci ; — Attendu que tout semble démontrer dans la cause que Cornu, blessé chez lui le dimanche 9 juillet dans un travail exclusivement personnel, a voulu, le lundi 10, simuler avoir subi cet accident au cours de son travail chez Durieux pour réclamer une indemnité ; — Attendu que si Durieux, trompé le lundi 10 par Cornu sur l'origine et les causes de l'accident, a pu croire que cet accident lui était survenu à l'occasion de son travail, on ne saurait lui faire grief des offres spontanément faites ; que ces offres ne sauraient le lier ni l'engager ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement, en dernier ressort ; — Déclarons Cornu mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons en tous les dépens de l'instance. »

Observations. — Solution incontestablement exacte. A annoter au *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 5^e édit., v^o *Accidents du travail*, n^o 20. — Voir aussi *Cass.*, 3 mars 1903, *ANNALES* 1903, p. 367.

Justice de paix du canton de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

Président : M. SIVIDRE, juge de paix (1).

28 février 1905.

Coups et blessures. — *Violences punissables de peines correctionnelles.* — De-

(1) Actuellement à Montesson (Seine-et-Marne).

mande en dommages-intérêts. — *Es-faut mineur.* — *Incompétence du juge de paix.*

Lorsque la demande intentée au civil pour dommages-intérêts, basés sur des coups et blessures punissables de peines correctionnelles, excède la somme de 200 francs, le juge de paix saisi d'une telle demande doit se déclarer incompétent.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **NOUS, JUGE DE PAIX :** — Attendu que, par citation enregistrée du 18 février 1905, les époux Touquet réclament 500 francs de dommages-intérêts à Legoff pour coups portés à leur enfant par le fils de Legoff, coups ayant entraîné la perte d'un œil ; — Attendu que M^e Jouassin, avocat de Legoff, nous demande de nous déclarer incompétent ; — Attendu que cette blessure grave serait passible, si on poursuivait au criminel, de la correctionnelle et non de la simple police ; — Attendu, en droit, que s'il est vrai que la compétence exclusive des juges de paix, en vertu de l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838, n'existe que pour les voies de fait simples, c'est-à-dire ne constituant ni crime ni délit, il y a tout au moins compétence *facultative* pour toutes voies de fait quelconques dans les limites de l'article 1^{er} de la loi de 1838, et en ce sens que la partie lésée, sans qualifier le fait, ni agir au criminel, et en considérant le dommage commis, le résultat d'un quasi-délit donnant naissance à une *action personnelle*, pourra toujours s'adresser aux juges de paix, mais à la condition que la demande n'excède pas sa compétence, soit 200 francs ; — Attendu

que, dans l'espèce, il faut reconnaître que la compétence du juge de paix se détermine par la nature et le chiffre de la demande (Cass., 6 juillet 1836, *ANNALES* 1836, p. 419; Nancy, 6 août 1842; Limoges, 26 août 1845; Beaume et Million, *Voies de fait et rixes*, t. VIII, p. 367, Cass., 21 avril 1893); — Par ces motifs, jugeant contradictoirement sur l'incompétence, sans attaquer le fond de l'affaire, nous déclarons incompetent et renvoyons les parties devant qui de droit; — Condamnons les époux Touquet aux dépens.»

Observations. — Sous l'empire de la nouvelle loi du 12 juillet 1905, le juge de paix serait aujourd'hui compétent pour connaître de cette demande. Cette loi a en effet étendu à 300 francs en dernier ressort et à 600 francs à charge d'appel la compétence des juges de paix en matière d'actions civiles pour voies de fait. Voir loi précitée, art. 6, § 3.

Justice de paix du canton de Mont-sur-Guesnes (Vienne).

Président : M. Hilaire SOT, juge de paix.

18 février 1905.

*Bornage. — Contestation de propriété.
Incompétence du juge de paix.*

Le juge de paix doit se déclarer incompetent pour statuer sur une action en bornage, lorsque les parties soulèvent une contestation sérieuse sur la propriété.

L'incompétence étant d'ordre public doit être prononcée même d'office.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant

notre délibéré; — Vu la citation introductive d'instance susdatée; — Vu l'article 6, § 2, de la loi du 25 mai 1838; — Vu l'article 646 du Code civil; — Ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions; — Attendu que par l'exploit susdaté, le sieur Auriault a fait citer la dame veuve Belland pour les causes susénoncées; — Attendu qu'aux termes de l'article 6, § 2, de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent à charge d'appel des actions en bornage lorsque la propriété ou les titres qui l'établissent ne sont pas contestés; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que la compétence des juges de paix cesse lorsqu'il s'élève une contestation sérieuse sur la propriété ou les titres qui l'établissent (Cass., 10 décembre 1862, 24 juin 1879, 2 janvier 1884, 19 octobre 1885 et 7 février 1899); — Que, pour qu'il y ait contestation sérieuse sur la propriété, la condition nécessaire tout à la fois suffisante est que les parties ne soient pas d'accord sur les limites respectives de leurs héritages et que l'une prétende être propriétaire au delà de la ligne jusqu'à laquelle l'autre soutient au contraire que sa propriété s'étend; — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence constantes qu'il y a action en revendication échappant à la compétence du magistrat cantonal dès qu'il ne s'agit pas seulement, dans le litige, d'une partie de terrain variable, incertaine et peut-être même inexistante, dont l'assiette doit être déterminée par le bornage, mais bien d'une portion de terrain certaine et déterminée, alors surtout qu'à l'appui de leurs prétentions les parties litigantes invoquent, soit des titres,

soit la prescription ou la possession acquisitive de propriété (Cass., 12 juin 1865, 10 mars 1897, 3 mai 1897, *Revue J. P.*, 1898, p. 38); — Qu'ainsi le litige porte sur la propriété lorsque chacune des parties se prétend propriétaire d'une même parcelle de terrain spécifiquement déterminée (Cass., 21 mars 1893); — Qu'il suffit, en un mot, pour qu'il y ait contestation sur la propriété soustraite à la compétence du juge de paix : 1° qu'une revendication d'une parcelle de terrain certaine et déterminée soit nettement formulée; 2° et que le principe et la raison de cette revendication soient clairement indiqués par les conclusions, c'est-à-dire qu'on invoque à l'appui soit des titres, soit la prescription (Archambault et Seuly, *Dictionnaire des actions possessoires*, v° *Bornage*, n° 67); — Attendu que le juge cantonal est incompétent pour donner acte à une partie, contrairement aux prétentions de son adversaire, de ce qu'elle se prétend propriétaire par titres d'une parcelle bien déterminée (Cass., 15 juin 1880); — Attendu qu'il s'agit là d'une incompétence *ratione materiæ*, qui, étant absolue et d'ordre public, doit être soulevée d'office par le juge de paix; — Que les parties ne pourraient même pas, par un consentement réciproque, proroger sa juridiction (Démolombe, t. II, n° 248, Cass., 20 juin 1877); — Attendu, d'une part, qu'il résulte des déclarations faites par le demandeur qu'il se prétend propriétaire et revendique formellement, à l'encontre de la dame veuve Belland, la propriété de la cour se trouvant devant ses bâtiments; — Qu'il appuie cette revendication de ses titres de propriété et notamment

d'une vente Auriault passée devant M° Bernier, notaire à Monts-sur-Guesnes, le 22 juillet 1860; — Attendu, d'autre part, que, par ses conclusions subsidiaires, ledit sieur Auriault nous demande de lui donner acte de ce qu'il se prétend propriétaire de ladite cour, par ses titres qu'il nous a produits au cours des débats; — Attendu, en outre, que la dame veuve Belland prétend que la cour, objet du litige, est une cour commune; — Qu'elle appuie cette prétention sur ses titres de propriété et notamment d'une vente héritiers Bonneau passée devant M° Guiet, notaire à Monts-sur-Guesnes, le 25 août 1889; — Attendu que la revendication de propriété du sieur Auriault porte exactement sur le même immeuble revendiqué comme commun par son adversaire; — Attendu que les prétentions des parties revêtent bien ainsi les caractères essentiels d'une revendication sérieuse de propriété d'une cour nettement déterminée par sa situation; — Qu'ainsi le litige a trait, non pas seulement à une simple question de bornage, de détermination matérielle de la ligne séparative d'héritages limitrophes, ou de pure recherche de cette ligne divisoire, mais bien surtout et essentiellement à une revendication de la propriété d'une cour à laquelle le sieur Auriault prétend avoir droit de préférence à la dame veuve Belland et à son exclusion, et que cette dernière prétend être commune; — Attendu que, en nous demandant de décider sur leurs prétentions réciproques, les parties nous invitent à trancher par le dispositif de notre jugement une question qui, en raison de la matière, excède les limites de

notre compétence et sort de nos attributions ; — Attendu que les dépens doivent suivre le sort du principal ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort ; — Nous déclarons d'office incompetent et renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent connaître de la contestation ; — Condamnons le sieur Auriault aux frais et dépens, y compris le coût du présent jugement. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence bien établie. Voir les arrêts cités dans la sentence.

Justice de paix du canton de Wassy
(Haute-Marne).

Président : M. BRAUD, juge de paix.

16 décembre 1905.

Demande en payement d'abonnement à un journal. — Changement de domicile de l'abonné. — Défaut de preuve du réabonnement. — Rejet de la demande.

Le fait qu'un journal a continué d'être servi à un ancien abonné ne prouve pas que ce dernier a consenti à renouveler son abonnement ; par suite, le gérant du journal n'est pas fondé à actionner cet ancien abonné au payement de ou des années nouvelles.

Le journal n'est dû qu'autant que le gérant peut justifier de l'engagement formel du défendeur de recevoir et de payer ce journal ou en d'autres termes d'une souscription nouvelle au même journal.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par exploit en date du 6 novembre 1905, le directeur du jour-

nal *le Petit Champenois*, dont le siège est à Chaumont, a fait citer le sieur Gellet-Bouché, négociant à Wassy, devant le Tribunal de céans à l'audience du 11 novembre pour s'entendre, le cité, condamné à lui payer, avec intérêts de droit et les dépens, la somme de 34 fr. 65 pour abonnement à son journal, du 15 décembre 1902 au 1^{er} mars 1905 et frais de retour de quittances impayées ; — Attendu que le défendeur repousse cette demande, disant : 1^o n'avoir souscrit aucun abonnement à ce journal pour cette période réclamée ; 2^o ne l'avoir jamais reçu au cours de cette même période ; — En fait : — Attendu qu'il résulte des explications et justifications fournies par le défendeur, que celui-ci habitait, il y a quelques années, la commune de Morancourt, canton de Wassy ; que cette localité étant dépourvue de marchands de journaux, il s'était abonné au *Petit Champenois* auquel il a réglé ses abonnements successifs (ce qui n'a pas été contesté par le demandeur) ; — Qu'en décembre 1902 il a quitté Morancourt pour venir se fixer à Wassy ; que la date d'expiration de son dernier abonnement (15 décembre 1902) coïncidant avec celle de son départ, il n'a pas jugé utile de renouveler cet abonnement, soit par demande écrite, soit par demande verbale, s'étant, dès son arrivée à Wassy, fait servir ce journal par le dépositaire local, le sieur Alexandre, qui en a témoigné à la barre ; que, depuis ce moment, il s'est toujours refusé à payer les quittances qui lui ont été présentées, même après lettre comminatoire à lui adressée à Wassy, en date de Chaumont 30 janvier 1905 ; qu'enfin, sur son affirmation réité-

rée de n'avoir jamais reçu le journal depuis son arrivée à Wassy, il s'en rapportait à tous moyens de preuve contraire; — Attendu, d'une part, que le *Petit Champenois*, mis en demeure de justifier sa demande, n'a pu, sur le premier moyen de défense, fournir aucune preuve écrite ou testimoniale de réabonnement à la date du 15 décembre 1905 ou postérieurement; — Sur le deuxième moyen: — Attendu, d'autre part, qu'il a bien fait la preuve de l'envoi du journal, en versant aux débats une note de la receveuse du bureau de poste de Dommartin-le-Franc, desservant la commune de Morancourt, attestant, à la date du 20 novembre 1905, que le journal a été régulièrement réexpédié à Wassy depuis le départ du destinataire; mais que, quant à sa réception, il a déclaré ne pouvoir l'établir et s'en rapporter à justice, le receveur du bureau de poste de Wassy, interrogé contradictoirement avec le défendeur, et en dehors de l'audience, s'étant retranché derrière le secret professionnel; — En droit: — Attendu qu'un abonnement de journal constitue un acte de vente, c'est-à-dire une convention par laquelle l'une des parties s'engage à livrer une chose et l'autre à la payer, avec cette réserve que la tradition de la chose, objet de la vente, est subordonnée à la production successive de chacune des fractions qui doivent la composer; — Attendu que ce contrat ne saurait revivre par tacite reconduction, comme un bail, mais uniquement par l'intervention d'un nouvel accord de la volonté des parties, dont la preuve échet à celui qui l'invoque; — Attendu que

ment établit bien le désir, l'offre même de renouvellement de ce contrat par l'administration du journal, mais non son acceptation par l'abonné; — Attendu qu'en l'absence de ce consentement, le contrat n'est pas lié, et, faute de consentement mutuel, n'existe pas; — Attendu, en effet, que la réception, même longtemps répétée, d'un journal, ne saurait constituer en faveur de son expéditeur un droit de créance à l'encontre du destinataire, par le seul fait que celui-ci ne l'a pas refusé; que s'il est d'usage de notifier ce refus au facteur, cet usage ne saurait prévaloir contre le droit commun; que ce serait reconnaître à quiconque le droit d'obliger autrui à faire bénévolement une chose à laquelle rien ne peut l'astreindre; — Attendu que l'envoi du journal avec non reçu du destinataire concéderait peut-être à l'administration de ce journal le droit d'intenter l'action *de in rem verso*, en vertu du principe que nul ne peut s'enrichir au détriment d'autrui, mais non pas une action en paiement d'une chose qui n'a pas été commandée; — Attendu, en l'espèce, que le Tribunal n'est saisi que d'une action en paiement et non d'une action *de in rem verso*; qu'il n'y a pas lieu en conséquence de faire droit à la demande; — Par ces motifs, déboutons. »

Observations. — Il est dans l'habitude de quelques journaux d'envoyer leurs feuilles à telles ou telles personnes, pendant plus ou moins de temps, dans l'espoir de provoquer des abonnements ou même des réabonnements. Mais cet envoi, plus ou moins prolongé d'un journal, n'oblige en aucune façon celui qui

le reçoit. Tant qu'il n'a pas souscrit un engagement de payer l'abonnement, il peut se refuser à en acquitter le prix, par la seule raison qu'il ne s'y est pas engagé.

Justice de paix de Saint-Remy-en-Bouzemont (Marne).

Président : M. DEBIÈVRE, juge de paix.

8 février 1906.

Bureau de placement. — Demande en paiement du salaire du bureau. — Arrêté municipal. — Obligation du maître.

Le maître qui s'est adressé à un bureau de placement pour avoir des domestiques, est réputé avoir connu et accepté le tarif des honoraires dus à ce bureau, et ne peut se refuser à payer ce qui lui est réclamé conformément à ce tarif.

Peu importe qu'il n'ait gardé que peu de temps les domestiques qui lui ont été procurés.

Ainsi décidé, dans les circonstances suivantes :

La dame Raton a cité le sieur Lebœuf devant le juge de paix de Saint-Rémy pour s'entendre condamner à payer la somme de 22 fr. pour honoraires de placement d'un ménage Lejeune comme domestiques chez ledit Lebœuf, et ce, en vertu d'un arrêté de M. le maire de la ville de Reims, concernant les bureaux de placement, en date du 19 juillet 1901, approuvé.

A l'appel de la cause, la demanderesse, par l'organe de son mandataire, a développé les conclusions de sa demande et en a requis l'adjudication.

Elle a expliqué : qu'une première fois, en 1905, elle avait placé, à la

demande de M. Lebœuf, les époux Ventraux, lesquels étaient restés au service de celui-ci pendant deux mois et demi, et que ce dernier avait payé pour honoraires de placement 22 francs;

Qu'aussitôt le départ de M. et M^{me} Ventraux, M. Lebœuf l'avait priée de lui procurer un ménage en remplacement des époux Ventraux pour remplir les mêmes fonctions et au même prix, ce qu'elle avait fait en procurant à M. Lebœuf le ménage Lejeune;

Que, pour ce second placement, elle réclamait pareille somme de 22 francs;

Que sa réclamation était basée d'après le tarif de la ville de Reims, ainsi qu'il résultait d'un arrêté pris par M. le maire de ladite ville, en date du 19 juillet 1901, vu et approuvé par M. le préfet de la Marne en date du 23 juillet 1901.

Lebœuf, par l'organe de son mandataire, a dit qu'en effet il s'était bien adressé à M^{me} Raton, à deux reprises différentes, pour qu'elle lui procurât des domestiques, mais qu'il ne devait pas la somme réclamée, les premiers domestiques n'étant restés chez lui que deux mois et demi et l'arrêté du maire de Reims ne lui étant pas applicable parce qu'il ne lui avait pas été notifié, ajoutant que M^{me} Raton avait offert de transiger à 15 francs; il a dit ne faire offre d'aucune somme.

La demanderesse, répliquant par l'organe de son mandataire, a dit que les prétentions de Lebœuf n'étaient pas fondées et elle a persisté dans ses conclusions.

Le 8 février, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré ; — Vu l'exploit introductif d'instance du ministère de Bertrand, huissier à Saint-Rémy-en-Bouzemont, en date du 23 janvier 1906, enregistré ; — Vu le jugement de ce siège en date du 15 même mois ; — Vu le décret du 25 mars 1852 ; — Vu l'arrêté de M. le maire de la ville de Reims en date du 19 juillet 1901 ; — Vu la loi du 14 mars 1904 sur les bureaux de placement ; — Vu les dires et explications des parties ; — Attendu que la demande de la veuve Raton tend au paiement par Lebœuf de la somme de 22 francs, pour honoraires de placement d'un ménage Lejeune en 1905 ; — Attendu que ces honoraires sont basés d'après le tarif établi par M. le maire de la ville de Reims en date du 19 juillet 1901, vu et approuvé par M. le préfet de la Marne le 25 même mois, ledit arrêté pris en exécution du décret du 25 mars 1852 ; — Attendu que la loi du 14 mars 1904 n'a pas abrogé les règlements antérieurs en ce qui concerne les bureaux payants existant avant sa date ; qu'elle met à la charge exclusive des employeurs les droits de placement ; — Attendu que, dans ces conditions, l'arrêté de M. le maire de la ville de Reims susvisé doit donc recevoir son application ; — Que c'est en vain que Lebœuf prétend que ledit arrêté ne lui est pas applicable, sous prétexte qu'il ne lui a pas été notifié, la notification des arrêtés n'étant prescrite que lorsque ces arrêtés sont individuels et non lorsqu'ils contiennent des dispositions générales ; — Que, s'adressant à un bureau de placement dans la ville de Reims, c'était

à lui Lebœuf à s'enquérir auparavant de la réglementation et du tarif existants ; — Que, d'ailleurs, il n'ignorait pas ce tarif lorsqu'il s'adressait pour la seconde fois à M^{me} Raton en lui demandant des domestiques, puisqu'il avait payé ou fait payer les honoraires sur placement du ménage Ventraux, sans observation ; — Que, sans s'arrêter aux termes mêmes de l'arrêté susvisé portant que le droit de placement ne sera acquis qu'en cas de placement réel et huit jours après l'entrée en place, la prétention de Lebœuf de s'opposer au paiement sous prétexte que les domestiques Ventraux ne sont restés à son service que deux mois et demi, n'est pas fondée ; — Qu'elle serait tout au plus fondée s'il les avait congédiés au bout de ce temps pour des motifs très graves touchant à leur moralité et à leur honorabilité, motifs que ne lui aurait pas fait connaître ou que lui aurait cachés M^{me} Raton et qui seraient de nature à engager sa responsabilité, ce qui n'est pas démontré dans l'espèce ; — Attendu que les droits de placement sont dus et basés sur le chiffre des salaires annuels, mais qu'ils ne se fractionnent pas, ni ne se payent pas suivant le temps pendant lequel les employés sont restés au service des employeurs, à moins de conventions contraires ; — Que c'est donc à tort que Lebœuf prétend que les 22 francs qu'il a payés à M^{me} Raton pour le placement du ménage Ventraux s'imputent également au placement du ménage Lejeune ; — Attendu en ce qui concerne l'offre qu'il prétend que M^{me} Raton lui a faite de transiger à 15 francs, cette offre n'aurait été faite qu'à titre de

transaction, que c'était à lui de l'accepter au moment où elle lui aurait été faite, qu'il ne peut s'en prévaloir aujourd'hui ; — Que, dans ces conditions, la demande se trouve suffisamment justifiée ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort ; — Condamnons Lebœuf à payer à M^{me} Raton la somme de 22 francs pour les causes susénoncées ; — Le condamnons, en outre, aux intérêts de droit et aux dépens. »

Observations. — A annoter au DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Bureaux de placement*, n^o 13.

Justice de paix du canton-Ouest d'Arles
(Bouches-du-Rhône).

Président : M. TARDIEU, juge de paix.

27 novembre 1903.

Accident du travail. — Frais de déplacement du blessé. — Frais de maladie et de traitement. — Indemnité de demi-salaire.

La victime d'un accident du travail a droit, outre l'indemnité de demi-salaire, au remboursement des frais de déplacement et de voyage d'aller et retour nécessités par le traitement qu'a prescrit le médecin qui le soigne.

Il y a lieu d'écarter seulement les frais relatifs aux voyages effectués sur la seule initiative du blessé.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Véron a cité devant nous la Société commerciale en

payement, à titre de frais de maladie, à raison d'un accident dont il fut victime à Port-Saint-Louis-du-Rhône au service de la Société commerciale : 1^o de la somme de 84 fr. 80 pour un séjour qu'il aurait effectué à Arles, du 26 septembre au 3 novembre dernier, dans un hôtel-restaurant, à 65 francs par mois, en vue de recevoir des soins de massage et d'électricité ; 2^o de celle de 44 fr. 40, comme remboursement des frais relatifs à divers déplacements qu'il aurait effectués entre Port-Saint-Louis-du-Rhône, le lieu de sa résidence, et Arles ou Avignon, pour voir un médecin ou se rendre à l'hôpital ou en revenir ; — Attendu qu'à l'appui de ses conclusions, le demandeur soutient : 1^o que les frais de séjour à Arles ne sauraient être déduits de l'indemnité quotidienne du demi-salaire, que ce séjour a été nécessité par un traitement spécial que lui avait prescrit le médecin traitant ; qu'il ne pouvait, pendant la période de ce traitement, continuer à rester chez lui sous peine de voir sa guérison retardée ou son état s'aggraver ; 2^o que les déplacements effectués ont eu lieu sur les instructions et les conseils du médecin traitant, résidant sur les lieux, ou de la Compagnie responsable, et doivent comprendre et les frais de parcours et les frais de séjour ; — Attendu que la Compagnie défenderesse prétend : que les frais relatifs au séjour du blessé à Arles en vue de recevoir des soins de massage et d'électricité doivent être déduits de l'indemnité journalière ; que le demandeur, d'ailleurs célibataire, ne dépensait pas plus à Arles que si l'on avait pu le laisser à Port-Saint-Louis-du-Rhône ; qu'il

n'était pas en effet hospitalisé, les circonstances ne l'exigeant pas; mais qu'il était simplement pensionnaire dans un hôtel-restaurant à raison de 65 francs par mois, nourriture et logement compris; qu'il y aurait donc lieu de mettre à la charge du blessé les frais d'entretien et de séjour, qu'il aurait supportés s'il avait été soigné à son domicile, c'est-à-dire tous les frais de pension; — Attendu que la Compagnie défenderesse déclare reconnaître cependant la légitimité et la nécessité de certains déplacements, ceux qu'elle a ordonnés ou qui ont été faits sur les conseils du médecin traitant, mais fait offre seulement du remboursement des frais de chemin de fer, soit en tout 25 fr. 75; — En ce qui concerne la première partie de la demande: — Attendu que l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 met à la charge du chef d'entreprise, en outre des indemnités prévues par l'article 3, les frais de maladie; — Attendu que les frais de maladie comprennent en principe les frais du traitement qui est nécessaire pour assurer la guérison de la victime, du traitement prescrit par le médecin qui donne ses soins à l'ouvrier blessé; que par les expressions « frais médicaux et pharmaceutiques », on doit entendre non seulement les honoraires dus au médecin, les médicaments et objets de pansement fournis par le pharmacien, mais encore les frais de maladie généralement quelconques reconnus nécessaires et qui concourent à la guérison; — Attendu que, d'autre part, l'indemnité temporaire payée à l'ouvrier victime de l'accident est la compensation forfaitaire de la suspen-

sion de son salaire pendant tout le temps que dure son incapacité; que, par sa nature et son caractère, ladite indemnité ne peut d'aucune manière être employée à subvenir aux frais quels qu'ils soient, qui sont une conséquence de la maladie; que c'est dans cet esprit que la loi du 31 mars 1905, confirmant une jurisprudence antérieurement suivie, a mis à la charge exclusive du chef de l'entreprise les frais d'hospitalisation, sans aucune déduction à faire pour la subsistance et le séjour dans l'hôpital; qu'en effet l'indemnité temporaire a été édictée non seulement en faveur de l'ouvrier lui-même, mais aussi en faveur de sa famille dont les dépenses ordinaires: nourriture, chauffage, etc., courent toujours ou diminuent bien peu pendant le séjour du chef, soit à l'hôpital, soit dans tout autre lieu ou établissement, où l'oblige à séjourner le traitement prescrit; que ce principe ne saurait souffrir de distinctions suivant que l'ouvrier blessé est marié ou célibataire, a des charges de famille ou non, sous peine d'ouvrir la porte à l'arbitraire du juge, de l'obliger à des calculs de détail, difficiles et longs à établir, ce que la loi n'a pas voulu, puisqu'elle exige une solution prompte et peu coûteuse; qu'il pourrait se présenter notamment des cas où l'ouvrier peu rétribué, un apprenti par exemple, n'aurait pas, avec son demi-salaire, de quoi payer les frais d'un entretien et d'un séjour hors de chez lui dans une ville autre que le lieu habituel de sa résidence et où l'appellerait pour un certain temps le traitement spécial qui lui aurait été ordonné pour activer sa guérison; qu'il ne

faut pas tenir compte des avantages aléatoires que le blessé a pu trouver dans les soins qui lui ont été ainsi donnés ; — Attendu que le séjour à Arles de l'ouvrier Véron lui a permis de suivre le traitement prescrit, quotidiennement, d'une manière continue et suivie, et qu'on peut dire que cette circonstance a procuré, aussi bien au patron et à son assureur qu'à l'ouvrier blessé, les avantages d'une guérison plus rapide, les chances de voir diminuer les complications qui étaient à redouter à défaut de massage ou d'électrothérapie, ou si les séances n'avaient eu lieu qu'à des intervalles éloignés ; — Attendu qu'il est constant et non contesté que le fait du séjour à Arles de l'ouvrier Véron a été imposé par la nature du traitement prescrit et l'énorme cherté d'un traitement à domicile, traitement qui aurait exigé, en effet, les déplacements du praticien traitant ; — Attendu qu'il est cependant équitable que les frais de séjour soient proportionnés à la durée du traitement suivi ; — Attendu qu'il résulte du rapport du médecin qui a examiné, en dernier lieu, le blessé, ainsi que de la déclaration des parties, qu'il a été fait sur le blessé du massage et de l'électricité pendant près d'un mois, et que ce traitement ayant donné à peu près tous les résultats qu'on pouvait en attendre, il pourrait être momentanément cessé ; — Attendu que la somme de 63 francs par mois représente exactement le prix de la pension (logement et nourriture) au restaurant Béchet où le blessé s'était rendu, et n'est pas exagéré, puisqu'elle est inférieure de 80 centimes aux frais d'hospitalisation à Arles ;

— Qu'il y a donc lieu d'étendre au cas présent le principe posé par la loi en ce qui concerne l'hospitalisation, de rejeter la déduction de l'indemnité temporaire des frais de subsistance et de séjour, et de fixer en l'espèce à la somme de 65 francs le montant de ces frais à mettre en sus du demi-salaire à la charge de la Compagnie, à titre de frais de maladie ; — En ce qui concerne la seconde partie de la demande : — Attendu que le remboursement des frais de parcours n'est pas contesté ; — Attendu que, s'il y a lieu d'admettre, en raison du peu de commodité des trains, le remboursement des frais de subsistance relatifs aux voyages d'aller et retour entre Arles et Port-Saint-Louis-du-Rhône, effectués pour voir le médecin désigné, il y a lieu de les rejeter pour les voyages effectués pour se rendre à l'hôpital ou en revenir ; — Attendu qu'il y a lieu d'écarter également tous frais relatifs aux voyages effectués sur la seule initiative du blessé ; que les frais de déplacement ainsi établis s'élèvent à la somme de 31 fr. 75 et doivent être remboursés au blessé par la Compagnie à titre de frais de maladie ; — Attendu que la résistance de la Compagnie défenderesse à la demande en remboursement des frais de séjour à Arles, prescrit par le traitement, a nécessité l'instance actuelle, qu'elle doit donc supporter les dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamnons la Compagnie défenderesse à rembourser au demandeur à titre de frais de maladie, au cas où celui-ci en aurait fait l'avance ou dans le cas où il y aurait eu des

retenues à ce titre sur le demi-salaire, la somme de 65 francs pour un mois de traitement à Arles et celle de 34 fr. 75 pour déplacements nécessaires ; la condamnons également à tous les dépens. »

Observations. — Les frais de déplacement, lorsqu'ils sont ordonnés pour subir un traitement que le médecin juge nécessaire pour la guérison du malade et qui ne peut être pratiqué que dans une ville plus ou moins éloignée du domicile du malade, doivent être compris dans les frais de maladie, et sont par conséquent à la charge du patron. Le juge de paix doit les admettre, sauf à lui à rejeter du compte tout déplacement ou voyage qui n'a pas été formellement ordonné.

Tribunal de simple police de Trouville
(Calvados).

Président : M. PRESSUROT, *juge de paix.*

1^{er} février 1906.

Rixe et voies de fait. — Contravention.
Aveu écrit. — Récidive.

Le tribunal de simple police saisi d'un procès-verbal dressé pour rixes et voies de fait contre un prévenu, peut statuer contradictoirement contre lui et lui appliquer les peines de la contravention, bien qu'il n'ait pas comparu à l'audience, mais alors que, par lettre missive, il a avoué la contravention.

Si l'un des prévenus est en état de récidive, le tribunal de police, à raison de la gravité de la peine encourue, doit se déclarer incompétent et renvoyer ce prévenu devant le tribunal de police correctionnelle.

AVRIL 1906.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu que, le 8 novembre 1905, à Trouville, Daniel et Richer ont été l'objet d'un procès-verbal de contravention pour rixe sur la voie publique, procès-verbal dressé contre eux par la gendarmerie ; — Attendu que Daniel, non présent, reconnaît par écrit la contravention, alors que Richer, comparant, soutient, au contraire, qu'il fut brutalement et sans provocation jeté à terre à plusieurs reprises par Daniel ; — Attendu que le ministère public requiert contre les contrevenants l'application des articles 603 et 606 du Code du 3 brumaire an IV, et spécialement contre Richer, en récidive de contravention, l'application de l'article 607 du Code du 3 brumaire an IV ; — Vu l'aveu écrit de Daniel, ouï les explications de Richer, ouï le ministère public en ses réquisitions ; — En ce qui concerne Richer : — Attendu que, par un précédent jugement en date du 6 juillet 1905, remontant dès lors à moins de douze mois, jugement ayant aujourd'hui acquis la force de la chose jugée, Richer a déjà été condamné à deux jours de travail pour une contravention de police dressé dans le ressort du Tribunal, que, par conséquent, il se trouve en état de récidive, qu'il y a lieu de faire à Richer application, non de l'article 474 du Code pénal, visé dans la citation, mais plutôt des dispositions de l'article 607 du Code du 3 brumaire an IV, ainsi conçu : « En cas de « récidive, les peines suivent la portion réglée par les lois des « 19 juillet et 28 septembre 1791,

« et ne peuvent en conséquence
 « être prononcées que par le Tri-
 « bunal correctionnel »; — En ce
 qui concerne Daniel : — Attendu
 tout d'abord qu'il est d'usage à
 Trouville de considérer comme pré-
 sents les prévenus qui, quoique non
 comparants, reconnaissent par écrit
 la contravention dressée contre eux,
 que cet usage immémorial s'appuie
 sur les nécessités de la pêche mari-
 time sur les côtes, laquelle entraîne
 souvent loin de leur domicile et à
 l'improviste les marins pêcheurs,
 sans qu'il soit possible de préciser
 la date de leur rentrée au port; que
 ces marins, souvent contraints par
 la tempête à se mettre à l'abri pen-
 dant plusieurs jours dans des ports
 éloignés, ne pourraient, dans ces
 conditions, quel qu'en soit leur dé-
 sir, comparaître au jour indiqué à
 l'audience de police; — Vu les arti-
 cles 605 et 606 qui sont ainsi conçus :
 « 1° Art. 605. Seront punis des peines
 « de simple police, § 8, les auteurs
 « des rixes et attroupements inju-
 « rieux ou nocturnes, voies de fait
 « ou violences légères, § 9, les per-
 « sonnes coupables des délits men-
 « tionnés dans le titre II de la loi
 « du 28 septembre et 6 octobre 1794
 « sur la police rurale; 2° Art. 606.
 « Le Tribunal de simple police gra-
 « due, suivant les circonstances,
 « de plus ou moins de gravité du
 « délit, les peines qu'il est chargé
 « de prononcer, sans néanmoins
 « qu'elle puissent, en aucun cas,
 « ni être au-dessous d'une amende
 « de la valeur d'une journée de tra-
 « vail ou d'un jour d'emprisonne-
 « ment, ni s'élever au-dessus de la
 « valeur de trois journées de travail
 « ou trois jours d'emprisonne-
 « ment »; — Attendu qu'il résulte

du procès-verbal produit et de l'aveu
 écrit de Daniel, que celui-ci a commis
 la contravention qui lui est repro-
 chée, et qu'il y a lieu de lui appli-
 quer les dispositions de l'article 605,
 § 8, du Code du 3 brumaire an IV,
 lesquelles déclarent passibles des
 peines de simple police les auteurs
 de rixes, etc.; — Sur l'application
 de la peine : — Vu l'article 137 du
 Code d'instruction criminelle et l'ar-
 ticle 466 du Code pénal ainsi conçus :
 « 1° Art. 137. Sont considérées
 « comme contraventions de police
 « simple les faits qui, d'après les
 « dispositions du quatrième livre du
 « Code pénal, peuvent donner lieu,
 « soit à 15 francs d'amende ou au-
 « dessous, qu'il y ait ou non confis-
 « cation des choses saisies et quelle
 « qu'en soit la valeur; 2° Art. 466.
 « Les amendes pour contraventions
 « pourront être prononcées depuis
 « 1 franc jusqu'à 15 francs inclusi-
 « vement selon les distinctions et
 « classes ci-après spécifiées et seront
 « appliquées au profit de la com-
 « mune où la contravention aurait
 « été commise »; — Attendu que les
 peines de police déterminées dans
 l'article 466 sont inconciliables avec
 les termes de l'article 606 du Code
 du 3 brumaire an IV; — Par ces mo-
 tifs et faisant à Daniel application
 de l'article 605, § 8, du Code de bru-
 maire an IV, et 466 du Code pénal,
 le condamne à 2 francs d'amende et
 aux dépens, et conformément aux
 dispositions de l'article 607 du Code
 du 3 brumaire an IV, se déclare in-
 compétent en ce qui touche Richer
 et le renvoie devant qui de droit. »

Observations. — Le prévenu qui
 a avoué par écrit une contraven-
 tion a, par avance, accepté la con-

damnation, et, par suite, il n'aura guère l'idée de faire opposition au jugement prononcé même en son absence. Il n'y a donc aucune raison pour le juge de statuer par défaut, alors surtout que le prévenu est un marin, et qu'il peut être légitimement empêché de se présenter à l'audience au jour indiqué. L'aveu du prévenu établit suffisamment le bien fondé de la poursuite.

Justice de paix du canton de Bellême
(Orne).

Président : M. BESNARD, juge de paix.

15 janvier 1905.

Scellés. — Taxe du gardien. — Congrégation. — Liquidateur. — Ordonnance du juge de paix.

Le salaire du gardien de scellés est la rémunération de ses soins et de la responsabilité qui pèse sur lui.

Le juge de paix qui a établi le gardien, doit lui appliquer exactement, pour la taxe de ses frais de garde, le tarif de 1807, article 26.

Il n'appartient pas au juge taxateur d'augmenter ni de diminuer, d'après les circonstances, les sommes fixées par le tarif.

Ainsi décidé dans les termes que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — 1° vu l'état du procès ; 2° vu aussi notre procès-verbal de description de mobilier, tenant lieu d'apposition de scellés en date du 5 février 1904, dressé à la requête de M. Lecouturier, liquidateur des biens de la congrégation des frères de Ploërmel, succursale de Bellême, après et en exécution d'une ordonnance de référé rendue

par M. le président du Tribunal civil de Mortagne, le 23 janvier 1904, et 3° vu l'article 26 du décret du 6 février 1807, attribuant expressément compétence au juge de paix pour taxer les frais de garde lorsque, comme dans l'espèce, la nomination du gardien émane de son autorité ; — Attendu que Girard, constitué gardien du mobilier décrit dans notre procès-verbal sus-daté, des meubles et objets mobiliers présumés appartenir et se trouvant au domicile des anciens Frères de Ploërmel, succursale de Bellême, demande qu'il lui soit taxé par nous une somme de 197 fr. 40 pour frais de garde indiqués dans l'état ci-dessus ; — Attendu que le liquidateur de la congrégation auprès duquel Girard a produit sa réclamation, allègue qu'il ne peut payer une somme aussi élevée que celle réclamée, qu'il base sa prétention sur ce qu'il n'y a pas eu de scellés apposés, mais seulement une description de mobilier, que, dans ces circonstances, le tarif légal de gardien de scellés ne peut être appliqué ; — Que, d'un autre côté, l'immeuble étant loué et occupé, la fonction de Girard ayant été purement nominale, il ne peut lui être alloué qu'un salaire mensuel qu'il fixe à 5 francs par mois ; — Que c'est, dit le liquidateur, la rémunération qu'il donne à tout gardien constitué dans une semblable situation de fait ; — Qu'il demande à Girard de lui remettre un état taxé sur cette base, ce que ce dernier refuse ; — Attendu qu'il y a lieu pour le juge, auquel les prétentions du liquidateur ont été communiquées, avant de procéder à la taxe requise par Girard, de rechercher la valeur des moyens invoqués ; —

En ce qui concerne l'application du tarif : — Attendu que la prétention du liquidateur n'est pas sérieuse; qu'en effet, les objets mobiliers décrits dans un procès-verbal, quoique non remis sous scellés parce que leur nature s'y oppose, et encore plus particulièrement dans l'espèce, pour ne pas entraver le fonctionnement de l'école, conformément aux prescriptions de l'ordonnance de référé, sont néanmoins assujettis à une mise sous scellé, que le détournement ou la disparition de ces objets entraînerait pour le gardien ou toute autre personne les mêmes pénalités et responsabilité que s'il y avait bris de scellés, qu'il s'ensuit que la classification que veut établir le liquidateur n'est pas fondée ; — En ce qui touche le salaire et la fonction de Girard qui ne serait que purement nominale : — Attendu que le salaire est la rémunération des soins de gardien et encore de la responsabilité qui pèse sur lui ; que le plus ou moins de peine ne peut donner prétexte à une diminution ni augmentation de salaires ; — Qu'en effet, la loi ne fait pas de distinction pour tel ou tel cas particulier, que sur ce point elle n'a qu'une disposition générale, que, dès lors, ce que la loi ne distingue pas, il n'est pas permis au magistrat de distinguer ; — Qu'en s'écartant du tarif fixé, ce que veut faire le liquidateur, on tombe inévitablement dans l'arbitraire ; qu'en effet, la question se pose sur le point de savoir sur quelle base s'opérerait la réduction à faire subir et à partir de quel moment elle deviendrait nécessaire ; — Attendu que l'article 26 établit une distinction entre le salaire du gardien des douze premiers

jours et celui des jours suivants, ce qui démontre que le législateur a compris l'inconvénient de scellés longtemps apposés, qu'il a cherché à le rendre moins sensible en diminuant les frais de garde lorsque le scellé durerait plus de douze jours ; qu'il n'a pas spécifié le temps pendant lequel ils seront dus, qu'il n'y a pas à suppléer à une distinction qui n'a pas été faite ; que, sans doute, il peut y avoir quelquefois inconvénient à appliquer le tarif dans toute sa rigueur, lorsque, comme dans l'espèce, il s'agit d'objets de peu d'importance, mais que c'est là un vice de la loi qu'il n'appartient pas au juge de corriger ; — Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que les moyens invoqués par le liquidateur ne sont pas fondés, qu'il doit être tenu de payer les frais de garde d'après le tarif ; que le juge ne peut réduire des salaires que la loi a pris soin de fixer ; que l'état produit par Girard est conforme ; — Taxons à Girard (Gustave), concierge à Bellême, la somme de 197 fr. 40 pour ses frais de garde arrêtés au 12 de ce mois. »

Observations. — Solutions absolument exactes et bien motivées.

Justice de paix de Marly-le-Roi
(Seine-et-Oise).

Président : M. TIMOTHÉE, juge de paix.

8 janvier 1906.

Demande en paiement du prix de vêtements commandés par un mineur. — Exception de nullité de l'engagement. — Pouvoir d'appréciation du juge. — Absence de lésion. — Validité du contrat.

La veuve mère tutrice ne peut se refuser à payer le prix d'un vêtement, commandé par son fils mineur, pour la seule raison que le mineur n'était pas autorisé par elle, lorsqu'il est démontré pour le juge que le prix du vêtement n'avait rien d'excessif, et que le mineur n'a pas été lésé.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs explications et conclusions ; — Statuant sur la demande formée par M... contre la dame veuve R..., suivant exploit de M^e Fèvre, huissier à Marly-le-Roi, en date du 6 janvier courant, enregistré ; — Attendu que, par son exploit introductif d'instance, M..., marchand tailleur, réclame à la dame veuve R..., en sa qualité de tutrice naturelle et légale de Louis R..., son fils mineur, le paiement, avec intérêts de droit et dépens, de la somme de 150 francs pour prix d'un costume complet et d'un pardessus vendus au jeune Louis R... susnommé ; — Attendu que, sans contester l'achat de ces vêtements, la défenderesse, qui refuse d'en prendre livraison, entend résister au paiement en soutenant que cette acquisition est nulle de plein droit comme ayant été faite par son fils mineur seul et sans son autorisation ; — Mais attendu que si, aux termes de l'article 1124 du Code civil, les mineurs sont incapables de contracter, cette incapacité toutefois n'est pas absolue, ainsi que le prétend à tort la défenderesse ; — Attendu, en effet, qu'il est de doctrine et de jurisprudence constante que les engagements contractés par un mineur seul, et

pour lesquels la loi n'a point déterminé de formes spéciales, ne sont point nuls pour cause de minorité, mais seulement rescindables pour cause de lésion ; — Qu'il appartient donc aux Tribunaux, en cas de contestations relatives à ces contrats, d'apprécier, selon les circonstances, les cas où les mineurs sont ou non tenus d'exécuter les engagements qu'ils ont volontairement pris envers les tiers ; — En fait : — Attendu qu'il est constant que le mineur Louis R... a commandé à M..., tailleur, un vêtement complet et un pardessus sur mesure pour le prix total de 150 francs ; — Attendu qu'il résulte des débats qu'en faisant cette acquisition le mineur R... n'a point été lésé ; que ces vêtements lui étaient utiles et nécessaires ; qu'ils ne sont point d'un prix hors de proportion avec ses ressources et la situation sociale de sa mère et tutrice légale chez laquelle il demeure ; — Que, d'autre part, M... a pu croire de bonne foi, ainsi qu'il l'affirme, que le jeune R... était autorisé par celle-ci à faire l'acquisition de ces vêtements ; — Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu de faire droit à la réclamation du demandeur ; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort ; — Condamnons la dame veuve R..., en sa qualité de tutrice légale de Louis R..., son fils mineur, à payer à M... la somme de 150 francs pour les causes susénoncées ; — La condamnons, en outre, aux intérêts de droit et aux dépens ; — Disons que, contre le paiement du montant de cette condamnation en principal, intérêts et frais, M... devra remettre à la dame veuve R... ou à son fils les vêtements qui font

l'objet du litige et dont, jusqu'à ce jour, la défenderesse a refusé de prendre livraison. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence aujourd'hui constante. L'engagement contracté par un mineur n'est pas nul de plein droit ; mais il peut être annulé, si le mineur a été lésé dans ses intérêts. C'est là une question de fait dont l'appréciation appartient au juge du litige. Si le marché n'excède pas les ressources du mineur, ou si le prix de la marchandise livrée est modéré, le juge peut ordonner l'exécution pleine et entière du marché consenti par le mineur, même sans l'assistance de son tuteur. Voir ci-dessus, 1898, p. 303 ; voir Code civil, art. 1305, et Cass., 18 juin 1844.

Justice de paix de Villandraut
(Gironde).

Président : M. DELRIVAL, juge de paix,

15 février 1906.

Demande en paiement de sommes diverses. — Compétence. — Déclinatoire. — Demande reconventionnelle. — Dépens.

La loi du 2 mai 1855 ne déclare pas nulle la citation non précédée du billet d'avertissement en conciliation.

Le domicile est le lieu du principal établissement.

Le changement de domicile s'opère par le seul fait de l'habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y transporter son principal établissement, et ce même à défaut de la déclaration prescrite par l'article 104 du Code civil. La preuve de cette intention peut résulter de toutes circonstances de nature à éclairer le juge.

Le juge de paix incompetent *ratione loci* ne peut connaître du litige, mais il doit statuer sur les dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouf les parties en cause, en leurs explications et conclusions ; — Attendu que, par exploit du 22 janvier dernier de M. Mano, huissier à Roquefort, la veuve de Langlard a fait citer le sieur Légliise à comparaître devant le juge de paix du canton de Villaudrant, à l'audience du 1^{er} février suivant, pour s'entendre condamner au paiement : 1^o de la somme de 200 francs, représentant la valeur de 4 000 kilogrammes de foin qu'il a enlevés et emportés ; 2^o celle de 150 francs, représentant la valeur des toiles à changer au blutoir ; 3^o celle de 125 francs, pour un mois de loyer ; celle de 60 francs, à titre d'indemnité pour l'indue location des pacages ; 5^o celle de 12 francs, pour le recurage des fossés, et, en outre, aux dépens ; — Attendu qu'à notre dite audience publique du 1^{er} de ce mois, le sieur Lartigue, régisseur de M^{me} veuve de Langlard et son mandataire, suivant pouvoir en date à Bordeaux du 26 dudit mois de janvier, enregistré à Bazas le 27 du même mois, f^o 13, n^o 39, a demandé, au nom de sa mandante, l'adjudication des conclusions de son exploit introductif d'instance ; — Attendu que le défendeur, présent en personne, a déposé sur notre bureau un mémoire soulevant deux déclinatoires d'incompétence, tirés : le premier, de ce que la citation n'avait pas été précédée d'un billet d'avis, conformément à la loi du 2 mai 1853, ou

que, tout au moins, ce billet d'avis avait été donné, non point au nom de la veuve de Langlard de Bordeaux, demanderesse au procès, mais bien au nom de M. Lartigue, régisseur à Villaudrant; le deuxième, de ce que le cité n'est pas appelé devant ses juges naturels, puisqu'il est domicilié dans le canton de Roquefort (Landes) et non dans celui de Villaudrant (Gironde); — Que ce mémoire contient aussi des moyens de défense tendant à établir que les contestations relatives aux numéros 1, 2, 4 et 5 de la citation doivent être débattues, non avec le cité, mais avec ses petits-enfants mineurs, seuls héritiers de leur père, pris en la personne de leur tuteur datif; — Qu'il contient, enfin, une demande reconventionnelle en 500 francs de dommages-intérêts à l'encontre de la demanderesse, pour avoir fait arbitrairement séquestrer des charrettes appartenant au cité personnellement et dont elle lui a fait manquer la vente, et pour s'être ainsi permis de saisir-gager, sans droit, des effets mobiliers sur lesquels une autorité de Justice avait seule qualité pour faire main basse; — Que ledit mémoire termine enfin en concluant à la nullité de la citation et à l'admission de la demande reconventionnelle, le tout pour les causes sus-énoncées; — Et ledit Léglise comparant a demandé l'adjudication des dites conclusions; — Attendu qu'il y a tout d'abord lieu d'examiner les déclinatoires d'incompétence soulevés par le défendeur; — Sur le premier déclinatoire, tiré de la nullité de la citation pour défaut de tentative de conciliation: — Attendu que le billet d'avis a été

donné et le permis de citer délivré pour défaut de non-comparution, ainsi que le défendeur le reconnaît du reste, mais qu'il prétend que cet avertissement a été donné au nom de M. Lartigue, régisseur à Villaudrant, et non à celui de la veuve de Langlard, demeurant à Bordeaux, demanderesse; — Mais attendu que Léglise sait très bien que Lartigue n'est autre que le régisseur de la veuve de Langlard, lequel Lartigue, en cette dite qualité, avait plusieurs fois entrepris des tentatives de conciliation; que Léglise n'a, par suite, pu se méprendre sur la qualité de Lartigue; — Que, d'ailleurs, la nullité dont il excipe n'est point prévue par la loi qu'il invoque, et qu'aux termes de l'article 1030 du Code de procédure civile, aucun acte ne peut être déclaré nul, si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi; que l'huissier, dans le cas où la citation est donnée en violation de la loi du 2 mai 1835, peut, s'il y a de sa faute, être condamné à en supporter les frais, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce; — Qu'enfin, le défendeur habitant hors du canton, ce déclinatoire est sans fondement; qu'il doit, dès lors, être repoussé; — Sur le deuxième déclinatoire: nullité de citation, tiré de ce que Léglise, ayant son domicile à Roquefort, aurait dû être cité devant le Tribunal de paix du canton de Roquefort où se trouvent ses juges naturels: — Attendu que Raoul Léglise, fils du cité, locataire ou fermier du moulin du Parquet, à Villaudrant, y étant décédé le 14 octobre 1905, Désir Léglise, défendeur, âgé de soixante-cinq ans, habitant avec lui et l'aidant dans son travail,

ne se sentant pas la force d'exploiter le moulin du Parquet, ne voyant dès lors plus ses intérêts à Villaudrant, après un conseil de famille tenu pour la régularisation des intérêts des mineurs Légliise, ses petits-enfants, orphelins par le décès de leurs père et mère, et après la délibération duquel conseil de famille M. Lapierre, grand-père maternel, a été nommé tuteur, et Désir Légliise subrogé-tuteur, ce dernier est parti de Villaudrant, sans esprit de retour, le 25 novembre dernier, emportant avec lui les meubles et effets mobiliers, ainsi que le constate la lettre-voiture de la gare expéditrice de Villaudrant, et ainsi que cela est de notoriété publique dans cette commune; qu'il est allé habiter chez sa fille et son gendre les époux Durhucq, meuniers à Roquefort où, au moulin du Coussillot, il exerce, dans la mesure de ses forces, comme il le faisait chez son fils au moulin du Parquet, sa profession de meunier; — Attendu que le domicile civil de tout Français est au lieu du principal établissement, ainsi que l'enseigne l'article 102 du Code civil, et qu'aux termes de l'article 103 du même code, le changement de domicile s'opère par le *seul fait* d'une habitation réelle dans un autre lieu, *joint à l'intention* d'y fixer son principal établissement; — Qu'il suit de là qu'à défaut même de la déclaration dont parle l'article 104 dudit code, la preuve de cette intention peut résulter des circonstances témoignant de l'abandon de l'ancien lieu de résidence et de l'adoption d'un nouveau, ajoute l'article 105; — Que ces deux conditions se trouvent ici réunies, en sorte qu'il est vrai de dire que Désir Légliise, parti

de Villaudrant dans les circonstances qui viennent d'être indiquées, y a perdu son ancien domicile depuis le jour de son départ et en a acquis un nouveau à Roquefort depuis le jour de son installation dans cette localité; que la veuve de Langlard l'a si bien compris ainsi, que c'est à Roquefort même, lieu de son nouveau domicile, qu'elle lui a fait notifier la citation; — Que c'est donc à tort que Désir Légliise a été soustrait de ses juges naturels; que ce deuxième déclinatoire doit être retenu; qu'il y a lieu d'y faire droit, mais que la nullité de la citation ne s'ensuit néanmoins pas; — Que, dans ces conditions, le juge de paix n'a pas à se livrer à l'examen des cinq chefs de la demande introductive, pas plus qu'à celui des moyens de défense relatifs à ces mêmes faits; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle: — Attendu que le juge de paix n'a pas à connaître d'une demande reconventionnelle formée devant lui par le cité, lorsqu'il a été incompétemment saisi de la demande principale; qu'il en serait autrement, il est vrai, s'il avait été compétent pour connaître des chefs contenus dans l'exploit introductif, mais qu'il n'a pas à se préoccuper des demandes incidentes formées devant lui par un défendeur qui soulève, comme dans l'espèce, le déclinatoire d'incompétence territoriale; — En ce qui a trait aux dépens: — Attendu qu'il est certain que les dépens doivent toujours être réservés lorsque le juge, compétemment saisi, renvoie la cause et les parties devant les juges compétents; mais que, dans le cas qui nous occupe, les dépens doivent être laissés à la charge du deman-

deur qui, à tort, a soustrait le défendeur de ses juges naturels ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ; — Vidant notre délibéré du 1^{er} de ce mois ; — Déclarons notre incompétence et renvoyons les parties devant les juges qui doivent en connaître ; — Laissons cependant les dépens à la charge de la demanderesse. »

Observations. — Solutions exactes sur tous les points. La question de savoir si la citation est nulle par ce seul motif qu'elle n'a pas été précédée de la tentative de conciliation est résolue, dans le même sens, dans notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 5^e édit., v^o *Avertissement*, n^o 6, où est cité un arrêt de la Cour de cassation du 15 juillet 1903, *ANNALES* 1904, p. 10. La seule sanction de l'obligation de l'avis préalable consiste dans la faculté qu'a le juge de condamner à l'amende l'huissier qui a cité sans permis. Sur la dernière question, il est certain que lorsque le juge saisi se déclare incompétent, le demandeur doit être condamné aux dépens. En effet, ce demandeur succombe dans son action, puisqu'il résulte du jugement qu'il a eu tort de citer devant un juge à qui il n'appartenait pas de statuer sur le litige.

Justice de paix du canton-Ouest de Douai
(Nord).

Président : M. SANLIN, juge de paix.

4 novembre 1905.

Accident du travail. — Indemnité temporaire. — Incapacité permanente. — Compétence du juge de paix.

Alors même que la victime d'un accident de travail est reconnue atteinte d'une incapacité permanente, le juge de paix reste compétent pour statuer sur l'indemnité temporaire jusqu'à la décision définitive du tribunal civil sur le caractère temporaire ou permanent de l'incapacité.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le 17 avril 1905, le sieur Mazure, charretier au service du sieur Petit, minotier, a été blessé dans son travail ; cet accident ayant occasionné une incapacité permanente partielle de travail, a donné lieu à une enquête à laquelle il a été procédé par le juge de paix du canton ouest de Douai.

Le 26 octobre 1905, le sieur Mazure a fait citer le sieur Petit devant ce magistrat aux fins de condamnation au paiement du complément des demi-salaires échus au jour de la citation.

Le défendeur conclut :

« Il plaira à M. le juge de paix ; — Attendu qu'il résulte du rapport médical dressé par le docteur Pollet, que Mazure est atteint d'une incapacité permanente de travail ; — Qu'aux termes de l'article 15, § 3, de la loi du 31 mars 1905, le juge de paix doit se déclarer incompétent « dans ce cas » ; — Par ces motifs, se déclarer incompétent, etc. »

Le 4 novembre 1905 est intervenu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en droit, que, d'après l'interprétation qu'entend donner le défendeur à la nouvelle rédaction de l'article 15 de la loi sur les accidents, le juge de paix cesserait d'être compétent pour statuer sur la demande

en paiement d'indemnité journalière du moment qu'il existe une incapacité permanente de travail ou qu'elle est alléguée par la victime; — Mais attendu que telle n'a pas été la pensée du législateur; qu'il résulte en effet du texte même et de la discussion dans les deux chambres de la loi du 31 mars 1905, qu'il n'a pas été touché à la compétence des Tribunaux de paix en cette matière, telle qu'elle a été établie par la loi du 9 avril 1898; que la loi de 1905 a seulement, en cas d'incapacité permanente, entendu réserver au Tribunal de première instance le soin de déterminer la date de la consolidation de la blessure, comme point de départ de la rente à servir à l'ouvrier blessé; — Attendu que le texte du deuxième alinéa et la finale du troisième alinéa, combinés avec le quatrième alinéa de l'article 15 de la loi précitée du 31 mars 1905 ne permettent aucun doute à cet égard; — Attendu d'ailleurs que cette interprétation est conforme aux circulaires de M. le ministre du commerce, en date du 3 mai 1903, et de M. le garde des sceaux, en date du 29 août 1905; — Attendu, en fait, que le demandeur a été blessé dans son travail le 17 avril dernier; que cet accident a donné lieu à une enquête et à un rapport médical, le tout régulièrement transmis; que l'instance aux fins de pension est actuellement pendante devant le Tribunal civil et que M. le président n'a pas fait usage des pouvoirs que lui confère le nouvel article 16; — Attendu que les conclusions rectifiées de la demande tendent au paiement du complément, au 28 septembre 1903, date qui, d'après l'avis du docteur Pollet, pa-

rait être celle de la consolidation de la blessure, des sommes versées au demandeur, à compte sur ses demi-salaires, lesquels sont dus, aux termes de la loi, jusqu'à la décision définitive, sauf rapport, s'il y a lieu qu'il ne convient pas, dès lors, de s'arrêter au déclinatoire proposé; — Par ces motifs, donnant acte au demandeur de ce qu'il a rectifié et restreint ses conclusions originales, nous déclarons compétent; — Ordonnons qu'il sera plaidé au fond à notre audience du 18 novembre présent mois et condamnons le défendeur aux frais du présent jugement. »

Observations. — Sur appel interjeté, le Tribunal de Douai a, le 9 janvier 1906, rendu le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que la loi du 31 mars 1905 n'a pas modifié la compétence du juge de paix en matière d'indemnité journalière, dans le cas où il existe une incapacité permanente; que les travaux préparatoires et la discussion de la loi du 31 mars 1905 ne laissent place à cet égard à aucune espèce de doute ni d'équivoque; — Attendu, en effet, que les termes des rapports de M. le sénateur Chovet et de M. le député Mirman, rapporteurs de la loi au Sénat et à la Chambre, démontrent péremptoirement que le juge de paix doit, dans le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 13 de ladite loi, se déclarer incompétent, non sur les demi-salaires, mais seulement sur le point de savoir s'il y a ou non-incapacité permanente; — Attendu, en conséquence, que le juge de paix ne doit s'abstenir de

juger qu'en ce qui concerne la partie de la contestation qui porte sur le caractère temporaire ou permanent de l'incapacité, mais qu'il doit statuer sur la demande en paiement de l'indemnité journalière; — Adoptant au surplus les motifs du premier juge; — Dit bien jugé, mal appelé; — Confirme le jugement dont est appel, etc. »

La jurisprudence se prononce de plus en plus en ce sens. Voir notamment notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 3^e édit., v^o *Accidents du travail*, n^o 226.

Tribunal de simple police de Luçon
(Vendée).

Président : M. MAGNANT, juge de paix.

17 juin 1904.

Arrêté municipal. — Marchand ambulant. — Force obligatoire. — Contravention. — Amende.

Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui n'a été ni modifié ni rapporté par l'administration supérieure, et qui oblige les marchands ambulants, avant d'exercer leur commerce dans une commune, à se pourvoir d'une permission du maire de cette commune.

Le fait par un marchand ambulant de circuler et quelquefois de séjourner dans les rues de la commune sans être porteur de cette permission, constitue une contravention à l'article 471, n^o 15, du Code pénal.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Statuant en dernier ressort; — Ouï le ministère public en ses conclusions et résumé;

— Ouï l'avocat du prévenu en ses moyens de défense et conclusions;
— Attendu, en fait, que le sieur Bouche est poursuivi pour contravention à un arrêté municipal du maire de Luçon, en date du 22 février 1903, approuvé par M. le préfet de la Vendée le 27 février même mois; ledit arrêté portant réglementation des marchands forains dans les rues de la ville de Luçon; que ces derniers n'empruntent pas seulement les rues pour le transport ou la distribution à domicile d'objets déjà vendus ou demandés par des clients, et qu'ils se servent de la voie publique, non pas simplement pour la circulation, mais bien pour y exercer leur commerce, faisant étalage, sollicitant les habitants et par cela même s'arrêtant très fréquemment, stationnant souvent très longtemps à la même place et provoquant parfois des encombrements; — Attendu que, dans son article 1^{er}, ledit arrêté porte que tout marchand qui voudra exercer son commerce sur la voie publique avec un étalage soit fixe, soit ambulant, sera tenu de se munir d'une permission du maire ou du commissaire de police et de se conformer au préalable aux conditions locales qui réglementent le stationnement dans les rues de la ville; — Attendu que Bouche, sans vouloir reconnaître l'existence dudit arrêté, convient qu'il a, le 8 avril dernier, stationné un court instant, en quête d'acheteurs, avec sa voiture contenant des marchandises, sur le terrain communal de Luçon, appelé place du Petit-Booth; — Que ce faisant, il prétend n'avoir commis aucune infraction à un arrêté pris, dit-il, illégalement, visant une seule

branche de commerçants, lesquels payent fort cher une patente pour avoir la libre circulation dans toute la France, sans être astreints à une demande spéciale du maire ou du commissaire de police de Luçon, lorsqu'ils viennent exercer leur commerce dans cette ville; — Attendu, au fond, que l'arrêté du maire de Luçon constitue une simple mesure d'ordre; — Attendu, en droit, que ledit arrêté du maire de la ville de Luçon, approuvé par le préfet de la Vendée et publié, a été pris en vertu des articles 94 et suivants de la loi du 5 avril 1884 et a acquis le caractère légal exigé par l'article 471 du Code pénal; — Attendu que l'arrêté qui n'a été ni rapporté ni modifié, doit être appliqué ainsi qu'il résulte d'un arrêt de la Cour de cassation daté du 8 octobre 1882; — Attendu qu'il suit de cette jurisprudence que les Tribunaux de police doivent, sans interpréter l'esprit ni l'étendue des arrêtés et règlements municipaux, se borner à en faire l'applica-

tion pure et simple lorsque ces arrêtés n'ont été ni rapportés ni modifiés par l'autorité compétente; — Attendu que celui dont il est cas n'a été ni rapporté ni modifié par l'autorité compétente et doit en conséquence recevoir son exécution; — Par ces motifs, faisant application de l'article 471, § 15, du Code pénal ainsi conçu : « Seront punis d'une « amende, etc. »; — Condamne Bouché à 1 franc d'amende et aux dépens; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps en ce qui concerne l'amende et le paiement des frais envers l'Etat. »

Observations.— Il appartient aux maires de réglementer les professions dont le commerce ou l'industrie s'exerce sur la voie publique, notamment celle de marchand forain ou ambulancier. Cass., 22 août 1874, 19 novembre 1875, ANNALES 1876, p. 166. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Pouvoir administratif et municipal*.

Justice de paix du canton Sud-Ouest
de Saint-Étienne (Loire).

Président : M. GAGNEAU, juge de paix.

13 avril 1906.

*Assurance. — Tacite reconduction. —
Contrat nouveau. — Compétence du
juge de paix.*

La tacite reconduction en matière d'assurances terrestres forme un contrat nouveau, tout au moins quant à la durée, et les contrats qui se trouvent continués ou renouvelés pour une nouvelle durée, en vertu de leurs clauses particulières, ne sauraient être considérés comme étant en cours que pour la période de durée ferme et non pour une durée éventuelle et future; en conséquence, lorsque la tacite reconduction est postérieure à la loi du 2 janvier 1902, le juge compétent est celui du domicile de l'assuré, dans la demande formée contre lui.

Ainsi décidé, dans les circonstances que voici :

La Compagnie d'assurances *le Nord* a fait citer en paiement de primes, devant la justice de paix du canton Sud-Ouest de Saint-Étienne, M. Tissot, domicilié dans le canton de Saint-Rambert; celui-ci a opposé l'exception d'incompétence.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que sur la demande en paiement de primes, formée par la Compagnie d'assurances contre l'incendie *le Nord* contre Tissot, ce dernier a opposé l'exception d'incompétence, fondée sur le motif qu'il n'est pas domicilié dans ce canton; — Attendu que Tissot était assuré à la Compagnie demanderesse contre les risques de l'incendie, pour une

durée de dix années, à partir du 25 mars 1895 et qui a expiré le 23 mars 1905; — Attendu, en outre, que la Compagnie *le Nord* reconnaît et prétend que Tissot lui a commandé un avenant modifiant ladite police et ayant dû avoir son effet le 10 août dernier; — Attendu qu'aux termes de la loi du 2 janvier 1902, le débiteur d'une prime d'assurance doit être poursuivi devant le juge de paix de son domicile, sauf l'effet des stipulations qui étaient en cours avant la promulgation de la loi; que c'est à tort que la Compagnie *le Nord* prétend qu'elle poursuit Tissot en vertu d'une police antérieure à la loi de 1902; attendu que la durée de l'assurance contractée par Tissot par la police du 25 mars 1895, a pris fin le 23 mars 1905; que la tacite reconduction dont se prévaut la Compagnie *le Nord* a bien pu renouveler cette assurance pour une autre période de dix années, mais que cette tacite reconduction n'a pu empêcher la loi sus-visée de produire son effet; — Que, si l'on recherche quelle a été l'intention du législateur, il ne saurait y avoir le moindre doute à cet égard; qu'il est évident qu'il a voulu mettre un terme à l'un des abus des compagnies d'assurances, en rendant les assurés à leurs juges naturels, aussitôt après l'expiration de l'assurance en cours; qu'en effet, lors des travaux préparatoires de la loi du 2 janvier 1902, il a été formellement reconnu dans la discussion au sein de la commission sénatoriale, que la tacite reconduction formait un contrat nouveau, tout au moins quant à sa durée, et que les contrats qui se trouveraient continués ou renouvelés pour une nou-

velle durée, en vertu d'une de leurs clauses particulières, ne seraient considérés comme étant en cours que pour la période de durée ferme et non pour une durée éventuelle et future (rapport de M. Legrand au Sénat, n° 396, p. 4, annexe à la séance du 28 octobre 1901); que l'opinion du rapporteur doit être considérée, sur ce point, comme la véritable intention du législateur, le projet de loi ayant été adopté sans discussion au Sénat, puis à la Chambre des Députés; — Que si la prétention de la Compagnie *le Nord* était admise, les assurés pourraient être indéfiniment privés de se défendre devant le juge de leur domicile, ce qui serait absolument contraire à l'esprit et à la lettre de la loi; que, d'ailleurs, la police a été modifiée par l'avenant du 10 août 1905 dont se prévaut la Compagnie; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, sans nous arrêter à la question du fond, nous déclarons incompetent, condamnons la Compagnie *le Nord* aux dépens. »

Observations. — Cette solution nous paraît exacte. En tout cas, elle est bien motivée, et telle paraît avoir été en effet l'intention du législateur de 1902.

Justice de paix du canton de Montfort-sur-Risle (Eure).

Président : M. FERREY, juge de paix.

12 septembre 1905.

Billets à ordre. — *Obligation civile.* — *Frais de protêt.* — *Demande reconventionnelle.* — *Compétence du juge de paix en dernier ressort.*

Le juge de paix apprécie le caractère civil ou commercial des billets à ordre dont le paiement est réclamé devant lui, et par suite peut se déclarer compétent pour connaître de la demande s'il estime que l'obligation est purement civile.

Lorsque le défendeur se porte reconventionnellement demandeur en paiement d'une somme supérieure à 300 francs, le juge de paix, alors que la demande principale est inférieure à ce chiffre, statue en dernier ressort, si la demande reconventionnelle est fondée exclusivement sur la demande principale.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par sa citation introductive d'instance, Laroudé, employé de banque, réclame à Malapert, pharmacien : 1° une somme de 246 fr. pour le montant en principal de trois mandats de 82 francs chacun, souscrits à son ordre et acceptés par ledit Malapert; 2° celle de 6 fr. 58 pour frais de protêt d'un de ces trois mandats, soit, au total, 252 fr. 58; — Attendu que, par ses conclusions, Malapert reconnaît avoir signé quatre valeurs de 81 fr. 25 chacune à l'ordre de Laroudé, formant un total de 325 francs, alors qu'il soutient qu'en réalité il ne redoît plus à ce dernier que 273 francs; qu'il se plaint, en outre, que ledit Laroudé devait lui envoyer un mandat de 37 francs qu'il n'a jamais reçu, et que de ce non-envoi il en est résulté pour lui un protêt qui lui aurait causé un grave préjudice; qu'enfin ledit Malapert ne reconnaît redevoir aujourd'hui audit Laroudé que 191 f. 75, et qu'en outre il se porte reconventionnellement demandeur en 350 fr. de dommages-intérêts envers ledit Laroudé; — Attendu que lorsqu'un

commerçant est poursuivi pour des obligations contractées et reconnues par lui, le juge doit rechercher si les obligations ont été contractées ou non dans l'intérêt du commerce ; — Attendu que si Laroudé, qui s'intitule employé de banque, n'est pas à proprement parler commerçant, il s'est cependant livré envers Malapert, qui est pharmacien, à des actes qui pourraient être déclarés commerciaux, vu que les trois mandats dont il réclame le paiement sont à son ordre, et que l'un d'eux a même été protesté à son échéance faute de paiement ; qu'il convient cependant de retenir que les mandats n'ont pas été versés dans le commerce ni négociés en banque ; — Attendu, au surplus, que la question de savoir si des actes accomplis par des commerçants constituent réellement des affaires commerciales est une question de fait abandonnée à l'appréciation du juge (art. 632 et 633 du Code de commerce) ; — Attendu que, d'après les circonstances de la cause, il apparaît que les obligations souscrites par Malapert ne peuvent être déclarées que civiles ; qu'effectivement, sur la demande que nous lui avons faite, ledit Malapert a formellement déclaré que les mandats qu'il a souscrits à Laroudé ne lui ont pas servi pour son commerce de pharmacien, mais pour son usage personnel ; — Attendu qu'il importe peu que Malapert ait signé quatre mandats à Laroudé, puisque celui-ci ne lui en réclame que trois ; — Attendu que les trois mandats sont réguliers, puisque Malapert reconnaît lui-même sa signature ; qu'il doit donc le montant de ces mandats qui sont échus depuis longtemps ; — Attendu qu'un

de ces mandats réclamés a été protesté le 2 mars 1905, faute de paiement, et non à fin janvier comme le déclare Malapert dans ses conclusions ; que cet acte étant aussi régulier doit rester à la charge du défendeur ; — Attendu, en ce qui concerne la réclamation des 37 francs formée par Malapert, que Laroudé déclare qu'en effet le mandat devait servir pour parfaire et faciliter le remboursement du premier effet souscrit, mais que ce mandat s'étant trouvé égaré, lui ayant été remboursé par la poste, il consent à retrancher cette somme de celle principale lors du règlement de comptes qu'il réclame par sa citation introductive d'instance ; — Sur la demande reconventionnelle formée par Malapert : — Attendu que cette demande exorbitante n'est nullement justifiée, que le Tribunal, en présence de titres aussi réguliers que ceux produits par le demandeur et non contestés par le défendeur, ne saurait s'arrêter aux comptes fantaisistes que Malapert n'a pu établir, et qui ne concordent même pas avec les valeurs souscrites par lui ; — Attendu d'ailleurs qu'une pareille demande, formée exclusivement sur celle principale, ne semble avoir été faite par Malapert, en excédent de celle-ci, que pour se ménager un appel qui n'est même plus recevable d'après la loi du 12 juillet 1905 ; qu'il y a donc lieu de le débouter de cette demande non justifiée et de le condamner au paiement des sommes réclamées ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement en dernier ressort ; — Accordons acte à Malapert de ce que Laroudé réduit sa demande de 37 francs ; — Condamnons ledit Ma-

lapert à payer à Laroudé : 1° la somme de 209 francs, déduction faite de celle de 37 francs pour solde de trois mandats échus et acceptés par ledit Malapert; 2° celle de 6 fr. 58, pour frais de protêt de l'un des mandats souscrits; — Déboutons Malapert de sa demande reconventionnelle non justifiée, et le condamnons, en outre, aux intérêts de droit et aux dépens. »

Observations. — Sur la première solution : il est souvent difficile de déterminer si un billet à ordre souscrit par l'une des parties a le caractère d'un acte de commerce. Toutefois, c'est une question que le juge saisi a pouvoir d'apprécier et de résoudre, et notamment le juge de paix devra retenir l'affaire et statuer toutes les fois que la cause de l'obligation n'a pas le caractère commercial. Sur la deuxième question : le jugement ci-dessus rapporté fait une exacte application de l'article 10 de la loi récente du 12 juillet 1905. — En ce qui concerne les frais de protêt, question douteuse. Quand il s'agit de créances rentrant dans la compétence du juge de paix, le bénéficiaire du billet peut éviter ces frais, en appelant le débiteur en conciliation devant ce magistrat.

Tribunal de simple police de Rosières
(Somme).

Président : M. GAUTHIER, juge de paix.

17 avril 1906.

Bruits et tapage. — Contravention. — Mineur âgé de moins de dix-huit ans. — Excuse. — Acquiescement du pré-

venu. — Père civilement responsable des frais.

Lorsque le prévenu de la contravention de tapage est âgé de moins de dix-huit ans, le juge de police peut décider qu'il a agi sans discernement, le déclarer excusable et le renvoyer des fins de la poursuite, sans amende ni dépens.

Mais le père du mineur doit être déclaré civilement responsable et être condamné aux frais.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé par Avoine et Cabourdin, gendarmes à Rosières, le 3 mars dernier, visé pour timbre et enregistré, duquel il résulte que ce soir-là le prévenu, sortant de la répétition, a fait du tapage troublant la tranquillité et le repos des habitants en jouant vers 11 heures du soir, dans un bugle, dans la rue de Méhari-court, à Rosières.

Cette lecture terminée, le prévenu, tout en reconnaissant l'exactitude des faits contenus au procès-verbal, a prétendu avoir été poussé à jouer de la musique dans les rues par ses camarades plus âgés que lui. Son père, en raison de son jeune âge, a sollicité l'indulgence du Tribunal.

Quant au ministère public, après avoir exposé l'affaire et soutenu la contravention, il a requis l'application des articles 479, n° 8, du Code pénal, et 162 du Code d'instruction criminelle, ajoutant que, n'ayant aucun moyen de prouver que le prévenu, âgé de moins de 18 ans, avait agi avec discernement, il ne s'opposait pas à l'admission de circonstances très atténuantes en sa faveur.

Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle; — Vu le procès-verbal susénoncé; — Vu la loi du 11 avril 1906, l'article 66 du Code pénal tel qu'il est modifié par cette loi, et l'article 162 du Code d'instruction criminelle; — Ouf le ministère public en ses résumés et conclusions; — Le prévenu en ses aveux et moyens de défense, et son père civilement responsable en ses explications; — Attendu que le prévenu reconnaît avoir, le jour susindiqué, à 11 heures du soir, troublé le repos des habitants en jouant du bugle dans la rue de Méharicourt, à Rosières, contravention prévue et punie par l'article 479, n° 8, du Code pénal; — Attendu que le prévenu étant âgé de moins de dix-huit ans, le Tribunal a le droit et même le devoir, avant toute condamnation, de rechercher s'il a agi avec ou sans discernement, et, dans ce dernier cas, s'il peut bénéficier de l'article 66 du Code pénal; — Attendu que cet article établissant une présomption d'innocence en faveur des prévenus au-dessous de dix-huit ans, est applicable aux contraventions de police; — Attendu que c'est au ministère public à prouver que le jeune Lecornet a agi avec discernement; — Attendu que le ministère public déclare ne pouvoir faire cette preuve; — Que, dès lors, en tenant compte des circonstances toutes particulières de la cause, du jeune âge, des bons antécédents et de l'ignorance présumée du prévenu qui n'a jamais été condamné, il y a lieu de l'acquitter; — Mais attendu que d'après

une jurisprudence constante de la Cour suprême, les personnes civilement responsables doivent être condamnées aux frais dont parle l'article 162 du Code d'instruction criminelle toutes les fois qu'un prévenu mineur convaincu de contravention est acquitté comme ayant agi sans discernement; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en dernier ressort et faisant application des articles de loi susvisés dont lecture a été donnée à l'audience (art. 66 modifié par la loi du 11 avril 1906) : « Lorsque l'accusé aura moins de dix-huit ans, « s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté » ; — Déclare le prévenu, âgé de moins de dix-huit ans, excusable de la contravention qui lui est reprochée; en conséquence, l'acquitte et le renvoie sans amende ni prison; — Condamne seulement son père civilement responsable aux frais et dépens liquidés à la somme de 6 fr. 08. »

Observations. — Ce jugement est intéressant en ce que le juge saisi a eu l'occasion d'appliquer une loi toute récente, en date du 11 avril 1906, promulguée à l'*Officiel* le 14 du même mois, c'est-à-dire trois jours seulement avant la date de la sentence. Ce jugement est d'ailleurs parfaitement exact : le juge de police a pu, à bon droit, acquitter le prévenu âgé de moins de dix-huit ans. Sur cette première question, il a été jugé plusieurs fois que l'article 66 du Code pénal est applicable en simple police. Cass., 10 juin 1842, 13 avril 1844, 24 mai et 22 juin 1855, etc. Il y a mêmes raisons d'appliquer en simple police l'article 66 modifié par la nouvelle loi. Nous la

publierons prochainement dans les **ANNALES**. Sur la seconde question, des arrêts anciens ont statué dans le même sens. Pourtant nous devons rappeler un arrêt plus récent qui décide que doit être cassé le jugement de simple police qui, relaxant le prévenu par le motif qu'il est âgé de moins de seize ans, et qu'il a commis sans discernement le fait dont il était inculqué, ne le condamne pas aux frais de l'instance, ainsi que son père civilement responsable. Cass., 22 novembre 1888, **ANNALES** 1889, p. 355. D'après cet arrêt, le mineur, auteur du fait, devrait être condamné aux frais en même temps que son père.

Justice de paix du canton d'Aspet
(Haute-Garonne).

Président : M. ROTGÉ, juge de paix.

5 octobre 1904.

Coupe de bois. — Vente. — Abus. — Demande en payement d'indemnité. — Demande reconventionnelle. — Disjonction. — Jugement sur la demande principale. — Appel.

Le juge de paix saisi d'une demande principale qui rentre dans sa compétence, et d'une demande reconventionnelle qui échappe à cette compétence, peut disjoindre, renvoyer le défendeur à se pourvoir devant qui de droit sur sa demande reconventionnelle et statuer sur la demande principale.

Le vendeur d'une coupe de bois, qui a retiré, au détriment de l'acheteur, une ou deux charretées de fagots sur le sol de la coupe peut être tenu d'indemnité envers ce dernier.

Toutefois, si l'enlèvement des fagots n'est prouvé que par l'aveu du défendeur, et si celui-ci prétend qu'il s'était réservé

ces fagots comme condition de la vente, cet aveu est indivisible et l'indemnité n'est pas due. (Jugement du Tribunal d'appel.)

Ainsi décidé, par les jugements suivants :

Le 5 octobre 1904, jugement du juge de paix d'Aspet :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que par exploit de Ruau, huissier, du 16 septembre dernier, Escudé réclame à Deucausse la somme de 200 francs, comme valeur de branchages, tiges que ce dernier se serait appropriés dans une coupe de bois consentie au premier ; — Attendu que Deucausse prétend n'avoir jamais vendu à Escudé ladite coupe de bois, demande à faire la preuve de ce qu'il avance et reconventionnellement réclame à Escudé la somme de 2000 francs, pour le préjudice à lui causé par l'exploitation défectueuse de la coupe ; — Statuant sur la demande reconventionnelle : — Attendu, en droit, que si, dans une instance compétemment introduite devant le juge de paix, il est formé reconventionnellement une demande excédant cette compétence, la loi ne pouvant ni autoriser le juge à statuer sur cette demande qui sort des limites de ses attributions, ni prescrire le renvoi forcé de toutes les demandes réunies devant le Tribunal civil, car alors le choix de la juridiction eût été laissé à l'entière discrétion du défendeur, a permis au juge de paix de prononcer à son gré, suivant les circonstances, la disjonction de la demande principale dont il est compétemment saisi d'avec la demande reconventionnelle dont il ne peut

connaître : — Attendu que, dans la cause, cette demande reconventionnelle ne paraît pas sincère ; qu'elle a pour but de gagner du temps, de fatiguer le demandeur par des frais ; — Par ces motifs, ordonnons la disjonction des causes et ne retenons le jugement que de l'action principale ; — Sur la demande principale : — Attendu qu'il résulte de la déposition de Lefèvre, seul témoin produit par Deucausse, défendeur, que si ce dernier a d'abord fait vente du bois de sa châtaigneraie de Juzet au premier, rien n'empêche qu'il a pu la vendre de nouveau à d'autres personnes, entre autres à Escudé, ainsi que cela résulte surabondamment de deux reçus portant la signature de Deucausse qui reconnaît avoir reçu en avril 1903, de la main d'Escudé, pour une coupe de bois qu'il lui avait vendue, une première fois la somme de 100 francs et une deuxième celle de 350 francs ; — Attendu que le système de défense de Deucausse consistant à dire qu'il n'avait traité avec Escudé que pour le compte de Lefèvre n'offre aucun caractère sérieux, vu les termes précis employés par lui dans les deux reçus susmentionnés ; — Qu'on ne voit pas à quel moment cette vente de Deucausse à Lefèvre a été consentie et le prix convenu ; en effet, une première fois Lefèvre se rend chez Deucausse qu'il ne trouve pas à la maison ; quelques jours après, le même reproche à Deucausse d'avoir vendu à d'autres qu'à lui et d'avoir accepté le prix de vente ; qu'on n'a pas entendu dire à Lefèvre que la vente a été faite tel jour et moyennant tel prix ; — Que peut-être y a-t-il eu promesse de vente, mais

non une vente effective ; — Que si quelqu'un a à se plaindre des agissements d'Escudé, c'est Lefèvre qui, au dire de Deucausse, aurait été trompé par son mandataire infidèle ; — Que Deucausse est mal venu à parler de l'insolvabilité notoire d'Escudé, puisqu'il a accepté de la main de ce dernier la somme de 450 francs, ce qui prouve qu'il peut encore faire honneur à ses affaires ; — Attendu que Deucausse ne rapporte pas la preuve qu'il s'est réservé le branchage enlevé par lui ; — Qu'aucun usage local, ainsi que le prétend Deucausse, ne fait mention de ce droit au même bois réservé au propriétaire vendeur ; — Que la demande formulée par Escudé de la somme de 200 francs, demande qui au premier abord paraît exorbitante (200 francs de branchage pour une coupe dont le prix de vente a été de 450 francs), s'explique par ce fait que Deucausse s'est approprié, avec le menu bois, des tiges d'une réelle valeur qu'Escudé n'avait eu le temps d'enlever ; — Que d'ailleurs Deucausse ne conteste pas ce point, non plus que le quantum de la demande ; — Par ces motifs, statuant par jugement public, contradictoire et en premier ressort ; — Condamnons Deucausse à payer à Escudé la somme de 200 francs pour les causes dont s'agit ; — Le condamnons, en outre, aux dépens. »

Observations. — Sur appel interjeté par Deucausse :

« LE TRIBUNAL CIVIL : — Attendu que l'action principale porte sur une somme de 200 francs réclamée à Deucausse pour enlève-

ment de bois d'une coupe appartenant à Escudé, par suite d'une vente faite à ce dernier par Deucausse ; — Attendu que cette vente est, il est vrai, déniée par ledit Deucausse, qui prétend avoir vendu non à Escudé, mais à un tiers, et qui réclame reconventionnellement une somme de 1000 francs pour l'exploitation anormale et des plus nuisibles qui a été effectuée pour la coupe et l'enlèvement du bois ; — Attendu que Deucausse n'a soulevé ainsi devant le premier juge aucune exception d'incompétence, et que le juge s'est borné à retenir la demande principale en écartant et réservant la demande reconventionnelle qui débordait sa compétence ; — Attendu qu'aucune critique sérieuse ne peut être faite concernant cette décision ; — Attendu qu'il n'y a donc lieu qu'à statuer sur la demande principale de 200 francs de dommages, avancée par le premier juge ; — Attendu qu'Escudé produit deux reçus à lui délivrés par Deucausse portant que ce dernier a réellement touché dudit Escudé la somme de 450 francs pour achat de la coupe d'une châtaigneraie, et qu'il n'est nullement démontré qu'Escudé agissait alors comme mandataire d'un tiers ; — Qu'on doit le considérer comme acquéreur et propriétaire de la coupe ; — Attendu qu'Escudé prétend que Deucausse a enlevé de cette coupe lui appartenant des branchages et des tiges d'arbre, et réclame pour cet enlèvement une somme de 200 fr. ; — Attendu qu'aucune preuve de cet enlèvement n'a été faite ni tentée par Escudé ; — Qu'on ne peut faire état de l'aveu indivisible de Deucausse, qui reconnaît avoir pris

dans la coupe deux chars de branchages sans valeur, mais qui lui appartenaient comme ayant été réservés par la convention ; — Attendu, en un mot, qu'aucune justification n'est faite ni sur l'enlèvement, ni sur l'étendue des dommages pouvant en résulter, et qu'à défaut de ces justifications la relaxe de Deucausse s'impose et que, par suite, la condamnation non motivée portée dans le jugement du 5 octobre 1904 doit être rapportée ; — Attendu que le Tribunal doit réserver les droits de Deucausse touchant la demande reconventionnelle incompétemment introduite ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, le Tribunal, ouï le ministère public, jugeant publiquement et en dernier ressort ; — Reçoit en la forme l'appel interjeté par Deucausse ; — Au fond : — CASSE et ANNULE le jugement de M. le juge de paix des 21, 28 septembre et 5 octobre 1904 ; — Relaxe, en conséquence, le sieur Deucausse de toutes conclusions par lui prises, et condamne Escudé en tous les dépens de première instance et d'appel. »

Le jugement de M. Rotgé semble parfaitement fondé, s'il est établi que le vendeur de la coupe a retiré à son profit même une faible proportion de la coupe de bois dont il avait reçu le prix. Mais une circonstance certainement importante au débat paraît avoir échappé à l'attention du premier juge, c'est que le grief formulé contre le vendeur n'était établi que par l'aveu de ce dernier. Or, en reconnaissant avoir

enlevé quelque peu du bois de la coupe, il affirmait qu'il s'était, lors de la vente, formellement réservé ce droit de prélèvement. Son aveu était indivisible, et par suite les juges d'appel, qui devaient l'accepter dans son entier, étaient nécessairement conduits à rejeter la demande comme non établie.

**Justice de paix du canton d'Huriel
(Allier).**

*Président : M. BERGERON, juge de paix,
capacitaire en droit.*

10 octobre 1905.

*Demande en compte de métayage. —
Exception de chose jugée. — Identité
de parties. — Identité d'objet.*

N'est pas recevable une demande en compte de métayage intentée par une partie contre un même défendeur, lorsque sur la même demande est antérieurement intervenu un premier jugement passé en force de chose jugée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par citation de Coubret, huissier à Huriel, en date du 16 septembre 1905, enregistré le 18 septembre 1905 ; Julien Bourzeaud, cultivateur, demeurant à Sidiailles (Cher), a appelé à comparaître François Touraton, propriétaire, demeurant à Courçais, le mardi 19 septembre 1905, à l'audience et par devant M. le juge de paix d'Huriel. Pour : — Attendu que le requérant est entré comme métayer dans le domaine du bourg de Courçais, dont Touraton était fermier, le 11 novembre 1890 et en est sorti le 11 no-

vembre 1904 ; — Attendu que le compte de métayage n'a pas été réglé d'une manière utile entre les parties ; — Qu'il importe de procéder à ce règlement ; — Attendu qu'aux termes de l'article 11 de la loi du 18 juillet 1889, ce règlement doit être fait sous la juridiction du juge de paix ; — Par ces motifs, voir procéder au règlement du compte de métayage entre les parties ; — Voir ordonner telles mesures qui paraîtront utiles pour procéder à ce règlement. A laquelle demande il a été répondu par Touraton, comparant et plaidant en la personne de M^e Xavier Raymond, son avoué, qu'il proteste énergiquement contre la demande de Bourzeaud, laquelle est abusive comme ayant déjà reçu une solution de la justice ; — Attendu, en effet, que, suivant exploit du 1^{er} décembre 1904, Bourzeaud a cité en conciliation devant M. le juge de paix d'Huriel, le concluant en paiement d'une somme de 809 fr. 50, suivant règlement de compte et expertise (comme métayer du concluant) ; — Attendu que, suivant exploit du 16 décembre 1904, Bourzeaud a ajourné le concluant devant le Tribunal civil de Montluçon, en paiement de la somme ci-dessus pour compte de métayage dressé entre les parties ; — Attendu que, par jugement du 9 mars 1905, le Tribunal civil de Montluçon, statuant sur l'action de Bourzeaud résultant des deux exploits ci-dessus, a déclaré la demande de ce dernier mal fondée, l'en a débouté et l'a condamné aux dépens ; — Attendu que Bourzeaud a exécuté ce jugement en en payant les frais, le 14 avril 1905, que, par suite, cette décision est aujourd'hui

définitive, qu'il y a chose jugée (art. 1351 du Code civil); — Par ces motifs, dire que la demande de Bourzeaud a déjà reçu une solution de la justice; — Dire en conséquence qu'il y a chose jugée par application de la maxime *Non bis in idem*, débouter Bourzeaud de sa demande et le condamner aux dépens; — Reconvencionnellement condamner Bourzeaud à payer à Touraton la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts pour préjudice causé; — M^e Charles Jeannin, avoué, comparant et plaidant pour Bourzeaud, a répondu qu'il avait fait assigner Touraton devant M. le juge de paix d'Huriel pour « voir procéder au règlement du compte de métayage entre les parties, voir ordonner telles mesures qui paraissent utiles pour procéder à ce règlement »; — Attendu que Touraton résiste à cette demande en soutenant que l'action de Bourzeaud est éteinte parce que le jugement du 9 mars 1905 constitue chose jugée; — Attendu tout d'abord que l'examen de la procédure suivie devant le Tribunal civil de Montluçon démontre surabondamment qu'il n'a jamais été question, devant cette juridiction, de faire régler un compte de métayage, que les parties ont bien prétendu, l'une et l'autre, qu'un compte avait été réglé, mais qu'elles n'ont pu se mettre d'accord sur le chiffre du règlement et que, par suite, leur reconnaissance n'a pu avoir aucune conséquence utile; — Que, d'ailleurs, le Tribunal a bien délimité l'importance de son jugement, en ce qui concerne les droits des parties, puisqu'il a eu soin de dire que Bourzeaud n'apportait, quant à présent, aucune justi-

fication à l'appui de sa demande, lui laissant ainsi la faculté de se procurer là une preuve qui lui manquait; — En droit : attendu que la chose jugée est le point de contestation entre une ou plusieurs personnes sur lequel il a été statué par un jugement en dernier ressort, contre lequel il ne reste aucun moyen ordinaire de se pourvoir; — Attendu que l'autorité de la chose jugée est l'autorité même de la justice, et le respect qui lui est dû, respect même que l'on doit aux actes de la souveraineté et aux lois de son pays; — Attendu que la chose jugée puise son autorité dans le contrat judiciaire par lequel les parties soumettent leur litige à la décision du juge; — Attendu que ce contrat se forme, par les conclusions des parties qui, déposées de part et d'autre, constituent les deux termes du contrat, précisent les limites du litige et les points à résoudre; — Attendu que, toutes les parties d'un jugement s'éclaircissent et se complètent mutuellement, qu'elles servent à préciser le sens et la portée du dispositif, à déterminer les points sur lesquels il y a chose jugée, et qui, partant, ne peuvent être remis en question; — Attendu qu'aux termes de l'article 1351 du Code civil, pour qu'il y ait autorité de la chose jugée et que, par suite, l'exception *res judicata* puisse être soulevée, il faut trois conditions : 1^{re} identité de l'objet de la demande pour laquelle on applique d'ailleurs la règle *pars in toto est*; 2^{de} identité de la cause, de la cause immédiate, du principe générateur du droit contesté; 3^{de} identité des parties. — Les jugements n'ont d'effet qu'entre les parties plaidantes. Il

faut qu'il s'agisse des mêmes personnes juridiques; — Attendu que c'est dans le dispositif, et non dans les motifs d'un jugement, que réside la chose jugée. — En fait : 1° attendu que le débat s'agit entre les mêmes parties : Bourzeaud-Touraton ; 2° que l'objet de la demande est le même. Demande antérieure : paiement d'un solde de métayage. Demande actuelle : règlement de compte de métayage. — Qu'en effet, dans l'assignation du 16 septembre 1904, Bourzeaud réclamait 809 fr. 50, reliquat d'un compte de métayage — Que le Tribunal, par jugement du 9 mars 1905, a rejeté cette demande comme non justifiée; — Que, par conclusions signifiées le 7 février 1905, Bourzeaud avait maintenu sa demande du 16 septembre 1904, déclarant expressément qu'un compte de métayage avait été dressé; — Qu'en réponse à cette demande et à ces conclusions Touraton a, par acte du palais, en date du 11 février 1905, affirmé que les parties ont assuré définitivement leur situation en réglant leurs comptes d'exploitation et ajouté qu'il « ressortait du compte « d'exploitation proprement dit que « Bourzeaud se trouvait débiteur « de 27 francs, qu'il a remis à « Touraton le 10 novembre 1904, « pour solde et règlement de tous « comptes »; — Que, par exploit du 16 septembre dernier (1904), Bourzeaud a cité Touraton pour voir dire qu'il sera procédé « au règlement « du compte de métayage entre les « parties »; — Que Bourzeaud prétend justifier sa demande en soutenant « que le compte de métayage « n'a pas été réglé d'une manière « utile entre les parties »; — Que

ce passage contient la reconnaissance formelle qu'un compte de métayage a eu lieu; — Qu'il importe peu, dès lors, de rechercher s'il a eu lieu d'une manière plus ou moins utile; ce qui serait une action en revision; 3° que la cause efficiente (*origo petitionis*) est la même; — Attendu, en effet, que Bourzeaud fonde sa prétention du 16 septembre 1905 sur ce qu'il est métayer, en vertu du bail des 19 octobre-5 novembre 1890; — Que, d'autre part, le fait juridique qui a engendré l'obligation, dont le créancier poursuivait l'exécution, par assignation du 16 décembre 1904, était également le même bail; — Attendu qu'en résumé la demande actuelle tend par son objet à mettre le juge dans l'alternative de contredire ou de confirmer la sentence déjà rendue; — Attendu qu'en réalité, c'est la même demande, fondée sur la même cause, entre les mêmes parties, par des moyens nouveaux, devant une *juridiction nouvelle*; — Attendu que la décision rendue sur les articles d'un compte débattu entre les parties s'oppose, quand elle est passée en force de chose jugée, à ce qu'on en demande, sous prétexte d'erreur ou de toute autre cause, la réformation (Cass., 15 février 1875); — Attendu que Touraton, tant au cours des débats que dans ses conclusions, n'apporte aucune preuve justifiant sa demande en 300 francs de dommages-intérêts; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort : — Disons la demande de Bourzeaud mal fondée, l'en déboutons et le condamnons à tous les dépens; — Statuant sur la demande reconventionnelle en dommages-intérêts formulée par Tou-

ration, la disons non justifiée et l'en déboutons. »

Observations. — Jugement très complet et bien motivé. Il est certain que l'on ne peut pas reproduire devant le même juge, ni devant un autre tribunal, un litige sur lequel il a déjà été une première fois statué par un premier jugement passé en force de chose jugée. Aussi la décision que nous rapportons ici a-t-elle été, sur appel, confirmée par le Tribunal civil de Montluçon.

Justice de paix du canton de Vaucouleurs
(Meuse).

Président : M. CHEVELLE, juge de paix.

30 janvier 1906.

Diffamation. — Injures. — Action civile en dommages-intérêts. — Excuse. — Partie défaillante. — Insertion du jugement. — Dépens.

Lorsque, sur une demande en dommages-intérêts pour diffamation et injures, l'un des défendeurs s'excuse et reconnaît l'honorabilité de la partie diffamée, et si cette partie accepte les excuses et consent à retirer sa demande, le juge saisi doit donner acte aux parties des excuses et du désistement.

Mais il y a lieu de statuer à l'égard de l'autre partie défenderesse qui ne se présente pas, et selon la gravité des propos diffamatoires, le juge doit donner défaut contre le défaillant et peut le condamner à la totalité des dommages-intérêts réclamés et ordonner l'insertion du jugement dans les journaux.

Ainsi décidé, par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré ; — Vu la citation

introductive d'instance du ministère de M^e Pagnard, huissier à Vaucouleurs, en date du 3 décembre 1905, enregistrée ; — Vu notre jugement du 16 janvier courant ; — Le demandeur entendu, plaident par M^e Daupleix, avoué à Saint-Mihiel ; — Vu l'article 6, n^o 3, de la loi du 12 juillet 1905, l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, l'article 1382 du Code civil, l'article 3 de la loi d'amnistie du 2 novembre 1905, les articles 130 et 1036 du Code de procédure civile ; — Attendu que le sieur Bernage, quoique régulièrement cité, ne comparait ni personne pour lui ; — Prononçons défaut à nouveau contre lui ; — Donnons acte au demandeur Zeer des excuses à lui faites par Joseph-Auguste Henry à notre audience du 16 janvier courant ; — Donnons acte aussi au demandeur de ce qu'il déclare se désister de l'action par lui engagée contre Henry ; — Attendu que de l'instruction à laquelle il a été procédé par M. le juge d'instruction de Saint-Mihiel, agissant ensuite d'un réquisitoire de M. le procureur de la République, en date du 19 mai 1905, et notamment des dépositions de M. l'abbé Noël, de Montigny-les-Vaucouleurs, du 9 juin 1905, et d'un procès-verbal d'interrogatoire du sieur Bernage contenant des aveux partiels, du 12 juillet 1905, et d'un procès-verbal d'expertise dressé par M. Christient, professeur au collège de Saint-Mihiel, le 31 octobre dernier, contenant vérification d'écriture ; — Le tout versé au procès, il résulte : — I. Qu'à la date du 22 février 1905, Bernage a fait adresser à un certain nombre de personnes de l'arrondissement de Commercy et en

particulier à MM. Larcher, de Lanneville-Saint-Joire, à M. Devoge, maire de Pagny-la-Blanche-Côte, à M. le curé de Sauvigny, par la poste, une enveloppe fermée et affranchie contenant une photographie de la dame Zeer, au verso de laquelle photographie est imprimée une poésie intitulée : *Adieux d'un savant à la vie* et se terminant par ces mots : « Marguerite X... sera ton appui » ; — Attendu que cette poésie contient l'imputation d'un fait précis, qui porte atteinte à l'honneur et à la considération du sieur Zeer ; — Qu'en effet l'auteur de cette poésie tend à imputer à M. Zeer d'avoir des relations coupables avec M^{lle} Marguerite X... » ; — Qu'aucun doute sur le but et la portée de l'acte de Bernage ne peut exister, puisque, en dehors de l'imprimé et de la photographie de M^{me} Zeer, que Bernage a avoué avoir voulu ridiculiser, Bernage a écrit au recto, en dessous de chaque photographie, imitant l'écriture et la signature de M. Zeer, des mentions qui varient pour chaque destinataire ; — Que c'est ainsi que la carte adressée à M. le curé de Sauvigny mentionnait, écrite à la main, la suscription suivante : « N'oubliez pas dans vos prières celle qui est née Céлина. Signé : « Th. Zeer » ; — Que celle adressée à M. Larcher portait la mention manuscrite suivante : « A toi, cher « ami, je te lègue le portrait de « ma femme née Céлина. Je me retire de la vie. Adieu. Signé : Th. « Zeer » ; — Attendu que cet imprimé et cette photographie ont été répandus à de nombreux exemplaires dans le canton de Vaucouleurs et les cantons environnants ; — Que d'autres personnes les ont

reçus par la poste dans les mêmes circonstances avec des mentions manuscrites variant chaque fois ; — Que le demandeur a ainsi pu relever que cet imprimé incriminé a été adressé le 3 mars 1905 à M. Augustin Marchal, propriétaire à Sauvigny, et à M. Christophe Moser, du même lieu, et à M. le docteur Melcion, de Sauvigny ; — Que le 8 juin il a été également adressé à M^{me} Marie Simon, rentière à Gondrecourt ; — II. Attendu qu'à la date du 15 mars 1905, Bernage a adressé à un certain nombre de personnes de l'arrondissement de Commercy, et en particulier à MM. Burton, cafetier, Augustin Marchal, le curé, le docteur Melcion, habitant Sauvigny, MM. Quilly, maire de Taillancourt, et Devoge, médecin vétérinaire à Vaucouleurs, par la poste une enveloppe fermée et affranchie, contenant un avis de passage commercial commençant par ces mots : « Commerce de gros » et terminé par ces mots manuscrits : « Zeer à « Sauvigny » ; — Attendu que cet écrit contient des expressions outrageantes et des termes de mépris à l'adresse du demandeur ; — Qu'on impute à M. Zeer d'être le représentant pour un commerce ridicule de « cornes et de morues », d'une maison imaginaire « Frispoulet, « Guignol, Loufoque et C^e » ; — Que cet avis de passage a été répandu à de nombreux exemplaires ; — III. Attendu qu'à la date du 17 avril 1905, Bernage a envoyé par la poste dans une enveloppe affranchie, à l'adresse de MM. le curé, Christophe Moser, de Sauvigny, Devoge, de Vaucouleurs, une carte imprimée commençant par ces mots : « Problème... » et finissant par ceux-

ci : « amours secrètes d'un pontife « anabaptiste » ; — Attendu que cet imprimé contient l'imputation de faits précis, de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du demandeur ; — Qu'on impute à M. Zeer d'être infidèle et volage, et qu'on a soin de préciser en ajoutant : « Prière d'adresser les « solutions à M^{me} Zeer, à Sauvigny » ; — Que le demandeur est nettement indiqué comme ayant des amours secrètes et appelé *pontife anabaptiste* ; — IV. Attendu qu'à la date du 5 mai 1905, en ce qui concerne M. l'abbé Louison à Sauvigny, M. Devoge, maire à Pagny-la-Blanche-Côte, et M. Pariset, entrepreneur à Vaucouleurs ; à la date du 18 avril 1905, en ce qui concerne M. Devoge, vétérinaire à Vaucouleurs, et le demandeur lui-même à la date du 14 mai, le défendeur Bernage a adressé à différentes personnes de l'arrondissement de Commercy, et notamment aux personnes ci-dessus, une carte de visite imprimée, contenue dans une enveloppe affranchie, conçue en ces termes : « *Asinus venit, asinus vivit, asinus « evadit.* Signé : Th. Zeer, candidat « au Conseil général » ; — Attendu qu'outre l'affirmation fausse, mensongère et dans l'intention de nuire, que le demandeur ait été à cette époque candidat au Conseil général, ladite carte contient à l'adresse de M. Zeer des expressions outrageantes et des termes de mépris ; — Que l'imputation d'être candidat au Conseil général dans les circonstances où elle a été produite est de nature à nuire à la considération et à l'honneur du demandeur ; — V. Attendu qu'aux dates des 4 et 5 mai 1905, Bernage a adressé à

plusieurs personnes de l'arrondissement de Commercy et en particulier à M. le maire de Pagny-la-Blanche-Côte, à M. le maire de Sauvigny, c'est-à-dire au demandeur lui-même, à M. le maire de Montigny, à M. l'abbé Louison, à Sauvigny, à M. Pariset, à Vaucouleurs, et à d'autres, un imprimé commençant par ces mots : « J'ai l'honneur » et finissant par ces mots : « Pour le comité d'organisation. Th. « Z..., candidat au Conseil général » ; — Attendu que toutes les lignes de cet imprimé sont au regard du demandeur autant d'injures et de diffamations ; — Que notamment la moralité de M. Zeer y est nettement suspectée ; que Bernage, auteur de cet écrit, a bien soin de mettre en relief le rôle de M^{le} X..., le rôle de M^{me} Zeer, afin de corser ses imputations diffamatoires contre le demandeur ; que, bien plus, Bernage tente nettement d'incriminer le patriotisme et la nationalité de M. Zeer ; — VI. Attendu qu'à la date du 14 mai 1905, Bernage a adressé à un certain nombre de personnes de l'arrondissement de Commercy, et en particulier à tous les maires du canton de Vaucouleurs, un imprimé commençant par ces mots : « Vu le « grand âge » et se terminant par ces mots : « Th. Zeer, maire de « Sauvigny » ; — Attendu que cet écrit contient l'imputation d'un fait précis, mais imaginaire et mensonger, dans l'intention de nuire et de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du sieur Zeer ; — VII. Attendu qu'à la fin de mai 1905 ou au commencement de juin 1905, Bernage a adressé à un certain nombre de personnes de l'arrondissement de Commercy et no-

tamment à M. Augustin Marchal, la dame Masson, M. le curé, tous de Sauvigny, Pariset, à Vaucouleurs, et dame Simon, de Gondrecourt, un imprimé commençant par ces mots : « Le dimanche 11 juin 1905 », et finissant par ces mots : « Vu, « l'orateur : Th. Zeer » ; — Attendu que cet imprimé contient l'imputation d'un fait précis, à savoir que le demandeur aurait eu une attitude blâmable au regard d'une demoiselle Claire X... ; que cette imputation est de nature à nuire à l'honneur et à la considération de M. Zeer ; — VIII. Attendu que le 4 mars 1905, en wagon, dans le train allant de Pagny à Neufchâteau, Bernage a tenu à l'abbé Noël, de Montigny-les-Vaucouleurs, des propos diffamatoires sur le compte de M. Zeer ; — Que, notamment, il accuse celui-ci d'avoir des relations coupables avec M^{lle} Marguerite X... ; — Que ces propos sont d'autant plus graves que Bernage, séance tenante, remettait à M. l'abbé Noël la poésie intitulée : *Adieux à la vie*, dont il s'avouait avec un cynisme révoltant être l'auteur ; — IX. En résumé : Attendu que le demandeur a été victime de la part de Bernage de la plus odieuse campagne de diffamations et d'injures qui puisse se concevoir ; — Que Bernage s'est attaqué à M. Zeer sous tous les aspects, essayant de le salir et de le traîner dans la boue ; — Qu'à aucun point de vue Bernage ne peut donner aucune raison de cette odieuse attitude, même pas celle de la provocation ; — Attendu que Bernage, contre qui une instruction a été ouverte, comme il a été dit ci-dessus, a été obligé de reconnaître et d'avouer qu'il était

l'auteur notamment de la poésie et de la carte : *Adieux d'un savant à la vie* ; — Attendu qu'il résulte du dossier d'instruction déjà visé, de toutes les circonstances de la cause, comme de la vérification d'écritures à laquelle il a été procédé, que si matériellement Bernage n'a pas imprimé les écrits litigieux, c'est toutefois lui qui les a adressés aux différentes personnes désignées plus haut ; — Qu'il en a répandu des quantités d'exemplaires dans le canton de Vaucouleurs et les cantons voisins, donnant ainsi une étendue et un renom considérable à ses diffamations et à ses injures ; — Attendu que l'ensemble de ces faits constitue la diffamation prévue par les articles 22, 29, 32, 33 de la loi du 29 juillet 1881 ; — Attendu que si, au point de vue pénal, Bernage est fondé aujourd'hui à bénéficier de la loi d'amnistie du 2 novembre 1905, cependant au point de vue civil il est responsable du préjudice considérable qu'il a causé au demandeur par ses odieuses, fréquentes, continues et inlassables diffamations et injures ; — Sur la fixation des dommages-intérêts : — Attendu que les actes diffamatoires relevés ci-dessus à la charge de Bernage sont d'autant plus répréhensibles et dommageables qu'ils ont été répandus à jet continu dans toute la région où M. Zeer exerce sa profession, et lui portent le plus grave préjudice ; — Que le demandeur a droit ainsi à une juste réparation ; — Que nous possédons les éléments nécessaires pour en faire l'évaluation ; — Que, cependant, il y a lieu de tenir compte de la situation du sieur Bernage et de ses charges de famille, quoique défailant, pour

modérer les dommages-intérêts à une somme inférieure à la demande ; — Attendu que M. Zeer a avancé le montant des frais de procédure correctionnelle dirigée contre Bernage et qu'il y a lieu de les lui faire récupérer ; — Sur la publicité du jugement : — Attendu qu'outre les dommages-intérêts à allouer, il importe d'ordonner plusieurs insertions dans les journaux, aux frais du défendeur, afin de réparer dans la plus large mesure possible le dommage causé au demandeur par les odieux procédés de Bernage ; — Sur les dépens : — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant par défaut et en premier ressort ; — Condamnons le sieur Eugène-Basile-Jean-Baptiste-Firmin Bernage, défendeur défaillant, à payer au demandeur la somme de 3 000 francs, tant à titre de dommages-intérêts et réparation des nombreux actes diffamatoires énoncés ci-dessus, que de remboursement de l'avance faite par M. Zeer des frais de procédure correctionnelle ; — Autorisons le demandeur à faire insérer les termes du présent jugement aux frais du défendeur, dans deux journaux de la région, au choix du demandeur, sans toutefois que le coût de chaque insertion puisse dépasser 40 francs ; — Condamnons en outre le sieur Bernage en tous les dépens, liquidés à 23 fr. 53, en ce non compris le timbre et l'enregistrement du présent jugement et ses suites ; — Commettons M^e Pagnard, huissier à Vaucouleurs, pour la signification du présent jugement au défaillant. »

Observations. — Ce jugement,

un peu trop développé, ce nous semble, est curieux par les faits qu'il relate. Peut-être n'était-il pas nécessaire de tout dire pour justifier le reproche de diffamation et injures et la condamnation sévère prononcée contre le défaillant. Le juge saisi, outre les dommages-intérêts, a ordonné l'insertion de la sentence dans les journaux de la région. Cette insertion nous paraît légitimée par les nombreux actes de diffamation établis à la charge du défendeur.

Justice de paix de Neuvy-le-Roi
(Indre-et-Loire).

Président : M. PITAT, juge de paix.

8 janvier 1905.

Fermier sortant. — Réparations locatives.
— *État de lieux. — Expert choisi. — Absence de prestation de serment. — Opération sans le concours du fermier et sans sommation. — Notification ultérieure. — Affirmation par l'expert à l'audience. — Vente. — Acquéreur. — Décharge antérieure à la vente. — Défaut de date certaine. — Irrecevabilité.*

Le fermier qui a reçu de son propriétaire une décharge de réparations locatives, mais qui n'a pas acquis date certaine au moment de la vente de l'immeuble, ne peut l'opposer à l'acquéreur, surtout s'il n'en a été fait aucune mention dans le contrat de vente. Il n'y a lieu pour lui qu'à un recours en indemnité contre le précédent propriétaire, si toutefois cette décharge n'est pas un acte de complaisance, créé pour les besoins de la cause.

Le vice de forme qui peut entacher l'expertise faite sans serment préalable de l'expert, et hors la présence du fermier, non intimé ni représenté, peut être couvert par la notification des réparations et dégradations constatées, faite ultérieure-

ment par exploit d'huissier, avec sommation de faire exécuter le travail, si bon semble, dans un délai imparti et par l'affirmation de l'expert, avec serment à l'audience où le litige doit être jugé au fond.

Par exploit du ministère de M^e Emile Nouet, huissier à Neuvy-le-Roi, en date du 20 décembre 1904, le sieur Corchand a fait citer les sieurs Duval père et fils, à comparaître devant M. le juge de paix de Neuvy-le-Roi, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 150 francs pour réparations locatives et dégradations constatées sur le lieu du Brouillard, commune de Neuvy-le-Roi, dont les défendeurs sont fermiers sortants, et détaillées en tête de la citation, s'entendre condamner en outre en 25 francs de dommages-intérêts et aux dépens.

Après lecture de la citation, le demandeur a dit que son expert, en vérifiant son travail, s'était aperçu que dans ses estimations il avait commis une erreur, d'où il s'ensuivit qu'il se trouvait amené à réduire présentement sa demande à 121 f. 30. Le sieur Duval a répondu qu'il ne contestait nullement l'opération de l'expert, qu'il la croyait même faite consciencieusement; mais il a allégué que, suivant conventions faites antérieurement avec le propriétaire vendeur, il était à sa sortie dispensé de l'état de lieux et déchargé de toutes réparations locatives et dégradations, ainsi qu'il offrait d'en justifier; qu'en conséquence, il demandait à ce que ledit sieur Corchand fût déclaré irrecevable dans sa réclamation et qu'il en fût débouté avec dépens.

Le sieur Corchand a répliqué qu'il persistait dans ses conclusions et a ajouté que, nonobstant la conven-

tion faite au bureau de conciliation et le choix, de concert, d'un sieur Brennier comme expert, le sieur Duval s'était abstenu d'assister à la visite de lieu et à s'exécuter, malgré une sommation régulière à lui faite; que, pour cette raison, il avait cru nécessaire de faire comparaître à l'audience ledit expert par une citation dudit M^e Nouet, en date du 29 décembre dernier, à l'effet d'affirmer par serment la sincérité et l'exactitude de son opération.

A cet instant a été introduit le sieur Brennier, expert-géomètre, demeurant à Chemellé-sur-Dême, lequel, après lecture à lui faite du détail estimatif des réparations et dégradations par lui constatées et copiées en tête de l'exploit introductif d'instance, a affirmé par serment, sincères et véritables ses constatations et aussi ses estimations, mais réduites à 121 fr. 30; par suite d'une rectification, ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus par le demandeur, le sieur Duval a persisté à réclamer sa mise hors de cause et le sieur Corchand a maintenu ses prétentions et conclusions.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes en leurs dires et conclusions; — Vu l'affirmation par serment de l'expert choisi; — Vu l'article 4 de la loi du 25 mai 1838; vu aussi les articles 1743 et suivants du Code civil; — Attendu que, selon la loi, le fermier, à sa sortie, doit rendre les lieux affermés en bon état de réparations locatives et sans dégradations ni malversations, à moins qu'il ne justifie qu'il ne les a reçus en cet état par un constat sérieux; — Attendu que, conformément à l'acte

de vente dont il est parlé ci-dessus, le sieur Corchand est devenu propriétaire du lieu des Brouillards, commune de Neuvy-le-Roi, occupé par Duval, aux lieu et place de M. Piédor, avec jouissance par effet rétroactif du 1^{er} novembre; que le sieur Duval a quitté ladite ferme au 1^{er} novembre dernier, après avoir acquitté aux mains de son nouveau propriétaire le montant de son fermage; qu'aujourd'hui il se refuse à payer l'indemnité fixée par l'expert choisi par lui-même amiablement, pour réparations locatives et dégradations, sous prétexte qu'il en a été tenu quitte et déchargé par les anciens propriétaires vendeurs; — Attendu que, juge de l'action, nous le sommes également de l'exception; — Attendu que si, d'après les circonstances qui se sont produites à l'audience, la prétention du sieur Duval semble justifiée, aux termes de l'article 1743 du Code civil, elle ne peut être d'aucune efficacité à l'égard de Corchand qui n'en a eu aucune connaissance et dont il n'est pas fait mention dans son contrat d'acquisition; que la décharge dont il s'agit, n'ayant pas date certaine au moment de la vente, ne peut être opposée à l'acquéreur; qu'elle ne peut donner lieu qu'à une action en indemnité contre l'ancien propriétaire vendeur, si toutefois cette décharge n'est pas un acte de complaisance créé pour les besoins de la cause; — Attendu que par l'exploit susdit, Duval a eu connaissance des réparations locatives et dégradations relevées à sa charge par l'expert et des estimations qui en ont été faites; qu'il a été mis en demeure de faire exécuter les travaux lui-même, ce à quoi il n'a pas ob-

tempéré; qu'il y a donc lieu de le condamner purement et simplement au paiement du montant des évaluations fixées par l'expert; — Attendu, en ce qui concerne les dommages-intérêts, qu'ils ne consistent presque exclusivement que dans l'indemnité due au sieur Brennier, expert, pour son travail fait avant l'introduction de l'instance judiciaire; — Attendu que les intérêts sont de droit du jour de la demande, et que, aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, toute partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire, définitif en premier ressort; — Condamnons les sieurs Duval père et fils solidairement entre eux, à payer au sieur Corchand : 1^o la somme de 150 fr. pour les causes exprimées en demande; 2^o la somme de 15 francs de dommages-intérêts, y compris les honoraires de l'expert; — Le condamnons en outre aux intérêts tels que de droit et aux dépens. »

Observations. — La première solution est incontestablement exacte. Le fermier sortant est, en principe, toujours tenu des réparations locatives envers le propriétaire actuel de la ferme. Il ne peut exciper utilement d'une prétendue décharge de ces réparations qu'il affirme lui avoir été consentie par le précédent propriétaire, son bailleur, alors que cette dispense n'a pas date certaine et n'a pas figuré dans le cahier des charges ou dans le contrat de vente. Sur la seconde question, si l'expert a été nommé d'accord entre les parties, la prestation de serment n'était pas nécessaire. En tout cas, et en fait, l'affirmation postérieure et le

serment prêté à l'audience par l'expert, suppléaient très suffisamment à l'absence de serment préalable, et le juge saisi du litige était bien autorisé à puiser dans le rapport les éléments de sa décision.

Justice de paix du canton de l'Arbresle
(Rhône).

Président : M. BRUCHON, juge de paix.

22 décembre 1905.

Gibier. — Chasseurs. — Revendication.
Res nullius. — Dommages-intérêts.

Le gibier circulant librement dans les dépendances de deux terrains de chasse contigus et non clos doit être considéré comme *res nullius*.

En conséquence, un lièvre tué par un membre de l'une des deux chasses sur le terrain de l'autre peut donner lieu à une action en dommages-intérêts, mais non au paiement de la valeur du lièvre tué.

Ainsi décidé par le jugement suivant dont nous reproduisons les termes essentiels :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte des explications des parties et des déclarations des témoins entendus sous la foi du serment, que le lièvre tué par Dunki a bien été tiré et tué dans un champ sur lequel l'Union des chasseurs de Savigny est locataire du droit de chasse, suivant bail régulier qui a été produit à l'audience ; que, dans ces conditions, la demande formée contre Dunki se trouve justifiée ; — Attendu que cette demande comporte deux chefs de réclamation distincts, soit la somme de 20 francs pour la valeur du lièvre tué et celle de 1 franc pour dommages-inté-

rêts ; — Sur le premier chef : — Attendu que pour réclamer utilement la valeur du lièvre tué, il faudrait que l'Union des chasseurs de Savigny justifiat d'une façon indiscutable qu'il était sa propriété ; mais que, dans l'espèce, cette justification est à peu près impossible ; qu'en effet, la chasse de cette société et celle de la société dont Dunki fait partie sont contiguës et non closes, que le gibier se déplace et circule librement sur l'une et sur l'autre ; qu'au surplus, il n'est même pas contesté qu'avant d'être tué par Dunki, le lièvre en question a passé successivement sur les terrains des deux chasses ; — Attendu que, dans ces conditions, le gibier doit être considéré comme *res nullius* et comme appartenant à celui qui s'en empare ; que nous estimons dès lors que, sur ce premier chef, la demande de Coquard ès-qualité est mal fondée ; — Sur le second chef relatif aux dommages-intérêts : — Attendu qu'en tuant un lièvre dans un champ sur lequel le droit de chasse appartient à l'Union des chasseurs de Savigny et où il n'avait pas le droit de chasser, Dunki a commis une faute préjudiciable à cette société et s'est incontestablement rendu passible de dommages-intérêts envers elle ; qu'il y a lieu, en conséquence, de le condamner au paiement de la somme très modérée qui lui est réclamée à ce titre ; — Sur la demande reconventionnelle en paiement de 400 francs de dommages-intérêts, formée par Dunki pour les dérangements et désagréments qui lui auraient été occasionnés par la demande principale : — Attendu que cette réclamation, qui paraît être faite uni-

quement pour se réserver le droit d'appel contre le présent jugement, n'est ni sérieuse, ni fondée, et qu'il y a lieu de la rejeter purement et simplement ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort ; — Rejetons la partie de la demande principale relative au paiement de la valeur du lièvre tué, la propriété de celui-ci n'étant pas démontrée ; — Accueillant au contraire la partie relative aux dommages-intérêts, condamnons Dunki à payer à Coquard, en sa qualité de président de la Société l'Union des chasseurs de Savigny, la somme de 1 franc réclamée ; — Le condamnons, en outre, aux dépens ; — Rejetons purement et simplement la demande reconventionnelle de Dunki comme mal fondée. »

Observations. — Solutions exactes. Il a été plusieurs fois jugé que le gibier est *res nullius*, et n'appartient au chasseur que lorsqu'il a été blessé gravement et mis dans l'impossibilité de s'échapper.

Justice de paix du canton de Courtenay
(Loiret).

Président : M. BONY, juge de paix.

10 février 1906.

Louage de chasse. — Bail. — Action en dommages-intérêts basée sur les clauses du bail. — Somme supérieure à 600 francs. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts basée sur les clauses d'un bail, lorsque le taux de la demande excède 600 francs.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGES DE PAIX : — Vidant notre délibéré ; — Attendu que par exploit du ministère de Greffier, huissier à Paris, les dames Dracke del Castillo ont fait citer le sieur Lefebvre, homme de lettres, demeurant à Paris, pour avoir paiement : — 1° d'une somme de 247 fr. 55, représentant, d'après estimation faite par Moutardier, expert géomètre à Courtenay, la valeur des dégâts causés, au cours de l'année 1905, aux prés des demanderesses par les lapins provenant des bois leur appartenant et dont elles ont loué la chasse au défendeur Lefebvre ; — 2° d'une somme de 500 francs toujours pour dommages-intérêts pour les nouveaux dégâts commis depuis cette expertise à ce jour par les mêmes animaux, le tout avec intérêts de droit sous réserve d'augmenter ou diminuer cette dernière demande en tout état de cause ; — Les demanderesses se basant pour établir leur droit sur une clause de leur bail du 19 avril 1904, enregistré, consenti à M. Lefebvre ; clause ainsi conçue : — « Les dommages « que pourrait occasionner le gibier, chasseurs, traqueurs ou « chiens, seront à la charge de « M. Lefebvre qui s'y oblige. » ; — Attendu qu'à cette demande l'avocat du défendeur oppose un déclinatoire d'incompétence ; — Attendu qu'il s'agit, en effet, au procès actuel, de l'application et de l'exécution du bail du 19 avril 1904 consenti par les dames Dracke au défendeur, et que la demande se fonde spécialement sur la clause dudit bail mettant à la charge du preneur

tous les dommages que pourraient occasionner le gibier, chasseurs, traqueurs ou chiens; — Attendu qu'ainsi la demande formée contre Lefebvre n'a pas pour objet, en vertu de l'article 1382, la réparation d'un fait, mais bien l'exécution d'un contrat de droit commun pour laquelle la juridiction ordinaire était seule compétente, la demande totale étant de plus de 600 francs et excédant ainsi la compétence du juge de paix en premier comme en dernier ressort; — Attendu que l'exception soulevée est donc fondée; — Par ces motifs, nous déclarons incompetent et condamnons les dames Dracke del Castillo aux frais et dépens de l'instance. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence. Voir en ce sens, Cass., 5 août 1858, 21 février 1865, 4 mars 1868, ANNALES 1869, p. 20; 21 janvier 1879, ANNALES 1879, p. 276, etc.

Tribunal de simple police de Lezoux
(Puy-de-Dôme).

Président: M. CHAPEL, juge de paix.

3 novembre 1905.

Procès-verbal de garde champêtre. — Défaut d'affirmation dans les vingt-quatre heures de la clôture. — Nullité du procès-verbal.

Est nul le procès-verbal d'un garde champêtre, lorsqu'il n'a été affirmé que plus de vingt-quatre heures après qu'il a été clos.

En conséquence, il y a lieu de relaxer le prévenu contre lequel ce procès-verbal a été dressé.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« **LE TRIBUNAL :** — Vu le procès-verbal de M. le garde champêtre de la commune de Lezoux en date du 5 août 1905; — Oui le mandataire du prévenu en ses moyens de défense; — Oui le ministère public en son réquisitoire; — Attendu que le procès-verbal sus-énoncé a été dressé et clos par le garde Marchat le samedi 5 août 1905 à 9 heures du matin et qu'il a été affirmé par l'ad-joint Aymard le lendemain 6 août à 4 heures du soir; — Attendu qu'en vertu de l'article 10 de la loi du 30 avril 1790, les procès-verbaux des gardes champêtres doivent être affirmés, sous peine de nullité, dans les vingt-quatre heures de la date de la clôture; — Statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort; — Annule le procès-verbal et tout ce qui a suivi et renvoie le sieur Pillière sans amende ni dépens. »

Observations. — Le procès-verbal de garde champêtre qui n'a pas été affirmé dans les délais légaux est nul, et ne peut valoir que comme simple renseignement. Si donc le ministère public ne demande pas à prouver la contravention par enquête ou tous autres moyens légaux de preuves, le prévenu doit être relaxé des fins de la poursuite. Voir Cass., 9 février 1878, ANNALES 1879, p. 56.

Justice de paix du canton de Denain
(Nord).

Président : M. GILLON, juge de paix.

7 mars 1906.

Saisie-arrest des salaires. — Cession par le débiteur à un de ses créanciers d'un dixième de son salaire. — Intervention de ce créancier. — Non-recevabilité.

Le créancier qui s'est fait céder par un ouvrier, son débiteur, le dixième de ses salaires, n'est pas recevable ni fondé à intervenir au même titre et à réclamer sa part dans la distribution du dixième saisi-arrêté par les autres créanciers du même ouvrier.

• Il appartient au juge de paix, même en l'absence du débiteur saisi, de déclarer nulle l'intervention du créancier cessionnaire, et de le condamner aux dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré; — Attendu qu'il résulte des documents produits qui n'ont pas été contestés, que les oppositions faites au préjudice du sieur Pique (Clément), par veuve Boisseau, Dintrouzcoste, Noiret et Denis, sont régulières comme faites en vertu de titres réguliers, qu'il y a lieu de les valider pour les sommes établies dans notre jugement de mise en délibéré; — Attendu que l'opposition faite par Dubois sur le même débiteur a été pratiquée en vertu d'un titre littéralement ainsi conçu : « Je soussigné, Pique (Clément), « demeurant à Denain, reconnais « devoir à la Nouvelle Maison, de- « meurant 162, rue de Villars, à De- « nain, la somme de 65 fr. 50 pour « fournitures de marchandises que « je m'engage à payer ou à son ordre « avec intérêt au taux légal à raison

« de 5 francs par quinzaine à com-
« mencer le 1^{er} octobre 1904. A
« défaut de paiement régulier à
« échéance ou en cas de départ de
« Denain, je consens à ce que la
« somme restant due devienne im-
« médiatement exigible, et pour plus
« de garantie de paiement, je cède,
« délègue et transporte au profit de
« la Nouvelle Maison qui accepte et
« qui pourra le toucher sur sa sim-
« ple quittance et sans mon con-
« cours, le dixième cessible de mes
« salaires sans préjudice aux droits
« qu'il peut avoir sur le dixième sai-
« sissable. Je donne tous pouvoirs
« au porteur du présent pour signi-
« fier ce transport à mes frais, con-
« formément à l'article 1690 du Code
« civil. Fait à Denain, le 10 septem-
« bre 1904. Lu et approuvé : Le
« client, Pique (Clément). Enregistré
« à Denain, le..., etc. »; — Attendu
qu'un autre titre conçu également
dans les mêmes termes, mais portant
une somme de 51 francs, a été joint
au premier; — Attendu que ces ti-
tres précisent bien ce qui en fait
l'objet et énoncent clairement que
le sieur Pique (Clément), pour ga-
rantie du paiement de la somme de
146 fr. 50, a cédé, délégue et trans-
porté au bénéfice de Dubois, le
dixième cessible de ses salaires dans
les termes de l'article 2 de la loi du
12 janvier 1895; — Attendu que,
sans examiner en la forme et au fond
la valeur et la régularité desdits ti-
tres et de la cession elle-même, il
convient de retenir que des docu-
ments produits, il est constant, ainsi
que ledit Dubois l'a déclaré à l'au-
dience, que, se conformant à l'arti-
cle 1690 du Code civil, il a fait signi-
fier régulièrement ces transports au
même tiers saisi, et qu'en consé-

quence ce dernier doit payer à Dubois la quotité des salaires du débiteur qui lui a été cédée et qui lui est réservée jusqu'à son désintéressement complet ; — Attendu que, non content de se voir attribuer le dixième cessible des salaires de son débiteur, Dubois, en se servant des mêmes actes de cession, a formé cumulativement une opposition ou intervention sur le dixième saisissable du même débiteur pour se voir attribuer ledit dixième saisissable ou tout au moins prendre part à sa répartition au marc le franc, avec les autres créanciers opposants ; — Attendu que, pour opérer cette opposition, Dubois se prévaut de ce que cet acte de cession contient la phrase suivante : Sans préjudice aux droits qu'il peut avoir sur le dixième saisissable, phrase qu'il interprète ainsi : Cette cession ne peut nuire aux droits qu'il a sur le dixième saisissable en vertu de la reconnaissance de dette qui précède la partie de l'acte relative à la cession, qu'il peut donc faire opposition sur le dixième saisissable comme il pourrait le faire avec une autre reconnaissance de dette quelconque ; que rien n'empêche que cette saisie se cumule avec celle faite sur le dixième cessible ; — Attendu que, pour apprécier les prétentions et l'interprétation de Dubois, il échet d'examiner l'acte intervenu entre Dubois et Pique, ou du moins les hypothèses auxquelles il peut donner naissance ; — Attendu que deux hypothèses seulement peuvent se présenter : premièrement, ou bien le cessionnaire, pour une raison quelconque, ne profite pas de la faveur qui lui est consentie et se borne à considérer l'acte de cession comme une simple

reconnaissance de dette et à s'en servir comme telle ; deuxièmement, ou bien le concessionnaire qui a accepté la cession se fait attribuer la créance de son débiteur sur son patron, c'est-à-dire le dixième cessible de ses salaires pour éteindre sa créance personnelle, et ce en remplissant les formalités légales prescrites par l'article 1690 du Code civil ; — Attendu que, dans la première hypothèse, le créancier cessionnaire, n'usant pas des droits en quelque sorte supplémentaires que lui donne sa créance cession, on peut admettre qu'il puisse se servir de la reconnaissance de dette comme un simple titre de créance, et qu'alors la cession qui lui a été consentie comme avantage spécial ne puisse nuire aux droits qu'il peut avoir sur le dixième saisissable s'il se décide à les faire valoir uniquement sur ce premier dixième ; — Attendu que, dans la seconde hypothèse, le cessionnaire profitant de tous les droits qui lui ont été concédés, la première partie dudit acte ou reconnaissance de dette forme avec la seconde un tout indivisible, et que ce transport de créance, cette cession régulièrement signifiée, remplissant complètement l'objet pour laquelle elle a été consentie, ledit acte ne peut produire encore un autre effet ; que c'est bien le cas de dire, avec l'article 1161 du Code civil, que toutes les conventions s'interprètent les unes par les autres en donnant à chacune le sens qu'il résulte de l'acte entier ; qu'en conséquence, cette phrase intercalée dans l'acte forme un tout avec le reste de l'acte et ne peut être distraite et interprétée à part, surtout pour donner spécialement d'autres droits dis-

incts et mal définis au concessionnaire; que, toutefois, si elle peut avoir alors un sens spécial quelconque, on devrait tout au plus entendre cette phrase en ce sens que la cession ne pourrait préjudicier à d'autres droits nés d'autres conventions, droits que posséderait le concessionnaire contre le même débiteur, droits qu'il entendrait faire valoir sur le dixième saisissable; — Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent, que, dans la première hypothèse, seule cette phrase douteuse paraît avoir un sens avec lequel elle peut produire quelque effet réel et sérieux, et qu'aux termes de l'article 1157, c'est donc dans ce cas qu'il faudrait l'entendre; — Attendu qu'en l'espèce nous n'avons pas à l'envisager, puisque dans la question qui nous est soumise, le concessionnaire s'est placé dans la seconde hypothèse; qu'en conséquence, nous ne pouvons pas admettre son interprétation par laquelle cette phrase de la convention lui permettrait de saisir cumulativement et le dixième cessible et le dixième saisissable; — Attendu, au surplus, que si, malgré tout, un doute pouvait exister, nous devrions, aux termes de l'article 1156, rechercher quelle a été la commune intention des parties; qu'il est évident que, bien que nul n'est censé ignorer la loi, celle-ci est en général imparfaitement connue surtout des ouvriers; que les prescriptions de la loi de 1895 édictées par le législateur dans l'intérêt desdits ouvriers, ont éprouvé le sort général, que, cependant, il est notoire que l'ouvrier sait qu'en vertu de cette loi on ne peut lui saisir qu'un dixième de ses salaires, mais qu'il est toujours

surpris d'apprendre qu'en apposant sa signature au bas de certains actes, il est tombé dans un piège, et que c'est en profitant d'une permission spéciale que la loi lui accorde, qu'il a cédé et donné à celui qui l'a presque toujours trompé, un autre dixième de son salaire; qu'il en résulte qu'il ne lui viendra jamais à l'idée de souscrire volontairement, intentionnellement, à ce qu'un créancier s'attribue pour lui seul plus d'un dixième; qu'en consentant à une cession du dixième de son salaire, Pique n'a pas eu l'intention d'en affecter un autre dixième, ni une partie de cet autre dixième au paiement de sa créance envers Dubois, créance largement garantie par le dixième cessible; — Attendu, d'ailleurs, et pour être complet, que l'eût-il voulu, la loi de 1895 ne lui eût pas permis de s'engager à ce point; qu'il résulte, en effet, des travaux préparatoires de ladite loi et notamment du rapport de M. Régismanset au Sénat, que cette loi a entendu établir en principe l'insaisissabilité des salaires des ouvriers, sauf les dérogations expresses contenues dans les articles 1 à 5; — Que l'article 2 ne permettant que la cession d'un dixième, il faut décider que cette restriction s'applique, quand bien même il n'y aurait aucune opposition signifiée; que cette règle est absolue, que les salaires ne peuvent être cédés pour plus d'un dixième, et que tout transport d'une quotité plus considérable serait frappé d'une nullité radicale (Rousseau et Laisney, *Dictionnaire théorique et pratique de procédure civile*, n° 404, p. 564); — Attendu que cette règle étant ainsi reconnue absolue et péremptoire, il faut en

conclure également à plus forte raison qu'un créancier ne peut, surtout en vertu du même titre, saisir plus qu'on ne peut lui céder, et par conséquent saisir à la fois le dixième saisissable et le dixième cessible (Schaffhauser, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 54, folio 47); — Attendu que cette opinion est celle de tous les commentateurs de la loi, et que notamment un éminent auteur, Pabon, après avoir enseigné la doctrine contraire, a fini par l'adopter, conduit par la réflexion et la pratique (*Traité de Justice de paix*, n° 749, folio 464), et qu'il reconnaît que la loi a nettement distingué les créanciers opposants des créanciers cessionnaires; qu'à chacune des catégories de créanciers elle a attribué un dixième distinct, et qu'il est difficile d'admettre un cumul des deux dixièmes; — Attendu que plus que la pratique se refuse à ce cumul, qu'en effet, au moment où interviendrait le jugement de validité et la répartition des sommes saisies-arrêtées, la créance pour laquelle la cession et l'opposition auraient été cumulativement signifiées serait certainement éteinte en partie par la cession et pourrait même être entièrement payée sans que mention en fût obligatoirement faite dans la déclaration affirmative; qu'en tout cas il faudrait, pour évaluer et valider cette créance, mêler à la procédure de saisie-arrêt une autre procédure engagée sous d'autres formes et souvent à un autre moment, et par conséquent s'exposer à des contestations, à des difficultés entraînant des frais, des complications et des retards que le législateur ne peut avoir voulus, puisque son but était de simplifier la procédure et

réduire les frais lorsqu'il a édicté les prescriptions de la loi de 1895; — Attendu, enfin, si un élément moral devait être introduit dans le débat, qu'il faudrait remarquer que ce ne sont pas précisément les créanciers intéressants, boulangers, bouchers et autres vendeurs d'objets de première nécessité, qui se font consentir de tels avantages et les poursuivent ensuite si rigoureusement, mais que ce sont surtout les maisons de vente à crédit qui tentent les ouvriers et surtout leurs femmes par « l'occasion » et leur font faire des achats excessifs, disproportionnés avec leurs ressources par l'appât de paiements échelonnés, maisons escomptant d'avance le droit de saisie et en faisant la base de leur commerce, car elles ont toujours la précaution de rendre par une clause le tout immédiatement exigible afin de pouvoir user de la saisie; — Qu'en toute équité nous ne pouvons encourager ces pratiques immorales et les sanctionner; — Attendu, en résumé, que l'opposition ou intervention faite par Dubois est contraire aux prescriptions de la loi du 12 janvier 1895, qui, en tant du moins qu'aux termes de ses articles 1 à 5, a réglementé les modalités de la saisie et de la cession, est évidemment d'ordre public dans le sens légal de ce terme; qu'en conséquence elle se trouve frappée dès l'origine d'une nullité absolue et radicale, et que cette nullité peut être prononcée par le juge en tout état de cause et même d'office; — Attendu que le débiteur saisi faisant défaut, il faut en conclure qu'il s'en rapporte au Tribunal; qu'il appartient donc au juge, sans être partial, de sauvegarder les droits de l'ouvrier contre sa

propre ignorance en interprétant la pensée du législateur d'une façon équitable, utile et pratique, et de prononcer sans hésitation et d'office, conformément à la sage prévoyance de la loi, les nullités qu'elle a entendu opposer aux moyens employés pour obtenir au delà de ce qu'elle permet; qu'en conséquence, il y a lieu, en l'espèce, de prononcer d'office la nullité de l'intervention dont s'agit; — Attendu que le débiteur saisi doit être condamné aux dépens, sauf ceux faits et nécessités sans droit par Dubois; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, donnons défaut contre le débiteur saisi, et pour le profit validons les oppositions des nommés Boisseau, Dintrouzcoste, Noiret et Denis, savoir : veuve Boisseau pour la somme de 104 fr. 60; Dintrouzcoste pour la somme de 30 fr. 45; Noiret pour la somme de 54 fr. 85; Denis pour la somme de 16 fr. 75; — Annulons au contraire l'intervention pratiquée par Dubois, en donnons mainlevée pure et simple; — Condamnons le débiteur aux dépens, sauf ceux nécessités par Dubois, que ce dernier supportera personnellement; — Disons que notification de ce jugement sera faite conformément à la loi au saisi défaillant; — Et attendu que le débiteur n'est plus occupé pour le compte du tiers saisi Goury; — Attendu que la déclaration affirmative n'a pas été contestée sur la réquisition expresse des parties, avons procédé comme suit à la répartition de la somme de 45 francs au marc le franc et établi l'état de répartition suivant, etc. »

Observations. — Cette solution nous paraît au moins contestable.

Un jugement du Tribunal civil de Lille, en date du 10 août 1903, rapporté dans nos ANNALES 1904, p. 280, a statué en sens contraire, en décidant que le créancier auquel son débiteur a cédé deux dixièmes de son traitement, inférieur à 2000 fr., ne peut exiger du cédé plus du dixième déclaré cessible par la loi du 12 janvier 1893, sauf à lui à procéder régulièrement pour concourir à la répartition du dixième saisissable saisi par d'autres créanciers, même postérieurement à la cession. Nous avons approuvé cette sentence d'où il résulte que même l'exécution de la cession jusqu'à concurrence d'un dixième, ne prive pas le créancier du droit d'être admis à la distribution de l'autre dixième saisi. Les raisons données par M. Pabon à l'appui de l'opinion qu'il soutient ne nous paraissent pas convaincantes, ni décisives, et jusqu'à ce que la Cour de cassation ait définitivement tranché cette question délicate, nous persistons dans notre manière de voir. Tant qu'un créancier n'est pas intégralement payé, il a le droit d'employer tous les moyens que la loi lui procure pour recouvrer ce qui lui reste dû. C'est ainsi que le fait qu'un créancier a pris hypothèque sur un immeuble ne le prive pas du droit de saisir le mobilier de son débiteur, si la vente de l'immeuble ne le désintéresse pas entièrement. De même le fait de s'être assuré une garantie par la cession d'un dixième n'implique aucunement renonciation du créancier à ses droits sur la distribution du dixième saisissable. Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait tout au moins que le traité de cession eût stipulé cette renonciation.

Justice de paix du canton Sud de Saintes
(Charente-Inférieure).

Président : M. GUÉRIN, (), juge de paix,
licencié en droit.

24 mars 1906.

Vente d'une vache. — Demande en payement du solde du prix. — Failli. — Exception et fin de non-recevoir. — Rejet de l'exception.

L'individu contre lequel a été prononcé un jugement déclaratif de faillite, n'est pas, pour cela, tombé en état d'interdiction légale, ni privé de la jouissance de ses droits civils.

Par suite, il peut contracter, s'engager dans une autre industrie que celle qu'il exerçait avant sa faillite, et un créancier peut l'assigner personnellement en payement de la dette contractée par lui après la faillite.

Son état de faillite ne peut être opposé par lui comme fin de non-recevoir contre une telle demande.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Compan, marchand de bestiaux, demeurant à La Pinellerie, commune de Saintes, réclame au sieur Couraud, ancien minotier, demeurant au Carmel, même commune de Saintes, la somme de 100 francs pour solde du prix de vente d'une vache.

Le défendeur soulève une fin de non-recevoir sur laquelle a statué le jugement ci-après :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que Compan, Baptiste, a cité devant nous Couraud, Jules, en payement de la somme de 100 francs, formant le reliquat du prix de la vente d'une vache à lui faite le 5 juin 1904; —

Attendu que le défendeur a prétendu qu'étant actuellement en état de faillite, l'action du sieur Compan devait être déclarée non recevable comme ayant été formée non contre le syndic, mais contre le failli personnellement; — Sur cette fin de non-recevoir : — Attendu, en droit, que si, aux termes de l'article 443 du Code de Commerce, le failli est, à partir de la date du jugement déclaratif de la faillite, dessaisi de plein droit de l'administration de tous ses biens et si, à compter de ce même jugement, toute action mobilière ou immobilière ne peut être suivie ou intentée que contre les syndics, il est certain cependant que, quels que soient les effets dudit jugement, le failli n'est pas tombé en état d'interdiction légale et n'est pas privé de la jouissance de ses droits civils; que, conséquemment, malgré le dessaisissement dont il est atteint, et qui n'a lieu que dans l'intérêt de ses créanciers, il conserve toute sa capacité; qu'il peut donc se livrer à une nouvelle industrie, acquérir de nouveaux biens, stipuler et même contracter des obligations; d'où la conséquence, sanctionnée par la jurisprudence, que l'action, qui a sa cause dans les engagements souscrits par le failli postérieurement à sa faillite, et qui n'ont, dès lors, d'effets qu'à l'égard du failli sans être opposables à la masse, est régulièrement introduite contre le failli personnellement et que celui-ci n'est pas admis à se prévaloir de son état de faillite pour faire déclarer cette action irrecevable; — Attendu, en fait, que c'est à la date du 11 février 1904 que le Tribunal de commerce de l'arrondissement de Saintes a prononcé la

faillite — non encore terminée — du sieur Couraud, qui exploitait alors une minoterie à Thenac; — Attendu que la dette litigieuse étant née postérieurement à la faillite du défendeur, puisque la vente alléguée par Compan n'a été conclue que le 5 juin de la même année, le demandeur ne pouvait, pour en obtenir le paiement, s'adresser qu'à Couraud seul, et non à son syndic; que dans ses conditions l'action, portée devant nous, a été valablement formée; — Par ces motifs, rejetons comme mal fondée la fin de non-recevoir proposée par le sieur Couraud. »

Observations. — Cette solution, conforme à deux arrêts de la Cour de cassation des 25 juin 1860 et 12 janvier 1864, paraît définitivement adoptée par la jurisprudence la plus récente. Jugé notamment que le jugement déclaratif de fail-

lite qui dessaisit le débiteur de ses biens présents et à venir, ne le frappe pas d'une incapacité absolue. Le failli peut donc valablement, dans le but de pourvoir à son existence et à celle de sa famille, ou d'acquérir des ressources nouvelles lui permettant de s'acquitter envers ses créanciers, se livrer à l'exercice d'une industrie personnelle, sauf au syndic à prendre dans l'intérêt de la masse toutes les mesures qu'il croit utiles. Tribunal de commerce de Saint-Étienne, 9 mars 1905. Voir aussi Aix, 23 juin 1882; Paris, 9 mai 1888, *Gaz. du Pal.* 1888, I, 877. Plus spécialement, jugé par la Cour de Paris que l'action en recouvrement d'une créance ayant pour cause des opérations traitées postérieurement à la faillite est recevable contre le failli seul sans qu'il soit besoin de mettre en cause le syndic. Paris, 27 octobre 1905, D. P. 1905, II, 401.

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. HAMELIN, juge de paix.

22 février 1906.

Santé publique. — Tout à l'égout. — Arrêté préfectoral. — Commission des logements insalubres. — Usufruitier. — Exécution d'office des travaux prescrits. — Loi du 15 février 1902.

La loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique, autorise les maires, et à Paris, le préfet, à prendre des arrêtés ordonnant l'exécution des mesures d'assainissement prescrites par le conseil d'hygiène.

Le fait, par un propriétaire, de n'avoir pas, dans le délai imparti, exécuté les travaux ordonnés par l'arrêté préfectoral ou municipal, le rend passible de peine prévue par l'article 471, n° 15, du Code pénal.

Le Tribunal de police peut en outre autoriser le maire ou le préfet à faire exécuter les travaux d'office, aux frais du contrevenant.

L'usufruitier d'un immeuble peut être personnellement poursuivi pour cette contravention.

Ainsi décidé, dans les circonstances que voici :

Le Tribunal de simple police de Paris était récemment saisi d'une poursuite intentée contre un sieur Jasselme, usufruitier d'une maison sise à Paris, boulevard de Strasbourg, pour inexécution des travaux d'installation de l'écoulement direct des matières de vidange à l'égout, prescrits par arrêté du préfet de la Seine, en exécution de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique.

Le Tribunal, après plaidoirie de l'avocat du prévenu, a statué en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'à la suite d'un rapport du bureau d'hygiène de la ville de Paris, en date du 27 novembre 1903, dressé en conformité de l'article 14 de la loi du 15 février 1902, et concluant à l'exécution de mesures d'assainissement dans l'immeuble sis boulevard de Strasbourg, n° 21, appartenant à M. Jasselme, celui-ci, suivant lettre en date du 8 décembre 1903, fut avisé du dépôt dudit rapport pendant quinze jours, invité à en prendre connaissance et à présenter ses observations; — Attendu que, par lettre recommandée en date du 31 décembre 1903, il fut informé qu'il serait admis à présenter ses observations à la Commission des logements insalubres, dans sa séance du 18 janvier 1904; — Attendu qu'à ladite séance, M. Jasselme s'est présenté et a été entendu par ladite commission; — Attendu que, par lettre du 6 février 1904, il fut convoqué à la visite de son immeuble par la Commission des logements insalubres; — Attendu qu'à la suite de cette visite eut lieu un rapport de la Commission des logements insalubres concluant à l'exécution des mesures proposées par le bureau d'hygiène de la ville de Paris dans son rapport précité du 27 novembre 1903, et fixant le délai d'exécution au 20 août 1904; — Attendu que l'arrêté pris par M. le préfet de la Seine, en date du 1^{er} juillet 1904, est ainsi conçu : « Art. 1^{er}. M. Jasselme est mis en demeure d'exécuter dans l'immeuble sis boulevard de Strasbourg, n° 21, dont il est propriétaire, les mesures d'assainissement ci-après : écouler souterrainement et directement à l'égout public les

« matières solides et liquides des
 « water-closets en se conformant
 « aux prescriptions de l'arrêté ré-
 « glementaire du 24 décembre 1897;
 « munir les sièges des water-closets
 « d'appareils formant fermeture her-
 « métique et permanente, afin d'in-
 « tercepter toute communication en-
 « tre l'atmosphère des tuyaux de
 « chute et celle des locaux desser-
 « vis; disposer ces cabinets de telle
 « sorte que la cuvette reçoive à cha-
 « que évacuation la quantité d'eau
 « nécessaire pour produire une
 « chasse qui assure le lavage com-
 « plet des appareils et l'entraîne-
 « ment des matières. L'exécution
 « des mesures ci-dessus devra être
 « terminée au 20 août 1904. —
 « Art. 2. Faute par lui de se con-
 « former dans le délai ci-dessus
 « fixé aux prescriptions qui précè-
 « dent, il y sera contraint par tou-
 « tes les voies de droit et confor-
 « mément à l'article 14 de la loi du
 « 15 février 1902. — Art. 3. Le pré-
 « sent arrêté sera notifié à M. Jas-
 « selme par M. le maire du neu-
 « vième arrondissement, qui adres-
 « sera au préfet de la Seine le certi-
 « ficat de notification » ; — Attendu
 que cet arrêté fut notifié à M. Jas-
 selme par M. le maire du neuvième
 arrondissement, à la date du 7 juillet
 1904; — Attendu qu'à la suite
 d'un procès-verbal dressé le 1^{er} juillet
 1905 (dûment timbré et enregistré)
 par M. Dumoutier (Henri), piqueur
 au service municipal du dixième
 arrondissement de la ville de Paris,
 constatant que s'étant transporté
 boulevard de Strasbourg, n° 21,
 dans une maison appartenant à
 M. Jasselme, il a reconnu que ce
 propriétaire n'avait pas fait exécuter
 les mesures d'assainissement à

lui prescrites par l'arrêté préfectoral
 du 1^{er} juillet 1904 et ci-dessus rap-
 portées; — Attendu qu'à la suite de
 ces faits, M. Jasselme fut, par ex-
 ploît de Jules Asseline, huissier, en
 date du 18 novembre 1905, assigné
 à comparaître devant le Tribunal
 de simple police de Paris, pour l'au-
 dience du 6 décembre 1905; — At-
 tendu qu'à ladite audience, l'affaire
 fut remise au 14 décembre suivant,
 à laquelle audience M^e Mercier, avo-
 cat à la Cour d'appel de Paris, dé-
 fenseur de M. Jasselme, déposa, au
 nom de son client, les conclusions
 suivantes, dont le dispositif est ainsi
 conçu : « Par ces motifs, déclarer
 « irrecevable la poursuite comme
 « ayant été intentée contre M. Jas-
 « selme, seul usufruitier de l'im-
 « meuble, à l'exclusion du nu pro-
 « priétaire; — Dire et juger que l'é-
 « coulement souterrain et direct à
 « l'égout public des matières de vi-
 « dange des immeubles, à raison de
 « l'importance des travaux qu'il né-
 « cessite et des intérêts généraux
 « qu'il met en jeu, ne peut être im-
 « posé que par une loi spéciale, et
 « qu'il ne peut être prescrit par
 « l'autorité municipale agissant en
 « vertu de la loi du 15 février 1902
 « sur la santé publique; dire et ju-
 « ger, au surplus, qu'il n'est point
 « loisible à l'autorité municipale, en
 « invoquant la loi du 15 février
 « 1902, d'arriver indirectement à
 « ajouter à la loi du 10 juillet 1904
 « instituant le système du « tout à
 « l'égout » une sanction pénale dont
 « elle est dépourvue; juger en con-
 « séquence que l'arrêté préfectoral
 « du 1^{er} juillet 1904 enjoignant à
 « M. Jasselme d'écouler à l'égout
 « public les matières de l'immeuble
 « est entaché d'illégalité et ne sau-

« rait donc être obligatoire ; renvoyer purement et simplement M. Jasselme des fins de la poursuite, sans dépens » ; — Attendu que la cause fut remise à l'audience du 26 janvier 1906 pour permettre au ministère public, par des conclusions motivées dont il réclame qu'il lui soit donné acte, de répondre à celles du prévenu, lesquelles tendent à ce qu'il plaise au Tribunal : rejeter, comme non fondées, ni en fait ni en droit, les conclusions du prévenu, le déclarer, en conséquence, coupable de la contravention qui lui est reprochée, le condamner à l'amende et aux dépens, et ordonner l'exécution des mesures prescrites par l'article 1^{er} de l'arrêté de M. le préfet de la Seine, en date du 1^{er} juillet 1904, et ci-dessus rapporté ; — Statuant sur lesdites conclusions ; — Sur le premier point : — Attendu que, s'il appartient bien aux Tribunaux de police de vérifier la légalité de l'arrêté et statuer sur la question de savoir si l'injonction s'adresse à un propriétaire, à un usufruitier, en un mot, à une personne que le droit commun oblige à exécuter les travaux ordonnés, il n'est pas dénié dans l'espèce que M. Jasselme soit usufruitier ; qu'aux termes et conformément à l'article 12 de la loi sanitaire du 15 février 1902, les propriétaires, usufruitiers ou usagers sont responsables de la contravention, sans qu'il y ait lieu d'ordonner la mise en cause du nu propriétaire ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de la jurisprudence, il n'est pas possible, en matière de simple police, d'autoriser la mise en cause d'un tiers pour garantir le prévenu des conséquences pénales

d'une infraction justement et légalement relevée contre lui (Cass., 11 juillet 1882, Sirey, 1882, I, 826 ; Cass., 20 février 1882, Sirey, 1882, I, 312) ; qu'il est seulement permis au condamné à se pourvoir ultérieurement par la voie civile pour demander au tiers réparation du préjudice que lui ont causé les poursuites ; qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de s'arrêter à ce premier moyen ; — Sur le deuxième point : — Attendu qu'un propriétaire poursuivi pour n'avoir pas obéi à un arrêté municipal ordonnant d'exécuter certains travaux d'assainissement n'est pas recevable à contester devant l'autorité judiciaire la force obligatoire de cet arrêté, lorsqu'il a négligé de former le recours qui lui était ouvert par l'article 13 de la loi du 15 février 1902 contre l'arrêté du maire devant le Conseil de préfecture dans le délai d'un mois à dater de la notification dudit arrêté ; que, suivant le droit commun, également, et d'après le principe de la séparation des pouvoirs, l'autorité judiciaire saisie n'a pas qualité pour apprécier la nature des travaux ordonnés et leur opportunité (Rouen, 26 février 1869, Dalloz, 1869, II, 141 ; Douai, 17 février 1875, Dal., 1881, II, 164) ; — Attendu qu'il est impossible de découvrir une analogie quelconque entre l'espèce sur laquelle est intervenu l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17 mars 1904 (*Gaz. du Pal.*, 1904, II, 150) invoqué au cours des débats et celle dont s'agit ; qu'en effet, si la décision ci-dessus opposée considère non sans raison que n'est point obligatoire l'arrêté pris en vertu de la loi du 13 avril 1850 pour imposer des travaux de

« tout à l'égout », elle est absolument étrangère au cas présent, c'est-à-dire à la loi du 15 février 1902, dont les dispositions inscrites dans son article 1^{er} sont purement énonciatives et aussi étendues que possible, englobant dans la généralité de ses termes tout ce qui a trait à l'hygiène et à la salubrité publiques, en un mot, confiant par son texte au maire, ou, à son défaut, au préfet, le pouvoir de prescrire par des règlements sanitaires toutes les mesures propres à protéger efficacement la santé, la vie des hommes, et qui, à l'exclusion de tous autres, doit être appliqué depuis la mise en pratique de la loi sur l'hygiène; — Qu'un des plus graves reproches qu'ait pu encourir la loi du 13 avril 1850, un des plus fondés certainement consiste dans le défaut de sanction efficace des arrêtés des maires rendus en exécution des décisions des Conseils municipaux; qu'en cas, en effet, d'inexécution, dans les délais fixés, des travaux jugés nécessaires, comme en cas de contravention à l'interdiction d'habiter, la seule sanction applicable était une simple amende, dont, en principe, le minimum était fixé à 16 francs, le maximum à 100 francs; et que c'est précisément pour porter remède à cet état de choses que la loi de 1902 est intervenue pour organiser l'exécution d'office des arrêtés municipaux abrogeant expressément, dans son article 31, § 1^{er}, de la loi du 15 avril 1850, ainsi que toutes les dispositions et lois antérieures contraires à ses prescriptions : qu'en ce faisant, elle n'a fait, en somme, qu'appliquer la règle de droit commun dans laquelle les Tribunaux de répression puisent le

droit, en même temps que de prononcer une pénalité, d'ordonner une exécution d'office, au besoin de certaines mesures (art. 161 et 189 du Code d'instruction criminelle); — Attendu qu'il s'agit uniquement de l'application de la loi de 1902 et que le prévenu n'est pas mieux fondé à faire état de la loi de 1894 sur le « tout à l'égout » dont les dispositions réglementaires antérieures, contraires aux règles de procédure tracées par la loi du 15 février 1902, se trouvent également abrogées par l'article 31 de cette loi; que, s'il est bien exact que l'arrêté réglementaire du 24 décembre 1897 est indiqué et visé dans l'arrêté, base de la poursuite, c'est uniquement pour éviter la reproduction dans cet article de toutes les prescriptions reproduites dans l'arrêté réglementaire de 1897, de façon à rendre l'arrêté plus concis et à assurer dans les espèces semblables une unité de mesures à prendre; que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu non plus d'accueillir les conclusions du prévenu sur ce point; — Attendu, en résumé, et de tout ce qui précède, que l'arrêté pris par M. le préfet de la Seine, en date du 1^{er} juillet 1904, relatif à l'immeuble de M. Jasselme étant devenu définitif, à défaut de recours dans le délai imparti, le juge n'a pas le droit, sous peine de violer la loi, de la critiquer; qu'il a simplement à s'assurer si toutes les formalités requises par l'article 12 de la loi du 15 février 1902 ont été bien remplies, ce qui est le cas en l'espèce; que c'est d'ailleurs ce qui ressort de la manière la plus nette des travaux préparatoires de la loi, et notamment du rapport de M. le sénateur Cornil,

portant que : « A défaut des travaux « dans le délai imparti, les intéres- « sés sont traduits devant le Tribu- « nal de simple police, qui, sans « avoir à apprécier l'arrêté du maire, « dans ses dispositions relatives à la « salubrité, mais en vérifiant seule- « ment s'il a été pris contre la per- « sonne légalement responsable, et « si les formes ont été observées, « prononce... » ; — Attendu que le prévenu ne conteste pas la maté- rialité des faits énoncés audit procès-verbal de contravention, ne fait point la preuve contraire et n'offre d'ailleurs même point de la faire ; — Attendu, en conséquence, que les faits sont suffisamment établis, se suffisant à eux-mêmes, et que la prévention est bien fondée ; — At- tendu que ces faits constituent une contravention : 1° à l'article 14 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique modifiée par la loi du 7 avril 1903, en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des services d'hygiène du département de la Seine ; 2° à l'article 471, § 15, du Code pénal ; — Attendu, en outre, et sur les conclusions du ministère public, à fin d'exécution des travaux en question, qu'il y a lieu de faire droit auxdites conclusions et de les ordonner ; qu'à cet égard, il est, en effet, de principe et de jurispru- dence (Cass., 6 avril 1852, 23 jan- vier 1873, 26 janvier 1878) que le juge de police ne pourrait même s'abs- tenir de prononcer lesdites condam- nations, conformément aux disposi- tions des articles 161 et 162 du Code d'instruction criminelle ; — Par ces motifs, déclare le prévenu coupable d'avoir, depuis moins d'un an, à Paris, contrevenu, à la date sus-

indiquée : 1° à l'article 14 de la loi du 15 février 1902 relative à la pro- tection de la santé publique, modi- fiée par la loi du 7 avril 1903, en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des services d'hy- giène du département de la Seine ; 2° à l'article 471, § 15, du Code pé- nal ; faisant application audit pré- venu des dispositions de ces deux textes, le condamne à l'amende de 1 franc et aux dépens ; — Ordonne que, si dans les dix jours du pro- noncé du jugement, il n'a point été satisfait en tout ou en partie aux mesures d'exécution ordonnées par la présente décision, M. le préfet de la Seine sera autorisé par le présent jugement à faire exécuter d'office, à sa diligence et par ses soins, aux frais du condamné, les travaux men- tionnés au procès-verbal de contra- vention rapportés audit jugement et qui n'auraient pas été exécutés, ou qui ne l'auraient été que partiel- lement ; à l'effet de quoi, expédition en forme de grosse, revêtue de la formule exécutoire, sera délivrée par le greffier dudit Tribunal de simple police à M. le commissaire de police délégué par M. le procu- reur général, pour remplir près le Tribunal de simple police les fonc- tions du ministère public, lequel sera chargé de la transmettre à M. le préfet de la Seine aux fins ci-dessus et à toutes autres utiles. »

Observations. — L'administra- tion de la ville de Paris tient beau- coup à faire exécuter partout la mesure qui a soulevé tant de pro- testations, et si connue sous le nom du *tout à l'égout*. On sait que, par un arrêt du 31 décembre 1903, ANNALES 1904, p. 333, cette Cour a cassé un

jugement rendu le 10 avril 1902, par le Tribunal de simple police de Paris, qui condamnait un propriétaire à une amende et à des réparations civiles, pour contravention à la loi de 1894, punie des peines de l'article 471, n° 15, du Code pénal. La Chambre criminelle de la Cour de cassation se basait sur ce que la loi du 10 juillet 1894 n'édicte aucune peine et qu'il n'appartenait pas au préfet de suppléer, par un arrêté, à ce silence de la loi. Battue sur ce point, l'administration de la ville de Paris a eu recours à un autre moyen. Elle a repris les poursuites contre un autre propriétaire en se basant cette fois sur la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, modifiée par la loi du 7 avril 1903, et le Tribunal de simple police de Paris a fait droit aux conclusions de la Ville et condamné le prévenu. Nous ne savons trop si la mesure du *tout à l'égout* intéresse bien réellement la santé publique, et l'opinion du Conseil d'hygiène sur ce point n'est pas sans soulever de vives contestations. Quoi qu'il en soit, il est reconnu par tous les jurisconsultes que le juge de répression n'a pas à discuter la convenance, l'utilité ou l'opportunité des mesures prescrites par l'autorité administrative. Il n'a à examiner que la question de savoir si l'arrêté dont il est chargé d'assurer l'exécution est légal et obligatoire et s'il a bien été pris dans les limites des pouvoirs de l'autorité dont il émane. Or il n'apparaît pas que la loi du 15 février 1902 ait abrogé celle toute spéciale du 12 juillet 1894, qui statuait sur l'écoulement à l'égout public des matières de vidanges. Il semble donc

que la solution qui résulte de l'arrêt précité de la Cour de cassation reste exacte et doit être encore appliquée. Il serait bien utile que, dans cette question, d'un intérêt si général pour les propriétaires parisiens, la Cour suprême eût l'occasion de donner son avis sur la valeur de la nouvelle poursuite, et du biais imaginé par les conseils de la Ville pour recommencer sous une autre forme l'action écartée par la Cour en 1903.

Tribunal de simple police de Rosières (Somme).

Président : M. GAUTIER, juge de paix.

1^{er} août 1905.

Passage sur le terrain d'autrui. — Bestiaux. — Chemin public. — Garde champêtre. — Contravention. — Responsabilité du maître.

Le fait de faire passer des moutons sur un champ d'avoine appartenant à autrui constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 10, du Code pénal.

Le prévenu exciperait en vain de ce que le terrain traversé serait partie d'un chemin public, alors qu'une visite de lieux faite par le juge lui-même a démontré le contraire.

Le maître est civilement responsable de la contravention commise par son domestique.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après s'être transporté, le 26 juillet, à Hallu, lieudit le chemin de Fourquescourt : — Vu le procès-verbal du garde champêtre de ladite commune du 29 juin précédent; — Les juge-

ments des 18 et 25 juillet suivants dans lesquels les faits de la cause et les motifs qui ont obligé le Tribunal à se transporter sur les lieux où la contravention a été commise sont suffisamment expliqués, et les dernières dispositions de l'article 153 du Code d'instruction criminelle; — Ouf le garde rédacteur du procès-verbal en sa déposition; — Le ministère public en ses résumé et conclusions, tant à la présente audience que sur les lieux, et les défendeurs (Leroy et Varlet) qui font aujourd'hui défaut en leurs explications et moyens de défense présentés par M^e Potel, avocat à Péronne, leur conseil; — Attendu que Leroy, tout en reconnaissant avoir fait passer ses moutons dans un champ d'avoine, a, pour s'excuser, prétendu que la bande de terrain sur laquelle les moutons ont passé, fait partie du chemin, et a, dès lors, demandé à être renvoyé sans amende ni dépens; — Attendu que l'exception invoquée par le prévenu ne pouvant constituer une question préjudicielle, le Tribunal, après avoir entendu le garde champêtre dans sa déposition, a, par jugement, ordonner son transport sur les lieux, à Hallu, afin de pouvoir vérifier la sincérité de cette déposition qui infirme singulièrement un procès-verbal régulier ne pouvant être débattu que par la preuve contraire; — Attendu qu'il résulte de cette visite des lieux faite en présence des défendeurs, que contrairement à la déposition du garde rédacteur du procès-verbal servant de base à la poursuite, la largeur du chemin de Fourquescourt est de 5^m,45 et non de 6 mètres depuis la halte du chemin de fer de Picardie et Flan-

dre, jusqu'au bas de la pièce d'avoine endommagée où commence de chaque côté du chemin un rideau montant en pente douce et atteignant, à l'autre extrémité de cette pièce longue de 40 mètres, 1^m,25 de haut; — Que ces rideaux sont incultes et semblent faire partie du chemin dont la largeur, prise de crête en crête le long du champ d'avoine, atteint successivement, en allant de bas en haut, 5^m,80, 5^m,90, 6 mètres au milieu de la pièce, 6^m,50 un peu au-dessus, et 6^m,60 à son extrémité; et que la portion d'avoine endommagée par le passage des moutons de Varlet se trouve au delà du rideau communal et a une largeur minima de 25 centimètres, et maxima de 45 centimètres; — Que, dès lors, il n'y a pas lieu de s'arrêter à la déposition du garde et de déclarer le prévenu excusable de la contravention dont s'agit; — Attendu que la loi n'ayant pas, pour la procédure suivie devant les Tribunaux de police, édicté, comme pour les Cours d'assises, de dispositions spéciales sur la clôture des débats, le ministère public et le prévenu peuvent, jusqu'à la prononciation du jugement, être admis à conclure et à produire tous documents qu'ils croient utiles dans la cause (Cass., 19 avril 1884); — Attendu que le ministère public s'étant abstenu de conclure à la première audience, autant sur les lieux qu'à la présente audience, résumé l'affaire en parfaite connaissance de cause et requis contre le prévenu Leroy l'application des articles 475, n° 10, et 463 du Code pénal; — Attendu que le fait reproché au prévenu tombe bien sous le coup de la loi pénale et est puni par ledit

article 475, n° 10, du Code pénal, ainsi conçu : ... ; — Attendu que l'excuse invoquée par Leroy nous permet, ainsi que l'a demandé et le demande encore le ministère public, d'admettre des circonstances atténuantes en sa faveur en lui faisant application de l'article 463 du même Code ; — Attendu que le prévenu Leroy et son patron Varlet, dûment intimés de se retrouver à la présente audience, ne se présentent pas ni personne pour eux pour développer leurs nouveaux moyens de défense ; — Vu enfin l'article 162 du Code d'instruction criminelle ; — Par ces motifs, statuant par jugement en dernier ressort et faisant application des articles de loi sus-visés dont lecture a été donnée à l'audience ; — Donne défaut contre les deux défendeurs Leroy et Varlet ; — Condamne le prévenu Leroy à l'amende de 1 franc et aux dépens liquidés à 12 fr. 59 ; — Déclare Varlet civilement responsable de l'amende et des frais ; — Fixe à deux jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Solutions exactes. La seule question du procès était celle de savoir si le chemin traversé par les moutons appartenait au chemin ou était bien une propriété privée. Cette question a été résolue par la visite de lieux.

Justice de paix du canton de Wassy
(Haute-Marne).

Président : M. BRAUD, juge de paix.

9 mai 1906.

*Accidents du travail. — Demande en
paiement de l'indemnité temporaire.*

— *Incapacité permanente. — Incompétence du juge de paix et renvoi devant le tribunal civil. — Fixation du taux de l'indemnité journalière.*

Lorsque au cours d'une demande en paiement de l'indemnité journalière, la victime d'un accident du travail produit un certificat médical d'où il résulte qu'elle est atteinte d'une incapacité partielle permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent, et renvoyer le dossier au président du Tribunal civil.

Mais aux pièces, il doit joindre un extrait du jugement par lequel il fixe le taux de l'indemnité journalière.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait : — Attendu que le sieur Jude (Eugène), ouvrier agricole, victime d'un accident de travail survenu le 25 janvier 1906, alors qu'il était, en qualité de charretier, au service du sieur Lallement (Gaston), entrepreneur de transports à Vassy, nous a fait parvenir un certificat médical, en date du 25 avril 1906, constatant qu'il était atteint d'une incapacité permanente partielle ; — Que les parties convoquées aux fins d'enquête, après avoir été entendues, ainsi que les témoins de l'accident, et s'être mises d'accord sur le montant du salaire quotidien s'élevant à la somme de 3 fr. 833, dont 2 fr. 50 payables en nature (logement et nourriture) et 1 fr. 333 pour gages journaliers, et, conséquemment, sur le montant de l'indemnité de demi-salaire à verser sur le pied de 1 fr. 916, se sont trouvées en contestation quant au paiement de cette indemnité ; que, séance tenante, elles nous ont soumis une requête écrite nous priant, en vertu de l'ar-

ticle 7 du Code de procédure civile, de trancher leur différend; — Attendu qu'à la suite de l'enquête, en audience publique, les parties nous ont immédiatement exposé leurs prétentions et moyens de défense; — Attendu qu'il résulte des déclarations des parties : — Que le sieur Jude (Eugène) a eu, le 25 janvier 1906, au cours du chargement d'un chariot, l'annulaire de la main gauche fortement serré entre deux planches; que, néanmoins, il a pu continuer son service chez le sieur Lallement jusqu'au 30 janvier au soir, mais qu'il dut l'interrompre le lendemain 31 janvier, sur l'ordre du médecin, un panaris s'étant déclaré; — Attendu que le sieur Jude reconnaît avoir, du 31 janvier inclus au 1^{er} mars exclus, soit pendant une période de vingt-neuf jours, reçu le logement et la nourriture chez son patron, le sieur Lallement, mais que, n'étant plus d'accord avec celui-ci, il l'a quitté le 1^{er} mars pour aller s'embaucher ailleurs, sans avoir jusqu'ici, malgré ses réclamations réitérées, pu toucher aucune indemnité journalière autre que celles sus-indiquées; qu'il sollicite la condamnation du sieur Lallement au paiement de l'indemnité de demi-salaire à raison de 1 fr. 916 par jour depuis le 31 janvier inclus, sauf déduction des acomptes reçus en nature s'élevant à la somme de 72 fr. 50. jusqu'à la décision du Tribunal qu'il va saisir d'une action en rente viagère et en fixation de la consolidation de la blessure; — Attendu que le sieur Lallement conteste le caractère permanent de l'incapacité résultant de l'accident survenu au demandeur, s'appuyant sur un certificat versé aux débats, délivré par

le docteur Mathieu qui a soigné la victime, constatant la complète guérison de celle-ci à la date du 10 mars; qu'il ajoute que la durée de l'incapacité temporaire ayant été, d'après ce certificat, de trente-neuf jours, il se reconnaît débiteur à raison de 1 fr. 916 par jour de la somme de 74 fr. 72, réduite par suite de versements en nature reconnus par le demandeur, à la somme de 2 fr. 22 qu'il s'offre à verser immédiatement; — Que cette offre ayant été repoussée, le sieur Lallement conclut à ce qu'il lui en soit donné acte, et, subsidiairement, à l'incompétence du Tribunal, en vertu du paragraphe 3 de l'article 15 de la loi du 31 mars 1905; — En droit : — Attendu que la jurisprudence a, depuis la promulgation de la loi du 31 mars 1905, varié sur la portée que l'on prête au paragraphe 3 de l'article 15, mais que, suivant la doctrine indiquée par M. le garde des sceaux dans sa circulaire du 29 août 1905, elle paraît pencher définitivement vers l'interprétation invoquée par le demandeur, c'est-à-dire l'allocation de l'indemnité journalière jusqu'à la décision définitive du Tribunal civil sur l'action en rente viagère; — Attendu que les arguments sur lesquels s'appuie cette jurisprudence, presque uniquement puisés dans les travaux préparatoires de la loi, ne nous paraissent pas suffisamment convaincants; — Attendu que, dans l'application d'une loi nouvelle, on ne saurait suivre une méthode plus sûre que celle indiquée par la Cour de Rennes, dont la haute compétence, notamment dans les questions nouvelles, est indiscutée, et qui se trouve formulée dans le considérant

suivant : « Considérant qu'il est « sans doute parfois nécessaire, lors- « que le texte de la loi comporter- « taines obscurités qui jettent un « doute sur sa véritable portée, de « chercher dans les travaux prépa- « ratoires à préciser l'intention du « législateur ; mais que ce recours « ne doit avoir lieu que lorsque les « dispositions prêtent à l'ambiguïté ; « que, lorsqu'il en est autrement, « c'est ce qui se dégage du texte « même qui doit prévaloir, bien « mieux que ce qui pourrait appa- « raître des travaux préparatoires, « et que, dans l'espèce, cette règle « vers laquelle ne cesse de tendre la « jurisprudence s'impose avec une « force d'autant plus grande que « c'est le texte même qui est clair, « tandis que les travaux prépara- « toires ne viennent fournir aucune « indication utile pour aller à son « encontre » (Cour de Rennes, pre- « mière Chambre, 2 février 1904) ; — Attendu que les circulaires ministé- « rielles ne doivent pas avoir une in- « fluence plus grande que les travaux « préparatoires sur les décisions des « magistrats, quelle que puisse être « l'autorité de ceux dont elles éma- « nent ; qu'il est en effet de principe « absolu et de jurisprudence constante « que les instructions ministérielles « n'obligent pas les magistrats ; que « ceux-ci ne peuvent qu'appliquer in- « tégralement la loi, ayant seulement « le droit et même le devoir de signa- « ler au législateur les lacunes ou les « inconvénients que la pratique peut « leur faire découvrir, mais non celui « d'en modifier le sens par une inter- « prétation personnelle, si séduisante « qu'elle puisse paraître ; — Attendu « que le but fondamental des lois sur « les accidents du travail a été de sous-

traire à la misère l'ouvrier mis en « chômage forcé par suite d'un acci- « dent survenu au cours de son tra- « vail, en lui faisant allouer dès le « début de ce chômage, à titre ali- « mentaire, une indemnité quoti- « dienne proportionnée au salaire ; « que l'application des textes du 9 avril « 1898 et du 28 mars 1902 ayant donné « lieu à des décisions opposées, voire « même à des conflits négatifs de com- « pétence, dont les résultats les plus « certains furent de retarder le verse- « ment de ces allocations et d'en priver « les victimes au moment où elles en « avaient le plus urgent besoin, la « nécessité de remanier ces textes « s'imposait ; — Attendu que, par la « loi du 31 mars 1905, le législateur a « voulu mettre un terme à ces discus- « sions ; que sa pensée dominante a « été d'écarter toutes causes pouvant « retarder le paiement de l'indemnité « de demi-salaire, en précisant d'une « part le mode de sa détermination et « en supprimant d'autre part toutes « procédures dilatoires susceptibles « d'augmenter le délai de quinzaine « qu'il a fixé comme maximum aux « périodes de versements ; — Attendu « que l'examen attentif du texte nou- « veau, son analyse terme à terme, « démontrent que le législateur a su « cette fois imposer la plénitude de « sa volonté sans léser aucun intérêt, « tout en laissant intacts les prin- « cipes fondamentaux qui régissent « les divers ordres de juridiction ; — Attendu, en effet, que, par le para- « graphe 1^{er} de l'article 15, le législa- « teur a placé toutes les contestations « relatives aux indemnités temporai- « res sous la souveraine appréciation « du juge de paix, statuant en dernier « ressort à quelque chiffre que puisse « s'élever la demande, ne lui impo-

sant qu'une seule limite, celle de temps, afin que sa décision, immédiatement exécutoire, puisse être rendue effective dans le délai qu'il a impérieusement fixé à quinze jours (§ 4, art. 3); — Qu'à ces fins la voie de l'appel a été radicalement écartée en raison du caractère suspensif qu'elle comporte; — Que, démontrant encore plus son expresse volonté, il a prévu et déjoué par avance le calcul qui pourrait se cacher derrière le défaut de comparution du défendeur, déclarant que les décisions rendues dans ces derniers cas seraient exécutoires notwithstanding opposition (§ 5, art. 15); qu'enfin, en raison de son caractère non suspensif, le pourvoi en cassation serait seul admissible pour violation de la loi; — Attendu que jusqu'ici la loi du 31 mars 1905 est complète, car elle établit d'une part la souveraineté du juge de paix en matière d'incapacité temporaire, et de l'autre lui fournit les moyens de trancher les contestations qui pourraient lui être soumises, soit à l'aide de l'article 1^{er} relativement aux professions assujetties, soit avec ceux des paragraphes 4 et 5 de l'article 3, pour déterminer la quotité de l'indemnité de demi-salaire, son point de départ, les lieux et époques du paiement de cette indemnité, soit par les paragraphes 5, 6, 7 de l'article 4, pour contrôler l'état de la victime et constater sa complète guérison, terme final, d'après le paragraphe 2 de l'article 15, de l'indemnité de demi-salaire en matière d'incapacité temporaire; — Attendu qu'après avoir établi ce principe, le législateur a dû envisager le cas, assez fréquent dans la pratique, où l'une des parties soutiendrait, avec

certificat médical à l'appui, que la victime est atteinte d'une incapacité permanente; — Que, sur ce point, se rangeant à l'avis de la Cour suprême statuant à l'égard des divergences de la jurisprudence, existant sous l'empire des lois précédentes, il a décidé, à juste titre, que le juge d'exception devait se déclarer incompétent, non pas sur le point de savoir si l'incapacité était temporaire ou permanente, mais sur la totalité de l'action qui lui serait soumise; — Attendu, en effet, que le paragraphe 3 de l'article 15 n'est que la continuation du paragraphe 1^{er}, réglant les devoirs du juge de paix en matière de contestations relatives aux indemnités temporaires; — Qu'on ne saurait soutenir sérieusement que le point de savoir si l'incapacité est temporaire ou permanente, soit une contestation de ce genre; — Attendu que là où il n'y a pas d'intérêt, il ne peut y avoir d'action, et que l'on ne voit pas celui que les parties auraient à soumettre au juge de paix un différend qui dépasse les limites de ses attributions; — Attendu que ce moyen ne peut être proposé devant ce magistrat qu'au cours d'une instance relative au paiement de l'indemnité de demi-salaire, et qu'il n'entraîne son dessaisissement qu'en raison des règles qui régissent sa compétence ordinaire; — 1^o Attendu que l'on ne doit pas perdre de vue que les condamnations prononcées par le juge de paix en matière de paiement d'indemnité de demi-salaire, le sont en dernier ressort; — Que tant que le caractère permanent de l'incapacité n'est pas invoqué, les condamnations que ce magistrat prononce portent sur le paiement de cette

indemnité qu'il détermine pendant une période dont la durée lui est connue, si la guérison complète est acquise, ou, dans le cas contraire, dont il indique dans son dispositif qu'il fixera le terme, si besoin est, en vertu des droits que lui confère la loi nouvelle; — Attendu que, dans ces conditions, la demande est parfaitement déterminée, mais qu'elle cesserait de l'être dès qu'on invoquerait le caractère permanent de l'incapacité et entraînerait le dessaisissement du juge de paix, la condamnation qu'on lui demanderait de prononcer portant sur une période dont la loi lui interdit de rechercher le terme; — 2° Attendu que le principe humanitaire des lois qui nous occupent est tellement entré dans les mœurs industrielles, qu'il est et deviendra de plus en plus rare de voir un employeur chercher à se soustraire à une obligation que personne ne conteste plus; que s'il croit cependant devoir le faire, ce ne pourra être que pour des motifs sérieux, forcément basés sur le caractère permanent de l'incapacité, et si intimement liés avec celui-ci, que le juge d'exception chargé de les estimer ne saurait le faire sans empiéter sur le domaine réservé au magistrat du degré supérieur; que cette incompétence découle du même principe que celles prévues aux paragraphes 3 de l'article 4, 2 de l'article 6, et 3 et 4 de l'article 7 de la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix; — Attendu que le membre de phrase suivant, qui fait corps avec le précédent et qui en est inséparable, vient démontrer encore plus, si possible, la volonté du législateur sur ce point; que s'il a imposé au juge

de paix de se rendre incompétent pour prononcer la condamnation au paiement de l'indemnité réclamée et due de par le paragraphe 2 de l'article 15, il lui enjoint en même temps de transmettre dans les trois jours l'expédition de sa décision au président du Tribunal auquel il a confié le soin de statuer provisoirement sur le mérite des moyens proposés par les parties, par une ordonnance sans appel devant une autre autorité que la sienne propre; — Attendu qu'en imposant au juge de paix l'obligation de se déclarer incompétent, le législateur a en même temps indiqué qu'il entendait soustraire cette décision aux lenteurs inhérentes à l'appel, auquel il substitue une tentative nouvelle de conciliation à effectuer dans la huitaine sous les auspices du président du Tribunal; que par là il a bien démontré que cette incompétence ne portait que sur la demande en paiement de l'indemnité de demi-salaire, puisque, en cas de désaccord, il n'a confié uniquement au président du Tribunal, par le paragraphe 4 de l'article 16, que le droit de se prononcer sur l'adjudication de l'allocation qu'il estimera méritée, droit jusqu'ici réservé au seul juge d'exception; — Attendu que cette mesure ne constitue jusque-là qu'une heureuse innovation de la part du législateur, mais que si, comme on voudrait le lui faire dire, la décision des juges de paix portait sur le point de savoir si l'incapacité est permanente ou non, ce serait mettre à sa charge une grave dérogation à l'ordre des juridictions, base de notre organisation judiciaire, en soumettant au président du Tribunal, juge unique, une

décision qui, en cas de désaccord des parties, ne relève que du Tribunal siégeant au complet; — Attendu, au surplus, que l'on ne comprendrait pas la restriction des délais impérativement impartis tant aux juges de paix qu'aux présidents de Tribunaux, si le législateur n'avait voulu que l'allocation justifiée puisse être touchée dans la quinzaine, délai maximum qu'il a précédemment fixé; — Attendu qu'après avoir tracé le devoir du juge de paix devant lequel l'incapacité permanente est invoquée, le législateur lui impose une dernière obligation, celle de fixer l'indemnité journalière s'il ne l'a fait antérieurement; — Attendu que sur ce point également et moins encore peut-être que sur le précédent, nous ne saurions adopter le sens d'allouer que la jurisprudence semble vouloir accorder au mot *fixer*; — Attendu, en effet, que si le langage parlementaire s'émaille chaque jour de néologismes nouveaux, le législateur a su jusqu'ici en préserver le texte des lois qu'il a édictées; qu'il est déjà bien suffisant d'avoir, dans leur application, à faire quelquefois des efforts pour dégager le sens véritable du texte, sans avoir à interpréter celui des mots qui le composent; — Attendu que le mot *fixer* n'a jamais eu d'autre sens, dans le langage français, que celui de déterminer, voire même de déterminer d'une façon définitive, mais au grand jamais celui d'allouer, de condamner, qu'on veut lui infliger pour couvrir une argumentation erronée, et que maintenir cette acception serait prêter gratuitement au législateur un abus de langage, dangereux en matière de codification; — Attendu que cette

obligation de fixer l'indemnité journalière ne peut s'entendre que dans le sens de déterminer d'une façon définitive la quotité de l'indemnité de demi-salaire que, seul, le juge de paix a qualité pour fixer, à l'exclusion de tous autres, ayant seul les pouvoirs nécessaires pour statuer sur les contestations qui pourraient naître à cet égard; — Attendu que si le législateur a placé cette dernière obligation dans le corps même du paragraphe 3 de l'article 15, c'est afin que le président du Tribunal ait, en même temps que la décision d'incompétence, le chiffre de l'indemnité requérable, faute de quoi il se trouverait dans l'obligation de renvoyer les parties devant le premier juge, n'ayant pas les pouvoirs nécessaires pour la déterminer lui-même en cas de désaccord de celles-ci sur ce point; — Attendu que cette obligation de fixer l'indemnité n'existe pour le juge de paix que dans le cas où il ne l'aurait fait antérieurement; — Que l'on se demande si ce mot *fixer* signifiait réellement *allouer*, où ce magistrat l'aurait pu faire? — Attendu que ce ne pourrait être au cours de l'enquête, s'il en a été fait une, car l'enquête n'a que la valeur d'une pièce initiale de procédure à suivre devant le Tribunal civil ou devant son président, et ne comporte que de simples indications relatives aux déclarations des parties, sans impliquer aucune condamnation possible; — Attendu que ce ne pourrait encore moins être au cours d'une précédente instance, car dans ce cas la victime ayant par devers elle un jugement définitif, la demande ne saurait plus se poser à nouveau devant le magistrat qui lui

aurait déjà fait droit, la procédure d'exécution restant seule à la disposition de la victime; — Que maintenir au mot *fixer* ce sens d'*allouer* serait donc gratifier le législateur d'un non-sens qui n'a jamais pu effleurer sa pensée; — Attendu enfin que si l'on voulait conserver ce sens au mot *fixer*, on ne comprendrait pas que le législateur ait ordonné au juge de paix de prononcer une condamnation, qui devrait être en dernier ressort, pour la faire casser dans le délai de huitaine par le président du Tribunal, alors qu'il a voulu que les décisions des juges de paix ne soient redevables en la matière que de la Cour de cassation; — Attendu, en outre, qu'il en résulterait de graves inconvénients pour le bon fonctionnement de la justice, dont le moindre serait de saper l'autorité des juges de paix au moment où l'on s'efforce d'en augmenter le prestige; — Attendu que huit années d'application des lois sur les accidents du travail ont suffisamment démontré leur complète acceptation de la part des employeurs, en même temps que leur respect croissant des décisions des juges de paix, mais que ce sentiment céderait bien vite la place à un autre tout différent si ceux-ci se trouvaient forcés, par une interprétation injustifiée de rendre des décisions absurdes et iniques dans la majeure partie de ces cas; — Attendu que le meilleur exemple que l'on puisse en fournir se trouve dans celui faisant l'objet de la présente demande en paiement de l'indemnité de demi-salaire; — Attendu, en effet, que le sieur Jude, dont l'annulaire de la main gauche se trouve seul quelque peu entamé par suite

d'un accident survenu le 25 janvier, remplit, depuis le 1^{er} mars, chez un autre patron (malgré que sa blessure ne soit pas encore complètement cicatrisée à ce jour), les mêmes fonctions qu'il occupait chez le sieur Lallement au moment de cet accident et pour un salaire équivalent; qu'une condamnation au paiement de l'indemnité de demi-salaire jusqu'à la décision définitive du Tribunal aurait, dans ces conditions, un caractère pour le moins incompréhensible auprès du défendeur; — Attendu que l'application d'un texte de loi ne peut varier suivant les circonstances; que l'on doit donc rejeter une interprétation qui, dans bien des cas, entraînerait fatalement la déconsidération des magistrats qui statueraient dans ce sens, tout autant que celle de la loi elle-même; — Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application du paragraphe 3 de l'article 15 de la loi du 31 mars 1905 dans le sens le plus absolu de son texte, grammaticalement et logiquement conforme en tous points à la véritable pensée du législateur et qui doit être lu ainsi : Si, lors d'une demande en paiement de l'indemnité de demi-salaire, l'une des parties soutient, avec certificat médical à l'appui, que la victime est atteinte d'une incapacité permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent. Il fixe, s'il ne l'a fait antérieurement, la quotité de l'indemnité journalière, et transmet dans les trois jours l'expédition de sa décision au président du Tribunal, seul compétent pour en prononcer la condamnation, sous la réserve du paragraphe 4 de l'article 16; — Par ces motifs, statuant

en premier ressort et contradictoirement, nous déclarons incompetent : 1° sur le point de savoir si l'incapacité dont est atteint le sieur Jude (Eugène) est permanente comme il le prétend ; 2° sur la demande qu'il formule en paiement de l'indemnité de demi-salaire jusqu'à la décision définitive du Tribunal ; — Fixons la quotité de l'indemnité journalière à la somme de 1 fr. 916 ; — Disons que l'expédition du présent jugement sera délivrée dans les trois jours à M. le président du Tribunal ; — Donnons enfin, pour ce que de besoin, acte au sieur Lallement (Gaston) de son offre de verser la somme de 2 fr. 22, qu'il estime être le solde de l'indemnité temporaire due au sieur Jude (Eugène) ; — Dépens réservés. »

Observations. — On sait que la question, très complètement traitée par le jugement ci-dessus, a été vivement discutée et qu'elle soulève, par suite de la mauvaise rédaction de l'article 15, § 3, de la loi du 31 mars 1905, de fréquentes controverses et des décisions variées. Nous nous sommes depuis longtemps prononcés dans un sens absolument contraire à la présente décision. Voir notamment notre 5^e édition du *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v° *Accidents du travail*, n° 223 et suivants. Tout en reconnaissant la valeur des arguments déduits dans la sentence de M. le juge de paix de Vassy, nous persistons dans notre manière de voir, et ce dans l'intérêt des ouvriers blessés auxquels elle assure un paiement plus prompt de l'indemnité temporaire. En effet, un jugement qui se borne, en principe, à fixer le taux de l'indemnité

journalière, c'est-à-dire à exprimer un simple avis, n'a pas de résultats pratiques. Pour obtenir ce résultat, il est nécessaire, disons-nous dans le *DICTIONNAIRE*, que le juge de paix prononce une condamnation susceptible d'exécution forcée.

Tribunal de simple police de L'Isle-Adam
(Seine-et-Oise).

Président : M. LUCAS, ✱, A. O, C. ✱ ✱,
juge de paix.

6 décembre 1901.

Animaux. — Mauvais traitements.
Publicité. — Relaxe.

Les mauvais traitements envers les animaux domestiques ne tombent sous l'application de la loi du 2 juillet 1850 qu'autant qu'ils ont eu lieu abusivement et publiquement.

La circonstance de publicité est impérativement exigée par cette loi. L'échoppe d'un marchand de volailles, établie sur un marché, n'est pas un lieu public ; cette échoppe doit être considérée comme le domicile momentané de ce marchand et nul n'a le droit d'y pénétrer ni même d'y jeter des regards indiscrets. Le fait d'un marchand de volailles qui a saigné des poulets dans son échoppe, séparée en deux par une toile-cloison derrière laquelle il tue ses volailles, échappe à la contravention.

En conséquence, doit être relaxé de la prévention le prévenu qui, pour son commerce, a saigné des volailles dans son échoppe et dans un endroit séparé du public par une toile et qui les a plumées ensuite en dehors de la dite cloison.

Ainsi décidé, par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — Statuant en dernier ressort ; — Vu l'article unique de la loi du 2 juillet 1850 ; —

Vu le procès-verbal dressé par la gendarmerie en date du 28 septembre dernier constatant que le jour susdit, étant au marché de L'Isle-Adam, elle a surpris le sieur Frénot, marchand de volailles, « en train de « plumer un poulet qui n'était pas « encore mort »; — Vu le procès-verbal sus-énoncé enregistré; — Oui le ministère public en ses réquisitions; le prévenu en ses conclusions et moyens de défense; — Attendu que si la loi du 2 juillet 1850, conçue en termes généraux, réprime tous actes volontaires qui ont pour résultats d'occasionner à certains animaux des souffrances que la nécessité ne justifie point, elle ne punit de la peine qu'elle édicte les mauvais traitements exercés abusivement envers les animaux domestiques que lorsqu'ils ont eu lieu publiquement (Trib. de Cambrai, 18 février 1859); — Attendu que le sieur Frénot ne tue ni ne plume ses volailles en public, mais bien derrière une toile-cloison installée *ad hoc* dans son échoppe; qu'il lui arrive cependant quelquefois de sortir de derrière la susdite toile-cloison tout en plumant ses volailles mortes; — Attendu que l'infraction à la loi du 2 juillet 1850 se compose de quatre éléments : il faut 1° un animal domestique; 2° des mauvais traitements exercés envers lui, 3° publiquement, 4° d'une manière abusive; — Attendu que pour être punissables, les mauvais traitements doivent être abusifs, c'est-à-dire qu'ils doivent être le résultat du mauvais usage que l'homme fait de sa force et de son pouvoir sur les animaux qui vivent autour de lui; — Que tel n'est pas le cas du prévenu qui n'a commis aucun acte de cruauté en

plumant son poulet sans attendre, il est vrai, que l'animal soit complètement refroidi, ni même, nous l'admettons encore, sans attendre le dernier spasme de l'animal qui était cependant bel et bien mort; que toutes les cuisinières n'agissent pas autrement et que tout le monde sait qu'un poulet continue ses soubresauts après avoir été tué; que personne n'ignore non plus qu'un canard fait encore quelques pas après avoir eu la tête coupée; et il faut avoir vraiment un cœur par trop sensible pour s'apitoyer ainsi sur le sort d'un poulet qui ne souffre plus; — En effet, M. de Grammont dans son article unique de projet de loi, dit : « Je ne veux pas que les mauvais traitements envers les animaux puissent aller jusqu'à des actes choquants de brutalité; mais je ne crois pas non plus que la protection donnée à l'animal doive dégénérer en inquisition envers le propriétaire, mais j'exige que cet abus ait été public, mais je ne veux pas entrer dans le domaine de chacun et voir ce qu'il y fait, l'intérêt des animaux ne me paraît pas assez grand pour cela »; — Considérant, en outre, que l'échoppe fermée d'un marchand quelconque, établie sur un marché, n'est pas un lieu public, que cette échoppe doit être considérée comme le domicile momentané de ce commerçant et que nul n'a le droit d'y pénétrer ni même d'y jeter des regards indiscrets; — Par ces motifs : le Tribunal dit que le prévenu n'a pas commis la contravention prévue et réprimée par la loi du 2 juillet 1850 susvisée; et, en conséquence, le déclare non coupable de la contravention reprochée

et le renvoie des fins de la plainte sans dépens. »

Observations. — Solution incontestablement exacte. L'amende qu'édicté la loi du 2 juillet 1850 n'est encourue qu'autant que les mauvais traitements ont été exercés publiquement et abusivement. La publicité est donc une condition essentielle. Toutefois, il est à remarquer que l'article 65 de la loi du 21 juin 1898 interdit d'exercer abusivement les mauvais traitements envers les animaux domestiques, sans reproduire les conditions de publicité. Mais l'article 65 est, quant à présent, sans sanction.

Justice de paix du canton d'Herbault
(Loir-et-Cher).

Président : M. CALLAULT, juge de paix.

26 janvier 1905.

Demande en dommages-intérêts. — Coupe de bois appartenant à un tiers. — Exception d'incompétence. — Garde-rivière. — Rejet de l'exception.

Le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande en dommages-intérêts basée sur le préjudice causé par la coupe et l'enlèvement de bois appartenant au demandeur, par un tiers qui prétend y avoir été autorisé par un garde-rivière.

Juge de l'action, le juge de paix est juge de l'exception.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance du ministère de M^e Fortier, huissier à Onzain, en date du 24 décembre

1904 ; — Vu notre jugement préparatoire en date du 12 de ce mois ; — Vu notre procès-verbal de transport et visite de lieu du 19 du même mois ; — Vu l'article 5, § 1^{er}, et l'article 1^{er} de la loi sur la compétence civile des juges de paix du 23 mai 1838 ; — Et enfin, ouï les parties dans leurs dires, moyens et conclusions, présentés à la première audience par M^e Malés, avoué à Blois, pour le demandeur, et par M^e Fourier, aussi avoué à Blois, pour M. Joulin ; — Vidant notre délibéré : — Attendu que, par l'exploit susénoncé, M. Lebâtard a fait citer M. Joulin à comparaître devant nous à l'audience du 29 décembre 1904 pour le faire condamner à lui payer la somme de 150 francs, à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice qu'il lui aurait causé en s'étant permis de faire couper des arbres lui appartenant sur sa propriété sise au Gué-Taureau, commune de Saint-Secondin, le faire, en outre, condamner en tous les dépens ; — Attendu que, pour échapper à toute responsabilité, M. Joulin soutient qu'aux termes de l'article 20 de l'ordonnance royale du 26 octobre 1847, M. Lebâtard n'a pas le droit d'avoir des arbres à moins de 2 mètres de distance du bord de la rivière de la Cisse, et que les pousses d'arbres qu'il a fait couper, sans valeur du reste, étaient sur le bord même et l'empêchaient de faucarder les herbes croissant dans le fond et sur les berges de la rivière ; — Que le garde-rivière Poussin l'avait autorisé à couper les arbres dont s'agit ; — Que le garde, aux termes de l'article 28 de l'ordonnance susénoncée, a des pouvoirs suffisants pour ordonner cette autorisation ; que,

d'ailleurs, nous n'avions pas compétence pour interpréter cette ordonnance; enfin, il a conclu à notre incompétence sur ce chef et, très subsidiairement articulé, a offert de prouver les faits suivants : 1° Joulin a été autorisé par le garde-rivière Poussin à faire couper les accrues et rejets des souches qui se trouvaient sur la ligne des ébergements sur toute l'étendue du bassin de son moulin, et notamment sur les prés submersibles de M. Lebâtard; 2° les rejets coupés par Joulin étaient tous dans la ligne d'ébergement, et les souches étaient sur le bord, dans l'eau; 3° en 1903, le garde-rivière a mis en demeure le meunier du moulin de Bury de couper tous les rejets qui se trouvaient dans son bassin, dans la ligne des ébergements, sous peine de lui dresser une contravention et de le mettre en régie; — Répondant à ces conclusions, M. Lebâtard a dit qu'il persistait dans les conclusions par lui prises en son exploit introductif d'instance, et ajouté que, dans la matinée du 8 septembre 1904, M. Joulin a fait abattre 63 arbres appartenant à lui, Lebâtard, situés sur sa propriété du Gué-Tau-reau; qu'il s'est introduit sans droit sur cette propriété close; que ces faits ont, d'ailleurs, été reconnus par Joulin au cours d'une enquête à laquelle il a été procédé par la gendarmerie; qu'ils constituent une atteinte grave aux droits de propriété du demandeur, et que le défendeur est tenu de réparer le préjudice qu'il a causé; — Qu'enfin, l'autorisation qu'aurait donnée le garde-rivière de couper les arbres dont s'agit est sans valeur, cet agent n'ayant d'autre mission que de sur-

veiller l'exécution des règlements de la Cisse et d'autre pouvoir que de dresser des procès-verbaux en cas de contravention, et qu'en outre, les faits articulés par Joulin n'étant ni pertinents, ni admissibles, rejeter la preuve offerte par celui-ci; — Attendu qu'en raison de la nature de l'affaire et des dires contradictoires des parties, une visite des lieux a été ordonnée par jugement du 12 de ce mois; qu'il a été procédé à cette visite le 19 du même mois, en présence des parties; — Attendu que de l'examen des lieux et des déclarations desdites parties résulte bien la preuve des agissements reprochés par Lebâtard à Joulin; — Que nous avons, en effet, constaté que les pousses des 63 souches d'arbres existant sur le talus de la prairie Lebâtard longeant la rivière de la Cisse ont été coupées récemment à l'aide d'une serpe par Joulin ou sur son ordre; que ces pousses éparses sur le sol mesurent en moyenne de 7 à 8 centimètres de circonférence à la base; qu'elles ont été coupées à une hauteur variant de 10 à 45 centimètres du sol, et qu'enfin elles sont d'une valeur insignifiante; — Sur l'exception d'incompétence: — Attendu que, pour faire échec à la demande, Joulin soulève une question d'incompétence qu'il fonde sur ce qu'il y aurait lieu, pour savoir si le garde-rivière avait qualité pour autoriser ledit défendeur à couper les accrues et rejets poussés sur la propriété Lebâtard au bord de la Cisse, d'interpréter l'ordonnance du 26 octobre 1847 susénoncée, fait qui ferait cesser la compétence du juge de paix; — Attendu qu'il ne s'agit point d'interpréter les clauses de

cette ordonnance qui sont d'ailleurs claires et précises, mais seulement de faire l'application du règlement; — Attendu que la demande ne dépasse pas 200 francs, qu'elle est personnelle et mobilière et qu'il est de règle que, quand l'action renfermée dans la limite de 200 francs, taux général de la compétence, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 en matière personnelle et mobilière, la demande d'indemnité n'aurait échapper à la compétence du juge de paix, qui peut alors non seulement régler les indemnités, mais apprécier toutes les exceptions qui peuvent être opposées en vertu de ce principe juridique que le juge de l'action est le juge de l'exception, et ce, tant que l'interprétation n'est invoquée que comme moyen de défense sans faire l'objet de demande reconventionnelle portant sur l'interprétation même, l'existence, la validité ou la nullité d'un titre produit aux débats; — Disons, en conséquence, qu'il y a lieu de rejeter l'exception d'incompétence opposée par Joulin; — Sur la demande principale : — Attendu, en droit, que personne ne peut se faire justice soi-même; — Attendu, en fait, qu'il est constant au procès que Lebâtard ayant laissé croître quelques années les rejets de 63 souches d'arbres se trouvant sur sa prairie au bord de la rivière de la Cisse, Joulin, au lieu de s'adresser à l'administration compétente pour faire abattre les pousses, si elles portaient atteinte à ses droits, s'est introduit sur la propriété du demandeur et les a, de son propre chef, coupées ou fait couper au mois de septembre dernier; — Qu'en agissant ainsi,

Joulin a méconnu ce principe conservateur de l'ordre social et de la paix publique rapporté plus haut, à savoir : « Que nul ne peut se faire justice soi-même »; — Attendu qu'en effet si Lebâtard avait conservé ses arbres en dehors de la distance réglementaire (2 mètres du bord de la Cisse), l'administration seule avait qualité pour ordonner, après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 17 et 34 de l'ordonnance susénoncée, l'abatage desdits arbres, et qu'elle n'a donné aucun ordre; — Attendu que le fait d'avoir prévenu le garde-rivière, ni même l'autorisation que Joulin déclare avoir obtenue de cet agent (ce qui n'est pas dénié par le demandeur), ne peuvent avoir le moindre intérêt dans l'espèce; — Que Joulin n'ignorait pas que le garde-rivière n'a d'autre mission que de surveiller l'exécution du règlement de la Cisse et d'autre pouvoir que de dresser des procès-verbaux en cas de contravention; — Qu'en aucun cas le garde-rivière, ni même les syndics qui ont autorité supérieure à la sienne, ne peuvent ordonner l'abatage des arbres qui ne sont pas à la distance réglementaire; — Qu'il est dit, en effet, textuellement à l'article 27 de l'ordonnance susénoncée : « Le syndic « cal ne pourra donner aucun ordre « pour la répression des contraven- « tions, ni pour l'exécution d'office « des travaux »; — Que l'article 28 de ladite ordonnance délimite les pouvoirs du garde-rivière en ces termes : « Un garde-rivière sera « spécialement chargé de remplir « l'exécution dudit règlement, sous « les ordres et la surveillance dudit « syndicat et des maires des com-

« munes traversées par la Cisse. Il « constatera par procès-verbaux les « délits et contraventions aux lois « et règlements sur la police de la « pêche et des cours d'eau » ; — Attendu que la raison invoquée par Joulin pour couvrir sa responsabilité ne peut être efficace, que celui-ci a commis un acte blâmable, acte que nous devons réprimer, mais qu'il y a lieu de lui tenir compte des faits exposés et de ce que Lebâtard a, lui aussi, contrevenu au règlement ; — Que, d'ailleurs, Lebâtard a déclaré s'en rapporter à l'appréciation du Tribunal pour la fixation de l'indemnité et la réduire s'il le juge convenable, et que nous possédons les éléments suffisants pour évaluer cette indemnité ; — Sur la preuve offerte : — Attendu qu'aucun des faits articulés par Joulin n'est ni pertinent, ni concluant, ni admissible en preuve ; qu'il y a lieu de rejeter l'articulation, ainsi que les conclusions ; — Sur les dépens : — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, les frais sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Condamnons Joulin en 25 francs de dommages-intérêts envers Lebâtard pour réparation du préjudice causé, et aux dépens. »

Observations. — Solutions exactes de tous points. Aussi ce jugement a-t-il été, sur appel, confirmé par le Tribunal civil de Blois, avec adoption de motifs.

Justice de paix du canton de Montendre
(Charente-Inférieure).

Président : M. BRONDEL, juge de paix.

23 décembre 1905.

Élections. — Divulgateur du nom porté sur un bulletin de vote. — Action de l'électeur en dommages-intérêts contre le maire auteur de cette divulgation. — Appréciation par le juge de paix de la valeur du dommage causé.

Le fait par un maire de divulguer le nom porté sur un bulletin de vote, constitue une atteinte illicite au principe du secret du vote, et un dommage à l'électeur dont réparation lui est due.

Il appartient au juge de paix de réduire les dommages-intérêts demandés et d'en fixer la valeur.

Ainsi décidé par le jugement qui suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Attendu que par exploit de Jullion, huissier à Montendre, en date du 23 octobre 1905, enregistré, le sieur D..., propriétaire et meunier à Saint-Maurice-de-Laurençanne, a fait citer devant nous, à l'audience du 25 du même mois, le sieur C..., propriétaire et maire de la commune de Saint-Maurice, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer, à titre de dommages-intérêts, la somme de 500 francs, pour : — Attendu que le 6 août dernier, jour de l'élection au Conseil général, dans la salle du vote, devant plusieurs personnes, et le 13 du même mois d'août, dans une réunion d'une quinzaine de personnes, ledit C... se serait permis de dire qu'il avait ouvert le bulletin de vote de D... et constaté que celui-ci avait voté pour M. de Montebello ; — A la-

quelle demande le sieur C... a formellement reconnu avoir tenu les propos qui lui sont reprochés, tels qu'ils sont relatés et dans les circonstances visées à l'exploit introductif d'instance, en faisant toutefois remarquer que lorsqu'il a pris des mains de D... le bulletin qui lui était présenté par celui-ci, il croyait que c'était sa carte d'électeur et non le bulletin ; — Attendu que les propos étant ainsi constants, il ne reste qu'à en rechercher la portée et en dégager le caractère au point de vue de l'action à laquelle ils servent de base ; — Attendu, tout d'abord, que les propos incriminés ne sauraient être envisagés comme constitutifs de délits de diffamation ou d'injures justiciables des dispositions de la loi de 1881 sur la presse, mais qu'ils constituent certainement des propos dommageables tenus sans droit et faisant partie des faits prévus par l'article 1382 du Code civil ; — Attendu, en effet, que la loi, désireuse de favoriser la liberté du vote, a entendu en assurer le secret par des dispositions aussi rigoureuses que variées ; que tout électeur a, de par la loi, un droit absolu acquis au secret de son vote et qu'il n'appartient à personne, à un maire moins qu'à tout autre, d'essayer de violer ce secret ; — Attendu que tout électeur dont on divulgue ou essaie de divulguer le vote est ainsi troublé dans l'exercice normal et régulier de son droit, tel que le lui assure la loi ; qu'il a incontestablement le droit de compter, sous l'assurance de la loi, que son bulletin ne demeurera connu que de lui seul ; — Attendu que, rendre public ce bulletin, c'est commettre un acte répréhensible, dé-

fendu par la loi, et commettre ainsi un préjudice à l'égard de l'électeur, un véritable délit générateur du préjudice que comporte la violation des droits appartenant à un citoyen, préjudice qui, pour être plutôt d'ordre moral que matériel, n'en comporte pas moins une juste réparation ; — Attendu, d'autre part, que les propos tenus et réitérés par le défendeur, non seulement avaient pour but, mais encore ont eu pour résultat, de représenter D... comme ayant, par son vote en faveur d'un candidat déterminé, abandonné et trahi ses anciens amis politiques ; qu'en admettant même que sa bonne foi ait été trompée en ouvrant le bulletin de vote croyant prendre la carte d'électeur, il n'est pas moins vrai que le maire C... a manqué à tous ses devoirs en attribuant à D..., et malgré lui, un vote pour tel ou tel candidat ; — Attendu qu'au préjudice résultant de la violation de son droit d'électeur vient s'ajouter, pour le demandeur, le préjudice résultant de ce qu'il a été représenté comme ayant renié son passé et trahi ses anciens amis politiques ; — Attendu qu'en se laissant aller à ces affirmations peut-être téméraires, car D... a affirmé qu'il est faux qu'il ait voté pour M. de Montebello, M. C... a commis une faute lourde et qu'il a de ce fait causé à D... un préjudice qui doit être réparé ; — Que ce préjudice, s'il ne se traduit pas par des pertes d'argent, n'en résulte pas moins de cette double constatation que le demandeur a été troublé dans l'exercice normal et paisible de son droit d'électeur et de ce qu'il a été signalé au discrédit public comme ayant renié son passé politique et trahi ses

anciens amis; — Vu l'article 1382 du Code civil, ainsi conçu : « Tout « fait quelconque de l'homme qui « cause à autrui un dommage oblige « celui par la faute duquel il est ar- « rivé à le réparer » ; — Vu, enfin, l'article 130 du Code de procédure civile : « La partie qui succombe « doit être condamnée aux dépens » ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort ; — Condamnons C... à 30 francs de dommages-intérêts et aux dépens de l'instance. »

Observations. — Il n'y avait dans le fait reproché au défendeur ni injure, ni diffamation, mais tout au moins un acte dommageable dont réparation était due au demandeur. Le maire, en ouvrant le bulletin de vote et en lisant publiquement le nom qui y était porté, avait manqué à tous ses devoirs et causé un préjudice à l'électeur qui avait remis le bulletin. Très sagement, le juge saisi a réduit dans de justes proportions la réparation demandée. Cette sentence nous paraît donc devoir être entièrement approuvée.

Justice de paix du canton de Beaurepaire
(Maine-et-Loire).

Présid. : M. CARIAS, (1), juge de paix (1).

21 juin 1905.

Dégradations. — Réparations locatives.
— Bail. — Interprétation. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix, compétent pour connaître d'une demande en paiement de réparations locatives et de dégradations

des lieux loués, cesse de l'être lorsque le défendeur prétend en être exempt en vertu de son bail et que la demande ne peut être jugée qu'après interprétation des clauses de ce bail.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance, du ministère de M^e Grappin, huissier en résidence à Beaurepaire, en date du 20 mai 1905, enregistré ; — Vu notre jugement de remise du 7 juin courant ; — Vu les articles 1732 et 1733 du Code civil ; — Vu les articles 4 et 5, § 2, de la loi du 25 mai 1838 ; l'article 130 du Code de procédure civile ; — Ouï les parties, en leurs dires, observations et conclusions ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Vidant notre délibéré ; — En fait : — Attendu qu'aux termes d'un acte sous signatures privées, dressé en double original, à Savigny-en-Revermont, le 17 février 1896, dûment enregistré, le sieur Comparet a loué au sieur Bernard une maison composée de deux corps de bâtiment, avec aisances et dépendances, sise audit Savigny ; — Attendu que ce bail a pris fin le 1^{er} mars dernier, après une durée de neuf ans ; — Que Comparet a fait citer Bernard par devant nous, en vertu de l'exploit susvisé, aux fins de le voir condamner, pour dégradations et réparations locatives, à lui payer une somme de 1 000 francs, à titre de dommages-intérêts ; à défaut, s'en rapportant à l'évaluation qui serait faite desdites dégradations par un ou trois experts, qu'il nous priaît vouloir bien nommer ; — Attendu qu'il n'a été dressé aucun état des

(1) Actuellement à Louhans (Saône-et-Loire).

lieux de l'immeuble affermé, lors de l'entrée en jouissance de Bernard, c'est-à-dire au 1^{er} mars 1896 ; qu'il n'a été non plus dressé aucun procès-verbal de constat, à la sortie du locataire ; — Que Comparet a attendu près de trois mois avant d'intenter son action, son assignation étant datée du 20 mai dernier ; — Attendu qu'à l'audience du 7 juin courant, ledit Comparet, par des conclusions subsidiaires et orales, a détaillé, tout au moins en partie, les déprédations qu'il avait à reprocher à Bernard ; — Qu'il n'a apporté aucune preuve des faits articulés par lui ; — Que nous eût-il offert de le faire, nous n'aurions pu le suivre dans cette voie ; — Attendu, pour sa défense, entre autres arguments, que Bernard soutient : qu'il résulte des termes mêmes du bail, qu'il avait la faculté de transformer, comme bon lui semblerait, le local loué, et qu'à la fin de la période de location, le bailleur devait reprendre sa maison, sans aucun recours contre lui ; — Qu'en prévision des transformations prévues, lesquelles ont été exécutées par Bernard, le prix du bail a été fixé en conséquence ; — Attendu que le contrat dont s'agit contient les clauses ici littéralement transcrites : « I. Le prix est fixé à 440 fr. « par an, soit 220 francs pour le « loyer et 220 francs pour *indemnité* « du préjudice que lui cause sa sortie (?) ; — II. A la fin du bail, le « sieur Comparet devra rentrer en « possession de sa maison, quoi- « qu'elle aurait été transformée en « fromagerie et qu'il y aurait eu « d'autres transformations, sans « *qu'il ait aucun recours* contre le « preneur, quoiqu'il y aurait des

« constructions nouvelles » ; — Attendu que Bernard se prétend exonéré de toute obligation envers Comparet, aux termes des clauses du contrat qui liait les parties et dont la transcription précède ; — Qu'il allègue notamment que ce contrat contient des conventions synallagmatiques qui ne peuvent être modifiées, à la demande d'un seul de ses signataires, sans le consentement de l'autre ; — Qu'il s'en tient à la lettre et à l'esprit de l'acte qui est la loi des parties en cause ; — Qu'il conclut voir débouter le demandeur purement et simplement, avec condamnation aux dépens ; — En droit : — Attendu qu'avant d'examiner les demandes qui lui sont soumises, le juge a pour devoir de rechercher si les attributions qu'il détient de la loi lui permettent de statuer sur le différend qui divise les plaideurs ; — Attendu que, pour porter sa demande devant le juge de paix, Comparet a cru pouvoir invoquer les articles 4 et 5, § 2, de la loi du 25 mai 1838, déterminant la compétence de ce magistrat en matière d'indemnité pour dégradations et réparations locatives ; — Attendu que, s'il ne s'agit que desdites réparations ou dégradations, la loi ne confère compétence au Tribunal de paix que pour celles dont les locataires sont tenus de plein droit ; — Qu'il ne lui appartient pas de connaître des contestations élevées entre le bailleur et le preneur, au sujet de l'interprétation des clauses d'un bail ; — Attendu que c'est de l'interprétation à donner aux clauses de l'acte ci-devant relatées que dépend la solution du litige actuellement porté devant nous ; — Que, sans apprécier la valeur des argu-

ments fournis par le défendeur qui se retranche derrière son titre, ses moyens ne nous paraissent nullement avoir été inspirés par un esprit de chicane ; — Attendu qu'il convient de remarquer que la connaissance des actions pour réparations locatives ont été attribuées aux juges de paix, mais seulement lorsque lesdites réparations sont mises par la loi à la charge des locataires, et nullement celles dont ils pourraient être chargés par le bail ; — Que, si l'on élevait devant le magistrat cantonal une exception d'incompétence relativement à des réparations commandées par le bail, et que la demande comprit, avec ces dernières, des réparations locatives mises par la loi à la charge du locataire, le juge de paix devrait renvoyer pour le tout devant le Tribunal de première instance ; — Attendu qu'il a été enseigné et jugé qu'il en serait de même si le fermier ou locataire se prétendait exempt de toute espèce de réparations, d'après une clause du contrat ; — Que tel est exactement le cas sur lequel nous sommes appelé à statuer (DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DES JUSTICES DE PAIX, vol. VII, p. 59, n° 34 et 35) ; — Attendu que, par un arrêt relativement récent (6 avril 1898), la Cour de cassation a décidé que le juge de paix est incompétent pour connaître des questions qui ne peuvent se résoudre que par l'interprétation d'un bail ; — Attendu que l'incompétence *ratione materiæ*, étant d'ordre public, peut et doit même être prononcée d'office par le magistrat saisi de la contestation, bien que l'exception n'ait été soulevée *in limine litis*, ni au cours des débats ; — Par ces motifs, nous déclarons

incompétent et renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître ; — Condamnons Comparet en tous les dépens, liquidés à..., sous réserve de tous droits éventuels qu'il avisera à faire valoir, s'il le juge utile. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence. Voir les arrêts cités dans le jugement. Au surplus, sur appel du demandeur, cette sentence a été confirmée, par adoption de motifs, suivant jugement du Tribunal civil de Louhans, en date du 9 mars 1906.

Justice de paix du canton de Châteldon
(Puy-de-Dôme).

Président : M. DRIFFORD, juge de paix.

4 novembre 1905.

*Bornage. — Expertise. — Péréemption.
Frais.*

Dans une action en bornage, le demandeur n'est pas fondé à invoquer, après quatre mois écoulés, la péréemption de l'instance, lorsqu'il est établi que la solution du litige n'a été retardée que par les lenteurs apportées par l'expert commis au dépôt de son rapport, et que le demandeur n'a rien fait pour accélérer ce dépôt.

Lorsqu'un jugement interlocutoire a chargé un expert de faire un rapport, le délai de quatre mois, établi par l'article 15 du Code de procédure civile, ne commence à courir que de la date du dépôt du rapport.

Ainsi décidé, dans les circonstances que voici :

Le 8 février 1905, Louis Gimel, cafetier à Clermont-Ferrand, a fait citer François Bigay, propriétaire à

Lachaux (Puy-de-Dôme), pour obtenir bornage de divers héritages. La demande conclut ainsi : « Voir dire que M. le juge de paix de Châteldon procédant seul ou avec l'assistance de tel expert qu'il plaira à ce magistrat commettre, s'il ne préfère ordonner une expertise sans se rendre lui-même sur les lieux, il sera procédé, en présence des parties, ou elles dûment appelées, à la délimitation et au bornage de la propriété du défendeur, etc. » — A l'audience du 25 février 1905, le défendeur demandant de son côté qu'un bornage soit fait, par jugement interlocutoire du même jour 25 février, un expert a été nommé pour procéder au bornage régulier et déposer un rapport conformément à l'usage. Les opérations de l'expert ayant été longues (il dut se transporter plusieurs fois sur les lieux et rédiger un travail écrit sur six feuilles doubles à 1 fr. 80), il ne déposa son rapport que le 28 octobre 1905. Le greffier lui avait inutilement écrit trois ou quatre fois pour le presser de terminer ses opérations.

Enfin le rapport ayant été déposé le 28 octobre au greffe et les parties ayant été convoquées pour en entendre la lecture à l'audience du 4 novembre, dans cet intervalle, le 1^{er} novembre, le demandeur fit parvenir une lettre recommandée au juge de paix dans laquelle il dit et prétend se prévaloir du bénéfice de la péremption édictée par l'article 15 du Code de procédure.

Le 4 novembre, jugement dont voici quelques-uns des motifs :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, sous la médiation de l'expert

nommé par notre jugement interlocutoire du 25 février écoulé, diverses bornes ont été plantées d'un commun accord à divers points indiqués au rapport et figurées au plan qui l'accompagne ; — Qu'il y a lieu d'ordonner que les bornes plantées depuis le 30 avril écoulé, en présence et avec le consentement des parties, formeront d'une façon définitive la limite séparative des héritages respectifs des parties ; — Attendu qu'il est de règle en matière de bornage de compenser les dépens, l'opération étant faite dans un intérêt commun ; — ... Attendu que, par une lettre parvenue entre nos mains le 1^{er} novembre 1905, Gimel prétend se prévaloir du délai de péremption prévu par l'article 15 du Code de procédure ; — Attendu qu'il y a lieu de rejeter cette prétention ; qu'en effet, c'était à Gimel, demandeur, à obtenir de l'expert qu'il fasse le dépôt de son rapport dans un délai plus court, qu'il a accepté toutes les opérations du bornage ; — Attendu qu'il ne pouvait être statué avant que le rapport de l'expert soit déposé, et qu'il ne dépendait pas du Tribunal de paix d'obtenir que ledit expert agisse plus rapidement ; qu'il y a lieu de dire que Gimel doit subir la conséquence de la maxime : *Contra non valentem agere non currit prescriptio* ; — ... Attendu que Gimel en invoquant la péremption laisse voir tout l'intérêt qu'il aurait à profiter d'un bornage, auquel il a consenti, sans payer aucuns frais ; — Attendu que lorsqu'un jugement interlocutoire nomme un expert chargé de faire un rapport, le délai de quatre mois prescrit par l'article 15 ne court que de la date du dépôt du

rapport (Cass., 16 février 1887, ANNALES 1887, p. 385); — Par ces motifs, et par jugement contradictoire et en dernier ressort: — Homologuons le rapport dressé par l'expert; — Disons que les bornes plantées formeront d'une façon définitive les limites des héritages des parties; — Statuant sur la demande de péremption; — Disons que Gimel est mal fondé à se prévaloir d'une péremption dont il profiterait indûment; — Condamnons les parties à payer les frais par moitié. »

Observations. — Le juge de paix qui a ordonné une expertise ne peut évidemment statuer au fond qu'après dépôt et sur le vu du travail de l'expert. Par suite, si l'expert a pris trop de temps pour terminer le travail et déposer son rapport, c'était au demandeur à presser l'expert pour déposer son rapport ou à demander la nomination d'un autre expert plus actif. Mais il ne saurait se baser sur sa propre négligence pour invoquer la péremption de l'instance.

Justice de paix du canton d'Aspet
(Haute-Garonne).

Président : M. ROTGÉ, juge de paix.

31 octobre 1905.

Action possessoire. — Communiste. — Copropriété. — Possession utile. — Trouble. — Maintenu possessoire. — Dommages-intérêts.

Est utile à prescrire la possession annale et plus qu'annale d'un copropriétaire ou communiste lorsque cette possession n'a jamais été contredite par aucun acte de

possession contraire de l'autre copropriétaire ou communiste.

En conséquence, le copropriétaire qui justifie de cette possession exclusive annale et plus qu'annale est recevable et fondé, en cas de trouble de la part de l'autre copropriétaire causé depuis moins d'un an, à exercer devant le juge de paix l'action en maintenue possessoire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en droit, que si, à la différence du fermier de l'usufruitier, de l'usager, qui détiennent la chose à titre précaire et ne peuvent se changer à eux-mêmes, la cause et le principe de leur possession, le communiste qui, en cette qualité, possède la chose *animo domini* comme propriétaire, n'a pas besoin d'un titre nouveau pour prescrire en totalité au regard et au préjudice de son co-communiste, il faut du moins que sa possession ait été, pendant tout le temps qu'il faut pour prescrire, exclusive de tous actes de possession de la part de celui-ci (Cass., 26 août 1856); — Attendu que l'indivision ne fait pas obstacle à ce que le communiste acquière par la prescription la propriété de la totalité de l'immeuble indivis, mais qu'il faut justifier sur cet immeuble d'une possession exclusive *proprio nomine* (Cass., Ch. civ., 17 juin 1852); — Attendu, en fait, qu'il résulte des témoignages entendus dans l'enquête et aussi dans la contre-enquête, que le demandeur a, depuis une quinzaine d'années, et en tout cas depuis an et jour, la jouissance paisible et publique d'une partie du pré dit de Lespiade, quartier de ce nom, commune d'Aspet; qu'une autre partie

de ce même pré a été jouie par le défendeur qui s'est permis, en octobre courant, de s'approprier environ 4 quintaux de fourrage dans la portion que le demandeur avait joui jusqu'à ce jour; — Que ce dernier, en fauchant sa part du pré de Lespiade, en engrangeant les fourrages dans ses propres bâtiments pendant un certain nombre d'années, en conduisant au pâturage ses animaux, a exercé des faits constitutifs d'une possession telle que celle qui vient d'être caractérisée; — Attendu que, dans cette situation, il y a lieu de faire droit aux conclusions par lui prises; — Par ces motifs, faisant droit aux parties et jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort; — Vidant l'interlocutoire porté par notre précédent jugement, maintenons le demandeur en possession de la partie du pré dont s'agit; — Faisons défense au défendeur de troubler le demandeur dans sa possession; — Condamnons pour tous dommages-intérêts le défendeur à payer au demandeur la quantité de fourrage soustraite (quatre quintaux à 1 fr. 75 l'un), soit 7 francs; — Condamnons, en outre, ledit défendeur aux dépens. »

Observations. — Solution exacte et plusieurs fois adoptée par la Cour de cassation. Voir les arrêts cités dans la sentence de M. le juge de paix d'Aspet.

Tribunal de simple police de L'Isle-Adam (Seine-et-Oise).

Président : M. LUCAS, *, A. Q, C. ✕ ☼

juge de paix.

4 août 1899.

Jet de liquide. — Contravention. — Domestique. — Responsabilité du maître.

Constitue la contravention à l'article 475, § 8, du Code pénal, le fait de jeter, par une fenêtre, un vase rempli d'un liquide quelconque sur des personnes qui passent dans la rue.

Le maître est responsable du fait de son domestique.

Ainsi décidé, dans les termes suivants :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu qu'il est établi par le procès-verbal de la gendarmerie, par la plainte de M. le maire de Valmondois à M. le sous-préfet de Pontoise, par les aveux du prévenu et par les débats, que dans la soirée du 13 juillet 1899, à 9 heures et demie du soir, le sieur Levasseur, valet de chambre au service de M. Cavalier de Montjeon, s'est permis de jeter par une fenêtre du château, sur les musiciens qui passaient, par ordre du maire, en exécutant une retraite aux flambeaux, un vase rempli d'un liquide quelconque qui s'est répandu non seulement sur les musiciens, mais encore sur les personnes qui prenaient part à la fête, en suivant cette retraite; — Considérant que cet acte inqualifiable pouvait provoquer des représailles et donner lieu à des scènes regrettables de désordre qui ne se sont heureusement pas produites, grâce à la sagesse et au sang-froid des musiciens et des citoyens qui suivaient la musique;

— Attendu que la contravention présente un caractère exceptionnel de gravité, à raison des circonstances dans lesquelles elle a été commise, en ce sens que les habitants de Valmondois célébraient en ce moment notre Fête nationale et que la plus élémentaire des convenances imposait à Levasseur le devoir de ne pas les troubler dans leurs manifestations patriotiques; — Ouï le prévenu en ses moyens de défense et le ministère public en ses réquisitions; — Par ces motifs, déclare le sieur Levasseur (Maurice) atteint et convaincu d'avoir, le 13 juillet dernier, à 9 heures et demie du soir, contrevenu à l'article 475, §8, du Code pénal, ainsi conçu : «... »,

et le condamne à 5 francs d'amende, à vingt-quatre heures de prison et aux dépens de l'instance; — Fixons à trois jours la contrainte par corps; — Déclare M. Cavalier de Montjeon, son maître, civilement responsable, en conformité de l'article 1384 du Code civil. »

Observations. — Le fait reproché de jet de liquides sur les passants, en dehors de toute intention de nuire, constituait bien par lui-même une contravention. Mais, dans l'espèce, l'intention malveillante était plus que vraisemblable, et c'est avec raison que le juge saisi a appliqué une peine relativement sévère.

Justice de paix du canton de Villers-Cotterets (Aisne).

Président : M. VALISSANT, juge de paix.

5 octobre 1905.

Action possessoire. — Droit de passage. — Copropriété. — Cour commune. — Demande en maintenue. — Rejet de la demande.

N'est pas fondée et doit être rejetée la demande en maintenue possessoire d'un droit de passage basé sur l'enclave, et sur une longue possession, lorsque, d'une part, l'immeuble, pour lequel est réclamée la servitude de passage, a une autre issue sur la voie publique, et, d'autre part, lorsque la prétendue servitude n'est pas fondée en titre ou l'est seulement sur un titre qui manque de précision ou de netteté.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'action possessoire intentée par le sieur Durand au sieur Hervy aurait pour cause l'interception par ce dernier d'un passage s'exerçant sur une bande de terrain, située au-devant de leurs maisons respectives ; — Attendu qu'à l'appui de cette action, le demandeur prétend notamment que sa propriété se trouve à l'état d'enclave à l'égard de celle du sieur Hervy, et que, de plus, le passage, dont la possession est revendiquée par lui, serait un chemin d'exploitation tel que le définit la loi du 20 août 1834 ; — Attendu qu'en ce qui concerne spécialement cette prétention relative à l'état d'enclave ou à l'existence d'un chemin d'exploitation, il ne paraît pas possible de reconnaître que la maison et dépendances du sieur Du-

rand, sises lieudit « La Cave », se trouvent enclavées, puisque cette propriété a accès à l'est sur la voie publique au moyen d'un sentier avec escalier existant au pignon de la maison Cassebras, et que, par la même raison, on ne saurait considérer comme chemin d'exploitation le terrain dont s'agit en la demande, les deux maisons Cassebras et Durand communiquant facilement à la route ou rue qui les borde, sans qu'il soit nécessaire de passer sur la partie de terrain située au-devant des maisons Parent et Hervy ; — Qu'il existe d'ailleurs sur le plan cadastral de la commune de Montgobert, à l'endroit où se trouvent figurées les propriétés Durand et Parent, une ligne tracée entre elles et paraissant être la marque d'une séparation exclusive de toute communauté ; — Que cet état de choses, constaté lors de la visite des lieux à laquelle nous avons procédé en présence des parties, s'est trouvé confirmé par les débats ; — Attendu que le sieur Durand soutient en outre, en paraissant attribuer à cet argument une grande importance, que la bande de terrain en question serait une cour commune entre les différentes propriétés qu'elle traverse, en sorte qu'il se trouverait de ce fait dispensé de s'astreindre aux prescriptions de l'article 691 du Code civil concernant le droit de passage ; — Que la communauté de cette partie de terrain résulterait surtout, d'après le demandeur, des énonciations contenues dans divers titres par lui produits ; — Attendu que, de son côté, le défendeur prétend que ces titres n'ont ni la valeur, ni la signification que le demandeur leur at-

tribue; qu'ils seraient d'ailleurs étrangers audit défendeur et à ses auteurs, et ne sauraient par suite lui être opposés; — Que, de plus, le défendeur excipe à son tour d'autres titres dont il entend se prévaloir, pour soutenir que le droit de communauté réclamé à son encontre sur ladite bande de terrain n'existe pas et ne saurait motiver l'action dont il est l'objet; — Attendu que ces divers titres, à l'examen desquels nous nous sommes livré, sont indécis sur la question que soulèvent sur ce point les prétentions respectives des parties, et qu'il n'en résulte pas la preuve de la possession invoquée, laquelle reste incertaine; — Que, sous aucun rapport, la demande du sieur Durand ne saurait donc être accueillie, non plus que les conclusions additionnelles par lui prises; — Par ces motifs, déclarons Durand mal fondé en son action possessoire formée contre Hervy, l'en déboutons ainsi que de ses conclusions additionnelles et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Ce jugement, frappé d'appel par Durand, a été infirmé le 8 mars 1906 par le Tribunal civil de Soissons, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Oui, à l'audience publique du 14 février 1906, les avoués des parties en cause en leurs conclusions et plaidoiries, après avoir entendu le ministère public et en avoir délibéré conformément à la loi; — Attendu que, par jugement de M. le juge de paix de Villers-Cotterets en date du 5 octobre 1903, Durand, propriétaire à

Montgobert, a été déclaré mal fondé dans l'action possessoire par lui formée contre Hervy, également propriétaire audit lieu, et ayant pour objet de le faire maintenir en possession d'une bande de terrain s'étendant depuis la rue du village vers l'ouest à l'extrémité de la propriété Hervy, sans solution de continuité ni clôture jusqu'à la maison Cassebras à l'est, passant devant les maisons Hervy et Durand et servant, suivant la prétention du demandeur, de passage commun aux dites maisons; — Attendu que Durand a interjeté appel de ce jugement, et que cet appel est recevable en la forme; — Au fond : — Attendu que, pour rejeter la demande de Durand, le premier juge, après avoir écarté d'abord la prétention de ce dernier, 1° que le terrain dont s'agit était enclavé et 2° devait être considéré comme un chemin d'exploitation, s'est fondé sur ce que le droit prétendu constituait une servitude de passage; qu'aux termes de l'article 691 du Code civil, n'aurait pu s'acquérir que par titre, et ne pouvait dès lors être l'objet d'une action possessoire, ni les titres de Durand, ni ceux d'Hervy n'ayant d'autorité suffisante pour attribuer la possession à l'un ou à l'autre; — Mais attendu que le premier juge devait se borner à vérifier si Durand avait une possession plus qu'annale du terrain, lorsque Hervy en a fermé l'extrémité par une porte, et si cette possession avait été précaire ou de pure tolérance; — Attendu qu'il paraît reconnu par Hervy lui-même dans les conclusions prises en son nom, que le demandeur passait devant sa maison depuis plus d'an et jour, et que,

d'autre part, Durand prétend qu'il y passait à titre de copropriétaire ; — Attendu que, pour caractériser sa possession sous ce rapport, il peut invoquer à bon droit ses titres qui parlent, en effet, de cour commune aux immeubles qui forment actuellement les maisons Durand et Hervy ; — Attendu que, si ces titres peuvent être insuffisants à l'égard d'Hervy pour prouver au pétitoire la copropriété prétendue, et si ceux d'Hervy peuvent être invoqués par lui pour faire décider qu'il ne devait aucun passage à Durand, la solution de ces questions touche au fond du droit ; — Qu'actuellement son action n'a d'autre objet que le maintien d'une possession annale exercée par lui, *animo domini*, sans aucune justification de la part de son adversaire qu'elle l'ait été à titre de pure tolérance ; — Attendu, quant aux dommages-intérêts réclamés, que Durand ne justifie pas d'un préjudice appréciable ; — Par ces motifs, le Tribunal jugeant en matière sommaire et en premier ressort ; — Reçoit Durand, appelant du jugement du 5 octobre 1905 ; — Dit qu'il a été mal jugé et bien appelé ; — INFIRME ledit jugement ; — Maintient Durand dans sa possession plus qu'annale de la bande de terrain dont s'agit et notamment du passage avec sortie sur la rue du côté de la propriété Hervy ; — Dit en conséquence que, dans la huitaine de la signification du présent jugement, Hervy sera tenu de faire enlever et disparaître la porte par lui établie, et de remettre les lieux en leur état primitif, sinon et faute de ce faire dans ledit délai, autorise Durand à faire enlever la porte et

ses piliers et exécuter tous travaux nécessaires pour le rétablissement des lieux ; — Dit n'y avoir lieu à dommages-intérêts ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée, et condamne Hervy aux dépens de première instance et d'appel dont distraction à M^e Choron, avoué, aux offres de droit. »

Nous sommes disposé à préférer la solution qui précède à celle de M. le juge de paix de Villers-Cotte-rets. La décision du premier juge est bien motivée et repose sur des arguments très sérieux. Mais elle a l'inconvénient de statuer sur le fond du droit, plutôt que sur le possessoire seulement. Le juge de paix n'est pas compétent pour interpréter le titre, ni pour le déclarer valable et suffisant. Il n'a à rechercher que le fait de la possession, et à examiner si cette possession est utile. Elle l'est par le seul fait que le demandeur au possessoire a possédé *animo domini*, à titre de propriétaire ou se croyant tel, lorsqu'il s'agit d'une servitude discontinue et non apparente. Or, il y a possession utile lorsqu'il existe un titre, même contestable et imprécis. La maintenue prononcée par le juge du possessoire ne préjuge rien sur le fond ; par suite, il n'y a aucun inconvénient à l'accorder au demandeur, quand il produit un titre au moins apparent.

Justice de paix du 1^{er} arrondissement
de Lille (Nord).

Présid. : M. E. BOIVIN, I. O., juge de paix.

14 novembre 1905.

*Injure. — Action civile en réparation du
dommage. — Engagement écrit. —
Dol. — Nullité. — Aveu du défendeur.
— Pouvoir d'appréciation du juge de
paix. — Condamnation de l'auteur des
injuries.*

Le juge de paix saisi d'une demande en réparation des injures proférées par le défendeur est en droit d'écarter du débat un engagement écrit de payer une somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts, si cet engagement lui paraît suspect et entaché de dol ou d'erreur.

Mais si le défendeur avoue le fait à lui reproché, il appartient au juge saisi du litige d'apprécier le dommage causé sans tenir compte de l'engagement produit au débat.

Une plainte au parquet n'implique pas nécessairement une poursuite au criminel et ne peut suspendre l'exercice de l'action civile.

Ainsi décidé par jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance de M^e D..., huissier à Lille, en date du 28 octobre 1905, notre remise du 31 du même mois et notre délibéré du 7 novembre courant ; — Ouï les parties en leurs dires, explications, conclusions et moyens de défense ; — Attendu que N... conclut que S... soit condamné à lui payer, avec intérêts et dépens, 200 francs à titre de dommages-intérêts, en réparation du préjudice qu'il lui a causé en proférant contre lui, en public et sans provocation, à M..., dans le cabaret du sieur L..., les injures

suivantes : « Cochon, voyou, voleur, « qu'il le nourrissait et ne valait « rien » ; — Attendu que le demandeur produit un écrit daté de Lille, 26 octobre 1905, timbré, enregistré et transcrit en notre délibéré sus-visé, dans lequel le défendeur reconnaît les faits, en exprime son regret et s'oblige, pour les réparer, à payer à N... une somme de 200 fr. ; que ce dernier rappelle qu'à l'audience du 31 octobre dernier, S... lui a fait une offre de 20 francs, qu'il n'a pas acceptée ; — Attendu que le défendeur ne dénie pas les injures sus-relatées, mais prétend que le demandeur n'en a subi aucun préjudice ; qu'il soutient qu'en signant l'écrit invoqué, il a seulement eu l'intention de faire des excuses à N..., mais non s'obliger envers celui-ci à lui verser 200 francs ; que, sur ce point, son consentement est entaché du vice de dol ; qu'il ne peut le prouver par témoins, mais que le juge doit admettre des présomptions qui en feront la démonstration, au besoin, en s'entourant de tous renseignements utiles ; qu'il plaide, en outre, que, dans tous les cas, l'obligation de payer les 200 fr. dont s'agit est sans cause ; — Attendu, enfin, qu'il conclut à ce que N... soit débouté et condamné aux dépens ; — Vu l'article 6, n^o 3, de la loi du 12 juillet 1905, la loi du 29 juillet 1881, les articles 1382, 1315, 1354, 1131, 1108, 1109, 1116 et 1353 du Code civil ; — Attendu que le juge de l'action est le juge de l'exception, surtout, comme en l'espèce, lorsque l'exception est soulevée comme moyen de défense à apprécier dans les motifs de la sentence et n'est pas formulée par demande reconventionnelle ; — At-

tendu que l'écriture du document produit, du 26 octobre 1905, ni la signature mise au bas ne sont contestées; que le défendeur invoque seulement l'inefficacité juridique de cet acte unilatéral; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que le juge ne peut faire état de ses renseignements personnels ni de ceux qui lui seraient fournis en dehors de l'audience; — Attendu que l'obligation sans cause, sur une fausse cause ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet juridique; — Attendu qu'il importe de rechercher si l'obligation de verser 200 francs souscrite par S... au profit de N... rentre dans l'un de ces trois cas; — Attendu que, reposant sur la réparation d'un délit ayant occasionné un préjudice, soit matériel, soit moral, elle n'a rien d'illicite ni de faux; mais qu'au contraire, elle a une cause réelle pouvant produire des effets de droit; — Attendu que si les conventions légalement formées tiennent lieu de loi aux parties et doivent être exécutées, encore faut-il qu'elles renferment les conditions essentielles pour leur validité; — Attendu que la première condition essentielle pour la validité d'une convention est le consentement de la partie qui s'oblige; qu'il n'y a point de consentement valable s'il a été obtenu ou surpris notamment par dol; — Attendu que le dol est une cause de nullité de la convention; qu'il ne se présume pas et doit être prouvé; — Attendu que le dol peut être démontré par les moyens de preuve ordinaires, notamment à l'aide de présomptions, et que la constatation et l'appréciation des faits constitutifs du dol rentrent dans les apprécia-

tions exclusives du juge du fond; — Attendu que nous trouvons dans la cause les éléments suffisants pour admettre des présomptions graves, précises et concordantes nous permettant de décider que l'obligation dont s'agit a été surprise par dol; en effet, S... est illettré, il comprend peu la langue française, sa langue courante est le flamand; il n'a pu comprendre la portée de la signature qu'il a apposée au bas de l'écrit susrelaté, tracé d'une autre main que la sienne; pour obtenir cette signature, N... lui a fait, comme on le dit vulgairement « peur », en exagérant à ses yeux l'importance du litige, surtout dans un cabaret, après de nombreuses libations; la situation de S... n'est pas telle, qu'il s'oblige pour une chose relativement minime, à 200 francs, alors que précédemment, au bureau de conciliation, il n'avait rien offert, et que le 31 octobre, il n'a offert que 20 fr.; — Attendu qu'il ressort clairement de la situation respective des parties et des débats, que, sans les manœuvres dolosives du demandeur, le défendeur n'aurait pas signé l'obligation de 200 francs; — Attendu, dans ces conditions, que nous ne devons pas nous arrêter à cet écrit ni en tenir compte dans notre dispositif; — Attendu, néanmoins, qu'il reste établi aux débats et même tacitement reconnu par le défendeur, puisqu'il a offert 20 francs au demandeur à l'audience du 31 octobre dernier, offres qui n'ont pas été acceptées, que le 18 octobre 1905, à M..., chez un sieur L..., cabaretier, S... a, sans provocation, traité N... de « cochon, voyou, voleur, qu'il le « nourrissait et qu'il ne valait rien », et ce, en présence de plusieurs per-

sonnes; — Attendu que ces injures et ces propos dommageables ont été de nature à causer un certain préjudice, au moins moral, au demandeur, et qu'il lui en est dû réparation; — Attendu que nous trouvons dans la cause même les éléments suffisants pour apprécier ces préjudice et réparation; — Attendu que, pendant le délibéré, le défendeur nous a informé, sous la forme de la correspondance postale, qu'il déposait contre le demandeur et entre les mains de M. le procureur de la République de Lille, une plainte relativement pendante devant nous; — Attendu que si le criminel tient le civil en état, il faut au moins qu'il soit justifié qu'une poursuite est commencée; or, une plainte au parquet n'indique pas nécessairement une poursuite au criminel et ne peut suspendre l'exercice de l'action civile; — Attendu, du reste, qu'au cas d'action civile fondée sur plusieurs faits dont l'un constituerait un crime ou un délit, le juge n'est pas obligé de surseoir à statuer jusqu'au jugement de l'action publique sur le fait délictueux, alors que, ne tenant aucun compte de ce fait, il estime que les autres sont suffisants pour justifier l'action civile; — Attendu qu'en l'espèce, nous pouvons et nous devons suivre cette règle, puisque nous ne tenons pas compte de l'écrit incriminé et ne prenons pour base de notre décision définitive que les débats et l'aveu de S... aux deux audiences publiques où l'affaire a été appelée et plaidée; — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Vu les articles 130 et 131 du Code de procédure civile; — Par ces motifs, jugeant contradic-

toirement en dernier ressort et validant notre délibéré; — Sans nous arrêter à l'écrit produit par N..., portant la date à Lille du 26 octobre 1905, enregistré à Lille le 4 novembre 1905, transcrit en notre délibéré du 7 de ce mois et dont nous ne tenons aucun compte; — Condamnons S... à payer à N... une somme de 25 francs à titre de dommages-intérêts pour les causes susénoncées, avec l'intérêt tel que de droit; — Le condamnons de plus aux dépens, liquidés à...; — Disons que le coût du timbre et de l'enregistrement de l'écrit du 26 octobre 1905 restera à la charge de N...; — Déboutons en tant que de besoin, les parties du surplus de leurs dires, moyens et conclusions. »

Observations. — Ce procès se présentait dans des conditions assez rares, en ce sens que l'auteur des injures avait signé un engagement de payer une somme déterminée de dommages-intérêts, en fait, 200 fr. Cette somme semblait bien exagérée, s'agissant d'injures proférées dans un cabaret entre gens quelque peu grossiers, et en tout cas excités par la boisson. Dans ces circonstances, il appartenait au juge du fait d'examiner si l'engagement était sérieux et si le signataire de l'écrit s'était bien rendu compte de ce qu'il signait, ou s'il n'y avait pas eu tout au moins un dol ou une erreur qui viciait le consentement. Avec raison le juge a décidé que l'écrit devait être écarté du débat comme entaché de dol, et a fixé lui-même à un chiffre raisonnable les dommages-intérêts dus au demandeur.

Justice de paix du canton de Mont-sur-Guesnes (Vienna).

Président : M. Hilaire SOT, juge de paix.

9 juin 1906.

Demande personnelle et mobilière. — Saisie-arrêt. — Contestation de la créance. — Vente. — Aveu indivisible. — Demande reconventionnelle. — Dommages-intérêts.

L'aveu est indivisible, lorsqu'il n'existe contre le défendeur aucune autre preuve que cet aveu. Spécialement ne peut être divisé l'aveu judiciaire d'une partie qui reconnaît une obligation, en affirmant qu'elle s'en est libérée.

L'aveu doit être relevé d'office par le juge saisi du litige, lors même qu'il est produit pour contester l'objet de la demande.

Celui qui réclame au défendeur le prix de deux instruments agricoles à lui vendus depuis plusieurs années doit donc être débouté de sa demande, lorsqu'il n'apporte aucune autre preuve que l'aveu du défendeur, lequel a déclaré avoir bien reçu ces instruments, mais en avoir payé le prix.

De plus, le défendeur, contre qui ont été pratiquées diverses saisies-arrests pour sûreté des sommes qu'il prétend lui être dues et a ainsi été privé de la jouissance des sommes saisies-arrestées pendant plusieurs années, est recevable et fondé à réclamer reconventionnellement contre le demandeur la nullité des saisies et des dommages-intérêts.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré ; — Vu la citation introductive d'instance susdatée ; — Vu les articles 11, § 1^{er}, et 14 de la loi du 12 juillet 1905 ; — Ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions : — Attendu que le sieur

Seguin a fait citer le sieur Archambault pour les causes susénoncées ; — Attendu que, dans la citation introductive d'instance susdatée, le contrat intervenu entre les parties est qualifié *vente* ; — Que le sieur Seguin, par l'organe de son avocat, soutient que c'est par erreur que ce contrat a été ainsi qualifié, qu'il y a lieu de modifier cette qualification ; — Attendu que M. Gorin, au nom de son mandant, soutient que le sieur Archambault ayant acheté du sieur Seguin les doubles secouieuses en question moyennant 150 francs, il s'agit bien d'une vente, qu'il n'y a donc pas lieu de faire droit à la demande du sieur Seguin ; — Attendu, en effet, que le sieur Seguin, malgré ses prétentions actuelles, a lui-même compris qu'il s'agissait bien d'un contrat de vente, puisqu'en 1897, alors qu'il avait cité le sieur Archambault devant le Tribunal de commerce de Loudun, pour avoir paiement de la somme qu'il réclame aujourd'hui, il avait qualifié ce contrat de vente, et que, dans sa citation du 9 mai dernier, malgré les considérants dudit Tribunal, il a donné encore audit contrat le même qualificatif ; — Attendu que, de ce qui précède, il résulte qu'il n'y a pas lieu de modifier la qualification du contrat aux termes duquel Archambault est débiteur de Seguin ; — Par ces motifs, disons que la citation du 9 mai dernier ne sera pas modifiée ; — Attendu que la saisie-arrêt pratiquée entre les mains des sieurs Mignon, Seguin, Fougères et Audinet est régulière en la forme, la déclarons recevable ; — Attendu que cette opposition a été formée pour une somme de 200 francs, dont 150 fr.

s'appliquant aux doubles secouesuses et 50 francs à l'usure d'une courroie; mais que cette dernière somme a été payée en l'acquit du sieur Seguin par le sieur Archambault, ce dont Seguin n'était pas averti, qu'il y a donc lieu d'en réduire les causes; — En conséquence, réduisons les causes de ladite opposition; — Disons qu'elle n'est pratiquée que pour une somme de 150 francs représentant la valeur des doubles secouesuses; — Attendu que le sieur Seguin, depuis plus de huit ans, a vendu au sieur Archambault les doubles secouesuses dont s'agit, et que ce dernier en a pris livraison; — Attendu que le défendeur, tout en reconnaissant la vente et la livraison telles qu'elles viennent d'être dites, soutient s'être acquitté depuis; — Attendu qu'il n'existe pas d'autre preuve de la vente que cet aveu; — Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'article 1356 du Code civil, l'aveu judiciaire ne peut être divisé contre celui qui l'a fait; — Qu'il doit être accepté avec toutes ses restrictions et conditions (Cass., 3 décembre 1817, 23 avril 1853; Douai, 15 mai 1858), c'est-à-dire dans son intégralité et son unité, car c'est précisément son unité qui fait son indivisibilité (Demolombe, *Traité des contrats*, t. XXX, n° 507, Cass., 18 février 1873, et 15 février 1885; D., P., 1873, I, 135 et 1886, I, 312); — Attendu qu'une obligation et son extinction constatée dans le même aveu judiciaire ont entre elles une corrélation si étroite et une telle connexité, que l'on peut dire qu'elles ne forment qu'un même fait, un fait accompli et achevé (Demolombe, *loci citati*, n° 518); — Attendu qu'il est de doctrine et de

jurisprudence constantes que l'aveu judiciaire d'une partie reconnaissant une obligation, mais affirmant s'être libéré est indivisible (*Pandectes françaises*, v° *Aveu*, n° 249-258-259); — Attendu que l'indivisibilité de l'aveu judiciaire, lorsque cet aveu est produit pour contester l'objet de la demande, doit même être relevée d'office par le juge (Trib. d'Annecy, 29 décembre 1887 et 3 mai 1888); — Attendu, d'autre part, que le sieur Archambault est en possession, depuis plus de huit ans, des doubles secouesuses dont s'agit, et qu'aux termes de l'article 2279 du Code civil qui dit qu'en fait de meubles possession vaut titre, la possession d'un meuble est une présomption légale de propriété; que celui qui possède de bonne foi un objet mobilier, trouve dans cette possession même un titre qui le protège contre toute revendication et le dispense de toute autre justification pour établir son droit de propriété (Aubry et Rau, t. II, p. 110; Merlin, v° *Revendication*, Curasson, t. I, p. 257); — Attendu que le même article 2279, en son alinéa 2, dispose que celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, peut la revendiquer pendant trois ans à compter du jour de la perte ou du vol contre celui dans la main duquel il la trouve; mais que cette disposition doit être interprétée restrictivement et que la détentio de bonne foi est un titre irréfragable auquel ne peut être opposé que l'un des deux faits de perte ou de vol dûment justifiés; que si le propriétaire ne prouve pas l'un de ces accidents, sa demande doit être rejetée lors même qu'il serait avoué que le meuble lui aurait appartenu

(Curasson-Merlin); — Attendu qu'en 1897 le sieur Seguin a fait pratiquer des saisies-arrêts sur diverses sommes dues au sieur Archambault, s'élevant ensemble à 117 fr. 50, entre les mains des sieurs Mignon, Fougéras, Seguin et Audinet, ainsi qu'il résulte d'une ordonnance de M. le président du Tribunal civil de Châtellerault, en date du 11 novembre 1897, enregistrée, ce qui n'est d'ailleurs pas contesté par le sieur Seguin; — Attendu que le sieur Seguin, en retenant à tort et sans droit pendant près de dix ans, entre les mains des tiers, ladite somme de 117 fr. 50, a causé au sieur Archambault un préjudice pour lequel il lui est dû réparation; — Attendu que les dommages-intérêts réclamés de ce chef nous paraissent exagérés, que nous avons les éléments suffisants pour les apprécier; — Attendu que le sieur Seguin reconnaît devoir au sieur Archambault la somme de 4 fr. 80 que ce dernier a payée à son acquit à M^e Courivaud, avoué à Loudun, ainsi qu'il résulte d'une quittance sous-signature privée, dûment timbrée, en date du 13 octobre 1899; — Attendu que nous n'avons pas à nous occuper du surplus des conclusions respectives des parties; — Attendu, enfin, qu'en vertu de l'article 130 du Code de procédure civile, la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort; — Disons le sieur Seguin mal fondé dans son action et l'en déboutons; — Déclarons nulles les saisies-arrêts ou oppositions pratiquées le 1^{er} mai 1906 à la requête du sieur Seguin sur le sieur Archambault, entre les mains des sieurs

Mignon, Fougéras et Audinet; — Faisons mainlevée pure et simple desdites oppositions; — Disons que le sieur Archambault pourra toucher des mains des tiers saisis sus-nommés les sommes à lui dues et ce dans les quarante-huit heures à partir de ce jour; — Et reconventionnellement condamnons le sieur Seguin à payer au sieur Archambault : 1^o la somme de 4 fr. 80 qu'il a payée en son acquit à M^e Courivaud, avoué, ainsi qu'il résulte de la quittance susdatée; 2^o et la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice qu'il lui a causé en retenant à tort et sans droit pendant près de dix ans, entre les mains des tiers, la somme de 117 fr. 50; — Le condamnons, en outre, aux intérêts de ces deux sommes à partir du jour de la demande, ainsi qu'aux frais et dépens, y compris le coût du présent jugement, de sa levée et de sa signification s'il y a lieu. »

Observations. — La doctrine du présent jugement a été plusieurs fois sanctionnée par de nombreux arrêts de la Cour de cassation, dont quelques-uns sont cités dans la sentence et auxquels nous pourrions en ajouter beaucoup d'autres. Lorsque le demandeur n'a aucun moyen de preuve de sa créance que l'aveu même du défendeur, cet aveu est indivisible, et si la déclaration de ce dernier consiste à dire : « Je devais, mais j'ai payé », la seconde partie de cet aveu a la même force que la première. D'où la conclusion nécessaire que la demande doit être rejetée faute de preuve. Les autres solutions de la sentence ne sont que la conséquence nécessaire de la pre-

mière. Nous ne pouvons donc qu'approuver le jugement dans toutes ses parties.

Tribunal de simple police de Grenoble
(Isère.)

Président : M. ANDRÉ, juge de paix.

10 octobre 1905.

Brocanteur. — Achat en gros de chiffons, vieux meubles, etc. — Registre obligatoire. — Contravention.

La loi du 15 février 1898, en prescrivant la tenue d'un registre, a eu pour but d'établir l'identité de certaines marchandises de hasard, de leur donner en quelque sorte un état civil, lorsque pour la première fois elles rentrent dans le commerce.

En conséquence, ne sauraient être astreints à avoir ce registre, les marchands de chiffons en gros achetant ces marchandises d'autres marchands dits chineurs ; à moins, toutefois, qu'ils n'achètent directement et au détail, en dehors du gros, de particuliers non marchands ; dans ce cas, ils sont tenus à avoir un registre pour établir l'identité de ces marchandises achetées au détail.

Ainsi décidé, par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vu les procès-verbaux d'enquête et de contre-enquête du 4 octobre dernier ; — Ouf la prévenue et M^e B..., son avocat, en ses dires, conclusions et moyens de défense, et le ministère public en ses réquisitions et conclusions ; — Vidant notre délibéré ; — Attendu que, par citation en date du 15 septembre dernier, le ministère public a traduit la veuve F... devant le Tribunal de simple police de Montluçon, pour défaut

de tenue du registre prescrit par la loi du 15 février 1898 sur les brocanteurs ; — Attendu que l'inculpée a déclaré par l'organe de M^e B..., son avocat, qu'elle ne saurait être astreinte aux obligations de la loi précitée, par la raison qu'elle n'exerce pas le commerce de brocanteur, mais uniquement le commerce de chiffons en gros ; — Attendu que le ministère public soutient que, si la veuve F... fait surtout du gros, elle fait aussi du détail ; — En droit : — Attendu que les termes mêmes de l'article 1^{er} ne soumettent aux obligations prescrites par la loi du 15 février 1898, que ceux qui achètent des marchandises de hasard de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce ; qu'en se reportant aux travaux préparatoires de la loi précitée et à l'interprétation de cette loi, donnée par la jurisprudence, on peut dire que : le brocanteur est celui dont le principal commerce consiste à acheter au détail ou à échanger des marchandises de hasard de la même nature ou de nature différente ; que, par suite, la Cour de cassation a jugé, par un arrêt du 12 février 1904, que ceux qui font exclusivement pour les revendre l'achat de ces marchandises non à des particuliers, mais par grandes quantités, à d'autres marchands dits « chineurs », qui eux achètent à des particuliers, ne sont pas soumis à la loi de 1898 ; — Attendu que, ce point de droit étant établi, le fond du procès est de savoir si la veuve F... exerce oui ou non le commerce de brocanteur et si, non contente d'acheter en gros, de gens qui en font le commerce, des chiffons, vieux meubles, métaux, armes, fer-

raillles et autres objets et marchandises de hasard, il ne lui arrive pas aussi d'acheter ces mêmes marchandises de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce ; — En fait : — Attendu qu'il résulte de la déclaration même faite par la prévenue à l'audience du 27 septembre, qu'elle a acheté de Saubié et autres chaudronniers de Montluçon diverses marchandises, telles que vieux fers, vieux zinc, cuivre, plomb et autres métaux ; qu'elle achète aussi et revend fréquemment à Duranceau, serrurier, les marchandises sus-énoncées ; qu'enfin, à la date du 3 juillet 1905, elle a acheté du sieur Médard (Jean-Louis), vitrier en cette ville, de la vieille ferraille ; — Attendu que ces marchandises ont été achetées au détail à de simples particuliers non chineurs, et par petites quantités ; — Attendu qu'il résulte de l'enquête et de la déposition du témoin Médard, vitrier, qu'il a vendu, il y a cinq ou six semaines, à la prévenue, des lampes ainsi que du vieux fer qu'il avait chez lui ou qu'il avait trouvé dans le canal ; que ce témoin, pressé par la défense, a persisté à déclarer qu'il exerçait uniquement le métier de vitrier et non de chineur ; — Attendu que Monamy, marchand ambulant, aux dates des 4, 18 et 21 janvier 1905, et Penon (Alfred), ouvrier d'usine, autres témoins de l'enquête, ont, celui-ci depuis environ six mois, vendu directement à la veuve F..., le premier de la vieille ferraille et, le second, du cuivre et du plomb ; que tous deux sont également, en l'espèce, de simples particuliers ayant vendu au détail ; qu'ils disent bien, il est vrai,

avoir acheté quelques marchandises de hasard à diverses dates, mais ces achats n'étant pas assez fréquents ne sauraient les faire considérer eux-mêmes comme commerçants ni constituer l'habitude qui est nécessaire (art. 1^{er}, Code de commerce) pour caractériser le marchand ; — Attendu que la contre-enquête ne détruit pas les témoignages de l'enquête directe ; que les témoins Chassaing, Huot, Poirier et Soulat, déclarent simplement avoir vu la veuve F... refuser d'acheter la marchandise que lui apportaient certains particuliers, nommés par eux ; — Que, de ces témoignages, il semble cependant résulter que les simples particuliers ont, pour la vente de ces marchandises, quelque habitude de la maison F... ; — Attendu que de la déposition du témoin Mallet, chiffonnier achetant au détail, il résulte que si celui-ci vend, à bon droit, ses marchandises à la veuve F..., à diverses reprises cependant, et notamment il y a trois ou quatre mois, il a servi, en quelque sorte, d'intermédiaire à la prévenue en achetant directement, en présence de cette dernière et dans les magasins de celle-ci les marchandises de hasard qu'apportaient des particuliers, pour les revendre aussitôt après à la prévenue, et cela sans être muni lui-même du registre prescrit par la loi ; — Qu'en résumé, il ne résulte pas de la contre-enquête que la veuve F... n'ait pas commis les contraventions relevées par le ministère public et établies par l'enquête ; — Que cette contre-enquête démontre péremptoirement, toutefois, que la veuve F... connaît parfaitement les termes de la loi du 15 février 1898, puisqu'elle

s'attache, au cours des débats, à démontrer qu'elle a toujours acheté non au détail et de particuliers, mais en gros et de marchands; — Attendu qu'il résulte bien des faits de la cause que la veuve F..., négociante de chiffons en gros, n'en a pas moins, à diverses reprises, acheté au détail, et de simples particuliers non marchands, des marchandises de hasard; que dès lors, en ne tenant pas le registre prescrit par la loi du 15 février 1898, elle a contrevenu à l'article 1^{er} de cette loi ainsi conçu : « ... »; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — **REJETTE** les conclusions de M^e B...; — Fait droit aux conclusions et réquisitoire du ministère public; — Et condamne la veuve F... à 1 franc d'amende et aux dépens. »

Observations. — Solutions exactes. La loi n'a excepté de l'obligation du registre que les marchands qui n'achètent qu'en gros à d'autres marchands. Voir, sur ces questions, notre **DICTIONNAIRE GÉNÉRAL**, 5^e édit., v^o *Brocanteur*.

Justice de paix du canton d'Herbault
(Loir-et-Cher).

Président : M. CALLAULT, juge de paix.

10 novembre 1905.

Action possessoire. — *Chemin rural.* — **Arrêté de reconnaissance.** — *Bornes.* — *Parties de bois.* — **Maintenue possessoire.** — **Demande reconventionnelle.** — **Dépens partagés.**

Constitue un trouble de nature à autoriser l'action possessoire de la part d'un

propriétaire de bois, l'arrêté municipal qui fixe abusivement la largeur d'un chemin rural qui traverse ce bois, de façon à anticiper sur partie du bois dont le propriétaire a établi sa possession annale et plus qu'annale.

Lorsque les deux parties en cause succombent respectivement sur une partie de leurs demandes, le juge de paix peut partager les dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **NOUS, JUGE DE PAIX :** — Vu : 1^o la citation introductive d'instance du 13 juin 1905; 2^o notre jugement interlocutoire du 24 juillet même année, ordonnant la visite des lieux litigieux, et nommant un expert; 3^o notre procès-verbal dressé le 17 août 1905 avec plan à l'appui; 4^o vu nos jugements de remise des 28 août et 9 octobre 1905; — OUI M^e Fourier pour le demandeur et M^e Filly pour la commune défenderesse, tous deux avoués à Blois, en leurs dires, moyens, exceptions et conclusions; — Vidant notre délibéré; — Attendu que le sieur Gibon se dit en possession plus qu'annale à titre de propriétaire du bois dit *de Boulomer*, sis commune de Françay, traversé par le chemin n^o 4, d'une largeur de 1^m,80 environ; — Qu'il se plaint d'avoir été troublé dans cette possession dans toute la partie dudit bois longeant le chemin par l'arrêté de la commission départementale du 19 juillet 1904, qui attribue à ce chemin une largeur de 4 mètres par des bornes plantées en exécution de cet arrêté, il y a deux mois environ, par M. le maire de Françay, dans l'axe du chemin tel qu'il est figuré sur le plan joint à l'arrêté; — Qu'il de-

mande à être maintenu et gardé dans la possession et jouissance de toutes les parties du bois qui se trouvent incorporées audit chemin rural n° 4, par l'effet [de l'arrêté de reconnaissance du 19 juillet dernier, précité, avec cessation du trouble dénoncé; — Et qu'il réclame, en outre, condamnation de 200 francs de dommages-intérêts avec dépens; — Attendu qu'au commencement des débats la commune de Françay a soulevé un moyen d'exception fondé sur l'imprescriptibilité du chemin dont il s'agit, en déclarant dès lors que l'action possessoire intentée par Gibon était non recevable, et qu'un jugement du 24 juillet dernier, enregistré, signifié et passé en force de chose jugée, a rejeté le moyen comme étant mal fondé et ordonné la visite des lieux litigieux avec enquête et contre-enquête sur place pour le 17 août suivant, sur les faits de possession articulés par le demandeur et nommé M. Granger, expert-géomètre à Onzain, expert; — Attendu qu'il a été procédé publiquement et dans les formes de la loi à la date susindiquée du 17 août, aux mesures d'instruction précitées et dressé procès-verbal séparé tant de l'état des lieux que des déclarations des témoins de l'enquête; — Attendu qu'il résulte tant de notre visite des lieux que des témoignages de l'enquête, que, depuis cinquante ans de père en fils, la famille Lemay a exploité à différentes époques les bois de Boulomer, et que les ouvriers attachés à ces exploitations ont toujours coupé tous les bois et rejets poussés jusqu'aux ornières faisant la rive du chemin litigieux, chemin d'une longueur de 671^m,40', qui a toujours eu le même aspect,

c'est-à-dire tortueux, sillonné de nombreuses et profondes ornières, le rendant presque impraticable et ayant une largeur de 2 mètres à 2^m,50, a dit le témoin Pichon; ledit chemin servant de passage aux voitures lors de l'exploitation des bois de Boulomer, parfois à celles du sieur Lebouc, cultivateur à Françay, qui a des terres au levant du bois ou que ses travaux et ses occupations appellent de ce côté; — Attendu que la commune de Françay n'a pas fait procéder à une contre-enquête, mais que par des conclusions additionnelles déposées sur la barre à notre audience du 9 octobre dernier, elle a soutenu : 1° qu'une lettre de M. Gibon, du 23 novembre 1904, contient une reconnaissance de celui-ci, que le chemin litigieux avait une largeur de 3 mètres, et que c'est là un aveu judiciaire qui lie le demandeur, et que celui-ci ne peut plus prétendre à ce que le chemin soit réduit à 1^m,80; 2° que M. Gibon ne peut plus arguer des actes d'autrui auxquels il est demeuré étranger, et qu'il n'a point fait la preuve des faits de possession par lui articulés; — Enfin, la commune de Françay a demandé acte, ce que nous lui avons octroyé, que le maire, dans un but de conciliation, a proposé à M. Gibon de rectifier, s'il y avait lieu, le plan du chemin annexé à l'arrêté de la commission départementale et réduire de 4 à 3 mètres la largeur du chemin, mais que le demandeur a refusé cette proposition; — Attendu, en ce qui concerne le prétendu aveu judiciaire, qu'il est constant en doctrine et en jurisprudence que l'aveu relaté dans une lettre missive adressée même pendant l'instance, ne

constitue pas un aveu judiciaire (Cass., 7 novembre 1827, *sic*, Bonnin, n° 347; Larombière, n° 6; Massé et Vergé, n° 3; Aubry et Rau, p. 169); — Et que l'autre argument est sans valeur en ce sens qu'il ressort tant de l'examen des lieux que de l'enquête et autres circonstances de la cause, que c'est à bon droit que Gibon a demandé à être maintenu en possession, conformément aux dispositions des articles 23 du Code de procédure civile et 2229 du Code civil de la partie contestée de son immeuble; mais que le passage des voitures étant contesté en fait, ladite possession n'a pu être continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque à titre de propriétaire qu'en dehors de la limite nécessairement employée pour le passage des voitures, limite qui ne peut être moindre de 2^m,50; — Attendu que, d'ailleurs, la commune de Françay n'a point administré la preuve contraire; — Attendu, enfin, que de l'avis de l'expert, il résulte que le chemin actuel doit subsister avec une largeur moyenne de 2^m,30, mais que l'expertise est une mesure d'instruction qui ne lie pas le juge; — Attendu, en ce qui concerne l'allocation de 200 francs de dommages-intérêts réclamés par Gibon, qu'il n'y a pas lieu d'y faire droit en raison du défaut de dommage; — Vu, en ce qui concerne les dépens, l'article 131 du Code de procédure civile; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, tous droits réservés au pétitoire; — Déclarons Gibon recevable en son action en complainte et ordonnons, en conséquence, qu'il soit maintenu en sa possession en dehors de la limite nécessairement

employée par le passage des voitures sur le chemin rural n° 4, traversant le bois dit *de Boulomer*, limite qui ne peut être moindre de 2^m,50; — Le déboutons du surplus de sa demande; — Disons et ordonnons que dans les huit jours de la signification du présent jugement, la commune de Françay sera tenue d'enlever les bornes qu'elle a plantées sur le chemin dont s'agit, sinon et faute par elle de le faire, autorisons Gibon à procéder à cet enlèvement aux frais de ladite commune; — Et attendu que les parties succombent respectivement sur leurs prétentions, faisons masse des dépens et disons qu'ils seront supportés un tiers par Gibon et pour les deux autres tiers par la commune de Françay. »

Observations. — Une commune ne peut, par un simple arrêté du maire, porter atteinte à la possession annale du propriétaire d'un bois traversé par un chemin vicinal en fixant arbitrairement la largeur de ce chemin de façon à y incorporer une partie quelconque de ce bois au détriment du possesseur. Il appartient au juge de paix de restreindre la largeur du chemin fixée par l'arrêté et d'ordonner la maintenance en possession réclamée par le demandeur, et le déplacement des bornes plantées par la commune.

Justice de paix de Bourg (Ain).

Président : M. BEAL, A. 1, *juge de paix*.

16 juin 1905.

Saisie-arrêt. — *Demande en validité.* — *Enquête.* — *Vol.* — *Tiers-saisi.* — *Appel.* — *Confirmation.*

Il appartient au juge de paix, statuant sur une demande en validité d'une saisie-gagerie, de reconnaître comme suffisamment établies les causes de la saisie et, par suite, de valider cette saisie, lorsque de l'enquête à laquelle il a procédé, il est résulté la preuve que le saisissant a été victime d'un vol, et que ce vol a exclusivement profité au débiteur saisi, lequel a employé la somme volée à payer ses dettes personnelles et à faire quelques achats.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement avant faire droit en date du 26 mai 1905; — Vu notre procès-verbal d'audition de témoins en date du 9 juin 1905, enregistré; — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins de l'enquête que les mariés Perret avaient, antérieurement au vol commis au préjudice de M^{me} veuve Jacquet, de nombreuses dettes; — Que le produit de ce vol a servi au ménage Perret à payer plusieurs créanciers qui ont été désintéressés après le délit; — Qu'avant cette époque, les mariés Perret ne possédaient absolument rien, à ce point qu'ils n'ont pu payer à leur propriétaire ce qu'ils lui devaient, que la veuve Jacquet a fait procéder à la vente de leurs meubles et qu'il lui est dû de ce chef une somme de 20 francs pour solde, laquelle somme est d'ailleurs reconnue par le sieur Perret; — Qu'il résulte notamment de la déposition de M^{me} Besançon et de M. Dubois qu'il leur était dû une certaine somme depuis deux ou trois ans, lesquelles sommes ont été payées après le vol; — Qu'il résulte des mêmes dépositions qu'une partie de ces dettes avaient été contractées

par le mari; — Que, d'autre part, il en a profité personnellement, puis-que cet argent a servi à acheter des chemises pour son usage; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons le sieur Perret à payer à la veuve Jacquet la somme de 200 francs qu'il lui doit pour les causes énoncées en la demande; — Validons la saisie-arrêt pratiquée; — Le condamnons en outre en tous les dépens. »

Observations. — Sur l'appel interjeté par le sieur Perret, le Tribunal civil de Bourg a confirmé la sentence qui précède, par jugement en ces termes :

LE TRIBUNAL : — Attendu que l'appel de Perret est recevable en la forme, qu'il y a lieu de l'accueillir; — Au fond : — Attendu qu'il est suffisamment établi que la somme de 200 francs soustraite par la dame Perret à la veuve Jacquet en janvier 1903, a profité à la communauté existant entre les époux Perret; — Attendu, dès lors, que c'est à bon droit que le jugement dont est appel a condamné Perret, en qualité de chef de cette communauté, à payer à la dame Jacquet la somme dont s'agit et validé par voie de conséquence la saisie-arrêt pratiquée entre les mains du sieur Porcherel; — Qu'il échet par suite de confirmer purement et simplement le jugement rendu entre les parties par M. le juge de paix du canton de Bourg le 16 juin 1905; — Par ces motifs, le Tribunal statuant publiquement et contradictoirement en matière sommaire et en dernier ressort, après en avoir délibéré, reçoit

comme régulier en la forme l'appel interjeté par Perret contre le jugement rendu par M. le juge de paix du canton de Bourg, le 16 juin 1905; — Au fond : — Confirme purement et simplement le jugement dont est appel; dit, en conséquence, qu'il recevra son plein et entier effet; — Condamne Perret à l'amende et aux entiers dépens de première instance et d'appel. »

En première instance et en appel, les juges ont admis qu'une créance liquide et exigible pouvait résulter d'un vol prouvé seulement par une enquête civile. C'est la première fois que nous voyons la loi sur la saisie-gagerie des petits traitements utilisée pour le recouvrement d'une somme volée.

Justice de paix du canton de Roussillon
(Isère).

Président : M. LAUGIER, juge de paix.

2 novembre 1905.

Louage. — Réparations urgentes. — Assistance du bailleur pour les faire exécuter pendant la durée du bail. — Expertise. — Limitation de temps pour l'exécution des travaux. — Dépens. — Appel.

Le bailleur ne peut pas, avant l'expiration du bail, exiger la réparation des dégradations de l'immeuble loué, à moins que ces dégradations ne soient de nature à compromettre l'existence même de cet immeuble.

Mais il peut faire exécuter les travaux de couverture déclarés urgents par l'expert, à la condition de les faire aussi rapidement que possible, de façon à ne pas trop troubler le preneur dans sa jouissance.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouf les parties en leurs dires, moyens et conclusions ; — Vu nos interlocutoires des 27 septembre, 12 et 26 octobre dernier ; — Vu notre procès-verbal de visite de lieux, le rapport de l'expert et les dépositions des témoins ; — Attendu qu'aux termes des articles 1730, 1731 du Code civil, s'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire ; — Attendu que l'obligation ainsi imposée au preneur ne doit, en principe, sortir à effet qu'à l'expiration du bail, et que si le bailleur peut être admis en vertu de l'article 1724 du Code civil, pendant sa durée, à agir contre le preneur en réparation de dégradations, c'est à la condition, par exemple, que ces dégradations soient de nature à compromettre l'existence de la chose louée, ou bien qu'à raison de la longue durée du bail, il puisse être exposé aux chances d'insolvabilité de son locataire, ou bien encore que ces dégradations soient irréparables, qu'elles lui causent un préjudice né et actuel, parce qu'elles altèrent d'une manière permanente la substance même de la chose ; — Attendu que Paccalou ne pouvait donc pas au moment de son assignation, c'est-à-dire près d'un an avant l'expiration du bail, prétendre que Chomérat n'exécuterait pas les obligations dont il pouvait être tenu de ce chef ; qu'ainsi la demande est irrecevable à ce point de vue ; — Sur la demande tendant à faire considérer comme obligatoires les

réparations urgentes de la toiture : — Attendu que rien dans l'enquête ni la contre-enquête, ainsi que dans les pièces du procès, ne démontre que Chomérat s'est refusé à laisser faire les réparations nécessaires et urgentes, mais que, bien au contraire, l'expert commis en justice déclare dans son rapport que la charpente est en bon état, et qu'il y a lieu seulement de réparer la toiture et changer les tuiles cassées; que cette réparation ne durerait que trois jours environ, estimant du reste les frais à une centaine de francs ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, adoptant les conclusions du rapport de l'expert en ce qu'elles n'ont rien de contraire au présent jugement ; — Déboutons Paccalou de sa demande comme irrecevable et mal fondée, et le condamnons en tous les dépens, ceux exposés par Chomérat devant lui tenir lieu de dommages-intérêts ; — Liquidons les dépens, savoir ceux exposés par Paccalou (y compris les vacations de l'expert et ses débours), à la somme de...; ceux exposés par Chomérat, pour enquête et jugement, taxes des témoins, à la somme de...; en ce, non compris le coût du présent jugement, aussi à la charge de Paccalou. »

Sur l'appel interjeté par Paccalou, le Tribunal de Vienne a statué dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le propriétaire Paccalou, n'ayant pas rapporté la preuve de la résistance de son locataire Chomérat à l'exécution des réparations s'imposant d'urgence à l'immeuble occupé par

ce dernier, a été à bon droit débouté de sa demande et condamné aux dépens de première instance, mais qu'à raison des imprévus inhérents à la nature des travaux urgents à exécuter, il est bien fondé à demander en appel la suppression de la limitation de durée qui a été imposée par le jugement attaqué; — Attendu que s'il obtient gain de cause sur le chef de ses conclusions, il échoue dans sa prétention de faire comprendre dans les travaux à exécuter, non seulement les réparations urgentes et non susceptibles d'être différées jusqu'à la fin du bail, mais encore toutes celles qui, tout en étant nécessaires, n'ont pas un caractère d'urgence, d'où il suit qu'en raison des tort respectifs des parties dans l'instance d'appel, il y a lieu de répartir par moitié les dépens de ladite instance ; — Par ces motifs, le Tribunal, ouï le ministère public en ses conclusions, statuant contradictoirement après en avoir délibéré, confirme le jugement dont est appel en ce qu'il a débouté le sieur Paccalou de sa demande et l'a condamné aux dépens de première instance ; — Dit que Paccalou aura le droit de faire à ses frais, à la maison dont Chomérat est locataire, les réparations déclarées urgentes dans le rapport de l'expert, mais à la condition que les travaux soient exécutés avec la plus grande célérité et de façon la moins dommageable pour le locataire, sous la direction et la surveillance même dudit expert ; — Fait masse des dépens de l'instance d'appel qui seront supportés moitié par l'appelant, moitié par l'intimé ; — Ordonne la restitution de l'amende. »

Observations. — Aux termes de l'article 1720 du Code civil, le bailleur doit faire à l'immeuble loué toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires. Cette disposition est toute dans l'intérêt du preneur, qui n'a aucune raison de s'y opposer. La décision du Tribunal nous paraît donc exacte. Le preneur a certainement mauvaise grâce à s'opposer à ce qui est, pour le propriétaire, l'exécution d'une obligation résultant de la loi.

Justice de paix de Coudray-Saint-Germer
(Oise).

Président : M. FLEURY, juge de paix.

28 avril 1906.

Demande en paiement de soins et médicaments. — Époux séparés de biens. — Chose jugée à l'égard du mari. — Offres réelles de la femme refusées à tort par le demandeur. — Dépens.

La femme mariée qui a obtenu sa séparation de biens et qui a renoncé à la communauté, ne peut être tenue des dettes, à moins qu'elle ne se soit personnellement engagée.

Mais elle peut être tenue de payer les soins et visites d'un médecin, fournis au ménage commun, lorsque le mari personnellement est insolvable.

Si la femme a fait offres réelles de la somme réellement due, et si le demandeur a eu le tort de les refuser, le juge de paix doit valider les offres et condamner le demandeur aux dépens.

Ainsi décidé, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la demande formée par Deverny contre les époux Godin, par exploit de

M^e Chauvin, huissier au Coudray, en date du 24 mars dernier, enregistré ; — Après avoir entendu, aux audiences des 29 mars dernier et 12 avril présent mois, le demandeur en ses explications, son défenseur en ses conclusions et le mandataire des défendeurs en ses explications et conclusions ; — Vidant notre délibéré prononcé à notre audience du 12 de ce mois, et statuant en dernier ressort ; — Attendu que, par l'exploit susdaté, Deverny a fait citer les époux Godin à comparaitre devant nous, à notre audience du 29 mars dernier, pour s'entendre condamner conjointement et solidairement à lui payer la somme de 189 fr. 80 qu'ils lui doivent pour soins, visites et médicaments fournis tant à eux qu'à leur famille, plus les intérêts et les frais ; — Attendu qu'à cette audience du 29 mars, le mandataire des défendeurs a déclaré qu'avant de plaider il désirait avoir le compte détaillé de la réclamation, et après l'engagement pris par le demandeur de le fournir, l'affaire a été continuée à l'audience du 12 avril ; — Attendu qu'à cette audience le demandeur, par son défenseur, a déclaré avoir remis le compte détaillé aux défendeurs, lequel est ainsi composé : 1^o 117 francs pour soins, visites et médicaments, avant la séparation de biens des époux Godin ; 2^o 53 fr. 50 pour mêmes causes, depuis la séparation de biens ; 3^o et 67 fr. 30 pour frais de protêt d'un billet et frais de jugement au Tribunal de commerce de Beauvais, et sur la totalité de laquelle somme il a été versé à valoir 50 francs, de sorte qu'il est resté 189 fr. 80, montant de la demande ; — Et il explique que les époux Go-

din sont séparés de biens ; que des soins, visites et médicaments ont été fournis tant au mari qu'à la femme, ainsi qu'à leur famille, avant et après la séparation ; que Godin ne possédant rien et ne pouvant par conséquent payer, il réclame aux époux Godin solidairement le paiement de ce qui lui est dû, soutenant que sa femme est tenue au paiement de cette dette, aux termes des articles 203, 1448 et autres du Code civil ; que, d'ailleurs, divers arrêts ont été rendus dans ce sens, et persiste dans sa demande ; — Attendu que le mandataire et défenseur des défendeurs a d'abord soutenu, au nom du mari, qu'il n'y a pas lieu de statuer à l'égard de celui-ci, car Devernyn lui a fait souscrire un billet pour 117 francs le 28 février 1895, payable fin mai suivant, protesté à son échéance et pour lequel il a obtenu condamnation au Tribunal de commerce de Beauvais à la date du 19 juin 1895, jugement qui a été exécuté ; — Qu'il y a donc eu chose jugée à son égard ; qu'à l'égard de la femme Godin, celle-ci étant séparée de biens par jugement du Tribunal civil de Beauvais du 21 juin 1895, ne s'étant pas personnellement engagée et ayant renoncé à la communauté, ne doit absolument rien des soins, visites et médicaments fournis avant la séparation de biens ; — Que c'est le mari, seul administrateur légal de la communauté, qui doit ; — Quant aux soins, visites et médicaments fournis depuis la séparation, s'élevant à 55 fr. 50, elle consent à les payer, mais qu'ayant versé un acompte de 50 francs le 1^{er} décembre 1904, elle ne redoit plus que 5 fr. 50, somme qu'elle offre de payer ainsi que les frais

faits jusqu'à ce jour, et cite à l'appui de sa défense les articles combinés 1409, 1420, 1448, 1463 et 1494 du Code civil, ainsi que divers arrêts et jugements, notamment Bordeaux, 29 novembre 1888, et Cass., 22 novembre 1893, concluant ainsi à la non-recevabilité de la demande contre Godin et à ce qu'il lui soit donné acte de ses offres de 5 fr. 50, ainsi que des frais ; — Attendu que Devernyn reconnaît que la femme Godin lui a versé une somme de 50 francs le 1^{er} décembre 1904, mais que son défenseur déclare que cette somme a été imputée sur les frais de protêt et de jugement faits contre le mari, et persiste dans les conclusions de la demande ; — Attendu que le mandataire de la femme Godin repousse cette prétention, soutenant que celle-ci n'était pas en cause en 1895 et que la somme versée est imputable sur ce qu'elle doit ; — Attendu que, l'affaire en cet état, il y a lieu d'examiner si la demande est recevable ; — En ce qui concerne Godin : — Attendu qu'il est justifié, ce qui d'ailleurs est reconnu par le demandeur, que Godin lui a souscrit un billet à ordre de 117 francs le 28 février 1895, montant des soins, visites et médicaments fournis avant la dissolution de la communauté des époux Godin, pour le paiement duquel il a été poursuivi, et qu'un jugement a été rendu par le Tribunal de commerce de Beauvais le 19 juin 1895, lequel jugement a été exécuté ; — Attendu qu'il y a donc eu chose jugée à son égard, et que le demandeur ne peut obtenir un second titre contre son débiteur ; que, par suite, il y a lieu de le déclarer non recevable en sa demande ;

— En ce qui concerne la femme Godin : — Attendu que, d'après l'article 203 du Code civil, les époux contractent ensemble, par l'effet du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants; — Mais attendu que, pendant le mariage, le mari est l'administrateur légal de la communauté et que c'est à lui seul qu'incombe l'obligation de subvenir aux besoins de la famille; — Attendu que le demandeur l'a si bien compris, qu'il a accepté Godin seul comme son débiteur, puisqu'il lui a fait souscrire un billet à ordre de la somme de 117 francs, pour le paiement duquel il l'a poursuivi et a obtenu un jugement du Tribunal de commerce de Beauvais, le 19 juin 1895; — Attendu d'ailleurs que la femme Godin étant séparée de biens, ayant renoncé à la communauté, ou étant censée y avoir renoncé, ne peut être tenue de payer les dettes, à moins de s'y être engagée personnellement (art. 1494 du Code civil, et Cass., 22 novembre 1893); — Que c'est donc à tort que Deverny lui réclame les soins, visites et médicaments fournis au cours de ladite communauté; — Mais attendu que, depuis la dissolution de cette communauté, des soins, visites et médicaments ont été fournis à la famille Godin, et que le mari, ne possédant plus rien, ne peut les payer; — Attendu que la somme due de ce chef s'élève à la somme de 55 fr. 50, et que, d'après l'article 1418 du Code civil, elle est due par la femme Godin; — Attendu d'ailleurs que celle-ci ne refuse nullement de la payer, et a même justifié avoir versé un acompte de 50 francs le 1^{er} décembre 1901, de

sorte qu'elle ne redevrait que 5 fr. 50, somme offerte ainsi que les frais jusqu'à ce jour; — Attendu que le demandeur reconnaît que la femme Godin lui a bien versé une somme de 50 francs le 1^{er} décembre 1901, mais déclare l'avoir imputée sur les frais faits contre le mari; — Attendu que la femme Godin n'était pas en cause en 1895, et que, d'après les articles 1233 et 1254 du Code civil, elle est en droit de faire l'imputation des paiements sur ce qu'elle doit personnellement; — Attendu que, dans ces circonstances, il y a lieu de reconnaître que les offres faites sont suffisantes et que c'est à tort qu'elles ont été refusées; — Par ces motifs, disons n'y avoir lieu de statuer à nouveau à l'égard de Godin contre qui il y a un titre exécutoire, et déclarons Deverny mal fondé en sa demande; — A l'égard de la femme, fixons à 5 fr. 50 la somme qu'elle redoit au demandeur pour soins, visites et médicaments fournis depuis la séparation de biens, et la condamnons, solidairement avec son mari, à payer cette somme avec les intérêts de droit et les frais faits jusqu'à ce jour; — Et attendu que cette somme a été offerte ainsi que les frais, ce qui a été refusé par Deverny, condamnons ce dernier à payer les frais du présent jugement ainsi que son enregistrement. »

Observations. — Solutions exactes et consacrées par la jurisprudence. Voir, au surplus, les arrêts cités dans la sentence.

Justice de paix du canton de Rosières
(Somme).

Président : M. GAUTIER, juge de paix.

20 avril 1906.

Entrepreneur. — Demande en paiement de travaux et d'honoraires pour fourniture de plans et devis. — Offre réelle du débiteur reconnue suffisante.

Un entrepreneur qui a fait des travaux de maçonnerie pour le compte d'un industriel et qui prétend, en outre, lui avoir fourni un plan et un devis de travaux à faire pour une construction projetée, et qui réclame à l'industriel 56 francs pour la valeur des travaux et 400 francs pour les plans et devis, est recevable et fondé à réclamer le prix des travaux faits, mais n'a pas droit aux 400 francs qu'il demande pour exécution et rédaction de plans et devis, lorsque les travaux projetés n'ont pas été exécutés et que ces plans et devis sont d'ailleurs sans précision ni valeur.

En conséquence, si le défendeur a fait offre des 56 francs réclamés par le premier chef de demande, cette offre doit être déclarée valable et suffisante.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

Par jugement interlocutoire du 10 de ce mois dans lequel les faits de la cause sont suffisamment rapportés, nous avons donné acte au défendeur de l'offre faite par lui à notre précédente audience de payer au demandeur les 56 francs, premier chef de demande ; ordonné la comparution en personne du défendeur, et, de plus, autorisé le demandeur, justifiant d'un commencement de preuve par écrit, à prouver à cette audience qu'il avait reçu une commande ferme de devis et de plans et que les plans remis avaient été utilisés ensuite par le défendeur.

La cause appelée, le défendeur qui s'est seul présenté, a requis défaut-congé contre Girard, s'est opposé à toute remise, a persisté dans les conclusions précédemment prises par son mandataire, et, en ce qui concerne le deuxième chef de demande, nous a expliqué qu'étant dans l'intention de construire une glacière à Rosières et d'agrandir son usine de Daours, Girard s'était présenté à lui comme entrepreneur ; qu'il lui avait demandé le prix total des travaux projetés, ce qui l'avait obligé à dresser des devis dans l'espoir de faire ensuite les travaux ; qu'il ne lui avait donc pas demandé des plans comme à son architecte ; qu'au surplus, il n'avait reçu qu'un plan ou plutôt un croquis informe et sans valeur concernant l'usine de Daours ; que le plan de la glacière n'avait pas été fait, mais calqué par Girard sur celui que lui avait fait M. Haag, ingénieur à Abbeville, plan que ledit demandeur avait oublié de lui restituer, qu'il n'avait pu passer marché parce que la maçonnerie, notamment, lui était comptée bien trop chère ; qu'il n'avait jusqu'ici donné aucune suite à ses projets, et que ne s'étant pas engagé à rétribuer le demandeur dans le cas où les devis dépasseraient ses prévisions, il ne lui devait absolument rien.

Quant au demandeur, il ne s'est pas présenté, ni personne pour lui, et n'a même fait citer aucun témoin pour faire la preuve ordonnée par notre jugement interlocutoire sus-visé.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort ; — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu égale-

ment notre jugement interlocutoire susvisé ; — Ouf le défendeur dans ses explications et conclusions ; — Le demandeur faisant défaut ; — Attendu que par ses conclusions développées précédemment par M^e Fissier, avoué à Montdidier, et contenues en la citation, Girard réclame à Galland : 1^o 56 francs pour travaux de maçonnerie, et 2^o 400 francs pour déplacements, voyages, études, devis et plans de travaux à effectuer dans l'usine et dans la maison d'habitation du défendeur ; — Attendu que Galland a bien reconnu devoir les 56 francs, premier chef de demande, qui ont fait l'objet d'offres réelles, tant à notre précédente audience qu'à celle de conciliation ; que la seule difficulté restant à trancher est de savoir si Galland doit à Girard les 400 francs formant le deuxième chef ; qu'à cet effet, nous avons ordonné la comparution en présence des parties pour mieux connaître dans quelles conditions Girard a été amené à faire et à fournir des devis et des plans à Galland, et que, dans ce but, le défendeur se présente seul devant nous ; — Attendu que le demandeur ne comparaît pas pour soutenir sa demande et avoir avec le défendeur les explications jugées nécessaires ; — Que son défaut de comparution laisse donc supposer qu'il n'a aucun moyen de justifier, soit par ses livres de commerce, soit par témoins comme nous l'avons autorisé, que Galland lui a fait une commande ferme et qu'il s'est servi de ses plans et devis pour faire faire par d'autres les constructions projetées ; — Attendu qu'il faut aussi tenir compte de la différence existant entre l'architecte spécialement chargé moyennant honoraires

de faire des plans et de dresser des devis, et l'entrepreneur qui, soumis comme tout autre commerçant à la loi de l'offre et de la demande, entreprend certains travaux dans des conditions et à des prix déterminés ou à déterminer ; — Qu'il est même admis que l'architecte considéré comme simple entrepreneur n'a droit à aucun honoraire pour ses plans et devis lorsqu'il doit ensuite fournir les matériaux et la main-d'œuvre (Dalloz, *Jur. gén., Architecte*, 15) pour des plans qui n'ont pas été acceptés, ou encore pour des essais qui ont précédé la réalisation du marché lorsque les constructions ne sont pas exécutées par lui ou ne sont même pas exécutées du tout ; — Attendu que la profession d'entrepreneur telle que l'exerce le demandeur qui a des entreprises considérables, exige de sa part des connaissances assez étendues pour pouvoir dresser facilement et à très peu de frais un devis en vue de donner ses prix au défendeur ; — Attendu, au surplus, que Galland prétend n'avoir pris aucun engagement de rétribuer Girard ; n'avoir reçu qu'un seul plan insignifiant non détaillé ; n'avoir donné aucune suite à ses projets et enfin n'avoir passé marché avec ledit demandeur, parce son devis dépassait ses prévisions ; — Attendu que, même en se basant sur l'article 1986 du Code civil, il y a lieu de déclarer Girard mal fondé dans son second chef de demande ; que, dès lors, les offres faites en conciliation et renouvelées à la précédente audience sont suffisantes ; — Par ces motifs, donnons défaut contre Girard, non comparant, quoique régulièrement intimé à comparaître en personne à la présente au-

dience; — Condamnons Galland à payer au défendeur les 56 francs qu'il a déjà offerts au demandeur qui les a refusés, pour ses travaux de maçonnerie, plus 90 centimes, coût de l'avertissement en conciliation, soit 56 fr. 90; — Déclarons Girard mal fondé dans le surplus de sa demande qui n'est pas justifiée; l'en déboutons et le condamnons en tous les frais, non compris l'appel en conciliation; — En conséquence, déclarons bonnes et valables, et, dès lors, validons les offres faites par ledit Galland; — Disons que Girard sera tenu de les recevoir; sinon et faute par lui de ce faire dans la huitaine qui suivra la signification du présent jugement, autorisons le défendeur à consigner et déposer la somme de 56 fr. 90 à la Caisse des dépôts et consignations, ce quoi faisant, ledit défendeur sera bien et valablement quitte et libéré envers le demandeur; — Enfin, mettons M. Destieux, huissier à Rosières, pour signifier le présent jugement au demandeur en parlant à sa personne. »

Observations. — Ce jugement, tout en fait, nous paraît devoir être entièrement approuvé, et n'est d'ailleurs pas sans précédents. Beaucoup d'entrepreneurs, avisés par leurs clients que ceux-ci désirent faire une construction, offrent spontanément de dresser un plan et un devis. Ce genre de travail, fait généralement pour obtenir la commande, a un caractère aléatoire, en ce sens que le prix n'en est pas dû, surtout lorsque le client renonce à la construction projetée. — Au surplus, le demandeur, en l'espèce, a fait opposition au jugement rendu par défaut

contre lui. Puis il s'est ravisé, s'est désisté de cette opposition, et par suite a accepté et exécuté la sentence dont il a, par cela seul, reconnu le bien fondé.

Tribunal de simple police de Montluçon (Allier).

Président : M. BRUNET, juge de paix.

Arrêté municipal. — Défense d'uriner sur la voie publique. — Procès-verbal dressé contre une femme. — Excuse de nécessité. — Relaxe.

Doit bénéficier de l'excuse de nécessité la femme contre laquelle a été dressé procès-verbal pour infraction à l'arrêté de police qui défend d'uriner sur la voie publique, lorsqu'il est constaté en fait que la prévenue cédait à un besoin pressant et qu'il n'existait dans la ville aucun établissement réservé aux femmes, que, de plus, la prévenue était très éloignée de son domicile.

En conséquence, le juge peut la relaxer, sans dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal du ; — Ouï la prévenue en ses déclarations et explications et le ministère public en ses conclusions; — Attendu que la dame B... est prévenue d'avoir uriné sur la place Jean-Dormoy le et d'avoir ainsi enfreint l'arrêté municipal du ; — Attendu que la dame B... a reconnu l'exactitude du fait et a expliqué qu'habitait un quartier éloigné et prise d'une manière pressante de ce besoin elle n'a su où aller pour le satisfaire et s'est trouvée dans l'obligation de se retirer dans un angle

de l'église Saint-Paul existant sur cette place ; — Attendu que les contraventions existent, il est vrai, par la seule matérialité du fait ; mais qu'il faut que le contrevenant ait eu une liberté suffisante pour ne pas la commettre ; que, de même, il n'y a, d'après l'article 64 du Code pénal, ni crime ni délit lorsque le prévenu a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister, il n'y a pas contravention lorsque, dans un cas de force majeure, l'inculpé s'est trouvé dans l'impossibilité physique de se conformer à la loi ou aux règlements de police ; — Attendu qu'il existe bien dans les rues de Montluçon des vespasiennes à l'usage des hommes, mais qu'il n'y a aucun établissement, aucun édicule réservé aux femmes, et que la bienséance, la pudeur naturelle à leur sexe leur interdit l'entrée des endroits destinés aux hommes ; — Que, cependant, soumises aux mêmes besoins, si la nature les met dans la nécessité absolue de les satisfaire, cette obligation constitue une impossibilité physique qui enlève au fait tout caractère contraventionnel ; — Attendu que le ministère public ne conteste pas les faits invoqués par la prévenue ; qu'il est donc certain que la dame B..., fort éloignée de son domicile, n'avait aucun endroit où elle pût se retirer ; qu'elle s'est donc trouvée dans un cas de force majeure et n'a pas eu la liberté d'observer le règlement de police invoqué ; — Vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle ; — Annule la citation et tout ce qui a suivi ; renvoie la prévenue des fins des poursuites, sans dépens. »

Observations. — Y avait-il dans

l'espèce une urgence telle qu'elle pût constituer un cas de force majeure ? C'est ce qu'il nous est impossible d'affirmer, mais bien que la question soit controversée, nous admettons volontiers la solution du présent jugement. Elle est basée sur un motif d'humanité, et l'indulgence ne présente pas de graves inconvénients, car le cas se présentera rarement.

Justice de paix du canton de Conlie
(Sarthe).

Président : M. PELTIER, juge de paix.

26 avril 1906.

*Arrêté municipal. — Sociétés musicales.
— Défaut d'autorisation préalable. —
Caractère individuel de l'arrêté. — Arrêté
préfectoral. — Relaxe.*

Lorsqu'un arrêté préfectoral a autorisé, pour le jour de la fête nationale, toutes réjouissances publiques, bals, concerts, etc., cet arrêté vaut autorisation dans toutes les communes du département, même dans celles où il existe un arrêté local du maire, défendant aux sociétés musicales de jouer en public sans autorisation préalable.

Cesse d'être légal et obligatoire l'arrêté municipal qui, bien que général dans ses termes, prend, dans son application, un caractère individuel, et n'est appliqué que contre une seule des sociétés municipales existant dans la commune.

En conséquence, doivent être relaxés des fins de la poursuite les membres de cette société contre lesquels a été dressé un procès-verbal pour contravention à l'arrêté municipal.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après l'ac-

complissement des formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle, après l'appel des témoins, leur prestation de serment de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité, et leur audition conformément à l'article 155 du même code ; — Et conformément à l'article 144 dudit Code d'instruction criminelle, le ministère public, siégeant à l'audience du 29 mars 1906, ne pouvant remplir les mêmes fonctions par suite de son assignation comme témoin au procès-verbal d'enquête ci-après visé, nous avons pris, pour remplir les fonctions de ministère public, le premier conseiller municipal dans l'ordre du tableau, qui est M. Souty, constructeur à Conlie ; — Après avoir entendu les parties présentes et M^e Picard, avocat au Mans, et M^e Grimod, avocat à Laval, leurs représentants, en vertu de l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905, dans la cause du ministère public, contre : 1^o Le-lièvre (Joseph), propriétaire à Conlie ; 2^o Chauvin (Georges), cultivateur à Conlie, etc, prévenus comparant par leurs avocats ; — Vu notre jugement interlocutoire en date du 29 mars dernier, enregistré ; notre procès-verbal d'enquête en date du 12 avril courant, enregistré ; l'arrêté municipal en date du 16 mai 1904 ; l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juillet 1905 ci-après, littéralement transcrit : « Nous, préfet de la Sarthe, chevalier de la Légion d'honneur ; — Vu le décret du 24 messidor an XII ; — Vu les lois des 6 juillet 1880 et 5 avril 1884 ; — Vu les instructions ministérielles ; — Considérant qu'il y a lieu d'accorder par mesure générale toutes autorisations de ré-

« jouissances publiques qui seraient demandées à l'occasion de la Fête nationale ; — Arrêtons : — Art. 1^{er}. « Les banquets publics, organisés par souscription, les salles de danse, les concerts et tous jeux publics sont autorisés dans le département à l'occasion de la Fête nationale ; MM. les maires pourront autoriser les tirs à la cible sous réserve de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité publique ; — Art. 2. Les débits de boissons, les salles de danse, pourront rester ouverts pendant la nuit du 14 au 15 juillet ; MM. les maires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs ; — Le Mans, le 1^{er} juillet 1905, Signé : « E. LANDRODIE » ; — Points de fait : — Attendu qu'un arrêté municipal a été pris par M. le maire de Conlie en date du 16 mai 1904, interdisant à toute société musicale quelconque de jouer dans les rues et places publiques de la commune de Conlie sans autorisation, et ce, afin d'éviter toutes manifestations et rivalités, et dans l'intérêt du bon ordre et de l'accord entre tous les habitants, et de la rivalité de leurs partisans respectifs ; — Attendu que cet arrêté a été approuvé par M. le préfet de la Sarthe le 17 mai 1904, en vertu des articles 94 et 97 de la loi du 5 avril 1884 ; — Attendu que, le jour du 14 juillet 1905, procès-verbal a été dressé contre la Musique libre pour infraction à l'arrêté municipal susénoncé ; — Attendu que, si l'on doit reconnaître que la Musique libre est sortie les jours du 1^{er} janvier et de Pâques 1905, sans

qu'il lui ait été fait aucune observation, il n'en est pas moins vrai qu'elle a demandé différentes autorisations de jouer sur la voie publique, notamment le 16 novembre 1904, à l'occasion de la Sainte-Cécile, le 25 décembre suivant, à l'occasion de la fête du chef ; le 30 mars 1905, à l'occasion de la réception de M. le préfet ; le 9 juin suivant, à l'occasion de la fête au profit des écoles laïques, le 6 juillet suivant, pour un concert, et que ces autorisations ont été refusées ; — Attendu qu'il résulte des faits de l'enquête à laquelle vingt-neuf témoins ont déposé, que la Musique libre de Conlie n'a jamais été cause de troubles, de désaccords, ni de rixes sur la voie publique ; — Que cette musique existe depuis 1864 ; — Que depuis cette époque jusqu'en 1904, époque de la fondation de la Musique municipale, sous la présidence du maire, elle avait fonctionné comme musique à la disposition de la municipalité qui se trouvait bien de ses services ; — Attendu qu'à l'occasion de la cavalcade de Conlie, au cours de l'année 1905, les deux musiques y ont collaboré et joué alternativement sans incident de la part de leurs partisans respectifs ; — Attendu que le maire, chef de la police municipale, est tenu d'assurer l'ordre sur la voie publique en vertu de la loi du 5 avril 1884 ; — Attendu qu'il a été déclaré à l'enquête, par M. le maire lui-même, que l'arrêté dont il s'agit a été pris parce que M. Souchard, président de la Société libre, était trop arrogant, connaissant son caractère, et ce qu'il était capable de faire, et, en outre, il a dit que Lelièvre, qui était chef de musique, était un homme

avec lequel il était facile de s'arranger et non pas un arrogant comme il y a un président actuellement ; qui est provocateur ; que la musique aurait pu jouer le 14 juillet, à toutes les portes et toute la journée, en respectant le programme de la fête ; — Qu'un autre témoin a déclaré que l'arrêté avait été pris parce que la musique embêtait le maire ; — Attendu que le jour de la Fête nationale, sur l'ordre du maire, le concert annoncé par la Musique libre n'a pas été publié, parce que le président de ladite société avait annoncé son concert pour la même heure que celui donné par la Musique municipale et inséré au programme de la fête ; ce voyant, la Musique libre a quand même donné son concert, à la même heure que la Musique municipale, mais en laissant à cette dernière l'honneur de commencer, et ne jouant que pendant les pauses, c'est-à-dire en alternant, et ce, à une distance d'environ 40 mètres l'une de l'autre, et séparée par le bâtiment des Balles ; — Points de droit : — Attendu que le maire, étant chef de la police municipale, et chargé d'en assurer l'exécution, a pris un arrêté interdisant à toute société musicale de jouer sur la voie publique ; — Que cet arrêté a été pris conformément aux dispositions de la loi du 5 avril 1884 ; — Que cet arrêté a pu être pris dans un but très louable, et que la pensée du maire a été de supprimer toute cause de désordre qui aurait pu exister entre les membres des deux sociétés musicales ou leurs partisans respectifs ; — Mais comme il appartient au juge de police d'en apprécier la légalité, ainsi qu'il résulte d'un arrêt de la

Cour de cassation du 25 juin 1903, d'un autre arrêt de la même Cour du 12 janvier 1905, et d'une décision du Conseil d'Etat du 1^{er} juin 1898, jugeant qu'un maire ne saurait prendre légalement un arrêté visant une société musicale à l'exclusion d'une autre; — Qu'il doit apprécier et connaître toutes les circonstances de l'affaire; qu'il est de son devoir de rechercher s'il y a abus de pouvoir ou application réelle; — Attendu qu'il est de principe, en droit, qu'on ne peut faire indirectement ce qu'il est défendu de faire directement; — Que dans l'espèce, bien que l'arrêté ait été légalement pris, le maire en a fait un abus de pouvoir en ce sens que la société incriminée a, à maintes reprises, demandé l'autorisation, ainsi qu'il résulte des faits de la cause et des refus systématiques qui y ont été apportés; — Attendu que le maire n'avait pas le droit d'interdire la publication faite par la Musique libre qu'elle donnerait un concert, que ces publications ne peuvent être interdites que lorsqu'elles sont contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public; — Attendu que, d'un autre côté, il a été suffisamment prouvé, par les témoins cités à l'enquête, que la Musique libre, ainsi que la Musique municipale, n'avait jamais été cause, à n'importe quelle époque que ce soit, de tumulte, et qu'elle n'avait jamais troublé l'ordre public; — Mais, que le jour du 14 Juillet, la Musique libre a eu le tort de jouer à la même heure que la Musique municipale, connaissant le programme de la fête et l'interdiction de jouer qui lui avait été faite; — Attendu que l'arrêté pris par le maire se trouve en contra-

diction avec l'arrêté préfectoral, en date du 1^{er} juillet 1905, autorisant tous concerts et réjouissances sur la voie publique, à l'occasion de la Fête nationale; — Qu'il s'agit de savoir si l'arrêté préfectoral a entendu suspendre tous les arrêtés locaux pris pour le même objet; — Qu'à vrai dire, il est de principe en droit qu'une disposition générale ne déroge pas à une disposition spéciale, mais qu'en fait l'autorité supérieure a bien voulu accorder, par mesure générale, toute autorisation à l'occasion de la Fête nationale; — Que, par suite, l'autorisation exigée par l'arrêté municipal (art. 3) était, de fait, accordée; — Que, dans l'espèce, l'enquête a suffisamment démontré que l'arrêté municipal du 16 mai 1904 visait la musique incriminée personnellement et dans la personne de son président, pour faire vivre la Musique municipale; — Que l'on n'y peut donc voir qu'une mesure visant un but déterminé suffisamment indiqué par les dépositions des témoins; — Attendu qu'un arrêté municipal n'est légalement pris que lorsqu'il concerne une généralité, pour des motifs d'ordre public, ainsi qu'il résulte d'une décision du Conseil d'Etat des 22 et 29 décembre 1905; — Et qu'il est devenu individuel par suite tant des refus d'autorisation de sortir à la Musique libre, que des dépositions faites à l'audience et, par conséquent, illégalement appliqué (Dalloz, *Dictionnaire pratique de droit*, p. 281, n° 119; Trib. de police de Gien, du 12 janvier 1899); — Par ces motifs, la cause entendue et vidant notre délibéré; — Ouf le ministère public en son réquisitoire et ses conclusions; — Entendu les pré-

venus par l'organe de leurs avocats et adjudication faite de leurs conclusions; — Nous, juge de paix du canton de Conlie, jugeant en dernier ressort; — Disons que l'arrêté du maire de Conlie, en date du 16 mars 1904, n'est ni légal ni obligatoire, et qu'il n'est sujet à aucune sanction pénale, attendu son but individuel; — Disons que la Musique libre de Conlie s'est exactement conformée à l'arrêté municipal du 16 mai 1904 par ses demandes d'autorisation, et que le jour du 14 juillet 1905, elle se trouvait munie de l'autorisation nécessaire en vertu de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 1905, et, par suite, n'a encouru aucune contravention de ce chef; — Déboutons le ministère public des fins de sa demande, et renvoyons les prévenus des fins de la poursuite sans dépens. »

Observations. — C'est une question au moins discutable que celle de savoir si le juge de police a le droit de caractériser un arrêté municipal par la façon dont cet arrêté est appliqué, et non par les termes mêmes dans lesquels il est rédigé.

Dans l'espèce, l'arrêté était général et s'appliquait à toutes les sociétés municipales de la commune. Appartenait-il au Tribunal de simple police de dire que l'arrêté était, en fait, appliqué contre certaine société exclusivement et non contre l'autre ou les autres, et que, par suite, il prenait par cela seul un caractère individuel, et devenait par là illégal et non obligatoire? Cela est au moins douteux. Mais le jugement que nous rapportons ici et la relaxe des prévenus se justifient au moins par l'existence de l'arrêté préfectoral, visé dans la sentence, lequel autorisait, spécialement pour le jour de la Fête nationale, toutes réjouissances, bals, concerts, etc., dans toute l'étendue du département. Le juge saisi a pu, à bon droit, décider que les prévenus pouvaient dans l'arrêté préfectoral une autorisation suffisante et, par suite, devaient être relaxés. Il semble bien que, dans ce procès, il se soit glissé quelque peu de passion politique locale, une lutte d'influences sans intérêt pour l'ordre public, et le maire aurait sagement agi en s'abstenant de poursuivre.

Justice de paix du canton de Mirambeau
(Charente-Inférieure).

Président : M. FURET, A. J., juge de paix.

9 mars 1906.

*Domestique. — Gages. — Demande en
payement. — Preuve. — Exception
d'irrecevabilité de la preuve testimo-
niale. — Art. 1348 du Code civil.*

Comme il est moralement impossible au maître de prouver par écrit qu'il a payé les gages de ses domestiques illettrés, le juge de paix, saisi par ceux-ci d'une demande en payement de leurs gages, peut se baser sur l'article 1348 du Code civil pour admettre le maître à prouver par témoins qu'il a payé les gages indûment réclamés.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

Suivant citation de Allier, huissier à Mirambeau, en date du 12 décembre 1905, les époux Lasset ont fait citer leur maître, le sieur Debrut, pour avoir payement de 450 francs provenant de gages, comme domestiques; Debrut a répondu qu'il avait payé, qu'il en offrait la preuve; M^e Maltête, avocat des époux Lasset, a déclaré s'opposer à ce que cette preuve soit faite, la somme réclamée étant supérieure à 450 francs.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En droit : — Attendu que si la preuve testimoniale n'est pas admise lorsque l'objet du litige est supérieur à 450 francs, cette règle reçoit exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible de se procurer une preuve littérale de l'obligation ou du payement allégué (Annotation Sirey, Code civil, 1348); — Attendu que

cette exception, prévue par ledit article 1348, ne s'entend pas seulement de l'impossibilité physique, mais de toute impossibilité morale, locale ou momentanée, et qu'il est généralement admis que ledit article 1348, dans ses dispositions, ne doit être pris à la lettre; qu'il s'applique à toute personne, créancier ou débiteur, qui se trouve dans l'impossibilité de rapporter la preuve littérale, soit de sa créance, soit de sa libération (Cass., 31 mars 1874 et 19 novembre 1862); — Attendu que les juges sont appréciateurs de cette impossibilité et doivent prendre en considération la qualité des personnes; — Attendu que les époux Passet étant complètement illettrés, leur maître n'a pu obtenir d'eux la preuve littérale des payements qu'il leur a faits; que, dans ce cas, l'exception de l'article 1348 est applicable; — Attendu que si cette exception ne devait pas profiter au maître qui n'est plus cru sur son affirmation depuis la loi du 22 août 1868, qui a abrogé l'article 1781 du Code civil, il serait souvent la dupe des serviteurs illettrés et de mauvaise foi; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la preuve est admissible, quoique la demande soit supérieure à 150 fr.; Par ces motifs, avant faire droit au fond, ordonnons que Debrut prouvera par témoins qu'il a payé à ses domestiques les sommes par eux réclamées. »

Observations. — Il a été jugé déjà que lorsqu'il est moralement impossible à un domestique de se procurer une preuve écrite de la dette pour salaires contractée par le maître envers lui, ce domestique est

recevable à faire preuve par témoins que des salaires même supérieurs à 150 francs lui sont dus (BULLETIN 1893, p. 191). Le même principe est applicable au profit du maître qui nie la dette. Jugé même que lorsque le maître et le domestique sont en contestation sur le montant du reliquat dû sur les gages du domestique, les mentions portées au registre du maître constituent un commencement de preuve qui autorise le juge à déléger à ce dernier le serment supplétoire (BULLETIN 1887, p. 43).

Justice de paix du canton de Craonne
(Aisne).

Président : M. Em. BOURSE, juge de paix.

16 décembre 1903.

Louage. — Congé. — Tacite réconduction. — Bail verbal. — Acquéreur de la propriété affermée. — Dépens.

Le congé n'est soumis par la loi à aucune forme spéciale. Il peut être donné par lettre-missive.

Le preneur qui, malgré l'avis de cessation de jouissance qui lui a été donné, a labouré la terre en vue d'une nouvelle récolte, a droit à être indemnisé de son travail par le propriétaire de la terre.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Aux termes d'un exploit de Brouleau, huissier à Craonne, en date du 29 novembre 1903, enregistré, le demandeur a fait citer le défendeur pour l'audience du 2 décembre suivant, pour les motifs déduits en la citation et ici rapportés littéralement : « Attendu que le requérant est propriétaire de 45 ares

de terre, lieudit « la Montagne », terroir d'Ouches, depuis le 19 janvier 1903, pour l'avoir acquise de M. Picard, de Fismes, par le ministère de M^e Pommeras, notaire à Moulins ; — Attendu que cette terre était louée verbalement à M. Adam, cité, depuis une quinzaine d'années ; — Attendu que, par suite de ladite vente, le requérant réclame la jouissance de la terre par lui acquise ; — Attendu que M. Adam a fait trois récoltes consécutives pour le fermage de ladite terre ; — Par ces motifs, s'entendre, mondit sieur Adam, cité, condamner à rendre immédiatement ladite terre ; — S'entendre, en outre, condamner à tous les dépens ; — Sous toutes réserves. »

La cause, en cet état, appelée à l'audience dudit jour 2 décembre, les parties ont comparu, le demandeur assisté de son conseil, et lecture faite de l'exploit introductif d'instance ; elles ont fait valoir leurs moyens respectifs de défense et pris les conclusions suivantes :

Le demandeur, assisté de son conseil, a conclu à ce qu'il lui soit alloué le bénéfice des conclusions par lui prises dans son exploit ci-dessus rappelé.

En réponse à ces conclusions, le défendeur, tout en reconnaissant avoir été informé par simple lettre à lui adressée, de la part du demandeur, dès le commencement du mois d'août 1903, de l'intention par ce dernier de se mettre en jouissance de la terre dont s'agit à la Saint-Martin ou 14 novembre de la même année, a conclu au rejet de la demande, prétendant avoir encore une année de récolte à faire pour terminer la période triennale en

usage dans la culture en raison de ce qu'il avait amendé complètement la terre en 1903 : avec du fumier de ferme au printemps et avec du superphosphate, à raison de 800 kilogrammes à l'hectare, à l'automne, et qu'il n'avait fait que deux récoltes complètes sur cet amendement. En conséquence, il demandait d'être maintenu dans la jouissance de ladite terre jusqu'au 11 novembre 1906.

Le demandeur, soutenant que le défendeur a bien fait trois récoltes sur la fumure complète, a persisté dans ses conclusions. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu : 1° la demande introductive d'instance susénoncée; 2° la loi du 12 juillet 1905, art. 3; 3° et les articles 1736, 1774 et 1775 du Code civil; — Et après avoir entendu les parties en leurs dires et explications; — Attendu qu'aux termes d'un procès-verbal d'adjudication, dressé par M^e Pommeras, notaire à Moulins, le 22 janvier 1905, à la requête de M. Arthur-Achille Picart, propriétaire, et M^{me} Marie-Louise-Octavie Defance, son épouse, demeurant ensemble à Fismes, le demandeur s'est rendu acquéreur de 45 ares de terre, situés terroir d'Oulches, lieudit « sur la Montagne » ou chemin de Reims, avec entrée en jouissance à compter du jour de ladite adjudication par la prise de possession réelle; et il a été stipulé que les adjudicataires feraient leur affaire personnelle de tous baux et locations verbaux ou écrits qui pouvaient exister sur les immeubles à eux vendus, sans recours contre les vendeurs, pour

quelque cause que ce puisse être;

— Attendu que cet immeuble étant loué verbalement au défendeur, le demandeur l'a fait aviser par simple avis à lui adressé dès avant le 10 août 1905, ce qui, du reste, a été reconnu par ledit défendeur à l'audience du 2 décembre 1905, de son intention de se mettre en jouissance, à la Saint-Martin ou 11 novembre de ladite année 1905, de la terre par lui acquise de M. et M^{me} Picard, en vertu du procès-verbal susénoncé; — Attendu que les allégations du défendeur ne détruisent pas les conclusions du demandeur se basant sur ce que le défendeur aurait, suivant usage des lieux, accompli, à la Saint-Martin 1905, une période triennale; — Attendu que le *Dictionnaire de l'agriculture* de Bassol et Sagnier, t. 1^{er}, indique comme suit l'assolement : « Première année, jachère fumée où « l'on peut tirer une plante dérobée « (par exemple, dravière mangée en « vert, comme l'a fait le défendeur); « deuxième année, froment, et troisième année, céréale, comme « avoine »; — Attendu qu'en matière de bail verbal, le congé doit être donné dans les délais d'usage; dans l'espèce, trois mois avant le 11 novembre; — Attendu que le congé n'est soumis par la loi à aucune forme spéciale; qu'il peut être donné par lettre-missive (Dalloz, art. 1736, n° 52) et notifié en temps utile (Trib. de la Seine du 25 mars 1886); que le congé est valable par le fait seul qu'il est parvenu aux mains et à la connaissance du congédié (Cour suprême, 3 mai 1865); — Mais, attendu que, malgré l'avis de cessation de jouissance qui lui a été donné, le défendeur ayant de-

puis labouré la terre en vue d'une nouvelle récolte, il doit lui être tenu compte de son travail par le demandeur, personne ne devant s'enrichir aux dépens d'autrui (Rolland de Villargues, *Tacite Réconduction*, n° 14; Pothier, n° 354; Vaudoré, n° 113); — Attendu, quant aux dépens, qu'il y a lieu de faire l'application de l'article 131 du Code de procédure civile; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Reconnaissons le congé donné par le demandeur au défendeur, pour le 11 novembre 1905, comme bon et valable, et disons, en conséquence, que ledit défendeur sera tenu d'abandonner immédiatement la jouissance de la terre d'une contenance de 45 ares acquise par le demandeur de M. et M^{me} Picard; — Et sous la réserve du fermage représentatif de l'année 1905, dû à M. Hautemont par M. Adam, condamnons le demandeur, avec intérêts tels que de droit, à payer au défendeur les labours de ladite terre faits en vue d'une nouvelle récolte; — Quant aux frais et aux dépens, disons qu'ils seront supportés par moitié entre les parties. »

Observations. — Solutions exactes. Lorsque le fermier ne nie pas avoir reçu congé en temps utile, peu importe sous quelle forme le congé a été donné. Il l'est utilement, même par lettre-missive. Voir les arrêt et jugement cités dans la sentence. Mais le fermier peut s'être trompé sur la valeur du congé, et si, de bonne foi, il a fait les labours pour la récolte à venir, il est juste qu'il soit indemnisé de son travail.

Justice de paix du canton de Plouigneau (Finistère).

Prés. : M. KERNÉVEZ, A. G), juge de paix.

7 décembre 1905.

Vice rédhibitoire. — Fluxion périodique des yeux. — Ventes successives. — Exception tirée de la maxime res inter alios acta. — Controverse. — Désistement basé sur l'incompétence du tribunal primitivement saisi. — Interruption de la prescription applicable aux délais de l'action rédhibitoire. — Demande recevable.

La loi du 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires, en ce qui concerne les chevaux atteints de fluxion périodique des yeux, accorde un délai de trente jours francs, non compris celui de la livraison, pour provoquer l'expertise.

Une seule expertise suffit, pourvu qu'elle ait été ordonnée sur la demande d'un des acquéreurs; elle sauvegarde les droits de tous les intéressés.

Le délai pour intenter l'action rédhibitoire, par elle-même, est également, en l'espèce, de trente jours francs, non compris celui de la livraison.

A ce délai commun vient s'ajouter — même en cas de ventes successives du même animal — le délai de distance, pourvu que l'animal ait été transporté dans le délai commun, ci-dessus, hors du lieu du domicile du vendeur.

La loi est muette sur la séparation des ventes successives, bien qu'il y ait controverse sur le point de savoir si cette séparation est applicable, en vertu de la maxime : *res inter alios acta*.

La citation donnée devant un juge incompétent interrompt la prescription, et cet effet interruptif subsiste, s'il est suivi d'un désistement ayant pour cause l'incompétence du tribunal primitivement saisi.

Les règles de cette prescription sont applicables aux délais de l'action rédhibitoire.

En conséquence, la demande est rece-

vable si elle a été formée, interrompue et reprise dans les délais spéciaux de la loi du 2 août 1884.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions, les avocats en leurs plaidoiries; — Vu l'article 6, § 4, de la loi du 12 juillet 1905, la loi du 2 août 1884 et celle du 31 juillet 1895 sur les vices rédhibitoires, les articles 2246 et 2247 de Code civil, 1033 et 130 du Code de procédure civile; — Vu la citation introductive d'instance du 16 septembre 1905 du ministère de M^e Le Garrec, huissier à Plouigneau; — Vu notre jugement de mise en délibéré du 9 novembre 1905, continué jusqu'à ce jour, le tout enregistré; — Attendu que Bodras, demandeur, tant par sa citation introductive d'instance susrelatée et transcrite en notre jugement de mise en délibéré du 9 novembre dernier, que par les conclusions définitives prises par son avocat, M^e Huet-Kerbriant à la même audience, a exposé sa demande et conclu de la façon suivante : — « Plaise à M. le juge de paix « prononcer la résiliation de la vente « du poulain faite par Boudier à Bodras le 21 juillet 1905; — Condamner Boudier à reprendre sondit « poulain; — Le condamner à rembourser à Bodras le prix de 570 fr. « que celui-ci lui avait versé, et ce « avec les intérêts du jour de la vente, « sans autres dommages-intérêts; — Mais le condamner encore à garantir et indemniser Bodras de « toutes les condamnations prononcées contre lui par M. le juge de paix de Saint-Trégonnec; — Par

« dépens dans lesquels seront compris les frais des dénoncés des 27 « et 6 novembre 1905, sous toutes « réserves »; — Attendu que Boudier, défendeur, par l'organe de M^e Tilly-Kerveno, son avocat, se base sur l'irrégularité de la procédure, disant que le délai de distance de Rennes à Plougouven invoqué pour la recevabilité de la demande n'est pas opposable à son client, qu'il est, par rapport à lui, *res inter alios acta*, concluant au débouté de la demande par dépens; — Attendu que le *point de fait*, suffisamment exposé dans la citation introductive d'instance et dans les conclusions définitives du demandeur, n'a pas été contesté; que l'affaire présente à juger les questions suivantes : — *Point de droit* : 1^o le juge de paix est-il compétent pour connaître de la demande et de l'exception? 2^o les délais de la loi du 2 août 1884 ont-ils été observés? 3^o l'interruption de la prescription de l'article 2246 du Code civil est-elle applicable aux délais de la loi du 2 août 1884? 4^o le désistement d'une demande motivé sur l'incompétence du Tribunal primitivement saisi, enlève-t-il à cette demande son effet interruptif? 5^o faut-il accorder au demandeur l'adjudication de ses conclusions? 6^o *quid* des dépens? — Attendu que l'action portée devant nous est déterminée par les conclusions définitives du demandeur; qu'elle est personnelle et mobilière et qu'elle entre, depuis la loi du 12 juillet 1905, dans le taux de notre compétence en premier ressort; qu'ainsi nous avons tout pouvoir de l'apprécier et de résoudre l'exception de fin de non-recevoir opposée par le défendeur à la

citation pour cause de déchéance de délai; — Attendu que la loi du 2 août 1884, en ce qui concerne les chevaux soupçonnés de fluxion périodique des yeux, accorde un délai de trente jours francs, non compris celui de la livraison, à peine de déchéance, pour provoquer la nomination d'un ou trois experts chargés de constater l'existence du vice (art. 7); — Attendu que cette expertise, obligatoire pour la recevabilité de la demande, a été provoquée dans les délais utiles et avec les formalités voulues par la loi, ce qui, d'ailleurs, n'est pas contesté; — Attendu qu'aucune autre expertise n'a été sollicitée; que l'eût-elle été, il est de jurisprudence que l'article 7 de la loi précitée n'a d'autre but que d'assurer la constatation, dans le bref délai de la garantie, d'un fait matériel : l'existence du vice rédhibitoire dont l'animal vendu peut être atteint, et que cet article n'a nullement entendu imposer l'obligation de présenter autant de requêtes qu'il y aurait eu de ventes successives dans les délais légaux; que l'expertise ordonnée sur la demande d'un des acquéreurs sauvegarde les droits de tous les intéressés (Cass., 18 novembre 1891); — Attendu que l'article 8 de la loi précitée autorise le juge de paix à dispenser l'acquéreur d'appeler son vendeur à l'expertise à raison de l'urgence et de l'éloignement; que cette dispense a pu être accordée à Chapin, mais que, toutefois, requête et ordonnance relatives à ladite expertise ont été dénoncées le jour même 21 août 1903, à Samson, et par Samson à Bodras, qui, le lendemain 22 août, les dénonçait à Bodras, en assignant celui-ci devant le

Tribunal civil de Morlaix; — Attendu que, pour ce qui est de l'action rédhibitoire elle-même, le délai pour l'intenter doit être, en cas de fluxion périodique des yeux, de trente jours, non compris celui de la livraison (art. 5). Mais si, après la livraison dans le délai ci-dessus, l'animal a été conduit hors du lieu du domicile du vendeur, le délai pour intenter l'action sera augmenté à raison de la distance, suivant les règles de la procédure civile (art. 6), c'est-à-dire d'après les règles de l'article 1033 du Code de procédure civile; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que la distance qui donne lieu à l'augmentation du délai de l'article 6 précité, est celle qui sépare le domicile du vendeur, non pas du lieu où l'animal a été conduit après la vente, et qui serait le domicile de l'acheteur, mais du lieu où l'animal se trouve au moment de l'action rédhibitoire (Cass. civ., 13 janvier 1845); — Attendu que, vers le 5 août dernier, c'est-à-dire dans un délai de moins de trente jours après la livraison du 21 juillet 1903, le cheval a été transporté à Rennes, où il s'y trouvait au moment de l'action du 22 août 1903, portée devant le Tribunal civil de Morlaix, et où il se trouve encore; — Attendu que la question se pose donc de savoir si ce transport, parce qu'il est du fait de Samson, deuxième acquéreur, peut empêcher Bodras, premier acquéreur, de profiter du délai de distance qui sépare Rennes de Plougouven, domicile du vendeur originaire, et que la loi accorde dans son article 6; en d'autres termes : « Faut-il séparer la vente Bodras de la vente Bodras-Samson ? » — Attendu qu'il y a

controverse sur ce point : un jugement du Tribunal civil de Morlaix, en date du 5 février 1903, décide que l'action récursoire du premier acheteur contre le vendeur originaire est recevable, *sans égard aux ventes*, si le délai de l'action rédhibitoire n'est pas expiré, alors que le cheval, objet de la vente primitive, a, dans les trente jours de cette vente, été conduit hors du domicile du vendeur originaire, tandis que, contrairement, un jugement du Tribunal de Nancy, en date du 2 janvier 1903, décide que l'action récursoire du premier acheteur n'est recevable qu'autant que le délai dans lequel il aurait pu, *à défaut de reventes successives*, intenter l'action rédhibitoire contre son vendeur originaire n'est pas expiré; — Attendu que le premier système permet à l'acquéreur primitif de profiter du délai de distance, quelle que soit la personne qui ait transporté l'animal hors du domicile du premier vendeur, tandis que le second système ne peut permettre cet avantage à cet acquéreur primitif que si, à défaut de reventes successives, lui, alors resté propriétaire de l'animal litigieux, il l'avait lui-même transporté ou reçu hors du domicile de son vendeur; — Attendu que le système de la séparation des ventes est invoqué par le défendeur, et que s'il était admis, le transport de l'animal à Rennes, du fait de Samson, serait, par rapport à Boudier, *res inter alios acta*, d'où il suivrait que le délai de distance ne pourrait plus être invoqué; — Attendu que nous ne pouvons pas nous permettre d'éluder la lettre de la loi du 2 août 1884, qui nous paraît claire et positive; que si elle renferme l'hypothèse de

ventes successives, elle est muette sur la séparation de ces ventes; que cette séparation se comprend mal d'ailleurs, car on ne peut pas nier qu'un lien de droit existe entre toutes les ventes successives d'un même animal : le lien de la garantie; que cette obligation légale dure pendant trente jours francs, en l'espèce, et qu'il nous semble qu'elle doit avoir son prolongement naturel dans le délai de distance; d'autant plus que l'article 6 qui l'accorde, ne fait aucune réserve sur la qualité de la personne qui provoque ce délai en conduisant l'animal hors du lieu du domicile du vendeur, et n'exige qu'une chose pour son obtention : c'est que le transport se soit effectué dans le temps légal de trente jours francs; — Attendu que si le délai ordinaire est restreint afin de protéger le vendeur originaire contre un excès de garantie, il ne serait pas équitable de force de l'acquéreur bénévole, devenu vendeur de seconde main, et de ce fait actionné en garantie sous le prétexte qu'il ne peut user que du délai de distance pour se protéger à son tour contre la responsabilité émanant d'une tardive manifestation d'un vice qu'il ignorait, alors que l'animal était en sa possession; — Attendu que Bodras, premier acheteur, a été de bonne foi dans sa vente à Samson, le 4 août 1905; qu'il est vraisemblable qu'il ignorait que le cheval pût être atteint de fluxion périodique des yeux, car les accès de cette nature ne dépassent guère douze ou quinze jours; or, l'accès constaté le 22 août par l'expertise, était à son déclin; il a donc pu se manifester du 7 au 10 août, c'est-à-dire quelques jours après la première vente, alors

que le cheval était déjà à Rennes, en la possession de Chapin; — Attendu qu'en accordant le délai de distance au premier acquéreur, sans égard aux reventes, alors que l'animal, objet du litige, a été conduit hors du lieu du domicile du vendeur originaire, dans les trente jours de cette vente, le Tribunal de Morlaix nous paraît avoir décidé conformément à la loi et à l'équité, que nous n'hésitons pas à suivre cette jurisprudence; — Attendu que le délai de l'article 5 imparti à Bodras pour intenter son action en garantie, courait du lendemain du jour de la livraison qui avait eu lieu le 21 juillet 1905; que le cheval étant à Rennes au moment de l'action du 22 août 1905, devant le Tribunal civil de Morlaix, le délai complémentaire de l'article 6 (soit quatre jours pour 19 myriamètres environ de Rennes à Plougouven, domicile du vendeur), venait s'ajouter au délai de trente jours francs échu; qu'ainsi le délai total se composait de trente-quatre jours; — Attendu que l'assignation du 22 août devant le Tribunal civil de Morlaix tombant le trente-deuxième jour de ce délai, cette assignation était recevable; — Attendu que pour que la citation introductive de la présente instance du 16 septembre 1905 soit également recevable, il faut qu'il y ait eu interruption dans le délai à partir du 22 août 1905, jour de l'assignation précitée donnée devant un Tribunal incompetent jusqu'au 15 septembre 1905, date du désistement de Samson qui avait le premier assigné Bodras devant le même Tribunal; — Attendu que lors de l'introduction de la demande en garantie principale, Samson contre

Bodras, du 21 août, et de la demande en garantie incidente, Bodras contre Boudier, du 22 août 1905, le Tribunal civil de Morlaix, saisi de ces deux demandes, était bien incompetent pour en connaître autrement qu'à charge d'appel, et ce depuis la loi du 12 juillet 1905; — Attendu que d'après l'article 2246 du Code civil, la citation donnée devant un juge incompetent interrompt la prescription; que c'est là un principe d'ordre général applicable dans tous les cas, aux délais fixés par des lois spéciales comme à ceux impartis par les lois communes et notamment aux délais de l'action rédhibitoire (Caen, 24 mars 1862, Trib. civ. d'Etampes, 1^{er} décembre 1891; Dalloz, *Rép.*, *Vice rédhibit.*, n° 286; *Supplément*, *Vice rédhibit.*, n° 102, *G. du P.*, 1891, II, 116; Le Pelletier, n° 229; Caen, 12 mars 1842, Sirey, 1842, II, 227; Rouen, 27 mars 1858; Baudry-Lacantinerie); — Attendu que l'assignation Bodras contre Boudier, du 22 août 1905, donnée devant un Tribunal incompetent, a donc eu pour effet d'interrompre le délai de l'action rédhibitoire au bout de trente et un jours francs; — Attendu que Samson s'étant désisté de son action principale le 15 septembre 1905 par suite de l'incompétence du Tribunal par lui saisi, Bodras, dès le lendemain 16 septembre, se désista également de son action incidente pour le même motif, et par exploit de M^e Le Garrec, huissier à Plouigneau, daté du même jour, cita son vendeur Boudier devant nous, en lui signifiant en même temps son désistement; — Attendu que d'après l'article 2247 du Code civil, l'interruption de la prescription doit être considérée

comme non avenue lorsque la citation est suivie d'un désistement pur et simple ; — Mais, attendu qu'il a été jugé que l'interruption conserve son effet lorsque le désistement de l'action a eu pour cause l'incompétence du Tribunal devant lequel cette action était portée (Caen, 8 février 1843, Dalloz, Code annoté, art. 2247) ; jugé aussi que la citation donnée devant un juge incompétent interrompt la prescription, alors même que le demandeur se serait désisté de son action comme portée devant un Tribunal incompétent (Rouen, 27 mars 1838 ; dans le même sens, Marcadé, Caen, 8 février 1843, Sirey, Code annoté, art. 2247, n° 6 ; Cass., 14 mars 1884, Aubry et Rau) ; — Attendu que le 22 août 1905, jour de l'assignation devant le Tribunal incompétent, était le trente-deuxième jour du délai ; qu'il y avait donc eu trente et un jours francs d'écoulés à cette date ; qu'interrompu ce jour-là, il n'a recommencé à courir que le 15 septembre 1905, jour du désistement de Samson ; mais que le 16 septembre 1905, l'exploit introductif de la présente instance était signifié à Boudier, soit un jour de plus du délai d'écoulé ; d'où il résulte qu'il y a bien eu en effet trente-deux jours francs de dépensés, alors que le délai total pour intenter l'action était de trente-quatre jours ; — Attendu qu'ainsi cette action réhabilitatoire portée devant nous à la date précitée du 16 septembre dernier est recevable en la forme ; — Attendu que le fond ne saurait être contesté, un jugement du Tribunal de commerce de Rennes en date du 1^{er} septembre 1905, a reconnu le cheval atteint de fluxion périodique

des yeux et a condamné Samson à rembourser à Chapin le prix qu'il en avait reçu après avoir prononcé la résolution de la vente, et un jugement de M. le juge de paix de Saint-Trégonnec, en date du 21 octobre 1905, a également reconnu le cheval atteint du même vice et a condamné Bodras à rembourser à Samson, dans les mêmes conditions de résolution de vente, le prix qu'il en avait reçu ; le tout par dépens ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de nous occuper autrement des différentes phases de la procédure antérieure à la présente instance ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, et statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Disons que le poulain vendu par Boudier à Bodras, et livré à ce dernier le 21 juillet 1905, est atteint de fluxion périodique des yeux, vice rédhibitoire ; — Que la demande en garantie principale, Bodras, premier acheteur, contre Boudier, vendeur originaire, ayant été formée devant nous dans les délais voulus par la loi du 2 août 1884, est recevable en la forme et au fond, et qu'il y a lieu d'adjuger au demandeur ses conclusions ; — En conséquence, prononçons la résolution de la vente verbale du 21 juillet 1905 entre les deux parties ; — Condamnons Boudier, défendeur, à reprendre son poulain dans le lieu où il est, les frais de fourrière restant à sa charge, et à rembourser à Bodras, demandeur, le prix de 570 francs que celui-ci lui avait versé, avec intérêts du jour de la vente ; — Le condamnons en outre en tous les dépens et frais, tant de la présente instance que de celle de Samson contre Bodras,

devant M. le juge de paix de Saint-Trégonnec, et également par dépens, aux dénoncés des 27 septembre et 5 novembre 1905, en ce non compris les coût et droits du présent jugement. »

Observations. — Les nombreuses citations de doctrine et de jurisprudence contenues dans ce jugement ne nous laissent rien à ajouter à l'appui de la sentence et des solutions qu'elle exprime. Au surplus, cette sentence a été acceptée par Boudier, qui l'a exécutée sans en faire appel.

Tribunal de simple police de Roubaix.
(Nord).

Président : M. PETIT, juge de paix.

28 juin 1906.

*Constitution du tribunal de police. —
Exception de nullité. — Greffier du
tribunal. — Rejet de l'exception.*

Dans une ville divisée en deux cantons, il doit être nommé un greffier spécial pour le tribunal de police.

Mais si, en fait, il n'en existe pas, le juge de paix qui tient l'audience de police peut se faire assister par le greffier de sa justice de paix.

Aucun texte n'a édicté une nullité pour les jugements rendus par le tribunal ainsi composé.

La cause venue à l'audience de ce jour et appelée par l'huissier-audiencier, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé par l'inspecteur départemental du travail, duquel il résulte que le sieur Puls a contrevenu à l'article 41 de la loi du 2 novembre 1892, par le défaut d'affichage dans ses ateliers des

nom et adresse de l'inspecteur divisionnaire du travail.

M^r Dhellemmes, avocat au barreau de Lille, représentant le sieur Puls, a cru devoir faire observer qu'à ses yeux le Tribunal de simple police, assisté du greffier de paix, n'était pas régulièrement constitué et s'en est prévalu pour déposer les conclusions écrites suivantes :

« Plaise au Tribunal de simple police dire et juger qu'il sera sursis aux débats et à statuer sur la contravention relevée contre Puls par le procès-verbal de l'inspecteur du travail jusqu'à ce que le Tribunal de simple police de Roubaix soit régulièrement constitué par l'adjonction d'un greffier particulier de police, conformément à l'article 142 du Code d'instruction criminelle. »

Ces conclusions lues, le ministère public a déclaré s'en rapporter à la sagesse du Tribunal :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'à l'origine le juge du fait ayant été investi de la connaissance des contraventions de police, ce fut tout naturellement son greffier qui fut chargé de remplir les fonctions de greffier près le Tribunal de simple police; que la désignation légale de cet officier public n'a pas pu être contestée avant l'année 1867, à partir de laquelle la ville de Roubaix fut divisée en deux justices de paix; que, sans doute, à partir de cette époque, la nomination d'un greffier de simple police était prescrite par l'article 142 susvisé du Code d'instruction criminelle qui ne fait que reproduire une disposition de l'article 14 de la loi du 28 floréal an X; — Que si cette nomination, pour des raisons que le Tribunal n'a pas

à apprécier, n'est pas encore intervenue, une telle circonstance ne peut avoir pour conséquence que de prolonger l'aptitude originaire du greffier de paix, sans permettre de conclure à la nullité des jugements à la rédaction desquels il participe; — Qu'en effet, en matière pénale, tout est de droit strict qu'une nullité ne peut être prononcée qu'autant qu'elle est édictée par un texte précis, qu'un tel texte ne se rencontre pas en l'espèce; — Par ces motifs, passe outre et dit qu'il sera plaidé au fond. »

Observations. — La plupart des justices de paix de France n'ont qu'un seul et même greffier pour le service de l'audience civile et celle de l'audience de simple police. Ce n'est qu'exceptionnellement et lorsqu'à raison du nombre des justiciables, un greffier pourrait difficilement suffire à ce double travail que la Chancellerie nomme un greffier spécial pour la simple police. L'article 142 dispose qu'il devra en être nommé un dans les communes divisées en deux cantons ou plus. Mais cet article n'est pas impératif à peine de nullité. En l'absence de ce greffier spécial, le Tribunal de police n'en a pas moins le droit de fonctionner, et les jugements qu'il rend dans ces conditions n'en sont pas moins réguliers, car il n'est pas permis de suppléer une nullité qui n'est pas formellement écrite dans la loi.

Justice de paix du canton de Voiteur
(Jura).

Président : M. SENNELIER, juge de paix.
licencié en droit..

26 novembre 1905.

Société fromagère. — Distribution du petit-lait. — Refus à un sociétaire. — Action en dommages-intérêts.

Lorsque, d'après une pratique ancienne, tous les membres d'une société fromagère ont droit à l'abonnement et à la distribution du petit-lait, une décision de la gérance de cette société ne saurait en priver aucun de ses membres, même pendant le temps où un sociétaire, n'ayant, momentanément, pas de vaches, n'apporte pas de lait, si d'ailleurs il n'a pas cessé d'être membre de la société et d'en supporter les charges.

En tout cas, une telle mesure ne saurait avoir un effet rétroactif.

Ainsi décidé, par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI... — Attendu que Brazier nous demande, en sa qualité de sociétaire de la Société fromagère de Saint-Germain, de dire que c'est à tort que le président de ladite Société s'est opposé, le 16 septembre dernier, à l'exécution de l'abonnement au petit-lait, pris le 14 même mois, à ladite Société, conformément, dit-il, aux usages anciens, et ce, en vertu d'une décision prise par la gérance le 15 dudit mois, qui ne saurait lui être applicable, et comme conséquence, qu'à partir du jour de la signification de notre jugement, ledit abonnement reprendra son cours, pour se continuer jusqu'à la fin de l'exercice, et, faute par le président d'y consentir, condamner la Société fromagère à lui payer la

somme de 20 francs, plus celle de 5 francs pour préjudice à lui causé, et aux dépens; — Attendu que Noir, ès-qualité, ayant prétendu, d'une part, que s'il a refusé du petit-lait à Brazier, il n'a fait que se conformer au règlement de la Société et à ses usages anciens qui n'accordent l'abonnement au petit-lait aux sociétaires que pendant le temps seulement qu'ils portent du lait à la fromagerie; que Brazier ayant vendu ses vaches et cessé d'apporter du lait à la fromagerie, a cessé par cela même d'avoir droit à l'abonnement, qui lui a été refusé à juste titre; qu'en effet, dit-il, aux termes de l'article 11 des statuts de la Société, « les décisions et résolutions « de l'assemblée générale des gé-
« rants, pour des faits concernant
« la fromagerie, sont définitives et
« sans appel »; que les gérants, dans leur délibération du 15 septembre, ont décidé « que tout so-
« ciétaire n'aura droit à l'abonne-
« nement au petit-lait qu'autant
« qu'il sera possesseur de vaches »; que cette décision prise par les gérants en conformité des pouvoirs leur appartenant, aux termes de l'article 11 précité des statuts, de régler les faits concernant la fromagerie, enlève à Brazier, qui a cessé d'avoir des vaches, tout droit au petit-lait, et, d'autre part, que dussions-nous ne point faire état, au procès, de la décision du 15 septembre, il y aurait lieu encore, en raison des usages anciens de la Société fromagère (usages dont il demande à faire la preuve), lesquels ont toujours été de n'accorder l'abonnement au petit-lait qu'aux sociétaires apportant du lait à la Société, et seulement pendant le temps qu'ils en appor-

tent, de décider que Brazier n'y a pas droit; — Attendu que Brazier ayant, de son côté, prétendu, d'une part, que la décision prise le 15 septembre par la gérance ne saurait lui être applicable; qu'en effet, il avait, le 14 dudit mois, contracté régulièrement auprès du fromager qui, seul, avait qualité pour le recevoir, et qui ne l'avait pas refusé; que ce n'est que le lendemain que la gérance prit sa décision, alors que l'abonnement avait déjà reçu un commencement d'exécution; que cette décision ne peut avoir à son égard d'effet rétroactif; qu'elle ne peut qu'engager l'avenir; que, d'ailleurs, s'il a cessé d'avoir des vaches et de porter du lait à la fromagerie, ce n'est que momentanément, puisqu'il est actuellement possesseur de deux génisses, portant le veau, et qu'avant la fin de l'exercice il sera en mesure d'apporter de nouveau du lait; qu'au surplus, il en a apporté jusqu'en mars dernier; que, s'il a cessé momentanément de le faire, c'est que, à la suite d'une décision de la Société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail, il a dû se défaire de celle des deux vaches qui lui restait, et qui était malade; que, sociétaire, devant participer aux charges de la Société jusqu'à la fin de l'exercice, il doit également jouir des bénéfices et des profits qu'elle peut lui procurer par compensation; et, d'autre part, il était inexact de soutenir, comme le fait la gérance, que c'était conformément aux usages anciens qu'elle lui avait refusé du petit-lait; qu'il se faisait fort de prouver, contrairement à ses allégations, qu'il avait été, à diverses reprises, accordé du petit-lait aux sociétaires

non mélangés, c'est-à-dire n'apportant pas de lait, non seulement pendant les gérances précédentes, mais encore sous la gérance actuelle ; — Attendu, en présence de ces allégations contradictoires des parties en ce qui concerne les anciens usages de la Société, que nous les avons autorisées à en faire la preuve ; que l'enquête et la contre-enquête ont eu lieu, avec les formalités prescrites par la loi le 4 novembre dernier ; que... (résumé de l'enquête) ; qu'elles ne nous ont révélé aucun fait de nature à établir quels étaient les usages précis existant à la Société, relativement à la distribution du petit-lait ; — Qu'il en résulte, au contraire, que ces usages variaient suivant le bon plaisir des présidents et des gérants en exercice, et même des fromagers ; que les gérants actuels n'ont donc pu s'appuyer sur un prétendu usage pour prendre leur décision du 15 septembre ; — Attendu, dans ces conditions, qu'il nous reste maintenant à examiner si cette décision pouvait, quant au fond et quant à la forme, être applicable à Brazier ; — Attendu, à cet égard, quant au fond, que Brazier se trouve dans une situation particulière : il n'a pas quitté définitivement la Société, ce n'est que momentanément qu'il a cessé d'apporter du lait à la fromagerie ; jusqu'en mars 1903, ses apports avaient été réguliers ; à cette époque, il a dû vendre sa dernière vache sur l'injonction de la Société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail, ainsi qu'il nous en a justifié ; — Que, s'il est exact de dire, comme le fait la gérance, qu'il n'a plus actuellement de vaches, il a des génisses qui portent le veau ;

il reprendra donc lorsqu'elles auront fait le veau, c'est-à-dire avant la fin de la campagne en cours, ses apports de lait ; — Qu'en outre, Brazier, comme il le dit justement, continue à être sociétaire ; que, comme tel, il doit participer jusqu'à la fin du présent exercice aux charges de la Société, aux dépenses extraordinaires qui auront pu se produire au cours dudit exercice, et dont il devra supporter sa part, au prorata de ses bénéfices, au même titre que ceux qui n'auront jamais cessé d'apporter du lait ; que, dans ces conditions, il est donc légitime qu'il puisse prétendre aux profits que la Société peut lui procurer par compensation et dont la gérance ne saurait le priver illégalement ; — Attendu, à supposer même que les gérants aient pu puiser dans les anciens usages le droit de refuser du petit-lait aux sociétaires qui n'auraient plus de vaches, à supposer que ces usages leur donnent raison quant à la forme, leur décision ne saurait, à notre avis, être applicable, quant à la forme, à Brazier ; — Qu'en admettant même que les gérants aient pu, dans le silence du règlement, s'appuyer sur l'article 11 de ce règlement, qui paraît leur donner le droit de prendre toutes résolutions pour des faits concernant la fromagerie, pour prendre leur décision du 15 septembre ; qu'ils aient raison de soutenir qu'ils ont le droit de régler la vente du petit-lait, comme ils le jugent à propos, dans un sens prohibitif, comme il a été fait sous la présidence d'Ethevenaux et sous la gérance actuelle, ou, dans un sens plus large, comme sous la présidence de Dubois et celle de Brazier, il ne

nous apparaît pas que leur décision puisse s'appliquer à Brazier; — Qu'en effet, ainsi que le défendeur l'a reconnu lui-même, le fromager a seul qualité pour recevoir les abonnements au petit-lait; qu'il a accepté sans protester l'abonnement de Brazier, comme il avait accepté ceux de Pichery et de Roblin; que la gérance n'a nullement protesté contre les abonnements de ces derniers, et que ce n'est qu'après que le contrat intervenu entre Brazier et le fromager a reçu un commencement d'exécution par la remise au premier par le second, le 14 septembre, de sa provision de petit-lait, que la gérance a pris, le 15, sa décision portant que « tout sociétaire n'aura droit à l'abonnement au petit-lait qu'autant qu'il sera possesseur de vaches »; — Que cette décision, dans la forme qu'elle revêt, paraît s'appliquer seulement à l'avenir, puisque le temps futur n'aura droit y est employé; qu'elle ne saurait s'appliquer rétroactivement à Brazier, et nuire à des droits par lui légitimement acquis, en l'absence de tout règlement et de tous usages positifs à cet égard; — Attendu, par suite, qu'il nous apparaît donc que la décision prise par la gérance, le 15 septembre dernier, est de nul effet à l'égard de Brazier, et que c'est à tort que le président Noir s'est opposé, le 16 septembre, à la continuation de son abonnement au petit-lait; — Par ces motifs, disons non applicable à Brazier la décision prise, le 15 septembre, par la gérance de la Société fromagère de Saint-Germain-les-Arlay; — Disons que c'est à tort que le lendemain 16 septembre, le président de ladite Société

s'est opposé à l'exécution de l'abonnement contracté régulièrement et légitimement par Brazier auprès du fromager de ladite Société pour la fourniture du petit-lait; — En conséquence... »

Observations. — Décision bien motivée et qui nous semble exacte.

Justice de paix du canton de Verzy
(Marne).

Présid. : M. HAUDOS, A. Q., juge de paix.

29 août 1905.

Saisie-arrest. — Visa du greffier. — Bordereau de production à faillite. — Demande en validité de la saisie. — Titre insuffisant. — Rejet de la demande et mainlevée de la saisie.

Un bordereau de production à faillite, visé par le greffier, ne constitue pas un titre suffisant de la créance pour laquelle a été pratiquée une saisie-arrest.

Le juge de paix est incompétent pour connaître des engagements entre commerçants pour faits ou actes de commerce.

Par suite, le juge de paix saisi d'une demande en validité de saisie opérée en vertu d'un bordereau de production à faillite doit se déclarer incompétent pour connaître de la contestation soulevée sur la créance, et donner mainlevée de la saisie.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouf les parties en leurs dires, moyens de défense respectifs et conclusions; — Attendu que, suivant exploit de M^e Hillion, huissier à Verzy, en date du 9 juin 1905, enregistré, le sieur Petitfrère-Mignon a fait pratiquer une saisie-arrest sur le salaire

de Sarazin-Dufaut, employé, entre les mains de Delahaye, négociant en vins de champagne, demeurant à Rilly-la-Montagne, afin de recouvrer la somme de 444 fr. 55 qu'il prétend lui être due en principal par le débiteur saisi; — Attendu que, par ses conclusions, le débiteur saisi argue de la nullité de ladite saisie-arrest, comme n'étant pas basée sur un titre régulier et valable; que la dette n'est pas liquide; que le juge de paix est incompétent pour statuer sur l'évaluation de la créance contestée par Sarazin-Dufaut; — Attendu que la saisie-arrest a été pratiquée en vertu d'un *bordereau de production*, par Petitfrère-Mignon, à la faillite du sieur Sarazin-Dufaut, à la date du 30 juin 1903, ni timbré, ni enregistré; — Attendu que cette pièce porte le visa du greffier de la Justice de paix de Verzy, et que si la loi n'accorde pas à ce dernier le pouvoir d'appréciation qui appartient à M. le juge de paix saisi d'une requête aux fins d'autorisation d'une saisie-arrest, il a le devoir de s'assurer que l'acte présenté à son visa a, au moins, les apparences d'un titre de créance; — Attendu que, si le créancier a un titre authentique ou sous seing privé, il peut pratiquer une saisie-arrest sans l'autorisation préalable du juge de paix, c'est à la condition que le titre soit régulier en la forme et que la créance réunisse les conditions de l'article 551 du Code de procédure civile; qu'elle soit certaine, liquide et exigible; — Attendu que le *bordereau de production* à faillite visé par le greffier de la Justice de paix de Verzy ne présente aucun des caractères de l'acte authentique ou sous seing privé; qu'il ne peut

être assimilé à un *bordereau de collocation* délivré dans un ordre ou une contribution susceptible d'exécution contre un tiers désigné, et qu'au contraire le *bordereau de production* à faillite ne comporte aucune exécution parée, contrairement aux conclusions du créancier saisissant; — Attendu que le *bordereau de production* à faillite est la conséquence de la procédure réglée par le Code de commerce, notamment par l'article 497, sans laquelle le créancier ne pourrait produire utilement à la faillite, et que l'affirmation n'a d'autre objet que de former entre le créancier admis et la masse de cette faillite un contrat judiciaire qui, en principe, met la créance affirmée à l'abri de toute contestation ultérieure à l'égard de la faillite; — Attendu qu'il n'en est plus de même après la faillite, puisqu'il est admis que, par la dissolution de l'union, le failli et les créanciers se trouvent, sauf les faits accomplis, c'est-à-dire pour l'avenir, remis dans la même situation respective que s'il n'y avait pas de faillite; plus de masse, ce qui entraîne la caducité des limitations et restrictions des droits établis au profit de la masse! plus de dessaisissement! plus de suspension de poursuites individuelles! — Attendu, dès lors, que le *bordereau de production* à faillite n'opérant qu'à l'égard de la masse de la faillite, n'est un titre ni authentique, ni sous seing privé, qui puisse servir de base à une saisie-arrest sur simple visa du greffier; ce n'est qu'un document qui peut, sans doute, dans certains cas, prouver la créance, comme le feraient des registres domestiques ou des livres

de commerce pour lesquels le greffier devrait refuser son visa ; que c'est en vain que le créancier saisissant oppose le contraire dans ses conclusions ; que, d'ailleurs, ledit bordereau ne peut être exécuté, *de plano*, après la dissolution de l'union, contre le failli, actuellement le débiteur saisi ; — Attendu, au surplus, qu'une créance n'est liquide qu'autant qu'il est certain qu'il est dû et combien il est dû ; qu'en l'espèce, le débiteur saisi conteste la créance de Sarazin-Dufaut ; qu'il justifie de sa prétention : 1° par le bordereau lui-même qui contient la production de deux créances, l'une résultant d'un jugement du Tribunal de commerce de Reims du 24 juin 1890, pour la somme de 355 fr. 55, et l'autre, pour la somme de 182 francs, formant le reliquat d'un mémoire de travaux exécutés à une maison, à Rilly-la-Montagne ; 2° par une transaction, en date du 6 avril 1903, enregistrée, produite aux débats, intervenue entre le syndic de la faillite Sarazin-Dufaut et le fils de ce dernier, qui aurait pu exécuter les causes de cette production, en totalité ou en partie, par l'exercice d'un privilège ou autrement ; — Que la saisie-arrêt s'élève à la somme de 444 fr. 55, tandis qu'au bordereau de production visé figure la somme de 579 fr. 75 ; — De ce qui précède, il résulte que la créance pour laquelle cette saisie-arrêt a été formée n'était pas liquide, et que c'est en vain que les conclusions du créancier saisissant tendent à établir une solution contraire ; — Attendu qu'à défaut de titre pouvant être visé, l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi doit précéder la

saisie-arrêt, aux termes du second alinéa de l'article 6 de la loi du 12 janvier 1895 ; — Que le paragraphe 2 de l'article 559 du Code de procédure civile devient applicable quand la créance n'est pas liquide et oblige le créancier à demander au juge de paix de faire l'évaluation provisoire de la créance ; que le saisissant n'en a pas le droit ; que la saisie-arrêt pratiquée pour une créance non évaluée par le juge, comme il vient d'être dit, est frappée de nullité et qu'alors la déclaration affirmative devient sans utilité ; — Attendu que le juge de paix étant incompétent pour connaître des engagements entre commerçants, pour faits de commerce et d'actes de commerce, il ne doit être statué sur la contestation de la créance soulevée par Sarazin-Dufaut, puisqu'il n'est pas douteux qu'il s'agit d'une affaire commerciale ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déchargeons Delahaye de la déclaration affirmative ; — Déclarons nulle et non avenue la saisie-arrêt pratiquée par Petitfrère-Mignon au préjudice de Sarazin-Dufaut, entre les mains de Delahaye ; — Nous déclarons incompétent pour connaître de la contestation de la créance, et renvoyons les parties à se pourvoir devant qui de droit ; — Donnons mainlevée pure et simple de ladite saisie-arrêt, et condamnons le créancier saisissant aux dépens. »

Observations. — Ce jugement est basé à peu près sur les mêmes motifs qu'une autre décision du

même juge en date du 28 juin 1904, que nous avons rapportée dans ce BULLETIN en novembre 1904, p. 305. Nous avons approuvé cette décision. Il y a mêmes raisons d'approuver le présent jugement. La saisie était nulle comme pratiquée sans titre, ou sur un document que le greffier n'aurait pas dû viser.

Justice de paix du canton de L'Isle-Adam
(Seine-et-Oise).

Président : M. LUCAS, ✱. A. O. C. ✠ ☼
juge de paix.

9 mai 1906.

Action possessoire. — Chemin rural classé. — Domaine public. — Demande non recevable.

L'action possessoire ne peut être exercée au sujet d'un immeuble imprescriptible, c'est-à-dire dépendant du domaine public, par un particulier qui se prétend troublé dans sa possession par un autre particulier.

Ainsi en est-il lorsqu'il s'agit d'un chemin rural reconnu comme tel par arrêté préfectoral.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que B..., propriétaire d'une pièce de terre sise à L..., lieudit « les Carrières », cadastrée section A, n° 416, aboutissant sur un chemin public communal appelé « route des Carrières », a cité devant nous le sieur D..., autre propriétaire de deux parcelles de terre sises au même lieu, séparées de celle de B... par le même chemin public, pour entendre dire que D... l'aurait troublé dans la possession qu'il prétend avoir dudit

chemin public, en faisant disparaître l'emplacement dudit chemin qu'il aurait labouré et incorporé dans son terrain ; — Qu'il demande, en conséquence, de faire défense à D... de le troubler à l'avenir dans ladite possession, dans laquelle il serait maintenu ; — Attendu que B... reconnaît, et qu'il ne saurait être dénié, que le chemin public dont s'agit a été régulièrement classé parmi les chemins ruraux de la commune de L..., conformément aux dispositions de la loi du 20 août 1881 ; — Qu'il résulte des dispositions de cette loi, que cette reconnaissance régulière dudit chemin comme chemin rural vaut prise de possession par la commune ; — Que, désormais, ce chemin est inaliénable et imprescriptible ; — Attendu que le caractère de cette possession communale est incompatible avec toute autre possession dont pourrait exciper un particulier, laquelle ne saurait servir de base à la prescription (Proudhon, *Domaine public*, t. II, n° 611 et suiv. ; Pothier, *Prescriptions*, n° 7 ; Troplong ; n° 157 et 158 ; Cass., 31 mai 1895 ; *Pandectes françaises*, 1896, I, 32) ; — Que, dans ces conditions, B... ne peut prétendre avoir une possession quelconque dudit chemin ; qu'il est non recevable à exercer, en l'espèce, l'action possessoire ; — Par ces motifs, déclarons B... purement et simplement non recevable en son action, l'en déboutons ; et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solution juste. La commune, seule, avait la possession utile du chemin ; c'est donc elle, seule aussi, qui était en droit d'exercer l'action possessoire.

Justice de paix du canton de Gap
(Hautes-Alpes).

Président : M. VILLEVIEILLE, A. Q,
juge de paix.

18 novembre 1905.

Demande en restitution de retenues sur salaires. — Preuve. — Commerçants. — Pouvoir du juge de paix d'ordonner la production des livres de commerce. — Exception.

Le juge de paix a le droit et même le devoir de prescrire, même d'office, toutes les mesures d'instruction qui lui paraissent nécessaires pour éclairer sa religion.

Spécialement, en cas de contestation, le juge de paix peut ordonner la présentation des livres de commerce à l'effet d'y rechercher ce qui concerne le litige.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Cointe, ancien ouvrier au service de Charmasson, actionne ce dernier en répétition des retenues indûment opérées sur son salaire, en vue de l'acquittement des primes de l'assurance qui garantissait au patron son risque professionnel ; — Attendu que, pour justifier sa demande, Cointe conclut à ce que le Tribunal ordonne la représentation des livres de commerce de Charmasson, offrant, d'ailleurs, d'ajouter foi à leur contenu ; — Attendu que Charmasson, tout en niant d'avoir opéré les retenues dont le remboursement lui est aujourd'hui réclamé, oppose une fin de non-recevoir formelle à la demande de représentation de livres formulée par Cointe, et prétend que cette mesure d'instruction, dérogatoire au droit commun, est à l'usage ex-

clusif de la juridiction consulaire ; — Attendu qu'il y a lieu de statuer sur l'exception soulevée par le défendeur ; — Attendu que le Tribunal a, non seulement le droit, mais le devoir, de prescrire, même d'office, toutes mesures d'instructions qui lui paraissent nécessaires pour éclairer sa religion et parvenir à la manifestation de la vérité ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1330 du Code civil, les livres des marchands font preuve contre eux ; — Attendu, d'autre part, qu'en vertu de l'article 15 du Code de commerce, dans le cas d'une contestation, la représentation des livres peut être ordonnée par le juge, même d'office, à l'effet d'en extraire ce qui concerne le différend ; — Attendu que cet article, bien que placé dans le Code de commerce, sous le titre *Des livres de commerce*, loin d'apporter une dérogation aux règles du droit commun sur les preuves, paraît, au contraire, poser un principe d'ordre général susceptible de recevoir son application dans tout litige intéressant un commerçant, que ce litige ait ou non le caractère commercial ; — Attendu que décider autrement serait méconnaître l'un des buts que s'est évidemment proposé le législateur en prescrivant aux marchands la tenue de certains livres, et notamment la tenue d'un livre-journal, dans des conditions de forme minutieusement déterminées ; — Attendu, en effet, que tout commerçant doit, aux termes de l'article 8 du Code de commerce, inscrire sur son livre-journal, non seulement ses opérations commerciales, mais encore tout ce qu'il reçoit ou paye à quelque titre que ce soit, et, d'une manière spéciale,

les sommes employées à la dépense de sa maison; — Attendu qu'en imposant aux marchands cette obligation, la loi a implicitement prévu le cas où les livres de commerce pourraient être invoqués, à leur encontre, pour faire preuve de leurs obligations même purement civiles; — Attendu qu'il est absolument inadmissible qu'ayant prévu ce cas, elle n'ait point entendu conférer au juge civil le pouvoir de recourir à ce moyen d'instruction qui consiste dans la représentation, par le commerçant, des livres qu'il a l'obligation de tenir; — Attendu, en conséquence, qu'il échet de faire droit des conclusions de Cointe et de repousser l'exception soulevée par le défendeur; — Par ces motifs, statuant en premier ressort et par jugement interlocutoire; — Ordonnons qu'à l'audience de quinzaine, à 9 heures du matin, le défendeur Charmasson sera tenu de représenter à la barre ses livres de commerce aux fins d'être consultés sur ce qui a trait au litige actuellement pendante entre les parties; — Réserveons, en fin d'instance, les dépens. »

Observations. — Solution exacte. Au surplus, le défendeur n'a pas fait appel de ce jugement, et s'est décidé à produire ses livres, bien que le litige n'eût aucun caractère commercial.

Justice de paix du III^e canton de Reims (Marne).

Président : M. LOTTIN, juge de paix.

6 avril 1906.

Vente à terme à une femme d'objets qui ne sont pas de première nécessité. — Action intentée contre le mari. — Débouté.

Si la femme a le droit d'engager la communauté et par suite son chef, le mari, pour toutes dépenses utiles, il n'en est plus de même pour celles qui n'ont point ce caractère d'utilité essentielle.

Le mandat tacite du mari n'est surtout pas présumable quand il s'agit de dépenses somptuaires, hors de proportion avec les ressources de la communauté.

Il y a donc lieu de rejeter la demande intentée contre le mari seul.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes; — Vu l'exploit introductif d'instance du ministère de Torre, huissier à Reims, en date du 24 mars dernier; — Attendu qu'aux termes de cet exploit, M. Schwob a fait citer M. Sourmail en paiement d'une somme de 89 fr. 50 pour fournitures de marchandises; — Qu'à cette demande M. Sourmail a répondu qu'il ne devait rien au demandeur par cette raison que si des marchandises ont été fournies par celui-ci, ce n'est point à lui, mais à son insu, à sa femme, et que ces marchandises, livrées à crédit, ayant un caractère voluptuaire eu égard à leur nature, à leur prix et à la situation plus que modeste dans laquelle il se trouve, et n'ayant point été fournis pour l'usage ou l'avantage de la communauté, il refuse

d'en effectuer le paiement, ajoutant qu'au surplus, quelques jours seulement après celui où elle avait effectué ses achats chez Schwob, 16 décembre 1905, sa femme avait fui le domicile conjugal, lui laissant la charge de ses enfants à élever, soigner et entretenir avec son gain modeste de 2 fr. 50 par jour; — Attendu qu'il résulte des éléments de la cause; — Qu'à la date du 16 décembre 1905, la dame Sourmail a fait l'acquisition chez Schwob de différentes pièces de vêtement à son propre usage, comprenant notamment un costume de 33 francs, une fourrure de 15 francs et un jupon de 24 francs, les fournitures s'élevant au total à 91 fr. 50, sur lesquels elle a versé 2 francs, ce qui a réduit la facture aux 89 fr. 50 réclamés; — Que, peu de temps après cet achat, elle a quitté le domicile conjugal, laissant à son mari seul la charge de ses jeunes enfants; — Que l'énonciation des objets achetés par la dame Sourmail montre que, comme le prétend le défendeur, il s'est agi là d'objets ayant plus le caractère voluptuaire que celui de l'utilité, étant donné la condition plus que modeste de la personne à laquelle et pour laquelle ils étaient vendus, la femme d'un tisseur au gain journalier de 2 fr. 50; — Que si la femme a le droit d'engager la communauté et par conséquent son chef, le mari, pour toutes dépenses utiles, il n'en est plus de même pour celles qui n'ont point cette nature d'utilité essentielle; — Que la prudence la plus élémentaire doit conseiller aux commerçants qui ne trafiquent pas des articles de première nécessité, lorsqu'ils consentent des ventes à terme à des fem-

mes mariées, de s'assurer que les maris sont consentants à ces achats, ou tout au moins que ces achats ne se font pas à leur insu; — Que cette précaution, si elle était prise, sauvegarderait non seulement les intérêts du commerçant, mais aussi ceux des ménages d'ouvriers chez lesquels les femmes se laissent trop souvent séduire par la perspective des facilités apparentes, mais infiniment dangereuses qu'au moyen des ventes à tempérament que le commerce leur offre maintenant pour acquitter leurs dettes, ce qui les incite trop souvent, comme cela a eu lieu dans l'espèce, à faire des dépenses hors de proportion avec les ressources de la communauté; — Par ces motifs et statuant en dernier ressort, disons Schwob non fondé en sa demande contre Sourmail, l'en déboutons purement et simplement, tous droits et moyens réservés à son profit contre la femme Sourmail; — Et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Il a été bien souvent jugé que la femme est réputée avoir un mandat tacite de son mari pour engager la communauté, lorsqu'il s'agit de pourvoir aux besoins du ménage commun. Le mari peut donc être actionné personnellement, comme chef de la communauté, en paiement de fournitures commandées par la femme seule. Mais ce mandat tacite ne doit pas être illimité. Il ne peut être admis qu'au cas où la dette contractée n'excède pas les ressources du ménage, et qu'il ne s'agit pas de dépenses de pur luxe. C'est ce que décide avec beaucoup de raison le jugement ci-dessus. Les maisons de

vente à tempérament peuvent rendre des services à la classe pauvre par les longs crédits qu'elles accordent, mais ces crédits mêmes peuvent aussi lui nuire si la mère de famille en use pour faire, sans l'aveu du mari, des dépenses excessives et sans utilité réelle.

Tribunal de simple police de Pont-au-Château (Puy-de-Dôme).

Président : M. BRESSON, juge de paix, licencié en droit.

2 mai 1906.

Arrêté municipal. — Société de musique. Autorisation nécessaire.

Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui interdit aux sociétés musicales de la commune de sortir dans les rues sans en avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du maire.

L'arrêté reste obligatoire, alors même que la société, poursuivie pour être sortie sans cette autorisation, allègue que le maire la lui a toujours refusée et qu'il autorise toujours la société rivale.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu le ministère public et le prévenu dans sa défense; — Attendu que T..., en sa qualité de président de la Société musicale l'*Harmonie de Cournon*, déclare prendre toute la responsabilité de la contravention reprochée à ladite Société; — Attendu qu'à la date du 16 juillet 1900, le maire de Cournon a pris un arrêté qui interdit aux deux Sociétés de musique rivales de Cournon de sortir dans les rues sans en avoir obtenu au préalable l'autorisation;

que cet arrêté a été approuvé par M. le préfet du Puy-de-Dôme le 20 du même mois et publié conformément à la loi, ce qui n'est pas contesté; — Attendu que ladite Société étant sortie sans autorisation le dimanche 23 mars dernier pour donner un concert en public et faire une quête au profit des victimes de Courrières, procès-verbal a été dressé contre ladite Société par le garde champêtre Larraine; — Attendu que, pour sa défense, T... a produit un mémoire dans lequel il soutient que l'arrêté est illégal; que le maire commet un abus de pouvoir en refusant toujours et sans motif depuis cinq ans, l'autorisation de sortir à ladite Société pour donner des concerts, tandis que cette permission n'est jamais refusée à l'autre Société; — Attendu que le maire de Cournon, en prenant ledit arrêté, a agi dans la limite de ses pouvoirs; qu'aux termes de l'article 94 de la loi du 5 avril 1884, l'autorité municipale prend des arrêtés à l'effet d'ordonner des mesures locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité; que la circulation des rues rentre dans ses attributions; — Attendu que l'arrêté en question est un arrêté permanent dont l'observation n'est soumise, par sa nature ou par la volonté de l'administration, à aucune condition de temps et de durée; que rendu public, il est strictement obligatoire; que le maire lui-même doit s'y conformer et ne pourrait dispenser personne d'y obéir; — Attendu que si le juge de police a le droit de rechercher si le règlement dont on poursuit devant lui l'application rentre dans les attributions de l'autorité municipale,

s'il est ou non légal, ce magistrat commettrait un excès de pouvoir s'il se permettait de discuter la convenance du jugement ; — Par ces motifs, faisant application de l'article 474, § 45, du Code de procédure, condamne T... à 2 francs d'amende, aux dépens, et fixe la contrainte par corps à deux jours. »

Observations. — Cette question est très controversée. Un jugement en sens contraire a été rendu par le Tribunal de simple police de Conlie, rapporté ici-dessus dans ce BULLETIN, p. 192. L'arrêté municipal ainsi appliqué ne devient-il pas entre les mains du maire un moyen d'interdire à une Société municipale une sorte de privilège au détriment de la Société rivale ? N'y a-t-il pas là un acte purement arbitraire et dépourvu de sanction, ainsi qu'il a été décidé par le jugement visé ci-dessus ? Nos lecteurs apprécieront.

Justice de paix du canton de Darnétal
(Seine-Inférieure).

Président : M. ALLINE, juge de paix.

30 janvier 1906.

Offres réelles. — Loi du 12 juillet 1905.
— *Incompétence des juges de paix en ce qui touche l'exécution de leurs jugements.*

Aux termes de la loi du 12 juillet 1905, le juge de paix est compétent pour connaître des demandes en validité ou en nullité d'offres réelles, lorsque l'objet du litige n'excède pas les limites de sa compétence.

Mais le juge de paix est en principe incompétent pour connaître de l'exécution de ses jugements. En conséquence, et si les offres faites l'ont été pour l'exécution

d'un jugement rendu par ce magistrat, le juge de paix doit se déclarer incompétent pour connaître de la demande en validité ou en nullité de ces offres, et condamner le demandeur aux dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation, l'article 12 de la loi du 12 juillet 1905, les articles 442 et 553 du Code de procédure civile, nos jugements préparatoires des 12 et 26 décembre et 9 janvier dernier, notre jugement de mise en délibéré du 16 janvier même mois et ce qu'il résulte des explications et conclusions respectives des parties ; — Attendu que, par sa citation, Poulet nous demande de déclarer nulles et insuffisantes les offres réelles faites par Samson, suivant procès-verbal de M^e Poirel, huissier à Darnétal, en date du 21 octobre 1905, à la suite de l'exécution d'un jugement de notre Tribunal du 12 septembre dernier et d'une procédure de saisie-exécution consécutive, soutenant que lesdites offres, n'ayant pas été suivies de consignation et ne comportant pas les frais liquidés audit jugement, ne pouvaient être reconnues comme valables et libératoires ; — Attendu qu'en réponse à cette citation, Samson a déposé des conclusions tendant à nous faire décider que les Tribunaux de paix, ne connaissant pas de l'exécution de leurs jugements, étaient par suite incompétents pour statuer sur les demandes en nullité ou validité d'offres relatives à cette exécution ; — Attendu qu'en réplique à ces conclusions, Poulet en a lui-même déposé aux termes desquelles il soutient que la loi du 12 juillet 1905, en

attribuant compétence aux juges de paix pour statuer sur les demandes en nullité ou validité d'offres, n'a fait aucune restriction autre que celles y mentionnées ; — Attendu que, dans l'espèce, il appartient au juge de rechercher tout d'abord si l'article 12 de la loi du 12 juillet 1905, tel qu'il est conçu, a eu pour effet de faire fléchir le principe général que les Tribunaux d'exception ne peuvent connaître de l'exécution de leurs jugements, et par suite d'abroger implicitement les dispositions des articles 442 et 553 du Code de procédure civile, qu'une doctrine et une jurisprudence constantes ont toujours appliquées aux Tribunaux de paix ; — Attendu que le principe que les Tribunaux de paix ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements a toujours été considéré comme incontestable ; — Qu'en effet, lors des travaux préparatoires du Code de procédure, le Tribunal ayant proposé une disposition portant : *que les juges de paix ne connaîtraient point de l'exécution de leurs jugements, même entre les mêmes parties*, cette disposition fut rejetée ; que, d'après Favart, membre du Tribunal, le motif du rejet fut que le principe était incontestable ; — Que, de plus, pendant la discussion de la loi du 25 mai 1838 sur les juges de paix, on observa qu'il serait utile de confier à ces magistrats le pouvoir de statuer sur les difficultés naissant quelquefois de l'exécution de leurs jugements ; qu'autrement les avantages que présente leur juridiction prompte, simple et économique, disparaîssaient souvent, s'il fallait, pour obtenir l'exécution de leurs sentences, soutenir un procès

long et dispendieux devant les Tribunaux d'un ordre élevé ; — Que, toutefois, l'amendement proposé en conséquence de ces observations n'en fût pas moins rejeté ; — Que la loi du 12 juillet 1905 étant muette sur ce point, il est à penser que le législateur n'a voulu rien changer à la doctrine précédemment établie, malgré les dispositions de l'article 12 donnant compétence au juge de paix en matière de validité et de nullité d'offres réelles ; — Attendu que, par suite, il ne peut rester aucun doute sur l'application aux Justices de paix du principe en vertu duquel les juges d'exception ne connaissent point de l'exécution de leurs jugements, principe consacré par une jurisprudence constante (Cour de Turin, 6 mai 1813 et 30 juillet 1813 ; Cour de Bruxelles, 12 août 1811) ; — Attendu, d'ailleurs, que cette incompétence n'est généralement admise que pour l'exécution forcée des jugements ; — Attendu que, dans l'espèce, il s'agit bien d'une exécution forcée, puisque les offres dont s'agit ont été faites au cours d'une poursuite en saisie-exécution ; — Attendu, enfin, que, dans un but de célérité et d'économie, l'article 553 du Code de procédure civile applicable aux Tribunaux d'exception, édictant que les contestations élevées sur l'exécution des jugements seront portées au Tribunal de première instance du lieu où l'exécution sera poursuivie, les juges de paix seraient encore souvent incompétents *ratione loci* ; — Attendu que, dans ces conditions, l'exception d'incompétence soulevée par le défendeur et basée sur les articles 442 et 553 du Code de procédure civile nous paraît de-

voir être accueillie ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et sauf appel en raison de l'exception d'incompétence soulevée ; — Nous déclarons incompetent pour statuer sur la demande en nullité d'offres introduite devant nous par Poulet, lesdites offres ayant été faites à la suite d'une procédure de saisie-exécution et à l'occasion de l'exécution d'un jugement rendu par notre Tribunal ; — Renvoyons, en conséquence, la cause et les parties devant la juridiction qui doit en connaître ; — Condamnons Poulet en tous les dépens. »

Observations. — La loi du 12 juillet 1905, en attribuant aux juges de paix le pouvoir de connaître des demandes en nullité ou en validité d'offres réelles, n'a pas fait disparaître le principe en vertu duquel ces magistrats ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements. Mais peut-on dire qu'une contestation sur la validité d'offres faites soit certainement un litige sur l'exécution d'un jugement ? Nous avons quelque peine à le penser. Un commandement, une saisie du mobilier pour avoir paiement de la condamnation prononcée, sont certainement des actes d'exécution. Mais l'offre faite de payer la somme réclamée est un moyen qui appartient à tout débiteur de s'acquitter, sans autres frais. Si le créancier conteste la validité de l'offre, un tel débat est absolument étranger au procès primitif. Le juge n'a à examiner qu'un seul point, celui de savoir si l'offre est régulière, si elle est suffisante et si elle doit être reconnue valable. Or, la loi de 1905 lui en donne le droit et le pouvoir,

sans aucune autre limite que celle de sa compétence générale. Dans l'espèce, il n'apparaît pas que la valeur du litige ait excédé 600 francs. Nous avons donc peine à admettre que le juge de paix dût se déclarer incompetent dans l'espèce actuelle.

Justice de paix du canton de Beaujeu
(Rhône).

Président : M. DUBERNAD, juge de paix.

25 octobre 1905.

Assurances mutuelles. — Demande en paiement de prime. — Grêle. — Faculté de réduction. — Demande faite à la compagnie d'un avenant.

Lorsqu'un propriétaire a passé, avec une compagnie d'assurances mutuelles, un contrat d'assurance pour une durée de cinq ans, mais avec faculté de résilier chaque année ou de faire un avenant d'augmentation ou de réduction de la police, et qu'à une demande de réduction très importante, la compagnie a refusé d'y faire droit, et n'a pas saisi du litige la juridiction compétente pour en connaître, il y a lieu pour le juge, saisi d'une demande en paiement de prime entière, de débouter la compagnie des fins de sa demande et de la condamner aux frais de l'instance.

Ainsi décidé par jugement du 25 octobre 1905, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance de M^r Laurent, huissier à Beaujeu, en date du 9 octobre 1905, enregistré ; — Vu notre jugement de remise du 11 octobre 1905 ; — Vu notre jugement de mise en délibéré du 18 même mois ; — Vu la loi du 12 juillet 1905, art. 1^{er} ; — Vu les articles 1134, 1156, 1162 du Code civil et

130 du Code de procédure civile; — Outiles parties ou leur mandataire en leurs dires, conclusions et moyens; — Vidant notre délibéré; — Attendu que la *Probité*, Société d'assurances mutuelles contre la grêle, réclame au sieur Méras le paiement d'une somme de 312 fr. 80, montant d'une prime d'assurance due à ladite Compagnie, et échue depuis le 15 avril; elle réclame, en outre, les intérêts de droit de ladite somme et à ce que Méras soit condamné en tous les dépens; — Attendu que Méras, en défense à cette action, répond qu'il a demandé le 15 avril, à la Société, l'établissement d'un avenant de réduction à sa police d'assurance, les demandes de cette nature devant être formulées avant le 15 mai, dernier délai; que cet avenant n'ayant pas été établi par la Compagnie, il a refusé le paiement de la prime; il a ajouté que, verbalement, l'agent de la Compagnie, lors de la signature de sa police, lui a donné le droit de résilier tous les ans; qu'en outre, aussi verbalement, la date du paiement de la prime a été fixée au 14 avril au lieu du 30 octobre, c'est-à-dire six mois plus tard; enfin que l'agent n'a pas tenu sa promesse; — Attendu que dans ses conclusions écrites, la Société demanderesse prétend que la faculté de réduction donnée à Méras dans sa police d'assurance ne lui confère pas le droit d'anéantir par une voie détournée le contrat librement consenti, par le moyen de déclaration d'assolement réduisant le chiffre de la prime à un taux dérisoire; — Attendu qu'en réponse à ces conclusions, Méras répond que s'il a consenti dans sa police un engagement pour cinq ans, c'est uniquement parce

que la Société la *Probité* a inséré dans cette police une clause lui donnant le droit de faire tous les ans un avenant d'augmentation ou de réduction; que, du reste, la lettre de M. Reculet, agent de la Société la *Probité*, à Beaujeu, du 2 juin 1905, prouve qu'on lui a même donné le droit de résilier chaque année (lettre qui sera enregistrée en même temps que le présent jugement); — Attendu que Méras produit en outre une lettre de la Société demanderesse par laquelle le directeur de cette Société reconnaît avoir reçu déclaration d'assolement pour la présente année 1905, mais par cette lettre, en raison des fortes réductions proposées par Méras, la Société considère cette déclaration comme nulle et non avenue (lettre qui sera enregistrée en même temps que le présent jugement); — Attendu qu'aux termes d'une police n° 1761, d'abord timbrée, en date, à Beaujeu, du 9 juin 1904, Méras a déclaré adhérer aux statuts de la Société la *Probité*, Société d'assurances mutuelles contre la grêle, et a assuré 2 hectares 70 ares de vignes, soit 80 pièces de vin, moyennant une cotisation annuelle de 312 fr. 80; — Attendu que cette police stipule comme conditions particulières que l'assurance est faite pour une période de cinq exercices, sauf les cas de résiliation anticipée prévus par les statuts, et aussi avec cette clause que le sociétaire se réserve le droit de faire chaque année un avenant d'augmentation ou de diminution; — En droit: — Attendu qu'aux termes de l'article 1134 du Code civil, les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; qu'aux termes des articles

1156 et 1162 du même Code, on doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes, que, dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation; — Attendu qu'aux termes de l'article 7 des statuts de la Société *la Probité*, l'assurance comprend obligatoirement, sous peine de déchéance, toutes les récoltes de même nature dépendant d'une même exploitation, néanmoins en vigne, le sociétaire pourra n'assurer qu'une seule vigne, ce qui indique qu'il n'y a pas un minimum fixé pour une assurance de vigne; — Attendu que la Société demanderesse, lorsqu'elle a reçu la déclaration de réduction, au lieu de refuser purement et simplement la réduction proposée par Méras et de se faire juge en sa propre cause, aurait dû faire statuer immédiatement sur le litige, afin qu'avant tout sinistre possible, encore à cette époque, l'avenant proposé par Méras pût être déclaré valable ou annulé; — Attendu qu'il est évident que si la Société demanderesse n'avait pas admis la clause d'augmentation ou de diminution, Méras n'aurait pas donné son adhésion pour une période de cinq exercices; qu'il est évident aussi que si la Société a accepté cette clause, cela a été dans le but d'avoir Méras au nombre de ses assurés; — Attendu que Méras, en adressant le 15 avril dernier un avenant réduisant à deux pièces son assurance, n'a fait qu'user d'un droit qu'il s'est réservé dans la police susvisée; — Attendu que la partie qui succombe doit être con-

damnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement en premier ressort, déclarons mal fondée la demande de M. Lucien Favier, agissant en qualité de directeur général de la *Probité*, Société d'assurances mutuelles contre la grêle, contre Méras, l'en déboutons et le condamnons aux dépens liquidés à la somme de 10 fr. 40, en ce non compris coût et accessoires du présent jugement; — Disons que les frais de timbre et d'enregistrement des lettres produites aux débats seront à la charge de Méras, qui les a produites. »

Observations. — Lorsque, dans une police d'assurance, il a été formellement stipulé que l'assuré aurait chaque année la faculté de résilier le contrat formé pour plusieurs années ou de demander un avenant de réduction, la Compagnie ne peut refuser cet avenant sans manquer à l'une des clauses du contrat. Par suite, en cas de refus, l'assuré est en droit de refuser lui-même l'exécution de ses obligations. C'est par application de ce principe que le juge saisi a cru devoir rejeter la demande de la Compagnie et l'a condamnée aux dépens de l'instance.

Justice de paix du canton de Saint-Biat
(Haute-Garonne).

Président : M. SAINT-PAUL, juge de paix,
licencié en droit.

14 avril 1905.

Elections. — Chose jugée. — Signification. — Acquiescement.

Il n'est pas nécessaire qu'un jugement ait été régulièrement signifié pour qu'il acquière l'autorité de la chose jugée. Il

suffit qu'il ait été accepté et exécuté par les parties.

En matière électorale, l'exécution du jugement qui a ordonné l'inscription du nom d'un électeur contesté ne saurait mieux résulter que du vote de cet électeur au su et au vu de tout le monde et notamment du tiers électeur intervenant.

Ainsi décidé par le jugement ci-dessous :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Cave, tiers électeur intervenant, soutient, par l'organe de M^e Cazasus, que le principe de l'autorité de la chose jugée ne saurait être invoquée lorsque le jugement n'a pas été signifié; que Parenteau, tiers électeur appelant, soutient au contraire que la signification n'est pas indispensable, et que, d'ailleurs, l'acquiescement au jugement rend cette formalité inutile; — Attendu que si, en principe, la signification d'un jugement est nécessaire en matière électorale pour qu'il puisse acquérir l'autorité de la chose jugée, l'acquiescement tacite à ce jugement peut lui attribuer cette qualité indépendamment de toute signification; — Attendu que, dans l'espèce, cet acquiescement résulte du silence du tiers électeur intervenant en présence du vote deux fois répété de Martin, maintenu sur la liste électorale de Cierp, en vertu d'un jugement; que le tiers électeur, qui, cependant, avait la faculté d'exercer le pourvoi en cassation avant toute signification, ne l'a point fait et a assisté aux votes de l'électeur, ramenant ainsi à exécution ledit jugement en présence de la partie contre laquelle il avait été obtenu; — Attendu qu'en matière électorale l'exécution d'un jugement ne sau-

rait mieux résulter que du vote de l'électeur au vu et au su de tout le monde, et notamment du tiers électeur intervenant, surtout dans une petite commune où tous les électeurs sont l'objet d'une surveillance réciproque et constante; que le silence de la partie intervenante ne permet pas de douter qu'elle a entendu consentir au jugement; — Attendu qu'il y a identité de cause et de parties, ce qui n'a fait l'objet d'aucune contestation; — Par ces motifs, statuant comme juge d'appel et contradictoirement, disons qu'il y a autorité de la chose jugée en vertu d'un jugement rendu par nous le 26 février 1904; — Infirmons la décision de la commission municipale de la commune de Cierp, etc. »

Observations. — Bien jugé. Par arrêt du 24 juin dernier, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé contre le jugement.

Justice de paix du canton de Betz
(Oise).

Président : M. CHAMOIN, juge de paix.

24 juillet 1906.

Défendeur interné dans une maison d'aliénés. — Mandataire spécial. — Citation donnée à l'aliéné. — Nullité.

Est nulle la citation donnée à un défendeur non interdit, mais interné dans un établissement d'aliénés.

L'aliéné doit être représenté par un mandataire spécial désigné par le tribunal.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, Juges de Paix : — Attendu que Pivot a fait citer J. Romain devant nous en paiement de 271 fr. 70 pour fermages, impôts et dégradations aux terres lui appartenant, qu'il détenait à titre de locataire ; — Attendu que Romain ne comparait pas ; qu'il est de notoriété publique, et qu'il résulte des déclarations de Pivot lui-même, que le défendeur est interné depuis plusieurs mois dans l'Asile d'aliénés de Clermont ; — Attendu que l'individu non interdit, placé dans un établissement d'aliénés, doit être représenté en Justice par un mandataire spécial désigné par le Tribunal (Loi 30 juin 1838, art. 33) ; que, frappé d'une incapacité absolue, il ne peut être actionné personnellement sans

que son représentant légal soit mis en cause ; — Que, dans ces conditions, la citation donnée à Romain seul, à son domicile, à Léviguen, procède mal et qu'il y a lieu de l'annuler d'office, les Tribunaux devant veiller à ce que les formalités protectrices des droits des incapables soient observées ; — Par ces motifs, annulons la citation donnée à J. Romain à la requête de Pivot, le 21 juillet ; — Déclarons l'action de Pivot non recevable quant à présent, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solution exacte et conforme à l'article 33 de la loi du 30 juin 1838. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Aliénés*, n^o 20.

Justice de paix du canton de St-Michel
(Savoie).

Président : M. Ch. GROS, juge de paix.

23 juin 1906.

Saisie-arrêt. — Validité. — Dommages-intérêts pour violences. — Demande reconventionnelle rejetée.

L'indemnité accordée à une partie pour des actes de violence dont elle a été victime de la part de tiers saisis ne peut être considérée comme une dette alimentaire. Par suite, cette indemnité est saisissable par les créanciers de la victime des violences.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, suivant exploit de M^e Duvernay-Guichard, huissier à Saint-Michel, en date du 21 mai dernier, la dame Bartholomé (Victorine), veuve du sieur Michaud (Jacques), et le sieur Buisson (Jean-Baptiste), ont formé, dans les mains des sieurs Bois (François), Four (Jean), Magnin (Eugène), Magnin (Louis), Magnin (Joseph), Perret (Henri) et demoiselle Nicollet (Rosalie), tous propriétaires cultivateurs, et la dernière, ménagère, demeurant à Saint-Martin-la-Porte, une saisie-arrêt sur le sieur Michel (Jules), conducteur de travaux, demeurant à Saint-Michel, pour avoir paiement du montant des condamnations prononcées à leur profit par deux jugements rendus par cette justice de paix, savoir : pour dame Bartholomé, veuve Michaud, de la somme principale de 150 francs portée par jugement du 23 août 1901, avec intérêts et frais, pour fournitures de pain; pour le sieur Buisson (Jean-Baptiste), de la

somme principale de 100 francs portée par jugement du 10 janvier 1903, avec intérêts et frais pour location; — Attendu que le saisi Michel (Jules) conteste cette saisie-arrêt et en demande mainlevée et réclame la somme de 500 francs à titre de dommages; que le saisi Michel soutient dans ses conclusions que cette saisie-arrêt est nulle, parce que les sommes saisies ont été attribuées à titre forfaitaire avec le caractère insaisissable, devant le bureau d'assistance judiciaire de Saint-Jean de Maurienne; — Qu'il ajoute qu'il est de principe et admis en doctrine comme en jurisprudence, que l'indemnité due à une personne pour réparation du préjudice causé par des coups et violences volontaires a un caractère essentiellement alimentaire et insaisissable; — Et que la question de savoir si une somme a été donnée à titre alimentaire est abandonnée à l'appréciation des juges du fait; — Attendu que les saisissants demandent l'adjudication de leurs conclusions tendant à ce que nous déclarions bonne et valable l'opposition formée entre les mains des tiers saisis, et que nous ordonnions que les sommes dues par eux soient versées dans leurs mains, en déduction ou jusqu'à concurrence de leurs créances en principal, intérêts et frais, et que nous condamnions en outre le sieur Michel, saisi, aux dépens; — Vu l'exploit de saisie-arrêt du 21 mai 1906; — Vu l'exploit portant dénonciation de saisie-arrêt et citation en validité en date du 26 mai dernier; — Vu l'exploit portant contre-dénonciation de saisie-arrêt en date du 29 mai écoulé; — Vu la loi sur les justices de paix en date du 12 juillet 1903,

articles 9, 10, 11 et 14; — Vu les articles 581, 582, 592, 593 du Code de procédure civile; — Vu les articles 1382 et 1383 du Code civil; — Attendu que les jugements susrelatés des 28 août 1904 et 10 janvier 1905, sont des titres authentiques ayant acquis l'autorité de la chose jugée, et que les condamnations qui en ont fait l'objet sont pour un jugement le paiement de pain, soit d'aliments fournis, et l'autre pour locations dues par le sieur Michel; — Attendu que la créance du sieur Michel provient d'une demande en dommages-intérêts par application des articles 1382 et 1383 du Code civil; — Que le Code de procédure civile énumère les choses insaisissables; — Que l'indemnité allouée au sieur Michel pour des actes de violence dont il a été victime de la part des tiers saisis ne peut être considérée comme une dette alimentaire; — Qu'il importe peu que cette indemnité lui ait été accordée à l'amiable devant le bureau d'assistance judiciaire ou par le Tribunal, cela ne lui enlèverait pas son caractère saisissable; — Que ceux qui se sont obligés à la payer ne l'ont pas fait par libéralité, mais pour éviter un procès, en s'acquittant d'une dette incontestable dans son principe; puisque le sieur Michel, victime de leur brutalité, avait été malade pendant un certain temps, et ses agresseurs condamnés correctionnellement; — Attendu qu'un arrêt de la Cour suprême, en date du 18 janvier 1875, a bien déclaré que la somme accordée par un Comité patriotique à une victime de la guerre était insaisissable, parce qu'elle avait été accordée à titre de don et même de don pour aliments; — Que le

Comité dont est cas ne devait rien au bénéficiaire et avait promis ce secours dans une pensée de bienfaisance; — Qu'il n'en est pas de même pour le sieur Michel, qui a réclamé une indemnité pour dommage à lui causés par ses agresseurs, et que ces derniers, reconnaissant la légitimité de la demande, ont consenti à payer cette indemnité qui a été fixée par le bureau d'assistance judiciaire; — Attendu qu'il y a lieu, en droit, conformément aux articles 581, 582, 592 et 593 du Code de procédure civile, de déclarer que les sommes dues par les tiers saisis, ses agresseurs, sont saisissables; — Attendu que la demande reconventionnelle en 500 francs de dommages-intérêts n'est nullement fondée; — Que les saisissants, en faisant une saisie-arrest sur des sommes dues à leur débiteur, le sieur Michel, n'ont exercé que leurs droits et n'ont porté aucun préjudice au saisi; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, faisant droit aux parties, jugeant en audience publique et en dernier ressort; — Déclarons le sieur Michel (Jules), saisi, mal fondé dans sa demande en mainlevée de la saisie-arrest formée à son préjudice à la requête de la dame Bartholomé (Victorine), veuve Michaud (Jacques), et du sieur Buisson (Jean-Baptiste), saisissants, entre les mains des sieurs Bois (François), Four (Jean), Magnin (Eugène), Magnin (Louis), Magnin (Joseph), Parrot (Henri), et demoiselle Nicollat (Rosalie), susnommés, tiers saisis; — Déclarons bonne et valable ladite saisie-arrest; — Déclarons non fondée et non recevable la demande du sieur Michel en 500 francs de dom-

gages-intérêts et l'en déboutons; — Ordonnons, en conséquence, le paiement dans les mains de la dame Bartholomé (Victorine), veuve Michaud (Jacques), et de sieur Buisson (Jean-Baptiste), créanciers saisissants, savoir: 1° à la dame veuve Michaud, la somme de 1700 francs en principal portée par ledit jugement du 25 août 1901, 20 fr. 53 d'intérêts au 4 pour 100, du 20 août 1901 au 21 mai courante année, et aux frais dudit jugement montant à 10 fr. 80, soit un total de 198 fr. 41; 2° au sieur Buisson (Jean-Baptiste), la somme de 100 francs en principal portée par ledit jugement du 10 janvier 1903, 19 fr. 50 d'intérêts au 4 pour 100, du 30 décembre 1902 au 21 mai courante année, et aux frais de ce jugement montant à 27 fr. 57, soit un total de 144 fr. 07; — Condamnons, en outre, ledit sieur Michel, saisi, aux intérêts des sommes totales ci-dessus au 4 pour 100 l'an dès le 21 mai dernier, date de l'assignation, ainsi qu'aux dépens liquidés à la somme de 67 fr. 63, comprenant la saisie-arrest, la dénomination de la saisie-arrest et la contre-dénonciation; — Condamnons également le saisi à tous les coûts, cours et accessoire du présent jugement. »

Observations. — La loi a expressément désigné les objets qu'elle reconnaît comme insaisissables. Il n'est pas au pouvoir du juge d'accorder ce privilège tout spécial à d'autres meubles ou objets non expressément désignés. Par suite, l'indemnité allouée par justice ou devant le juge de paix en conciliation à la victime d'actes de violence n'étant pas désignée par la loi, et

n'ayant, à aucun titre, le caractère alimentaire, peut être très valablement saisie par les créanciers de l'indemnitaire.

Juste de paix du canton de Moringy (Loire).

Prés. : M. CHAMPION, A. J., juge de paix.

12 novembre 1905.

Demande en paiement d'honoraires d'architecte. — Travaux de plans et devis. — Aven judiciaire. — Preuve testimoniale. — Enquête.

L'aveu judiciaire, même fait devant un autre juge qui a dû se déclarer incompétent, conserve sa valeur devant un autre juge postérieurement saisi et a tout au moins le caractère de commencement de preuve par écrit, lequel peut être complété par la preuve testimoniale.

Il en est ainsi notamment de l'aveu fait en conciliation devant le premier juge saisi, et relevé dans les qualités de son jugement d'incompétence.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, dans une instance portée au mois de septembre dernier devant M. le juge de paix du Chambon-Feugerolles, en paiement d'honoraires dus à un architecte pour dressé de plans et devis de travaux projetés et non suivis d'exécution, le défendeur a reconnu qu'il avait « effectivement commandé à Montaguy, demandeur, les travaux à « faire, mais cela sur les ordres d'un « sieur Planchet, gérant d'épicerie « au Vignerol. »; — Attendu que cette déclaration, retenue par le premier juge et mentionnée dans les qualités de son jugement et sur

le plumeitif d'audience, contient tous les caractères de l'aveu judiciaire tel qu'il est défini par l'article 1356 du Code civil; — Qu'il importe peu que le premier juge, saisi du litige, se soit plus tard déclaré d'office incompetent par des considérations étrangères aux parties, ou que la déclaration ait été faite dans une autre instance dont la présente n'est que la reproduction identique; — Qu'en effet, l'article 1356 est général et ne fait aucune distinction; — Qu'il qualifie d'aveu judiciaire toute déclaration faite en justice par la partie, sans exiger que cette déclaration soit faite dans l'instance même où elle est invoquée ou même devant un juge incompetent; — Attendu que cet aveu ne peut plus être révoqué désormais, à moins qu'il ne résulte d'une erreur de fait qui, loin d'être établie, n'est même pas alléguée; — Attendu, à la vérité, que l'aveu judiciaire ne peut être divisé contre celui qui l'a fait; — Que le défendeur, après avoir reconnu avoir commandé les travaux, a ajouté « qu'il avait agi sur les ordres d'un tiers »; — Mais que cette dernière considération est sans influence sur la solution du litige, puisque la responsabilité du défendeur n'en existe pas moins entière, qu'il ait agi de sa propre initiative ou à l'instigation d'un tiers; — Attendu, au surplus, qu'il est de jurisprudence que l'aveu judiciaire résultant d'une déclaration faite au bureau de paix, constitue tout au moins un commencement de preuve par écrit, de nature à pouvoir être complété par la preuve testimoniale; — Attendu qu'en présence des protestations du défendeur qui dénie aujourd'hui ses déclarations premières faites en jus-

tice, il y a lieu de recourir à ce complément de preuve; — Attendu que le demandeur articule et offre de prouver par témoins que Triollier lui a commandé les travaux dont le prix est réclamé; — Que ce fait est pertinent, et qu'en raison du commencement de preuve par écrit résultant de l'aveu judiciaire du défendeur, la preuve testimoniale est admissible; — Déterminé par ces motifs : — Disons que la déclaration faite par le défendeur devant M. le juge de paix du Chambon-Feugerolles, et retenue par ce magistrat dans les qualités de son jugement d'incompétence du 4 septembre 1903, constitue un aveu judiciaire et un commencement de preuve par écrit de nature à pouvoir être complété par la preuve testimoniale; — En conséquence et avant faire droit au fond : — Donnons acte au demandeur de ce qu'il articule et offre de prouver par témoins que Triollier lui a lui-même commandé les plans et devis dont le prix est réclamé; — Autorisons le demandeur à faire citer ses témoins pour notre audience du 23 novembre 1905, et réservons au défendeur la preuve contraire à faire à la même audience; — Tous droits, moyens et dépens réservés. »

Observations. — L'article 1356 du Code civil donne à la déclaration faite par la partie en justice une valeur toute particulière. Elle fait pleine foi contre celui qui a fait l'aveu judiciaire, c'est-à-dire qui l'a fait au cours d'un litige devant un Tribunal, mais les effets ne sont pas limités à celui-là seul qui l'a reçue. Si l'aveu a été recueilli par le magistrat et consigné par écrit dans les

qualités de son jugement, il vaut au moins comme un commencement de preuve par écrit, en ce sens que le second magistrat appelé à connaître de l'affaire peut autoriser la partie à compléter cette preuve par la production de témoins, c'est-à-dire qu'il doit ordonner l'enquête alors même que l'intérêt du litige excède 150 francs.

Tribunal de simple police de Rosières (Somme).

Prés. : M. Théophile GAUTIER, juge de paix.

8 août 1905.

*Jet d'immondices contre le mur du voisin.
Preuve testimoniale insuffisante. —
Relaxe.*

Lorsque, après un jugement interlocutoire autorisant une plaignante à faire par témoins la preuve de la contravention reprochée à une personne, il a été procédé à l'enquête, et que cette contravention n'est pas suffisamment établie par les dépositions des témoins, il appartient au Tribunal de simple police de relaxer la prévenue sans dépens.

La déposition d'un seul témoin ne suffit pas à motiver une condamnation, surtout lorsque ce témoin est la plaignante elle-même.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La dame Defoly se plaint de ce que la dame Cadé, sa voisine, aurait à plusieurs reprises vidé son vase de nuit contre le mur séparatif, de façon à contaminer l'eau de son puits situé derrière ce mur. Sur la dénégation de la prévenue, le Tribunal de simple police a ordonné une enquête. Après audition des témoins

produits, jugement définitif dans les termes suivants :

La cause appelée à l'audience publique de ce jour en conformité du jugement de remise du 1^{er} de ce mois, faisant suite à celui du 6 juin 1905, la femme Cadé s'est présentée et a, à nouveau, nié les faits qui lui étaient reprochés.

Le ministère public a déclaré que le seul témoignage de la veuve Defoly ne lui paraissait pas suffisant pour requérir la condamnation de la prévenue et s'en est rapporté à la sagesse du Tribunal pour la relaxer sans amende ni dépens :

« LE TRIBUNAL : — Après en avoir délibéré conformément à la loi ; — Vu les articles 153, 154 et 155 du Code d'instruction criminelle ; l'enquête faite par la gendarmerie de Rosières, le 18 avril dernier ; le jugement interlocutoire du Tribunal du 6 juin suivant, et l'arrêt de la Cour suprême du 19 avril 1894 relatif à la clôture des débats ; — Ouï les témoins en leurs dépositions consignées au plumeitif d'audience ; — La prévenue en ses moyens de défense présentée par son conseil, M^e Broquart, avoué à Montdidier ; — Et le ministère public en ses résumé et conclusions ; — Attendu que sur la plainte de la veuve Defoly, les époux Cadé ont été traduits en simple police, savoir : la femme Cadé, comme prévenue de contraventions à l'article 475, n^o 8, du Code pénal, pour avoir, à différentes reprises, depuis moins d'un an, jeté de l'urine contre le mur de clôture de la plaignante, et le mari comme civilement responsable de sa femme parce qu'il s'agissait de contraventions commises dans le jar-

d'une de leur maison d'habitation; — Attendu que la prévenue ayant nié comme elle le nie encore à la présente audience les faits qui lui étaient imputés, le ministère public a été admis à prouver lesdites contraventions, ce qu'il n'a pu faire d'une manière complète à la précédente audience; — Qu'il résulte, en effet, de l'enquête à laquelle il a été procédé par le Tribunal, que la dame veuve Defoly, plaignante, a été seule des cinq témoins entendus, à déclarer avoir vu plusieurs fois, en 1904, sans pouvoir préciser, et de plus, un des jours de février 1905, dans l'après-midi, la femme Gadéjater le contenu de son vase de nuit contre le mur de clôture; — Attendu que si les circonstances toutes particulières de la cause sont de nature à faire soupçonner la culpabilité de la prévenue, il ne faut pas perdre de vue que devant le Tribunal de simple police, les plus fortes probabilités ne peuvent remplacer la preuve juridique; que le Tribunal a le droit et même le devoir, comme il l'a décidé en statuant sur le reproche formulé contre la plaignante au moment de recevoir sa déposition, d'apprécier la valeur de son témoignage lorsque la situation spéciale du témoin peut le rendre suspect; — Attendu qu'il y a lieu de retenir: 1° que la plaignante a déjà formé devant le Tribunal civil de première instance de Montdidier une demande en paiement de 10000 fr. de dommages-intérêts fondés sur le fait même qui sert de base à la présente poursuite; 2° qu'aucun des autres témoins n'a affirmé avoir vu la prévenue commettre les contraventions qui lui sont reprochées; 3° que le jardin des époux Gadéjater

vague; 4° et que, de plus, il existait dans le mur de clôture de la venue Defoly une ouverture donnant dans le jardin des époux Gadéjater; — Que, dans ces conditions, la contravention imputée à la prévenue n'est pas suffisamment établie; qu'en tout cas il existe un doute, et que le doute doit toujours profiter au prévenu; — Attendu d'ailleurs que le ministère public sollicite le renvoi de la prévenue; — Par ces motifs, déclare les contraventions mises à la charge de la prévenue non prouvées, juridiquement pour nécessiter l'exercice de l'action pénale; — En conséquence, annule et renvoie ladite prévenue sans amende ni dépens.»

Observations. — En matière répressive tout est de droit étroit. Une contravention n'existe qu'autant qu'elle est régulièrement établie. Or elle peut être prouvée par la déposition d'un seul témoin, lorsque ce témoin présente toutes les conditions d'honorabilité et d'impartialité de nature à inspirer confiance au Tribunal. Mais il est difficile de reconnaître l'impartialité absolue du témoin unique qui est lui-même le plaignant et le promoteur de la poursuite. La dame Defoly, dans l'espèce, avait fait preuve d'un singulier acharnement, puisqu'elle avait poursuivi son adversaire devant deux juridictions, et elle ne pouvait être absolument impartiale. Elle n'était certainement pas désintéressée,

Jurisdiction de paix du canton de Châteldon (Puy-de-Dôme).

Président: M. DRIFORD, juge de paix.

2 juin 1906.

Mineur. — Obligation. — Achat de bicyclette. — Demande en paiement du solde du prix. — Exemption de validité. — Responsabilité du père de l'acheteur.

L'engagement pris par un mineur n'est pas nul pour cause de minorité, mais annulable ou rescindable pour cause de lésion.

En conséquence, l'achat fait par le mineur d'une bicyclette est valable, et le vendeur est fondé à réclamer au père du mineur le solde du prix de la vente, s'il résulte des débats la preuve que le prix de vente a été normal et que la bicyclette vendue n'est pas de mauvaise qualité, que le mineur n'a pas subi de dommage.

Le père responsable des actes de son fils mineur peut être condamné avec lui au paiement du solde dû.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Suivant exploit de l'huissier Bumas, de Châteldon, MM. Fournier et Garmy, négociants à Thiers, ont fait citer Jean Grille-Gorce, propriétaire à Pailières, lequel pris comme tuteur naturel et légal, responsable des actes de Philippe Grille, son fils mineur, la somme de 92 fr. 80, cette somme restée due sur le prix d'une bicyclette vendue 252 fr. 50, et sur laquelle il a été payé une somme de 160 francs comme acompte et accepté, en échange, une autre bicyclette déteriorée, évaluée et reprise pour 40 francs.

A la demande dirigée contre lui, Jean Grille-Gorce a comparu, mais non son fils, bien que l'affaire eût été renvoyée plusieurs fois pour que

Jean Grille fasse comparaître Philippe Grille, son fils mineur, qui aurait pu donner des explications.

Le défendeur, Jean Grille, a répondu qu'il refusait de payer la somme réclamée et déposé les conclusions suivantes dont il réclame l'insention dans le jugement à intervenir :

« *Conclusions.* — Plaise à M. le juge de paix : — Attendu que lorsque Fournier et Garmy ont traité avec Philippe Grille, ce dernier était mineur, âgé de dix-huit ans seulement, et que Fournier et Garmy ne pouvaient ignorer son âge, puisqu'ils habitent très souvent une propriété voisine de la demeure du défendeur; qu'ils ne peuvent soutenir que la responsabilité de Grille père est engagée, puisque ce dernier s'est toujours opposé à ce marché; — Qu'ils ne peuvent ignorer qu'un commerçant ne peut traiter un marché de cette importance avec un enfant mineur, sans l'autorisation de ses parents; — Attendu que le concluant n'a jamais accepté ni ratifié le marché fait par son fils; qu'il n'a pris aucun engagement, l'acompte de 160 francs ayant été versé à son insu; — Attendu qu'en l'espèce la responsabilité du père ne peut être invoquée, l'article 1384 du Code civil n'étant pas applicable; — Attendu que Philippe Grille n'est pas allé au magasin de Fournier et Garmy pour leur demander à acheter une bicyclette, ou ne leur a pas écrit, ou n'est pas allé les trouver pour cela; que c'est Fournier qui est allé solliciter un enfant mineur, et que ce n'est qu'à force d'insister qu'il a pu le décider à faire ce marché; — Attendu que semblable procédé ne peut être considéré comme

blâmable et constitue une manœuvre dolosive ; qu'il est évident qu'en agissant ainsi Fournier et Garmy ont voulu réaliser, aux dépens de Philippe Grille, un bénéfice très important ; que, pour s'en convaincre, il suffirait de faire expertiser la bicyclette vendue ainsi que celle donnée en échange ; — Attendu que Philippe Grille était mineur, que Fournier et Garmy connaissaient son âge et son état de minorité ; qu'ils ne devaient pas faire ce marché ; qu'il y a eu dol ; — Attendu que le concluant est bien fondé à demander reconventionnellement la nullité du marché conclu entre Garmy, Fournier et Philippe Grille ; — Par ces motifs, débouter Fournier et Garmy de leur demande et, reconventionnellement, dire et ordonner que le marché intervenu est nul, dire que la bicyclette vendue sera restituée, ordonner en outre que la somme versée par Philippe Grille sera restituée, condamner Fournier et Garmy en tous les dépens. »

A ces conclusions Fournier et Garmy répliquent qu'ils ont vendu une bicyclette marque « Victorieuse n° 1 » à Philippe Grille le même prix qu'aux autres clients de leur maison, et qu'ils établissent leur affirmation en montrant un registre à souche, prouvant bien que Philippe Grille n'a pas été trompé sur le prix de la bicyclette. Ils ajoutent qu'en effet ils ont une propriété voisine de celle de Jean Grille père, et que ce dernier était parfaitement au courant des agissements de son fils. Ils protestent contre les insinuations du défendeur en disant qu'ils ont agi dans la plénitude de leur droit en allant offrir leur marchandise ; que les commerçants vendent et livrent,

tous les jours, des marchandises à des enfants mineurs, et qu'il n'y a pas lieu à expertise, puisque Grille ne soutient même pas qu'il y a un défaut ou un vice de construction dans la bicyclette vendue ; qu'en ce qui concerne la bicyclette échangée, elle était sans valeur aucune, étant absolument détériorée et hors d'usage.

Le défendeur n'ayant pu contester sérieusement les dires de Fournier et Garmy, demandeurs, il a été rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait : — Attendu qu'il résulte des explications des parties et des dires non contestés des demandeurs, qu'ils ont vendu une bicyclette d'une marque connue et au prix habituel ; — Qu'aucune manœuvre dolosive n'a été pratiquée par eux à l'égard de Philippe Grille encore mineur ; que lesdits demandeurs ont justifié suffisamment avoir agi comme de loyaux commerçants réclamant au père responsable le prix d'une marchandise livrée au fils depuis trois mois ; — En droit : — Attendu que si, aux termes de l'article 1124 du Code civil, les mineurs sont *incapables de contracter*, aux termes de l'article 1125 du même Code : le mineur ne peut attaquer, pour cause d'incapacité, ses engagements, *que dans les cas prévus par la loi* ; — Qu'il est question aux articles 1305 et 1311 du Code civil de l'incapacité du mineur non émancipé, et que c'est là l'incapacité prévue par la loi pour le procès actuel ; — Attendu qu'il résulte de ces divers textes que la loi a voulu, non pas que le mineur ne pût jamais contracter, mais qu'il soit incapable

de se léser par un contrat ; — Que les articles 1123, 1305 et 1311 ont été souvent l'objet de vives controverses, mais qu'il est généralement admis, par la jurisprudence et les auteurs, que les engagements des mineurs ne sont pas nuls pour cause de minorité, mais annulables ou rescindables pour cause de lésion (Cass., 18 juin 1844; Dalloz, 1844, I, 225; Lyon, 8 juin 1865; Demolombe, *Traité de la minorité*, t. I, n° 817 et suivants; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 1831, t. II); — Que ce dernier auteur résume très clairement la question par la maxime : *Restituitur non tanquam minor sed tanquam læsus*; — Attendu que, dans l'espèce, l'achat d'une bicyclette fait par un mineur, sans son représentant légal, est un acte communément admis dans la pratique du commerce; que les marchands offrent toujours leurs marchandises à ceux qui peuvent les acheter; — Attendu, en outre, que la loi a surtout voulu protéger les mineurs contre leur inexpérience, les mettre en garde contre les entraînements abusifs du jeune âge, mais non pas leur permettre de profiter de leur état de minorité pour refuser le paiement de ce qu'ils doivent légitimement; — Attendu qu'il y a lieu de dire que, conformément à l'article 1384 du Code civil, le père est responsable des agissements de son fils mineur; que si ce dernier ne payait pas ce qu'il doit, il causerait un dommage et que, le père ayant son enfant sous sa garde, aurait dû l'empêcher d'acheter; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Disons qu'il n'y a pas lieu à expertise, et condamnons

Philippe Grille et Jean Grille-Gorce, son père, comme responsable des actes de son fils mineur, à payer à Fournier et Garmy la somme de 92 fr. 50, aux intérêts, etc. »

Observations. — Cette question est très controversée. Certains Tribunaux de paix ont jugé que l'engagement souscrit par le mineur est nul. Voir BULLETIN 1897, p. 158. D'autres, que le mineur n'est pas de plein droit incapable de s'engager. Mais il faut qu'il retire une utilité ou un profit quelconque des obligations qu'il contracte, ou tout au moins qu'il n'en éprouve aucun préjudice. *Ibid.*, 1898, p. 303. C'est la doctrine des auteurs et arrêts cités dans la sentence, et c'est aussi celle qui paraît actuellement prévaloir. Au surplus, après menaces d'appel et sur l'avis de leurs conseils, les parties ont accepté le jugement et l'ont exécuté.

Justice de paix du canton de Campagnac
(Aveyron).

Président : M. VEYRIER, juge de paix.

26 février 1906.

Elections. — **Vicaire.** — **Paroisse.** — **Infirmité de la décision de la commission municipale.**

L'installation récente d'un vicaire dans une commune ne peut remplacer la résidence de six mois prévue par la loi du 5 avril 1884, art. 14.

En conséquence, l'ecclésiastique depuis moins de six mois dans une commune, comme vicaire de la paroisse, n'est pas fondé à réclamer son inscription sur la liste électorale de cette commune.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Un sieur Gustave Lacas, tiers électeur, a fait appel d'une décision de la Commission municipale de Saint-Laurent-d'Olt, laquelle a ordonné l'inscription sur la liste électorale de cette commune de l'abbé Coustaux, vicaire de l'église de la même commune. L'appelant soutient que, par suite de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, l'abbé a perdu sa qualité de fonctionnaire public et ne peut profiter de la désignation de faveur prévue par le paragraphe 4 de la loi du 5 avril 1884.

Le sieur Coustaux a ensuite exposé des conclusions littéralement transcrits après : « J'ai réclamé et obtenu mon inscription sur la liste électorale de la commune de Saint-Laurent-d'Olt, parce que je remplis deux conditions légales dont une seule serait suffisante. — J'ai mon domicile réel dans la commune de Saint-Laurent-d'Olt depuis le 8 décembre 1905, avec l'intention d'y rester, comme il est prouvé par ma demande de radiation à la mairie de Belcastel ; que c'est à bon droit que la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent-d'Olt a ordonné mon inscription sur la liste électorale de ladite commune, par les motifs exposés ci-après : « Il y a lieu de « maintenir M. Coustaux sur les listes électorales : 1° parce qu'il a « son domicile réel à Saint-Laurent-d'Olt, lequel tient lieu de six mois « de résidence (Jurisprudence constante de la Cour de cassation) ; « 2° parce qu'il est arrivé à Saint-Laurent-d'Olt avant la promulgation de la loi des 9 et 11 décembre 1905, et qu'il a déjà touché un mandat comme vicaire de

« cette paroisse reconnu par l'État ; « qu'en cette qualité, il pouvait se « faire inscrire sans avoir les six « mois de résidence réglementaire « (Loi du 5 avril 1884, art. 44) ; « 3° qu'en pratique, on a même été « plus loin, puisque, à Rodez, un « n'a fait aucune difficulté pour inscrire les nouveaux vicaires arrivés « depuis un mois à peine, sans doute « parce que le règlement d'administration publique chargé d'appliquer l'application de la loi n'a pas « fini de paraître. — De plus, l'abbé « Coustaux, pour être tout à fait en « règle, a demandé sa radiation de « la commune où il était précédemment inscrit. » — En conséquence, plaie à M. le juge de paix de vouloir confirmer la décision de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent-d'Olt. — Jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu la décision de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent-d'Olt, en date du 9 février 1906 ; — Qu'il les conclusions orales du sieur Lacas, appelant, et vu les conclusions écrites du sieur Coustaux, vicaire à Saint-Laurent-d'Olt ; — Attendu que le sieur Gustave Lacas est appelant au greffe, en date du 16 février 1906, d'une décision de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent-d'Olt, en date du 9 février 1906, motivée le 11 du même mois ; que cet appel est régulier et qu'il y a lieu de le recevoir ; — Attendu que l'abbé Coustaux a réclamé son inscription sur la liste électorale de ladite commune de Saint-Laurent-d'Olt, en prétendant qu'il appelé dans cette commune le 8 décembre 1905 comme

ministre d'un culte reconnu par l'Etat, il a son domicile réel dans la commune de Saint-Laurent-d'Olt, lequel lui tient lieu de six mois de résidence; — 4. Mais, attendu qu'aux termes de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, la liste électorale comprend tous les électeurs qui ont leur domicile en Als; habitent depuis six mois au 31 mars; — Attendu, en ce qui concerne le premier motif de la Commission, que M. Coustaux ne saurait prétendre avoir un domicile légal à Saint-Laurent-d'Olt; qu'il n'y a que sa résidence essentiellement temporaire; qu'il peut être appelé à quitter d'un moment à l'autre la commune, sur la décision de l'évêché, pour aller occuper un poste dans une autre paroisse; — Que l'on ne saurait assimiler cette résidence à un domicile; qu'en outre, il ne justifie pas de la double déclaration expresse par l'article 104 du Code civil; qu'il a été jugé (Cour de cassation, 31 mars 1881) que les juges du fait ont un pouvoir souverain pour apprécier les circonstances constitutives du changement de domicile; — Attendu, en ce qui concerne le second motif de la Commission, que cette dernière s'est basée à tort pour ordonner l'inscription de M. Coustaux sur la loi du 5 avril 1884, art. 14, § n° 4, relatif à l'inscription, sans condition préalable de résidence, de ceux qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune en qualité de ministre des cultes reconnus par l'Etat; — Que l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat est formel, qu'il déclare que la République ne reconnaît aucun culte; que cette loi

est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1906; — Qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret réglementaire du 2 février 1852, les opérations de revision de la liste électorale ne commencent que le 1^{er} janvier; que M. Coustaux ne pouvait être inscrit avant cette époque sur les tableaux de rectification, soit sur sa demande, soit d'office, par la commission instituée par la loi du 7 juillet 1874; — Qu'à cette date du 1^{er} janvier 1906, M. Coustaux n'était plus ministre d'un culte reconnu par l'Etat, lequel n'en reconnaît plus aucun; — Qu'il ne peut donc se prévaloir du paragraphe de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, visé par la Commission dans sa décision, et devrait justifier d'avoir, au 31 mars 1906, une résidence de six mois dans la commune de Saint-Laurent-d'Olt, ce qu'il lui est impossible de faire; — Attendu, en ce qui concerne le troisième motif de la Commission, qu'il ne saurait avoir lieu de s'occuper de ce qui a été fait à Rodez en pareille matière; qu'au surplus, on ignore si ces inscriptions ont donné lieu à des réclamations et quelles en ont été les suites; — Attendu, en ce qui concerne le dernier motif de la Commission, basé sur ce que M. Coustaux aurait demandé sa radiation de la commune où il était précédemment inscrit, que cette demande ne saurait en aucun cas établir autre chose qu'un changement de résidence et ne pourrait le dispenser des six mois de résidence dans la commune de Saint-Laurent-d'Olt; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, faisant droit sur l'appel; — Infirmons la décision de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent-d'Olt,

en date du 9 février 1906, et disons que le sieur Coustaux, vicaire à Saint-Laurent-d'Olt, ne sera pas inscrit sur la liste électorale de cette commune. »

Observations. — Ce jugement, bien rédigé et très intéressant par la question qu'il traite, a été l'objet d'un pourvoi devant la Cour de cassation. Nous publierons l'arrêt qui sera rendu, quand le texte nous en sera parvenu. Remarquons seulement que le vicaire invoquait non seulement sa résidence, mais son domicile réel transféré à Saint-Laurent-d'Olt.

Justice de paix du canton de Roquefort
(Landes).

Prés. : M. François LAMBERT, juge de paix.

14 juin 1906.

Action civile en réparation de voies de fait et violences légères. — Provocation. Injure. — Excuse insuffisante. — Dommages-intérêts. — Pouvoir d'appréciation du juge de paix.

Une injure n'est pas une excuse d'un acte de violence.

Il appartient essentiellement au juge de paix de qualifier l'acte de violence reproché au défendeur, d'après les explications des parties et les dépositions des témoins, et de réduire à une somme minime les dommages-intérêts réclamés.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que M. J. Cazade, carrier à Roquefort, réclame à M. Duthil, entrepreneur audit lieu, la somme de 550 francs à titre de dommages-in-

térêts pour s'être livré sur sa personne, dans la matinée du 28 avril dernier, sur la place du Pijorin, en ladite ville, à une violente voie de fait qui l'aurait étourdi et mis dans l'impossibilité de vaquer de quelque temps à son labour quotidien ; — Attendu que si, de l'aveu de M. Duthil lui-même et des dépositions des témoins, il résulte bien que M. Cazade a été victime de l'acte de violence dont il se plaint, il ne ressort pas du tout des témoignages recueillis que ce dernier ait été aussi violemment frappé qu'il le prétend, ni qu'il ait subi de ce chef un préjudice matériel quelconque ; — Que le formidable coup de poing pour lequel il réclame une si notable réparation, se traduit simplement par une tape légère lancée de la main gauche dans un mouvement d'impatience motivé par l'appellation de *triste homme* dont il avait, paraît-il, au préalable, rageusement qualifié son adversaire ; — Qu'il convient donc à ce sujet de ramener toutes choses au point et de faire la part des exagérations qui se sont sans doute involontairement glissées en cette affaire ; — Attendu que M. Duthil, se targuant de la provocation dont il a été l'objet du chef de sa prétendue victime, se refuse à lui octroyer la moindre réparation ; — Attendu qu'en persistant dans cette voie, M. Duthil se trompe, car si l'appellation dont il a été gratifié peut être considérée comme une atténuation à sa culpabilité, elle ne peut en aucune façon complètement l'effacer ; — Que si l'injure, en effet, peut faire oublier l'injure, alors qu'elle n'a été qu'une réponse analogue à la façon peu courtoise dont la demande a été formulée, la vio-

lence ne peut jamais être excusée par elle; — Que la jurisprudence est formelle à cet égard, et qu'aucun texte de loi n'autorise le juge à considérer un fait quelconque comme justificatif en pareille matière; — Que l'article 321 du Code pénal en matière de crimes et de délits, admet bien l'excuse si les blessures et les coups portés ont été provoqués par d'autres coups ou d'autres violences graves, mais qu'ici ce n'est pas le cas et que l'acte de M. Duthil doit donc être réprimé; — En ce qui touche la somme de 550 francs réclamés à titre de dommages-intérêts; — Attendu que cette demande nous semble peu en rapport avec le fait dont nous sommes saisi, qui, en dépit des dires du demandeur, se résume à une simple violence légère tout au plus justiciable des Tribunaux de police et passible des peines édictées par les articles 600, 605 et 606 du Code du 3 brumaire an IV, susceptibles d'être encore mitigées par les dispositions bienveillantes de l'article 163 du Code pénal précité; — Que, négligeant de nous attacher au véritable mobile que M. Cazade a poursuivi en formulant une demande aussi exagérée, qui, si elle a eu pour conséquence déplorable de multiplier les frais, a pour avantage de ménager aux parties une voie de recours, nous avons avant tout le devoir de nous préoccuper des circonstances dans lesquelles M. Duthil s'est rendu coupable de l'acte qui lui est à bon droit reproché et du préjudice matériel absolument négatif qui en est résulté; — Attendu, quant au préjudice moral dont la citation semble vouloir parler, que M. Cazade nous paraît avoir déjà reçu satisfac-

tion de ce chef, car une réparation de cette nature ne se mesure pas au quantum des dommages-intérêts à réclamer ou à allouer, mais bien à la publicité des débats et à la réprobation dont le coupable a été l'objet; — Que M. Cazade nous semble donc moralement lavé de l'outrage reçu, et que la décision à intervenir ne doit plus être dès lors considérée par lui que comme la sanction pénale accessoire, mais nécessaire cependant de l'acte de vivacité irréfléchi dont il a été victime; — Qu'enfin, et pour tout envisager, il ne nous paraît pas possible que ledit M. Cazade soit en droit d'espérer en la cause qui nous occupe une répression autre des juges civils que celle qu'il aurait pu retirer du juge de police, alors même qu'il se serait porté partie civile au procès; — Attendu, quant aux dépens, que l'article 130 du Code de procédure civile disposant que toute partie qui succombe doit y être condamnée, nous avons encore le devoir de nous préoccuper du chiffre relativement élevé qu'ils vont atteindre avant d'arbitrer la question des dommages-intérêts; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons M. Jean Duthil, entrepreneur à Roquefort, à payer à titre de dommages-intérêts à M. Cazade, carrier audit lieu, en réparation de l'acte de violence légère auquel il s'est livré sur sa personne à Roquefort, place du Pijorin, dans la matinée du 28 avril dernier, la somme de 5 francs; — Condamnons, en outre, ledit Duthil aux dépens, etc. »

Observations. — Il est de jurisprudence bien établie que des inju-

rés ne sont pas une excuse des voies de fait et violences. Le juge civil saisi de l'action en dommages-intérêts peut seulement en tenir compte dans l'évaluation du dommage causé par les violences. Il doit aussi et surtout tenir compte de la gravité plus ou moins grande de ces violences; et si les débats lui démontrent que le demandeur les a singulièrement exagérées, il peut réduire considérablement le chiffre des dommages-intérêts réclamés. C'est ce qu'a fait avec beaucoup de raison, semble-t-il, M. le juge de paix de Noguesfort.

Justice de paix du canton d'Audincourt (Doubs).

Prés. : M. MAITRE ROBERT, juge de paix.

22 mars 1900.

Elections.. — Commission administrative. Appel devant le juge de paix. — Non-recevabilité de l'appel.

L'électeur dont le nom a été rayé de la liste électorale par la Commission administrative doit réclamer, dans le délai de la loi, devant la Commission municipale, le rétablissement de son nom sur la liste.

Il ne peut pas faire directement appel devant le juge de paix. Ce magistrat, en effet, ne peut pas statuer au premier degré en matière électorale. Il ne peut être saisi que comme juge d'appel de la décision de la Commission municipale préalablement appelée à statuer.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'article 80 de la loi du 27 ventôse an VIII; — Vues les articles 43, 48, 49, 20, 21, 22, 23 du décret organique

du 2 février 1852; les articles 2, 3, 6, 8, du décret réglementaire du même jour; le décret du 13 janvier 1856, les articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi du 7 juillet 1874; et 1^{er} de la loi du 30 novembre 1875; — Attendu que les réclamations que soulèvent l'inscription de citoyens omis ou indûment radiés, et la radiation de ceux indûment inscrits sur les listes électorales, doivent être formées dans les délais déterminés par la loi et sont jugées par une Commission municipale instituée selon les formes prescrites par l'article 20 du décret précité et modifiées par les lois du 7 juillet 1874 et 30 novembre 1875; et en appel par le juge de paix prononçant en dernier ressort; selon qu'il est prescrit par le décret et par les lois susvisés; — Attendu qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que le juge de paix constitué juge d'appel; est sans pouvoir pour statuer sur les demandes, soit en inscription; soit en radiation, qui seraient portées de *plano* devant lui (Cass. des 11 mai 1896 et 23 janvier 1900); — Qu'il ne pourrait en être autrement de ce principe en matière électorale que si la partie prouve ou offre la preuve que si elle n'a pas formé sa réclamation en temps utile devant la Commission municipale; c'est par un fait indépendant de sa volonté et exclusivement imputable à l'Administration (Cass. du 20 avril 1901); — Attendu, en fait, qu'il a été procédé régulièrement, au commencement de la présente année 1900, à la révision de la liste électorale dans la ville d'Audincourt, et que la liste rectifiée par la Commission administrative a été déposée au secrétariat de la mairie le 15 janvier et publiée

le même jour; de telle sorte qu'à partir du 1^{er} février suivant le registre des réclamations était clos; et la déchéance résultant de l'expiration du délai de vingt jours fixé par l'article 2^o de la loi du 7 juillet 1874 était encourue; — Que le sieur Taverne, rayé de la liste électorale de la ville d'Audincourt par la Commission administrative, statuant dans l'exercice régulier de ses fonctions sous le motif « a quitté la commune », aurait dû, pour pouvoir utilement se pourvoir devant nous en appel, soumettre avant le 5 février 1906 une demande en réinscription devant la Commission municipale de ladite ville; — Attendu que l'électeur qui se borne à prétendre qu'il a été mis dans l'impossibilité de saisir en temps utile la Commission municipale de sa demande par suite du défaut d'envoi par le maire de l'avertissement prescrit par la loi aux électeurs rayés par la Commission administrative, ne peut pas saisir *de plano* le juge de paix de sa réclamation, et ce, pour la raison qu'il s'agit, en l'espèce, d'irrégularités et d'omissions d'ordre intérieur qui n'apportant aucune entrave pour l'électeur à l'exercice de son droit et qui ne diminuent pas la publicité organisée par la loi (Cass. du 20 mai 1885, *J. du P.*, 1886, I, 753); — Que, du reste, si Taverne n'a pas eu, ainsi qu'il le prétend, connaissance de la décision de la Commission administrative, la faute n'en est pas imputable à l'Administration qui a pris toutes mesures et fait toutes diligences nécessaires pour ce faire; ainsi que cela résulte de l'avis de radiation, en date du 15 janvier 1906, qui nous a été transmis par la

mairie d'Audincourt et où il est constaté, par une mention du garde Siret, que ledit avis n'a pu être notifié à Taverne, le domicile de celui-ci étant inconnu; — Attendu que si l'émission ou le refus par la Commission municipale de statuer sur une réclamation dont elle est saisie équivaut au rejet de cette réclamation et donne ouverture à l'appel devant le juge de paix, il ne peut, à notre avis, en être ainsi *omisso medio*, lorsque la Commission n'a pas été saisie; car, comment admettre qu'il y a décision alors que le fait même sur lequel elle aurait dû porter n'a été signalé par personne à la Commission qui aurait pu rendre cette décision; — Attendu que, quelque intéressante que soit en l'espèce la situation de Taverne, électeur rayé par la Commission administrative comme ayant quitté la ville d'Audincourt, il ne nous appartient pas de pouvoir nous substituer à la juridiction du premier degré, c'est-à-dire à la Commission municipale qui aurait dû connaître de la réclamation dont s'agit; — Que l'appelant, en la circonstance, a eu tort de ne pas consulter les listes au moment de leur publication et aurait dû faire diligence de manière à saisir en temps utile la Commission municipale d'Audincourt qui eût sans aucun doute fait droit à sa réclamation; — Par ces motifs, déclarons l'appel du sieur Taverne irrecevable; — En conséquence, l'en déboutons. »

Observations. — Le jugement est exact en droit et parfaitement rédigé. Au surplus, le pourvoi formé par l'électeur a été rejeté par la Cour de cassation suivant arrêt du 9 avril

1906. Nous avons publié dans ce BULLETIN, vol. 1896, p. 250, une sentence du juge de paix d'Aix, en date du 2 mai 1896, rendue en sens contraire, et déjà nous avons dans nos observations combattu cette décision, et ce par les mêmes motifs qui nous conduisent à approuver le jugement rapporté ci-dessus.

Justice de paix du canton de Contres
(Loir-et-Cher).

Président : M. TABUTAUD, juge de paix.

19 février 1904.

Elections. — Commission municipale. — Appel. — Domicile réel. — Ouvrier. — Absences périodiques.

L'ouvrier qui, tout en travaillant quelquefois au dehors, réside ordinairement depuis trois ans dans une commune, qui y a voté chaque fois, est réputé avoir abandonné son domicile d'origine et avoir fixé sa résidence ou son domicile dans cette commune, et a droit d'y être inscrit sur la liste électorale.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par déclaration faite le 15 février 1904, à 10 heures du matin, au greffe de la justice de paix de Contres, le sieur Alfred-Mathurin Mallard, tonnelier, demeurant à Oisly, a interjeté appel d'une décision rendue le 5 février 1904 par la Commission municipale de la commune d'Oisly, par laquelle décision, notifiée à l'intéressé le 11 du même mois, déposée également au greffe, cette Commission a radié de la liste ledit sieur Mallard.

L'appelant a fait connaître qu'il

se nomme Alfred-Mathurin Mallard, qu'il est né dans la commune de Rennes (Ille-et-Vilaine); qu'il a tiré au sort en 1869 et a satisfait à la loi du recrutement; qu'il n'a subi aucune condamnation le privant de l'exercice de ses droits civils; qu'il n'a pas conservé son domicile d'origine et n'a demandé son inscription dans aucune autre commune; qu'il habite définitivement depuis trois ans la commune d'Oisly.

A l'appui de ses dires, le sieur Mallard a joint la déclaration écrite suivante : « Je suis ouvrier tonnelier. Depuis dix ans, je travaille périodiquement chez M. Méry, à Oisly, mais, depuis trois ans, je suis attaché définitivement à son atelier. C'est, en effet, chez lui, que restent mes vêtements de rechange, mes outils, ma malle, etc.

« Lorsqu'il n'a pas suffisamment d'ouvrage à me donner, il me cède à un voisin jusqu'à ce qu'il ait de nouveau besoin de moi; c'est ainsi qu'après avoir travaillé chez lui, du 25 juillet dernier au 31 décembre, il m'a cédé à son confrère de Monthou-sur-Cher jusqu'à ces jours derniers; je suis maintenant rentré chez lui, ainsi qu'en témoigne le certificat ci-joint.

« Si je n'étais pas inscrit à Oisly où j'ai fixé mon domicile réel, je ne pourrais donc voter nulle part? D'ailleurs, si l'on ne veut même pas tenir compte de mes précédents séjours dans la commune, j'aurai, le 31 mars prochain, plus de six mois de séjour personnel prévus par la loi. Ma radiation ne saurait donc être maintenue légalement. »

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la dé-

claration qui précède ; — Vu le paragraphe 1^{er} de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 ainsi conçu : « La liste électorale comprend : 1^o tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune, ou y habitent depuis six mois au moins » ; — Attendu que le sieur Mallard, comme il est de notoriété publique, a, depuis fort longtemps, laissé sa commune d'origine et habité successivement plusieurs communes, telles que Oisly, Monthou-sur-Cher, Pouillé, etc., puis, enfin, Oisly, où, depuis trois ans, il a fixé sa résidence réelle comme étant attaché définitivement à l'atelier de M. Méry, tonnelier à Oisly, chez lequel il travaillait périodiquement depuis dix ans, ainsi que l'atteste un certificat délivré par M. Méry et légalisé par le maire de la commune d'Oisly ; — Attendu que, depuis trois ans, le sieur Mallard a entendu établir, comme de fait il a établi, sa résidence réelle chez M. Méry, à Oisly, où il laisse ses vêtements de rechange, sa malle et ses outils ; que, depuis ces trois années, il est inscrit sur la liste électorale de la commune d'Oisly, ce qui est un commencement de preuve de résidence réelle ; — Attendu qu'il résulte des dispositions nouvelles de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 que l'électeur a le droit d'option entre son domicile et sa résidence ; — Attendu qu'en demandant son maintien sur la liste électorale d'Oisly où il est inscrit depuis trois ans, Mallard a bien entendu abandonner son domicile d'origine, et qu'au surplus rien n'indique dans les motifs de radiation que cet électeur est inscrit, soit à son domicile d'origine, soit dans toute autre commune ; —

Qu'en le rayant de la liste électorale d'Oisly où il demande à être maintenu, ce serait le priver d'un droit de citoyen que lui accorde la loi, puisque affirmant n'avoir demandé son inscription dans aucune autre commune, le sieur Mallard ne pourrait voter nulle part ; — Attendu que le droit électoral doit être assuré et conservé par la preuve d'un domicile réel ou d'une résidence de six mois au moins ; — Que le sieur Mallard est revenu habiter Oisly le 25 juillet 1903, et qu'au 31 mars 1904, il aura plus de six mois de résidence effective ; — Que le fait d'avoir été travailler à Monthou-sur-Cher, du 14 décembre 1903 au 7 février 1904, ne lui enlevait pas le droit d'être inscrit dans la commune d'Oisly, puisqu'il avait un esprit de retour dans cette commune où se trouve son principal atelier et toutes ses affaires ; — Qu'au surplus, son court séjour à Monthou-sur-Cher ne lui donnait aucun droit d'être inscrit sur la liste électorale de cette commune et qu'il n'y est point inscrit ; — Attendu que Mallard justifie de six mois de résidence effective à Oisly ; qu'il ne saurait être privé de son droit de citoyen, ne se trouvant dans aucun des cas prévus à ce sujet par la loi du 5 avril 1884 ; — Attendu même que si la loi précitée est impuissante, comme l'ont été d'ailleurs les précédentes lois électorales, à empêcher l'inscription du même électeur sur plusieurs listes, le décret du 2 décembre 1852 subsiste toujours en ce qui concerne la pénalité qu'encourt l'électeur qui se serait fait inscrire sur deux ou plusieurs listes ; — Attendu que tous les Français n'étant dans aucun cas d'incapacité

pacité prévu par la loi font, ici ou là, partie de l'association naturelle des citoyens et ont le devoir d'exercer dans la société leurs droits en cette qualité; que ces droits ne sauraient leur être refusés; — Par ces motifs, nous, juge de paix, au nom du peuple français, en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par la loi, jugeant publiquement et en dernier ressort, déclarons l'appel du sieur Mallard bien fondé; annulons la décision de la Commission municipale d'Oisly, en date du 5 février 1904 et ordonnons que ledit sieur Mallard sera maintenu sur la liste électorale de cette commune. »

Observations. — Solutions incontestablement exactes.

Justice de paix du canton de Trouville
(Calvados).

Président : M. PRESSUROT, juge de paix.

2 février 1906.

Pension alimentaire. — Demande afin d'en être déchargé. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix n'est compétent, en matière de pension alimentaire, que dans le cas où elle est basée sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

Il n'est pas compétent pour connaître d'une demande en réduction ou en suppression d'une pension accordée à une femme par un jugement du Tribunal civil qui a prononcé le divorce à son profit.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le demandeur, M. Marie, ouvrier maçon, demeurant à Trouville, a fait

citer devant nous M^{me} Aimée Perchey, marchande de journaux, demeurant également à Trouville, aux fins de nous faire dire et juger qu'il est quitte et déchargé à l'égard de la défenderesse, son ex-épouse, de la pension alimentaire qu'il avait été condamné à lui servir; — Attendu qu'il résulte des explications fournies à l'audience par les parties, que les époux Marie Perchey furent déclarés séparés de corps et de biens par jugement du Tribunal civil de Pont-l'Évêque, en date du 10 mai 1898; — Que ce même jugement, rendu à la requête et au profit de la femme, condamnait Marie à faire à son épouse une pension alimentaire de 10 francs par mois; — Attendu que le jugement de séparation de corps et de biens prononcé entre les époux Marie Perchey a été, le 21 novembre 1904, converti en jugement de divorce; — Que le jugement de divorce ne faisant aucune allusion au maintien ou à la suppression de la pension alimentaire primitivement accordée à la dame Marie, née Perchey, Marie en conclut qu'il ne doit plus rien à son ex-femme et nous demande de le déclarer quitte et déchargé de la pension alimentaire de 10 francs par mois qu'il devait servir à la défenderesse; — Attendu que la défenderesse soutient que lorsqu'un jugement renferme des dispositions obscures ou ambiguës pouvant donner lieu à diverses interprétations, c'est au Tribunal même qui l'a rendu qu'il faut s'adresser pour qu'il explique le sens qu'il a voulu attacher à ces dispositions, et, dans ces conditions, nous demande de nous déclarer incompétent; — Attendu qu'aux termes de l'article 6, § 4, de la loi du 25 mai

1838, et de l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1905, le juge de paix n'est compétent, en matière de pension alimentaire, que pour celles qui sont fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil; — Que c'est au Tribunal civil qui prononce le divorce qu'il appartient, aux termes de l'article 301, d'allouer, s'il le juge utile, une pension alimentaire à l'épouse divorcée; — Par ces motifs, et statuant en premier ressort; — Nous déclarons incompétent, renvoyons les parties devant les juges qui doivent en connaître, etc. »

Observations. — Solution exacte et conforme au texte même de la loi du 12 juillet 1905 (art. 7).

Justice de paix du canton de St-Chinian
(Hérault).

Président : M. ROUANET, juge de paix.

23 janvier 1906.

Louage. — Locataire failli. — Déggradations et pertes. — Exception d'incompétence. — Rejet de l'exception. — Condamnation du syndic de la faillite. — Dépens.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en paiement de réparations locatives et des dégradations et pertes, sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs, et à charge d'appel à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, lorsque la demande n'a trait qu'à ces réparations ou dégradations, et nullement à des soustractions frauduleuses ou détournements d'objets.

Lorsque certaines réparations ont été faites par le locataire, il appartient au juge du litige d'apprécier celles qui restent à faire et de fixer le chiffre total qui peut

être dû au bailleur pour les dégradations et pertes.

Le syndic de la faillite peut être condamné es-noms à payer au bailleur les sommes à lui dues de ce chef par le locataire failli et les frais du procès.

Ainsi décidé par le jugement qui suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation de M^e Revel, huissier à Saint-Chinian, en date du 23 décembre 1905, annulant une assignation de M^e Roussel, huissier à Saint-Pons, en date du 27 novembre précédent, relative à la même affaire; — Vu notre jugement interlocutoire du 26 décembre dernier; — Vu les procès-verbaux de constat dressés les 23 novembre et 30 décembre 1905; — Vu le rapport de l'expert Victor Eugoué, dressé le 30 décembre dernier et déposé au greffe de cette Justice de paix, le 6 janvier 1906; — Ouf les parties en leurs dires, fins, conclusions et explications; — En la forme : — Attendu que, suivant exploit de Revel, huissier à Saint-Chinian, en date du 23 décembre 1905, M. Denis Cougneuc père réclame à M. René Treille, syndic de la faillite de la dame Elise Bergougnoux, veuve Séverac, la somme de 500 francs avec intérêts, dommages de droit et dépens, pour divers objets qui ont disparu des locaux précédemment occupés par ladite dame veuve Séverac et le syndic Treille, dans une maison appartenant au demandeur, et les réparations locatives mises par le bail, la loi ou les usages locaux, à la charge des locataires; — Attendu que l'affaire appelée à l'audience du 26 décembre, le demandeur, représenté par M. Gau,

agent d'affaires à Saint-Chinian, son mandataire régulier, a demandé l'adjudication des fins et conclusions de la citation précitée et, subsidiairement, une visite des lieux avec expertise; — Que le défendeur s'y est opposé; — Attendu que, conformément à notre jugement interlocutoire, rendu à la même audience du 26 décembre 1905, tous droits, moyens, actions et exceptions des parties demeurant expressément réservés, nous nous sommes transporté, le 30 du même mois de décembre, sur les lieux litigieux situés à Cessenon; que nous y avons remarqué, assisté de l'expert désigné et en présence des parties intéressées, que les pièces précédemment occupées par la dame veuve Séverac et le syndic Treille ont été récemment réparées et qu'elles sont prêtes à être occupées, à l'exception toutefois d'une vaste remise ayant servi d'atelier, où il existe beaucoup de clous plantés sur les murs, les battants du portail de la façade extérieure; que des trous ont été faits et non bouchés dans un battant de ce portail, la porte d'un placard et dans les murs qui sont en partie dégradés; — Que les réparations effectuées ont été faites par un sieur Noël Bascou, entrepreneur à Cessenon, sur l'ordre du propriétaire, demandeur, qui les a payés audit Bascou, d'après une facture acquittée qu'il nous a présentée s'élevant à 111 fr. 12; — Attendu que de l'enquête à laquelle nous avons procédé sur les lieux litigieux, en présence des parties, le même jour 30 décembre 1905, il résulte que dans la première pièce du rez-de-chaussée, qui a servi de magasin de vente, il y a eu une che-

minée en marbre noir déplacée, qu'elle a été ensuite supprimée; que la dame veuve Séverac a fait sceller des consoles en fer pour supporter des étagères le long des murs de cette pièce; qu'elle a aussi fait placer des pitons au plafond pour supporter des tringles en fer et divers objets; que l'enlèvement des consoles et pitons ont rendu indispensable le recrépissage complet des murs et plafond de cette pièce; que ladite dame veuve Séverac a fait démolir une partie du foyer de la cheminée de la cuisine pour y placer un fourneau, et que les matériaux qui ont été enlevés, avec les planches-étagères d'un placard de cette cuisine, ont disparu; — Attendu que l'expert a rédigé un rapport succinct qui a été déposé au greffe de cette Justice de paix, le 6 janvier courant, dans lequel il déclare que les réparations exécutées sont bien faites et que la maison est en tous points habitable; — Que la somme de 111 fr. 12, détaillée dans la facture du sieur Noël Bascou, représente réellement la valeur des travaux effectués et des fournitures employées à la restauration d'une partie des locaux qui avaient été précédemment loués à la dame veuve Séverac, occupés par elle et les gens de sa maison d'abord, le syndic Treille ensuite, jusqu'au 23 novembre 1903; — Attendu que l'affaire étant revenue en cet état à l'audience publique du 9 janvier 1906, les parties ont de nouveau comparu, le mandataire du demandeur a retiré les conclusions par lui précédemment formulées, a lu et déposé de nouvelles conclusions par lesquelles il demande à ce qu'il soit fait droit à l'exploit introductif

d'instance dans toute sa teneur, et a fait verbalement toutes réserves au sujet d'un jugement rendu par le Tribunal civil de Saint-Pons, le 16 mars 1905, entre son client et la dame veuve Séverac, dont il ignore, dit-il, la teneur ; — Le défendeur a conclu à ce qu'il plût : 1° accepter l'incompétence *ratione materis* formulée par lui au sujet de soi-disant détournements d'objets ; 2° rejeter purement et simplement la demande en 500 francs pour réparations locatives, comme injuste et non fondée, en débouter le demandeur ; 3° rejeter également la demande de ce dernier en tels dommages que de droit, l'en débouter ; et 4° condamner le demandeur en tous les frais, en tous cas déclarer les frais d'expertise frustratoires et les laisser à la charge dudit Cougneuc ; — Au fond : — Sur l'exception d'incompétence *ratione materis* : — Attendu qu'aux termes de l'article 4 de la loi Cruppi du 12 juillet 1905, les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs et, à charge d'appel, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever : des réparations locatives des maisons ou fermes ; des dégradations et pertes dans les cas prévus par les articles 1732 et 1733 du Code civil, c'est-à-dire lorsqu'elles arrivent pendant la jouissance du preneur, par son fait, celui des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires ; à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute ; — Attendu que les demandes contenues dans l'exploit introductif d'instance n'ont trait qu'à des réparations locatives, à des dégradations et pertes dans les cas prévus par les articles précités ; — Qu'il ne s'agit nulle-

ment de soustraction frauduleuse, de détournements d'objets ; qu'aucune plainte n'a été formulée, qu'aucune poursuite n'a été exercée à ce sujet ; — Qu'il n'y a donc pas lieu de faire droit à l'exception d'incompétence soulevée par le défendeur, et qu'il convient d'examiner les diverses demandes qui sont portées devant nous ; — Sur l'action principale (réparations locatives, dégradations, pertes) : — Attendu que le législateur de la loi du 12 juillet 1905, ayant supprimé ces mots : *mises par la loi à la charge des locataires*, contenus dans l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent maintenant des réparations locatives qui sont mises à la charge tant du bailleur que du preneur par une clause du contrat de bail qui les lie, quel que soit le chiffre de la demande ; que leur compétence est aujourd'hui illimitée sur ce point, ainsi que l'a reconnu M. le garde des sceaux, lors de la discussion du projet de loi, qui a eu lieu au Sénat, dans la séance du 17 mars 1905 ; — Attendu que, suivant bail reçu par M^e Vincent Lavit, notaire à Cessenon, en date du 20 décembre 1903, enregistré, M. Denis Cougneuc père a loué, moyennant un loyer annuel de 400 francs, à la dame Elise Bergognoux, veuve Séverac, une partie de la maison qu'il possède à Cessenon, sur la place de l'Eglise ; que cette partie louée comprend : au rez-de-chaussée, trois pièces dont une servant de magasin de vente d'articles de ferblanterie, une autre attenante servant de cuisine et une grande pièce servant d'atelier ; au premier étage, cinq pièces servant de chambres, se trouvant contiguës

ou séparées entre elles par un corridor ; — Que, dans cet acte authentique, il est indiqué : au paragraphe 2°, que les réparations locatives demeureront à la charge de M^{me} veuve Séverac ; au paragraphe 3°, qu'aucun changement dans les dispositions des pièces affermées ne pourra être fait sans le consentement par écrit du bailleur ; au paragraphe 5°, que la preneuse entretiendra les locaux loués en bon état de réparations locatives, pour les rendre dans le même état à l'expiration du bail ; — Attendu qu'il n'a pas été fait d'état des lieux au commencement du bail ou au moment de la prise de possession des locaux loués ; que, d'après l'article 1734 du Code civil, il est à présumer qu'ils étaient en bon état à ce moment ; — Qu'ils devaient être rendus en cet état le 23 novembre 1905, ce qui n'a pas été fait, d'après le procès-verbal de constat dressé par l'huissier Revel, en présence des parties, le même jour ; — Attendu que, lorsque le locataire a quitté les lieux, son obligation d'effectuer les réparations locatives à sa charge se transforme en une obligation de payer au propriétaire une somme d'argent représentant la valeur de ces réparations ; — Que le propriétaire n'est pas obligé de permettre au locataire, après le départ de ce dernier, d'effectuer en nature les réparations locatives qui lui incombent, mais qu'il peut les faire exécuter lui-même, en réclamer le paiement et demander des dommages pour le temps qu'il a dû employer à faire exécuter ces réparations ; — Attendu que celles qui ont été effectuées par le sieur Bas-coul, sur l'ordre du demandeur,

après avoir été examinées sont toutes des réparations locatives mises par le contrat de bail, la loi ou les usages locaux, à la charge des locataires ; — Qu'elles n'ont pas été occasionnées par l'usure, la vétusté ou le défaut de la chose louée, et que moins de trois ans se sont écoulés depuis le commencement du bail (1^{er} janvier 1904) ; — Qu'elles sont bien faites, et que la somme de 111 fr. 12 représente la valeur réelle des travaux faits et des fournitures employées, d'après l'expert Eugoué très compétent en cette matière ; — Qu'il y a cependant lieu d'y ajouter les frais qui seront occasionnés par les dégradations qui n'ont pas été réparées et le montant des pertes éprouvées ; — Attendu que les dégradations qui n'ont pas été réparées, et qui sont à la charge des locataires, à la porte du placard de la cuisine, à l'atelier de ferblanterie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et au portail de cet atelier, peuvent être évaluées, d'après l'avis verbal du même expert, à la somme de 23 francs, en tenant compte que le propriétaire est en droit de demander le remplacement total des planches qui ont été trouées ; — Attendu que la perte éprouvée par le propriétaire de quelques planches-étagères du placard, des matériaux du foyer de la cheminée de la cuisine comprenant cent quarante pavés de Trèves rouges vernis, peuvent valoir, d'après les dires du même expert, 25 francs, en tenant compte que les matériaux usagés n'ont plus la même valeur que lorsqu'ils sont employés neufs ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de faire supporter aux locataires le montant de la valeur de la cheminée en marbre noir qui

aurait été enlevée de la première pièce du rez-de-chaussée, la preuve de cette perte n'ayant pas été rapportée par le propriétaire ; — Qu'en effet, le seul témoin de l'enquête, Conquil, est affirmatif sur ce point, mais qu'il a été reproché avec juste raison, l'énumération de l'article 283 du Code de procédure civile n'étant que démonstrative et non limitative, les juges ayant un pouvoir souverain pour écarter les dépositions qui leur paraissent suspectes ; — Que, d'ailleurs, si sa déposition a été reçue, sans opposition du défendeur, au moment de l'enquête, c'est parce que, l'affaire étant en premier ressort, on a voulu laisser aux juges de première instance et d'appel la faculté de l'admettre ou de la rejeter ; — Que cette déposition n'est corroborée ni précisée par aucun des autres témoins entendus ; — Que, si plusieurs témoins déclarent qu'il a existé une cheminée en marbre noir dans la première pièce du rez-de-chaussée, ils n'ont pu préciser si c'est avant ou après le commencement du bail ou de la prise de possession des locaux loués par la dame veuve Séverac ; — Qu'il y a tout lieu de supposer que cette cheminée avait été enlevée avant cette prise de possession, comme le déclare le cinquième témoin Raymond Louis, et puisque, quand la veuve Séverac s'est installée et a fait apposer des étagères contre les murs, cette cheminée n'y était plus (déclaration du même témoin) ; — Attendu qu'en ce qui concerne la plaque en fonte, il n'y a pas lieu d'en faire état, le demandeur n'ayant pas attiré l'attention des témoins sur ce point, n'en parlant point dans ses conclusions, et le défen-

deur prétendant qu'une plaque en fonte a été laissée au propriétaire au moment de la vente de toutes les marchandises et objets mobiliers garnissant les locaux loués ; — Attendu, en résumé, que les réparations locatives payées au sieur Bascoul par le demandeur s'élèvent, d'après le détail contenu dans sa facture acquittée du 29 décembre 1905, à la somme de 111 fr. 12, à laquelle il convient d'ajouter : 1° celle de 23 francs, pour les dégradations qui n'ont pas été réparées, et 2° celle de 25 francs, pour les pertes éprouvées ; soit, au total, celle de 159 fr. 12, montant de la juste indemnité due au propriétaire pour les réparations locatives qu'il a fait exécuter, les dégradations non réparées et les pertes éprouvées ; — Sur les dommages : — Attendu que tout locataire doit, avant de quitter les locaux qu'il a occupés, faire effectuer à ses frais les réparations locatives qui lui incombent et laisser les lieux loués dans le même état d'ordre et de propreté qu'il les a trouvés ; — Que, s'il ne l'a pas fait, le propriétaire peut prétendre à des dommages pour le temps qu'il emploie à les faire exécuter et la non-location qui en résulte pendant leur durée ; — Attendu que la demande de M. Denis Cougneuc père n'est nullement précise ni déterminée sur ce point ; qu'il nous est impossible de l'examiner et d'y faire droit en ce moment, mais qu'il convient de lui réserver tous ses droits et moyens en ce qui la concerne ; — Sur les dépens : — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; que la visite

des lieux avec l'assistance d'un expert compétent en la matière et une enquête sur les lieux litigieux étaient nécessaires ; qu'il y a donc lieu de comprendre tous ces frais dans le total des dépens à la charge de la partie qui doit les supporter ; — Par ces motifs ; — Vu l'article 4 de la loi Cruppi du 12 juillet 1905, 130 du Code de procédure civile ; — Statuant en audience publique, par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Repoussons l'exception d'incompétence soulevée et nous nous déclarons compétent ; — Condamnons M. René Treille, en qualité de syndic de la faillite de la dame veuve Séverac, à payer à M. Denis Congneuc père la somme de 150 fr. 12 pour les causes susénoncées ; — Le condamnons, en la même qualité, en tous les dépens ; — Réserveons au demandeur tous ses droits et moyens en ce qui concerne sa demande en paiement de dommages pour le préjudice qu'il prétend avoir éprouvé. »

Observations. — Jugement exact en fait et en droit ; aussi a-t-il été accepté par les parties en cause et exécuté sans appel.

Justice de paix du canton de Villandraut
(Gironde).

Président : M. DELRIVAL, juge de paix.

28 juin 1906.

Demande en paiement de fournitures. — Reconnaissance d'une partie de la dette. — Prescription. — Aveu. — Nouvelle période de prescription. — Partage des dépens.

La reconnaissance de dette ne fait que

substituer une nouvelle période de prescription à celle qui est en cause.

Lorsqu'il y a reconnaissance d'une partie de la dette, le demandeur ne peut réclamer en justice, alors que la prescription est acquise au défendeur pour le surplus, que le montant de la dette reconnue.

Lorsque les parties succombent respectivement, le juge peut partager entre elles les dépenses de l'instance dans les proportions qu'il juge équitables.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

« Nous, Juges DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance et les articles 1356, 2272, 2274 et 2275 du Code civil ; — Oui les parties en cause, en leurs explications et conclusions ; — Attendu que, par exploit de M^e Sore, huissier près cette Justice de paix, Maldérou a fait citer Brillion-Darriet à comparaître à l'audience du 21 du même mois, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 39 fr. 65, qu'il lui doit pour fournitures de vin, les intérêts de cette somme et les dépens ; — Attendu qu'à notre audience publique dudit jour 21 juin, M. Royer, mandataire, suivant pouvoir enregistré de Maldérou, a comparu et a demandé, au nom de son mandant, l'adjudication des conclusions de son exploit ; — Que Brillion-Darriet a également comparu et a prétendu ne devoir sur la somme réclamée que celle de 25 francs, qu'il a offerte à la barre, ajoutant que les fournitures dont le prix est réclamé remontant à plusieurs années, il invoquait la prescription pour ce qui excédait la somme de 25 francs ; — Attendu que, pour se libérer de la dite somme de 25 francs, le défendeur, s'étant retourné vers le man-

dataire du demandeur, a offert à ce dernier un billet de banque de 50 fr. ; — Qu'à ce moment a eu lieu, entre les parties, un colloque à demi-voix que le juge ni le greffier n'ont pu saisir, et à la suite duquel le cité, élevant fortement la voix, s'est écrié : « Vous êtes trop exigeant, il y a plus d'un an que vous auriez dû réclamer ; j'oppose la prescription » ; — Qu'en prononçant ces derniers mots, il s'est retiré de la barre, et que le mandataire de Maldérou a demandé le renvoi à huitaine ; — Attendu que l'affaire réappelée à l'audience publique de ce jour, le demandeur en a de nouveau conclu à l'adjudication des conclusions de son exploit, le cité ayant à l'audience précédente, suivant lui, reconnu devoir la somme de 39 fr. 65 ; — Attendu que Brillon-Darriet soutient qu'il n'a nullement reconnu devoir cette somme, mais seulement celle de 25 francs, qu'il a offerte ; — Qu'il est vrai qu'offrant un billet de 50 francs pour effectuer ce paiement, il avait, sur les instances de son adversaire et ce à titre purement transactionnel, consenti à payer une somme égale à celle réclamée, mais pour solde de tout compte soit de fournitures, soit pour tous frais faits dans la présente instance ; — Que le demandeur ayant exigé le paiement de tous frais faits, il s'y était refusé et avait quitté la barre en renouvelant son refus et en opposant de nouveau la prescription ; que le demandeur n'ayant pas accepté son offre, il se borne actuellement à maintenir purement et simplement son offre primitive de 25 francs, qu'il avait toujours reconnu devoir, tout en continuant à invoquer la prescription

pour le surplus ; — Attendu que, s'il est exact que Brillon-Darriet ait, au moment indiqué, reconnu devoir la totalité de la somme réclamée, ainsi que le soutient le mandataire susnommé, ce dernier a incontestablement à s'imputer la faute de ne pas avoir fait constater cette reconnaissance par le juge en dehors duquel elle se serait produite ; qu'ayant omis de le faire, il s'est ainsi placé dans l'obligation d'en rapporter la preuve, ce qu'il ne fait pas ni n'offre pas de faire ; — Attendu, d'une part, que l'aveu est indivisible en principe ; — Qu'il ne peut, en effet, être divisé que lorsqu'il est d'une invraisemblance grossière ; lorsqu'il porte en lui-même la preuve du mensonge ou de la fausseté ; lorsqu'il porte sur deux faits distincts et non connexes, ou lorsque le fait est prouvé en dehors de l'aveu, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce ; — Attendu, d'autre part, toujours en ce qui concerne la différence existant entre la somme réclamée et celle reconnue et offerte, que la fourniture dont il s'agit a été faite depuis plusieurs années ; que le défendeur invoque la prescription annale de l'article 2272 du Code civil, exception qui s'attache à l'expiration même du temps écoulé ; — Attendu que le demandeur prétend en outre, il est vrai, que Brillon-Darriet a reconnu, sur billet d'avis, devoir la somme totale de 39 fr. 65, ce qui aurait interrompu la prescription ; — Mais attendu qu'il est de jurisprudence certaine que la reconnaissance de dette ne fait que substituer une nouvelle période de la même prescription à celle qui est en cause ; qu'alléguant l'interruption de la prescription par une

reconnaissance de la dette, le demandeur doit établir que cette reconnaissance a eu lieu moins d'un an avant la citation ; — Attendu que la reconnaissance faite sur billet d'avis et dont se prévaut le demandeur remonte, d'après les registres du greffe, au 23 mai 1905 ; — Que la citation n'ayant été donnée que le 15 juin 1906, il résulte qu'il s'est encore écoulé plus d'un an entre ces deux dates ; — Attendu qu'il est donc certain que le demandeur, ne se trouvant pas dans l'une des conditions énoncées au paragraphe 2 de l'article 2274 dudit Code, ne peut échapper à l'étreinte de l'exception péremptoire et absolue invoquée par le défendeur ; qu'au surplus, Maldérou n'a pas déféré le serment à Brillon-Darriet, seule ressource qui lui restait ; — Attendu que toute partie qui succombe est tenue aux dépens ; — Attendu que les parties succombent respectivement ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort ; — Donnons acte de l'offre faite à la barre par Brillon-Darriet de la somme de 25 francs ; — Le condamnons à payer cette somme au défendeur, pour les causes susénoncées, et aux intérêts de droit à partir du 15 de ce mois, jour de la demande ; — Disons qu'il sera fait masse des dépens, qui seront supportés dans la proportion d'un tiers par le demandeur et deux tiers par le défendeur. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence. Il est à remarquer qu'en l'espèce la prescription à court terme ne paraissait guère fondée ni applicable.

On sait que cette prescription est fondée sur une présomption de paiement. Or, les propos tenus à l'audience par le défendeur semblent de nature à écarter toute présomption de paiement.

Justice de paix du canton de L'Isle-Adam
(Seine-et-Oise).

Président : M. LUCAS, *, A. O., C. ✕ ☼
juge de paix.

11 juin 1902.

*Aveu. — Demande en compensation. —
Enquête. — Preuve insuffisante.*

L'aveu judiciaire indivisible doit être basé sur des faits bien précis, bien distincts. Si cet aveu est fondé sur la compensation, il faut que l'on prouve au Tribunal que cette compensation a réellement existé et qu'elle est justifiée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant que la veuve C... a actionné devant nous le sieur L..., pour avoir jugement d'une somme de 63 francs pour prix de différents objets mobiliers vendus par elle à L... ; — Considérant que, par citation en date du 25 mai, enregistrée, L... a bien reconnu à l'audience du 4 juin 1902 devoir à la femme C... la somme de 63 francs pour prix d'une voiture de bois et d'autres objets que la veuve C... lui a vendus, mais qu'il affirme avoir remboursé par compensation cette somme à la veuve C... et qu'il offre d'en faire la preuve par témoins ; — Considérant en outre que L..., par citation en date du 20 mai, actionne la veuve

C..., reconventionnellement, pour avoir paiement d'une somme de 150 francs pour travaux de culture par lui faits à la veuve C., somme qui compense bien au-delà celle que lui réclame la demanderesse ; — Que cette attitude prise par L... constitue un aveu judiciaire, selon les termes de l'article 1356 du Code civil ; qu'il y a donc lieu d'examiner quels doivent être les effets de cet aveu et les conditions de sa valeur ; — Considérant que, si l'aveu fait en Justice est indivisible, il faut qu'il se fonde sur des faits précis et distincts, c'est-à-dire que, si un débiteur, reconnaissant sa dette, soutient que cette dette est éteinte par compensation, il faut qu'il établisse que cette compensation a pu exister et est justifiée ; — Attendu qu'à l'audience du 28 mai nous avons ordonné l'enquête réclamée par L..., et qu'à l'audience du 4 juin les nommés Langlassé et Briche ont fait des dépositions sans aucune valeur ; — Que ces dépositions ambiguës et embrouillées n'ont rien de précis, de catégorique ; — Que les témoins hésitent, reviennent à chaque instant sur ce qu'ils viennent de déclarer une minute avant, [et que ce manque de précision, ces hésitations constantes peuvent, si non paraître suspectes, ne sont pas en tous cas de nature à inspirer confiance ; — Considérant, en outre, qu'il est absolument essentiel de constater qu'à l'audience du 28 mai 1902, dans laquelle L..., tout en reconnaissant la dette de 63 francs réclamée par la veuve C..., prétendit avoir éteint cette dette en nourrissant pendant trois mois le cheval de la demanderesse ; — Qu'à l'instant même, la veuve C... pré-

sente à L... un reçu de 63 fr. 75 pour la nourriture dudit cheval ; — Que L... déclara alors que cette pièce était fausse, comme il l'avait, du reste, catégoriquement déclaré à l'audience de conciliation, et qu'il finit cependant, sur le bon conseil de son défenseur, par reconnaître que ce reçu n'avait pas été délivré par lui, mais que c'était sa femme qui l'avait signé ; — Que cette attitude de L... ne nous inspire aucune confiance ; — Attendu, en droit, que les résultats d'une enquête ne lient pas absolument le juge, même quand cette enquête donne de meilleurs résultats que celle-ci ; — Que le juge doit apprécier, d'après les débats, le degré de confiance que méritent les parties et les témoins, et décider si les déclarations des uns et des autres sont suffisamment probantes pour servir de base unique à son jugement ; — Attendu que la veuve C... reconnaît qu'en effet L... a souvent travaillé pour elle afin de la remercier des nombreux services qu'elle lui rendait constamment, mais non pas en paiement des effets mobiliers qu'elle lui a vendus dernièrement et dont elle réclame aujourd'hui le prix ; — Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la demande reconventionnelle de L..., fondée sur la compensation, ne paraît pas justifiée, et que, dès lors, son aveu judiciaire ne doit pas être accueilli ni reconnu indivisible avec les conséquences juridiques résultant de l'économie de l'article 1356 du Code civil ; — Par ces motifs, statuant par jugement en premier ressort, déclarons L... mal fondé en sa demande ; — Disons non recevable dans l'état la demande reconventionnelle, et en compensa-

tion du sieur L..., l'en déboutons et le condamnons à payer à la veuve C... la somme de 63 francs; — Condamnons L... aux frais et aux dépens de l'instance. »

Observations. — Lorsque, dans une action personnelle et mobilière, la demande n'est justifiée que par l'aveu du défendeur, cet aveu est indivisible, à la condition que les deux termes de l'aveu soient également précis et indiscutables. Par exemple, si le défendeur répond à la demande: « Oui, j'ai dû la somme réclamée, mais je l'ai payée », l'aveu est certainement indivisible, et le

demandeur doit être débouté. Mais si le défendeur oppose la compensation, son adversaire a certainement le droit d'exiger la preuve que la compensation a existé, qu'elle a été complète et incontestable. C'est donc avec raison que le juge saisi a autorisé l'enquête sur les prétendues créances opposées en compensation. Cette enquête n'ayant fourni aucun élément sérieux de preuve à l'appui des dires du défendeur, le juge devait nécessairement écarter l'exception de compensation et ne retenir que la partie de l'aveu qui constituait une reconnaissance de dette.

Justice de paix du canton de Sainte-Fey-la-Grande (Gironde).

Président : M. CORRE, juge de paix.

25 mai 1906.

Inventaire d'église. — Bris de vitrail. — Action en dommages-intérêts contre le curé, intentée par un héritier du donateur. — Réduction de la demande. — Compétence du juge de paix en dernier ressort.

Lorsqu'un vitrail donné à une église par un particulier a été brisé au cours de l'inventaire dressé par un agent du fisc, l'héritier du donateur est recevable et fondé à intenter une action en dommages-intérêts contre le curé de l'église, lorsque le curé, par sa conduite et ses agissements, a été cause des troubles qui se sont produits lors de l'inventaire, et spécialement du bris du vitrail.

Le demandeur peut au cours des débats, et avec le consentement du défendeur, réduire à 300 francs le taux des dommages-intérêts réclamés par la citation, de façon que l'affaire soit susceptible d'être jugée en dernier ressort par le juge de paix.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit, ensemble le délibéré du 11 mai courant ; — Attendu, tout d'abord, que le sieur Savariaud déclare réduire sa demande en dommages-intérêts à 300 francs, entendant ainsi rendre le Tribunal de céans compétent en dernier ressort ; que le cité, de ce interpellé, déclarant n'avoir rien à objecter, il échet de donner acte à toutes les parties de leurs dires et déclarations ; — Au fond : — Attendu que, soit par les termes de sa citation, soit par les conclusions posées à l'audience, le poursuivant demande : 1° que M. le curé de Caplong soit condamné à faire

replacer à ses frais un vitrail avec sa grille de même valeur que celui donné par sa famille à l'église de ladite commune, placé à l'une des baies de cette dernière et qui a été brisé lors de l'inventaire du 14 mai dernier, ledit vitrail portant le nom de la famille donatrice ; 2° que, faute par le cité de ce faire dans le délai d'un mois du prononcé du jugement à intervenir, ce dernier soit condamné à payer au demandeur 300 fr. de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé et aux fins d'établissement d'un nouveau vitrail ; — Qu'en réponse à cette action le défendeur, tout en alléguant n'être pas responsable des « voies » de fait commises lors de l'inventaire de son église », prétend : 1° que Savariaud est irrecevable dans son action ; 2° « qu'à supposer qu'il démontrât être le représentant du donateur du vitrail, il est certain que cet objet ayant été incorporé à l'immeuble, la donation a un caractère irrévocable, ce qui rend tant le donateur que ses héritiers irrecevables à revendiquer le vitrail ainsi donné » ; — Qu'il conclut, en conséquence, à être renvoyé des fins de la demande sans dépens ; — En droit : — Sur le premier point : — Attendu que Savariaud, dont la qualité d'héritier direct du donateur du vitrail en jeu est certaine et ne saurait par suite être sérieusement contestée, a pu valablement intenter la présente instance comme exerçant d'abord une action personnelle et, en outre, comme faisant valoir les droits de la commune, propriétaire du monument dans lequel la dégradation s'est produite ; — a) Attendu, en effet, que le vitrail offert en 1880 à son église

par Savariaud père constituait une fondation pieuse, destinée à perpétuer par l'inscription qu'il portait le souvenir de sa famille et les sentiments religieux ayant présidé à la donation ; — Qu'il était ainsi intervenu entre l'auteur du poursuivant et ceux qui prenaient en charge cette fondation, en l'espèce la commune, propriétaire de l'église, et la fabrique et le desservant, usufruitiers de cette dernière, un véritable contrat synallagmatique au résultat duquel les bénéficiaires s'engageaient à respecter le vitrail dont s'agit et à le maintenir en perpétuelle demeure, sous peine d'être recherchés au cas d'avaries y survenant par leur fait ; — b) Que de plus, si aux termes de l'article 123 de la loi municipale du 5 avril 1884, tout contribuable inscrit au rôle de la commune doit, pour exercer les droits et actions de cette dernière, se munir préalablement de l'autorisation du Conseil de préfecture, il n'en est plus ainsi quand l'habitant revendique à l'encontre d'un tiers un droit *ut singuli*, c'est-à-dire un droit qui lui est propre et qui ne compète pas à la collectivité composant la commune (D., *Supplément au Répertoire*, t. III, n° 827 et 828, p. 139) ; — Qu'ainsi la demande a été valablement formée par Savariaud et qu'elle doit, en principe, être accueillie par le Tribunal ; — Sur le deuxième point : — Attendu que l'allégation du défendeur met le Tribunal dans la nécessité d'apprécier successivement les deux termes de la demande alternative formée par le poursuivant ; — Rétablissement du vitrail brisé : — Attendu, à ce point de vue, que Savariaud ne paraît pas fondé à

réclamer au curé de Caplong le rétablissement d'un vitrail et d'une grille destinés à remplacer ceux brisés à l'occasion de l'inventaire, du 14 mars dernier ; — Qu'en effet, comme conséquence de l'article 4 de la loi du 9 décembre 1903, l'association cultuelle qui prendra la place de l'ancienne fabrique à qui les biens de celle-ci seront attribués et qui aura la jouissance de l'église pourra seule agir à cet égard contre celui par la faute duquel aura été dégradé un des biens à elle attribués et devenus sa propriété personnelle ; qu'au surplus, la fabrique actuelle qui vit encore pourrait agir, cet établissement ne devant disparaître qu'à partir de la constitution de l'association cultuelle de laquelle dépendra l'église ou qu'à l'expiration du délai prévu par la loi pour sa constitution, si cette dernière ne s'est pas produite ; — Que, de ces considérations, il apparaît donc que Savariaud n'a pas qualité pour actionner en rétablissement dudit vitrail, et qu'il s'agit alors d'examiner la demande en dommages-intérêts, seule à retenir aux débats ; — Dommages-intérêts : — Attendu qu'à cet égard il échet de préciser si le poursuivant qui, aux termes de l'article 7, dernier alinéa de la loi de séparation, a une action en reprise ou en revendication pour l'objet donné, doit reprendre ce dernier dans l'état où il se trouve actuellement sans pouvoir rien réclamer de plus, ou si, au contraire, l'établissement religieux était censé n'en avoir jamais été propriétaire, le donateur ou qui que ce soit son ayant droit peut demander des dommages-intérêts à celui qui lui paraît responsable de la dégradation survenue ; — At-

tendu que l'action en reprise ou en revendication dont il vient d'être parlé n'est, en aucune façon, imposée au donateur d'un objet comme celui visé au procès actuel ; qu'étant données les circonstances dans lesquelles le vitrail a été offert à l'église de Caplong, le cité ne saurait utilement soutenir que la restitution de ce dernier à la famille Savariaud, tel qu'on le retrouve aujourd'hui, le met à l'abri de toute recherche touchant le bris dont il a été l'objet ; qu'une seule obligation résulte de l'article 7 susvisé, celle pour l'intéressé d'exercer l'action en reprise dans un délai de six mois à dater de l'insertion au *Journal officiel* de l'arrêté préfectoral ou du décret approuvant l'attribution ; que, par suite, l'action en reprise dont s'agit est une simple faculté pour le donateur d'un bien mobilier, et qu'il n'y a lieu dans ces conditions de s'arrêter à cette première théorie ; que le Tribunal est ainsi amené à envisager la seconde ; — Attendu que, dans cette hypothèse, le donateur doit être considéré, par exception à la règle « donner et retenir » ne vaut », comme n'ayant jamais cessé d'être propriétaire de l'objet donné ; — Qu'en effet, si la loi de séparation prévoit une revendication possible de la part du donateur, c'est qu'elle pense que l'objet avait été donné sous certaines conditions ou charges qui cessent d'être remplies avec elle ; que la donation se trouvant résolue, les effets en découlant remontent aux termes de l'article 1184 du Code civil, au jour même du contrat ; qu'ainsi Savariaud doit être considéré comme ayant toujours été propriétaire du vitrail en question ; que ce n'est

point le vitrail de la fabrique ou de la future association cultuelle qui a été brisé, mais le sien propre ; que, par suite, ne le retrouvant pas dans l'état où normalement il eût dû lui être représenté, il est en droit de réclamer de justes dommages-intérêts à la personne responsable de la dégradation dont il a souffert ; — Sur la responsabilité : — Attendu qu'aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil, tout fait quelconque de l'homme qui cause du dommage à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, chacun étant en outre responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence ; — Que ce principe général exerce sa puissance, non seulement sur les actes et les faits accidentels de la vie privée, mais encore sur ceux qui se rattachent à l'exercice des diverses professions ; que c'est principalement lorsqu'il s'agit de cet exercice que l'on est responsable envers les tiers, non seulement de son imprudence ou de sa légèreté, mais encore de l'ignorance de ce que l'on doit savoir (Conclusions de M. le procureur général Dupin, requête 18 juin 1835, Dalloz, *Jur. gén., Responsabilité*, n° 129, 2°, p. 317, en note colonne 2) ; — Que, par suite, M. le curé de Caplong ayant la disposition comme représentant son évêque, et se trouvant ainsi usufruitier de l'église de cette commune (art. 12 et 28 du Concordat), préposé en cette qualité à la garde et à la conservation des objets de toute nature pouvant s'y trouver et étant, en outre, seul à exercer la police dans le monument et ses dépendances (art. 9 de

la loi organique, Dalloz, *Supplément au Répertoire*, t. IV, n° 240, 241, 244, p. 514 et 515, Cour de Toulouse, 24 décembre 1885), devait savoir que la loi du 9 décembre 1905, en prescrivant l'inventaire, serait, comme toutes les autres lois, exécutée de gré ou de force, et qu'en s'opposant à cette formalité purement conservatoire en laissant ou en faisant barricader intérieurement la porte d'entrée du bâtiment, il mettait l'agent du fisc dans l'obligation d'y pénétrer par ailleurs; — Qu'en droit, sa résistance se trouve ainsi absolument injustifiée et que lui seul est donc responsable des conséquences en dérivant et spécialement du bris de vitrail qui s'est produit; — Attendu, enfin, que l'action ne pouvait être dirigée que contre le défendeur, le maire n'ayant pas à être mis en cause, puisque la commune, propriétaire de l'édifice aux termes de l'article 75 du Concordat (Dalloz, *Supplément au Répertoire*, t. IV, n° 366 et 370, p. 546 et 547), n'a ni la jouissance ni la police de ce dernier, et la fabrique, d'autre part, étant un simple conseil, administrant les revenus de l'église, veillant à son entretien et à sa conservation, assurant l'exercice du culte (Dalloz, *Jur. gén.*, t. XIV, n° 381, § 3, p. 854) et entièrement étrangère par suite à la dégradation reprochée; — Qu'au surplus, le cité ayant, à deux reprises, déclaré au cours des débats entendre se cantonner uniquement sur le terrain du droit, il y a lieu de tenir pour constants et reconnus les faits visés par l'exploit introductif; — En fait : — Attendu qu'il est péremptoirement établi par les documents de la cause, que, le 14 mai dernier, au moment

où M. le percepteur des Lèves, chargé de procéder, conformément à l'article 3, § 2, 3 et 4, de la loi du 9 décembre 1905, à l'inventaire des biens de l'église de Caplong, se présentait devant cette dernière pour exécuter sa mission, M. le curé Caze, sur la demande de l'agent des domaines de lui remettre dans ce but la clef de l'église, la lui donna, en effet, mais que les tentatives pour en ouvrir la porte restèrent infructueuses, des objets de toute sorte ayant été entassés derrière elle afin de rendre impossible l'accès du bâtiment; — Qu'en livrant ainsi au représentant du fisc une clef qu'il savait pertinemment, comme ayant la police de l'église, ne pouvoir en rien lui faciliter l'accomplissement de sa tâche, le prêtre, pour lequel l'obéissance aux lois de son pays doit, comme pour tous les citoyens, être le premier des devoirs, cherchait donc, tout en entravant la formalité de l'inventaire, à déverser le ridicule sur celui qui devait y procéder, ce que sa qualité de ministre d'un culte lui interdisait plus qu'à tout autre; — Que force devant rester à la loi, le percepteur, afin de pouvoir pénétrer dans l'église, dut, au moyen d'une échelle, atteindre un vitrail, celui précisément donué par la famille du demandeur, et y pratiquer une ouverture suffisante pour y passer; — Que parvenu dans l'église, cet agent constata qu'en effet l'accès par la grande porte était manifestement impossible à raison des obstacles insurmontables accumulés contre elle; — Que vainement, par suite, le cité alléguerait-il avoir remis la clef de son église à première réquisition; qu'en fait cette clef ne pouvait en ouvrir la

porte; que le défendeur ne l'ignorerait point, les préparatifs de résistance effectués dans ce monument et les entraves matérielles apportées à l'inventaire n'ayant pu être faits à son insu et ayant vraisemblablement au contraire reçu son entière approbation, si même ils n'ont été imaginés et dirigés par lui en personne; que toute dénégation du cité quant à ce serait impossible, puisque : 1° la loi de 1884, en prescrivant dans son article 101 qu'une seconde clef de l'église sera, si le clocher n'en est pas indépendant, déposée entre les mains du maire de la commune pour en être fait usage dans les cas prévus par les lois et règlements, n'a porté aucune atteinte aux droits de police du curé, lesquels, dès lors, restent entiers (Dalloz, *Supplément au Répertoire*, t. IV, n° 126, p. 491); 2° l'article 614 du Code civil lui faisait une obligation de dénoncer à première tentative au propriétaire de l'édifice, soit au maire de la commune ès qualité, toutes usurpations ou attentats aux droits de ce dernier, sous peine de se rendre responsable du dommage pouvant en résulter pour lui; — Qu'en conséquence, en cherchant par des agissements peu dignes de son caractère de prêtre à faire échec à la loi et en obligeant le représentant des domaines à pénétrer dans l'édifice par une voie autre que celle accoutumée, le défendeur a été la cause directe du bris du vitrail de la famille Savariaud; qu'en fait, par conséquent, aussi bien qu'en droit, sa responsabilité est certaine; — Sur le chiffre des dommages : — Attendu, dès lors, qu'un préjudice indéniable a été éprouvé par le poursuivant, mais que celui-ci ne

cherche assurément point dans ce procès une spéculation; que des renseignements fournis au magistrat de ce siège par la maison ayant vendu le vitrail en litige, le prix d'un vitrail semblable mis en place avec sa grille serait de 190 francs; qu'il échet, en conséquence, de réduire à ce chiffre le quantum des dommages-intérêts à allouer, Savariaud les réclamant uniquement aux fins d'édification d'un nouveau vitrail; — Attendu, enfin, quant aux dépens, qu'il convient de les mettre à la charge de la partie qui succombe, par application de l'article 130 du Code de procédure civile; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Donnons acte à toutes parties de la réduction à 300 francs du chiffre de la demande, déclarons cette dernière bien fondée tant à la requête de Savariaud qu'à l'encontre du cité, et y faisant droit; — Réduisons à 190 fr. le quantum des dommages-intérêts à allouer; — Condamnons le défendeur à payer cette somme au poursuivant pour les causes visées aux motifs qui précèdent; — Rejetons comme inopérantes toutes autres demande ou défense, et condamnons, en outre, le cité en tous les dépens. »

Observations.— Ce jugement est intéressant à tous les points de vue, d'abord parce qu'il traite une question toute d'actualité, et ensuite parce qu'il a été rédigé avec beaucoup de soin et qu'il témoigne d'un grand effort d'ingéniosité pour motiver juridiquement une solution quelque peu étrange. Rendre un curé personnellement responsable des désordres ou des dégâts qui ont pu être

commis dans son église pendant la confection d'un inventaire, c'est là une idée qui n'est point banale, mais que nous ne saurions accepter, alors surtout que le fait dommageable a été accompli par le représentant de l'autorité lui-même. En fait, rien n'établit que le vitrail brisé l'ait été sur l'indication du curé ni par suite de ses agissements. Le percepteur pouvait renoncer momentanément à dresser l'inventaire, remettre cette opération à un autre jour ou décider que la barricade dressée derrière la porte serait enlevée par la force publique. Il a préféré entrer par escalade en brisant une fenêtre; c'est là un acte personnel au percepteur, qui, certainement, n'a pas été suggéré ni imposé par personne. L'attitude du curé, quelque fâcheuse et blâmable qu'elle ait été, ne nous paraît pas de nature à le rendre personnellement responsable d'un fait dommageable commis par un autre que lui. Très fréquemment les opérations d'inventaire ont occasionné des désordres, et même des dégradations; mais personne n'a jamais songé à en faire supporter les frais au curé de l'église qui est le premier à en souffrir. Souvent même il est impuissant à empêcher les dégradations commises par une foule ameutée, à plus forte raison quand l'auteur du dommage est un agent de l'Etat. Nous pourrions aussi discuter la question de savoir si un héritier du donateur du vitrail avait qualité pour intenter l'action. Mais cette discussion nous entraînerait trop loin, et les motifs indiqués ci-dessus nous paraissent suffisants pour faire justice de la demande.

Cette demande, est-il dit dans la sentence, n'a pas été dictée par une

pensée de spéculation. Nous le voulons bien, et nous admettons que la passion politique, la haine du prêtre en général, en ait été le principal mobile. Tout le monde sait que la politique et le droit ne sont pas toujours en parfait accord. L'excellent esprit de notre correspondant, M. Corre, nous est garant qu'il ne s'est pas laissé guider par la passion pure. Mais son jugement, d'ailleurs bien fait, n'en reste pas moins, à nos yeux, critiquable. Aussi regrettons-nous que le défendeur au procès, en acceptant la réduction à 300 francs de la demande primitive, se soit fermé la voie de l'appel. La question méritait d'être examinée devant les deux degrés de juridiction.

Just. de paix du canton de Châteauneuf (Charente).

*Président : M. COURTENEUVE, Q A.,
juge de paix.*

9 mai 1906.

Rension alimentaire. — Femme séparée de fait de son mari. — Demande intentée par elle contre ses enfants. — Non-recevabilité de la demande.

Est non recevable et doit être rejetée la demande de pension alimentaire intentée par une mère contre ses enfants, alors que la demanderesse est mariée, séparée de fait seulement, et que son mari ne refuse pas de subvenir à ses besoins et l'a même fait sommer de réintégrer le domicile conjugal.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les articles 7 et 16 de la loi du 12 juillet 1905 ; — Vu les articles 205, 206 et 207 du Code civil ; — Vu les ar-

ticles 212 et 214 du même Code; — Vu l'article 9 du Code de procédure civile; — Attendu que la dame Honorine Prieur, épouse du sieur Boutin, est demanderesse à l'encontre de ses deux enfants, dont l'un du premier lit et l'autre du second, pour les faire condamner à lui payer une pension alimentaire de 400 fr., soit 200 francs pour chacun de ses enfants; — Attendu qu'aux termes de l'article 16 de la loi du 12 juillet 1905, nous avons autorisé la dame Boutin à ester en justice; — Attendu que le sieur Henri Mimaud, son fils, né du premier lit, négociant à Châteauneuf, comparant volontairement en conformité de l'article 9 du Code de procédure civile, ne conteste pas de venir en aide à sa mère, selon ses moyens, et que, du reste, il déclare s'en rapporter à la décision de la justice; — Attendu qu'il en est autrement de la part de dame Marguerite Boutin, épouse du sieur André Pouzout, représentée et autorisée par ce dernier en vertu d'un pouvoir régulier; qu'aux termes de ses conclusions ci-dessus décrites et dont lecture a été donnée à l'audience, il s'oppose formellement à la demande formulée par la citation introductive d'instance, que sa belle-mère, dit-il, n'a qu'à reprendre la vie commune chez son mari, et avec qui lui-même et sa femme habitent, et que là il lui sera fourni le nécessaire; — En fait : — Attendu que la demanderesse est séparée de fait seulement de son mari à la suite de deux procès intentés par elle, l'un en séparation de corps et l'autre en séparation de biens, et qu'elle a succombé même en appel par décision de la Cour de Bordeaux, en date du 3 juillet 1902; —

Qu'elle n'a pas, par suite de ces décisions judiciaires, et malgré une sommation de son mari, du 3 juillet 1902, réintégré le domicile conjugal; — Attendu qu'il y a cependant lieu de remarquer, par les explications de la demanderesse, que la vie commune offerte par son mari n'est plus possible et qu'elle ne peut se décider à la reprendre, afin de s'éviter des reproches qui motiveraient une nouvelle rupture; que son mari avait commencé à lui payer des notes-dépenses et lui venir en aide, mais qu'il s'est refusé de continuer; que, de ce fait, il est à supposer que la reprise de vie commune n'apparaîtrait pas sous un ciel bien pur; que c'est dans cette triste perspective qu'elle a pris la détermination de s'adresser à ses deux enfants pour lui venir en aide en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil; — En droit : — Attendu qu'aux termes de l'article 212 du Code civil, les époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance; — Qu'aux termes de l'article 214 du même Code, la femme est obligée d'habiter avec son mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider, que le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de sa vie, selon ses facultés et son état; — Attendu qu'il résulte des débats et notamment des dispositions des articles qui précèdent, que la pension alimentaire incombe d'abord au mari, qui, d'ailleurs, est dans une situation, par les apports de sa femme, à subvenir aux besoins de cette dernière, et pour l'instant ne saurait être à la charge des enfants, lorsque le mari offre de recevoir sa femme

et de lui fournir les aliments qu'il lui doit; que décider le contraire serait faire échec au droit du mari sur la femme, tel qu'il est précisé par les articles ci-dessus visés, puisque ce serait permettre à la femme de se soustraire aux obligations que la loi lui impose et de vivre à l'aide de secours que ses enfants lui fourniraient, séparée de son mari dont le droit est de la voir reprendre la vie commune; — Attendu, par suite, que l'action dont s'agit n'est pas recevable; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle : — Attendu que le sieur Pouzout à qualité réclame une somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts; — Attendu qu'il ressort des débats et de l'ensemble des éléments, que l'action intentée par la dame Boutin n'est nullement vexatoire ni préjudiciable aux époux Pouzout, que la demanderesse au principal n'a cherché et trouvé que ce moyen de s'assurer le nécessaire aux besoins de sa vie, qui, il est vrai, se trouve dans une fâcheuse situation, surtout qu'elle commence à être âgée et qu'elle ne peut faire qu'un petit travail peu rémunérateur; qu'il est regrettable de constater de pareils sentiments de famille; mais tant qu'elle ne sera pas séparée judiciairement, il lui incombe de s'incliner devant la rigueur des articles précités; que, dans ces conditions, on ne saurait faire état de la demande reconventionnelle, et, par suite, il y a lieu de la rejeter comme étant mal fondée; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort; — Déclarons la dame Boutin non recevable et mal fondée dans son action, l'en déboutons et la con-

damnons en tous les dépens pour les causes ci-dessus énoncées. »

Observations. — Solutions absolument exactes et que nous ne pouvons qu'approuver sur tous les points.

Justice de paix du canton de Vouvray
(Indre-et-Loire.)

Présid. : M. A. SQUANNEAU, juge de paix.

23 mars 1906.

Action possessoire. — Trouble remontant à plus d'un an. — Irrecevabilité.

Si le défendeur soutient que l'action possessoire n'a pas été introduite dans le délai de la loi, c'est au demandeur à prouver qu'il a la possession annale suivant la nature de l'objet auquel s'applique cette possession, et que cette action a été formée en temps utile.

Le juge de paix doit déclarer non recevable toute action possessoire intentée après l'expiration du délai légal et, ce moyen étant d'ordre public, les parties ne pourraient y renoncer ni proroger la juridiction du magistrat cantonal.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs dires, moyens et conclusions, et M^e Breton, avocat du barreau de Tours, en sa plaidoirie, pour le défendeur; — Vu l'article 23 du Code de procédure civile; — Vu l'article 7, § 2, de la loi du 12 juillet 1905; — Vidant notre délibéré; — En droit : — Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'article 7, § 2, de la loi du 12 juillet 1905, les juges de paix connaissent, à charge d'appel, des dénonciations de nouvel œuvre, plaintes, actions en réin-

tégrande et autres actions possessoires, fondées sur des faits commis dans l'année; — Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'article 23 du Code de procédure civile, les actions possessoires ne seront recevables qu'autant qu'elles auront été formées dans l'année du trouble par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible par eux ou les leurs, à titre non précaire; — Attendu que, si le défendeur soutient que l'action possessoire n'a pas été introduite dans le délai de la loi, c'est au demandeur, par application de l'article 1315 du Code civil, à prouver, d'une part, qu'il a la possession annale suivant la nature de l'objet auquel s'applique cette possession (Cass., 4 janvier 1875, D., 1876, I, 500; 14 mars 1881, D., 1882, I, 86), et, d'autre part, que cette action a été formée en temps utile, et ce, par tous les moyens que la loi met à sa disposition (Cass., 2 octobre 1891, S., 1892, I, 183; 27 février 1899, *Revue J. P.*, 1900, 77; *J. P.*, Langeais, 7 décembre 1900; *Monit. J. P.*, 1901, 68); — Attendu, enfin, que le juge de paix doit déclarer non recevable toute action possessoire intentée après l'expiration du délai légal; — Que ce moyen est d'ordre public, et que les parties ne pourraient même y renoncer ou proroger la juridiction du magistrat cantonal (Cass., 27 mai 1891, *Annales J. P.*, 1892, 11); — En fait : — Attendu que les demandeurs n'ont pu justifier de leur possession annale; — Qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, des renseignements fournis aux débats et de l'aveu même des demandeurs, que les faits par eux pris pour trou-

bles sont antérieurs au 7 mars 1905; — Que leur action n'ayant été formée que par exploit du 10 mars 1906, ils sont non recevables dans leur action en complainte et ne peuvent plus, dès lors, agir que par la voie pétitoire pour la sauvegarde de leurs intérêts et des droits qu'ils prétendent avoir; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire en premier ressort; — Déclarons les demandeurs non recevables et, en tout cas, mal fondés dans leur action en complainte possessoire comme ayant été tardivement introduite; — Les en déboutons et les condamnons aux dépens. »

Observations. — Certains droits, tels, par exemple, qu'une servitude de passage, n'ont besoin d'être exercés qu'à intervalles éloignés, et l'on admet en ce cas que la possession a pu être conservée *solo animo*, sans qu'un seul acte d'usage se soit produit dans l'année. Le jugement ne nous dit pas quel est le droit dont la continuation était revendiquée par voie d'action possessoire, mais nous connaissons assez l'expérience et le bon esprit de M. le juge de paix de Vouvray pour être convaincu que, dans l'espèce, il y avait lieu d'appliquer rigoureusement le délai légal.

Justice de paix du canton de Roquefort
(Landes).

Prés. : M. François LAMBERT, juge de paix.

15 mars 1906.

Saisie-arrest des salaires. — *Déclaration affirmative.* — *Demande en validité.* — *Exception de prescription.* — *Rejet des exceptions.* — *Dépens.*

En ce qui touche les prescriptions à court terme, le débiteur n'est pas recevable à les faire valoir lorsqu'il a commencé par nier la dette.

Si les livres de commerce ne font pas foi contre les personnes non marchandes des fournitures qui y sont portées, ils n'en constituent pas moins, lorsqu'ils sont bien tenus, un commencement de preuve par écrit qui autorise le juge à déférer au commerçant qui réclame son dû le serment supplétoire.

Ce serment prêté motive suffisamment la validation par le juge de paix de la saisie-arrest pratiquée par le créancier des salaires du débiteur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que, suivant exploit susénoncé et daté, MM. Malsan et fils, négociants en vins, domiciliés à Roquefort, ont fait pratiquer une saisie-arrest sur les salaires de M. Leparade, muletier à Retjons-Lugaut, entre les mains de M. Dubertrand, entrepreneur de transports en ladite commune, en vue d'avoir paiement d'une somme de 89 fr. 05 qu'ils prétendent leur être due pour solde de diverses fournitures de vins et eaux-de-vie faites audit Leparade au cours des années 1901, 1902 et 1903; — Que la saisie-arrest dont s'agit est régulière en la forme comme ayant été faite, à défaut de titre, dans les formes prescrites par la loi; — Qu'il en est de même de l'opposition qui l'a suivie, laquelle a été également faite dans les règles voulues; — Que l'action dont s'agit se présente en conséquence devant nous comme revêtue de toutes les formalités prescrites par la loi du 12 janvier 1905, et que nous ne pouvons que l'accueillir en la forme; — Attendu, en outre, qu'il résulte de la déclaration affirmative faite à une audience précédente par M. Dubertrand, tiers saisi, que les salaires de M. Lapa-

rade, débiteur saisi, s'élèvent à la somme mensuelle de 120 francs, et que le dixième en est bien retenu par lui; — Qu'il convient, dès lors, de donner acte au sieur Dubertrand de sa déclaration; — Attendu, au fond, que M. Leparade conteste le bien fondé de la saisie-arrest qui le frappe, affirmant qu'il ne doit rien à MM. Malsan, et disant que s'il a reçu d'eux des fournitures de vin et d'eau-de-vie, il s'en est libéré à des dates qui lui échappent, soit par des remises en nature, soit par des remises en argent; — Qu'il ajoute que deux règlements de compte avaient, du reste, eu lieu à cet effet, et qu'à la suite du dernier qui se soldait par un débet de 48 fr. 50 à lui imputable, il s'était libéré vis-à-vis de ses créanciers en mai, juillet et septembre 1902, croyait-il, par la remise d'un sac de seigle et de 10 quintaux de foin acceptés pour une valeur de 40 francs, ainsi que par le paiement d'une somme de 8 francs en argent; ajoutant que les 50 centimes formant le solde de sa créance lui avaient été alors abandonnés par ceux-ci à titre gracieux, et que, depuis, il ne lui avait été absolument rien fourni par eux; — Attendu que MM. Malsan et fils combattent ces prétentions et font remarquer à M. Leparade qu'il se trompe, lui disant que si les règlements de compte dont il parle ont en effet réellement eu lieu, les remises qu'il invoque n'ont jamais été, en revanche, effectuées pour solde, et qu'il a reçu enfin des fournitures de vins et eaux-de-vie depuis l'époque à laquelle il fait allusion; — Que livres de commerce et pièces de régie en mains, MM. Malsan et fils lui démontrent l'exacti-

tude de leurs dires et le prient de vouloir bien leur opposer une quittance pour solde ou une preuve contraire, mais que pour toute réponse, M. Laparade se contente d'opposer la prescription à ses adversaires; — Attendu que si, aux termes de l'article 1329 du Code civil, les livres des marchands ne font pas preuve contre les personnes non marchandes des fournitures qui y sont portées, ils n'en constituent pas moins, cependant, alors qu'ils sont bien et régulièrement tenus, un commencement de preuve qui autorise le juge à déférer au commerçant qui réclame le paiement de son dû le serment supplétoire; — Attendu qu'en la cause qui nous occupe, les livres qui sont mis sous nos yeux constituent bien pour nous, avec le relevé des expéditions faites à M. Laparade, délivré par l'administration des contributions indirectes qui les accompagne, des présomptions graves, précises et concordantes dont parle l'article 1353 du Code précité, nous permettant de déférer d'office aux créanciers saisissants, pour en faire dépendre et la décision de la cause et le montant de la condamnation, le serment dont il a été plus haut parlé; — Que M. Jean Malsan père, et M. Victor Malsan fils, interpellés tour à tour par nous de ce chef, après avoir été toutefois au préalable vivement invités à mûrement réfléchir à l'importance de l'acte qui leur était demandé, ont aussitôt, sans la moindre hésitation ni restriction, individuellement juré, la main droite levée, que les fournitures réclamées au sieur Laparade étaient bien et réellement dues, qu'elles n'avaient jamais été complètement réglées par

lui, que certaines d'entre elles avaient bien été livrées postérieurement aux règlements de comptes intervenus, et qu'enfin le solde par eux réclamés s'élevait bien à la somme de 89 fr. 05; — Qu'il convient, dès lors, de donner aux sieurs Malsan père et fils acte de leurs serments et de les faire bénéficier des suites qui en sont le corollaire; — En ce qui touche la prescription invoquée *in fine* par M. Laparade: — Attendu que s'il est vrai qu'aux termes de l'article 2224 du Code civil, la prescription peut être invoquée en tout état de cause, et que le seul moyen de la combattre (Cass., ch. civ., 4 novembre 1891) est de déférer à la partie qui se sert de cette arme, le serment prévu par l'article 2275 du Code précité, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée, il est non moins vrai de dire aussi que les prescriptions *brevis temporis*, et notamment celles dont s'occupe l'article 2272 du même Code, reposent toutes sur une présomption de paiement et ne peuvent être valablement invoquées, alors que, comme en la matière, cette présomption de paiement est repoussée tant par les circonstances de la cause que par la négation de la dette elle-même; — Que la doctrine et la jurisprudence sont constantes à ce sujet, et que quantité d'arrêts sanctionnent cette façon de voir (Cass., 10 février 1836, 25 février 1863, 31 juillet 1879 et 20 novembre 1889); — Qu'il y a lieu, par conséquent, de repousser l'exception soulevée par le débiteur saisi comme dernière branche de salut; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Donnons acte à MM. Malsan père

et fils, créanciers saisissants, du serment supplétoire par eux prêté, et à M. Dubertrand, tiers saisi, de sa déclaration affirmative; — Déboutons M. Laparade, débiteur saisi, de toutes ses demandes, fins et conclusions, et notamment de l'exception de prescription par lui soulevée *in fine*; — Déclarons régulière en la forme et juste au fond, la saisie-arrest pratiquée à son encontre par lesdits MM. Malsan et fils; — Les validons et disons, en conséquence, qu'elle sortira son plein et entier effet; — Ajoutons que M. Dubertrand aura donc à retenir à M. Laparade à toutes époques d'échéance le dixième de ses salaires s'élevant mensuellement à 12 francs; — Ordonnons également à M. Dubertrand de verser entre les mains de MM. Malsan et fils, seuls créanciers, les sommes déjà retenues par lui, ainsi que celles qu'il retiendra à l'avenir jusqu'à parfait paiement de leur créance en capital et frais, à moins toutefois que d'autres oppositions se produisent, auquel cas tous paiements devraient être vis-à-vis d'eux suspendus pour le produit de toutes retenues continuées être ensuite réparti en temps utile ainsi qu'il appartiendrait; — Condamnons enfin M. Laparade, débiteur saisi, aux dépens, etc. »

Observations. — Sur la première solution, la jurisprudence est depuis longtemps fixée dans le même sens. Les prescriptions à court terme sont basées sur une présomption de paiement. Cette présomption disparaît lorsque le défendeur a commencé par nier la dette ou lorsqu'il reconnaît n'avoir pas payé la somme réclamée (Cass., 20 novembre 1889,

ANNALES 1890, p. 390). La méconnaissance de la dette implique par elle-même le non-paiement. La seconde solution est également exacte. Voir notamment, par analogie, Cass., 7 novembre 1893, ANNALES 1894, p. 192. Voir aussi DÉCISIONS 1885, p. 204, et 1891, p. 238.

Justice de paix du canton de Louviers
(Eure).

Président : M. DORE, juge de paix.

16 mai 1906.

Distribution par contribution. — **Propriétaire.** — **Loyers dus.** — **Frais funéraires.** — **Privilège.**

Dans une distribution par contribution le privilège établi par l'article 2101 du Code civil doit primer le privilège du propriétaire pour les loyers à lui dus.

Ainsi décidé par le jugement qui suit :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement du 9 mai courant, l'article 15 de la loi du 12 juillet 1905, les articles 11 à 18 de la loi du 12 janvier 1895 et le décret du 8 février suivant; — Attendu que la somme à distribuer s'élève, d'après le certificat délivré par M. le préposé à la Caisse des dépôts et consignations établie à Louviers, à la somme de 188 fr. 71, y compris les intérêts calculés jusqu'au 9 du mois courant; — Attendu qu'elle provient du reliquat net du produit de la vente du mobilier dépendant des successions de M. Louis-Albert Godard, en son vivant cantonnier, demeurant à Grostheil, et de la dame Florentine-Marie Depierre, son épouse, décédés tous deux en leur domicile, à Grostheil, le 18 décembre 1904, à laquelle M. Louis-Ernest

Deglos, nommé administrateur provisoire des biens dépendant des dites successions par jugement du Tribunal civil de Louviers en date du 18 février 1905, a fait procéder par le ministère de M^e Maulieu, greffier de Justice de paix à Amfreville-la-Campagne, le 19 mars suivant; — Attendu que, par exploit de Rosset, huissier au Neubourg, en date du 18 mars 1905, M. Pitard (Xavier), propriétaire, demeurant à Paris, 7, rue de Coulmiers, a formé opposition sur le produit de ladite vente aux fins d'avoir paiement d'une somme de 1136 fr. 40 à lui due pour loyers par les feux époux Godard; — Attendu que, pour se libérer, M. Maulieu a déposé la somme en distribution à la Caisse des consignations de Louviers, le 18 novembre 1905, à la charge de l'opposition susdite; — Attendu que, bien qu'ils n'aient fait signifier aucune opposition sur ladite somme, les créanciers des époux Godard dénommés en notre jugement susdaté ont droit de prendre part à sa distribution, leurs créances ayant été portées en l'inventaire dressé par M^e Leroy, notaire à Tourville-la-Campagne, le 8 mars 1905; — Attendu que Pitard a soutenu que le privilège attaché à sa créance lui conférerait un droit de préférence sur tous autres créanciers; — Attendu qu'aucune disposition du Code ne règle la préférence à établir entre les privilèges généraux de l'article 2101 et les privilèges spéciaux de l'article 2102; — Attendu qu'aux termes de l'article 2096 du Code civil, la préférence se règle d'après la qualité ou plutôt la nature de la créance; — Attendu que, s'il est vrai qu'il a été admis par un cer-

tain nombre de décisions rendues en différentes espèces (arrêts des Cours de Rouen, 17 juin 1826; Paris, 27 novembre et 25 février 1832; Rennes, 1^{er} mai 1849; Bordeaux, 20 mars 1850; Dijon, 10 mai 1893; Montpellier, 10 mai 1897, et arrêts de la Cour de cassation des 20 mars 1849, 15 mars 1875 et 18 juin 1899), que le privilège spécial établi en faveur du propriétaire par l'article 2102 du Code civil, doit passer avant les privilèges généraux résultant de l'article 2101, il convient de remarquer qu'aucune de ces décisions n'a été rendue dans une espèce semblable à la présente; — Attendu qu'en appliquant semblable principe à celle qui nous occupe, la somme à distribuer serait absorbée complètement par la créance du propriétaire; — Que l'observation de ce principe ne paraît pas s'imposer, lorsque le privilège spécial du propriétaire se trouve en concours avec les privilèges généraux pour frais funéraires; — Attendu qu'il importe avant tout d'assurer aux morts la sépulture; — Que, pour éviter qu'il puisse se produire des hésitations dans ce cas, il paraît tout à fait nécessaire que les personnes qui consentent à s'en occuper soient assurées, dans la mesure du possible, d'être remboursées de leurs frais; — Qu'une faveur toute spéciale doit être reconnue aux créances ayant pour cause des frais funéraires de premier ordre; — Attendu que les créances de cette nature doivent jouir d'un privilège primant celui du propriétaire; — Qu'il en doit être au moins ainsi en ce qui concerne la garde et l'ensevelissement des cadavres, la fourniture des cercueils, l'ouverture des

fosses et le transport des corps du domicile au cimetière, en tant que ces frais ne présentent aucune exagération ; — Attendu que les créances de MM. Heullant, curé de Grostheil, et Moussel, sacristain, n'étant pas de cette nature ne peuvent bénéficier d'une semblable faveur ; — Attendu que celle du sieur Guenet (Pierre) est exagérée, qu'il y a lieu de la réduire et que nous possédons pour le faire des éléments d'appréciation suffisants ; — En conséquence de ce qui précède, nous avons établi comme suit l'état de répartition de la somme en distribution ... »

Observations. — Comme le fait observer le jugement lui-même, cette question est très controversée ; mais il faut reconnaître que les raisons données dans la sentence, pour attribuer aux frais funéraires une préférence sur le privilège du propriétaire pour ses loyers, sont plausibles et de nature à justifier la solution adoptée par M. le juge de paix de Louviers.

**Conseil des prud'hommes de Reims
(Marne).**

*Prés. : M. LE NOIR DE TOURTEAUVILLE,
juge de paix des 2^e et 4^e cantons de Reims.*

30 décembre 1905.

Louage de services ou d'industrie. — Loi du 27 décembre 1892. — Contrat collectif de travail. — Condition de validité. — Comité de conciliation. — Juge de paix. — Présence nécessaire. — Procès-verbal de conciliation. — Conventions des parties. — Exécution. — Sentence arbitrale. — Ratification expresse ou tacite des parties, nécessité. — Contrat collectif de travail. — Tiers. — Inopposabilité. — Injures, voies de fait,

destruction d'objets mobiliers. — Action civile. — Conseil de prud'hommes. — Incompétence. — Loi du 15 juillet 1905.

Lorsqu'un différend d'ordre collectif s'est produit entre patrons, ouvriers ou employés, la loi du 27 décembre 1892 permet aux parties intéressées de soumettre les questions qui les divisent à un comité de conciliation, et, à défaut d'entente dans ce comité, à un conseil d'arbitrage qui doivent être l'un et l'autre constitués en conformité des règles tracées par les articles 2, 3, 4 et 5 de cette loi, et la présence du juge de paix, à qui la loi impose l'obligation de consigner dans un procès-verbal de conciliation les conventions que les intéressés ont librement contractées, est nécessaire pour la validité des contrats intervenus par application des dispositions inscrites dans la loi de 1892.

Les conventions ainsi actées par le juge de paix dans un procès-verbal de conciliation constituent un contrat collectif de travail qui est parfait et dès lors obligatoire pour toutes les parties qui y ont pris part, dès l'instant même où ils y ont apposé leur signature. Ce contrat doit donc être exécuté sur-le-champ, à moins que les parties n'aient fixé une autre date pour la mise en vigueur des nouvelles conditions du travail, et il ne peut être modifié que d'un commun accord entre les mêmes parties.

Au contraire, si les parties n'ont pu s'accorder au comité de conciliation et qu'elles aient choisi des arbitres, la sentence arbitrale qui intervient alors ne devient exécutoire que par la ratification expresse ou tacite des parties. Ce n'est donc ici, à défaut d'acceptation expresse, que du jour où le travail est continué ou repris aux conditions déterminées par la décision arbitrale, que cette sentence est opposable à toutes les parties intéressées qui l'ont ainsi acceptée expressément ou tacitement.

Les conventions et sentences contractées ou rendues en vertu des articles 6 et 7 de la loi du 27 décembre 1892 ne lient

que les parties qui y ont pris part, c'est-à-dire d'un côté les chefs d'industrie et de l'autre les ouvriers de ces mêmes chefs d'industrie qui travaillaient dans leurs établissements ou chantiers au jour de la mise en vigueur des modifications apportées au contrat de louage de services ou d'industrie par la convention ou la sentence arbitrale; mais en aucun cas ces conventions ne peuvent être opposées à des chefs d'entreprise qui n'y ont point été parties, ni aux ouvriers de ces mêmes chefs d'entreprise, alors même que ces ouvriers appartiendraient à la même profession et auraient cessé et repris le travail en même temps que leurs camarades représentés au comité de conciliation, contradictoirement avec leurs patrons.

Par suite, une convention intervenue au cours d'une grève entre les délégués des patrons et ouvriers devant le maire et ainsi en dehors des règles tracées par la loi du 27 décembre 1892, ne peut être opposée à un chef d'entreprise qui n'y a pas été partie, et il en serait ainsi alors même que la convention aurait été contractée conformément à cette loi si l'ouvrier qui en excipe était entré au service du chef d'industrie postérieurement à la mise en vigueur des nouvelles conditions du travail.

D'autre part, le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 15 juillet 1905 sur la compétence des Conseils de prud'hommes dispose que ces Tribunaux ne peuvent connaître des actions reconventionnelles ou en compensation qu'autant que, par leur nature, elles rentrent dans les limites de leur compétence. Or, aucun texte de loi ne conférant aux Conseils de prud'hommes le pouvoir de statuer sur les actions civiles en réparation d'un préjudice ou dommage causé par des faits d'injures, de voies de fait ou de destruction d'objets mobiliers, il en découle que lorsqu'une demande reconventionnelle contient des chefs de cette nature avec un ou plusieurs chefs rentrant dans les limites de sa compétence, ce conseil doit retenir ces derniers et renvoyer le demandeur éventuel

à se pourvoir des autres chefs devant le Tribunal compétent.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE CONSEIL : — Vu la décision rendue, le 16 décembre courant, par le bureau de jugement du Conseil des prud'hommes de Reims, renvoyant la cause et les parties devant le même bureau précité conformément aux règles tracées par la loi du 15 juillet 1905, et l'article 1^{er}, § 4 et 5, de cette loi; — Attendu que, par son exploit introductif d'instance du 6 de ce mois, Brisset demande au sieur Valentin de lui payer une somme de 23 fr. 50 qu'il allègue lui être due à titre d'indemnité de brusque renvoi; que, par des conclusions additionnelles, ledit Brisset réclame en outre au défendeur 11 fr. 75 pour salaires échus le 2 décembre, jour de son départ, soit une somme totale de 37 fr. 25; — Attendu que Valentin reconnaît devoir au sieur Brisset les 11 fr. 75 demandés pour salaires échus au jour de la cessation de travail et dont il lui offre d'ailleurs le paiement à l'audience, mais nie formellement le brusque renvoi qui lui est reproché; que le défendeur prétend, en effet, que c'est son ouvrier qui, après avoir été mis en huitaine, aurait refusé de se rendre au chantier où il devait accomplir cette huitaine et aurait ainsi brusquement rompu le contrat de travail qui liait les parties jusqu'à l'expiration du délai de congédiement fixé par l'usage des lieux; que Valentin se porte en conséquence reconventionnellement demandeur en 350 francs de dommages-intérêts pour le préjudice que lui aurait causé Brisset, tant par

cette brusque cessation de travail que par les injures, voies de fait et destruction d'objets mobiliers dont il aurait eu à souffrir de sa part; — Sur l'action principale : — Attendu que, par ses conclusions additionnelles développées à la barre de ce Conseil en son nom, Brisset entend faire découler la brusque rupture dont il excipe de ce fait que Valentin ne l'aurait mis en huitaine que sur son refus d'accepter la diminution de salaire que ce dernier voulait lui imposer, en violation du tarif adopté au cours d'une réunion des délégués patronaux et ouvriers tenue à l'hôtel de ville, le 19 juin 1905, sous la présidence du maire de Reims; que le demandeur soutient, en effet, en fondant sa thèse sur ce que la loi du 27 décembre 1892 reconnaît la légalité des contrats collectifs de travail, que la convention signée à la date du 19 juin dernier par les délégués des intéressés, constitue actuellement encore la charte qui lie les patrons et les ouvriers de l'industrie du bâtiment, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre ceux qui y ont pris part et ceux qui se sont abstenus ou qui ont refusé d'y participer, aucun d'eux, en particulier, ajoute-t-il, ne pouvant émettre la prétention de la rompre de sa seule volonté; qu'il échet d'examiner ce point de droit; — Attendu que, dans un but de prospérité nationale, de fraternité humaine et ainsi dans une pensée de haute portée sociale, le législateur de 1892, voulant faciliter l'aplanissement des difficultés qui naissent chaque jour entre les chefs d'entreprise et leurs ouvriers par suite du choc de leurs intérêts réciproques, mettre une prompte fin

aux conflits qui éclatent entre eux et qui, lorsqu'ils entraînent la cessation du travail, sont si préjudiciables à l'industrie de ce pays, si funestes aux uns et aux autres par les ruines qu'ils laissent à leur suite, aussi bien que par les misères et les souffrances qui en sont la conséquence inéluctable, quelle qu'en soit l'issue, édicta à cet effet une procédure simple et rapide qui donne aux parties le moyen de se réunir sur un terrain neutre, de se rapprocher, d'examiner ensemble les différends qui les divisent et d'arriver à la conclusion de l'accord qui fera sur-le-champ reprendre aux ouvriers le chemin de l'atelier, du chantier; — Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1892 dispose que les patrons, ouvriers ou employés, entre lesquels s'est produit un différend d'ordre collectif portant sur les conditions du travail, peuvent soumettre les questions qui les divisent à un comité de conciliation, et, à défaut d'entente dans ce comité, à un conseil d'arbitrage qui doivent être l'un et l'autre constitués en conformité des règles tracées par les articles 2, 3, 4 et 5 de cette loi, et qu'en cas de grève et d'inaction de la part des patrons et des ouvriers, l'article 10 confère au juge de paix le pouvoir de proposer aux parties de se réunir devant lui en comité de conciliation; — Que s'il est vrai que ce magistrat n'a point à s'immiscer dans les intérêts en présence au-dessus desquels il doit constamment planer, il lui appartient, toutefois, sans sortir de son rôle de neutralité, de maintenir au sein du comité de conciliation la bonne harmonie qui ne doit cesser de régner entre

les parties en cause, de faire appel à la raison des uns et des autres et de s'efforcer de faire pénétrer dans le cœur des chefs d'entreprise aussi bien que des ouvriers eux-mêmes, des paroles de paix, de concorde, de concessions mutuelles, et qu'enfin, c'est à lui que le législateur impose l'obligation de consigner dans un procès-verbal de conciliation l'accord des parties intéressées, c'est-à-dire les conventions qu'elles ont librement contractées devant lui, et de leur donner ainsi un caractère authentique; que sa présence est donc nécessaire pour la validité des contrats intervenus par application des dispositions inscrites dans la loi du 27 décembre 1892; — Attendu que les conventions ainsi actées par le juge de paix dans un procès-verbal de conciliation constituant un contrat collectif de travail qui est parfait et dès lors obligatoire pour toutes les parties qui y ont pris part, soit en personne, soit par leurs délégués ou mandataires choisis suivant les règles édictées par l'article 2, dès l'instant même où ils ont apposé leur signature; que ce contrat doit donc être exécuté sur-le-champ, à moins que les parties n'aient fixé une autre date pour la mise en vigueur des nouvelles conditions du travail, et qu'il ne peut être modifié que d'un commun accord entre les mêmes parties; — Qu'il en est toutefois autrement lorsque les parties intéressées n'ont pu s'accorder au comité de conciliation et ont désigné des arbitres; que la sentence arbitrale ne devient, en effet, exécutoire que par la ratification expresse ou tacite des parties; que ce n'est donc ici, à défaut d'acceptation expresse, que

du jour où le travail est continué ou repris aux conditions déterminées par la décision arbitrale, que cette sentence est opposable à toutes les parties intéressées qui l'ont ainsi acceptée expressément ou tacitement; que ces principes ressortent nettement de l'ensemble des travaux qui ont présidé à l'élaboration de la loi de 1892 et notamment de la discussion qui eut lieu devant le Sénat au cours de la séance du 21 décembre de cette même année; — Attendu que les conventions et sentences contractées ou rendues en vertu des articles 6 et 7 de la loi du 27 décembre 1892 ne lient que les parties qui y ont pris part, soit en personne, soit par leurs délégués, c'est-à-dire d'un côté les chefs d'industrie, et de l'autre les ouvriers de ces mêmes chefs d'industrie qui travaillaient dans leurs établissements ou chantiers au jour de la mise en vigueur des modifications apportées au contrat de louage de services ou d'industrie par la convention ou la sentence arbitrale; mais qu'en aucun cas, ces conventions ne peuvent être opposées, ainsi que le soutient vainement Brisset, à des chefs d'entreprise qui n'y ont point été parties, ni aux ouvriers de ces mêmes chefs d'entreprise, alors même que ces ouvriers appartiendraient à la même profession et auraient cessé et repris le travail en même temps que leurs camarades représentés au comité de conciliation contradictoirement avec leurs patrons; qu'aucun texte de loi n'édicte, en effet, que les contrats de cette nature sont opposables aux chefs d'établissement ou aux ouvriers qui n'y ont point été parties, encore bien qu'ils en aient profité d'une manière quel-

conque; — Or, attendu qu'il appert en fait, tant des débats que des éléments de la cause, que non seulement la décision intervenue, le 19 juin 1905, entre les délégués patrons de l'industrie du bâtiment de cette ville (patrons non désignés nominativement dans le procès-verbal dressé à cette occasion) et leurs ouvriers, que Brisset prétend imposer à Valentin, fut prise en dehors des règles tracées par la loi du 27 décembre 1892, mais que ce dernier soutient de plus qu'il a refusé de prendre part à cette réunion; que ce fait n'est point contesté par le demandeur; — Qu'en admettant, au surplus, que la convention du 19 juin eût été contractée selon le vœu de la loi de 1892 et que Valentin y eût été partie, Brisset ne serait point davantage recevable à l'opposer au défendeur, puisqu'il est constant, ainsi qu'il le reconnaît d'ailleurs, que ledit Brisset n'entra au service de celui-ci qu'au mois de novembre dernier, et que le taux du salaire ne fut point alors déterminé entre les parties; que ce ne fut, en effet, qu'à la date du 2 décembre courant, jour de paye, que le demandeur refusa les 48 centimes qu'entendait lui donner Valentin, et reçut, en même temps que les 50 centimes qu'il exigeait conformément au tarif syndical du 19 juin, congé pour la semaine suivante; d'où il suit que le moyen motivé par lui manque de base, aussi bien en droit qu'en fait, et qu'il doit être purement et simplement rejeté; — Sur l'action récursoire formée à la barre par Valentin : — Attendu que cette action récursoire procède de ce que le défendeur éventuel aurait, à la date du 4 de ce mois : 1° refusé d'aller faire

sa huitaine dans un chantier situé rue Morlot, ainsi que lui en avait donné l'ordre son patron, et rompu ainsi brusquement le contrat de louage de services qui ne devait prendre fin que le samedi suivant; 2° injurié le sieur Valentin et exercé contre lui des voies de fait; 3° détruit divers objets mobiliers; — En ce qui touche ces deux derniers chefs de la demande reconventionnelle : — Attendu qu'aux termes mêmes du deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 15 juillet 1903 sur la compétence des Conseils de prud'hommes, ces Tribunaux ne peuvent connaître des actions récursoires ou en compensation qu'autant que, par leur nature, elles rentrent dans les limites de leur compétence; — Or, attendu qu'aucune disposition de loi ne confère aux Conseils de prud'hommes le pouvoir de statuer sur des actions civiles en réparation d'un préjudice ou dommage causé par des faits d'injures, de voies de fait ou de destruction d'objets mobiliers; que c'est en vain que le demandeur éventuel soutient que ces faits sont connexes au premier chef des conclusions récursoires; qu'il ne s'agit point ici, en effet, d'actes ayant trait au contrat de travail qui liait les parties en cause; qu'il suit de là que Valentin doit être renvoyé à se pourvoir de ces deux derniers chefs devant la juridiction compétente; — Mais en ce qui concerne la brusque rupture qu'il reproche au sieur Brisset : — Attendu que s'il est constant, ainsi que cela résulte formellement des témoignages recueillis au cours de l'enquête à laquelle il fut procédé à la barre de ce Conseil, que Brisset alla, le lundi 4 décembre courant, reprendre son tra-

vail dans le chantier de la rue de Vesle, alors que Valentin lui avait donné l'ordre, le samedi précédent, de faire sa huitaine au chantier de la rue Morlot, aucun des témoins entendus n'a pu toutefois s'expliquer sur le prétendu refus dont se prévaut le demandeur éventuel et qui lui aurait été opposé le lundi 4, pas plus que sur les circonstances au cours desquelles Brisset quitta définitivement le service de l'établissement Valentin; qu'il est donc à présumer que les parties ont, au cours de leur discussion du 4, sinon formellement, du moins tacitement, résilié le contrat de louage de services qui les liait encore pour quelques jours, d'où il suit qu'à défaut de preuve sur ce point, il convient de rejeter ce chef des conclusions de la demande reconventionnelle; — Par ces motifs, donne acte à Valentin de ce qu'il offre à la barre les 11 fr. 75 dus à Brisset pour salaires échus au jour de son départ; — Le condamne, en tant que de besoin, au paiement de cette somme et aux intérêts de droit; — **REJETTE** le surplus des demandes, fins et conclusions de Brisset; — Et statuant sur la demande récursoire de Valentin, se déclare incompétent sur les chefs des conclusions repris sous les 2° et 3° ci-dessus; — Renvoie ledit Valentin à se pourvoir de ces chefs devant le Tribunal compétent; — **REJETTE** également comme non fondé le premier chef de l'action reconventionnelle; — Statuant enfin sur les dépens: — Vu l'article 131 du Code de procédure civile: — Attendu que les parties succombent respectivement; — Fait masse des dépens et ordonne qu'ils seront supportés

par moitié par chacune des deux parties en cause. »

Observations. — Jugement intéressant par la nouveauté des solutions qu'il contient. Les développements donnés aux motifs de la sentence ne nous laissent rien à ajouter à son texte.

Justice de paix du canton de Contres
(Loir-et-Cher.)

Président : M. TABUTAUD, juge de paix.

5 mars 1904.

Elections. — *Commission municipale.* —
Défaut de notification de sa décision.
— *Appel.* — *Domicile des domestiques.*

L'électeur qui n'a jamais manifesté son désir de transférer son domicile, et qui est inscrit sur la liste électorale d'une commune dans laquelle il a son domicile d'origine, est fondé à réclamer le maintien de son nom sur la liste de cette commune.

Il en est ainsi, alors même que cet électeur est placé comme domestique dans une autre commune que celle de son domicile d'origine, s'il n'a pas manifesté la volonté d'adopter le domicile de son maître.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

Par déclaration faite au greffe de la Justice de paix du canton de Contres (Loir-et-Cher), le 26 février 1904, le sieur Bouget (Apollinaire) a interjeté appel de la décision de la Commission municipale de la commune de Chitenay, qui a radié ledit sieur Bouget de la liste électorale.

M. le docteur Hellian, médecin à Chitenay, au nom de son mandant, et le mandant lui-même dans son pouvoir à M. Hellian, protestent

formellement et énergiquement contre la radiation faite par la Commission municipale de Chitenay et s'étonnent, à bon droit, que la décision de ladite Commission n'ait pas été notifiée à l'intéressé, par les soins de M. le maire de Chitenay, conformément à l'article 4 de la loi du 7 juillet 1874.

En conséquence, le sieur Bouget (Apollinaire) demande sa réinscription sur la liste électorale de Chitenay, alléguant qu'il n'est pas inscrit à Mont; qu'il a toujours voté à Chitenay où il entend conserver son domicile réel qui est également celui de ses parents, et que, s'il n'était pas maintenu, il ne pourrait voter nulle part.

Sur l'avertissement qui lui a été adressé, M. le docteur Hellian, mandataire de M. Bouget, a comparu à notre audience publique du 4 mars 1904 et nous a expliqué, au nom de son mandant, que ce dernier a toujours conservé son domicile chez ses parents, à Chitenay; que, pour les besoins de l'existence, il était obligé de travailler à Mont, mais qu'il a toujours voté à Chitenay, n'ayant jamais été inscrit à Mont; qu'il est garçon et vient souvent voir ses parents, qui sont propriétaires à Chitenay; qu'il va s'y marier prochainement et qu'il a l'intention de continuer l'exploitation des propriétés de ses parents; qu'il n'a jamais été porté sur les listes électorales de Mont, ainsi que le justifie un certificat qui nous est remis et émanant de M. le maire de cette commune.

M. Husson, maire de Chitenay, régulièrement convoqué pour fournir des explications sur le défaut de notification de la décision de la Com-

mission municipale, comparait à l'audience. — Jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré, conformément à la loi; — Attendu que, si l'électeur ne peut exciper du fait de son inscription sur la liste de l'année précédente pour faire réformer la décision d'une commission qui l'a radié de ladite liste, il peut et doit justifier de son droit au maintien de l'inscription; — Qu'en apportant la preuve qu'il n'a jamais été inscrit sur les listes électorales de la commune de Mont, mais bien toujours sur celles de la commune de Chitenay, le sieur Bouget prouve qu'il n'a jamais entendu établir son domicile ailleurs qu'à Chitenay, où ses parents ont un domicile réel et où, lui-même, a un esprit de retour; — Attendu qu'aux termes de l'article 18 du décret du 2 février 1852, les listes électorales sont *permanentes*; elles sont l'objet d'une revision annuelle; — Que, d'après ce principe, la *permanence* des listes semble créer et crée même, en faveur des électeurs inscrits, une sorte de possession d'état d'électeur; que, si tel n'était pas le sens vrai du principe de la *permanence* des listes, puisqu'elles sont l'objet d'une revision annuelle, l'électeur qui est inscrit depuis plusieurs années sur la liste électorale d'une commune doit être, au moins, informé des décisions des commissions qui l'ont radié de la liste, à tort ou à raison; — Attendu que, si la commission a le droit de radier un électeur dont l'inscription est le résultat d'une erreur antérieure, soit de fait, soit de droit, le maire a le devoir d'en

informer l'intéressé, conformément à l'article 4 de la loi du 7 juillet 1874; — Que, dans la circonstance, le sieur Bouget a affirmé n'avoir pas été prévenu de sa radiation, et qu'il est donc menacé aujourd'hui d'être privé de son droit de citoyen; — Attendu que M. le maire de Chitenay, présent à l'audience, a dit qu'il ne pouvait prouver ni affirmer que la notification de la décision de la Commission municipale avait été faite à Bouget, mais qu'il persistait à dire que le sieur Bouget ne pouvait être maintenu sur la liste électorale de Chitenay, parce que cet électeur est domestique dans la commune de Mont, et qu'aux termes de l'article 109 du Code civil, « les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui ont le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison »; — Attendu que, si l'article 109 du Code civil est applicable à Bouget, cet électeur ne peut plus aujourd'hui se faire inscrire à Mont, par la faute de M. le maire de Chitenay; — Attendu, d'autre part, qu'il résulte des dispositions nouvelles de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, que la liste électorale comprend tous les électeurs qui ont leur domicile dans la commune; que, dans l'esprit de la loi électorale, le domicile réel opposé à la résidence est le domicile légal, lorsque rien n'établit que l'électeur ait eu l'intention de le changer; que de cette disposition légale naît, pour l'électeur, un droit d'option entre son domicile et sa résidence; — Attendu que, dans l'espèce, Bouget, inscrit depuis plusieurs années

à Chitenay et non à Mont, a bien manifesté l'intention de conserver son domicile dans cette première commune; que, s'il eût eu l'intention de changer son domicile, il en eût fait une déclaration expresse tant à la municipalité de Chitenay qu'à celle de Mont (art. 104 du Code civil); que cette déclaration n'a jamais été faite, ce qui explique les inscriptions antérieures de Bouget sur la liste électorale de Chitenay; — Attendu qu'il n'est pas nécessaire que Bouget habite Chitenay pour qu'il ait le droit d'y être maintenu comme électeur, puisque d'ailleurs il y a conservé son domicile; que, s'il n'est pas maintenu à Chitenay, il ne pourra voter nulle part; — Attendu que la loi du 5 avril 1884 confère le droit d'être inscrit, soit à son domicile réel, soit à sa résidence effective, à celui qui en justifie; que Bouget entend conserver son domicile à Chitenay où habitent ses parents, qui y payent des impôts; qu'il a manifesté clairement la volonté de rester inscrit sur la liste électorale de Chitenay où il figurait antérieurement, et qu'il ne peut plus être inscrit ailleurs (Cass., 16 avril 1885, rapporté sous forme de note dans le supplément au *Répertoire de Dalloz*, p. 452 du volume VI; voir également arrêt du 27 avril 1869, D., P., 1869, I, 299); — Par ces motifs, jugeant publiquement et en dernier ressort; — Déclarons l'appel bien fondé, annulons la décision de la Commission municipale de Chitenay et ordonnons que le sieur Bouget (Apollinaire) sera maintenu sur la liste électorale de cette commune. »

Observations. — Il est certain que l'électeur peut invoquer sa résidence chez son maître, où il est établi comme domestique, pour demander son inscription sur la liste de la commune dans laquelle ce maître est établi. Mais le fait qu'il travaille dans une autre commune que celle de son domicile d'origine ne le prive pas du droit de conserver ce domicile, et par suite d'y réclamer son maintien sur la liste afférente à ce domicile. L'électeur, en ce cas, a l'option entre son domicile réel et sa résidence. Il peut faire valoir l'un ou l'autre, mais il n'appartient pas à la Commission municipale de choisir pour lui et de le rayer d'une liste sur laquelle il a figuré précédemment.

Justice de paix de Pertuis (Vaucluse).

Président : M. C. OLLIVIER, J. A.,
juge de paix.

24 mars 1906.

Assurances. — Décret du 22 janvier 1868.
— Police non signée. — Syndicat d'assurances. — Demande non fondée.

Une police non signée par un sociétaire ne lui est point opposable, alors que ce sociétaire prétend ne s'être engagé que pour un an, par demande d'admission d'une année au Syndicat, suivant projet d'adhésion qui n'indique point, contrairement à l'article 28 du décret du 22 janvier 1868, les clauses de résiliation et de tacite reconduction figurant dans les statuts.

L'assurance, dans ces conditions, ne peut être valable que pour l'engagement d'un an, indiqué sur la demande d'admission, après paiement de cette cotisation annuelle.

Le fait d'avoir cessé, sans avis, le ser-

vice d'un journal du Syndicat assureur et celui de n'avoir point renouvelé la carte de sociétaire dès le renouvellement de l'année d'assurance, indiquent le consentement tout au moins tacite par l'administration du Syndicat des propriétaires de cycles et d'automobiles de France de la réalisation de l'engagement.

C'est donc à bon droit que le Syndicat doit être débouté de ses prétentions à conserver l'assuré, en conformité de l'article 7 des statuts.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905 et les articles 1102, 1108, 1184, 1325, 1905 et 1964 du Code civil ; — Vu la citation d'instance et les pièces produites, lesquelles seront annexées ; — Ouï les parties, en leurs dires, moyens de défense et conclusions ; — Attendu que le Syndicat des propriétaires de cycles et automobiles de France a fait citer le docteur Cousin en paiement de la somme de 48 francs, montant de deux cotisations de sociétaire, échues les 5 juin 1904 et 5 juin 1905, en vertu d'un contrat portant le numéro 7338, souscrit à Saint-Galmier, lieu du précédent domicile du défendeur, à la date du 29 mai 1903 ; — Attendu que le défendeur prétend ne rien devoir, pour la raison que le seul acte de demande d'admission qui l'avait lié à la Société n'avait été contracté que pour un an, ainsi que ladite pièce, sur timbre et enregistrée, le porte en caractères très apparents et au crayon bleu ; — Que cette demande d'admission et d'adhésion aux statuts souscrite n'indique aucune tacite reconduction, et est portée payée

d'avance ; qu'au surplus, le Syndicat aurait, de lui-même et le premier, fait acte d'abandon en cessant, à l'expiration de ladite année, l'envoi du journal de l'Association et en ne lui renouvelant point sa carte d'identité l'année suivante, ce qui était bien fait pour lui confirmer son dégagement de la Société à l'expiration de son année d'assurance ; — Qu'il déclare, enfin, ne reconnaître d'autre engagement que celui qu'il a signé, la police n° 7738, produite par la Compagnie, laquelle ne porte que la signature de l'assureur, ne devant point l'engager ; — — Attendu qu'en réponse aux observations présentées, lesieur Chaix, mandataire du sieur Montagu, directeur du Syndicat, a répliqué que la carte annuelle de sociétaire n'avait pas été renouvelée au docteur Cousin, faute par ce dernier de l'avoir sollicitée ; que le service du journal avait été supprimé depuis l'année 1904, à tous les sociétaires, par mesure d'économie ; — Qu'en signant la demande d'adhésion, le sociétaire s'était de lui-même engagé à se conformer aux statuts, malgré son contrat d'une année seulement, non dénoncé dans les délais prescrits par l'article 7, et son défaut de signature à l'acte d'adhésion ; — Qu'enfin le remboursement de la cotisation de 1904 n'ayant point été effectué à Saint-Galmier, où cette cotisation fut présentée à sa date et d'où elle retourna avec la mention : « Parti pour une destination incon-
« nue », le Syndicat n'avait point, pour cette raison, entendu perdre ses droits ; — En fait : — Attendu que la Société mutuelle du Syndicat des propriétaires de cycles et automobiles de France, régie suivant le

titre II du décret d'administration publique du 22 janvier 1868, dans le but d'assurer à ses membres des avantages divers et des indemnités en cas d'accident, est une assurance de responsabilité, rentrant dans la catégorie des contrats aléatoires de l'article 1964 du Code civil ; — Attendu qu'il est de règle qu'un contrat se forme par l'accord de deux volontés ; que, dans l'espèce, l'adhésion comme sociétaire du Syndicat des propriétaires de cycles et automobiles de France a été demandée à la date du 29 mai 1903 et pour un an par le défendeur qui a signé ce projet d'adhésion, qui seul le lie avec le Syndicat, en conformité de l'article 6, § 1^{er}, des statuts, ainsi conçu : « Toute personne désirant faire partie de la Société
« doit signer un acte d'adhésion aux
« statuts ; cet acte d'adhésion, établi en double exemplaire, est également signé du délégué de la Société... Le Conseil d'administration est seul juge de l'admission
« des sociétaires et du risque proposé » ; — Que la police, proprement dite, portant acte d'adhésion définitif, délivrée à Paris, à la date du 3 juin suivant, porte seulement la signature de l'administrateur de la Société ; ce qui laisserait croire que le sociétaire ne l'a pas acceptée ; — Attendu que, si le renouvellement de la carte d'identité, prévue par la demande d'admission, non opérée dès la deuxième année d'assurance, peut être considéré comme imputable au défendeur, pour ne l'avoir point demandée lui-même, il n'en est pas de même de celui de la cessation du service du journal de la Société, aussitôt après l'expiration de l'année d'assurance

payée; — En droit: — Attendu que l'article 28 du décret du 22 janvier 1868 porte que les polices remises aux assurés doivent contenir les conditions spéciales de l'engagement, sa durée, ainsi que les clauses de résiliation et de tacite réconduction, s'il en existe dans les statuts; — Attendu que la demande d'admission indiquant adhésion aux statuts, qui liait le défendeur pour un an, est muette sur les clauses de résiliation et de tacite réconduction, ainsi que sur les conditions spéciales; qu'elle ne peut, dès lors, être considérée que comme un simple projet n'ayant rien d'obligatoire; — Attendu que le consentement de la partie qui s'oblige est nécessaire pour la validité d'une convention (art. 1108 du Code civil), ce qui n'est pas le cas de l'acte d'adhésion définitif, portant les obligations prescrites par l'article 28 du décret du 22 janvier 1868, lequel acte, dénié, n'est ni approuvé ni même signé du défendeur; — Qu'il est, en effet, de jurisprudence constante que le contrat proprement dit n'a point d'existence légale et n'est point obligatoire lorsqu'il n'est signé que de l'assureur seulement, malgré le paiement, sur demande d'admission et d'avance, de la première cotisation annuelle, et que, dans ces conditions, le traité ne pouvait être valable que pour le temps pour lequel le paiement avait été fait, la tacite réconduction sur laquelle s'appuie la mutuelle syndicale, pour réclamer à la fois plusieurs cotisations annuelles, ne pouvant lui être opposable; — Attendu que le docteur Cousin, ainsi délié à la fin de la première année, n'avait plus à informer le Syndicat

de sa nouvelle résidence, d'autant plus que celui-ci n'avait plus renouvelé la carte de sociétaire pour 1904 et avait, *sans aucun avis*, supprimé le journal trimestriel du Syndicat, paraissant ainsi, de lui-même, marquer son approbation à un engagement précis d'un an, sans tacite réconduction; — Attendu qu'il résulte de tout ce que dessus, que le contrat dont s'agit a bien pris fin le 29 mai 1904 et que, dès lors, c'est à tort et sans droit que le Syndicat des propriétaires de cycles et automobiles de France réclame le paiement de deux cotisations annuelles, échues les 3 juin 1904 et 3 juin 1905; — Attendu, enfin, que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant publiquement par jugement contradictoire en dernier ressort; — Déclarons mal fondée la demande du Syndicat des propriétaires de cycles et automobiles de France contre le docteur Cousin, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solutions exactes et très bien motivées en droit. Voir, dans le même sens, notre Dictionnaire Général, 5^e édit., v^o *Assurances*, n^{os} 18 et suivants, et les décisions qui y sont citées. Jugé, notamment, que le contrat d'assurance n'est valable et obligatoire que quand il est revêtu des deux signatures de l'assureur et de l'assuré. Voir *loc. citat.*

Justice de paix du canton de Firminy
(Loire).

Présid. : M. CHAMPION, Q A., juge de paix.

21 juin 1906.

Bris de glaces. — Demande en indemnité contre la Société d'assurances. — Déclinatoire de compétence. — Rejet du déclinatoire.

Lorsque, dans une cause, il y a plusieurs défendeurs ayant des domiciles différents, le demandeur peut les assigner tous devant le juge du domicile de l'un d'eux à son choix (C. proc. civ., art. 59, § 2).

Il n'est pas nécessaire que la demande fonde son action sur le même titre. Il suffit que, pour le même dommage, le demandeur prétende avoir action personnelle et directe contre les divers défendeurs.

La Compagnie d'assurances citée comme responsable d'un bris de glaces, en même temps que le propriétaire de l'immeuble dans lequel se trouvaient ces glaces, est valablement citée et n'est pas fondée à décliner la compétence du juge saisi.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur l'exception d'incompétence; — Attendu, en droit, que l'article 59, § 2, du Code de procédure civile permet au demandeur, lorsqu'il y a plusieurs défendeurs, de les assigner tous devant le Tribunal du domicile de l'un d'eux; — Que cet article n'exige pas que la demande repose sur le même titre vis-à-vis de chacun des défendeurs; qu'il suffit que le demandeur puisse sérieusement prétendre avoir une action directe et personnelle contre les diverses parties par lui assignées; — Que cette faculté ne souffre d'exception que lorsqu'il apparaît des circonstances

de la cause que l'une des parties n'a aucun intérêt sérieux dans le litige et n'a été appelée dans l'instance que par un artifice de procédure imaginé pour distraire la partie principale de ses juges naturels; — Attendu, en fait, qu'il appert de l'exploit introductif d'instance dont les termes doivent être envisagés par le juge pour déterminer sa compétence, que le demandeur, assuré contre les accidents à la Compagnie l'*Abeille*, a eu dans son établissement trois glaces brisées; qu'il a dénoncé le sinistre à son assureur qui, bien que tardivement, a remplacé l'une des glaces brisées et s'est refusé à remplacer les autres, sous prétexte que le bris provenait non d'un choc, mais d'un vice de pose et de construction, exclu de l'assurance; — Qu'en cet état des faits, c'est avec raison que le demandeur a introduit son action en indemnité, tant contre son assureur, responsable de la négligence de l'assuré ou de la malveillance des tiers, que contre son propriétaire, responsable des vices de pose et de construction; — Que l'action dérive du même fait, à savoir : le bris des glaces, dont la responsabilité doit incomber éventuellement à l'un ou à l'autre des défendeurs, et que le litige ne saurait sans inconvénient être porté devant deux juridictions différentes; — Qu'il n'apparaît pas d'ailleurs que la mise en cause de Lordan ait été imaginée dans le seul but de distraire la Compagnie l'*Abeille* de ses juges naturels, et que, par suite, l'article 59, § 2, du Code de procédure civile doit recevoir ici son application; — Attendu au surplus et surabondamment que la Compagnie l'*Abeille* n'est plus recevable à invoquer la

clause de sa police portant attribution de compétence aux Tribunaux de Saint-Etienne, puisque, dès le 27 mars 1906, c'est-à-dire antérieurement à l'introduction de l'instance, elle avait résilié purement et simplement son assurance ; — Que, dans ces conditions, l'affaire rentre dans les termes du droit commun et doit, d'après la loi du 2 janvier 1902, être soumise au juge du domicile de l'assuré et de la situation des meubles assurés ; — Déterminé par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de rechercher si la clause d'attribution de juridiction insérée à la main sur la police, par dérogation aux conditions générales, n'a pas été établie dans l'intérêt exclusif de l'assuré ; — Rejetons l'exception d'incompétence proposée par la Compagnie l'*Abeille* ; — Retenons la cause, et ordonnons qu'il sera plaidé au fond à l'audience du 26 juin ; — Condamnons la Compagnie l'*Abeille* aux dépens de l'incident. »

Observations. — Solutions exactes en droit. En fait, il y aurait inconvénient grave à ce que le même litige pût être jugé par plusieurs Tribunaux différents. On risquerait de voir se produire des décisions contradictoires dans une même affaire.

Justice de paix du canton d'Envermeu
(Seine-Inférieure).

Président : M. DAVID, juge de paix.

28 septembre 1906.

Louage d'ouvrage. — Travail à façon. — Demande en paiement du prix. — Faute commise. — Responsabilité de l'ouvrier. — Rejet de la demande.

L'ouvrier qui a commis une faute en exécutant le travail à façon qui lui était confié, notamment qui n'a pas suivi les dimensions à lui prescrites, notamment dans un travail d'horlogerie, est responsable de sa faute, et, par suite, n'est pas fondé à réclamer le prix de la façon.

Il ne l'est pas non plus à demander la remise des objets fabriqués, si ces objets sont de nature à divulguer les secrets de fabrique du défendeur. Tout ce qu'il peut exiger, c'est que ces objets soient détruits de façon à ne pouvoir être utilisés.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du 5 septembre 1906, le renvoi d'office du 7 et notre jugement d'avant faire droit du 22 dudit mois de septembre ; — Vu l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1905 ; — Oui les parties en leurs dires, explications et conclusions ; — Attendu que, par sa citation, le sieur Auzou explique que MM. Duverdré et Bloquel l'ont chargé de faire chez lui le pivotage de 204 pignons zéro ; que, pour effectuer ce travail, ils lui ont fourni de la marchandise et un modèle ; — Que le travail étant très pressé, il a été fait hâtivement par le demandeur qui aurait fraisés lesdits pignons plus petits que le modèle ; — Que

ses patrons trouvant les pignons non conformes au modèle, et, par suite, inutilisables, ont refusé d'en payer la façon et se sont fait rembourser la valeur totale de la marchandise à lui confiée; — Qu'en conséquence, il demande que, sous une contrainte de 100 francs, les défendeurs soient condamnés à lui remettre les pignons litigieux dans les trois jours du présent jugement; — Attendu qu'en réponse à l'action intentée à la Société Duverdré et Bloquel, le sieur Duverdré déclare qu'il ne consentira pas à remettre les pignons en question et qu'il ne saurait y être contraint, ne pouvant légalement être obligé à livrer le secret de sa fabrication; — Qu'il a toujours offert et offre encore au demandeur de briser en sa présence et de rendre inutilisables lesdits pignons et lui en payer la valeur en cuivre; il ajoute que le sieur Auzou a si bien compris qu'il devait en être ainsi, qu'il a commencé à payer la valeur desdits pignons s'élevant à 20 fr. 63, sur laquelle, de mars 1905, date où le fait s'est produit, à juillet suivant, il a laissé par mois des acomptes s'élevant à un total de 15 fr. 40; qu'il a quitté l'atelier en juillet 1905 en restant en débet de 5 fr. 25 et sans formuler aucune réclamation; — Attendu que le sieur Auzou, sans méconnaître les retenues effectuées sur son travail en raison de la mal-façon, déclare néanmoins persister dans sa demande; — Attendu qu'il s'agit en l'espèce d'un contrat de louage d'ouvrage soumis aux règles des articles 1787 et suivants du Code civil; — Attendu qu'il importe de remarquer que le demandeur avait reçu de la marchandise pour être transformée en pièces d'horlogerie,

et, fait à retenir, que lesdites pièces devaient être conformes au modèle donné; — Attendu que, de l'aveu du sieur Auzou, les pignons par lui livrés étaient plus petits que le modèle; qu'il y a eu, de sa part, une faute dont il doit supporter les conséquences; — Attendu, en effet, qu'il est de doctrine et de jurisprudence que l'ouvrier est responsable des dégâts qu'il commet au préjudice de son patron et par sa faute; qu'il est, notamment, responsable des mal-façons provenant de sa faute (Baudry - Lacantinerie et Albert Wahl, *Du contrat de louage*, 2^e édit., n° 1687; req., Cass., 15 février 1892); — Attendu qu'il résulte des débats que le sieur Auzou avait si bien conscience de la responsabilité par lui encourue que, non seulement il a laissé pendant quatre mois des acomptes pour le paiement de la marchandise gâchée, mais encore n'a formulé aucune réclamation au moment de sa sortie, qui remonte au mois de juillet de l'année dernière; — Attendu qu'en ce qui concerne la fabrication des pièces d'horlogerie, la précision est de rigueur; que cette condition essentielle ne pouvait être ignorée du sieur Auzou, qui est un vieil ouvrier expérimenté; — Attendu que la proposition du sieur Duverdré de briser et rendre inutilisables, en présence de l'ouvrier, les pignons litigieux, est acceptable et admissible; — Attendu que, de ce qui précède, il appert que la demande du sieur Auzou doit être déclarée non recevable et mal fondée; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort; — Dé-

clarons le sieur Auzou non recevable, en tout cas mal fondé, dans son action; l'en déboutons et le condamnons aux dépens; — Disons qu'avant le 15 octobre prochain, les sieurs Duverdré et Bloquel devront, en présence du sieur Auzou, briser et rendre inutilisables pour leur industrie les deux cent quatre pignons litigieux; — Que le demandeur sera appelé à cette opération par une lettre recommandée, indiquant les jour et heure auxquels il sera procédé, et que ses anciens patrons devront lui faire parvenir au moins trois jours à l'avance; — Disons, en outre, qu'il sera tenu compte au sieur Auzou de la valeur en cuivre des pignons ainsi brisés; — Et, pour

le cas où le sieur Auzou ne se présenterait pas, disons qu'il sera procédé en son absence. »

Observations. — Ce jugement est l'application de principe bien établi, en vertu duquel l'ouvrier à façon est personnellement responsable des malfaçons. Si ces malfaçons sont seulement de nature à diminuer la valeur de l'objet fabriqué, l'ouvrier pourra subir seulement une diminution dans le prix du travail. Mais si, comme dans l'espèce, il s'agit d'objets de précision, et si une erreur dans les mesures rend l'objet inutilisable, le patron est fondé à refuser tout salaire, alors que la faute est imputable à l'ouvrier seul.

Justice de paix du canton de Denain
(Nord).

Président : M. GILLON, juge de paix.

14 octobre 1906.

*Pigeons. — Concours. — Demande en
paiement de prime ou prix. — Pari
mutuel. — Exception de jeu.*

Les lâchers de pigeons, dénommés *concours de pigeons*, constituent en fait un jeu mélangé de *paris mutuels*, et la faveur de l'article 1966 du Code civil, qui doit recevoir l'interprétation restrictive, ne saurait leur être étendue. En conséquence, la loi refuse entièrement et dans tous les cas une action à celui qui est ou se prétend gagnant.

L'exception du jeu, même si elle n'est pas opposée, doit être admise d'office par le juge, cette exception reposant sur des motifs d'ordre public.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par exploit de l'huissier Cornille, de Denain, en date du 24 août 1905, Leclercq (Camille) réclame à Leclercq (Eugène), en sa qualité de président de la Société colombophile *la Vigilante*, une somme de 454 francs formant l'ensemble des trois premiers prix qu'il aurait remportés au concours de pigeons du 6 août 1905; — Attendu que Leclercq (Eugène), défendeur, assisté de M^r Bailly, prétend, de son côté, que la commission du concours a disqualifié le demandeur, l'excluant dudit concours, lui refusant les prix avec perte de ses mises et poules par une décision motivée du 13 août 1905, basée sur de graves présomptions de fraude, décision devant laquelle le demandeur doit s'incliner; qu'en conséquence, après avoir

développé lesdites présomptions de fraude, ledit défendeur nous demande d'approuver la décision susvisée en rejetant la demande de Leclercq (Camille); — Attendu que ce dernier répond que des présomptions ne peuvent suffire pour le disqualifier, que le défendeur doit faire la preuve de la faute qu'on lui reproche, que cette preuve n'ayant pas été fournie, il maintient entièrement sa demande; — Attendu que la demande de Leclercq (Camille) se compose du montant des trois premiers prix offerts par les Sociétés qui ont organisé le concours, soit : 25 francs, 20 francs, 15 francs, au total : 60 francs, et de 394 francs, montant de son gain dans les mises facultatives, poules obligatoires et diverses poules spéciales engagées entre les concurrents propriétaires de pigeons; — Attendu qu'avant de statuer sur cette demande, il convient d'examiner ce que sont les lâchers de pigeons dénommés généralement *Concours de pigeons*; — Attendu que si on s'en rapporte aux conditions du présent concours qui sont celles ordinairement imposées, les prix d'honneur offerts par la Société organisatrice sont fournis en fait et largement couverts par la mise obligatoire (en l'espèce, 300 fr. de prix pour 325 pigeons engagés à 1 fr. 80, produisant ainsi 185 fr. de mises obligatoires); qu'ainsi la mise obligatoire forme un véritable enjeu de la partie engagée; qu'en conséquence, ces concours se présentent d'abord sous l'aspect d'un véritable jeu dans l'attribution des prix d'honneur; — Attendu que, de plus, chaque concurrent doit verser 10 centimes par pigeon engagé pour cons-

tituer la « poule unique », c'est-à-dire une somme donnée au propriétaire du premier pigeon engagé; — Attendu qu'en outre, chaque concurrent a la faculté de verser en supplément 1 franc par pigeon pour la somme totale être attribuée par portions égales de 5 francs aux propriétaires des pigeons ayant fait ce versement d'après l'ordre de leur arrivée; que, de même pour les poules spéciales, chaque concurrent a encore la faculté de faire un versement de 25 centimes par pigeon pour les versements, totalisés par 50, former des sommes de 12 fr. 50 attribuées aux premiers pigeons arrivés parmi les pigeons de ceux qui ont fait ces versements; qu'enfin les concurrents peuvent encore, toujours par poules spéciales, élever ces versements à 50 centimes, 1 fr., 3, 3, 5, 10 ou 20 francs par pigeon, ainsi que par série de deux ou quatre pigeons, toujours pour le total être attribué de la même façon; qu'en résumé, il est évident que ces « poules uniques » et « poules spéciales » ne sont que des paris mutuels déguisés qui font qu'un seul pigeon peut rapporter à son propriétaire une somme plus ou moins forte, non seulement d'après l'ordre de son arrivée, mais encore d'après les mises engagées; que le présent concours en fournit un exemple frappant : le pigeon admis comme premier arrivé a rapporté 162 francs; le septième, 10 francs; le douzième, 50 francs; le vingt-huitième, 87 fr.; le trente et unième, 17 francs; le trente-deuxième, 51 francs; — Attendu, d'ailleurs, que les organisateurs et concurrents ne s'illusionnent pas sur le caractère de leur concours, puisque l'affiche du pré-

sent concours portait textuellement : « Les pigeons de mises obligatoires « pourront jouer les poules sans « faire la mise facultative »; — Attendu que, dans ces conditions, il est bien établi que lesdits concours et particulièrement celui qui fait l'objet du différend qui nous est soumis, constituent en fait à la fois un jeu et une sorte de pari mutuel; — Attendu que si ledit concours peut être considéré comme un délassement dans sa première partie, vu le peu d'importance de l'enjeu, le législateur lui refuse par cela même toute action, ne voulant pas qu'un simple délassement pût devenir la source de procès; qu'à plus forte raison, pour la seconde partie, il lui refuse encore toute action en justice, puisqu'il résulte des travaux préparatoires du Code civil qu'il réprouve le jeu, comme le pari, lorsque ceux-ci, par la spéculation qui en est le mobile, prennent un caractère immoral; — Attendu que si, par exception, les paris mutuels sur les courses de chevaux ont été permis et réglementés, et si l'article 1966 a admis également certaine exception pour les jeux qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, cette exception doit recevoir l'interprétation restrictive et ne saurait être étendue aux concours de pigeons dans lesquels « l'adresse et l'exercice du « corps » des parties ne sont pour rien »; — Attendu que le juge peut et doit admettre d'office l'exception de jeu, car cette exception repose sur des motifs d'ordre public; qu'en conséquence, en l'espèce, sans qu'il soit nécessaire d'examiner au fond les prétentions respectives des parties, l'action de Camille Leclercq doit être déclarée d'office non rece-

vable; — Attendu, au surplus, qu'en prenant part au concours précité, Camille Leclercq en a accepté tacitement et sans réserves toutes les conditions; que celles-ci renvoient pour toutes difficultés non prévues au règlement de la Société organisatrice, qui déclare dans son article 29, que : « Les Comités des trois « Sociétés décideront sans appel de « tous les cas non prévus », que la Commission ainsi composée, par décision du 13 août 1905, lui ayant refusé le prix, Leclercq ne peut que s'incliner devant le jugement des pairs constituant un jury qu'il avait librement choisi; que, par cette raison encore, sa demande n'est pas fondée; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, déclarons Camille Leclercq non recevable autant que mal fondé dans sa demande; L'en déboutons, le condamnons aux dépens. »

Observations. — Bien jugé. C'est, croyons-nous, la première fois que cette question se présente devant les Tribunaux.

Justice de paix du X^e arrondissement
de Paris.

Président : M. ENRIQUEZ, juge suppléant.

19 septembre 1906.

*Lavoir. — Linge déposé au séchoir. —
Perte ou vol. — Responsabilité du maître du lavoir.*

Celui qui a déposé son linge dans le séchoir dépendant d'un lavoir est fondé, en cas de perte ou de vol de ce linge, à ac-

tionner le maître du lavoir en réparation du préjudice à lui causé.

Alors même que cet industriel a posé dans ses locaux des affiches indiquant qu'il décline à ce sujet toute responsabilité, il n'en reste pas moins responsable des objets confiés à sa garde, et par cela seul qu'il a accepté le dépôt.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que par exploit de Pinel, huissier, les demandeurs réclament au sieur Champion, maître de lavoir, la restitution du linge qu'ils lui avaient confié en dépôt, savoir : 2 draps, 4 taies d'oreillers, 4 serviettes-toilette, 4 chemises de femme, 2 pantalons de femme, etc., sinon à en payer la valeur, soit 70 francs; — Attendu que le séchoir du sieur Champion est une dépendance du lavoir, et qu'il doit être tenu responsable des objets laissés en dépôt dans son établissement, aux termes des articles 1949 et suivants du Code civil; — Qu'en l'espèce, la clef ordinairement remise pour la fermeture du séchoir ne peut être considérée comme une caution suffisante pour le propriétaire du linge; — Attendu que cette clef a été confiée également à de nombreuses personnes précédentes, et qu'une même clef ouvre plusieurs compartiments dudit séchoir; — Attendu que l'avis apposé sur les murs intérieurs du lavoir ne peut décharger le défendeur; qu'il est seul responsable des objets à lui confiés et déposés à ses bons soins dans son établissement, moyennant rétribution; — Attendu que le fait par un maître de lavoir d'accepter du linge dans un séchoir constitue un contrat de dépôt né-

cessaire; — Qu'au surplus, le défendeur se trouve engagé par les dispositions imposées aux bailleurs par les articles 1919 et suivants du Code civil, et qu'une faute lourde incombe au maître de l'avoir qui a la possibilité de surveiller à toute heure de la journée ses locaux, alors que cette faculté est rendue matériellement impossible au propriétaire du linge; — Qu'il y a donc lieu d'imputer au défendeur une faute lourde, par suite du vol dont se plaignent les demandeurs; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort; — Repoussons les conclusions du défendeur, et le condamnons à payer aux demandeurs la somme de 60 francs, représentant la valeur du linge égaré, et aux dépens. »

Observations. — Par le seul fait d'accepter en dépôt dans son local le linge de ses clients, un maître de l'avoir engage sa responsabilité, et il ne lui appartient pas de s'en exonérer; parce que, par là même, il a contracté l'obligation de rendre ce qui lui a été confié, c'est donc à lui qu'incombe le soin de veiller à la conservation des objets déposés au séchoir. Nous avons déjà eu occasion de rapporter des décisions en ce sens. — Voir cependant un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation en date du 26 janvier 1875, ANNALES 1875, p. 272. Cet arrêt refuse d'étendre aux maîtres de l'avoir les dispositions des articles 1952 à 1954 du Code civil, plus spécialement relatifs aux aubergistes. Nous avons critiqué cet arrêt.

Trib. de simple police du canton d'Agde (Hérault).

Président : M. COURTILLER, J. A.,
juge de paix.

4 juillet 1906.

Bruits et tapages injurieux. — Inventaire d'église. — Arrêté municipal. — Procès-verbaux. — Amendes.

Le fait par plusieurs personnes de faire du bruit et du scandale dans une église, à l'occasion d'un inventaire d'église et contradictoirement à un arrêté municipal régulier, constitue la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 8, du Code pénal ou par l'article 471, n° 15, du même Code.

Il appartient au juge de police d'apprécier les torts de chacun des prévenus et d'appliquer à quelques-uns d'entre eux les circonstances atténuantes.

Les faits qui ont donné lieu à ce procès sont longuement relatés dans un exposé qui précède la sentence. L'espace restreint qui nous est réservé pour le compte rendu des décisions ne nous permet pas d'insérer cet exposé. Mais le jugement du Tribunal de police d'Agde est lui-même suffisamment développé pour permettre à nos lecteurs d'apprécier les actes qui ont motivé les condamnations prononcées. Voici le texte de ce jugement :

« **LE TRIBUNAL :** — Statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort; — Ouf le ministère public en ses conclusions écrites lues à l'audience et susrelatées; — Ouf les témoins en leurs dépositions pour les inculpés de contravention à l'article 479, § 8, du Code pénal; — Ouf M^{rs} Catalan et Guéry, avocats des contrevenants en leurs observations, explications et con-

clusions verbales et écrites; — Vu l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, § 3; — Vu aussi l'arrêté municipal pris par M. le maire de la ville d'Agde, à l'occasion des inventaires des biens de l'église Saint-Sever, ainsi conçu dans son dispositif : « Art. 1^{er}. Le « lundi 12 février 1906, à partir de « 6 heures du matin, il sera absolu- « ment interdit d'entrer dans l'église « Saint-Sever, à Agde. Il sera égale- « ment interdit de stationner dans « ladite église. — Art. 2. A 10 heures « du matin, les portes de l'église « devront être grandes ouvertes. — « Art. 3. Dès que les opérations de « l'inventaire seront terminées, l'é- « glise sera rendue au public. — « Art. 4. M. le curé de Saint-Sever, « le commissaire de police, le maré- « chal des logis de gendarmerie, et « en cas de réquisition des troupes, « M. le commandant d'armes, sont « chargés, chacun en ce qui le con- « cerne, de l'exécution du présent ar- « rêté. Fait en l'hôtel de ville, à Agde, « le 9 février 1906 »; — Attendu que, que, par procès-verbal dressé le 3 mars dernier, les vingt et un pré-venus désignés les premiers en tête du présent jugement avaient individuellement été inculpés de contra-vention à un arrêté municipal en date du 9 février 1906 susrelaté, et le jour où l'inventaire des biens de l'église Saint-Sever devait avoir lieu, c'est-à-dire le 12 février dernier; — Attendu que, par procès-verbal en date aussi du 3 mars 1906, les vingt-sept prévenus désignés les seconds, avaient été inculpés de contraven- tion à l'article 479, § 8, du Code pé- nal; — Attendu que, pour répondre de ce procès-verbal, tous ces préve- nus ont été invités à se rendre à l'audience du 7 mars 1906, mais

qu'à cette audience aucun d'eux ne voulant comparaître ni accepter la condamnation, force fut de les citer pour l'audience du 4 avril 1906; — Attendu que ledit jour 4 avril, l'avo- cat des prévenus étant souffrant, nous demanda par dépêche le renvoi de cette affaire; — Attendu qu'à cette audience M. Garonne vint au nom de sa femme, prévenue, et au nom aussi de l'avocat malade, demander le renvoi, ajoutant comme second motif (après la raison de santé de l'avocat), que, malgré leurs deman- des réitérées, les prévenus n'a- vaient pas pu prendre communi- cation des procès-verbaux dressés contre eux; — Attendu qu'en ré- ponse à cette affirmation, le minist- ère public affirma à son tour avoir déposé les procès-verbaux à notre greffe le 5 mars dernier; — Attendu que cette affirmation est détruite complètement par la date de l'en- registrement desdits procès-verbaux dont les uns ont été enregistrés le 5 mars et les autres le 6 mars, dates qui prouvent surabondamment que le 5 mars les procès-verbaux ne pouvaient pas être déposés à notre greffe; — Attendu que le 4 avril, le renvoi demandé fut accordé et l'an- dience fixée au 2 mai; — Attendu que le 2 mai, à 2 heures de l'après- midi, heure de l'audience de simple police, le ministère public fit com- muniquer par un agent de police, au Tribunal de céans, une dépêche qui l'appelait à Béziers, ce qui empêcha le Tribunal de siéger; — Attendu que M^e Catalan, avocat des préve- nus, déposa alors les conclusions sus- relatées, desquelles nous lui avons donné acte; — Attendu que les pré- venus cités une deuxième fois à com- paraître à l'audience de ce jour se

sont présentés; — Attendu qu'après lecture des procès-verbaux, les vingt et un premiers prévenus ont reconnu s'être trouvés dans l'église à 9 heures du matin, mais en être sortis sans bruit ni résistance dès qu'ils en ont été invités par le commissaire de police; — Attendu que sur les vingt-sept autres prévenus d'avoir contrevenu à l'article 479, § 8, du Code pénal, en criant : « A bas les voleurs ! à bas les casse-roles ! » vingt-cinq reconnaissent avoir chanté des cantiques, mais nient énergiquement avoir crié les paroles relatées dans les procès-verbaux; les trois autres prétendent n'avoir pas été à l'endroit où les faits reprochés se passaient; — Attendu que les agents verbalisateurs entendus en témoignage ont affirmé, sous le serment prescrit par l'article 155 du Code de procédure civile, l'exactitude des faits énoncés dans les procès-verbaux; — Attendu que les témoins des prévenus ont reconnu que les prévenus chantaient des cantiques, mais n'ont pas prononcé les paroles : « A bas les voleurs ! à bas les casseroles ! » — Attendu, cependant, que les dames Martin-Colombe ont pu prouver par la propriétaire de la maison où elles ont passé la matinée, et une parente de cette propriétaire, que la demoiselle Ferrières a pu prouver qu'à l'heure indiquée elle était à sa classe et partant qu'elles n'étaient pas à l'endroit où avait lieu le tapage mentionné au procès-verbal; — Qu'il y a donc lieu de les relaxer; — Attendu, pour les contrevenants à l'article 471, § 15, du Code pénal, que l'article 97, § 3, de la loi du 5 avril 1884, comprend expressément dans la police municipale le maintien du bon or-

dre dans les églises et autres lieux publics; — En se fondant sur ce texte, on pourrait dire que le pouvoir confié ainsi à l'autorité municipale embrasse, non seulement le droit d'intervenir dans l'église pour y rétablir l'ordre s'il était troublé, mais encore de prendre toute mesure préventive pour empêcher que l'ordre y soit troublé, et que des exemples récents et nombreux autorisent le maire d'Agde à prévoir que l'ordre pourrait être troublé dans l'église Saint-Sever à l'occasion de l'inventaire de cette église; — Le maire d'Agde, comme le président du Tribunal céans, n'ignorant pas les propos tenus par certaines personnes; — Qu'il est incontestable que, du haut de la chaire de Saint-Sever, un prêtre a excité les fidèles en disant ces paroles : « Les dames d'Agde prendront modèle sur les femmes de Paris », et que, dans une réunion tenue dans une maison privée située près de la gare d'Agde, deux ou trois jours avant l'inventaire de l'église Saint-Sever, les mêmes fidèles ont été excités à nouveau à faire de l'opposition; — M. le maire d'Agde était donc en droit de prendre un arrêté afin d'empêcher les désordres; — L'arrêté en question pris dans ces conditions est donc parfaitement légal; — Attendu, d'autre part, qu'il suffit que la citation énonce le fait sur lequel il est appelé à fournir les justifications (Cass., 23 avril 1831, 12 mai 1845 et 31 mai 1845) ou l'objet de la poursuite (Cass., 30 avril 1896); — En un mot, il faut que le cité sache de quoi il est prévenu; — Qu'il connaisse le Tribunal chargé de le juger, ainsi que le jour et l'heure auxquels il doit comparaître, formalités

qui ont été remplies par le ministère public ; — Disons que l'arrêté pris par M. le maire d'Agde est légal et que la citation est régulière ; — Attendu que l'article 471, § 15, du Code pénal est ainsi conçu : « Seront » punis d'une amende depuis 1 franc « jusqu'à 5 francs inclusivement, « ceux qui auront contrevenu aux « règlements légalement faits par « l'autorité administrative et ceux « qui ne se seront pas conformés « aux règlements ou arrêtés publiés « par l'autorité municipale en vertu « des articles 3 et 4, tit. XI, de la loi « du 16-24 août 1790 et de l'arti- « cle 46, tit. 1^{er}, de la loi du 19- « 22 juillet 1791 » ; — Qu'il y a lieu d'en faire l'application contre les contrevenants s'étant trouvés dans l'église le 12 février 1906 au matin ; — Attendu, pour les autres contrevenants, qu'il y a lieu de leur appliquer l'article 479, § 8, du Code pénal ainsi conçu : » Seront punis d'une « amende de 11 à 15 francs inclusi- » vement, les auteurs ou complices « de bruits ou tapages injurieux ou « nocturnes, troublant la tranqui- « lité des habitants » ; — Attendu qu'il y a lieu, toutefois, tant pour les uns que pour les autres, de leur accorder la faveur des circonstances atténuantes édictées par l'article 463 du même Code ; — Attendu, enfin, en ce qui concerne les frais, que plusieurs citations ont été données à des pères ou mères de prévenues comme étant civilement responsables, alors que lesdites prévenues sont majeures, que, dans ces conditions, il serait injuste de faire supporter ces frais aux intéressées, et ce avec d'autant plus de raison, qu'en se rapportant aux déclarations d'état civil faites à l'agent ver-

balisateur et mentionnées au procès-verbal, l'âge de chaque prévenue est bien indiqué ; — Par ces motifs, le Tribunal, statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort, mais individuellement contre chaque prévenu, condamne, conformément aux prescriptions de l'article 471, § 15, du Code pénal : 1^o Jean Boucard ; 2^o Georges Rouquette ; 3^o Augusta Théron, épouse Audouard ; 4^o Étienne Rigal ; 5^o Joséphine Blanc, veuve Chambal ; 6^o Anals Martin, épouse Félicien Caronne ; 7^o Marie Boyer, veuve Cauvy ; 8^o Marie Jeanjean, veuve Mérec ; 9^o Antoinette-Marie Brun ; 10^o veuve Laure Astruc ; 11^o Fanny Portes ; 12^o Pauline Fournier, veuve Gaigneau, dit d'Étiolles ; 13^o Marie Altairac, épouse Hector Borrelly ; 14^o Marie Gaillard, épouse Aimé Rouanet ; 15^o Joséphine Gout ; 16^o Élise Danès ; 17^o Marie Baraston ; 18^o Gaigneau, dit d'Étiolles-Sarats ; 19^o Marie Granier, épouse Jeanjean Simon ; 20^o Léonie Jouve, veuve Joseph Bédouin ; 21^o Magdeleine-Françoise Meinier, épouse Marius Carbon, chacun à l'amende de 1 franc et aux dépens, liquidés pour chacun d'eux à 10 fr. 60 ; — Condamne, conformément à l'article 479, § 8, du Code pénal : 1^o Antoinette Julien ; 2^o Jeanne Maraval ; 3^o Nègre ; 4^o Joséphine Bessière ; 5^o Germaine Coste ; 6^o Françoise Gouzy ; 7^o Jeanne Lautet ; 8^o Claire Nourri, épouse François Bousségon ; 9^o Victorine Roques ; 10^o Marie Rzigade, contre laquelle, par erreur, deux procès-verbaux avaient été dressés, et à l'un desquels renonce le ministère public ; 11^o Elné Col, épouse Henri Deloumier ; 12^o Anna Besset, mineure, sa mère responsa-

ble; 13° Françoise Basty; 14° Rosalie Sanès; 15° Anna Matheniaie; 16° Eugénie Reboul, épouse Olivier; 17° Marguerite Boudou, épouse Louis Garrigues; 18° Rose-Antoinette Pomel, mineure; 19° Françoise Allemand, épouse Louise Cassagues; 20° Jeanne Corveux; 21° Adeline Bernard; 22° Antoinette-Marie Boissezon; 23° Marguerite Razimband; 24° Marie-Christophe Oswald; 25° Léontine Bouch, chacune à l'amende de 2 francs et aux dépens, liquidés pour toutes à 10 fr. 70, sauf pour Anna Besset, Rose Pomel et Adeline Bernard, dont les frais liquidés s'élèvent à chacune 11 fr. 80, y compris le coût de la copie de la personne civilement responsable; — Relaxons les prévenues ci-après : Colombe-Claire Martin, Antoinette Foillat, épouse Colombe Martin, Marie Fœrrier, pour les motifs sus-indiqués. »

Observations. — Les solutions de ce jugement sont exactes en fait et en droit et ne peuvent être qu'entièrement approuvées par les motifs déduits dans la sentence.

Justice de paix du canton de Sainte-Marie-Siché (Corse).

Président : M. BOLELLI, juge de paix.

17 mai 1901.

Listes électorales. — Tiers-électeur intervenant. — Appel contre la décision de la Commission municipale. — Domicile. — Résidence.

Doit être inscrit ou maintenu sur la liste électorale d'une commune l'électeur qui justifie de son domicile réel ou de sa résidence de six mois au moins dans cette commune, ou qui est personnellement in-

scrit au rôle des contributions ou des prestations en nature.

Au contraire doit être rayé l'électeur qui, ayant une résidence de six mois, et ayant été comme tel inscrit sur la liste d'une commune, a cessé d'y résider et s'est établi dans une autre commune.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les actes d'appel et les décisions ; — Vu l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, et après avoir entendu les appelants et leur contradicteur dans leurs conclusions ; — Vidant notre délibéré ; — Attendu, d'une part, que lesdits appels ont été formés en temps utile ; — Attendu, d'autre part, que, par ses décisions du 9 février dernier, la Commission municipale de la commune de Sainte-Marie-Siché a : 1° refusé l'inscription des sieurs Ottavi (Toussaint), Leonetti (Pierre), et Pozzo-di-Borgo (Antoine), par le motif que le premier avait lui-même demandé sa radiation et qu'il était frappé d'incapacité, que les deux autres n'avaient ni domicile ni résidence dans cette commune ; 2° ordonné l'inscription des sieurs : 1° Canavaggio (Paul) et... 16° Guglielmi (Jean-Baptiste), par le motif que les dix premiers sont des postillons ou conducteurs de voiture au service de la Compagnie des Messageries-Poste, qui a son siège social à Sainte-Marie ; qu'ils sont prestataires, et qu'à ce titre, ils ont demandé, l'année dernière, à être inscrits sur la liste électorale de cette commune ; qu'il fut fait droit à leur demande, et que, depuis lors, ils ont toujours voté à Sainte-Marie ; — Attendu que Guglielmi (Jean-Baptiste) a demandé, lui aussi,

à être électeur à Sainte-Marie en qualité de contribuable, et qu'il a produit, en temps utile, toutes les pièces justificatives de cette inscription; — Attendu que les trois frères Clément, Innocent et Paul Ettori, Codaccioni (Jean-Noël) et Grimaldi (Antoine) ont été inscrits comme ayant leur domicile ou une résidence de plus de six mois dans cette commune; — Au fond: — Statuant par un seul jugement sur les trois appels susdatés, vu leur connexité; — En ce qui concerne l'inscription des sieurs Leonetti (Pierre), Pozzo-di-Borgo (Antoine) et Ottavi (Toussaint); — Attendu que ces trois électeurs, quoique non originaires de la commune de Sainte-Marie-Siché, l'habitent depuis plusieurs années; que le premier, après son service militaire, est rentré au sein de sa famille, à Sainte-Marie-Siché; qu'il n'a quitté cette commune que momentanément pour aller, d'abord, à Guargualé pour y exploiter une usine à huile, et ensuite à Pila-Canale pour s'y marier; qu'après cette exploitation et son mariage, il s'est retiré avec sa femme à Sainte-Marie; que, depuis lors, il n'a plus quitté cette commune; — Attendu que Pozzo-di-Borgo se trouve dans un cas identique, c'est-à-dire dans le même cas que Leonetti; qu'à la différence de ce dernier, il s'est marié à Sainte-Marie, alors qu'il était toujours mineur; qu'à sa majorité, il a subi le sort à Sainte-Marie, et qu'après son service militaire, il s'est retiré dans cette commune où il vit avec sa femme et son enfant; que c'est à tort qu'il n'a pas été inscrit sur la liste électorale, sous prétexte que le temps qu'il a passé dans cette commune avant son dé-

part pour le service militaire ne lui compte pas pour la résidence, ayant conservé pendant sa minorité le domicile de son père qui est à Zigliara; — Attendu que la Cour de cassation en a décidé autrement toutes les fois qu'elle a eu à décider des cas analogues à celui dont nous sommes saisi (voir, entre autres arrêts, ceux des 18 mars et 2 avril 1884 et 6 avril 1886); — Attendu, au surplus, que, depuis sa majorité, c'est-à-dire après avoir subi le sort, Pozzo-di-Borgo n'a pas cessé de résider à Sainte-Marie depuis le mois de janvier jusqu'au mois de novembre suivant, époque de son incorporation au corps; — Attendu qu'Ottavi (Toussaint) réside depuis plusieurs années dans la commune de Sainte-Marie-Siché, où il a été inscrit sur la liste électorale jusqu'au 15 janvier 1905; — Qu'il a plu à la Commission administrative de le rayer, sous prétexte qu'il avait quitté cette commune; que la commission municipale a maintenu cette radiation, motif pris de ce que cet électeur avait demandé lui-même sa radiation et qu'en outre il était frappé d'incapacité électorale; — Attendu que, mis en demeure de fournir la double preuve, à savoir qu'Ottavi avait demandé lui-même sa radiation ou qu'il était incapable, le sieur Collinchi n'a pas administré cette preuve; — En ce qui concerne l'appel du même Vincent d'Ornano contre l'inscription des sieurs: 1° Canavaggio (Paul); 2° Fabiani (Jacques); 3° Guerrini (Jacques); 4° Hampie (Antoine); 5° Lanfranchi (Antoine); 6° Lanfranchi (Martin); 7° Marsily (Jacques); 8° Mei (David); 9° Poli (Fiorino); 10° Predali (Charles); 11° Guglielmi (Jean-Baptiste): — Attendu

que l'appelant prétend et soutient que ces électeurs n'ont ni résidence ni domicile à Sainte-Marie-Siché; qu'il demande acte de son affirmation, que nous lui octroyons; — Mais attendu que ces onze électeurs ont été inscrits sur leur demande personnelle, en 1904, sur la liste de la commune de Sainte-Marie-Siché en qualité : les dix premiers de contribuables et de prestataires, et le dernier comme contribuable, ce qui n'exige ni domicile ni habitation dans la commune; que leur inscription a été opérée par la Commission municipale, sans protestation aucune; que c'est à Sainte-Marie que les dix premiers ont voté aux deux dernières élections qui ont eu lieu dans cette commune, en 1904; — Attendu que leur situation électorale n'a pas changé cette année; qu'étant toujours portés au rôle des prestations de Sainte-Marie-Siché, on peut invoquer pour le maintien de leurs noms sur la liste électorale et l'autorité de la chose jugée (la décision de la Commission municipale non attaquée dans les délais légaux), et le principe de la permanence des listes qui s'oppose à ce qu'un électeur déjà inscrit soit radié d'une liste électorale sous le seul motif qu'il n'a pas son domicile ou sa résidence dans la commune, s'il n'est pas constaté, en outre, que cet électeur n'est pas inscrit au rôle des contributions directes ou des prestations en nature (Cour de cass., 24 mars 1890); — Attendu que la thèse ou l'organisation développée, dans ses conclusions écrites, par l'appelant d'Ornano n'est point soutenable au point de vue juridique; que c'est à tort qu'il a soutenu, à l'audience, que les cotes

personnelle et mobilière sont inséparables; qu'en effet, bien que ces deux contributions aient été réunies par l'article 8 de la loi du 21 avril 1832, restent distinctes en fait, la taxe personnelle pouvant être imposée isolément; que c'est à tort qu'il soutient que la cote mobilière a son assiette dans l'habitation seule, car on peut être imposé à la personnelle dans un endroit et à la mobilière en plusieurs endroits que vous n'habitez pas; — Attendu que l'article 14, n° 2, de la loi du 5 avril 1884 prescrit d'inscrire sur la liste électorale d'une commune les individus qui figurent au rôle des prestations en nature ou des contributions directes, et qui, s'ils ne résident pas dans la commune, auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux; — Que c'est le cas des dix premiers électeurs contestés qui sont contribuables et qui, en 1904, ont fait cette déclaration; — Attendu, dès lors, que le juge d'appel ne peut ordonner la radiation de ces dix électeurs, motif pris qu'ils ne sont inscrits au rôle que pour la contribution personnelle et qu'ils sont indûment portés au rôle des prestations, le juge de paix ne pouvant et ne devant pas se prononcer sur le mérite de ces deux inscriptions (personnelle et prestations) qui doivent produire leurs effets légaux, tant qu'elles subsistent (Cass., 25 mars 1903); — Attendu, en outre, que par un autre arrêt en date du 26 avril 1892 (aff. Bordas), elle a décidé que « la seule inscription « au rôle des prestations en nature « suffit à conférer le droit électoral; qu'il n'y a pas à rechercher « si elle est fondée et si, dans l'intervalle écoulé entre le jour de la

« confection des rôles et la revision
 « des listes, le prestataire a cessé de
 « remplir les conditions nécessaires
 « à être assujéti à cette taxe » ; —
 En ce qui concerne les nommés Co-
 daccioni (Jean-Noël), Ettori (Clé-
 ment), Grimaldi (Antoine), Ettori
 (Innocent) et Ettori (Paul) ; — At-
 tendu que les trois premiers ne
 remplissent aucune des conditions
 exigées par la loi pour être inscrits
 sur la liste électorale de Sainte-Ma-
 rie-Siché ; qu'en effet, ils n'y sont
 pas nés, ils n'y ont ni domicile, ni
 résidence, et ne sont imposés ni à
 rôle des contributions directes ni à
 celui des prestations en nature ; —
 Que, s'il est vrai qu'Ettori (Clément)
 ait été inscrit pendant un certain
 temps sur la liste électorale de cette
 commune, il est également vrai qu'il
 n'avait été inscrit qu'à cause de sa
 résidence ; que, dès lors, ayant
 quitté cette commune depuis plus
 de six mois pour aller s'établir à
 Azilone-Ampaza, où il fait du char-
 bon et où il a ouvert une buvette, il
 doit être rayé de la liste électorale
 de Sainte-Marie-Siché ; — Attendu
 que les deux derniers (Innocent et
 Paul Ettori) résident depuis plus de
 trois ans à Sainte-Marie ; que c'est
 en cette qualité qu'ils ont été in-
 scrits sur la liste électorale de cette
 commune où, depuis leur inscrip-
 tion, ils ont toujours rempli leurs
 droits électoraux ; que vainement
 les appelants soutiennent que ces
 deux électeurs ont quitté Sainte-
 Marie depuis plus de six mois pour
 s'en aller à Cauro, et que, partant,
 ils ont perdu le droit de demeurer
 inscrits dans cette commune ; —
 Attendu que l'appelant d'Ornanon n'a
 prouvé la non-résidence ou la perte
 de la résidence à Sainte-Marie de

ces deux électeurs ; qu'il est ré-
 sulté, au contraire, des débats, qu'E-
 ttori (Paul) n'a quitté cette commune
 qu'au mois de novembre dernier
 pour aller faire le garçon d'écurie à
 Cauro et aider son frère Innocent,
 postillon au service de la Compa-
 gnie des Messageries-Poste, et qui
 voyage de Sainte-Marie à Cauro et
vice-versa ; — Attendu qu'Ettori (In-
 nocent) n'a jamais perdu la rési-
 dence à Sainte-Marie ; qu'il est vrai
 que son service l'oblige, tous les
 matins, à quitter cette commune,
 mais il y revient tous les soirs et y
 passe toute la nuit ; que la rési-
 dence, grammaticalement et juri-
 diquement, est là où une personne
 a son gîte et où elle se repose des
 fatigues du jour ; — Attendu qu'à
 toutes ces considérations, il faut en
 ajouter une autre qui est peut-être
 la plus importante, c'est que ces
 deux individus n'étant inscrits nulle
 part, ce serait les priver de leurs
 droits électoraux que de les radier
 de la liste de la commune de Sainte-
 Marie ; — Par ces motifs, statuant
 par jugement contradictoire en der-
 nier ressort ; — Faisant droit sur les
 appels susdatés, les déclarons d'une
 part recevables et bien fondés en ce
 qui concerne les sieurs : 1° Codac-
 cioni (Jean-Noël) ; 2° Ettori (Clé-
 ment) ; 3° Grimaldi (Antoine) ; 4° Gu-
 glielmi (Jean-Baptiste) ; 5° Leonetti
 (Pierre) ; 6° Ottavi (Toussaint) ;
 7° Pozzo-di-Borgo (Antoine) ; — In-
 firmes la décision de la Commis-
 sion municipale de la commune de
 Sainte-Marie-Siché, en date du 9 fé-
 vrier dernier, et ordonnons la ra-
 diation des quatre premiers de la-
 dite liste électorale de cette com-
 mune pour l'année 1905, et l'in-
 scription des trois derniers sur cette

même liste et pour ladite année; — Déclarons, d'autre part, les appels de la susdite décision en ce qui concerne les sieurs : 1° Canavaggio (Paul); 2° Ettori (Innocent); 3° Ettori (Paul); 4° Fabiani (Jacques); 5° Guerrini (Jacques); 6° Hompic (Antoine); 7° Lanfranchi (Antoine); 8° Lanfranchi (Martin); 9° Marsily (Jacques); 10° Mei (David); 11° Poli (Fiorino); 12° Predali (Charles); — Confirmons la décision attaquée, et ordonnons qu'elle sera exécutée selon sa forme et teneur. »

Observations. — Solutions justes sur tous les points. Aussi la Cour de cassation, saisie d'un pourvoi contre ce jugement, a-t-elle rejeté ce pourvoi suivant arrêt du 12 juillet 1906.

Justice de paix du canton de Fleuryville
(Seine-Inférieure).

Président : M. LACHAT, juge de paix.

28 août 1906.

Clôture. — *Ronce artificielle.* — *Recueil d'usages locaux.* — *Distance.* — *Action non recevable.*

Aucune distance n'est imposée par la loi aux propriétaires pour l'établissement de clôtures en ronces artificielles.

N'a aucune valeur et ne peut être invoqué en justice un recueil d'usages locaux rédigé par des particuliers sans mandat.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en fait, que Quesnel a fait citer Louvet à comparaître devant ce Tribunal pour le faire condamner : 1° à

enlever la clôture en fils de fer, dite *ronces artificielles*, par lui placée entre sa propriété, nature herbage, située à Auzouville, et la terre occupée par lui, Quesnel, sur le territoire de la commune de Foucart, lieudit Beau-Soleil, également nature herbage; 2° à entendre dire et prononcer que cette clôture ne pourra être remplacée qu'à la distance de 50 centimètres; 3° à lui payer la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé, outre les dépens; — Attendu que Louvet soutient que l'article 180 du Code des usages locaux du département de la Seine-Inférieure ne fixe la distance de 50 centimètres que pour les haies vives et non pour les haies sèches, lisses et barrages, lesquelles peuvent être élevées à fin d'héritage; — Attendu, en droit, que, suivant les dispositions des articles 647 et 671 du Code civil, tout propriétaire peut clore son héritage, sauf l'exception portée en l'article 682 du Code civil; que la clôture de haie vive ne peut être plantée qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants ou par des usages constants et reconnus, et à défaut, qu'à la distance d'un demi-mètre si elle ne dépasse pas 2 mètres de hauteur; — Mais, attendu qu'il n'en est pas de même pour les haies sèches formées d'épines ou cordelées d'autres branchages entrelacés, ou de palissades, treillages, pieux reliés par des fils métalliques et autres de ce genre pour lesquelles aucune distance n'a été fixée par la loi et qui peuvent être dressées, sans moyen, à l'extrémité du terrain de celui qui les établit; qu'il importe peu que les fils de ronces artificielles soient

dangereux pour les hommes et pour les animaux qui vont s'y frotter; que, précisément, la qualité la plus utile d'une bonne clôture est de mettre obstacle à l'invasion de la propriété d'autrui; — Attendu que l'on objecte encore, mais vainement, que le Recueil des usages locaux de 1904, dans son article 163, a fixé la distance à 50 centimètres du terrain voisin les clôtures en ronces artificielles; — Attendu que le Code des usages locaux de 1875, seul, a constamment été reconnu et pratiqué en Normandie, dans le département de la Seine-Inférieure et notamment dans l'arrondissement d'Yvetot; — Attendu que le Recueil de 1904 qui a été rédigé par des agriculteurs expérimentés, sans doute, et dans un but louable, mais dont les prescriptions n'ont pas été constamment reconnues et suivies par la généralité des habitants, et pendant un temps assez long pour les consacrer, ne peut avoir force de loi; que, s'il en était autrement, ce serait imposer aux citoyens des règlements élaborés par la volonté de particuliers sans mandat et substituer ces derniers au législateur qui, seul, a le pouvoir d'élaborer des lois et des règlements et de les édicter; que, dès lors, il n'échet pas d'avoir égard aux prescriptions du prétendu Recueil de 1904, mais uniquement à celles du Code des usages locaux de 1875, qui, seules, ont été constamment reconnues, pratiquées et suivies par tous et ont acquis l'autorité qui leur donne force de loi dans la matière et l'espèce qui nous occupent; — Attendu, enfin, que Quesnel ne justifiant pas qu'il ait souffert d'un préjudice quelconque, il n'y a lieu de lui allouer une indemnité à titre

de dommages-intérêts; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort, disons que c'est à tort que Quesnel a intenté cette action à l'encontre de Louvet; disons qu'il est non recevable dans son action, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Le mode de clôture consistant dans l'emploi de fils de fer dits *ronces artificielles*, présente de graves inconvénients, pour les bestiaux d'abord qui peuvent s'y blesser, ensuite et même pour les passants que ces ronces peuvent accrocher. Mais aucune disposition de loi n'a établi de distance obligatoire pour le placement de ces clôtures, et le juge saisi d'un litige ne peut, pour justifier sa décision, se baser sur des usages locaux recueillis ou inventés par des personnalités sans mandat, alors même que ces prétendus usages pourraient être considérés comme conformes à l'intérêt général. La vérité est que ceux qui emploient ces ronces artificielles peuvent être rendus responsables du dommage qui aura été causé par elles à des tiers. Encore faut-il qu'il y ait eu dommage effectif et dûment établi pour qu'une action soit ouverte aux tiers.

Justice de paix de Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre).

Président : M. BOURGUET, juge de paix.

22 février 1906.

Demande personnelle et mobilière. — Erreur commise dans un rapport d'experts. — Cheptel. — Arrangement. — Compétence du juge de paix.

Le juge de paix est compétent pour

connaître en dernier ressort d'une demande en paiement d'une somme de 100 francs, alors même que cette demande est basée sur une erreur commise au détriment du demandeur dans un rapport d'experts.

Compétent pour statuer sur l'action il l'est également pour connaître des exceptions.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Par un exploit, le demandeur a fait appeler le défendeur devant ce Tribunal pour le faire condamner à lui payer la somme de 100 fr., qu'il lui doit par suite d'une erreur matérielle commise par les experts des parties dans le calcul de l'estimation du cheptel remis le 10 novembre dernier par le requérant, fermier sortant, à M. Merle, fermier entrant du domaine d'Agnon de Saint-Pierre-le-Moûtier, laquelle erreur a d'ailleurs été reconnue après coup par lesdits experts, et s'entendre condamner aux intérêts de droit et aux dépens.

Le défendeur a reconnu à la barre qu'il y avait erreur matérielle, mais que cette erreur disparaissait par suite de l'arrangement intervenu ultérieurement entre M. Fèvre et lui.

Jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu le jugement interlocutoire du 15 février dernier, ensemble les articles 1110, 1131, 1304, 1376, 2058 du Code civil ; — Attendu qu'à la date du 10 novembre 1905, à sa sortie du domaine d'Agnon, Fèvre fit cession de son cheptel au fermier entrant Merle, et pour procéder à l'é-

valuation dudit cheptel les intéressés ont eu recours, chacun de leur côté, à des experts : M. Jendy, pour Fèvre, et M. Clément, pour Merle ; — Attendu que les experts susdésignés, en établissant le mémoire pour l'évaluation du cheptel, ont commis une erreur partielle de calcul dans l'opération qui consistait à multiplier le prix d'une vache par le nombre total de vaches de même valeur : l'évaluation acceptée réciproquement étant de 285 fr. l'une, soit 285×3 vaches = 855 et non 755, chiffre sorti par erreur ; — Attendu que le défendeur se refuse au paiement de la somme de 100 fr. qui lui est réclamée, basant son refus sur les motifs suivants : que le marché, en ce qui concerne le règlement total s'élevant à 8475 fr. 40, a été librement consenti ; que, si le chiffre total avait été élevé de 100 francs de plus, il n'aurait peut-être pas consenti le marché ; qu'un laps de temps s'étant écoulé, il n'y a pas à y revenir, et qu'enfin, si une pareille demande (rectification d'erreur) était prise en considération par les Tribunaux après que des comptes ont été réglés, on pourrait, à tout instant être tracassé par des redressements d'erreur ; — Considérant que, si le fait en lui-même n'est pas dénié par le défendeur, que, de plus, il est reconnu par les deux experts que la bonne foi du défendeur est entière et absolue, il y a lieu d'examiner le litige en droit strict ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1110 du Code civil, ainsi conçu : « L'erreur n'est une cause « de nullité de la convention que « lorsqu'elle tombe sur la substance « même de la chose qui en est l'objet, ce qui revient à dire que si

« l'erreur ne tombe que sur un motif particulier qui a porté une personne à contracter une obligation, et que l'obligation a d'ailleurs une cause suffisante sans ce que l'autre partie doit donner de son côté, l'erreur n'entraîne pas la nullité de l'engagement » ; — Attendu que, dans le cas soumis à notre jugement, la convention, c'est le prix d'une vache, l'unité ; l'obligation, c'est la somme produite par le prix d'une vache multipliée par le nombre de vaches ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1131 du Code civil, ainsi conçu : « L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet. L'erreur entraîne la nullité de l'acte, lorsque la cause de l'engagement le rend nul, parce qu'alors la cause est fausse » ; — Attendu que l'article 1304 du Code civil limite à dix ans l'action en nullité, prescription, pour cause d'erreur, et cela à partir de la découverte de l'erreur ; — Attendu que l'article 1376 du Code civil dit que celui qui a reçu par erreur une chose qui ne lui est pas due doit la restituer à celui de qui il l'a indûment reçue ; — Attendu enfin, en dernière analyse, que l'article 2038 du Code civil impose, par ses termes précis, impérieux, la réparation d'erreur de calcul comme dans le cas qui est soumis à notre jugement ; cette théorie est largement confirmée par une jurisprudence unanime et constante ; — Par ces motifs, le Tribunal, jugeant contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamne Merle à payer à Fèvre la somme de 100 francs et aux dépens. »

Observations. — Aux termes de la loi actuelle, le juge de paix est compétent pour connaître en premier ressort seulement, jusqu'à 600 francs, sans appel jusqu'à 300 francs, des demandes purement personnelles et mobilières. Dans l'espèce, le juge de paix, la demande étant de 100 francs seulement, était compétent pour statuer en dernier ressort. On nous avise que cependant le Tribunal civil de Nevers, saisi de l'appel, a infirmé le jugement et déclaré le premier juge incompétent. Pour quelle cause ? Les juges de Nevers ne l'ont pas dit bien clairement. Est-ce parce qu'il s'agissait de reconnaître l'erreur invoquée par le demandeur, et que l'affaire semblait quelque peu compliquée ? Ce n'est pas là un motif sérieux. Juge de l'action, le juge de paix est juge des exceptions ; c'est ce que les Tribunaux civils paraissent ignorer trop souvent, et nous avons eu bien des fois l'occasion de relever des infirmations insuffisamment justifiées. Nous pouvons ranger dans le nombre le jugement infirmatif du Tribunal de Nevers auquel nous préférons infiniment la sentence de M. Bourguet, plus exacte en droit et juste au fond.

Justice de paix de Roussillon (Isère).

Président : M. LAUGIER, juge de paix.

15 février 1906.

Demande en paiement de loyers. — Contestation de propriété. — Exception. — Compétence du juge de paix. — Indemnité de relocation.

Le juge de paix, compétent pour statuer sur une demande en paiement de loyers,

l'est également pour connaître de l'exception soulevée par le défendeur, alors même qu'il s'agit d'une exception de propriété, et si d'ailleurs la prétention du locataire d'être le propriétaire de l'immeuble loué paraît être peu sérieuse.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les consorts Ogeret ont fait citer Gay devant nous en paiement de 92 fr., pour quatre années de loyer d'une écurie et coursises à Aubervilliers, résiliation du bail verbal à raison du défaut de paiement, et expulsion si besoin est ; — Attendu que Gay a contesté le droit au bail des consorts Ogeret, prétendant être propriétaire des lieux qu'il occupe en vertu d'un acte de partage dont il faudrait interpréter les termes : *interprétation et question de propriété*, qui excéderaient notre compétence ; — Mais attendu qu'étant compétent, aux termes de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1905, pour connaître de la demande principale, nous sommes aussi compétent pour connaître de l'exception soulevée, d'autant plus que cette exception n'est pas sérieuse ; — Attendu, en effet, que Gay n'a produit aucun acte de partage, qu'il n'indique ni la date ni le notaire qui l'aurait reçu ; qu'au contraire, les consorts Ogeret établissent par des actes notariés, corroborés d'ailleurs par ceux du défendeur, l'origine de la propriété qu'ils ont de l'immeuble occupé par Gay ; qu'ils en payent l'impôt, alors que Gay soutient l'avoir à charge ; qu'ils l'ont, eux et leurs auteurs, assuré contre l'incendie ; — Attendu que Gay a payé le loyer dont s'agit pendant plus de dix ans ; qu'il a

même retenu sur le loyer le coût de réparations faites par ses soins ; — Attendu que l'aspect des lieux indique clairement que le local litigieux est distinct du tènement contigu du défendeur ; — Attendu que Gay à la dernière audience, lors de la production complète des titres des demandeurs, n'a plus prétendu être propriétaire du local, mais a réduit ses prétentions à la propriété d'une bande de 1 mètre de largeur, demandant que le mur mitoyen soit reculé de 1 mètre au nord ; — Attendu, dès lors, que la contestation soulevée par Gay apparaît bien ne l'avoir été que dans le but de retarder le paiement des loyers dus ; qu'il y a mauvaise foi de sa part à susciter aux demandeurs des obstacles de procédure qui ne sont que de la chicane sans fondement aucun, comme aussi à les menacer d'une action pétitoire et en réclamation de l'indû ; qu'il doit réparation de ce chef aux demandeurs ; — Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande de résiliation du bail verbal avec expulsion des lieux loués, pour défaut de paiement aux échéances convenues ; — Attendu que les bailleurs ont droit à une indemnité de relocation ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement en premier ressort ; — Nous déclarons compétent ; — Condamnons Gay à payer aux consorts Ogeret, avec intérêts de droit, la somme de 92 francs pour loyers échus le 1^{er} novembre dernier ; — Prononçons la résiliation immédiate du bail verbal ; — Ordonnons l'expulsion de Gay huit jours après la signification du jugement ; — Le condamnons en 80 francs d'indemnité envers les bailleurs, tant pour relocation que

pour le préjudice causé, en ce compris le loyer en cours, et, en outre, aux dépens. »

Observations. — Solution incontestablement exacte. Une simple allégation de propriété, non appuyée d'un titre, ne saurait changer la compétence du juge de paix.

Justice de paix du canton Est d'Auxerre (Yonne).

Président : M. ROUSTAN, juge de paix.

13 juin 1906.

Élections. — *Commission administrative.* — *Absence de notification.* — *Appel devant le juge de paix.* — *Cassation du jugement et renvoi devant un autre juge.* — *Renonciation de l'électeur.*

L'omission de statuer, en matière électorale, équivaut au rejet de la demande et ne laisse aux intéressés d'autre voie de recours que l'appel devant le juge de paix.

Au cours des débats et même après cassation, et devant le Tribunal de renvoi, l'électeur peut modifier ses conclusions et renoncer à demander l'inscription de son nom sur la liste électorale d'une commune dans laquelle il a demandé d'abord à être inscrit et que d'ailleurs il n'habite pas.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX du canton Est d'Auxerre, assisté de M. Tessin, commis greffier, remplaçant le greffier décédé, après avoir pris connaissance de toutes les pièces jointes au dossier qui nous a été renvoyé par la Cour par décision spéciale prise en Chambre du conseil le 9 mai, et des nouvelles pièces apportées à l'audience par Jean Martin et Penvriër; — Après avoir reçu les nou-

velles conclusions déposées par Jean Martin et l'avoir entendu dans ses moyens de défense, agissant devant nous comme tiers électeur, mais porté comme mandataire de Georges Penvriër et Alexis Bedeau devant le juge de paix du canton ouest d'Auxerre, d'après le jugement de ce magistrat du 27 avril 1906 et selon les pièces jointes au dossier qui nous a été renvoyé par la Cour; — Ensemble toutes les pièces du dossier, anciennes et nouvelles conclusions et défense de Jean Martin et après en avoir délibéré; — En ce qui concerne Alexis Bedeau; — Attendu que la Cour de cassation, dans son arrêt, ne nous a pas chargé de statuer à nouveau sur la demande d'inscription de Bedeau; que cet arrêt du 9 mai dernier, par lequel nous avons été désigné par délibération spéciale prise en Chambre du conseil pour statuer à nouveau, ne porte que sur la demande de Georges Penvriër et ne dit rien d'Alexis Bedeau; — Attendu qu'il ne nous appartient pas de rechercher pourquoi l'arrêt de la Cour nous a chargé de statuer sur la demande de Penvriër seul, et ne dit rien en ce qui concerne Bedeau; — Que nous ne pouvons pas outrepasser la décision de la Cour sans violer son arrêt; — Par ces motifs, disons que nous n'avons pas à statuer sur la demande de Jean Martin au sujet d'Alexis Bedeau; — En ce qui concerne Georges Penvriër, rayé d'office de la liste électorale par la Commission administrative de Chevannes; — Attendu qu'il résulte des débats et des lettres du maire de Chevannes, en date des 24 avril et 27 mai 1906, lettres versées aux débats et jointes au dossier, que Penvriër était porté sur la

liste électorale de Chevannes, 2^e section d'Orgy, depuis 1903, et qu'il a été rayé d'office le 13 janvier 1906 par la Commission administrative, sans que cette radiation lui ait été notifiée; — Que le tableau de rectification porte pour seul motif de cette radiation la mention *parti*; — Que si le maire de Chevannes prétend dans ses lettres que Penvrier était parti de la commune sans donner son adresse, il n'en ressort pas moins la preuve évidente que Penvrier n'a pas été prévenu de sa radiation, et par cela même a été mis dans l'impossibilité de faire valoir ses droits devant la Commission municipale; — Attendu que c'est à l'autorité qui a rayé d'office un électeur précédemment inscrit, à justifier en cas de contestation cette radiation; — Qu'ainsi, sans cette justification faite, l'électeur qui est régulièrement inscrit sur la liste électorale de cette commune a droit de s'y faire maintenir; — Qu'en l'état, cette justification n'a pas été donnée à Penvrier pour la combattre et la contrôler, puisque sa radiation ne lui a pas été signifiée, et que la mention *parti* portée au tableau de rectification est insuffisante pour motiver une radiation; — Attendu encore que le principe de la permanence des listes électorales a pour conséquence de donner à un électeur inscrit un droit acquis à son inscription tant qu'une décision régulière et portée à sa connaissance n'a pas prononcé sa radiation (Cour de cassation, 27 juillet 1887); — Que Penvrier n'ayant pas eu connaissance de sa radiation, on ne peut l'empêcher de porter ses réclamations devant la juridiction compétente qui est encore à sa disposi-

tion; — Que, d'autre part, le refus ou l'omission, soit par le maire de transmettre à la Commission électorale une réclamation même verbalement donnée, soit par la Commission de statuer sur une réclamation portée devant elle équivaut à un rejet de la demande et donne à l'électeur qui n'a pu obtenir une décision le droit de se pourvoir devant le juge de paix, lequel devient alors compétent pour connaître le litige comme s'il avait été jugé par la Commission (Cour de cassation, 23 mai 1881 et 19 mai 1884), et qu'il en est ainsi lorsque l'électeur n'a point été mis à même de faire valoir ses droits devant la Commission municipale (Cour de cassation, 21 avril et 7 décembre 1887); — Attendu qu'en matière électorale, l'omission de statuer de la part de la juridiction du premier degré équivaut à une décision de rejet et ne laisse aux citoyens intéressés d'autre voie ouverte pour obtenir justice que le recours au juge de paix (Cass., 26 avril 1892); — Attendu que Penvrier n'ayant pas reçu de notification de sa radiation, a été par là mis dans l'impossibilité de connaître en temps opportun la modification de la liste électorale de Chevannes qui le concerne, par conséquent n'a pas pu contrôler ni combattre sa radiation, et qu'en s'adressant aujourd'hui au juge de paix, la seule juridiction qui lui reste, exerce un droit indéniable, et qu'ainsi sa demande est régulière en la forme; — Par ces motifs, disons que l'appel de Penvrier en la forme est régulier et recevable, et l'admettons, et statuons au fond par voie d'appel; — Attendu que Penvrier a fait défaut, mais nous a fait parvenir une

déclaration écrite en date du 28 mai, déclaration lue à l'audience et par laquelle il déclare renoncer aujourd'hui à son inscription d'électeur sur la liste électorale de Chevannes, 2^e section d'Orgy; — Attendu que le demandeur a toujours le droit de retirer ou modifier sa demande en cours d'instance, surtout quand ce retrait ou cette modification ne peut tourner que contre lui-même; — Qu'en renonçant aujourd'hui à demander son inscription d'électeur à Chevannes, Penvrier exerce encore un droit incontestable, et qu'on ne peut maintenir malgré lui sur la liste électorale d'une commune le nom d'un électeur qui a quitté cette commune depuis déjà deux ans; — Que, dès lors, nous n'avons pas à examiner si Penvrier pouvait ou non être porté comme électeur sur la liste électorale de Chevannes; — Que nous n'avons qu'à maintenir la décision prise par la Commission administrative de la commune de Chevannes, 2^e section d'Orgy, le 15 janvier dernier, puisque ce sont les intentions du demandeur appelant radié par cette Commission; — Par ces motifs, statuant publiquement par défaut contre Penvrier, mais contradictoirement contre Jean Martin; — Disons que Penvrier ne sera pas inscrit sur la liste électorale de la commune de Chevannes, 2^e section d'Orgy, pour l'année 1906; — Et en ce qui le concerne, maintenons purement et simplement la décision prise le 15 janvier 1906 par la Commission administrative de la commune de Chevannes, 2^e section d'Orgy, radiant Penvrier; renvoyons les parties sans dépens conformément au décret organique du 2 février 1852 (art. 22). »

Observations. — Solutions incontestablement exactes. On peut, à bon droit, s'étonner que l'électeur ait saisi successivement toutes les juridictions pour finir par abandonner sa demande.

Justice de paix du canton de Vouvray
(Indre-et-Loire).

Présid. : M. A. JOUANNEAU, juge de paix.

6 juillet 1906.

Dégradations imputées au fermier. — Malfaiteurs. — Défaut de surveillance. — Responsabilité.

L'article 1732 du Code civil, aux termes duquel le preneur répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute, édicte contre le locataire une présomption légale de faute qu'il suffit au propriétaire d'invoquer.

Le preneur, qui invoque le cas fortuit ou la force majeure, n'est libéré que s'il établit que ce cas fortuit n'a pas été causé par une faute qui est imputable soit à lui, soit aux personnes dont il répond.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs dires, moyens et conclusions, et les avocats de la cause, du barreau de Tours, en leurs plaidoiries : M^e Oudin, pour les demandeurs, et M^e Chautemps, pour les défendeurs; — Vu l'article 4, § 3, de la loi du 12 juillet 1903; — Vu l'article 1732 du Code civil; — Vu notre jugement interlocutoire du 15 juin dernier; — Vidant notre délibéré; — Attendu que, par exploit du 5 juin 1906, les époux Loisel, agissant

comme bailleurs des époux Bodier, ont fait citer ces derniers devant le Tribunal de céans pour s'entendre, les cités, condamner solidairement à leur payer, avec les intérêts de droit et les dépens, la somme de 300 francs en principal tant pour des dégradations commises aux immeubles loués aux cités au lieudit « la Chardonnière », commune de Vouvray, que pour dommages-intérêts; — Attendu que, pour faire échec à la demande, les défendeurs excipent de ce que toute obligation s'efface devant le cas de force majeure et que l'impossibilité de la surveillance, par suite de l'absence de clôture, des bâtiments que leur bail les dispense d'habiter, est au premier chef un cas de force majeure; En droit : — Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'article 4, § 3, de la loi du 12 juillet 1905, les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs et, à charge d'appel, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, des dégradations et pertes, en matière de bail, dans les cas prévus par les articles 1732 et 1733 du Code civil; — Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'article 1732 du Code civil, le preneur répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute; — Que cette disposition édicte contre le locataire une présomption légale de faute qu'il suffit au propriétaire d'invoquer; — Que le locataire ou fermier ne peut se soustraire à la responsabilité qu'à la charge de prouver que les dégradations et pertes de la chose louée ont eu lieu sans sa faute ou sans sa négligence et qu'elles ne provien-

nent que d'un défaut de surveillance de sa part, lorsqu'il allègue qu'elles sont le fait de personnes étrangères; — Qu'en sa qualité de détenteur de la chose d'autrui, il est obligé à la conservation de cette chose et tenu d'y veiller comme le ferait un bon père de famille, sauf aux juges à tenir compte, dans chaque affaire, des circonstances particulières qui peuvent diminuer ou aggraver cette responsabilité générale du détenteur (Guillouard, *Du louage*, t. I^{er}, n° 236); — Qu'enfin le preneur, qui invoque le cas fortuit ou la force majeure, n'est libéré que s'il établit que ce cas fortuit n'a pas été causé par une faute qui est imputable soit à lui, soit aux personnes dont il répond (Pahon, *Traité J. P.*, n° 3961; Guillouard, *op. cit.*, n° 274; Baudry-Lacantinerie, t. I^{er}, n° 930); — En fait : — Attendu que par acte au rapport de M^e Veillet, notaire à Vouvray, en date du 31 janvier 1894, les époux Loisel ont affirmé aux époux Bodier divers immeubles situés communes de Vouvray et de Monnaie, avec bâtiments d'habitation sis à la Chardonnière, commune de Vouvray, pour quinze années ayant commencé le 1^{er} novembre 1893 et devant finir le 1^{er} novembre 1908; — Qu'aux termes des charges et conditions de ce bail, les preneurs doivent notamment : 1° jouir des biens à eux affermés en bon père de famille et comme fermiers de bonne foi, sans y commettre ni souffrir qu'il y soit commis aucun abus, malversation, dégradation, ni anticipation; — Que, s'ils ne sont pas tenus d'habiter les lieux loués, aucune clause du bail ne les exonère de la responsabilité incombant à tout locataire en raison des

dégradations et pertes de la chose louée; — Attendu que le Tribunal a renvoyé les parties, par jugement d'avant-dire droit sur le fond en date du 15 juin dernier, devant M. Esse, architecte à Tours, expert dispensé par elles de prêter serment, avec mission de : « reconnaître et « constater les dégradations imputées aux preneurs, en évaluer le « montant, dire si ces dégradations « ont été commises par les preneurs « ou s'ils en sont responsables soit « du chef de leurs préposés, soit du « chef d'un défaut de surveillance, « en tenant compte des clauses du « bail... » ; — Que cet expert a rempli sa mission suivant son rapport en date du 27 juin dernier, déposé le 29 du même mois au rang des minutes du greffe de notre Justice de paix; — Attendu que, de ce rapport, il résulte que les dégradations constatées proviennent « de la « volonté bien déterminée de dé- « truire » et que « tout ce qui a été « enlevé a été brûlé, en tout ou en « partie » ; — Que les dégradations relevées à la charge des époux Bodier ou dont ils répondent proviennent d'un manque absolu de surveillance de leur part et s'élèvent à la somme de 250 fr. 30 ; — Que les constatations de l'expert paraissent avoir été faites consciencieusement et avec soin ; — Que les critiques dirigées contre elles par les défendeurs ne sont ni sérieuses, ni fondées ; — Qu'il convient, dès lors, d'entériner et homologuer purement et simplement le rapport de l'expert et de faire droit à sa demande ; — Attendu que les défendeurs ont commis une faute préjudiciable aux demandeurs ; qu'il convient d'allouer à ceux-ci les dommages-inté-

rêts réclamés ; — Par ces motifs, et par jugement en dernier ressort ; — Entérinons et homologuons le rapport d'expertise du 29 juin dernier ; — En conséquence, condamnons solidairement les époux Bodier à payer aux époux Loisel la somme de 300 francs, tant à titre de dommages-intérêts que pour la valeur des dégradations susénoncées, si mieux n'aiment les époux Bodier faire exécuter les travaux nécessaires pour la mise en état des lieux qu'ils occupent d'après les indications du rapport, et ce, dans le mois de la signification du présent jugement, auquel cas la condamnation est éventuellement réduite de 250 fr. 30 ; — Condamnons, en outre, solidairement les époux Bodier aux intérêts de droit et aux dépens. »

Observations. — Bon jugement, bien rédigé. Aux termes de l'article 1732 du Code civil, la responsabilité des dégradations et pertes incombe au preneur, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. S'il ne fait pas cette preuve souvent difficile à établir, il est tenu d'indemniser le bailleur du dommage causé. A plus forte raison en est-il tenu si, de l'expertise consciencieusement faite, il résulte que les dégradations ont été causées par la faute ou la négligence du preneur.

Tribunal de simple police de Tarbes
(Pyénées-Orientales).

Président : M. BELLAN, docteur en droit,
juge de paix.

30 mai 1906.

*Dénombrement de la population. — Refus
de fournir les renseignements deman-
dés, carnet de prévision. — Relaxe.*

Ne commet pas la contravention prévue
et punie par l'article 471, n° 15, du Code
pénal, celui qui refuse de fournir les ren-
seignements non obligatoires, tels que
ceux qui sont demandés pour l'établisse-
ment des *cartes de prévision*, ou qui re-
fuse de fournir tous renseignements un
jour autre que celui fixé par le décret.

Ainsi décidé par le jugement sui-
vant :

« LE TRIBUNAL : — Vu : 1° le pro-
cès-verbal dressé par M. le commis-
saire de police, en date du 19 mars
1906, au rapport de M. Cartau, bri-
gadier ; 2° l'enquête diligentée à
l'audience du 4 avril 1906 ; 3° la loi
des 19-22 juillet 1791, art. 2 ; 4° le
décret de M. le Président de la Ré-
publique, en date du 30 décembre
1905 ; 5° l'Instruction ministérielle
du 4 janvier 1906 ; 6° ensemble l'ar-
ticle 471, n° 15, du Code pénal ; —
Attendu qu'il résulte des dépositions
des témoins, L... et V..., agents re-
censeurs régulièrement nommés à
ces fonctions, que, le mardi 27 fé-
vrier dernier, vers 2 heures du soir,
ils se sont une première fois présen-
tés chez Marie R... et lui ont de-
mandé les renseignements néces-
saires pour leur permettre d'établir
ce que l'Instruction ministérielle du
4 janvier 1906 appelle le *carnet de
prévision* ; — Que Marie R... les a
invités à s'adresser à son mari, Au-
guste M..., lequel, suivant ses indi-

cations, se trouvait à ce moment
dans l'usine contiguë à la maison
d'habitation ; qu'en ayant pas trouvé
Auguste M..., les agents recenseurs
s'adressèrent de nouveau à Marie
R..., laquelle leur répondit que ce
n'était pas à elle à s'occuper de ces
questions, ou leur fit toute autre ré-
ponse équivalant au refus des ren-
seignements demandés ; — Attendu
qu'étant donné ces faits, il y a lieu
de rechercher si le refus reproché à
Marie R... constitue une contraven-
tion passible des sanctions de l'ar-
ticle 471, n° 15, du Code pénal ; —
Attendu que le décret susvisé du
Président de la République, en date
du 20 décembre 1905, prescrit par
son article 1^{er} ce qui suit : « Il sera
« procédé, le 4 du mois de mars
« 1906, au dénombrement de la po-
« pulation, par les soins des maires » ;
— Que ce décret est rendu en con-
formité des articles 1 et 2 de la loi
des 19-22 juillet 1791, qu'il vise
expressément ; — Qu'aux termes de
l'article 2 de cette loi, les déclara-
tions que chaque habitant est tenu
« de faire sont uniquement rela-
« tives à l'âge, au lieu de naissance,
« au dernier domicile, à la profes-
« sion ou métier, et autres moyens
« de subsistance » ; — Que le texte
du décret n'ajoute rien aux exigen-
ces de la loi de 1791 ; qu'il ne pres-
crit aucune mesure, et n'impose au-
cune obligation nouvelle ; qu'il suit
de là que les seules déclarations qui
puissent être exigées des habitants,
sous la sanction pénale de l'ar-
ticle 471, n° 15, du Code pénal, sont
celles qui sont spécifiées par l'ar-
ticle 2 de la loi des 19-22 juillet 1791 ;
— Que le décret n'astreint pas et ne
peut pas astreindre, conformément
aux dispositions de cet article 2, les

habitants à aider les agents dans leurs travaux préalables, et particulièrement dans l'établissement de leurs *cartes de prévision*; — Attendu, à la vérité, que l'Instruction ministérielle du 4 janvier 1906, prévoit l'établissement de ce *carton*, ou formule spéciale dans lequel doit être constaté, quinze jours avant le recensement proprement dit, l'état des maisons et ménages; — Mais, attendu que cette instruction ministérielle n'a que la valeur d'indications fournies aux préfets, et, par eux, transmises aux maires; — Que, quelle que puisse être l'utilité des innovations qu'elle renferme pour assurer l'entier succès d'une mesure d'intérêt public, elle n'a pu imposer aux citoyens, sous sanction des peines édictées par l'article 471, n° 15, du Code pénal, l'accomplissement de formalités qui n'étaient exigées ni par la loi de 1791, ni par le décret de 1905; qu'il est de principe, en effet, que, sauf le cas exceptionnel d'une délégation particulière de la loi, les ministres n'exercent pas le pouvoir réglementaire; qu'il n'y a même pas eu, dans l'espèce, un arrêté ministériel, mais une simple circulaire administrative (Cass., 30 juin 1882, Dal., 1882, I, p. 435); — Attendu, en outre, que le décret du 20 décembre 1905 n'astreint pas les habitants à recevoir la visite des recenseurs à un jour arbitrairement fixé par eux, et antérieurement à celui qui est fixé par le décret pour le dénombrement; — Qu'en matière pénale, tout est de droit étroit, et on ne peut condamner une personne pour n'avoir pas accompli, le 27 février, un acte qui, aux termes du décret, ne pouvait être exigé d'elle que le 4 mars; —

Attendu qu'on ne saurait présenter comme contraires à cette manière de voir, deux arrêts de la Cour de cassation : l'un du 5 mars 1887, Dal., 1888, I, p. 143, et l'autre du 27 juillet 1904, ANNALES DES JUSTICES DE PAIX, 1902, p. 300; — Que ces arrêts décident, il est vrai, ce qui n'est nullement contesté, que le décret ordonnant le dénombrement de la population par les soins des maires, constitue, au premier chef, un règlement de l'autorité administrative légalement pris dans la limite de ses attributions, et qu'il impose à tous les citoyens l'obligation de se conformer aux prescriptions de l'article 2 de la loi des 19-22 janvier 1791, sous la sanction pénale édictée par l'art. 171 n° 15, du Code pénal; — Mais attendu que ces deux arrêts subordonnent virtuellement cette sanction à une double condition; — Qu'ils exigent, en effet : 1° que ces renseignements demandés soient ceux de l'article 2 de la loi de 1791; 2° que ces renseignements eux-mêmes soient demandés le jour qui a été spécialement fixé par le décret pour le dénombrement; — Attendu, dès lors, que ces deux arrêts précités de 1887 et de 1901, loin de contredire la décision du présent jugement, viennent au contraire la corroborer et la confirmer; — Que, de la jurisprudence de la Cour de cassation, telle qu'elle est aujourd'hui établie par les arrêts de 1882, 1887 et 1904, arrêts qui se concilient parfaitement entre eux, il résulte donc que : ne commet pas une contravention passible des peines édictées par l'article 471, n° 15, du Code pénal, l'habitant qui refuse de fournir les renseignements — *non obligatoires* — ou qui refuse de four-

nir les renseignements de toute nature qui lui sont demandés un jour autre que le jour fixé par le décret ; — Qu'ainsi donc, les faits imputés à Marie R... ne constituent pas une contravention, d'abord, parce que les renseignements demandés pour l'établissement de ce *carnet de prévision* ne sont pas prévus par l'article 2 de la loi des 19-22 juillet 1791, et ensuite, parce qu'en admettant même que ces renseignements soient *obligatoires* , ils ne pouvaient être exigés que le 4 mars, date fixée par le décret, et non le 27 février ; — Par ces motifs, le Tribunal : — Ouf la contrevenante, par l'organe de M^r Dazet, son avocat ; — Ouf le ministère public, en ses résumés et conclusions ; — Renvoie purement et simplement la dame Marie R... des fins de la poursuite sans amende ni dépens. »

Observations. — Ce jugement, très complet et très juridiquement motivé, nous paraît à l'abri de toute critique. Il est de principe qu'en manière pénale tout est de droit étroit, et que les lois et règlements doivent être appliqués à la lettre. L'inexécution d'une mesure qui est obligatoire à une date déterminée, ne l'est donc pas encore à une date antérieure à celle fixée par le texte.

Justice de paix du canton de Firminy
(Loire).

Présid. : M. CHAMPION, O. A., juge de paix.

18 janvier 1906.

Demande en paiement de salaires convenus. — Dépôt de vins. — Domicile du maître. — Incompétence « ratione loci ».

L'action du demandeur doit être portée

au domicile du défendeur. En conséquence, le juge de paix de Firminy est incompétent pour statuer sur une demande intentée par l'employé ou gérant d'un dépôt de vins en paiement de salaires à lui dus contre le patron, demeurant à Marseille, et alors que l'exploit lui a été signifié et remis à Marseille.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la compétence : — Attendu que, suivant l'exploit introductif d'instance, Chameton réclame à Carrère le paiement d'une somme de 360 fr. pour salaires, sur le pied de 60 francs par mois, à raison de la gérance d'un dépôt de vins que Carrère aurait établi à Firminy du 5 février au 5 août 1905 ; — Qu'il s'agit donc, dans la cause, d'une action dérivant des engagements respectifs des maîtres et des serviteurs ou employés, c'est-à-dire d'une action purement personnelle et mobilière, qui, aux termes de l'article 2 du Code de procédure civile, doit être portée devant le juge du domicile du défendeur ; — Attendu que, sans qu'il soit besoin de rechercher si ce dernier est fictif ou incertain, et si le défendeur a fait la double déclaration prescrite par l'article 104 du Code civil, il résulte des termes mêmes de l'exploit introductif d'instance que Chameton reconnaît expressément que Carrère est « actuellement domicilié à Marseille », puisque c'est là, à son domicile, qu'il lui a fait délivrer sa citation, conformément à la loi, et que le défendeur y a été rencontré, l'exploit ayant été remis à sa personne ; — Que, dans ces conditions, le demandeur ne saurait arguer de son igno-

rance du véritable domicile du défendeur, et qu'il y a lieu, au point de vue de la compétence, de suivre les règles ordinaires du droit commun; — Déterminé par ces motifs, nous déclarons incompetent; — Renvoyons les parties à se pourvoir, etc. »

Observations. — Solution incontestablement exacte.

Justice de paix du canton de Vouvray
(Indre-et-Loire).

Présid. : M. A. JOUANNEAU, juge de paix.

26 août 1904.

*Demande principale non prouvée. — Rejet.
— Demande reconventionnelle. — Abus
de citation. — Condamnation du de-
mandeur principal.*

Le juge saisi d'une demande ne peut se déterminer que par des motifs résultant des débats et des documents produits par l'une ou l'autre des parties et discutés à l'audience.

S'il est du principe constant que n'est pas fondé à réclamer des dommages-intérêts celui contre qui une instance a été engagée à tort, encore importe-t-il pour l'application de ce principe que l'action témérement engagée ne constitue pas soit un acte de malice, soit une faute lourde, soit une erreur équivalente au dol.

Le juge du fait a un pouvoir souverain pour apprécier le caractère de la faute ou de l'erreur commise.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu les articles 5, § 5, et 8 de la loi du 25 mai 1838; — Vu l'article 1382 du Code civil; — Attendu que, par exploit du 24 août courant (1904),

M. Loyau a fait citer M. Roy devant le Tribunal de céans, à l'audience de ce jour, pour s'entendre, la cité, condamner à lui payer, avec les intérêts de droit et les dépens, la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice que le défendeur lui a causé en disant presque journellement dans la ville de Tours, publiquement et à très haute voix, que le demandeur n'est qu'une grande canaille et qu'il serait bien de lui payer ce qu'il lui doit; — Attendu que, pour faire échec à cette action, le défendeur a formellement dénié les propos qui lui sont imputés par le demandeur, contre lequel il a déclaré former une demande reconventionnelle en paiement de 50 francs à titre de dommages-intérêts pour abus de citation et frais vexatoires; — Sur la demande principale: — Attendu, en droit, d'une part, qu'il incombe au demandeur de rapporter la preuve des faits servant de base à son action, par application de la maxime de droit : *Probatio incumbit actori*; — Que, faute par lui de faire cette preuve, le défendeur doit être cru en ses dénégations et renvoyé des fins de la demande, par application de cette autre maxime : *Actore non probanti, reus absolvitur*; — Attendu, d'autre part, que le juge saisi d'une demande ne peut se déterminer et étayer sa décision que par des motifs résultant des débats et des documents produits par l'une ou l'autre des parties, et discutés à l'audience; — Attendu, en fait, que M. Loyau, loir d'administrer la preuve qui lui incombe, a déclaré n'avoir rien à prouver; — Que, selon lui, cette preuve résultait suffi-

samment d'une enquête qui a eu lieu devant le Tribunal de céans à l'audience du 5 août présent mois, dans une instance pendante entre les mêmes parties et suivie d'un jugement définitif en date du même jour ; — Attendu qu'il résulte des débats que l'enquête dont veut faire état le demandeur a porté sur des propos injurieux que ce dernier disait lui avoir été adressés par le défendeur le 6 juillet 1904, rue Saint-Barthélemy, commune de Saint-Symphorien ; — Que ceux visés dans l'exploit introductif d'instance auraient été tenus dans la ville de Tours ; — Que, par suite, l'enquête faite dans la première instance, en admettant qu'elle ait été produite, ce qui n'a pas été fait, serait inopérante en la cause actuelle comme portant sur des faits qui lui sont étrangers et par conséquent non concluants, ni admissibles ; — Attendu, dès lors, que M. Loyau doit être débouté de sa demande et condamné aux dépens ; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil, tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; — Attendu que, s'il est de principe constant que n'est pas fondé à réclamer des dommages-intérêts celui contre qui une instance a été engagée à tort (*J. P.*, Ligny-le-Châtel, 12 novembre 1898, *Revue J. P.*, 1899, p. 130 et *od notam*), encore importe-t-il pour l'application de ce principe que l'action témérement engagée ne constitue pas soit un acte de malice, soit une faute lourde, soit une erreur équivalente au dol (Cass., 3 juillet

1893, S., 1895, I, 344 ; Cass., 25 mai 1897, S., 1898, I, 79 ; Pabon, *Traité J. P.*, n° 7) ; — Que le juge du fait a un pouvoir souverain pour apprécier le caractère de la faute ou de l'erreur commise (Cass., 9 juillet 1884, S., 1886, I, 403 ; Cass., 14 mars 1894, S., 1898, I, 333) ; — Attendu, en fait, que les débats et les circonstances de la cause ont démontré à l'évidence que la présente instance n'a été introduite par M. Loyau que par esprit de chicane, par malice et dans le but de nuire au défendeur ; — Qu'en effet, c'est quelques jours seulement après avoir succombé sur une première demande qu'il a formé celle dont le Tribunal est actuellement saisi en la fondant sur l'allégation de propos analogues dont l'imprécision, tout au moins quant au lieu et à la date où ils auraient été tenus, est telle que la preuve n'a pu en être offerte ; — Que l'attitude du demandeur à l'audience démontre clairement qu'il savait ne pouvoir administrer par témoins la preuve des propos visés dans la citation et qu'il a agi sous l'empire du mécontentement et pour se venger d'avoir perdu le premier procès qu'il avait intenté à M. Roy ; — Que, ce faisant, il a commis une faute quasi-délictuelle qui engage sa responsabilité ; — Attendu que, par son action téméraire, le demandeur a causé un préjudice au défendeur en ce moment sous les drapeaux pour une période de vingt-huit jours ; — Que ce dernier a dû se faire représenter à l'audience par un mandataire, ce qui lui a occasionné des frais et des dérangements ; — Attendu, toutefois, que les dommages-intérêts réclamés sont exagérés ; — Que les éléments d'ap-

préciation résultant des circonstances de la cause nous permettent d'évaluer le préjudice causé à la somme de 10 francs ; — Attendu que les dépens doivent suivre le sort du principal, par application de l'article 130 du Code de procédure civile ; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire en dernier ressort ; — Déclarons M. Loyau non recevable et, en tout cas, mal fondé en sa demande ; l'en déboutons ; — Et, statuant sur la demande reconventionnelle, le condamnons à payer à M. Roy la somme de 10 francs à titre de dommages-intérêts pour les causes susénoncées ; — Le condamnons, en outre, en entiers dépens de l'instance. »

Observations. — La question de savoir si la partie qui a témérement intenté contre une autre une demande mal fondée ou tout au moins sans preuve peut être, à son tour, l'objet d'une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, est une question de fait et d'appréciation que le juge du litige peut résoudre souverainement selon les circonstances. Il a certainement le droit d'accorder les dommages-intérêts réclamés si la demande principale a été formée sans aucune preuve, ou avec l'intention de nuire. Le juge saisi dans l'espèce a usé de ce droit avec une sage modération, et nous ne pouvons que l'en approuver.

Justice de paix du canton de Châteldon
(Puy-de-Dôme.)

Président : M. DRIFFORD, juge de paix.

28 juillet 1905.

Aliments. — Demande en payement intentée contre les enfants par une femme mariée, mais séparée de corps. — Rejet de la demande.

La demande d'une pension alimentaire doit être rejetée lorsque ceux qui la doivent sont indigents.

La femme mariée, même séparée de corps, doit demander des aliments à son mari avant de s'adresser à ses enfants.

La compétence du juge de paix est limitée par la loi du 12 juillet 1905, et c'est devant le Tribunal civil que la femme mariée doit porter sa demande.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ; — Attendu que les enfants Douroux auxquels il est réclamé une pension alimentaire sont dans le besoin et l'indigence, et que ce motif serait suffisant pour qu'ils ne soient pas condamnés au service d'une pension alimentaire et viagère de 400 francs ; mais qu'il existe en leur faveur un fait qui doit les exonérer légalement du service de la pension alimentaire demandée ; — Qu'en effet, Marie Déléage, demanderesse, a reconnu au cours des débats qu'elle est légitimement mariée, mais qu'elle est séparée de corps de son mari, lequel est domicilié à Moulin-Pré, commune de Maringues, tandis qu'elle-même est domiciliée à Clermont-Ferrand depuis plusieurs années ; — Attendu qu'il y a lieu, dans ces conditions, d'examiner si Marie

Déléage n'aurait pas dû, pour obtenir des aliments, s'adresser tout d'abord à son mari; — Attendu que, bien qu'il n'ait pas été dit, par les parties, si la séparation de corps entre Marie Déléage et son mari existe seulement en fait ou a été prononcée judiciairement, il importe peu, pour la solution de la question à trancher, puisque, d'une part, la séparation de fait n'est pas admise par la loi, et que, d'autre part, lorsque la séparation de corps est prononcée judiciairement, le mariage n'est pas rompu pour cela, les époux étant simplement dispensés de l'obligation de cohabiter en commun, tous leurs intérêts pécuniaires étant mis à part; — Attendu que, malgré la séparation de corps effective ou judiciaire, les époux se doivent le devoir de fidélité et de secours édicté par l'article 212 du Code civil; — Que cette survie du droit de secours après séparation est consacrée par la doctrine et la jurisprudence (Cass., 8 juillet 1850; Cass., 19 mars 1883, 3 avril 1884; Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 614, 788; Aubry et Rau, t. V, § 494; Laurent, t. III, n° 348); — Attendu, en conséquence, que Marie Déléage doit poursuivre son mari et non ses enfants pour avoir une pension alimentaire, que, pour cela, elle devra

s'adresser au Tribunal compétent, les juges de paix, aux termes de la loi du 12 juillet 1905, n'étant compétents que pour les demandes d'aliments fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil; — Attendu, enfin, que Marie Déléage refuse d'aller cohabiter avec ses enfants; — Vu l'article 130 du Code de procédure civile; — — Par ces motifs, déboutons Marie Déléage, épouse Douroux, de l'action intentée par elle à ses enfants et la condamnons aux dépens.»

Observations. — Nous ne soulèverons qu'une seule critique contre le présent jugement dont, d'ailleurs, les solutions sont justes. C'est à tort que la sentence vise au nombre des motifs à l'appui du rejet de la demande, le fait que la demanderesse refuse de cohabiter avec ses enfants. Nul n'est tenu d'accepter l'offre de cohabitation, et le juge du litige n'est pas en mesure d'apprécier les motifs du refus. Par suite, le créancier est toujours libre d'exiger le paiement en argent de la pension qu'il réclame. Il peut y avoir incompatibilité d'humeur entre lui et ses enfants ou autres débiteurs de la rente, en sorte que la vie commune soit intolérable.

REPRODUCTION INTERDITE SANS LAUCTION DE LA BIBLIOTHÈQUE

NOTE DE LA RÉDACTION.

M. le juge de paix de Sainte-Foy-la-Grande (Gironde) s'est appliqué à tort à lui-même certains passages des observations dont nous avons fait suivre un de ses jugements. Voir BULLETIN 1906, p. 253. Il est bien entendu que les passages en question ne visaient ni cet honorable magistrat, ni son impartialité, que nous n'avions aucune raison de mettre en doute.

Tribunal de simple police de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Président : M. DONIOL, juge de paix.

25 novembre 1906.

Repos hebdomadaire. — Succursales. — Gérant. — Chef d'entreprise. — Procès-verbal. — Relaxe.

Le gérant d'une succursale est seul responsable des infractions qu'il a pu commettre à la loi du 13 juillet 1906, lorsqu'il a seul la direction de cette succursale.

Le chef de l'entreprise commerciale qui exploite lui-même et dirige seul le magasin principal ne peut pas être personnellement poursuivi à raison de l'infraction commise par son gérant.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'en vertu d'un procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail, David, marchand de chaussures à Clermont-Ferrand, est poursuivi, à la requête du ministère public, pour avoir, les 30 septembre et 14 octobre derniers, jours de repos hebdomadaires, occupé deux employés, les époux Guittard, dans la succursale

DÉCEMBRE 1906.

de son magasin principal dite *Magasin de la petite Jeannette*, et contrevenu ainsi à la loi du 13 juillet 1906 (art. 1^{er} et 2) ; — Attendu que le prévenu conteste les contraventions qui lui sont reprochées et soutient que Guittard, gérant du magasin à l'enseigne : *A la petite Jeannette*, sis à l'angle des rues des Grads et de l'Écu et distinct de son magasin principal qu'il dirige personnellement, est véritablement chef de cette succursale, et que, par suite, il n'est pas au nombre des personnes assujetties aux dispositions de la loi susvisée ; — Attendu qu'en principe, toute personne employée par un patron à un travail concourant à l'objet de son entreprise industrielle ou commerciale est soumise aux dispositions de la loi ; d'où il suit que les employés et ouvriers sont seuls admis au bénéfice de la loi, mais qu'elle laisse en dehors les chefs d'entreprise, directeurs ou gérants ; — Attendu cependant que, relativement aux gérants de succursales ou d'annexes, il y a lieu de distinguer entre ceux qui sont réellement chefs d'entreprise et ceux qui ne sont que de simples employés ou ouvriers ; — Attendu que la loi n'ayant indiqué ni les éléments dont il faut tenir compte, ni les règles à suivre pour établir cette distinction, c'est aux juges chargés de cette interprétation qu'il appartient de la déterminer, eu égard aux circonstances de fait et de droit ; — Or, attendu qu'il ressort des débats et des documents versés sur le bureau de l'audience : que David a bien pour gérant de la succursale de son magasin de chaussures le sieur Guittard ; que tous deux sont liés par un contrat de

gérance sous seings privés, intervenu à la date du 2 juillet 1906 et enregistré; que ce contrat est donc antérieur au procès-verbal sur lequel est basée la poursuite, ce qui laisse à présumer qu'il n'a pas été conclu pour les besoins de la cause;

— Attendu, d'autre part, qu'il importe de remarquer qu'aux termes de ce contrat, l'administration et la gérance de ladite succursale sont indépendantes de celles du magasin principal dont le siège est distinct et se trouve rue des Grads, n° 28, sous la direction immédiate de David; que Guittard gère sa succursale sous sa propre responsabilité, ayant des employés sous ses ordres; qu'il occupe seul avec sa famille le magasin de « la Petite Jeannette » et ses dépendances; que c'est là que sont établis son ménage et son domicile; qu'en outre, non seulement il a droit à des appointements fixes, mais encore qu'il est intéressé aux affaires de sa succursale et reçoit une rémunération supplémentaire proportionnée au chiffre de ces affaires; — Attendu que le concours de toutes ces circonstances démontre suffisamment que Guittard, gérant du magasin de « la Petite Jeannette », doit être considéré non comme un simple employé, mais comme chef de cette succursale; que, comme tel, il n'est pas admis au bénéfice de la loi du 13 juillet 1906; que, dès lors, en usant de ses services, dans les conditions sus-indiquées, David n'a pas contrevenu à ladite loi; — Attendu que cette circonstance que la femme Guittard aidait son mari à servir les clients de son magasin n'est pas non plus de nature à constituer un fait délictueux; — Qu'en effet, en matière

commerciale, la femme employée dans le magasin de son mari est réputée associée de celui-ci et, par suite, comme étant elle-même patron; — Par ces motifs, renvoie David des fins des poursuites, sans amendes ni dépens. »

Observations. — Cette question quelque peu délicate a été résolue diversement. Mais il faut reconnaître que la solution doit varier selon les circonstances, et c'est au juge de police qu'il appartient d'apprécier le fait et les intentions des parties. Si le gérant d'une succursale est absolument indépendant, en ce sens qu'il a seul la direction du personnel et le pouvoir d'ouvrir son magasin quand bon lui semble, lui seul est responsable des infractions qu'il commet à la loi sur le repos hebdomadaire. Dans le cas contraire et si le patron et mandant a seul droit de donner des ordres pour l'exploitation du magasin, c'est le patron qui doit subir la peine de l'infraction commise, et non le gérant qui n'est qu'un employé sous les ordres et la direction du patron. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v° *Repos hebdomadaire*.

Tribunal de simple police de Lille (Nord).

Président : M. DAGUIN, juge de paix
du 11^e arrondissement.

27 octobre 1906.

Repos hebdomadaire. — Hôtel, restaurant.
— Débit de boissons. — Domestiques-préposés. — Procès-verbal. — Amendes.

Les domestiques et préposés, dans un hôtel, un restaurant ou un débit de bois-

sons, ont droit au repos hebdomadaire prescrit par la loi du 13 juillet 1906.

Saule sont exceptés de cette faveur les domestiques attachés à la personne.

En conséquence, le Tribunal de simple police saisi d'un procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail contre le patron qui n'a pas accordé le repos hebdomadaire à ses employés, doit condamner ce patron à la peine de la contravention, spécialement à autant d'amendes qu'il a été trouvé chez lui d'employés ravaillant le dimanche, si ce patron n'a pas demandé et obtenu le droit de pratiquer le repos hebdomadaire par roulement.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal, enregistré, dressé le 16 septembre 1906 par l'inspecteur du travail de la deuxième section de la cinquième circonscription ; — Ouï le ministère public en ses conclusions et réquisitions ; — Ouï le prévenu en ses observations et conclusions ; — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Attendu que, par procès-verbal de M. l'inspecteur du travail susvisé, le sieur Fontaine, exploitant l'hôtel, restaurant, débit de boissons, sis à Lille, parvis Saint-Maurice, est prévenu de 29 contraventions, savoir : 26 à l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 pour défaut de repos hebdomadaire à son personnel, composé de 26 personnes dénommées nommément et par exploit audit procès-verbal, et de 3 contraventions pour inobservation des prescriptions des articles 1^{er} et 2 du décret réglementaire du 24 août 1906 ; — Attendu que le prévenu, par ses conclusions, tant celles prises verbalement à la barre que celles dont il a effectué le dé-

pôt par écrit, a excipé : 1^o de la nullité du procès-verbal pour vice de forme ; 2^o de l'inapplicabilité de la loi à son personnel ; 3^o de l'obligation d'une mise en demeure préalable à l'application du décret ; — En ce qui concerne la forme : — Attendu que l'exception du vice de forme ayant été soulevée au début de la cause en l'audience publique du 20 octobre, les débats furent, pour ce motif, renvoyés à l'audience publique du 20 du même mois, pour le prévenu préciser, développer et prouver, s'il échéait, son exception ; qu'à ladite audience, le prévenu, invité à exposer le vice de forme argué, entra dans la discussion du fond et y persista malgré plusieurs rappels à la question ; qu'ainsi, d'ailleurs, d'après les déclarations mêmes du prévenu, il résulte à évidence qu'il confond forme et fond ; — Attendu, au surplus, qu'examen fait du procès-verbal, ledit acte apparaît comme régulier en la forme ; que, conséquemment, l'exception doit être rejetée ; — En ce qui concerne l'inapplicabilité de la loi : — Attendu que le prévenu prétend : 1^o qu'aux termes de l'article 1953 du Code civil, le personnel des hôtels, restaurants, débits de boissons, se répartit en deux catégories : les domestiques et les préposés ; que, pour les préposés, il veut bien assimiler, les uns à des employés, les autres à des ouvriers, et, par suite, admettre qu'ils sont bénéficiaires de la loi, mais que, pour les domestiques, il n'est pas tenu au repos hebdomadaire, puisque la loi spécifie elle-même que ce repos n'est dû qu'aux *seuls* employés et ouvriers ; 2^o qu'au surplus, les domestiques d'hôtels, restaurants, débits de bois-

sons, seraient-ils, comme les préposés, visés par la loi, le ministère public n'a pas prouvé que le personnel désigné au procès-verbal travaillait effectivement lors du passage de l'inspecteur du travail; 3° enfin, alors même qu'il serait prouvé que ce personnel travaillait, la loi serait inapplicable en l'espèce à raison de la gêne et de la perturbation tant privées que publiques qu'elle créerait, sans compter la dépense excessive qu'elle imposerait; — 1° quant à ce dernier moyen: — Attendu que niles difficultés quelconques qu'elle rencontrerait, niles aggravations de dépenses qu'occasionnerait l'application d'une loi, ne peuvent faire échec aux prescriptions de ladite loi, lesquelles sont d'obligation stricte pour tout assujéti tant qu'elles n'ont pas été modifiées ou abrogées par une loi postérieure; qu'au plus, ces difficultés, aggravations, valent comme circonstances plus ou moins atténuantes; — 2° quant au défaut de preuve, par le ministère public, du travail du personnel au moment du passage de l'inspecteur: — Attendu que l'inspecteur, en son procès-verbal, constate que, le dimanche 16 septembre 1906, le personnel par lui relevé en l'établissement travaillait; que le procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire, le ministère public n'avait aucune preuve à apporter à l'appui, d'autant plus que délai de huitaine ayant été, par le président de céans, offert au prévenu pour faire la preuve contraire, le dit prévenu déclare n'être pas en mesure de faire cette preuve; — 3° quant à l'inapplicabilité de la loi à tout ou partie de son personnel, que le prévenu qualifie de *domestiques*: — Attendu qu'en se tenant,

d'une part, aux termes mêmes d'ouvriers et employés par lesquels la loi, en son article 1^{er}, désigne les bénéficiaires de la loi; d'autre part, à la signification des mêmes termes dans la terminologie ordinaire; on serait fondé à dire que sont hors cette loi les nombreux travailleurs que cette terminologie classe sous le nom générique de *domestiques* (valets de chambre, valets de pied, laquais, cochers, palefreniers, maîtres d'hôtel, cuisiniers et aides, jardiniers, concierges, etc., cuisinières, bonnes, femmes de chambre, etc.), et qu'elle partage en deux sections suivant qu'ils concourent ou ne concourent pas à l'exercice de la profession de leur maître, les domestiques de profession attachés à l'établissement industriel ou commercial; les *domestiques proprement dits* ou gens de service, attachés exclusivement à la personne du maître, à sa famille, aux meubles et immeubles à leur usage personnel; — Attendu que, si l'on se reporte aux articles 3 et 5 de la loi, le domaine d'application de ladite loi n'apparaît plus aussi catégoriquement cantonné, en effet, à l'article 3, dans la série des établissements admis à donner le repos par roulement, des établissements sont inscrits pour lesquels le repos par roulement n'aurait la plupart du temps aucune raison d'être, si les domestiques de profession qui constituent presque exclusivement leur personnel étaient hors la loi; à l'article 5 sont nommément désignés comme bénéficiant du repos hebdomadaire « les personnes employées... au nettoyage « des locaux industriels, magasins « ou bureaux, ainsi que les gardiens « et concierges », toutes personnes

qui ne sont ni des employés ni des ouvriers au sens ordinaire de ces mots, mais des domestiques de profession; — Attendu que de ces constatations naît nécessairement la présomption que sous la rubrique *employés et ouvriers de l'industrie et du commerce*, le législateur a voulu comprendre les domestiques de profession; — Attendu que si, pour décider des intentions réelles du législateur, on se réfère aux rapports et aux discussions auxquels la loi a donné lieu, à la Chambre des députés et au Sénat, on relève les déclarations suivantes qu'il importe de rapporter malgré leur longueur : a) — Le promoteur de la loi, M. Zevaès, dans l'exposé des motifs de sa proposition, en précise ainsi la portée : « Le parti socialiste a demandé pour tous les salariés le repos d'un jour par semaine, ou l'interdiction légale pour les patrons et *employeurs* de faire travailler plus de six jours par semaine, et en demandant cette réforme pour les salariés d'usines et d'ateliers, il est bien évident qu'il veut en étendre le bénéfice aux employés de commerce, de magasins et de bazar ». (Chambre des députés, 1900, *Annexes*, p. 798.) — b) « M. Zevaès, dit le rapporteur de la Commission, M. Berry, dès les premières lignes de son rapport (Chambre des députés, 1902, *Annexes*, p. 20), M. Zevaès demande à la Chambre de décider que les employés de commerce auront droit à un jour de repos par semaine. Votre Commission a trouvé que dans cette forme la proposition de M. Zevaès était trop restreinte; car ce n'est pas seulement les employés de commerce, mais tous les travailleurs qu'il faut appeler à bénéficier du repos hebdomadaire ?

Elle a donc pensé que la mesure prise à l'égard des femmes et des enfants dans les usines devait être généralisée à tous les ouvriers et employés sans distinction d'âge et de sexe... » — c) Au cours de la discussion à la Chambre, le rapporteur note (Chambre, séance du 27 mars 1902, p. 1572, col. 3, au bas), les protestations faites devant la Commission par les petits restaurateurs sur la difficulté d'accorder le repos à leur unique garçon, « qui est en quelque sorte leur domestique, fait la cave, lave la vaisselle... » Et, ajoute-t-il, « ce ne sont pas seulement les patrons, mais la plupart des employés de l'alimentation qui nous ont tenu ce langage, les garçons de café, entr'autres... » Presque aussitôt un membre de dire : « Les garçons de restaurant sont dans le même cas », et le rapporteur de répondre : « Évidemment. » — d) Dans la même discussion, les déclarations du promoteur de la loi, M. Zevaès, sont à retenir : 1° (p. 1573, col. 3, au bas), « le Conseil du travail, réuni le 3 juin 1901, sous la présidence de M. le ministre du commerce, votait à l'unanimité la proposition suivante : Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que le repos hebdomadaire soit garanti par la loi aux travailleurs des deux sexes employés dans les établissements commerciaux ou alimentaires » ; 2° (p. 1576, col. 1) : « Nous sommes en train d'élaborer une loi. Cette loi s'adresse aux employeurs, aux patrons de l'industrie comme à ceux du commerce, et elle leur dit : Il vous sera interdit de faire travailler vos ouvriers, employés, salariés, plus de six jours par semaine. » Et un membre, M. Erment, d'ajouter : « Quel que soit le

sacrifice financier que la loi exigera. » — e) Toujours dans la même discussion, un amendement fut présenté par MM. Jourde et Labussière pour intercaler dans l'énumération des professions assujetties au projet, à la suite du mot *chantier*, la série ateliers, cuisine des hôtels, restaurants, pâtisseries, et des autres établissements des industries de l'alimentation : caves, chaix et entrepôts (p. 1578, col. 3, et 1579, col. 1 et 2), intercalation motivée par la crainte qu'à son défaut les Tribunaux n'admissent pas les travailleurs de ces catégories au bénéfice de la loi. Bien que le président de la Commission, M. C. Ferry, déclarât que « les employés de l'alimentation sont compris dans le projet », l'intercalation fut votée par 203 voix contre 128, nonobstant l'opposition du rapporteur qui, voyant en ces travailleurs, ainsi qu'en les garçons de café, garçons et apprentis pâtisseries, garçons d'hôtels et de restaurants, « plutôt des domestiques que des employés », estimait qu'ils devaient être exclus du bénéfice de la loi, à l'instar de tous les domestiques attachés aux maisons particulières ». — f) L'intercalation ci-dessus a disparu du projet de loi du Sénat et de la loi définitive ; les motifs en sont donnés dans le rapport du rapporteur de la Commission du Sénat, M. Poirier (Sénat, *Annexes*, p. 24, col. 2, au bas) : « L'énumération que la Chambre des députés avait faite nous a paru inutile. Sous notre rubrique générale nous entendons comprendre toutes les entreprises désignées dans le projet de la Chambre... » D'autre part, pour bien préciser la portée de la loi, le rapporteur dit en son rapport : 1° à

propos de l'ensemble (p. 23, col. 2), « les établissements qui ne peuvent accorder le repos du dimanche à tout le personnel, quoique la minorité, sont nombreux : toute l'industrie et le commerce de l'alimentation, les cafés, les restaurants, les hôtels... ; à propos de l'article 1^{er} (p. 24, col. 1), « le repos par roulement n'entravera pas le fonctionnement de ces établissements (ceux des industries et commerce de l'alimentation et les établissements de consommation sur place, cafés, restaurants, etc.)... En effet, l'ouvrier occupé habituellement dans les établissements où sera établi le repos alternatif, tels que cafés, restaurants, etc., pourra, s'il désire ne pas chômer pendant certains jours de repos, trouver assez facilement du travail dans ces établissements » ; 3° et sur l'article 2 (p. 26, col. 2), « les cafés, les restaurants jouiront également des dérogations que nous avons inscrites dans la loi... ; les ouvriers et employés attachés à ces établissements pourront jouir du repos pendant deux matinées, ce qui leur permettra de continuer le service pendant les deux après-midi qui sont généralement les plus productives, et ainsi se trouvera conciliée la question du salaire et du repos », pour ces travailleurs qui n'ont la plupart du temps comme salaire que les seuls pourboires à eux donnés par les clients, ainsi qu'il est rappelé en un autre endroit du même rapport ; — g) Dans le même rapport au Sénat (p. 24, col. 2, au bas), le rapporteur déclare que « les gens de maison et généralement ceux qui sont par leur emploi attachés à la personne ne sont pas compris dans la loi »,

parce que « l'application de la loi à cette catégorie de travailleurs aurait exigé, pour le contrôle, l'ingérence de l'inspection dans chaque maison, dans chaque famille » ; et lors de la discussion à la séance du 25 mai 1905 (Sénat, débats, 1905, p. 936, col. 1), le même rapporteur insistant sur ce point : « Nous n'avons pas cru non plus appliquer la loi aux gens de maison ; c'eût été, en effet, entrer dans la vie privée, en établissant un contrôle chez toutes les personnes employant des domestiques » ; — Attendu que, de ces extraits, une conclusion s'impose unique, c'est que le législateur a eu l'intention et la ferme volonté de comprendre sous la rubrique générale *employés et ouvriers*, qu'il a insérée en l'article 1^{er} de la loi, tous les travailleurs (*b, d*) des établissements industriels, commerciaux ou alimentaires (*d*) ; en particulier, dans ces derniers, tout le personnel (*f*) des établissements de consommation sur place, tels que cafés, restaurants, hôtels (*f*), encore qu'il s'agirait du personnel des cuisines (*e*), plus encore des garçons de café (*c, c*), garçons et apprentis pâtisseries (*e*), *garçons d'hôtels* (*e*), de restaurants (*c, e*), bien que lesdits garçons soient plutôt des domestiques que des employés (*e*) ; l'exclusion étant réservée, parmi les domestiques, aux seuls gens de maison, c'est-à-dire aux domestiques attachés à la personne (*g*), autrement dit aux maisons particulières (*e*) ; — Attendu que dans ces conditions, sans avoir égard à la distinction établie par le prévenu de son personnel en préposés et domestiques, sans s'arrêter à la reconnaissance de contraventions qu'il

a passée à l'égard des premiers et rejetant l'exception tirée de ce qu'aux seconds le prévenu accorderait chaque jour quelques heures de congé dans l'après-midi (ce mode de compensation du repos hebdomadaire n'étant pas légal), le Tribunal doit déclarer le prévenu convaincu d'autant de contraventions à l'article 1^{er} de la loi qu'il y a eu de membres du personnel trouvés travaillant, le 16 septembre 1906, par l'inspecteur du travail ; — En ce qui concerne l'application du décret : — Attendu que ni la loi ni le décret n'imposent la formalité d'une mise en demeure par l'inspecteur aux assujettis, mais bien celle d'un préavis, dans certains cas, par les assujettis à l'inspecteur ; qu'ainsi tombe l'exception soulevée par le prévenu ; — Attendu que l'apposition de l'affiche, l'envoi du duplicata à l'inspecteur et la tenue du registre ne sont imposés aux assujettis qu'autant que ceux-ci ont usé du droit que leur accordent les articles 3 et 5 de la loi, de ne pas donner à leur personnel un repos collectif le dimanche ; — Attendu qu'en l'espèce le prévenu, n'ayant pas usé de ce droit, était tenu de donner le repos collectif le dimanche ; que, conséquemment, il n'avait pas à remplir les prescriptions dont s'agit du décret ; par suite, il n'a pas commis les trois contraventions relevées au procès-verbal ; — Par ces motifs, et faisant application des articles 13 et 15, § 3, de la loi du 13 juillet 1906 et 162 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçus et dont lecture... ; — Le Tribunal dit le sieur Fontaine convaincu des 26 contraventions à l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, et le condamne

en conséquence en 26 amendes de 5 francs, plus aux décimes et doubles décimes; — Le relaxe du chef de contraventions au décret réglementaire du 24 août 1906; — Condamne, en outre, ledit sieur en tous les dépens...; — Fixe au minimum la contrainte par corps. »

Observations. — Jugement très développé, très complet et exact d'ailleurs dans les solutions qu'il contient. Voir, dans le même sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., *Repos hebdomadaire*.

Justice de paix du canton de
la Rochefoucauld (Charente).

Président : M. GALOPEAU, *juge de paix*.

21 janvier 1904.

Garde particulier. — *Officier de police judiciaire.* — *Saisie d'un engin de pêche.* — *Demande en restitution.* — *Incompétence du juge de paix.* — *Prise à partie.*

Les gardes particuliers, pour les propriétés dont ils ont la surveillance, sont de vrais gardes champêtres. Comme ces derniers, ils sont officiers de police judiciaire et exercent les droits qui leur sont conférés par l'article 16 du Code d'instruction criminelle. En cas de poursuites en réparation du préjudice pouvant résulter de faits relatifs à l'exercice de leurs fonctions, le poursuivant doit suivre contre eux, de même du reste que contre leur commettant appelé comme civilement responsable, la voie de la prise à partie dont il est question en l'article 505 du Code de procédure civile.

Le juge de paix devant lequel, en pareil cas, une action est intentée, doit se déclarer incompétent.

Les actions que peuvent avoir à intenter

des enfants encore mineurs doivent l'être, en leur nom, par leur père.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire en premier ressort et vidant le délibéré; — Ouf les parties en leurs dires et conclusions; — Attendu qu'avant de statuer, s'il y a lieu, sur le fond, il convient d'examiner le mérite des exceptions présentées par M^{lle} W...; — Sur l'exception de nullité de l'exploit introductif d'instance : — Attendu qu'il résulte des explications fournies à l'audience par le mandataire de R... et qui n'ont fait l'objet d'aucune dénégation de la part des parties adverses, que son fils Henri R..., pour le compte duquel il a agi, est né le 15 mai 1883; qu'il est donc encore en état de minorité; qu'en conséquence, le moyen de nullité invoqué contre l'exploit introductif d'instance se trouve sans fondement, et qu'il y a lieu dès lors de le repousser; — Sur le déclinatoire de compétence : — Attendu que tout propriétaire a le droit d'avoir, pour ses domaines, un garde champêtre particulier; — Que ce garde champêtre, à l'égard de ce qui s'est passé dans les limites du territoire de son mandant, a les mêmes attributions que celles des gardes champêtres des communes; — Que les gardes champêtres, comme officiers de police judiciaire, sont chargés de rechercher les délits et les contraventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés confiées à leur surveillance; — Que l'article 16 du Code d'instruction criminelle lui donne même le droit de suivre les choses

enlevées dans les lieux où elles auront été transportées et de les mettre en séquestre; — Que les lois des 3 mai 1844 et 20 avril 1790 les chargent, en outre, de contrôler les délits de chasse et ceux de pêche; — Attendu que, le 24 août dernier, R... fils, porteur d'un épervier, suivait les rives de la rivière du Bandiat; qu'évidemment il pêchait, car cet engin de pêche, quand il a été déposé par le garde à la mairie de C..., se trouvait mouillé, d'après la propre déclaration du mandataire du demandeur; — Que cette pêche avait lieu, suivant les défendeurs, sur la propriété de M^{me} W..., et, d'après le demandeur, hors des limites de cette propriété sur laquelle le fils R... n'avait fait que passer en fuyant devant la poursuite du garde; — Que le filet saisi par le garde, entre les mains du fils R..., constituait, dans sa confection, un engin prohibé, ce qui n'a point été absolument dénié; — Que le demandeur, prétendant que ce garde était hors des limites de ses attributions et par conséquent sans titre ni qualité pour saisir l'épervier de R..., lui en demande, ainsi qu'à M^{me} W..., comme civilement responsable de son préposé, la restitution ou, à défaut, la valeur, avec dommages-intérêts; — Attendu, en la circonstance, qu'il y a lieu de reconnaître qu'en s'emparant d'un engin prohibé, dont la détention et l'usage constituaient un délit à la charge de R..., le garde assermenté S... a agi surtout en qualité d'officier de police judiciaire; — Attendu que les officiers de police judiciaire peuvent être poursuivis devant la juridiction civile en réparation du préjudice pouvant résulter des faits

par eux accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, à la condition par le demandeur de suivre contre eux la voie exclusive de la prise à partie, cette procédure n'ayant pas été comprise dans l'abrogation, par le décret du 19 septembre 1870, de l'article 75 de la constitution de l'an VIII, et les officiers de police devant être assimilés aux juges dont parle l'article 505 du Code de procédure civile; — Attendu que le particulier, actionné pour sa participation aux faits dont la réparation est demandée contre un autre officier de police judiciaire, peut également exciper de ce que le plaignant n'a pas employé la prise à partie, lorsqu'il a été lui-même compris avec les autres défendeurs dans une seule instance tendant à une condamnation commune et solidaire; — Qu'en conséquence il y a lieu, en l'espèce, d'accueillir le déclinatoire présenté, et de déclarer que nous ne sommes pas compétent pour statuer sur l'action portée devant nous par R...; — Par ces motifs, rejetons comme mal fondée l'exception de nullité de l'exploit introductif d'instance soulevé par M^{me} W....; donnons acte à ladite demoiselle du dépôt à la barre de ses conclusions insérées *in-extenso* aux qualités du présent jugement; — Nous déclarons incompétent pour statuer sur l'action portée devant nous par R...; disons, en conséquence, n'y avoir lieu de statuer sur les conclusions subsidiaires des défendeurs; — Renvoyons le demandeur à se pourvoir ainsi qu'il avisera, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solution exacte et bien motivée.

Justice de paix du canton de Tours-Est
(Indre-et-Loire).

Président : M. E. SIVIDRE, juge de paix,
licencié en droit.

7 avril 1905.

Accident du travail. — Incapacité permanente. — Rente fixée. — Appel du jugement du Tribunal civil. — Demande d'indemnité journalière. — Compétence du juge de paix.

Le texte de l'article 16, § 4, de la loi du 9 avril 1898 prescrit que l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive, sous réserve que les sommes versées à ce titre à l'ouvrier postérieurement à la date de la consolidation de la blessure, s'imputeront sur les arrérages de la rente viagère que le patron est condamné à lui servir à partir de ce jour.

Par décision définitive, on ne saurait logiquement entendre qu'une décision passée en force de chose jugée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que M. Fermé, ouvrier couvreur, a été victime d'un accident de travail le 26 octobre 1903, alors qu'il était au service de M. Rollin, entrepreneur; — Attendu que, par application de la loi du 9 avril 1898, M. Fermé réclame à M. Rollin : 1° le paiement d'une somme de 566 fr. 10, représentant le reliquat, à la date du 18 janvier 1905, de son indemnité de demi-salaire, à raison de 2 fr. 70 par jour; 2° et pareille allocation journalière de 2 fr. 70, à compter du 19 janvier 1905 jusqu'à la solution définitive de l'instance en paiement de rente viagère; — Attendu que M. Rollin oppose à cette demande une exception

d'incompétence tirée de ce que le juge de paix ne saurait connaître d'une action en indemnité temporaire, alors que le Tribunal civil, saisi d'une demande en paiement de rente viagère, s'est déjà prononcé sur ladite rente par jugement en date du 27 décembre dernier; — Mais attendu que ce jugement a été frappé d'appel par M. Rollin; qu'il n'est donc pas définitif; qu'en tout état de cause, l'effet et l'exécution s'en trouvent suspendus; — En droit : — Attendu, d'une part, que le texte de l'article 16, § 4, de la loi du 9 avril 1898 prescrit que l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive, sous réserve, bien entendu, que les sommes versées à ce titre à l'ouvrier postérieurement à la date de la consolidation de la blessure, s'imputeront sur les arrérages de la rente viagère que le patron est condamné à lui servir à partir de ce jour (Cass., 17 février 1903; *Revue J. P.*, 1903, 196); — Que, par décision définitive, on ne saurait logiquement entendre qu'une décision passée en force de chose jugée; — Attendu, d'autre part, que le juge de paix est compétent pour connaître de l'action en indemnité temporaire conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi précitée, encore bien que la Cour d'appel soit saisie, comme juge du deuxième degré, de la demande en paiement de rente pour cause d'incapacité permanente (Cass., 25 novembre 1903; *Revue J. P.*, 1904, 57); — Attendu qu'une telle solution s'explique, se justifie et même s'impose par des motifs d'urgence et d'équité; que c'est donc à bon droit que M. Fermé nous a saisi de

sa demande en paiement d'indemnité temporaire ; que nous sommes pleinement compétent pour en connaître ; — En fait : — Attendu que les parties sont d'accord tant sur les causes, les circonstances et la nature de l'accident que sur le quantum du demi-salaire, et sur le chiffre de l'indemnité temporaire dû à la date du 18 janvier 1903 ; qu'il échet, dans ces conditions, d'accueillir la demande de M. Fermé et d'y faire droit ; — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire en premier ressort ; — Nous déclarons compétent ; — Et statuant au fond, déclarons M. Fermé recevable et bien fondé dans sa demande ; — Condamnons, en conséquence, M. Rollin à lui payer la somme de 566 fr. 10 pour les causes susénoncées ; disons qu'il devra continuer, à l'avenir, à lui verser son indemnité de demi-salaire à raison de 2 fr. 70 par jour, et ce jusqu'à la solution définitive de l'instance en paiement de rente viagère ; — Ordonnons l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel ; — Condamnons, en outre, M. Rollin aux intérêts de droit et en tous les dépens. »

Observations. — Voir l'arrêt de la Cour de cassation du 26 octobre 1903 rapporté dans nos ANNALES 1905, p. 279. Il en résulte que la compétence des juges de paix en cette matière cesse à partir du jour où a été définitivement fixée la pension viagère ; que le droit même à l'indemnité temporaire cesse à partir du même jour. Mais le jugement

du Tribunal civil qui a fixé cette pension viagère n'est pas définitif, tant que les délais d'appel ne sont pas expirés ; à plus forte raison, lorsque, en fait, ce jugement est frappé d'appel. Par suite, en l'espèce, le juge de paix n'avait pas cessé d'être compétent.

Justice de paix du canton de Vaucouleurs
(Meuse).

Président : M. CHEVELLE, juge de paix.

13 octobre 1905.

*Domestique. — Brusque renvoi.
Indemnité.*

Le maître qui, sans motifs sérieux, renvoie brusquement son domestique, doit à ce dernier une indemnité équivalente à un mois de gages.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

M. de Cournon, locataire de l'immeuble de la Voivre, près Vaucouleurs, avait pris à son service un cocher marié, père de famille, dont la femme avait mission de soigner la basse-cour. Les époux recevaient 1200 francs de gages annuels, le logement, le chauffage et les légumes nécessaires au ménage. Le 23 septembre dernier, M. de Cournon renvoya son cocher en lui donnant ses huit jours.

Ce dernier cita son maître en lui demandant une indemnité d'un mois de gages. Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte des explications des parties que J. F... et sa femme sont entrés au service de M. Raoul-Remy

de Cournon le 18 septembre 1905 pour une durée indéterminée, le mari comme cocher et la femme pour soigner la basse-cour, à raison de 1 200 francs par an, payables par mois, indépendamment de divers avantages, savoir : le logement, le chauffage et les légumes pour eux et leurs enfants, avantages évalués à 300 francs annuellement ; — Attendu qu'à défaut de conventions et d'usages locaux, le juge apprécie souverainement la question, selon les circonstances ; — Que les époux F... en arrivant à la Voivre y ont amené leurs enfants et leur mobilier ; — Qu'il est impossible d'assimiler les demandeurs à un simple domestique et à une bonne qui, d'après les usages locaux, doivent être avisés huit jours avant leur sortie ; — Qu'en effet, le cocher F... par la nature de son travail, sa situation particulière dans la maison comme occupant avec sa famille un appartement de trois pièces, le montant de ses gages et les autres avantages attachés à son emploi, et, d'autre part, l'impossibilité pour lui de retrouver dans la huitaine une place équivalente à celle qu'il perd, doit être rangé dans la catégorie des employés qui ne peuvent être congédiés qu'après un avertissement d'un mois ; — Attendu, en

outre, que F..., par suite de ce brusque renvoi, a dû se procurer à la hâte un gîte provisoire à Neuville-les-Vaucouleurs pour lui, sa famille et son mobilier, en attendant un nouvel emploi ; — Que le défendeur, loin d'alléguer des griefs sérieux motivant ce renvoi, a déclaré qu'il aurait volontairement accordé une indemnité de 60 francs à F... si celui-ci avait entamé des pourparlers amiables ; — Attendu que nous possédons les éléments nécessaires pour déterminer l'indemnité à allouer ; — Par ces motifs, et jugeant contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamnons M. Raoul-Remy de Cournon à payer au cocher F... la somme de 125 francs de dommages-intérêts, et le condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — Le défendeur avait lui-même reconnu qu'il devait indemnité au cocher renvoyé, car il avait offert à ce dernier 60 francs. Les fonctions du demandeur n'étaient pas, chez son maître, celles d'un domestique ordinaire, auquel on peut appliquer le délai de prévenance de huit jours. Il était installé, logé avec sa famille et, pour trouver un autre établissement, il lui fallait un délai plus long.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES AU BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

POUR L'ANNÉE 1906.

ABONNEMENT. Le fait qu'un journal a continué d'être servi à un ancien abonné ne prouve pas que ce dernier a consenti à renouveler son abonnement; par suite, le gérant du journal n'est pas fondé à actionner cet ancien abonné au paiement de ou des années nouvelles, p. 94. — Le journal n'est dû qu'autant que le gérant peut justifier de l'engagement formel du défendeur de recevoir et de payer ce journal ou en d'autres termes d'une souscription nouvelle au même journal. *Ibid.*

ACCIDENT DU TRAVAIL. Lorsqu'il a été établi que l'accident, dont excipe l'ouvrier pour réclamer une indemnité temporaire, est survenu non chez le patron, mais chez l'ouvrier lui-même et dans son jardin, la demande en paiement d'une indemnité temporaire intentée contre le patron est irrecevable et doit être rejetée, p. 89. — Lorsque au cours d'une demande en paiement de l'indemnité journalière, la victime d'un accident du travail produit un certificat médical d'où il résulte qu'elle est atteinte d'une incapacité partielle permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent et renvoyer le dossier au président du Tribunal civil, p. 148. — Mais aux pièces, il doit joindre un extrait du jugement par lequel il fixe le taux de l'indemnité journalière. *Ibid.* — La victime d'un accident du travail a droit, outre l'indemnité de demi-salaire, au remboursement des frais de déplacement et de voyage d'aller et retour nécessités par le traitement qu'a prescrit le médecin qui le soigne, p. 98. — Il y a lieu d'écarter seulement les frais relatifs aux voyages effectués sur la seule initiative du blessé. *Ibid.* — Le patron, responsable de l'accident survenu à l'un de ses ouvriers, est tenu des frais d'hospitalisation de ce dernier, et, en outre, intégralement des frais de médication et d'opération chirurgicale nécessités par la blessure, p. 21. — Si donc il a fait opposition à la contrainte décernée contre lui, et a offert réellement une somme inférieure à celle qui lui est ré-

clamée, le juge de paix saisi de cette opposition doit le déclarer mal fondé en cette opposition et le condamner au paiement de la somme réclamée par l'administration de l'hospice. *Ibid.* — Alors même que la victime d'un accident de travail est reconnue atteinte d'une incapacité permanente, le juge de paix reste compétent pour statuer sur l'indemnité temporaire jusqu'à la décision définitive du Tribunal civil sur le caractère temporaire ou permanent de l'incapacité, p. 109. — Le juge de paix, saisi d'une demande en paiement d'indemnité journalière, ne doit pas se borner, même dans le cas d'incapacité permanente partielle, à évaluer l'indemnité journalière; il doit de plus condamner le chef d'entreprise à la payer, p. 69. — Le marchand de bois qui a établi un chantier d'approvisionnement est, en cette qualité, assujéti à la responsabilité des chefs d'établissements industriels prévue par la loi du 29 avril 1898, p. 50. — En conséquence, ce marchand doit l'indemnité de demi-salaire à l'ouvrier blessé à son service, alors même que l'accident a eu lieu en dehors du chantier. *Ibid.* — Le texte de l'article 16, § 4, de la loi du 9 avril 1898 prescrit que l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive, sous réserves que les sommes versées à ce titre à l'ouvrier postérieurement à la date de la consolidation de la blessure, s'imputeront sur les arrérages de la rente viagère que le patron est condamné à lui servir à partir de ce jour, p. 318. — Par décision définitive, on ne saurait logiquement entendre qu'une décision passée en force jugée. *Ibid.*

ACTION CIVILE. Une injure n'est pas une excuse d'un acte de violence, p. 236. — Il appartient essentiellement au juge de paix de qualifier l'acte de violence reproché au défendeur, d'après les explications des parties et les dépositions des témoins, et de réduire à une somme minime les dommages-intérêts réclamés. *Ibid.*

ACTION POSSESSOIRE. — Constitue un trouble de nature à autoriser l'action possessoire de la part d'un propriétaire de bois, l'arrêté municipal qui fixe abusivement la largeur d'un chemin rural qui traverse ce bois, de façon à anticiper sur partie du bois dont le propriétaire a établi sa possession annale et plus qu'annale, p. 180. — Lorsque les deux parties en cause succombent respectivement sur une partie de leurs demandes, le juge de paix peut partager les dépens. *Ibid.* — L'action possessoire ne peut être exercée au sujet d'un immeuble imprescriptible, c'est-à-dire dépendant du domaine public, par un particulier qui se prétend troublé dans sa possession par un autre particulier, p. 213. — Ainsi en est-il lorsqu'il s'agit d'un chemin rural reconnu comme tel par arrêté préfectoral. *Ibid.* — Est utile à prescrire la possession annale et plus qu'annale d'un copropriétaire ou communiste lorsque cette possession n'a jamais été contredite par aucun acte de possession contraire de l'autre copropriétaire ou communiste, p. 166. — En conséquence, le copropriétaire qui justifie de cette possession exclusive annale et plus qu'annale est recevable et fondé, en cas de trouble de la part de l'autre copropriétaire causé depuis moins d'un an, à exercer devant le juge de paix l'action en maintenue possessoire. *Ibid.* — N'est pas fondée et doit être rejetée la demande en maintenue possessoire d'un droit de passage basé sur l'enclave et sur une longue possession, lorsque, d'une part, l'immeuble, pour lequel est réclamée la servitude de passage, a une autre issue sur la voie publique, et, d'autre part, lorsque la prétendue servitude n'est pas fondée en titre ou l'est seulement sur un titre qui manque de précision ou de netteté, p. 169. — Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en réintégration et en maintenue possessoire intentée par un particulier contre le maire d'une commune à raison du trouble violent causé au demandeur par la destruction d'un mur par lui élevé au long de sa propriété, effectuée arbitrairement par ce maire. Un tel fait est justiciable de la juridiction civile, p. 9. — Et le juge de paix, à la condition de ne statuer que sur la possession, est compétent alors même que le maire soulève une contestation de propriété. *Ibid.* — Doit être rejetée comme irrecevable la demande possessoire intentée à raison d'un fait de trouble remontant à plus d'une an-

née, p. 6. — Lorsqu'il y a eu des troubles successifs, le délai d'un an court du jour où le premier acte de trouble a été commis. Par suite, un travail nouveau qui n'est que la réfection d'un état de choses préexistant depuis plus d'un an ne peut donner ouverture à l'action possessoire. *Ibid.* — Une servitude de tour d'échelle étant discontinue, ne peut donner ouverture, en cas de trouble, à l'action possessoire, que si elle est fondée en titre. Il appartient au juge de paix de consulter le titre produit pour caractériser la possession, p. 32. — L'exercice de cette servitude n'ayant lieu que rarement et à des intervalles éloignés, la possession ne se perd pas par le non-usage, et le possesseur peut exécuter l'action possessoire, alors même qu'il n'aurait pas usé de cette servitude dans tout le cours de l'année. *Ibid.* — Si le défendeur soutient que l'action possessoire n'a pas été introduite dans le délai de la loi, c'est au demandeur à prouver qu'il a la possession annale suivant la nature de l'objet auquel s'applique cette possession, et que cette action a été formée en temps utile, p. 260. — Le juge de paix doit déclarer non recevable toute action possessoire intentée après l'expiration du délai légal et, ce moyen étant d'ordre public, les parties ne pourraient y renoncer ni proroger la juridiction du magistrat cantonal. *Ibid.*

ALGÉRIE. La loi nouvelle du 12 juillet 1905, qui étend la compétence des juges de paix de France, est-elle applicable à l'Algérie ? p. 57. — Est-il nécessaire qu'une disposition spéciale du législateur en ait ordonné l'application dans les cantons de l'Algérie ? *Ibid.*

ALIÈNE. Est nulle la citation donnée à un défendeur non interdit, mais interné dans un établissement d'aliénés, p. 223. — L'aliéné doit être représenté par un mandataire spécial désigné par le Tribunal. *Ibid.*

ANIMAUX. — V. *Mauvais traitements.*

ARBRES. — V. *Responsabilité.*

ARRÊTÉ MUNICIPAL. Doit bénéficier de l'excuse de nécessité la femme contre laquelle a été dressé procès-verbal pour infraction à l'arrêté de police qui défend d'uriner sur la voie publique, lorsqu'il est constaté en fait que la prévenue céda à un besoin pressant et qu'il n'existait dans la ville aucun établissement réservé aux femmes, que, de plus, la

prévenue était très éloignée de son domicile, p. 191. — En conséquence, le juge peut la relaxer, sans dépens. *Ibid.* — Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui n'a été ni modifié ni rapporté par l'administration supérieure, et qui oblige les marchands ambulants, avant d'exercer leur commerce dans une commune, à se pourvoir d'une permission du maire de cette commune, p. 111. — Le fait par un marchand ambulant de circuler et quelquefois de séjourner dans les rues de la commune sans être porteur de cette permission, constitue une contravention à l'article 471, n° 15, du Code pénal. *Ibid.* — Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui interdit aux sociétés musicales de la commune de sortir dans les rues sans en avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du maire, p. 217. — L'arrêté reste obligatoire, alors même que la société, poursuivie pour être sortie sans cette autorisation, allègue que le maire la lui a toujours refusée et qu'il autorise toujours la société rivale. *Ibid.* — Lorsqu'un arrêté préfectoral a autorisé, pour le jour de la fête nationale, toutes réjouissances publiques, bals, concerts, etc., cet arrêté vaut autorisation dans toutes les communes du département, même dans celles où il existe un arrêté local du maire, défendant aux sociétés musicales de jouer en public sans autorisation préalable, p. 192. — Cesse d'être légal et obligatoire l'arrêté municipal qui, bien que général dans ses termes, prend, dans son application, un caractère individuel, et n'est appliqué que contre une seule des sociétés municipales existant dans la commune. *Ibid.* — En conséquence, doivent être relaxés des fins de la poursuite les membres de cette société contre lesquels a été dressé un procès-verbal pour contravention à l'arrêté municipal. *Ibid.*

ARRÊTÉ MUNICIPAL. — V. Arrêté municipal.

ASSURANCE. Une police non signée par un sociétaire ne lui est point opposable, alors que ce sociétaire prétend ne s'être engagé que pour un an, par demande d'admission d'une année au Syndicat, suivant projet d'adhésion qui n'indique point, contrairement à l'article 28 du décret du 22 janvier 1868, les clauses de résiliation et de tacite reconduction figurant dans les statuts, p. 274. — L'assurance, dans ces conditions, ne peut être valable que pour l'engagement

d'un an, indiqué sur la demande d'admission, après paiement de cette cotisation annuelle. *Ibid.* — La tacite reconduction en matière d'assurances terrestres forme un contrat nouveau, tout au moins quant à la durée, et les contrats qui se trouvent continués ou renouvelés pour une nouvelle durée, en vertu de leurs clauses particulières, ne sauraient être considérés comme étant en cours que pour la période de durée ferme et non pour une durée éventuelle et future; en conséquence, lorsque la tacite reconduction est postérieure à la loi du 2 janvier 1902, le juge compétent est celui du domicile de l'assuré, dans la demande formée contre lui, p. 113. — Lorsqu'un propriétaire a passé, avec une compagnie d'assurances mutuelles, un contrat d'assurance pour une durée de cinq ans, mais avec faculté de résilier chaque année ou de faire un avenant d'augmentation ou de réduction de la police, et qu'à une demande de réduction très importante, la compagnie a refusé d'y faire droit, et n'a pas saisi du litige la juridiction compétente pour en connaître, il y a lieu, pour le juge saisi d'une demande en paiement de prime entière, de débouter la compagnie des fins de sa demande et de la condamner aux frais de l'instance, p. 220.

AUBERGISTE. L'aubergiste à qui il est dû par un voyageur une note d'auberge n'a pas le droit de retenir certains des effets apportés par le voyageur, lorsqu'il sait que ces effets appartiennent à un tiers, p. 29. — Notamment il n'a pas le droit de retenir un carnet d'échantillons laissé chez lui par un commis voyageur, alors qu'il sait que ce carnet, qui n'a d'ailleurs aucune valeur vénale, appartient à la maison de commerce pour le compte de laquelle voyage le débiteur de la note d'auberge. *Ibid.* — Lorsqu'un cheval attaché dans l'écurie d'un aubergiste en a blessé un autre si gravement que ce dernier a dû être abattu, le juge de paix, saisi d'une demande en réparation du dommage causé intentée contre le propriétaire du cheval auteur de l'accident, peut, suivant les circonstances, décider qu'il y a eu faute imputable à l'aubergiste et au propriétaire du cheval, et partager entre eux la responsabilité du dommage, p. 39. — La demande reconventionnelle fondée sur la demande principale, et alors même qu'elle excède la compétence en dernier ressort du juge de paix, n'empêche pas le jugement d'être en

dernier ressort, lorsque la demande principale pouvait être, à raison de son chiffre, jugée sans appel. *Ibid.*

AUTOMOBILE. Le conducteur de voiture automobile qui circule sur une route, et qui, en passant, a blessé un chien appartenant à autrui et couché sur cette route, n'est pas responsable de l'accident et du dommage causé, lorsqu'il est établi en fait que la voiture marchait à une vitesse très modérée, que le conducteur a fait un détour pour éviter le chien, et que ce dernier n'a pas fait un mouvement pour se garer. p. 83. — En ce cas, l'automobiliste n'a commis aucune faute, et ne peut pas être tenu de la réparation du dommage causé. *Ibid.*

AVEU. L'aveu judiciaire indivisible doit être basé sur des faits bien précis, bien distincts. Si cet aveu est fondé sur la compensation, il faut que l'on prouve au Tribunal que cette compensation a réellement existé et qu'elle est justifiée, p. 250. — L'aveu est indivisible, lorsqu'il n'existe contre le défendeur aucune autre preuve que cet aveu. Spécialement ne peut être divisé l'aveu judiciaire d'une partie qui reconnaît une obligation, en affirmant qu'elle s'en est libérée, p. 175. — L'aveu judiciaire même fait devant un autre juge qui a dû se déclarer incompétent conserve la valeur devant le juge saisi postérieurement, p. 227. — L'aveu judiciaire même fait devant un autre juge qui a dû se déclarer incompétent, conserve sa valeur devant un autre juge postérieurement saisi et a tout au moins le caractère de commencement de preuve par écrit, lequel peut être complété par la preuve testimoniale, p. 227. — Il en est ainsi notamment de l'aveu fait en conciliation devant le premier juge saisi, et relevé dans les qualités de son jugement d'incompétence. *Ibid.* — L'aveu judiciaire ne peut être divisé contre celui qui l'a fait qu'autant que cet aveu n'est pas le seul mode de preuve dont se prévaut la partie adverse, p. 76. — La preuve testimoniale est admissible pour établir l'existence d'une convention dont la valeur est supérieure à 150 francs toutes les fois qu'il existe un commencement de preuve par écrit. *Ibid.* — Il faut que l'écrit émane de la partie à laquelle on l'oppose. *Ibid.*

BAIL. Le juge de paix, compétent pour connaître d'une demande en paiement de réparations locatives et de dégradations

des lieux loués, cesse de l'être lorsque le défendeur prétend en être exempt en vertu de son bail et que la demande ne peut être jugée qu'après interprétation des clauses de ce bail, p. 162. — V. *Louage.*

BAIL A MÉTAYAGE. N'est pas recevable une demande en compte de métayage intentée par une partie contre un même défendeur, lorsque sur la même demande est antérieurement intervenu un premier jugement passé en force de chose jugée, p. 121.

BILLET A ORDRE. Le juge de paix apprécie le caractère civil ou commercial des billets à ordre dont le paiement est réclamé devant lui, et par suite peut se déclarer compétent pour connaître de la demande s'il estime que l'obligation est purement civile, p. 114. — Lorsque le défendeur se porte reconventionnellement demandeur en paiement d'une somme supérieure à 300 francs, le juge de paix, alors que la demande principale est inférieure à ce chiffre, statue en dernier ressort, si la demande reconventionnelle est fondée exclusivement sur la demande principale. *Ibid.*

BORNAGE. Le juge de paix doit se déclarer incompétent pour statuer sur une action en bornage, lorsque les parties soulèvent une contestation sérieuse sur la propriété, p. 92. — L'incompétence étant d'ordre public doit être prononcée même d'office. *Ibid.* — Dans une action en bornage, le demandeur n'est pas fondé à invoquer, après quatre mois écoulés, la péremption de l'instance, lorsqu'il est établi que la solution du litige n'a été retardée que par les lenteurs apportées par l'expert commis au dépôt de son rapport, et que le demandeur n'a rien fait pour accélérer ce dépôt, p. 164. — Lorsqu'un jugement interlocutoire a chargé un expert de faire un rapport, le délai de quatre mois, établi par l'article 15 du Code de procédure civile, ne commence à courir que de la date du dépôt du rapport. *Ibid.*

BRIS DE GLACE. Lorsque, dans une cause, il y a plusieurs défendeurs ayant des domiciles différents, le demandeur peut les assigner tous devant le juge du domicile de l'un d'eux à son choix (Code de procédure civile, art. 59, § 2), p. 277. — Il n'est pas nécessaire que la demande fonde son action sur le même titre. Il suffit que, pour le même dommage, le demandeur prétende avoir ac-

tion personnelle et directe contre les divers défendeurs. *Ibid.* — La Compagnie d'assurances citée comme responsable d'un bris de glaces, en même temps que le propriétaire de l'immeuble dans lequel se trouvaient ces glaces, est valablement cité et n'est pas fondé à décliner la compétence du juge saisi. *Ibid.*

BROCANTEUR. La loi du 15 février 1898, en prescrivant la tenue d'un registre, a eu pour but d'établir l'identité de certaines marchandises de hasard, de leur donner en quelque sorte un état civil, lorsque pour la première fois elles rentrent dans le commerce, p. 178. — En conséquence, ne sauraient être astreints à avoir ce registre, les marchands de chiffons en gros achetant ces marchandises d'autres marchands dits chineurs, à moins, toutefois, qu'ils n'achètent directement et au détail, en dehors du gros, de particuliers non marchands; dans ce cas, ils sont tenus à avoir un registre pour établir l'identité de ces marchandises achetées au détail. *Ibid.*

BRUITS ET TAPAGES. Lorsque le prévenu de la contravention de tapage est âgé de moins de dix-huit ans, le juge de police peut décider qu'il a agi sans discernement, le déclarer excusable et le renvoyer des fins de la poursuite, sans amende ni dépens, p. 116. — Mais le père du mineur doit être déclaré civilement responsable et être condamné aux frais. *Ibid.* — V. *Inventaire d'église.*

BUREAU DE PLACEMENT. Le maître qui s'est adressé à un bureau de placement pour avoir des domestiques, est réputé avoir connu et accepté le tarif des honoraires dus à ce bureau, et ne peut se refuser à payer ce qui lui est réclamé conformément à ce tarif, p. 96. — Peu importe qu'il n'ait gardé que peu de temps les domestiques qui lui ont été procurés. *Ibid.*

CHASSE. — V. *Louage.*

CLOTURE. Aucune distance n'est imposée par la loi aux propriétaires pour l'établissement de clôtures en ronces artificielles, p. 292. — N'a aucune valeur et ne peut être invoqué en justice un recueil d'usages locaux rédigé par des particuliers sans mandat. *Ibid.*

COLON PARTIAIRE. Lorsqu'il n'existe pas dans un canton d'usage local relatif au délai, le congé est valablement

donné trois mois d'avance. Il en est ainsi même pour un bail à colonat partiaire, p. 77. — Le juge saisi peut donner au colon un délai supplémentaire de quinze jours, si cette concession est motivée par les circonstances de la cause. *Ibid.*

COMPÉTENCE. Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande en nullité de commandement et en discontinuation de poursuites, p. 73. — Une telle demande est de valeur indéterminée, et le juge de paix ne peut en connaître, alors même que les parties offrent de proroger sa juridiction. *Ibid.* — Le juge de paix, compétent pour statuer sur une demande en paiement de loyer, l'est également pour connaître de l'exception soulevée par le défendeur, alors même qu'il s'agit d'une exception de propriété, et si d'ailleurs la prétention du locataire d'être le propriétaire de l'immeuble loué paraît être peu sérieuse, p. 295. — Le juge de paix est compétent pour connaître en dernier ressort d'une demande en paiement d'une somme de 100 francs, alors même que cette demande est basée sur une erreur commise au détriment du demandeur dans un rapport d'experts, p. 293. — Compétent pour statuer sur l'action il l'est également pour connaître des exceptions. *Ibid.* — L'action du demandeur doit être portée au domicile du défendeur. En conséquence, le juge de paix de Firminy est incompétent pour statuer sur une demande intentée par l'employé ou gérant d'un dépôt de vins en paiement de salaires à lui dus contre le patron, demeurant à Marseille, et alors que l'exploit lui a été signifié et remis à Marseille, p. 304. — Le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande en dommages-intérêts basée sur le préjudice causé par la coupe et l'enlèvement de bois appartenant au demandeur, par un tiers qui prétend y avoir été autorisé par un garde-rivière, p. 157. — V. *Coups et blessures, Huissier.*

CONGÉ. Le congé donné par le locataire au propriétaire n'a pas besoin d'être accepté par ce dernier pour être valable et produire son effet utile, p. 18. — Le congé n'est assujéti à aucune forme spéciale. Il peut avoir lieu par lettre missive. Il est valable par cela seul qu'il est incontestablement parvenu aux mains et à la connaissance du congédié, et qu'il a été donné dans le délai fixé par l'usage des lieux. *Ibid.* — V. *Bail, Louage.*

COUPE DE BOIS. Le vendeur d'une coupe de bois, qui a retiré, au détriment de l'acheteur, une ou deux charretées de fagots sur le sol de la coupe peut être tenu d'indemnité envers ce dernier, p. 118. — Toutefois, si l'enlèvement des fagots n'est prouvé que par l'aveu du défendeur, et si celui-ci prétend qu'il s'était réservé ces fagots comme condition de la vente, cet aveu est indivisible et l'indemnité n'est pas due. (Jugement du Tribunal d'appel.) *Ibid.*

COUPS ET BLESSURES. Lorsque la demande intentée au civil pour dommages-intérêts, basés sur des coups et blessures punissables de peines correctionnelles, excède la somme de 200 fr., le juge de paix saisi d'une telle demande doit se déclarer incompétent, p. 91.

COUR COMMUNE. — V. *Action possessoire.*

DÉGRADATIONS. L'article 1732 du Code civil, aux termes duquel le preneur répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute, édicte contre le locataire une présomption légale de faute qu'il suffit au propriétaire d'invoquer, p. 299. — Le preneur qui invoque le cas fortuit ou la force majeure, n'est libéré que s'il établit que ce cas fortuit n'a pas été causé par une faute qui est imputable soit à lui, soit aux personnes dont il répond. *Ibid.*

DÉNOMBREMENT. Ne commet pas la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal, celui qui refuse de fournir les renseignements non obligatoires, tels que ceux qui sont demandés pour l'établissement des *cartes de prévision*, ou qui refuse de fournir tous renseignements un jour autre que celui fixé par le décret, p. 302.

DÉNONCIATION. La victime d'un délit a le droit de faire part aux autorités compétentes des soupçons qu'elle peut avoir sur ceux qu'elle croit en être les auteurs, p. 55. — Cette désignation ne peut être considérée comme une faute donnant droit à des dommages-intérêts, ni comme une diffamation, si toutefois le plaignant n'a pas agi de mauvaise foi et avec intention de nuire. *Ibid.*

DIFFAMATION. Lorsque, sur une demande en dommages-intérêts pour diffamation et injures, l'un des défendeurs

s'excuse et reconnaît l'honorabilité de la partie diffamée, et si cette partie accepte les excuses et consent à retirer sa demande, le juge saisi doit donner acte aux parties des excuses et du désistement, p. 124. — Mais il y a lieu de statuer à l'égard de l'autre partie défenderesse qui ne se présente pas, et selon la gravité des propos diffamatoires, le juge doit donner défaut contre le défaillant et peut le condamner à la totalité des dommages-intérêts réclamés et ordonner l'insertion du jugement dans les journaux. *Ibid.* — Le maître qui, sans motifs sérieux, renvoie brusquement son domestique, doit à ce dernier une indemnité équivalente à un mois de gages, p. 319.

DOMESTIQUE. Comme il est moralement impossible au maître de prouver par écrit qu'il a payé les gages de ses domestiques illettrés, le juge de paix, saisi par ceux-ci d'une demande en paiement de leurs gages, peut se baser sur l'article 1348 du Code civil pour admettre le maître à prouver par témoins qu'il a payé les gages indûment réclamés, p. 197. — V. *Louage d'ouvrage.*

DOMICILE. — La loi du 2 mai 1855 ne déclare pas nulle la citation non précédée du billet d'avertissement en conciliation, p. 106. — Le domicile est le lieu du principal établissement. *Ibid.* — Le changement de domicile s'opère par le seul fait de l'habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y transporter son principal établissement, et ce même à défaut de la déclaration prescrite par l'article 104 du Code civil. La preuve de cette intention peut résulter de toutes circonstances de nature à éclairer le juge. *Ibid.* — Le juge de paix incompétent *ratione loci* ne peut connaître du litige, mais il doit statuer sur les dépens. *Ibid.* — V. *Elections.*

DOMMAGES AUX CHAMPS. En matière de dommages causés aux champs par les lapins, le juge saisi du litige a nécessairement un pouvoir d'appréciation très étendu pour évaluer le dommage causé, la part qui peut être attribuée à la servitude de voisinage, et celle qui incombe au propriétaire des bois, p. 59. — Des battues, même relativement fréquentes opérées par le propriétaire pour réduire le nombre des lapins, ne sont pas suffisantes pour décharger ce propriétaire de toute responsabilité. *Ibid.* — Le propriétaire ou loca-

taire de chasse qui fait garder soigneusement son bois, ne prend pas les mesures suffisantes pour assurer la destruction des lapins, et en favorise au contraire la multiplication, peut être déclaré responsable, malgré la servitude de voisinage, du dommage causé aux récoltes du propriétaire ou fermier des terres avoisinant le bois, p. 46. — Mais si une première expertise ne lui fournit pas les éléments nécessaires pour apprécier le dommage, le juge saisi du litige peut ordonner une nouvelle expertise. *Ibid.* — L'existence du gibier dans les bois constitue pour les voisins une sorte de servitude dont ils sont obligés de supporter la charge dans une certaine mesure, p. 63. — Spécialement le propriétaire de bois et le locataire de chasse dans les forêts domaniales ne sont responsables du dommage causé aux voisins que lorsque le gros ou le menu gibier excède les prévisions normales et que l'on en a favorisé la multiplication. *Ibid.*

ÉLECTIONS. L'électeur dont le nom a été rayé de la liste électorale par la Commission administrative doit réclamer, dans le délai de la loi, devant la Commission municipale, le rétablissement de son nom sur la liste, p. 238. — Il ne peut pas faire directement appel devant le juge de paix. Ce magistrat, en effet, ne peut pas statuer au premier degré en matière électorale. Il ne peut être saisi que comme juge d'appel de la décision de la Commission municipale préalablement appelée à statuer. *Ibid.* — L'omission de statuer, en matière électorale, équivaut au rejet de la demande et ne laisse aux intéressés d'autre voie de recours que l'appel devant le juge de paix, p. 297. — Au cours des débats et même après cassation, et devant le Tribunal de renvoi, l'électeur peut modifier ses conclusions et renoncer à demander l'inscription de son nom sur la liste électorale d'une commune dans laquelle il a demandé d'abord à être inscrit et que d'ailleurs il n'habite pas. *Ibid.* — L'électeur qui n'a jamais manifesté son désir de transférer son domicile, et qui est inscrit sur la liste électorale d'une commune dans laquelle il a son domicile d'origine, est fondé à réclamer le maintien de son nom sur la liste de cette commune, p. 271. — Il en est ainsi, alors même que cet électeur est placé comme domestique dans une autre commune que celle de son domicile d'origine, s'il n'a pas manifesté la

volonté d'adopter le domicile de son maître. *Ibid.* — Doit être inscrit ou maintenu sur la liste électorale d'une commune l'électeur qui justifie de son domicile réel ou de sa résidence de six mois au moins dans cette commune, ou qui est personnellement inscrit au rôle des contributions ou des prestations en nature, p. 288. — Au contraire doit être rayé l'électeur qui, ayant une résidence de six mois, et ayant été comme tel inscrit sur la liste d'une commune, a cessé d'y résider et s'est établi dans une autre commune. *Ibid.* — L'ouvrier qui, tout en travaillant quelquefois au dehors, réside ordinairement depuis trois ans dans une commune, qui y a voté chaque fois, est réputé avoir abandonné son domicile d'origine et avoir fixé sa résidence ou son domicile dans cette commune, et a droit d'y être inscrit sur la liste électorale, p. 240. — L'électeur qui est inscrit sur la liste électorale d'une commune ne peut être inscrit sur la liste d'une autre commune, où il a d'ailleurs voté plusieurs fois, p. 5. — En conséquence, le juge de paix saisi de l'appel d'une décision de la Commission municipale qui a inscrit le nom de cet électeur sur la liste de la seconde commune, doit infirmer cette décision et ordonner la radiation de l'électeur sur cette liste. *Ibid.* — L'installation récente d'un vicaire dans une commune ne peut remplacer la résidence de six mois prévue par la loi du 5 avril 1884, art. 14, p. 233. — En conséquence, l'ecclésiastique depuis moins de six mois dans une commune, comme vicaire de la paroisse, n'est pas fondé à réclamer son inscription sur la liste électorale de cette commune. *Ibid.* — Il n'est pas nécessaire qu'un jugement ait été régulièrement signifié pour qu'il acquière l'autorité de la chose jugée. Il suffit qu'il ait été accepté et exécuté par les parties, p. 222. — En matière électorale, l'exécution du jugement qui a ordonné l'inscription du nom d'un électeur contesté ne saurait mieux résulter que du vote de cet électeur au su et au vu de tout le monde et notamment du tiers électeur intervenant. *Ibid.* — Le fait par un maire de divulguer le nom porté sur un bulletin de vote, constitue une atteinte illicite au principe du secret du vote, et un dommage à l'électeur dont réparation lui est due, p. 160.

ENQUÊTE. Lorsque, après un jugement interlocutoire autorisant une plaignante à faire par témoins la preuve de

la contravention reprochée à une personne, il a été procédé à l'enquête, et que cette contravention n'est pas suffisamment établie par les dépositions des témoins, il appartient au Tribunal de simple police de relaxer la prévenue sans dépens, p. 229. — La déposition d'un seul témoin ne suffit pas à motiver une condamnation, surtout lorsque ce témoin est la plaignante elle-même. *Ibid.*

ENTREPRENEUR. Un entrepreneur qui a fait des travaux de maçonnerie pour le compte d'un industriel et qui prétend, en outre, lui avoir fourni un plan et un devis de travaux à faire pour une construction projetée, et qui réclame à l'industriel 56 francs pour la valeur des travaux et 400 francs pour les plans et devis, est recevable et fondé à réclamer le prix des travaux faits, mais n'a pas droit aux 400 francs qu'il demande pour exécution et rédaction de plans et devis, lorsque les travaux projetés n'ont pas été exécutés et que ces plans et devis sont d'ailleurs sans précision ni valeur, p. 189. — En conséquence, si le défendeur a fait offre des 56 francs réclamés par le premier chef de demande, cette offre doit être déclarée valable et suffisante. *Ibid.*

FAILLITE. L'individu contre lequel a été prononcé un jugement déclaratif de faillite, n'est pas, pour cela, tombé en état d'interdiction légale, ni privé de la jouissance de ses droits civils, p. 139. — Par suite, il peut contracter, s'engager dans une autre industrie que celle qu'il exerçait avant sa faillite, et un créancier peut l'assigner personnellement en paiement de la dette contractée par lui après la faillite. *Ibid.* — Son état de faillite ne peut être opposé par lui comme fin de non-recevoir contre une telle demande. *Ibid.*

FEMME MARIÉE. La femme mariée qui a obtenu sa séparation de biens et qui a renoncé à la communauté, ne peut être tenue des dettes, à moins qu'elle ne se soit personnellement engagée, p. 186. — Mais elle peut être tenue de payer les soins et visites d'un médecin, fournis au ménage commun, lorsque le mari personnellement est insolvable. *Ibid.* — Si la femme a fait offres réelles de la somme réellement due, et si le demandeur a eu le tort de les refuser, le juge de paix doit valider les offres et condamner le demandeur aux dépens. *Ibid.* — Si la femme a le droit

d'engager la communauté et par suite son chef, le mari, pour toutes dépenses utiles, il n'en est plus de même pour celles qui n'ont point ce caractère d'utilité essentielle, p. 215. — Le mandat tacite du mari n'est surtout pas présumable quand il s'agit de dépenses somptuaires, hors de proportion avec les ressources de la communauté. *Ibid.* — Il y a donc lieu de rejeter la demande intentée contre le mari seul. *Ibid.*

FIL TÉLÉPHONIQUE. — V. *Responsabilité.*

GARDE PARTICULIER. Les gardes particuliers, pour les propriétés dont ils ont la surveillance, sont de vrais gardes champêtres. Comme ces derniers, ils sont officiers de police judiciaire et exercent les droits qui leur sont conférés par l'article 16 du Code d'instruction criminelle. En cas de poursuites en réparation du préjudice pouvant résulter de faits relatifs à l'exercice de leurs fonctions, le poursuivant doit suivre contre eux, de même du reste que contre leur commettant appelé comme civilement responsable, la voie de la prise à partie dont il est question en l'article 505 du Code de procédure civile, p. 316. — Le juge de paix devant lequel, en pareil cas, une action est intentée, doit se déclarer incompétent. — Les actions que peuvent avoir à intenter des enfants encore mineurs doivent l'être, en leur nom, par leur père. *Ibid.*

GIBIER. Legibier circulant librement dans les dépendances de deux terrains de chasse contigus et non clos, doit être considéré comme *res nullius*, p. 131. — En conséquence, un lièvre tué par un membre de l'une des deux chasses sur le terrain de l'autre peut donner lieu à une action en dommages-intérêts, mais non au paiement de la valeur du lièvre tué. *Ibid.*

GREFFIER. Dans une ville divisée en deux cantons, il doit être nommé un greffier spécial pour le Tribunal de police, p. 206. — Mais si, en fait, il n'en existe pas, le juge de paix qui tient l'audience de police peut se faire assister par le greffier de sa Justice de paix. *Ibid.* — Aucun texte n'a édicté une nullité pour les jugements rendus par le Tribunal ainsi composé. *Ibid.*

HUISSIER. Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une action en dommages-intérêts intentée contre

un huissier à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, alors même que la somme réclamée est inférieure au taux de la compétence de ce magistrat en matière personnelle et mobilière, p. 62.

INCENDIE. Une commune sur le territoire de laquelle s'est produit un incendie est tenue d'indemnité envers la commune voisine, lorsque celle-ci a envoyé ses pompiers concourir au travail d'extinction de cet incendie, p. 27. — Peu importe que ces pompiers aient été ou non requis par cette commune, lorsque leur concours a été accepté. *Ibid.*

INDEMNITÉ JOURNALIÈRE. — V. *Accident du travail.*

INJURES. Le juge de paix saisi d'une demande en réparation des injures proferées par le défendeur est en droit d'écarter du débat un engagement écrit de payer une somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts, si cet engagement lui paraît suspect et entaché de dol ou d'erreur, p. 172. — Mais si le défendeur avoue le fait à lui reproché, il appartient au juge saisi du litige d'apprécier le dommage causé sans tenir compte de l'engagement produit au débat. *Ibid.* — Une plainte au parquet n'implique pas nécessairement une poursuite au criminel et ne peut suspendre l'exercice de l'action civile. *Ibid.* — Ecrire à quelqu'un qu'il est « un grossier personnage » constitue une injure dont réparation peut être demandée par voie d'action civile devant le juge de paix, lorsque le chiffre des dommages-intérêts n'excède pas 600 fr., p. 34. — Le malade ou la famille du malade a toujours le droit de retirer sa clientèle à un médecin ; et un tel fait, même accompli sans les égards suffisants, n'autorise pas le médecin à écrire au client une lettre injurieuse. *Ibid.* — *Action civile.*

INVENTAIRE D'ÉGLISE. Lorsqu'un vitrail donné à une église par un particulier a été brisé au cours de l'inventaire dressé par un agent du fisc, l'héritier du donateur est recevable et fondé à intenter une action en dommages-intérêts contre le curé de l'église, lorsque le curé, par sa conduite et ses agissements, a été cause des troubles qui se sont produits lors de l'inventaire, et spécialement du bris du vitrail, p. 253. — Le demandeur peut au cours des débats, et avec le consentement du défendeur, réduire à 300 francs le taux des dommages-intérêts réclamés par la ci-

tation, de façon que l'affaire soit susceptible d'être jugée en dernier ressort par le juge de paix. *Ibid.* — Le fait par plusieurs personnes de faire du bruit et du scandale dans une église à l'occasion d'un inventaire d'église et contradictoirement à un arrêté municipal régulier, constitue la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 8, du Code pénal ou par l'article 471, n° 15, du même Code, p. 284. — Il appartient au juge de police d'apprécier les torts de chacun des prévenus et d'appliquer à quelques-uns d'entre eux les circonstances atténuantes. *Ibid.*

JET D'IMMONDICES. — Constitue la contravention à l'article 475, § 8, du Code pénal, le fait de jeter, par une fenêtre, un vase rempli d'un liquide quelconque sur des personnes qui passent dans la rue, p. 167. — Le maître est responsable du fait de son domestique. *Ibid.*

JOURNAUX. — V. *Abonnement.*

JUGEMENT PAR DÉFAUT. L'ordonnance par laquelle le juge de paix accorde à la partie condamnée par défaut la prorogation du délai légal d'opposition, sans contradictoire, ne peut être considérée que comme un simple permis de citer, rendant au défaillant l'accès du prétoire. — Cette ordonnance ne lie pas le juge. — C'est seulement au moment où la cause est appelée à l'audience que le juge peut examiner définitivement, après débat contradictoire, le bien ou le mal fondé des motifs invoqués par le défaillant pour être relevé de la déchéance, p. 85.

LAPINS. — V. *Dommages aux champs.*

LAVOIR. Celui qui a déposé son linge dans le séchoir dépendant d'un lavoir est fondé, en cas de perte ou de vol de ce linge, à actionner le maître du lavoir en réparation du préjudice à lui causé, p. 283. — Alors même que cet industriel a posé dans ses locaux des affiches indiquant qu'il décline à ce sujet toute responsabilité, il n'en reste pas moins responsable des objets confiés à sa garde, et par cela seul qu'il a accepté le dépôt. *Ibid.*

LIVRES DE COMMERCE. Le juge de paix a le droit et même le devoir de prescrire, même d'office, toutes les mesures d'instruction qui lui paraissent nécessaires pour éclairer sa religion, p. 214. — Spécialement, en cas de con-

testation, le juge de paix peut ordonner la présentation des livres de commerce à l'effet d'y rechercher ce qui concerne le litige. *Ibid.*

LOGEUR. L'obligation imposée par le numéro 2 de l'article 475 du Code pénal ne concerne que les industriels y désignés et ne peut être étendue aux propriétaires et aux habitants qui ne louent qu'accidentellement des parties de leurs habitations, sans faire habituellement la profession de logeur, p. 79. — Spécialement, le fait par un habitant d'avoir reçu chez lui comme pensionnaire, du samedi soir au lundi matin, un bûcheron qui travaille dans le voisinage, ne suffit pas à faire décider que cet habitant fait profession d'aubergiste ou logeur. *Ibid.*

LOUAGE. Le fermier qui a reçu de son propriétaire une décharge de réparations locatives, mais qui n'a pas acquis date certaine au moment de la vente de l'immeuble, ne peut l'opposer à l'acquéreur, surtout s'il n'en a été fait aucune mention dans le contrat de vente. Il n'y a lieu pour lui qu'à un recours en indemnité contre le précédent propriétaire, si toutefois cette décharge n'est pas un acte de complaisance, créé pour les besoins de la cause, p. 128. — Le vice de forme qui peut entacher l'expertise faite sans serment préalable de l'expert, et hors la présence du fermier, non intimé ni représenté, peut être couvert par la notification des réparations et dégradations constatées, faite ultérieurement par exploit d'huissier, avec sommation de faire exécuter le travail, si bon semble, dans un délai imparti et par l'affirmation de l'expert, avec serment à l'audience où le litige doit être jugé au fond. *Ibid.* — Lorsqu'il n'existe aucune convention écrite de la durée d'un bail qui a d'ailleurs reçu exécution, la preuve testimoniale peut être reçue pour établir cette durée, p. 74. — La cessation de la jouissance d'un jardin doit, à moins de conventions contraires, suivre la cessation de la jouissance de la maison. Le jardin en ce cas n'est que l'accessoire. *Ibid.* — Le congé n'est soumis par la loi à aucune forme spéciale. Il peut être donné par lettre-missive, p. 198. — Le preneur qui, malgré l'avis de cessation de jouissance qui lui a été donné, a labouré la terre en vue d'une nouvelle récolte, a droit à être indemnisé de son travail par le propriétaire

de la terre. *Ibid.* — Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts basée sur les clauses d'un bail, lorsque le taux de la demande excède 600 francs, p. 132. — Le juge de paix n'est compétent pour statuer sur une demande en résiliation de bail et en expulsion de lieux qu'autant que la demande est basée sur le défaut de paiement des loyers, p. 29. — En conséquence, et lorsque le loyer a été payé, le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur la demande en résiliation de bail fondée sur l'insuffisance des meubles garnissant les lieux loués. *Ibid.* — Le bailleur ne peut pas, avant l'expiration du bail, exiger la réparation des dégradations de l'immeuble loué, à moins que ces dégradations ne soient de nature à compromettre l'existence même de cet immeuble, p. 184. — Mais il peut faire exécuter les travaux de couverture déclarés urgents par l'expert, à la condition de les faire aussi rapidement que possible, de façon à ne pas trop troubler le preneur dans sa jouissance. *Ibid.* — Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en paiement de réparations locatives et des dégradations et pertes, sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs, et à charge d'appel à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, lorsque la demande n'a trait qu'à ces réparations ou dégradations, et nullement à des soustractions frauduleuses ou détournements d'objets, p. 243. — Lorsque certaines réparations ont été faites par le locataire, il appartient au juge du litige d'apprécier celles qui restent à faire et de fixer le chiffre total qui peut être dû au bailleur pour les dégradations et pertes. *Ibid.* — Le syndic de la faillite peut être condamné à payer au bailleur les sommes à lui dues de ce chef par le locataire failli et les frais du procès. *Ibid.* — V. *Lavoir.*

LOUAGE D'OUVRAGE. L'ouvrier qui a commis une faute en exécutant le travail à façon qui lui était confié, notamment qui n'a pas suivi les dimensions à lui prescrites, notamment dans un travail d'horlogerie, est responsable de sa faute, et, par suite, n'est pas fondé à réclamer le prix de la façon, p. 278. — Il ne l'est pas non plus à demander la remise des objets fabriqués, si ces objets sont de nature à divulguer les secrets de fabrique du défendeur. Tout ce qu'il peut exiger, c'est que ces objets soient détruits de façon à ne pouvoir

être utilisés. *Ibid.* — Lorsqu'un différend d'ordre collectif s'est produit entre patrons, ouvriers ou employés, la loi du 27 décembre 1892 permet aux parties intéressées de soumettre les questions qui les divisent à un comité de conciliation, et, à défaut d'entente dans ce comité, à un conseil d'arbitrage, qui doivent être l'un et l'autre constitués en conformité des règles tracées par les articles 2, 3, 4 et 5 de cette loi, et la présence du juge de paix, à qui la loi impose l'obligation de consigner dans un procès-verbal de conciliation les conventions que les intéressés ont librement contractées, est nécessaire pour la validité des contrats intervenus par application des dispositions inscrites dans la loi de 1892, p. 266. — Les conventions ainsi actées par le juge de paix dans un procès-verbal de conciliation constituent un contrat collectif de travail qui est parfait et dès lors obligatoire pour toutes les parties qui y ont pris part, dès l'instant même où ils y ont apposé leur signature. Ce contrat doit donc être exécuté sur-le-champ, à moins que les parties n'aient fixé une autre date pour la mise en vigueur des nouvelles conditions du travail, et il ne peut être modifié que d'un commun accord entre les mêmes parties. *Ibid.*

MARCHAND DE BOIS. — V. *Accident du travail.*

MAUVAIS TRAITEMENTS. Les mauvais traitements envers les animaux domestiques ne tombent pas sous l'application de la loi du 2 juillet 1850 qu'autant qu'ils ont eu lieu abusivement et publiquement, p. 155. — La circonstance de publicité est impérativement exigée par cette loi. L'échoppe d'un marchand de volailles, établie sur un marché, n'est pas un lieu public; cette échoppe doit être considérée comme le domicile momentané de ce marchand et nul n'a le droit d'y pénétrer ni même d'y jeter des regards indiscrets. Le fait d'un marchand de volailles qui a saigné des poulets dans son échoppe, séparée en deux par une toile-cloison derrière laquelle il tue ses volailles, échappe à la contravention. *Ibid.*

MINEUR. La veuve mère tutrice ne peut se refuser à payer le prix d'un vêtement, commandé par son fils mineur, pour la seule raison que le mineur n'était pas autorisé par elle, lorsqu'il est démontré pour le juge que le prix

du vêtement n'avait rien d'excessif, et que le mineur n'a pas été lésé, p. 104. — L'engagement pris par un mineur n'est pas nul pour cause de minorité, mais annulable ou rescindable pour cause de lésion, p. 231. — En conséquence, l'achat fait par le mineur d'une bicyclette est valable, et le vendeur est fondé à réclamer au père du mineur le solde du prix de la vente, s'il résulte des débats la preuve que le prix de vente a été normal et que la bicyclette vendue n'est pas de mauvaise qualité, que le mineur n'a pas subi de dommage. *Ibid.* — Le père responsable des actes de son fils mineur peut être condamné avec lui au paiement du solde dû. *Ibid.*

MOTIFS DE JUGEMENT. Le juge saisi d'une demande ne peut se déterminer que par des motifs résultant des débats et des documents produits par l'une ou l'autre des parties et discutés à l'audience, p. 305. — S'il est de principe constant que n'est pas fondé à réclamer des dommages-intérêts celui contre qui une instance a été engagée à tort, encore importe-t-il pour l'application de ce principe que l'action témérement engagée ne constitue pas soit un acte de malice, soit une faute lourde, soit une erreur équivalente au dol. *Ibid.*

OFFRES RÉELLES. Aux termes de la loi du 12 juillet 1905, le juge de paix est compétent pour connaître des demandes en validité ou en nullité d'offres réelles, lorsque l'objet du litige n'excède pas les limites de sa compétence, p. 218. — Mais le juge de paix est en principe incompétent pour connaître de l'exécution de ses jugements. En conséquence, et si les offres faites l'ont été pour l'exécution d'un jugement rendu par ce magistrat, le juge de paix doit se déclarer incompétent pour connaître de la demande en validité ou en nullité de ces offres, et condamner le demandeur aux dépens. *Ibid.*

PASSAGE. Le fait de faire passer des moutons sur un champ d'avoine appartenant à autrui constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 10, du Code pénal, p. 146. — Le prévenu exciperait en vain de ce que le terrain traversé ferait partie d'un chemin public, alors qu'une visite de lieux faite par le juge lui-même a démontré le contraire. *Ibid.* — Le maître est civilement responsable de la contravention commise par son domestique. *Ibid.*

PENSION ALIMENTAIRE. Est non recevable et doit être rejetée la demande de pension alimentaire intentée par une mère contre ses enfants, alors que la demanderesse est mariée, séparée de fait seulement, et que son mari ne refuse pas de subvenir à ses besoins et l'a même fait sommer de réintégrer le domicile conjugal, p. 258. — Le juge de paix n'est compétent, en matière de pension alimentaire, que dans le cas où elle est basée sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, p. 242. — Il n'est pas compétent pour connaître d'une demande en réduction ou en suppression d'une pension accordée à une femme par un jugement du Tribunal civil qui a prononcé le divorce à son profit. *Ibid.* — Le demandeur a droit de modifier ses conclusions jusqu'au prononcé du jugement, p. 80. — La seule condition pour avoir droit à des aliments est d'être réellement dans le besoin. Celui qui possède un immeuble peut être dans le besoin, si le revenu de cet immeuble est insuffisant pour le faire vivre. *Ibid.* — Lorsqu'une femme a intenté contre son beau-père une demande en pension alimentaire reconnue recevable et fondée, même par l'aveu du défendeur, si cette demande vient à être retirée par cas fortuit, notamment par le fait que le mari interné est subitement sorti d'une maison d'aliénés, le défendeur n'en doit pas moins être condamné en tous les dépens. *Ibid.* — La demande d'une pension alimentaire doit être rejetée lorsque ceux qui la doivent sont indigents, p. 307. — La femme mariée, même séparée de corps, doit demander des aliments à son mari avant de s'adresser à ses enfants. *Ibid.* — La compétence du juge de paix est limitée par la loi du 12 juillet 1905, et c'est devant le Tribunal civil que la femme mariée doit porter sa demande. *Ibid.*

PIGEONS. Les lâchers de pigeons, dénommés *concours de pigeons*, constituent en fait un jeu mélangé de *paris mutuels*, et la faveur de l'article 1966 du Code civil, qui doit recevoir l'interprétation restrictive, ne saurait leur être étendue. En conséquence, la loi refuse entièrement et dans tous les cas une action à celui qui est ou se prétend gagnant, p. 281. — L'exception du jeu, même si elle n'est pas opposée, doit être admise d'office par le juge, cette exception reposant sur des motifs d'ordre public. *Ibid.*

POSSESSION. — V. *Action possessoire.*

PRESCRIPTION. En ce qui touche les prescriptions à court terme, le débiteur n'est pas recevable à les faire valoir lorsqu'il a commencé par nier la dette, p. 261. — Si les livres de commerce ne font pas foi contre les personnes non marchandes des fournitures qui y sont portées, ils n'en constituent pas moins, lorsqu'ils sont bien tenus, un commencement de preuve par écrit qui autorise le juge à déférer au commerçant qui réclame son dû le serment supplétoire. *Ibid.* — Ce serment prêté motive suffisamment la validation par le juge de paix de la saisie-arrest pratiquée par le créancier des salaires du débiteur. *Ibid.* — La reconnaissance de dette ne fait que substituer une nouvelle période de prescription à celle qui est en cause, p. 248. — Lorsqu'il y a reconnaissance d'une partie de la dette, le demandeur ne peut réclamer en justice, alors que la prescription est acquise au défendeur pour le surplus, que le montant de la dette reconnue. *Ibid.* — Lorsque les parties succombent respectivement, le juge peut partager entre elles les dépenses de l'instance dans les proportions qu'il juge équitables. *Ibid.*

PRIVILÈGE. Dans une distribution par contribution le privilège établi par l'article 2101 du Code civil doit primer le privilège du propriétaire pour les loyers à lui dus, p. 264.

PROCÈS-VERBAL. Est nul le procès-verbal d'un garde champêtre, lorsqu'il n'a été affirmé que plus de vingt-quatre heures après qu'il a été clos, p. 133. — En conséquence, il y a lieu de relaxer le prévenu contre lequel ce procès-verbal a été dressé. *Ibid.*

RÉCIDIVE. — V. *Rixe et voies de fait.*

RÉINTÉGRANDE. — V. *Action possessoire.*

REPOS HEBDOMADAIRE. Le gérant d'une succursale est seul responsable des infractions qu'il a pu commettre à la loi du 13 juillet 1906, lorsqu'il a seul la direction de cette succursale, p. 300. — Le chef de l'entreprise commerciale qui exploite lui-même et dirige seul le magasin principal ne peut pas être personnellement poursuivi à raison de l'infraction commise par son gérant. *Ibid.* — Les domestiques et préposés, dans un hôtel, un restaurant ou un débit de boissons, ont droit au repos hebdomadaire prescrit par la loi du

24 août 1906, p. 310. — Seuls sont exceptés de cette faveur les domestiques attachés à la personne. En conséquence, le Tribunal de simple police saisi d'un procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail contre le patron qui n'a pas accordé le repos hebdomadaire à ses employés, doit condamner ce patron à la peine de la contravention, spécialement à autant d'amendes qu'il a été trouvé chez lui d'employés travaillant le dimanche, si ce patron n'a pas demandé et obtenu le droit de pratiquer le repos hebdomadaire par roulement. *Ibid.*

RESPONSABILITÉ. Le propriétaire d'un arbre n'est pas responsable du dommage causé, notamment à des fils téléphoniques, par la chute de cet arbre, lorsque la chute a eu lieu par cas fortuit et spécialement à la suite d'une tempête, p. 68. — V. *Accidents du travail, Compétence, Lavoir.*

RIXE ET VOIES DE FAIT. Le Tribunal de simple police saisi d'un procès-verbal dressé pour rixes et voies de fait contre un prévenu, peut statuer contradictoirement contre lui et lui appliquer les peines de la contravention, bien qu'il n'ait pas comparu à l'audience, mais alors que, par lettre missive, il a avoué la contravention, p. 101. — Si l'un des prévenus est en état de récidive, le Tribunal de police, à raison de la gravité de la peine encourue, doit se déclarer incompétent et renvoyer ce prévenu devant le Tribunal de police correctionnelle. *Ibid.* — V. *Action civile, Saisie-arrêt.*

RONCE ARTIFICIELLE. — V. *Clôture.*

SAISIE-ARRÊT. Une saisie-arrêt ne saurait être paralysée, sous prétexte de compensation, par ce fait qu'aux termes d'un acte de cession-transport, de même date que l'exploit de saisie-arrêt, mais enregistré et signifié à une date postérieure, la partie saisie est devenue à son tour créancière du saisissant pour une somme égale ou supérieure au montant de la somme saisie-arrêtée, p. 25. — Il appartient au juge de paix, statuant sur une demande en validité d'une saisie-gagerie, de reconnaître comme suffisamment établies les causes de la saisie et, par suite, de valider cette saisie, lorsque de l'enquête à laquelle il a procédé, il est résulté la preuve que le saisissant a été victime d'un vol, et que ce

vol a exclusivement profité au débiteur saisi, lequel a employé la somme volée à payer ses dettes personnelles et à faire quelques achats, p. 182. — Le créancier qui seul a fait pratiquer une saisie-arrêt sur les salaires d'un ouvrier, a seul droit de toucher, jusqu'à concurrence de ce qui lui reste dû, les sommes retenues par le tiers saisi, et ce, alors même que l'ouvrier, antérieurement commerçant, a été mis en faillite et a d'autres créanciers qui ne sont pas opposants ni intervenants, p. 53. — Le créancier qui s'est fait céder par un ouvrier, son débiteur, le dixième de ses salaires, n'est pas recevable ni fondé à intervenir au même titre et à réclamer sa part dans la distribution du dixième saisi-arrêté par les autres créanciers du même ouvrier, p. 134. — Il appartient au juge de paix, même en l'absence du débiteur saisi, de déclarer nulle l'intervention du créancier cessionnaire, et de le condamner aux dépens. *Ibid.* — L'indemnité accordée à une partie pour des actes de violence dont elle a été victime de la part de tiers saisis ne peut être considérée comme une dette alimentaire. Par suite, cette indemnité est saisissable par les créanciers de la victime des violences, p. 225. — Un bordereau de production à faillite, visé par le greffier, ne constitue pas un titre suffisant de la créance pour laquelle a été pratiquée une saisie-arrêt, p. 210. — Le juge de paix est incompétent pour connaître des engagements entre commerçants pour faits ou actes de commerce. *Ibid.* — Par suite, le juge de paix saisi d'une demande en validité de saisie opérée en vertu d'un bordereau de production à faillite doit se déclarer incompétent pour connaître de la contestation soulevée sur la créance, et donner mainlevée de la saisie. *Ibid.*

SANTÉ PUBLIQUE. La loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique, autorise les maires, et à Paris, le préfet, à prendre des arrêtés ordonnant l'exécution des mesures d'assainissement prescrites par le conseil d'hygiène, p. 141. — Le fait, par un propriétaire, de n'avoir pas, dans le délai imparti, exécuté les travaux ordonnés par l'arrêté préfectoral ou municipal, le rend passible de peine prévue par l'article 471, n° 15, du Code pénal. *Ibid.* — Le Tribunal de police peut en outre autoriser le maire ou le préfet à faire exécuter les travaux d'office, aux frais du contrevenant. — L'usufruitier d'un im-

meuble peut être personnellement pour-
suivi pour cette contravention. *Ibid.*

SCELLÉS. Le salaire du gardien de
scellés est la rémunération de ses soins
et de la responsabilité qui pèse sur lui,
p. 103. — Le juge de paix qui a établi le
gardien doit lui appliquer exactement,
pour la taxe de ses frais de garde, le
tarif de 1807, article 26. *Ibid.* — Il n'ap-
partient pas au juge taxateur d'aug-
menter ni de diminuer, d'après les cir-
constances, les sommes fixées par le
tarif. *Ibid.*

SERVITUDE. — V. *Action possessoire.*

SOCIÉTÉ FROMAGÈRE. Une société
fromagère est bien fondée à refuser à
l'un de ses adhérents les étrennes ou
gratification promise, lorsqu'il est dû-
ment établi que cet adhérent a livré des
fromages défectueux et qui, à raison de
leur mauvaise fabrication, se sont mal
vendus et ont fait subir des pertes à la
société, p. 44. — Lorsque, d'après une
pratique ancienne, tous les membres
d'une société fromagère ont droit à l'a-
bonnement et à la distribution du petit-
lait, une décision de la gérance de cette
société ne saurait en priver aucun de
ses membres, même pendant le temps
où un sociétaire, n'ayant, momentanément,
pas de vaches, n'apporte pas de
lait, si d'ailleurs il n'a pas cessé d'être
membre de la société et d'en supporter
les charges, p. 207. — En tout cas, une
telle mesure ne saurait avoir un effet
rétroactif. *Ibid.*

SOCIÉTÉ MUSICALE. — V. *Arrêté
municipal.*

SYNDICAT. Une chambre syndicale
d'ouvriers bûcherons n'a pas qualité
pour intenter une demande en paiement
de différentes sommes qu'elle prétend
être dues à des ouvriers faisant partie
du syndicat. La maxime « nul ne plaide
par procureur » est essentiellement ap-
plicable en pareil cas, et le délégué de
la chambre, demandeur, doit être dé-
claré non recevable, p. 86. — Un syndi-
cat professionnel peut ester en justice,
à la condition que l'action ait pour ob-
jet la défense des intérêts inhérents à sa

responsabilité civile, mais non la dé-
fense des droits individuels de ses adhé-
rents. *Ibid.*

TOUR D'ÉCHELLES. — V. *Action pos-
sessoire.*

TRAVAIL À FAÇON. — V. *Louage d'ou-
vrage.*

USAGES LOCAUX. — V. *Clôture.*

VENTE. Lorsqu'un boucher a acheté
au poids un animal destiné à la bou-
cherie, en l'espèce un porc, et s'il est
d'usage local que la viande soit payée
au poids, l'acheteur est en droit de dé-
duire du poids total celui des aliments
que contient, au moment de la vente,
l'estomac de l'animal. — Il est donc
recevable à prouver par témoins ou par
expert que l'animal avait été suralimen-
té peu avant la livraison de l'ache-
teur. *Ibid.*

VICE RÉDHIBITOIRE. La loi du 2 août
1884 sur les vices rédhibitoires, en ce
qui concerne les chevaux atteints de
fluxion périodique des yeux, accorde un
délai de trente jours francs, non com-
pris celui de la livraison, pour provo-
quer l'expertise, p. 200. — Une seule
expertise suffit, pourvu qu'elle ait été
ordonnée sur la demande d'un des ac-
quéreurs; elle sauvegarde les droits de
tous les intéressés. *Ibid.* — Le délai pour
intenter l'action rédhibitoire, par elle-
même, est également, en l'espèce, de
trente jours francs, non compris celui
de la livraison. *Ibid.* — A ce délai com-
mun vient s'ajouter — même en cas de
ventes successives du même animal —
le délai de distance, pourvu que l'ani-
mal ait été transporté dans le délai com-
mun, ci-dessus, hors du lieu du domi-
cile du vendeur. *Ibid.*

VOITURIER. Tout retard apporté par
les compagnies de chemins de fer au
transport des voyageurs les expose à
payer des dommages du fait de ce re-
tard, p. 37. — L'allocation des dommages
est subordonnée à la justification par le
voyageur qu'il a subi une perte, un pré-
judice. *Ibid.* — La compagnie justifiant
du cas de force majeure doit être relaxée
de la demande. *Ibid.*

TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS

INSÉRÉS AU BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

pendant l'année 1908

DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.	DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT	PAGES.
	1900		12 sept.	FERRY, juge.	114
4 août.	LUCAS, juge.	167	16 sept.	CALMELLES, juge.	57
	1900		5 oct.	VALISSANT, juge.	100
20 mars.	MAITRE ROBERT, juge.	238	8 oct.	HERVIEU, juge.	39
	1901		10 oct.	ANDRE, juge.	178
7 mai.	BOLELLI, juge.	288	10 oct.	BERGERON, juge.	121
6 déc.	LUCAS, juge.	133	13 oct.	CHEVELLE, juge.	319
	1902		10 oct.	LOTTIN, juge.	29
11 juin.	LUCAS, juge.	250	20 oct.	ED. PERRIN, juge.	76
	1903		21 oct.	DRIFFORD, juge.	32
18 août.	ALLINE, juge.	50	21 oct.	DRIFFORD, juge.	68
9 nov.	BOUCHEVILLE, juge.	9	24 oct.	MOREAU, juge.	27
30 déc.	LUZET, juge.	18	24 oct.	SALY, juge.	37
	1904.		25 oct.	DUBERNAD, juge.	220
21 janv.	GALOPEAU, juge.	316	25 oct.	CARPENTIER, juge.	34
19 fév.	TABUTAUD, juge.	240	28 oct.	ROUGE, juge.	166
3 mars.	COURTILLER, juge.	5	31 oct.	LAUGIER, juge.	184
5 mars.	TABUTAUD, juge.	271	2 nov.	CHAPEL, juge.	133
17 juin.	MAGNANT, juge.	111	3 nov.	TRIBOUT, juge.	25
4 août.	DELMAS, juge.	74	3 nov.	SAULIN, juge.	109
29 août.	JOUANNEAU, juge.	305	4 nov.	DRIFFORD, juge.	164
5 oct.	ROTYE, juge.	118	10 nov.	CALLAULT, juge.	180
	1905		12 nov.	TIMOTHE, juge.	83
8 janv.	PITAT, juge.	128	12 nov.	CHAMPION, juge.	227
15 janv.	BESNARD, juge.	103	14 nov.	BOIVIN, juge.	172
16 janv.	SENNELIER, juge.	7	18 nov.	VEILLEVILLE, juge.	214
26 janv.	CALLAULT, juge.	157	26 nov.	SENNELIER, juge.	207
7 fév.	HAUDOS, juge.	6	27 nov.	TARDEU, juge.	98
15 fév.	CONDIS, juge.	21	1 ^{er} déc.	ZEDET, juge.	80
18 fév.	SOT, juge.	92	7 déc.	KERNEVEZ, juge.	200
26 fév.	SIVIDRE, juge.	29	7 déc.	BRESSON, juge.	77
28 fév.	SIVIDRE, juge.	53	11 déc.	VINGEON, juge.	69
28 fév.	SIVIDRE, juge.	91	12 déc.	MAZILIER, juge.	89
1 ^{er} mars.	TAMBUROINI, juge.	50	16 déc.	EM. BOURSE, juge.	198
1 ^{er} avril.	LECOQ, juge.	63	16 déc.	BRAND, juge.	94
7 avril.	SIVIDRE, juge.	318	22 déc.	COULON, juge.	79
8 avril.	SENNELIER, juge.	14	22 déc.	BRUCHON, juge.	131
14 avril.	SAINT-PAUL, juge.	222	23 déc.	BRONDEL, juge.	160
7 juin.	ROUSTAN, juge.	46	30 déc.	LENOIR DE TOUR- TEAUVILLE, juge.	166
16 juin.	BEAL, juge.	182		1906	
21 juin.	CARIAS, juge.	162	3 janv.	BRUNET, juge.	191
24 juillet.	GORET, juge.	62	6 janv.	CHAMPION, juge.	304
28 juillet.	DRIFFORD, juge.	307	8 janv.	TIMOTHE, juge.	104
1 ^{er} août.	GAUTIER, juge.	146	6 janv.	TH. GAUTIER, juge.	73
8 août.	THEOPHILE GAU- TIER, juge.	220	20 janv.	JOURDIN, juge.	86
29 août.	HAUDOS, juge.	210	23 janv.	ROUANET, juge.	243
9 sept.	BRAND, juge.	55	30 janv.	ALLINE, juge.	218
			30 janv.	CHEVELLE, juge.	124
			1 ^{er} fév.	PRESSUROT, juge.	101
			2 fév.	PRESSUROT, juge.	242
			8 fév.	DEBIEVRE, juge.	96

DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.	DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.
10 fév.	BONY, juge.	132	9 mai.	COURTENEUVE, juge.	258
14 fév.	LUCAS, juge.	85	16 mai.	DORÉ, juge.	264
15 fév.	DELRIVAL, juge.	106	25 mai.	CORRE, juge.	253
22 fév.	HAMELIN, juge.	141	30 mai.	BELLANT, juge.	302
28 fév.	BOURGUET, juge.	293	2 juin.	DRIFFORD, juge.	231
26 fév.	VEYRIER, juge.	233	9 juin.	SOT, juge.	175
7 mars.	GILLON, juge.	134	13 juin.	ROUSTAN, juge.	297
9 mars.	FURET, juge.	197	14 juin.	LAMBERT, juge.	236
15 mars.	LAMBERT, juge.	261	23 juin.	GROS, juge.	225
23 mars.	JOUANNEAU, juge.	260	27 juin.	CHAMPIOM, juge.	277
24 mars.	GUERIN, juge.	139	28 juin.	DELRIVAL, juge.	248
24 mars.	OLLIVIER, juge.	274	28 juin.	PETIT, juge.	206
6 avril.	LOTTIN, juge.	215	4 juillet.	COURTILLER, juge.	284
13 avril.	GAGNEAU, juge.	113	6 juillet.	JOUANNEAU, juge.	299
17 avril.	GAUTIER, juge.	116	24 juillet.	CHAMOIN, juge.	225
20 avril.	PELTIER, juge.	192	8 août.	LACHAT, juge.	292
20 avril.	GAUTIER, juge.	189	19 sept.	ENRIQUEZ, juge-suppléant	283
28 avril.	FLEURY, juge.	186	28 sept.	DAVID, juge.	278
2 mai.	BRESSON, juge.	217	14 oct.	GILLON, juge.	281
2 mai.	BRAND, juge.	148	27 oct.	DAGUIN, juge.	310
9 mai.	LUCAS, juge.	313	25 nov.	DONIOL, juge.	309

BULLETIN SPÉCIAL
DES
DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

PARIS — IMPRIMERIE DE LA PRESSE PÉRIODIQUE, RUE DARCET, 7

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

ET DES

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE

RECUEIL MENSUEL

PAR

M. AL. BEAUME ET

Avocat à la Cour d'appel de Paris,
Suppléant du juge de paix du 10^e arrondissement
de Paris.

M. EUG. PLUM

Docteur en droit,
Avocat à la Cour d'appel.

ET UNE SOCIÉTÉ DE JUGES DE PAIX, D'AVOCATS ET DE JURISCONSULTES

TOME QUARANTE-NEUVIÈME

PARIS

BUREAUX, RUE GUÉNÉGAUD, 27

1907

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

Tribunal de simple police de Lyon
(Rhône).

Président : M. Georges BERNARD,
juge de paix.

5 décembre 1906.

*Repos hebdomadaire. — Hôtels garnis. —
Personnel domestique. — Distinction
inadmissible. — Application intégrale
de la loi du 13 juillet 1906.*

Il n'y a pas lieu d'établir une distinction entre les divers employés d'un hôtel garni, notamment les domestiques, femmes de chambre, etc., spécialement affectés au service des voyageurs d'une part et, d'autre part, les cuisiniers, cochers, etc., quand toutes ces personnes sont attachées non au service personnel du maître ou propriétaire de l'hôtel, mais bien au service de l'exploitation de ce même hôtel.

En conséquence, tous ces employés formant le personnel de l'hôtel ont droit au repos hebdomadaire établi par la loi du 23 juillet 1906.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Ouf le prévenu en ses explications et sa défense ; — Ouf le ministère public en ses conclusions et réquisition ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal et des explications du prévenu que le dimanche 14 octobre 1906, ce dernier occupait un person-

nel de seize employés divers en fonctions ce jour-là pour le service de l'hôtel qu'il exploite à Lyon, rue des Arch..., sous le titre d'Hôtel des Arch..., sans avoir donné à ce personnel un jour de repos pendant la semaine qui avait précédé le dimanche 14 octobre, c'est-à-dire du 8 au 14 octobre ; qu'il n'a pu produire à l'inspecteur départemental du travail, qui a dressé le procès-verbal, ni le registre, ni l'affiche prescrite par l'article 1^{er} du règlement d'administration publique (du 24 avril 1906, pour indiquer les jours et heures du repos hebdomadaire donné aux employés et aux ouvriers attachés à l'établissement ; que l'inspecteur départemental du travail a relevé de ce fait seize infractions à l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 ; que le prévenu a déclaré à l'agent verbalisateur qu'il n'avait pas appliqué la loi sur le repos hebdomadaire, parce qu'il considérait son personnel comme des domestiques attachés à sa personne, puis qu'à l'audience, M^e Clozel, en son nom, a développé des conclusions tendant à ce qu'il plaise au Tribunal diviser le personnel de l'hôtel en deux catégories, la première comprenant : deux cochers,

trois cuisiniers, un garçon de cuisine, un garçon d'office, un maître d'hôtel, un coursier et une caissière, soit dix employés pour lesquels il reconnaît avoir eu tort de ne pas avoir appliqué la loi sur le repos hebdomadaire ; la seconde catégorie comprenant : quatre valets de chambre, une femme de chambre et une lingère, soit six domestiques faisant le service particulier des voyageurs pour lesquels il prétend ne pas être soumis à l'obligation du repos hebdomadaire, se basant pour faire admettre cette distinction par le Tribunal : 1° sur la similitude que divers articles du Code ou des lois antérieures à celle de 1906, admettent entre les domestiques et préposés des hôtels, et les domestiques des particuliers, et 2° sur la différence que la loi du 28 juin 1901, sur les taxes de remplacement, qui a divisé les locaux des hôtels en trois catégories, établit entre ces divers locaux, prétendant que la loi de 1906, en interdisant d'occuper pendant plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, n'a pas visé les domestiques d'hôtel ; — Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 englobe sous les termes généraux « d'employés ou « ouvriers » toutes les personnes concourant par leur travail à la marche régulière d'un établissement industriel ou commercial ; que le prévenu, en soutenant que les domestiques faisant le service particulier des voyageurs, les valets de chambre, la femme de chambre, la lingère, ne doivent pas être considérés comme des employés de

l'hôtel, est en contradiction avec lui-même, puisqu'il admet, après l'avoir contesté tout d'abord, que les cochers, les cuisiniers et le maître d'hôtel doivent être considérés non pas comme domestiques, mais bien comme employés, et que le repos hebdomadaire doit leur être accordé ; qu'en effet, si le prévenu, directeur-propriétaire de l'hôtel des Arch..., n'habitait pas son hôtel, et s'il avait un domicile particulier séparé et distinct de l'hôtel des Arch..., qu'il ait à son service personnel : cocher, cuisinier, maître d'hôtel, valet de chambre, femme de chambre et lingère, dans ces conditions le cocher, le cuisinier, le maître d'hôtel seraient, au regard de la loi sur le repos hebdomadaire, considérés comme des domestiques aussi bien que le valet de chambre, la femme de chambre et la lingère ; il n'y aurait aucune distinction entre les uns et les autres, et ils ne pourraient se prévaloir ni les uns, ni les autres, du bénéfice de la loi sur le repos hebdomadaire ; — Le Tribunal, par contre, ne peut admettre aucune distinction entre ces différentes personnes quand, au lieu d'être attachées au service personnel du propriétaire de l'hôtel des Arch..., elles sont toutes uniformément attachées au service de l'exploitation de cet hôtel, et toutes ces personnes doivent être considérées comme soumises aux prescriptions de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu, au surplus, de s'arrêter aux distinctions que voudrait faire le prévenu entre les termes « d'employés ou « d'ouvriers », dont se sert la loi du 13 juillet 1906 pour désigner les

personnes soumises aux prescriptions de cette loi, et ceux de « pré-
« posés ou domestiques » dont se sert le Code civil aux articles 1953 et autres, pas plus qu'il n'y a lieu d'admettre, au regard de la loi du 13 juillet 1906, la classification des locaux établie par la loi du 28 juin 1901, sur les taxes de remplacement; — Attendu que nous devons, au contraire, déclarer : 1° que les hôtels et leurs dépendances rentrent dans la catégorie des établissements visés par l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, puisqu'ils sont désignés, dans l'article 3 de cette loi, parmi les établissements » ad-
« mis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement » ; 2° que toute personne employée d'une façon consécutive par un tenancier d'hôtel à un travail quelconque, concourant à l'objet de son entreprise, doit être considérée comme soumise aux prescriptions de la loi sur le repos hebdomadaire; qu'en conséquence, nous devons déclarer que, conformément au procès-verbal de l'inspecteur départemental du travail Perbost, le prévenu est convaincu d'avoir occupé pendant sept jours consécutifs, du 8 au 14 octobre, contrairement aux prescriptions de la loi de 1906, seize personnes attachées à son établissement; que ce fait constitue seize infractions à l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, punies par l'article 13 de la même loi; que ces articles sont ainsi conçus : « Art. 1^{er}. Il est interdit d'occuper
« plus de six jours par semaine un
« même employé ou ouvrier dans
« un établissement industriel ou
« commercial ou dans ses dépen-
« dances, de quelque nature qu'il

« soit, public ou privé, laïque ou
« religieux, même s'il a un carac-
« tère d'enseignement professionnel
« ou de bienfaisance. — Le repos
« hebdomadaire devra avoir une du-
« rée minima de vingt-quatre heures
« consécutives. — Art. 13. Les chefs
« d'entreprise, directeurs ou gé-
« rants qui auront contrevenu aux
« prescriptions de la présente loi et
« des règlements d'administration
« publique relatifs à son exécution
« seront poursuivis devant le Tri-
« bunal de simple police et passi-
« bles d'une amende de 5 à 15 francs.
« — L'amende sera appliquée autant
« de fois qu'il y aura de personnes
« occupées dans des conditions con-
« traaires à la présente loi, sans tou-
« tefois que le maximum puisse dé-
« passer 500 francs » ; — Attendu que l'article 463 du Code pénal est applicable, d'après l'article 16 de la même loi, ainsi conçu : « Art. 16.
« Est puni d'une amende de 100 à
« 500 francs quiconque aura mis
« obstacle à l'accomplissement du
« service d'un inspecteur. — En cas
« de récidive dans les délais spé-
« cifiés à l'article précédent, l'a-
« mende sera portée de 500 francs
« à 1 000 francs. — L'article 463
« du Code pénal est applicable aux
« condamnations prononcées, en
« vertu de cet article et des arti-
« cles 13, 14 et 15 » ; — Attendu que le prévenu demande le bénéfice de l'article 463 du Code pénal pour les dix contraventions qu'il reconnaît, que le ministère public ne s'oppose pas à l'admission des circonstances atténuantes; qu'il y a lieu, vu les faits de la cause, d'accorder les circonstances atténuantes et de réduire l'amende au-dessous du minimum fixé par l'article 16 de

la loi de 1906, en ce qui concerne les dix contraventions reconnues par le prévenu, et d'appliquer le minimum fixé par cette loi de 1906 aux six contraventions contestées; — Par ces motifs, le Tribunal, statuant en premier ressort, et faisant application des dispositions légales susénoncées, qui ont été lues à l'audience; — Condamne le prévenu à dix amendes de 3 francs chacune pour les dix infractions à la loi de 1906 par lui reconnues, et à six amendes de 5 francs chacune pour les six infractions contestées par lui et dont il est convaincu; — Le condamne, en outre, aux dépens liquidés à...; fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'appliquer, pour le payement de l'amende et des frais. »

Observations. — Nous avons publié en décembre dernier un jugement dans le même sens, rendu par le Tribunal de simple police de Lille, et nous l'avons approuvé. Nous n'avons pas changé d'opinion et, par suite, nous approuvons également le jugement du juge de police de Lyon. Ce magistrat explique très clairement dans ses motifs pourquoi il n'est pas possible de diviser en catégories distinctes le personnel d'un hôtel meublé. Tous les employés concourent à l'exploitation de l'établissement, et ne sont pas assimilables à des domestiques attachés à la personne. Le repos hebdomadaire leur est donc dû à tous. — On nous avertit que ce jugement est frappé d'appel. Nous ne croyons guère que cet appel ait des chances de succès. — Voir, sur cette question, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Repos hebdomadaire*.

**Tribunal de simple police de Laval
(Mayenne).**

Président : M. BASTARD, juge de paix.

29 novembre 1906.

Repos hebdomadaire. — Fabricant de cycles. — Apprentis. — Procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail. — Circonstances atténuantes. — Bonne foi.

Le fabricant de cycles n'est pas un entrepreneur de force motrice ni un entrepreneur de transports; ce n'est qu'un fabricant d'instruments de transports. Par suite, il est soumis à l'application entière de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

Le juge de police, saisi d'une infraction à cette loi, peut seulement, dans l'application de la peine, tenir compte de l'ignorance du prévenu et de sa bonne foi et lui accorder le bénéfice de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que X..., mécanicien en cycles, est poursuivi en simple police pour avoir contrevenu à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906, en occupant, le dimanche 30 septembre 1906, à divers travaux dans son atelier, Z... et Y..., le premier apprenti et le second contremaître; — Attendu que X... soutient que se considérant comme entrepreneur de moyens de locomotion, il a le droit d'user du roulement par application de l'article 3 de ladite loi; qu'à la suite d'une circulaire ministérielle invitant MM. les représentants de la loi à être conciliants vis-à-vis de MM. les commerçants et industriels, il attendait la visite de M. l'inspecteur du travail pour savoir dans quelle con-

dition il devrait faire sa demande ; qu'il était de bonne foi et ne se croyait pas en contravention ; qu'il ne s'explique pas, ajoute-t-il dans ses conclusions, et appelle notre attention sur ce point, que M. l'inspecteur du travail s'étant présenté chez 40 ou 50 commerçants ou industriels qu'il a trouvés dans les mêmes conditions que lui, n'ait retenu que deux contraventions ; — Il soutient aussi que le dimanche 30 septembre et non le 26 août, indiqué par erreur dans ses conclusions, étant un jour de fête locale, il avait le droit d'avoir son personnel chez lui ; — Attendu qu'en tenant comme exacte l'opinion de X..., qu'en sa qualité d'entrepreneur de moyens de locomotion, il a le droit d'user du roulement par application de la loi précitée, il n'en aurait pas moins contrevenu à l'article 2. § 3, du décret du 24 août 1906, pour non-représentation à l'inspecteur du registre de roulement prescrit par l'article 1^{er} de ce règlement d'administration publique ; — Mais attendu qu'en sa qualité de fabricant de cycles, X... ne peut invoquer les n^{os} 8 ou 9 de la loi précitée ; — Le fabricant de cycles n'est pas un entrepreneur de force motrice, ni un entrepreneur de transports ; ce n'est qu'un fabricant d'instruments de transports ; — Attendu que X... a reconnu n'avoir fait aucune demande de dérogation antérieurement à la date du procès-verbal ; que, l'eût-il fait, la contravention n'en serait pas moins flagrante : on ne peut profiter d'une dérogation que lorsqu'elle a été obtenue ; que cette disposition nous paraît absolue, une semblable demande ne pouvant suspendre l'application de la

loi ; que telle a été l'opinion de M. le ministre du travail, consulté par une délégation d'un syndicat sur les deux points suivants : I. A-t-on le droit, lorsqu'on demande une dérogation au préfet, d'en jouir avant l'obtention ? Le ministre a répondu non ; que l'article 2 de la loi était formel. — II. Quand la dérogation a été refusée et que le commerçant se pourvoit devant le Conseil d'Etat, ce pourvoi est-il suspensif de l'article ou de la loi ? — Selon le ministre, il n'y a pas de doute ; tant que le Conseil d'Etat n'a pas statué, la loi doit être appliquée ; — Attendu que le paragraphe 4 de l'article 5 de ladite loi, invoqué par X... et touchant la fête locale dite *Angévine*, ne peut s'appliquer qu'à un établissement dans lequel le repos hebdomadaire, tel qu'il est défini par la loi précitée, a déjà été institué d'une manière régulière, et ce, le dimanche ; que, d'autre part, aucune notification n'a été faite au service du travail, ni avis donné ; qu'en l'absence de tout élément de contrôle on doit considérer que le repos doit être donné le dimanche sans exception ; que s'il en était autrement, le service de l'inspection se trouverait à chaque instant aux prises avec des difficultés imprévues, et par suite le vœu de la loi pourrait ne pas être rempli ; que, de ce côté encore, nous ne pouvons admettre le système de défense de l'inculpé ; — Attendu, enfin, qu'il ne nous appartient pas de rechercher ni d'examiner si la loi, qui s'applique à tous les commerçants et à tous les industriels, procure à X... le privilège d'en recevoir seul l'application, car le Tribunal ne connaît et n'a à connaître que des procès-verbaux qui

lui sont régulièrement soumis par le ministère public ; — Attendu, en ce qui concerne la bonne foi dont excipe X..., ce dernier, il est vrai, peut ne pas être répréhensible, car étant donné les interprétations différentes qui se produisent sur l'application de la loi du 13 juillet, il pouvait se croire couvert jusqu'à l'arrivée de l'inspecteur départemental, par suite de l'envoi de la circulaire ministérielle dont il est parlé dans ses conclusions ; — Mais attendu, en droit, que la jurisprudence est unanime à décider que le juge de police ne peut admettre d'autres excuses aux contraventions que celles autorisées par la loi ; que, notamment, la bonne foi du prévenu ne peut jamais être une excuse de contravention ; — Attendu, par suite, qu'il y a lieu de retenir contre X... les deux contraventions qui font l'objet du procès-verbal susvisé ; — Attendu, enfin, que l'article 16 de la loi précitée permet au Tribunal de police d'appliquer les dispositions bienveillantes de l'article 463 sur les circonstances atténuantes ; — Par ces motifs et faisant application de l'article 2, § 1^{er}, et article 13 de la loi du 13 juillet 1906 et dudit article 463 du Code pénal ainsi conçu, etc. ; — Condamne, etc. »

Observations. — Sentence très intéressante et la première qui ait été rendue, à notre connaissance du moins, sur les questions qui y sont résolues. Nous avons, au surplus, émis la même opinion dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Repos hebdomadaire*.

Tribunal de simple police de Romeries-de-Picardie (Somme).

Président : M. Théophile GAUTIER, juge de paix.

7 avril 1906.

Société musicale. — Infraction à règlement. — Contravention reprochée au président. — Irresponsabilité pénale. — Renvoi.

Le fait par une société musicale d'avoir, sans autorisation de l'autorité administrative, donné sur la voie publique une aubade à son président, ne saurait constituer à la charge de ce dernier une contravention punissable.

C'est donc à tort qu'en pareil cas un procès-verbal a été dressé contre le président.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

La cause appelée, le greffier donne lecture d'un procès-verbal dressé le 14 juillet par le garde champêtre de Méharicourt, affirmé et enregistré, duquel il résulte que ledit jour, à 6 heures un quart du soir, le prévenu a contrevenu à l'arrêté municipal du 9 octobre dernier en laissant sortir et jouer sans autorisation, sur la voie publique, les membres de la Société musicale dont il est le président.

Cette lecture terminée, le prévenu dit qu'il n'a pas commis la contravention, parce qu'il n'a joué d'aucun instrument et que, de plus, il avait demandé par écrit et obtenu verbalement pour les musiciens de sa société l'autorisation de jouer sur la voie publique le jour du 14 juillet.

Le ministère public rappelle les faits et, pour mieux connaître la

nature de la contravention, demande à faire entendre comme témoin le garde, rédacteur du procès-verbal, présent à l'audience ; lequel, du consentement du prévenu, est entendu après avoir fait serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et déclaré n'être parent, allié, serviteur ni domestique dudit prévenu ; le greffier tient notes sommaires de sa déposition.

Puis, le ministère public renonce à prendre des conclusions et déclare, ainsi que le prévenu, s'en rapporter à la sagesse du Tribunal.

Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 153 et 155 du Code d'instruction criminelle ; — Vu le procès-verbal susénoncé ; — Ouf le prévenu en ses explications, le témoin en sa déposition et le ministère public en son résumé ; — Attendu que le prévenu est poursuivi non pas pour avoir joué, mais pour avoir laissé circuler et jouer les musiciens de la Société qu'il préside, sans autorisation, sur la voie publique le jour du 14 Juillet ; — Que, dans ces conditions, le Tribunal n'a pas à rechercher si, à l'occasion de la Fête nationale, jour où les citoyens doivent avoir plus de liberté pour organiser des réjouissances publiques, le maire avait autorisé ou non les membres de ladite Société musicale à donner sur la voie publique, en face la maison de leur chef et en son honneur, l'aubade qui a été la cause du procès-verbal ; — Qu'il faut, avant tout, examiner si le prévenu peut être pénalement responsable de la contravention dont s'agit ; — Attendu

qu'en général et sauf les exceptions spécialement prévues par les lois, toute faute est personnelle, et que, conséquemment, la responsabilité pénale ne doit peser que sur les auteurs mêmes de la contravention ; — Attendu qu'aucune loi n'édicte la responsabilité pénale au président d'une société n'ayant aucun représentant légal pour se présenter pour elle en Justice, telle que la Société musicale dont le prévenu est président ; que cette responsabilité pénale doit donc incomber à tous ceux sans le concours desquels la contravention n'aurait pas été commise ; — Attendu, de plus, que le prévenu ne peut pas être poursuivi comme civilement responsable sans que les poursuites soient simultanément dirigées contre ceux qui ont personnellement commis la contravention ; — Que, dans ces circonstances, la contravention relevée contre Carpentier, en sa qualité de président, ne saurait être retenue et donner lieu à sa condamnation personnelle ; — Vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçu : « Si le « fait ne présente ni délit, ni contravention de police, le Tribunal « annulera la citation et tout ce qui « aura suivi » ; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort et faisant application de l'article susvisé dont lecture a été donnée ; — **ANNULE** le procès-verbal dont Carpentier a été l'objet et tout ce qui a suivi ; — En conséquence, renvoie purement et simplement ledit Carpentier des fins de la poursuite exercée contre lui comme président de la Société musicale *les Amis réunis de Méharicourt*, sans amende ni dépens. »

Observations. — Solution incontestablement exacte.

Justices de paix du canton de Châteldon
(Puy-de-Dôme).

Président : M. DRIFFORD, juge de paix.

31 mars 1906.

Action possessoire. — Passage. — Enclave.
Bois.

L'action possessoire dite *négatoire de servitude* concernant un passage, n'est pas recevable lorsqu'il s'agit d'un fonds enclavé.

Doit être considéré comme enclavé un héritage en nature de bois, situé dans un ravin escarpé, où tous les accès sont difficiles, sauf celui que le défendeur a été obligé de suivre pour voiturier ses bois.

C'est à bon droit, dans ces circonstances, que le défendeur, créancier de la servitude, suit les sentiers ou passages apparents dans son bois et aboutissant au pré du demandeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire du 13 janvier 1906, enregistré ; — Vu notre procès-verbal de constatations et enquête dressé sur les lieux litigieux ; — Vu le plan dressé par Lévine, expert géomètre ; — En fait : — Attendu que Rouchon, demandeur, propriétaire du pré appelé *des Ongeons*, a formé contre Duzellier, défendeur, propriétaire du bois de *la Ville*, une action possessoire dite *négatoire de servitude*, le demandeur prétendant que son pré est libre de toute servitude de passage vis-à-vis du bois du défendeur ; — Attendu que Duzellier a répondu que son bois était enclavé et qu'il l'avait

toujours exploité en voiturant ses bois sur le pré de Rouchon, qu'il avait la possession d'un passage apparent et visible, qu'il lui était matériellement impossible de passer ailleurs, son bois ayant une inclinaison ou pente de 50 centimètres par mètre ; — Attendu que de la visite des lieux, il résulte que le bois de Duzellier, défendeur, est placé dans un endroit où il est difficile d'aboutir par suite de la pente très accentuée du sol qui est au moins de 50 centimètres par mètre ; — Que le bois de Duzellier, défendeur, se trouve entouré d'autres bois par où il est impossible de passer ; — Que la sortie naturelle des bois est indiquée par une *traine* ou *sente* très apparente, aboutissant au pré de Rouchon et par un chemin également apparent, partant du pré de Rouchon et aboutissant au chemin public par une entrée ; — Attendu qu'il existe bien un petit sentier situé dans la partie haute du bois, mais qu'il serait impossible à Duzellier de remonter la pente rapide du bois ; — Attendu que les témoins de l'enquête indiquent que le bois de la Ville a été exploité, depuis un temps immémorial, par le pré du demandeur appelé « des Ongeons » et par l'entrée aboutissant au chemin public ; — Que le passage a toujours été exercé, suivant l'usage des lieux, en *temps mort*, c'est-à-dire à l'époque où il n'y a pas de récolte ; — En droit : — Attendu que lorsque la possession d'une servitude discontinue de passage est contestée, le juge de paix doit rechercher quels sont les titres du créancier de la servitude ; que, dans l'espèce, Duzellier, défendeur, n'a aucun acte ou

titre établissant son droit, mais qu'il résulte de la situation particulière des lieux que son bois dit « de la « Ville » est enclavé, et qu'il y a trace apparente d'un chemin sur le pré des Ongeons appartenant à Rouchen, demandeur ; — Attendu que le juge du possessoire peut toujours étudier les titres des parties pour déterminer les caractères de la possession invoquée devant lui, et que le fait même de l'enclave constituant ce titre, permet, malgré la discontinuité de la servitude de passage, d'invoquer la possession plus qu'annale (Cass., 14 mars 1881 ; Dalloz, 1882, p. 86) ; — Attendu qu'il résulte de l'examen des lieux qu'une sortie ou droit de passage est nécessaire pour l'exploitation du fonds de Duzellier et que, depuis un temps immémorial, elle s'est effectuée par le pré des Ongeons ; — Attendu qu'aux termes de l'article 639 du Code civil, la servitude dérive de la situation naturelle des lieux ; — Attendu qu'il ne nous appartient pas de statuer sur le fonds du droit et d'examiner si, à l'aide de travaux peu importants, un autre passage pourrait être plus facilement créé sur des propriétés voisines ; — Vu l'article 130 du Code de procédure ; — Par ces motifs, statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ; — Disons que l'action possessoire dite *négatoire de servitude*, intentée par Rouchen, n'est pas recevable, comme mal fondée, et l'endéboutons ; — Maintenons Duzellier, défendeur, dans sa possession actuelle ; — Réservons aux parties tous leurs droits et moyens pour agir au pétitoire ; — Tous les frais

et dépens demeurant à la charge du poursuivant. »

Observations. — Solution intéressante et très exactement rédigée en droit.

Juge de paix du canton-est de Montluçon (Allier).

Président : M. BRUNET, juge de paix.

10 août 1906.

Bail à colonage. — Demande en payement d'un soldé dé. — Déclinatoire. — Compte de métayage. — Compétence du juge de paix.

L'action en règlement du compte de métayage est personnelle et mobilière et doit être portée devant le juge du domicile du défendeur. Il en est ainsi surtout lorsque le bail a pris fin.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation du... ; — Ouï les parties ; — Attendu que, par la citation, Barraud expose que les époux Vincent ont exploité comme colons à moitié fruits, en vertu d'un bail passé devant M^e X..., le..., son domaine de Heurteaux, sis en la commune de... (Cher), du 14 novembre 1901 au 14 novembre 1905 ; — Qu'à leur sortie, ils se sont trouvés débiteurs envers lui de la somme de 910 fr. 15 ; — Et qu'il demande que les époux Vincent soient condamnés conjointement et solidairement entre eux à lui payer cette somme avec les intérêts tels que de droit et aux dépens ; — Attendu qu'à l'audience Barraud a déclaré que si sa créance est contestée, il demande qu'il soit procédé au compte de métayage à partir du jour de l'entrée jusqu'au jour de la

sortie des époux Vincent; — Attendu que les époux Vincent ont répondu qu'ils ne doivent rien au demandeur, et qu'en ce qui concerne le compte de colonage, la demande doit être portée devant le juge du lieu de la situation du domaine; — Qu'en conséquence, nous sommes incompétent pour en connaître; — Attendu que la loi du 18 juillet 1889, dans son article 11, porte seulement que chacune des parties peut demander le règlement annuel du compte d'exploitation et que le juge de paix prononce sur les difficultés relatives aux articles du compte, sans indiquer quel juge de paix est appelé à décider; — Qu'il y a lieu ainsi de rechercher si nous devons statuer sur la demande en règlement de compte de métayage dont nous sommes saisi par les conclusions prises à l'audience; — Attendu que, pour soutenir leur exception d'incompétence, les époux Vincent s'appuient sur cette circonstance que le contrat de colonage est considéré plutôt comme un contrat de société que comme un contrat de louage; — Qu'ils en déduisent que la compétence *ratione loci* est régie par l'article 59, § 5, du Code de procédure civile, et qu'ils étayent leur opinion sur un arrêt de la Cour de Limoges du 30 avril 1894; — Attendu que cette décision à laquelle s'est rallié le Tribunal d'Agen par un jugement du 24 mars 1904, ne saurait faire jurisprudence, alors surtout que l'arrêt de la Cour de Limoges fait état d'usages spéciaux à la contrée; — Que s'il est vrai, ainsi que l'a dit au Sénat le rapporteur de la loi du 18 juillet 1889, que le bail à colonage participe par certains côtés du louage, et par d'au-

tres de la société, la loi du 18 juillet 1889 lui a conservé la dénomination que lui a donnée le Code civil; — Qu'il y a lieu de considérer que l'association, dans le colonat partiaire, du capital et du travail, n'est pas sensiblement différente de celle qui a lieu dans d'autres contrats de louage, notamment dans certains contrats relatifs au travail et à l'industrie; — Qu'en effet, si le bailleur a la direction générale de l'exploitation relativement au mode de culture, à l'achat et à la vente des bestiaux, ainsi que la surveillance des travaux, le colon ou métayer a la direction de tous les travaux du domaine qu'il fait à ses risques et périls, et il profite seul avec ou sans redevance spéciale des menus produits de la propriété, ainsi que de ceux du jardin destiné à l'entretien de son ménage; — Attendu que l'article 11 de la loi du 18 juillet 1889, en ne déterminant pas la compétence *ratione loci*, s'en est référé au droit commun; — Que l'action en règlement de compte de colonage est personnelle et mobilière et ressortit au juge du lieu du domicile du défendeur; — Que pendant la durée du bail, le juge compétent pour les actions intentées à ce sujet contre le métayer est évidemment celui du lieu où est située la propriété, puisque le métayer est tenu d'y résider; mais que, lorsque le bail a pris fin, les actions en règlement de compte de métayage dirigées contre lui doivent être portées devant le juge de son domicile; — Que le juge du lieu du domicile du colon a déjà compétence pour statuer sur les actions énoncées aux articles 3 et 13 de la loi du 13 juillet 1905, et qu'il serait singulier que des actions

de même nature, dérivant d'un même titre, puissent être portées devant des juges différents; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, déclarons notre compétence et ordonnons qu'à notre audience de huitaine il sera passé outre aux débats; — Condamnons les défendeurs aux dépens de l'incident qui consistent en ceux du présent jugement. »

Observations. — Cette question est controversable. Mais les arguments développés dans la sentence nous paraissent décisifs dans le sens de la solution adoptée par le juge.

Tribunal de simple police de Nancy
(Meurthe-et-Moselle).

Président : M. ROUSSELOT, juge de paix.

1^{er} décembre 1906.

Repos hebdomadaire. — Voyageurs de commerce. — Entretien avec le patron. — Loi de 1906 non applicable.

Les voyageurs de commerce ne rentrent pas dans la catégorie des employés auxquels le repos hebdomadaire est dû.

Spécialement, le fait par eux de se rendre le dimanche au domicile du patron, pour y parler des opérations accomplies pendant la semaine précédente et de celles qu'il y a lieu d'entreprendre dans celle qui va commencer, ne constitue pas un travail.

Un procès-verbal avait constaté, un dimanche, dans le bureau d'un patron, la présence de deux voyageurs de commerce qui venaient lui rendre compte des opérations de la semaine.

Le Tribunal de simple police de Nancy, saisi du procès-verbal dressé contre le patron, a statué comme suit :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que, aux termes de l'article 1^{er}, il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit; — Que, aux termes de l'article 2, le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche; — Attendu qu'on ne peut admettre que, comme le prétend le prévenu, les voyageurs ne sont pas des employés, puisqu'ils touchent une rémunération pour leur travail, mais que ce sont des employés d'un genre particulier qui ne rentrent pas dans les conditions prévues par la loi, qu'ils ne sont pas employés toute la semaine dans l'établissement ou ses dépendances, qu'ils se transportent, au contraire, d'une localité à l'autre pour gérer les affaires du patron et placer les marchandises chez les clients; — Qu'ils échappent ainsi toute la semaine à la surveillance directe du patron, peuvent travailler ou se reposer selon leur bon plaisir sans cesser de rendre compte par correspondance de leurs opérations; — Qu'on ne peut considérer comme un travail le fait de se rendre quelques instants, le dimanche, au domicile du patron pour y échanger des idées, parler des opérations accomplies dans la semaine écoulée et de celles qu'il y a lieu d'entreprendre dans celle qui va commencer; — Qu'ainsi le prévenu n'a commis aucune contravention ni encouru aucune peine; — Par ces motifs, relaxe, etc. »

Observations. — Les voyageurs de commerce sont, par essence, nomades. Ils ont l'entière liberté de

leurs mouvements et peuvent travailler ou se reposer quand il leur plaît, car ils échappent complètement à la surveillance du patron. On ne peut donc assujettir le patron à l'obligation de leur donner le repos hebdomadaire. Au surplus, le fait de se présenter chez le patron pour lui rendre compte des opérations faites ou à venir ne saurait évidemment constituer un travail. Nous ne pouvons donc qu'approuver entièrement la décision ci-dessus.

Justice de paix du canton de Heiltz-le-Maurupt (Marne).

Président : M. ÉTANDELIN, juge de paix.

4 octobre 1905.

Prestataire à la tâche. — Quasi-délit. — Dommages. — Responsabilité de la commune. — Responsabilité du prestataire. — Compétence du juge de paix.

Le contribuable, ayant opté pour l'accomplissement en nature de ses prestations, ne saurait, dans l'exécution de la tâche constituant ces prestations, être considéré comme le préposé de la commune au sens de l'article 1384 du Code civil.

Par suite, le contribuable qui, au cours de l'exécution de ses travaux de prestation, ne s'est pas conformé aux prescriptions de son bulletin de réquisition et a, par là, causé un dommage à autrui, est personnellement responsable de sa faute et sans recours possible contre la commune.

Les Tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour connaître de l'action en dommages-intérêts formée par le fournisseur d'une commune contre le prestataire en nature, lequel, requis d'exécuter chez ledit fournisseur un travail déterminé, ne s'est pas conformé aux termes de sa réquisition et a causé par là même un dommage audit fournisseur.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré ; — Vu notre jugement avant faire droit du 26 juillet dernier, l'enquête et le constat des lieux du 2 août, l'avis de l'expert et nos jugements de remise et de délibéré des 9 et 23 août, le tout enregistré ; — Attendu que suivant exploit de Delassue, huissier à Heiltz-le-Maurupt, en date du 24 juillet 1903, Gillet réclame à Gayet une somme de 8 fr. 25 pour 3 mètres cubes de gravier purgé, enlevé par ledit Gayet d'un tas mis en dépôt par Gillet, et 50 francs à titre de dommages-intérêts, en outre les intérêts et les frais ; — Attendu qu'après avoir simplement soutenu pendant deux audiences et le transport sur place, qu'il avait pris le gravier en carrière et non au dépôt, Gayet dépose aujourd'hui des conclusions par lesquelles il expose : qu'il a enlevé le gravier dont s'agit en qualité de prestataire en nature et non pour son compte personnel ; qu'il était donc, au moment de l'accomplissement de sa prestation, dans la situation d'un simple préposé envers un commettant qui, dans l'espèce, était le maire de la commune de Heiltz-le-Maurupt, agissant au nom et pour le compte de la commune ; qu'il ne s'agit donc plus de la responsabilité personnelle prévue par l'article 1382 du Code civil, mais de celle indirecte du fait d'autrui prévu par l'article 1384, et qu'il y a lieu d'appeler la commune en garantie ; qu'au surplus, aux termes d'un traité passé entre la commune et le demandeur, celui-ci s'est engagé à fournir à la commune le

gravier nécessaire à l'exécution des prestations; que cet acte administratif n'a été conclu qu'en vertu de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée pour l'exécution de travaux publics; que cette loi donne compétence aux seuls Tribunaux de l'ordre administratif pour statuer sur les différends relatifs aux faits qui découlent de l'occupation elle-même, et que la juridiction administrative doit seule être saisie du contentieux soulevé par les actes et opérations de gestion, qui constituent l'exécution des services publics, et qu'il en est de même pour les indemnités réclamées par les administrés qui se trouvent dans une situation de gestion, c'est-à-dire dans la situation de collaborateurs à l'exécution des services publics; que nous sommes donc incompétent; subsidiairement, qu'il y a lieu d'admettre la remise de l'affaire pour permettre d'appeler la commune en garantie et de recevoir Gayet reconventionnellement demandeur en 100 francs de dommages-intérêts; — Sur la compétence: — Attendu que la loi du 29 décembre 1892 est relative aux dommages causés aux propriétés privées par l'occupation temporaire, dans toutes les occasions où cette occupation est nécessitée par l'exécution de projets de travaux publics; qu'il ne s'agit pas d'une législation d'ensemble sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics, mais d'une espèce particulière portant sur les dommages causés par l'occupation temporaire du fait de l'administration ou des entrepreneurs agréés par l'administration; « qu'en

« matière d'occupation temporaire, « les obligations réciproques qui se « forment entre l'administration et « les propriétaires des fonds occu- « pés ne naissent pas d'une servi- « tude, mais d'une sorte de réqui- « sition, c'est-à-dire d'un quasi-con- « trat administratif analogue à une « location forcée; que cela est si « vrai que cette réquisition peut « être transformée en location vo- « lontaire par un accord de l'admi- « nistration avec le propriétaire; « que, dans ce cas, il n'y a plus « qu'un contrat de droit commun re- « levant des Tribunaux judiciaires. « Ce qui imprime à l'occupation tem- « poraire son caractère administratif, « c'est l'acte de puissance publique « qui l'impose » (Laferrière, *De la juridiction administrative*, t. II, p. 173); que la loi du 29 décembre 1892 précitée est donc inapplicable en l'espèce; — Attendu qu'il ne s'agit pas non plus d'interpréter l'acte passé entre la commune et le demandeur à raison de difficultés s'élevant entre eux; qu'en fait, Gillet réunit à la fois la double qualité de propriétaire et d'entrepreneur; que, suivant devis approuvé le 2 septembre 1895, il a traité avec la commune de Heiltz-le-Maurupt en vue de fournir le gravier nécessaire pour assurer le service de la prestation; que ce gravier extrait et mis en tas par Gillet, dans les carrières dont il est propriétaire, devait être enlevé par les prestataires conformément aux indications de leur bulletin; qu'il est parfaitement licite à Gillet d'avoir en dépôt, à titre de propriétaire, des tas de gravier pour un usage particulier; qu'il est impossible, par suite, de voir en Gillet, dans la demande actuelle, purement

privée, un administré se trouvant dans une situation de gestion; que les conclusions d'incompétence déposées par le défendeur sont plus ingénieuses que fondées et doivent être rejetées; — Au fond : — Attendu que *la prestation est une dette de l'habitant envers la commune, dette exigible non pas à la volonté du prestataire, mais à la réquisition de l'autorité* (Circulaire du ministère de l'intérieur du 19 novembre 1838): qu'à la journée, les prestataires en nom restent responsables du travail de leurs remplaçants (art. 28 du Règlement général sur les chemins vicinaux du 26 avril 1872); — Attendu que Gayet a agi en qualité de *prestataire à la tâche*; qu'il avait, comme la loi lui en donne le droit, opté pour l'exécution de sa prestation en nature, sans que la commune ait eu à prendre part dans cette décision; qu'il convient d'examiner si, dans l'espèce actuelle, Gayet n'était que le préposé du maire de la commune de Heiltz-le-Maurupt, son commettant; — Attendu que le rapport de préposé à commettant, dans le sens de l'article 1384 du Code civil, dépend de ces deux conditions réunies : 1° que le préposé ait été volontairement et librement choisi; 2° que le commettant ait le pouvoir de lui donner des instructions, et même des ordres, sur la manière d'accomplir les actes qui lui sont confiés; « que partout où l'existence de ces deux conditions sera constatée, on pourra dire hardiment que la responsabilité existe; « que, si l'une d'elles vient à manquer, la responsabilité cesse » (Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, t. II, p. 135); — At-

tendu que les principes ci-dessus sont applicables aux communes; qu'elles encourent la responsabilité des commettants, selon l'article 1384 du Code civil; que la difficulté consiste à savoir si les auteurs du dommage sont véritablement préposés de la commune; s'il existe bien réellement entre eux la relation qui donne naissance à la responsabilité d'après l'article 1384, § 3, du Code civil, ce qui dépend des circonstances; « que, d'une façon générale, « les employés choisis par l'autorité » municipale, révocables par elle, « payés par la commune pour exercer certaines fonctions sous la « surveillance de cette même autorité, dans l'intérêt d'un service ou « d'un établissement communal, « doivent être rangés dans cette « classe » (Sourdat, *op. cit.*, p. 609); que la condition *essentielle* de responsabilité est que l'agent ait été librement choisi par la commune (Laborie, *Répertoire encyclopédique*, t. III, p. 312); — Attendu que le bulletin de réquisition remis à Gayet (et qui restera annexé au jugement) porte que le prestataire est invité à faire ou faire faire *pour son compte* les travaux qui y sont indiqués; qu'il précise qu'il ne peut être tenu compte de ce qui sera transporté en sus du cube demandé et que, faute d'avoir satisfait aux dispositions contenues au bulletin, la cote sera exigible en argent; — Attendu que le rapprochement de tous ces textes exclut déjà nettement toute idée de relation de préposé à commettant entre Gayet et la commune; — Attendu enfin, que, « dans « la prestation à la tâche, l'autorité « municipale se trouve dispensée en « grande partie de l'obligation de

« surveiller en détail le travail des « prestataires et n'a plus qu'à s'assurer, après les délais prescrits, « si les tâches ont été bien et dûment exécutées; que la réception « des travaux en tâches est faite par « le maire assisté de l'agent voyer « cantonal, soit au fur et à mesure « de leur avancement, soit à l'expiration du délai fixé pour leur « achèvement, *et que les prestataires « sont responsables de ces travaux jusqu'à réception »* (Block, *Dictionnaire de l'Administration française*, p. 356); qu'il n'y a donc pas lieu de mettre en cause la commune, laquelle, au surplus, n'a, dans cette affaire, commis aucune faute, négligence ou imprudence; — Attendu, en effet, que le bulletin de réquisition remis à Gayet portait les trois indications essentielles exigées par la loi, savoir : provenance des matériaux à transporter, quantité à transporter, lieu d'exécution de la prestation; — Attendu que seule la dernière prescription a été exécutée; qu'il ressort de toutes les circonstances de la cause et des débats des présomptions graves, précises et concordantes, que Gayet a pris le gravier litigieux non en carrière, comme le lui prescrivaient son bulletin de réquisition et l'avis verbal du garde champêtre, mais au dépôt de Gillet, et qu'il en a pris 2^m,60 au lieu de 1^m,67; que l'action dirigée contre Gayet est basée uniquement sur la faute personnelle par lui commise en ne se conformant pas aux indications précitées; qu'il est incontestable qu'en prenant une quantité de gravier *dépassant d'environ un tombereau celle qui lui était prescrite*, Gayet a bien commis une faute lourde et

qu'il demeure personnellement responsable du préjudice causé; — Attendu que la quantité de gravier prescrite par le bulletin, soit 1^m,67, sera prise en charge et payée par la commune; qu'il convient seulement de faire payer à Gayet la quantité enlevée en excédent qui peut être estimée à 2 fr. 03; que la plus-value acquise par le gravier en dépôt peut être estimée à 50 centimes par mètre cube, soit, pour 1^m,67 en prestation, 80 centimes; qu'en raison des frais exposés par cette minime affaire, il y a lieu d'être modéré dans l'évaluation des dommages-intérêts, qu'il convient de ramener au préjudice réel résultant du tassement du gravier causé par l'enlèvement irrégulier et fautif de Gayet; qu'en fixant à 12 francs le préjudice subi par Gillet, nous faisons une équitable appréciation de la cause; — Attendu que la demande reconventionnelle n'est pas fondée, qu'il y a lieu de la rejeter; — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort; — Rejetons le déclinatoire et nous déclarons compétent; — Rejetons la demande de sursis formulée par Gayet pour lui permettre d'appeler la commune de Heiltz-le-Maurupt en garantie; — Condamnons Gayet à payer la somme de 2 fr. 83 avec les intérêts de droit depuis le jour de la demande, et celle de 12 francs à titre de dommages-intérêts; — Rejetons la demande reconventionnelle de Gayet, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Cette décision

nous paraît bien rendue et bien motivée. Elle tranche de façon satisfaisante des questions délicates et neuves en jurisprudence, et elle s'appuie, pour le faire, sur des textes de doctrine heureusement choisis et sainement interprétés.

Justice de paix du canton de Beaugency
(Loir-et-Cher).

Président : M. MOREAU, J. A., juge de paix.

12 décembre 1905.

Action en dommages-intérêts. — Détournement de deux sacs de blé dans une gare. — Dénonciation à la gendarmerie. — Enquête. — Recevabilité de la demande.

Le fait de dénoncer à la gendarmerie une personne que l'on soupçonne d'être l'auteur d'un vol constitue un acte domageable qui donne ouverture à une action civile en réparation du préjudice causé, et ce alors même que l'intention de nuire ne serait pas prouvée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du 16 novembre dernier; — Vu notre jugement du 21 dudit mois de novembre déclarant les débats clos et renvoyant la cause à ce jour pour le prononcé de notre jugement définitif; — Vu les conclusions des parties retenues dans notre jugement dudit jour 21 novembre dernier; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1903; — Vu les articles 1382, 1383 du Code civil et 130 du Code de procédure civile; — Ouï les parties par l'organe de M^{re} Blondel et Fourier, avoués près le Tribunal de Blois,

leurs conseils, en notre audience du 21 novembre dernier, en leurs dires, moyens de défense et conclusions; — Vidant notre délibéré; — Attendu que Gillard demande à Legendre 600 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que lui aurait causé ledit Legendre en le dénonçant comme auteur d'un prétendu vol de deux sacs de blé; — Attendu qu'il résulte des débats et d'un procès-verbal de la gendarmerie d'Herbault, en date du 9 octobre 1905, versé aux débats, que Legendre a bien accusé Gillard du détournement de deux sacs de blé qui aurait été commis à la gare de Villefrancœur; — Qu'il a prétendu avoir déposé, en gare de Villefrancœur, les 25, 26 et 27 septembre dernier, 40 sacs de blé et 14 d'avoine, et que, le 7 octobre, Gillard, chargé du chargement du wagon, l'aurait lui-même fait prévenir qu'il manquait deux sacs de blé sur les 40 que Legendre disait avoir déposés; que vérification faite, ces deux sacs manquaient bien; — Qu'alors Legendre a accusé Gillard d'être l'auteur du vol; qu'il a textuellement déclaré à la gendarmerie : « Attendu que Gillard est seul occupé à la manipulation de ces marchandises à la gare, je pense que cet homme aura lui-même profité de l'arrivée d'un nouveau chef de gare pour détourner ces deux sacs »; — Que, de la déposition du chef de station, recueillie par la gendarmerie, il résulte que Legendre a dit à ce chef de station, « qu'il soupçonnait Gillard, employé au chargement, d'avoir dérobé ces deux sacs »; — Attendu que ces accusations ou ces soupçons portés à la gendarmerie et au chef de station ont réellement

causé un préjudice matériel et moral averti Gillard, qui, depuis dix-sept ans, est chargé de la réception et du chargement des grains à la station de Villefrancœur, et a toujours été investi de la confiance des négociants de la contrée; — Attendu que, conformément aux articles 1382 et 1383 du Code civil, Legendre doit réparation du préjudice qu'il a causé; — Attendu que, pour sa défense, il prétend que sa déclaration faite à la gendarmerie ne constitue pas une faute dommageable; qu'il a simplement fait part de ses soupçons à la gendarmerie, ce qui était son droit; — Mais attendu que si l'accusation de Legendre contre Gillard ne remplit pas les conditions nécessaires pour constituer la dénonciation calomnieuse, il n'en est pas moins certain qu'une faute a été commise et qu'un préjudice a été causé, donnant ouverture à l'action en dommages-intérêts fondée sur les articles 1382 et 1383 du Code civil; — Qu'en effet, alors même que Legendre aurait agi sans intention de nuire et de très bonne foi, il ne serait pas moins responsable de l'imprudence qu'il a commise en accusant avec légèreté; — Attendu que nous avons les éléments suffisants d'appréciation pour fixer à 50 francs la réparation du préjudice causé; — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons Legendre à payer à Gillard la somme de 50 francs de dommages-intérêts et les dépens, taxés et liquidés à la somme de 12 francs. »

Observations. — La solution de ce jugement n'est pas universellement acceptée. Il a été plusieurs fois jugé que le fait de dénoncer un vol et de désigner à l'autorité compétente la personne que l'on soupçonne d'en être l'auteur ne donne pas ouverture à une action criminelle ou civile, alors que rien n'établit que la victime du vol ait agi par méchanceté et avec intention de nuire. Or, la gendarmerie est bien une autorité compétente pour recevoir les dénonciations et rechercher si le fait dénoncé est réel et qui en est l'auteur. Celui qui a été victime d'un délit ou d'un crime a le droit d'appeler l'attention de la justice sur le préjudice qu'il a subi. Le soupçon qu'il émet sur le compte de celui qu'il croit en être l'auteur ne constitue que l'exercice de ce droit, s'il a agi de bonne foi. Nous pensons donc que, pour condamner le défendeur dans l'espèce, le juge saisi aurait dû constater tout au moins l'intention de nuire à la charge du dénonciateur. Voir, dans ce sens, BULLETIN 1890, p. 47; mais *contra*. *Ibid.*, 1893, p. 184. Remarquons cependant que tous les jugements qui ont admis l'action en dommages-intérêts ont constaté la malveillance et l'intention de nuire. A cet égard, le juge du fait est souverain appréciateur.

Justice de paix du canton de Chevreuse
(Seine-et-Oise).

Président : M. CONGY, juge de paix.

17 mars 1906.

*Saisie-arrêt sur petit traitement. — Canton-
nier. — Validité de la saisie. —
Dépens.*

Lorsque, sur une saisie-arrêt pratiquée par un créancier sur le dixième des salaires du débiteur, ce dernier, comparaisant à l'audience, a déclaré s'en rapporter à justice, et, par suite, ne conteste pas la dette, il y a lieu pour le juge de paix de valider la saisie et d'ordonner que les sommes retenues par le receveur de la commune et déposées à la Caisse des consignations seront remises au saisissant jusqu'à concurrence de la somme due à ce dernier.

Le débiteur saisi doit, en outre, être condamné aux dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'aux termes du jugement précité et suivant l'exploit susrelaté et conformément à la loi du 12 janvier 1893, la dame Autran a fait pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de M. le receveur municipal de la ville de Chevreuse sur le dixième des salaires du sieur Jean Dizy en sa qualité de cantonnier à Saint-Rémy-Chevreuse; — Attendu que cette saisie-arrêt est régulière en la forme et juste au fond; — Qu'il résulte des documents fournis à l'audience que la dame Autran est créancière d'une somme de 69 fr. 93 pour fournitures de marchandises ou frais à lui faits; — Attendu qu'il appert du certificat produit par le tiers saisi que les sommes retenues par lui depuis la signification de l'exploit jusqu'à ce jour s'élèvent à la somme de 79 fr.,

représentant, au 8 mars dernier, le dixième des salaires alloués au sieur Jean Dizy en sa qualité sus-exprimée; — Que cette somme a été déposée par lui à la Caisse des dépôts et consignations de l'arrondissement de Rambouillet; — Qu'en conséquence, il y a lieu de valider ladite saisie-arrêt et d'attribuer à la saisissante les sommes ainsi retenues; — Par ces motifs et statuant en dernier ressort; — Déclarons bonne et valable la saisie-arrêt pratiquée par la dame Autran au préjudice du sieur Dizy des-mains du receveur municipal de la ville de Chevreuse jusqu'à concurrence de la somme de 57 fr. 52 restant due à la demanderesse en principal, intérêts et frais; — Disons et ordonnons que le préposé à la Caisse des dépôts et consignations de l'arrondissement de Rambouillet devra payer à la demanderesse, créancière saisissante, sur le vu d'un extrait du présent jugement, moyennant quoi il sera quitte et déchargé des causes de ladite opposition; — Donnons mainlevée pure et simple, entière et définitive de ladite saisie-arrêt formant l'objet du présent jugement; — Condamnons également le défendeur aux dépens, taxés et liquidés, à la somme de 13 fr. 10, comprenant le coût de l'exploit de saisie-arrêt et des lettres recommandées. »

Observations. — Solutions incontestablement exactes. Le débiteur saisi qui, à l'audience, déclare s'en rapporter à justice, renonce par ce seul fait à contester le bien fondé de la demande et la validité de la saisie. On nous a demandé au profit de qui est prononcée la condamnation du défendeur aux dépens. C'est

évidemment au profit du saisisant si celui-ci justifie en avoir fait l'avance.

Justice de paix du canton de Châteldon
(Puy-de-Dôme)

Président, M. DRIFFORD, juge de paix.

21 juillet 1906

Accident du travail. — Demande en paiement de l'indemnité journalière. — Incapacité permanente. — Compétence du juge de paix.

Alors même que la victime d'un accident du travail est, aux termes d'un certificat médical, atteinte d'une incapacité permanente, le juge de paix est compétent pour statuer sur l'indemnité de demi-salaire et sur les frais médicaux, et pour prononcer condamnation contre le patron.

Il n'est pas compétent sur le point de savoir si l'incapacité de travail résultant de l'accident est permanente ou non.

Ainsi décidé par le jugement suivant, qui fait suffisamment connaître les circonstances de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort ; — En fait : attendu qu'il résulte des explications et renseignements fournis par les parties que Coupérier étant occupé comme ouvrier chez Cognet, voiturier et marchand de vins en gros, à Lachaux, a été, le 17 octobre 1905, victime d'un accident du travail en conduisant une pièce de vin qui, roulant sur lui, a écrasé sa jambe gauche ; — Que la déclaration prévue par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 22 mars 1902, a bien été faite à la mairie de Lachaux par Cognet, patron, mais que le maire n'a transmis aucune pièce à la justice de

paix, ce qui a retardé l'enquête exigée par la loi précitée ; — Qu'en effet, cette enquête n'a été faite que le 5 juin 1906 à la demande de Coupérier, qui n'a reçu qu'une indemnité de 50 francs depuis son accident ; — Attendu que l'enquête du 5 juin 1906 a été régulièrement transmise à M. le Président du Tribunal civil de Thiers le 12 juin 1906, ainsi que deux certificats médicaux, l'un de M. Raynaud, docteur médecin à Villeneuve-les-Cerfs, l'autre à M. Vidal, docteur-médecin à Puy-Guil-laume ; — Attendu que ces deux certificats sont unanimes pour certifier que Coupérier est atteint d'une incapacité permanente du travail, mais qu'ils n'indiquent pas du tout l'époque de la consolidation de la blessure ; — Attendu que Cognet n'a versé à son ouvrier qu'une somme de 50 francs à titre d'acompte et qu'il reconnaît lui devoir celle de 443 fr. 50 pour 254 journées de demi-salaire et frais médicaux ; — Attendu que Coupérier est sans ressources et dans l'indigence la plus complète, que ne pouvant se livrer à aucun travail par suite de sa blessure, il est de la plus grande urgence qu'il reçoive le paiement de l'indemnité à laquelle il a droit ; — Attendu qu'on ne s'explique pas que la « Société des Travailleurs français » garantissant Cognet demande sans cesse des délais alors qu'il est établi que depuis huit mois elle a connaissance de l'accident ; — Qu'ayant fait écrire par son Agent général trois lettres pour solliciter des délais, l'une adressée à Cognet patron, l'autre à Coupérier ouvrier, la troisième à nous-même aux dates des 26 juin, 2 et 6 juillet 1906, sa mauvaise volonté est évi-

dente, puisqu'elle ne se fait même pas représenter à l'audience de ce jour pour garantir Cognet, son assuré ; — Attendu que dans tous les cas Coupéprier ne peut s'adresser qu'à Cognet ; — En droit : — Attendu que suivant les articles 15 et 16 de la loi du 31 mars 1905, il appartient toujours au juge de paix de statuer entièrement sur l'indemnité temporaire due à l'ouvrier victime d'un accident du travail ; — Que sa décision doit être prononcée même lorsqu'il y a doute sur l'époque de la consolidation de la blessure et même s'il s'agit d'une incapacité permanente ayant motivé l'enquête prescrite par l'article 12 de la loi du 9 avril 1898 ; — Attendu qu'au début de l'application de la loi du 31 mars 1905 les termes des articles 15 et 16 ont été vivement discutés et interprétés de façons différentes, mais qu'aujourd'hui la jurisprudence, se mettant d'accord avec les intentions du législateur, en a fixé l'interprétation d'une façon absolument définitive ; — Attendu qu'en effet M. Chovet, rapporteur de la loi, dans la séance du Sénat du 13 février 1905, a donné une explication des textes qui ne laisse aucun doute ; — Que l'esprit de la loi et la pensée humanitaire du législateur sont lumineusement exposés par M. le député Mirman, rapporteur, lorsqu'il a dit : « Il faut tout faire pour que l'indemnité journalière soit effectivement payée à la victime au moment même où elle lui est le plus nécessaire, c'est-à-dire dès le lendemain de l'accident ; cette indemnité a un caractère alimentaire ; l'aliment doit être fourni dans l'instant où le besoin est le plus aigu ; si cette indemnité est reçue par la

victime plusieurs mois après la reprise du travail, le but que visait la loi n'est pas atteint ; » — Attendu que de nombreux magistrats cantonaux ont rendu des décisions par lesquelles, tout en fixant l'indemnité journalière, ils se déclarent incompétents dans des procès identiques à celui actuel, mais que l'incompétence dont il est question au paragraphe 3 de l'article 15 est une incompétence spéciale, qu'il faut entendre que le juge de paix doit fixer et cela par une condamnation, l'indemnité journalière qui devra être servie à l'ouvrier jusqu'au jour où le Tribunal civil aura, de son côté, déterminé le quantum de la rente viagère (*Pandectes françaises*, v° *Appendice*, n° 81, *Moniteur des juges de paix*, 1906, p. 24, Pabon, journal, année 1905, p. 379, *Revue des justices de paix*, année 1906, p. 201 ; *Dictionnaire général de la Compétence*, n° 223 et suivants) ; — Attendu que, si le taux de l'indemnité journalière était fixé sans qu'il y ait condamnation, la poursuite faite actuellement devant nous n'aurait aucun résultat pratique, puisque Coupéprier pourrait encore attendre plusieurs mois avant de toucher la moindre indemnité ; — Par ces motifs, adoptant les conclusions de la demande : — Condamnons Gilbert Cognet à payer à Antoine Coupéprier la somme de 443 fr. 50 ; — Disons qu'à partir du 29 juin 1906, date de la citation, Cognet devra servir à Coupéprier une indemnité journalière de 1 fr. 75 et ce jusqu'à solution de l'instance pendant devant le Tribunal de Thiars, qui doit fixer le quantum de la rente viagère ; — Nous déclarons incompétent sur le point de savoir si l'incapacité de

travail résultant de l'accident du 17 octobre 1905 et dont a été victime Coupérier est permanente ou non ; — Ordonnons que les lettres des 26 juin, 2 et 6 juillet 1906 écrites par l'agent de la société d'assurances « L'Association industrielle des Travailleurs français » seront enregistrées et annexées au présent ; — Condamnons, en outre, ledit Cognet en tous les frais et dépens... etc. »

Observations. — Solution exacte, aujourd'hui adoptée par la grande majorité des tribunaux, et d'ailleurs enseignée dans notre 5^e édition du DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Accident du travail*, loc. citat.

Justice de paix du canton de Fresnoy-sur-Sarthe (Sarthe).

Président : M. BÉCHADE, docteur en droit, juge de paix.

21 avril 1906.

Bail verbal. — *Résiliation.* — *Compétence du juge de paix en dehors des cas prévus par l'article 3 de la loi du 12 juillet 1905.* — *Actes d'exécution.* — *Preuve testimoniale.* — *Article 1715 du Code civil.* — *Serment.*

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en résiliation de bail, même en dehors des cas prévus par l'article 3 de la loi du 12 juillet 1905, lorsque le litige n'excède pas le taux de la compétence générale, fixée par l'article 1^{er} de la dite loi.

Aux termes de l'article 1715 du Code civil, la preuve par témoins d'un bail fait sans écrit, qui n'a reçu aucune exécution, ne peut être administrée, quelque modique qu'en soit le prix. La même prohibition s'applique aux faits allégués comme constitutifs d'actes d'exécution du bail.

Le serment litis-décisoire peut seule-

ment être déferé à la partie qui nie le bail et les actes d'exécution.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que par acte introductif d'instance du 12 avril 1906, Vavasseur demande la résiliation, à partir de Pâques de la dite année, d'un bail verbal de biens ruraux par lui consenti à Cordier moyennant le prix de 130 francs par an et ayant commencé en mai 1905 ; que Vavasseur fonde sa demande sur ce que Cordier aurait négligé de cultiver les terres affermées ; que Vavasseur réclame, en outre, la somme de 130 francs montant du fermage à échoir à Pâques 1906 et celle de 65 francs, à titre d'indemnité de relocation ; — Attendu que Vavasseur fait valoir que le bail verbal dont il s'agit a reçu un commencement d'exécution de la part de Cordier qui a mené paître ses bestiaux sur les terres affermées et demande à faire la preuve par témoins des faits allégués par lui, au cas où ils seraient contestés ; — Attendu que Cordier soutient que s'il y a eu pourparlers entre lui et Vavasseur en vue d'un bail, ce bail n'a jamais existé, les parties n'ayant pu s'accorder ; que s'il a fait paître ses bestiaux sur les terres de Vavasseur, ce n'est pas en qualité de fermier, mais à la demande de Vavasseur, qu'il devait, en retour, aider dans ses travaux de récolte des foins ; — Attendu que nous devons tout d'abord statuer sur notre compétence ; — Attendu qu'aux termes de l'article 3, al. 4, de la loi du 12 juillet 1906, nous avons pouvoir de statuer à quelque valeur que puisse

s'élever l'intérêt en cause sur les demandes en résiliation de baux fondées, soit sur le défaut de paiement des loyers ou fermages, soit sur l'insuffisance des meubles garnissant la maison ou de bestiaux ou ustensiles nécessaires à l'exploitation, soit sur la destruction de la totalité de la chose louée, le tout lorsque les locations verbales ou écrites n'excèdent pas annuellement 600 francs ; — Attendu que la demande de Vavasseur, fondée sur le défaut de culture des immeubles loués ne rentre pas dans les prévisions de cet article ; — Mais, attendu que Vavasseur allègue un bail fait sans écrit de biens ruraux moyennant un prix annuel de 130 francs ; que ce bail aurait commencé en mai 1905 ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1774 du Code civil : « Le bail sans écrit d'un « fonds rural est censé fait pour le « temps qui est nécessaire afin que « le preneur recueille tous les fruits « de l'héritage affermé. — Ainsi le « bail à ferme d'un pré, d'une « vigne ou tout autre fonds dont « les fruits se recueillent en entier « dans le cours de l'année est censé « fait pour un an.... » — Attendu qu'en égard à la nature des terres prétendues affermées (prés, terres labourables, jardins...) le bail consenti en mai 1905 devrait normalement finir en mai 1906 ; que d'ailleurs Vavasseur se réfère à Pâques 1906 comme époque de résiliation ; qu'à raison de 130 francs de fermage par an et en tenant compte de l'indemnité de relocation fixée par Vavasseur à 65 francs, le montant du litige n'est en toute hypothèse que de 195 francs ; qu'il s'agit d'une demande personnelle et mo-

bilière ne dépassant pas 600 francs ; que, dès lors, quelle que soit la cause invoquée à l'appui de la demande en résiliation, nous sommes compétent pour en connaître aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905 ; — Au fond : attendu que l'article 1715 du Code civil prohibe la preuve par témoins d'un bail fait sans écrit qui n'a reçu aucun commencement d'exécution, quelque modique qu'en soit le prix ; qu'à la vérité, Vavasseur prétend que Cordier a fait des actes d'exécution, notamment en faisant paître ses bestiaux sur les terres prétendues affermées ; mais, que Cordier conteste avoir fait des actes de cette nature et affirme que s'il a fait paître ses animaux sur les terres de Vavasseur, ce n'est pas en qualité de fermier, mais à un autre titre ; — Attendu, au surplus, que la preuve par témoins ne peut pas plus être admise pour établir des faits d'exécution d'un bail verbal, niés par une des parties, que pour établir l'existence du bail lui-même ; que si, en effet, ce genre de preuve pouvait être administré, en ce qui concerne des faits d'exécution contestés, on arriverait par ce moyen détourné à prouver l'existence même du bail, ce que ne permet pas l'article 1715 précité ; qu'il n'y a pas lieu, dès lors, d'autoriser le demandeur à faire cette preuve par témoins ; que le serment litis-décisore peut seulement être déféré à la partie qui nie le bail ; — Attendu que Vavasseur ayant déféré le dit serment à Cordier, ce dernier a affirmé, la main droite levée, que le bail allégué par Vavasseur n'avait jamais existé ; — Attendu que nous n'avons qu'à consacrer les effets ju-

ridiques du serment qui vient d'être prêté ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déboutons Vavasseur de ses demandes et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Ce jugement a été accepté par les parties qui n'en ont pas interjeté appel.

Justice de paix du canton de Sainte-Marie
Siché (Corse).

Président : M. BOLELLI, juge de paix.

30 novembre 1904.

Action possessoire. — Passage. — Servitude fondée en titre sur l'enclave. — Possession ancienne maintenue. — Dommages-intérêts. — Dépens.

Celui à qui appartient une servitude de nature à ne devoir être exercée qu'à longs intervalles et qu'autant que l'exige l'exploitation du fonds, ne perd pas la possession par ce fait qu'il ne l'a pas exercée une seule fois pendant l'année du trouble.

La servitude de passage, fondée en titre sur l'enclave, survit même à la cassation de l'enclave.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance en date du 23 novembre, notre jugement interlocutoire du 9 même mois, notre procès-verbal d'enquête et après avoir entendu les parties en leurs moyens et conclusions ; — Vidant notre délibéré ; — Sur le premier point : — Attendu, en droit, qu'on peut avoir la possession annale d'une chose, alors même que, dans l'année qui a précédé le trouble dont on se plaint, on n'a fait, sur cette chose, aucun acte de possession ; — Qu'ainsi,

celui à qui appartient une servitude de nature à ne devoir ou à ne pouvoir être exercée qu'à de longs intervalles, ou plutôt de nature comme celle qui nous occupe, à n'être exercée qu'autant que l'exploitation de l'héritage dominant l'exige, peut en être demeuré le seul et véritable possesseur sans y avoir en fait acte de possession dans l'année qui a précédé le trouble qu'il veut faire réprimer (Cass., 4 juillet 1838 et 5 juin 1839) ; — Sur le second point : — Attendu que cette question est de plus controversée ; qu'un nombre d'auteurs et d'arrêts affirment que le fait de l'enclave est la condition essentielle de la permanence comme de l'établissement de la servitude légale de passage ; — Mais, attendu que le système contraire a prévalu ; que ce système, qui consiste à appliquer le principe de la perpétuité des servitudes à la servitude légale de passage pour cause d'enclave, est enseigné par Duranton, t. V, n° 455, et par Demolombe, *Servitudes*, t. II, p. 642, lequel dit : « Que, lorsque la « servitude de passage est accordée « au fonds enclavé, ce n'est pas pour « un temps, mais pour toujours ; que « ce n'est pas sous une condition « résolutoire quelconque, mais d'une « manière incommutable et absolue » ; — Attendu, enfin, qu'il a été jugé en ce sens par la Cour suprême : « Que l'exercice du passage « nécessaire pour cause d'enclave, « lorsqu'il s'est prolongé plus de « 30 ans, fait acquiescer au propriétaire « de l'héritage enclavé, non seulement la libération de l'indemnité « originairement due, mais encore « la servitude de passage selon l'assiette qui lui a été donnée par « cette longue possession ; que le

« droit de servitude se trouvant ainsi acquis par l'effet légal de la prescription, ne reçoit aucune atteinte de l'événement ultérieur qui vient faire cesser l'état primitif d'enclave, soit d'une manière accidentelle, soit d'une manière définitive » (Cass., 19 janvier 1848; dans le même sens, Douai, 23 novembre 1850; Bordeaux, 23 juin 1863; Amiens, 9 décembre 1868; enfin, Cass., 19 juin 1872, 21 avril 1875 et 24 novembre 1880; Code civil, art. 685, modifié par la loi du 20 août 1881); — Attendu qu'il résulte de cette dernière jurisprudence, que la servitude de passage pouvant être définitivement acquise par la prescription avant la cessation de l'enclave, peut être réclamée par voie de complainte, malgré la suppression de l'enclave; qu'en effet, tout droit immobilier susceptible d'être acquis par prescription, peut être l'objet d'une action possessoire, et le juge de paix qui, sur cette action, se déclarerait incompetent, commettrait un déni de justice (Leligois, *Répertoire des actions possessoires*, v° *Enclave*, n° 63 et suivants); — En fait : — Attendu qu'il a été déclaré par les témoins entendus à la requête du demandeur que celui-ci a été et est en possession annale et plus qu'annale du sentier litigieux jusqu'au jour du trouble; — Attendu que le défendeur a renoncé à la contre-enquête, se bornant à dire que le demandeur ne s'était jamais servi de ce passage dans l'année qui a précédé le trouble; enfin, que l'enclave ayant cessé depuis plus d'un an, le juge de paix ne pouvait pas admettre l'action possessoire en matière de servitude de passage, etc.; — Attendu, par conséquent, qu'il y a lieu, dans l'espèce, de faire application du principe du droit susvisé et de décider que le demandeur a conservé jus-

qu'au jour du trouble la possession qu'il s'était acquise du chemin ou sentier dont s'agit; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire et en premier ressort, tous droits et moyens des parties réservés au petititoire; — Nous maintenons le sieur Joseph Cotoni en possession annale du chemin litigieux; — Faisons défense au sieur Charles-Antoine Colonna de le troubler à l'avenir dans sa dite possession, comme il l'a fait il y a quelque temps, en barrant ledit sentier ou chemin au moyen d'un mur en pierre sèche; — Disons et ordonnons que, dans la huitaine de la signification du présent jugement, ledit Colonna sera tenu de rouvrir le passage qu'il a obstrué au lieudit Chioso-Novo, sinon et faute par lui de ce faire dans ledit délai et icelui passé, autorisons le sieur Cotoni à faire faire lui-même cette réouverture et condamnons, dans ce cas, le sieur Colonna à lui payer la somme de 4 francs, à laquelle nous fixons le prix dudit travail; — Et, en outre, condamnons le défendeur pour tous dommages-intérêts, aux intérêts de droit et aux dépens. »

Observations. — Une servitude discontinue, telle qu'un droit de passage, ne peut donner ouverture à une action possessoire que si elle est fondée en titre. Or, depuis longtemps on admet qu'une telle servitude peut être l'objet d'une possession utile lorsqu'elle est fondée en titre sur l'enclave et que, de plus, la servitude survit même à la cessation de l'enclave. Voir les arrêts cités dans la sentence. Par suite, le défendeur ayant pu établir que le droit de passage qu'il réclamait ayant été établi alors que son fonds était enclavé, le juge saisi avait le devoir de le maintenir dans la possession annale et plus qu'annale dont il avait justifié.

Tribunal de simple police de la Ferté-Bernard (Sarthe).

Président : M. FILBON, juge de paix.

17 décembre 1906.

Culte. — Célébration de messes. — Défaut de déclaration préalable. — Pour suite. — Loi du 30 juin 1881. — Acquiescement.

L'article 4 de la loi du 30 juin 1881 limite le domaine d'application de cette loi, par cela même qu'il énumère les diverses parties de ce domaine, et qu'il exige l'indication précise de celle où le déclarant doit se renfermer. La célébration de la messe, même dans une église ouverte au public, ne rentre pas dans les prévisions de l'article 2 de cette loi.

En conséquence, le prêtre qui, sans déclaration préalable, a célébré la messe dans une église ouverte ne se rend coupable d'aucune infraction.

Ainsi décidé par le jugement que voici :

« LE TRIBUNAL : — En fait : — Attendu qu'il résulte des procès-verbaux dressés par M. Biberon, commissaire de police à la Ferté-Bernard, les 13 et 14 décembre courant, et reconnus exacts par les prévenus, que M. l'abbé Guy a célébré la messe le 13 et le 14 dudit mois de décembre dans l'église Notre-Dame-des-Marais, à la Ferté-Bernard, que M. l'abbé Lemercier a célébré la messe le 14 décembre dans l'église de Saint-Antoine-de-Rochefort, ainsi à la Ferté-Bernard; que ces exercices du culte n'ont été précédés d'aucune déclaration; qu'ils se sont accomplis en des édifices non possédés par des associations cultuelles; — En droit : — Attendu que l'article 2 de la loi du 30 juin 1881 dispose : « Toute réunion pu-

« blique sera précédée d'une déclaration indiquant le lieu, le jour, l'heure de la réunion » ; — Attendu que cette prescription est sanctionnée par l'article 10, ainsi conçu : « Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera punie des peines de simple police » ; — Attendu que l'article 4 limite le domaine d'application de la loi, par là même qu'il énumère les diverses parties de ce domaine et qu'il exige l'indication précise de celle où le déclarant doit se renfermer : « La déclaration fera connaître si la réunion a pour but une conférence, une discussion publique, ou si elle doit constituer une réunion électorale » ; — Attendu que la célébration de messe dans une église, même ouverte au public, ne rentre pas dans les prévisions de l'article 4, ni, par conséquent, dans celles de l'article 2 de la loi du 30 juin 1881 ; — Attendu que la loi du 9 décembre 1905, spéciale aux affaires des cultes, exécutoire le 13 décembre 1906 dans l'arrondissement de Mamers, dont dépend la ville de la Ferté-Bernard, ne prévoit pas le cas de messes célébrées, même publiquement, dans une église non désaffectée et non possédée par une association cultuelle; qu'en effet, l'article 25 de cette loi est ainsi conçu : « Les réunions pour la célébration d'un culte, tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition, sont publiques. Elles sont dispensées des formalités de l'article 8 de la loi du 30 juin 1881, mais restent placées sous la surveillance de l'autorité dans l'intérêt de l'ordre public. Elles

« ne peuvent avoir lieu qu'après
 « une déclaration faite dans les
 « formes de l'article 2 de la même
 « loi et indiquant le local dans le-
 « quel elles seront tenues. Une seule
 « déclaration suffit pour l'ensemble
 « des réunions permanentes, péri-
 « diques ou accidentelles qui auront
 « lieu dans l'année » ; — Attendu
 qu'il est, sans doute, malaisé d'ex-
 pliquer pourquoi il est institué un
 régime différent pour les réunions
 au cours desquelles le culte s'exerce,
 suivant que l'édifice est ou n'est
 pas possédé par une association cul-
 tuelle ; — Mais, attendu que l'on
 peut résoudre l'objection en faisant
 observer que le refus de constituer
 des associations cultuelles était très
 peu probable aux yeux du législa-
 teur de 1905 ; que cette hypothèse a
 été considérée par lui comme né-
 gligeable ; — Attendu, en tout cas,
 qu'il n'appartient pas aux Tribunaux
 de combler, en matière pénale, les
 lacunes que peuvent parfois présen-
 ter les lois le plus soigneusement
 élaborées ; — Attendu que la lacune
 de l'article 25 va probablement ces-
 ser de subsister, par suite de la
 présentation d'un projet de loi dont
 l'article 1^{er} est ainsi conçu : « In-
 « dépendamment des associations
 « soumises aux prescriptions des
 « articles 48 et suivants de la loi du
 « 9 décembre 1905, l'exercice public
 « d'un culte peut être assuré, tant
 « au moyen d'associations régies
 « par la loi du 1^{er} juillet 1901 (art. 1,
 « 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 12), que
 « par voie de réunions qui conti-
 « nueront à pouvoir être tenues sur
 « initiatives individuelles, en vertu
 « de la loi du 30 juin 1881 et selon
 « les prescriptions de l'article 25 de
 « la loi du 9 décembre 1905 » ; —

Qu'en effet, la loi projetée vise sans
 distinction toutes les réunions te-
 nues sur initiatives individuelles ;
 que le mot « continueront » ren-
 ferme une interprétation législative,
 ainsi qu'il est proposé dans l'exposé
 des motifs ; — Mais, attendu que
 l'interprétation dont il s'agit n'est
 pas acquise et que le Tribunal a la
 conviction de l'existence de la la-
 cune plus haut signalée ; — At-
 tendu que la loi de 1881 et celle de
 1905, en admettant qu'elles fussent
 applicables aux espèces dont il s'a-
 git, jetteraient le juge dans l'incer-
 titude quant à l'application des
 peines ; qu'en effet, si toutes les
 deux s'accordent à infliger les peines
 de simple police, la loi de 1881 ne
 comporte pas l'application de la loi
 Bérenger, puisque, en principe, les
 contraventions de simple police n'en
 bénéficient pas, tandis que, au con-
 traire, la loi de 1905 dispose, dans
 son article 37 : « L'article 463 du
 « Code pénal et la loi du 26 mars
 « 1891 sont applicables à tous les
 « cas dans lesquels la présente loi
 « édicte des pénalités » ; — Attendu
 que la loi applicable aux espèces
 dont s'agit — n'était l'existence de
 la lacune signalée — serait celle de
 1905, car c'est elle qui dispose en
 matière de cultes ; en outre, elle
 contient ses sanctions et, si elle vise
 la loi de 1881, c'est par simple réf-
 erence et pour ne pas allonger son
 texte ; — Attendu, pourtant, que
 M. le préfet de police s'exprime
 comme suit dans une circulaire
 toute récente adressée à MM. les
 commissaires de police de son res-
 sort : « Je vous rappelle que, dans
 « les procès-verbaux de contraven-
 « tion que vous êtes appelés à dres-
 « ser pour l'exercice du culte ca-

« tholique, vous devez viser uniquement la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques et non les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 » ; que l'exclusion du visa de la loi de 1905 dans la rédaction des procès-verbaux peut être attribuée à cette circonstance que, dans la généralité des cas, il ne devait pas se rencontrer d'associations culturelles et que, par suite, l'article 25 aurait été sans application ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les prévenus ne sont coupables d'aucune contravention, puisqu'ils n'ont pas commis d'infraction, soit à la loi invoquée par le ministère public, soit à la loi spéciale de 1905 ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, les relaxe des poursuites, sans dépens ».

Observations. — Voir ci-dessous les jugements des Tribunaux de Joigny et de Sotteville-lès-Rouen que nous croyons plus exacts. Il est à désirer que la Cour de cassation soit bientôt appelée à fixer la jurisprudence. — Voir également les décisions rapportées p. 31, 32, 34, 35.

Tribunal de simple police de Dax
(Landes).

Président : M. VIGNALOU, licencié en droit, juge de paix.

11 et 14 janvier 1907.

Culte public. — Célébration de la messe sans déclaration préalable. — Acquiescement.

La loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques n'est pas applicable aux cérémonies du culte. En conséquence, il y a lieu d'acquiescer le prêtre qui a célébré la

messe, dans son église ouverte au public, sans avoir fait la déclaration préalable prescrite par cette loi.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — Oui le ministère public en ses réquisitions et le prévenu en ses moyens de défense ; — En fait : — Attendu que M. l'abbé Lafargue reconnaît les faits relatés dans le procès-verbal, mais en déclarant que ces faits ne sauraient, en l'espèce, constituer une contravention ; — En droit : — Attendu que, dans son article 1^{er}, la loi du 9 décembre 1905 garantit le libre exercice du culte, sous les seules restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public ; que le principe de la liberté des cultes ainsi posé s'applique aussi bien aux individus qu'aux collectivités constituées en associations culturelles ; — Attendu que, si la même loi punit des peines de simple police les réunions pour la célébration d'un culte tenues sans déclaration préalable dans un local appartenant à une association culturelle ou simplement mis à sa disposition, elle est par contre muette sur les dispositions qu'il y aurait lieu de prendre dans le cas de célébration de culte public en l'absence de toute association culturelle, tel que le cas qui nous occupe ; — Attendu que cette lacune de la loi, qui n'existe plus depuis la loi du 28 décembre 1906, postérieure au procès-verbal, ne peut être comblée, dans le cas actuel, par un Tribunal jugeant en matière pénale où tout est de droit étroit et où on ne peut appliquer à des hypothèses non prévues des pé-

malités édictées pour des cas spécifiés; — Que, dans ces conditions, la loi du 9 décembre 1905 est inapplicable à l'espèce; — Attendu, en ce qui concerne l'application de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques, que l'article 4 de cette loi spécifie que la déclaration à faire préalablement à la réunion doit faire connaître s'il s'agit d'une conférence, d'une discussion publique ou d'une réunion électorale; — Attendu qu'une cérémonie telle qu'une messe ne peut être classée dans aucune de ces trois catégories et qu'elle n'a pu être astreinte à une déclaration préalable par le législateur de 1881; qu'en effet les cérémonies du culte étaient régies à cette époque par la loi du 18 germinal an X, et qu'au surplus il n'a pas été exigé de déclaration de cette nature, depuis 1881, pour les diverses réunions ou représentations ne rentrant pas dans le cas spécialement prévu par l'article 4, ce qui indique bien le sens restrictif de cet article; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la loi de 1881 ne peut pas davantage être appliquée au cas dont s'agit; — Par ces motifs, disons et jugeons que M. l'abbé Lafargue n'a commis aucune contravention; — Le relaxons des fins de la poursuite, sans dépens.»

Observations. — Question très controversée. On sait que l'on cherche à la faire disparaître en supprimant l'obligation de la déclaration préalable. Tant que le Parlement n'aura pas pris parti, cette question restera obscure et douteuse. La loi de 1881, art. 2, est-elle applicable aux cérémonies du culte, et la réu-

nion des fidèles dans une église à tous n'est-elle pas une réunion publique? Il semble cependant difficile de le nier. — Voir les décisions rapportées, p. 29, 32, 34 et 35.

Tribunal de simple police d'Aurillac
(Cantal).

Président : M. GARNIER, *, juge de paix.

19 janvier 1907.

Culte. — Célébration de messe sans déclaration préalable. — Loi de 1881 inapplicable. — Acquittement.

La loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques n'est pas applicable aux cérémonies du culte. Par suite doit être acquitté le prêtre contre lequel procès-verbal a été dressé pour avoir, sans déclaration préalable, célébré la messe devant un grand nombre d'assistants.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu le prévenu dans ses déclarations, M. Bonne, commissaire de police, remplissant les fonctions de ministère public, dans ses réquisitions, et M^e Bideau, avocat, dans sa plaidoirie : — En fait : — Attendu que M. Chapsal, curé archiprêtre de Saint-Géraud, à Aurillac, est poursuivi en cette qualité pour infraction à la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques, pour avoir célébré la messe, à sa paroisse, le 16 décembre 1906, à 9 heures du matin, devant environ 200 personnes, sans avoir, au préalable, fait la déclaration prévue par l'article 2; — Attendu que M. Chapsal reconnaît qu'un procès-verbal lui a été dressé

pour avoir dit sa messe aux jour et heure indiqués, mais déclare qu'il ne croit pas avoir contrevenu à la loi précitée, parce qu'elle est inapplicable en l'espèce, qu'il a du reste dit ce jour-là la messe comme il l'a toujours fait; — En droit: — Attendu qu'il y a lieu d'examiner si le moyen invoqué est fondé, si, par suite, cette loi s'applique oui ou non à la contravention qui nous est soumise; — Attendu que l'article 2 commence par ces mots: « Toute « réunion publique devra... » ce qui signifie: « Toute personne, indistinctement, qui voudra organiser « une réunion publique devra... » et « indiquer le lieu, le jour et « l'heure de la réunion »; — Or, les réunions, *dans les églises*, avaient lieu tous les jours, à toute heure de la journée, et d'un bout de l'année à l'autre; — Le législateur ne pouvait dès lors songer à ces sortes de réunions, d'ailleurs d'un caractère particulier, tenues dans des locaux spéciaux et elles-mêmes réglementées; — Attendu que nous en trouvons encore la preuve dans l'article 4, tant il est limitatif; — Cet article spécifie, en effet, le cas où la déclaration est de rigueur: « La déclaration fera connaître si la réunion a pour but une conférence, « une discussion politique ou une « réunion électorale »; — Par ces trois distinctions, il explique d'une façon péremptoire, le vrai sens des mots: « réunion publique » susvisés; — Attendu qu'aucune addition à cette énumération ni aucune assimilation ne sauraient être admises, car nous sommes en matière pénale et par suite en matière de droit absolument étroit; — Attendu, en outre, qu'une loi doit s'appliquer à tous les

cas qu'elle prévoit; — Or, une église étant un lieu public, mais non désaffecté, pouvait-elle servir à l'organisation d'une des réunions publiques prévues par l'article 4? Aurait-on pu et peut-on encore y tenir une de ces réunions? Évidemment non. Aucun doute n'est possible; — Attendu que la loi de 1881 n'a pu viser les réunions tenues dans les églises, pas plus qu'elle n'a visé, pour employer un exemple frappant et que nous avons sous les yeux, les réunions tenues dans les prétoires pour les audiences, où cependant le public est également admis et où il peut aussi entrer et sortir librement, et cela parce qu'il y a affectation spéciale; — Attendu que la loi du 9 décembre 1905 n'est pas insérée dans le procès-verbal dont il s'agit, mais est énoncée dans les conclusions du ministère public lues à l'audience; — Attendu, en effet, qu'en vertu de l'article 25 de cette loi, un régime de faveur a été édicté pour les réunions en vue de la célébration du culte, pour le cas où les Associations cultuelles existeraient, et comme celles-ci n'existent pas, on retombe sous le régime du droit commun, c'est-à-dire de la loi de 1881. Or, d'après nous, cette loi n'est point applicable pour les motifs invoqués ci-dessus. Donc la loi de 1905 n'a rien changé à l'état actuel et n'a pu rendre applicable aux réunions cultuelles une loi qui, par son origine même, ne s'y applique pas; qu'il n'existe aucun article de loi formel, et que celle-ci doit être considérée comme inexistante; — Attendu que nous en trouverions même une preuve dans la rédaction du procès-verbal lui-même où seule la loi de 1881 est visée, comme aussi

dans les procès-verbaux dressés par les commissaires de police de Paris, si on en juge par la circulaire rapportée dans les conclusions de M^e Bideau, avocat de la défense, que M. le préfet de police aurait tout récemment adressée aux commissaires de son ressort et qui est ainsi conçue : « Je vous rappelle que, dans les procès-verbaux de contravention que vous êtes appelés à dresser pour l'exercice du culte catholique, vous devez viser uniquement la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques et non les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 » ; — Attendu donc que la loi de 1905, pas plus que celle de 1881 ne sauraient être appliquées aux manifestations du culte ; — Attendu enfin que notre manière de voir est encore corroborée par ce fait que la dernière loi du 2 janvier 1907 « concernant l'exercice du culte » a été élaborée pour combler justement la lacune qui nous paraît exister et réglementer ou plutôt mettre en concordance avec le nouveau régime les cérémonies ou manifestations cultuelles ; — Par ces motifs, le Tribunal vidant son délibéré et jugeant en dernier ressort, publiquement et contradictoirement ; — Relaxe M. le curé Chap-sal des fins de la poursuite sans dépens. »

Observations. — Une fois de plus un Tribunal de simple police de France s'est refusé à appliquer aux cérémonies du culte le caractère de réunions publiques visées par la loi du 30 juin 1881. Les hésitations des Chambres qui ont voté la séparation des Eglises et de l'Etat, contribuent certainement à produire les mêmes

doutes dans l'esprit des magistrats chargés de l'application des lois. Il est à désirer que le législateur s'applique désormais à être tout au moins clair et précis dans la rédaction des textes, car c'est surtout le défaut de précision qui produit les sentences contradictoires. — Voir les décisions rapportées ci-dessus et ci-dessous.

Tribunal de simple police de Joigny (Yonne).

Président : M. RAGOT, juge de paix.

17 décembre 1906.

Culte. — Célébration de messe. — Absence de déclaration préalable. — Procès-verbal. — Loi du 30 juin 1881. — Amende.

Le fait par un prêtre de célébrer la messe sans déclaration préalable, devant un certain nombre d'assistants et les portes de l'église étant ouvertes au public, constitue une infraction punissable aux termes de l'article 10 de la loi du 30 juin 1881. ●

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par M. Grossi, commissaire de police de la ville de Joigny, à la date du 13 décembre, présent mois, enregistré, qu'à cette date, à 7 heures du matin, il a constaté qu'à l'autel du fond de la nef principale de l'église Saint-Jean-de-Joigny, un prêtre officiait et que, dans cette église, une cinquantaine d'assistants suivaient son office ; que cet auditoire était composé en grande majorité par des femmes, dont quelques-unes ont communiqué ; qu'après

s'être assuré du nom du prêtre qui officiait, il avait constaté que c'était M. Vosgien, curé - archiprêtre de l'église Saint-Jean-de-Joigny, et lui avait dressé procès-verbal pour avoir contrevenu à la loi du 30 juin 1881 ; — Attendu que les portes de cette église Saint-Jean étaient ouvertes et accessibles au public, qui s'y trouvait au nombre de cinquante personnes environ ; — Attendu, encore, que ces réunions ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration faite dans les termes de l'article 2 de cette même loi et en indiquant le local dans lequel elles seront tenues, ainsi que le prescrit l'article 25 de la loi du 11 décembre 1905 ; — Attendu, de plus, qu'aux termes de l'article 10 de ladite loi, du 30 juin 1881, toute infraction aux dispositions de cette loi est punie des peines de simple police sans préjudice des poursuites pour crimes et délits, qui pourraient être commis dans les réunions ; — Attendu, en outre, qu'en ne se conformant pas aux prescriptions de cette loi, M. Vosgien a encouru les pénalités y prescrites ; que, par suite, il y a lieu de faire application à M. Vosgien des dispositions de cette loi de 1881 et de l'article 471, n° 15, du Code pénal, qui condamne de 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des articles 3 et 4, tit. XI, de la loi des 16 et 24 août 1790, et de l'article 46, tit. I^{er}, de la loi des 19 et 22 juillet 1791 ; — Par ces motifs, faisant application à M. Vosgien de cette loi

et de cet article 471, n° 15, du Code pénal, le condamne à 1 franc d'amende, fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, et le condamne aux dépens. »

Observations. — La question résolue par ce jugement est depuis quelques semaines très controversée. Nous avons été très souvent consultés à ce propos, et tout en le regrettant, nous avons dû, au point de vue du droit pur, recommander la solution contenue dans le jugement ci-dessus. Nous devons faire remarquer qu'à la même date exactement un autre Tribunal de simple police a statué en sens absolument contraire, et a cru devoir acquitter le prêtre poursuivi. Nous publions ci-dessus (p. 29) ce jugement contraire. Nos lecteurs auront ainsi sous les yeux les deux thèses et les arguments sur lesquels elles s'appuient l'une et l'autre. — Remarquons toutefois que dans l'espèce actuelle le juge a, à tort, visé la loi de 1905 et l'article 471, n° 15, du Code pénal. Il suffisait de viser la loi de 1881. — Voir les décisions rapportées p. 29, 31, 32 et 34.

Tribunal de simple police de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Inférieure).

Président : M. H. SENARD, juge de paix.

10 janvier 1907.

Culte. — Célébration de messe en public.

— Absence de déclaration préalable.

Contravention. — Amende.

Le fait par un prêtre de célébrer la messe sans déclaration préalable, devant un certain nombre d'assistants, constitue une infraction punissable aux termes des articles 2 et 10 de la loi du 30 juin 1881.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal dont lecture a été donnée ; — Oui le ministère public en ses réquisitions et conclusions ; — L'inculpé faisant défaut, après en avoir délibéré ; — Donnons défaut contre Maurice, non comparant ni personne pour lui, quoique régulièrement cité, appelé et attendu en la manière ordinaire et accoutumée, et pour le profit ; — Au fond : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal de M. le commissaire de police, que le dimanche 16 décembre dernier, dans la matinée, le nommé Maurice-Emile Ambroise, curé de Sotteville-lès-Rouen, a tenu, dans l'église de ladite ville, une réunion publique sans avoir fait au préalable la déclaration exigée par l'article 2 de la loi du 30 juin 1881 ; — Attendu que cet article est général et absolu ; — Que tout rassemblement dans un local déterminé et pour un but déterminé doit être considéré comme une réunion publique ; — Que Maurice ne saurait exciper de ce que le public se serait introduit dans l'église à son insu ; — Qu'il n'a pu ignorer la présence de ce public, puisqu'il a fait et présidé une *procession* à laquelle prenaient part une certaine de personnes ; — Qu'il s'est mis ainsi délibérément en contravention à la loi du 30 juin 1881 ; — Attendu qu'il ne saurait exciper davantage que les réunions pour la célébration du culte, bien que publiques, ne rentrent pas dans les prévisions de la loi du 30 juin 1881, et qu'il ne peut, par conséquent, être astreint aux formalités de cette loi ; — Qu'évidemment la loi du 30 juin

1881 n'était pas applicable, lors de sa promulgation, aux réunions pour la célébration du culte catholique, puisque ce culte était soumis au régime du Concordat ; — Mais attendu que le Concordat a été supprimé et que l'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 1905 ne garantit le libre exercice du culte que sous les restrictions édictées par les articles qui suivent et notamment par l'article 23 de la même loi, il en résulte qu'aujourd'hui et à défaut de formation d'associations cultuelles prévues par cet article, les réunions publiques pour l'exercice du culte sont soumises au droit commun, c'est-à-dire aux formalités de la loi du 30 juin 1881 ; — Sur l'application de la peine : — Attendu qu'il est de jurisprudence qu'une légère amende doit être réservée à ceux qui, par ignorance et sans intention, violent les textes légaux ; — Mais que tel n'est pas le cas de Maurice ; — Que la contravention par lui commise l'a été volontairement, en parfaite connaissance de cause et dans le but avéré de braver, sur un ordre de chefs étrangers, les dispositions de la loi française ; — Qu'une telle attitude est intolérable et qu'il y a lieu de faire au prévenu une application relativement sévère de la loi ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort et par défaut ; — Vu les articles 2 et 10 de la loi du 30 juin 1881 dont lecture a été donnée et qui portent, etc. ; — Déclare Maurice coupable de la contravention qui lui est reprochée, et lui faisant application des articles 464-466 du Code pénal et 162 du Code d'instruction criminelle ainsi conçus :... — Le condamne en 15 francs d'amende et en tous les dépens ; — Fixe la durée de la con-

trainte par corps pour le recouvrement de l'amende et des frais à deux jours. »

Observations.— Voir ci-dessus le jugement dans le même sens rendu par le Tribunal de simple police de Joigny.

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. HAMELIN.

29 décembre 1906.

Repos hebdomadaire. — Boulangerie. — Bonne à tout faire. — Coopération au travail commercial. — Infraction à la loi du 13 juillet 1906.

Les domestiques et gens de maison ne peuvent exiger l'application à leur profit de la loi sur le repos hebdomadaire. Mais ils peuvent rentrer dans les prévisions de cette loi s'ils coopèrent dans une mesure quelconque à un travail se rattachant au commerce ou à l'industrie du patron.

Il en est ainsi d'une bonne à tout faire que son maître emploie à sa boutique, lorsqu'il est personnellement obligé de s'absenter.

En conséquence, le patron boulanger doit à cette personne le repos hebdomadaire, et est passible de l'amende au cas où il ne le lui a pas assuré.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que Aubonnet est poursuivi devant le Tribunal de simple police de Paris pour n'avoir pas organisé le repos hebdomadaire dans son établissement de boulanger, sis à Paris, 29, rue Saint-Antoine, comme l'exige l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906, pour son personnel com-

posé de deux ouvriers et une demoiselle de boutique, M^{lle} Lassaue, qui, interrogée par l'inspecteur du travail, a déclaré qu'il ne lui était accordé qu'un jour de repos par mois; — En fait : — Attendu qu'Aubonnet ne conteste pas la matérialité des faits énoncés audit procès-verbal de constat, ne fait pas la preuve contraire et n'offre même pas de la faire; qu'il y a donc lieu de tenir lesdits faits pour exacts et bien vérifiés; — En droit : — Attendu que, dans ses conclusions, le prévenu soutient qu'il doit être renvoyé des fins de la poursuite sans amende ni dépens pour la contravention du chef de M^{lle} Lassaue, celle-ci étant employée, non pas comme demoiselle de boutique ou porteuse, mais comme domestique attachée à son service personnel, et que si, en l'absence momentanée de son patron occupé dans son fournil, elle a servi occasionnellement des clients à la boutique, ce fait n'a pas pu avoir pour effet de changer sa qualité, qui est celle de bonne à tout faire, et qu'à ce titre elle échappe aux prescriptions de la loi de 1906; — Attendu que, dans une lettre écrite et signée de la demoiselle Lassaue, versée au débat par le prévenu (laquelle sera enregistrée et demeurera ci-jointe et annexée aux présentes), celle-ci reconnaît que, quand elle a fini le travail de bonne à tout faire dans l'appartement et dans la cuisine, elle est au magasin au cas où le patron s'absente un instant; — Attendu qu'il est bien exact que les gens de maison et domestiques sont exclus de la loi de 1906 pour la raison que l'on a voulu éviter l'ingérence du contrôle dans le domicile privé; mais que cette exclusion de do-

mestiques ne doit s'entendre qu'autant qu'ils restent domestiques confinés exclusivement et soigneusement dans leur besogne de gens de maison, et que s'ils coopèrent à un titre quelconque à un travail ressortissant de l'entreprise industrielle ou commerciale, ils cessent d'être exclus de la loi et rentrent dans ses prévisions; que cette interprétation est conforme à l'esprit du législateur, l'ingérence du contrôle n'existant plus alors dans le domicile privé, mais dans un établissement industriel ou commercial ouvert à tous; — Attendu qu'il n'est pas douteux, au surplus, que, dans son article 1^{er}, la loi du 13 juillet 1906 englobe, dans ses termes généraux « d'employés ou d'ouvriers », toutes les personnes indistinctement concourant par leur travail à la marche régulière d'un établissement industriel ou commercial; qu'aucune distinction n'est à faire, tous concourant à la marche régulière de l'établissement et devant par suite bénéficier du repos hebdomadaire, puisqu'ils ne sont pas exclusivement attachés au service particulier du maître; que c'est le cas, en l'espèce, ainsi que le reconnaissent d'ailleurs le prévenu et la domestique, et, qu'en conséquence, la prévention est bien fondée et qu'il y a lieu de faire application de la loi au prévenu; que cette application doit être modérée, et qu'elle doit constituer la première fois, d'après le vœu du législateur lui-même, un simple avertissement permettant d'appliquer des circonstances atténuantes; — Par ces motifs, condamne Aubonnet à l'amende de 1 franc par chaque contravention; le condamne en outre aux dépens. »

Observations. — Il est très difficile d'émettre un avis sur la solution ci-dessus. Le repos hebdomadaire est institué au profit des travailleurs en général. Par suite, et alors que les gens de maison sont exclus du bénéfice de la loi, et qu'ils sont obligés de rendre au patron tous les services que celui-ci en exige, nous ne voyons pas bien à quoi peut servir à cette catégorie d'employés l'application de la loi en ce qui les concerne. Ils obtiendront le repos hebdomadaire en ce sens qu'ils seront dispensés de travailler au magasin plus de six jours par semaine, mais le maître aura le droit de les retenir tous les jours pour son service personnel. Il y a là une question de fait dont le juge est nécessairement seul appréciateur d'après les circonstances. Par exemple, si la bonne à tout faire a été engagée en réalité beaucoup plus pour la boutique que pour le service intérieur, la solution adoptée par le Tribunal de simple police de Paris semble juste. Elle serait critiquable, à notre avis, si la présence de la bonne au magasin n'avait été qu'accidentelle et momentanée. Or, telle n'était pas en fait la situation vraie. La lettre de la bonne elle-même ne permettait pas de le penser. Le jugement de M. Hamelin nous paraît donc devoir être approuvé.

Tribunal de simple police de Grenoble
(Isère).

Président : M. ANDRÉ, juge de paix.

7 décembre 1906.

Repos hebdomadaire. — Emploi des membres de la famille. — Procès-verbal. — Relaxe.

n'y a pas violation de la loi sur le repos obligatoire dans le fait du chef de commerce ou d'industrie qui emploie dans son magasin, un dimanche, sa femme, ses gendres ou ses enfants.

Ainsi décidé par jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que la loi, dans son article 1^{er}, dispose : « Il est interdit d'occuper plus de « six jours par semaine un même « employé ou ouvrier » ; — Attendu, en ce qui concerne M^{me} Garcin et M^{me} Dalban, que la femme du patron travaillant de concert avec lui dans l'établissement concourt à la gestion commerciale et industrielle du patrimoine dont la garde appartient au mari ; que, par suite, elle n'est point un ouvrier ou employé au sens strict de l'article 1^{er}, mais bien une véritable associée de son mari ; que celui-ci, en tant que patron, n'étant pas soumis personnellement à l'obligation du repos, son associée, en l'espèce sa femme, ne saurait l'être davantage ; — Attendu que M^{me} Garcin mère était en visite chez son fils et pour ainsi dire de passage ; qu'au surplus habiterait-elle avec lui et servirait-elle dans le magasin à titre permanent, que la mère du patron concourt au même titre que la femme à la gestion du patrimoine de son fils, que pas plus que la femme, elle ne saurait être considérée comme ouvrier ou employé ; — Attendu, en ce qui concerne M^{me} Ramillon et Granier et M^{lle} Richard, que les enfants du patron travaillant de concert avec lui dans l'établissement, concourent à la gestion commerciale et industrielle du patrimoine, et ne sont pas des ouvriers ou employés dans le sens strict de la loi

du 13 juillet 1906, mais bien de véritables associés de leur père ; que celui-ci en tant que patron n'étant pas personnellement soumis à l'obligation du repos hebdomadaire, ses associés, en l'espèce ses enfants, ne sauraient l'être davantage ; — Attendu, en ce qui concerne M. Reyboz et M. Ramillon, que le gendre travaillant comme en l'espèce avec sa femme, fille du patron, mangeant à la même table que lui et résidant sous le même toit, doit être considéré comme un des membres de la famille concourant à la gestion commerciale du patrimoine commun ; — Attendu, dès lors, que les faits, objet des poursuites, ne constituent aucune infraction à la loi ; — Statuant par jugement contradictoire, en premier ressort... ; — ANNULE la citation, ensemble tous les actes d'instruction qui en ont été la suite et renvoie Dalban, Couturier, Garcin, Choulier et Richard des poursuites du ministère public sans amende ni dépens. »

Observations. — Ces solutions, parfaitement équitables, et d'ailleurs justes en droit, semblent être adoptées à peu près partout. Au surplus, un jugement du Tribunal de simple police de Versailles, en date du 18 janvier dernier, que nous rapportons ci-après, a décidé avec raison que la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ne prescrit pas la fermeture le dimanche, des magasins, boutiques, etc., mais seulement la cessation du travail par le personnel de l'établissement. « Ne commet donc pas de contravention le commerçant qui laisse son magasin ouvert le dimanche et qui, ayant donné le repos collectif à son

personnel, emploie, ce jour-là, un personnel d'extra. » Ce jugement a été rendu par M. Degois, juge de paix du canton ouest de Versailles.

Tribunal de simple police de Versailles
(Seine-et-Oise).

Président : M. DEGOIS, juge de paix
du canton Ouest.

18 janvier 1907.

*Repos hebdomadaire. — Ouverture
de magasin le dimanche. — Extra.*

La loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ne prescrit pas la fermeture, le dimanche, des magasins, boutiques, etc., mais seulement la cessation de travail du personnel.

Ne commet donc pas de contravention le commerçant qui laisse son magasin ouvert le dimanche et qui, ayant donné le repos collectif à son personnel habituel, emploie ce jour-là un personnel d'extra.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le procès-verbal dressé par M. Lefebvre, commissaire de police à Versailles, en date du dimanche 9 décembre 1906, constate que ledit jour le prévenu Lévy, marchand de chaussures, 7, rue Saint-Pierre, à Versailles, a laissé son établissement ouvert au public et qu'une demoiselle Bellevoir était employée à la vente ; qu'à raison de ce fait, Lévy est traduit devant le Tribunal de simple police pour infraction à la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire ; — Attendu qu'il résulte des débats que le prévenu donne à son personnel habituel composé de deux jeunes filles,

M^{lle} Marthe Lhoner et Marguerite Dufour, le repos collectif du dimanche et que la demoiselle Bellevoir les remplace ce jour-là, ladite demoiselle étant employée elle-même pendant la semaine dans la maison Raoul, négociant en chaussures, à Paris, 64, rue de Rennes ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, « il est interdit d'occuper plus de six « jours par semaine un même em-
« ployé ou ouvrier dans un établis-
« sement industriel ou commercial
« ou dans ses dépendances, de quel-
« que nature qu'il soit, public ou
« privé, laïque ou religieux, même
« s'il a un caractère d'enseignement
« professionnel ou de bienfaisance » ; — Qu'ainsi la loi a visé exclusive-
ment les « ouvriers » et les « em-
« ployés » qu'elle a voulu protéger
contre des abus possibles d'autorité ; — Attendu, d'autre part, que
nulle disposition n'a été votée pour
limiter la liberté du travail du pa-
tron, la loi ayant voulu assurer le
droit au repos, et non pas suppri-
mer le droit au travail ; — Attendu,
en effet, que lors de la discussion
de la loi, la proposition avait été
faite que les usines, les magasins,
boutiques et en général tous les
établissements soumis à la loi fus-
sent fermés le jour du repos légal ;
que cette proposition donna lieu à
des observations très intéressantes :
« Ce que demande l'auteur de l'a-
« mendement, dit le rapporteur, ce
« n'est pas du tout de protéger l'em-
« ployé contre l'excès de travail que
« son employeur peut lui imposer,
« c'est d'empêcher le commerce de
« se faire certains jours. Or, cela,
« personne ne l'a voulu » ; — At-
tendu qu'il est donc bien certain

qu'en laissant son magasin ouvert le dimanche, un commerçant ne commet pas d'infraction à la loi susvisée; — Attendu, en ce qui concerne les employés et ouvriers, que l'interdiction contenue dans l'article 1^{er} de la loi ne les touche en rien; cet article interdit en effet « d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou « ouvrier », mais ceux-ci ont absolument le droit de ne pas chômer si tel est leur intérêt, et pour peu qu'ils trouvent de l'ouvrage, ils resteront strictement, en l'acceptant, sur le terrain de la loi; — Attendu que le droit de l'employé étant pleinement reconnu, la question est de savoir si le prévenu Lévy a pu ne pas contrevenir à la loi en acceptant le dimanche, c'est-à-dire un jour par semaine, les services de la demoiselle Bellavoir, en remplacement du personnel habituel jouissant du repos collectif ce jour-là; — Attendu que, d'après un commentateur de la loi du 13 juillet 1906 (Boistel, *Manuel pratique*), les patrons soumis à la règle générale (repos collectif du dimanche) ne peuvent employer aucun employé ou ouvrier le dimanche de minuit à minuit; qu'il ne leur serait donc pas permis de faire travailler ce jour-là un personnel d'extra, ce qui constituerait des organisations du travail prévues par la loi sous le nom de « roulement »; — Attendu que cette interprétation ne nous semble pas exacte; qu'en effet, la loi n'a pas défini ce qu'elle entend par roulement; qu'au sens grammatical, ce mot signifie l'action de se remplacer alternativement dans certaines fonctions; — Or, dans l'espèce, il ne peut y avoir roule-

ment qu'entre personnes exécutant un travail, sinon identique, du moins d'une durée équivalente; — Que, par suite, ce n'est pas en vertu d'un roulement qu'un employé d'extra travaille un jour et le personnel habituel six jours par semaine; qu'il s'agit donc purement et simplement d'un remplacement, c'est-à-dire d'une substitution dans un autre emploi; — Attendu, en résumé, que le principe de la loi est celui-ci : six jours de travail collectif par semaine; — Mais, attendu que le repos n'implique pas la fermeture du magasin et que le patron peut, le dimanche, travailler seul ou avec des remplaçants, car ce que veut la loi, c'est que les ouvriers, ce jour-là, se reposent tous ensemble; — Attendu, enfin, qu'aucune contravention n'étant imputable au prévenu, il y a lieu de le relaxer; — Par ces motifs, le Tribunal renvoie le prévenu Lévy des fins de la poursuite, sans amende ni dépens. »

Observations. — Il est très certain que la loi sur le repos hebdomadaire ne statue que sur le repos des employés ou ouvriers, et nullement sur l'ouverture ou la fermeture des boutiques et ateliers. Le patron reste maître d'ouvrir son magasin au public, de travailler lui-même, de servir les acheteurs soit seul, soit avec sa femme et ses enfants. Il n'y a donc aucune raison pour lui interdire d'engager le dimanche des extra. Il a satisfait à la loi, lorsqu'il a assuré à ses employés ordinaires de tout ordre le repos hebdomadaire.

Tribunal de simple police de Nancy
(Meurthe-et-Moselle).

Président : M. PETIT, juge de paix.

15 décembre 1906.

Repos hebdomadaire. — Succursale. —
Gérant. — Patron responsable de l'in-
fraction commise. — Action civile des
concurrents lésés.

Un directeur d'entreprise commerciale est passible des peines édictées par la loi du 13 juillet 1906, lorsqu'il n'a pas apposé dans une succursale de son établissement l'affiche prescrite par l'article 1^{er} du décret du 24 août 1906, et a ouvert cette succursale au public un jour de repos hebdomadaire, alors que le gérant de cette succursale est soumis à l'obéissance la plus stricte et n'a aucune initiative.

Les négociants qui vendent des marchandises de même nature peuvent se porter parties civiles et demander la réparation du préjudice qui leur est causé par les ventes ainsi faites un jour de repos hebdomadaire.

Ainsi décidé par le Tribunal de simple police de Nancy, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par M. l'inspecteur du travail le dimanche 7 octobre, que ledit jour, à 10 heures du matin, à la succursale n° 22, sise rue de la Hache, 73, à Nancy, il a constaté : 1° que l'affiche indiquant les jours et heures du repos hebdomadaire, prescrite par l'article 1^{er} du décret du 24 août 1906, n'avait pas été apposée dans le magasin ; 2° que le registre dont la tenue est prescrite par le même article n'existe pas ; et que le procès-verbal constate, en outre, que le double de l'affiche n'avait pas été envoyé à M. l'inspecteur ; — Attendu

qu'il résulte du second procès-verbal, dressé à la date du dimanche 25 novembre, que ledit jour, la succursale n° 49 de la Société, sise rue de Mon-Désert, et la succursale n° 22, sise rue de la Hache, sont restées ouvertes entre 4 et 9 heures de l'après-midi, vendant leurs produits comme d'habitude ; — Attendu que le ministère public assure que ces faits constituent à la charge de la Société des Epiciers réunis, et spécialement de M. Jeanmaire, son directeur responsable, cinq contraventions réprimées par l'article 13 de la loi du 13 juillet 1906 ; — Attendu que tous les arguments de la défense sont contredits par le ministère public et les parties civiles ; — Qu'un exemplaire du règlement que la Société impose à ses gérants avant leur entrée en fonctions, porte en effet que le succursaliste est un employé au service de la Société, comme les employés de la maison-mère, et doit l'obéissance, même pour changer de succursale, etc. ; — Attendu que les gérants objectent bien que l'exemplaire de règlement produit aux débats n'est qu'un simple imprimé sans signature, par conséquent sans valeur, qui ne peut faire foi des énonciations qu'il renferme, mais qu'ils se gardent bien de produire leurs traités, et qu'à défaut de cette production, les conditions susénoncées doivent être tenues pour exactes ; — Qu'ainsi les succursalistes, en l'espèce, loin d'être des gérants jouissant d'une certaine autonomie, loin de pouvoir gérer la succursale qui leur est confiée avec une certaine indépendance, sont, au contraire, comme le stipulent leurs traités, des employés ordinaires privés de toute initiative et soumis à l'obéissance la

plus stricte, puisqu'ils peuvent être changés et même expulsés sans délai et sans que la Société soit tenue d'indiquer les motifs de sa décision; — Que, si quelques-uns ont été, depuis quelque temps, autorisés à vendre certaines marchandises que ne leur fournit pas la Société, c'est par pure tolérance et par dérogation aux conditions qu'ils ont acceptées et à l'exécution desquelles ils peuvent être rappelés; que la vente de ces marchandises ne peut être qu'un faible accessoire de leur commerce et ne peut leur procurer de grands bénéfices, puisqu'ils restent exposés à être expulsés du jour au lendemain du local qui leur est concédé, et, par suite, ne peuvent faire des approvisionnements de quelque importance; — Qu'ainsi, les gérants n'étant que de simples employés, c'est à la Société qu'incombe l'obligation d'apposer l'affiche prescrite par l'article 1^{er} du décret du 24 août 1906, de tenir le registre prescrit par le même article et d'envoyer à l'inspecteur du travail le duplicata de cette affiche; — Attendu qu'en laissant ouvertes, dans l'après-midi du 25 novembre, ses deux succursales, 22 et 49, la Société a commis deux contraventions aux articles 1 et 2, punies aussi par l'article 13 de la même loi; — Attendu qu'en ouvrant ses succursales le dimanche après-midi et en continuant à y vendre ses marchandises, alors que les magasins de vente de marchandises similaires étaient fermés pour se conformer à la loi, la Société a fait à ces derniers une concurrence illicite, qu'elle a notamment causé à MM. Cayot et Vaudeville, ses voisins les plus rapprochés, un préjudice dont ils sont

en droit de demander réparation, et qu'elle a légitimé l'intervention du Syndicat du commerce de l'épicerie en détail; — Par ces motifs, condamne la Société anonyme des Epiciers réunis, en la personne de M. Jeanmaire, son directeur, personnellement responsable, à cinq amendes de 1 franc chacune; — La condamne, en outre, à payer à titre de dommages-intérêts, savoir: 1^o au Syndicat du commerce d'épicerie en détail de Nancy, la somme de 1 franc; 2^o à M. Cayot, 5 francs; 3^o à M. Vaudeville, 5 francs. »

Observations. — La question de savoir si un gérant de succursale est ou non responsable des infractions à la loi sur le repos hebdomadaire commises dans le magasin qu'il gère, est très controversée. Mais il faut reconnaître que la plupart du temps c'est là une question de pur fait et d'appréciation. C'est au juge de police d'apprécier en fait si le gérant a pleins pouvoirs pour diriger son magasin à son gré, ou si, au contraire, il reste sous la direction du chef de l'entreprise. Dans ce dernier cas, c'est le chef d'entreprise qui est seul responsable et passible des peines.

Tribunal de simple police de Grenoble
(Isère).

Président : M. ANDRÉ, juge de paix.

14 décembre 1906.

Repos hebdomadaire. — Gérant. — Entreprise commerciale. — Chef responsable.

N'est point un directeur-gérant ayant l'autorité d'accorder et de régler le repos hebdomadaire, mais un employé ayant

droit de bénéficier lui-même de ce repos, celui qui, de près comme de loin, est occupé, sous l'autorité, la direction et la surveillance du patron, à un travail dépendant d'une entreprise industrielle ou commerciale.

En cas d'infraction à la loi sur le repos hebdomadaire commise dans la succursale gérée par cet employé, c'est le chef de l'entreprise générale qui est responsable de l'amende.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Ouf le ministère public en son résumé et ses réquisitions ; — Ouf le prévenu par l'organe de son mandataire constitué, ensemble sieur Pioget, son employé, en leurs conclusions et explications ; — Vu le procès-verbal dressé par M. Beauquis, inspecteur départemental du travail dans l'industrie, en résidence à Grenoble, duquel il résulte que M. Charpentier, habitant boulevard de Port-Royal, 38, à Paris, administrateur délégué de la Société « l'Incroyable », ayant pour but la vente des chaussures au détail, aurait contrevenu à la loi du 13 juillet 1906, dans les circonstances suivantes : 1° Pour avoir permis au sieur Pioget, gérant à Grenoble de la Société, d'ouvrir le magasin de vente de chaussures que la Société possède dans cette ville, place Victor-Hugo et avenue Alsace-Lorraine, où il se tenait à la disposition de la clientèle, afin de se livrer aux opérations ordinaires de vente de chaussures, le dimanche 7 octobre 1906 ; 2° parce que ce même gérant avait pendant toute la semaine, du 30 septembre au 6 octobre 1906, travaillé comme de coutume dans la maison Char-

pentier ; — Attendu que le prévenu, non cité, et acceptant les débats au fond, tout en reconnaissant la matérialité des faits, prétend qu'en l'espèce la loi précitée ne lui est pas applicable : 1° Parce que Pioget est directeur-gérant de « l'Incroyable » à Grenoble, avec tous les droits attachés à ce titre ; qu'il est de ce chef assimilé aux patrons et ne saurait être soumis au repos hebdomadaire ; qu'il reçoit, enfin, un tant pour cent infime sur les affaires ; 2° parce qu'en dehors du commerce de chaussures qu'il gère, ses bénéfices proviennent de la vente qu'il fait en son nom personnel : de crèmes, cirages, lacets, réparations de chaussures, ventes d'accessoires de cordonnerie, etc. ; — Attendu que pour l'application de la loi et dans l'espèce qui nous occupe, une question délicate se pose, en ce qui concerne les gérants d'annexes ou succursales ; qu'il y a lieu de distinguer entre ceux qui sont réellement chefs d'établissements et ceux qui sont de simples gérants-employés ; que c'est là une question d'espèce qu'il appartient aux Tribunaux de préciser (Circulaire ministérielle, 3 septembre 1906) ; — Attendu que le mot « gérant » ne figure dans le texte de la loi, à côté des mots « chefs d'industries » et « directeur », que dans les articles visant les pénalités : que, si l'article 13 les rend personnellement responsables de l'inobservation du repos hebdomadaire, c'est qu'elle les considère dans certains cas non comme de simples employés, mais comme des personnes exerçant une véritable direction et ayant l'autorité nécessaire pour donner ou refuser le repos hebdomadaire,

au personnel de l'établissement; — Attendu que, lorsqu'il s'agit au contraire de personnes non responsables devant la loi et travaillant, de près comme de loin, sous l'autorité, la direction ou la surveillance du chef de l'entreprise, il est bien évident que, quel que soit leur titre, la loi doit leur être appliquée, car elles sont soumises au régime commun de l'entreprise et n'ont pas sous leur propre responsabilité, devant la loi, le choix des conditions de repos; — Attendu que Pioget, gérant à Grenoble de la maison Charpentier, ne réunit point l'ensemble des conditions qui caractérisent le chef d'entreprise; qu'il reçoit, dit-il, comme salaire un tant pour cent sur les affaires; que c'est là, dans tous les cas, un mode de paiement comme un autre avec l'avantage, en plus, de stimuler l'employé; qu'il n'est à aucun titre l'associé de la maison qui l'emploie, ni lié à elle par aucun contrat écrit et par suite susceptible, s'il ne satisfait pas aux conditions demandées à tout bon employé, d'être remercié de ses services; que la maison lui adresse les marchandises comme elle l'entend, et qu'il n'a qu'à les recevoir et à les écouler; que le prix en est fixé d'avance et en dehors de lui; qu'il demeure étranger à la détermination du prix de revient; qu'il est comptable de sa gestion, vis-à-vis de la Société; qu'il est par suite responsable au même titre que les chefs de rayon dans les magasins; que les locaux d'exploitation, l'eau, le gaz, le bail et la patente sont à la charge et au nom de la Société; qu'il est enfin sous la direction et la dépendance de la maison qui l'emploie; qu'au

point de vue du repos hebdomadaire il ne jouit pas, comme le ferait un patron, de la faculté d'ouvrir et de fermer le dimanche le magasin confié à ses soins; qu'à ce point de vue il dépend de M. Charpentier, administrateur, ainsi qu'en témoigne une lettre de ce dernier, en date à Paris du 18 septembre 1906, où il est dit : « Vous trouverez in-
« clus la note que m'adresse l'in-
« specteur du travail à Grenoble,
« vous voudrez bien lui faire con-
« naître quand il se représentera
« que je suis un chaud partisan de
« la fermeture du dimanche, et que
« comme preuve j'ai fait fermer la
« plupart de nos succursales diman-
« che 2 courant; que la Société a
« subi un gros préjudice dans ses
« ventes ce jour-là, mais que notre
« exemple n'ayant pas été suivi à
« très peu d'exceptions près, j'ai
« donné ordre à nos maisons d'ou-
« vrir à nouveau les dimanches sui-
« vants ». — Attendu que ce sont
là autant de faits et circonstances caractéristiques du contrat de travail, de louage de service liant l'employé au patron; qu'il en résulte bien que Pioget n'est point un directeur-gérant dans le sens de la loi ayant l'autorité d'accorder le repos hebdomadaire, mais un simple gérant-employé, soumis lui-même au repos; que, si on admettait dans la cause l'assimilation du gérant à celle d'une personnalité indépendante, il serait facile à tous les commerçants et industriels d'éluder la loi en attribuant et reconnaissant la qualité de gérant à leur principal employé dans les succursales; — Attendu que le fait par Pioget de vendre pour son compte personnel certains articles tels que cirages, crèmes,

lacets et autres accessoires de cor-donnerie, ne saurait davantage lui conférer le titre de patron ou de gé-rant; qu'il n'exerce ce commerce d'accessoires d'une importance tout à fait secondaire que par simple to-lérance et dans l'orbite du com-merce principal, qui est sa seule raison d'être; que, si pareille thèse était admise, ce serait encore là un moyen trop simple d'éluder la loi; — Attendu, en ce qui concerne la double contravention relevée dans le procès-verbal susénoncé pour in-fractions à la fois à l'article 1^{er} et au premier paragraphe de l'arti-cle 2, qu'il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un ouvrier dans un établissement in-dustriel ou commercial, et que si le repos doit être donné le dimanche aux termes du paragraphe 1^{er} de l'article 2, cette deuxième disposi-tion n'est que la conséquence de l'interdiction résultant de l'arti-cle 1^{er}, alors surtout qu'un autre jour pour le repos hebdomadaire n'a pas été déterminé; qu'il n'y a donc lieu de retenir deux contra-ventions; — Attendu que c'est en ne se conformant pas aux prescrip-tions résultant de la combinaison de ces deux articles, que Charpentier ès qualité a contrevenu à la loi, et est passible des peines de simple police édictées par l'article 7 de la loi du 13 juillet 1906, ainsi con-ques : « ... »; — Faisant aussi appli-cation de l'article 15, § 3, de la même loi à raison des circonstances atténuantes existant dans la cause, ainsi conçue : « ... »; — Par ces mo-tifs, le Tribunal de simple police, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Dit que Pioget n'est point un gérant au sens de

l'article 13 des pénalités, et con-damne Charpentier ès - qualité à 1 franc d'amende et aux dépens de l'instance. »

Observations. — Solution juste en fait, et, en droit, conçue dans le même esprit que la décision du Tribunal de Nancy, rapportée ci-dessus, p. 42.

Tribunal de simple police de Lille (Nord).

Président : M. DAGUIN, juge de paix.

1^{er} décembre 1906.

Repos hebdomadaire. — Hôtels garnis. — Domestiques d'hôtel. — Procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail. — Amende.

Les patrons d'hôtels garnis exploitent des établissements qui tombent sous l'ap-plication de la loi du 13 juillet 1906.

En conséquence, les employés et do-mestiques constituant le personnel de ces établissements ont droit au repos hebdo-madaire, et en cas d'infraction à la loi, par le patron d'un hôtel, ce dernier est passible d'autant d'amendes qu'il y a de personnes attachées à l'hôtel.

Vainement le patron essaierait-il de soutenir que les employés sont attachés à la personne des voyageurs.

Ainsi décidé par le jugement sui-vant :

« LE TRIBUNAL : — Vu le pro-cès-verbal, enregistré, dressé par M. l'inspecteur du travail de la deuxième section de la cinquième circonscription, le 7 octobre, contre le sieur Thiry; — Ouf le ministère public en ses réquisitions et ses con-clusions, et le prévenu en ses ob-servations et conclusions; — Vidant

son délibéré et statuant par jugement contradictoire en premier ressort; — Attendu qu'en conséquence du procès-verbal susvisé, le sieur Thiry, exploitant à Lille l'établissement appelé *Hôtel de Bruxelles et de Tournai*, est attrait devant le Tribunal de simple police de Lille pour avoir, contrairement à l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, fait travailler plus de six jours par semaine son personnel composé de onze personnes, d'où à la charge de Thiry onze condamnations; — Attendu que le prévenu, en ses conclusions prises tant verbalement que par écrit, conteste : 1^o la qualification donnée à son établissement par le procès-verbal de l'inspecteur, étant, Thiry, patenté, non comme hôtelier-restaurateur-débitant de boissons, mais comme simple hôtelier; 2^o l'application de la loi à tout son personnel, Thiry prétendant que deux de ses travailleurs sur les onze dont la présence a été constatée y sont seuls soumis, tous les autres étant hors la loi en qualité de domestiques attachés à la personne des clients, et par suite assimilables « aux gens de maison » exclus formellement du bénéfice de la loi; — Sur la qualification des établissements : — Attendu que les qualifications données aux établissements par les patentes sont simplement présomptives et non pas déterminantes de la profession du patenté; que, d'ailleurs, dans les espèces soumises au Tribunal, peu important les qualifications données à la profession commerciale du prévenu, puisque, quelles qu'elles soient (hôtel, hôtel-restaurant, hôtel-restaurant-débit de boissons, auberge), la profession n'en restera pas moins

commerciale et rentrant dans la catégorie des entreprises visées spécialement par le numéro 2 de l'article 3 de la loi : entreprises qui vendent à leur clientèle, soit séparément, soit ensemble, le logis, la nourriture, la boisson, et qui, par suite, sont assujettis à la loi du repos hebdomadaire; — Sur l'applicabilité de la loi à tout le personnel ou à partie seulement : — Attendu que le prévenu prétend qu'aux termes de l'article 1953 du Code civil, le personnel de son établissement se répartit en deux catégories : les domestiques et les préposés; que, pour les préposés, il veut bien assimiler les uns à des employés, les autres à des ouvriers, et par suite admettre qu'ils sont bénéficiaires de la loi; mais que, pour les domestiques, il n'est pas tenu au repos hebdomadaire, parce que la loi spécifie elle-même que ce repos est dû aux seuls employés et ouvriers; — Attendu qu'en effet le législateur a cantonné le domaine de la loi par l'emploi des mots : *employés et ouvriers*; qu'il faut donc nécessairement, pour délimiter ce domaine, déterminer exactement et juridiquement la collectivité de travailleurs ainsi caractérisée; — Attendu qu'envisagée au point de vue du travail, la société se divise en deux groupes : les employeurs, et, au sens général du mot, les employés; qu'en dernière analyse, les employés sont liés aux employeurs par un contrat ou de mandat (administrateur, directeur, etc.), en un mot, tout employé autonome ou de travail; que, dans ce dernier cas, soit que le produit du travail soit l'œuvre d'un seul employé ou locateur, soit qu'il résulte du concours de plusieurs locateurs,

si ce produit est destiné à être vendu à un tiers qui le revendra ou le consommera, le locateur ou les locateurs de travail sont des employés, au sens spécial du mot, ou des ouvriers, tandis que, si le produit du travail est destiné à être consommé par l'employeur lui-même, celui-ci n'est ni commerçant ni industriel, et son locateur ou ses locateurs sont des domestiques; — Attendu qu'en l'état, la dénomination de *domestiques* est ainsi et doit être réservée à ces travailleurs qui, sous le nom de *gens de maison*, sont attachés au service de la personne même du maître, de sa famille, des meubles et des immeubles à l'usage direct et personnel de celle-ci et de celui-là; et que doivent être exclus de la domesticité ces autres travailleurs communément désignés sous la spécification de *domestiques de profession*, et qui, sous les désignations professionnelles souvent identiques à celles des *gens de maison* ou *domestiques proprement dits* (valet ou femme de chambre, bonne, maître d'hôtel, cuisinier, concierge, etc.), concourent d'une manière quelconque à la profession du patron et sont, en fait et en droit, des employés et des ouvriers; — Attendu que telle est si bien la distinction faite par le législateur entre les travailleurs, que, lors des discussions de la loi à la Chambre des députés et au Sénat (car, pour déterminer dans ces détails le domaine d'une loi, il faut nécessairement se reporter aux discussions parlementaires, et cela de l'aveu même du prévenu, qui, après avoir refusé toute valeur aux opinions émises dans l'une ou l'autre Chambre, s'empresse de citer ces opinions l'une après l'autre pour

étayer son argumentation), les rapporteurs ont opposé aux établissements commerciaux les maisons particulières ou familiales, aux employés et ouvriers les gens de maison, et que, lorsqu'ils ont employé le mot *domestiques*, ils l'ont pris dans le sens restrictif de gens de maison, ce qui appert notamment du texte même cité par le prévenu; — Attendu, dès lors, que, seuls étant exclus du bénéfice de la loi, d'une part, les employés et les ouvriers visés par l'article 17 de ladite loi, d'autre part, les gens de maison et les ouvriers agricoles, en conséquence d'une exception expresse formulée par les rapporteurs parlementaires, et le législateur ayant voulu que tous les autres travailleurs, employés ou ouvriers, des établissements commerciaux ou industriels, soient soumis au régime de la loi du repos hebdomadaire, aucun membre du personnel des hôtels (que ces hôtels soient ou ne soient pas en même temps restaurants et débits de boissons) ne doit être employé au travail plus de six jours par semaine; — Attendu, en conséquence, que le prévenu, en n'accordant pas le repos hebdomadaire, soit collectif, soit par roulement, à tout son personnel sans exception, a commis les contraventions dont il est inculpé; — Par ces motifs, sans avoir égard à la division établie par le prévenu de son personnel en préposés et en domestiques, sans s'arrêter à la reconnaissance des contraventions qu'il a passées à l'égard des premiers, et rejetant l'exception tirée de ce qu'au second le prévenu accorderait chaque jour quelques heures de congé dans l'après-midi, ce mode de compensation du

repos hebdomadaire n'étant pas légal; — Faisant application des articles 13 et 16, § 3, de la loi du 13 juillet 1906 et 162 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçus:... — Dit le prévenu convaincu des onze contre-ventions relevées contre lui par le procès-verbal de l'inspecteur du travail visé en tête du présent jugement; — En conséquence, condamne Thiry en onze amendes de 5 francs, avec décimes et doubles décimes; — Le condamne en outre en tous les dépens; — Fixe au minimum la contrainte par corps. »

Observations. — Nous avons déjà publié dans ce recueil un jugement du même Tribunal, dans le même sens, et nous l'avons approuvé. La sentence ci-dessus méritait cependant d'être publiée à son tour, car elle définit avec plus de précision encore le véritable caractère des domestiques d'hôtel, et la différence qui les sépare des gens de maison ou domestiques attachés à la personne. Ces derniers ne sont pas, au regard de leurs maîtres, engagés en vue d'une exploitation et d'un bénéfice à réaliser. Par suite, les maîtres ne peuvent être assujettis à la surveillance et aux visites des inspecteurs du travail. Au contraire, le patron d'hôtel garni est un véritable commerçant qui engage son personnel pour l'exploitation de son établissement, et en vue des bénéfices qu'il espère en tirer. Au surplus, l'association des maîtres d'hôtel ne nie pas qu'elle soit assujettie à la loi sur le repos hebdomadaire. Elle demande seulement que ce repos soit réglé par roulement.

Justice de paix du canton de Darnétal
(Seine-Inférieure).

Président : M. ALLARD, juge de paix.

3 octobre 1905.

Péremption. — Exception. — Non-recevabilité de la demande.

La péremption édictée par l'article 15 du Code de procédure civile a lieu de plein droit, et elle est acquise dès que les quatre mois sont expirés. Elle ne peut être couverte que si, après ce délai, les parties continuent de procéder, sans en exciper, au jugement du fond.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGES DE PAIX : — Vu le jugement par nous rendu à la date du 23 mai 1905, les conclusions respectives des parties sur l'exception de péremption soulevée par la défenderesse à notre audience du 26 septembre dernier et notre jugement de mise en délibéré du même jour; — Attendu que par des conclusions déposées à cette dernière audience, la demoiselle Mullot, défenderesse, excipant des dispositions de l'article 15 du Code de procédure civile, nous demande de déclarer périmée l'instance suivie contre elle par Lefebvre, la cause n'ayant pas été jugée définitivement au plus tard dans le délai de quatre mois à dater du jour du jugement interlocutoire par nous prononcé le 23 mai 1905; — Attendu qu'en réponse à ces conclusions, Lefebvre en a lui-même déposé tendant à nous faire dire et juger que la défenderesse a renoncé à se prévaloir de l'article 15 du Code de procédure civile, en demandant elle-même à la date du 12 septembre

dernier la remise de l'affaire à l'audience du 26 septembre, époque à laquelle la péremption pouvait être acquise; — Attendu qu'aux termes de l'article 15 du Code de procédure civile, dans le cas où un interlocutoire a été ordonné, la cause doit être jugée définitivement au plus tard dans le délai de quatre mois du jour du jugement interlocutoire; — Attendu qu'un jugement est réputé interlocutoire lorsque, sans résoudre aucun point de fait ou de droit, il ordonne ou refuse une mesure qui préjuge le fond; que dans le cas contraire, il est considéré comme simplement préparatoire; — Attendu qu'il résulte bien du dispositif du jugement rendu le 23 mai 1905 qui confiait à l'expert une mission déterminée et l'autorisait à s'entourer de tous témoignages utiles pour poursuivre ses investigations sur certains points en litige, que ce jugement avait le caractère d'un jugement interlocutoire et non celui d'un simple jugement préparatoire chargeant seulement l'expert d'évaluer le quantum des réparations locatives demandées; — Attendu que la péremption édictée par l'article 15 du Code de procédure civile ayant lieu de plein droit, elle est acquise dès que les quatre mois sont expirés; qu'elle ne peut être couverte que si, après ce délai, les parties continuent de procéder volontairement, sans en exciper, au jugement au fond; — Attendu qu'à la date du 12 septembre dernier, la défenderesse, en consentant à la remise de l'affaire au 26 septembre pour la continuation des débats, ne pouvait être considérée comme renonçant implicitement à l'avance à invoquer l'exception

de péremption dont elle ne pouvait se prévaloir qu'à l'expiration du délai de quatre mois à compter du jour du jugement interlocutoire; que tout au plus le demandeur, s'il avait cru devoir suspecter la bonne foi de la défenderesse, lors de l'audience du 12 septembre dernier, pouvait-il soit exiger une renonciation expresse au moyen de péremption susceptible de lui être opposée, soit demander la continuation des débats à un jour plus rapproché avant l'expiration du délai de péremption; — Attendu que plus de quatre mois se sont écoulés depuis la prononciation de notre jugement interlocutoire du 23 mai dernier sans que le demandeur se soit mis en mesure de faire juger définitivement sa demande; que par suite, la péremption se trouve aujourd'hui acquise de droit au profit de la défenderesse: — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et sans appel; — Donnons acte à la demoiselle Mullot de ce qu'à notre audience du 26 septembre dernier et sans défendre au fond, elle a invoqué la péremption de l'instance introduite contre elle à la requête de Lefebvre, suivant exploit en date du 13 mai dernier; — Disons en conséquence qu'aux termes de l'article 15 du Code de procédure civile, ladite instance se trouve en effet périmée, ensemble toute la procédure qui s'en est suivie et condamnons Lefebvre en tous les dépens. »

Observations. — Ce jugement ayant été frappé d'appel par Lefebvre a été confirmé purement et simplement avec adoption des mêmes motifs par jugement du Tribunal civil de Rouen en date du 3 avril 1906.

Tribunal de simple police de Maubeuge
(Nord)

Président : M. DUMAT, juge de paix.

27 décembre 1906.

*Repos hebdomadaire. — Succursales. —
Gérant. — Responsabilité du chef d'en-
treprise.*

Est seul responsable de l'infraction commise à la loi sur le repos hebdomadaire, le chef d'entreprise commerciale qui a en divers lieux des succursales gérées par des tiers.

Spécialement, les gérants de ces succursales ne sont pas personnellement passibles des peines de la loi, lorsqu'ils sont sous l'autorité et la surveillance du chef d'entreprises, et que, s'ils ont tenu leur magasin ouvert le dimanche, c'est sur l'ordre et par la volonté du chef, au moins avec son autorisation.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que par procès-verbal en date du 20 novembre 1906, clos le 23 du même mois, enregistré, M. Roth, inspecteur du travail à Maubeuge, a relevé à la charge de Auguste Tison-Dépret, négociant à Maubeuge, huit contraventions à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, au sujet de deux magasins d'épicerie lui appartenant, et situés : l'un à Maubeuge, rue de Mons, et le second à Louvroil, rue d'Hautmont ; lesdits magasins tenus par les époux Mercier et par les époux Henrion, et restés ouverts dans la journée du dimanche 18 novembre 1906, le premier jusqu'à 1 heure du soir, et le second toute la journée ; ce qui constitue pour Tison : — Quatre contraventions à l'art. 2 de la loi du

13 juillet 1906, pour avoir occupé lesdits employés le dimanche ; — Et quatre contraventions à l'art. 1^{er} de la même loi pour avoir occupé les mêmes employés les sept jours de la semaine ; — Attendu qu'à notre audience publique du jeudi 13 décembre 1906, Tison a reconnu qu'en effet les deux magasins ou succursales dont s'agit sont restés ouverts le dimanche 18 novembre, ainsi qu'il est dit au procès-verbal, mais a prétendu que les époux Mercier et les époux Henrion sont à tort considérés comme employés, qu'ils sont, d'après lui, des gérants vendant à la commission, et libres de leurs actes, qu'en conséquence il ne doit pas être assujéti, en ce qui les concerne, à la loi du 13 juillet 1906 ; — Attendu qu'il s'agit de distinguer si, comme le prétend Tison, les époux Mercier et les époux Henrion, qu'il qualifie « gérants de succursales », peuvent être assimilés aux « directeurs gérants » dont il est question en l'art. 13 de la loi précitée, ou si, au contraire, ils ne rentrent pas plutôt dans la catégorie des employés appelés à bénéficier du repos hebdomadaire établi par cette loi ; — Attendu que par « directeur gérant » il faut entendre, au sens de la loi du 13 juillet 1906, toute personne ayant la direction effective et complète d'un établissement, ayant toute initiative pour l'administrer, pour régler les conditions du travail, et ayant de plus autorité sur un personnel, etc. ; — Attendu que telles ne sont pas les conditions imposées par le prévenu aux époux Mercier et Henrion qualifiés « gérants de succursales » ; — Qu'il est en effet établi aux débats que ces derniers sont liés vis-

à-vis de Tison par un véritable contrat de louage ; — Que par ce contrat, ils sont notamment obligés : à une présence continuelle à la succursale ; — A tenir celle-ci ouverte tous les jours indistinctement et à heures fixes ; — Qu'il leur est interdit de tenir, même pour leur consommation personnelle, d'autres marchandises que celles de la maison Tison, lesquelles doivent être vendues au comptant, à des prix facturés à l'avance et retournées aux entrepôts en cas de non-vente, et avant toute altération, sous peine de laissé pour compte ; — Que les époux Mercier et les époux Henrion doivent tenir les locaux de leur succursale, les marchandises et le matériel en complet état de propreté, et renouveler les étalages à époques fixées ; que le mode de rétribution varie pour chacun d'eux, en ce sens qu'ils sont payés ou aux appointements et à la commission, ou à tant pour cent, mais qu'ils sont tenus à un même délai de préavis de trois mois, limité à un mois seulement par Tison ; — Attendu que loin d'avoir la direction dévolue à un chef d'établissement, et l'initiative qui y est attachée, les époux Mercier et les époux Henrion sont au contraire sous la direction absolue et sous la surveillance constante de Tison, lequel se réserve notamment en effet : Le droit de visite dans toute la maison qu'ils occupent ; — Le droit d'inventorier à toute époque les fiches de livraison, et exige de plus que le produit des ventes soit laissé en tout temps à sa disposition ; — Qu'ainsi, le rôle des époux Mercier et des époux Henrion se rapproche plutôt de celui d'un garçon de

comptoir ou d'un chef de rayon chargé de débiter mécaniquement au comptant et à des prix fixés, la marchandise qui leur est confiée ; que la seule différence consiste en ce que le comptoir est ici éloigné de la maison principale, ce qui n'exclut d'ailleurs pas, ainsi qu'on vient de le voir, la direction absolue et la surveillance constante du patron ; — Attendu que dans ces conditions, on ne peut assimiler les époux Mercier et les époux Henrion aux « directeurs gérants » dont parle la loi du 13 juillet 1906, qu'ils sont simplement employés pour le compte de Tison, et que, par suite, c'est à bon droit que M. l'inspecteur du Travail a relevé contre ce dernier les contraventions sus-visées ; qu'en conséquence, il y a lieu de faire application de l'art. 13 de cette même loi ; — Par ces motifs : — Le Tribunal ; — Vu le procès-verbal dressé contre Tison ; — Oui le prévenu en ses observations et explications ; — Le ministère public en ses réquisitions ; — Vu l'art. 13 de la loi du 13 juillet 1906, ainsi conçu... et dont il a été donné lecture ; — Mais attendu qu'il existe en la cause des circonstances atténuantes permettant de réduire la pénalité, en vertu de l'art. 463 du Code pénal ; — Condamne Tison à huit amendes de 2 francs chacune, etc. »

Observations. — Cette question est très diversement résolue par les différents magistrats qui ont eu à en connaître. La vérité est que la solution doit nécessairement varier selon les circonstances de la cause. Si le gérant des succursales a pleins pouvoirs de gérer son magasin, d'en

déterminer les jours et heures d'ouverture au public, il est seul responsable de l'infraction qu'il a pu commettre à la loi du 13 juillet 1906. Si, au contraire, ce qui arrive le plus souvent, le gérant n'est qu'un subalterne, sous les ordres du directeur ou propriétaire de l'ensemble des établissements, la responsabilité incombe à ce directeur seul.

Justice de paix du canton de Fresnoy-sur-Sarthe (Sarthe).

Président : M. BECHADE, docteur en droit, juge de paix.

23 avril 1906.

Témoin. — Reproche. — Domestique au service d'une des parties au jour où l'enquête a été ordonnée et non à son service le jour de l'enquête.

Ne peut être admis le reproche fondé sur ce qu'un témoin était au service d'une des parties au jour où l'enquête a été ordonnée, alors qu'il est établi que ledit témoin avait quitté définitivement ce service le jour de l'enquête.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'à l'audience de ce jour, Lelièvre a demandé qu'Esnault ne soit pas entendu comme témoin dans le procès pendant entre lui et les époux Galpin; qu'il a fondé ce reproche sur le motif qu'Esnault était au service des époux Galpin au jour où l'enquête a été ordonnée; — Attendu que les époux Galpin ont conclu au rejet du reproche allégué par le motif que, depuis le 23 avril dernier, Esnault n'était plus à leur service;

qu'il avait été placé à cette date par l'inspecteur de l'Assistance publique de l'Orne chez un nouveau patron; — Attendu que s'il est vrai qu'au jour où l'enquête a été ordonnée, Esnault était au service des époux Galdin, il a quitté ce service depuis le 23 avril 1906; que la sortie d'Esnault de la maison des époux Galpin n'est pas contestée par Lelièvre; que nous devons tenir cette sortie pour sérieuse, la mauvaise foi ne se présument pas, et aussi en raison de ce fait qu'Esnault a été placé ailleurs par le service de l'Assistance publique à la date précitée, ainsi que nous avons pu nous en convaincre; — Attendu qu'en autorisant le reproche d'un témoin qui est au service d'une des parties, le législateur a pris en considération les rapports de dépendances et de subordination du serviteur vis-à-vis du maître et l'influence que ces rapports pourraient avoir sur la déposition du témoin; — Attendu, dès lors, que c'est au moment de la déposition que ces rapports doivent exister pour que la déposition puisse en être influencée; que tout danger, à cet égard, est écarté lorsque, au jour de la déposition, le témoin n'est plus au service de la partie engagée dans le procès, que telle est la situation actuelle d'Esnault vis-à-vis des époux Galpin; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Rejetons le reproche formulé par Lelièvre et ordonnons qu'Esnault sera immédiatement entendu. »

Observations. — Solution exacte et conforme à la jurisprudence. Au surplus, ce jugement a été exécuté sans appel.

Justice de paix du canton de Verzy
(Marne).

Président : M. HAUDOS, *Q. A.*, juge de paix.

25 avril 1906.

Elections. — Faillite. — Refus de statuer.
— Appel. — Inscription de l'appelant
sur la liste électorale.

En matière électorale, l'omission par la Commission municipale de statuer sur la réclamation d'un électeur équivaut à une décision de rejet. Par suite, l'électeur peut interjeter appel.

Le droit d'appel est, en pareil cas, sans limitation de durée.

Le failli, après dix ans écoulés depuis la déclaration de faillite, peut réclamer son inscription sur les listes électorales. (Loi du 30 décembre 1903.)

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Par déclaration faite le 18 avril 1906, au greffe de la justice de paix de ce canton, ledit sieur Hauchart a exposé :

Qu'à la date du 2 février dernier, il avait demandé à M. le maire de la commune de Verzy, son inscription sur la liste électorale de ladite commune.

Que n'ayant obtenu aucune réponse à sa réclamation, il avait appris que son nom ne figurait pas sur ladite liste électorale.

Qu'il déclare en référer par la voie d'appel à M. le juge de paix du canton de Verzy, pour qu'il ordonne son inscription sur ladite liste électorale.

Sur l'avertissement à lui adressé le 20 avril présent mois, est comparu à l'audience de ce jour le sieur Hauchart, assisté de M^e Vanderbroucq, avocat du barreau de

Reims, y demeurant, rue Clovis, n° 25.

L'appelant, par l'organe de son avocat, a développé les motifs de son appel et produit à la barre les pièces justificatives à l'appui de sa réclamation, puis il a conclu à ce qu'il plût au Tribunal, faisant droit à son appel, ordonner l'inscription de Hauchart sur la liste électorale de la commune de Verzy, en vertu de la loi du 30 décembre 1903, qui permet au failli d'être inscrit sur cette liste après dix années écoulées à partir de la déclaration de faillite.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu le décret organique du 2 février 1852, art. 15, § 7; — Vu la déclaration de Hauchart, en date du 18 avril présent mois, inscrite au greffe à la même date; — Vu l'avertissement à lui envoyé le 20 avril présent mois; — Attendu qu'à la date du 2 février 1906, l'appelant a réclamé son inscription sur la liste électorale de la commune de Verzy, dans le délai de vingt jours de la publication des listes prescrit par l'article 2 de la loi du 7 juillet 1874; — Attendu que, nonobstant cette réclamation, aucune décision de la Commission municipale ne lui a été notifiée; — Attendu qu'à défaut de notification de la décision de la Commission municipale qui refuse l'inscription d'un électeur sur la liste, le droit d'appel s'exerce sans limitation de délai; — Attendu, au surplus, qu'en admettant qu'aucune décision semblable n'ait été prise, le refus de soumettre à la Commission électorale une réclamation formée conformément à la loi, équivaut à un rejet de la demande, et, qu'alors, l'électeur qui n'a pu obtenir une décision est re-

cevable à se pourvoir devant le juge de paix, lequel devient compétent pour connaître du litige comme s'il avait été jugé par la Commission, et que, dans ce cas encore, le droit d'appel peut s'exercer exceptionnellement dans le délai de vingt jours, à partir de celui où la liste définitive a été publiée, c'est-à-dire à partir du 31 mars, jour de la clôture définitive des listes; — Attendu que, dans l'un ou l'autre cas, l'appel du sieur Hauchart fait à la date du 18 avril dernier est recevable; — Attendu que, depuis son arrivée à Verzy, il y a environ huit ans, l'appelant n'a jamais figuré sur la liste électorale de Verzy et n'a jamais réclamé son inscription, par suite de son incapacité électorale résultant de deux jugements du Tribunal de commerce de Cambrai, à la date du 14 juin 1877 et 28 octobre 1898 (art. 15, § 17, du décret organique du 2 février 1852); — Attendu qu'aujourd'hui Hauchart demande son inscription sur la liste électorale de Verzy, en vertu de la loi du 30 décembre 1903; — Attendu que, du bulletin n° 3, qui a été délivré en due forme le 22 janvier 1906 et communiqué à l'audience par l'appelant, il appert que c'est bien à la date susindiquée du 28 octobre 1893, pour la dernière fois, que Hauchart a été déclaré en état de faillite; qu'en conséquence, l'article 1^{er} de la loi du 30 décembre 1903 lui est applicable au point de vue de son droit à l'inscription sur la liste électorale, puisqu'il s'est écoulé plus de dix ans, à partir de la déclaration de la faillite, et que le failli n'a pas été condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse; — Par ces motifs, ju-

geant en dernier ressort; — Déclarons l'appel du sieur Hauchart fondé en droit, et ordonnons son inscription sur la liste électorale de la commune de Verzy; — Disons que le présent jugement sera visé pour timbre et enregistré gratis. »

Observations. — Jugé qu'en matière électorale l'omission de statuer de la part de la juridiction du premier degré équivaut à une décision de rejet. Cass., 25 avril 1892, ANNALES 1892, p. 391. — D'où il suit que l'électeur intéressé peut faire appel, bien qu'aucune décision n'ait été rendue. La décision, n'existant pas, n'a pu être signifiée à l'électeur, en sorte que le délai d'appel n'a jamais commencé, et que l'appel est toujours recevable jusqu'à la clôture définitive des listes. — Sur la question du fond, application exacte de la loi du 30 décembre 1903.

Justice de paix du X^e arrondissement
de Paris.

Président : M. BEAUME, premier suppléant.

12 septembre 1906.

Accident du travail. — *Société pour le nettoyage des glaces et vitrages des devantures de boutiques.* — *Entreprise non assujettie à la loi du 9 avril 1898.*
— *Rejet de la demande.*

Une entreprise pour le nettoyage des glaces et devantures de magasins ne rentre pas dans l'industrie du bâtiment, ni dans aucune des entreprises ou industries visées dans l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898.

En conséquence, et alors qu'aucune

faute personnelle ne peut être reprochée à l'entrepreneur, doit être rejetée la demande en paiement de l'indemnité de demi-salaire intentée par l'ouvrier victime d'un accident du travail.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes en leurs dires, conclusions et observations ; — Attendu que, par exploit de Finel, huissier, en date du 24 août 1906, Goullet demande contre la Société « la Célérité » le paiement d'une somme de 29 fr. 35, qu'il prétend lui être due pour demi-salaire, à raison d'un accident du travail dont il dit avoir été victime le 1^{er} juin 1906 ; — Attendu que le demandeur n'allègue aucune faute imputable à la Société défenderesse ; qu'au surplus, une demande en paiement de demi-salaire ne peut être basée que sur la loi du 9 avril 1898 ; — Mais, attendu que « la Célérité » est une entreprise ayant pour objet le nettoyage des

glaces, devantures de magasins, marquises, etc. ; — Que ce genre de travail ne nécessite pas l'emploi d'une force motrice quelconque, et ne fait pas de transformation de matière première ; qu'il ne saurait donc rentrer dans l'industrie du bâtiment, ni dans aucune des entreprises et industries visées dans l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 précitée ; — Que Goullet n'est donc pas recevable ni fondé à invoquer le bénéfice de cet article, ni l'article 1382 du Code civil ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Déclarons Goullet mal fondé dans sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Un jugement antérieur, rendu par le Tribunal civil de la Seine, a déjà statué dans le même sens. Cette solution n'est d'ailleurs que l'application exacte de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898.

Justice de paix du canton de Gamaches
(Somme).

Président : M. MICHAUF, juge de paix.

22 septembre 1906.

*Lapins. — Gibier. — Responsabilité.
Dommages aux champs.*

Si le propriétaire d'un bois, où les lapins sont sauvages, n'est pas de plein droit responsable de leurs dégâts, il en est autrement quand le préjudice par eux causé est la conséquence de la faute ou de la négligence de ce propriétaire.

Lorsque les lapins abondent dans un bois, le propriétaire doit être considéré comme coupable de faute ou de négligence, lorsqu'il n'a pas fait défoncer les terriers, n'a organisé dans toute la saison de chasse qu'une seule battue sérieuse et s'est borné, pour le surplus, à chasser deux ou trois fois la semaine avec cinq ou six invités et à faire de loin en loin fureter à blanc les terriers par son garde.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait :
Attendu que par exploit du 18 janvier dernier, Paris a fait citer par devant nous de Boiville et la dame veuve Barreau pour s'entendre : de Boiville seul, condamner à lui payer une somme de 100 francs pour les dégâts commis sur une pièce de terre ensemencée en trèfle, dit *terroir de Bouttencourt*, et de Boiville et veuve Barreau conjointement et solidairement entre eux, condamner à lui payer la somme de 300 francs pour les dégâts commis sur une pièce de terre ensemencée en sainfoin et située au même terroir ; s'entendre, en outre, condamner aux intérêts et dépens ; subsidiairement et pour le cas où les défendeurs discuteraient la matérialité ou l'im-

portance du dommage causé, voir ordonner toute expertise préalable ; — Attendu que les défendeurs ont nié formellement l'existence dans leurs bois d'une quantité plus que normale de lapins ; qu'ils ont sollicité la remise de la cause et demandé à être admis à prouver : 1° qu'ils avaient pris toutes les mesures nécessaires et prévues par la loi, pour empêcher non seulement la multiplication du lapin dans leurs bois, mais aussi pour détruire ce gibier ; 2° et par cela même, si des dommages sont commis sur les récoltes du demandeur, il n'y a eu de leur part ni faute, ni négligence, et que, conséquemment, ils ne doivent pas être déclarés responsables de ces dégâts dans les termes des articles 1382 et 1383 du Code civil, apportant à leurs dires de nombreux arrêts ; — Attendu que, par notre jugement rendu le 18 janvier dernier, nous avons admis les défendeurs à faire les preuves par eux offertes, admettant de même le demandeur à faire la preuve contraire ; — Attendu que par la déposition des témoins de l'enquête, il a été établi qu'il a été fait dans les bois des défendeurs, deux ou trois fois au plus par semaine, à partir du mois de novembre 1905, des chasses avec deux ou trois chiens courants et cinq ou six chasseurs, se composant des défendeurs, propriétaires des bois, et de quelques amis ; ainsi qu'une seule battue à la date du 6 janvier dernier, se composant de vingt tireurs et de vingt rabatteurs ; que le témoin Galhaut, qui est le garde des propriétés des défendeurs, dans sa déposition déclare avoir quelquefois fureté à blanc les terriers se trouvant dans les bois sou-

mis à sa surveillance, soit seul, soit avec son jeune maître ; — Attendu que ce même témoin Galhaut a, en outre, déposé qu'il n'avait jamais été défoncé aucun terrier dans les bois des défendeurs pour faciliter les chasses et les battues ; — Attendu que tous les témoins de l'enquête, qui sont tous ou des invités de chasse des défendeurs ou leurs employés, ont tous déposé que les bois des défendeurs étaient dépourvus de gibier ; — Attendu, au contraire, que les témoins produits par le demandeur, qui n'étaient ni ses invités de chasse, ni ses employés, mais au contraire étrangers, ont déclaré que les lapins qu'ils ont rencontrés sur les récoltes du demandeur se sauvaient tous, à leur approche, dans les bois des défendeurs, et que les coulées qu'ils ont constatées dans ces mêmes récoltes aboutissaient toutes aux bois des défendeurs, ce qui indiquait une fréquentation constante du gibier dans ces récoltes ; — Attendu que l'enquête n'ayant pas convaincu le Tribunal que les défendeurs avaient pris toutes les mesures voulues et en leur pouvoir pour détruire le gibier de leurs bois, et que les dommages dont le demandeur réclamait le montant existaient aux récoltes de ce dernier, le Tribunal ordonna une expertise ; — Attendu que, lors de la première visite, les experts ont constaté l'existence de nombreux terriers fréquentés sur les propriétés des défendeurs, et, dans les récoltes du demandeur, la présence de coulées de lapins provenant des bois des défendeurs et se dirigeant vers la pièce de terre du demandeur ; — En droit : — Attendu que, si le propriétaire d'un

bois où les lapins sont sauvages n'est pas de plein droit responsable de leurs dégâts, il en est autrement quand le préjudice qu'ils causent est la conséquence de sa négligence, et par suite de sa faute (Cass., 12 mai 1897) ; — Qu'il y a donc lieu de rechercher si, dans le cas présent, les dommages causés aux récoltes du demandeur sont la conséquence de la négligence, et par suite de la faute des défendeurs ; — Attendu que l'on ne saurait appeler *battues* les chasses organisées par les défendeurs, au fusil, avec leurs invités variant de trois à cinq ou six au plus, et qui ne sont, par le fait, que des parties de plaisir ; — Attendu de même que l'on ne saurait considérer comme sérieux le furetage à blanc des terriers fait entre deux personnes, le garde Galhaut et son jeune maître ; qu'il ne peut être détruit beaucoup de gibier par deux tireurs sur des terriers dont le gibier peut sortir par dix, douze et quinze bouches, tels que les terriers que renferment les bois des défendeurs ; — Attendu qu'il a été déposé par le témoin Galhaut qu'il n'avait été défoncé aucun terrier au moment des chasses opérées dans ces bois ; — Attendu que, par la déclaration des témoins, il a été établi qu'il n'avait été fait qu'une seule battue qui puisse être considérée comme sérieuse, à la date du 10 janvier dernier ; — Attendu que cette précaution n'a malheureusement pu éviter le mal déjà consommé par la multiplication du gibier, qui avant n'avait pas vraisemblablement, pour ne pas dire certainement, été détruit suffisamment pour empêcher que les dégâts se commettent dans

les récoltes du demandeur; qu'en un mot les précautions prises ont été tardives, puisque la battue que nous considérons comme sérieuse n'a été faite que le 10 janvier, quand l'appel en conciliation pour réclamer le prix des dommages causés par les lapins des défendeurs était du 6 du même mois, et la première lettre de réclamation pour le même motif, adressée à de Boiville, du 3 décembre dernier; — Attendu que les défendeurs, eussent-ils fait des efforts de destruction plus considérables, l'importance des dégâts nous obligerait encore à les reconnaître tardifs, insuffisants ou inefficaces, puisque les dommages étaient déjà causés; — Attendu que ce qui nous fait croire que nous sommes fondé dans notre prétention, c'est que, dans le cours de l'expertise, les dommages causés par les lapins des bois des défendeurs diminuaient de plus en plus à chaque visite de lieux et des experts, et que cela tenait certainement à ce que les défendeurs continuant de jour en jour à chasser le gibier renfermé dans leurs bois, le gibier diminuait de jour en jour et les dommages causés par ce gibier diminuaient dans les mêmes proportions; — Attendu que le rapport des experts n'est pas l'objet de contestations de la part des parties; — Attendu qu'il résulte de ce rapport que les experts ont constaté sur la récolte du demandeur, consistant en trèfle, formant le premier chef de la demande et ne concernant que de Boiville seul, un dommage de 15 francs, et sur la récolte en sainfoin, formant le deuxième chef de la demande et concernant les défendeurs comme solidaires, un

dommage de 100 francs; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort; — Entérinons le rapport des experts; en conséquence, condamnons de Boiville à payer à Paris la somme de 15 francs, montant de l'évaluation des dégâts constatés par les experts sur sa pièce de trèfle; — Condamnons les défendeurs à payer par moitié entre eux au sieur Paris, demandeur, la somme de 100 fr., montant de l'évaluation du dommage constaté par les experts sur la pièce de sainfoin et formant le deuxième chef de la demande; le tout avec intérêts de droit; — Disons que les frais et dépens seront supportés par les défendeurs, chacun par moitié. »

Observations. — Ainsi qu'il résulte de la décision ci-dessus rapportée, les dommages causés aux propriétés riveraines par le gibier sauvage d'un bois ne peuvent être mis à la charge du propriétaire de ce bois que si l'existence d'une faute, d'une imprudence ou d'une négligence est établie à la charge de ce dernier. Et, à raison de la sorte de servitude dérivant de la situation, dont sont grevés les champs voisins des bois et forêts, la faute génératrice de responsabilité n'est établie à la charge du propriétaire du bois ou de la forêt que s'il est démontré que la quantité du gibier sauvage vivant dans ce bois ou cette forêt est anormale ou excessive. Voir, en ce sens, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 5^e édit., v^o *Dommages aux champs*, n^o 48 et suivants.

**Tribunal de simple police d'Auxerre
(Yonne)**

Président : M. ROUSTAN, juge de paix

4 février 1907.

*Culte. — Célébration de la messe. —
Absence de déclaration préalable. —
Contravention. — Amende.*

Le fait par un abbé de célébrer la messe dans une cathédrale, portes ouvertes au public, sans avoir fait de déclaration préalable, conformément à la loi du 30 juin 1881, constitue une contravention punissable des peines de simple police.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu les parties dans leurs dires et conclusions et après en avoir délibéré; — Vu le procès-verbal du 16 décembre 1906 dressé contre l'abbé Pinçon, archiprêtre de la cathédrale d'Auxerre, et l'abbé Deschamps, son premier vicaire; — Vu les conclusions du ministère public tendant, à l'application, aux prévenus, de la loi du 30 juin 1881; — Vu les conclusions de M^e Marmottant, avocat et défenseur des prévenus, desquelles il résulterait que la loi du 30 juin 1881 ne leur serait pas applicable; — En droit : — Attendu que la loi du 9 décembre 1905 a abrogé les dispositions spéciales relatives à l'organisation des cultes antérieurement reconnus par l'État et notamment la loi du 18 germinal an X pour le culte catholique; — Qu'en ce qui concerne la célébration du culte, la loi du 9 décembre 1905, par une nouvelle réglementation, en pose les règles et les dispositions suivantes : — Article 25 : « Les réunions pour la cé-

« lébration d'un culte tenues dans
« les locaux appartenant à une as-
« sociation culturelle ou mis à sa
« disposition sont publiques; elles
« sont dispensées des formalités de
« l'article 8 de la loi du 30 juin
« 1881, mais restent placées sous
« la surveillance des autorités dans
« l'intérêt de l'ordre public. Elles
« ne peuvent avoir lieu qu'après
« une déclaration faite dans les
« formes de l'article 2 de la même
« loi indiquant le local dans lequel
« elles seront tenues; — Une
« seule déclaration suffit pour l'en-
« semble des réunions permanentes
« périodiques ou accidentelles qui
« auront lieu dans l'année. » — Ar-
« ticle 29 : « Les contraventions
« aux articles précédents sont pu-
« nies des peines de simple police. »
— Mais attendu que cette disposi-
tion n'est applicable que dans le
cas où il existe une association cul-
tuelle et qu'il résulte de la déclara-
tion des prévenus que l'église ca-
thédrale d'Auxerre n'appartient à
aucune association de cette nature;
— Qu'il y a donc lieu de se deman-
der, dans ces circonstances, quelle
est la législation applicable à
l'exercice du culte pour la cathé-
drale d'Auxerre; — Attendu que,
consulté par le ministre de l'ins-
truction publique et des cultes sur
le point de savoir si la loi du 30 juin
1881 n'était pas conciliable avec
celle du 9 décembre 1905, le Con-
seil d'État a, par un avis en date
des 25 et 31 octobre 1906, estimé
que la loi du 9 décembre 1905 ne
mettait aucun obstacle à ce que des
individus, agissant en dehors de
toute espèce d'association, organi-
sent des réunions publiques cul-
tuelles dans les conditions du droit

commun tel qu'il résulte de la loi du 30 juin 1881 ; — Qu'ainsi cette haute assemblée, à qui incombe le soin d'interpréter les lois, a, par cela même, indiqué que la loi du 30 juin 1881 s'appliquait à la matière qui nous occupe ; que cet avis est en tous points conforme au texte et à l'esprit de la loi du 30 juin 1881 qui constitue la législation de droit commun en matière de réunion publique ; — Que cette loi exige, par son article 2, une déclaration préalable à toute réunion publique indiquant le lieu, l'heure, le jour de cette réunion ; — Que l'article 10 punit des peines de simple police toute infraction aux dispositions de cette loi ; — Qu'il importe donc de rechercher en quoi consiste la réunion publique ; — Qu'elle consiste en une réunion de personnes accessible au public ; — Attendu que, par le fait même du principe que le catholicisme est un culte public, il s'ensuit que toutes les cérémonies célébrées dans une église, présidées par un prêtre et tenues dans un but *général* pour tous les fidèles, sont des cérémonies ayant le véritable caractère des réunions publiques par leurs éléments et leur but, alors que toute personne peut y accéder ; — Que l'on invoquerait en vain que ces diverses cérémonies diffèrent dans leur genre et par leur but des autres réunions publiques ordinaires ; et, malgré que l'on doive apporter aux lieux où elles se tiennent ce respect qui, de tout temps, a été apporté à tous les temples des cultes, ces cérémonies n'en ont pas moins le caractère des réunions publiques et n'en sont pas moins comme telles soumises aux règles du droit commun depuis l'abroga-

tion du Concordat par la loi du 9 décembre 1905, laquelle, par son article 1^{er}, garantit à ces cérémonies leur libre exercice sous des restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public ; — Attendu qu'aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne saurait tolérer que l'on tienne dans un local des réunions publiques pour y critiquer ses actes et prêcher la révolte contre les lois du pays ; — Qu'il n'est malheureusement que trop vrai qu'à cet égard, il y a eu des oublis regrettables dans beaucoup d'églises, oublis dont il était nécessaire de prévenir le retour, dans l'intérêt du bon ordre ; — Qu'à cet effet, le commissaire de police d'Auxerre était dans son droit et son devoir en allant le 16 décembre dernier, à la cathédrale, constater des infractions à la loi du 30 juin 1881 ; — Attendu, cependant, que le défenseur et les prévenus soutiennent que la cérémonie religieuse de la messe reste en dehors des obligations de la loi de 1881 ; — Qu'ils invoquent à l'appui de leur système deux arguments ; — Le premier tiré de l'article 4 de la même loi ; — Le deuxième de l'article 2 de la loi du 6 juin 1868. — Sur le premier point : — Attendu que ni les travaux préparatoires, ni le texte de l'article 4 n'autorisent à prétendre que cet article, en exigeant que la *déclaration* fasse connaître si la réunion a pour but une conférence, une discussion publique ou une réunion électorale, a entendu limiter les cas dans lesquels la déclaration serait nécessaire aux seules réunions dont cet article a précisé l'objet ; — Qu'il suffit de lire l'article 2 et cet article 4 de la loi de 1881 pour se

rendre compte à l'évidence que si, d'une part, toute réunion publique comporte une déclaration préalable indiquant le lieu, le jour, l'heure de cette réunion (article 2), d'autre part, et parmi ces réunions publiques, celles qui ont pour but une *conférence*, une *discussion publique*, ou qui constituent une réunion *électorale*, sont les seules qui nécessitent, en outre, dans la déclaration « *mention* » de leur but (article 4) ; — Que toute autre interprétation de cet article aboutirait à établir une confusion entre la *formalité* de la déclaration et l'*indication*, dans cette déclaration, du *but* de la réunion ; — Que loin de constituer une argumentation en faveur de la thèse des prévenus, l'article 2 de la loi de 1868 vient, au contraire, fortifier l'opinion exprimée ci-dessus ; — Qu'en effet, cette disposition était ainsi conçue : « Article 2. — Cette déclaration indique les noms, qualités et domicile des déclarants, le local, le jour et l'heure de la séance, *ainsi que l'objet spécial et déterminé de la réunion* » : — Que le projet du gouvernement, qui est devenu la loi du 30 juin 1881, contenait, dans son article 4, la reproduction textuelle de cette multiple exigence, mais que la commission de la Chambre s'est élevée avec force contre l'obligation d'indiquer dans *tous les cas* l'objet de la réunion, et que de sa collaboration avec le Sénat est sorti le texte définitif de l'article 4, limitant l'indication du but ou de l'objet aux seules réunions devant constituer : une conférence, une discussion publique ou une réunion électorale ; — (Loi du 30 juin 1881, sous l'article 4. Voir Dalloz périodique 1881, 4^e par-

tie, page 103, note 1. Dalloz, Répertoire et supplément. Voir Réunion publique, n^o 24). — Attendu, dès lors, qu'en droit il est hors de doute que la loi de 1881 peut s'appliquer à la cérémonie publique de la messe comme à toutes les réunions publiques ; — En fait : — Attendu qu'il y a lieu de rechercher en fait si les caractères d'une réunion publique se rencontrent dans les circonstances qui nous occupent ; — Attendu que la cérémonie à l'issue de laquelle le commissaire de police d'Auxerre a dressé procès-verbal à l'abbé Pinçon, archiprêtre de la cathédrale, et à son premier vicaire, l'abbé Deschamps, présente ces caractères, et que tous les deux l'avaient organisée en collaboration, se distribuant les rôles l'un pour officier à l'autel, l'autre pour parler du haut de la chaire ; — Qu'en effet, il a été constaté dans le procès-verbal que, environ 300 personnes assistaient à la messe ce jour-là ; que l'abbé Deschamps, officiant à l'autel, se tournait quelquefois vers les assistants, prononçait des paroles en latin auxquelles ceux-ci répondaient ; que l'abbé Pinçon est monté en chaire et a lu un mandement de l'archevêque de Sens contre la loi de séparation, l'a commenté en indiquant aux assistants que ce mandement était les instructions du pape, recommandant de ne se soumettre qu'à la force pour l'évacuation des presbytères, et critiquant les citoyens qui avaient fait des déclarations pour certaines églises ; donnant ensuite aux fidèles les instructions et la conduite à suivre en la circonstance ; qu'enfin le procès-verbal constate que les portes de l'église étaient ouvertes

et que le public pouvait y accéder librement; — Attendu que l'on peut même ajouter qu'il y a eu, dans ce dernier fait de l'abbé Pinçon, de monter en chaire, de lire un mandement, de commenter la loi de séparation et de donner des instructions aux assistants « une conférence » au sens de l'article 4 de la loi du 30 juin 1881; — Attendu qu'il est incontestable qu'il y a eu coopération des deux abbés pour organiser cette réunion à l'église cathédrale ce jour-là; — Attendu, dans ces circonstances, que l'abbé Pinçon et l'abbé Deschamps, invités à justifier qu'ils avaient fait la déclaration exigée par l'article 2 de la loi du 30 juin 1881, ont répondu négativement; — Que, dès lors, la contravention existe pour chacun d'eux; — Attendu, toutefois, que nous puissions aux débats et dans la cause des circonstances atténuantes nous permettant l'application de l'article 463 en faveur des prévenus, que tout nous porte à croire qu'ils n'ont agi que d'après des ordres reçus de leurs chefs. — Par ces motifs : — Statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort par jugement en simple police; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 1905; — Vu les articles 2 et 10 de la loi du 30 juin 1881; — Vu l'avis du Conseil d'Etat en date des 25 et 31 octobre 1906; — Vu les articles 464, 465, 467 du Code pénal; — Disons que l'abbé Pinçon, archiprêtre de la cathédrale d'Auxerre, et son premier vicaire, l'abbé Deschamps, ont contrevenu aux dispositions qui précèdent; — Et en vertu des articles précités dont nous donnons lecture;... — Et l'article 466 portant : « les amen-

« des pour contravention pourront « être prononcées depuis 1 franc « jusqu'à 15 fr. inclusivement; » — Attendu que l'article 463 du Code pénal est applicable en vertu de l'article 11 de ladite loi du 30 juin 1881; — Condamnons l'abbé Pinçon et l'abbé Deschamps, chacun à 1 franc d'amende; — Fixons au minimum la durée de la contrainte par corps s'il y a lieu; — Les condamnons en outre en tous les dépens. »

Observations. — L'abrogation du Concordat et de toutes les lois antérieures relatives au culte et l'absence de formation d'associations cultuelles ont eu pour conséquence le placement sous le régime du droit commun de toutes les réunions relatives au culte. Les Assemblées de fidèles en vue de la célébration des cérémonies religieuses sont bien des réunions et ces réunions sont bien publiques, puisqu'elles sont accessibles à tout venant. Or la législation de droit commun, en matière de réunions publiques, est constituée par la loi du 30 juin 1881. Nous voyons, en effet, dans l'article 2 de cette loi, qu'elle s'applique à « toutes » les réunions publiques. Quant à l'article 4 de la dite loi, voici comment nous le comprenons : toute réunion publique devra être précédée d'une déclaration; il ne sera nécessaire de mentionner dans la déclaration le but de la réunion que si cette réunion doit comporter une conférence ou une discussion contradictoire, ou constituer une réunion électorale. Nous devons reconnaître d'ailleurs que la question est très controversée en jurisprudence. Voir

dans le sens de la décision ci-dessus rapportée : Trib. de simp. pol. de la Ferté-Bernard, 17 décembre 1906, Trib. de simp. pol. de Dax, 11 et 14 janvier 1907, Trib. de simp. pol. d'Aurillac, 19 janvier 1907, DÉCISIONS 1907, p. 29, 31 et 32. — Voir en sens contraire, Trib. de simp. pol. de Joigny, 17 décembre 1906, Trib. de simp. pol. de Sotteville-lès-Rouen, 19 janvier 1907, DÉCISIONS 1907, p. 34 et 35.

Justice de paix du canton de Vertou
(Loire-Inférieure)

Président : M. ROBERT, juge de paix.

21 mars 1906.

Mutualité scolaire. — Société. — Loi du 1^{er} avril 1898. — Exclusion d'un membre du bureau. — Propos de nature à nuire à la considération du demandeur — Dommages-intérêts.

Le fait par un membre d'une société mutuelle scolaire de provoquer la destitution ou la démission d'un membre du Conseil d'administration par des propos tenus en séance publique et de nature à nuire à la considération de ce membre, donne ouverture au profit de ce dernier à une action en réparation du dommage causé.

Il appartient au juge saisi de la contestation d'apprécier le dommage réellement causé et de réduire sensiblement la réparation demandée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance, les articles 6, § 3, de la loi du 12 juillet 1905, 1382, 1383, 1384 et suivants du Code civil, 253 du Code de pro-

cédure civile, la loi du 1^{er} avril 1898, les pièces versées aux débats, les parties ou leurs avocats entendus dans leurs moyens, explications et conclusions. — En fait : — Attendu que, suivant exploit de M^e Chéneau, huissier à Vertou, en date du 12 février 1906, enregistré, le sieur Couprie a fait citer devant nous le sieur Lerat, président de la Société de mutualité scolaire de Vertou, pour l'y faire condamner en trois cents francs de dommages-intérêts, en raison de certains propos diffamatoires que celui-ci aurait tenus sur la personne du demandeur, le 19 novembre 1905, au cours d'une réunion générale de la Société, à laquelle le public était spécialement convoqué ; — Attendu que, pour justifier sa demande, le sieur Couprie invoque encore : 1^o Que les propos reprochés le dénonçant comme n'ayant pas payé ses cotisations et ne faisant plus partie, dès lors, de la Société, conformément à l'article 7 des statuts, auraient été suivis d'un vote d'exclusion ; — 2^o Que ce vote absolument abusif aurait été fait à mains levées, sans distinction de la qualité de sociétaire ou non, des personnes y ayant pris part ; — 3^o Que cette mesure aurait revêtu un caractère particulier de déconsidération pour lui — instituteur public — ses élèves ou leurs parents y ayant été mêlés ; — Attendu que, de son côté, le sieur Lerat soutient que Couprie n'est pas fondé à se plaindre d'un événement que lui seul a provoqué — par le non-paiement de ses cotisations — par son indifférence calculée, ou non, au regard des intérêts de la Société — par le mandat qu'il avait donné au doc-

teur Fillion d'interpeller, ce jour-là, le président au sujet de sa non-convocation à la réunion ; — Que Lerat ajoute encore que ce n'est que sur cette interpellation qu'il fut amené — sans aucune préméditation de sa part — à s'expliquer et à déclarer que si Couprie n'avait pas reçu de convocation (« mesure dont il revendiquait toute la responsabilité »), c'est qu'ayant suspendu le paiement des cotisations de sa jeune fille presque aussitôt après son inscription dans la Société, « il » était rayé des cadres de celle-ci, conformément à l'article 7, § 2, des statuts ; — que, dans ces conditions, n'étant plus membre participant, n'étant plus davantage membre honoraire, n'étant pas directeur d'école publique, il ne pouvait plus faire partie du Conseil d'administration ; — Que c'est donc sans autre intention malveillante qu'il avait — sur l'invitation d'un membre du bureau — saisi les sociétaires réunis du cas de Couprie, et sa radiation sanctionnée par un vote de l'assemblée, lui avait fait nommer un remplaçant ; — Et, ces faits exposés ; — Attendu qu'il ne s'agit plus que de rechercher, avant dire droit aux parties, si le président Lerat est resté en la circonstance dans la légalité de ses attributions et a observé la stricte exécution des statuts, dont il doit assurer la souveraine, mais juste application ; — Attendu tout d'abord, que de l'examen des statuts il ne résulte aucunement que Couprie ait pu jamais occuper légalement — pas plus que d'autres personnes se trouvant dans son cas — une fonction dans le bureau ; — Qu'en effet Couprie n'a jamais été ni membre participant,

ni membre honoraire, ni membre de droit de la Société ; que le vote qui l'a investi, à l'origine de la Société, des fonctions de membre du Conseil d'administration, n'a été pris et maintenu qu'au mépris de la lettre même des statuts ; — Qu'il résulte des articles combinés 1, 2, 3, 4, 6, 10, 14 et 19, que la Société ne comprend que deux catégories de membres — les « participants » et les « honoraires », parmi lesquels « sont pris les membres du Conseil ; — Que les membres participants sont ceux qui ont souscrit ou dont les parents (ou toute autre personne majeure) ont souscrit pour eux, l'engagement de se conformer aux statuts et qui profitent des avantages de la Société (art. 3) ; — Qu'ainsi les parents qui paient pour leurs enfants, sociétaires participants, ne sont pas eux-mêmes sociétaires, mais de simples représentants ayant bien, il est vrai, un droit réservé de vote, article 11, mais ne pouvant être éligibles au sens de l'article 10 ; — Que, dès lors, en acceptant Couprie dans le sein du bureau, le président de la Société mutuelle scolaire de Vertou et les membres de cette association ont outrepassé leurs droits et accordé à des personnes, non personnellement sociétaires, une situation anti-statutaire, qui ne pouvait faire ou n'aurait dû faire l'objet d'aucune confusion pour ceux-là mêmes qui ont mission d'appliquer, mais aussi de respecter scrupuleusement le règlement ; — Que, néanmoins, Couprie, non sociétaire, occupait dans le bureau de la Société une fonction pour une durée de quatre années, dont la révocation échappait aux motifs donnés par Lerat à la

réunion du 19 novembre 1905 ; — Attendu, par suite, qu'il est difficile de s'expliquer la conduite par trop légère, tenue par le président ou même par le vice-président Fillion à cette réunion ; — Qu'en acceptant, en effet, comme constant le prétendu mandat donné par Couprie au docteur Fillion, pour interpellier qui de droit sur sa non-convocation, ce dernier aurait dû faire observer tout de suite au président, lors de sa réponse à son interpellation, la précarité ou, pour mieux dire, la fausseté de son interprétation du règlement vis-à-vis de Couprie, laquelle interprétation comportait une double erreur de fait et de droit ; — Qu'en admettant encore et au surplus que ces administrateurs n'aient qu'imparfaitement la connaissance des statuts de leur Société, ils auraient dû, en la circonstance, user du droit dont ils se croyaient investis vis-à-vis de Couprie, avec plus de circonspection et de sagesse et non se laisser entraîner à des imputations rendues purement gratuites par leur inopportunité et à la provocation de mesures illégales, et dès lors absolument vexatoires ; — Que le principe si généreux et si louable qui découle de l'esprit de la mutualité, incorpore aux associations nombreuses qui en constituent l'admirable application un sentiment de profonde solidarité, d'affection commune, d'estime réciproque entre tous les membres de la grande famille mutualiste, et qu'il est pour le moins regrettable d'en constater parfois la méconnaissance par certaines personnes ; — Attendu que l'espèce dont nous sommes saisi constitue l'un des témoignages de cette fa-

cheuse exception ; — Attendu, en effet, que dès la formation de la Société de la Mutualité scolaire de Vertou, Couprie et Lerat, appelés aux mêmes fonctions d'administrateurs, n'ont pas su, comprenant la noblesse de leur mission, faire taire les ressentiments qu'ils pouvaient respectivement éprouver ; que Couprie n'a pas hésité de suspendre le paiement des cotisations de sa fille, ce qui était incontestablement son droit, tandis que de son côté Lerat n'attendait qu'une occasion favorable pour exclure Couprie de la Société, celui-ci n'ayant pas cru devoir, par sa démission de membre de bureau, sanctionner son attitude ou satisfaire certains désirs ; — Que Lerat a cru trouver cette occasion favorable le 19 novembre dernier dans l'interpellation de son vice-président Fillion, et qu'il s'est empressé de la saisir, sans en envisager les conséquences pour la dignité de cet instituteur public et sa dignité de président ; — Attendu qu'il résulte des débats et des documents produits que les propos tenus et reconnus par Lerat à la réunion du 19 novembre n'ont pas été spontanés ; qu'il connaissait avant la séance l'interpellation qui allait lui être faite ; qu'il pouvait en apprécier, dès lors, le bien ou le mal fondé et prendre les seules mesures qui lui étaient légalement et décemment permises : en référer au bureau de la Société ; mais qu'il a préféré en saisir irrégulièrement et abusivement les sociétaires et le public étranger assistant à la réunion dans le but évident de ridiculiser Couprie et de diminuer cet instituteur dans la considération de ses élèves et de leurs parents ; —

Qu'il ne faut pas perdre de vue, que bien que ne payant plus les cotisations de son enfant depuis le mois de février 1905, Couprie n'avait pas cessé de recevoir depuis cette date jusqu'au mois de novembre ses convocations de membre du conseil; qu'aucune mesure n'avait donc été prise jusque-là vis-à-vis de lui, par le bureau; — En droit: — Attendu que Lerat a, par les propos hors de circonstance et par suite délictueux qu'il a tenus dans la réunion publique du 19 novembre dernier, abusé de son droit de président et méconnu les devoirs à lui imposés par cette fonction; que la mesure d'exclusion prise, sur son invitation, par l'Assemblée à l'égard de Couprie, a été injustifiée et vexatoire, le demandeur ne tombant sous aucun des cas prévus par les statuts pour l'application de celle-ci; que ces faits trouvent bien leur prohibition légale dans les articles 1382 et 1383 du Code civil; — Attendu que la preuve offerte par Lerat n'est ni pertinente, ni admissible, celui-ci ayant reconnu les faits et ayant déclaré en assumer la responsabilité; que cette offre en preuve doit être écartée; — Attendu, en ce qui concerne la somme de dommages et intérêts demandée par Couprie, qu'elle nous paraît exagérée; que le seul souci et le seul désir que peut avoir le sieur Couprie doivent converger bien plus vers une réparation morale, à laquelle il a droit, que vers l'obtention d'une indemnité pécuniaire importante; que le juge a les éléments d'appréciation du préjudice matériel en les basant sur les pas, démarches, consultations d'avocat et autres menus frais, que la pré-

sente action a pu imposer au demandeur; — Par tous ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort; — Rejetons l'offre en preuve faite par Lerat, pour les raisons plus haut indiquées; — Et, faisant droit au fond, condamnons Lerat à payer, sans délai, à Couprie, la somme de cinquante francs à titre de dommages et intérêts, pour le préjudice matériel à lui causé; — Le condamnons en outre en tous les dépens. »

Observations. — Cette affaire paraît avoir soulevé plus que de raison, toutes les passions locales, bien qu'en réalité le litige n'ait porté que sur une question de dommages-intérêts basés sur des agissements et propos de nature à nuire à l'honneur et à la considération du demandeur. Nous n'avons pas à rechercher, pas plus d'ailleurs que le magistrat qui a eu à statuer dans cette affaire, si le sieur Lerat a ou non excédé ses pouvoirs, en provoquant l'exclusion du sieur Couprie, de la Société mutuelle scolaire. Ce qui est certain, c'est qu'il n'avait pas le droit d'employer, pour arriver à ce but, des moyens vexatoires, et de tenir des propos blâmables. Le jugement établit l'existence de ces moyens et de ces propos. C'est donc avec raison que le juge a condamné le défendeur à des dommages-intérêts d'ailleurs sagement réduits.

Justice de paix du canton de Froissy
(Oise).

Président : M. PANSIOT, licencié en droit,
juge de paix (1).

16 février 1906.

Bornage. — Haie vive. — Mitoyenneté
Borne légale.

Lorsque deux propriétés sont séparées par une haie vive et ancienne dont la mitoyenneté est reconnue par les parties, la haie délimite les deux propriétés et constitue une borne légale.

Dans ces conditions, l'article 646 du Code civil n'est plus applicable, et il y a lieu pour le juge saisi de rejeter la demande en délimitation et bornage intentée par l'un des voisins contre l'autre.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Lebesgue a fait citer le sieur Commelin à comparaître devant nous à l'effet de demander qu'il soit procédé à la délimitation et au bornage de leurs propriétés contiguës, sises à Farivillers, et séparées par une haie vive mitoyenne ; — Attendu qu'à cette demande Commelin oppose une fin de non-recevoir tirée de l'existence même de ladite haie ; — Attendu qu'on entend par bornes toute séparation naturelle ou artificielle qui marque les confins ou la ligne divisoire entre des propriétés limitrophes ; — Attendu qu'aux termes de l'article 646 du Code civil, tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës, c'est-à-dire à séparer leurs héritages par des bornes ; — Attendu que le bornage implique en conséquence deux opérations : 1° la délimitation,

pour rechercher et indiquer la ligne séparative des héritages ; 2° le placement des bornes, pour fixer et constater légalement cette ligne séparative ; — Attendu qu'en l'espèce il n'y a lieu de procéder ni à l'une ni à l'autre de ces opérations ; — Attendu, en effet, que les propriétés dont s'agit sont séparées par une haie vive et ancienne dont la mitoyenneté est reconnue par les parties ; — Attendu que cette haie délimite ainsi parfaitement les propriétés qu'elle sépare ; — Attendu qu'elle constitue, en outre, une borne légale (Cass., 2 novembre 1808) ; — Attendu qu'en fait l'usage local est de considérer comme tenant lieu de bornes la haie mitoyenne séparant deux héritages ; — Attendu que, dans ces conditions, l'article 646 du Code civil n'est plus applicable ; que la demande formée par Lebesgue contre Commelin doit donc être repoussée ; — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant publiquement, par jugement contradictoire, à charge d'appel ; — Déclarons purement et simplement non recevable la demande en délimitation et bornage formée par le sieur Lebesgue contre le sieur Commelin ; — Déboutons ledit sieur Lebesgue de sa demande et le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — C'est une question très controversable que celle de savoir si une haie mitoyenne entre deux propriétés constitue une borne légale et, par suite, fait obstacle à l'exercice de l'action en délimitation et bornage. On sait qu'une haie existant entre deux fonds limi-

(1) Actuellement à Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).

trophes est réputée mitoyenne. Mais ce n'est qu'une présomption, et il se peut que l'un des voisins conteste cette mitoyenneté et prétende que la haie lui appartient exclusivement. En ce cas, le litige soulève une véritable contestation de propriété, et par suite échappe à la compétence du juge de paix. Mais, si les deux parties sont d'accord pour reconnaître la mitoyenneté de la haie, elles reconnaissent par cela même implicitement que cette haie est la limite légale de leurs fonds respectifs. Il n'y a donc plus lieu à délimitation, et la haie sert de bornes. C'est ce que décide avec raison, croyons-nous, le jugement rapporté ci-dessus. Voir, au surplus, cette controverse longuement développée dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Bornage*, n^{os} 134 à 137.

Justice de paix
du canton de Ste-Marie-Siché (Corse).

Président : M. BOLELLI, juge de paix.

6 juillet 1904.

Action possessoire. — Commune. — Demande en maintenance possessoire d'un chemin. — Caractère de ce chemin. — Rejet de la demande.

L'action intentée par une commune en maintenance possessoire d'un chemin prétendu communal ne saurait être accueillie, lorsqu'il est établi par enquête ou toute autre preuve régulière, qu'il s'agit d'un chemin rural privé et d'exploitation.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

« NOUS JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance, les pro-

cès-verbaux d'enquête et de contre-enquête ; — Vu les lois du 25 mai 1838, article 6, numéro 1, et du 20 août 1881, articles 1 et suivants, et 33 et suivants ; — Vu les articles 2229 du Code civil, 23 du Code de procédure civile ; — Ouï les parties en leurs moyens et conclusions, vidant notre délibéré ; — Attendu que par exploit de l'huissier Tollinchi, le sieur Chiarelli (Paul), agissant en sa qualité de maire de la commune de Zigliara, a cité la veuve Federici (Anne-Marie), pour être maintenu en possession de jouissance d'un chemin public qui, partant de Zigliara, aboutit au ruisseau d'Alaga ; que la citée l'a troublé dans cette jouissance en élevant en travers de ce chemin, au lieudit Sarrale, un mur en pierre sèche qui a eu pour effet d'empêcher la libre circulation de quelques habitants de cette commune se rendant à leurs propriétés ; — Attendu que la défenderesse, par l'organe de son mandataire pré-nommé, commença par contester la publicité et la possession annales (par la commune) de ce chemin ; — Attendu que, dans ce cas spécial, la doctrine et la jurisprudence (Feraud-Giraud, *Traité des voies rurales publiques et privées*, t. 1^{er}, p. 67 et suiv. et autres auteurs ; Rapport de M. Maunoury à la Chambre des Députés ; Trib. civ. Amiens, 1^{er} mars 1890 ; Cass., 27 avril 1864 et 3 mai 1881 ; Caen, 4 janvier 1883), mettant cette preuve à la charge de la commune, le sieur Chiarelli ès-nom, demanda à administrer, par tous les moyens de droit, la double preuve de la publicité et de la possession de ce chemin, la preuve contraire réservée à la demanderesse ; — En ce qui concerne la publicité ;

— Attendu, en droit, que la loi du 20 août 1881, sur le Code rural, admet deux catégories de chemins ; les chemins publics ruraux qui n'ont pas été classés comme chemins ruraux, et les chemins ruraux privés ou d'exploitation (loi du 20 août 1881, articles 1^{er} et 33) ; — Attendu que les premiers de ces chemins sont présumés appartenir à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés, s'ils sont affectés à l'usage du public ; que l'affectation d'un chemin communal à l'usage du public peut s'établir notamment par la destination de ce chemin jointe soit au fait d'une circulation générale et continue, soit à des actes réitérés de surveillance et de voirie de l'autorité municipale (*Ibid.*, art. 2 et 3) ; — Attendu que cette affectation et cette publicité peuvent, en outre, et encore mieux, résulter des documents écrits tels qu'une ordonnance ancienne maintenant les habitants dans la possession et jouissance de ce chemin ; du livre terrier, des plans et enquêtes (Cass., 28 mai 1883) et enfin des arrêtés de reconnaissance ou de classement pris par la Commission départementale sur la proposition du préfet, après enquête publique dans les formes prescrites par l'ordonnance du 9 septembre 1835, et sur l'avis du Conseil municipal (*Ibid.*, art. 4) ; qu'il en est autrement des chemins de la deuxième catégorie (chemins ruraux privés ou d'exploitation) qui appartiennent aux propriétaires riverains ; — Attendu, en fait, que la commune de Zigliara ou son représentant n'a produit aucun des documents énumérés plus haut pour prouver la publicité de ce chemin, n'a fait entendre que des témoins

intéressés dans le procès (les riverains du chemin), et, par conséquent, reprochables dans ce sens qu'ils avaient un intérêt particulier à ce que la commune plaidât et gagnât pour eux un procès qu'ils auraient dû entreprendre eux-mêmes comme propriétaires de ce chemin ; — Attendu qu'il résulte, au contraire, de la visite des lieux que l'affectation de ce chemin à l'usage du public, n'est ni générale, c'est-à-dire exercée par la généralité des habitants, ni continue, c'est-à-dire avoir lieu d'une manière non accidentelle et ne permettant pas de supposer qu'elle est le résultat d'une pure tolérance (circ. min., 27 août 1881, art. 2) ; — Attendu que le dit chemin ne relie ni la commune de Zigliara à une autre commune, ni le chef-lieu de la même commune (Zigliara) à un ou plusieurs des hameaux qui la composent ; qu'il ne met non plus en communication, une voie vicinale à une autre voie de la même nature, ni donne accès à l'église, au cimetière, à la mairie, à l'école, à une fontaine publique, ni, plus généralement, à un lieu affecté à l'usage de la vie publique ; — Attendu que ce chemin, partant du lieudit Sarrale, aboutit tout simplement à cet autre lieudit Alaga et aux propriétés privées dénommées San-Simeoni, Pazzala, Salicajo, Mascarello, Colombaccio, etc. ; qu'il n'y a, sur son parcours, aucune habitation et qu'au surplus la commune n'a jamais fait sur ce chemin (du moins sur la lisière du terrain qui, partant de l'angle nord-ouest du jardin de la défenderesse, longe le mur de clôture de ce jardin), aucun acte de surveillance ou de voirie, sauf en

1896, où le maire voulant faire exécuter des travaux de prestation, au point qui fait l'objet du procès, en fut empêché par la dame Federici, qui l'obligea à se retirer avec les prestataires qu'il surveillait ; — Attendu, en conséquence, qu'un pareil chemin (le chemin qui part de Sarrale et aboutit à Alaga et à Palicajo, etc., etc.), ne servant qu'à la circulation nécessitée par l'exploitation des propriétés voisines, rentre dans la classe des chemins et sentiers d'exploitation dont s'occupe, comme il est dit plus haut, l'article 33 de la loi susvisée) et si aucun titre n'est produit, est présumé appartenir aux propriétaires riverains, chacun en droit soi (Pau, 6 décembre 1886) ; que dans ces conditions, la commune ne devait pas entamer un tel procès qui ne concernait que les propriétaires riverains ou intéressés, les autres habitants de la commune étant indifférents à la conservation ou à la suppression d'un tel chemin ; — En ce qui concerne la possession : — Attendu qu'il résulte non seulement des témoignages des contre-enquêtes que la défenderesse et sa famille ont fait acte de propriété à plusieurs reprises, soit en empêchant le maire et les prestataires de continuer à travailler au lieu de la contestation, soit en y faisant des dépôts de bois, soit, enfin, en creusant et en curant sans cesse le fossé qui longeait le mur de clôture du jardin et aboutissait au point contesté (voir dans le procès-verbal d'enquête, les dépositions des 1^{er}, 2^e et 3^e témoins ; voir également la déposition du 5^e témoin au procès-verbal du supplément d'enquête) ; — Attendu que les témoins des deux contre-enquêtes

ne font que corroborer les dépositions de ces quatre témoins de ces deux enquêtes ; qu'ils renchérissent même sur ces témoignages en ajoutant que la fille de la défenderesse, en 1896, s'est opposée à la continuation des travaux de la prestation, dès que les prestataires, surveillés par le maire lui-même, voulaient travailler sur le tronçon du chemin (à l'angle nord-ouest de son jardin) qui fait aujourd'hui l'objet de la contestation ; — Attendu qu'ils disent, en outre, qu'il y a d'autres chemins qui conduisaient de Zigliara à Alaga ; qu'ils ont vu, eux aussi, comme quelques témoins de l'enquête, un fossé le long du mur de clôture du jardin des Federici, et un tas de fagots de bois déposé par eux au travers de la lisière que le maire de Zigliara prétend être la continuation du chemin de Sarrale ; que d'après ces mêmes témoins le fossé n'a été creusé et le bois n'a été déposé aux endroits sus-désignés que pour empêcher le passage des piétons et des bêtes de somme ; — Attendu qu'à ces divers actes de propriété exercés par la famille Federici il s'en ajoute d'autres plus caractéristiques encore du bien-fondé des prétentions des Federici ; — qu'en effet, le témoin, Torre (Joseph-Antoine), dépose qu'en 1894, il a donné à Federici (Bernardin), fils de la demanderesse, une certaine quantité de pierre dont le dit Federici se servit pour élever un mur ou un barrage au lieu de la contestation ; que ce même témoin ajoute que, plus tard, il est arrivé sur les lieux litigieux et a vu que ce barrage existait toujours au même endroit ; — Attendu que les témoins Chiarelli, Maternati et Fe-

derici (Antoine) et Lovichi (Marc) ont vu, à différentes époques, le point litigieux barré avec de grosses branches d'arbres par la famille Federici ; — que ce dernier témoin, Lovichi (Marc), ajoute même qu'un jour, il voulait passer par l'endroit qui fait l'objet du présent procès et que feu Federici (Paulin), mari de la défenderesse le força à rebrousser chemin ; — Attendu que les deux choses nécessaires pour faire acquérir la possession, c'est-à-dire la préhension de la chose et la volonté de la conserver (Cass., 17 juin 1862) se rencontrent dans les faits réitérés par la famille Federici jusqu'au trouble de droit ; en d'autres termes, jusqu'au jour où elle a été citée par le maire de Zigliara, agissant en cette qualité ; — Attendu que ces faits que le Tribunal ne doit pas perdre de vue sont ceux énumérés plus haut, tels que le renvoi des prestataires, le creusement et le curage du fossé, le dépôt de bois, les barrages en bois et en pierres effectués à l'endroit contesté, c'est-à-dire à l'angle nord-ouest du jardin Federici et le long du mur de clôture de ce jardin ; que ces divers obstacles élevés par la défenderesse et sa famille ont eu pour effet d'obliger quelques habitants de Zigliara, toutes les fois qu'ils allaient à leurs propriétés respectives ou qu'ils en revenaient, de passer par d'autres chemins connus sous le nom de Campanile, ou de passer, du moins, par le point opposé à l'angle nord-ouest du jardin Federici et du côté de la maison Pierre Pozzo-di-Borgo ; — Attendu que, d'après certains témoins des enquêtes et des contre-enquêtes, les chemins de Campanile et de Chiesaingin étaient

publics, autrefois praticables et fréquentés par les habitants de Zigliara, que le témoin Chiarelli (Sébastien), plus que septuagénaire, a entendu dire dans sa jeunesse par les vieux du village, que le chemin dit Campanile était un chemin public, que le témoin Costa (Antoine), plus âgé que le précédent, dit que ce chemin était compris au nombre des chemins publics de la commune, et qu'il était réparé par la voirie vicinale au moyen des journées de prestations ; que si ces deux chemins (Campanile et Chiesaingin) qui partant de Zigliara aboutissent comme celui de Sarrale, à Alaga, San-Simeone, Salicajo, etc. ; que si ces deux chemins, disons-nous, étaient deux chemins publics ruraux, selon la définition des articles 2 et 3 de la loi du 20 août 1881, la commune de Zigliara a à s'imputer le tort de ne pas les tenir en bon état de viabilité ; — Attendu enfin que la possession et la jouissance du chemin dit Sarrale par la commune de Zigliara ou plutôt par quelques-uns de ses habitants ne réunit pas les qualités que doit avoir la possession à l'effet de prescrire selon les dispositions des articles 2229 du Code civil et 23 du Code de procédure civile, puisqu'elle n'a été ni continue, ni paisible, ni générale ; — Attendu qu'il en est autrement de la possession de la défenderesse, qui, sans s'occuper de la publicité et de la possession du chemin Sarrale, ne conteste à la commune que le tronçon ou la lisière du terrain qui, partant de l'angle nord-ouest de son jardin, longe au nord le mur de clôture de ce jardin sur une longueur de quelques mètres ; que c'est cette lisière que le maire de

Zigliara, ès-nom, prétend être la continuation et le prolongement du chemin de Sarrale ; et que la défenderesse revendique comme sienne, l'ayant toujours possédée publiquement et *animo domini* et en ayant joui paisiblement jusqu'au jour du trouble de droit, soit en y creusant un fossé, soit en y déposant du bois, soit, enfin, en y élevant des obstacles de toutes sortes pour empêcher le passage des hommes et des animaux ; — Par ces motifs : jugeant contradictoirement et en premier ressort, tous droits et moyens des parties réservés au pétitoire, disons que ce chemin de Sarrale, notamment la lisière litigieuse, n'est pas un chemin public rural, mais bien un chemin rural privé ou d'exploitation ; — Déclarons la commune de Zigliara mal fondée à en revendiquer la publicité et la possession ; la déboutons de son action contre la veuve Federici ; maintenons celle-ci en la possession et jouissance de la lisière de terrain qui longe au nord le mur de clôture de son jardin ; — Condamnons la commune de Zigliara à tous les dépens ».

Observations. — Jugement un peu longuement motivé, mais exact en fait et en droit. Nous avons déjà eu occasion de rapporter des décisions en ce sens. Des faits relatés dans la sentence, il résultait : 1° Que le chemin litigieux était un chemin rural privé ou d'exploitation ; qu'il était donc susceptible de propriété et de possession privée ; 2° Que la commune n'avait pas fait acte de possession, puisque même elle ne l'entretenait pas. Dans ces conditions, la commune demanderesse n'était à aucun titre, fondée à réclamer sa maintenance possessoire.

MARS 1907.

Justice de paix du canton de Bellême
(Orne).

Président : M. BESNARD, juge de paix,
capacitaire en droit.

7 février 1907.

Fabrique d'église. — Cultes. — Emprunt sans autorisation. — Responsabilité des fabriciens. — Faute.

Lorsque les membres d'un conseil de fabrique ont contracté en cette qualité un emprunt sans autorisation régulière, ils ne sauraient, à moins d'une garantie spéciale et formelle par eux donnée ou d'une faute démontrée contre eux, être tenus personnellement au remboursement du montant de cet emprunt.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demande de Chaline a pour but d'obtenir contre Tessier et de Vigan, le paiement d'une somme totale de 666 fr. 66, à la charge de chacun d'eux pour moitié, soit 333 fr. 33 ; — Attendu qu'à l'appui de sa demande, Chaline a produit une reconnaissance sous-seing privé, en date, à Damemarie, du 25 septembre 1897, enregistrée, laquelle, selon lui, justifie son droit ; — Attendu que cette reconnaissance est ainsi conçue : « Nous, soussignés, « membres du conseil de fabrique « de Damemarie, reconnaissons de « voir à Edmond Chaline, garde au « château de Feugerets, commune « de la Chapelle-Souëf, la somme de « deux mille francs, laquelle somme « lui a été empruntée pour couvrir « le trésorier de la fabrique des avan- « ces faites pour la réparation du « presbytère. Cette somme est rem-

« boursable par cinq cents francs, « à la volonté des membres du conseil de fabrique, mais on devra « prévenir le créancier trois mois à « l'avance pour lui faire ce versement. Cette somme sera productive d'intérêt au taux de 4 et demi « pour 100, payable chaque année. « Fait à Damemarie le 25 septembre « 1897. » Suivent les signatures : « de « Vigan, Deshayes, Deslandes, curé, « Tessier, Leprince, Lunel » ; — Attendu qu'après avoir fait développer ses moyens par l'organe de M^e Verbègue, Chaline persiste dans les fins de sa demande et se résume à soutenir que l'engagement personnel des défendeurs résulte du texte même de la reconnaissance, et qu'à raison de leur faute, la responsabilité de ces derniers ne peut être contestée ni en droit, ni en fait ; — Attendu que, de leur côté, Tessier et de Vigan, par l'organe de M^e Lechartier, soutiennent qu'ils n'ont signé la reconnaissance litigieuse qu'en qualité de membres de la fabrique ; que cette reconnaissance ne contient aucun engagement personnel de leur part ; qu'en outre, ils n'ont commis aucune faute de nature à engager leur responsabilité et demandent leur renvoi de l'action sans dépens ; — Attendu qu'il y a lieu de rechercher la valeur des griefs que se font réciproquement les parties ; que les débats et les conclusions les ont précisés d'une façon nette, et que c'est dans les principes de droit tirés du mandat et de la responsabilité, que nous devons nous placer pour les apprécier utilement et par cela même déterminer la nature des engagements, c'est-à-dire le titre en vertu duquel les défendeurs sont aujourd'hui

poursuivis ; — Attendu que comme mandataire légal, institué par le décret du 30 décembre 1809, formant une réorganisation entièrement nouvelle et abrogeant implicitement l'ordonnance du 31 janvier 1690, et aux termes des articles 12 et 42 combinés du décret précité, le conseil de fabrique ne peut emprunter, ni faire de réparations ou autres, au delà de 50 ou de 100 fr., suivant l'importance des localités ; qu'il est stipulé comme conclusion finale à l'article 12 dudit décret, que l'administration des biens de fabrique est assimilée à celle des biens de mineurs ; — Attendu qu'en contractant un emprunt de 2000 fr. de Chaline, les membres de la fabrique ont ainsi excédé les limites légales de leur mandat ; qu'en effet, il est hors de doute que le revenu brut de la fabrique était surpassé ; que dans ces circonstances, si le mandataire n'oblige pas le mandant, dans l'espèce la fabrique, envers les tiers avec lesquels il traite, il importe de savoir s'il s'oblige du moins personnellement ; — En droit : — Attendu que la loi distingue : si le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, il n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au delà, s'il ne s'y est personnellement soumis ; — Qu'ainsi, le mandataire qui a excédé les limites de son mandat est obligé dans deux cas : 1^o s'il s'est personnellement soumis à la garantie, par exemple, s'il s'est porté fort pour le mandant qui refuse de ratifier ; 2^o s'il n'a pas donné au tiers avec lequel il a traité, une connaissance suffisante de ses pouvoirs, de telle sorte que celui-ci

ait pu croire que les limites du mandat n'étaient pas dépassées; que, dans ce cas, le mandataire a ainsi, par sa faute, induit le tiers en une erreur préjudiciable dont il est juste de lui faire personnellement supporter les conséquences; qu'il n'y a plus rien au contraire à reprocher au mandataire quand il a suffisamment renseigné celui avec lequel il a traité sur la nature de ses pouvoirs, parce qu'alors, enseignent les auteurs, ce tiers s'est trouvé à même de voir et d'apprécier l'instabilité du contrat dans lequel il s'engage en stipulant avec un mandataire dont les pouvoirs ne sont pas suffisants; que s'il n'a pas exigé un engagement personnel, il n'a pu traiter que dans l'espoir d'une ratification, qu'il ne dépend pas du mandataire de lui faire obtenir, et du défaut de laquelle celui-ci ne saurait par suite être tenu; qu'il convient donc de rechercher si les défendeurs ont engagé leur responsabilité; — En fait : — Attendu que dans la reconnaissance litigieuse les souscripteurs, au nombre incomplet de six, se déclarant, ce qui est exact, membres de la fabrique de l'église de Damemarie, et comme tels ses mandataires légaux, se sont en cette qualité reconnus débiteurs envers Chaline d'une somme principale de 2000 francs causée pour prêt et destinée, disent-ils, ce qui a eu lieu effectivement, à rembourser semblable somme qui était due à l'un d'eux, le sieur Tessier, défendeur, pour avances que ce dernier avait faites à la fabrique en raison des travaux de réfection effectués au presbytère; que les fonds empruntés ont bien reçu cette destination; — Attendu qu'ayant stipulé dans les

termes qui viennent d'être stipulés : *nous, soussignés, membres de la fabrique*, les souscripteurs avaient donné connaissance suffisante à Chaline de l'étendue de leurs pouvoirs, résultant du décret précité; qu'il ne tenait qu'à lui, Chaline, de le consulter et qu'alors il y aurait vu que les membres de la fabrique avaient dépassé les limites légales de leur mandat; que ne l'ayant pas fait, Chaline ne peut s'en prendre qu'à lui-même s'il éprouve des difficultés pour obtenir le remboursement intégral de sa créance; que les défendeurs n'ont donc commis dans cette partie de leur mandat aucune faute dont ils doivent aujourd'hui supporter les conséquences; — Attendu, en outre, que les défendeurs ne se sont pas soumis personnellement à la garantie du remboursement de la créance de Chaline; qu'ils n'ont fait aucune stipulation de ce genre, aucune promesse de ratification; qu'en un mot, nous ne trouvons rien dans la formule de reconnaissance qui soit de nature à engager les défendeurs sur leurs biens personnels; que le juge appelé à interpréter le sens que les parties ont voulu donner à leurs conventions, se trouve, dans les circonstances de la cause, conduit à décider que l'idée à laquelle les parties avaient avant tout obéi, était bien celle d'obliger la fabrique, et non elles-mêmes personnellement; que la preuve de ce fait va encore résulter surabondamment du complément de motifs énoncé plus loin; — Attendu que la jurisprudence sur la matière se résume au principe suivant nettement formulé : « Que les membres d'une fabrique ne sont pas personnellement responsables d'un emprunt

« irrégulièrement contracté en dehors d'une faute dans les termes « du droit commun »; — Or, attendu que le seul fait révélé par les débats, établissant que le conseil de fabrique n'avait pas tenu Chaline au courant des difficultés, antérieures au prêt, qu'il avait eues avec la préfecture à l'occasion du refus d'approbation de deux devis qui avaient été présentés, ne suffit pas par lui-même, à défaut de la preuve de manœuvres dolosives employées, de nature à dissimuler l'irrégularité des conditions du prêt, à vicier ainsi le consentement de Chaline et donner lieu à son profit à l'application de l'article 1382 du Code civil; — Qu'il était en effet très facile à ce dernier de se renseigner utilement, notamment à la préfecture, sur le point de savoir si la fabrique était régulièrement autorisée à contracter un emprunt; que n'ayant pas pris cette précaution, Chaline s'est montré peu soucieux de s'assurer la garantie de tout repos de sa créance; qu'il ne peut donc, dans ces circonstances, faire un grief à ses adversaires s'ils ont, ce qui n'est pas établi, gardé le silence sur leur défaut d'autorisation, alors qu'il n'est révélé à leur charge aucun grief de la nature de ceux qui viennent d'être indiqués; — Attendu qu'il résulte des débats que, depuis le 25 septembre 1897, Chaline s'est toujours adressé directement au trésorier de la fabrique, et non à ses débiteurs, pour recevoir les intérêts du capital qui lui était dû; — Qu'en outre, lors de l'application de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, et au moment de la confection de l'inventaire, Chaline s'est encore adressé au receveur des domaines, et l'a requis

de constater, ce qui a été fait, qu'il était créancier personnel de la fabrique pour une somme de 2000 fr.; que tous ces faits rapprochés de la formule de reconnaissance sont l'interprétation la plus évidente que l'on puisse trouver et justifient plus qu'à suffire que Chaline a toujours considéré que la fabrique de l'église était sa seule débitrice; — Attendu que c'est seulement après la mise sous séquestre des biens des fabriques que Chaline a pensé pour la première fois à s'adresser aux défendeurs pour les contraindre personnellement à acquitter les deux sixièmes leur incombant dans la dette contractée dans les circonstances qui viennent d'être indiquées; mais que cette prétention, par les motifs qui viennent d'être déduits, ne saurait être accueillie; — Attendu que les paiements effectués par quatre des signataires qui s'y sont crus obligés, ne peuvent avoir aucune influence sur la présente décision à l'égard des deux défendeurs restés seuls sur l'action; — Attendu que les défendeurs réussissant dans leurs prétentions, il devient inutile de leur donner acte de ce que dans l'hypothèse d'une condamnation, ils font les plus expresses réserves contre le représentant de l'ancienne fabrique de l'église de Damemarie; — Attendu que toute partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Disons autant non recevable que mal fondée la demande de Chaline contre de Vigan et Tessier, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Aux termes de

l'ordonnance royale du 31 janvier 1690, en cas d'emprunt irrégulièrement contracté, les membres du conseil de fabrique étaient personnellement responsables du remboursement de l'emprunt. On a soutenu en doctrine et en jurisprudence que l'ordonnance de 1690, en dépit de la suppression, en 1792, des conseils de fabrique, et en dépit de la législation nouvelle édictée en vue de les régir, lors de leur rétablissement en 1800, était toujours en vigueur. Voir en ce sens *Traité de l'Administration temporelle des paroisses*, par M^{re} Affre, 2^e édit., p. 148; *Code des fabriques et de l'Administration paroissiale*, par de Champeaux, II, p. 103; Trib. civil d'Orléans, 23 juin 1828, et Cour d'appel d'Orléans, 2 mars 1829, D. R., v^o *Culte*, n^o 607. Mais cette opinion paraît aujourd'hui abandonnée. Et, comme dans la décision ci-dessus rapportée, que nous approuvons pleinement, on reconnaît qu'en cas d'emprunt contracté sans autorisation par les membres d'un conseil de fabrique, le prêteur n'a d'action directe en remboursement contre les fabriciens que s'il justifie d'un engagement personnel par lequel ces derniers se seraient portés caution du prêt consenti à la fabrique ou que s'il établit l'existence d'un délit ou d'un quasi-délit dont il aurait été victime de la part des fabriciens. Voir, en ce sens : D., R., v^o *Culte*, n^o 533; Lyon, 13 janvier 1888, G. P., 1888, I, 788; Cass., 19 novembre 1889, G. P., 1889, II, 687.

Justice de paix du canton de Trouville (Calvados).

Président : M. PRESSUROT, juge de paix.

24 septembre 1906.

Accident du travail. — Frais de maladie. — Chirurgien. — Hospice. — Prescription.

Les demandes en indemnité pour accidents du travail se prescrivent par un an, à partir du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge de paix.

Cette prescription s'applique au règlement des frais médicaux et pharmaceutiques.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le docteur X... fait citer devant le juge de paix M. R... en paiement de 80 francs pour honoraires, pour une opération qu'il pratiqua à la fin de septembre 1904, à l'hôpital de Trouville, sur le sieur Charles D..., ouvrier victime d'un accident du travail.

Le docteur X... explique que, chirurgien des hôpitaux de Paris, il a, depuis quelques années, accepté de prêter son concours à la ville de Trouville, et ce, à titre purement gratuit, mais cela pour les seuls malades indigents; que pour les autres, les malades payants amenés à l'hôpital et qu'on lui demande d'opérer, il a droit à ces honoraires.

Qu'en l'espèce, à la suite de l'accident dont fut victime, le 4 mai 1904, Charles D..., ouvrier couvreur, au service de R..., entrepreneur de travaux de couverture, cet ouvrier fut amené à l'hôpital où il reçut les soins de médecins de service; mais des complications étant survenues

dans l'état du blessé, il dut pratiquer une opération des plus délicates.

Et comme aux termes de la loi sur les accidents du travail, le patron est responsable des frais médicaux, il réclame aujourd'hui à R..., patron du blessé, le montant de ses honoraires, soit 80 francs.

Maître R..., avoué, réplique, au nom du défendeur, qu'il se refuse à payer la somme réclamée, parce qu'ayant acquitté entre les mains du receveur municipal la note qui lui fut présentée des frais d'hospitalisation de son ouvrier blessé, il est, aux termes de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, entièrement libéré par le paiement des frais d'hospitalisation, et qu'au surplus R... n'ayant ni commandé, ni choisi le docteur X..., celui-ci est sans qualité pour intenter la présente action, que seule la Commission administrative de l'hôpital de Trouville aurait pu introduire. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'article 2272 du Code civil et la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail; — Attendu que le docteur X..., chirurgien des hôpitaux, réclame à R..., entrepreneur de couverture, une somme de 80 francs, pour une opération pratiquée et des soins donnés à D..., son ouvrier, victime le 4 mai 1904 d'un accident de travail; que l'enquête sur cet accident fut close le 20 février 1905; — Attendu qu'aux termes de l'article 18 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, les actions en indemnité de travail se prescrivent par un an, à partir du

jour de l'accident, ou de la clôture de l'enquête du juge de paix; — Que cette prescription annale, qui est d'ordre public, couvre le patron de toutes les actions issues du risque professionnel, aussi bien de l'action principale en paiement de l'indemnité, que de l'action accessoire en règlement des frais médicaux et pharmaceutiques; — Par ces motifs et statuant en dernier ressort; — Disons mal fondée la demande du docteur X..., l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solution conforme à la législation sur la matière. Voir, sur cette question, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 5^e édit., v^o *Accidents du travail*, n^o 256 et suiv.

Justice de paix du canton de Froissy
(Oise).

Président : M. Achille PANSIOT, licencié
en droit, juge de paix (1).

5 septembre 1906.

Action possessoire. — Réintégrande. — Fermier. — Cour. — Barrière. — Rejet de la demande.

Un fermier n'est pas recevable à intenter contre son bailleur une action possessoire pour trouble à sa possession, pas même l'action en réintégrande, alors surtout qu'il n'y a eu dans l'espèce aucune voie de fait ni violence.

Un droit de passage ne peut donner ouverture à l'action possessoire que s'il est fondé en titre.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

NOUS, JUGE DE PAIX, : — Vu notre cédule en date du 3 septembre 1906

(1) Actuellement à Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).

et l'exploit introductif d'instance en date du 4 septembre 1906 ; — Après avoir entendu les parties en leurs explications, dires, moyens respectifs et conclusions ; — En fait : — Attendu que Nédouchelle, fermier de Désesquelles, intente à ce dernier une action en réintégration basée sur ce fait que Désesquelles a établi dans l'une des cours des lieux par lui loués une barrière qui met obstacle à l'exercice de certain droit de passage auquel prétend Nédouchelle ; — Attendu que Nédouchelle conclut à ce qu'il nous plaise dire et ordonner qu'il sera réintégré dans sa possession et jouissance dudit droit de passage et à cette fin condamner Désesquelles à démolir et enlever sa barrière ; — Attendu que Désesquelles répond qu'il n'a pas loué la cour dans laquelle il a établi une barrière ; qu'il conteste formellement le droit de passage auquel prétend son fermier ; qu'il n'a fait qu'agir en propriétaire, maître de son fonds ; — Attendu que Nédouchelle déclare qu'en effet, dans le bail consenti à son profit par Désesquelles suivant acte sous seings privés en date à La-Neuve-Saint-Pierre du 25 novembre 1899, enregistré à Froissy, le 6 janvier 1900, folio 59, case 3, il n'est parlé d'aucune cour, ni d'un droit de passage quelconque ; mais qu'il a néanmoins toujours joui de l'une et de l'autre ; que par le fait de Désesquelles, s'il n'est pas dépossédé quant à la jouissance de la cour, y ayant toujours libre accès par un autre passage (le passage de la halle), il est absolument empêché de contourner le manège de la batterie pour aller avec ses chevaux

de la grange à la halle et *vice-versa*, comme il était accoutumé de le faire avant l'établissement de la barrière dont il ne demande l'enlèvement qu'à l'effet de rentrer en possession de son droit de passage ; — En droit : — Attendu que l'action en réintégration peut être valablement intentée par celui qui ne possède qu'à titre précaire, tel qu'un fermier, lorsqu'il est victime d'un trouble *de la part d'un tiers*, mais que cette action ne peut pas être exercée par le locataire ou fermier CONTRE SON BAILLEUR ; — Attendu en effet que le contrat de louage ne fait pas disparaître le droit de propriété ; que, par suite, l'acte, même violent, du propriétaire fait seulement naître la question de savoir s'il a ou non violé la convention, c'est-à-dire les clauses du bail ; — Attendu que de ce chef il y a lieu de déclarer l'action de Nédouchelle irrecevable ; — Attendu en outre que l'action en réintégration suppose une *détention réelle* et ACTUELLE ; que le droit de passage n'est pas susceptible d'une détention de cette nature ; — Attendu que le fait de passage dont argue Nédouchelle, inefficace pour faire acquérir le droit de passage, est inefficace également pour constituer une possession de nature à motiver une action possessoire ; — Attendu que de ce chef encore il y a lieu de déclarer l'action de Nédouchelle irrecevable ; — Attendu que l'action en réintégration suppose en outre un acte agressif sur la personne ou sur le fonds même du plaignant qui mette en mouvement le droit de légitime défense et soit de nature à troubler dans une certaine mesure l'ordre et la paix publique (Cass., 5

mars 1828, 6 décembre 1854, 12 mai 1857, 28 octobre 1855 et 6 juillet 1887); — Attendu qu'il est impossible de trouver ce caractère dans l'œuvre pratiquée, dans l'espèce, par Désesquelles; — Attendu, au surplus, qu'il n'y a jamais ni violence, ni voie de fait, dans les actes accomplis par quelqu'un *sur son propre fonds*; — Attendu que de ce chef il y a encore lieu de déclarer l'action de Nédouchelle irrecevable; — Par ces motifs, statuant publiquement, par jugement contradictoire, à charge d'appel : — Déclarons purement et simplement irrecevable l'action en réintégration intentée par Nédouchelle contre Désesquelles; — Déboutons ledit Nédouchelle de sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solution exacte et conforme à une jurisprudence aujourd'hui constante. Voir dans le même sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Action possessoire*, n^{os} 85, 115 et 135, et aussi DÉCISIONS 1903, p. 45.

Tribunal de simple police de Lille (Nord).

Président : M. GOUBET, juge de paix.

2 février 1907.

Repos hebdomadaire. — *Louage de services.* — *Excuse.* — *Parenté.* — *Membre de la famille.* — *Employée non salariée.*

Doit être considérée comme une employée, et, comme telle, doit bénéficier du repos hebdomadaire la sœur d'un commerçant qui habite avec lui et sert les pratiques, alors même qu'elle ne toucherait aucun salaire et qu'elle serait seulement logée, nourrie et entretenue par son frère.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que la dame Vergely est poursuivie pour avoir contrevenu à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, en occupant dans ses magasins une employée le dimanche 2 décembre dernier; — Attendu que la prévenue, comme moyen de défense, prétend que la personne qui tenait le magasin, ouvert le jour où la contravention a été constatée, était sa sœur, M^{lle} Claye, âgée de dix-sept ans, qui, depuis longtemps, habite avec eux, n'est pas une employée dans le sens véritable du mot; qu'elle ne touche aucun traitement; qu'elle est seulement nourrie, logée et entretenue, comme le serait leur propre fille; — Attendu que le juge de police ne peut admettre d'excuse ni d'exception que celles qui sont inscrites dans la loi; — Qu'en conséquence nous devons considérer la demoiselle Claye, qui a été surprise un dimanche par l'inspectrice du travail au moment où elle vendait un chapeau à une cliente, comme l'employée de sa sœur et par suite soumise au repos hebdomadaire; — Par ces motifs, vu l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906, l'article 463 du Code pénal; — Condamnons la dame Vergely à une amende de 1 franc, avec circonstances atténuantes, aux dépens et au minimum de la contrainte par corps. »

Observations. — Le juge a usé là de son pouvoir souverain d'appréciation en fait pour décider, d'après les circonstances de la cause, que, dans l'espèce, la sœur du patron était, en réalité, employée à son

service, moyennant l'entretien, le logement et la nourriture. Il a bien été jugé par le Tribunal de simple police de Grenoble, à la date du 7 décembre 1906 (voir BULLETIN DES DÉCISIONS 1907, p. 38), que les membres de la famille d'un patron (ses père et mère, sa femme, ses enfants, gendres et belles-filles) travaillant et vivant avec lui n'étaient pas soumis à l'obligation du repos hebdomadaire. Mais, avant d'en décider ainsi, le Tribunal avait pris soin de constater en fait que le travail fourni par ces différents membres de la famille représentait non pas des services d'employés, mais bien un concours apporté à la gestion du patrimoine commun entre le patron et eux-mêmes. La décision ci-dessus rapportée et celle du Tribunal de simple police de Grenoble se concilient donc très bien entre elles.

Justice de paix du canton de Sommières
(Gard).

Président : M. FUMET, juge de paix.

8 décembre 1906.

Saisie-arrest. — Demande en validité.
Loi du 12 janvier 1895.

Un horloger qui s'est chargé d'entretenir et de remonter les horloges d'une commune moyennant un salaire convenu à forfait, n'est ni un ouvrier, ni un fonctionnaire public.

Le juge de paix doit donc valider la saisie-arrest pratiquée par un créancier sur le salaire à lui dû.

Il n'appartient pas à un juge cantonal de connaître comme juge d'appel d'un jugement rendu antérieurement contre la partie défenderesse, à plus forte raison alors que le délai d'appel est expiré et que ce jugement est passé en force de chose jugée.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Un sieur Solon (Marel-Léonidas), horloger, par un jugement du 21 juillet 1906, avait été condamné à verser à sa femme une pension alimentaire de 600 francs, payable par année, par trimestres et d'avance.

Quoique ce jugement eut été signifié, Solon (Marel-Léonidas) n'a pas fait appel dans les délais voulus.

Sa femme a fait saisir une somme de 136 francs qu'il touchait pour abonnement de remontage des pendules des écoles et de la mairie.

A l'audience, le défenseur de Marel-Léonidas Solon a conclu : 1° à ce qu'il n'y avait lieu à saisie-arrest, parce que le premier jugement (21 juillet 1906) avait été mal rendu, comme n'étant pas de la compétence du juge de paix ; 2° à ce que la saisie-arrest avait été mal faite, Marel-Léonidas Solon tombant sous l'application de la loi du 12 janvier 1895 et non sous l'article 14 de la loi du 12 juillet 1905.

Jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Attendu, en fait, qu'à la date du 21 juillet 1906, le Tribunal de paix du canton de Sommières a rendu, contradictoirement entre la dame Marel-Léonidas Solon, née Agathe Philippon, et le sieur Marel-Léonidas Solon, son époux, un jugement condamnant ce dernier à payer à ladite dame, pour elle et ses enfants, par trimestre et d'avance, et à titre de pension alimentaire, une somme annuelle de 600 francs ; ledit jugement enregistré ; — Que ce jugement a été signifié à la date du 16 août dernier par exploit de

M^e Rouvière, huissier; ledit exploit enregistré; — Attendu qu'à l'audience du 1^{er} décembre dernier, M. Boudin a déclaré se désister, au nom de son client Marel-Léonidas Solon, de l'acte d'appel qu'il avait fait signifier ce jour même par exploit de M^e Polge, huissier à Nîmes, et qu'il a conclu à la mainlevée de la saisie-arrest faisant l'objet de la présente instance, se basant sur ce que le jugement du 21 juillet était nul comme rendu en dehors des pouvoirs conférés au juge de paix par la loi, et que, par conséquent, il n'y avait pas lieu à saisie-arrest; — Attendu que n'étant pas juge d'appel, il ne nous appartient pas de rechercher si le jugement dont il est fait allusion a été mal ou bien rendu; que ce rôle n'appartient qu'aux Tribunaux supérieurs, c'est-à-dire, en l'affaire, au Tribunal de première instance de Nîmes, mais il y a lieu de rechercher si ce jugement est devenu définitif ou non; — Attendu que l'article 16 du Code de procédure civile indique que l'appel des jugements de la justice de paix ne sera pas recevable après les trois mois, à dater du jour de la signification faite par l'huissier; — Que cet article a été modifié par les articles 13 et 16 de la loi du 25 mai 1838, et qu'aujourd'hui ce délai d'appel n'est plus que d'un mois; — Que cet article 16 n'a pas été modifié par la loi du 12 juillet 1905; — Attendu qu'en ne faisant pas appel dans le délai voulu du jugement aujourd'hui critiqué, Marel-Léonidas Solon a fait tacitement un acte par lequel il en accepte la teneur et doit en supporter les conséquences, ce jugement étant devenu définitif; — Attendu que par des conclusions additionnelles, Bou-

din, pour Marel-Léonidas Solon, déclare qu'il a été mal procédé; qu'en effet, la somme saisie-arrestée constitue un salaire aux termes des articles 1 et 2 de la loi du 12 janvier 1895, ne pouvant être saisi que jusqu'à concurrence du dixième des salaires; en conséquence, ordonner de plus fort la mainlevée de la saisie-arrest; — Que, dans ces conditions, il y a lieu de rechercher si Marel-Léonidas Solon tombe ou non sous l'application de la loi du 12 janvier 1895 sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés; — Attendu que ladite loi, dans son article 1^{er}, dit que les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant des salaires; — Que les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième lorsqu'ils ne dépassent pas 2 000 francs par an; — Qu'il s'agit de déterminer si Marel-Léonidas Solon est ouvrier ou gens de service, employé ou commis ou fonctionnaire; — Que l'on désigne : 1^o sous le nom d'*ouvriers* les individus qui, sous la direction d'un patron ou d'un maître, concourent à l'exercice d'une profession manuelle, exemple : ouvriers menuisiers, boulangers, maçons, forgerons, des fabriques, etc.; 2^o sous le nom de *gens de service* ceux qui sont attachés à une maison ou à une ferme, tels que les domestiques, les valets de chambre, d'écurie, les cochers, les concierges, etc.; 3^o sous le nom de *fonctionnaires* les personnes qui sont au service de l'Etat, des départements, des communes, à l'exception, toutefois, de

celles qui se livrent à un travail purement manuel, tels que les ouvriers dans les manufactures, les arsenaux; 4° enfin, sous le nom de *commis* ou *employés*, toute personne titulaire d'un emploi sous la dépendance d'une autre personne; — Attendu que des renseignements pris à la mairie de Sommières, il n'existe sur le budget de l'année 1906 aucun crédit spécial ni chapitre spécial pour le règlement à Marel-Léonidas Solon, de ses honoraires en qualité d'horloger chargé de remonter les pendules de la commune; — Que le règlement desdits honoraires se montant à un prix à forfait de 136 francs par an, est pris sur un chapitre dénommé : entretien des bâtiments communaux au total de 1100 fr., tit. II, dépenses, art. 28 à 35, et où sont compris les honoraires ou dépenses de la maison commune, des écoles, des horloges, des halles et marchés, des fours; — Que, en s'occupant des horloges de la commune de Sommières, Marel-Léonidas Solon agit moyennant un forfait annuel en sa qualité d'horloger et devient ainsi un véritable entrepreneur comme un adjudicataire et ne rentre pas dans les quatre catégories d'individus prévues par la loi du 12 janvier 1895 travaillant sous aucun contrôle; — Que Marel-Léonidas Solon en fait lui-même l'aveu en prenant cette qualification d'*horloger*, soit dans les conclusions qu'il a déposées à l'audience du 1^{er} de ce mois, soit dans l'exploit d'appel de M^e Polge, et dont il est parlé plus haut au sujet de son désistement; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, validons la saisie-arrest pratiquée contre lui par exploit de M^e Rouvière, en date du

2 octobre dernier, entre les mains de la mairie de Sommières ou son receveur, et pour ce paiement de la somme de 300 francs pour pension alimentaire, soit deux trimestres échus, le premier totalement, et le second par anticipation le 21 octobre dernier; — Condamnons Marel-Léonidas Solon aux frais de la présente saisie liquidée à 39 fr. 80 pour exploit de saisie, dénonciation contre dénonciation, en ce non compris le coût de l'enregistrement, etc.»

Observations. — Il est certain qu'un juge de paix étant essentiellement juge du premier degré, ne peut connaître comme juge d'appel d'un jugement rendu antérieurement. Si le délai d'appel est expiré, ce jugement a force de chose jugée et doit être exécuté. Sur la seconde question, la sentence rapportée ci-dessus nous paraît également exacte. Le défendeur n'était certainement pas un ouvrier, mais au contraire un patron. Il n'est pas non plus un fonctionnaire. La saisie-arrest pratiquée devait donc être validée, et la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrest des salaires et de petits traitements n'était pas applicable à l'espèce.

A annoter au DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Compétence civile*, n^o 76.

Justice de paix du canton de Darnétal
(Seine-Inférieure).

Président : M. ALLINNE, juge de paix.

10 avril 1906.

Demande en paiement de frais par un huissier. — Exception d'incompétence soulevée. — Admission.

C'est devant le Tribunal civil et non devant le juge de paix que doit être portée

une demande en paiement de frais faits par un huissier contre son client.

L'huissier prétendrait en vain qu'il y a eu novation par suite de l'arrangement intervenu entre les parties et auquel il est resté étranger.

Ainsi décidé par le jugement qui suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation, l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905, l'article 60 du Code de procédure civile, les conclusions et explications respectives des parties de notre jugement de mise en délibéré du 27 mars dernier ; — Attendu que, par sa citation, Beaucourt demande condamnation contre Fortin au paiement d'une somme de 146 fr. 85 pour règlement de compte ; — Attendu qu'en réponse à cette demande, Fortin, excipant de ce qu'il s'agit dans l'espèce d'une demande en paiement de frais formée par un huissier pour des actes de son ministère, a déposé des conclusions tendant à soulever notre incompétence par application des dispositions de l'article 60 du Code de procédure civile ; — Attendu que Beaucourt en réplique prétend qu'il y a eu novation de sa créance, et que par suite son action est valablement portée devant le Tribunal de paix du domicile du défendeur ; — Attendu que la demande de Beaucourt, ainsi qu'il le reconnaît lui-même, a bien pour cause le paiement de frais tant judiciaires qu'extrajudiciaires, nécessités par une poursuite de saisie-revendication suivie d'un arrangement amiable entre les parties ; — Attendu que la novation dont excipe Beaucourt, comme résultant de l'accord survenu entre les parties consigné dans

un acte d'arrangement, ne peut être valablement invoquée par lui, resté étranger audit acte ; qu'en effet la novation ne se présume pas, et que le concours de sa volonté fait défaut dans l'espèce et ne résulte nullement de cet acte, ainsi que l'exige l'article 1273 du Code civil ; — Attendu que la généralité des termes de l'article 60 du Code de procédure civile s'opposerait d'ailleurs à l'admission de ce système ; qu'il n'est pas douteux que l'esprit de la loi, ainsi que l'indique la doctrine, a voulu que l'officier ministériel ne puisse, en novant sa créance, éviter la compétence du Tribunal civil où les frais ont été faits et, par suite, le contrôle de ce Tribunal, plus apte que tout autre à juger avec une entière connaissance de cause (Chauveau, p. 310) ; — Attendu que, dans ces conditions, l'exception d'incompétence soulevée par Fortin doit être accueillie ; — Attendu, enfin, qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les frais judiciaires et les frais extrajudiciaires qui, dans l'espèce, sont intimement liés aux premiers et rentrent dans la mission générale dont l'huissier était chargé ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort en raison de l'exception d'incompétence soulevée ; — Nous déclarons incompétent, et renvoyons la cause et les parties devant le Tribunal qui doit en connaître ; — Condamnons Beaucourt en tous les dépens. »

Observations. — Solution exacte et bien motivée en fait et en droit.

Tribunal de simple police du canton
de Vouvray (Indre-et-Loire).

Présid. : M. JOUANNEAU, juge de paix.

28 septembre 1906.

*Chemin rural non reconnu. — Exception
préjudicielle de propriété. — Sursis et
renvoi devant le Tribunal compétent
pour le jugement de l'exception.*

Le Tribunal de police est incompétent pour statuer sur une exception de propriété immobilière soulevée par le prévenu, lorsque cette exception porte sur un chemin rural non reconnu en vertu de la loi du 20 août 1881 et remplit les conditions énumérées par l'article 182 du Code forestier.

Ce Tribunal doit, à peine de nullité, mettre à la charge du prévenu qui a élevé l'exception, l'obligation d'introduire l'action civile devant la juridiction compétente et lui impartir un délai pour faire consacrer par elle son droit réel et justifier de ses diligences.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle ; — Le ministère public entendu en son résumé et en ses conclusions ; — Le prévenu également entendu en ses explications et moyens de défense ; — Attendu que d'un procès-verbal dressé le 22 juillet dernier (1906) par le garde champêtre de la commune de Reugny, régulièrement affirmé le lendemain devant le maire de cette commune et enregistré, dont lecture a été donnée à l'audience, il résulte que M. Brun aurait empêché complètement la circulation des voitures en déposant sans nécessité dix fagots de bois sur le chemin

n° 131 de la commune de Reugny, reliant le village de Sêtres au hameau du Suchet et conduisant du chemin vicinal n° 13 de ladite commune à Amboise ; — Qu'en vertu de ce procès-verbal le prévenu a été traduit devant le Tribunal de simple police de céans pour répondre de la contravention relevée à sa charge et se voir appliquer les peines édictées par l'article 471, n° 4, du Code pénal ; — Attendu que le prévenu dénie énergiquement le caractère contraventionnel du fait qui lui est imputé, en revendiquant la propriété exclusive de la partie du chemin sur laquelle il a déposé des fagots ; — En fait : — Attendu qu'il résulte des débats et des documents produits au Tribunal que le chemin n° 131 de la commune de Reugny est un chemin rural et qu'il n'a pas été reconnu en vertu de la loi du 20 août 1881 ; — Attendu que le prévenu appuie sa revendication de propriété de la partie litigieuse du chemin de titres apparents remontant à 1745, 1771, 1783, 1849, et confirmés par un acte de partage en date du 25 septembre 1891 ; — Que de l'examen des titres produits il résulte que l'exception préjudicielle de propriété, si elle est admise par le Tribunal compétent, sera de nature à enlever au fait poursuivi tout élément constitutif de la contravention reprochée ; — En droit : — Attendu que le Tribunal de police est incompétent pour statuer sur une exception de propriété immobilière soulevée par le prévenu, lorsque cette exception porte sur un chemin rural non reconnu en vertu de la loi de 1881 et remplit les conditions énumérées par l'article 182 du Code forestier, savoir : 1° droit réel ou

possession équivalente; 2° droit tel que la contravention disparaisse; 3° droit personnel au prévenu; 4° droit ayant pour fondement un titre apparent ou des faits de possession articulés avec précision; — Que le Tribunal doit, à peine de nullité, mettre à la charge du prévenu, qui a élevé l'exception, l'obligation d'introduire l'action civile devant la juridiction compétente et lui imputer un délai pour faire consacrer par elle un droit réel et justifier de ses diligences (Cass., 23 août 1879, S., 1881, I, 185; 5 février 1887, S., 1888, I, 392; Ségal, *Code pratique des Tribunaux de simple police*, n° 237 bis); — Manque de quoi il sera passé outre aux débats et statué sur la contravention (Cass., 4 décembre 1857, D., 1858, I, 1894; 23 juillet 1858, D., 1859, I, 380; 15 mars 1862, D., 1865, V, 325); — Par ces motifs et par jugement contradictoire d'avant dire droit sur le fond, tous moyens et dépens réservés; — Faisant application de l'article 182 du Code forestier; — Sursoit à statuer jusqu'à ce que l'exception préjudicielle de propriété soulevée par le défendeur ait été tranchée par la juridiction civile, seule compétente, devant laquelle le prévenu est renvoyé. — Dit que celui-ci devra justifier, d'ici le 30 novembre prochain mois, jour auquel la cause est continuée, les parties intimées de s'y trouver, de son instance civile contre la commune de Reugay, manque de quoi il sera passé outre à l'instruction de l'affaire et au jugement de la contravention prétendue. »

Observations.— Solution exacte. Devant l'exception de propriété, le juge de simple police devait néces-

sairement surseoir et renvoyer le prévenu à se pourvoir devant la juridiction civile. Mais ce dernier ayant renoncé à faire juger son exception de propriété immobilière, le Tribunal l'a condamné par jugement du 30 novembre 1906 à 5 francs d'amende et aux dépens.

Justice de paix du canton d'Asprières (Aveyron).

Président : M. MAGNES, *, juge de paix.

5 mars 1907.

Elections. — Tiers électeur appelant. — Curé. — Résidence. — Rejet de l'appel.

N'est pas recevable ni fondé l'appel interjeté par un tiers-électeur d'une décision de la Commission municipale d'une commune, laquelle a refusé d'inscrire sur la liste électorale un curé ou desservant qui a été nommé à une époque où il ne pouvait avoir acquis six mois de résidence à la clôture des listes, c'est-à-dire au 31 mars.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur B..., agissant en qualité de tiers-électeur inscrit sur les listes électorales de la commune de Z..., s'est porté, devant nous, appelant d'une décision de la Commission municipale de cette commune, pour demander sur ces listes l'inscription du sieur X... que la Commission municipale a rejetée, motif pris que le sieur X... avait été nommé curé dans cette commune à une époque où il ne pouvait avoir acquis six mois de résidence à la clôture des listes, c'est-à-dire au 31 mars 1907

— Attendu que l'appel ayant été fait dans les formes et les délais légaux, et les parties convoquées conformément à la loi, il y a lieu de statuer; le sieur B... s'est seul présenté; — Attendu qu'il s'appuie sur ce fait que le sieur X..., ayant été nommé curé de Z... au mois de novembre 1906 y a son domicile réel, et que, par conséquent, il a le droit de se faire inscrire sur les listes électorales de cette commune, en vertu du droit commun, conformément au paragraphe 4^{er} de l'article 14 de la loi du 7 avril 1884, sans qu'on ait à se préoccuper si, au 31 mars prochain, il aura acquis ou non six mois de résidence dans ladite commune; — Attendu qu'à l'appui de son dire, M. B... n'établit pas que X... se soit conformé aux prescriptions de l'article 104 du Code civil pour faire connaître l'intention de fixer son domicile dans la commune de Z...; qu'au contraire il ressort des débats et des pièces de la procédure qu'aucune déclaration n'a été faite dans ce sens à la mairie du domicile qu'il a quitté, ni à celle où il s'est établi, et que cette intention ne peut se prouver que d'après les circonstances (art. 103 du Code civil); — Attendu que, si les principes édictés par les deux articles ci-dessus sont de droit commun, il en résulte qu'en l'espèce leur application est subordonnée à la situation spéciale et particulière qui a été faite aux ministres du culte par la loi de séparation; qu'en effet, pris en considération de leur ministère, de leur organisation d'ensemble et de leur hiérarchie, ils ne peuvent pas individuellement être assimilés à de simples particuliers, par exemple

à un artisan, qui, en se transportant dans une localité y implante son industrie particulière et son principal établissement; — Attendu qu'il n'est pas sans intérêt de rapprocher des circonstances la situation qui leur était faite sous le régime concordataire et l'application qui résultait des dispositions du paragraphe 4 de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884; que s'il est vrai que ces dispositions ont été implicitement abrogées par le titre 1^{er} de la loi du 9 décembre 1905, il n'en demeure pas moins exact que les ministres du culte sont demeurés fonctionnaires d'un ordre privé avec leur organisation et leur hiérarchie originelles, assimilables au point de vue électoral aux autres fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions temporaires ou révocables, qui ne sont inscrits qu'à titre de résidents, avec cette différence qu'ils ne peuvent plus comme ceux-ci bénéficier de l'inscription sans conditions de durée; — Attendu, au surplus, que la fonction de certains électeurs n'est pas à elle seule attributive d'un domicile dans la commune, notamment le fait d'être employé d'une Compagnie d'assurances (Cass., 29 juin 1904, n° 1520), le fait par les instituteurs libres ou congréganistes d'ouvrir une école dans une commune (Cass., 29 mars 1904, n° 716), ou l'acceptation de fonctions temporaires ou révocables (Cass., 15 mars 1904); — Par ces motifs, disons que c'est à bon droit que la Commission municipale de Z... n'a pas voulu admettre X... sur les listes électorales sans la condition de la résidence obligatoire d'une durée de six mois, et déboutons l'appelant de sa demande. »

Observations. — Solution juste. Un curé ou desservant, depuis la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, n'a plus de résidence obligatoire. Par suite, il est, comme le dit très justement la sentence, assimilé aux autres citoyens et ne peut être inscrit sur la liste électorale que sous les mêmes conditions, c'est-à-dire que, s'il n'invoque que la simple résidence, cette résidence doit être au moins de six mois avant la clôture des listes. Voir notamment Cass., 26 mars 1877, *ANNALES* 1877, p. 270. Jugé aussi que la question de savoir si un citoyen a une résidence de six mois est une question de pur fait abandonnée comme telle à l'appréciation souveraine du juge de paix. Cass., 11 août 1885, *J. P.*, 1867, I, 162. La présente décision nous paraît donc, à tous les points de vue, inattaquable.

**Tribunal de simple police de Reims
(Marne).**

Présid. : M. LENOIR DE TOURTEAUVILLE,
juge de paix.

4 février 1907.

Repos hebdomadaire. — Succursales de sociétés d'alimentation. — Gérants. — Loi du 13 juillet 1906. — Inapplicabilité.

L'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 interdisant formellement d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou ses dépendances, il en découle que, pour rentrer dans les prévisions de ce texte, il faut nécessairement qu'il s'agisse d'un employé ou d'un ouvrier faisant partie de l'une ou de l'autre des entreprises qu'il énumère.

S'il est vrai que les expressions « em-

ployé » et « ouvrier » doivent être entendues dans le sens large qui leur est propre, elles ne visent toutefois que les salariés attachés à l'entreprise industrielle ou commerciale en vertu d'un contrat de louage de services, d'ouvrage ou d'industrie et, par voie de conséquence, assujettis à toutes les obligations de ce contrat, qui les astreint notamment à des heures de travail déterminées sous la conduite, la direction ou la surveillance constante du chef d'établissement ou de ses préposés.

Par suite, lorsqu'il est démontré, en fait, que les conventions intervenues entre les parties ne revêtent aucun des caractères du louage de services ou d'ouvrage, mais constituent, au contraire, un contrat d'une nature particulière ne rentrant dans aucune des prévisions de la loi de 1906, la relaxe du prévenu doit être prononcée.

Il doit en être ainsi spécialement de l'administrateur d'une société d'alimentation traduit en simple police pour n'avoir pas accordé le repos hebdomadaire aux gérants de ses succursales ayant passé avec lui un contrat *sui generis*, duquel il résulte qu'à aucun point de vue juridique ces succursales ne peuvent être rangées dans l'une ou l'autre des catégories d'employés ou d'ouvriers visés par l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Oui le prévenu en ses moyens de défense présentés par M^e Vassart, avocat au barreau de Reims ; — Oui le ministère public en ses résumés et conclusions ; — Attendu que Quentin, pris en sa qualité de président du Conseil d'administration de la Société d'alimentation des Docks rémois, est traduit devant le Tribunal de simple police de ce siège pour avoir, aux dates des 4, 11 et 18 novembre, 2 et 9 décembre derniers et dans le

courant de l'après-midi, fait travailler les gérants d'un certain nombre de succursales organisées dans la ville de Reims par cet établissement industriel et commercial, contrairement aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1906, portant que, « dans les établissements de vente « de denrées alimentaires au détail, « le repos pourra être donné après- « midi pour les employés âgés au « moins de vingt et un ans et logés « chez leurs patrons, et, par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés » ; — Que sans contester la matérialité des faits contraventionnels relevés dans les trente procès-verbaux dressés à sa charge, le prévenu soutient toutefois qu'il n'a commis aucune infraction à la loi du 13 juillet dernier et fonde sa prétention sur ce que les gérants de ses succursales ne sont, d'après lui, ni des employés, ni des ouvriers au sens de cette loi ; — Attendu que la partie publique soutient, au contraire, que les gérants des succursales de ces sortes d'établissements ne sont autre chose que des employés-succursalistes, décorés du titre de gérants, mais qui se trouvent en réalité placés dans les conditions d'un employé ordinaire, et conclut, en conséquence, à l'application de la peine édictée à l'article 13 de la loi précitée ; qu'il échet, dès lors, de rechercher quelle est, au regard de la législation nouvelle, la situation juridique des succursalistes ; — Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 interdit formellement « d'occuper plus de six jours par « semaine un même employé ou « ouvrier dans un établissement in-

« dustriel ou commercial ou ses dé- « pendances » ; qu'ainsi, aux termes mêmes du principe inscrit au frontispice de cette loi, il faut nécessairement, pour rentrer dans ses prévisions, qu'il s'agisse d'un employé ou d'un ouvrier faisant partie de l'un ou de l'autre des établissements énumérés par ce texte de loi ; que si, à la vérité, les expressions « employé » et « ouvrier » doivent être entendues dans le sens large qui leur est propre, elles ne visent toutefois que les salariés attachés à l'entreprise industrielle ou commerciale en vertu d'un contrat de louage de services, d'ouvrage ou d'industrie et, par voie de conséquence, assujettis à toutes les obligations de ce contrat qui les astreint notamment à des heures de travail déterminées sous la conduite, la direction ou la surveillance constante du chef d'établissement ou de ses préposés ; — Qu'il ressort, en effet et jusqu'à l'évidence même, de l'ensemble des travaux préparatoires qu'en posant ces principes, le législateur de 1906 a voulu que les travailleurs du commerce et de l'industrie pussent, un jour sur sept, vivre de la vie de famille, se développer intellectuellement et physiquement, remplir leurs devoirs envers leur classe, et que ceux d'entre eux qui sont pères de famille eussent la latitude, au moins un jour par semaine, de se consacrer aux leurs et de prendre ainsi la direction de l'éducation de leurs enfants ; que cette pensée généreuse dont furent unanimement imbus les rédacteurs de ce texte et qui les guida pendant tout le cours de son élaboration se retrouve en quelque sorte à chaque ligne dans les dis-

cœurs des divers orateurs qui se sont succédé à la tribune des deux Chambres, de même que dans les projets et rapports, et qu'enfin, ces travaux mettent clairement en lumière cette volonté impérieuse du Parlement de n'assujettir au bénéfice de la loi du repos que les salariés employés toute la semaine dans les établissements industriels ou commerciaux énumérés par l'article 1^{er}; — Or, attendu qu'il appert en fait des éléments versés au procès et contradictoirement discutés à cette barre entre la défense et la partie publique, qu'aux termes du contrat-type passé entre la Société des Docks rémois et chaque succursaliste, celui-ci et son épouse, dûment autorisée, s'obligent conjointement et solidairement à gérer et administrer aux conditions déterminées par l'acte de gérance la succursale dont l'administration leur est confiée; que, bien que les marchandises qui leur sont fournies par l'entreprise restent la propriété de celle-ci, elles ne leur sont toutefois remises qu'autant qu'ils ont préalablement versé entre les mains de cette société un cautionnement de 3 000 francs en espèces ayant pour but de la garantir du découvert qui leur est ainsi fait et d'assurer l'exécution des conventions par eux souscrites; qu'ils sont responsables des marchandises dont il s'agit, à tel point que celles qui sont avariées ou détériorées par leur manque de soins, peuvent leur être laissées pour compte, et qu'ils sont soumis à des inventaires au gré de la société contractante; que, si ces dépositaires ont besoin d'un cheval pour la vente au dehors, l'achat, la nourriture et l'entretien de cet animal sont à leur charge, l'en-

treprise ne s'obligeant à leur rembourser que la somme de 1 franc par jour à titre de participation dans ces frais, pendant tout le temps que le cheval est occupé pour la vente extérieure des marchandises de la succursale; qu'en outre, et bien qu'il leur en soit tenu compte par la société, la licence de la buvette annexée au dépôt de marchandises est à leur charge et qu'ils sont ainsi personnellement responsables des infractions aux lois et règlements sur les débits de boissons, ainsi d'ailleurs que des autres charges de police; — Que, s'il est vrai, d'autre part, que les dépositaires des marchandises livrées par la Société des Docks rémois s'obligent à administrer leur établissement « en bons pères de famille » et à consacrer tout leur temps et leur talent à son développement, rien dans ce contrat ne les assujettit toutefois à des heures de travail déterminées, ni ne les place sous la conduite, la direction ou la surveillance constante de cette entreprise qui n'a le droit que de s'assurer, par des vérifications, que les magasins et marchandises sont tenus dans l'état de propreté et d'entretien défini par le contrat qui lie les parties intéressées; qu'ils sont ainsi libres de gérer et administrer leur dépôt selon leur convenance et au mieux de leurs propres intérêts qui sont ceux de la société elle-même; que cela est si vrai qu'un grand nombre de ces dépositaires ont à leur service un ou plusieurs employés qu'ils payent de leurs deniers, sans que les Docks rémois aient à s'immiscer dans le mode adopté par les succursalistes pour l'administration de la succursale et sans que, par voie de consé-

quence, l'entreprise puisse sur ce point être rendue responsable des infractions commises par les dépositaires pour défaut de repos accordé au personnel qu'ils emploient dans ces conditions; que, de plus, ces succursalistes étant logés dans l'établissement qu'ils dirigent, ils vivent constamment de la vie de famille et que, par cela même qu'il leur est loisible de se faire aider par des mains étrangères, il en résulte qu'ils peuvent se reposer si cela leur convient; — Que si, à la vérité encore, les succursalistes des Docks rémois s'engagent à ne tenir et à ne mettre en vente que les articles qui leur sont fournis par cette société et sur lesquels ils prélèvent, à titre de remises, un bénéfice variant entre 2 et 8 pour 100, il n'est pas moins constant que, dans la pratique, la plupart de ces dépositaires adjoignent à leur dépôt un commerce de fruits, légumes, poissons et volailles qu'ils exercent pour leur propre compte; que certains même sont à la fois pourvus d'un débit de tabacs et d'un dépôt de marchandises de la Société des Docks rémois; qu'il découle de cet ensemble de faits et circonstances qu'à aucun point de vue juridique les succursalistes de cette société ne peuvent être rangés dans l'une ou l'autre des catégories de salariés limitativement énumérées par l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906; qu'il ne s'agit point ici d'employés ou d'ouvriers au sens de cette loi, mais que l'on se trouve en présence de citoyens qui, dans leur indépendance, ont librement consenti non une convention de louage de services ou d'ouvrage, mais bien un contrat *sui generis*, qui est la raison d'être de

ces sortes d'établissements, et nécessité par l'évolution et la transformation qui se sont opérées ces derniers temps dans certaines branches du commerce et de l'industrie de ce pays; que de telles conventions ne rentrent dans aucune des prévisions de la loi précitée; d'où il suit qu'aucune infraction n'ayant pu être ici légalement relevée contre Quentin, il n'y a pas lieu de faire droit aux conclusions de la partie publique, et que la relaxe doit être prononcée en vertu même de ce principe immuable : *Nulla pœna sine lege*; — Par ces motifs, renvoie Quentin des fins des poursuites dirigées contre lui, sans dépens. »

Observations. — Distinction quelque peu subtile, mais qui nous paraît juste.

Tribunal de simple police de Saint-Lô
(Manche).

Présid. : M. NORGEOT, J. A, juge de paix.

31 janvier 1907.

Culte. — *Séparation des Eglises et de l'Etat.* — *Célébration de messe sans déclaration préalable.* — *Poursuite.* — *Lois des 30 juin 1881 et 9 décembre 1905.* — *Relaxe.*

La loi du 30 juin 1881 n'a pas été faite pour réglementer l'exercice du culte public, et dans l'état actuel de la législation, aucun texte n'édicte formellement une peine contre le prêtre qui a célébré publiquement une messe sans faire la déclaration préalable prescrite par les articles 2 et 10 de cette loi.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

A l'audience, le prévenu a reconnu avoir célébré la messe dans les circonstances relatées au procès-verbal, et il a prétendu n'avoir pas commis de contravention en s'abstenant de déclaration préalable.

M. le commissaire de police, au nom du ministère public, a donné ses conclusions écrites tendant à l'application des peines portées par l'article 10 de la loi du 30 juin 1881.

Il a été statué comme suit :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que M. l'abbé E., curé de N. D., est inculpé d'avoir contrevenu aux prescriptions des articles 2 et 10 de la loi du 30 juin 1881, en exerçant publiquement le culte dans l'église de N. D. à Saint-Lô, le 14 décembre 1906, à 7 heures du matin, et, par suite, en organisant une réunion publique sans qu'elle ait été précédée d'une déclaration faite suivant les prescriptions de la loi précitée, d'avoir commis la contravention réprimée par l'article 471 du Code pénal; — Attendu qu'il est de principe que personne ne peut être puni en raison d'un fait qui n'est pas expressément prévu comme infraction à la loi (nulle peine sans loi); que, par conséquent, dans tout procès pénal, la première recherche qui s'impose consiste à déterminer si le fait reproché à l'inculpé, en le supposant établi, ainsi qu'il paraît constant dans l'espèce actuelle, constitue une contravention dont les conditions intrinsèques et la sanction ont été précisées par un texte législatif spécial; — Attendu que, depuis la promulgation de la loi du 18 germinal an X, les diverses lois qui ont organisé et réglementé le droit de réunion ont laissé en dehors de leur

application les réunions publiques du culte; — Attendu, notamment, que dans l'exposé des motifs de la loi du 10 juin 1868, il est déclaré formellement que « la loi proposée « ne touche en rien à la législation « concernant l'exercice du culte »; — Que la loi du 30 juin 1881 ne s'est pas davantage occupée de réglementer les réunions organisées pour l'exercice du culte public, dont il n'est pas fait mention dans l'article 4 qui précise l'énumération des objets des réunions publiques susceptibles d'être indiquées dans la déclaration; qu'ainsi que l'affirme M. le ministre de l'instruction publique et des cultes dans son discours devant la Chambre des députés le 9 novembre 1906, « quand la loi de « 1881 sur les réunions publiques « fut votée, elle ne visait pas le culte « public, elle ne l'assimilait pas à « des réunions publiques »; — Attendu qu'il est constant que l'exercice public du culte catholique était alors régi par les dispositions de la loi du 18 germinal an X, dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « La religion catholique et romaine sera « librement exercée en France, son « culte sera public, en se conformant aux règlements de police « que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique »; — Attendu que la loi du 18 germinal an X ayant été abrogée par l'article 44 de la loi du 9 décembre 1905, cette dernière loi forme le droit commun du culte catholique; que son article 1^{er} s'exprime ainsi : « La République assure « la liberté de conscience, elle garantit le libre exercice des cultes « sous les seules restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre pu-

« blic; — Attendu que la loi du 9 décembre 1905, dans les articles 1^{er} et suivants, n'a prévu que le seul mode d'exercice du culte public organisé par l'établissement d'associations cultuelles, lesquelles elle a pris le soin de réglementer; — Attendu que c'est bien aux associations cultuelles seules que s'appliquent les dispositions de l'article 25 qui ne réglemente que « les réunions « pour la célébration d'un culte « tenu dans les locaux appartenant « à une association cultuelle ou mis « à sa disposition »; que cela est si vrai, que l'article 49 du règlement du Conseil d'Etat du 6 mars 1906 subordonne la validité de la déclaration préalable imposée par ledit article 25 sous la sanction pénale édictée par l'article 25 à sa signature par deux délégués au moins de l'association cultuelle; — Attendu que, par suite, les autres réunions du culte public, notamment celles résultant d'initiatives individuelles, licites, en vertu de la règle aux termes de laquelle « tout ce qui n'est « pas défendu est permis », demeurent absolument libres comme elles l'étaient par le passé, puisqu'elles se trouvent maintenant régies par la seule disposition de l'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 1905 qui garantit le libre exercice du culte, à moins qu'elles ne tombent sous les restrictions que, seules, cette loi a édictées; — Attendu qu'il reste à rechercher si la loi du 9 décembre 1905 a soumis les réunions du culte public à un régime d'exception et obligatoirement aux dispositions de la loi du 30 juin 1881, qui ne leur étaient pas applicables avant sa promulgation; — Attendu qu'il est de principe que des obligations nouvelles,

dont l'inobservation constituerait une contravention susceptible d'entraîner une pénalité, ne peuvent être imposées que par un texte législatif spécial (art. 1 et 4 du Code pénal); — Attendu qu'en matière criminelle tout est de droit étroit; que les lois doivent être claires, précises et non équivoques; qu'elles ne sont pas susceptibles d'extension et qu'aucune induction, aucune raison d'analogie n'en justifieraient l'application à des cas autres que ceux expressément prévus; — Attendu que le texte formel nécessaire pour soumettre les réunions publiques du culte organisées en dehors des associations cultuelles aux prescriptions de la loi du 30 juin 1881 n'a pas été inséré dans la loi du 9 décembre 1905, que, spécialement, il ne se trouve pas dans les termes de l'article 25 qui, visant les associations cultuelles, n'a pas une portée générale; — Attendu qu'il résulte même de l'examen des travaux préparatoires que ce texte, expressément formulé dans la première rédaction de l'article 25, en a été retranché, et que cette suppression, quels qu'en soient les motifs, entraîne forcément cette conséquence que les réunions du culte public organisées en dehors des associations cultuelles, ne sont pas plus soumises que par le passé à l'application de la loi du 30 juin 1881, laquelle, d'ailleurs, aux termes de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, du 1^{er} décembre 1906, « nécessite par la force même des « choses certains accommodements « pour s'adapter aux cérémonies religieuses »; — Attendu que, dans ces circonstances, le fait relevé contre M. l'abbé E... ne tombe pas sou

l'application des articles 40 de la loi du 30 juin 1881 et 471 du Code pénal; — Par ces motifs, relaxe M. l'abbé E... des fins de la poursuite dirigée contre lui, sans dépens. »

Observations. — Voir ci-dessus les jugements du Tribunal de simple police de Lille du 9 février 1907 et nos observations à la suite. Nous devons faire remarquer que la loi du 28 mars 1907 autorise aujourd'hui la tenue des réunions publiques, quel qu'en soit l'objet, sans déclaration préalable.

*Justice de paix du canton de Darnétal
(Seine-Inférieure).*

Président : M. ALLINNE, juge de paix.

29 juillet 1902.

Accident du travail. — Indemnité temporaire. — Incapacité partielle. — Demande de réduction de l'indemnité. — Rejet de cette demande.

Alors même qu'il a été constaté par un certificat médical que l'incapacité résultant d'un accident du travail n'est que partielle, il n'appartient pas au juge de paix de réduire proportionnellement l'indemnité temporaire demandée par l'ouvrier victime de l'accident.

Cette indemnité reste due intégralement jusqu'au jour où ce dernier a pu effectivement reprendre le travail.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation, l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, et ce qu'il résulte des explications des parties et des débats ; — Attendu que, par sa citation, Serizot demande paiement à

Croizé de la somme de 242 francs lui restant due pour indemnité d'incapacité temporaire de travail sur le taux de demi-salaire du 21 mars au 1^{er} juillet 1902 ; — Attendu que, par suite d'une erreur matérielle dans la rédaction de la citation, il déclare porter sa demande à 180 fr. 50 pour 102 jours (au lieu de 88) courus pendant ladite période ; — Attendu que, dans ses conclusions, Croizé demande que l'indemnité journalière, à raison des circonstances spéciales dans lesquelles la guérison de la blessure s'est produite, soit réduite à 25 pour 100 seulement du montant total des salaires au lieu de 50 pour 100, taux du demi-salaire ; — Attendu qu'à la date du vendredi 20 décembre 1901, Serizot était employé à la journée au service de Croizé, en qualité d'ajusteur-mécanicien, au salaire journalier de 5 fr. 50 ; que dans la matinée, au moment où il procédait à l'aide d'un palan à la descente de l'arbre de couche de la machine dans ses paliers, le palan étant en mauvais état, la chaîne glissa brusquement et blessa Serizot à la main droite ; que ces blessures consistèrent dans l'arrachement d'un durillon de la base des doigts et dans la pénétration d'une paillette de fer dans la plaie ; — Attendu que Serizot continua néanmoins son travail ce même jour et le lendemain, samedi 21 décembre, jusqu'au soir ; — Attendu que la plaie se compliqua alors d'accidents d'infection, qui déterminèrent un phlegmon de la main ; que ce dernier se propagea aux gaines des tendons fléchisseurs et aux articulations des trois derniers doigts ; que cette complication nécessita

plusieurs incisions, et qu'il en résultait des raideurs articulaires limitant les mouvements des doigts et diminuant la force de préhension ; — Attendu qu'à la date du 21 mars dernier, le docteur Leconte, de Ronen, médecin de la Société générale d'assurance contre les accidents, déclara Serizot capable de reprendre son travail ; que ce dernier ayant protesté contre cette appréciation, nous avons, à la suite d'une déclaration d'accident passée à la mairie de Roncherolles-sur-le-Vivier le 13 mai 1902, ouvert un procès-verbal d'enquête à la date du lendemain 14 mai ; que, préalablement à cette enquête, nous avons commis M. Didier, docteur à Rouen, à l'effet de constater l'état actuel de la victime et de rechercher les conséquences pouvant résulter de la blessure, tant au point de vue d'une incapacité de travail permanente partielle qu'au point de vue de la diminution d'aptitude au travail susceptible d'être encourue par le blessé ; — Attendu que du rapport dressé à la date du 24 mai 1902 par le docteur Didier, il résulte que du fait de cet accident Serizot a continué à subir une incapacité partielle temporaire de travail depuis la guérison de la blessure fixée par le médecin à trois mois après l'accident, c'est-à-dire vers le 21 mars, mais que cette incapacité, évaluée au jour de l'examen médical à 40 pour 100, devait aller en s'atténuant progressivement jusqu'à sa disparition totale dont le délai maximum ne devait pas dépasser six mois ; — Attendu que Serizot a repris effectivement son travail à la date du 1^{er} juillet présent mois ; — Attendu que dans l'inter-

valle de son appel en conciliation du 13 mai dernier, Croizé, patron, et Lejeune, représentant à Rouen de la Société générale d'assurance contre les accidents, n'ont méconnu ni l'accident ni le principe de l'indemnité de demi-salaire due à Serizot ; qu'ils ont même versé à ce dernier différents acomptes jusqu'à concurrence de 130 francs ; — Attendu que, par jugement du 3 juin suivant, nous avons condamné Croizé à payer à Serizot la somme de 109 fr. 25, restant due sur l'indemnité journalière pour les 87 jours d'incapacité temporaire courus du 24 décembre au 30 mars, jour fixé par le médecin de la Compagnie d'assurance pour la guérison de la blessure ; — Attendu que de cette dernière date jusqu'au 1^{er} juillet, Serizot est fondé à réclamer, conformément aux conclusions du rapport de M. le docteur Didier, pour continuation d'incapacité temporaire de travail, sur le taux du demi-salaire, 280 fr. 50, sur laquelle somme il y a lieu de déduire celle de 61 francs versée à compte par Croizé ; — Attendu que Croizé oppose vainement tant la possibilité dans laquelle Serizot se trouvait, d'après lui, de reprendre son travail à partir du 21 mars dernier, que l'insuffisance de la demande de ce dernier lors de la conciliation, fixée seulement alors, dit-il, à 160 fr. ; — Attendu que Serizot n'a été reconnu apte à reprendre son travail et ne l'a effectivement repris que le 1^{er} juillet ; que Croizé n'apporte aucune preuve contraire sur ce point ; — Attendu que la loi ne distingue pas, en matière d'incapacité temporaire, entre l'incapacité partielle et l'incapacité absolue ; que l'indem-

nité due à la victime pendant tout le temps que dure son état d'invalidité est toujours de la moitié du salaire touché au moment de l'accident (circulaire de la Chancellerie du 10 juin 1899) ; — Attendu qu'en admettant même qu'à la date du 24 mai le docteur Didier ait évalué, lors de son examen médical, l'incapacité de travail de Serizot seulement à 40 pour 100, il n'est pas loisible au juge de paix de diminuer proportionnellement l'indemnité forfaitaire du demi-salaire fixée par la loi ; que cette indemnité doit toujours rester immuable ; — Attendu qu'il n'appartient pas davantage au juge de paix, compétent pour statuer seulement sur l'indemnité temporaire, de décider que le règlement de cette indemnité est un règlement définitif et intégral du préjudice causé par l'accident ; que l'article 16 de la loi du 9 avril 1899 réserve absolument ce soin au Tribunal civil, seul compétent pour statuer sur toutes les indemnités autres que l'indemnité temporaire et sur toutes les demandes accessoires ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort ; — Donnons acte à Serizot de ses conclusions tendant à la rectification de la citation et portant sa demande à 280 fr. 50 pour les 102 journées d'incapacité de travail restant dues ; — Condamnons, en conséquence, Croizé à payer à Serizot la somme de 219 fr. 50, montant de l'indemnité temporaire due à ce dernier (défalcation faite de la somme de 61 francs déjà versée), pour 102 journées courues du 21 mars au 30 juin dernier exclusivement, au taux de 2 fr. 75 par jour, montant du demi-salaire ; —

Donnons acte à Croizé de ce que Serizot a reconnu devant nous : 1° que, contrairement aux énonciations de la citation, Croizé était absent de l'usine lors de l'accident ; 2° qu'il n'a réclamé le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 que le 26 décembre seulement ; 3° que, lors de la conciliation du 13 mai et de l'audience du 27 mai dernier, Croizé était assisté de Lejeune, agent de la Société générale d'assurance contre les accidents ; — Rejetons les autres conclusions du défendeur, et condamnons ce dernier en tous les dépens. »

Observations. — Le chiffre de l'indemnité temporaire est fixé par la loi à moitié du salaire journalier de l'ouvrier. C'est une sorte de forfait établi par le législateur, et qu'il n'appartient pas aux Tribunaux de modifier.

Justice de paix du canton de Châteauneuf
(Charente).

Présid. : M. COURTENEUVE, juge de paix.

26 juin 1906.

*Action en dommages-intérêts. — Adultère.
Demande reconventionnelle. — Absence
de preuves. — Rejet des deux demandes.
— Dépens.*

Une demande en dommages-intérêts intentée par un mari pour adultère commis par le complice avec sa femme, ne peut être accueillie par le juge civil qu'autant que le prétendu adultère est suffisamment prouvé.

De même si le défendeur se porte reconventionnellement demandeur en paiement de diverses fournitures, la demande reconventionnelle ne peut être accueillie

qu'autant qu'à chacun des chefs de cette demande a été bien et dûment établi.

En cas de rejet des deux demandes, il y a lieu pour le juge de répartir les frais entre les deux parties, en mettant à la charge de chacune d'elles les frais qu'elles ont plus spécialement occasionnés.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire du 6 juin ; — Vu le procès-verbal d'enquête et de contre-enquête du 13 juin ; — Vu l'article 1382 du Code civil ; — Attendu que le sieur Georges Dubois est demandeur à l'encontre du sieur Jean Tétard à l'effet de faire condamner ce dernier à lui payer la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts pour réparer le préjudice qu'il lui a causé par le fait qu'il a été surpris, les 14 mai et 14 juillet 1903, dans un petit bois, en flagrant délit d'adultère avec sa femme ; — Qu'il réclame en outre au sieur Tétard la somme de 48 fr., tant pour onze journées de travail que pour la valeur approximative de la moitié d'une coupe de bois ; — Attendu que le sieur Tétard nie de la façon la plus formelle le fait d'adultère qui lui est reproché pour échapper à toute responsabilité, soutient le contraire aux termes de ses conclusions relatées dans le jugement interlocutoire ci-dessus visé et par lesquelles il a formé une demande reconventionnelle contre Dubois tendant à lui réclamer : 1° la somme de 100 francs pour argent prêté ; 2° qu'il a livré à Dubois au mois de mars 1903 un tas de foin estimé 50 francs ; 3° que, dans le courant du mois d'avril de la même année, il a livré au sieur Dubois

200 1/2 de plants de vigne à 8 fr. le 100 ; 4° que, dans les derniers jours de décembre 1904 ou premiers jours de janvier 1905, il a effectué pour Dubois cinq charrois de bois à 5 fr. l'un ; 5° que, dans le courant de juin 1904, il a également effectué pour Dubois trois charrois de bois à 5 fr. l'un ; 6° et que, dans le courant d'avril 1904, il a aussi effectué trois journées et demie de labour à raison de 10 francs l'une ; — Et enfin ouï les parties dans leurs dires, moyens et conclusions par M^e Bourdeau, avocat à Cognac, pour le sieur Dubois, demandeur, et par M^e Simard, aussi avocat à Cognac, pour le sieur Tétard ; — Attendu que M^e Bourdeau, avocat du sieur Dubois, a demandé qu'il lui fût donné acte de ce que Dubois, son client, n'assistait à l'enquête ordonnée que sous réserves d'interjeter appel du jugement interlocutoire, ce qui a été fait, et que acte a été donné avant de procéder à l'enquête ; — Attendu qu'il y a lieu de rechercher dans le résultat de l'enquête et contre-enquête si les arguments et tous les faits dénoncés dans les dires et conclusions des parties sont fondés ; — Attendu qu'il ressort de la déposition de la femme Jourdain, premier témoin de l'enquête, que sa déclaration est à peu près négative, disant qu'elle ne sait rien, n'a rien vu ni rien raconté de ce qui fait l'objet de l'affaire Dubois contre Tétard ; — Que la veuve Ponche, deuxième et dernier témoin, dit que la femme Jourdain lui aurait parlé que la femme Dubois n'était pas à son commencement, mais qu'elle ne lui a pas dit si la femme Dubois avait été vue et surprise avec Tétard dans un bois ; que, du reste, dit-elle : « Je ne

« sais rien et que la femme Jourdain « ne lui a rien dit »; — Attendu que le flagrant délit d'adultère tel qu'il est motivé dans la citation introductive d'instance est d'un ordre d'action très rarement porté devant la juridiction cantonale, et que, par son caractère délictueux, la répression en appartiendrait exclusivement au juge correctionnel; que l'action civile en adultère par le mari contre le complice de sa femme, le mari ne peut poursuivre le complice sans déshonorer sa femme, car s'il veut être généreux envers celle-ci, qu'il le soit aussi envers celui-là, le contraire pourrait donner à la cause un caractère qui tomberait fatalement sous l'application de l'article 1133 du Code civil au point de vue des bonnes mœurs; — Qu'il est appris que le sieur Dubois n'a pas inquiété sa femme à ce sujet; — Attendu que Dubois, dans l'espèce, a cherché à démontrer qu'il était victime et déshonoré par sa femme et par Tétard, complice d'adultère, et que de ce fait il avait droit à une réparation d'un préjudice; mais il résulte de la déposition des deux témoins que les faits incriminés à Tétard par Dubois ne sont pas démontrés ni suffisamment justifiés pour asseoir un jugement de condamnation contre Tétard, que les témoins ne savent rien et n'ont rien vu; — Que si notre juridiction avait à s'occuper du délit d'adultère prévu par l'article 338 du Code pénal, la preuve invoquée par Dubois fait défaut, non seulement par *de visu*, mais encore la présomption ne trouve aucun élément sérieux de nature à laisser un doute établissant la complicité du sieur Tétard, et par suite l'action civile intentée par Dubois ne contient pas

non plus les éléments nécessaires pour établir la répression civile invoquée par ses conclusions, conformément à l'article 1382 du Code civil visé dans la citation introductive d'instance; que, par suite, elle est mal fondée faute de preuve suffisante; — En ce qui touche la demande reconventionnelle: — Attendu que le sieur Tétard est demandeur par reconvention: 1° de 100 francs, argent prêté; 2° 50 francs pour livraison d'un tas de foin; 3° 20 francs pour 250 plants de vigne; 4° 25 francs pour cinq charrois de bois à 5 francs l'un; 6° et 15 francs pour une journée et demie de labour à 10 francs l'une; — Attendu que les quatre témoins entendus dans la contre-enquête n'ont apporté dans leurs déclarations aucune justification sur les six articles séparés de nature à déterminer le bien fondé des prétentions du sieur Tétard; que la division de la demande en six articles et le défaut d'une preuve utile font disparaître la rigueur de l'article 1345 du Code civil qui s'oppose à l'admission de la preuve testimoniale si on fait la masse des six articles; que, d'ailleurs, il y a lieu de considérer que cette demande reconventionnelle n'est pas sérieusement assise; — Considérant, d'une part, que la demande principale formée par Dubois est insuffisamment justifiée pour lui allouer des dommages-intérêts pour réparer un préjudice imaginaire et par suite dire qu'elle est mal fondée; — Considérant, d'autre part, que la demande reconventionnelle formée par Tétard est également insuffisamment justifiée pour lui accorder le bénéfice des six articles divisés réclamés; qu'il y a donc lieu de dire là aussi

que cette demande est mal fondée; — Attendu qu'aux termes de l'article 131 du Code de procédure civile, les parties qui succombent respectivement doivent supporter les dépens; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, déboutons le sieur Dubois dans sa demande principale comme étant mal fondée; — Déboutons également le sieur Tétard dans sa demande reconventionnelle comme étant aussi mal fondée; — Condamnons Dubois à supporter les frais de ses deux citations, à la taxe de ses deux témoins, liquidés à 22 fr. 85; — Condamnons Tétard à supporter les frais de sa citation à témoins, à la taxe de ces derniers liquidés à 31 fr. 50, non compris le timbre et l'enregistrement du présent et des précédents jugements qu'ils payeront également par moitié entre eux. »

Observations. — Il est de principe général que lorsque le juge est saisi d'un litige dans lequel l'une des parties affirme et l'autre nie, il ne peut tenir pour vraie entre deux allégations contraires que celle dont l'exactitude lui est démontrée par une preuve juridique et sérieuse, spécialement par les dépositions des témoins. Dans le procès actuel, le demandeur alléguait l'adultère de sa femme et demandait des dommages-intérêts au complice de celle-ci. Le prétendu complice niait formellement. Or les témoins n'ont rien déclaré de précis à l'appui de la demande. Le juge ne pouvait donc pas considérer cette demande comme établie. Par les mêmes raisons, il a rejeté la demande reconventionnelle non suffisamment justifiée. Nous ne

croyons pas que cette décision soit sérieusement critiquable. On nous informe qu'elle est frappée d'appel; elle ne pourra être infirmée qu'autant que l'une ou l'autre des parties apporterait devant le Tribunal des éléments de preuve qui n'ont pas été produits devant le premier juge.

Justice de paix du canton de Dompierre
(Vosges).

Président : M. CHAMPEAU, juge de paix

41 mai 1906.

Injure et diffamation non publique. — Maire et secrétaire de mairie. — Institutur. — Action en dommages-intérêts.

Le fait de dire au sujet d'un secrétaire de mairie, instituteur, qu'il a pris une somme de 160 francs sur le rôle des affouages en 1905, et qu'il a détourné pareille somme sur le rôle de 1906, et du maire de la même commune qu'il est un maire de pâte, de m..., et qu'il laisse tout faire et qu'il signe tout en blanc, constitue à la fois la diffamation et l'injure, et donne ouverture à une action en dommages-intérêts.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ainsi que M^e Porteret, avoué, assistant les demandeurs, et M^e Grosjean, aussi avoué assistant la défenderesse, tous deux domiciliés à Mirecourt; — Vu les articles 1382 et 1383 du Code civil; les articles 130 et 283 du Code de procédure civile; les articles 29 et 33 de la loi du 29 juillet 1881, et le paragraphe 3 de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1905; — Vu notre jugement inter-

locutoire du 6 avril, et vidant notre délibéré du 27 même mois ; — Vu l'exploit introductif d'instance dûment enregistré, en date du 31 mars dernier, délivré par M^e Jeunot, huissier, en résidence à Dompaire, aux termes duquel MM. Pourette (Joseph), propriétaire et maire de la commune de Regney, et Lecoanet (Arsène), instituteur et secrétaire de la mairie de ladite commune, demandant conjointement à dame veuve Marie Bertrand, née Guericholas, dentellière, tous domiciliés audit Regney, la somme de 100 fr., à titre de dommages-intérêts, avec affichage et publicité du dispositif du jugement à intervenir, sans que la dépense puisse excéder la somme totale de 50 francs pour injures et diffamations verbales ; — Attendu qu'à l'audience du 6 avril dernier, la défenderesse, par l'organe de M. Perrin, ancien huissier, la représentant suivant procuration sous seing privé du 2 avril 1906, dûment enregistrée, a dénié les propos à elle reprochés ; — Attendu que les demandeurs ont offert de faire la preuve des faits par eux avancés, que cette preuve étant pertinente et admissible a été autorisée à notre audience publique du 27 avril dernier, celle contraire réservée de droit à la défenderesse ; — Attendu que par exploit, aussi enregistré, en date du 9 avril 1906, délivré par M^e Jeunot précité, les requérants ont fait comparaître les témoins suivants : 1^o Clément (Joseph), propriétaire ; 2^o Philomène Clause, épouse Clément (Joseph), sans profession ; 3^o Roussel (Nathalie), épouse Chevrier, sans profession ; 4^o Chevrier (Emile), cultivateur ; 5^o Finance (Justin), maréchal ferrant ; tous domiciliés à Re-

gney, où ces deux derniers exercent les fonctions de conseillers municipaux de ladite commune ; — Tous les témoins qui précèdent, après avoir déclaré qu'ils n'étaient ni parents, ni alliés, ni domestiques ou serviteurs des parties en cause, ont prêté serment entre nos mains de dire toute la vérité et rien que la vérité ; — Le témoin n^o 3, dame Chevrier, étant parente au degré de cousine issue de germaine par alliance avec l'épouse de Pourette, l'un des demandeurs, a été l'objet d'un reproche que nous avons rejeté, sauf à avoir tel égard que de raison à la valeur de ce témoignage en ce qui concerne Pourette ; — Attendu que de l'enquête à laquelle il a été procédé, il résulte nettement que, dans les soirées des 24 et 26 janvier dernier, la défenderesse, au domicile de M. Clément, témoin n^o 1, a accusé Lecoanet d'avoir, en 1905, pris une somme de 160 francs sur le montant du rôle des affonages et détourné une somme égale sur celui de 1906 ; qu'il ruinerait la commune avant de partir de Regney, comme il a fait de celles où il est passé ; qu'il était un gros pataud, et qu'enfin elle exprimait le désir de le voir partir de Regney ; — Attendu que, des mêmes dépositions, il ressort aussi que la défenderesse a simultanément qualifié M. Pourette, maire, de *maire de pôte*, *maire de m...* ; qu'il laissait tout faire dans la commune, et qu'il signait tout en blanc ; — Attendu que toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne, ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation, et que toute expression outrageante, terme

de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure; — Attendu que les propos tenus par dame Bertrand ont un caractère diffamatoire et injurieux à l'égard des demandeurs, mais, qu'ayant été tenus dans un lieu non public, ils doivent être assimilés à l'injure simple, ainsi que cela a été décidé par les arrêts des Cours de Besançon du 9 juillet 1885 et de Cassation du 18 novembre 1886; — Attendu que les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever lorsqu'il s'agit des actions civiles pour diffamations ou pour injures publiques ou non publiques, qu'elles soient verbales ou par écrit autrement que par la voie de la presse, lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle; qu'en conséquence, notre compétence ne saurait être contestée; — Attendu que les allégations lancées par la dame Bertrand ont eu pour conséquence d'atteindre la probité et la considération qui s'attachent à M. Lecoanet, tant en sa qualité d'instituteur public qu'en celle de secrétaire de mairie; qu'en raison de cette double fonction, il devient nécessairement le confident d'une grande partie de la population de la commune, et l'atteindre dans sa considération, dans son honneur, dans sa probité même, c'est le dépouiller de l'estime et du prestige dont il jouit; — Attendu que dame Bertrand, depuis déjà un certain temps, avait, avec M. Lecoanet, des rapports dépourvus de toute cordialité; qu'en faisant suivre ses accusations de l'expression, non con-

tredite, suivante : « Si seulement il s'en allait »; elle a ainsi manifesté une haine bien caractérisée qui vient fortifier l'intention formelle de lui nuire; qu'on retrouve encore cette même intention dans l'incrimination de M. Pourrette en sa qualité de maire de Regney, à qui elle reprochait sa mollesse, son défaut de surveillance, sans ménager les termes de mépris en vue de rendre vraisemblables les soustractions reprochées à Lecoanet à deux reprises différentes avec persistance; — Attendu que vis-à-vis de M. Pourrette, maire, il en résulte aussi, non seulement un froissement moral, mais encore une complicité tacite de nature à compromettre sa dignité et son honneur et lui ôter toute confiance tant à l'égard du Conseil municipal qu'à celui de ses concitoyens; — Attendu qu'à la date du 25 janvier dernier, Emile Chevrier, témoin n° 4, à la suite de diverses investigations motivées par les assertions de M^{me} Bertrand, fut trouver cette dernière en vue d'attirer son attention sur les conséquences de son imprudence et l'engager à se rétracter afin de s'éviter tout désagrément, ce qu'elle s'engagea à faire sans jamais s'exécuter; que cette attitude vient encore accroître son intention bien arrêtée de nuire à Lecoanet; — Attendu qu'à la suite de la démarche qui précède restée infructueuse, les conseillers municipaux Chevrier et Finance, témoins n° 4 et 5, saisirent, ainsi que c'était leur devoir, le Conseil municipal de ces accusations, et à la suite de cette interpellation logique, il fut produit à cette assemblée une déclaration qui sera timbrée et enregistrée en même temps que les présentes, à la date

du 17 février dernier, délivrée par M. Perreau, receveur municipal de Regney, de laquelle il résulte que les détournements reprochés aux demandeurs ne sont pas établis et n'ont jamais existé; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que lorsque les propos injurieux ont été tenus dans un lieu privé, c'est-à-dire qu'ils n'ont reçu aucune publicité directe de la part de leur auteur, il n'y a pas lieu de prescrire de publicité, une simple condamnation en dommages-intérêts étant suffisante pour réparer le préjudice causé par les défendeurs; — Attendu que nous possédons tous les éléments nécessaires en vue de faire une juste et saine application des articles 1382 et 1383 du Code civil; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement en dernier ressort, condamnons dame Bertrand en 100 francs de dommages-intérêts qui seront répartis ainsi qu'il suit : 1° 25 francs au profit de M. Pourrette, maire; 2° 75 francs à celui de Lecoanet, instituteur; — La condamnons, en outre, à tous les dépens. »

Observations. — Il n'est pas nécessaire que le propos diffamatoire ait été proféré publiquement pour qu'il donne ouverture à une action civile en réparation du préjudice causé. Dans l'espèce, le propos reproché à la défenderesse avait une singulière gravité, car il portait sur un fait précis et déterminé, et contenait l'imputation contre des fonctionnaires d'un détournement d'espèces. C'est donc avec raison que le juge de paix, saisi de l'action civile, a condamné l'auteur de ce propos.

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. COHEN, juge de paix, suppléant.

2 mars 1907.

*Repos hebdomadaire. — Cochers de fiacre.
— Employés salariés. — Loi applicable.
— Contravention.*

La loi du 13 juillet sur le repos hebdomadaire est applicable aux cochers de fiacre, même travaillant avec l'emploi du taximètre. C'est à tort que la Compagnie soutient que l'usage de cet instrument en fait des associés de l'entreprise. Habillés par la Compagnie, ils sont bien des employés salariés.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu que Blache, directeur de la Compagnie l'Urbaine, est poursuivi devant ce Tribunal pour répondre de deux cent trente contraventions à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire; qu'il résulte d'un procès-verbal, daté du 7 janvier dernier, que Touchais, inspecteur du travail, s'étant transporté au dépôt de ladite Compagnie, sis 6, rue des Portes-Blanches, il lui a été déclaré par le chef dudit dépôt, que le repos hebdomadaire n'avait pas été organisé pour les deux cent trente cochers qui y sont attachés, et ce pour le motif que les cochers de fiacre étaient considérés par la Compagnie comme des associés de l'entreprise et non comme des employés salariés soumis à la loi; qu'à notre audience du 26 février, Blache a conclu que les cochers de la Compagnie parisienne de voitures l'Urbaine, n'étant astreints à aucun travail régulier et travaillant isolé-

ment et librement au dehors, sans aucun contrôle, se reposant *ad libitum*, sont des gérants à la journée de l'exploitation de la voiture qui leur est chaque matin confiée, s'ils se présentent au dépôt; qu'ils ne sont ni des ouvriers ni des employés occupés dans un établissement commercial ou industriel, et qu'en conséquence la loi du 13 juillet 1906 ne peut leur être appliquée; — Attendu qu'il convient d'examiner la nature du contrat passé entre la Compagnie l'Urbaine et ses cochers, pour déterminer s'il est exact de considérer les cochers de fiacre comme des associés de l'entreprise ou des gérants intéressés, et non comme des employés salariés; — Attendu qu'il n'est pas contesté par la Compagnie l'Urbaine, qu'elle est propriétaire à Paris d'un important matériel pour le service de la place, consistant en chevaux, voitures et harnais, et qu'elle exploite dans la réalité et pour son compte, conformément à ses statuts, une entreprise de transports sur la voie publique; que cette exploitation comporte l'emploi d'un grand nombre de cochers; que le cocher, revêtu de la livrée de la Compagnie, qu'elle lui fournit gratuitement, est l'agent nécessaire et l'intermédiaire obligé entre la Compagnie et le public; que la Compagnie en est civilement responsable, et qu'aux termes de la jurisprudence, elle est tenue vis-à-vis de lui, pour les accidents du travail, par les dispositions de la loi du 9 avril 1898; qu'ainsi le contrat, intervenu entre la Compagnie et le cocher, fait de celui-ci, non pas un employé ou gérant intéressé, mais un employé salarié; que ce fait est confirmé par l'examen des

conventions passées entre les parties; que le contrat d'engagement spécifie les obligations du cocher envers le public; qu'il y est dit notamment qu'ils devront être prévenants et polis, et que leur tenue devra toujours être réglementaire et d'une propreté rigoureuse; qu'il est stipulé que tout cocher, qui désirera ne pas travailler, devra en obtenir la permission de son chef de dépôt; — Que ces diverses stipulations établissent entre les parties des rapports de patron à employé et non d'associé à associé ou gérant de participation; que cela est si vrai, qu'en vertu de l'ordonnance de police du 23 août 1888, pour chaque cocher nouvellement inscrit ou cessant de l'être sur ses registres, la Compagnie informe le préfet de police que le cocher est entré à son service ou qu'il l'a quitté; — Que vainement la Compagnie soutient que l'emploi du compteur taximètre a fait du cocher le gérant à la journée de la participation ayant pour objet l'exploitation de la voiture qu'il conduit, en partageant, dans la proportion de 75 pour 100 pour la Compagnie et de 25 pour 100 pour le cocher, la recette indiquée par le taximètre; qu'en effet, travaillant soit à la moyenne, soit au taximètre, le cocher fournit toujours à la Compagnie son travail, qui consiste à conduire la voiture, et que son salaire est toujours dans les deux cas représenté par la différence entre le montant total de la recette qu'il a perçue pour le compte de la Compagnie et la somme qu'il doit payer pour l'emploi du matériel; — Que les cochers de la Compagnie l'Urbaine sont donc des employés salariés d'une entreprise de

transports par terre autre que les chemins de fer ; que le repos hebdomadaire établi par l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 doit donc leur être donné, avec, aux termes du paragraphe 9 de l'article 3 de ladite loi, faculté de plein droit d'organiser le repos par roulement ; — Attendu que ces principes reconnus constants, il y a lieu de faire application à Blache des dispositions de l'article 13 de ladite loi, portant que l'amende est appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées illégalement ; — Par ces motifs, dit et juge que la loi du 13 juillet 1906, établissant le repos hebdomadaire, est applicable aux cochers de la Compagnie parisienne l'Urbaine, dont Blache est le directeur d'exploitation ; — Condamne Blache en deux cent trente amendes de 1 franc chacune ; le condamne en tous les dépens. »

Observations. — L'emploi du taximètre change le mode de payement des salaires du cocher de fiacre, mais ne modifie pas sa qualité. Il reste toujours employé salarié de la Compagnie qui l'a admis dans son personnel. D'ailleurs, il convient de remarquer qu'avant l'usage du taximètre devenu à peu près général, le payement des cochers différait entièrement de celui des ouvriers de main-d'œuvre ; c'était, comme aujourd'hui, une sorte de louage de voitures et de chevaux à des conditions déterminées. Il n'y a guère que les cochers, propriétaires eux-mêmes des voitures qu'ils conduisent, qui soient affranchis de l'obligation du repos hebdomadaire.

Justice de paix du canton de Vourmay
(Indre-et-Loire).

Présid. : M. A. JOUANNEAU, juge de paix.

30 novembre 1906.

Demande en garantie. — Conditions de la recevabilité. — Responsabilité du bailleur à raison des troubles de son locataire. — Conditions de l'action. — Rejet de l'action dirigée contre le bailleur.

Pour qu'il y ait lieu à garantie, encore faut-il que cette demande dérive du même titre, du même fait ou de la même cause que la demande principale à laquelle elle doit se rattacher par un lien intime et nécessaire, une relation de dépendance et de subordination. Un recours en garantie suppose donc nécessairement un lien de connexité entre l'obligation du garant et celle du garanti ou débiteur principal.

Le bailleur ne peut être responsable de l'usage abusif que le preneur a fait des lieux loués, alors qu'il n'a point antérieurement commis cet abus qui s'est produit en dehors des stipulations du bail.

Leur action en responsabilité procédant de l'article 1382 du Code civil, les propriétaires ou locataires voisins ne peuvent que s'adresser à l'auteur même du trouble qui leur a été causé.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs dires, moyens et conclusions, ainsi que les avocats de la cause, du barreau de Tours, en leurs plaidoiries, savoir : M^e Rouger pour le demandeur principal, et M^e Gabourin pour l'appelé en garantie ; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905 ; — Vu l'article 32 du Code de procédure civile ; — Vu également l'article 1382 du Code civil ; — Attendu que, par exploit du 5 novembre cou-

rant (1806), M. Guchan a fait citer M. Coudray devant le Tribunal de céans pour s'entendre, le cité, condamné à lui payer, avec les dépens, la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice à lui causé par le trouble apporté à sa jouissance d'une cour commune entre les parties, sise au Bourg de Monnaie, par M. Vallée, qui l'embarrasse en y laissant séjourner sans besoin ses chevaux et ses voitures, et dont, d'après le demandeur, le cité serait responsable à titre de propriétaire d'une maison louée par lui audit M. Vallée; — Attendu qu'à la première audience M. Coudray a demandé à appeler en garantie M. Vallée, auteur du prétendu trouble et comme l'ayant commis en dehors et au mépris des stipulations de son bail; — Qu'autorisé à cette fin par notre jugement du 9 novembre cotrait, il a, par exploit du 43 du même mois, cité M. Vallée, son locataire, devant le Tribunal de céans pour entendre dire, le cité, qu'il sera tenu de le garantir et indemniser des condamnations prononcées contre lui en principal et accessoires; — Sur la demande en garantie: — Attendu, en droit, pour qu'il y ait lieu à garantie et que le recours en soit recevable, encore faut-il que cette demande dérive du même titre, du même fait ou de la même cause que la demande principale à laquelle elle doit se rattacher par un lien intime et nécessaire, une relation de dépendance et de subordination (Cass., 21 janvier 1863, D., 1863, I, 46; 24 janvier 1865, S., 1865, I, 458; 22 décembre 1869, D., 1870, I, 55; 15 mars 1875, S., 1875, I, 26; 3 janvier 1882, D., 1883, I, 120; 27 mai

1887, D., 1888, I, 80; Douai, 5 décembre 1887, *Pand. Pr. pér.*, 1888, II, 137; Orléans, 1^{er} février 1889, D., 1890, I, 222; Cass., 4 juillet 1889, D., 1890, I, 376; Rennes, 30 juin 1890, D., 1892, II, 304; Am., 6 janvier 1892, D., 1892, II, 254; Cass., 1^{er} août 1892, D., 1892, I, 360); — Qu'un recours en garantie suppose d'une manière nécessaire un lien de connexité entre l'obligation du garant et celle du garanti ou débiteur principal (Rouen, 25 juillet 1887, sous Cass., 19 février 1890, D., 1890, I, 241; *Pandectes françaises*, v^o Garantie, n^{os} 53 et 90; Fuzier-Herman, *loc. cit.*, n^{os} 55 et 299); — Que, dans le cas où le défendeur principal n'est pas tenu à l'obligation qui sert de base à l'action, un appel en garantie ne saurait être utilement formé faute de lien de droit; — Que l'appel en garantie, fût-il personnellement tenu à cette obligation, ce n'est pas au défendeur principal qu'intombe la charge de le mettre en cause par une action récursoire en garantie, mais au seul demandeur par une citation directe; — Attendu, en fait, que l'action intentée par M. Guchan contre M. Coudray n'a pas pour objet la répression d'un trouble portant atteinte à la possession annale du demandeur; — Qu'en tout cas, cette action n'est pas prise comme telle, mais bien comme une simple demande en dommages-intérêts pour des faits auxquels le demandeur lui-même reconnaît que le défendeur principal est demeuré complètement étranger; — Qu'il n'y a aucun lien entre l'obligation de M. Coudray qui consiste à procurer et assurer à son locataire, M. Vallée, la jouissance paisible de l'immeuble qu'il lui a loué, et celle de ce dernier

qui est de ne causer aucun trouble à ses voisins par des abus de jouissance que n'autorise pas son bail ; — Attendu, dès lors, qu'en droit comme en fait, l'action en garantie procède mal et doit être repoussée comme irrecevable ; — Sur la demande principale : — Attendu, en droit, d'une part, que le trouble causé par un locataire ne peut engager la responsabilité de son propriétaire qu'autant que ce locataire l'a commis en qualité de représentant de son propriétaire, et que partant ce trouble implique ou est de nature à impliquer du chef de ce dernier contradiction à la possession que le tiers lésé a de son immeuble ou de l'immeuble commun ; — Attendu, d'autre part, qu'il est de doctrine et de jurisprudence constantes que le bailleur ne peut être responsable de l'usage abusif que le preneur a fait des lieux loués, alors qu'il n'a point autorisé cet abus qui s'est produit en dehors des stipulations du contrat de bail (Trib. Rouen, 7 avril 1883, *Gaz. Pal.*, 1883, II, 132) ; — Que les propriétaires ou locataires voisins, vis-à-vis desquels le bailleur n'est tenu par aucun lien contractuel, n'ont aucune action contre ce dernier ; — Que le dommage dont ils se plaignent provenant d'un abus de jouissance de la part du preneur, abus que le bailleur n'a pas autorisé, leur action en responsabilité a sa base dans l'article 1382 du Code civil et ne peut par suite être dirigée que contre l'auteur même du dommage (Bordeaux, 15 juillet 1845, S., 1847, II, 537 ; Cass., 12 juin 1855, S., 1855, I, 710 ; 27 mars 1876, D., 1876, I, 271 ; 19 janvier 1898, *Revue J. P.*, 1899, 37, et *ad notam* ; Guillouard, *Du*

Louage, 1, n° 192 ; Fuzier-Herman, v° *Bail en général*, n° 1053 et suiv. ; *Pandectes françaises*, *cod. v°*, n° 1170 et suiv.) ; — Attendu, en fait, que, dans la cause actuelle, MM. Guchan et Coudray sont complètement étrangers l'un à l'autre ; — Qu'aucun lien de droit n'existe entre eux ; — Que M. Coudray justifie, par la représentation du bail intervenu entre lui et M. Vallée au rapport de M^e Paucher, notaire à Monnaie, le 8 janvier 1904, n'avoir jamais autorisé son locataire à commettre des abus de jouissance sur la cour commune ; — Que, dès lors, ces abus de jouissance, si tant est qu'ils existent, ne peuvent donner ouverture à une action en dommages-intérêts que contre leur propre auteur ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens par application de l'article 130 du Code de procédure civile ; — Parces motifs et par jugement contradictoire en dernier ressort ; — Disons que c'est à tort et par erreur que M. Coudray a appelé MM. Vallée en garantie ; — Déclarons cette demande en garantie non recevable comme étant sans objet et en laissons les frais à la charge de M. Coudray ; — Déclarons M. Guchan non recevable et en tout cas mal fondé dans sa demande contre M. Coudray ; — L'en déboutons et le condamnons aux dépens faits sur cette demande. »

Observations. — Solution juste et bien motivée en droit. Bien souvent en fait, mais à tort, les locataires des divers appartements d'une même maison s'en prennent au propriétaire du tort qui leur est causé par un colocataire. C'est à l'auteur même du fait dommageable qu'ils

doivent intenter leur action, si ce fait n'est pas spécialement prévu et autorisé par le bail. Dans ce dernier cas, le bailleur a pu engager sa responsabilité personnelle en autorisant des actes de nature à nuire à ses autres locataires.

Justice de paix du canton de Vimoutiers
(Orne).

Président : M. PENDRIÉ, juge de paix.

16 février 1906.

Diffamation. — Imputation d'un fait précis et déterminé. — Dommages-intérêts. — Pouvoir d'appréciation du juge.

Le terme de voleur peut constituer une simple injure, mais le fait d'accuser quelqu'un d'avoir volé une certaine quantité de linge est une diffamation, car il y a là l'imputation d'un fait précis et déterminé.

Lorsque la demande de dommages-intérêts est exagérée, il appartient au juge d'apprécier, d'après la situation des parties en cause et la nature des propos reprochés, quelle somme doit être allouée au demandeur.

Le juge de police peut, en outre, ordonner l'insertion de la sentence dans un ou plusieurs journaux de la localité.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance du ministère de M^e Manguard, huissier à Vimoutiers ; — Ouï les parties en personne et par mandataire ; — Attendu que par cette citation les époux Baillard, le père agissant comme tuteur légal de sa fille mineure, réclament cent francs de dommages-intérêts à la veuve Olivier

et l'insertion du jugement pour diffamation verbale à l'adresse de la fille Angéline Baillard et de sa mère, née Gaillard ; — Attendu que les époux Baillard basent cette action sur ce que la veuve Olivier a diffamé leur fille en l'accusant de lui avoir volé une certaine quantité de linge, et la femme Baillard d'avoir recelé chez elle le linge volé par sa fille ; — Attendu que si le terme de voleur constitue une simple injure, le fait d'accuser quelqu'un d'avoir soustrait une quantité déterminée de linge constitue bien la diffamation ; — Attendu que revenant sur le moyen de défense qu'elle avait adopté dans le cabinet de conciliation en soutenant qu'elle n'avait fait part de ses soupçons qu'à la gendarmerie seulement, la veuve Olivier a convenu, par l'organe de M^e Bouet, son avocat, avoir peut-être tenu ces propos dans un moment de surexcitation et à quelques rares personnes, et qu'elle offre vingt-cinq francs pour tous dommages-intérêts ; — Attendu que les aveux passés à la barre par la veuve Olivier nous ont empêché d'ordonner une enquête qui nous aurait démontré le degré de sincérité de ces aveux, mais que des renseignements dont nous nous sommes entouré, il résulte au contraire que ce n'est pas qu'à de rares personnes, comme elle le prétend, que la veuve Olivier a tenu ces propos, mais qu'elle a mis un certain acharnement à les colporter ; — Attendu que si le préjudice causé par les imputations portées contre la femme Baillard est nul en l'espèce, il n'en est pas ainsi en ce qui concerne sa fille ; — Que le fait de l'avoir accusée de lui avoir volé du linge a

porté atteinte à la réputation de cette dernière ; — Que ces propos sont évidemment répréhensibles lorsque l'on envisage surtout que depuis cette époque elle n'a pu trouver que difficilement de l'ouvrage à Livarot ; — Attendu, en conséquence, que la demande en dommages-intérêts est fondée et que les époux Baillard ont avec raison intenté des poursuites pour faire cesser des bruits malveillants circulant sur le compte de leur fille ; — Mais attendu que le juge souverain appréciateur des faits est libre de graduer les dommages-intérêts non seulement suivant la gravité qu'ont revêtue les propos injurieux, mais aussi suivant les conséquences que lesdits propos ont pu avoir ; — qu'il faut admettre qu'en l'espèce la diffamation n'a pas atteint les proportions que les époux Baillard lui ont assignées en l'exploit introductif d'instance, dans le but évident, en en amplifiant les conséquences, de donner plus de consistance à la demande ; — Attendu que la portée des propos injurieux qui aurait pu être très préjudiciables si les époux Baillard n'avaient pas intenté des poursuites pour les faire cesser, a été bien moindre parce qu'aussitôt enrayée ; — Attendu que la demande en dommages-intérêts est exagérée et pas en rapport avec le préjudice causé ; — Qu'ils eussent été mieux inspirés en limitant leur demande, la condamnation de la défenderesse en semblable cas, étant en elle-même la plus efficace et la meilleure des réparations pour outrages à l'honneur et à la réputation de leur fille ; — Attendu néanmoins et comme il est dit plus haut, que les propos incriminés constituent bien une

diffamation comme renfermant l'imputation d'un fait précis et bien déterminé, le fait d'avoir volé du linge, et que cette distinction a une importance pour des déductions qui vont suivre ; — Attendu, en effet, que l'élément essentiel de la diffamation est la publicité, et qu'à ce sujet la conduite de la veuve Olivier, légère pour ne pas employer de terme plus expressif et qui serait plus exact, a été pour beaucoup la cause que les journaux régionaux tels que le *Lexovien*, le *Bonhomme Normand*, le *Courrier de Livarot-St-Pierre-sur-Dives* et *Mézidon*, le *Courrier d'Argentan-Vimoutiers* et *Trun*, ont rapporté la nouvelle ; — Attendu que ces deux derniers expriment ainsi dans leur numéro du 23 janvier au 4 février dernier dans la *Chronique locale* et sous la rubrique même : « Vol de linge. Vendredi, la gendarmerie a arrêté, à Livarot, la nommée Angéline Baillard, âgée de quinze ans et demi, pour vol de trente-cinq francs de linge au préjudice de Mme veuve Olivier, couturière à Vimoutiers, alors qu'elle était en apprentissage chez celle-ci ; ce vol remonte à environ deux mois » ; — Attendu que cette publicité inexacte est d'autant plus regrettable que l'action a dû être portée, à cause du domicile de la défenderesse, devant notre juridiction, qui n'est pas celle des demandeurs, et qu'un jugement seul en paiement de dommages-intérêts peut ne pas être connu par tous les habitants du canton de Livarot qui ont été mis au courant de l'accusation ; — Attendu que, pour toutes ces causes les époux Baillard et surtout leur fille, pourraient se ressentir longtemps encore du préjudice tant

matériel que moral, causé par cette accusation, et qu'il importe de donner à la réhabilitation autant de publicité qu'à l'accusation ; — Attendu qu'aux termes de l'article 439 du Code de procédure civile, la partie qui succombe au principal doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs : — Vu l'article 3 de la loi du 12 juillet 1905, et par application des articles 1382 et 1383 du Code civil ; — Vident notre délibéré, jugeant en audience publique, contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamnons la veuve Olivier à payer aux époux Baillard la somme de vingt-cinq francs à titre de dommages-intérêts et faisant droit en leur demande, ordonnons à titre de réparation civile, l'insertion du dispositif du présent jugement dans le premier numéro à paraître du journal des trois cantons, éditions de Livarot-St-Pierre-sur-Dives et Mézidon ; — et Argentan-Wimoutiers et Trun, aux frais de la veuve Olivier qui sera tenue d'en rembourser le coût au vu et contre remise de la quittance de l'imprimeur ; — La condamnons, en outre, en tous les dépens de l'instance, taxés et liquidés à la somme de dix francs soixante-cinq centimes, en ce non compris le coût du présent jugement, de son enregistrement, délivrance et signification si besoin est. »

Observations. — Solution justes. L'imputation de vol est toujours grave, surtout l'imputation d'un vol déterminé et précisé. Nous ne ferons sur ce jugement qu'une seule critique. Il ne limite pas les frais de l'insertion qu'il ordonne. C'est une mesure prudente que beaucoup de

magistrats ne manquent pas de prendre, afin que la partie qui l'a obtenue n'en abuse pas pour charger son adversaire de frais exagérés.

Tribunal de simple police de Grasse
(Alpes-Maritimes).

Président : M. Jean REY, juge de paix.

2 mars 1907.

Culte. — Séparation des Eglises et de l'Etat. — Absence de déclaration préalable. — Procès-verbal. — Acquiescement du prévenu.

Le fait par un prêtre d'avoir prononcé dans une église un sermon devant un public plus ou moins nombreux, sans avoir fait préalablement une déclaration à l'autorité compétente pour la recevoir ne tombe sous l'application d'aucune loi répressive.

En conséquence, il appartient au Tribunal de simple police saisi d'une poursuite contre ce prêtre, d'annuler le procès-verbal et de renvoyer le prévenu sans amende ni dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que l'abbé Jean Rochette est poursuivi en vertu d'un procès-verbal de M. le commissaire de police de la ville de Grasse, dressé sur le rapport de l'agent Puverel, constatant que, le 17 décembre 1906, à 7 h. 30 du matin, le prévenu se trouvant dans l'église paroissiale de la ville de Grasse, en présence d'un public d'environ 100 personnes, est monté en chaire et a prêché aux fidèles réunis dans l'église ; — Que cette réunion n'ayant pas été précédée de la formalité de la déclaration prescrite par l'arti-

cle 2 de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques, le ministère public requiert, à l'encontre de l'abbé Rochette, l'application de l'article 10 de ladite loi et la répression énoncée en l'article 471, § 15, du Code pénal; — Attendu que le prévenu, par l'organe de son défenseur, M^e de Lacouture, avocat, tout en reconnaissant la matérialité des faits rapportés au procès-verbal, a soutenu et fait plaider que ceux-ci ne tombent pas sous le coup de la loi du 30 juin 1881, laquelle n'a pu viser les cérémonies ou réunions relatives à l'exercice du culte; — Que même le fait, par un ministre du culte catholique, de faire aux fidèles dans une église, une prédication, un sermon ou toute autre instruction religieuse inhérente à son culte ne saurait constituer une réunion publique au véritable sens de la loi du 30 juin 1881 sur laquelle se fonde exclusivement la poursuite; — Que, dès lors, ce faisant, il n'a pas organisé la « réunion publique » visée et réglementée par le législateur de 1881; — Qu'il n'a fait qu'exercer un acte coutumier de son ministère dans un lieu qui lui est spécialement affecté et que l'autorité tient ouvert aux fidèles du culte catholique; — Attendu que les cérémonies concernant l'exercice de ce culte étaient régies, avant les faits dénoncés et poursuivis, par la loi du 18 germinal an X; mais que cette loi a été abrogée et remplacée par celle des 9-11 décembre 1905, dite loi de séparation des Eglises et de l'Etat; — Attendu que cette dernière loi, en son article 1^{er}, pose ce principe : que le libre exercice des cultes est garanti, mais sous certaines restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public;

— Attendu qu'aux termes de l'article 25 de la même loi, « les réunions pour la célébration d'un culte, tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition, sont publiques. Elles sont dispensées des formalités de l'article 8 de la loi du 30 juin 1881, mais restent placées sous la surveillance de l'autorité dans l'intérêt de l'ordre public. Elles ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration faite dans les formes de l'article 2 de la même loi et indiquant le local dans lequel elles seront tenues. Une seule déclaration suffit pour l'ensemble des réunions permanentes, périodiques ou accidentelles qui auront lieu dans l'année. » — Attendu qu'il résulte formellement de ce texte que le législateur de 1905 a voulu soumettre les cérémonies du culte à certaines dispositions de la loi de 1881 sur les réunions publiques, à laquelle il s'est expressément référé, mais que, ce faisant, il a aussi tenu compte du caractère de ces réunions; qu'il n'a pas voulu les identifier absolument aux réunions publiques visées par ladite loi; — Que, dans ce but et pour mieux harmoniser la pratique des cérémonies du culte avec les exigences de la loi de 1881, il a été spécialement prévu, dans la loi de 1905, un régime de faveur, c'est-à-dire une atténuation notable des obligations édictées par la loi de 1881 en matière de réunion publique; — Mais attendu que ces dispositions particulières ne visent que les cérémonies du culte se produisant dans les locaux appartenant ou mis à la disposition d'une association cultuelle; — Que la loi de 1905 n'a

rien prévu de spécial à ce sujet, hors le cas d'association cultuelle; — Que, dans le silence de la loi sur ce point et en l'état des faits poursuivis, aucune association cultuelle n'ayant été formée à Grasse, le Tribunal doit rechercher et décider s'il y a eu, en l'espèce, réunion publique au sens de la loi de 1881 et par suite infraction à ladite loi qui seule est visée dans la poursuite; — Attendu qu'il n'est pas discutable que la loi du 30 juin 1881 n'a pu viser les réunions ou cérémonies quelconques se produisant dans les églises à l'occasion de l'exercice du culte; — Que cette loi, cela ressort nettement des travaux préparatoires qui en ont précédé le vote, répondait à des nécessités d'un ordre particulier et n'a eu surtout pour but, comme celle de 1868 à laquelle elle a fait suite, que de réglementer les réunions se produisant à l'état occasionnel et momentané, mais nullement celles ayant un caractère de permanence et d'organisation, telles que les réunions exclusivement relatives à la célébration du culte; — Attendu qu'en se confinant rigoureusement sur le terrain limité par le législateur de 1881, on ne saurait assimiler juridiquement les cérémonies cultuelles, quelles qu'elles soient (messes, sermons ou autres) et les réunions de fidèles qui en sont quotidiennement et plusieurs fois par jour la conséquence, dans les églises tenues ouvertes, à cet effet, par l'autorité administrative, aux réunions publiques visées et réglementées par la loi du 30 juin 1881, ni essayer de leur en appliquer intégralement le texte; — Que, d'ailleurs, cette assimilation ou cette identification absolue a répugné au

législateur de 1905 qui n'a voulu rendre applicables aux cultes, en les atténuant, du reste, que certaines dispositions de la loi de 1881; que, de ce fait, le législateur de 1905 a nettement consacré le principe de la non-application pure et simple de la loi de 1881 aux réunions du culte; — Attendu que si la loi de 1905, dont il n'est pas fait état dans la poursuite, est étrangère à la contravention relevée contre le prévenu et ne peut recevoir son application en l'espèce (ce qui n'est contesté par personne), la loi de 1881 ne l'est pas moins, car celle-ci ne pourrait trouver application dans la poursuite qu'en vertu des dispositions de la loi de 1905; — Qu'en l'état et pour faire application pure et simple de la loi de 1881, c'est-à-dire du droit commun, il faudrait admettre, non seulement l'obligation à la déclaration, mais encore l'accomplissement de toutes les autres formalités imposées par ladite loi (formation d'un bureau, etc.), et ce, préalablement à chaque réunion cultuelle, lesquelles se renouvellent tous les jours et plusieurs fois par jour; — Mais qu'une telle interprétation, en l'espèce, non seulement constituerait une application abusive et absurde de la loi, mais serait évidemment contraire à l'esprit qui a animé le législateur de 1905; — Attendu, dans ces conditions, qu'aucun texte précis n'existait dans les lois françaises à la date du 17 décembre 1906, pour être appliqué à la répression de l'acte reproché au prévenu; — Que la preuve en est, du reste, dans l'avis même du Conseil d'Etat des 25 et 31 octobre 1906 et dans le fait du vote de la loi du 2 janvier 1907 (art. 4) inspiré par cet avis,

loi qui est venue combler la lacune existant dans la loi de 1903; — Attendu qu'en matière de répression pénale, il est de principe que le juge ne peut qu'appliquer des textes formels se rapportant directement et expressément aux faits poursuivis, qu'il ne lui appartient, en aucun cas, de combler les lacunes de la loi en recourant, par des raisonnements ou des analogies plus ou moins habiles, à un texte dont l'application, dans le cas actuel, est au moins des plus douteuses, puisqu'elle est encore actuellement des plus controversées, non seulement par les Tribunaux appelés à statuer, mais aussi par les juriconsultes et par des hommes d'Etat éminents; — Que ce doute et cette controverse, en matière pénale, doivent, selon la règle, profiter au prévenu; — Attendu que, dans ces conditions, on ne peut dire que, le 17 décembre 1906, l'abbé Ro-

chette s'est trouvé en état de contravention à l'article 2 de la loi du 30 juin 1884; — Par ces motifs, vu l'article 169 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu: « Si le fait « ne présente ni délit, ni contra- « tion de police, le Tribunal annu- « lera la citation, et tout ce qui aura « suivi et statuera, etc. »; — Statuant contradictoirement, publiquement et en dernier ressort, relaxe l'abbé Jean Rochette des fins de la poursuite dirigée contre lui, sans peine ni dépens. »

Observations. — Nous croyons inutile de discuter les motifs de ce jugement, d'ailleurs bien présentés, la loi du 28 mars 1907 autorisant aujourd'hui, par son article 1^{er}, la tenue des réunions publiques, quel qu'en soit l'objet, sans déclaration préalable.

Tribunal de simple police de Paris.

Président, M. HAMELIN, Juge de paix.

23 janvier 1907.

Automobiles. — Numéro de police. — Inscription à la craie. — Contravention.

Le numéro que les automobiles doivent porter à l'arrière ne peut pas être inscrit à la craie, surtout lorsque cette inscription n'a pas les formes réglementaires, hauteur, épaisseur, etc.

Dans ce cas, l'inscription à la craie constitue une contravention à la charge du conducteur et du propriétaire de la voiture.

Ainsi décidé par le jugement suivant:

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le 4 octobre 1906, à six heures dix minutes du soir, Vasseur, sous-brigadier des gardiens de la paix, a constaté, rue de la Paix, à Paris, que le nommé Malherbe conduisait une automobile appartenant au sieur de Guyonnet dépourvue d'un récépissé de déclaration, et que le numéro de police 910 était inscrit à la craie sur l'arrière du véhicule ; — Attendu qu'à raison de ces faits, les sieurs Malherbe et de Guyonnet ont été cités à la requête du ministère public devant le Tribunal de simple police de Paris, pour contravention à l'article 8 du décret du 10 mars 1899 et article 2 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 1901 ; Attendu que le sieur de Guyonnet, seul représenté à l'audience par l'organe de son mandataire, reconnaît bien les faits relevés audit procès-verbal et se borne à soutenir, en ce qui touche la seconde contravention, que le fait d'inscrire un numéro de police à la craie ne constitue pas une contravention, l'arrêté ministériel

exigeant simplement la reproduction du numéro en caractères blancs sur fond noir et le mode d'inscription à la craie remplissant strictement l'exigence de ce texte, appuyant sa prétention notamment sur un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, en date du 26 avril 1904 ; — Mais attendu que, si, en effet, le jugement ci-dessus relaté a pu décider que le fait d'inscrire un numéro de police à la craie, alors que le procès-verbal ne contenait à cet égard aucune appréciation sur la forme et la disposition des chiffres et lettres composant le numéro d'ordre et dès lors ne constituait pas une contravention, le propriétaire d'automobile doit bien se persuader qu'il n'a la faculté d'employer la craie que sous la réserve, d'une part, de toujours représenter le numéro facilement lisible et distinct, en se conformant, d'autre part, strictement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 1901 ; — Que c'est ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce, le sieur Vasseur, rédacteur dudit procès-verbal, entendu comme témoin sous la foi du serment, à la précédente audience du 15 décembre dernier, ayant déclaré formellement que le numéro à la craie incriminé n'était pas conforme au règlement comme n'ayant pas les caractéristiques (hauteur, épaisseur du trait, etc.) réglementaires ; — Attendu, enfin, que l'inscription faite à la craie sur la plaque d'une automobile ne saurait constituer en fait qu'une preuve d'identité absolument illusoire ; qu'elle pourrait être changée à chaque instant, qu'à tout moment et à raison des variations de la température et de l'état

des routes ou voies publiques, les caractères pourraient en être altérés ou même complètement effacés par la poussière, la boue, la pluie, etc.; qu'il n'est pas admissible que le législateur se soit contenté d'un moyen de contrôle aussi défectueux; — Par ces motifs, condamne Malherbe à 1 franc d'amende; — Condamne de Guyonnet à 1 franc d'amende, etc., etc. »

Observations. — L'inscription à la craie est-elle suffisante? La question s'est posée le 26 avril 1904 devant le Tribunal correctionnel de la Seine, qui a semblé disposé à l'affirmative, en se basant, pour acquitter le prévenu, sur ce que le procès-verbal ne contenait aucune indication sur la forme et la disposition des caractères. Il y a lieu de penser qu'en thèse générale l'inscription à la craie est insuffisante, car elle peut être effacée au gré du conducteur de la voiture, ou même contre son gré, et ne présente aucune garantie de fixité et d'identité.

Justice de paix du canton de Laroche-foucauld (Charente).

Président : M. GALOPEAU, juge de paix.

21 février 1906.

Elections. — Domicile. — Commission administrative et municipale. — Nullité. — Evocation du fond. — Inscription sur la liste électorale.

Le domestique qui réside chez son maître est réputé y avoir son domicile; il peut donc réclamer son inscription sur la liste électorale au domicile de ce maître, sans qu'on puisse lui objecter qu'il n'a pas six mois de résidence.

Le domicile réel confère, *ipso facto*, le

droit d'être inscrit sur la liste électorale.

Il est de principe que nul ne doit être, par son fait, inscrit comme électeur dans deux localités différentes.

Néanmoins le domestique qui, à son insu et contrairement aux prescriptions de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, a été indûment maintenu sur la liste électorale d'une commune où il a cessé d'habiter, en cette qualité, depuis plus d'un an, ce dont aurait dû s'assurer la Commission administrative, ne saurait pâtir de cette erreur, et doit être inscrit également sur la liste de la nouvelle commune où sa cohabitation avec le maître, comportant pour lui attribution du même domicile, lui a fait perdre son domicile antérieur.

Les décisions de la Commission municipale ne sont valables que si elles sont prononcées en présence des cinq membres, avec mention expresse de cette présence.

Le juge de paix devant lequel, comme juge d'appel, sont produites de telles décisions doit, même d'office, en prononcer la nullité.

Dans ce cas, il y a lieu pour lui d'évoquer le fond et, avant d'ordonner l'inscription du domestique sur la liste électorale de la commune où il cohabite avec son maître, d'examiner s'il réunit toutes les conditions de capacité exigées par la loi.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant, comme juge d'appel, et en dernier ressort; — Vu l'acte d'appel du sieur Ratinaud en date du 13 février 1906; l'avertissement envoyé le 17 février pour l'audience de ce jourd'hui audit Ratinaud; le décret du 2 février 1832; la loi du 7 juillet 1874 et celle du 5 avril 1884; — Vu également la copie de la décision du 8 février 1906, dont est appel,

de la Commission municipale de la commune de Brie; le certificat précédemment énoncé du maire de Champniers du 11 février 1906 et la lettre de ce magistrat municipal en date du 16 février courant, lesquelles pièces demeureront ci-annexées; — Vu encore l'extrait négatif du casier judiciaire dudit Ratinaud, demeuré aussi ci-annexé, et son livret militaire; — Ouï l'appelant en ses dires et conclusions; — Attendu que l'appel de Ratinaud a été formé en temps utile, qu'il est régulier en la forme et qu'il y a lieu de le recevoir; — Attendu que la Commission municipale, instituée pour statuer, au premier degré de juridiction, sur les contestations relatives aux inscriptions sur la liste électorale, ne peut délibérer valablement que si les cinq membres désignés par la loi pour la composer sont présents et concourent à la délibération; que ce principe formel est consacré par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, dont le plus récent est du 18 mars 1891; que la décision prise par la Commission, sans le concours et en l'absence de l'un de ses membres, est par suite nulle; que c'est là une question d'ordre public, et que le juge a le devoir de prononcer une telle nullité, même d'office; — Attendu que la décision, dont est appel, en date du 8 février 1906, de la Commission municipale de la commune de Brie a été prise par quatre de ses membres seulement, en l'absence du cinquième, d'où suit qu'elle est nulle; qu'il y a lieu de la dire telle et d'évoquer le fond conformément à l'article 473 du Code de procédure civile; — Attendu que tout citoyen français, capable et majeur de vingt

et un ans, peut se faire inscrire sur les listes électorales de la commune où il possède une résidence effective de six mois au moins au 21 mars (circ. min. int., 12 juillet 1894; loi du 30 novembre 1875, art. 1^{re}; loi du 5 avril 1884, art. 14); — Que même le domestique, habitant chez un maître et ayant de droit le même domicile que ce dernier, doit obtenir son inscription sur la liste électorale de la commune dans laquelle ce domicile se trouve situé, sans condition de résidence; — Attendu qu'il résulte des déclarations de Ratinaud, conformes aux énonciations établies dans la décision dont est appel, qu'il habite, comme domestique, aux Petits-Voisins en la commune de Brie, depuis le 24 juin 1905, chez le sieur Delagarde; — Attendu que du certificat délivré par le maire de Champniers le 11 février 1906, il résulte encore que Ratinaud figurait sur les listes électorales de cette commune en 1904 et en 1905; — Attendu que l'inscription précédente dans une commune établissant présomption suffisante que l'on réunit les conditions absolues (capacité électorale, nationalité française et majorité de vingt et un ans — conditions sans la réunion desquelles aucun individu ne peut être admis à exercer ses droits électoraux, et du reste surabondamment justifiées, en l'espèce, par la production des pièces plus haut énoncées), et une condition relative (domicile, résidence); dès lors, la seule justification de cette inscription antérieure suffirait à entraîner inscription dans la commune où se trouve remplie une des conditions relatives telles que : une inscription précédente ou une rési-

dence de six mois ; — Attendu, en conséquence, que Ratinaud, dont la capacité électorale est évidente, soit en raison de sa résidence réelle et effective en la commune de Brie, soit par suite de son inscription précédente dans une autre commune, réunit les conditions voulues pour être électeur en la commune de Brie ; — Attendu cependant qu'il résulte d'une lettre du maire de Champniers, en date du 16 février 1906, que la Commission chargée de la revision de la liste électorale de cette commune, en vue d'éviter une réclamation ultérieure au moment des opérations électorales au cas où le sieur Ratinaud aurait été domestique dans un autre village de la commune, ne sachant sa résidence actuelle, a décidé de le maintenir sur la liste de 1906 ; — Attendu qu'il est de principe que nul ne doit être, par son fait, inscrit comme électeur dans deux localités différentes ; qu'ainsi donc Ratinaud, figurant déjà sur la liste de Champniers, semblerait ne pouvoir être porté sur celle de Brie ; — Mais attendu qu'il y a lieu, en l'espèce, de remarquer que Ratinaud qui n'avait figuré que comme domestique en la commune de Champniers sur les listes de 1904 et 1905, avait quitté cette commune dès le 25 décembre 1904, ainsi que le constate le certificat du maire daté du 11 février 1906 ; que c'est donc indûment et contrairement aux prescriptions de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, qu'il a été maintenu sur la liste de 1906 par la Commission administrative qui ignorait sa résidence actuelle, et par l'unique raison qu'il aurait pu être domestique dans la commune, ce dont il

incombait à cette commune de s'assurer ; — Attendu que cette erreur ne saurait préjudicier à Ratinaud ; — Attendu du reste que tout citoyen ayant un domicile réel dans une commune doit être porté d'office sur la liste électorale de cette commune ; que tel est le cas pour Ratinaud ; qu'en effet, aux termes de l'article 109 du Code civil, les majeurs qui servent habituellement chez autrui ont le même domicile que les personnes qu'ils servent, lorsqu'ils demeurent avec elles dans la même maison ; — Attendu que le domicile réel confère *ipso facto* le droit d'être inscrit sur la liste électorale ; — Attendu, au surplus, que le fait de cohabiter avec le maître, emportant pour le domestique attribution du même domicile, lui fait perdre son domicile antérieur, même malgré une manifestation de volonté contraire (Cass., 16 juillet 1901) ; — Que, de tout ce qui précède, il résulte qu'il y a lieu de faire droit à l'appel de Ratinaud et d'ordonner l'inscription de son nom sur la liste électorale de la commune de Brie ; — Par ces motifs, disons irrégulière et nulle en la forme, en ce qui concerne Ratinaud, la décision, dont est appel, de la Commission municipale de Brie du 8 février 1906 ; disons qu'il y a lieu d'évoquer et de déclarer que Ratinaud a les conditions voulues pour l'exercice des droits électoraux ; par suite, disons recevable et fondé l'appel dudit Ratinaud, et ordonnons l'inscription de son nom sur la liste électorale de ladite commune. »

Observations. — Ce jugement est exact et conforme à la juris-

prudence. Nous ne pouvons que l'approuver en son entier, et nous regrettons que son auteur ait cru devoir se démettre de ses fonctions. Voir les arrêts et documents cités dans le jugement.

Justice de paix de Pertuis (Vaucluse).

Président : M. Camille OLLIVIER, *Q*,
juge de paix.

22 mars 1907.

*Travaux confortatifs. — Mitoyenneté.
Construction dans le terrain d'autrui.*

Le copropriétaire d'un mur mitoyen ne peut être tenu à participer aux frais de réparation, si les travaux exécutés n'ont pas été autorisés ou, à défaut, appréciés par les Tribunaux, sur expertise. Dès lors, le demandeur en paiement de la moitié de la dépense résultant de l'exécution de ces travaux doit être débouté.

Reconventionnellement, un propriétaire n'a pas le droit d'établir les fondations de sa maison, dans la cave d'autrui, sans autorisation du propriétaire, fondé à actionner par la voie de la réintégrande en dommages-intérêts pour le trouble de possession.

Ainsi jugé dans les circonstances que voici :

Callier (Alexandre), ancien maire, propriétaire à Pertuis d'un immeuble formant l'angle de la rue de l'Eglise et de la rue Voltaire, ayant fait réédifier, sur un nouvel alignement, sa maison à peu près détruite, le 25 juin 1906, par un incendie, écrivit, le 3 septembre suivant, au sieur Court, copropriétaire du mur mitoyen, du côté opposé à la rue Voltaire, pour l'aviser qu'il aurait à supporter la moitié de la dépense de ce mur, et l'informer que l'ali-

gnement donné se trouvant sur sa cave, une partie en serait prise pour ledit alignement.

En effet, Callier établit les fondations de ce mur dans la cave de Court; ce dernier s'engagea peu après à vendre à la mairie la partie de sa cave comprise dans l'alignement et, dans la première quinzaine de décembre, Callier vendit à la mairie, pour l'agrandissement de la rue Voltaire, son nouvel immeuble, inachevé. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la demande principale : — Attendu que, pour en établir le bien fondé, le demandeur expose qu'il a réédifié le mur de son immeuble de la rue Voltaire, délabré par l'incendie du 25 juin dernier, après avoir avisé des travaux le sieur Court, copropriétaire, indemnisé pour ce sinistre de la Compagnie d'assurances ; — Attendu que, s'il résulte des termes impératifs de l'article 655 que chacun des propriétaires a une action pour obliger l'autre à contribuer aux travaux nécessaires pour la réparation ou la reconstruction d'un mur mitoyen, il faut toutefois que le mur soit en un état tel que la réfection en soit jugée nécessaire ; — Attendu qu'en effectuant les réparations au mur mitoyen, Callier s'est borné à en informer le défendeur par lettre recommandée, alors qu'il lui incombait — Court ne donnant aucune autorisation — de faire apprécier par les Tribunaux, d'après l'expertise, si la réparation était nécessaire ; — Attendu, en effet, qu'il est de jurisprudence que le copropriétaire d'un mur mitoyen qui, sans en avoir fait constater contradictoi-

rement de mauvais état, a agi sans le consentement de l'autre propriétaire, ou en l'absence d'un jugement ou d'une autorisation constatant la nécessité des travaux exécutés, est déchu du droit de contraindre son copropriétaire à contribuer à la reconstruction et doit supporter seul tous les frais; — Que, dès lors, l'omission par le demandeur d'avoir fait constater, après leur exécution, l'utilité des travaux de consolidation, récrépissage et blanchiment, entraîne pour lui l'obligation de les prendre à sa charge exclusive; — Sur la demande reconventionnelle: — Attendu qu'en établissant les fondations de son mur, dans la cave du défendeur, sans autorisation, Callier a outrepassé ses droits et troublé Court dans sa possession; — Que si le fait, par Callier, d'obstruer par son mur de soutènement dans la cave dont Court avait la possession et jouissance au moment du trouble, constitue un acte violent, de nature à légitimer l'action en réintégration, il y a lieu de constater que, par sa lettre sus-rappelée du 3 septembre, Callier reconnaissait au complainant son droit de copropriétaire de la cave, d'où il paraît en découler que son intention aurait été de l'indemniser du préjudice occasionné; — Qu'il y a lieu de reconnaître que la cave Court est un immense vide au-dessous du rez-de-chaussée, allant jusque sous la rue Voltaire; qu'elle est inutilisée, pour ne pas dire abandonnée, et que la partie litigieuse vient d'être cédée à la commune de Pertuis, pour être très probablement comblée; — Qu'il faut déduire de ce que dessus que, si la spoliation existe, le dommage

en résultant est nul et insignifiant; — Attendu que nous possédons les éléments nécessaires pour ramener à sa plus juste valeur le chiffre des dommages-intérêts, reconventionnellement réclamés; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — Déboutons Alexandre Callier de sa demande; — Le condamnons, en outre, à payer au sieur Court-Consolin la somme de 1 franc, à titre de dommages-intérêts pour le trouble de possession apporté à sa cave; — Le condamnons, en outre, aux frais et dépens. »

Observations. — Solutions incontestablement exactes.

Justice de paix du Chambon-Fegerolles (Loire).

Président : M. PINGEON, Juge de paix.

21 mai 1906.

Saisie-arrest. — Jugement de validité. — Effets. — Transport. — Salaires à échoir. — Saisies postérieures.

Le jugement de validité de saisie-arrest devenu définitif a pour effet de transporter au profit du saisissant, et de lui attribuer la quotité saisissable des salaires dus ou à devoir au débiteur saisi par le tiers saisi jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle la saisie a été validée.

Et, par suite, les saisissants ultérieurs, dont les saisies sont postérieures à la date où ledit jugement est devenu définitif, ne peuvent prétendre à aucun droit sur les retenues faites ou à faire au débiteur saisi jusqu'à libération complète du saisi envers le premier saisissant.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que par notre jugement en date du 2 novembre 1903, nous avons validé les saisie et interventions Roche et Bourgaud et Veuve Drevet, avec attribution auxdits créanciers des retenues faites en même temps que des retenues à faire dans l'avenir ; — Que, par un second jugement, en date du 30 novembre 1903, nous avons également validé les interventions des créanciers Berthail Antonin et Meunier, les interventions de ces deux créanciers s'étant produites avant que notre jugement du 2 novembre 1903 eût acquis force de chose jugée, et que, en conséquence, nous avons attribué, auxdits sieurs Berthail et Meunier, concurremment avec les sieurs Roche et Bourgaud et la Veuve Drevet, le montant des retenues faites et à faire dans l'avenir par la Cie de Montrambert et de la Béraudière tiers-saisi ; — Attendu que les deux jugements précités ont été prononcés par défaut contre le débiteur saisi et contradictoirement avec les autres parties, y compris le tiers-saisi ; — Qu'ils ont été signifiés au débiteur saisi les 7 novembre et 5 décembre 1903 dans la forme prescrite par l'article 10 de la loi du 12 janvier 1895 et qu'ils n'ont été l'objet d'aucun acte d'opposition ni d'appel ; — Que, par conséquent, au moment où les sieurs Vincent et Seyve sont intervenus, comme opposants sur la saisie-arrêt pratiquée sur le sieur Déguillaume les deux jugements précités avaient acquis force de chose jugée ; — Attendu que les jugements des 2 et 30 novembre 1903 devenus définitifs par l'expiration des délais d'opposition et d'appel, ont eu pour effet de transporter au profit des saisissants

Roche et Bourgaud, Veuve Drevet, Antonin Berthail et Meunier la quotité saisissable des salaires dus ou à devoir au sieur Déguillaume, débiteur saisi par la Compagnie de Montrambert et de la Béraudière, tiers-saisi jusqu'à concurrence des sommes pour lesquelles les saisie et interventions ont été validées ; — Que, par suite, les sieurs Vincent et Seyve, dont les interventions sont postérieures à la date où lesdits jugements sont devenus définitifs, ne peuvent prétendre à aucun droit sur les retenues faites ou à faire au débiteur-saisi jusqu'à libération complète de ce dernier envers Roche et Bourgaud, Veuve Drevet, Antonin Berthail et Meunier, bénéficiaires des jugements des 2 et 30 novembre 1903 passés en force de chose jugée ; — Attendu que dès lors, il y a lieu de répartir la somme de 454 fr. 20, montant des retenues effectuées à ce jour par le tiers-saisi entre les seuls bénéficiaires des jugements des 2 et 30 novembre 1903, passés en force jugée ; — Par ces motifs : etc. »

Observations. — Le tribunal de Saint-Etienne, sur appel, a confirmé par jugement du 12 janvier 1907 et par les motifs suivants : — « Attendu que si la loi du 12 janvier 1895 organise une procédure spéciale que doit suivre le créancier qui veut opérer une saisie-arrêt sur le dixième saisissable des salaires des ouvriers elle n'apporte aucune modification au droit commun en ce qui concerne les effets du jugement qui valide la saisie-arrêt pratiquée en conformité de ces dispositions ; — Que la jurisprudence admet que les jugements prononçant la validité des saisies-arrêts ont pour effet né-

cessaire de dessaisir le débiteur des sommes saisies-arrêtées pour en faire attribution exclusive et transport au saisissant qui dans les limites où la saisie a été opérée devient le créancier direct du tiers-saisi sans même qu'il y ait lieu de distinguer entre les sommes déjà dues par ce dernier et celles non exigibles ; — Attendu que le jugement entrepris a fait une juste application de ces principes et une saine appréciation des droits des parties, qu'il convient d'en donner confirmation ; — Par ces motifs : etc... » V. en outre Cass. civ., 27 nov. 1894 ; Tribunal de Sedan, 6 juin 1899, etc...

**Tribunal de simple police de Roubaix
(Nord).**

Président : M. PETIT, juge de paix.

28 juin 1906.

Gazogène. — Défaut d'autorisation préalable. — Procès-verbal. — Contestation. — Sursis.

Lorsque, au cours d'une poursuite en simple police, le prévenu soutient qu'un gazogène n'est pas soumis à l'obligation de l'autorisation préalable, parce qu'il n'est pas classé, le juge de paix doit surseoir à statuer jusqu'à ce que cette question préjudicielle ait été tranchée par l'autorité administrative.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Ouï le prévenu, en ses explications ; ouï également le ministère public, en ses conclusions ; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal que le sieur Pellerin a installé et fait fonctionner sans autorisation un gazogène, au mépris des dispositions du décret

de 1810 ; — Attendu qu'il a soutenu que son établissement, ainsi muni d'un gazogène destiné à ne produire du gaz que pour les opérations industrielles, n'était pas susceptible d'être classé ; — Attendu que sa défense n'est pas dénuée de fondement ; qu'en effet le Comité consultatif des arts et manufactures, ainsi que le fait observer le ministre du commerce en une circulaire en date du 24 janvier 1905, a émis l'avis qu'en ce qui concerne les gaz combustibles qui ne sont destinés ni au chauffage des locaux ni à l'éclairage, mais uniquement à des opérations industrielles, il n'y a pas lieu de classer les appareils dits « gazogènes » qui les produisent ; — Attendu, au surplus, que c'est à l'autorité administrative exclusivement qu'il appartient de décider si un établissement doit être classé ou non ; — Attendu, en conséquence, que le prévenu soutenant que son gazogène n'est pas soumis à l'obligation d'une autorisation parce qu'il n'est pas classé, le Tribunal de police doit surseoir à statuer jusqu'à ce que cette question préjudicielle ait été tranchée par l'autorité administrative, c'est-à-dire par le préfet ; qu'il doit impartir un délai au prévenu pour saisir la juridiction compétente et produire les justifications de ses diligences (Cass., 25 novembre 1880) ; — Par ces motifs, déclare surseoir à statuer et renvoie la cause à l'audience publique du jeudi 3 juillet, à laquelle le sieur Pellerin, au cas où la question soumise à l'autorité administrative n'aurait pas encore été tranchée, devra du moins produire la justification de ses diligences pour la saisir. »

Observations. — Solution conforme à une jurisprudence bien établie. Voir notamment, en ce sens, Cass., 5 mai 1893, et 16 juin 1893, ANNALES 1894, p. 139 et 158.

Justice de paix du canton de Saint-Michel (Savoie).

Président : M. GROS, juge de paix.

26 janvier 1907.

Maison divisée en étages. — Toiture. — Réparation. — Demande en paiement d'une part des frais. — Enquête. — Partage des dépens.

Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations, elles doivent être faites, notamment en ce qui concerne la toiture, par tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de ce qui lui appartient (C. civ., art. 664).

Lorsque l'un des propriétaires a fait l'avance des frais de cette réparation, il peut en réclamer à l'un des copropriétaires la part qui lui incombe dans la mesure de cette valeur; mais s'il a eu le tort de ne pas le prévenir avant de commencer le travail, il peut être condamné à une partie des frais.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du 10 janvier courant ; — Vu la loi du 12 juillet 1905, art. 1^{er} ; — Vu l'article 664 du Code civil ; — Attendu que la dame Coux, demanderesse, dans son exploit introductif d'instance du 10 janvier courant susrelaté, a conclu à ce que le défendeur Jacob soit condamné à lui payer, avec intérêts de droit et dépens, la

somme de 76 fr. 66, montant de la part qui incombe au défendeur dans le prix des réparations faites à la toiture du bâtiment leur appartenant en commun, au Chatelard, sol de Saint-Michel ; — Attendu que le défendeur reconnaît que les réparations ont été faites, mais il se plaint de n'avoir pas été prévenu qu'on allait les faire, bien qu'il doive y contribuer dans une certaine proportion ; — Qu'il trouve que la somme qu'on lui réclame lui semble plus élevée que celle qu'il peut devoir, et il demande également qu'on lui donne la part proportionnelle qui peut lui revenir sur les débris de l'ancienne toiture tant en bois qu'en ardoises ; — Attendu que l'article 664 du Code civil déclare que, lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations, elles doivent être faites, notamment quand il s'agit de la toiture, par tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de ce qui lui appartient ; — Attendu qu'il résulte de l'évaluation que nous avons faite, que la demanderesse a les six septièmes de l'immeuble et que la cave du défendeur en représente un septième ; — Que c'est dans ces proportions qu'il faut évaluer les dépenses restant à la charge de chacune des parties dans les réparations de la toiture ; — Attendu que la dépense totale des réparations faites à la toiture étant de 350 francs, le septième ou la part à la charge du défendeur est de 50 fr. ; — Attendu que la défenderesse a bénéficié seule des débris provenant de la vieille toiture, consistant en 5 francs de bois à brûler et une

quinzaine de grosses ardoises dites « lozes », que l'on évalue ensemble à 3 fr. 75, soit en tout, pour les débris, la somme de 8 fr. 75, sur laquelle le défendeur a droit à un septième ou 1 fr. 25; — Qu'en soustrayant cette somme de 1 fr. 25 de celle de 50 francs représentant la part du défendeur dans la dépense, on a ce qui reste net à la charge du sieur Jacob, soit 48 fr. 75; — Attendu, pour ce qui concerne les dépens, que la demanderesse doit en supporter une partie, pour n'avoir pas fait part au défendeur de son projet de réparer le toit et de ne pas s'être entendue avec lui pour chercher un entrepreneur ou des ouvriers; — Que dans le cas de refus de faire les réparations qui paraissaient urgentes, elle aurait pu justifier de ses démarches et du refus du défendeur en faisant constater la chose par un acte extrajudiciaire, une sommation; — Qu'elle n'a rempli aucune de ces formalités; — Par ces motifs, faisant droit aux parties, jugeant en audience publique et en premier ressort; — Condamnons le défendeur Jacob (Séraphin) à payer avec intérêt au 4 pour 100 l'an dès la demande en justice le 10 janvier courant, pour les causes et mérites susénoncés, à la demanderesse Coux (Alexandrine), la somme de 48 fr. 75; — Faisant masse des dépens s'élevant à la somme de 10 fr. 70, y compris les frais de la minute du présent jugement; — Condamnons le défendeur Jacob à en payer les deux tiers, soit la somme de 7 fr. 13; — Laissons le tiers restant à la charge de la demanderesse, dame Coux (Alexandrine), pour les causes susénoncées; — Condamnons, en ou-

tre, le défendeur Jacob aux cours et accessoires du présent jugement. »

Observations. — Application exacte de l'article 664 du Code civil. On pouvait seulement reprocher à la propriétaire, qui avait entrepris le travail de réparation, de ne pas en avoir prévenu le coïntéressé. C'est pour cette raison que le juge saisi du litige a condamné la demanderesse à une partie des frais du litige. En effet, en prévenant le défendeur, elle aurait pu ménager un accord et éviter les frais d'un procès.

Tribunal de simple police de Tarbes
(Hautes-Pyrénées)

Président : M. BELLAN, docteur en droit,
juge de paix.

26 mai 1906.

Recensement. — *Dénombrement de la population. — Refus de fournir les renseignements pour l'établissement du carnet de prévision et à un autre jour que celui fixé par le décret. — Relaxe.*

Ne commet pas la contravention punissable des peines de l'article 471, n° 15, du Code pénal, l'habitant qui refuse de fournir les renseignements demandés pour le dénombrement de la population, lorsque les renseignements ont pour but l'établissement des carnets de prévision et ne rentrent pas dans la définition de l'article 2 de la loi du 22 juillet 1791; ou lorsque les renseignements lui sont demandés avant le jour qui a été spécialement fixé par le décret.

Ainsi décidé dans les termes que voici :

Le Tribunal, — Vu : 1° Le procès-verbal dressé par M. le commissaire de police, en date du 19 mars 1906, au rapport de M. Cartau, bri-

gadier; 2° l'enquête diligentée à l'audience du 4 avril 1906; 3° la loi des 19-22 juillet 1791, art. 2; 4° le décret de M. le Président de la République, en date du 30 décembre 1905; 5° l'Instruction ministérielle du 4 janvier 1906; 6° ensemble l'article 471, n° 15, du Code pénal; — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins L. et V., agents recenseurs régulièrement nommés à ces fonctions, que le mardi 27 février, vers 2 heures du soir, ils se sont une première fois présentés chez Marie R. et lui ont demandé les renseignements nécessaires pour leur permettre d'établir ce que l'Instruction ministérielle du 4 janvier 1906 appelle « le carnet de prévision »; — Que Marie R. les a invités à s'adresser à son mari, Auguste M., lequel, suivant ses indications, se trouvait à ce moment dans l'usine contiguë à la maison d'habitation; — que n'ayant pas trouvé Auguste M., les agents recenseurs s'adressèrent de nouveau à Marie R., laquelle leur répondit que ce n'était pas à elle à s'occuper de ces questions, ou leur fit toute autre réponse équivalant au refus des renseignements demandés; — Attendu qu'étant donnés ces faits, il y a lieu de rechercher si le refus reproché à Marie R. constitue une contravention passible des sanctions de l'article 471, n° 15, du Code pénal; — Attendu que le décret suévisé du Président de la République, en date du 20 décembre 1905, prescrit par son article premier ce qui suit : « Il sera procédé, le 4 du mois de mars 1906, au dénombrement de la population par les soins des maires »; — Que ce décret est rendu, en con-

formité des articles 1 et 2 de la loi des 19-22 juillet 1791, qu'il vise expressément; — Qu'aux termes de l'article 2 de cette loi, les déclarations que chaque habitant est tenu « de faire sont uniquement relatives « à l'âge, au lieu de naissance, au « dernier domicile, à la profession ou « métier, et autres moyens de subsistance »; — Que le texte du décret n'ajoute rien aux exigences de la loi de 1791; — Qu'il ne prescrit aucune mesure et n'impose aucune obligation nouvelle; — Qu'il suit de là que les seules déclarations qui puissent être exigées des habitants, sous la sanction pénale de l'article 471, n° 15, du Code pénal, sont celles qui sont spécifiées par l'article 2 de la loi des 19-22 juillet 1791; — Que le décret n'astreint pas et ne peut pas astreindre, conformément aux dispositions de cet article 2, les habitants à aider les agents dans leurs travaux préalables et, particulièrement, dans l'établissement de leurs « carnets de prévision »; — Attendu, à la vérité, que l'Instruction ministérielle du 4 janvier 1906 prévoit l'établissement de ce carnet, ou formule spéciale, dans lequel doit être constaté, quinze jours avant le recensement proprement dit, l'état des maisons et ménages; — Mais, attendu que cette instruction ministérielle n'a que la valeur d'indications fournies aux préfets, et, par eux, transmises aux maires; — Que, quelle que puisse être l'utilité des innovations qu'elle renferme pour assurer l'entier succès d'une mesure d'intérêt public, elle n'a pu imposer aux citoyens, sous sanction des peines édictées par l'article 471, n° 15, du Code pénal, l'accomplissement de forma-

lités qui n'étaient exigées ni par la loi de 1791, ni par le décret de 1905 ; — Qu'il est de principe, en effet, que sauf le cas exceptionnel d'une délégation particulière de la loi, les ministres n'exercent pas le pouvoir réglementaire ; — Qu'il n'y a même pas eu, dans l'espèce, un arrêté ministériel, mais une simple circulaire administrative (Cass., 30 juin 1882 ; D., 1882, I, p. 435) ; — Attendu, en outre, que le décret du 20 décembre 1905 n'astreint pas les habitants à recevoir la visite des recenseurs à un jour arbitrairement fixé par eux et antérieurement à celui qui est fixé par le décret pour le dénombrement ; — Qu'en matière pénale, tout est de droit étroit, et on ne peut condamner une personne pour n'avoir pas accompli le 27 février un acte qui, aux termes du décret, ne pouvait être exigé d'elle que le 4 mars ; — Attendu qu'on ne saurait présenter comme contraires à cette manière de voir deux arrêts de la Cour de cassation : l'un du 5 mars 1887, D., 1888, I, p. 143, — et l'autre du 27 juillet 1901 (*Annales des Justices de paix*, 1902, p. 300) ; — Que ces arrêts décident, il est vrai (ce qui n'est nullement contesté), que le décret ordonnant le dénombrement de la population par les soins des maires, constitue, au premier chef, un règlement de l'autorité administrative légalement pris dans la limite de ses attributions, et qu'il impose à tous les citoyens l'obligation de se conformer aux prescriptions de l'article 2 de la loi des 19-22 janvier 1791, sous la sanction pénale édictée par l'article 471, n° 15, du Code pénal ; — Mais attendu que ces deux arrêts subordonnent virtuellement cette

sanction à une double condition ; — Qu'ils exigent, en effet, 1° que ces renseignements demandés soient ceux de l'article 2 de la loi de 1791 ; 2° que ces renseignements eux-mêmes soient demandés le jour qui a été spécialement fixé par le décret pour le dénombrement ; — Attendu dès lors que ces deux arrêts précités de 1887 et de 1901, loin de contredire la décision du premier jugement, viennent au contraire la corroborer et la confirmer ; — Que, de la jurisprudence de la Cour de cassation, telle qu'elle est aujourd'hui établie par les arrêts de 1882, 1887 et 1901, arrêts qui se concilient parfaitement entre eux, il résulte donc que : ne commet pas une contravention passible des peines édictées par l'article 471, n° 15, du Code pénal, l'habitant qui refuse de fournir les renseignements — *non obligatoires* — ou qui refuse de fournir les renseignements de toute nature qui lui sont demandés un jour autre que le jour fixé par le décret ; — Qu'ainsi donc, les faits imputés à Marie R... ne constituent pas une contravention, d'abord, parce que les renseignements demandés pour l'établissement de ce *carnet de prévision* ne sont pas prévus par l'article 2 de la loi des 19-22 juillet 1791 ; — Et ensuite parce qu'en admettant même que ces renseignements soient *obligatoires*, ils ne pouvaient être exigés que le 4 mars, date fixée par le décret, et non le 27 février ; — Par ces motifs, le Tribunal : — Ouf la contrevenante par l'organe de M^e Dazet, son avocat ; — Ouf le ministère public, en ses résumés et conclusions ; — Renvoie purement et simplement la dame Marie R... des fins de la poursuite sans amende ni dépens ».

Observations. — La Cour de cassation a eu plusieurs fois à statuer sur les contraventions commises en matière de dénombrement de la population. Il a jugé notamment que : « a commis une contravention celui qui, le jour fixé, a refusé absolument de fournir les renseignements qui lui étaient demandés et notamment ceux dont la mention est prescrite par l'article 2 de la loi du 22 juillet 1791 » (Cass., 27 juillet 1901 ; *Annales* 1902, p. 300. Voir aussi Cass., 28 avril 1884 ; *Annales* 1882, p. 250, et 18 février 1887 ; *Annales* 1888, p. 165). — L'article 2 de la loi précitée de 1791 dispose : « Le registre contiendra mention des déclarations que chacun aura faites de ses nom, âge, lieu de naissance, dernier domicile, profession, métier et autres moyens de subsistance ». Tels sont les renseignements que l'administration a le droit d'exiger. Tous autres peuvent être demandés, mais ne sont pas obligatoires pour les habitants ; de même, ils ne peuvent être exigés avant la date fixée par le décret. C'est ce que le jugement a eu soin d'établir, et comme, en fait, on avait demandé à la prévenue d'autres renseignements que ceux prévus par la loi de 1791 et qu'on les avait demandés avant la date fixée par le décret, le juge de police, se fondant sur le principe qu'en matière pénale tout est de droit étroit, a, avec raison, relaxé la prévenue des fins de la poursuite.

Justice de paix du canton de Contres
(Loir-et-Cher).

Président : M. Achille TABUÉTAUD.
juge de paix.

29 décembre 1905.

Gens de travail. — Demande en paiement de travaux. — Dette reconnue. — Demande reconventionnelle pour un acte de bienfaisance.

Lorsqu'à une demande en paiement d'une dette d'ailleurs reconnue, le défendeur oppose une demande reconventionnelle basée sur un acte de bienfaisance, le juge doit faire droit à la demande principale et rejeter la demande reconventionnelle comme mal fondée en droit.

Ainsi jugé dans les circonstances que voici :

Par exploit de M^e Féradou, dit Lacoste, huissier à Contres, en date du 13 décembre 1905, enregistré, le demandeur a fait citer le défendeur à comparaître par devant M. le juge de paix de Contres à l'audience du 15 décembre 1905, où la cause est venue pour la première fois, pour s'entendre condamner à payer au requérant la somme de 14 francs qu'il lui doit pour prix de travaux de façonnage de vigne que celui-ci a exécutés pour son compte avant ce jour, ainsi qu'il en sera justifié au besoin ; s'entendre, en outre, condamner aux intérêts de droit et en tous les frais et dépens, sous toutes réserves. A cette audience, M. Tizan a reconnu la dette, mais il s'est porté demandeur reconventionnel d'une somme de 12 francs pour fournitures de 4 marcs de raisin. M. Godeau a nié avoir acheté ces marcs et l'affaire a été remise à notre audience de ce jour pour enquête et contre-enquête.

Le 29 décembre 1905, jugement :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance sus-énoncé du ministère de M^e Féradou, dit Lacoste, huissier à Contres; — Vu les articles 5 et 10 de la loi du 12 juillet 1905, vu notre jugement interlocutoire en date du 15 décembre 1905, enregistré; — Attendu qu'à notre audience du 15 décembre courant, le sieur Tizan-Coutant a reconnu devoir la somme de 14 fr. que lui réclame le sieur Godeau-Couette pour travaux viticoles; — Attendu que Tizan-Coutant, défendeur, s'est porté à la même audience demandeur reconventionnel d'une somme de 12 francs pour fournitures de quatre marcs de raisin à 3 francs l'un; — Attendu que Godeau nie lui avoir acheté les quatre marcs de raisin dont il s'agit; — Que Tizan nous a demandé avec instance et insistance à faire la preuve de ce qu'il avançait; que, faisant droit à cette demande, nous avons autorisé la preuve offerte par Tizan, la preuve contraire étant réservée à Godeau et avons renvoyé l'affaire à notre audience de ce jour pour procéder aux enquête et contre-enquête; — Attendu qu'à notre audience de ce jour, le sieur Tizan-Coutant nous a requis d'entendre les témoins qu'il a fait citer; — Qu'après avoir observé les prescriptions des articles 35 et 36 du Code de procédure, nous avons entendu séparément : 1^{er} M. Joseph Houssard, âgé de quarante-cinq ans, jardinier à Contres, lequel a juré de dire la vérité et a déclaré n'être ni parent ni allié des parties, mais a déclaré travailler à la journée chez M. Tizan, et a déposé comme suit : « M. Godeau a amené du marc dans ma

« cour, j'en ai pris ma part et Godeau a pris la reste »; — Au cours de cette déposition, M. Tizan a déclaré qu'il n'avait pas fait de marché avec Godeau; 2^e M. Gaston Houssard, journaliste, âgé de vingt ans, demeurant à Contres (mêmes serment et déclaration), lequel a déposé comme suit : « J'étais avec Godeau quand il a enlevé le marc, mais je ne puis dire s'il lui a été vendu, j'ai été grondé par M. Tizan »; 3^e Naudon-Brault, journaliste, demeurant à Contres, âgé de quarante et un ans (mêmes serment et déclaration), lequel a déposé comme suit : « Je sais que Godeau a pris du marc chez M. Tizan, je ne puis dire s'il l'avait acheté, n'ayant assisté à aucun marché »; 4^e M. Louis Tassin, âgé de vingt-cinq ans, journaliste à Contres (mêmes serment et déclaration), a déposé comme suit : « Godeau et Houssard ont emmené chacun une voiture de marc, je ne sais s'ils l'ont achetée »; — Attendu que de l'ensemble des dépositions des témoins, et même prises séparément, il ressort bien clairement qu'au moment des vendanges de 1905, Godeau aurait enlevé de chez Tizan des marcs de raisin comme en ont enlevé d'autres ouvriers; que Tizan a eu connaissance de ces enlèvements et y a consenti avant, pendant et après, puisqu'il n'a fait aucune objection, aucun reproche et n'a débattu aucun prix avec Godeau; — Attendu que l'obligation naturelle de Godeau est bien démontrée; qu'en effet, au cours de la déposition du sieur Joseph Houssard, 1^{er} témoin cité à la requête de Tizan, ce dernier l'a interrompu en disant pour la seconde fois qu'il n'avait pas vendu de marcs à Go-

deau; que cet aveu fait foi contre Tizan (art. 356 du Code civil); que l'on peut donc conclure que M. Tizan n'a pas vendu de marcs de raisin à Godeau avec lequel il vivait à ce moment-là en bonne intelligence, c'est qu'il lui a abandonné naturellement, volontairement et à titre de bienfaisance, comme cela se fait généralement, d'autant plus que ces marcs, qui ont été pressurés trois fois, sont de peu de valeur et sont jetés d'ordinaire par les propriétaires viticulteurs; — Que le seul profit que l'on puisse en retirer, c'est de les faire brûler pour en extraire l'alcool que ces marcs peuvent contenir ou bien d'en faire une légère boisson en y ajoutant du sucre et de l'eau; — Attendu, en outre, qu'à notre audience du 15 décembre 1905, le sieur Tizan a déjà déclaré qu'il avait eu connaissance de l'enlèvement de ces marcs par Godeau et qu'il n'avait fait aucune protestation, ni poursuites, ni marché à ce sujet; — Que, dans ces conditions, il consentait bien évidemment d'une façon tacite et bienfaisante à l'enlèvement de ces marcs par son ouvrier Godeau, avec lequel il vivait en de très bons termes; qu'aujourd'hui, bien que l'accord n'existe plus entre Godeau et Tizan, il ne serait pas convenable de la part de ce dernier de reprocher à Godeau et même de chercher à lui faire payer ce qu'il lui a abandonné volontairement, sans protestation et sans avoir même l'intention d'en retenir le prix plus tard sur le salaire de Godeau; — Qu'en effet, Tizan a déclaré publiquement à notre audience du 15 décembre 1905 que, le 31 octobre dernier, il avait réglé compte avec Godeau à la somme de 90 francs, et qu'étant

satisfait de lui, il lui avait donné 100 francs en chiffres ronds après lui avoir déduit la somme de 90 fr. pour location d'un jardin échéant seulement en mars 1906; — Qu'en ne déduisant pas le prix des marcs dont il s'agit, il a manifesté une fois de plus de son intention de les lui abandonner; — En droit: — Attendu que la bienfaisance n'a de sanction que dans la conscience; que cette obligation n'est commandée que par la loi morale et qu'elle n'établit, aux yeux de la loi civile, ni un débiteur, ni un créancier; — Que l'obligation naturelle de Tizan ne confère à ce dernier aucun droit et ne lui permet pas d'exercer aucune action en justice, d'autant plus que rien ne prouve que cette obligation naturelle eût été transformée en action civile; — Qu'au contraire, la vente et les obligations qu'elle produit tombent sous la sanction des lois sociales et forment l'objet de la science du droit; — Qu'en effet, aux termes de l'article 1582 du Code civil: « La « vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une « chose et l'autre à la payer »; — Attendu que rien n'indique dans la déposition des témoins qu'il y ait eu vente de marcs de raisin entre Tizan-Contant et Godeau-Couette; que, du moment où il n'a existé aucun lien de droit entre les parties, l'obligation a été imparfaite et purement morale; — Que si Godeau a enlevé des marcs de chez Tizan, ce dernier avait le droit de se les faire restituer ou d'obliger Godeau à consentir un prix, ce qui n'a point été fait, pour la bonne et seule raison que Tizan n'a jamais eu l'intention de faire payer les marcs dont il s'agit, si ce n'est qu'au moment où, pour des

affaires étrangères à celle qui nous est soumise, le désaccord et la brouille sont intervenues entre Godeau et Tizan; — Qu'en résumé, lorsqu'une personne bienfaisante a fait un cadeau à quelqu'un ou lorsqu'un maître a consenti à ce qu'un de ses ouvriers enlève ce que d'ordinaire il jette, comme en l'espèce, des marcs de raisin pressurés trois fois et dont on a exprimé tout le jus, il n'est pas convenable de le reprocher et encore moins de vouloir se le faire payer, ce qui choquerait souverainement la loi morale qui est uniquement dictée par la conscience; — Attendu, enfin, que la répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées (art. 1235 du Code civil); — Par ces motifs, statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort, déboutons purement et simplement Tizan de sa demande reconventionnelle comme n'étant pas fondée; le condamnons à payer à Godeau la somme de 11 francs qu'il lui doit; le condamnons, en outre, en tous les dépens de l'instance liquidés et taxés à la somme de 29 fr. 50, et ce non compris le coût de l'enregistrement du présent jugement auquel il est pareillement condamné. »

Observations.— Il est certain que ce qui a été volontairement donné et accepté par un tiers, à titre de bienfaisance, est définitivement acquis à ce tiers, et que le donateur n'a pas le droit d'en réclamer le prix et d'en faire l'objet d'une demande reconventionnelle. Mais, dans l'espèce, y a-t-il eu don formel ou simple négligence de réclamer le prix de choses de peu de valeur? Et

le propriétaire de ces choses n'est-il pas recevable à le réclamer plus tard, lorsqu'il survient un différend entre ce propriétaire et celui qui se les a appropriés? C'est là une question d'appréciation qui appartient souverainement au juge saisi du litige. Il nous semble qu'en fait, le juge saisi a bien apprécié l'intention du défendeur, et que sa demande reconventionnelle n'avait qu'un caractère de représailles et n'était pas fondée en droit.

Justice de paix du canton de Villars-Cotterets (Aisne).

Président : M. VALISSANT, juge de paix.

7 mars 1907.

Emploi du blanc de céruse. — Ouvrier peintre. — Action en dommages-intérêts. — Préjudice non justifié. — Rejet de la demande.

En principe, le préjudice ne se présume pas. Par suite, celui qui intente une demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé, doit établir ce préjudice.

Spécialement, l'ouvrier peintre qui a dû employer dans son travail du blanc de céruse, sans que le patron lui ait fourni un surtout de travail spécial pendant le temps qu'il s'en est servi, et qui intente contre son patron une action en dommages-intérêts, doit être déclaré mal fondé et débouté de sa demande s'il ne prouve pas le préjudice dont il se plaint.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Martinon réclame à Pouvreau le paiement d'une somme de 17 fr. 40 représentant, à raison de 0 fr. 20 par journée, pour 87 journées de travail, la diminution de salaire qu'il aurait subie comme ouvrier de

Pouvreau et par sa faute, de ce fait que celui-ci n'a pas mis à sa disposition des surtouts de travail pendant le temps que le demandeur a dans son travail fait l'emploi du blanc de céruse; — Que Martinon n'allègue pas et qu'il n'apparaît pas non plus qu'un engagement spécial ait été pris envers lui à ce sujet par le défendeur; — Que Martinon se borne à invoquer à l'appui de sa réclamation les termes du décret du 18 juillet 1902, dit décret Trouillot, dont il entend se prévaloir pour la justifier; — Attendu, d'autre part, que Pouvreau prétend n'avoir causé aucun préjudice à Martinon et ne lui devoir aucune indemnité, sans méconnaître toutefois que pendant les quelques mois que cet ouvrier a travaillé pour lui, les travaux qu'il a exécutés ont pu comporter, pour un certain nombre de journées, la manipulation ou l'usage, d'une façon plus ou moins directe du blanc de céruse; mais, d'après lui, que le nombre des journées indiquées comme telles par Martinon est de beaucoup exagéré et ne concorde pas avec les feuilles de paye; — Attendu que, si tant est que le décret du 18 juillet 1902 puisse être interprété en ce sens que l'ouvrier en cas d'inexécution par le patron des prescriptions y contenues, serait en droit d'obtenir des dommages et intérêts, il semble tout au moins que ce ne pourrait être qu'autant que l'ouvrier établirait qu'un préjudice en serait résulté pour lui; — Qu'en principe, le préjudice ne se présume pas, que c'est à celui qui prétend l'avoir éprouvé à en faire la preuve, ainsi que des conséquences dommageables qui ont pu en être la suite; — Que cette obligation

pour le demandeur résulte des prescriptions de l'article 1315 du Code civil; — Que, sans doute, en ne se conformant pas au décret en question, le patron s'expose à encourir une pénalité, puisqu'il faut une sanction à l'inobservation des prescriptions d'hygiène d'ordre public qui en font l'objet, mais qu'il est douteux que le patron puisse être, dans ce cas, passible de plein droit d'une indemnité envers son ouvrier; — Attendu que, sur cette question, la jurisprudence ayant varié plusieurs fois déjà, ne saurait encore être prise comme indication certaine; — Qu'une décision de la 7^e chambre du Tribunal de la Seine du 29 janvier dernier, rendue sur appel d'un jugement des Prud'hommes, en cette matière, a donné gain de cause à l'ouvrier Martin qui réclamait à son patron le remboursement de frais de blanchissage de surtouts, mais que dans cette affaire le jugement constate qu'il avait été justifié par l'ouvrier de la dépense dont il demandait à être indemnisé; — Attendu que, dans l'espèce, il résulte des débats que Martinon a travaillé chez Pouvreau, comme ouvrier peintre, du mois de mai 1906 au mois de septembre de la même année et qu'en quittant son patron il a reçu de lui le montant du salaire qui lui était dû, sans qu'il paraisse avoir soulevé aucune réclamation, ni réserve quant à l'indemnité qui fait l'objet de sa demande actuelle; — Que c'est seulement le 12 novembre suivant que Martinon fit appeler Pouvreau en conciliation pour lui réclamer cette indemnité; — Attendu qu'il peut paraître inexplicable, étant données les connaissances dont a fait preuve Martinon

dans sa défense des questions sociales et ouvrières et de son instruction, que lorsqu'il travailla chez Pouvreau, il n'ait pas exigé, comme c'était son droit, que le décret du 18 juillet 1902, remontant alors à deux ans et qu'il devait certainement connaître, lui soit appliqué ; — Que cependant si, lors de son entrée chez Pouvreau comme ouvrier, Martinon eût manifesté cette intention à son patron, il eût ainsi évité toute surprise ultérieure ; — Que probablement même le différend qui se produit aujourd'hui entre les deux parties n'aurait pas eu lieu ; — Qu'il est donc regrettable que les choses se soient passées autrement ; — Attendu, en ce qui concerne la réalité du préjudice que le demandeur prétend avoir éprouvé de l'inexécution du décret, il incombe, ainsi qu'il est dit ci-dessus, à celui-ci de l'établir ; — Qu'en effet, les 0 fr. 20 par lui réclamés par chaque journée de travail étant, d'après lui, l'équivalent de la dépense que lui aurait occasionnée la non-fourniture par son patron du vêtement qu'il aurait dû mettre à sa disposition, le demandeur, pour la faire admettre, doit justifier que cette dépense a été faite par lui, ainsi que celles accessoires de lavage et d'entretien ; — Que non seulement Martinon n'a pas fait cette justification, en prouvant que se substituant à Pouvreau, son patron, il s'est procuré à ses frais et a entretenu le vêtement que celui-ci lui devait, mais qu'il ne prouve pas non plus ni offre de prouver qu'il ait jamais réclamé ce vêtement à son patron et que, par suite, celui-ci le lui ait refusé ; — Attendu que, dans ces conditions, Martinon

n'ayant justifié à aucun égard le droit qu'il prétend avoir à une indemnité, sa demande tendant à cette fin ne saurait être accueillie ; — Par ces motifs : — Déclarons Martinon non recevable et mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — La question de l'insalubrité et même de la nocivité du blanc de céruse est depuis longtemps discutée dans la presse et même devant le législateur. Les opinions sont à cet égard très partagées. Quelques savants soutiennent même que le blanc de céruse n'est pas sérieusement dangereux. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'usage n'en est pas complètement abandonné par les peintres et qu'il n'est pas, en tout cas, formellement prohibé par la loi. On s'est borné jusqu'ici à recommander certaines précautions à prendre pour éviter les inconvénients que présente l'emploi de ce produit. C'est en se basant sur ce que son patron aurait négligé de prendre ces précautions que l'ouvrier demandeur a formulé sa demande en dommages-intérêts. Mais, comme en toute autre matière, la première condition pour qu'une demande de réparation soit recevable, c'est que la réparation soit due, et que le prétendu préjudice ait été tout d'abord établi. Dans l'espèce, le demandeur n'avait rien pu prouver ; c'est donc avec toute raison que le juge saisi a déclaré l'action mal fondée.

Tribunal de simple police de Rouen
(Seine-Inférieure)

Président : M. ROGUET, juge de paix.

31 janvier 1907.

Repos hebdomadaire. — Contravention.

— Recours au Conseil d'Etat. — Effet suspensif du recours.

Le législateur, en inscrivant dans la loi que le recours contre un arrêté préfectoral rejetant une demande de dérogation était suspensif, a voulu dire, puisqu'il dérogeait à la règle générale, que l'arrêté du préfet était suspendu dans ses effets ; c'est-à-dire que le commerçant bénéficierait provisoirement de la dérogation, jusqu'au jour où le Conseil d'Etat suivant sa décision, la lui attribuerait définitivement ou le ferait retomber sous le régime de droit commun.

Par suite, ne commet pas d'infraction à la loi du 13 juillet 1906, le commerçant qui, ayant formé une demande de dérogation, s'est pourvu contre l'arrêté de refus du préfet, à la condition toutefois, qu'il donne le repos selon le mode de dérogation demandée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : Ouï la prévenue en ses moyens de défense et le ministère public en ses réquisitions ; — Attendu que la veuve Claudel est prévenue de onze contraventions aux articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906, pour avoir fait travailler onze employés dans la matinée des dimanches 13, 20, 27 janvier et 3 février 1907 ; — Attendu que la veuve Claudel soutient ne pas avoir commis d'infraction à la loi ; qu'elle expose que, se trouvant dans la catégorie des commerçants auxquels le repos simultané serait préjudiciable, elle a, en conformité des prescriptions de l'article 8, adressé, en août dernier, au préfet de la Seine-Inférieure, une demande

de dérogation, que le 6 octobre 1906 un arrêté de refus fut rendu, qu'elle s'est pourvue contre cet arrêté devant le Conseil d'Etat et qu'aux termes du deuxième paragraphe de l'article 9 le recours est suspensif ; — Que le ministère public répond : « Que « le pourvoi a pour résultat de suspendre l'exécution de la décision « contre laquelle il est dirigé, mais « ne saurait attribuer au contrevenant le bénéfice, même provisoire, « de la faveur qui lui a été refusée ; « qu'en d'autres termes le pourvoi ne « saurait suspendre l'exécution de la « loi. » — Attendu qu'il convient, en présence de ces deux thèses opposées, de rechercher quelle a été la pensée du législateur ; — Que l'article 8 de la loi stipule : « Lorsque « l'établissement voudra bénéficier « de l'une des exceptions prévues au « paragraphe 2 de l'article 2, il sera « tenu d'adresser une demande au « préfet du département ; — Que l'article 9 dispose que l'arrêté préfectoral rendu sur cette demande pourra être déféré au Conseil d'Etat et que ce recours sera suspensif ; — Qu'il y a lien d'observer tout d'abord que le législateur a introduit dans la loi une dérogation à la règle générale ; qu'en matière administrative le recours n'est pas suspensif des arrêtés qui reçoivent leur pleine et entière exécution tant qu'un arrêt du Conseil d'Etat ne les a pas annulés ; — Qu'il est évident qu'en faisant exception à ce principe le législateur a entendu procurer au commerçant, auteur d'une demande de dérogation, le bénéfice de cette exception et, par suite, suspendre les effets de l'arrêté, autrement dit du refus sous la condition que la loi serait observée, c'est-à-dire que

le commerçant pratiquerait le mode d'exception en vue duquel la demande de dérogation a été formée, et dont il bénéficie provisoirement jusqu'à ce que le Conseil d'Etat ait rendu son arrêt qui lui attribuera définitivement la dérogation ou la lui enlèvera et le fera retomber sous le régime du droit commun ; — Qu'il faut, en effet, considérer la dérogation, non comme une tolérance ou une faveur, ainsi que l'indique le ministère public, dans ses réquisitions, mais comme l'exercice d'un droit ; que c'est là l'opinion exprimée par M. Romieu, commissaire du Gouvernement au Conseil d'Etat ; qu'en effet, le législateur a pris soin de déterminer la condition que doit remplir le commerçant qui demande une dérogation ; et qu'ainsi il est inexact de dire que l'exécution de la loi est suspendue ; — Attendu que l'idée générale qui a dominé les débats parlementaires, au cours desquels la loi a été élaborée, est « qu'il ne fallait pas « changer trop brusquement des « habitudes séculaires », ni, selon la pensée du rapporteur au Sénat, « faire trop bon marché de tous les « petits commerces qu'on pourrait « ruiner en un jour » ; qu'on devait apporter, dans l'application de la loi, un extrême libéralisme et arriver insensiblement au but proposé ; qu'on ne saurait, en résumé, concevoir que le législateur eût introduit dans la loi une dérogation à la règle générale en matière administrative qui aurait pour résultat de remettre les choses dans le même état que s'il n'avait pas pris cette précaution ; — Attendu qu'il est établi que la veuve Claudel a bien appliqué le mode de déroga-

tion conforme à la demande soumise au préfet, c'est-à-dire en donnant à ses employés le repos le dimanche, à partir de midi, et une journée par quinzaine et par roulement, que par suite elle n'a pas commis les contraventions qui lui sont reprochées ; — Par ces motifs et vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle, renvoie la veuve Claudel des fins de la poursuite sans dépens. »

Observations. — On sait que cette question est très controversée, même dans le conseil de rédaction de nos recueils nous sommes en désaccord sur le sens de l'article 9. Nous nous bornons donc à rapporter le jugement ci-dessus, sans prendre, quant à présent, parti dans un sens ou dans l'autre. Cependant, nous devons signaler que, par un arrêt récent, la Cour de cassation a statué contrairement à la décision du Tribunal de police de Rouen. Voir ANNALES 1907, p. 104.

Justice de paix du X^e arrondissement de Paris.

Président : M. HENRIQUEZ, juge de paix, suppléant.

10 avril 1907.

Maître de pension. — Surveillance des élèves. — Récréation. — Accident. — Responsabilité du maître.

Le maître de pension est responsable des accidents survenus dans son établissement aux élèves qu'il y reçoit.

Spécialement, il est responsable de la blessure qui a été faite à l'un de ses élèves par un autre élève plus âgé et plus fort, pendant la récréation qu'il avait le devoir de surveiller.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le jeune M..., âgé de neuf ans, élève dans une institution privée, a été, au cours d'une récréation, bousculé et renversé par un autre élève plus âgé et plus fort. Dans sa chute, il a eu le coude luxé et a dû garder la chambre quinze jours. Le maître de pension avait négligé de faire soigner l'enfant.

Le père du jeune M... a demandé au maître de pension de payer les frais médicaux. Celui-ci a opposé l'irresponsabilité des instituteurs pendant la récréation.

Le juge saisi du litige n'a pas admis cette excuse.

Nous rapportons ci-après les principaux motifs de son jugement, par lequel il condamne le maître de pension :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le maître chargé de surveiller la récréation encourt de ce chef une lourde responsabilité ; qu'il est inadmissible, en effet, que des enfants soient ainsi exposés aux brusqueries de leurs camarades plus âgés et plus forts, et que les maîtres à qui ils sont confiés ont précisément pour mission de réfréner les jeux violents et toute brutalité ; que l'accident survenu au jeune M... ne se serait certainement pas produit si le défendeur avait intégralement rempli sa mission de surveillance ; — Attendu que l'accident, une fois survenu, rien n'a été tenté pour en pallier les conséquences ; que les soins les plus élémentaires en l'occurrence n'ont même pas été prodigués au blessé... »

Observations. — Ainsi jugé déjà par un arrêt de la Cour d'Agen du 23 juin 1869, rapporté dans nos An-

NALES 1870, p. 397. — Il est à remarquer que la loi du 20 juillet 1899 a déchargé de cette responsabilité les membres de l'enseignement en la reportant sur l'Etat. — Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Maître de pension*, n^o 6.

Justice de paix du canton de Villandraut (Gironde).

Président : M. DELRIVAL, juge de paix.

8 décembre 1906.

Demande en résiliation de marché et en dommages-intérêts. — Cause commerciale. — Exception. — Incompétence du juge de paix.

Lorsque le marché dont la résiliation est demandée devant le juge de paix a une cause commerciale, si l'exception d'incompétence est soulevée, ce magistrat doit se dessaisir et renvoyer l'affaire devant les juges qui doivent en connaître, les dépens restant à la charge du demandeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance et les articles 631 et 632 du Code de commerce ; — Ouf les parties en cause, en leurs explications et conclusions, et M^e Réglat, avocat, pour Esquerre en ses conclusions ; — Attendu que par exploit du 25 octobre dernier de M^e Sore, huissier près cette Justice de paix, Lafargue a fait citer à notre audience du 31 du même mois le sieur Esquerre, pour voir prononcer la résiliation du marché dont il va être parlé et s'entendre condamner en 150 francs de dommages-intérêts pour inexécution de conventions, et aux dépens ; — At-

tendu qu'à ladite audience publique du 31 octobre dernier, Lafargue a soutenu que Esquerre lui avait, le 23 août dernier, commandé une voiture dite «Jardinière» pour transporter sur foires et marchés les marchandises qui devaient faire l'objet du commerce qu'Esquerre était sur le point d'entreprendre et qu'il a, en effet, entrepris quelques jours après; — Que toutes parties sont du reste d'accord sur ce point; que ce qui les divise aujourd'hui, ce n'est plus qu'une question de date d'une part, et de compétence d'autre part; — Que l'affaire réappelée à l'audience publique de ce jour 8 novembre, à laquelle elle avait été renvoyée pour plus ample informé, M^e Réglat soutient, dans l'intérêt d'Esquerre, que le litige est commercial et qu'il échappe dès lors à notre juridiction; — Attendu qu'il est certain que les litiges nés d'actes commerciaux ne sont point de notre compétence; — Qu'ils sont exclusivement réservés à la juridiction consulaire; — Qu'il y a lieu dès lors de rechercher si, ainsi que le soutient le défendeur, la convention dont il s'agit, revêt un caractère commercial; — Attendu que l'achat d'effets mobiliers quelconques, fait par un simple particulier, devient commercial lorsqu'il est fait pour les besoins du commerce que ce particulier est sur le point d'entreprendre; — Que ce n'est point, en effet, la qualité de négociant qui imprime à la convention le caractère commercial, mais bien cette circonstance que l'engagement dont on poursuit l'exécution a eu exclusivement pour cause et pour but, des *intérêts commerciaux*; — Que la jurisprudence paraît unanime pour

admettre que l'achat ou même le louage de choses nécessaires à l'exercice d'un commerce constitue un acte commercial; qu'il en a été jugé ainsi pour l'achat d'un comptoir, pour celui de poids, de balances, même de simples registres commerciaux, ou encore pour l'achat d'un cheval, d'une voiture devant servir au transport de marchandises (Bordeaux, 27 août 1835; Limoges, 9 février 1836; Paris, 18 mars 1838; Rouen, 30 juin 1840; C. Cass., 1^{er} décembre 1851; Dal., 1851, I, 325; Bourges, 10 février 1856; *Palais*, 1856, p. 16); — Qu'il est donc certain que la convention intervenue le 23 août dernier, aux termes de laquelle Esquerre chargeait Lafargue, qui acceptait, de confectionner une voiture-jardinière du prix de 260 francs, destinée à transporter sur foires et marchés les marchandises qui, quelques jours après devaient faire, et qui ont réellement fait depuis, l'objet du commerce d'Esquerre, revêt un caractère essentiellement commercial qui le soustrait à notre juridiction; — Que nous ne pouvons donc connaître de ce litige; que nous devons partant nous déclarer incompétent, alors surtout que notre incompétence est soulevée par le défendeur; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement; — Déclarons notre incompétence et renvoyons les parties à se pourvoir devant les juges qui doivent en connaître, les dépens restant à la charge du demandeur. »

Observations. — Le juge de paix est bien souvent saisi de contestations qui ont un caractère commercial. Lorsque le chiffre en est mi-

nime, bien souvent aussi le juge de paix ne refuse pas de statuer ; mais, en droit strict, il n'en est pas moins très certainement incompétent. A cet égard, la jurisprudence est à peu près unanime. Voir les arrêts cités dans le jugement ; voir aussi DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Compétence civile*, n^{os} 90 et suivants. Nous y disons cependant que le juge n'est tenu de se dessaisir qu'autant que l'exception est soulevée par l'une des parties en cause.

Tribunal de simple police de Beauvais (Oise).

Présid. : M. TROUPENAT, juge de paix.

17 janvier 1906.

Repos hebdomadaire. — Travail d'un ouvrier le dimanche, mais ailleurs que chez son patron. — Procès-verbal. — Absence de contravention. — Relaxe.

La loi sur le repos hebdomadaire ne vise au point de vue pénal que les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui ont contrevenu à ses prescriptions et aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

La loi n'a édicté aucune pénalité contre l'employé ou ouvrier.

En conséquence, doit être relaxé l'ouvrier qui a profité de son séjour de repos dans l'atelier auquel il est régulièrement attaché pour aller travailler le dimanche au service d'un autre patron.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il appert tant du procès-verbal sus-visé que des débats, que le dimanche 18 novembre 1906, vers 10 heures du matin, Audebert, ouvrier marbrier au service habituel de Ligneux, était occupé avec Maillard, entrepreneur, et un sieur Baillon

tailleur de pierre, travaillant pour son compte personnel à la réfection de l'entrée du magasin situé à Beauvais, place de l'Hôtel-de-Ville, et portant comme enseigne : *A Charlemagne* ; — Qu'Audebert, employé dans la semaine par Ligneux, était, ce jour-là, au service de Maillard ; — Que c'est dans ces conditions que le procès-verbal dont s'agit a été dressé contre Maillard pour infraction aux dispositions de la loi du 13 juillet 1906 ; — Attendu que Maillard proteste contre ce procès-verbal et prétend qu'en employant Audebert le dimanche 18 novembre, il n'a pas contrevenu aux prescriptions de ladite loi, — Qu'il échet de rechercher, si, en l'espèce, le fait reproché à Maillard constitue une infraction à la loi du 13 juillet 1906 ; — Attendu qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi du 13 juillet 1906 et notamment des termes de l'article 1^{er} de ladite loi, que si le législateur a voulu prémunir l'ouvrier ou l'employé contre le labeur incessant et les conséquences du surmenage, il a eu surtout en vue d'apporter un tempérament à la condition des ouvriers ou employés occupés habituellement et d'une façon consécutive par le même patron ; — Que l'article 1^{er} dispose en effet que : « Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de 24 heures consécutives » ; — Attendu que la sanction

pénale inscrite en l'article 13 ne vise que les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants, en contravention avec les prescriptions de ladite loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution; — Que la loi n'a édicté contre l'employé ou ouvrier en cas d'infraction de sa part aucune pénalité; — Que le législateur ne paraît pas s'être préoccupé du point de savoir si le repos serait effectif hors de l'établissement ou de l'entreprise; — Qu'il y a donc lieu de présumer qu'après avoir averti l'ouvrier ou l'employé du danger de l'excès de travail et lui avoir assuré le moyen de s'y soustraire, le législateur s'inspirant des principes inscrits dans la Déclaration des droits de l'homme et obéissant à un sentiment d'une haute sagesse, n'a pas cru devoir, hors des cas qu'il a spécifiés, intervenir dans l'initiative individuelle en ce qui touche le jour réservé au repos; — Qu'il paraît ainsi avoir laissé à chacun la liberté d'employer de la manière qu'il lui convient le jour du repos hebdomadaire, par suite le droit de louer ce jour-là ses services à un tiers; — Attendu que de la constatation de cette faculté il résulte que le fait par un tiers de louer le jour du repos hebdomadaire les services d'un ouvrier ou employé assujéti en raison de son occupation ordinaire à la loi du 13 juillet 1906 ne saurait constituer à l'égard de ce tiers une contravention; — Que, par conséquent, Mailard, qui n'occupait Audebert qu'accidentellement et pendant la journée du 18 novembre, n'a pas enfreint les prescriptions de la loi du 13 juillet 1906; — Par ces motifs, annule le procès-verbal et renvoie le

prévenu des fins de la poursuite sans dépens.

Observations. — La loi de 1906 a été faite entièrement à l'avantage et dans l'intérêt des ouvriers et employés. Ils peuvent se reposer le dimanche; en tout cas, les patrons doivent nécessairement tenir leurs ateliers fermés. Mais les ouvriers et employés peuvent travailler où il leur plaît pourvu que ce soit dans des ateliers et magasins différents de ceux auxquels ils appartiennent. Le procès-verbal dressé contre un ouvrier est essentiellement nul et ne peut servir de base à une condamnation. C'est ce que décide très justement le juge de simple police de Beauvais.

Justice de paix du canton d'Elbeuf
(Métall.)

Président : M. G. BOYER, juge de paix.

6 avril 1906.

Demande en paiement d'un billet. — Titre égaré. — Conseil de famille. — Chose jugée. — Motifs et dispositif. — Rejet de la demande.

Lorsque le défendeur à une demande personnelle et mobilière oppose à cette demande l'exception de chose jugée, résultant d'un jugement antérieur rendu dans le même litige et passé en force de chose jugée, il y a lieu pour le juge de paix saisi de l'exception de tenir compte à la fois du dispositif des motifs de ce jugement antérieur pour reconnaître l'identité de cause de parties et d'objet.

Et dans le cas où l'exception de chose jugée est reconnue bien fondée, le juge doit rejeter la nouvelle demande et condamner le demandeur aux dépens, et selon les cas, à des dommages-intérêts.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« Nous, JUGE DE PAIX : Vu les ex-

ploits introductifs d'instance du 22-23 février 1906; — Vu les conclusions écrites des parties, notre renvoi du 28 mars et notre délibéré de ce jour; — Vu l'article 1351 du Code civil; — Attendu que par les exploits précités, lesieur Périér a réclamé aux consorts Fabre, pris à titre d'héritiers universels de leur auteur commun feu Henri Fabre, une somme de 1000 francs de dommages-intérêts et les dépens pour le préjudice subi à la suite de la remise faite au de cujus d'un billet à ordre de la somme de 102 fr. sur laquelle il était dû encore 52 fr. et que leur auteur commun aurait perdu ou égaré cette valeur souscrite pour le montant de marchandises par le sieur Bertrand décédé en 1898; — Que le demandeur a de plus allégué que ce billet se trouve entre les mains de l'ex-tuteur de la mineure Bertrand, soit qu'il ait été détourné ou remis volontairement et que dans ce cas, il y ait eu fraude ou vol ou bien négligence ou imprudence, et que par conséquent un préjudice évident matériel ou moral serait le résultat d'un ensemble de circonstances ou de faits imputables au de cujus Fabre et doit donner lieu à une action civile en dommage; — Attendu, que par voie de conclusions écrites développées à notre audience par M^e Sage, au nom du demandeur, a conclu par les mêmes motifs à la responsabilité dudit Fabre et à la réparation pécuniaire dudit préjudice par les héritiers de celui-ci, tenus en cette qualité à ce dédommagement, conformément à une doctrine et à une jurisprudence incontestables; — Attendu, d'un autre côté, que par des conclusions écrites et motivées présentées au nom de

ses mandants les consorts Fabre par leur mandataire Jules Fabre, l'exception de la chose jugée est invoquée pour faire repousser cette demande comme irrecevable outout au moins mal fondée, Géraud Périér ayant, après la mise hors de cause du sieur Fabre, obtenu condamnation contre la mineure Bertrand représentée par son tuteur Bousquet, lors du jugement intervenu le 22 avril 1903 et devenu définitif; — Que les défendeurs ont prétendu que la demande actuelle est la même que la précédente quoique présentée sous une forme nouvelle; — Qu'elle s'agit entre les mêmes parties, c'est-à-dire entre le de cujus Fabre représenté par ses héritiers et le sieur Géraud Périér, qu'elle est fondée sur les mêmes motifs, les mêmes causes, qu'il s'agit toujours de la disparition de la valeur souscrite par feu Bertrand et que le demandeur a obtenu une complète satisfaction par la condamnation de Bousquet en qualité de tuteur de la fille Bertrand au paiement du solde de ce billet, que, pour cette action téméraire et vexatoire le sieur Périér encourt une responsabilité qui le rend passible de dommages-intérêts, qu'il plaise, en conséquence, à monsieur le Juge de paix déclarer la demande irrecevable par l'exception de la chose jugée, la déclarer tout au moins mal fondée et condamner le demandeur à 100 fr. de dommages-intérêts ou à telle autre somme jugée équitable; — Qu'il s'agit donc, dans l'espèce, de rechercher s'il y a lieu à l'application de la chose jugée: — En droit: — Sur le 1^{er} point; — Attendu que l'autorité de la chose jugée n'existe qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet d'un jugement et qu'il faut néces-

sairement trois conditions pour qu'elle soit accueillie : 1° identité d'objet; 2° même cause et 3° mêmes parties; qu'il y a identité d'objet entre deux demandes lorsque toutes deux portent sur la même chose corporelle, sur une quantité d'objets de même espèce ou sur un même droit; que d'après la jurisprudence, pour apprécier sous le rapport de la chose jugée, quel est l'objet d'un jugement, il faut considérer non l'objet de la demande originaire, mais l'état de la contestation telle qu'il résulte des prétentions respectives des parties, et qu'il ne peut être exigé que la nouvelle prétention soit condamnée aux termes exprès dans la décision rendue sur la première, mais qu'il suffit qu'elle le soit virtuellement et nécessairement (R. 13 juin 1893, D. P. 93 au 147), et aussi qu'il y ait un lien absolu qui les identifie l'un à l'autre, qu'il y a encore identité d'objet lorsque deux prétentions relatives à la même chose, quoique qualifiées d'une autre manière présentent finalement au juge une seule et même question à décider. Par exemple, si les deux demandes ont pour but d'obtenir la réparation du même préjudice, sous des formes différentes; Qu'il a été jugé notamment que si une demande avait pour objet le remboursement d'un prix versé et que la seconde eut pour objet des dommages-intérêts, la demande était la même et par conséquent irrecevable; — Attendu, sur le deuxième point, que, par cause de la demande, il faut entendre le fait juridique qui constitue le fondement direct du droit ou du bénéfice légal que fait valoir l'une des parties, c'est-à-dire le motif sur lequel la demande est basée; qu'il

importe surtout de ne pas confondre la cause avec les moyens qui peuvent servir à la constituer, ni avec les arguments de fait et de droit qui peuvent la soutenir, la diversité des moyens et les arguments ne sauraient faire naître une différence de cause; qu'en effet, quels que soient les moyens, c'est toujours la même cause, la même question, et la nouvelle demande est, par conséquent irrecevable; — Que, sur le troisième point, identité de parties, il n'est pas douteux qu'il y a identité juridique de personne lorsque la première dans l'instance originaire est représentée dans la seconde par des héritiers à titre universel; que c'est ici le cas; — Au fond: — Attendu qu'avant toutes choses il importe de rechercher l'objet du premier jugement pour en induire s'il y a bien réellement chose jugée relativement à la nouvelle demande; — Attendu que, si c'est dans le dispositif et non dans les motifs des jugements que réside la chose jugée, il est des cas cependant où le dispositif ne doit pas être séparé des motifs, car ils peuvent servir à l'expliquer et à l'interpréter; qu'il a été décidé notamment que l'autorité de la chose jugée s'attache aux motifs lorsqu'ils sont unis par un lien nécessaire au dispositif qui n'en fait qu'une application à l'objet spécial du litige (Cassation 21 nov. 1899), que les motifs peuvent d'une manière claire et précise servir aussi à expliquer le sens du dispositif (Cass. 23 juin 1900) et qu'alors, les motifs, comme dans le jugement du 22 avril 1903, doivent, par une intime corrélation avec le dispositif, acquérir l'autorité de la chose jugée, ce qui a été reconnu par de nombreux ar-

rêts (Cass. 24 nov. 1856. — D. P. 56, I, 399.— Cass. Requête, 23 mars 1870, D. P. 71, I, 212., 25 juillet, 71-311, Cass. 23 février 1868); — Attendu que dans le premier jugement Perier, même demandeur, réclamait au sieur Fabre, auteur des défendeurs actuels, la restitution d'un billet à ordre qui lui avait été confié ou bien le paiement s'il était perdu ou égaré; qu'en effet, il résultait des dires du défendeur qu'il avait perdu ou égaré, après l'avoir présenté dans une réunion du conseil de famille de la mineure Bertrand, et que, reconnaissant la responsabilité encourue à titre de mandataire il avait appelé en cause le véritable débiteur pour le dégager lui-même des poursuites et le faire condamner au paiement de la somme due pour solde qui était de 52 fr.; qu'en effet, le sieur Fabre fut mis hors de cause et le sieur Bousquet, tuteur représentant la mineure Bertrand condamné par défaut au paiement du solde dû; Que cette sentence est devenue définitive et n'est plus susceptible d'opposition, ni d'appel, qu'il est bien vrai que feu Fabre avait agi en qualité de mandataire; qu'en effet, par la remise du billet entre ses mains, celui-ci avait accepté bénévolement et gratuitement le mandat de communiquer ce billet comme faisant partie du passif de la succession Bertrand et aurait dû le restituer immédiatement après, et qu'on ne saurait voir dans ce fait un dépôt, puisque la remise et la réception d'une chose corporelle avec l'obligation de la restituer ne fait pas naître celle de la garder, car l'obligation de la restituer s'imposait au mandataire; — Attendu, qu'il est donc acquis que lors de la

première instance le sieur Fabre a été actionné en restitution du billet ou en son remboursement du solde dû, en qualité de mandataire responsable, que c'est en cette qualité qu'il a mis en cause le réel débiteur, qu'en faisant condamner ce dernier, il a satisfait à son obligation de mandataire responsable, et que, par conséquent, il devait être mis hors de cause; Que si le motif de cette mise hors de cause n'est pas explicite, elle découle tout au moins implicitement des motifs et du dispositif du premier jugement; — Attendu que l'instance actuelle a pour objet la même demande, quoiqu'il s'agisse d'une demande en dommages-intérêts et quoiqu'elle tende à se faire rembourser sous une forme nouvelle le montant du billet, plus les frais faits dans une instance d'appel, bien téméraire et bien vexatoire, et en plus une somme de dommages-intérêts, en totalité 1000 fr.; qu'ainsi il y a bien identité d'objet dans la nouvelle demande; — Attendu, quant à la cause de la demande, qu'elle est basée encore sur la disparition du billet, c'est-à-dire sur la responsabilité du sieur Fabre en qualité de mandataire, puisqu'elle tend à le rendre responsable du préjudice subi par la perte du billet, conformément aux articles 1994 et 1992 du Code civil, qu'elle est donc fondée sur la même cause, le préjudice résultant d'une faute imputable audit mandataire; qu'il est bien évident que si dans la première instance le mandataire n'avait pas mis en cause le sieur Bousquet pris en qualité de tuteur pour le faire condamner comme débiteur le sieur Fabre aurait été condamné, à cause

de la responsabilité par lui encourue en qualité de mandataire ; qu'il y a donc incontestablement même cause dans l'instance d'aujourd'hui ; que les moyens et arguments, paraissant même nouveaux, sont bien les mêmes et ne peuvent créer une différence de cause ; — Attendu que, d'ailleurs, le sieur Périer ne peut s'en prendre qu'à lui-même s'il n'a pas exécuté le jugement qui lui donnait entièrement gain de cause contre le véritable débiteur dans la première instance ; — Attendu qu'il y a identité de parties et de qualité, puisque les consorts Fabre sont les représentants, comme héritiers universels, de leur auteur commun ; qu'en conséquence les trois conditions requises pour l'autorité de la chose jugée se trouvent réunies et qu'il y a lieu de décider que la demande ne doit point être accueillie ; — Attendu, en ce qui concerne la demande reconventionnelle en dommages-intérêts, qu'elle nous paraît juste et bien fondée par suite de la

vexation et de la malice de la demande du sieur Périer, qu'il est équitable d'y faire droit en la modérant dans son exagération ; — Par ces motifs ; jugeant publiquement et contradictoirement en premier ressort, disons que l'exception de la chose jugée doit être accueillie et rejetons la demande du sieur Géraud Périer comme irrecevable et l'en déboutons, et statuant ensuite sur la demande reconventionnelle, condamnons ce dernier à payer aux consorts Fabre la somme de dix francs à titre de dommages-intérêts et, en outre, à tous les dépens taxés et liquidés par nous, juge de paix, à la somme de 34 fr. 35, en ce, non compris les frais du présent jugement également à sa charge.»

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence bien établie. V. les nombreux arrêts cités dans la sentence.

A annoter : DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Chose jugée*.

Conseil des prud'hommes de Lyon
(Rhône).

Président : M. Georges BERNARD,
juge de paix.

26 mars 1907.

*Ouvrier boulanger. — Renvoi sans motifs
suffisants. — Demande en indemnité.*

L'ouvrier qui a été renvoyé par son patron pour l'unique raison qu'il réclamait à son profit l'application du repos hebdomadaire prescrit par la loi de 1906, est recevable et fondé à réclamer une indemnité de renvoi.

Il appartient au Conseil des prud'hommes de réduire l'indemnité réclamée, s'il la juge excessive, et d'en fixer le chiffre.

Le patron condamné doit être, en outre, condamné aux dépens de l'instance.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE CONSEIL, après en avoir délibéré : — Attendu que Serrière, ouvrier boulanger, réclame à son ancien patron Dognin, 150 francs d'indemnité pour avoir été renvoyé sans motif légitime ; — Attendu que Dognin prétend avoir donné à Serrière sa huitaine conformément aux usages de la corporation, que ce dernier l'a faite et qu'il l'a réglée, qu'il ne doit donc pas autre chose à Serrière ; — Attendu que Serrière reconnaît avoir été congédié après avis conforme aux usages de la corporation des boulangers pour la banlieue de Lyon, lorsque le patron a un juste motif de renvoi, mais que ce n'est pas le cas de son patron, qui l'a congédié immédiatement parce que lui, Serrière, voulait bénéficier de la loi sur le repos hebdomadaire, à laquelle loi son patron ne voulait pas se soumettre et parce que Dognin avait trouvé,

pour le remplacer, un ouvrier qui consentait à ne pas observer la nouvelle loi sur le repos hebdomadaire ; — Attendu que Dognin nie avoir renvoyé Serrière pour ce motif, mais ne dit pas pour quel autre motif il l'aurait renvoyé ; — Attendu que les parties, étant ainsi contraires en fait sur le motif du renvoi, le Conseil a autorisé, par jugement en date du 21 décembre, le demandeur à prouver, à l'audience du 29 janvier 1907, les faits par lui allégués, preuve contraire réservée au défendeur ; — Attendu qu'à cette audience du 29 janvier, il a été procédé aux enquête et contre-enquête dans les formes prescrites par la loi, que le demandeur a produit un témoin, le sieur Hilaire, qui a déclaré, sous la foi du serment, que, devant lui, M. Dognin avait bien dit à Serrière qui lui demandait le motif de son renvoi : « C'est à cause que tu « veux le repos hebdomadaire » ; que le défendeur a produit un témoin, le sieur Chenevay, qui a déclaré également sous la foi du serment : « Qu'il était chez M. Dognin lorsque « Hilaire est venu avec Serrière, « mais qu'il était dans une pièce à « côté et n'a rien entendu » ; — Attendu qu'il résulte de ces dépositions que le demandeur a bien rapporté la preuve que Dognin avait déclaré qu'il le renvoyait parce que, lui, Serrière, voulait bénéficier de la loi sur le repos hebdomadaire ; — Attendu que d'après l'article 1780 du Code civil, le louage de services fait sans détermination de durée (ce qui est le cas au procès-verbal actuel), peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes, mais que, néanmoins, la résiliation par la volonté d'un seul des

contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante, par application de cet article 1780 du Code civil : 1° que, lorsqu'une des parties s'est rendue coupable d'une faute grave envers l'autre, celle-ci peut résoudre le contrat immédiatement sans observer le délai du congé et sans payer aucune indemnité; 2° que, même sans faute grave, le patron peut congédier son ouvrier, s'il a un motif légitime de renvoi, en observant les délais de préavis ou en payant, pour toute indemnité, une somme correspondante au salaire qu'aurait touché l'ouvrier pendant le délai du préavis imposé par l'usage; 3° mais que si le patron renvoie son ouvrier sans motif légitime, et fait du droit de résiliation un usage abusif, il peut être condamné à payer à l'ouvrier, en plus du délai de préavis, une indemnité que les Tribunaux doivent fixer suivant les circonstances de la cause; — Attendu qu'il y a donc lieu, dans le cas où le patron aurait renvoyé l'ouvrier, même en observant les délais de congé consacrés par l'usage (comme cela a été fait en l'espèce), de rechercher si le patron avait un motif légitime de renvoyer l'ouvrier, ou s'il a fait de son droit de résiliation un usage abusif; — Attendu que d'après l'article 1^{er} de la nouvelle loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, *il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même ouvrier dans un établissement industriel ou commercial*; que Dognin, patron boulanger, est assujéti à cette loi et doit l'observer, qu'il n'avait donc pas le droit d'employer Serrière comme ouvrier boulanger plus de

six jours par semaine et ne devait, par conséquent, pas le renvoyer pour le motif que Serrière voulait observer la loi du 13 juillet 1906 qui est obligatoire pour tous les citoyens français qui sont assujettis à cette loi; que nous devons donc déclarer que Dognin, en congédiant Serrière pour ce motif, a fait de son droit de résiliation du contrat de louage un usage abusif, qu'il a ainsi commis une faute dont il doit réparation, et qu'il y a lieu d'accorder à l'ouvrier des dommages-intérêts; — Attendu que la demande de Serrière, juste en ce qui concerne le principe, est exagérée en ce qui concerne la somme réclamée, que le Conseil a dans les faits de la cause des éléments suffisants pour apprécier le dommage causé, qu'il y a lieu de réduire la somme demandée et de fixer à 5 francs les dommages-intérêts que Dognin devra payer à Serrière; — Attendu, quant aux frais, qu'ils doivent être supportés par la partie qui succombe; — Par ces motifs; — Le Conseil jugeant contradictoirement et en dernier ressort; — Dit et prononce que M. Dognin est condamné à payer à Serrière : 1° la somme de 5 francs pour les motifs susénoncés; 2° les intérêts de droit de ladite somme; 3° et tous les frais dus à ce jour, y compris le coût du présent jugement liquidés à..., ainsi que les frais de son exécution et autres légitimes accessoires s'il y a lieu; — Dit qu'il sera procédé conformément à la loi du 7 août 1850. »

Observations. — Le patron n'avait certainement pas le droit de faire grief à son ouvrier de ce qu'il réclamait le repos hebdomadaire,

puisque, en refusant ce repos, il se mettait en contravention à la loi et encourait une peine. C'est donc avec toute raison que le Conseil des prud'hommes a accordé une indemnité à l'ouvrier demandeur. Avec raison aussi il a réduit le chiffre demandé, car la demande était singulièrement exagérée.

Justice de paix de Sully-sur-Loire
(Loiret)

Président : M. TABUTAUD, juge de paix.

16 janvier 1907.

Voiturier. — Compagnie de chemins de fer. — Récépissé. — Mentions obligatoires. — Action en dommages-intérêts. — Chef de station. — Faute personnelle.

Les administrations des chemins de fer sont tenues de remettre à tout expéditeur un récépissé énonçant la nature des colis, les noms et adresses du destinataire, le prix total du transport et le délai dans lequel le transport doit être effectué (Loi du 13 mai 1863, art. 10).

Le chef de gare ou station qui n'a pas rempli ces formalités a commis une faute personnelle et peut être condamné à des dommages-intérêts envers l'expéditeur.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

« Par exploit de M^e Jules Darnault, huissier à Cour-Cheverny, en date du 14 janvier 1907, enregistré, le sieur Charles Gresle, directeur de la Société *La Controise*, demeurant à Contres, a fait citer le sieur Violeau, chef de station à Contres, représentant la Compagnie des Tramways de Loir-et-Cher, à comparaître le 16 janvier 1907, à neuf heures et demie du matin, à l'audience et pardevant M. le juge de paix du

canton de Contres, en la salle ordinaire des audiences, sise à Contres, au palais de justice, pour : — Attendu que le 9 janvier courant, le requérant a expédié en gare d'Orléans à M. Simon Podevin, demeurant dite ville, une caisse de conserves; — Attendu que le cité n'a pas indiqué sur le récépissé du requérant le prix du transport de la marchandise expédiée; — Attendu qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 13 mai 1863, les administrations de chemins de fer sont tenues de remettre à tout expéditeur un récépissé énonçant la nature, le poids et la désignation des colis, les noms et l'adresse du destinataire, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport doit être effectué;

S'entendre M. le chef de station de Contresès-qualités condamner à appliquer strictement dans le jour du jugement à intervenir les règlements concernant les articles et lois sus-énoncés;

S'entendre, en outre, condamner en cinquante francs de dommages-intérêts et aux dépens.

Sous toutes réserves.

La cause, en cet état, appelée à l'audience de ce jourd'hui, les parties ont comparu en personne et lecture faite de l'exploit introductif d'instance, elles ont fait valoir leurs moyens respectifs de défense et pris les conclusions suivantes :

Le demandeur a conclu à ce qu'il plût au tribunal lui allouer le bénéfice des conclusions par lui prises dans l'exploit ci-avant relaté;

Le défendeur a, de son côté, reconnu par l'organe de son défenseur, qu'il n'avait pas indiqué sur le récépissé du requérant, malgré

la demande de celui-ci, le prix du transport de la marchandise expédiée et il a allégué comme moyen de défense que ce n'était pas à lui de le faire, que ce genre de travail incombait à la gare de Saint-Aignan, que les employés de cette gare sont chargés de faire l'application du tarif pour toutes les marchandises expédiées dans toutes les gares de la ligne du tramway de Saint-Aignan à Blois. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties dans leurs déclarations, explications, aveu, moyens de défense et conclusions ; — En fait : — Attendu que le défendeur reconnaît avoir refusé d'indiquer sur le récépissé de M. Gresle, expéditeur, le prix du transport de la marchandise expédiée par ce dernier le 9 janvier 1907 (récépissé n° 37) ; — En droit : — Attendu qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 13 mai 1863, les administrations de chemins de fer sont tenues de remettre à tout expéditeur un récépissé énonçant la nature, le poids et la désignation des colis, les noms et l'adresse du destinataire, le prix total du transport, et le délai dans lequel le transport doit être effectué ; — Attendu que si nul n'est censé ignorer la loi, le sieur Violeau, chef de station à Contres, ne doit, moins qu'un autre, l'ignorer, puisqu'un extrait de l'article 10 de la loi du 13 mai 1863 est imprimé sous le titre « d'Avis important » au verso de chaque récépissé à remettre à l'expéditeur ; — Attendu que le défendeur soutient vainement que l'application du tarif doit être faite par la gare de Saint-Aignan pour toutes les marchandises expédiées dans les gares situées entre Blois et

Saint-Aignan ; — Que cette façon de procéder, en admettant même qu'elle soit dictée, imposée ou tolérée par une instruction de la Compagnie des Tramways de Loir-et-Cher causerait un grave préjudice aux expéditeurs, puisqu'elle les obligerait à revenir plusieurs fois pour les expéditions et pour en effectuer le paiement ; — Que si on agissait ainsi, on irait à l'encontre de la loi ; — Attendu qu'il est inadmissible qu'un expéditeur soit tenu de venir à deux reprises différentes pour l'expédition d'un colis, ou que les employés de la gare soient obligés d'aller à domicile pour percevoir le montant de chaque expédition ou porter les renseignements qu'il est plus logique de donner séance tenante ; — Attendu qu'il peut arriver fréquemment qu'un expéditeur habite à plusieurs kilomètres de la gare ; que, dans ces conditions, cela causerait des dérangements excessifs soit aux expéditeurs, soit au personnel des gares, si on admettait les moyens de défense invoqués par le défendeur ; — Attendu qu'au cours des débats, il nous a été permis de constater que, dans l'espèce, M. Violeau, chef de station à Contres, a, non seulement manqué de complaisance à l'égard du client de la Compagnie des tramways de Loir-et-Cher, mais encore enfreint la loi du 13 mai 1863 en refusant les renseignements demandés prescrits par ladite loi, art. 10, et que lui imposent ses fonctions de chef de station ; — Que, dans la circonstance, le sieur Gresle n'a fait que se conformer au troisième paragraphe de l'avis important imprimé au verso du récépissé et ainsi conçu : « Les expéditeurs sont priés

de s'assurer que les récépissés qui leur sont remis portent bien toutes les indications qu'ils ont intérêt à y voir figurer ; » — Attendu qu'il y a là une faute personnelle du sieur Violeau, chef de station, tombant sous l'application des articles 1382 et 1383 du Code civil ainsi conçus : « Art. 1382. Tout fait quelconque de l'homme qui a causé à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. — Art. 1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. » — Attendu que la Compagnie des Tramways de Loir-et-Cher ne saurait, en la circonstance, être mise en cause, qu'il y a lieu de la mettre, comme de fait nous la mettons, hors de cause, puisque toutes les administrations, y compris ladite Compagnie, recommandent à leurs employés de bien faire leur service et d'avoir la plus grande complaisance à l'égard du public ; que nous en avons acquis la certitude en ce qui concerne la Compagnie des Tramways de Loir-et-Cher par les déclarations qui nous ont été faites à l'audience par M. Chailloux, agent principal de l'exploitation ; — Attendu qu'il est du devoir de tout agent d'un service public d'être complaisant à l'égard de tout le monde, autant que ses attributions le lui permettent ou le lui commandent ; que ne pas comprendre ce devoir, c'est compromettre les intérêts qui lui sont confiés ainsi que ceux du public, tout en rendant les relations désagréables et le service difficile ; — Attendu que le sieur Violeau, es-qualités, a causé un préjudice au sieur Gresle, et dont ré-

paration est due à ce dernier ; — Que nous avons les éléments suffisants pour apprécier le quantum des préjudices causés ; — Que, dans un but de conciliation, et espérant que le sieur Violeau saura en tenir compte, il y a lieu, pour une première fois, de réparer la faute commise par une légère indemnité ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamnons le sieur Violeau, chef de station à Contres, à payer au sieur Gresle, directeur de la Société « la Controise », la somme de 2 francs à titre d'indemnité pour le préjudice causé ; — Le condamnons, en outre, en tous les dépens. »

Observations. — Par acte au greffe en date du 28 janvier dernier, le sieur Violeau a déclaré acquiescer au jugement rapporté ci-dessus, lequel est devenu définitif. M. Tabutaud, le juge qui l'a rendu, vient d'être appelé à un autre poste. Il laisse dans son canton de vifs regrets qui l'honorent. En effet, nous lisons dans un journal la note suivante :

« L'honorable M. Tabutaud, le dévoué juge de paix du canton de Contres, est appelé à un autre poste. Il peut être certain que la presque unanimité des habitants gardera de lui un bon souvenir et qu'il sera regretté.

« D'un caractère franc et droit, il avait acquis une grande autorité et sa médiation était acceptée sans réserve, tout le monde sachant qu'elle serait inspirée exclusivement par un esprit de justice.

« Très affable, il apportait dans l'exercice de ses fonctions une excessive douceur. Ayant la juste notion

de son rôle de conciliateur — c'est là le beau rôle du juge de paix — et se prodiguant pour arriver à un résultat pacifique, il évita ainsi bien des procès coûteux aux justiciables, pendant les quatre années qu'il passa à Contres.

« Très épris de justice, d'une rigoureuse impartialité, estimant que celui qui a raison doit triompher, il s'était soustrait aux influences politiques ou autres, qui, malheureusement, paralysent et entravent trop souvent la marche de la justice et la font dévier de sa route.

« A tous les points de vue, M. Tabutaud avait conquis l'estime et la sympathie de tous les honnêtes gens, et cette estime et cette sympathie le suivront à Sully.

« Nous ne connaissons pas son successeur. Dans l'intérêt public, il est à souhaiter qu'il suive son exemple. Espérons-le. »

(*Le Républicain de Loir-et-Cher*,
8 avril 1907.)

Justice de paix du canton de Crique-
tot (Seine-Inférieure).

Président : M. BOULENGER, juge de paix.

25 janvier 1907.

Dénégation d'écritures. — Inscription en faux. — Cautionnement.

L'inscription en faux ne doit être admise que si la pièce produite est de nature à entraîner une condamnation.

Le cautionnement doit être exprès, et bien que le mot « cautionnement » pas plus que tout autre terme sacramental ne soit pas nécessaire, encore faut-il que l'intention de celui qui est poursuivi comme caution ait été manifeste et ne laisse aucun doute.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire en dernier ressort ; — Attendu que par exploit de Henry, huissier à Crique-
tot, en date du 5 de ce mois, Chollet réclame à Maurice Piedfort fils et à François Piedfort père, débiteurs conjoints et solidaires, la somme de 217 fr. 55 pour prix d'une bicyclette et, à l'appui de sa demande, Chollet représente une lettre signée François Piedfort en date du 25 mars dernier, des termes de laquelle il prétend déduire un engagement solidaire avec le fils pris par Piedfort père à son profit ; — Attendu que la dette est reconnue par Piedfort fils qui prétend ne pouvoir l'acquitter immédiatement, mais que Piedfort père dénie la signature à lui présentée ; — Attendu que, par suite, il y a lieu d'examiner séparément le cas des deux défendeurs ; — En ce qui concerne Piedfort fils : — Attendu que la reconnaissance de la dette, passée par lui, entraîne nécessairement sa condamnation ; — En ce qui concerne Piedfort père : — Attendu qu'aux termes de l'article 14 du Code de procédure civile, lorsque l'une des parties déclare vouloir s'inscrire en faux, dénie l'écriture ou déclare ne pas la reconnaître, le juge lui en donne acte, paraphe la pièce et renvoie la cause devant les juges qui doivent en connaître ; — Attendu toutefois que l'inscription de faux ne doit être admise qu'autant que le sort de la contestation dépend de la vérité ou de la fausseté de la pièce produite ; qu'avant de laisser s'engager une procédure longue et coûteuse, le

juge a le devoir de rechercher si la pièce contestée est de nature à engendrer les obligations et à entraîner une condamnation ; que, dans l'espèce, il y a lieu d'examiner si la pièce produite contient, comme l'affirme le demandeur, l'engagement solidaire par le père de payer la dette que devait contracter le fils ; — Attendu que Chollet, ayant avisé Piedfort père que son fils s'était présenté chez lui pour avoir une bicyclette et qu'il était tout prêt à la lui livrer avec l'autorisation paternelle, a reçu la lettre ci-dessus visée, contenant ces mots : « Quant à la bicyclette dont vous me demandez l'autorisation, je vous l'accorde à la condition qu'il vous la payera sur ses gages » ; — Attendu qu'à cette date (25 mars dernier) Maurice Piedfort était majeur, puisqu'il est né à Turretot le 28 juillet 1882 ; que l'autorisation demandée à son père et donnée par ce dernier était inutile ; qu'elle ne saurait être considérée comme un engagement personnel pris par le père et encore moins comme une obligation solidaire, alors que l'article 1202 du Code civil décide que la solidarité ne se présume pas et qu'il faut qu'elle soit expressément stipulée ; — Attendu qu'on ne saurait non plus des termes de la lettre inférer un cautionnement ; que si (bien que le cautionnement ne se présume pas et doive être exprès aux termes de l'article 2015 du Code civil) la loi ne prescrit pas de termes sacramentels sans l'emploi desquels le cautionnement ne soit pas exprès ; que si les expressions de la recommandation, impliquant virtuellement de la part de celui qui l'a faite l'intention de se constituer caution, cela

suffit pour qu'il soit engagé à ce titre, bien qu'il n'ait pas pris positivement la qualité de caution, encore faut-il que son intention ne soit pas douteuse ; — Attendu, au contraire, que la précaution prise par l'auteur de la lettre, en autorisant l'achat, d'ajouter « à la condition qu'il la paye de ses gages », loin de faire présumer la volonté de se porter caution, indique le contraire ; — Attendu, en résumé, que des termes de la lettre ne résulte pas que Piedfort père ait contracté un engagement quelconque vis-à-vis de Chollet, et que par suite la demande de ce dernier doit être repoussée *de plano* ; — Sur les frais (sans intérêt) ; — Par ces motifs, déboutons Chollet de sa demande contre Piedfort père que nous déclarons non justifiée et mal fondée ; — Condamnons Piedfort fils à payer à Chollet la somme de 217 fr. 55, qu'il lui doit pour prix d'une bicyclette ; le condamnons, en outre, aux intérêts de droit et aux dépens. »

Observations. — La procédure d'inscription de faux est compliquée et coûteuse. Elle ne doit donc être ordonnée qu'autant qu'elle est nécessaire pour la solution du litige. Si la pièce contestée ne peut avoir aucun intérêt dans le procès et n'est pas de nature à justifier la demande, le juge du fond n'a pas à en tenir compte.

Voir, sur ces questions, notre Dictionnaire Général, 5^e édit., v^o *Inscription de faux*.

Justice de paix
du canton de la Ferte-Macé (Orne).

Président : M. LEVILLAIN, juge de paix.

5 janvier 1906.

Responsabilité. — Accident. — Victime
décédée. — Héritier. — Action. —
Recevabilité.

Est recevable l'action en responsabilité, intentée par l'héritier de la victime d'un accident, décédé après vingt-quatre heures, si cette victime n'a fait avant le décès aucun acte qui implique clairement la volonté de renoncer à toute réclamation.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le 12 novembre 1905, vers deux heures du soir, le sieur Goupil père fut renversé par une bicyclette montée par le mineur Bellenger, lequel, descendant à toute vitesse une rue très déclive de la Ferte-Macé, n'avait pu éviter le sieur Goupil ni donner à celui-ci le temps de se garer. Malgré la violence du choc le blessé, aidé de quelques personnes, put néanmoins regagner son domicile où il s'alita ; mais tant en raison de la gravité des blessures reçues que de son grand âge (77 ans), le sieur Goupil succombait le lendemain, à 8 heures du soir. — Le sieur Goupil fils, en qualité d'unique héritier de son père, intenta au sieur Bellenger père, civilement responsable de son fils mineur, une action en 600 francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé au sieur Goupil père. Le défendeur fit plaider l'irrecevabilité de l'action et subsidiairement l'absence de faute de négligence ou d'imprudence de la part de son fils. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues, avons rendu le jugement suivant : — Sur la recevabilité de

l'action : — Attendu que l'action du sieur Goupil fils a pour objet d'obtenir contre le sieur Bellenger, comme civilement responsable de son fils mineur, condamnation au paiement d'une somme de six cents francs à titre de dommages-intérêts ; et ce, en réparation du préjudice causé au sieur Goupil père, résultant d'un accident de bicyclette ayant occasionné la mort de celui-ci, accident attribué par le sieur Goupil fils, à la faute et à l'imprudence du mineur Bellenger ; — Attendu que cette action est intentée par Goupil fils, en qualité d'unique héritier de son père Michel Goupil ; — Attendu que, comme toute action civile, l'action en dommages intérêts résultant d'un délit ou d'un quasi-délit est transmissible aux héritiers de la partie lésée, mais qu'il y a lieu de distinguer, lorsque le délit ou le quasi-délit ont porté atteinte à la personne physique du défunt, entre le cas où celui-ci a succombé aux suites ultérieures du délit ou du quasi-délit et le cas où la mort a été immédiate, puisque dans ce dernier cas l'action serait irrecevable : — Attendu que l'accident survenu au sieur Michel Goupil s'est produit le douze novembre dernier, vers deux heures du soir et que son décès n'est survenu que le lendemain à huit heures du soir : que l'accident n'a donc pas été la cause immédiate du décès et que si le sieur Goupil père n'a pas eu le temps suffisant pour intenter une action en responsabilité, il n'a fait non plus aucun acte impliquant sa renonciation à cet égard ; qu'en conséquence, son fils, unique héritier, est donc fondé à intenter cette action ; — Attendu dès lors, qu'il y a lieu de déclarer

recevable l'action du sieur Goupil fils ; — Au fond : — Attendu, etc. — Par ces motifs : — Déclarons recevable l'action en dommages-intérêts intentée par Goupil fils ; — Et avant autrement faire droit au fond ; — Appointons le demandeur à prouver par témoins : 1° Que, etc... »

Observations. — L'enquête a été faite, et elle fut concluante en faveur du demandeur. Par jugement définitif, le défendeur a été condamné à payer au demandeur la somme de 100 fr. de dommages-intérêts pour réparation du dommage matériel et moral. Les parties en cause ont accepté et exécuté la décision et se sont déclarées satisfaites.

Justice de paix du canton de St-Georges-du-Vivère (Eure).

Président : M. WAGNER, juge de paix, suppléant.

17 avril 1907.

Responsabilité. — *Animal blessé.* — *Faute du locataire.* — *Dommages-intérêts.* — *Demande reconventionnelle.*

En matière de louage des choses mobilières, le preneur est tenu de restituer la chose louée en l'état où il l'a reçue, et est responsable de la dégradation de cette chose, à moins qu'il ne prouve qu'il n'a commis aucune faute et que cette dégradation provient d'un cas fortuit ou de force majeure.

Spécialement celui qui a laissé tomber un cheval qu'il a pris en location est tenu de rembourser à la propriétaire de l'animal les frais nécessités pour la guérison des blessures du cheval.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties dans leurs moyens de dé-

fense, explications et conclusions ; — Vidant notre délibéré ; — Attendu que par exploit d'instance en date du 25 février 1907, M^{me} veuve Lericque-Dubosc, aubergiste à Saint-Georges-de-Vivère, expose que le 14 septembre 1906, M. Borlet, percepteur, qui conduisait pour son compte personnel la jument de M^{me} veuve Lericque-Dubosc, a, par suite de négligence, non-surveillance et savoir-faire, laissé tomber cet animal et réclame à M. Borlet en réparation du préjudice qu'elle a subi : 1° la somme de 88 francs pour frais médicaux ; 2° la somme de 39 fr. 60 pour fournitures pharmaceutiques ; 3° la somme de 150 francs pour dommages et intérêts ; — Attendu que M. Borlet soutient que M^{me} veuve Lericque-Dubosc savait que M. Borlet était apte à conduire la jument, que bien avant l'accident, et à diverses reprises, M^{me} veuve Lericque-Dubosc lui louait son animal et se porte reconventionnellement demandeur : 1° de la somme de 54 fr. 35 pour avances faites, pour les soins donnés à l'animal et pour frais divers ; 2° de la somme de 350 francs pour dommages et intérêts, à cause de l'action vexatoire intentée par M^{me} veuve Lericque-Dubosc qui lui a occasionné des dérangements et causé un préjudice, dont il réclame la réparation ; — Attendu, en droit, que celui qui loue un animal ou une chose répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute ; — Attendu qu'aux termes des articles 1728 et 1735 du Code civil applicables en matière de louage de choses mobilières, le preneur est tenu de restituer la chose louée dans

l'état où il l'a reçue, et ne peut être déchargé de cette responsabilité qu'en démontrant qu'il n'a commis aucune faute et en prouvant un cas de force majeure ou un cas fortuit ; — Attendu que M. Borlet reconnaît avoir pris en location une jument appartenant à M^{me} veuve Lericque-Dubosc ; qu'il reconnaît que l'accident dont se plaint M^{me} veuve Lericque-Dubosc est survenu en cours de route, alors que l'animal était entre ses mains ; qu'il ne demande pas à établir que ledit accident soit le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure, ni même qu'il n'a commis aucune faute de nature à engager sa responsabilité ; — Attendu que nous avons des éléments suffisants d'appréciation pour fixer l'indemnité due à la demanderesse, tant pour le préjudice causé que pour les dommages et intérêts conclus ; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle de M. Borlet : — Attendu qu'elle n'est pas justifiée et qu'il n'y a lieu de s'arrêter ; — Par ces motifs, nous, juge de paix, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Disons que l'action de M^{me} veuve Lericque-Dubosc est bien fondée, et qu'il y a lieu d'y faire droit ; — Condamnons, en conséquence, M. Borlet à payer à M^{me} veuve Lericque-Dubosc : 1° la somme de 88 francs pour frais médicaux ; 2° la somme de 39 fr. 60 pour fournitures pharmaceutiques, et aux dépens ; — Disons qu'il n'y a pas lieu de lui accorder les dommages-intérêts. »

Observations. — Solution incontestablement exacte.

Justice de paix du canton de Sancerre (Cher).

Président : M. GORET, juge de paix.

23 juillet 1906.

Louage. — Puits. — Eau insalubre. — Loyers dus. — Demande reconventionnelle. — Taxe vicinale représentant les prestations en nature. — Dépens.

Le propriétaire ou bailleur est tenu de fournir à son locataire de l'eau saine, quand il a loué avec l'immeuble l'usage d'un puits commun, et peut être tenu de dommages-intérêts s'il ne fait pas curer dans un délai déterminé ce puits reconnu contaminé.

D'autre part, le preneur fermier est tenu de payer la taxe vicinale établie pour remplacer les prestations en nature.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort ; — Après avoir entendu les parties en leurs conclusions et observations respectives ; — Avons rendu le jugement contradictoire suivant : — Entre D..., demandeur au principal, défendeur en reconvention ; — Et B..., défendeur au principal, demandeur en reconvention ; — Sur la demande principale de D... ; — Attendu que les époux B... reconnaissent devoir aux époux D..., pour labourage de terre et fournitures de graines, une somme réduite et fixée, après débats, à la somme de 35 fr. 50 ; — Condamnons les époux B... solidairement entre eux à payer aux époux D... ladite somme de 35 fr. 50 ; — En ce qui concerne le chef de la demande (100 fr.) de dommages-intérêts à raison de la mauvaise qualité de l'eau de puits ; — Attendu que les époux B... ne paraissent pas contester formellement les alléga-

tions des époux D...; — Qu'il est possible que ledit puits commun entre Devrard, Cotard et Prevost, ait été curé au mois d'octobre 1901, comme l'atteste le maçon Charles Viau, mais que cela n'empêche pas que, depuis cette époque, l'eau du puits, qui est dans une cour ouverte, où les étrangers peuvent pénétrer la nuit comme le jour, ait pu être contaminée par un malfaisant, comme le prétendent les époux D..., qui ont déclaré, sans que ce fût sérieusement réfuté, qu'il y a quelque temps, l'un des communistes avait présenté une bouteille de l'eau du dit puits à un pharmacien de Saincoins, qui, *a priori*, aurait dû avoir remarqué que cette eau contenait des matières organiques; — Que, par suite, il ne peut être fait état des déclarations de Pignolais (Ferdéric) et Chevalier (Pierre), qui disent que l'eau est propre et très potable; — Attendu que les époux B... ont déclaré à l'audience du 25 juin être prêts à faire le curage du puits commun dès qu'ils auraient pu s'entendre avec les copropriétaires qui devaient participer aux frais; — Donnons acte aux parties de la déclaration des époux B...; — En conséquence, impartissons à ces derniers un délai de deux mois pour opérer le curage, conjointement avec leurs communistes, qu'ils feront intervenir à leurs frais, risques et périls; — Disons que, faute de ce faire dans le délai indiqué ci-dessus, les époux B... seront passibles d'une somme de 50 francs de dommages-intérêts envers les époux D..., laquelle somme ne sera exigible, toutefois, qu'autant que les époux B... ne se seront pas exécutés; — Sur la demande reconventionnelle des

époux B...: — Attendu que les époux D... reconnaissent devoir aux époux B... la somme de 325 francs pour un terme de loyer échu le 11 mai 1906, d'une locature sise aux Pruneaux, commune de Giverdon. . . 325^{fr} »

— Que comme accessoires, ils doivent en plus les frais de commandement du 19 juin 12 40
— Pour prestations 4 78

Total. 342^{fr} 18

— En ce qui concerne la somme de 4 fr. 78 réclamée pour prestations :

— Attendu que les prestations, évaluées à trois jours, sont, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mai 1836, une charge des habitants des communes au compte desquelles est mis, par l'article 1^{er}, l'entretien des chemins vicinaux légalement reconnus, et qu'elles doivent être fournies par tous habitants, chefs de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur ou de fermier ou de colon partiaire, porté au rôle des contributions directes, savoir : 1° pour sa personne et pour chaque individu mâle valide, âgé de 18 ans au moins et de 60 ans au plus, membre ou serviteur de la famille et résidant dans la commune, ce qui est la prestation personnelle et directe (1^{re} espèce de la ci-devant corvée); 2° pour chacune des charrettes ou voitures attelées, et, en outre, pour chacune des bêtes de somme, de trait, de selle, au service de la famille et de l'établissement dans la commune, ce qui est la prestation réelle ou indirecte (2° espèce de la ci-devant corvée); — Attendu qu'aux termes de la loi de finances du 31 mars 1903, faculté a été laissée aux conseils municipi-

paux de remplacer par une taxe vicinale le produit des journées de prestations que les communes sont tenues de voter pour les chemins vicinaux ; — Que cette taxe vicinale serait représentée par des centimes additionnels aux quatre contributions directes en nombre suffisant pour produire une somme équivalente à la valeur des prestations remplacées ; — Attendu qu'en exécution de cette loi, le conseil municipal de Givordon a, par sa délibération en date du 15 mai 1905, décidé que la totalité des prestations serait remplacée par une taxe vicinale représentée par des centimes aux quatre contributions directes ; — Qu'en conséquence de cette mesure, l'administration des contributions directes a établi un rôle duquel il résulte que, sous l'article 155, Dautrech (Claude), auteur de B..., est inscrit pour une taxe vicinale de 4 fr. 78 ; — Attendu que les époux B... soutiennent que c'est cette taxe vicinale qu'ils réclament aux époux D... comme remplaçant les prestations que ces derniers fournissaient ci-devant en nature ; — Que, pour repousser cette demande, les époux D... disent qu'ils ne doivent rien pour la taxe, parce qu'elle est une taxe nouvelle imposée sur la propriété, et que les impôts fonciers restent, d'après leurs conventions de bail, à la charge des époux B... ; — Mais attendu que suivant l'habitude du pays, les prestations sont acquittées par les fermiers quand ce sont leurs voitures, charrettes, chevaux et ânes qui circulent sur lesdits chemins dont ils se servent ; que c'est le cas dans l'espèce ; — Et que, d'ailleurs, dans le bail communiqué, une clause est ainsi con-

que : « Les preneurs (époux D...), « acquitteront les prestations en « nature à leurs frais » ; — Que les époux D... doivent donc supporter lesdites taxes nouvelles assimilables ; — Par ces motifs, condamnons les époux D... solidairement entre eux à payer aux époux B... la somme de 342 fr. 18 détaillée ci-dessus, avec les intérêts à 4 pour 100 à partir du jour de la citation ; — Rejetons comme non suffisamment justifié le surplus des conclusions des époux B... sur lesquelles ils n'insistent pas d'ailleurs ; — Sur les dépens : — Vu l'article 131 du Code de procédure civile : — Attendu que les parties succombent respectivement, faisons masse des dépens et disons qu'ils seront payés 3 cinquièmes par D... et 2 cinquièmes par B... »

Observations. — La première solution de ce jugement est incontestablement exacte. Sur la deuxième question qui y est traitée, nous avons bien des doutes. Dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Louage*, n^o 134, nous avons émis l'opinion que la taxe vicinale établie en remplacement des prestations en nature est à la charge du propriétaire, si une clause du bail ne la met pas formellement à celle du fermier ; et cette solution a été adoptée par plusieurs décisions de justice, notamment Justice de paix de Pont-du-Château, 13 janvier 1905, et jugement confirmatif du Tribunal civil de Clermont-Ferrand, DÉCISIONS 1905, p. 249 ; Justice de paix d'Herbault, 26 décembre 1904, DÉCISIONS 1905, p. 213.

Justice de paix de Saint-Quentin
(Aisne).

Président : M. LAURENT, juge de paix.

Accident du travail. — Frais d'hospitalisation. — Compétence du juge de paix.
— Appel irrecevable. — Société du gaz.

Le juge de paix est compétent pour statuer en dernier ressort sur une demande intentée par un hospice civil contre la Société du Gaz d'une ville, pour avoir paiement des frais d'hospitalisation d'un ouvrier de cette société victime d'un accident du travail pendant qu'il était à son service.

Spécialement il y a accident du travail dans le fait de l'ouvrier qui a été brûlé à l'œil par une parcelle incandescente de charbon provenant de la cornue qu'il déchargeait.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre interlocutoire du 16 décembre, l'enquête du 30 décembre 1905; — Attendu qu'il résulte de l'enquête non contredite par la preuve contraire pourtant réservée, que le 24 mai 1903, dans l'usine à gaz, Aubé a été brûlé à la cornée de l'œil droit par une parcelle incandescente de charbon provenant de la cornue qu'il déchargeait; — Qu'ainsi il a été blessé pendant et à l'occasion de son travail; que s'étant présenté le 26 mai 1903 à la visite, il a été, pour brûlure à la cornée de l'œil, admis d'urgence à l'Hôtel-Dieu, où il est resté en traitement dudit 26 mai au 7 août 1903; qu'il a été le 25 mai, lendemain de l'accident, soigné par un ingénieur (employé supérieur de la société), qui l'a ensuite envoyé à la pharmacie Legrand, la plus proche de l'usine; — Que ces faits ont été le jour même de son hospitali-

sation, rapportés par Aubé au témoin Topin, employé de l'Hôtel-Dieu, chargé des admissions; — Qu'ainsi la société du Gaz ne saurait plus prétendre comme elle en a fait la réponse à l'employé Topin le lendemain de l'admission d'Aubé, à l'hôpital, qu'elle n'avait pas connaissance de l'accident et ne répondait pas, pour ce motif, des frais d'hospitalisation; — Attendu, au surplus, que pendant son séjour et après sa sortie de l'Hôtel-Dieu, Aubé, soit par sa femme, soit par lui-même, a touché dans le bureau de la société du Gaz, son indemnité de demi-salaire; — Attendu qu'après avoir débattu au fond et entendu l'enquête à laquelle elle ne s'était pas opposée, tout en s'y réservant la preuve contraire, la société du Gaz prétendant que les hospices ne pouvaient la poursuivre qu'en se substituant aux droits et actions d'Aubé a invoqué la prescription de l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 modifiée, au moment de l'accident, par celle du 22 mars 1902; — Attendu que la prescription d'un an édictée par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 à l'encontre des actions d'indemnité prévue par cette loi est réglée au point de vue de l'interruption et de la suspension par les art. 2242 et suiv. du Code civil (Lyon, 3 avril 1901 : 2 arrêts. Douai, 2 mai 1901; Grenoble, 25 mai 1901; Poitiers, 24 juin 1901; Aix, 1^{er} août 1901; Toulouse, 6 août 1901. D. P. 1901, 2.489); — Attendu que la prescription est, aux termes de l'article 2248 du Code civil interrompue par la reconnaissance de dette; que la reconnaissance de dette n'a pas pour effet de changer la nature de la prescription, mais simplement de substituer une

nouvelle période de la même prescription à celle en cours (Tribunal civil de Dijon, 3 mars 1892, D. P. 1893, 2,525 ou Annales des Justices de paix, p. 172); — Qu'ainsi et malgré que la société du Gaz ait payé l'indemnité temporaire jusqu'au 7 août 1903, l'action des hospices se trouverait prescrite depuis le 8 août 1904; — Mais attendu qu'on peut renoncer à la prescription acquise, que la renonciation est expresse ou tacite, que la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis, que notamment le fait par une partie d'avoir en première instance contesté le bien fondé de la demande sans opposer la prescription constitue de sa part une renonciation de se prévaloir de la prescription devant les juges d'appel (Paris, 1^{er} mars 1893); — Attendu notamment qu'après avoir à l'audience du 16 décembre 1905, contesté le bien fondé de la demande, y avoir opposé les prescriptions prévues, soit par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898, soit par l'article 2272 concernant l'action des médecins, chirurgiens, etc., la société du Gaz a formellement déclaré, ainsi qu'il est consigné au plume, renoncer à se prévaloir des prescriptions acquises; — Attendu que la charge de la déclaration d'accident incombe au patron seul; que le défaut de cette déclaration par les patrons où la victime ne saurait être imputable ni préjudiciable aux droits et intérêts des hospices; — Par ces motifs et par jugement contradictoire en dernier ressort, condamnons la société du Gaz, en la personne de son directeur M. Frère, à payer aux hospices civils entre les mains de Berlemont, leur receveur,

la somme de 292 francs, montant à raison de 4 fr. l'un, de 73 jours d'hospitalisation d'Aubé; — La condamnons en outre aux dépens, etc..»

Quoique qualifié en dernier ressort et qu'il n'ait été invoqué aucun moyen d'incompétence, ce jugement a été frappé d'appel. Le Tribunal civil s'est prononcé comme suit :

« LE TRIBUNAL: Attendu que la Société anonyme du Gaz de Saint-Quentin a interjeté appel d'un jugement de M. le juge de paix de Saint-Quentin du 6 janvier 1906 qui la condamnait en dernier ressort à payer aux hospices civils de Saint-Quentin 292 francs, montant de 73 jours d'hospitalisation à 4 francs l'un, du sieur Aubé, chauffeur à la société du Gaz; — Attendu que la société du Gaz ayant prétendu que l'accident survenu à Aubé n'était pas un accident du travail, et les hospices civils ayant offert de prouver qu'Aubé avait été blessé dans les conditions prévues par la loi de 1898, M. le juge de paix, par jugement du 16 décembre 1905, a ordonné une enquête à laquelle la société du Gaz ne s'est d'ailleurs pas opposée; — Qu'il a été procédé à l'audition de trois témoins cités par les hospices et que la société du Gaz a déclaré n'avoir aucun témoin à faire entendre; que c'est à bon droit que M. le juge de paix, en appréciant les résultats de l'enquête et les circonstances de l'accident du 24 mai 1903, a déclaré applicable à la cause, la loi sur les accidents du travail; que ce point tranché, M. le juge de paix était compétent pour statuer en dernier ressort sur la demande en paiement des frais médicaux, et en l'exception de pé-

remption qui se rattache au fond; que de ce chef, l'appel est irrecevable; que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Dit que c'est à bon droit que M. le juge de paix a déclaré que l'accident dont Aubé a été victime rentrait dans les prévisions de la loi de 1898; — Dit qu'alors, M. le juge de paix était compétent en dernier ressort pour connaître du fond du litige et des exceptions et moyens de prescriptions y relatives; — Déclare irrecevable l'appel du jugement rendu en dernier ressort sur le fond du litige; — Ordonne que ce jugement sortira son plein et entier effet.

Observations. — Solutions incontestablement exactes.

Justice de paix du canton de Montfort-sur-Risle (Eure).

Président : M. FEREY, juge de paix.

6 mars 1906.

Elections. — Appel devant le juge de paix.
— Jugement définitif en dernier ressort. — Commission municipale. — Refus d'inscription d'un électeur.

Est nulle la délibération de la commission municipale d'une commune, laquelle refuse d'inscrire sur la liste électorale le nom d'un électeur, sans qu'il ait été dressé aucun procès-verbal de cette délibération, ni, par suite, qu'elle ait pu être signifiée à l'intéressé.

Le juge, saisi de l'appel de cette délibération, doit donc la déclarer nulle, mais il peut décider que l'appelant ne sera pas inscrit s'il ne lui paraît pas que cet électeur ait droit à l'inscription qu'il réclame.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu le

décret organique du 2 février 1852; vu les lois des 7 juillet 1874 et 5 avril 1884; vu l'article 473 du Code de procédure civile; vu notre jugement de renvoi du 2 mars dernier, non encore enregistré, mais qui le sera en temps de droit; vu les pièces versées aux débats, lesquelles, pour la plupart, demeureront annexées; vu les conclusions et aveux de l'appelant passés en l'audience du 2 mars; — Attendu que par déclaration passée au greffe de cette justice de paix, en date du 25 février dernier, le sieur Racine a fait appel d'une décision de la Commission municipale d'Illeville prise sans date certaine, qui s'est refusée à l'inscrire sur la liste électorale de cette commune; — Attendu que le 24 dudit mois, Racine fut invité par nous d'avoir à se présenter à notre audience du 2 mars pour voir statuer sur son appel, et qu'à cette audience il passa plusieurs aveux, prit des conclusions verbales et reconnut que la propriété qu'il avait louée l'année dernière à Illeville au sieur Lebourg, son gendre, appartenait en propre à la femme Lebourg, séparée de biens d'avec son mari; — Attendu qu'il résulte d'autres documents versés aux débats, que, le 17 janvier dernier, Racine fit demander par son gendre, électeur à Illeville, son inscription sur la liste électorale de cette commune, que, le 31 janvier, sur une réclamation de titres que lui fit le maire d'Illeville, ledit sieur Racine produisit son bail sous seing privé ci-dessus relaté et mentionné au jugement de renvoi, et qu'enfin, le 9 février suivant, il reçut une nouvelle lettre du maire d'Illeville l'informant que la Commission ne pourrait accueillir

favorablement sa demande à titre de locataire d'immeuble appartenant au sieur Lebourg, que si ce dernier lui présentait ses titres de propriété; — Attendu qu'il est établi par un certificat du maire d'Illeville, en date du 3 de ce mois, joint au dossier, que la Commission municipale de cette commune n'a dressé aucun procès-verbal de ses délibérations, que même elle n'a pas de registre à cet effet; — Attendu que, puisqu'aucun procès-verbal n'a été dressé par ladite Commission, il est évident qu'aucune notification de ses décisions n'a pu être faite au réclamant, lequel ignore même la date où ladite Commission a statué sur son cas; qu'il suit de là qu'en statuant ainsi, ladite Commission a fait une fausse application de la loi visée, et qu'une délibération ainsi prise doit être déclarée nulle et non avenue; — Mais attendu que la jurisprudence admet qu'en appel en matière électorale, le juge de paix peut confirmer ou infirmer une décision pour vice de forme en donnant des motifs à l'appui de cette confirmation ou infirmation, en évoquant le fond, conformément à l'article 473 du Code de procédure civile, et statuer sur la contestation (Cass., 26 mars 1872; 31 mars 1876); — Attendu aussi qu'il est de jurisprudence que lorsqu'une décision municipale n'a pas été régulièrement notifiée aux intéressés, ceux-ci ne sauraient être victimes de la négligence ou du mauvais vouloir du maire, qu'en conséquence leur droit d'appel s'exerce sans limitation de délai (Cass., 23 mai 1892; 6 juillet 1896); qu'un simple accusé de réception ou avis du maire à une demande d'inscription n'équivaut pas

à une notification (Cass., 3 juin 1893), et que cette omission laisse subsister pour l'électeur le droit de se pourvoir devant le juge de paix s'il n'est plus dans le délai pour saisir la Commission municipale (Cass., 27 juillet 1885); — Attendu que le bail produit par Racine se trouve dépourvu de toute valeur juridique, puisqu'il est reconnu par Racine lui-même que son bailleur a disposé d'une chose ne lui appartenant pas, mais appartenant à sa femme, séparée de biens avec lui; et que rien n'établit que cette femme fût consentante à cette location; — Attendu encore qu'il est reconnu par Racine que celui-ci a quitté depuis plus d'un an la commune d'Illeville où il résidait autrefois, pour aller habiter Bourgochard avec son gendre, qu'il s'est laissé porter électeur de cette commune depuis l'année dernière, sans avoir rien fait pour se faire retirer; — Attendu que, dans ces conditions, si ledit Racine n'a pas son domicile réel à Bourgochard, il est certain qu'il a acquis une résidence effective dans cette localité, puisqu'il y réside depuis plus d'un an; — Attendu que le réclamant n'a pu non plus justifier être porté à Illeville sur le rôle des contributions directes, ni même sur celui des prestations en nature, qu'il suit de là qu'il a perdu le droit de figurer sur la liste électorale d'Illeville en cessant d'y résider, et que la Commission ne pouvait réellement admettre son inscription dans cette commune; — Attendu, cependant, que, malgré que ladite Commission ait procédé illégalement, il y a lieu quand même par le Tribunal de décider que ledit Racine ne sera pas porté en 1906 sur la liste

électorale d'Illeville; — Par ces motifs, statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort, en matière de revision de liste électorale, sur appel de Racine qui a conclu au fond; — Vidant notre délibéré, déclarons bien fondé l'appel dudit Racine; — Infirmos pour vice de forme la décision irrégulièrement prise par la Commission municipale d'Illeville, laquelle, en fait, et sans qu'il en ait été dressé de procès-verbal, a refusé d'inscrire Racine sur la liste électorale; — Évoquant et statuant au fond; — Attendu que le réclamant n'a pu lui-même établir régulièrement sa qualité d'électeur à Illeville, ordonnons que le nom de Racine (Louis-Adolphe) ne sera pas inscrit, en 1906, sur la liste électorale de cette commune, ce qui sera exécuté selon la loi. »

Observations. — L'obligation par les Tribunaux de garder la minute de leurs décisions est une règle générale qui s'applique aux décisions que rendent, en matière électorale, les commissions municipales. Voir en ce sens, Cass., 16 mai 1881, *J. P.*, I, 352. DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Elections*, n^o 264.

Tribunal de simple police de Sancoins
(Cher).

Président : M. GORET, *juge de paix*.

25 mars 1907.

Accident du travail. — *Défaut de déclaration par le patron.* — *Contravention.* — *Condamnation du patron à l'amende.* — *Exécution de la condamnation.* — *Opposition postérieure.* — *Recevabilité.*

Le patron condamné par défaut à l'amende pour n'avoir pas déclaré un acci-
JUN 1907.

dent de travail dont a été victime un de ses ouvriers, et qui a été forcé d'exécuter le jugement, est recevable à y former opposition si le jugement ne lui a pas été signifié.

L'acquiescement n'existe pas en matière criminelle ou de police.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant une lettre-missive, en date du 18 mars 1907, adressée au ministère public attaché au Tribunal de simple police de Sancoins, M. Fournier a formé opposition à un jugement de défaut rendu contre lui à la date du 17 décembre 1906, enregistré, mais non signifié.

La cause appelée à l'audience de ce jour, le mandataire de M. Fournier a déclaré persister dans son opposition, laquelle il renouvelle en tant que de besoin à la présente audience, par ses conclusions déposées sur le bureau et développées à la barre, et qui tendent, savoir :

En la forme : — Recevoir M. Léon Fournier opposant au jugement de simple police rendu par défaut contre lui, à Sancoins, le 17 décembre 1906; — Lui donner acte de ce qu'il renouvelle, en tant que de besoin, ladite opposition à l'audience, par lesdites conclusions et par l'organe de son mandataire; — Le déclarer recevable en icelle, dire cette dernière régulière en la forme.

Au fond : — Le décharger des condamnations prononcées contre lui par le jugement du 17 décembre 1906.

Ensuite, le ministère public a été entendu en ses observations et en ses conclusions.

Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Vu les pièces

de la procédure; — Attendu que sur le rapport de M. l'inspecteur du travail en date du 31 octobre 1906, le sieur Fournier a été poursuivi devant le Tribunal de simple police du canton de Sancoins pour répondre de sa contravention à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 9 avril 1898 et à l'article 11 de la loi du 30 juin 1899, des lois sur les accidents du travail, pour n'avoir pas déclaré lui-même à la mairie de Sancoins l'accident survenu au sieur Cartier, employé au déchargement de ses bois à la gare de Sancoins, le 23 octobre 1906; — Que, par jugement dudit Tribunal, en date du 17 décembre 1906, le sieur Fournier a été condamné par défaut à une amende de 5 francs et aux dépens; — Attendu que le sieur Fournier a fait connaître au ministère public par lettre en date du 18 mars 1907, qu'il s'opposait au jugement du 17 décembre 1906, et qu'il fixait au lundi 25 mars l'audience à laquelle il se rendrait pour voir statuer sur ses conclusions; — Qu'il a réitéré son opposition à la présente audience où siège le ministère public; — Attendu que Fournier déclare que s'il a résisté et résiste encore contre la poursuite dirigée contre lui par le ministère public pour une prétendue contravention à la loi sur les accidents du travail, c'est parce qu'une décision postérieure d'un autre Tribunal a dit qu'il n'était pas soumis à cette loi dans le cas dont il s'agit; — Qu'en effet, il est justifié qu'un jugement du Tribunal civil de Saint-Amand, en date du 31 janvier 1907, statuant sur l'enquête d'accident du travail et sur la demande du blessé Cartier aux fins d'obtention d'une indemnité pour cause d'incapacité

partielle et permanente, a décidé que les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 n'étaient pas applicables dans l'espèce, estimant que le travail de Cartier, au moment où il était blessé, devait être considéré comme constituant la continuation de l'exploitation forestière, c'est-à-dire agricole, d'où provenaient les arbres, objet du chargement; — Attendu que cela étant, le sieur Fournier n'avait pas à faire de déclaration en mairie relativement à l'accident de Cartier; — Attendu que le jugement qui condamne Fournier par défaut ne lui a pas été signifié; qu'il y a formé opposition par une simple lettre adressée au ministère public, bien qu'il eût exécuté ce jugement comme contraint et forcé, prétend-il, par le paiement effectué le 30 décembre 1906 de l'amende et des frais; — Qu'il est de doctrine et de jurisprudence: — En ce qui concerne le mode d'opposition, qu'elle peut être formulée tant que le jugement, exécuté ou non, n'a pas été signifié par lettre au commissaire de police ou au représentant du ministère public, même par une déclaration à la barre du Tribunal, au ministère public s'il y est présent (*Procès de droit criminel* de Garraud, et Dalloz, Périodique 1892, 1, 1579); — En ce qui touche sa recevabilité: — Que l'opposition à un jugement par défaut peut toujours être recevable tant qu'il n'a pas été signifié, lors même que le condamné l'aurait exécuté volontairement ou aurait subi sa peine; — Qu'en matière pénale, Fournier est dans la même situation juridique que tout plaideur défaillant contre lequel un jugement prononce une condamnation et en or-

donne l'exécution provisoire et dont l'opposition est recevable malgré et après l'exécution de l'obligation dans laquelle il s'est trouvé de se soumettre à la sentence provisoire du juge dans les formes et délais prévus par la loi, car un jugement par défaut non signifié reste à l'état de simple acte de procédure et ne peut jamais acquérir l'autorité de la chose jugée, et d'ailleurs l'acquiescement n'existe pas en matière criminelle ou de police (Cass., 22 février 1890); — Attendu, dès lors, que l'opposition du sieur Fournier est régulière en la forme, qu'il y a lieu de la recevoir; — Attendu que le ministère public conclut à l'acquiescement; — Par tous ces motifs, le Tribunal statuant en dernier ressort; — Vu les articles 150, 151, 159, 161, 162, 187 et 188 du Code d'instruction criminelle; — Vu la lettre d'opposition et les conclusions écrites de Fournier; — Donne acte à Fournier de ce qu'il renouvelle à l'audience, en tant que de besoin, l'opposition notifiée par sa lettre du 18 mars courant au ministère public; — Reçoit Fournier opposant au jugement du 17 décembre 1906; — Au fond et faisant application de l'article 159 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu : — Met à néant ledit jugement, annule le procès-verbal, la citation et ce qui a suivi, et statuant à nouveau et définitivement, renvoie Fournier des frais de la poursuite, sans amende ni dépens aucuns; — Le décharge, en conséquence, des condamnations prononcées contre lui; — Ordonne, à son profit, la restitution de la somme de 16 fr. 98 versée par lui au percepteur de Sancoins le 30 décembre 1906, suivant quittance n° 5738;

plus du prix du timbre de cette quittance. »

Observations. — Solution neuve et intéressante. La Cour de cassation a cependant eu occasion de trancher la question dans le même sens assez récemment. Jugé qu'en matière pénale l'acquiescement par exécution ou autrement pendant les délais de recours n'emporte aucune déchéance, et le condamné par défaut, même après exécution volontaire, conserve le droit de former opposition au jugement qui ne lui a pas été notifié. Cass., 10 décembre 1903, ANNALES 1904, p. 338. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v° *Opposition*, n° 15 et 16.

Justice de paix du canton de Bourg-Argental (Loire).

Président : M. Edmond ROBERT,
juge de paix.

16 mai 1907.

Diffamation. — *Action civile en dommages-intérêts.* — *Notaire.* — *Pouvoir d'appréciation du juge.* — *Condamnation.*

Le fait par une partie d'avoir dit en public : « Si Gallois me réclame cette somme annuelle de dix francs comme complément de loyers, c'est que Comby lui a fait un cadeau de poulets », constitue l'imputation d'un fait précis et déterminé de nature à nuire à la réputation d'autre partie, et à justifier l'action en dommages-intérêts pour diffamation.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX; — Vu la citation introductive d'instance; — Vu l'article 29 de la loi du 15 juillet 1881; — Après avoir entendu les

défenseurs de la cause en leurs plaidoiries, savoir : M^e Durafour, avocat du barreau de St-Etienne pour M. Gallois, notaire, et M^e Goudard, assistant son client présent à l'audience, agréé par le tribunal de commerce d'Annonay pour le sieur Pouly ; — Attendu que par l'exploit susénoncé M^e Gallois, notaire, réclame au sieur Pouly la somme de 500 fr. à titre de dommages-intérêts pour diffamation verbale ; que le demandeur base cette action sur ce que Pouly l'a diffamé le 28 mars 1907 à 3 heures de l'après-midi en s'écriant devant de nombreuses personnes : « Si Gallois me réclame cette somme annuelle de dix francs comme complément de loyer, c'est que Combes lui a fait un cadeau de poulets ». Accusation qui fut pour Pouly le dernier argument à une longue discussion qu'il venait d'avoir publiquement avec Combes son propriétaire ; discussion motivée par la comparution dans la matinée de ce même jour des deux adversaires et de M^e Gallois au cabinet de conciliation de la justice de paix de Bourg-Argental ; — Attendu que Pouly ne conteste pas le langage qui lui est reproché, mais soutient que ce langage ne saurait constituer autre chose que la simple injure proférée sans intention coupable ; cependant qu'il offre pour tous dommages-intérêts les dépens de l'instance en réparation de son imprudence ; — Attendu que les aveux passés à la barre nous dispensent d'ordonner une enquête ; — Attendu que les propos tenus personnellement et publiquement par le sieur Pouly contre M^e Gallois ont bien le caractère diffamatoire, car ils portent en eux-mêmes et dans les circonstances

où ils furent prononcés, tous les éléments essentiellement constitutifs du délit de diffamation dont le principal est l'imputation d'un fait déjà accompli et nettement déterminé ; que dans le fait d'avoir déclaré qu'un cadeau de poulets avait été remis à M^e Gallois, ce qui l'aurait déterminé à réclamer avec mauvaise foi une créance inexistante comme aussi à inciter Combes le propriétaire à faire un procès à Pouly, il y a incontestablement imputation caractérisée, autrement dit dénonciation d'une action vile dont la vérité ou la fausseté serait parfaitement susceptible de faire l'objet d'une preuve si la qualité du diffamé le permettait ; — Ce qui, pour le juge est le critérium, le moyen infaillible, la règle sage et très juridique d'en constater le caractère, la qualification et la distinguer de l'imputation simplement injurieuse, autrement dit de l'expression formulée en termes généraux et vagues qui — elle — ne saurait être prouvée comme ne renfermant pas un fait précis ; — Attendu que cette imputation est bien de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de M^e Gallois, car elle tend à le représenter comme un notaire cupide et corrompible qui participe à un marché déshonorable et coupable ; à accréditer dans le public cette réputation déshonorante ; qu'il est facile de le faire déroger à ses devoirs professionnels par la faveur d'un cadeau quelconque, de poulets par exemple, la preuve en étant (disait clairement le défendeur) dans le procès fait par Combes qui au moyen d'un semblable marchandage avait réussi à s'assurer par avance un faux témoignage de cet officier ministériel ; —

Attendu qu'en imputant une conduite et de semblables intentions dans les circonstances déterminées sus rappelées, le sieur Pouly a tout particulièrement attribué à M^e Gallois un manquement des plus graves à la loi pénale et, conséquemment, porté une sérieuse atteinte à son honneur comme à sa considération professionnelle ; — Attendu que les imputations diffamatoires prévues par l'article 29 de la loi du 29 juillet 1884 étant — d'après une jurisprudence constante — présumées faites avec intention de nuire, il incombait au sieur Pouly de faire la preuve de sa bonne foi ; que cette preuve, il ne l'a pas offerte ; — Attendu au surplus qu'il apparaît suffisamment des circonstances qui entourèrent cet incident, que le sieur Pouly a été inspiré sinon par un dénigrement voulu, du moins par la mauvaise passion d'un vif ressentiment ; qu'il ne pouvait pas ne pas avoir conscience des conséquences particulièrement graves et préjudiciables des imputations qu'il dirigeait contre le demandeur, lequel non seulement comme officier ministériel a besoin de l'estime qu'il s'est acquise dans l'état qu'il exerce, estime qui est pour lui une propriété, un capital précieux, mais encore comme suppléant du juge de paix ; car en cette qualité de magistrat, il doit encore pouvoir compter sur le respect et sur la considération de tous : sa probité comme sa conscience ne pouvant souffrir qu'on les effleure du moindre soupçon ; — Attendu que le tribunal possède pour apprécier le préjudice causé des éléments suffisants d'appréciation ; — Par ces motifs, vidant notre délibéré ; — Jugeant contradictoirement, publi-

quement et en premier ressort ; — Condamnons le sieur Pouly à payer à M^e Gallois, notaire, la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts ; — Le condamnons en outre à tous les dépens. »

Observations. — Le propos qui a donné lieu à la demande présentait une gravité particulière, en ce qu'il avait été tenu devant un nombreux public et contre un notaire en même temps juge de paix suppléant, et qu'il était de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération. Sa double qualité d'officier ministériel et de magistrat l'obligeait à se montrer particulièrement jaloux de faire respecter son honneur. Ces circonstances expliquent la condamnation un peu sévère prononcée contre le diffamateur.

Justice de paix du canton sud de Saintes
(Charente-Inférieure)

Président : M. GUERIN, J., juge de
paix, licencié en droit.

13 décembre 1905.

Demande en paiement de fournitures de pain. — Tailles. — Preuve insuffisante. — Prescription.

La taille ne fait preuve complète qu'autant qu'elle est corrélatrice à l'échantillon.

Lorsqu'elle est présentée seule par le demandeur, le défendeur prétendant que l'échantillon a été détruit, elle ne fait pas preuve des fournitures qui y sont portées, et le défendeur est recevable à opposer la prescription.

En conséquence, il y a lieu, pour le juge de paix saisi du litige de rejeter la demande avec dépens à la charge du demandeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du ministère de Caillaud, huissier à Saintes, en date du 17 novembre 1903, enregistré ; — Et ouï les parties en leurs dires, moyens, défenses et conclusions et leurs avocats, M^{rs} Chalifour et Bures, du barreau de Saintes, en leurs plaidoiries ; — Attendu que l'action dirigée par Parragot, boulanger à Varzay, contre Dubreuil, propriétaire au même lieu, tend à le faire condamner à lui payer, avec intérêts de droit et dépens, la somme de 318 fr. 20 pour solde de fournitures de pain faites au cours de l'année 1903 ; — Attendu que Dubreuil prétend avoir payé au demandeur tout ce qu'il lui devait et que, pour justifier sa libération, il a produit à l'audience un reçu, revêtu du timbre légal et conçu en ces termes : « Reçu de Dubreuil « pour louage de vaisselle, gâteaux « de noces et gâteaux de communion de ses filles, plus le riz que « j'ai fourni, la somme de 150 fr. ; « plus 5 hectolitres de blé pour le « pain. Le 23 octobre 1903. — SARRAGOT », laquelle pièce sera enregistrée par les soins du greffier avec le présent jugement ; — Attendu que le demandeur soutient que cette quittance ne s'appliquerait qu'à des fournitures de pain faites en 1903, sauf cependant pour une somme de 12 fr. 80 qui serait imputable sur le montant de fournitures litigieuses ; — Qu'en outre, il prétend faire résulter la preuve littérale de sa créance d'une taille commencée le 7 février 1903 et constatant la livraison au défendeur d'une quantité de

pains de 5 kilos, représentant, en numéraire, la somme de 547 fr. 25, mais qui a été réduite du chiffre formant l'objet de la réclamation par des remises de blé faites à Sarragot par le cité ; — Attendu que Dubreuil, tout en reconnaissant que le demandeur lui a, en effet, fourni du pain en 1902 et 1903, déclare l'avoir payé ; — Qu'il ne reconnaît pas la taille de 1903 qui est présentée par Sarragot et qu'il affirme que l'échantillon qu'il confesse avoir eu en mains a été détruit lors d'un règlement définitif des fournitures dont s'agit, intervenu entre lui et le demandeur ; — Que, très subsidiairement, il déclare qu'il entend se prévaloir de la prescription annale édictée par l'article 2272 du Code civil ; — Attendu, tout d'abord, en ce qui concerne le reçu visé, que s'il n'indique pas qu'il a été donné pour solde de compte, il a été donné sans réserves, sans la mention habituelle « à valoir », ce qui, d'après le défendeur, fait présumer sa libération complète, définitive, mais qui, tout au moins, laisse subsister un certain doute qui doit s'interpréter en faveur du débiteur ; — Attendu, en ce qui regarde la taille, que si l'article 1333 du Code civil dispose que les tailles tiennent lieu d'écritures et peuvent être invoquées comme preuve complète, alors même qu'il s'agirait d'un intérêt supérieur à 150 fr., ce n'est qu'autant qu'elles sont corrélatives à leurs échantillons ; — Que, dans ce cas, on comprend que le législateur leur ait donné la valeur d'une preuve littérale, car la taille et l'échantillon, « ces deux morceaux de bois jumeaux », selon la juste expression de M. Baudry-Lacantinerie

(*Précis de Droit civil*, t. II, pr. 874), « en s'adaptant l'un à l'autre se contrôlent mutuellement » ; — Attendu, en fait, que, dans l'espèce, la taille seule étant représentée par le demandeur, ne peut, sans l'échantillon brisé, d'après le défendeur dont l'aveu est indivisible (art. 1356 du Code civil), servir de preuve, puisque les registres mêmes des marchands ne font pas, contre les personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y sont portées (art. 1329 du Code civil) ; — En ce qui concerne la prescription, invoquée par le défendeur : — Attendu que le demandeur prétend qu'elle est irrecevable dans l'espèce à cause de l'existence de la taille qu'il possède et qu'il nous a produite ; — Attendu que d'après l'article 2272, § 3, du Code civil, « l'action des « marchands pour les marchan- « dises qu'ils vendent aux particu- « liers non marchands se prescrit « par un an » ; — Qu'aux termes de l'article 2274 du même Code, cette prescription cesse de courir lorsqu'il y a un compte arrêté, et que l'article 2275 dudit Code autorise celui à qui cette prescription sera opposée à déférer le serment à celui qui l'invoque sur la question de savoir si la chose a été réellement payée ; — Attendu que la prescription étant une exception péremptoire et absolue, ne peut être écartée, quand elle est acquise, que dans les cas que la loi détermine ; — Attendu qu'il est de jurisprudence que les tailles, même corrélatives à leurs échantillons, ne sauraient équivaloir à un arrêté de comptes (Cass., 27 juillet 1853, D., P., 1853, I, 253) ; — Attendu que, dans ces conditions, la taille, restée seule en la possession

de Sarragot, ne peut, contrairement aux dires de son défenseur, constituer une preuve, pas plus comme arrêté de compte pour interrompre la prescription, que pour établir l'existence même de la créance ; — Attendu que Sarragot n'a pas cru devoir déférer à Dubreuil le serment prévu par l'article 2275 précité, sur la réalité du paiement qu'il lui oppose ; — Attendu, sur les dépens, qu'ils sont supportés par la partie qui succombe (Art. 15 du Code de procédure civile) ; — Par ces motifs, statuant publiquement et contradictoirement par jugement en premier ressort ; — Déclarons l'existence de la créance de Sarragot contre Dubreuil non démontrée, la déclarons, en tous cas, prescrite ; — Partant, déboutons le demandeur de son action jugée non recevable et mal fondée et le condamnons aux dépens de l'instance ».

Observations. — L'article 1333 du Code civil est formel, les tailles font foi des fournitures qui y sont portées si elles sont corrélatives aux échantillons. Il faut donc, pour qu'elles puissent être produites en justice, qu'elles soient présentées avec les échantillons. En fait, elles ont été présentées seules ; elles n'avaient donc aucune valeur et le défendeur au procès était recevable à invoquer la prescription, car la production de la taille n'avait pas la valeur d'un arrêté de compte.

Justice de paix du canton de Gondrecourt
(Meuse.)

Président : M. MUSSOT, juge de paix.

3 août 1905.

Chasse. — Forêt communale. — Prétendue société de chasse. — Appel. — Compétence.

Le juge de paix est compétent pour connaître d'un litige relatif à l'exercice d'un droit de chasse lorsqu'il résulte des termes de la demande que la valeur du litige n'excède pas trois cents francs.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Chaudron, adjudicataire du droit de chasse dans la forêt communale de Horville, a fait signifier le 6 janvier 1906 à Billout, qui y chassait avec lui, depuis l'adjudication, qu'il révoquait l'autorisation à lui donnée le 27 septembre 1899 de chasser dans cette forêt ainsi que trois fusils ; — Attendu que Billout a cité Chaudron, prétendant qu'il y avait entre eux une société de chasse et qu'il n'appartenait pas à Chaudron de la rompre ; — Qu'il conclut dans son exploit en date du 25 juillet dans les termes suivants : Dire que c'est à tort, sans droit et intempestivement que Chaudron a dénoncé à Billout une prétendue révocation donnée ; — Dire que Chaudron sera tenu de laisser les choses en l'état jusqu'à l'expiration du bail et de faire en sorte que Billout jouisse comme antérieurement du droit de chasse tel qu'il lui a été concédé ; — et pour le cas où Chaudron persisterait à maintenir cette révocation et à en avertir l'administration forestière, condamner Chaudron en 300 francs de dommages-intérêts ; le

condamner à tout événement aux dépens avec tels dommages-intérêts d'audience ; — Attendu qu'à cette demande Chaudron oppose une exception d'incompétence, et soutient qu'il n'a concédé au demandeur qu'une permission de chasse révocable ; — Sur la compétence : — Attendu qu'il résulte des termes de la citation que Billout demande à être maintenu en jouissance du droit de chasse ou des dommages-intérêts qu'il fixe à 300 francs ; qu'en évaluant ainsi l'intérêt du litige, il a donné à son action un caractère de détermination précise qui le soumet à notre compétence ; — Au fond : — Attendu qu'il résulte des documents du procès qu'il y a entre les parties une association de fait de chasse dans la forêt de Horville ; — Qu'à l'adjudication du 3 juin 1899, Chaudron figure comme adjudicataire et Billout comme caution ; — Que la même année, Chaudron a donné l'autorisation à Billout de chasser ainsi que trois fusils pour la durée du bail ; que Billout payait régulièrement la moitié de la location, soit 75 fr., ainsi qu'il est établi par un reçu en date du 31 octobre 1905 libellé « pour la moitié de la location du droit de chasse dans les bois d'Horville » ; que par suite l'allégation d'une simple permission est absolument démentie, une permission ne comportant pas pour le permissionnaire le droit d'avoir trois fusils en outre du sien, c'est-à-dire les mêmes droits que l'adjudicataire ; — Attendu que nous avons des éléments d'appréciation suffisants pour fixer le chiffre de l'indemnité à allouer ; — Attendu que la partie qui succombe doit payer les dépens ; — Par ces motifs, jugeant contradic-

toirement et en premier ressort ; — Nous déclarons compétent ; — Au fond, disons que Chaudron sera tenu de laisser jusqu'à la fin du bail Billout jouir de son droit de chasse dans la forêt communale de Horville ainsi qu'il en a joui jusqu'à présent ; — Sinon, le condamnons dès à présent en 200 francs de dommages-intérêts et aux dépens, y compris au besoin à titre de supplément de dommages-intérêts, tous droits fiscaux perçus ou à percevoir à l'occasion du procès. »

Observations. — Sur appel, le tribunal civil de Saint-Mihiel, à la date du 2 janvier 1907, a rendu le jugement suivant :

« Attendu que Chaudron a interjeté appel d'un jugement rendu par le juge de paix de Gondrecourt, à la date du 3 août 1905 ; qu'il base son appel sur le motif que la demande de Billout portée devant ce magistrat consistait dans une obligation de faire de sa nature indéterminée, et par suite elle échappait à la compétence du juge de paix ; — Attendu en fait que Chaudron, adjudataire du droit de chasse dans la forêt communale d'Horville pour la période de 1899 à 1908, a donné à Billout l'autorisation de chasser dans ce lot de chasse avec un certain nombre de fusils, moyennant le paiement de la moitié de la location et des frais de la chasse, soit 75 francs environ ; que par exploit d'huissier du 6 janvier 1906, Chaudron a fait signifier à Billout qu'il révoquait l'autorisation de chasse qu'il lui avait donnée ; Attendu que Billout a alors assigné Chaudron devant le juge de paix de Gondrecourt ; que sa demande avait pour objet

d'obliger Chaudron soit à lui continuer le droit de chasse concédé, soit à lui payer une indemnité de 300 francs à titre de dommages-intérêts ; que la demande de Billout ainsi fixée constitue une demande alternative dont il a pris soin de déterminer lui-même le taux en évaluant le droit de chasse faisant l'objet de sa réclamation à une somme inférieure au taux de la compétence des juges de paix ; qu'il s'ensuit que le juge de paix était compétent ; — Sur les conclusions subsidiaires tendant à la réformation du fond : — Attendu que l'appel n'est pas recevable ; — Qu'il s'agit d'une demande personnelle et mobilière n'excédant pas 300 francs, qui est de la compétence en dernier ressort du juge de paix, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905 ; que le jugement rendu par le juge de paix sur le fond est en dernier ressort et que par suite il ne peut être réformé ; — Par ses motifs, le tribunal statuant en matière sommaire et en dernier ressort ; après avoir entendu le ministère public en ses conclusions et en avoir délibéré ; — Déboute Chaudron de son appel et de toutes ses conclusions ; — Le condamne à l'amende d'appel et aux dépens. »

V. sur cette question de compétence notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édition, v^o *Louage*, n^o 201 et suiv., Cass., 22 mai 1901, *Annales* 1901, p. 293. La loi de 1905 a eu pour effet d'étendre singulièrement la compétence du juge de paix en matière de louage. Le juge de paix est compétent pour statuer même sur l'exception tirée de l'inexistence du bail, ou de son interprétation.

Justice de paix du canton de Caraman
(Haute-Garonne).

Président: M. SOULOUMIAC, juge de paix.

27 décembre 1906.

Accident du travail. — Carrière. — Sous-traitant. — Tâcheron. — Patron responsable. — Dépens.

Si l'entrepreneur général d'une exploitation industrielle est responsable des accidents du travail dont ont été victimes des ouvriers embauchés par son préposé, il ne l'est pas des accidents survenus aux ouvriers embauchés par un sous-traitant ou sous-entrepreneur.

Le sous-traitant ou tâcheron doit être considéré comme un véritable chef d'entreprise au regard de l'ouvrier employé par lui.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

« Par exploit de Valette, huissier à Caraman, en date du 11 décembre 1906 enregistré, le sieur Job a fait citer par-devant nous les sieurs Hébrard et Reynes pour : « Attendu que le 22 août dernier, le requérant travaillait à la carrière de Riquepayrel, pour le compte des sieurs Hébrard et Reynes, entrepreneurs associés, à extraire et concasser de la pierre, destinée au ballastage de la voie du chemin de fer de Toulouse à Revel, et ce, moyennant le prix de 4 francs la journée ; — Attendu qu'un accident survint au requérant, au moment de son travail, entraînant une incapacité temporaire, ayant duré 91 jours, et que ses demandes officieuses de paiement n'ont pu jusqu'à présent amener la libération des débiteurs ; y venir les sieurs Hébrard et Reynes (ès-dites qualités), s'entendre condamner à payer solidairement et sans délai,

la somme de 182 francs, montant de la moitié du salaire qu'aurait gagné le sieur Job pendant les 91 jours de l'incapacité dont il s'agit, le tout prévu par la loi du 9 avril 1898 ; s'entendre également condamner aux entiers dépens, avec intérêts légitimes. »

La cause appelée aux audiences des 13 et 20 décembre 1906, il a été donné lecture des pièces du procès.

Le sieur Job a persisté dans les conclusions de sa citation.

Le sieur Hébrard a déposé les conclusions suivantes :

« Plaise à M. le juge de paix : Déclarer la demande du sieur Lucien Job irrecevable vis-à-vis du concluant ; l'en débouter en conséquence purement et simplement, sauf à condamner le sieur Reynes à lui payer la somme de 182 francs qui lui est due ; et condamner ledit Reynes en tous les dépens, sous la réserve expresse de tous les droits du concluant vis-à-vis du sieur Reynes pour les faire valoir dans l'instance en liquidation de société et règlement de comptes actuellement pendante entre parties devant le tribunal de commerce de Villefranche. » Le sieur Reynes a déposé les conclusions suivantes : « Plaise à M. le juge de paix, sans s'arrêter ni avoir égard à toutes fins, conclusions et exceptions contraires des adversaires, les rejetant par toutes voies et tous moyens de droit ; reconnaître que le concluant n'est point l'associé du sieur Hébrard pour les travaux qui, le 22 août dernier, étaient effectués à la carrière de Riquepayrel ; reconnaître que le sieur Hébrard faisait exécuter ces travaux en qualité de tâcheron du concluant. Ce faisant, dire et juger

que le concluant n'ayant ni traité ni quasi-traité avec le sieur Job, celui-ci ne peut exercer son action que contre ledit Hébrard. En conséquence, débouter le sieur Job de sa demande vis-à-vis du concluant, et le condamner aux dépens. »

Après avoir pris connaissance des pièces produites et entendu les dires et explications des parties, nous avons clos les débats et renvoyé la cause à l'audience du 27 décembre 1906 pour le prononcé du jugement.

Ce jour advenu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par application de la loi du 9 avril 1898, Job, victime d'un accident de travail qui a entraîné une incapacité temporaire, conclut à ce que Hébrard et Reynes soient condamnés solidairement à lui payer la somme de 182 francs, montant de son indemnité de demi-salaire, à raison de 2 francs par jour pendant 91 jours; — Attendu que les parties sont d'accord tant sur les causes, les circonstances et la nature de l'accident que sur le quantum du demi-salaire et sur le chiffre de l'indemnité temporaire dû, et qu'il échet, par suite, de lui allouer la somme qu'il réclame; — Attendu que Hébrard conclut à son relaxe, motifs pris de ce qu'il est simple tâcheron, et qu'à ce titre il ne saurait, d'après lui, être rendu responsable des accidents de travail survenus sur le chantier dont Reynes est l'entrepreneur; — Attendu que Reynes demande aussi à être relaxé, motifs pris de ce qu'il n'était point l'associé du sieur Hébrard pour les travaux qui, le 22 août dernier, étaient effectués à la carrière de

Riquepayrel, travaux que le sieur Hébrard faisait exécuter en qualité de tâcheron; — Attendu que Reynes et Hébrard ayant été associés pour d'autres travaux, Job a cru que l'association s'appliquait aussi à l'entreprise à laquelle il travaillait lors de son accident, ce qui l'a porté à demander une condamnation solidaire contre les deux sus-nommés, mais qu'il est aujourd'hui établi et reconnu que la société ayant existé entre Reynes et Hébrard est dissoute, et que, dans l'exploitation de la carrière de Riquepayrel, Hébrard était le tâcheron de Reynes, l'entrepreneur; — Attendu que, dans ces conditions, la solidarité ne saurait exister entre Hébrard et Reynes, et que ce dernier ne peut être déclaré responsable, puisque, d'après la jurisprudence, si l'entrepreneur est responsable du fait de son préposé ou des employés du préposé (Cass., 30 octobre 1902), il ne l'est pas du fait du sous-traitant (tâcheron) (Pau, 1^{er} juin 1896, Sirey, 1897, II, 308); — Qu'il y a donc lieu de distinguer entre le préposé, d'une part, et le sous-traitant ou sous-entrepreneur (tâcheron), d'autre part; — Sur le sous-traitant ou sous-entrepreneur, l'entrepreneur n'a aucun pouvoir de direction, de contrôle ou de surveillance, tandis que vis-à-vis de son préposé, il a le droit de donner des ordres ou des instructions. Cette distinction conserve tout son intérêt sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 : le chef d'entreprise est responsable des accidents survenus aux ouvriers embauchés par son préposé; il ne l'est pas des accidents survenus aux ouvriers embauchés par un sous-traitant ou sous-entrepreneur, celui-ci étant

alors considéré, vis-à-vis des ouvriers par lui embauchés, comme un véritable chef d'entreprise (Trib. paix Paris, 23 janvier 1903); — Attendu que la partie qui succombe est passible des dépens; — Par ces motifs et par jugement contradictoire en dernier ressort; — Disons que Reynes, entrepreneur, n'est pas responsable de l'accident dont a été victime le sieur Job pendant qu'il travaillait au service du tâcheron Hébrard; que Job est sans qualité pour requérir une condamnation contre Reynes, entrepreneur, et qu'il ne peut exercer son droit que contre Hébrard, qui, en sa qualité de tâcheron, doit être considéré comme vrai chef d'entreprise; — Relaxons, en conséquence, le sieur Reynes, rejetant toutes demandes, fins et conclusions contre lui prises; — Condamnons le sieur Hébrard à payer

sans délai au sieur Job la somme de 182 francs, montant de l'indemnité de demi-salaire qui lui est due à raison de l'incapacité de travail occasionnée par l'accident dont il a été victime; — Condamnons, en outre, le sieur Hébrard aux intérêts légitimes et aux entiers dépens liquidés à..., en ce non compris les frais du présent jugement et de ses suites que nous mettons également à sa charge; — Et déboutons les parties du surplus de leurs conclusions. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence. Au surplus, le jugement a été accepté par les parties et exécuté. Voir sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., *Accident du travail*, n^{os} 139 et suivants.

Justice de paix de Bourgheroulde (Eure).

Président : M. COLART, juge de paix.

24 juin 1905.

Assurance. — Liquidation de la Compagnie assureur. — Demande en paiement de primes échues. — Demande reconventionnelle. — Compétence du juge de paix.

Le juge de paix saisi d'une demande en paiement de primes d'assurances et d'une demande reconventionnelle en résiliation de la police, est compétent pour statuer sur les deux demandes lorsque les primes échues ou à échoir n'excèdent pas dans leur ensemble le taux de sa compétence.

Le contrat n'est pas résilié quand la Compagnie demanderesse a fait, avec une autre Compagnie, un traité de réassurance et ne s'est mise en liquidation que volontairement et plus tard.

En conséquence, l'assuré doit être débouté de sa demande en nullité de la police et condamné au paiement des primes dues.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré ; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 et l'article 342 du Code de commerce ; — Vu l'exploit introductif d'instance en date du 6 juin 1905, enregistré ; — Ouï les parties en leurs dires, explications et conclusions, et le défendeur en sa demande reconventionnelle ; — Attendu que, par exploit introductif d'instance, l'*Eternelle* demande à ce que Dérais soit condamné à lui payer la somme de 39 fr. 40 qu'il lui doit pour deux années de primes d'assurances agricoles échues le 19 février 1904 et 1905 ; — Attendu que pour se soustraire au paiement de la somme réclamée, Dérais pré-

tend que l'*Eternelle* a cédé son portefeuille à la Compagnie d'assurances la *Continentale* ; ladite Compagnie l'*Eternelle* se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses engagements, et elle est en liquidation ; il demande donc reconventionnellement le rejet pur et simple de la demande formée par la Compagnie demanderesse et la résiliation de sa police à partir du 1^{er} décembre 1903, date d'une circulaire informant l'assuré que la Compagnie cesse de traiter les assurances contre les accidents du travail ; — Attendu que l'*Eternelle* persiste dans sa demande et déclare que la convention conclue avec la *Continentale*, loin d'être, comme le prétend le défendeur, une cession de portefeuille, est simplement un traité de réassurance, et qu'un contrat de cette nature donne au contraire une nouvelle garantie ; — Attendu qu'avant de statuer sur les deux chefs de demande principale et reconventionnelle, il échet d'examiner si, en présence d'une demande reconventionnelle ainsi formulée, le juge cantonal reste compétent ; — En droit : — Attendu que la Cour suprême, par deux arrêts des 10 décembre 1888 et 4 mars 1891, décide que, lorsque, sur une demande en paiement de la prime d'une assurance, l'assuré forme contre l'assureur une demande reconventionnelle en résiliation de la police, le juge de paix saisi de la demande principale est compétent pour statuer sur le tout, si le total de la prime réclamée et de celles que le contrat l'oblige à payer jusqu'à l'expiration de la police, ne dépasse pas le taux de sa compétence ; — En fait : — Attendu que la police souscrite par Dérais le 19 février 1903,

stipule le paiement d'une prime annuelle de 19 fr. 60 pour une durée de dix années, que la totalisation des primes échues et réclamées et celles à échoir est inférieure au taux maximum de notre compétence, que nous sommes donc compétent en l'espèce et en premier ressort pour statuer sur les différents chefs des demandes formées par les parties en cause; — Sur les conclusions reconventionnelles : — Attendu qu'il importe tout d'abord de statuer sur le mérite de la demande reconventionnelle en résiliation de la police ci-dessus énoncée, la demande principale ne pouvant être favorablement accueillie que si l'existence de ladite police est reconnue; — Attendu qu'il n'est pas exact de se soustraire comme le fait Dérais, que le traité passé entre l'*Eternelle* et la *Continental* serait une véritable cession de portefeuille, que, par suite, tout lien a été rompu entre la Compagnie demanderesse et ses assurés; que la police du défendeur devait être considérée comme résiliée, et qu'en conséquence il ne devait rien; — Attendu que le traité en question est simplement un traité de réassurance prévu et autorisé par l'article 342 du Code de commerce et qui doit rester étranger aux assurés de l'*Eternelle* et par conséquent au sieur Dérais; — Attendu qu'en vertu d'une délibération prise par ses actionnaires, l'*Eternelle* s'est mise en liquidation et s'est réassurée à la *Continental*; — Que cette mise en liquidation purement volontaire ne saurait être assimilée à la faillite et ne saurait en entraîner les conséquences; — Qu'il est en effet de doctrine et de jurisprudence constantes qu'une Compagnie d'assurances en

liquidation ne disparaît pas; qu'elle conserve sa personnalité et continue à exister pour les besoins de la liquidation et jusqu'à ce que les opérations de cette liquidation soient complètement terminées; — Qu'elle se survit, en un mot, dans la personne de ses liquidateurs; — Qu'il en résulte que la mise en liquidation a simplement pour effet d'empêcher la Compagnie de contracter de nouvelles assurances, mais ne constitue certainement pas, au regard des anciennes assurances, une inexécution des contrats et ne saurait pourtant justifier une demande en résiliation des polices, alors surtout que les risques sont garantis par un contrat de réassurance, qui, loin de diminuer la sécurité des assurés, leur donne au contraire une nouvelle garantie; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu qu'il y a lieu de rejeter la demandereconventionnelle formée par le défendeur, le sieur Dérais, en ce qui concerne la résiliation de la police d'assurances accident agricole, souscrite le 19 février 1903; — Sur la demande principale : — Attendu que cette demande est fondée; que, d'ailleurs, Dérais reconnaît lui-même n'avoir point opéré les versements des deux primes réclamées; — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, nous déclarons compétent, et statuant contradictoirement et en premier ressort, rejetons la demande reconventionnelle faite par le sieur Dérais en résiliation de la police par lui souscrite à l'*Eternelle*; — Condamnons Dérais Just à payer à la Compagnie d'assurance l'*Eter-*

nelle la somme de 39 fr. 40 pour les causes énoncées en l'exploit introductif d'instance; — Le condamnons en outre aux intérêts de droit et aux dépens. »

Observations. — Sur la compétence du juge de paix, solution incontestablement exacte et conforme à la jurisprudence de la Cour de cassation, notamment aux arrêts cités dans la sentence. La seconde solution du jugement est controversable. Voir sur ce point notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e dit., v^o Assurance, n^{os} 31 et suiv. Il convient de remarquer, que, dans l'espèce actuelle, il n'y avait pas eu cession de portefeuille à une autre Compagnie, mais seulement un contrat de réassurance; par suite, l'assuré n'était pas fondé à demander la résiliation du contrat, et c'est avec raison, nous semble-t-il, que le juge saisi du litige a repoussé la demande reconventionnelle et condamné l'assuré à payer les primes qui lui étaient réclamées.

Tribunal de simple police de Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise).

Président: M. Abel BOURUT, *juge de paix, actuellement à Saint-Saëns (Seine-Inférieure).*

16 mars 1907.

Automobile. — *Machine arrêtée sans chauffeur. — Froid. — Prétendu cas de force majeure. — Contravention. — Amende.*

Le froid ne constitue pas un cas de force majeure pouvant servir d'excuse à une contravention. Spécialement, un conducteur d'une voiture automobile qui, ayant abandonné son siège, laisse le mo-

teur en mouvement, mais la voiture au repos, commet la contravention prévue et punie par le décret du 10 mars 1899, modifié par le décret du 10 septembre 1901.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL.** — Attendu que l'officier du ministère public a appelé devant le Tribunal de simple police de Magny sur simple avertissement, M. L..., dénommé au procès-verbal dressé le 27 janvier dernier par MM. Madret, maréchal des logis, et Bourgoin, gendarme à cheval à Magny, duquel il résulte qu'étant de service à la résidence et passant à Magny, place de la Halle, les gendarmes, rédacteurs, ont vu une voiture automobile arrêtée sans conducteur dont le moteur était en mouvement, contrairement à l'article 16 du décret du 10 mars 1899, modifié par le décret du 10 septembre 1901, portant réglementation de la circulation des automobiles; — Attendu qu'à l'audience du 16 février dernier, M. l'officier du ministère public, après avoir fait appeler comme témoins le maréchal des logis Moiret, l'un des rédacteurs du procès-verbal, qui, sous la foi du serment, a confirmé la matérialité des faits énoncés audit procès-verbal, a requis contre M. L... l'application de l'article 471, § 15, du Code pénal, parce que les faits établis à la charge de M. L... constituent une contravention à un règlement légalement fait par l'autorité administrative; — Attendu que le jugement du 16 février dernier constate qu'après l'audition du témoin, le contrevenant, en personne, s'expliquant sur les faits de la prévention, a déclaré :

« Qu'en raison de la température « qu'il faisait ce jour-là et à cette « heure (le 27 janvier 1907), il ne « pouvait laisser son moteur arrêté « à raison de la gelée qui lui aurait « occasionné des frais considéra- « bles ; que, d'ailleurs, à Paris, on « tolère cet état de choses et qu'il y « avait pour lui nécessité » ; — At- tendu que M. L..., par suite de ces explications, concluait à son renvoi des fins de la présente, en invo- quant l'excuse de nécessité ; — At- tendu que le ministère public a dé- claré persister dans ses réquisitions en déclarant pour lui, que la con- travention était constante et qu'elle résultait tant du procès-verbal que des explications du contrevenant et qu'il s'en rapportait à l'appréciation du Tribunal de simple police sur l'excuse de nécessité ; — Attendu qu'il résulte des débats que, le 27 jan- vier dernier (1907), M. L... avait laissé stationner sa voiture automo- bile sur la place de la Halle à Ma- gny, et qu'après avoir quitté son siège, il était allé vaquer à diffé- rentes courses dans le voisinage ; mais qu'il avait laissé le moteur de ladite voiture en mouvement pour éviter des détériorations que le froid aurait pu causer si le moteur était resté au repos ; — Attendu qu'il se dégage des explications de L... qu'il trouve le froid comme un cas de force majeure pour demander au Tribunal de simple police de le con- sidérer comme une excuse suffisante pour justifier la relaxe ; — Mais, at- tendu que la force majeure ne peut résulter que d'un événement indé- pendant de la volonté humaine et que cette volonté n'a pu prévoir ni conjurer (Cass., 7 août 1890) ; — Attendu, en l'espèce (chose recon-

nue, du reste), que le jour de la contravention, 27 janvier 1907, à 3 heures du soir, à Magny, le ther- momètre marquait une température minima de 1 degré au-dessous de zéro ; — Attendu que le Tribunal de simple police ne peut admettre que le sieur L... puisse invoquer le froid comme excuse de force majeure pour laisser tourner son moteur, la voiture au repos ; — Attendu qu'un intérêt particulier, si respectable qu'il soit, ne peut faire échec à l'in- térêt général en vue duquel a été pris le règlement d'administration qui régit la circulation des voitures automobiles ; — Attendu que le con- trevenant n'était pas obligé de faire circuler son automobile par une gelée intense si les organes en étaient trop délicats ; que, sur ce point, la jurisprudence de la Cour suprême est formelle pour rejeter une excuse de nécessité dans les cas analogues à celui de L..., où son excuse est si peu justifiée ; — Qu'au surplus, le règlement est ainsi conçu : « Art. 16. Le conducteur ne devra « jamais quitter le véhicule sans « avoir pris les précautions utiles « pour préserver tout accident, toute « mise en route intempestive, et « pour supprimer tout bruit de mo- « teur » ; — Que ledit règlement est fort sage et qu'il assure la sécurité, et que, par suite, nul ne peut se dispenser d'y obéir pour des motifs d'intérêts personnels ; — Par ces mo- tifs, condamne M. L... en 1 franc d'amende et en tous les dépens de l'instance. »

Observations. — Le froid n'est pas par lui-même un cas de force majeure, car il est dans les acci- dent naturels que l'on peut et doit

même toujours prévoir. Voir, en ce sens, Cass., 7 août 1890, D. P., 1891, I, 43.

Justice de paix du canton de Firminy
(Loire).

Président : M. CHAMPION, juge de paix.

20 décembre 1906.

*Bornage. — Exception de propriété. —
Titre. — Incompétence du juge de paix.*

Lorsqu'au cours d'une instance en bornage, il s'élève entre les parties une contestation de propriété, contestation sérieuse et fondée sur un titre et sur le plan annexé au titre, le juge de paix cesse d'être compétent et doit se dessaisir en renvoyant la cause et les parties devant le tribunal qui doit en connaître, dépens réservés pour être adjugés en fin de cause.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — En droit : — Attendu que le juge saisi d'une action en bornage cesse d'être compétent lorsque la propriété ou les titres qui l'établissent sont contestés ; — Qu'il est en effet de jurisprudence constante, que la contestation sur la propriété, frappant le juge de paix d'une incompétence absolue, peut être élevée en tout état de cause ; qu'elle peut l'être même après une descente sur les lieux et une expertise (Cass., 12 avril 1843, Sirey, 43, 1, 288) ; qu'elle peut l'être en appel (Cass., 16 mars 1870 ; Dalloz 70, 1, 132, 25 juin 1879, Sirey, 79, 1, 425) ; et qu'il n'est pas même nécessaire que pareille exception soit proposée in limine litis ; — Attendu qu'il est aussi de principe, que l'action en bornage cesse d'être de la

compétence du juge de paix, alors seulement que, par suite du différend soulevé par les parties, et des conclusions qu'elles ont prises, cette action doit aboutir à des résultats qui ne pourraient être légitimement attendus que de l'exercice d'une action en revendication ; — Que, sans doute, il ne suffit pas d'une allégation vague, sans fondement au moins apparent, pour constituer la contestation de propriété ou de titres (Cass., 12 février 1879, Dalloz, 79, 1, 463 ; Cass., 7 février 1899, Dalloz, 99, 1, 030, Pand. franç., 99, 1, 216, Sirey, 98, 1, 184) ; qu'il faut que la contestation soit sérieuse ; — Attendu qu'elle revêt évidemment ce caractère, lorsque l'une des parties invoque un titre d'acquisition qui n'énonce la contenance que « par approximation », et qui est appuyée d'un plan lui attribuant en fait une contenance supérieure à celle approximativement indiquée dans l'acte, ou lorsque dans le cours de l'instance, elle formule la prétention d'être reconnue propriétaire, soit en vertu des titres et du plan y annexé, soit de la prescription, d'une parcelle de terrain certaine et déterminée, comprise dans le bornage (Cass., 27 juillet 1897 et 31 octobre 1898) ; — En fait : — Sur la demande principale : — Attendu que, dans le principe, nous étions saisi d'une simple action en bornage, pour laquelle nous avons ordonné, du consentement des parties, notre transport sur les lieux, avec l'assistance d'un géomètre-expert, pour l'application des titres au terrain, et procéder à l'audition des témoins qui seraient produits par les parties, dans le but de faciliter la mission de l'expert ; — Attendu que, lors de

nos visites successives, les parties n'ont pu se mettre d'accord sur la ligne divisoire de leurs héritages ; — Attendu qu'il résulte du rapport de l'expert, déposé à notre greffe, le 2 novembre 1906, que l'héritage Sabatier aurait un excédent de surface de 242 mètres carrés 56, que l'expert a figuré par un triangle haché en rouge sur le plan annexé à son rapport, et qu'il propose d'attribuer cet excédent de surface à l'héritage des demandeurs ; — Mais attendu que sur la poursuite en homologation du procès-verbal de bornage dressé par l'expert, Sabatier a, dans des conclusions déposées sur le bureau, prétendu que la surface de 242 mètres carrés 56, ci-dessus désignée, avait été indûment retranchée de son héritage pour être ajoutée à celui du voisin ; qu'il a fondé sa prétention sur les énonciations de son titre d'acquisition combiné avec le plan y annexé, sur l'interprétation donnée à leur propre titre par Pélavv et Fouerjon, qui, pendant plusieurs mois, ont laissé opérer, à leur vu et su, le piquetage des deux propriétés contiguës, et ont laissé le défendeur construire sur son terrain et l'aménager, sans protestation ; et enfin sur ce qu'il avait, par lui ou ses auteurs, la possession plus que trentenaire de cette surface litigieuse ; — Attendu que de cette question de prescription est née une véritable contestation sur la propriété, qui a pour effet de transformer l'action en bornage en action en revendication, laquelle échappe à notre compétence ; — Que cette contestation apparaît comme sérieuse, et que c'est le cas de nous dessaisir ; — Sur la demande en garantie : — Attendu que lors de la reprise

d'instance, par exploit de M^e Mousel, huissier à Firminy, en date du 13 novembre 1906, les appelés en garantie n'ont pas été mis en cause ; qu'il n'échet de statuer à leur égard ; — Sur les dépens : — Attendu qu'il y a lieu de les réserver, pour être adjugés en fin de cause ; — Déterminé par ces motifs : — Statuant en premier ressort : — En ayant tel égard que de raison au rapport de l'expert. Cnoq., nous déclarons incompétent ; — Renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître ; — Réservons les dépens pour être adjugés en fin de cause ».

Observations. — La contestation fondée sur un titre d'acquisition et sur le plan y annexé doit être considérée comme sérieuse et par suite le juge de paix saisi d'une action en bornage cesse d'être compétent pour en connaître et doit renvoyer les parties devant le tribunal civil. La jurisprudence s'est depuis longtemps prononcée en ce sens. V. sur cette question une très longue discussion, avec l'indication des arrêts de la Cour de cassation, dans la 5^e édition de notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Bornage*, n^o 76 et suivants. A noter *eodem loco*.

Justice de paix du canton de la Rochefoucauld (Charente).

Président : M. GALOPEAU, juge de paix.

9 juin 1904.

Passage. — *Enclave.* — *Demande en maintenance provisoire d'une portion de terrain nécessaire au passage.* — *Dommages-intérêts.* — *Dépens.*

Celui qui, pour l'utilité de son exploitation, a transformé en cour un jardin

lui appartenant, et n'aurait plus, à la suite de cette transformation, pour accéder à sa cour, avec charrette attelée, qu'un passage d'une largeur insuffisante, peut se prétendre et être reconnu enclavé.

Il peut donc demander et obtenir sa maintenance possessoire d'une portion de terrain sur laquelle il a ainsi passé pendant plusieurs années, et notamment durant celle qui a précédé le trouble dont il se plaint, lorsque son voisin, se prétendant lui-même propriétaire de cette portion de terrain, vient à mettre obstacle au libre exercice du passage. Vainement ce dernier prétendrait-il que ce passage n'a pu avoir lieu que par suite de sa tolérance, ou bien encore que le complaissant devrait appuyer ses prétentions d'un titre.

En effet, si la servitude de passage, de sa nature discontinue, ne peut s'acquérir que par titre, il en est autrement du passage en cas d'enclave, lequel trouve son titre dans la loi; et la possession, en cas d'enclave, ne peut jamais être considérée comme précaire, puisque le droit du propriétaire enclavé de passer sur le fonds de son voisin dérive d'une servitude légale qui ne saurait exister par simple tolérance.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX; — Statuant par jugement contradictoire en premier ressort; — Vu la citation introductive d'instance du ministère de Coutant, huissier à la Rochefoucauld en date du 7 mai 1904, notre jugement préparatoire du 12 dudit mois, et le procès-verbal d'état de lieux par nous dressé le 28 du même mois; — Ouï les parties en leurs dires et conclusions; — En fait : — Attendu que les demandeurs sont propriétaires au village de Mieulant, commune d'Yvrac, d'une parcelle de terrain contiguë à leurs bâti-

ments, autrefois en jardin, actuellement en aireau; — Que pour accéder à leur cour avec charrette et cheval, ils n'ont d'autre passage que la partie d'aireau ou espace de terrain, d'une largeur de 2 m. 32 centimètres, existant entre le coin d'un bâtiment leur servant de fournil et le coin du mur, en démolition, d'un fournil et toit appartenant au défendeur; — Qu'ils prétendent avoir ainsi exercé leur passage sur cette partie d'aireau depuis plus de trente ans, sans interruption, notamment dans l'année qui a précédé le trouble dont ils se plaignent, remontant au 6 mars dernier; — Qu'en conséquence, ils demandent à être maintenus en la possession de ladite partie d'aireau sur laquelle ils exerçaient leur passage, pour l'exercer comme ils avaient fait précédemment et que le défendeur soit condamné à enlever, dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à intervenir, les pierres qu'il a déposées sur une portion de cet espace de terrain, sinon, et faute par lui de ce faire, à leur payer une somme de 20 francs pour les frais de cet enlèvement qu'ils seront autorisés à faire eux-mêmes opérer et, en outre, indépendamment des dépens, une autre somme de cent francs de dommages-intérêts pour le préjudice à eux causé; — Attendu que le défendeur, tout en reconnaissant que les demandeurs ont exercé, depuis dix ou douze ans, le passage qu'ils réclament, soutient que ce passage ne peut s'exercer que sur l'espace de terrain compris entre le coin du bâtiment leur servant de fournil et une pierre, servant de borne, plantée à une distance de 1 m. 80 cen-

timètres dudit coin de bâtiment ; que le terrain compris entre cette borne et le coin du mur en démolition de ses fournil et toit lui appartient personnellement ; que les demandeurs, à défaut de titre le leur conférant, n'ont aucun droit de passage sur cette portion de son aireau ; que s'il y ont passé, ce n'a été que par simple tolérance de sa part ; qu'ils ne sont pas non plus enclavés, puisqu'ils peuvent utiliser un passage leur appartenant, d'une largeur de 1 m. 80 ; — Qu'en conséquence, il demande qu'ils soient déclarés irrecevables en leur action et condamnés aux dépens ; — Attendu que les demandeurs déniaient formellement que la pierre plantée à 1 m. 80 du coin de leur fournil soit une borne ; qu'en conséquence, ils persistent à demander à être maintenus en possession de la portion d'aireau de la largeur de 2 m. 32 centimètres comprise entre leur fournil et celui du défendeur, lequel espace de terrain est, du reste, le seul passage par lequel ils puissent accéder, avec charrette et cheval, au surplus de leur aireau et à leur cour qui autrement se trouveraient enclavés ; — En droit : — Attendu que, d'après l'article 682 du Code civil, modifié par la loi du 20 août 1881, l'enclave résulte du défaut d'issue sur la voie publique ou de l'existence d'une issue insuffisante ; que déjà antérieurement à la loi de 1881 la doctrine et la jurisprudence étaient d'accord pour assimiler l'insuffisance au défaut d'issue ; — Attendu que le passage, en cas d'enclave, étant fondé sur la nécessité, non seulement peut être réclamé lorsqu'il devient indispensable à l'usage du fonds auquel il

est destiné, mais encore peut être modifié et étendu dans son exercice si, par suite d'une nouvelle destination donnée au fonds enclavé et son changement d'exploitation, le passage existant se trouve insuffisant pour les besoins de l'exploitation nouvelle ; — Attendu, en l'espèce, en admettant que le passage des demandeurs dut être limité, ainsi que le prétend le défendeur, à l'espace de terrain compris entre le coin de leur fournil et la prétendue borne plantée à 1 m. 80 de ce coin de bâtiment, il est évident que cet espace de terrain est insuffisant pour y passer une charrette attelée d'un cheval, et, par suite, pour l'exploitation de leur fonds, en son état actuel, par suite de sa nouvelle destination ; qu'il y a donc lieu de reconnaître que ce fonds est en état d'enclave ; — Attendu que, si, d'après l'article 691 du Code civil, les servitudes discontinues, telles que celles de passage, ne peuvent s'établir que par titre, il en est autrement du passage en cas d'enclave, lequel trouve son titre dans la loi ; — Que cette servitude légale peut, à la différence des autres servitudes discontinues, être acquise par la prescription ; que, dès lors, cette sorte de servitude peut faire l'objet d'une action possessoire, à la condition toutefois de justifier d'une possession revêtant les conditions et les caractères déterminés à cet effet par la loi ; — Attendu, quant à la possession ancienne invoquée par les demandeurs, qu'il n'appartient pas au juge du possessoire d'en apprécier le mérite, dont le juge du pétitoire doit seul connaître ; que le juge de paix n'a donc à s'occuper que de la possession ac-

tuelle ou annale; — Attendu qu'à cet égard la possession des demandeurs paraît réunir toutes les conditions prescrites par l'article 23 du Code de procédure civile pour baser utilement leur action en complainte contre le défendeur; — Attendu qu'à la vérité le défendeur soutient que si, pendant une douzaine d'années, les demandeurs ont passé sur la portion d'aireau qu'il prétend lui appartenir, ce n'a été que par pure tolérance de sa part, ce qui vicierait la possession des demandeurs; — Mais attendu que la possession, en cas d'enclave, ne peut jamais être considérée comme précaire et que le droit du propriétaire enclavé de passer sur le fonds de son voisin dérive d'une servitude légale qui n'existe point par simple tolérance; — Attendu que de tout ce qui précède, il résulte que la demande des consorts Marvaud-Berthonnaud paraissant fondée, il y a lieu de l'accueillir et d'y faire droit; — Attendu que si le juge saisi de l'action en complainte, en statuant sur la possession, reconnaît qu'elle est fondée, il doit ordonner le rétablissement de l'état de choses antérieur au trouble; — Attendu que le trouble apporté à la jouissance des demandeurs, s'il a été pour eux une gêne, ne leur a causé jusqu'à ce jour qu'un léger préjudice; que la condamnation du défendeur aux dépens sera suffisante pour leur donner satisfaction de ce chef; — Par ces motifs, tous droits respectifs des parties réservés au pétitoire, maintenons et gardons les consorts Marvaud-Berthonnaud en possession de la partie d'aireau revendiquée par Bourinet, pour y exercer leur passage, tel

qu'il a été par eux exercé dans l'année qui a précédé l'obstacle y apporté par le défendeur; faisons, par suite, défense à celui-ci de les troubler à l'avenir dans cette possession et ordonnons qu'il sera tenu d'enlever les pierres qui forment obstacle à l'exercice de ce droit de passage, et ce dans la huitaine de la signification du présent jugement, faute de quoi les demandeurs pourront, à l'expiration dudit délai, faire exécuter ces travaux à leurs frais, pour en être remboursés sur le vu de la quittance des ouvriers qu'ils emploieront à ces fins; disons les demandeurs non fondés en leur demande en dommages-intérêts, les en déboutons; condamnons le défendeur en tous les dépens liquidés à..., y compris le coût du constat énoncé en l'exploit introductif d'instance, mais en ce non compris les coûts de minute, grosse et signification du présent jugement au paiement desquels il est également condamné. »

Observations. — Solutions exactes et très juridiquement motivées. Ce jugement doit être approuvé dans toutes ses parties.

Justice de paix du canton de Plouigneau
(Finistère).

Président: M. KERNÉVEZ, *Q* juge de paix

14 juin 1906.

Aveu complexe. — Indivisibilité. — Obligation conditionnelle. — Vente à l'essai. — Rejet de la demande en paiement.

Lorsqu'une créance n'est prouvée que par l'aveu du défendeur, cet aveu, bien que complexe, est indivisible, et le juge

saisi du litige doit en tenir compte aussi bien en ce qu'il a de moins qu'en ce qu'il a de plus favorable aux prétentions du demandeur.

Ainsi décidé par le jugement qui suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Rapportant notre délibéré ; — Ouf les parties en leurs dires, moyens et conclusions ; — Vu la citation introductive d'instance du 29 mai 1906; notre jugement de mise en délibéré du 31 mai suivant ; — Vu la loi du 12 juillet 1903, article 1^{er} ; — Vu les articles 1168, 1181, 1345 et 1356 du Code civil, l'article 130 du Code de procédure civile ; — Attendu que par exploit sus-relaté, de M^e Tous-saint Le Garrec, huissier à Plouigneau, le sieur Page, demandeur, a fait citer devant nous le sieur Denis, défendeur, en paiement de la somme de quatre-vingt-dix francs, pour complément du prix de vente d'une jument déjà payée 270 francs ; — Attendu que Page explique, pour la justification de sa demande, que cette somme de 90 francs est venue s'ajouter à la somme principale déjà versée, par suite d'une obligation conditionnelle, aujourd'hui accomplie, obligation par laquelle Denis se serait engagé à verser à Page, ladite somme de 90 francs, au cas où la jument, objet de la vente, viendrait à être « *suitée d'un poulain* » ou, en d'autres termes : viendrait à mettre à terme ; — Attendu que la jument a été livrée à Denis, à la foire de Guirec en Guerlesquin, au mois de juillet 1904, mais que le prix principal de 270 francs de la vente n'a été soldé par ce dernier à Page qu'un mois seulement après cette livraison ; que ces faits sont

reconnus par les parties ; — Attendu que la jument est venue à terme dans les premiers mois de 1905, et que son poulain a été, par la suite, vendu par Denis à un tiers, le 16 mai dernier, au prix de 180 francs ; — Attendu que la condition *casuelle* de la naissance du poulain s'étant donc réalisée, et Denis en ayant bénéficié, il semble que l'obligation basée sur cette condition devrait recevoir son exécution ; — Mais attendu que si le demandeur, Page, réclame aujourd'hui l'exécution de cette obligation, prétendant, à bon droit, que la convention qui l'a fait naître, tient lieu de loi entre les parties, il ne doit pas ignorer que celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver ; — Attendu qu'en l'espèce, la créance accessoire de 90 francs, objet du litige, n'est prouvée que par l'aveu du défendeur, Denis, inséré dans notre jugement de mise en délibéré du 31 mai dernier ; — Attendu que l'aveu est complexe, et contient les deux propositions suivantes : A — « En achetant la jument à l'essai, je reconnais avoir stipulé une somme de 90 francs, pour le poulain à venir ; — B. — Mais, l'essai n'ayant pas réussi, la jument m'a été vendue *sans condition*. » — Attendu que lorsqu'une créance n'est prouvée que par l'aveu du défendeur, cet aveu, bien que complexe, est indivisible ; qu'il faut le prendre, en ce qu'il a de plus, comme en ce qu'il a de moins favorable au demandeur ; que si celui-ci peut se prévaloir de la première partie de cet aveu, qui le dispense de la preuve de l'obligation contractée envers lui, il lui est interdit d'écarter, purement et simplement, la se-

conde partie qui a trait à l'extinction de cette obligation; — Attendu qu'il est de jurisprudence qu'une obligation et son extinction, constatées dans le même aveu judiciaire, ont entre elles une telle connexité, que l'on peut dire qu'elles ne forment qu'un même fait; — Attendu qu'un tel aveu doit être relevé d'office par le juge; — Attendu que le demandeur vient encore corroborer par ses déclarations, les termes de l'aveu qu'on lui oppose, car il reconnaît n'avoir reçu le paiement de 270 fr., de sa jument, qu'un mois après la livraison, présomption suffisamment concordante de la matérialité de la vente, qui paraît ainsi avoir bien eu lieu à l'essai; — Attendu qu'une vente à l'essai engendre aussi une obligation conditionnelle, car elle est présumée faite sous une condition suspensive; que la vente de la jument n'ayant pu légalement se former, qu'au jour de l'acceptation définitive de l'acheteur, c'est-à-dire, en l'espèce, un mois après la foire de Guirec, les pourparlers relatifs au poulain, alors même qu'ils auraient eu lieu à la foire de Guirec, se sont trouvés suspendus jusqu'au jour de cette acceptation définitive, et ont été annulés du fait même de la vente, exécutée, d'après l'aveu, sans condition; — Attendu que malgré la présomption d'une vente à l'essai, et même la preuve résultant de l'aveu indivisible qui lui est opposé, le demandeur pouvait essayer de combattre par la preuve contraire les déclarations accessoires du défendeur, mais ne l'ayant pas fait, il doit nécessairement succomber dans son action; — Attendu que la partie qui succombe est condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant

contradictoirement et en dernier ressort: — Disons Page, demandeur, mal fondé dans sa demande en paiement de 90 francs, relative au poulain litigieux, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solution exacte. V. dans le même sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o Aveu, n^os 3 et suiv.

Justice de paix du canton d'Envermeu
(Seine-Inférieure).

Président : M. DAVID, juge de paix.

28 septembre 1906.

Saisie-arrest. — Demande en validité. —
Tiers saisi. — Déclaration affirmative. —
Annulation de la saisie.

Doit être déclarée nulle et de nul effet la saisie-arrest pratiquée par le créancier d'un entrepreneur de moissons et fenaisons entre les mains du propriétaire ou cultivateur pour lequel travaille cet entrepreneur, lorsque le tiers saisi avait déjà payé à ce dernier la totalité de son travail, au moment où la saisie a été faite.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX: — Vu l'exploit du 8 septembre 1906, contenant opposition, dénonciation au débiteur saisi, contre-dénonciation au tiers saisi et assignation en déclaration affirmative; — Vu la déclaration affirmative faite à l'audience du 22 septembre et notre jugement de renvoi du même jour; — Vu l'article 14 de la loi Cruppi du 12 juillet 1905; — Ouï les sieurs Leroy et Gamblin en leurs conclusions et explications; — Attendu que le

sieur Leroy a formé opposition entre les mains du sieur Gamblin pour avoir paiement d'une somme de 235 francs, montant d'une condamnation antérieure, les intérêts et les dépens à lui dus par le sieur Prevet, entrepreneur de moisson chez le tiers saisi ; — Attendu que ladite saisie-arrêt ayant été formée en vertu d'un titre authentique a permis au créancier saisissant d'assigner en validité en contre-dénonçant la dite saisie ; — Attendu que le sieur Leroy a demandé la validité de la saisie par lui pratiquée et la condamnation de son débiteur ; — Attendu que le sieur Prevet, débiteur saisi, n'ayant pas comparu, défaut a été prononcé contre lui ; — Attendu qu'il résulte de la déclaration affirmative du tiers saisi qu'au moment où la saisie lui a été dénoncée, c'est-à-dire la veille du jour où les travaux de la moisson prenaient fin, il avait déjà payé la totalité de la somme qu'il devait au débiteur saisi ; qu'il fut même obligé de verser en sus du prix convenu une somme de cinquante francs pour régler les ouvriers ; — Attendu que cette déclaration n'a pas été contestée par le créancier saisissant ; — Attendu que la saisie-arrêt ou opposition est l'acte par lequel un créancier arrête entre les mains d'un tiers les sommes ou objets mobiliers qui sont dus ou qui appartiennent à son débiteur et par suite duquel il obtient jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû la délivrance de ces sommes ou du prix provenant de la vente de ces objets ; que ledit acte est la conséquence de ce principe de droit : « Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers. Ce qui lui est dû

par un tiers fait nécessairement partie de ses biens ». — Attendu qu'il importe de remarquer qu'il s'agit, en l'espèce, d'une saisie-arrêt pratiquée sur le prix d'une entreprise de fenaïson et de moisson ; que la presque totalité de la somme allouée était destinée à payer le salaire et les frais de nourriture des hommes employés par le débiteur saisi à qui le surplus devait revenir pour rémunérer son travail ; qu'en conséquence une partie seulement de ce reliquat était saisissable comme étant le produit du travail ; — Attendu qu'en pareille matière la plus grande circonspection s'impose à l'égard du créancier saisissant parce que l'opposition peut jeter la perturbation dans l'exploitation du tiers saisi, et ce, sans profit pour le saisissant ; — Attendu, en effet, que le tiers saisi ne pouvant se dessaisir d'aucune somme et le débiteur saisi n'ayant plus d'argent pour nourrir et payer les hommes qu'il emploie, ne peut continuer ses travaux de moisson ; — Attendu qu'il y a lieu de retenir ce fait que les entrepreneurs de moisson ne sont que des ouvriers agricoles qui, s'adjoignant d'autres ouvriers comme eux, se chargent moyennant un forfait des travaux sus-indiqués ; — Attendu que ces ouvriers, pompeusement qualifiés « Entrepreneurs », sont pour la plupart des besogneux auxquels les cultivateurs doivent fournir journellement les sommes nécessaires pour acheter la nourriture et verser les acomptes réclamés par les auxiliaires ; — Attendu qu'à l'époque tardive où la saisie a été dénoncée, le tiers saisi, dont la moisson se terminait, avait versé entre les

maines de son entrepreneur la totalité du prix convenu ; — Que le créancier saisissant doit supporter les conséquences de sa négligence ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs : — Statuant par jugement en dernier ressort, contradictoire à l'égard du tiers-saisi et par défaut à l'égard du débiteur saisi ; — En la forme : — Donnons itératif défaut contre le sieur Prevet ; — Au fond : — Déclarons nulle et de nul effet la saisie-arrest pratiquée entre les mains du sieur Gamblin, en donnons mainlevée et condamnons le sieur Leroy en tous les dépens. »

Observations. — Solution exacte. La saisie ne frappe pas, alors qu'il est établi que le tiers saisi n'est débiteur d'aucune somme, au moment où elle est faite. Dans un travail de moisson qui doit être incessamment continué, les travailleurs réclament le plus souvent leurs salaires jour par jour. En pareil cas, le saisissant a seulement le droit de prouver l'inexactitude de la déclaration affirmative.

Justice de paix du canton d'Argueil
(Seine-Inférieure).

Président : M. COURT, juge de paix.

7 septembre 1906.

Demande en paiement de soins médicaux.
— *Malade dans le besoin. — Action du médecin contre le fils qui paye à sa mère une pension alimentaire.*

Le médecin qui a donné ses soins à une personne malade et indigente, est fondé à actionner en paiement de ses soins et

visites au fils de la malade qui lui sert une pension alimentaire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

M. le docteur Perrotte, de Croissy-sur-Andelle, avait donné des soins et même opéré une dame T..., se trouvant dans le besoin et à laquelle une pension alimentaire était servie mensuellement par ses enfants. Le médecin a réclamé le paiement de ses honoraires au fils de la malade, que seul il connaissait, qui demeurerait non loin d'elle et qui était dans une situation aisée. Celui-ci a discuté la demande du médecin en invoquant divers moyens qui sont exposés, en même temps que réfutés, dans le jugement ci-après :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par sa citation introductive du 30 juillet dernier 1906, le docteur Perrotte a assigné le sieur Jules Levieux en paiement d'une somme de 151 francs pour soins médicaux et opération chirurgicale donnés à sa mère, la dame Thibault, veuve en premières noces de M. Levieux père ; — Attendu que le demandeur ne connaît pas à M^{me} Thibault d'autres enfants que M. Levieux, cité ; — Par ces motifs et tous autres à suppléer ; — S'entendre, M. Levieux, condamner à payer à M. le docteur Perrotte la somme de 151 francs qui lui est due pour les motifs susénoncés ou seulement sa part dans ladite somme au cas où M^{me} Thibault aurait plusieurs enfants, auquel cas toutes réserves sont faites pour le demandeur pour réclamer le surplus de sa créance aux frères et sœurs de M. Levieux s'il y a lieu ; — S'entendre, en outre, ce dernier, condamner

aux dépens sous toutes réserves ; — A l'appel de la cause, M. le docteur Perrotte déclare maintenir sa demande et s'en rapporter à un jugement du Tribunal de Nantes en date du 24 janvier 1906 que M^{me} Thibault était dans l'incapacité de travailler ; — M^e Lefèvre, agréé à Gournay-en-Bray, assistant M. Levieux, déclare que celui-ci a d'abord un frère, puis une sœur, M^e Lefèvre ajoute que c'est une très dangereuse action si elle est acquise, car tous les créanciers de M^{me} Thibault vont poursuivre des demandes à ses enfants, si on a payé ou accordé le paiement à son créancier, tous viendront ; — L'action des articles 203 et 206 du Code civil est d'ailleurs rigoureusement personnelle, c'est-à-dire que le droit de demander des aliments est, d'après une décision du 30 mars 1903, et d'après l'esprit même de la loi, personnelle à celui qui y a droit ; — Il n'en serait pas de même pour le paiement de ces soins si M. Levieux avait été lui-même chercher le docteur pour soigner sa mère ; — M. le docteur Perrotte déclare qu'on est venu le chercher au nom de M. Jules Levieux de la Feuillée ; — M. Levieux dit qu'on a fait une fausse demande en son nom et qu'il le regrette ; cependant il demande que M. le docteur Perrotte soit débouté de sa demande et condamné aux dépens ; — Le Tribunal, parties entendues, renvoie la cause à un mois (à l'audience du 7 septembre 1906) pour prononcer son jugement ; — Attendu que le défendeur oppose à la demande que : la dame Thibault a réglé judiciairement avec ses enfants leurs obligations alimentaires ; qu'elle peut demander un supplément de pension ;

que ceux-ci sont dégagés de tout engagement dès qu'ils ont satisfait à l'obligation par eux contractée envers leur auteur ; — Que la veuve Levieux est remariée et que la précarité de son mari, le sieur Thibault, n'est pas prouvée ; que le sieur Levieux (Jules), cité, n'a pas requis lui-même les bons offices du docteur ; qu'il déclare l'action du docteur Perrotte comme non recevable ou tout au moins mal fondée, et qu'il demande au Tribunal de la rejeter ; — Attendu que l'article 203 du Code civil porte : « Les enfants doivent des aliments à leur père et mère ou autres ascendants qui sont dans le besoin ; qu'on doit entendre par aliments, généralement tout ce qui est indispensable aux besoins premiers de la vie ; que, suivant les lois romaines, d'où dérive notre Code actuel, les pensions alimentaires comprenaient : les vivres, les vêtements, l'habitation et les remèdes en cas de maladie (*cibaria, vestitus, habitatio et valetudinis impendia*) ; — Attendu que l'article 208 mentionne que les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit » ; — Que cet article laisse une grande latitude au juge de son application ; qu'il appartient donc au juge d'entendre ou de resserrer l'obligation suivant les circonstances et en conformité de la situation sociale aussi bien de celui qui réclame les aliments, que de celui qui doit les fournir ; — Attendu que les enfants de la veuve Levieux, femme Thibault, le sieur Jules Levieux et ses frères et sœurs, se sont engagés à payer à leur mère, dans une audience de conciliation antérieure, une somme

de 5 francs par mois chez le boulanger et une autre de 5 francs par mois chez le boucher, au domicile des fournisseurs, pour subvenir aux premiers besoins de leur mère ; — Que les parties ont convenu à l'audience du 3 août dernier que les enfants Levieux étaient à jour de leur dette alimentaire ; — Que la dame Thibault peut demander un supplément de pension, mais puisqu'elle ne le fait pas et que son fils le plus aisé trouvant irrégulière la demande du docteur Perrotte, ne va pas non plus demander une augmentation, puisque la dette alimentaire étant satisfaisante à ce jour, il croit dégagé de tout engagement ; — Attendu qu'il appartient au juge d'étendre ou de resserrer la pension ; qu'au jour où les enfants Levieux et leur mère ont convenu dans le bureau de conciliation du juge de paix de la pension alimentaire, ceux-ci ont déclaré la payer eux-mêmes chez les fournisseurs ; qu'il n'a pas été compris les frais des maladies qui ne sont qu'accidentelles, et que l'on ne pouvait prévoir au jour où la dame Thibault était en pleine santé ; qu'il appartient au juge de les ordonner au moment où ils sont nécessaires ; que les vivres étant donnés à la dame Thibault, les soins de maladie (*valetudinis impendia*) (ils sont aussi indispensables que le pain du boulanger) doivent s'y ajouter (le tout dans les attributions de la loi du 12 juillet 1905) ; — Attendu que si l'état de précarité des époux Thibault n'est pas prouvé, il n'est pas besoin de les rechercher, les enfants Levieux trouvant précaire la situation de leurs parents, puisqu'ils payent régulièrement 10 francs par mois auxquels

ils se sont condamnés et qu'ils ne demandent pas une réduction des pensions étant eux-mêmes dans une situation très florissante ; — Attendu que si le défendeur a été ignorant de la maladie de sa mère et n'a pas commis le médecin, les enfants sont responsables des honoraires dus pour soins donnés par un médecin à leurs parents insolvable ou dans une situation précaire, en vertu des articles 205 et 206 du Code civil, sans qu'il soit besoin d'établir qu'ils avaient pris à l'égard du médecin un engagement personnel exprès ou tacite (Trib. civ. de Toulouse, 2 juin 1904 ; Trib. civ. de Nantes, 24 janvier 1905) ; — Attendu que la dame Thibault ne pouvant payer son médecin avec le pain et la viande qui constituent sa pension alimentaire, tout juste suffisante, le docteur Perrotte a eu raison d'actionner le plus aisé de ses enfants en paiement de ses honoraires ; — Qu'il s'agit pour nous d'établir et de rechercher s'il y a indivisibilité et solidarité de la dette ; — Attendu que, d'après de nombreux arrêts de Cours, notamment un de la Cour de Grenoble (1895), qui porte que si l'obligation imposée aux enfants de fournir des aliments à leurs ascendants n'est de sa nature pas solidaire ni indivisible, néanmoins il appartient au juge, suivant les circonstances, de décider que l'un des enfants sera tenu de payer la totalité de la pension alimentaire, sauf son recours contre ses codébiteurs pour les portions mises à leur charge ; — Attendu que les enfants de la dame Thibault ont appliqué déjà et appliquent l'article 208 du Code civil, puisqu'ils payent d'un commun accord entre eux pour

10 francs de pain et de viande, soit 120 francs par an, et ce, probablement, proportionnellement à leurs ressources; — Attendu que le montant de la note n'est pas contesté; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et à charge d'appel: — Vu l'article 7 de la loi du 12 juillet 1905; l'article 205 du Code civil; — Condamne le sieur Jules Levieux à payer au docteur Perrotte la somme de 151 francs; — Le condamne, en sus, aux dépens. »

Observations. — Nous avons quelque peine à admettre la doctrine de ce jugement. Il a été contesté que le défendeur ait lui-même appelé le médecin, demandeur, à donner des soins à sa mère et, en tout cas, qu'il lui ait personnellement garanti le paiement de ses visites. A raison de la situation précaire de cette dame, le médecin aurait dû exiger d'avance un engagement formel, souscrit par le fils. Ce dernier n'est pas héritier de sa mère, puisqu'elle est encore vivante, et n'est, à aucun titre, tenu de payer ses dettes. Ajoutons qu'il ne doit à celle-ci que des aliments et que, sous ce rapport, il a satisfait à cette obligation. Il peut, selon les circonstances, être tenu d'augmenter la pension alimentaire primitivement fixée. Mais seule la mère avait le droit de réclamer cette augmentation. La jurisprudence est, sur ce point, définitivement fixée. Le médecin ne peut la faire augmenter lui-même, et il n'y a aucun lien de droit entre lui et les enfants de la malade. A tous les points de vue, nous croyons inexacte la solution ci-dessus.

Justice de paix du canton de Saint-Chinian
(Hérault).

Présid. : M. G. ROUANET, *juge de paix.*

19 mars 1907.

Saisie-arrest. — *Notaire.* — *Tiers saisi.*
Compétence.

Le juge de paix, dans les limites de sa compétence générale, est compétent pour connaître d'une demande en validité de saisie-arrest, alors même que la saisie est pratiquée entre les mains d'un notaire.

Le notaire n'est pas appelé dans l'instance en sa qualité d'officier ministériel, mais uniquement en celle de tiers saisi ordinaire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation en date du 9 mars 1907, enregistrée; — Après avoir entendu les mandataires des parties en leurs dires, fins et explications; — En la forme : — Attendu que, suivant exploit du 19 février 1907, M. Louis Malhiac, propriétaire et ancien notaire à Cessenon, a formé une saisie-arrest entre les mains de M. Vincent Lavit, notaire à Cessenon, son successeur immédiat, sur un nommé Ulysse Soulette, en vertu de deux billets à ordre souscrits par ce dernier, exigibles et s'élevant à la somme principale de 410 francs; — Que, par autre exploit du 21 du même mois de février, M. Louis Malhiac a fait dénoncer cette saisie-arrest à son débiteur Soulette et l'a fait citer à notre audience publique pour s'entendre condamner au paiement de ladite somme de 410 francs, avec intérêts et dépens, voir aussi déclarer bonne et valable l'opposition dont s'agit; — Que, par un troi-

sième exploit du 28 février dernier, cette saisie-arrêt ou opposition a été régulièrement contre-dénoncée au tiers saisi; — Attendu qu'Ulysse Soulette n'ayant pas comparu ni personne pour lui muni d'un pouvoir régulier, il a été condamné par jugement de défaut, en date du 12 mars 1907, au paiement de la somme de 410 francs qui lui était réclamée avec intérêts de droit et dépens; — Que, par le même jugement, la saisie-arrêt précitée a été déclarée régulière, bonne et valable; qu'il a été ordonné que toutes les sommes dont le tiers saisi se reconnaîtrait ou serait jugé débiteur envers Ulysse Soulette par lui versées entre les mains du demandeur Malhiac en déduction ou jusqu'à concurrence du montant de sa créance en capital, intérêts légaux et frais; — Attendu que, par acte en date du 7 mars 1907, M. Vincent Lavit, tiers saisi, a fait au greffe de cette justice de paix une déclaration par laquelle il se reconnaît détenteur d'une somme de 7000 francs provenant d'une vente faite devant lui par les époux Soulette aux époux Toudon à la date du 25 avril 1906, dont l'acte de vente porte quittance; que cette somme de 7000 francs, versée par les acquéreurs, fut inscrite le même jour sur son livre-journal ou de caisse sous le numéro 3005, au compte de Soulette; qu'elle est la propriété, d'après le tiers saisi, des créanciers hypothécaires inscrits sur l'immeuble vendu et qu'elle sera déposée par lui à la Caisse des dépôts et consignations de Saint-Pons, le 25 avril 1907, à son compte courant, pour être ensuite distribuée aux créanciers inscrits qui viendront en rang utile; — Attendu qu'à l'appui

de sa déclaration il a déposé au greffe, le 15 mars 1907, l'expédition de l'acte de vente dont s'agit et l'état des inscriptions délivré par M. le conservateur des hypothèques de Saint-Pons, le 23 mai 1906; — Attendu que M. Malhiac ayant eu connaissance des déclarations ci-dessus du tiers saisi, a, par exploit de M^e Revel, huissier à Saint-Chinian, en date du 9 mars 1907, contesté ces déclarations et a cité ledit tiers saisi devant nous pour voir valider la saisie-arrêt dont s'agit, voir dire que la somme de 7000 francs déposée le 25 avril 1906 par ou au nom de Soulette, chez le tiers saisi Lavit, ne doit pas être considéré comme prix de vente revenant à des créanciers hypothécaires et voir déclarer qu'il devra lui payer sur ladite somme de 7000 francs qu'il détient le montant de la créance de 410 fr. en capital, intérêts et accessoires; — Attendu qu'en réponse, le mandataire du tiers saisi a prétendu qu'aux termes de l'article 570 du Code de procédure civile, son client doit être assigné devant son juge; que le juge naturel du notaire est le Tribunal civil, et il a conclu au rejet de la demande formulée par le saisissant comme injuste et mal fondée et l'en débouter; — Mais attendu que M. Vincent Lavit n'est pas appelé dans l'instance en qualité de notaire, mais uniquement en celle de tiers saisi ordinaire; qu'en conséquence, conformément à l'article 14 de la loi du 12 juillet 1905, les causes de la saisie-arrêt dont s'agit (410 fr.) n'excédant point les limites de notre compétence, il a été régulièrement appelé devant la justice de paix du canton de Saint-Chinian, dans le ressort de laquelle

il est domicilié; — Attendu, en outre, que si le législateur avait voulu soustraire les notaires, huissiers et autres officiers publics ou ministériels aux formalités générales de saisie-arrêt et leur donner certaines garanties particulières comme il l'a fait pour les administrateurs de caisses ou deniers publics, il l'aurait certainement spécifié; — Qu'il n'y a donc pas lieu de faire droit à l'exception soulevée par M. Vincent Lavit, en le renvoyant devant le Tribunal civil pour les motifs par lui invoqués; — Au fond : Attendu que le 25 avril 1906, M. Ulysse Soulette et M^{me} Almaïde Gast, son épouse, ont vendu conjointement, par devant M^e Vincent Lavit, notaire à Cessenon, à M. Alfred Toudon et à M^{me} Joséphine Garrigueuc, son épouse, tous domiciliés à Cessenon, une construction servant de magasin ou cave avec sous-sol contigu au levant et sol servant de chemin attenant au midi, moyennant le prix de 7 000 francs que les mariés Toudon ont payé à la vue du notaire aux mariés Soulette qui en ont donné quittance dans ledit acte de vente; — Que M. Soulette s'engage ensuite, par le même acte, à faire radier à ses frais toutes les inscriptions hypothécaires pouvant grever l'immeuble vendu; — Que ledit acte de vente ne contient aucune délégation, réserve ni dépôt, ce qui aurait été d'ailleurs en contradiction formelle avec la quittance donnée par Soulette; — Attendu que d'après les déclarations du tiers saisi, cette somme de 7 000 francs fut versée le même jour, 25 avril 1906, entre les mains de M. Vincent Lavit, qui l'inscrivit sur son livre-journal ou de caisse sous le n° 3003, au compte d'Ulysse Soulette, pro-

priétaire à Cessenon, et qu'il l'a encore en sa possession; — Attendu qu'il résulte bien des termes mêmes de l'acte de vente précité et de la mention au registre de caisse du tiers saisi, que les mariés Toudon, acquéreurs, ont versé à Ulysse Soulette la somme de 7 000 francs avant que ce dernier leur ait rapporté la preuve que toutes les inscriptions hypothécaires pouvant grever l'immeuble vendu aient été radiées; — Attendu que si les créanciers hypothécaires inscrits sur l'immeuble vendu font valoir leurs droits, les acquéreurs seront rigoureusement obligés de supporter les conséquences de l'imprudence qu'ils ont commise en payant leur prix d'acquisition avant la purge des hypothèques; — Que ces derniers ont incontestablement un droit de suite sur cet immeuble tant qu'ils n'auront pas été désintéressés ou que leurs inscriptions n'auront pas été régulièrement radiées; — Qu'ils peuvent aussi requérir la mise de l'immeuble, qui est leur garantie, aux enchères et adjudications publiques dans les formes et délais indiqués par les articles 2183 et suivants du Code civil, surtout tant que la vente volontaire devant notaire qu'ils ignorent ne leur aura pas été notifiée, mais qu'ils ne peuvent avoir un droit de suite sur ce qui peut avoir reçu ou encaissé le nommé Ulysse Soulette et déposé entre les mains d'un tiers, son mandataire, que ce dépôt est à la merci de toute saisie-arrêt ou opposition régulièrement faite par tout créancier chirographaire; — Attendu, en conséquence, que c'est à bon droit que M. Louis Malhiac a formé une saisie-arrêt de 410 francs sur cette somme de 7 000 francs que

les acquéreurs ont versée à Soulette, qui en a donné quittance, et que le tiers saisi détient, au nom de ce dernier, depuis le 25 avril 1906 ; — Par ces motifs : — Vu l'article 14 de la loi du 12 juillet 1905, statuant en audience publique, par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Disons qu'il n'y a pas lieu de faire droit à l'exception soulevée par le tiers saisi Lavit ; en conséquence, l'en déboutons ; — Validons la saisie-arrière ou opposition pratiquée par M. Louis Malhiac entre les mains de M. Vincent Lavit, sur le nommé Ulysse Soulette ; — Donnons acte à M. Vincent Lavit de la déclaration par lui faite au greffe de cette justice de paix, la déclarons régulière en la forme, mais mal fondée au fond ; — Ordonnons le paiement par M. Vincent Lavit, tiers saisi, entre les mains de M. Louis Malhiac, saisissant de la somme de 410 fr., plus les intérêts légaux et les dépens sur la somme de 7 000 francs dont il est détenteur au nom d'Ulysse Soulette ; — Disons que, moyennant ce paiement, le tiers saisi sera valablement libéré envers le saisissant et le saisi de la somme par lui versée ; — Disons que les dépens envers toutes parties pourront être employés, savoir : le saisissant, comme accessoire de sa créance et le tiers saisi comme frais privilégiés à prélever sur la somme dont il est détenteur ; — Liquidons les dépens de la présente instance en déclaration affirmative, savoir : ceux du saisissant à la somme de 9 fr. 25 et ceux du tiers saisi à celle de 11 fr. 62, en ce non compris le coût du timbre et de l'enregistrement, et ce, s'il y a lieu, de la grosse et signification du présent jugement qui pourra être

aussi employé, par le saisissant, comme accessoire de sa créance. »

Observations. — Nous recommandons à l'attention de nos lecteurs le jugement ci-dessus, parfaitement motivé et très particulièrement intéressant, parce qu'il statue sur une question très neuve et sur laquelle nous n'avons pas trouvé de précédents. Le notaire, tiers saisi, avait interjeté appel. Mais, après avoir pris conseil, il s'est désisté de cet appel, et la sentence est devenue définitive. A tous les points de vue, elle fait honneur au magistrat qui l'a rendue.

Justice de paix du canton de Roquefort
(Landes.)

Président : M. F. LAMBERT ★, juge de
paix.

13 mars 1907.

Elections. — Domicile. — Résidence. — Appel d'une décision de la commission municipale. — Information. — Tiers-électeur.

Est recevable l'appel d'une décision de la commission municipale interjeté seulement le 21^e jour après la date de cette décision, lorsque le 20^e jour tombait un dimanche. Le délai d'appel, par ce fait, est prolongé d'un jour.

Il appartient au juge de paix, saisi de l'appel, de décider, d'après les déclarations des témoins et les pièces produites, que l'électeur dont l'inscription est demandée sur la liste d'une commune que cet électeur avait bien sa résidence de six mois dans cette commune et même son domicile réel.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la décision de la commission municipale de la commune de Roquefort prise à la date du 8 février 1905, notifié le 11 février jour suivant ; — Vu l'acte d'appel auquel elle a donné lieu à la date du 4 mars 1907 de la part de M. Lescouzères Denis, tiers-électeur ; — Vu les avertissements délivrés à toutes parties intéressées conformément aux prescriptions de l'article 22 du décret organique des 2 février 1852 ; — Vu les conclusions prises à notre barre le 8 mars présent mois par les parties sus-nommées ainsi que les pièces, explications et conclusions à nous fournies et finalement déposées ; — Vu enfin les diverses dispositions relatives à l'électorat municipal, ensemble les prescriptions du Code de procédure civile au sujet de l'appel porté devant nous et du Code civil relativement au domicile ; — En la forme : — Attendu que si la décision de la commission municipale dont s'agit a été régulièrement prise, il en a été de même de l'appel dont elle a fait l'objet qui a été lui aussi présenté par M. Denis Lescouzères, entrepreneur de sciage à Roquefort, dans les formes voulues par la loi ; — En ce qui touche les délais dans lesquels ledit appel a été interjeté : — Attendu que la décision incriminée a été notifiée le 11 février 1907 et que l'appel qui l'a frappée n'a été fait qu'à la date du 4 mars suivant ; — Que du *dies à quo* non compris (Cass., 23 mai 1889) Dalloz, 90, I, 271 ; Faye, op. cit., n° 139), au *dies ad quem* ; c'est-à-dire du 12 février 1907 au 4 mars suivant, il s'est donc écoulé un laps de temps de 21 jours : soit vingt-quatre heures de plus que le délai

réglementaire ; et qu'il semblerait, de prime abord, que le dit appel dût être entaché de nullité ; mais qu'il est indispensable de remarquer dans la computation dudit délai que le dernier des vingt jours impartis pour l'appel dont s'agit expire le 3 mars, c'est-à-dire un dimanche, et que dans ces conditions la prorogation au lendemain s'impose ; — Attendu en effet que s'il est vrai de dire que le délai de vingt jours accordé aux citoyens à partir de la publication des listes électorales pour produire leurs réclamations ne saurait être prorogé d'un jour au cas où il expire un jour férié (Cass., 27 mars 1906, Gaz. Pal., 1906, I, supp., n°), il est non moins vrai de dire aussi qu'en matière d'appel de décision d'une commission municipale, si le dernier jour tombe un dimanche ou un jour férié, il doit être prorogé au lendemain conformément à l'article 1033 du Code de procédure civile modifié par la loi du 13 avril 1895, car le délai dont s'agit est un délai de procédure obéissant aux règles ordinaires qui régissent exclusivement tous les délais de cette espèce et inapplicable par conséquent aux articles 2 du décret organique du 2 février 1852 et 2 de la loi du 7 juillet 1874 (Cass., 27 avril 1900, 10 avril 1906) ; — Que l'appel de M. Lescouzères a donc été formulé à bonne date et que régulier dans toutes ses formes il est donc recevable ; — Au fond : — Attendu que la commission municipale de la commune de Roquefort, sur la demande écrite et signée qui lui en avait été faite par M. Bacon Frédéric, propriétaire, domicilié de la dite ville, rue Porte-le-Rang, le dit M. Bacou, agissant

tant en vertu des droits que lui confère implicitement la loi en sa qualité d'électeur inscrit sur une des listes de la circonscription électorale (Déc., 2 février 1852, article 19; — Loi du 17 juillet 1874, art. 4; — Cir., 22 mai 1893; — B. P. 96, I, 75) qu'au nom du comité républicain dont il est le président, qualité accessoire en elle-même et sans portée juridique il est vrai; mais prise en considération certainement à raison du caractère du citoyen qui la clôturait et lui donnait corps et âme; et on se demande pourquoi taxé *in fine* de nullité, puisque la décision a refusé d'inscrire à la date sus-indiquée sur la liste électorale de la dite commune le nom de M. Dusillols Pierre dit Jean, à tort prénommé Alexandre, âgé de vingt-six ans, chef de chantier, sous le prétexte qu'il n'avait pas de domicile précis et ne venait qu'accidentellement à Roquefort; — Attendu que sur l'appel qui en a été formé toutes parties intéressées protestent contre cette décision et en demandent l'annulation; — Attendu qu'aux termes de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 la liste électorale comprend en première ligne « tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou y habitent depuis six mois au moins; » — Que ce texte est formel et que de la façon dont il est conçu il résulte bien que pour avoir droit à l'inscription sur la dite liste l'une des deux conditions sus-énoncées suffit; — Que cette interprétation est conforme à la pensée du législateur et qu'elle n'est que l'émanation textuelle d'un amendement proposé par M. Delsol au moment de la discussion de cette loi

(Voir en ce sens *Journal officiel*, Sénat, 5 mars 1884); — Attendu qu'il résulte d'un certificat versé aux débats par M. Lescouzères, tiers-électeur appelant, que M. Dusillols est à son service en qualité de chef de chantier depuis le 1^{er} novembre 1905 et qu'il ressort bien des explications fournies à l'audience que, depuis cette époque, il réside d'une façon effective à Roquefort où il se rend hebdomadairement, c'est-à-dire très régulièrement, tous les dimanches ou jours de fête lorsque les travaux d'abatage ou de sciage qu'il effectue en forêt au hasard des exploitations entreprises, lui en laissent le loisir, et assez souvent même sur semaine alors que des instructions ou le règlement des affaires dont il a la direction, l'appellent auprès de son maître; — Que c'est du reste à Roquefort, chez M. Lescouzères surnommé que notification de la décision rejetant la demande d'inscription faite sur son nom a été faite; — Attendu qu'avec son patron, M. Dusillols proteste avec énergie contre cette allégation qui le représente comme un nomade, sans domicile précis, ne venant qu'aussi occasionnellement qu'accidentellement à Roquefort; — Que pièces en mains il démontre l'inanité de cette prétention et que par des certificats déposés à notre barre et émanant de ses maîtres de pension, MM. Lescouzères et Duprat Valère, tous deux aubergistes et logeurs à Roquefort, il établit d'une façon indubitable que depuis le 1^{er} novembre 1905, mais surtout depuis le mois de mai 1906, il habite en la dite ville où se trouve le centre de ses intérêts et où il a bien son principal établissement; — Que M.

Dussillols rapporte donc ainsi la preuve d'une résidence aussi effective que continue ; de cette résidence, telle que la consacrent la doctrine et la jurisprudence, et à laquelle on ne saurait sérieusement opposer ses absences aussi fréquentes que momentanées qui ne sont qu'une des nécessités inhérentes aux travaux de sa profession ; — Qu'enfin à l'aide d'une autre attestation provenant de M. Cluchet, propriétaire et négociant en la dite ville, il démontre qu'il est locataire chez lui ajoutant ainsi à la preuve de sa résidence effective et continue celle de son domicile réel, de son domicile légal, tel qu'il est acquis et défini par les articles 102, 103 et 105 du Code civil ; de ce domicile enfin qui *ipso facto* et indépendamment de toute durée d'habitation ou de résidence crée le droit électoral au profit de celui qui le possède (Voir en ce sens, Cass., 31 mai 1886, 8 avril 1886 et 27 avril 1892) ; — Que M. Dussillols réunit donc toutes les conditions voulues par la loi et que l'on ne saurait plus longtemps lui refuser un droit qui ne peut pas être contesté ; — Par ces motifs ; Nous, juge de paix, statuant publiquement ; — En dernier ressort ; — Disant droit de l'appel formé par M. Denis Lescouzères, tiers-électeur, le déclarons tout à la fois recevable et bien fondé ; — Disons que la décision de la commission municipale de la commune de Roquefort en date du 8 février dernier a été régulièrement prise en la forme seulement ; mais l'infirmons quant au fond ; et ordonnons que M. Dussillols Pierre, dit Jean par erreur, prénommé Alexandre, âgé de vingt-six ans,

chef de chantier, domicilié à Roquefort, maison Cluchet, place du Pijorin, sera inscrit sur la liste électorale de la dite commune pour l'année 1907 ; — Ajoutons enfin qu'avis de cette infirmation sera donnée dans les trois jours tant à M. le maire de Roquefort qu'à M. le préfet des Landes, le tout sans dépens ainsi que le veulent les articles 6 et 24 du décret organique du 2 février 1852. »

Observations. — Nous n'avons aucune objection à faire à la décision ci-dessus. Au fond elle nous paraît bien motivée et juste, et l'électeur rayé de la liste par la commission municipale avait tout au contraire tous droits d'y être inscrit. On sait d'ailleurs que le juge de paix est compétent pour apprécier souverainement, en fait, si l'électeur réunit les conditions de domicile ou de résidence exigées par la loi pour justifier son inscription sur la liste d'une commune. Mais une question préalable se posait devant le juge saisi du litige. L'appel était-il recevable ? Avait-il été formé en temps utile ? La décision ci-dessus à cet égard nous paraît exacte, car le délai d'appel est bien un délai de procédure auquel s'applique la loi du 13 avril 1895. Il en serait autrement en ce qui concerne le délai pour la réclamation à la commission municipale. Cass., 27 avril 1900, ANNALES 1903, p. 258.

Tribunal de simple police de Sommières (Gard).

Président : M. FUMET, juge de paix.

17 mai 1907.

Débit de boissons. — Arrêté municipal. — Lieu de débauche. — Contravention. — Fermeture, amende et frais.

Constitue une contravention punissable des peines de l'article 471, n° 15, du Code pénal le fait de maintenir ouvert au public un café ou débit de boissons dont le maire a ordonné la fermeture, comme étant un véritable lieu de débauche.

Le Tribunal de simple police peut, outre l'amende, ordonner la fermeture définitive du débit.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé par Grail, brigadier de police, et Cabanis, garde champêtre à Sommières, les 11 et 12 mai 1907, enregistré, duquel il résulte que les 11, à 8 heures du soir, et 12 mai, à 8 h. 40 du soir, la prévenue tenait son débit ouvert, malgré l'article 1^{er} de l'arrêté municipal du 23 avril 1907, vu pour exécution immédiate par M. le préfet du Gard le 27 du même mois, notifié à l'intéressée le 8 mai 1907 qui en a ordonné la fermeture.

La contrevenante n'a pas comparu, quoique régulièrement citée.

Le ministère public a exposé l'affaire et, après audition des agents Grail et Cabanis, témoins cités à sa requête, suivant exploit enregistré de Roustère, huissier à Sommières, en date du 14 courant, a demandé condamnation par défaut. — Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Vu les procès-verbaux susdatés ; — Ouï le ministère public en ses conclusions ; les témoins en leurs dépositions ; — Attendu qu'à la date du 23 avril 1907, le maire de la ville de Sommières, se basant sur les nombreuses plaintes des familles de Sommières et les nombreuses contraventions relevées pour infractions à la police des mœurs, et surtout sur les nombreuses maladies de jeunes gens, la plupart mineurs, occasionnées par la fréquentation des pensionnaires de certains établissements interlopes, a ordonné, comme étant un véritable lieu de débauche, la fermeture du débit dit « Café de l'Avenue nue de la Gare », tenu par Dupuy (Jeanne), maison Verrieux ; — Que cet arrêté a été vu pour exécution immédiate le 27 du même mois et notifié le 8 mai courant à la prévenue ; — Attendu que les sieurs Grail, brigadier de police, et Cabanis, garde champêtre, ont constaté que le débit du Café de l'Avenue de la Gare était ouvert aux dates des 11 et 12 mai courant, et qu'ils ont dressé procès-verbal contre la tenancière Dupuy (Jeanne) à la même date pour contravention à l'article 1^{er} de l'arrêté dont il est parlé plus haut ; — Que lesdits procès-verbaux sont enregistrés et affirmés sous la foi du serment dans les délais prescrits par la loi ; — Attendu qu'il y a lieu en l'espèce de rechercher : 1° si l'arrêté dont s'agit a été légalement pris dans les limites des attributions du pouvoir municipal, et 2° d'examiner si le débit tenu par la prévenue est un véritable lieu de débauche ; — Sur le premier point : — Attendu que l'article 97 de la loi du 5 avril 1884

est ainsi conçu : « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que spectacles, cafés et autres lieux publics, » et, dans son paragraphe 6, donne le soin de prévenir par des précautions convenables et celui de faire cesser les maladies épidémiques ou contagieuses ; » — Attendu que l'énumération de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 des cas où la police municipale a à s'exercer n'est nullement limitatif, et que de tous temps la police des mœurs et la réglementation de la prostitution ont fait partie de ses attributions, comme intéressant le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques ; — Attendu d'ailleurs que la prostitution est susceptible d'engendrer ou de propager des maladies sinon épidémiques tout au moins contagieuses, que le maire a le droit et le devoir de prévenir et faire cesser par la prescription de mesures appropriées en vertu de l'article 97, § 6, de la loi du 5 avril 1884 (Trib. corr. de Montpellier, 22 novembre 1906) ; — Attendu, d'autre part, que le Conseil d'Etat par un arrêt en date du mois de février 1890, D., P., 1891, III, 72, a déclaré que le maire avait le droit d'ordonner la fermeture d'un débit ou d'un garni, lorsque ce débit devient une véritable maison de débauche, et que l'arrêté qu'il prend à cet effet a le caractère d'un arrêté temporaire et non d'un arrêté permanent ; par suite, pour que cet arrêté soit exécutoire, il suffit qu'il ait été adressé au préfet et notifié à l'intéressé ; — Qu'à partir de ce moment ledit arrêté est définitif, et doit être exé-

cuté et respecté par les intéressés ; — Attendu que ledit Conseil d'Etat, dans un arrêt récent, 19 mai 1905 (voir Lebon, p. 447), a décidé que la loi du 17 juillet 1880 « a voulu armer le maire du droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les cafés et débits de boissons de devenir des lieux de débauche » (voir *Pandectes françaises, Recueil* 1906, 4^e partie, p. 82) ; — Que la mesure de fermeture est bien pour empêcher lesdits établissements de devenir des lieux de débauche, surtout lorsqu'ils sont reconnus comme tels ; — Qu'il y a lieu de décider que le maire a le droit d'ordonner la fermeture des débits et garnis devenus lieux de débauche (Trib. corr. de Montpellier, 22 novembre 1906), et confirmant et statuant sur un appel d'un jugement du Tribunal de police de Lunel interjeté par un sieur Marc (Casimir), tenancier d'un débit de « l'Etoile » à Lunel, et ayant été condamné pour avoir ouvert son débit, lieu de débauche, malgré un arrêté du maire en ordonnant la fermeture (Conseil d'Etat, février 1900, Dalloz, P., 1891, III, 72) ; — Que du reste cette jurisprudence est en vigueur dans les villes de Marseille, Lyon, Grenoble, Lunel, etc. ; — Sur le second point : Le « Café « de l'Avenue de la Gare », maison Verrieux, tenu par la prévenue, est-il ou non un lieu de débauche ? — Attendu qu'il est constant que le débit tenu par Jeanne Dupuy (Café de l'Avenue de la Gare), maison Verrieux, n'était en fait qu'un lieu de prostitution clandestine, que des femmes de mœurs légères s'y livraient dans des chambres dépendant de l'établissement à des scènes

de débauche; que ces faits sont non seulement de notoriété publique, mais encore prouvés par des jugements à ce jour définitifs, par les dépositions des témoins Grail, brigadier de police, et Cabanis, garde champêtre; — Que, soit Jeanne Dupuy, locataire principale, soit Lucie Collet, femme Péméan, sous-locataire pendant quelque temps, ont subi plusieurs condamnations pour infractions à la police des mœurs et pour avoir des femmes dans l'établissement ou ses dépendances; — Qu'enfin Lucie Collet, femme Péméan, sous-locataire de la prévenue Jeanne Dupuy, qui actuellement tient le débit elle-même, a reconnu, à l'audience du 23 mars dernier, avoir chez elle en pension cinq femmes de mauvaise vie : Majesté (Marie-Alix), Soulié (Marie-Françoise), Ricard (Joséphine), Cagnac (Marcelle), Salat (Henriette), dont quatre sortant de la maison de tolérance de Lunel; — Que, tout dernièrement, la gendarmerie a surpris dans le débit tenu par la prévenue, avec les clients, une femme qui s'est sauvée à leur arrivée; que ce fait a été prouvé à la dernière audience par les sieurs Delaville, maréchal des logis de gendarmerie, Gaby, gendarme, et Fabre, garde particulier; — Attendu que, dans ces conditions, le « Café » de l'Avenue de la Gare » étant une véritable maison de débauche, le maire avait le droit d'en ordonner la fermeture; — Attendu, à la vérité, que son arrêté n'avait qu'un caractère temporaire jusqu'au jour où il a été par le préfet vu pour exécution immédiate, mais que depuis le 27 avril 1907, jour où il a été vu pour exécution immédiate par l'autorité préfectorale, il est de-

venu définitif, et qu'ayant été notifié à la date du 8 courant, suivant procès-verbal dressé par le garde champêtre Cabanis, il est devenu obligatoire pour eux à partir de cette date; — Attendu que cette infraction constitue une contravention prévue et punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal, ainsi conçu : « Seront punis d'une amende de 1 à « 5 francs inclusivement (n°15) ceux « qui auront contrevenu aux règle- « ments légalement faits par l'au- « torité administrative et ceux qui « ne se seront pas conformés aux « règlements ou arrêtés publiés par « l'autorité municipale en vertu des « articles 3 et 4, tit. XI, de la loi du « 16-24 août 1790 et de l'article 46, « tit. 1^{er}, de la loi du 19-22 juillet « 1791 »; — Vu également l'article 162 du Code d'instruction criminelle et les lois des 22 juillet 1867 et 19 décembre 1871; — Faisant application des articles précités dont il a été donné lecture, et statuant en premier ressort; — Condamne Dupuy (Jeanne) à 5 francs d'amende pour chaque contravention, soit 10 francs, et ordonne la fermeture de son établissement *etiam manu militari*, et aux dépens liquidés à 17 fr. 04; en ce, non compris les coût et frais d'exécution du présent jugement auxquels elle est également condamnée; — Fixe, quant à l'amende et au paiement des frais envers l'Etat, la durée de la contrainte par corps à cinq jours d'emprisonnement. »

Observations. — Condamnation sévère, mais méritée par la prévenue qui refusait de se soumettre à la décision prise contre elle par l'autorité municipale, et qui n'avait

même pas daigné comparaître pour présenter sa défense. En faisant défaut, elle paraissait d'ailleurs reconnaître le bien fondé de la poursuite.

Justice de paix de la Ferté-Macé (Orne).

Président : M. LEVILLAIN, juge de paix.

19 octobre 1906.

Saisie-arrêt. — Demande en validité. — Domicile. — Résidence. — Exception d'incompétence.

Le domicile de tout citoyen est le lieu où il a son principal établissement. Il appartient au juge du litige de décider d'après les pièces de la clause et les explications des parties en quel lieu se trouve ce principal établissement.

Notamment le juge de paix devant qui est portée une demande en paiement et en validité de saisie-arrêt, doit se déclarer incompétent pour en connaître, s'il lui est démontré que le défendeur n'a pas son domicile dans son canton.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'en réponse à la demande en paiement et en validité de saisie-arrêt intentée par Lepileur contre Balbis, celui-ci oppose une exception d'incompétence, en demandant au préalable son renvoi devant le juge de son domicile, qui est Paris et non à Bagnoles-de-l'Orne, où il ne résidait que momentanément; — Attendu que Lepileur soutient que Balbis, en sa qualité d'artiste ambulancier, n'a pas comme tel de domicile certain et que le lieu de sa résidence équivaut en principe à un domicile; que, d'ailleurs, il n'ap-

porte aucune justification sérieuse d'un domicile réel ou même apparent; — Attendu que la question de savoir en quel lieu se trouve le domicile d'un citoyen est essentiellement une question de fait; que la preuve de l'intention de fixer son principal établissement, à défaut des déclarations faites conformément à l'article 104 du Code civil, dépend des circonstances dont la constatation et l'appréciation rentrent dans le pouvoir souverain des juges du fond; — Attendu que le domicile de tout citoyen est le lieu où il a son principal établissement; que ce mot établissement doit être pris dans un sens très large, qu'il signifie intérêt, intérêt de fonction, de famille, de propriété, d'industrie ou de commerce; — Attendu qu'il convient de rechercher sur ces bases le domicile du défendeur; — Attendu, en fait, que Balbis établit qu'il habite Paris, 3, rue Grange-Batelière, depuis le 12 avril 1905, mais avec interruption de deux mois chaque année, du trente juin au premier septembre; que ce fait n'est pas contesté par le demandeur qui allègue que Balbis a été locataire au dit lieu à partir seulement de septembre 1905 jusqu'à fin juin 1906, époque à laquelle il est parti pour aller faire une saison comme musicien à Bagnoles-de-l'Orne; — Attendu qu'il est, en outre, établi que pendant les années 1905 et 1906 Balbis a contracté avec la Société générale d'immeubles qui exploite le Grand-Hôtel à Bagnoles-de-l'Orne des engagements pour les mois de juillet et août de chacune des dites années et que, dans ces engagements temporaires, il est désigné comme chef d'orchestre, de-

meurant à Paris, hôtel de Jersey, 3, rue Grange-Batelière; — Attendu que le défendeur établit encore que depuis plus d'un an et demi avant le procès, il était employé une grande partie de la journée comme accompagnateur au piano par Léon Melchissédec, de l'Opéra, professeur au Conservatoire de musique, demeurant à Paris, 6, rue Pierre-Huret, qu'il n'a quitté que pour se rendre à Bagnoles et chez lequel il a dû reprendre ses fonctions le premier octobre courant, ainsi qu'il résulte du certificat du dit Melchissédec; — Qu'il a également travaillé dix mois de l'année théâtrale 1905-1906 sous la direction de E. Métot, chef d'orchestre, 18, rue Dutot, à Paris, lequel le réoccupe depuis sa rentrée à Paris; — Attendu que de l'ensemble des faits ci-dessus, il résulte que Balbis ne peut-être considéré comme un artiste ambulant, puisqu'il justifie d'une résidence habituelle et plus prolongée à Paris que partout ailleurs; qu'il y habite et y exerce son art dix mois de l'année et ne s'absente que pendant les mois de juillet et août, époque de la morte-saison dans les théâtres et concerts de la capitale; — Attendu que Balbis, pour exercer son talent d'artiste musicien, trouve évidemment plus de ressources à Paris que dans toute autre ville; qu'il y est employé une grande partie de la journée comme accompagnateur de piano par Melchissédec, professeur au Conservatoire de musique, et à l'orchestre dirigé par Métot; — Attendu qu'il est évident que Balbis possède à Paris d'importants intérêts de fonctions et d'industrie, qu'il y habite d'une façon régulière et y travaille le plus habituelle-

ment; que, dans ces conditions, on doit considérer qu'il a son principal établissement dans cette ville, où il a établi le siège de ses affaires et le centre de ses intérêts et en fait son domicile; — Attendu qu'aux termes de l'article 2 du Code de procédure civile, le défendeur doit être cité en matière purement personnelle ou mobilière, devant le juge de son domicile et qu'aux termes de l'article 367 du même Code, les demandes en validité ou en mainlevée de saisie-arrêt doivent être portées devant le tribunal du domicile de la partie saisie; — Par ces motifs: — En donnant acte à Balbis de ce qu'il déclare être domicilié à Paris, 3, rue Grange-Batelière, nous déclarons incompetent et renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître. »

Observations. — Il est quelquefois difficile, surtout lorsque la partie exerce une profession quelque peu nomade, de déterminer le domicile de cette partie. Le juge de paix a, à cet égard, un plein pouvoir d'appréciation. En l'espèce, le magistrat saisi nous paraît avoir statué exactement. Au surplus, le demandeur a acquiescé au jugement et a fait pratiquer une nouvelle saisie-arrêt à Paris, au domicile indiqué par le défendeur. Cette saisie a eu pour résultat d'amener le paiement de la créance.

Tribunal de simple police de Lille
(Nord).

Président : M. GOUBET, juge de paix,
docteur en droit,

23 mars 1907.

*Repos hebdomadaire. — Employé extra. —
Habitue. Contravention. — Garçon
coiffeur. — Amende.*

Un patron coiffeur ne peut, sans com-
mettre une contravention, occuper habi-
tuellement un même ouvrier tous les
jours de congé collectif.

Dans ces conditions, le travailleur cesse
d'être un extra, mais devient un employé
ordinaire, assujéti au repos hebdoma-
daire aux jours fixés par l'arrêté préfec-
toral.

Ainsi décidé par le jugement sui-
vant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il
résulte d'un procès-verbal régulier,
non détruit par la preuve contraire,
que le sieur X..., coiffeur, autorisé
par arrêté préfectoral, en date du
5 octobre 1906, à donner le lundi
de chaque semaine le repos hebdo-
madaire à tout son personnel, a, le
lundi 11 février dernier, employé :
1° une caissière, qui, d'après sa
propre déclaration, avait pris son
jour de repos la veille; 2° un garçon
coiffeur travaillant d'une manière
habituelle dans l'établissement qua-
tre jours par semaine; 3° un extra
que, depuis plusieurs semaines, il
occupait chaque lundi; — Attendu
que les deux premières contraven-
tions relevées à la charge de X... ne

sont pas douteuses, puisque la cais-
sière et le garçon coiffeur sont de
véritables employés qui devaient
avoir leur jour de repos le lundi; —
Quant à la contravention relative
à l'emploi d'un extra : — At-
tendu qu'il est relaté dans le pro-
cès-verbal que X... a, le 11 février,
occupé un extra qu'il avait l'habi-
tude d'embaucher les jours de re-
pos; — Attendu que, par arrêt du
19 janvier 1907, la Cour de cassa-
tion a décidé qu'un patron ne peut
occuper *habituellement*, sans com-
mettre une contravention, le même
ouvrier les jours de congé collectif,
parce que cet ouvrier n'est plus,
dans ces conditions, un extra de
passage, mais bien un véritable em-
ployé soumis au repos hebdoma-
daire aux jours fixés par l'arrêté pré-
fectoral; — Par ces motifs : — Vu l'ar-
ticle 2, § 2, de la loi du 13 juillet 1906
ainsi conçu; — Vu l'arrêté préfecto-
ral du 5 août 1906; — Condamnons
X... en trois amendes de 15 francs,
aux dépens et au minimum de la con-
trainte par corps. »

Observations. — Solution con-
forme à l'arrêt de la Cour de cassa-
tion cité dans la sentence. Voir sur
cette question notre DICTIONNAIRE GÉ-
NÉRAL, 5^e édit., v^o *Repos hebdoma-
daire*, n^{os} 13 et suiv. Nous avons
quelque peine à approuver cette so-
lution. Mais l'autorité de la Cour
suprême nous faisait un devoir de la
signaler dans notre DICTIONNAIRE,
8^e volume, en cours d'impression,
et qui paraîtra prochainement.

Justice de paix du canton de Verzy
(Marne).

Président : M. HAUDOS, juge de paix.

3 juillet 1906.

Action possessoire. — Commune. — Chemin. — Ecoulement d'eaux. — Possession annale. — Trouble. — Maintenus. — Demande reconventionnelle.

Celui qui est depuis an et jour en possession du droit de faire écouler les eaux industrielles provenant de sa fabrique sur un chemin communal est fondé, en cas de trouble par la commune, à intenter contre celle-ci l'action possessoire afin d'être maintenu dans sa possession de la servitude d'écoulement d'eaux.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur cette demande, alors même que la commune prétend que le présent trouble est le résultat de travaux publics légalement faits.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Les parties entendues en leurs explications, moyens de défense et conclusions ; — Les témoins également entendus en leurs dépositions ; — Vu l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1905, ensemble les dispositions des articles 2229 du Code civil et 23 du Code de procédure civile ; — Vu le jugement interlocutoire du 27 mars 1906, enregistré ; — Vu le procès-verbal de visite de lieux et d'enquête, en date du 11 avril 1906, enregistré ; — Attendu que, suivant exploit de M^e Fillion, huissier à Verzy, en date du 9 mars 1906, enregistré, Lacuisse a assigné devant ce Tribunal la commune de Sermiers, pour voir dire et ordonner que le demandeur sera maintenu dans la possession et libre jouissance de sa servitude d'écoulement

AOÛT 1907.

d'eau sur le chemin de la Grande-Fontainte ; que la commune de Sermiers sera tenue, dans les vingt-quatre heures du jugement à intervenir, de rétablir à ses frais le caniveau en pierres sèches supprimé par ses ordres, sur ses anciens état et dimension et au même endroit, à peine d'une astreinte de 20 francs par jour de retard ; s'entendre condamner à payer à Lacuisse la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts, s'entendre, en outre, condamner aux dépens ; — Attendu que, pour résister à cette demande, la commune de Sermiers, par l'organe de M^e Mennesson-Dupont, son avocat, soulève l'exception d'incompétence du Tribunal de paix de Verzy, pour statuer de la suppression de travaux publics sur le chemin dit « de la Fontaine », qui était, même avant la reconnaissance, une voie publique, sur laquelle il n'avait jamais été permis de déverser des matières insalubres, et conclut à une demande reconventionnelle en 300 francs de dommages-intérêts au profit de la commune de Sermiers et, en même temps, à la condamnation de M. Lacuisse aux dépens ; — Attendu que, pour déterminer la compétence du Tribunal de paix de Verzy, il convient tout d'abord de rechercher le caractère que la loi attribue au chemin rural n° 2, dit « de la Grande-Fontaine », reconnu par arrêté de la Commission départementale en date du 21 juin 1903, lequel a été notifié à Lacuisse postérieurement à cette date ; — Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 20 août 1881 définit les chemins ruraux : « les chemins appartenant aux communes affectés « à l'usage du public, qui n'ont pas

« été classés comme chemins vicieux » ; — Attendu que l'article 5 de ladite loi introduit, à propos des chemins ruraux, un moyen nouveau d'acquérir la possession en ce que l'arrêté de reconnaissance, une fois affiché et notifié, équivaut à une mainmise effective de la part de la commune ; — Attendu qu'il y a une différence remarquable entre les effets produits par l'arrêté de classement d'un chemin rural ; que l'arrêté de classement incorpore *ipso facto* le sol du chemin vicinal au domaine public, de sorte qu'il ne peut être l'objet d'une possession contraire de la part des riverains ; qu'il n'en est pas de même à l'égard des chemins ruraux pour lesquels l'article 5 *in fine* stipule expressément : « La possession (résultant de l'arrêté de reconnaissance) pourra être contestée dans l'année de la notification » ; — Attendu qu'il résulte, dès lors, de l'interprétation de ce texte de loi que tout riverain d'un chemin rural qui aura introduit, dans l'année de cette notification, une action possessoire tendant à la reconnaissance de ses droits, pourra conclure au maintien de sa possession ; — Attendu que, dans ces conditions, l'exception de banalité du chemin rural dont il s'agit ne peut être opposée par la commune de Serriers, et que cette dernière ne saurait contester utilement la compétence absolue du Tribunal de paix de Verzy pour connaître de la complainte possessoire introduite par Lacuisse dans les termes de droit, tendant à faire cesser le trouble d'une servitude d'écoulement d'eau sur et à travers le chemin de la Grande-Fontaine ; — Attendu que sur le fond du litige,

les parties étant contraires en faits concluants, pertinents et admissibles, il a été, en vertu du jugement interlocutoire du 27 mars 1906, procédé par le Tribunal, à la date du 11 avril dernier, aux mesures d'instructions ordonnées en se conformant aux formalités prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile pour les enquêtes et visites de lieux, ainsi que le constate le procès-verbal qui a été dressé de ces opérations et qui a été déposé à cette date au rang des minutes du greffe de cette Justice de paix ; — Attendu que de ladite visite de lieux, il résulte qu'au milieu des bâtiments de Lacuisse se trouve une vaste cour servant à une exploitation agricole d'une certaine importance ; que les fumiers provenant de cette exploitation sont déposés sur une partie de cette cour ; que la cour elle-même est recouverte d'une légère couche de paille, comme cela existe dans toutes les exploitations de cette nature ; qu'une rigole à ciel ouvert, pavée sur une largeur de 1 mètre, s'étend sur une longueur de 28^m,50, à partir de la pierre à eau qui sert d'abreuvoir aux bestiaux jusqu'à la porte du hangar que cette rigole traverse pour se continuer, sans discontinuité, à partir de cette porte, sur une longueur de 6 mètres, au moyen d'un pavage semblable à celui de la cour, et ensuite sans pavage jusqu'au chemin de la Grande-Fontaine ; qu'à cet endroit, les eaux amenées de la cour et des bâtiments de Lacuisse, en suivant la rigole et la déclivité naturelle du terrain, ont plus d'issue ; que la servitude d'écoulement d'eau dont se prévaut le demandeur sur et à travers le

chemin se trouve supprimée par les travaux de réfection que la commune de Sermiers a fait subir audit chemin ; — Attendu que dans les conclusions additionnelles déposées à la barre par M^e Brissard, avocat, le demandeur précise l'objet du procès sur le point de savoir « si, avant « le trouble de la commune et à l'é-
« poque où le chemin non reconnu
« était encore prescriptible, il exis-
« tait une possession annale, au pro-
« fit du fonds Lacuisse, d'une servi-
« tude d'écoulement des eaux de sa
« ferme sur et à travers le chemin
« de la Grande-Fontaine, au moyen
« d'un caniveau de pierres sèches » ;
— Attendu que de l'enquête à la-
quelle il a été procédé à la suite de
la visite de lieux susrappelée, il ré-
sulte : — Que le témoignage du pre-
mier témoin de l'enquête est étran-
ger à l'objet litigieux et n'est d'au-
cun intérêt ; — Que les deuxième,
troisième, quatrième et cinquième
témoins sont très affirmatifs en dé-
clarant que les eaux venant de la
propriété Lacuisse traversaient le
chemin en biais et directement, ce
qui veut dire dans l'axe même de la
rigole existante ; — Qu'il est affirmé
par le deuxième témoin, que les
eaux s'écoulaient par un caniveau
en pierres brutes ; par le cinquième
témoin, que ces eaux passaient sur
des pierres en forme de cassés ; par
le quatrième témoin, qu'il se rap-
pelle être venu curer le fossé pour
avoir la bonne terre ; par les deux
témoins de la contre-enquête, que
les eaux se répandaient sur le che-
min et s'en allaient de droite et de
gauche ; — Attendu qu'il ressort
clairement desdits témoignages que
la commune de Sermiers est assuj-
ettie à supporter la servitude d'é-

coulement des eaux de la propriété
Lacuisse, à travers le chemin rural
n° 2, dit « de la Grande-Fontaine » ;
qu'il existait, pour les recevoir sur
ce chemin, un caniveau en pierres
brutes ou en pierres en forme de
cassés, supprimé du fait de la com-
mune de Sermiers ; — Que l'en-
quête et la contre-enquête ont éta-
bli que Lacuisse a été troublé dans
l'exercice de la possession et jouis-
sance de ladite servitude qu'il pos-
sédait depuis de nombreuses années
et, en tout cas, depuis plus d'un an
avant le trouble, au moyen de l'em-
piérement du chemin et des tra-
vaux que la commune de Sermiers
a fait exécuter à la Pentecôte de
l'année 1905, c'est-à-dire au mois
de juin de ladite année ; — Attendu
que, pour contredire le droit que
possède Lacuisse de déverser toutes
les eaux qui découlent de sa cour et
de ses bâtiments, comme cela existe
depuis longtemps et, en tout cas,
depuis plus d'un an, c'est en vain
que le défendeur invoque dans ses
conclusions : 1° un procès-verbal du
garde champêtre de la commune de
Sermiers pour écoulement d'eaux
corrompues sur la voie publique, à
la suite duquel d'ailleurs est inter-
venue une décision passée en force
de chose jugée et dont le Tribunal
n'a pas à connaître ; 2° l'article 20
de la loi du 21 juin 1898 sur le Code
rural, attendu que les dispositions
légales et réglementaires prévues
par cette loi sont assujetties à des
formalités spéciales qui relèvent
d'un recours au préfet ou de la
juridiction criminelle ; qu'il ne s'a-
git pas, dans la circonstance, de
rechercher les substances suscep-
tibles de nuire à la santé publique ;
qu'une telle prétention est inopé-

ante et ne peut faire échec à l'action en complainte possessoire exposée par Lacuisse contre la commune de Sermiers pour être maintenu dans ses droits acquis, qui comprennent l'écoulement de toutes les eaux de sa propriété; — Attendu que l'action de Lacuisse est recevable, qu'il résulte de l'enquête et des débats que le demandeur a la possession annale et conforme à l'article 2229 du Code civil; qu'elle a été formée dans l'année du trouble possessoire, selon les dispositions de l'article 23 du Code de procédure civile, et aussi dans l'année de la notification de l'arrêté de reconnaissance, comme le prescrit le second alinéa de l'article 5 de la loi du 20 août 1881; — Attendu que, dans cette situation, la demande reconventionnelle formée par la commune de Sermiers, tendant à obtenir de Lacuisse le paiement d'une somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts, manque de base et doit être rejetée; mais qu'il y a lieu au contraire de faire droit aux conclusions prises par le demandeur, sauf toutefois d'augmenter le délai de vingt-quatre heures du jour de la signification du jugement pour l'exécution des travaux par la commune défenderesse; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, sans rien préjuger au pétitoire; — Déclarons la demande reconventionnelle de la commune de Sermiers, défenderesse, mal introduite, en tout cas mal fondée; l'en déboutons; — Maintenons le demandeur dans la possession et libre jouissance de la servitude d'écoulement des eaux de

sa cour et de ses bâtiments sur le chemin rural n° 2, dit « de la « Grande-Fontaine »; — Ordonnons que la commune de Sermiers sera tenue d'en remettre, dans les dix jours de la signification du présent jugement, les lieux litigieux dans l'état où ils se trouvaient avant le trouble, au moyen du rétablissement du caniveau; et faute par elle de ce faire, dans ledit délai, la condamnons à payer au demandeur une astreinte de 20 francs par jour de retard pendant le délai de dix autres jours, passé lequel elle y sera contrainte par les voies de droit; — Condamnons, en outre, la commune de Sermiers à payer à Lacuisse, demandeur, la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé, et en tous les dépens, etc. »

Observations. — Ce jugement est à rapprocher de celui de M. le juge de paix de l'Isle-Adam, en date du 9 mai 1906, rapporté dans le BULLETIN de 1906, p. 213. Les deux solutions semblent contradictoires. Mais les espèces ne sont pas identiques et, par suite, les deux décisions peuvent se concilier dans une certaine mesure. Dans le litige soulevé à l'Isle-Adam, le demandeur revendiquait la possession du chemin lui-même, et le juge saisi a pu décider avec raison que la commune avait seule la possession utile du chemin. Dans le procès ci-dessus, le demandeur réclamait la possession d'une servitude sur le chemin litigieux, ce qui n'a aucun rapport avec la possession du sol même du chemin. Ces deux possessions peuvent parfaitement coexister.

Justice de paix du canton de Sannoins
(Cher).

Président : M. GORET, juge de paix.

22 février 1906.

Action possessoire. — Exception tirée du fond du droit. — Compétence du juge de paix.

Le juge de paix saisi d'une demande possessoire n'est pas dessaisi par l'exception tirée du fond du droit soulevée par le défendeur.

A la condition de s'abstenir absolument d'examiner le fond du droit, le juge de paix reste compétent pour juger l'action possessoire et ordonner, s'il y a lieu, la répression du trouble causé au demandeur.

Ainsi jugé par la décision suivante :

« NOUS, JUGE DE PAIX, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Vu : 1° la citation du 28 novembre 1905 ; 2° les jugements de remises de la cause des 4 décembre 1905, 26 janvier et 19 février 1906 ; 3° le procès-verbal de visite des lieux du 26 janvier 1905 ; — Ouï les parties et leurs conseils en leurs explications et conclusions respectives aux audiences publiques des 4 décembre 1905, 26 janvier, 19 février 1906 ; — Attendu que Masson demande par sa citation : 1° à être maintenu dans la possession plus qu'annale qu'il avait du pignon lui servant de clôture d'avec Mme Julien, dans laquelle possession cette dernière l'aurait troublé, dans le courant d'avril 1908, en scellant dans ledit pignon un ratelier servant de mangeoire aux chevaux et une poutre en bois se trouvant au-dessus et sur laquelle est appuyé un plancher dit

chafaud ; 2° la condamnation de la veuve Julien à 300 fr. de dommages-intérêts pour le préjudice causé ; 3° la démolition de l'ouvrage dans la huitaine du jugement, sous une astreinte de un franc par chaque jour de retard pendant trois mois ; 4° et la condamnation de la veuve Julien aux dépens ; — Attendu que la veuve Julien a répondu à Masson : que c'était son droit parce qu'elle serait propriétaire de la moitié du pignon ; son mari, dont elle est l'ayant cause, ayant acheté et payé depuis plus de trente années, la mitoyenneté dudit pignon de la maison de Masson, jusqu'à la hauteur de la toiture du hangar y adossé ; faits dont elle a déclaré, cependant, dès le début de l'instance, ne pouvoir justifier par écrit ; — Attendu que Masson a dénié formellement la cession de mitoyenneté alléguée, et a déclaré que les actes dont la veuve Julien argue (pose de ratelier, poutres, etc.), seraient vicieux comme clandestins ; — Attendu que pour arriver à mieux comprendre les dires respectifs et contraires des parties, une visite des lieux litigieux a été ordonnée par notre jugement du 4 décembre 1905, et que cette visite a eu lieu en présence des parties le 26 janvier 1906 comme le constate le procès-verbal dressé à cette date ; — Attendu que les renseignements obtenus par cette visite de lieux ont paru suffire pour éclairer notre religion, sans qu'il eût été nécessaire de recourir à une enquête, ce qui, dans ce cas, eût occasionné des frais inutiles ; — Attendu que la cause à juger se présente ainsi : d'une part, une action possessoire pure et simple ; d'autre part, la défenderesse

soulève une exception de propriété ; — Sur l'action possessoire : — Attendu qu'il y a lieu de considérer que nous ne sommes saisi que d'une action possessoire basée sur le trouble apporté par la veuve Julien à Masson par la pose faite, il y a moins d'un an, d'un râtelier et d'une poutre de 7 mètres de longueur fixée au pignon par des scellements ; poutre faite et posée en même temps que le râtelier, avec lequel elle est reliée ; — Que nous sommes bien compétent pour juger cette action possessoire ; — Attendu que la veuve Julien ne nie pas le trouble, mais conteste seulement le fond du droit : qu'à la vérité les actes que Masson lui reproche ne peuvent être déniés, puisqu'aux termes du procès-verbal de visite de lieux et de ses déclarations faites à l'audience du 19 février, elle a reconnu avoir fait les ouvrages ci-après depuis moins d'un an (en avril 1905), savoir : 1° avoir fait faire et poser un râtelier en bois relié au pignon par sept pattes en fer et deux brides ou feuillards plats scellés dans ledit pignon ; 2° avoir fixé, au-dessus de ce râtelier par cinq pitons en fer scellés dans ledit pignon une poutre en bois de 7 mètres de longueur, sur laquelle a été appuyé le plancher (dit chafaud) ; — Attendu qu'il ne peut dépendre de la défenderesse de se soustraire à la compétence du juge de paix, en usant dans l'instance au possessoire d'une exception se rattachant au pétitoire ; — Que du moment où le juge de paix saisi de cette action se renferme exclusivement dans le domaine possessoire, et s'abstient complètement d'examiner le fond du droit, une exception de propriété, soulevée par

le défendeur ne saurait, par suite, avoir pour effet de dessaisir le juge de paix ; — Sur l'exception de propriété : — Attendu que lors de la visite des lieux et qu'à l'audience du 19 février, Mme veuve Julien par l'organe de son conseil, au lieu de soutenir simplement qu'elle avait la possession et la jouissance dudit pignon, à titre de mitoyenneté, depuis plus d'un an et un jour, a dit et répété que le pignon de la maison de Masson était mitoyen, qu'elle avait prescrit le droit de mitoyenneté qui lui appartiendrait depuis plus de trente ans, qu'elle invoquait cette prescription acquisitive ; qu'au surplus elle en faisait une question de propriété ; et a conclu au renvoi de l'affaire devant le tribunal compétent ; — Attendu qu'en élevant une question de propriété, la veuve Julien formait ainsi une demande pétitoire qui doit être considérée, non comme une demande reconventionnelle, mais comme une demande principale introductive d'instance nouvelle ; — Attendu que les demandes pétitoires formées par le défendeur au possessoire ne sont pas recevables par application de l'article 25 du Code de procédure civile, qui défend de cumuler le possessoire avec le pétitoire ; — Par ces motifs, sans rien préjuger au pétitoire, qui est réservé ; — Maintenons Masson dans la possession plus qu'annale qu'il avait et a du pignon de sa maison, comme il est dit en sa demande ; — Faisons défense à la veuve Julien de l'y troubler à l'avenir, et pour l'avoir fait condamner cette dernière en 30 fr. de dommages-intérêts ; — Ordonnons la démolition du râtelier et de la pièce de bois qui se trouve au-

dessus et à laquelle le râtelier est lié par des feuillards et ce dans le délai de quarante-huit heures de la date de la signification du présent jugement, à peine de nouveaux dommages-intérêts fixés à la somme de 20 fr. pour cause de retard, et en paiement de laquelle somme nous condamnons également la veuve Julien, le cas échéant ; — Déclarons non recevable la demande pétitoire de veuve Julien, qui aura à saisir les juges qui doivent en connaître ; — Disons qu'il n'y a lieu à enquête ; — Sur les dépens : — Vu l'article 130 du Code de procédure civile, condamnons la veuve Julien en tous les dépens. »

Observations. — Appel a été fait de ce jugement par les héritiers de la veuve Julien, décédée depuis ; et le tribunal de première instance de St-Amand, par sa décision en date du 7 juin 1906, confirmé le jugement du juge de paix ; — De plus, les héritiers de la veuve Julien ont, depuis la solution de l'appel, demandé à acheter de Masson la mitoyenneté de son pignon, et ce dernier a consenti à la leur vendre, moyennant le prix de 35 francs. Ce chiffre indique en quoi consistait l'importance du procès.

Justice de paix du 2^e arrondissement de Lille (Nord).

Président : M. DAGUIN, juge de paix.

1^{er} mai 1907.

Demande en paiement de salaires. —
Compétence du juge de paix.

Les demandes en paiement de salaires ne rentrent dans la compétence ni des conseils de prud'hommes, ni des tribu-

naux de commerce, mais doivent être portées devant le juge de paix, lorsqu'elles n'excèdent pas, par leur chiffre, les limites de la juridiction cantonale.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance en date du 20 avril 1907 enregistrée : ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions à l'audience publique du 20 avril ; visant notre délibéré pris en ladite audience et statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; — Attendu que le sieur G. réclame au sieur S. le paiement de la somme de 150 fr. pour salaires échus du mois de mars ; que S. excipe de l'incompétence du tribunal de paix, prétendant que l'action relève du Conseil de prud'hommes de Lille ou tout au moins du tribunal de commerce de ladite ville, par le motif quant à cette dernière juridiction, que le contrat intervenu entre lui et G. est commercial au regard de G., celui-ci outre le fixe de 150 francs et le paiement de ses frais de voyage, touchant une commission variable de 1 ou 2 pour cent sur les commandes qu'il prenait ; — Sur la compétence des conseils de prud'hommes : — Attendu que s'il est incontestable d'une part que la loi du 27 mars 1907, dûment promulguée et par suite obligatoire, a donné aux Conseils de prud'hommes compétence sur les différends entre patrons et employés et, d'autre part, qu'il existe à Lille un Conseil de prud'hommes, il ne résulte pas nécessairement de ce double fait que le Conseil de Lille puisse et doive connaître des différends dont s'agit ; —

Attendu que pour avoir la plénitude de juridiction donnée par la loi du 27 mars 1907, tout Conseil de prud'hommes doit avoir été institué et organisé dans les conditions et formes prescrites par les articles 2 à 25 de la loi; attendu que tel n'est pas le cas du conseil de Lille, lequel a été institué par un décret du 6 juillet 1810 et dont l'organisation actuelle est celle que lui a donné un décret du 17 mai 1882; — Attendu que lors même qu'on admettrait que l'article 2 de la loi du 27 mars 1907 est inapplicable quant à Lille, par la raison que cette ville étant dotée d'un conseil de prud'hommes, il n'y a plus lieu de remplir les formalités imposées par cet article pour création d'un tel conseil, les prescriptions qui forment l'objet des articles 3 à 25 n'en resteraient pas moins nécessaires, substantielles : décret déterminant le nombre des catégories dans lesquelles sont répartis les commerces et les industries soumis à la juridiction du Conseil et le nombre des prud'hommes affectés à chaque catégorie (art. 3 et 25), élection des membres de chaque catégorie (art. 4 à 16), prestation de serment et installation des élus (art. 14), constitution de chaque section, savoir : élection du président et du vice-président (art. 17 à 19), formation des bureaux de conciliation et de jugement (art. 20 à 25); — Attendu que le Conseil actuel des prud'hommes de Lille est régi, quant à son organisation par le décret du 17 mai 1882 qui spécifie et divise en trois catégories les industries relevant de sa juridiction; qu'il n'est donc pas dans les conditions imposées par la loi du

27 mars 1907 : que conséquemment aucune des causes qui, aux termes de la dite loi, devront ressortir à un conseil régulièrement organisé et se meuvent entre patrons et soit leurs employés, soit des ouvriers de catégories autres que celles visées au décret du 17 mai 1882, ne peuvent et ne doivent ressortir à la juridiction des prud'hommes de Lille, tant que cette juridiction n'aura pas été réorganisée par décret sur les bases de la loi du 27 mars 1907; — Attendu que cette conséquence résulte plus à plein encore des prescriptions de la dite loi du 27 mars 1907 spéciales aux sections en lesquelles elle divise les conseils de prud'hommes; qu'en effet elles classent formellement les ouvriers et les employés en des catégories ou sections distinctes (art. 3 et 25); chaque section est autonome (art. 25); ses conseillers sont élus exclusivement par les électeurs de la catégorie, (art. 9), et ne peuvent se réunir valablement qu'après prestation de serment et installation (art. 14), élection d'un président et vice-président (art. 17), constitution du bureau de conciliation et de jugement (art. 19); qu'ainsi chaque section forme un tribunal à juridiction exclusive et nettement déterminée et par suite est incompétente pour connaître des actions qui ne lui sont pas réservées par la loi; que les bureaux des catégories actuelles de Lille ne peuvent et ne doivent donc connaître des différends entre employés et patron; que conséquemment tant qu'une section spéciale aux employés et leur patron n'aura pas été créée et organisée au conseil de prud'hommes de Lille, les différends entre ces parties doivent res-

ter et restent soumis à la juridiction à laquelle ils ressortissaient antérieurement à la loi du 27 mars 1907; — Sur la compétence du tribunal de commerce : — Attendu que le tribunal de commerce ne connaît que des actions commerciales, qu'elles soient commerciales en elles-mêmes, ou accessoirement; — Attendu que le contrat de louage de travail ou service n'est ni directement ni indirectement commercial au regard de l'employé, quand celui-ci engage uniquement son travail ou ses services sans participer d'une manière quelconque aux profits et pertes du commerce de son patron; que cette participation ne peut résulter du fait d'un pourcentage sur les ventes faites par l'intermédiaire de l'employé; qu'en effet, le salaire de celui-ci serait-il constitué uniquement par ce pourcentage, il n'y aurait encore en cela qu'un simple mode d'évaluation du salaire, mode ayant pour but de proportionner le salaire au travail utile accompli; — Attendu que dans ces conditions l'employé n'étant point commerçant ne peut être obligé de recourir à la juridiction consulaire pour la solution des différends qui s'élèvent entre lui et son patron relativement au contrat de louage qui les lie; qu'il peut à bon droit en saisir la juridiction civile; — Attendu que le différend pendant entre G. et S. est de par sa nature et son chiffre, dans les limites de la juridiction cantonale; que, conséquemment, l'exception d'incompétence soulevée par le défendeur doit être rejetée; — Par ces motifs, déboutons S... de l'exception d'incompétence par lui soulevée et, retenant la cause, or-

donnons que, séance tenante, il sera par les parties plaidé au fond ou, faute de ce faire, par nous statué ce qu'il appartiendra; réservons les dépens en fin de cause. »

Observations. — Solution incontestablement exacte. V. notamment en ce sens notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 5^e édit., v^o *Louage d'ouvrage*, n^o 199 et suiv. et les arrêts cités.

Tribunal de simple police de Roubaix (Nord).

Président : M. PETIT, juge de paix

7 juin 1906.

Echafaudage. — Garde-corps. — Chantier. — Entrepreneur. — Contremaitre. — Contraventions.

Un entrepreneur est personnellement responsable des contraventions commises dans son chantier. Il ne peut prétendre s'en décharger sur un contremaitre surveillant des travaux, qui aurait accepté par convention spéciale la responsabilité des infractions qui pourraient être commises, notamment par défaut de garde-corps pour ses échafaudages.

Il y a contravention aussi dans le fait de n'avoir pas séparé de l'approche des ouvriers les engrenages des treuils de deux appareils de levage, et enfin dans celui de laisser une ouverture béante de deux mètres de profondeur sans la clôturer.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

A l'audience publique du 31 mai, la cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé le 31 mai 1906 par l'inspecteur départemental du travail, duquel il résulte que le sieur Pennel, entrepreneur soumis au régime de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 29 no-

vembre 1904 : 1° n'a pas obtenu le permis de construire à une mise en demeure régulière lui ayant prescrit, le 11 mars 1903, d'avoir, dans le délai d'un mois, à munir tous ses échafaudages de garde-corps et a violé cette prescription en ce qui concerne deux échafaudages distincts dressés en un chantier de construction dressé sur la Grande-Place de Roubaix; 2° a négligé de séparer de l'approche des ouvriers les engrenages des treuils de deux appareils de levage; 3° a laissé une ouverture béante de deux mètres de profondeur sans la clôturer.

Le sieur Pennel, par l'organe de M^e Wibaux, avocat, a décliné la responsabilité pénale résultant de l'absence de garde-corps à ses échafaudages, prétendant s'en être déchargé sur un contremaître surveillant des travaux, aux termes d'un accord conclu avec ce dernier par acte sous seing-privé en date du 14 octobre 1904, enregistré le même jour.

Il a prétendu que s'il avait été constaté que les engrenages des treuils de deux appareils de levage n'étaient pas protégés, il n'y avait là qu'une double infraction à l'article 12 du décret du 29 novembre 1904, non susceptible de poursuite sans le préalable d'une mise en demeure.

Quant au défaut de clôture d'une ouverture béante, il a déclaré qu'il s'était considéré comme dispensé de recouvrir cette ouverture en raison de ce que la cavité qu'elle révèle constituait la cage d'un escalier en voie de construction sous-sol.

Un transport sur les lieux a été ordonné et effectué le 31 mai à l'issue de l'audience.

La cause revenue à l'audience de ce jour, le sieur Pennel s'en est tenu à ses premières déclarations et le ministère public a résumé l'affaire en ses trois points et donné ses conclusions tendantes à l'application de la loi.

JUGEMENT :

« LE TRIBUNAL : — Oui l'inculpé en sa défense, le ministère public en ses conclusions ; — Attendu que le sieur Pennel est poursuivi : 1° pour ne pas s'être conformé à une mise en demeure de l'inspecteur du travail en négligeant de munir de garde-corps deux échafaudages dressés dans un de ses chantiers ; 2° pour ne pas avoir séparé des ouvriers par un appareil protecteur les engrenages des treuils destinés à lever des matériaux ; 3° en laissant dans le même chantier, sans la clôturer, une ouverture béante de 2 mètres de profondeur ; — Attendu, en ce qui concerne le premier chef de la poursuite, qu'il a prétendu s'être déchargé de la responsabilité pénale résultant de l'absence de garde-corps sur un contremaître surveillant des travaux et que, pour l'établir, il a produit un sous-seing privé contenant un accord arrêté entre lui et le susdit contremaître et aux termes duquel ce dernier a été spécialement chargé de la surveillance de tous ses chantiers, notamment de la pose et de la mise en place des garde-corps, avec cette stipulation, à savoir qu'au cas où ces garde-corps ne seraient pas régulièrement établis, le contremaître serait responsable de sa négligence et aurait à supporter toutes les conséquences de sa faute et les poursuites qui en résulte-

raient ; mais attendu qu'un tel accord, qui, somme toute, ne fait qu'investir le sieur Alberic Fiant des attributions d'un simple contre-maître ne saurait faire de celui-ci un directeur, gérant ou préposé dans le sens de l'article 7 de la loi du 12 juin 1893 ; que cet accord ne lui confère pas la direction de l'ensemble des opérations qui relèvent de l'entreprise, mais une simple surveillance sous la direction effective de Pennel, sur qui pèse toute la responsabilité pénale qu'il cherche en vain à éluder en la déplaçant ; qu'il serait puéril d'admettre que, conservant cette direction effective, il puisse par une convention d'ordre privé s'affranchir, en les imposant à un sous-ordre, d'une partie des obligations auxquelles la loi l'astreint lui-même sous une sanction pénale ; que si, à la différence du texte de l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892, celui de l'article 7 de la loi du 12 juin 1893, comme l'a fait remarquer la défense, comprend les *préposés* dans son énumération des personnes assumant la responsabilité pénale, il ne s'ensuit pas que cette dénomination de *préposés*, mise sur le même pied que celles de chef d'industrie, directeur ou gérant, puisse s'appliquer à un subalterne qui n'est pas chef de service, puisque c'est là la qualité requise par un arrêt de cassation en date du 24 janvier 1902, dont les dispositions doivent par analogie être étendues à l'application de la loi de 1893, pour faire supporter par l'agent intermédiaire qui en justifie la responsabilité pénale des infractions à la loi de 1892 ; — Attendu, en ce qui concerne le deuxième chef de la poursuite, que le

Tribunal, lors de sa visite de lieux, a constaté que les ouvriers, pour manœuvrer les treuils dont il s'agit, commencent par appuyer les deux mains sur la manivelle, pèsent sur elle du poids de leurs deux bras, dont l'un, au cours de l'ascension des matériaux, ne se trouve qu'à une distance de quelques centimètres de l'engrenage, à péril d'y tomber au moindre faux mouvement ; qu'on se trouve donc en présence de ces engrenages dangereux et non séparés des ouvriers, dont l'approche à découvert n'est nullement imposée par les besoins du service et qui rentrent dans les catégories de ceux qu'a prévus l'article 2 de la loi du 12 juin 1893, texte que vise la poursuite ; — Attendu que la défense a fait observer que le fait incriminé est également visé par l'article 12 du décret du 29 novembre 1904 et s'est réclamée de ce texte, qui n'autorise les poursuites qu'après le préalable d'une mise en demeure ; — Attendu qu'il est incontestable que le fait poursuivi tombe aussi bien sous le coup de l'article 12 du décret du 29 novembre 1904 que sous celui de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 ; que le système de la défense semble à première vue conforme à un arrêt de cassation en date du 2 avril 1897, lequel décide que la disposition de l'article 2, § 2, de la loi du 12 juin 1893, portant que les établissements visés à l'article premier « doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs », ne doit pas être considérée isolément ; qu'elle se coordonne et s'enchaîne avec l'article suivant, aux termes duquel des règlements d'administration publique détermi-

neront tant les mesures de protection applicables à tous les établissements assujettis par les prescriptions particulières relatives à certaines industries et que cette disposition n'a d'autre sanction pénale que celle des prescriptions formulées, en vue d'assurer son application, par des règlements d'administration publique dont l'inobservation ne peut donner lieu à un procès-verbal qu'après une mise en demeure restée sans résultat; — Mais attendu que cette jurisprudence ne peut être généralisée, qu'elle ne s'est appliquée, en effet, qu'à un cas qui répond à cette formule générale et un peu vague de la loi disposant que les établissements assujettis « doivent être aménagés de « manière à garantir la sécurité des « travailleurs », alors que cette sécurité avait été mise en péril par un procédé de travail que cette même loi ne détermine pas et ne prohibe pas en termes précis; qu'il va de soi que, si un des règlements prévus en l'article 3 dans le silence de la loi de 1893, contient la prohibition précise d'un tel procédé, c'est le règlement qui deviendra le titre de la poursuite après le préalable d'une mise en demeure; — Attendu qu'il n'en est pas de même dans notre espèce, où la loi tout aussi clairement que le décret de 1904, en termes explicites, impose le recouvrement des engrenages dangereux; qu'en effet, dans ce cas, la Cour de cassation, le 28 mars 1896, a établi que si la loi du 12 juin 1893, en soumettant les établissements industriels à des règles de sécurité et d'hygiène, subordonne, dans son article 6, toute mise en œuvre de leurs sanctions pénales à une mise

en demeure préalable, elle ne le fait qu'à titre exceptionnel et seulement pour celles de ces règles dont elle confie la détermination ultérieure au pouvoir réglementaire; qu'en ce qui touche les infractions à celles des prescriptions, tant de sécurité que d'hygiène, que la loi détermine elle-même, elle les laisse soumises à la constatation et à la poursuite directes et immédiates (dans le même sens, Cass., 16 juin 1900, affaire Léon Cavois); — Attendu que d'un autre arrêt de cassation en date du 28 mars 1896, il est permis de conclure qu'à la vérité la disposition impérative de l'article 2 de la loi de 1893, édictée sous la sanction de l'article 7, est reprise par l'article 12 du décret du 29 novembre 1904, mais ne s'est pas confondue avec cette dernière prescription, de manière à n'être exécutoire que dans les conditions où l'est celle-ci, c'est-à-dire moyennant l'antécédent d'une mise en demeure, puisque le décret du 29 novembre 1904 n'a pu abroger la loi de 1893, par délégation de laquelle il a été rendu, et lui enlever sa force exécutoire immédiate; que c'est à bon droit que le procès-verbal a relevé deux infractions à l'article 2 de la susdite loi; — Attendu, en ce qui concerne le troisième chef de la poursuite, que de la visite de lieux effectuée, il résulte que l'ouverture béante que la poursuite reproche à l'inculpé de n'avoir pas clôturée est constituée par une simple cavité d'un vide absolu, s'ouvrant à fleur de terre sur une surface d'environ 3 mètres carrés et d'une profondeur de 2 mètres, sans qu'aucun signe révèle qu'elle soit une dépendance quelconque d'un escalier en voie de

construction, ainsi que l'a affirmé la défense ; qu'elle doit, par suite, subir le sort des puits, trappes et ouvertures visés en l'article 2 de la loi du 12 juin 1893, étant fait observer au surplus que lors de la visite de lieux du 31 mai, le Tribunal a constaté sur le chantier l'existence de deux autres ouvertures non clôturées, de moindre surface, mais également délictueuses ; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire en premier ressort, vu l'article 10 du décret du 29 novembre 1904, l'article 2, deuxième alinéa, de la loi du 12 juin 1893, l'article 7 de la même loi et l'article 162 du Code d'instruction criminelle ; — Condamne Pennel en deux amendes de 5 francs pour deux infractions à l'article 10 du décret du 29 novembre 1904, en deux amendes de cinq francs pour défaut de protection des engrenages de deux appareils destinés à lever des matériaux, en une amende de 5 francs pour n'avoir pas clôturé une ouverture ; le condamne de plus aux dépens et fixe à deux jours la durée de la contrainte par corps ».

Tribunal de simple police de Villeneuve-de-Marsan (Landes).

Président : M. VERGOIGNAN, juge de paix.

19 décembre 1906.

Police du roulage. — Convoi. — Deuxième voiture. — Défaut d'éclairage. — Acquittement.

L'éclairage n'est pas obligatoire pour la voiture qui marche en convoi après une première voiture. En conséquence, doit être acquittée la femme qui conduit une

voiture non éclairée, en convoi à la suite de son mari.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

Le 26 septembre dernier, les époux Mamousse, charretiers, étaient rencontrés par la gendarmerie conduisant chacun une charrette, le mari celle de devant, et la femme suivant immédiatement. Ni l'une ni l'autre de ces charrettes n'était éclairée malgré l'heure, et la gendarmerie, relevant une double contravention pour défaut d'éclairage, dressa un procès-verbal contre le sieur Mamousse et un autre contre sa femme.

Etant donné que les deux voitures formaient incontestablement un convoi, y avait-il réellement une contravention à relever contre chacun des deux conducteurs ? — Contrairement à l'avis de notre suppléant, faisant fonctions de ministère public, nous ne l'avons pas pensé et n'ayant pas trouvé ce cas déjà jugé dans nos auteurs, nous avons rendu le jugement de relaxe ci-après :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que la charrette que conduisait la femme Mamousse suivait immédiatement celle que conduisait son mari et formait ainsi incontestablement convoi avec elle ; — Que ni l'une ni l'autre de ces deux charrettes n'étant éclairée, procès-verbal a été dressé contre chacune d'elles, malgré le cas de convoi où elles se trouvaient ; — Attendu que l'article 15 du décret du 10 août 1832 sur la police du roulage porte : — « Aucune voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi ne

« pourra circuler pendant la nuit
 « sans être pourvue d'un falot ou
 « d'une lanterne allumée ; » — Attendu qu'en insérant dans le texte de cet article les mots « isolément ou en tête d'un convoi » les auteurs de ce règlement paraissent bien avoir assimilé, au point de vue contraventionnel pour défaut d'éclairage, un convoi à une voiture isolée, par conséquent à une unité, et que par suite la voiture de tête d'un convoi se trouve seule en contravention si elle n'est pas éclairée, les autres voitures du convoi ne faisant qu'un corps avec elle ; — Qu'en effet, si telle n'eût pas été l'intention des auteurs de l'article 15 ils n'eussent eu aucun besoin de faire entrer les mots « isolément ou en tête d'un convoi » dans le texte qui eût visé alors toutes les voitures, sans distinction d'isolement ou de convoi, qui circulent pendant la nuit ; — Attendu qu'un convoi étant ainsi considéré comme une unité en circulation, les voitures qui le composent ne font qu'un tout avec la première et qu'il ne saurait, contre cette unité, être relevé qu'une seule contravention de même nature, au même instant ; — Que c'est là, assurément, ce que signifie l'insertion dans le texte de l'article 15 des mots « isolément ou en tête d'un convoi », qui sans cela y seraient complètement inutiles ; — Attendu que procès-verbal a été dressé avec raison, contre Mamousse, conducteur de la voiture de tête, qui, à la présente audience, a été condamné à l'amende, mais que, comme conséquence de ce qui précède, il n'y avait pas lieu de dresser procès-verbal aussi contre le conducteur de la seconde voiture du convoi et que

par suite la dame Mamousse doit être relaxée de la contravention relevée contre elle ; — Par ces motifs relaxons la dite femme Mamousse, sans dépens. »

Observations. — Aucune voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi, ne peut circuler, pendant la nuit, sans être pourvue d'un falot ou d'une lanterne allumée. Décret du 10 août 1852, article 15. *Dictionnaire général*, 4^e édit., n° 28. Si elle ne marche pas isolément ou en tête d'un convoi, elle n'est pas assujettie à l'obligation d'être éclairée. Le juge de répression saisi d'une poursuite pour défaut d'éclairage n'a donc qu'un point de fait à vérifier : celui de savoir si la voiture non éclairée est dans les conditions exigées pour constituer un convoi régulier.

Justice de paix du canton de Saint-Vivien
 (Gironde).

Président: M. DEVINEAU, juge de paix.

15 mai 1907.

Voiturier. — Chemin de fer. — Avaries.
 Responsabilité. — Dommages-intérêts.

Depuis la loi du 17 mars 1905, les Compagnies de chemins de fer ne peuvent plus s'affranchir de la responsabilité du voiturier établie par l'article 103 du Code de commerce.

Aux termes de cette loi de 1905, toute clause contraire insérée dans une lettre de voiture est nulle.

En conséquence, est recevable la demande en dommages-intérêts formée contre une Compagnie de chemins de fer à raison des avaries qu'ont subies en cours de route des meubles transportés par cette Compagnie, alors même que l'expédition a eu lieu en wagon complet, et à prix très réduit.

L'expéditeur n'a pas à sa charge la preuve de la faute du voiturier, lorsque, d'ailleurs, l'avarie n'est pas déniée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par exploit de M^e Bouit, huissier à Saint-Vivien, en date du 13 avril dernier, le sieur Bernard a fait citer la Compagnie du Médoc à comparaître devant nous pour la faire condamner à lui payer une somme de 140 francs pour réparation du préjudice qui lui a été causé par les avaries survenues en cours de route à son mobilier ; — Attendu que la Compagnie du Médoc répond à cette demande par une fin de non-recevoir tirée de l'inobservation des prescriptions du Code de commerce ; qu'en fond, elle soutient que la demande de Bernard est irrecevable : 1^{re} parce que celui-ci, dans sa déclaration à la gare de départ (Toulon), a requis « le tarif « le plus réduit » et le mode d'expédition par « wagon complet », ce qui suffit pour dégager la Compagnie de toute responsabilité ; 2^{re} parce qu'il appartient à Bernard, en raison de la clause de non-garantie résultant de l'application du tarif spécial par lui demandé, de rapporter la preuve d'une faute incombant à la Compagnie ; — Sur la fin de non-recevoir : — Attendu que la Compagnie du Médoc soutient que Bernard devait se conformer aux prescriptions de l'article 105 du Code de Commerce qui lui imposait l'obligation de lui notifier, à elle Compagnie, ses protestations motivées dans les trois jours de la réception de ce mobilier ; — Attendu, en droit, que si les formalités imposées par le nouvel article 105 du Code de com-

merce sont impérativement et limitativement déterminées, ces exigences rigoureuses ne trouvent leur application que lorsque la protestation intervient *postérieurement* à la prise de possession ; mais que, lorsque la protestation est faite au moment même de cette livraison, il suffit, pour la sauvegarde des droits du destinataire, de réserves expresses motivées (Rég., 15 juillet 1891, Dal., 1892, I, 121) ; — Attendu, en fait, que Bernard a pris la précaution, lorsqu'il s'est présenté à la gare de Saint-Vivien pour prendre possession de son mobilier, d'insérer des réserves formelles sur le registre spécial tenu par cette gare ; que ces réserves renferment l'énumération des objets détériorés, la nature des dégâts et l'évaluation de ceux-ci ; qu'enfin elles ont été faites en présence du chef de gare représentant la Compagnie, sans protestation de sa part, lequel a mis le registre à la disposition de Bernard après avoir constaté par lui-même la nature et l'importance des dégâts signalés par le protestataire ; — Qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à la fin de non-recevoir soulevée par la Compagnie du Médoc ; — Au fond : — Attendu que Bernard, dans sa déclaration de départ, a requis « le tarif le plus réduit » ; — Attendu que la Compagnie du Médoc soutient que cette demande entraîne l'application d'un tarif spécial qui contient une clause de non-responsabilité, ce qui met Bernard dans l'obligation de faire contre elle la preuve d'une faute lourde ; — Attendu que si cette théorie était juridique avant la loi du 17 mars 1905, elle est aujourd'hui sans valeur et sans application depuis le vote de

cette loi qui a modifié l'article 103 du Code de commerce; qu'en effet, le deuxième alinéa de ce nouvel article déclare nulles toutes les clauses de non-responsabilité insérées dans les lettres de voiture, tarifs, etc.; — Qu'en prohibant par cette loi les clauses de non-responsabilité, le législateur a entendu écarter la solution consacrée jusqu'alors par la jurisprudence et proscrire les clauses insérées dans les tarifs spéciaux; qu'en conséquence, ce ne sont pas seulement les clauses déchargeant le voiturier, mais même celles qui mettraient le fardeau de la preuve à la charge du destinataire ou de l'expéditeur qui sont frappées de nullité (Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. III, n° 627); — Attendu que la Compagnie du Médoc soutient, en outre, que Bernard ayant demandé l'expédition de son mobilier par wagon complet, ce qui l'obligeait au chargement de la marchandise, il lui appartiendrait encore d'établir l'existence d'une faute imputable à ses agents; — Attendu que si les Compagnies de chemin de fer ont cru devoir stipuler que le chargement des wagons complets, *aux transports desquels on appliquait les tarifs spéciaux*, serait effectué par l'expéditeur, c'est précisément parce que leur responsabilité était dégagée par l'effet de la clause insérée dans ces tarifs; qu'effectivement, la portée de cette clause ayant été de mettre à la charge du destinataire ou de l'expéditeur la preuve de la faute ou de l'avarie, les Compagnies n'avaient plus intérêt à vérifier au départ l'état des colis pour le transport desquelles elles n'encouraient plus qu'une responsabilité illusoire, puisque la preuve

de la faute n'était pour ainsi dire jamais possible, l'expéditeur le plus souvent ne suivant pas sa marchandise et ne pouvant par suite être témoin des incidents de route; — Mais que le fait de laisser à un expéditeur le soin de charger sur wagon une marchandise sans vérification du transporteur ne peut avoir pour conséquence de mettre le fardeau de la preuve des avaries de route à la charge dudit expéditeur; qu'en effet, les marchandises voyageant sous l'empire d'un *tarif spécial*, c'est-à-dire aux risques du transporteur, ce serait d'une façon détournée et indirecte faire revivre les effets juridiques des clauses de non-garantie, cependant formellement prohibées par le nouvel article 103 du Code de commerce; — Que Bernard, par suite, n'a pas à faire la preuve d'une faute de la Compagnie; que c'est, au contraire, à cette dernière à prouver le fait qui pourrait lui permettre d'échapper à la responsabilité, par exemple l'emballage défectueux du mobilier (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. III, n° 634); — Attendu que la Compagnie du Médoc allègue simplement ce fait sans offrir d'en rapporter la preuve; que si les employés de la gare expéditrice n'ont pas constaté l'état du mobilier et les conditions d'emballage, la Compagnie du Médoc ou quoique soit le premier voiturier n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes; — Attendu que Bernard soutient que le wagon renfermant son mobilier a été plombé par les employés de la gare de Toulon et que ce wagon est arrivé déplombé à Saint-Vivien, ainsi qu'il offre subsidiairement d'en rapporter la preuve; — Que la Compagnie du Médoc

soutient au contraire qu'il est arrivé en parfait état; — Attendu, d'après ce qui précède, qu'il est sans intérêt de rechercher si le wagon est arrivé plombé ou non en gare de Saint-Vivien; que l'offre de preuve de Bernard pourrait avoir seulement son utilité si, ce qui n'est pas le cas, celui-ci avait constaté l'absence d'un ou plusieurs objets mobiliers; — Attendu que la somme de 140 francs réclamée par Bernard pour réparation des dommages n'est pas discutée par la Compagnie du Médoc; — Par ces motifs: — Vidant notre délibéré et statuant en dernier ressort, — Rejetons la fin de non-recevoir opposée par la Compagnie à la demande de Bernard; — Au fond, déclarons ladite Compagnie responsable des dégâts occasionnés au mobilier de Bernard et la condamnons à payer à celui-ci la somme de 140 francs pour réparation du préjudice qui lui a été causé; — Condamnons enfin ladite Compagnie à tous les dépens ».

Observations. — Le Code de commerce avait établi le principe de la responsabilité du voiturier en ce qui touche la perte ou l'avarie des objets à transporter. Les Compagnies de chemin de fer ont toujours cherché à s'affranchir, dans la mesure du possible, de cette responsabilité assez lourde, notamment en insérant dans les tarifs une clause de non-garantie pour les transports à prix réduits. La loi du 17 mars 1905 a eu pour but et pour effet d'annuler toutes clauses et conditions contraires aux principes de l'article 103. Cet article reste donc applicable, même au cas où l'expéditeur a eu connaissance de

AOÛT 1907.

la clause de non-garantie et paraît l'avoir acceptée. Il est donc, en ce cas, recevable à réclamer une indemnité lorsqu'il constate que l'objet transporté a subi des avaries en cours de route. C'est ce que décide, très juridiquement, le jugement rapporté ci-dessus.

Justice de paix de Montfort-sur-Risle
(Eure).

Président : M. FÉREY, juge de paix.

28 octobre et 19 décembre 1906.

Saisie-arrêt. — Action en validité. — Pension alimentaire. — Défaut. — Déclaration affirmative. — Opposition. — Maintien du premier jugement.

Est bonne et valable la saisie-arrêt pratiquée par les parents du débiteur sur les salaires dus à ce dernier, entre les mains de la Compagnie qui l'occupe pour pension alimentaire et frais, et cette saisie, en vertu de l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895, frappe d'indisponibilité la totalité des salaires dus par la Compagnie.

Celle-ci a donc eu tort de ne retenir que le dixième des salaires, et peut être condamnée à payer au saisissant la totalité de ses salaires.

Toutefois, il appartient au juge de paix de réduire à la moitié de ces salaires la retenue imposée par la saisie, l'autre moitié restant due au débiteur saisi comme constituant son seul moyen d'existence.

Ainsi décidé par les jugements qui suivent :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, suivant exploit en date du 27 septembre 1905 (enregistré), les époux Doisnel, saisissants, ont fait pratiquer une saisie-arrêt sur les salaires d'un de leurs fils, Louis Doisnel, entre les mains de la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest, dont le siège social est à Paris, en la per-

sonne du sieur Suc, chef de district, demeurant à Pont-Audemer; que cette saisie a été formée en conformité de l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895, comme ayant été basée sur l'article 205 du Code civil, en frappant d'indisponibilité entière et complète le montant de tous les salaires alors dus à cette époque, et par la suite, par ladite Compagnie au saisi, en vue de recouvrer la somme de 89 fr. 70 qui lui est due par le débiteur saisi pour pension alimentaire et frais qui ont suivi; — Attendu que cette saisie-arrêt est régulière en la forme comme ayant été faite en vertu d'un jugement rendu par notre Tribunal le 11 avril 1903 (enregistré), condamnant Louis Doisnel et autres, à payer et servir aux époux Doisnel, ses père et mère, une pension annuelle et alimentaire de 60 francs, stipulée payable mensuellement le 1^{er} de chaque mois à partir du 1^{er} mai suivant 1903; — Attendu qu'il résulte bien de ce jugement que les époux Doisnel, saisissants, sont créanciers de leur fils Louis, débiteurs saisi: 1^o d'une somme principale de 25 francs représentant cinq mensualités échues du 1^{er} septembre 1906; 2^o celle de 9 fr. 70 formant la part à sa charge, soit un sixième des dépens liquidés par ledit jugement rendu par défaut contre ledit sieur Louis Doisnel; 3^o celle de 55 francs pour sa part des frais non liquidés, coût de la grosse d'un jugement qu'il a nécessité, coût de la présente ci-après taxée, et autres frais faits, le tout évalué provisoirement et sauf compte à faire au moment du règlement, soit au total 89 fr. 70; — Attendu, d'autre part, que de la déclaration affirmative de la Compagnie du chemin de fer de

l'Ouest faite à une précédente audience, il appert que Louis Doisnel a été employé pendant les mois de septembre et d'octobre 1903 inclus, qu'il a quitté son service en 1905, et que ladite Compagnie lui a retenu simplement sur son salaire s'élevant à 165 fr. 50, la somme de 16 fr. 55 se décomposant comme suit: 1^o celle de 9 fr. 25 pour le dixième du mois de septembre et 7 fr. 30 pour celui du mois d'octobre 1903; — Attendu que ladite saisie-arrêt formée et pratiquée en conformité de la loi du 12 janvier 1895, frappait, aux termes de cette loi, comme ayant été basée sur l'article 205 du Code civil, d'indisponibilité entière et complète le montant des salaires alors dus à cette époque ou alloués par la suite par ladite Compagnie au sieur Doisnel fils, son ouvrier, et jusqu'à concurrence des sommes réclamées et énoncées ci-dessus; — Attendu que les principes de l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895 sont formellement stricts sur ce point, mais que ladite Compagnie du chemin de fer n'a tenu aucun compte de ces principes, qu'elle paraît même avoir congédié son employé en ne lui opérant toutefois, ainsi qu'il résulte de sa déclaration affirmative, que la retenue d'une somme de 16 fr. 55, représentant simplement le dixième de deux mois de salaires alloués; — Attendu qu'en ne se référant pas aux prescriptions de l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895 en matière de pension alimentaire, et en tranchant elle-même et de son propre chef ce différend, ladite Compagnie a engagé sa responsabilité personnelle pure et simple, que, dans ces conditions, sa déclaration affirmative faite contrairement aux prescrip-

tions dudit article 3, doit être déclarée insuffisante et irrégulièrement faite, et, par suite, cette Compagnie doit être condamnée purement et simplement aux causes de ladite saisie-arrêt qui lui a été d'ailleurs signifiée dans le sens dudit article 3; — Mais attendu que la jurisprudence est controversée en général sur la stricte application dudit article 3 susénoncé; que, dans ce cas, en présence des circonstances de la cause, il y a lieu par le Tribunal de restreindre les effets de ladite saisie-arrêt, en ne retenant au débiteur saisi que la moitié de son salaire, en lui laissant l'autre moitié strictement nécessaire à sa subsistance; — Attendu que si la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest, tiers saisie, n'a pas comparu en personne, elle a envoyé au greffe sa déclaration affirmative; que, dans ces conditions, il y a lieu de valider pour partie la saisie-arrêt et de déclarer le tiers saisi débiteur pur et simple des retenues opérées et non opérées; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort : 1° contradictoirement contre les époux Doisnel, saisissants; 2° par défaut contre la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest, tiers saisie, qui n'a pas défendu au fond; 3° aussi par défaut contre Louis Doisnel, débiteur saisi, qui n'a pas comparu ni personne pour lui; — Donnons acte à la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest de ce qu'elle a déclaré avoir retenu, depuis l'exploit de saisie-arrêt, le dixième des salaires échus, lequel dixième s'élève à la somme de 16 fr. 55; — Déclarons bonne et valable la saisie-arrêt pratiquée par les époux Doisnel, saisissants, au préjudice de leur fils Louis, saisi, entre les mains

de ladite Compagnie, tiers saisi; — Disons néanmoins qu'en présence des besoins de cet ouvrier saisi, il y a lieu de réduire cette saisie de moitié; — Rejetons la déclaration affirmative faite par ladite Compagnie comme insuffisante et irrégulièrement faite sans droit ni qualité, contrairement aux prescriptions de l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895, sur les restrictions de l'article 1^{er} de ladite loi; — En conséquence, déclarons la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest débitrice pure et simple vis-à-vis des saisissants, de la somme de 82 fr. 75 qu'elle aurait dû retenir au saisi, alors son employé, à partir du jour de la signification de l'exploit de saisie-arrêt; — Et voyant ce qui en résulte, condamnons ladite Compagnie du chemin de fer de l'Ouest à verser, après les délais d'opposition de ce jugement, entre les mains des époux Doisnel, créanciers saisissants, la moitié des salaires de Louis Doisnel, leur ancien employé pendant deux mois, s'élevant à ladite somme de 82 fr. 75; — Disons néanmoins que si les frais compris dans cette somme, évalués provisoirement par nous à 57 fr. 25, n'atteignaient pas ce chiffre, la différence en moins serait en faveur de ladite Compagnie, tiers saisi; — Disons, en outre, que, moyennant ce versement, ladite Compagnie du chemin de fer sera libérée d'autant vis-à-vis des époux Doisnel, saisissants, et de leur fils Louis, saisi, leur ancien employé; — Condamnons le débiteur saisi en tous les dépens. »

Ce jugement a été frappé d'opposition et maintenu par le jugement suivant :

« Attendu que la Compagnie du

chemin de fer de l'Ouest, tiers-saisie, a formé opposition à un jugement de défaut, en date du 28 octobre 1906, qui la condamnait à payer aux époux Doismel, créanciers-saisissants, la somme de 82 fr. 75 représentant la moitié des salaires du sieur Louis Doismel, débiteur saisi, leur ancien employé, que l'opposition est régulière, qu'il y a lieu de la recevoir; — Attendu qu'à une précédente audience la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest a comparu par la personne de M^e Deschamps, avocat à Pont-Audemer, son mandataire verbal, qui a conclu au fond; que les époux Doismel ont aussi comparu par la personne du sieur Quernel, agent d'affaires, demeurant à Pont-Audemer, suivant pouvoir sous-seing, annexé à une précédente minute, mais que le sieur Louis Doismel, débiteur saisi, n'a pas comparu ni personne pour lui, quoique régulièrement convoqué par notre greffier; — Attendu que les parties présentes ont pris des conclusions respectives et formé chacune une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, soit 500 francs par la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest, et 25 francs par les époux Doismel, qu'il leur a été donné acte de leurs conclusions et que l'affaire a été renvoyée à l'audience d'aujourd'hui pour statuer; présence comme absence des parties; — Attendu, au fond, qu'il est établi que ladite Compagnie du chemin de fer de l'Ouest a tranché elle-même une question qu'elle devait soumettre au juge, en arbitrants la restriction qu'il convient de faire relativement aux effets de la saisie-arêt qui frappait toute la créance du débiteur saisi, qu'elle doit donc

supporter les causes de son erreur et ne peut priver le juge du droit qui lui appartient dans le cas spécial de l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895 de déterminer la portion saisissable de salaires; — Attendu que la jurisprudence admet que le juge de paix a un pouvoir modérateur lorsqu'il s'agit d'une créance privilégiée dudit article 3 (voir Palon, dont la Compagnie du chemin de fer interroge et invoque l'autorité) qui réserve aussi cette appréciation au juge; — Attendu d'ailleurs que l'estimation que nous avons faite n'a rien d'excessif, puisque c'est exactement celle que, depuis, le Sénat a admise et fait passer dans la loi à titre de règle fixe; — Sur la demande reconventionnelle formée par la Compagnie du chemin de fer; — Attendu que le saisi a reçu ce que la Compagnie lui a réglé; que les saisissants se plaignent légitimement de l'erreur de ladite Compagnie, tiers-saisie, qui n'a fait qu'une retenue insuffisante, que rien, dans la circonstance, ne fait apparaître un concert frauduleux entre le saisi et les saisissants, comme le soutient ladite Compagnie demanderesse en opposition, que cette demande reconventionnelle, basée sur un fait antérieur à la demande principale, ne semble avoir été ainsi formulée à dessein que pour se ménager un appel, qu'elle n'est pas fondée et qu'il y a lieu de la rejeter; — Sur la demande reconventionnelle formée par les époux Doismel: — Attendu que, quoique cette demande nous paraisse fondée par la résistance injustifiée de la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest, tiers-saisie, qui, au mépris d'une saisie-arêt valant empressement l'article 3 de la loi du

23 mai 1895 qui rendait indisponible entre ses mains la totalité des salaires de son employé, a quand même versé à ce dernier la plus grande partie de ce qu'elle lui devait, mais que les Tribunaux se refusent généralement à tenir compte aux parties des frais que leur défense a pu nécessiter en dehors des dépens, que la condamnation de ces dépens est suffisante, qu'il n'y a donc pas lieu non plus d'admettre cette demande; — Attendu aussi que, bien que Louis Doissel, débiteur saisi, n'ait jamais comparu, l'article 11 de la loi de 1895 dispose que le jugement sur opposition qui intervient doit être réputé contradictoire contre toutes les parties; — Par ces motifs, statuant publiquement et contradictoirement en premier ressort, recevons l'opposition de la Compagnie de chemin de fer de l'Ouest en la forme seulement; au fond, l'en déboute; — Confirmons purement et simplement le jugement de défaut du 28 octobre 1894 qui sera exécuté selon sa forme et teneur, et condamnons ladite Compagnie de chemin de fer de l'Ouest aux dépens faits sur la présente opposition; — Rejetons les demandes reconventionnelles formées par les parties présentes comme non justifiées. »

Observations. — Il n'appartient pas au tiers saisi de fixer lui-même la quotité des retenues qu'il doit faire au débiteur saisi sur le montant des sommes qu'il reconnaît devoir à ce dernier. En général, le créancier saisissant ne peut saisir que le dixième des salaires ou des petits traitements. Mais cette règle comporte des exceptions, notamment lorsque la créance consiste

dans une pension alimentaire. Jugé notamment que la saisie-arêt n'est soumise à aucune limitation lorsqu'elle est faite par une femme en instance de divorce pour avoir paiement de la pension que lui a allouée une ordonnance du président du Tribunal. Trib. civil de la Seine, 6 février 1902, *ANNALES* 1902, p. 136. Voir aussi dans le même sens Just. de paix de Charleville, 1^{er} mars 1904, et Just. de paix de Roye (Somme), 18 juin 1906, *Monit. des Justices de paix*, 1906, p. 412. En l'espèce, la Compagnie, tiers saisi, était certainement avisée par les termes mêmes de la saisie-arêt de la nature de la créance, et par suite elle n'ignorait pas que cette saisie n'était pas réduite au dixième; il était donc juste de déclarer insuffisante la retenue du dixième et de l'en rendre responsable. Mais la retenue totale serait excessive, car il faut bien que le salarié puisse vivre. Il appartient au juge de paix de limiter les effets de la saisie. Voir le jugement du Tribunal de la Seine cité ci-dessus.

Justice de paix de Vitry-le-François
(Marne).

Président.: M. RICHE, O. I., juge de paix.

11 juillet 1906.

Louage. — *Impôt des portes et fenêtres.*
— *Renonciation du bailleur.* — *Demande en paiement non recevable.*

L'impôt des portes et fenêtres est, en principe, à la charge du locataire et peut être rétribué à celui-ci par le bailleur qui en a fait l'avance.

Mais il appartient au juge de paix, saisi d'un litige sur ce point, de décider, d'après les circonstances, que le bailleur a re-

noncé à répéter ses avances et que sa demande n'est plus recevable.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par acte sous seing privé en date du 22 mars 1901, dûment enregistré, D... a loué à la veuve B... une maison située à Vitry-le-François, grande rue de Frignicourt, n° 51, pour une période de six ou neuf années ; mais que, par suite de résiliation amiable, ce bail a pris fin le 24 juin 1906 : — Attendu que, d'après la citation et les débats, D... réclame à la défenderesse la somme de 128 fr. 35, avancée par lui en l'acquit de sa locataire pour l'impôt des portes et fenêtres de ladite maison pendant la durée du bail ; — Attendu qu'il est de jurisprudence que si cet impôt, en principe à la charge du locataire, a été acquitté par le propriétaire, celui-ci ne peut en exiger le remboursement s'il résulte des circonstances qu'il a implicitement renoncé à le répéter contre son preneur ; — Attendu, dans le cas actuel, que le bail intervenu entre les parties est muet sur ce point ; que, d'autre part, D... reconnaît qu'aucune réserve à cet égard n'a été insérée dans les quittances qu'il a délivrées à la défenderesse pendant la durée du bail, qui a été de cinq années ; que, de plus, lors de la résiliation, il n'a été, non plus, aucunement question de ce remboursement ; — Attendu que si l'intention du demandeur avait été, à l'origine, de laisser à la charge de sa locataire l'impôt dont il s'agit, il n'aurait pas manqué, propriétaire qu'il est de plusieurs maisons de rapport, de stipuler — malgré le

principe qui lui assurait son droit — soit dans le bail lui-même, soit dans les quittances de loyer ou lors de la résiliation, sa réserve de réclamer cet impôt, lequel, d'après l'usage presque général à Vitry-le-François, est supporté par les propriétaires sans répétition : qu'il apparaît enfin que l'idée de formuler cette réclamation ne lui est venue que tardivement, à la suite d'un désaccord postérieur à la résiliation du bail ; — Attendu que la réunion de ces diverses circonstances est suffisamment démonstrative de la dérogation implicite apportée par le demandeur au principe sus-rappelé ; — Par ces motifs, etc. »

Observations. — Le juge de paix est compétent en cette matière lorsque le bail lui-même rentre par son chiffre dans sa compétence. Voir, en ce sens, Riom, 14 avril 1894, *Annales* 1896, p. 22. La question n'est pas soulevée dans le jugement. Il est donc à supposer que le bail n'excédait pas la compétence du juge de paix. Sur la question même résolue par ce jugement, les circonstances de l'affaire étaient-elles de nature à faire admettre la renonciation absolue et définitive du bailleur à son droit de répétition de l'impôt des portes et fenêtres ? Ce point nous paraît quelque peu discutable. L'usage local, notamment, ne saurait prévaloir contre un principe de droit général. Toutefois, il faut reconnaître que le juge du fait qui entend les parties, est plus en mesure que nous d'apprécier leurs intentions et de se faire une opinion éclairée.

Tribunal de simple police de Lille (Nord).

Président : M. DAGUIN, juge de paix.

3 novembre 1906.

Dommages à la propriété mobilière d'autrui. — Chien tué. — Contravention. — Divagation. — Circonstances atténuantes.

Le fait de tuer un chien appartenant à autrui, alors qu'il n'est pas établi que l'auteur de ce fait fût en danger sérieux, constitue la contravention prévue et punie par l'article 479 du Code pénal.

Toutefois, si le maître du chien a eu le premier tort de le laisser divaguer, il y a lieu, pour le juge de police, d'admettre les circonstances et de condamner le prévenu au minimum de l'amende.

Ainsi décidé par le jugement que voici :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le docteur M... est prévenu de contravention à l'article 479, n° 4, du Code pénal, pour avoir, le..., à 4 heures du matin, tué d'un coup de revolver une chienne de très forte taille sous poil noir appartenant à un sieur A...; — Attendu que, d'après le prévenu, celui-ci serait venu, au jour et à l'heure indiqués, dans la direction de la propriété du sieur A... pour prendre le signalement et savoir quel était le propriétaire des chiens dont les abois continuels, cette nuit-là et chaque nuit depuis près d'un mois, l'empêchaient de reposer; qu'en arrivant à une cinquantaine de mètres de la propriété A..., un gros chien sous poil blanc-roux se serait précipité sur lui, mais devant le simulacre d'un jet de pierres, se serait retiré vers la propriété A..., d'où la chienne dont s'agit s'élança furieuse vers le prévenu, accompagnée du premier chien qui fit volte-face; que le prévenu, voyant

les deux molosses en fureur et sur le point de le mordre, saisit instinctivement son revolver, le seul moyen de défense qu'il eût, et fit feu sur le plus dangereux, la chienne, qui s'enfuit chez A..., suivie de son compagnon; — Attendu que les dépositions des deux témoins entendus n'apportent aucun fait, aucun renseignement pour ni contre les affirmations du prévenu; que la déposition de la dame P... laisse l'impression que, pour une cause ou pour une autre, le témoin ne dit pas tout ce qu'il sait; que la déposition du sieur R... doit être écartée, car ce témoin, après avoir prétendu tout d'abord avoir vu parfaitement la scène en tous ses détails depuis le commencement, a reconnu ensuite qu'il était alors à une centaine de mètres de distance, circonstance de fait qui annule la déposition, puisque la scène s'est passée à 4 heures du matin, heure où le jour à peine naissant ne pouvait permettre à R... de voir, sinon quoi que ce soit, du moins nettement, les détails successifs d'une scène tellement rapide, qu'au dire de la dame P..., le premier témoin, elle n'a duré qu'une minute à peine; — Attendu que de la visite des lieux et des débats, il est acquis que la chienne tuée, bien qu'elle fût de très forte taille et qu'elle eût des petits, n'était pas attachée; qu'elle pouvait vaguer librement, non seulement dans la propriété A..., mais partout ailleurs, la propriété A... n'ayant aucune clôture; que le docteur M... n'a pas pénétré dans la propriété A..., s'est tenu constamment sur la voie publique, et, quand il a tiré sur la chienne, était encore à 25 ou 30 mètres en avant de la propriété A...; — Attendu que l'au-

tapsie de la chienne par le vétérinaire X..., démontra que la balle du revolver est entrée en haut de l'épaule droite et est sortie en bas des côtes sous-jacentes, ce qui indique que la chienne a été tirée et frappée, étant à 1 mètre environ du prévenu; — Attendu que ces faits acquis aux débats ne font assurément pas preuve que le docteur M... se trouvait, comme il l'affirme, courir un danger grave et sérieux, lequel légitimerait le fait de destruction d'animal domestique, mesure extrême qu'il a prise; mais ils constituent des présomptions qui, si elles sont inopérantes à faire disparaître le caractère contraventionnel dudit acte, donnent au prévenu toutes les circonstances atténuantes, étant donné surtout que la cause occasionnelle de la contravention est la faute inexcusable commise par A... et pour laquelle il a été condamné par ce Tribunal, d'avoir laissé divaguer sa chienne avec ces aggravations qu'elle était de très forte taille, en état d'allaitement, et que c'était la nuit; — Attendu, dès lors, que le docteur M... doit être déclaré convaincu d'avoir commis la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 1, du Code pénal ainsi conçu, etc.; — Par ces motifs, faisant application dudit article et de l'article 463 du même Code, savoir: etc.; — Accordant toutes circonstances atténuantes et statuant par jugement contradictoire en dernier ressort; — Condamne le docteur M... en 1 franc d'amende, avec décimes et doubles décimes et aux dépens. »

Observations. — Les circonstances relevées dans le jugement même sembleraient indiquer que la pré-

venu pouvait invoquer utilement l'excuse de légitime défense. La chienne qu'il a tuée s'élançait contre lui et n'était plus qu'à 1 mètre de distance au moment où il s'est décidé à user de son arme. Cependant M. le juge de paix de Lille n'a admis que les circonstances atténuantes. Le juge de police a sans doute tenu compte de ce fait que le prévenu était sorti à une heure insolite, armé, qu'il s'était spontanément dirigé vers le domicile du propriétaire du chien, et que, par suite, la rencontre entre la bête et l'homme n'avait pas été le fait d'un simple hasard, mais plutôt voulue par le prévenu. C'est là une question d'appréciation qui appartient essentiellement au juge du fait.

Justices de paix du canton de Pont-Aven (Finistère).

Présid. : M. LE FALHER *✱*, juge de paix.

5 juin 1905.

Demande en paiement de droits d'auteur.
— Hôtel garni. — Représentation gratuite. — Rejet de la demande.

La Société des auteurs n'est pas fondée à réclamer des droits d'auteur à une maîtresse d'hôtel qui a fait exécuter dans une des salles de cet hôtel des œuvres musicales ou littéraires versées par leurs auteurs dans le répertoire de cette Société, quand il est établi en fait que le concert n'a pas été public, que personne n'a payé sa place et que les assistants n'ont été admis que sur la présentation de leur carte d'invitation.

Ainsi décidé par le jugement qui suit :

« Nous, JUGE DE PAIX : — .. Etc. ; — Attendu que la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de

musique a fait citer à comparaître devant nous. M^{lle} Julia Guillou, maîtresse d'hôtel à Pont-Aven, pour, est-il dit dans la citation introductive d'instance : — « Attendu qu'à la date du 29 avril dernier, M^{lle} Julia Guillou a fait exécuter publiquement à Pont-Aven, dans son établissement, des œuvres littéraires et musicales versées par les auteurs au répertoire de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, sans avoir obtenu, au préalable, le consentement formel et par écrit exigé par l'article 3 de la loi du 19 janvier 1791 et de l'article 428 du Code pénal » ; — Attendu que la Société réclame à Julia Guillou la somme de 25 francs pour droits d'auteur, plus celle de 100 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu qu'il est acquis aux débats que, le 29 avril dernier, Julia Guillou a, ainsi qu'elle en convient, donné une soirée et que des morceaux de musique ont été joués par des musiciens de Quimparlé qu'elle avait engagés à cet effet ; mais que cette soirée *n'était pas publique*, que seuls les *invités* y étaient admis et que même les *invités de Pont-Aven* n'obtenaient leur entrée que sur la présentation de leur carte d'invitation ; — Attendu que l'article 3 de la loi du 19 janvier 1791 ne vise que les théâtres publics ; que les différents arrêts invoqués dans la citation introductive d'instance étendent, il est vrai, la prohibition aux salles érigées accidentellement et d'une manière plus ou moins permanente en salles publiques, pour faire jouir le public de la vue ou de l'audition d'œuvres dramatiques ou musicales, même à titre gratuit,

mais qu'ils ne sauraient s'appliquer aux réunions privées où seuls les amis invités sont reçus ; toute autre interprétation permettrait aux agents de la Société de pénétrer dans les salons particuliers et donnerait naissance à des abus ; — Attendu que la soirée en question était *privée*, que le public n'y était pas admis ; que seuls les invités pouvaient entrer dans les salles ; — Attendu que, par l'organe de Raujouan, son mandataire, en vertu d'un pouvoir régulier, la Société reconnaît et affirme qu'aucun droit n'est dû ni exigé pour les morceaux de musique (propriété de la Société) exécutés dans les bals de noces ; qu'on s'explique difficilement la prétention émise par le représentant de la Société, lorsqu'il s'agit d'une soirée ayant un caractère privé, alors que pour les bals de noces, qui sont généralement accessibles au public, la Société ne réclame rien et déclare qu'il ne lui est rien dû ; — Attendu que la soirée a eu lieu dans la grande salle d'un bâtiment annexe de l'hôtel, dans un immeuble absolument séparé de l'hôtel (affectée généralement aux conférences et réunions privées) ; — Attendu que, de tout ce qui précède, il résulte incontestablement que le caractère de publicité indispensable pour donner lieu à des droits d'auteur fait défaut dans la cause ; — En ce qui concerne la demande de dommages-intérêts : — Attendu que nous sommes dans l'obligation stricte de ne prononcer des dommages-intérêts que dans les termes de justifications absolument faites ; qu'aucune justification de nature à faire admettre la demande de 100 francs de dommages n'a pu

être produite; — Attendu que, d'après la jurisprudence, la Société aurait dû s'adresser au chef de musique de Quimperlé qui a exécuté les morceaux et non à Julia Guillou qui n'aurait dû comparaître que comme complice dans le cas où il aurait été prouvé que la soirée était publique et ouverte à tout venant, ce qui n'est pas et n'a pu être établi; — Attendu que, si nous devons reconnaître à la Société (comme à toute autre personnalité) le droit de défendre ses intérêts, nous devons aussi nous tenir en garde contre les prétentions exagérées de ses agents; — Attendu qu'en donnant aux textes des lois qui régissent la matière une plus grande extension, on s'écarterait de l'intention du législateur qui a voulu sauvegarder les intérêts des auteurs sans porter atteinte à la liberté des particuliers; — Par ces motifs, et statuant en premier ressort; — Déclarons la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs, représentée par Raujouan, mal fondée dans sa demande, l'en déboutons ainsi que de toutes ses fins et conclusions, et la condamnons aux dépens liquidés à la somme de 12 fr. 35, dans laquelle... etc. »

Observations. — Ce jugement a été, sur appel, confirmé par le Tribunal civil de Quimperlé. On nous avise que la Société des auteurs s'est pourvue en cassation contre le jugement du Tribunal. Nous avons quelque peine à nous expliquer ce pourvoi qui expose la Société à subir des frais importants, car nous doutons fort du succès. En effet, il est certain que chacun est libre d'exécuter chez soi et devant des amis les œuvres livrées au public

par l'impression ou la gravure. Mais seuls les auteurs ont le droit de tirer profit de ces exécutions, et ils peuvent exiger que leur part leur soit faite dans ces profits. Dans l'espèce, il a été prouvé que la défenderesse n'a rien demandé à ses invités. Elle n'a rien perçu et, par suite, les auteurs n'ont rien à lui réclamer. On sait que la Cour de cassation n'a pas à juger le fait. Elle ne peut qu'accepter comme certains les faits énoncés dans le jugement ou l'arrêt. Par suite, et dans l'espèce, elle ne pourra qu'approuver les conséquences qu'en ont tirées les premiers juges, et elle devra rejeter le pourvoi.

Tribunal de simple police de Roquefort (Landes).

Président : M. LAMBERT, juge de paix.

20 décembre 1906.

Travail exécuté sur la voie publique. — Défaut d'autorisation préalable. — Procès-verbal dressé par le garde champêtre. — Nullité. — Aveu du prévenu. — Amende.

Le garde champêtre n'a pas qualité pour relever les contraventions urbaines prévues soit par le Code pénal, soit par d'autres lois spéciales. Le procès-verbal dressé par lui en cette matière doit être annulé.

Mais la preuve de la contravention est suffisamment établie par l'aveu du prévenu.

Spécialement, il y a contravention dans le fait par un propriétaire de commencer, sans avoir demandé et obtenu l'autorisation municipale, un travail de démolition d'un perron établi sur la voie publique.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée à l'audience, le

greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé le 14 décembre présent mois par Jean Soubiron, garde champêtre de la commune de Roquefort, duquel il résulte textuellement ce qui suit :

1° Que M. Pargade a fait enlever une partie du perron servant d'accès à sa maison d'habitation, située sur la place de la Mairie ;

2° Que des travaux de réparation ont été commencés par M. Pargade à ce perron, établi sur un terrain communal ;

3° Que cet enlèvement et ces travaux, bien qu'exécutés sur un emplacement communal, ont été faits sans aucune autorisation municipale ;

4° Et qu'en outre aucune demande n'a été produite en vue d'obtenir l'autorisation nécessaire pour les exécuter. Qu'il avait donc contrevenu à la loi et aux règlements de voirie urbaine, auxquels se rattachent les rues et places publiques de la ville.

Le prévenu a répondu : Qu'il n'avait point fait effectuer, ainsi que cela lui était reproché, le moindre travail de réparation aux marches du perron servant d'accès à sa maison d'habitation dont il croyait du reste, jusqu'à plus ample informé, avoir la pleine propriété ; — Qu'il avait simplement commencé à faire démolir, sans autorisation préalable il est vrai, une partie dudit perron qui longe la voie publique, dans l'intention de faire construire ultérieurement avec les pierres en provenant un trottoir destiné à rendre plus commode l'accès de sa demeure ; — Qu'il avait fait procéder à ce commencement de démolition de la meilleure foi du monde, sans

intention de nuire ni de blesser personne, et avec l'intention bien arrêtée de demander toutes autorisations utiles au moment où il aurait été à même de faire édifier ledit trottoir ; — Qu'ignorant si par l'acte qu'il venait de nous exposer, qu'il ne faisait aucune difficulté à reconnaître, il avait commis une contravention, il s'en remettait à la sagesse du Tribunal pour en décider.

Le ministère public a soutenu la contravention constante, et requis contre le prévenu l'application de la loi. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouï le prévenu en ses explications et aveux ; — Ouï également le ministère public en ses conclusions ; — En ce qui touche le procès-verbal sus-énoncé et daté : — Attendu qu'aux termes des articles 20 de la loi des 24 mai et 24 juillet 1867 et 102 de la loi du 5 avril 1884, les gardes champêtres sont chargés de rechercher et de constater, chacun dans le territoire pour lequel ils sont assermentés et en dehors des fonctions que leur attribue le Code d'instruction criminelle, les contraventions aux règlements et arrêtés de police municipale et administrative ; — Mais qu'il est bon de remarquer qu'en dehors de cette disposition ils demeurent sans la moindre qualité pour relever les autres infractions urbaines, prévues soit par le Code pénal, soit par des lois spéciales (voir, en ce sens, Cass., 1^{er} mai 1868 ; Cass., 3 et 6 novembre 1868 ; Dalloz, 1868, I, 511 ; Sirey, 1869, I, 47) ; — Qu'en matière de contraventions à la police de la voirie urbaine notamment, les mai-

res, adjoints, commissaires de police, agents voyers et gendarmes ont seuls qualité, aux termes de l'article 20 de la loi du 24 juillet 1807, pour relever les infractions y afférentes, alors que, comme en la cause qui nous occupe, il n'existe pas de règlements ou d'arrêtés légalement faits ou publiés soit par l'autorité administrative, soit par l'autorité municipale; — Que c'est donc à tort que le garde champêtre a dressé le procès-verbal dont s'agit, et que la nullité doit en conséquence en être prononcée; — En ce qui touche la contravention de voirie urbaine, dont M. Pargade semble s'être rendu coupable aux termes des renseignements parvenus au Tribunal: — Attendu qu'il résulte tant des déclarations faites par le prévenu à la gendarmerie de Roquefort dans un procès-verbal annexé au dossier en date du 19 novembre 1906, que des explications fournies à l'audience par ce dernier, qu'il a réellement commis la contravention de petite voirie dont est saisi le Tribunal; — Qu'il a fait, en effet, travailler, sans autorisation, à une construction qui longe la voie publique et forme même une saillie sur le sol imprescriptible de cette voie, violant ainsi de bonne foi certainement, mais sans excuse légale cependant, un principe consacré par une jurisprudence constante (Cass., 23 août 1860) et encaurant par conséquent les peines édictées par l'article 471, n° 5, du Code pénal dont les dispositions sont ainsi conçues: « Art. 471, n° 5, du Code pénal. Se-

« ront punis d'amende depuis 1 fr. « jusqu'à 5 francs inclusivement... « ceux qui... etc. »; — Vu les lois des 22 juillet 1867 et 19 décembre 1871; — Vu également l'article 162 du Code d'instruction criminelle, qui porte: « La partie qui succombera, etc... »; — Faisant application des articles précités dont il a été donné lecture à l'audience, et statuant en dernier ressort; — Annule le procès-verbal du garde champêtre Soubiron, eu égard aux considérants susrelatés; — Dit, en conséquence, que les dépens s'y rapportant ne seront pas liquidés audit jugement; — Condamne M. Pargade (Philippe), pour la contravention de petite voirie par lui commise, à 1 franc d'amende; — Le condamne, en outre, aux dépens liquidés à la somme de 3 fr. 33; — Fixe, quant à l'amende et au paiement des frais envers l'Etat, la durée de la contrainte par corps au minimum de jours édictés par la loi. »

Observations. — Solution exacte et indiscutable. Aucun travail, soit de construction, soit de démolition, ne peut être entrepris sur la voie publique sans l'autorisation préalable de l'autorité municipale. En l'espèce, l'infraction avait été constatée à tort par le garde champêtre. Mais la nullité du procès-verbal n'entraînait pas l'acquiescement du prévenu. En effet, la preuve de l'infraction résultait de l'aveu spontané de ce dernier.

Justice de paix du canton de Messey
(Orne).

Président : M. HOUSSEAU, juge de paix,
gradué en droit.

4 août 1906.

Saisie-arrest. — Demande en paiement.
— Offres réelles. — Validation des
offres. — Condamnation du deman-
deur aux dépens.

Lorsque le créancier a accordé terme
et délai à son débiteur, il ne peut ni ne
doit poursuivre ce dernier et pratiquer
contre lui une saisie-arrest avant l'expira-
tion du délai accordé.

Par suite, si au jour de l'audience, le
débiteur offre à la barre, à deniers dé-
couverts, la totalité de la somme due, le
juge saisi doit, en validant les offres,
condamner le demandeur en tous les dé-
pens.

Ainsi décidé par le jugement sui-
vant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu
que sur requête présentée par M. Al-
lée, par l'entremise de M^e Guiet,
huissier à Messey, le 31 juillet 1906,
portant dans ses motifs « qu'il y
« avait urgence à la répondre »,
nous avons ledit jour, par notre
ordonnance, autorisé Allée à faire
pratiquer contre le docteur Lannes,
à Messey, une saisie-arrest aux mains
de Marie, pharmacien audit lieu,
qui, d'après lui, devait être débi-
teur de certaines sommes, et ce,
pour sûreté et avoir paiement
d'une somme de 90 fr. 70; — Que,
suivant exploit de Guiet, huissier,
du même jour 31 juillet, saisie-arrest
a été pratiquée et dénommée par le
même huissier le 2 août, avec cita-
tion en paiement et validité pour
l'audience du surlendemain, c'est-
à-dire aujourd'hui 4 août, où M. Al-
lée par M^e Gautier, avocat à Flers,
a demandé pour ce dernier l'admis-

sion des conclusions de l'exploit; —
Attendu qu'en réponse le docteur
Lannes, défendeur et saisi, par son
mandataire reconnaît bien devoir à
Allée la somme de 90 fr. 70 faisant
l'objet de ladite saisie-arrest; —
Qu'il offre cette somme à la barre,
à deniers découverts, plus 60 cen-
times pour la lettre ci-après, mais
refuse formellement de payer aucuns
frais prétendant qu'Allée, son
créancier, par son mandataire *ne-*
gotiorum gestor (M^e Guiet), huissier
instrumentaire, lui a accordé un
délai de huit jours pour se libérer
avant poursuites; — Que cette let-
tre, datée du 29 juillet, il l'a reçue
le lendemain; qu'il l'a déposée pour
être mise aux débats, et qu'elle est
ainsi conçue : « Messey, 29 juillet
« 1906. Monsieur le docteur Lannes,
« M. Allée m'a remis aujourd'hui
« sa note détaillée de fournitures
« de charcuterie s'élevant à 90 fr. 70.
« Je vous prie de prendre vos dis-
« positions sous une huitaine au plus
« tard, sinon je serai contraint d'en
« poursuivre le recouvrement. M. Al-
« lée tient absolument à être payé,
« et je tiens à vous prévenir qu'il
« ne vous accordera aucun autre
« délai. Votre bien dévoué, signé :
« Guiet »; — Que, conséquemment,
il a pour se libérer jusqu'au 7 août
courant, et que la saisie-arrest dont
on demande la validité a été faite le
31 juillet 1906; — Que les frais doi-
vent être mis entièrement à la charge
d'Allée comme ayant été faits au
mépris du délai imparti, dans un
but malveillant, méchant, arbitraire
et vexatoire; — Que, de ce chef, il
lui est dû des dommages-intérêts à
titre de réparation tant civile que
morale; — Qu'enfin ses offres sont
suffisantes et libératoires; — Sur

quoi, nous, juge de paix, après avoir entendu les parties dans leurs dires et observations ; — Attendu que la saisie-arrêt faite aux mains de M. Marie est régulière en la forme d'après la loi du 12 juillet 1903, mais qu'il résulte des faits et circonstances de la cause et de la lettre déposée sur notre bureau dont nous ordonnons le dépôt et l'enregistrement, qu'elle a été faite trop précipitamment, à tort, avant l'expiration du délai accordé et fixé au docteur Lannes par le mandataire de son créancier ; — Qu'en effet, ce dernier a méconnu d'abord le principe : « Qui a tort ne doit rien » ; — Qu'il a surtout méconnu le principe des articles 1185, 1186 et 1187 du Code civil, ainsi conçus : « ... etc. » ; — Que, si le demandeur saisissant n'a pas agi méchamment, il a été certes téméraire et surtout imprudent dans l'espèce ; — Qu'il aurait dû au moins entre voisins, et légalement, prévenir son débiteur par une lettre de conciliation qu'il n'acceptait pas le délai accordé en son nom par son mandataire ; — Qu'il doit donc supporter les conséquences de son action trop vive et précipitée, avec dépens et dommages-intérêts, cette action publique par son espèce et la profession du défendeur pouvant lui porter préjudice ; — Attendu que, par suite, les offres faites à notre barre par le docteur Lannes sont justes, valables et suffisantes ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement en dernier ressort ; — Déclarons bonnes et valables les offres de la somme de 94 fr. 30 faites au demandeur par le défendeur ; les déclarons suffisantes et libératoires ; — Disons que la pro-

cédure de saisie-arrêt a été faite à tort et indûment, la déclarons nulle et de nul effet ; — En prononçons mainlevée pure et simple vis-à-vis de M. Marie, tiers saisi ; — Disons que celui-ci devra n'y avoir nul égard ; — Condamnons Allée, demandeur, en 10 francs de dommages-intérêts envers Lannes et en tous les dépens, taxés et liquidés à... en ce non compris la dépense et l'enregistrement de la lettre sus-indiquée et les frais, si besoin est, de la signification du présent jugement au tiers saisi. »

Observations. — Ce jugement, très intéressant, est surtout basé sur l'équité et fait une saine appréciation du droit des parties ; le débiteur à qui son créancier a accordé un délai pour s'acquitter ne peut pas s'attendre à être poursuivi avant l'expiration du délai. Par suite et si, lorsqu'il est actionné, il est en mesure de payer ce qu'il doit, s'il en fait offre à la barre, il est certain que les frais faits sont inutiles et frustratoires, et il est juste de les laisser à la charge du demandeur qui a, en ce cas, tous les torts.

Justice de paix du canton de Craonne
(Aisne).

Présid. : M. Em. BOURSE, juge de paix.

17 février 1906.

Responsabilité. — Mur écroulé. — Demande en réparation du préjudice causé. — Exception d'incompétence. — Mitoyenneté contestée. — Rejet de l'exception. — Expertise. — Dommages-intérêts.

Dans une demande de réparations et de dommages intentée devant le juge de paix à raison de l'écoulement d'un mur sé-

paratif survenu par la faute du défendeur, ce dernier n'est pas fondé à soulever une exception d'incompétence de ce magistrat basée sur ce qu'il y a contestation sur la mitoyenneté du mur, alors que la question de mitoyenneté n'est pas en cause.

Le juge de paix est compétent, même en dernier ressort, pour connaître d'une demande en exécution de travaux de réparation d'un mur, lorsque le demandeur lui-même limite à 300 francs la valeur des travaux à faire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sans porter préjudice à la question de mitoyenneté, statuant par jugement contradictoire en dernier ressort et en présence des parties, vidant notre délibéré ; — Après avoir entendu, à l'audience du 3 de ce mois, M. Auguste, expert, en son rapport oral et en présence des parties, et lesdites parties, M. Moreaux par M^e Camus, son avocat, en leurs observations respectives et conclusions ; — I. Sur la demande d'incompétence par M. Moreaux, à cause de la mitoyenneté : — Attendu que M. Moreaux conteste la mitoyenneté du pignon de la grange de M. Marchand ; mais, comme dans la citation introductive d'instance, il est seulement question d'énonciation résultant d'un acte de vente du 1^{er} avril 1872, et non de maintenance de mitoyenneté, il n'y a donc pas lieu de nous arrêter à cette exception d'incompétence soulevée par M. Moreaux à l'occasion d'une mitoyenneté qui n'est pas en cause dans le cas présent, mais tout simplement de la rejeter et de donner acte à M. Marchand de la contestation par M. Moreaux de la mitoyen-

neté dudit pignon ; — Et qu'il est fait à tort grief à M. Marchand d'avoir invoqué l'article 662 du Code civil, attendu que c'est par erreur s'il a invoqué cet article, car son intention, bien évidente du reste, était l'article 1382 du Code civil ; — Par ces motifs, rejetant les conclusions du défendeur, nous donnons acte au demandeur de la contestation par ledit défendeur de la mitoyenneté du pignon ; — II. Sur la demande d'incompétence par le même à cause de l'indétermination de la demande par M. Marchand : — Attendu que, par la citation introductive d'instance, M. Marchand demande la condamnation de M. Moreaux, à réparer ou à faire réparer le pignon dans un délai de quinzaine à compter du jour du jugement à intervenir et, ce délai passé, l'autorisation de faire faire lesdits travaux en se faisant rembourser par M. Moreaux ; mais que cette citation contient l'évaluation de ces travaux à la somme de 300 francs ; — Attendu, ainsi qu'il résulte du jugement interlocutoire du 13 janvier, qu'à l'audience du 6 dudit mois de janvier, M. Marchand a demandé l'adjudication du bénéfice des mêmes conclusions comportant condamnation principalement des travaux évalués 300 francs, conclusions auxquelles le défendeur a donné son adhésion, sinon effectivement, au moins tacitement, en consentant, sans contestation, à la visite des lieux et à l'expertise qu'il a du reste demandée ; — Attendu qu'il est de jurisprudence que le demandeur a incontestablement le droit de modifier sa demande et que, dans l'espèce, M. Marchand a usé de son droit sans contestation

de la part du défendeur, en demandant, à l'audience du 6 janvier, condamnation des travaux évalués 300 francs ; — Attendu que ce chiffre de 300 francs rentre dans la catégorie des affaires soumises à la juridiction des juges de paix (art. 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905) ; — Attendu en conséquence que, dans l'espèce, nous sommes compétent ; — Par ces motifs, rejetant les conclusions de M. Moreaux, nous nous déclarons compétent ; — III. Sur la demande par le même tendant à faire constater l'absence de procès-verbal de visite des lieux et de rapport de l'expert : — Attendu qu'il résulte du rapprochement des articles 41, 42 et 43 du Code de procédure civile que, dans les causes non sujettes à l'appel, le juge de paix n'est pas tenu de faire dresser de procès-verbal de la visite des lieux, ni l'expert de dresser un rapport (Cass., 22 juillet 1895) ; — Attendu, dans l'espèce, que la cause n'est pas sujette à l'appel ; — Par ces motifs, nous rejetons les conclusions subsidiaires du défendeur ; — Et, jugeant au fond, en raison des conclusions prises par M^e Camus, avocat, au nom de M. Moreaux (Cass., 19 juin 1888) ; — IV. Sur la demande de M. Marchand et les autres chefs des conclusions de M. Moreaux : — Attendu que M. Marchand a fait citer M. Moreaux pour le faire condamner à réparer ou faire réparer le pignon de sa grange, qui s'est écroulé le 28 décembre 1903, par suite de travaux exécutés le long de ce pignon par les soins du défendeur ; mais que, dans la citation, les travaux sont évalués 300 francs environ ; — Attendu qu'à l'audience du 6 janvier, ainsi du reste que le

constate le jugement interlocutoire, M. Marchand a demandé contre M. Moreaux condamnation principalement des travaux évalués 300 fr., conclusions auxquelles le défendeur a adhéré, sinon effectivement, au moins tacitement, en consentant, sans contestation, à la visite des lieux, ainsi qu'à l'expertise qu'il a, du reste, demandée dans ses conclusions ; — Attendu qu'il est de jurisprudence que le demandeur a incontestablement le droit de modifier sa demande et que, dans l'espèce, ledit demandeur a usé de ce droit en concluant à l'audience du 6 janvier, et sans protestation de la part du défendeur, à la condamnation des travaux évalués 300 francs ; — Attendu qu'il s'agit donc bien, en conséquence, d'une action rentrant dans les termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905, devant se renfermer dans les limites tracées par ledit article et ayant son origine dans l'article 1382 du Code civil ; — Attendu qu'aux termes du jugement interlocutoire, notre transport sur les lieux contentieux a été ordonné, et que, de l'avis unanime des parties, M. Auguste, entrepreneur de maçonnerie à Corbigny, dispensé de serment, a été désigné comme expert pour nous assister à l'effet de constater l'état des lieux et faire toutes autres constatations utiles et nécessaires ; — Que le jeudi 25 janvier, jour fixé, à 1 heure de relevée, assisté du greffier et de l'expert, nous sommes transporté à Berrieux, rue du Tagnon, sur les lieux contentieux, où étant, et en présence des parties, nous avons fait les constatations utiles et nécessaires ; — Qu'à l'audience du 3 de ce mois, en présence des parties et

après serment par lui préalablement prêté de dire la vérité, M. Auguste, expert, a fait son rapport oral dont le greffier a tenu note en son plumitif et duquel il résulte que l'effondrement du mur était dû au dégagement du pied ; et que, pour la démolition et la réfection de ce pignon cubant 27 mètres, il fallait compter 224 fr. 50, en tenant compte de la vétusté ; — Qu'aussitôt cette audition de l'expert et comme conclusion de sa demande, M. Marchand a dit s'en rapporter au résultat de l'expertise ; — Qu'à cet instant, M^e Camus, avocat, au nom du défendeur, a déposé les conclusions ci-dessus transcrites et auxquelles il a été répondu, tendant à ce qu'il lui soit donné acte du défaut de procès-verbal de visite des lieux et de rapport d'expert ; — Qu'ensuite ledit M^e Camus, au nom de son client, a adressé quelques questions à l'expert dont le greffier a tenu note en son plumitif, ainsi que des réponses qui y ont été faites ; — Mais, attendu que ces questions et réponses ne pouvant avoir aucune influence sur les conclusions dudit expert, il n'y a pas lieu de s'y arrêter ; — Puis, toujours au nom de son client, M^e Camus, avocat, a développées moyens de défense et pris les conclusions ci-devant transcrites et auxquelles il a été répondu en partie ; — Attendu que la visite des lieux et l'expertise ayant été faites du consentement unanime des parties et conformément aux dispositions des articles 41, 42 et 43 du Code de procédure civile, c'est-à-dire régulièrement, il n'y a donc pas lieu de faire droit aux conclusions très subsidiaires ci-devant transcrites du défendeur demandant la commission

d'un expert compétent ; — Par ces motifs, rejetons les conclusions très subsidiaires ; — Attendu qu'il résulte des débats et des explications des parties à l'audience, que des réfections au pignon ont été faites de part et d'autre par lesdites parties ; — Attendu que, lors de la visite des lieux, il a été constaté des fouilles et l'établissement, près de ce pignon, d'un cellier à environ 1^m,20 en contrebas, et ce, par les soins de M. Moreaux ; — Que l'expert attribue l'effondrement du pignon au dégagement du pied ; — Et qu'il évalue la démolition et la réfection de ce pignon à la somme de 224 fr. 50 tout en tenant compte de la vétusté ; — Attendu que cet effondrement, attribué à l'imprudence de M. Moreaux, cause un préjudice à M. Marchand, à qui il est dû réparation en vertu des dispositions des articles 1382 et 1383 du Code civil ; — En conséquence, il y a donc lieu d'obliger M. Moreaux à réparer ce préjudice en le condamnant à payer à M. Marchand la somme de 224 fr. 50 à laquelle l'expert a évalué la démolition et la réfection dudit pignon ; — Attendu, comme le prétend du reste à tort le défendeur, que la présente cause n'a aucune corrélation avec la difficulté pour laquelle les parties se sont rendues, sur simple avertissement, à notre audience de conciliation du 11 juillet 1905 ; — Attendu que M^e Camus, avocat de M. Moreaux, n'a pas conclu sur la demande reconventionnelle de ce dernier en dommages-intérêts pour préjudice à lui causé par la chute du pignon, il y a lieu de considérer cette reconvention comme abandonnée par le défendeur ; — Attendu que la partie qui suc-

combe doit être condamnées aux dépens ; — Par ces motifs, condamnons M. Moreaux à payer à M. Marchand, tant pour le préjudice à lui causé par l'écroulement du pignon que pour dommages-intérêts, la somme de 224 fr. 50, montant de l'évaluation par l'expert des travaux de réfection de ce pignon ; — Disons que cette somme sera payable sans intérêt jusqu'au 1^{er} mars prochain ; mais qu'à défaut de paiement à cette époque, l'intérêt courra au taux légal à compter dudit jour 1^{er} mars jusqu'à parfaite libération ; — Le condamnons, en outre, aux dépens comprenant les frais de citation et de poste, mais non compris coût du présent jugement auquel il est également condamné ; — Quant aux frais de visite de lieux et d'expertise, ils seront supportés par moitié entre les parties, à ce condamnées ; — Taxons les frais dus à l'expert ; — Disons que, pour la réfection du pignon, M. Marchand est autorisé à passer sur la propriété de M. Moreaux. »

Observations. — Procès assez simple et qui a été seulement compliqué par l'obstination du défendeur à soulever des exceptions et des moyens peu sérieux. Avec raison le juge saisi du litige a repoussé ces exceptions, et condamné le défendeur à la réparation du préjudice causé à son voisin par sa faute. Après avoir affirmé qu'il ferait appel du jugement, le sieur Moreaux y a renoncé et a exécuté la sentence.

Justice de paix du 18^e arr. de Paris

Président : M. JEGOU, juge de paix.

14 juin 1906.

Distribution par contribution. — Article 15, loi du 12 juillet 1905. — Compétence du tribunal de paix.

Le juge de paix est seul compétent pour procéder aux répartitions par voie de contribution sur toutes sommes inférieures à 600 francs, même quand ces sommes sont susceptibles d'être augmentées par des versements postérieurs.

Cette solution résulte du jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les parties comparantes exposent d'abord qu'une distribution par contribution a été faite entre elles par le tribunal de la Seine à la date du 3 janvier 1906, d'une somme totale de 1379 francs ; — Attendu que les mandataires des sieurs Bohème et Lemarquis soulevaient une exception d'incompétence ; qu'ils prétendent que les juges de paix sont seuls désormais chargés de procéder, à défaut d'entente amiable entre les créanciers opposants à la distribution par contribution des sommes saisies, c'est à la condition *sine qua non* que les sommes entières et définitives pouvant être à répartir à ce jour et dans l'avenir n'excéderont pas 600 francs de principal ; — Que d'après eux, en la circonstance, si la somme à distribuer est présentement inférieure à 600 francs, elle fait partie d'un tout qui va s'augmentant chaque mois à la suite de retenues successives ; — Que d'ici peu, la somme saisie-arrêtée aura atteint et dépassé le chiffre fixé pour votre compé-

tence; — Qu'ils sollicitent donc que nous nous déclarions incompétent et que nous renvoyions les parties devant le Tribunal qui devra en connaître; — Attendu que les autres parties en cause présentes, d'accord, créanciers saisissants, saisi, réclament au contraire que nous révisions l'affaire et que nous procédions à une distribution par contribution; — Attendu que l'intérêt bien entendu du débiteur est ainsi qu'il le fait valoir lui-même, d'éteindre le plus rapidement sa dette, de diminuer la charge des intérêts à payer, de voir le moins longtemps possible ses fonds déposés à la caisse produire un intérêt bien inférieur à celui payé à ses créanciers et éviter ainsi de laisser ses charges augmenter, de procéder par suite à de fréquentes et peu dispendieuses répartitions, moyen que la loi nouvelle de 1905 met à sa disposition; — Attendu que la majorité des créanciers opposants est de cet avis; — Que ceux-ci réclament de toucher de fréquents acomptes; qu'ils font observer que si l'intérêt de leur débiteur est de se libérer, même partiellement, le plus rapidement possible et à moins de frais, il est de leur propre intérêt bien compris de recevoir des acomptes répétés et proportionnellement plus élevés; que procéder autrement, disent-ils, c'est vouloir renoncer aux avantages nouveaux offerts par la loi de 1905, recourir sans bénéfice aucun pour les intéressés à des procédures compliquées, coûteuses et faites à l'encontre de l'intérêt de tous et du leur en particulier; — Attendu que, comme le faisait remarquer M. Giraud au Sénat lors de la discussion de

l'article 15 de la loi de 1905, c'est un moyen nouveau offert permettant de remédier à des inconvénients, que la procédure ancienne de distribution par contribution exigeait nomination de juge, sommation aux créanciers, actes de production, rédaction de règlement provisoire, puis définitif, etc., que cette procédure ne se faisait pas sans de très gros frais; — Que très souvent lorsque les sommes à distribuer étaient peu élevées elles étaient en grande partie absorbées, quand même elles ne l'étaient pas en totalité; — Qu'il arrivait ainsi fréquemment que de petites sommes consignées étaient perdues pour les intéressés les créanciers n'ayant alors aucun avantage à provoquer l'ouverture d'une distribution; — Que cette situation avait à maintes reprises soulevé dans le Parlement de nombreuses et vives réclamations; — Que ces réclamations se sont traduites par divers projets de réforme; que c'est ainsi que l'article 15 de la loi de 1905 a été intercalé dans le texte ordonnant une procédure simplifiée, expéditive, procurant une solution rapide et réduisant au minimum les frais par l'application des formes prévues par la loi du 12 juin 1895 et la distribution par le juge de paix de toute somme inférieure à 600 fr. en principal»; — Attendu d'ailleurs que les demandeurs en incompétence n'allèguent à l'appui de leur thèse aucun moyen de fait autres que la faiblesse du dividende à recevoir lors de chaque répartition réclamée par le saisi, les arrangements que leur causeront ces répartitions fréquentes, hors de proportion avec les dividendes à

recevoir, enfin la nécessité envisagée par eux d'abandonner dans ces conditions leur créance : que ces observations sont de peu de poids en comparaison des raisons invoquées par les autres créanciers et le saisi en particulier; — Attendu que le texte de loi est formel; — Que l'article 15 ne s'occupe, pour fixer la compétence des juges de paix que de la somme à distribuer, au moment même où ils sont saisis, et non des sommes arrêtées ou à arrêter; — Que les juges de paix ont seuls compétence pour faire la distribution de la somme saisie-arrêtée ne dépassant pas 600 francs de principal; — Que, en disant qu'ils auront à procéder auxdites opérations, lorsque les sommes déposées n'excéderont pas 600 francs de principal, le législateur a voulu seulement ne pas faire entrer en ligne de compte les intérêts pouvant être dus par la caisse; — Que cet article 15 doit être rapproché de l'article premier de cette même loi qui fixe la compétence des juges de paix à 600 francs; — Attendu que pour admettre la théorie des sieur Bohème et Lemarquis, il faudrait tenir pour certaine une éventualité seulement possible de nouvelles consignations; — Que les retenues à opérer sur les salaires de Laviron peuvent en effet cesser par suite de circonstances diverses, départ, renvoi du saisi ou autres; — Que si, en adoptant la thèse soutenue par les demandeurs en exception, nous nous déclarions incompétent, et si, pour une cause quelconque aucune nouvelle retenue ne venait grossir le dépôt à la caisse pour le faire dépasser 600 francs, le Tribunal de première instance

serait obligé de se déclarer lui-même incompétent à son tour; — Attendu qu'on risquerait ainsi chaque fois qu'une opposition est faite dans des conditions semblables d'en arriver à un règlement de juges; — Qu'indiquer cette contrariété possible des décisions, c'est fixer la solution à admettre. — En la forme nous déclarons compétent au fond. — Validons les oppositions, etc... »

Observations. — Cette question est neuve, et il n'est pas à notre connaissance qu'elle ait été tranchée avant la sentence que nous rapportons ici. Cette sentence présente donc un très réel intérêt. Nous en adoptons pleinement la solution, appuyée d'arguments solides et difficilement contestables.

Justice de paix du canton de Villandraut
(Gironde).]

Président : M. DELRIVAL, juge de paix.

14 février 1907.

Droits de magasinage. — *Demande en paiement de ces droits. — Usage local.*
— *Demande en garantie.*

Un usage local, dont la preuve n'a pas été régulièrement faite ni même offerte ne saurait prévaloir contre les principes généraux du droit.

L'acheteur d'une marchandise en devient propriétaire immédiatement et par suite, si sur sa demande, ces marchandises ont été déposées chez un magasinier, c'est l'acheteur et non le vendeur qui est tenu de payer les frais de magasinage.

Ainsi décidé par le jugement suivant qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les exploits originaux et en garantie dont il a été plus haut parlé ; — Ouï les parties en cause en leurs explications et conclusions ; — Attendu que toutes parties sont d'accord pour reconnaître que les faissonnats et briquets dont il s'agit avaient été achetés antérieurement et sur place, lorsque Lasserre vendeur les a confiés, sur l'ordre de Jeandu, acquéreur, aux soins du magasinier Choquet ; — Que ce qui divise actuellement les parties c'est uniquement le paiement des droits de magasinage ; — Que Lasserre à qui ils sont aujourd'hui réclamés par Choquet soutient que c'est Jeandu qui en étant devenu propriétaire avant le dépôt, doit en acquitter les droits ; — Que Jeandu acquéreur et Choquet magasinier prétendent au contraire que c'est toujours le propriétaire vendeur qui les dépose qui est tenu des droits de magasinage et ce, d'après un usage constant du pays ; — Attendu qu'il en serait évidemment ainsi si une convention était intervenue dans ce sens lors de la vente, convention qui n'est même pas alléguée ; — Qu'il en serait encore ainsi si les faissonnats en question, avant d'être vendus, avaient été déposés par Lasserre dans les dits magasins pour y être mis en vente et où Jeandu s'en serait rendu acquéreur ; mais que tel n'est pas le cas en l'espèce ; — Que les faissonnats ayant été achetés sur place à Lasserre par Jeandu, ce dernier en est aussitôt devenu propriétaire exclusif dès que vendeur et acquéreur ont été d'accord sur la chose et sur le prix et avant leur dépôt au magasin ; — Que Jeandu l'a si bien

compris ainsi qu'après en être devenu acquéreur, il a donné ordre à Lasserre de les lui transporter au magasin en question ; — Que c'est donc, à n'en pas douter, au nom, dans l'intérêt et pour le compte de Jeandu, acquéreur, que ce dépôt a été effectué au magasin de Choquet à la garde et à la surveillance duquel il le confiait ; — Que c'est donc à bon droit que Lasserre a appelé Jeandu en garantie des condamnations qui pourraient l'atteindre ; — Que vainement on excipe d'un usage contraire dans le pays ; que cet usage ne saurait exister sans heurter à la fois le droit et l'équité ; — Que pour qu'un usage ait force de loi, il faut qu'il revête certaines conditions et que la preuve de cet usage soit offerte conformément aux formes spécialement prescrites à cet effet, ce que ni Choquet, ni Jeandu, n'offrent de faire ; — par ces motifs, jugeant publiquement et contradictoirement vidant notre délibéré du 7 de ce mois ; — Statuant sur la demande originaire, condamnons Lasserre à payer à Choquet la somme de 8 fr. 88, montant des droits de magasinage en question ; — Le condamnons en outre aux intérêts de ladite somme à partir du jour de la demande et aux dépens liquidés à... — Et statuant sur la demande en garantie que nous déclarons à bon droit fondée par Lasserre condamnons Jeandu à garantir et relever Lasserre indemne en capital, intérêts et frais des condamnations qui viennent d'être prononcées contre ce dernier. »

Observations. — Un usage local, si bien établi qu'il soit, ne peut de-

vant les tribunaux prévaloir contre les règles générales du droit et du Code civil. Dans l'espace actuelle les marchandises dont il s'agit n'avaient pas été enlevées directement par l'acheteur ; sur sa demande ces marchandises avaient été déposées dans les magasins du demandeur. C'est donc certainement dans son seul intérêt que le dépôt avait été fait, et par suite, à défaut de convention contraire, c'est lui qui devait les frais de magasinage. — Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v^o *Usage*. Voir aussi, Cass., 29 mai 1902, ANNALES 1903, p. 56.

Justice de paix de Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre).

Président : M. BOURQUET, juge de paix.

22 février 1906.

Erreur de compte — Expertise — Vente de vaches. — Compétence du juge de paix.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une erreur de compte, lorsque cette erreur rentre par son chiffre dans la compétence de ce magistrat en matière personnelle et mobilière.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance en date du... etc., notre jugement interlocutoire du, etc., ensemble les articles 1110, 1131, 1304, 1376 et 2038 du Code civil ; — Attendu qu'à la date du 20 de ce mois à sa sortie du domaine d'Agnon, M. Fèvre fit cession de son cheptel au fermier rentrant, M. Merle, et pour procéder à l'évaluation du dit cheptel, les intéressés ont eu recours, cha-

cun de leur côté, à des experts, M. Jeudi, fermier à Livry, pour M. Fèvre, et M. Léon, pour Merle ; — Attendu que les experts sus désignés, en établissant le mémoire pour l'évaluation du cheptel, ont commis une erreur partielle de calcul dans l'opération, qui consistait à multiplier le prix d'une vache par le nombre total de vaches de même valeur, l'évaluation acceptée réciproquement étant de 285 fr. l'une, soit 285 fr. multiplié par 3 vaches, soit 855 fr... et non 755 fr., chiffre sorti par erreur ; — Attendu que le défendeur se refuse au paiement de la somme de 100 francs qui lui est réclamée, basant son refus sur les motifs suivants : — Que le marché, en ce qui concerne le règlement total, s'élevant à 8 475 fr. 40, avait été librement consenti ; — Que si le chiffre total avait été élevé de 100 francs de plus, il n'aurait peut-être pas consenti le marché ; — Qu'un laps de temps s'étant écoulé, il n'y avait plus à y revenir ; — Et qu'enfin, si une pareille demande (rectification d'erreur) était prise en considération par les Tribunaux, après que les comptes ont été réglés, on pourrait à tout instant être tracassé par des redressements d'erreurs ; — Considérant que le fait en lui-même n'est pas dénié par les défendeurs, que de plus il est reconnu par les deux experts, que la bonne foi du défendeur est entière et absolue, il y a lieu d'examiner le litige en droit strict ; — Attendu qu'au terme de l'article 1110 du Code civil, ainsi conçu... Ce qui revient à dire que si l'erreur ne tombe que sur un motif particulier qui a porté une personne à contracter une obliga-

tion, et que l'obligation a d'ailleurs une cause suffisante dans ce que l'autre partie doit donner de son côté, l'erreur n'entraîne pas la nullité de l'engagement ; — Attendu que dans le cas soumis à notre jugement la convention, c'est le prix d'une vache, l'unité ; l'obligation, c'est la somme produite par le prix d'une vache, multiplié par le nombre de vaches ; — Attendu qu'au terme de l'article 1131 du Code civil ainsi conçu..... l'erreur entraîne la nullité de l'acte lorsque la cause de l'engagement le rend nul, parce que, alors, la cause est fautive ; — Attendu que l'article 1034 du Code civil limite à 10 ans l'action en nullité prescriptive, pour cause d'erreur, et cela à partir de la découverte de l'erreur ; — Attendu que l'article 1376 du Code civil dit que celui qui a reçu par erreur une chose qui ne lui est pas due, doit la restituer à celui de qui il l'a indûment reçue ; — Attendu enfin que l'article 2038 du Code civil par ces termes précis, impérieux, impose la réparation d'erreur de calcul comme dans le cas qui est soumis à notre jugement ; — Cette théorie est largement confirmée par une jurisprudence unanime ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, accordons au demandeur les bénéfices de sa citation, et vu l'article 130 du Code de procédure civile, condamnons le défendeur aux frais. »

Observations. — On nous signale que, sur appel, ce jugement a été infirmé par le Tribunal civil de Nevers, mais il nous paraît difficile d'accepter la décision du Tribunal. En effet, divers arrêts de la Cour

suprême ont accepté et consacré la doctrine du juge de paix de Saint-Pierre-le-Moutier, et notamment un arrêt récent du 1^{er} août 1905, publié dans nos *Annales* de septembre 1906.

Justice de paix du canton de la Ferté-Macé (Orne).

Président : M. LEVILLAIN, juge de paix.

25 janvier 1907.

Surenchère sur aliénation volontaire.
— Effet, résolution, — Intérêts. — Fruits, etc.

L'adjudication sur aliénation volontaire a pour effet de résoudre le contrat de vente et d'opérer directement la transmission de la propriété des mains du vendeur dans celles de l'adjudicataire. — En conséquence, l'acquéreur évincé n'est plus tenu des obligations qui résultaient de son titre et ne peut être astreint qu'à rendre compte des fruits, s'il en a perçus, pendant son administration intérimaire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX, parties entendues : — Attendu que suivant procès-verbal d'adjudication volontaire du 7 mai 1906 dressé par M^e Gautier, notaire, le sieur Jamet a acquis de M. Mauffillâtre, au prix de 22100 francs, productif d'intérêts à 4 0/0 l'an, un tissage situé à la Ferté-Macé ; — Attendu que, la dame Guillaumin, créancière inscrite, a surenchéri du dixième le prix de cette vente, et par jugement du 21 septembre suivant rendu au Tribunal civil de Domfront, elle a été proclamée adjudicataire moyennant le prix de 36.300 francs ; — Attendu que la dite dame réclame aujourd'hui au sieur Jamet : 1^{re} la

somme de 331 fr. 47, représentant les intérêts de 22100 francs, son prix d'acquisition, courus du 7 mai au 21 septembre 1906; 2° celle de 143 fr. 28 pour indue occupation et jouissance de l'immeuble depuis l'adjudication 21 septembre jusqu'au 27 octobre dernier; 3° enfin la restitution sous contrainte de 100 francs de divers objets disparus du tissage pendant l'occupation du sieur Jamet; — Sur le premier chef de demande : — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que l'adjudication par suite de surenchère sur aliénation volontaire, a pour effet de résoudre le contrat de vente primitif et d'opérer directement la transmission de la propriété des mains du débiteur en celles de l'adjudicataire; — Attendu que dans ces sortes de ventes il n'est pas dressé de cahier de charges spécial, mais que l'expédition du contrat de vente déposée au greffe du Tribunal sert de base à la nouvelle adjudication; — Attendu, dans l'espèce, que l'adjudicataire surenchérisseur n'a pu ignorer la charge qui lui était imposée de servir les intérêts à partir du jour du premier contrat, et conserver à cet égard l'espoir d'une répétition possible vis-à-vis de l'acheteur évincé; — Attendu que la nouvelle situation créée pour celui-ci ne le soumet qu'aux exigences qui en découlent; — Que, ne devant plus d'intérêts par suite de la résolution du contrat, il peut, tout au plus, être astreint à rendre compte des fruits perçus par une jouissance utile et effective qu'il aurait retirée depuis le jour de ce contrat au jour de la nouvelle adjudication; — Attendu que l'immeuble dont s'agit,

consistant dans un tissage abandonné et fermé depuis environ neuf ans, n'était pas en état de fonctionner sans de grosses et coûteuses réparations, que le défendeur se serait bien gardé d'entreprendre sous la menace d'une surenchère faite par le gendre et le mandataire de la dame Guillaumin, le jour même de la vente en l'étude du notaire, ce qui n'est pas contesté; — Que pour ce motif encore, le sieur Jamet ne pouvait sérieusement songer à transformer le tissage pour l'approprier à tout autre usage, afin d'en retirer un revenu quelconque; — Attendu qu'à ce point de vue le défendeur n'a donc perçu aucun fruit, pas plus d'ailleurs que le nouvel acquéreur ne pourra en percevoir lui-même, tant que le tissage ne sera pas mis en état de fonctionner ou transformé en un autre usage; — Attendu que dans ses dernières conclusions la demanderesse allègue et offre de prouver certains faits de jouissance effectués par le sieur Jamet, au nombre desquels : celui d'avoir cueilli des fruits se trouvant dans le jardin de l'usine et aux espaliers le long des murs et notamment encore deux jours avant l'adjudication sur surenchère; — De s'être servi à plusieurs reprises de la forge de l'usine, d'y avoir ferré des portes et fenêtres; — d'avoir déposé du bois et des meubles; — d'avoir accordé l'autorisation d'y garer une automobile pendant dix jours, d'y faire deux repas de mariage; — d'y confectionner un reposoir, et à un peintre d'y peindre des voitures dans la cour; — Mais attendu que ces faits, dont quelques-uns sont contestés, ne sauraient constituer dans leur ensemble, des

actes de jouissance réelle et effective du tissage, que la plupart ne sont en réalité que des actes de complaisance et de bon voisinage, qui n'ont causé aucun tort à l'immeuble et dont le sieur Jamet n'a retiré aucun bénéfice; — que la dame Guillaumin n'allègue pas d'ailleurs que le défendeur en ait retiré un profit pécuniaire quelconque; — Attendu que les seuls faits à retenir seraient la récolte de quelques paniers de fruits et l'usage de la forge par le défendeur, entrepreneur de serrurerie; — Mais attendu que ces faits isolés de jouissance sont en réalité minimes et hors de proportion avec la demande de la dame Guillaumin; — Qu'à cet égard et sans qu'il y ait lieu de recourir à une expertise, nous trouvons dans les documents de la cause les éléments nécessaires pour faire cette évaluation; qu'en accordant les dépens de l'instance à titre d'indemnité, il y sera suffisamment fait droit; — Sur le deuxième chef de demande, induite occupation après l'adjudication sur surenchère: — Attendu qu'il dépendait de l'adjudicataire de faire cesser cette occupation par une mise en demeure à compter de laquelle elle aurait pu réclamer des dommages-intérêts et pour y avoir droit; — Attendu que la dame Guillaumin, adjudicataire depuis le 21 septembre dernier, n'a fait sommation au sieur Jamet que le 25 octobre suivant; — Qu'il ne lui serait donc dû d'indemnité que du 25 au 27 octobre, jour du départ définitif du sieur Jamet; — Mais attendu que ce dernier a offert à la barre une somme de 15 francs à titre d'indemnité, qu'il y a lieu, en lui donnant acte de cette offre de la déclai-

rer valable et suffisante pour le libérer sur ce chef de demande, l'occupation du tissage s'étant réduite à une pièce au rez-de-chaussée; — Sur le troisième chef de demande, restitution de divers outils: — Attendu que le sieur Jamet ayant méconnu avoir enlevé du tissage les outils réclamés, la demanderesse lui a déféré le serment décisoire comme seul moyen de preuve en son pouvoir, à défaut d'inventaire entre elle et le sieur Jamet; — Attendu que ce dernier a prêté le serment qui lui était ainsi déféré, à notre audience du 11 janvier courant, jurant qu'il n'avait détourné aucun des outils ou objets réclamés; — Qu'il lui a été donné acte de ce serment, ainsi qu'il résulte du jugement du même jour; — Que dès lors il y a lieu de débouter la demanderesse sur ce chef de demande; — Par ces motifs: — Disons à tort et mal fondée l'action de la dame Guillaumin, sur le premier chef de demande: paiement par le sieur Jamet des intérêts de son prix d'acquisition; — Disons que ce dernier n'a pas eu la jouissance utile, réelle et effective du tissage, mais seulement de la forge et de quelques fruits récoltés aux espaliers du jardin et que nous estimons à la valeur des dépens de l'instance; — Donnons acte au sieur Jamet de son offre de 15 francs sur le deuxième chef de demande, le condamnons en tant que de besoin à payer cette somme à la dame Guillaumin; — Donnons itérativement acte au défendeur du serment par lui prêté sur le troisième chef de demande, et vu ce qui en résulte, déboutons purement et simplement la dame Guillaumin sur ce chef; —

Et attendu qu'il y aurait lieu de répartir les dépens, les parties succombant respectivement, disons néanmoins qu'ils seront supportés par le sieur Jamet à raison des faits sus-énoncés. Taxons les dépens à, etc. »

Observations. — Voir dans le sens du jugement, Cass., 15 déc. 1862, D. P. 1863, I, 161, 27 juillet 1894, D. P. 1895, I, 190. Au surplus, la sentence a été acceptée et exécutée par les parties.

Justice de paix du canton de Revel
(Haute-Garonne).

Président : M. THOMAS, J. juge de paix.

9 février 1907.

Tuberculose dans l'espèce bovine. — Abatage de l'animal et saisie. — Irrécevabilité de l'action récursoire. — Délais des distances. — Irrégularité du procès-verbal de saisie. — Action en garantie. — Rejet de la demande.

En cas d'abatage d'un animal de l'espèce bovine pour cause de tuberculose, l'action en nullité de la vente, ou toute réclamation de l'acheteur doit être intentée dans les dix jours à partir du jour de l'abatage.

Passé ce délai et à défaut de la stricte observation des formalités prescrites par la loi du 23 février 1905, l'action n'est plus recevable.

L'action récursoire en garantie ne peut être reçue qu'autant que la demande originaire est elle-même recevable.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit de citation du ministère de M^e Ferrié, huissier, en date du 27 décembre 1906 enregistré ; — Vu l'exploit de mise en cause du 2 janvier

suivant, du ministère de M^e Camboulives, huissier à Saint-Paul-Cap-de-Joux, également enregistré ; — Vu le duplicata du certificat de saisie délivré par le vétérinaire en chef, chargé de l'inspection des viandes de la ville de Marseille, en date du 14 décembre 1906 ; — Ouï le sieur Paul David, marchand de bestiaux à Narbonne, demandeur, en ses conclusions ; — Ouï également Gisclard, défendeur principal, et M^e Papailhian, avocat du barreau de Lavaur (Tarn), pour le sieur Aussaresses, défendeur en garantie, en leurs moyens de défense ; — Vu également les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905, sur les vices rédhibitoires des animaux domestiques ; — Vu enfin les dispositions de la loi du 12 juillet 1905, article 6 ; — Jugeant après délibéré, publiquement, contradictoirement et en dernier ressort ; — Attendu qu'il est établi que le sieur Gisclard a acheté au sieur Aussaresses, une paire de vaches sur le marché de Peylaurens (Tarn), à la date du 5 décembre 1906, moyennant le prix de 420 francs ; — Que l'une de ces vaches a été revendue par Gisclard, acheteur originaire, au sieur David, marchand de bestiaux, à Narbonne, lequel l'a expédiée, à son tour, à Marseille, où elle a été abattue dans la cabine d'un sieur Bouchard, à l'abattoir de cette ville ; — Qu'une partie (90 kilos) de viande de cette vache a été saisie comme tuberculeuse par le vétérinaire inspecteur le 13 décembre 1906 ; Que d'après la déclaration faite par un sieur Audric, représentant des commissionnaires en bestiaux, cette vache appartenait à David de Narbonne ; — At-

tendu qu'avant de statuer sur la demande en garantie formée par Gisclard contre Aussaresses, il convient de rechercher si la demande originaire est recevable ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 23 février 1905, au cas d'abatage d'un animal pour cause de tuberculose, l'action doit être intentée dans les dix jours, à partir du jour de l'abatage ; — Qu'aux termes du § 4 du même article, « sera seule recevable l'action formée par l'acheteur qui aura fait « au préalable la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural » (Liv. III, Sect. II)... Dans le cas « de saisie partielle portant sur les « quartiers, l'acheteur ne pourra « intenter qu'une action en réduction de prix à l'appui de laquelle « il devra produire un duplicata du « procès-verbal de saisies mentionnant la nature des parties saisies et « leur valeur calculée d'après leur « poids, la qualité de la viande et le « cours du jour » ; — Attendu que la déclaration prescrite par l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905 a été faite par un sieur Audric, représentant des commissionnaires en bestiaux — sans autre indication — lequel a déclaré que la vache litigieuse appartiendrait à M. David, à Narbonne, ainsi que cela résulte du duplicata du certificat de saisie qui nous a été produit par ce dernier ; — Que ce même certificat constate que ladite vache a été abattue dans la cabine de M. Bouchard ? — Que rien n'indique que Audric en faisant la déclaration ait agi pour le compte de David ni au nom de ce dernier ; — Attendu qu'il y a lieu de se demander si la vache en question était toujours en la possession de David

au moment de son abatage, ou si au contraire Audric qui a fait la déclaration, ou mieux encore Bouchard, dans la loge duquel elle a été abattue, n'en étaient pas devenus les véritables propriétaires ; qu'on s'explique difficilement en effet, que David qui est marchand de bestiaux à Narbonne et nullement boucher à Marseille ait fait abattre une vache pour son propre compte dans la cabine d'un tiers, à Marseille ; — Attendu qu'il y a lieu de conclure de tous ces faits que la vache litigieuse n'était plus la propriété de David au moment où elle a été abattue, et que ce dernier aura désintéressé son acheteur afin de pouvoir se retourner contre Gisclard, ce qu'il n'aurait pu faire utilement, s'il avait laissé agir son acheteur, la loi du 23 février 1905 ayant implicitement abrogé toutes les actions récursoires, qui, sous l'empire de la loi ancienne, dégénéraient en véritables abus (Voir Tribunal civil de Ruffec, 9 janvier 1906) ; — Attendu d'autre part, que la vache dont s'agit a été abattue le 13 décembre 1906 et l'action intentée le 27 du même mois, c'est-à-dire quatorze jours après ; — Que la loi du 23 février 1905 dispose : qu'au cas d'abatage d'un animal l'action doit être intentée dans les dix jours à partir du jour de l'abatage ; et qu'il est généralement admis que ce délai n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances (Godard et Cozette, Manuel des vices rédhibitoires ; — Chevresson, Baudry-Lacantinerie et Vauguirot, Traité de la vente, n^{os} 452 et suiv.) ; — Que pour admettre avec ces auteurs que ce délai de dix jours est rigoureusement strict, il y a lieu de

remarquer que le législateur lors du vote de la loi du 2 août 1884 a formellement indiqué que les délais seraient augmentés à raison des distances, ce qu'il n'aurait pas manqué de faire si telle avait été son intention lors du vote de la loi du 23 février 1905, mais qu'au contraire, cette dernière est complètement muette sur ce point ; — Qu'il y a lieu dès lors de tirer cette conséquence, que l'article 1033 du Code de procédure civile n'est pas applicable en la matière, et que par suite David ne se trouverait plus dans les délais pour intenter son action ; — Attendu enfin que contrairement au § 4 de l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905, le duplicata du procès-verbal de saisie produit par le demandeur ne renferme pas les indications exigées par la loi, et notamment la nature des parties saisies ni leur valeur calculée d'après leur poids, la qualité de la viande ni le cours du jour ; et que la demande formée par David se trouverait encore de ce chef, sans base légale ; — Sur la demande en garantie formée par Gisclard contre Aussaresses et la demande reconventionnelle de ce dernier en dommages-intérêts ; — Attendu que la demande en garantie est entièrement liée à la demande principale et doit suivre le sort de cette dernière ; que d'autre part Aussaresses ne justifie pas avoir éprouvé un préjudice quelconque du fait de l'appel en garantie formé contre lui par Gisclard ; — Par tous ces motifs : — Déclarons irrecevable et en tout cas mal fondée la demande de David, l'en déboulons ; — Mettons Aussaresses hors de cause, condamnons David en tous

les dépens ; — Rejetons le surplus des conclusions des parties. »

Observations. — Ce jugement, très clair et très complet, est l'application exacte de la loi du 23 février 1905, publiée dans nos ANNALES, 1905, p. 109. Nous ne pouvons que l'approuver entièrement, en la forme et au fond.

Justice de paix du canton de Joigny
(Yonne)

Président : M. RAGOT, juge de paix
20 février 1906

Société de chasse. — Partage du gibier entre les sociétaires. — Pouvoir d'appréciation du juge.

Tous les membres d'une société de chasse ont droit à une part du gibier abattu par un ou plusieurs membres de la société, à moins qu'il ne soit justifié d'une convention contraire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs conclusions et observations à notre audience du 6 février présent mois, jugeant publiquement et en dernier ressort ; — Attendu que suivant exploit de M^e Perin, huissier à Joigny, en date du 2 février présent mois enregistré ; Martinat, père, comme cessionnaire des droits de son fils, Léon Martinat, adjudicataire du droit de chasse dans les bois communaux de Villechien, pendant six années qui ont commencé le 1^{er} juillet 1902, pour finir le 30 juin 1908, a fait citer par devant nous Brodard, comme associé et cofermier et comme s'étant engagé à exécuter les charges et conditions ayant signé le procès-verbal dressé en la forme administrative le 29 juin

1902 enregistré à Joigny le 14 août suivant, folio 71, case 8, par le receveur qui a perçu les droits ; — Attendu que le gibier tué dans cette chasse aurait été jusqu'en janvier dernier, partagé entre Martinat et Brodard ; que le 14 janvier dernier Brodard et ses invités auraient tué un chevreuil pesant environ 25 kilos, et un sanglier pesant 30 kilos ; que Martinat aurait réclamé sa part ou la moitié de ce gibier à différentes reprises sans pouvoir obtenir de Brodard une réponse satisfaisante ; par suite, il s'est trouvé dans la nécessité de le faire citer devant nous ; — Attendu que le droit de chasse qu'exerce Martinat et qui a comme associé et cofermier Brodard, est fait dans un intérêt commun aux parties associées, attendu par suite qu'ils doivent en avoir les mêmes avantages ; — Attendu que dans l'affaire qui nous est soumise et par suite du défaut de convention relative au partage du gibier, il paraît équitable de déclarer que chaque associé doit répartir aussi également le gibier qu'il tue entre tous les associés ; — Attendu encore que dans une société ordinaire, en effet, chaque associé agit pour la société et non pour son intérêt personnel, et les bénéfices réalisés par chaque associé doivent être mis en commun ; — Attendu, d'ailleurs, qu'aux termes de l'article 1832 du Code civil, la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ; — Attendu de plus, que bien que Martinat et Brodard exercent séparément, avec leurs coassociés respectifs, le droit de

chasse dans les bois communaux de Villecien, et quoiqu'il ne soit porté ni représenté aucune convention ayant trait au partage du gibier susceptible d'être tué dans ces bois de Villecien, soit par l'une ou l'autre des parties en cause, il n'en est pas moins vrai, comme l'a déclaré Brodard, qu'il faisait cadeau de temps en temps d'un morceau de gibier à Martinat, il reconnaissait donc lui Brodard, implicitement le droit au partage du gibier qu'il tue dans les bois de Villecien, et dont ils ont la chasse en commun ; — Attendu enfin que, s'il est vrai que la jurisprudence est d'accord pour reconnaître que le gibier est *res nullius*, il ne saurait être considéré ainsi dans cette cause, comme étant la propriété entière de Brodard, au détriment de son coassocié Martinat, que d'ailleurs la convention intervenue entre l'adjudicataire d'un droit de chasse, et un tiers que l'adjudicataire s'adjoint comme associé solidaire, constitue une association. — Par tous les motifs ci-dessus déduits, et vu les circonstances de la cause ; — Condamnons Brodard à payer à Martinat père, la somme de 25 francs à laquelle nous fixons le prix de la portion de gibier réclamée par ce dernier avec les intérêts de droit ; — Statuant sur les dommages-intérêts réclamés ; — Disons y avoir lieu de tenir compte des dissentiments survenus entre les parties en cause, à l'occasion de cette chasse ; — Par suite ; condamnons Brodard en tous les dépens, pour tous dommages et intérêts. »

Observations. — Si le gibier est en principe *res nullius*, il cesse de l'être lorsqu'il est abattu, en ce cas

il appartient au chasseur qui l'a tué. S'il s'agit d'une société de chasse la question de savoir à qui il appartient est ordinairement tranchée par la convention ou les clauses du cahier des charges de l'adjudication. Dans l'espèce, il y avait une véritable société de chasse à clauses égales pour tous. Par suite le juge saisi a pensé que le gibier devait être partagé entre les associés. Cependant cette solution nous laisse quelques doutes. Nous comprenons bien que si tous les sociétaires ou actionnaires de la chasse ont pris ensemble part à la battue ou action de chasse, le produit de la journée doit être partagé également entre tous. Mais il ne semble pas juste d'attribuer part égale à ceux des actionnaires qui sont restés chez eux bien tranquilles et n'ont prêté aucune aide à leurs coassociés. Il semble qu'en général l'action ou part de société de chasse, donne au porteur le droit de chasser, mais non le droit de profiter du travail des autres.

Justice de paix du canton de Pont-l'Évêque
(Calvados).

Président : M. HERVIEU, *juge de paix*.
7 juin 1907.

Justice de paix du canton de Livarot
(Calvados)

Président : ROSIER, *juge de paix*

Gui. — Plantes nuisibles. — Arrêté préfectoral. — Destruction. — Procès-verbal. — Gendarmes.

Le procès-verbal dressé par un simple gendarme contre un propriétaire qui n'a pas obéi à un arrêté préfectoral prescrivant l'enlèvement du gui, lorsque cet arrêté dispose que, en cas de contravention, procès-verbal sera dressé par le maire, l'adjoint, l'officier de gendarmerie, etc.,

est-il bon et valable, et peut-il servir de base à la poursuite ?

Cette question est traitée et résolue en sens contraire, par les deux jugements que nous rapportons ci-dessous :

1^{er} jugement dans le sens de la négative ; rendu par M. le juge de paix de Pont-l'Évêque :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu en droit que, quelle qu'ait pu être l'autorité des lois du 28 septembre 1791 et du 28 germinal an VI la matière est aujourd'hui régie par la loi postérieure du 24 décembre 1888 ; — Attendu qu'une loi ne peut être abrogée ou modifiée que par une autre loi : qu'en conséquence, quel que soit le respect dû au décret du 20 mai 1903 il ne peut avoir pour effet de faire échec à la loi sus-visée, ni de la modifier dans aucune de ses parties ; — Attendu que cette dite loi autorise, par son article 1^{er} les préfets à prescrire les mesures nécessaires pour arrêter ou prévenir les dommages causés à l'agriculture par les insectes, les cryptogames et autres végétaux nuisibles ; — Que l'article 3, visé par l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1902 dit qu'« en cas d'inexécution dans les délais fixés procès-verbal est dressé par le maire, l'adjoint, l'officier de gendarmerie, le commissaire de police, le garde forestier ou le garde champêtre. — Que cette énumération est limitative : qu'il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à se reporter aux travaux préparatoires de la loi ; qu'en effet, le rapporteur de la loi au Sénat constate d'abord qu'« il s'agit de contraventions d'un ordre particulier, en ce sens qu'elles résultent non pas d'un fait isolé et

précis, mais d'un ensemble de faits minuscules, dont l'appréciation a toujours quelque chose d'élastique et de relatif » ; que plus loin, il dit, dans ce même rapport : « sur la demande du gouvernement, nous avons ajouté à la nomenclature des fonctionnaires chargés de verbaliser contre les contrevenants les officiers de gendarmerie et les gardes forestiers ; leur assimilation à ces fonctionnaires résulte des articles 9, 16 et 48 du Code d'instruction criminelle ; — Qu'apparaissent ainsi clairement les motifs qui ont guidé le législateur et sa volonté bien arrêtée de ne confier le soin de constater que par des procès-verbaux « ces contraventions d'un ordre particulier dont l'appréciation a toujours quelque chose d'élastique et de relatif » qu'aux seuls fonctionnaires ainsi limitativement désignés, c'est-à-dire uniquement à des agents de la police judiciaire ; — Attendu qu'en présence d'un texte aussi précis et aussi impératif, il paraît impossible d'admettre que le procès-verbal puisse être dressé par d'autres agents que ceux désignés par la loi, qu'il paraît plus impossible encore de se passer de procès-verbal et d'y suppléer par un autre genre de preuve, notamment par la preuve testimoniale ; que ce serait aller directement contre l'esprit et la lettre de la loi en permettant de constater ces contraventions à des personnes autres que celles qu'elle-même a pris soin de désigner ; qu'il semble bien résulter, au contraire, de tout ce qui précède d'abord que la loi a entendu déroger à l'article 154 du Code d'instruction criminelle et que la poursuite doit nécessairement s'appuyer sur un pro-

cès-verbal, ensuite que tout procès-verbal rédigé par tous autres agents que ceux auxquels la loi donne spécialement et limitativement qualité, doit être considéré comme radicalement nul. — Par ces motifs ; — Le ministère public, entendu dans ses conclusions et résumé, et lecture faite de la loi ; — Dit que l'accusation manque de base légale ; — En conséquence, renvoie Lepecq de la plainte sans dépens. »

Le ministère public s'est pourvu en cassation contre cette sentence.

Deuxième jugement dans le sens de l'affirmative.

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le 24 avril 1907, les gendarmes de la brigade de Livarot ont dressé procès-verbal contre le sieur X... pour ne pas avoir enlevé le gui excrusur 6 pommiers et une aubépine existant sur la propriété qu'il exploite à..... conformément à l'arrêté de M. le Préfet du Calvados et pris à la date du 9 septembre 1902, après avis du Conseil général, et ce en conformité de l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1888 ; — Attendu que l'article 8 de la dite loi, reproduit dans l'arrêté préfectoral, est ainsi conçu : « En cas d'inexécution dans les délais fixés (1^{er} avril), procès-verbal est dressé par le maire, l'adjoint, l'officier de gendarmerie, le commissaire de police, le garde forestier et le garde champêtre, et le contrevenant est cité devant le juge de paix ; — Attendu, il est vrai, que dans l'article 3 parmi les officiers de police judiciaire et agents ayant qualité pour dresser les procès-verbaux de contraventions, ne figurent pas les gendarmes, briga-

diers et sous-officiers de gendarmerie: — Mais attendu qu'il est certain, en présence des art. 8 et 9 du Code d'instruction criminelle et du décret du 1^{er} mars 1854 portant règlement de la gendarmerie qu'en indiquant la qualité : « officier de gendarmerie » la loi fait abstraction du grade qui lui indiffère et ne s'occupe que de la fonction... officier de gendarmerie... qui fait office de gendarme; officier... titre de toute personne qui a une charge, un office, un emploi, un service à remplir. Attendu au surplus que la constatation des contraventions de toute espèce est conférée aux gendarmes par l'art. 488 du décret du 1^{er} mars 1854; — Que dans ces conditions les gendarmes de Livarot avaient qualité pour dresser la contravention relevée contre le sieur X... — Par ces motifs, faisant au prévenu l'application des art. 5 et 6 de la loi du 24 décembre 1888 ainsi conçu : — Art. 5. — Les contraventions aux dispositions des art. 1 et 2 de la présente loi seront punis d'une amende de 6 à 15 francs. L'amende est doublée et la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus peut même être prononcée, en cas de récidive. — Art. 6. — L'art. 463 du Code pénal est applicable aux pénalités prononcées par la présente loi; — Condamne le sieur X... à 1 fr. d'amende. Le condamne en outre aux dépens. — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Comme on le voit, la question résolue ci-dessus est sérieusement controversable. Les jugements rendus par deux magistrats dont nous connaissons les

excellents esprits, l'ont résolue en sens absolument contraire et par des arguments sérieux. Quant à nous, nous nous sommes déjà prononcés sur ce point délicat dans la 5^e édition de notre *Dictionnaire général*, v^o *Procès-verbaux*, n^o 162 et suiv., et nous citons en notre sens le décret du 20 mai 1903 et deux arrêts anciens de la Cour de cassation du 19 juillet 1838 et du 1^{er} mars 1844. Les lois actuelles et notamment la plus récente sur la gendarmerie ont donné aux gendarmes les pouvoirs les plus étendus pour verbaliser à propos des contraventions rurales. Un arrêté préfectoral ne saurait limiter ce droit établi par la loi. En résumé la solution du juge de paix de Livarot nous paraît préférable, et c'est celle que nous avons adoptée depuis longtemps déjà. — D'ailleurs, est-il bien certain qu'en mentionnant les officiers de gendarmerie le préfet ait voulu exclure les simples gendarmes. Nous ne le pensons pas, il a pu penser que les gendarmes étant tous des officiers de police judiciaire cette qualification s'appliquait à tous les gendarmes gradés ou non.

Justice de paix du canton de St-Amand (Lombre).

Président : M. BARBUT, Juge de paix.

2 octobre 1906.

Action pour dommages aux champs. — Servitude. — Demande reconventionnelle en maintien de la possession de cette servitude. — Terres jectisses. — Béalière.

La possession d'un canal ou béalière entraîne celle des servitudes accessoires telles que le droit de passage sur les berges pour dévier les eaux et pour opérer le curage, droit de jet de pelles, etc.

Le propriétaire du fonds servant ne peut s'opposer à l'exercice de ces droits accessoires.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les consorts Bonnet, demandeurs, réclament à Tardieu, défendeur, la somme de 400 francs, en réparation du préjudice résultant de dépôts effectués sur les berges d'une béalière de transmission que ce dernier possède à titre de servitude à travers la prairie Bonnet appelée la Levade, dépôt de matériaux provenant des curages effectués depuis moins d'un an et jour par le défendeur ; — Attendu que ce dernier reconnaît en principe le fait matériel des dépôts dont se plaignent les demandeurs ; — Mais qu'il excipe de ce que, possédant à travers la parcelle Bonnet depuis temps immémorial une servitude de conduite d'eau, servitude qu'il exerce au moyen d'un canal de transmission à ciel ouvert établi sur cette même parcelle, il possède également à titre d'accessoire de ladite servitude, non seulement le droit de passer sur les rives de ladite béalière, mais encore celui d'y déposer les matériaux provenant des divers curages dont cette béalière peut être l'objet sans qu'il soit tenu d'en opérer l'enlèvement ; — Que cet enlèvement mis à sa charge, aurait d'ailleurs pour conséquence naturelle de l'autoriser à s'approprier des matériaux qui en principe appartiennent aux consorts Bonnet, puisque, n'ayant lui-même qu'un simple droit de servitude, le sol du canal de transmission et les berges qui le délimitent n'en restent pas moins la propriété de ces

derniers ; — Qu'au surplus, c'est ainsi qu'il a toujours procédé, laissant lesdits matériaux en dépôt sur les berges à la disposition des consorts Bonnet, demandeurs ; — Attendu que la réalité du point de fait, concernant le dépôt sur les berges des terres jectisses provenant du curage, avec pour les consorts Bonnet la faculté d'en opérer l'enlèvement si bon leur semble, se dégage amplement des données de l'enquête fournie par le défendeur ; — Que ce dernier en tire argument pour prétendre que c'est là un mode de jouissance d'une servitude non contestée, mode de jouissance dont il est par suite en possession plus qu'annale et qui se lie intimement avec la servitude principale dont il est un des accessoires nécessaires ; — Que dans ces conditions, il ne saurait y avoir réparation d'un préjudice quand celui-ci résulte uniquement de l'exercice d'un droit possédé ; — Qu'il réclame, en conséquence, par voie reconventionnelle, sa maintenue en possession de ladite servitude, telle qu'il l'a exercée jusqu'à ce jour, à la charge par les consorts Bonnet de lui payer pour cause du trouble que leur action a porté à sa dite possession la somme de 400 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que, de l'exposé des prétentions et conclusions respectives, il résulte que l'action soumise à notre examen a pour objet en résumé la contestation suivante ; — Les consorts Bonnet actionnent Tardieu à raison du dégât occasionné sur leur héritage et à leur récolte ; — Ce dernier excipe de ce que le dommage allégué, en admettant qu'il existe, provient uniquement de l'exercice d'un droit dont il est en

possession immémoriale, en tout cas plus qu'annale ; — Attendu que la demande, ainsi présentée, n'est autre chose, en définitive, qu'une action pour dommages faits aux champs, fruits ou récoltes, action prévue et réglementée par le premier numéro de l'article 6 de la loi Cruppi du 12 juillet 1903 ; — Que, sous l'empire de la loi de 1838, la connaissance des actions de cette nature échappait à la juridiction cantonale dès l'instant que, comme dans l'espèce actuelle, se trouvait sérieusement contesté le droit de servitude excipé par le défendeur ; — Mais qu'il ne saurait en être ainsi avec la loi nouvelle précitée extensive de la compétence des tribunaux de paix ; — Qu'en effet, ledit article 6, par deux numéros distincts, les numéros 1 et 2, reproduit textuellement les actions qui faisaient l'objet du premier numéro de l'article 5 de la loi de 1838, avec cette différence essentielle que ce même article 6, dans son premier numéro, réglemente expressément la compétence des actions pour dommages faits aux champs, fruits ou récoltes, dans les conditions prévues par les articles 1384 à 1385 du Code civil, sans limiter cette compétence au cas où les droits de propriété ou de servitude ne seront pas contestés ; — Que cette mention se trouve seulement inscrite à la suite du numéro 2 du même article et, dès lors, cette limitation de compétence ne s'adresse évidemment qu'aux actions prévues et réglementées par ce dernier paragraphe ; — Attendu que, dans ces conditions, il nous incombe de passer outre à la solution du différend, tel qu'il nous est soumis par l'exposé de la demande principale jointe à

l'exception de servitude proposée par le défendeur ; — Qu'en l'état, la solution du litige réside dans les situations respectives qu'engendrent les servitudes en général et dépend surtout de l'examen de la demande reconventionnelle, à savoir notamment si Tardieu, possesseur incontesté d'une servitude de conduite d'eau à travers la prairie Bonnet par une béalière de transmission, se trouve juridiquement possesseur à titre accessoire du droit de déposer sur les berges de ladite béalière les terres jectisses provenant du curage sans être tenu d'en opérer l'enlèvement ; — Attendu qu'il est acquis aux débats que Tardieu ne possède sur la prairie Bonnet qu'un simple droit de servitude, se manifestant par l'existence d'une béalière destinée à transmettre les eaux du ruisseau de la Levade dans sa parcelle dénommée le Pastural et en vue de son irrigation ; — Que ce droit de servitude, établi sans titre par le seul effet d'une possession constante, ne saurait à lui seul engendrer au profit de son titulaire aucun droit de propriété sur le fonds assujéti et notamment sur le canal lui-même, abstraction faite des eaux qui y circulent ; — Qu'en d'autres termes, le propriétaire du fonds traversé ne cesse point pour cela de rester propriétaire du lit du canal et de ses bords, avec par suite la pleine faculté d'y exercer tous les actes de propriété compatibles avec l'exercice de la servitude qui le grève et notamment de recueillir tous les produits dont les berges peuvent être susceptibles, voire même avec le droit éventuel de recouvrer la libre jouissance de son fonds au cas de dessèchement effectif du canal ; —

Attendu que, la mise en état d'un canal d'amener comportant le curage proprement dit et le retaillage des berges, il est bien évident que ces matériaux, avant d'être détachés, font partie intégrante du fonds grevé et que, par suite, ils appartiennent de plein droit au propriétaire de ce fonds qui peut les employer à tel usage que bon lui semble ; — De telle sorte qu'en l'espèce actuelle, il semblerait de prime abord qu'en laissant sur les berges lesdits matériaux à la disposition des consorts Bonnet, Tardieu aurait tout simplement respecté les droits des demandeurs, lesquels, par suite, devraient être déclarés mal fondés à se plaindre ; — Mais attendu que l'argument, tiré de ces principes et qui constitue la base principale des moyens de défense présentés par Tardieu, nous paraît, dans son application à l'espèce, au moins très contestable ; — Qu'en effet, nous avons déjà exposé que le propriétaire du fonds grevé possède la faculté de recueillir tous les produits dont les berges peuvent être susceptibles à la seule condition de ne pas entraver l'exercice de la servitude ; — Or, attendu que les matériaux provenant du curage se composent naturellement, du moins en partie, de matières nuisibles, telles que graviers et sables, dont le dépôt ne peut que nuire à la fertilité du fonds qui le supporte ; — De telle sorte que, s'il veut conserver aux berges du canal qui grève son fonds leur fertilité intrinsèque à l'effet d'en recueillir les produits comme c'est son droit, le propriétaire de ce fonds se trouve obligé par la force des choses à opérer l'enlèvement desdits matériaux au fur et à mesure des

curages successifs ; — D'où il suit que la solution, qui, en l'espèce actuelle, autoriserait Tardieu à laisser indéfiniment sur les berges les terres jectisses, aurait naturellement pour effet, somme toute, d'imposer au propriétaire du fonds servant une véritable prestation résultant directement des actes d'exercice de la servitude elle-même ; — Qu'il est bien évident qu'on ne saurait de *plano* adopter ici une telle solution, sans méconnaître par là même et heurter de front le principe indiscutable en conformité duquel la conséquence naturelle du caractère essentiel de toute servitude consiste à n'imposer au propriétaire du fonds assujéti d'autre obligation que celle purement passive de tolérer et de souffrir, *ut patitur aut non faciat*, c'est-à-dire, de laisser au propriétaire du fonds dominant le libre exercice de la servitude telle qu'elle a été constituée ou possédée ; — Attendu qu'étant donné ces deux principes contradictoires, l'un et l'autre également indiscutables, il nous incombe de chercher ailleurs la solution du procès et de nous rappeler aussi que, dans la pratique, les questions de cette nature ne sont souvent susceptibles d'être résolues qu'au moyen d'une sorte d'arbitrage *ex æquo et bono*, et dans lequel il convient en général de prendre pour guide cette double règle, à savoir, d'une part, la conciliation de ce qui est le plus avantageux pour le fonds dominant avec ce qui est le moins incommode pour le fonds servant, et, d'autre part, dans le doute, de décider en faveur de ce dernier fonds ; qu'il convient, notamment, d'examiner la demande reconventionnelle et de rechercher

et apprécier si, en l'absence de titre constitutif, les actes habituels d'exercice, révélés par l'information et les faits de la cause, peuvent être de nature à constituer au profit de Tardieu la base d'une jouissance utile, au regard des dépôts dont s'agit, avec la non-obligation pour ce dernier d'en opérer l'enlèvement; — Attendu que, suivant les prévisions de l'article 696 du Code civil, l'établissement d'une servitude engendre par elle-même au profit de son titulaire la faculté d'exercer tous les actes nécessaires pour en user ou la conserver; que, du principe édicté par cette disposition légale, se dégage implicitement, mais nécessairement, la proposition suivante, à savoir, que si une servitude peut exister comme accessoire d'une autre servitude qui seule est due principalement, il est indispensable que, dans cette hypothèse, la servitude accessoire ne s'exerce qu'en vue d'assurer l'exercice de la servitude principale, ce qui revient à dire que la servitude accessoire n'est réellement due que tout autant qu'elle est une conséquence nécessaire de la servitude principale; que, d'autre part, l'article 708 du même code, lorsqu'il dispose que le mode de la servitude se prescrit comme la servitude elle-même et de la même manière, a pour objet, non pas l'extension des droits que pourrait acquérir le propriétaire du fonds dominant, mais bien uniquement les facultés inhérentes aux actes d'exercice qui constituent les accessoires nécessaires de la servitude principale; — Attendu que les francs-bords ou rives du canal litigieux, dès l'instant de sa constitution, se

sont trouvés de plein droit assujettis aux servitudes accessoires nécessaires pour assurer l'existence de ce même canal conformément à sa destination qui est la transmission des eaux du ruisseau de la Levade dans la parcelle Tardieu; que ce dernier, ayant le droit incontestable d'entretenir le canal précité en état de pouvoir assurer la circulation des eaux à la transmission desquelles il est affecté, a par conséquent acquis et possédé la faculté accessoire de passer sur les berges pour opérer les curages nécessaires, en usant du droit de jet de pelle, celui-ci comportant virtuellement comme conséquence nécessaire le droit d'entreposer les terres jectissées sur les rives, droit de passage, droit de curage, droit de jet de pelle et droit d'entrepôt, qui se sont constitués et conservés, à défaut de titre, par le seul exercice de la servitude principale de transmission dont ils sont les accessoires nécessaires; — Attendu, néanmoins, que s'il est de principe qu'une servitude accessoire de nécessité appartient au possesseur d'un canal de transmission établi dans la propriété d'un tiers, cela revient à dire que ce possesseur ne peut faire à titre de nécessité, que strictement ce que la nécessité exige et légitime; — Or, attendu qu'il est à peine besoin de dire que le dépôt des matériaux sur les berges à perpétuelle demeure ne constitue pas un acte indispensable à l'exercice d'une servitude de conduite d'eau; — D'où il suit qu'en l'espèce actuelle la possession de Tardieu ne saurait être efficace qu'au regard des dépôts momentanés, seuls absolument indispensables pour assurer la cir-

culatation des eaux ; qu'en effet, la faculté de laisser indéfiniment sur les berges les terres jectisses, sans être obligé d'en opérer l'enlèvement, constitue en elle-même et à ce point de vue, non pas un mode indispensable de jouissance de la servitude principale, mais bien au contraire l'exercice d'une servitude absolument distincte, servitude, qui plus est, essentiellement discontinue, laquelle ne peut exister légalement qu'étayée d'un titre positif ; — De telle sorte que la possession incontestée de Tardieu au regard du canal précité, ne saurait *ipso facto* l'autoriser à laisser indéfiniment sur les rives les matériaux provenant du curage, encore moins pourrait-il prétendre aujourd'hui que les consorts Bonnet riverains, ayant toujours enlevé les terres jectisses, sont assujettis à les enlever toujours ; — Car ce serait là une véritable corvée, tout au moins une servitude personnelle incompatible avec l'esprit de notre législation ; — Qu'en d'autres termes, il peut y avoir droit acquis pour les matériaux déposés déjà depuis l'an et jour, mais, pour les dépôts récents et surtout pour les curages à venir, aucun droit ne peut être réellement possédé qu'en vertu d'une convention ; — Car la possession, ne s'exerçant pas sur des éventualités, ne peut gagner droit sur elles ; — Qu'en un mot, la tolérance dont jusqu'à ce jour ont fait preuve les consorts Bonnet en cette occurrence, peut bien couvrir des faits accomplis, mais ne peut constituer la base d'une jouissance utile ; — Quant aux dommages réclamés ; — Attendu que les consorts Bonnet paraissent avoir supporté de tout temps les

dépôts dont s'agit ; — Qu'il faut bien en induire que ces dépôts ne les gênaient pas outre mesure ; — Que, même pour les récents dépôts, ce qui a fait naître le conflit de possession, c'est moins le dépôt en lui-même que la prétention émise par Tardieu de faire considérer le trouble comme résultant de l'exercice d'un droit accessoire de sa servitude ; — Qu'il convient, dès lors, de rejeter la demande reconventionnelle quant à ce, de laisser les matériaux déposés dès avant ce jour à la disposition des consorts Bonnet, dépôts que pouvait tacitement autoriser la tolérance manifestée par les demandeurs jusqu'à ces derniers temps et, pour tous dommages, condamner le défendeur aux entiers dépens ; — Par ces motifs, contradictoirement, en premier ressort, maintenons le défendeur Tardieu en possession de ladite servitude, telle qu'elle se manifeste par l'existence de ladite béalère de transmission ; — Le maintenons, en outre, en possession des accessoires nécessaires que comporte l'exercice de cette même servitude, savoir : droit de passage sur les berges pour dévier les eaux et opérer le récurage du canal susdit ; — Droit de jet de pelle, droit d'entrepôt momentané, le tout à la charge par le sieur Tardieu d'effectuer ces travaux à des époques convenables en vue de causer le moins de dommage possible à la récolte du fonds servant, auxquels droits il convient d'ajouter, également à titre de nécessité, celui de passer avec des attelages, pour l'enlèvement des terres jectisses ; — Le déboutons du surplus de sa demande reconventionnelle ; — Disons que c'est à tort que Tardieu a refusé d'enlever

les matériaux par lui entreposés récemment, sous prétexte que cette obligation incombait aux demandeurs, et, pour le préjudice causé, le condamnons aux entiers dépens. »

Observations. — Sur appel, et par jugement du Tribunal civil de Mende, en date du 12 juin 1907, la sentence dont le texte est rapporté ci-dessus a été confirmée avec adoption de motifs. Il y a donc lieu de supposer que cette sentence est exacte, et elle l'est en effet dans toutes ses dispositions essentielles.

Justice de paix du canton de Roquefort (Landes.)

Président : M. François LAMBERT, *,
juge de paix.

2 juin 1907.

Tuteur à l'interdiction. — Conseil de famille. — Délibération. — Requête au juge de paix. — Rejet.

Le père et la mère d'un majeur interdit ne peuvent lui donner un tuteur par testament. Cette tutelle ne peut être constituée que par le conseil de famille.

Ce conseil est régulièrement composé des membres survivants de l'ancien conseil de famille, et à défaut de parents à la distance voulue, d'amis de la famille.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

L'an 1907 et le 2 juin, à 7 heures du matin, par devant nous, François Lambert, juge de paix du canton de Roquefort, a comparu M. Edouard-Gaëtan du Bouett, propriétaire, licencié en droit, domicilié de la ville de la Bastide d'Armagnac, lequel a exposé :

Qu'à la suite d'une demande en interdiction dirigée par la dame Marie d'Argenton, veuve du Brutz, quand vivait propriétaire à la Bastide d'Armagnac, à l'encontre de la demoiselle Anna-Albanie du Brutz, sa fille, célibataire majeure, atteinte d'aliénation mentale, domiciliée de droit à la Bastide d'Armagnac, mais depuis des années internée à l'asile Saint-Luc à Pau, il était intervenu, à la date du 15 février 1884, un jugement de défaut prononçant l'interdiction de cette dernière; — Qu'après que ledit jugement de défaut avait eu acquis l'autorité de la chose jugée, il avait été pourvu, dans les formes prescrites par la loi, à la tutelle de celle-ci, et que, par délibération en date du 21 septembre 1893, dûment enregistrée, prise sous la présidence de M. Ludovic de Biensan, notre prédécesseur immédiat, le conseil de famille avait confié à M^{me} veuve du Brutz les fonctions de tutrice dative de sa fille; — Que ladite dame étant décédée à la Bastide d'Armagnac le 6 mai 1897, nous avons immédiatement apposé nos scellés, en conformité de l'article 911 du Code de procédure civile, sur les meubles, effets, titres, papiers et objets mobiliers composant sa succession; — Que, suivant testament olographe en date du 12 juillet 1906 régulièrement déposé en l'étude de M^e Labarthe-Vacquier, notaire audit lieu, la dame du Brutz l'avait désigné comme tuteur de sa fille susnommée, et qu'en cette qualité il nous requerrait de vouloir bien procéder à la levée de nos scellés, aux jour et heure qu'il nous plairait fixer. — Et a M. du Bouett signé. — Sur quoi :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la réquisition qui précède, ensemble les dispositions de la loi; — Attendu que la qualité invoquée par M. du Bouett repose sur un acte illégal; — Que nommée, dans les conditions susénoncées, tutrice dative de sa fille célibataire majeure, la dame veuve du Brutz, née d'Argenton, ne pouvait pas disposer à son gré d'une charge qui lui avait été à elle-même conférée et qu'elle ne détenait pas de la loi; — Qu'à la différence de la tutelle légale, la tutelle dative ne peut se liguier, et que ce que les auteurs d'un mineur ont la faculté de faire, les auteurs de ces mêmes mineurs devenus majeurs n'ont plus en l'espèce le droit d'en disposer; — Que la doctrine et la jurisprudence enseignent que le père ou la mère d'un majeur interdit ne peuvent pas lui nommer un tuteur par testament, ainsi qu'ils auraient pu le faire à leur fils ou fille mineure d'après l'article 397 du Code civil (voir, en ce sens, Cass., 11 mars 1812; Paris, 1^{re} mai 1813; Sic Merlin, *Rép.*, v^o *Tutelle*, sect. II, § 1^{er}, n^o 8; Duranton, t. III, n^o 751; Toullier, t. II, n^o 1336; Favart, *Nouv. Rép.*, v^o *Interdiction*, § 2, n^o 9; Chardon, n^o 230; Marcadé, art. 506; Demolombe, t. VIII, n^o 563; Aubry et Rau, t. I^{er}, § 126, p. 519; Demante, t. II, n^o 278; Massé et Vergé, t. I^{er}, § 235, note 4, p. 468; — Attendu que nous ne pouvons, dès lors, déférer à la requête qui nous est présentée; — Disons n'y avoir pas lieu, pour le moment du moins, de procéder à la levée des scellés requise, et invitons M. du Bouett à faire procéder par le subrogé-tuteur de l'interdite susnommée à une nouvelle réunion de son conseil de fa-

mille, seul chargé de pourvoir au remplacement et à la nomination d'un nouveau tuteur dans les formes prescrites par l'article 503 du Code civil précité. »

La délibération exigée a été prise, et le conseil, obéissant au vœu exprimé par M^{me} veuve du Brutz, a nommé M. du Bouett pour tuteur datif.

Au lendemain de cette délibération, un cousin par alliance de l'interdite, domicilié dans une localité du Gers distante de 18 à 20 kilomètres de la commune où la tutelle dont s'agit s'était ouverte, m'a requis d'avoir à procéder à une nouvelle réunion, excipant de ce qu'il n'y avait pas été convié, ainsi que de la façon irrégulière dont le conseil de famille dont s'agit avait été composé, et me menaçant enfin, si je ne déférais pas *hic et nunc* à sa demande, de faire annuler ladite délibération. »

A cette requête, réponse en ces termes :

« Attendu que le conseil de famille incriminé a été régulièrement composé, et que dans sa constitution, aussi bien que dans les diverses questions qu'il a eu à résoudre, toutes les formes légales ont été aussi rigoureusement que scrupuleusement observées; que, requis par M. Touzet, subrogé-tuteur, « sans doute fort malade et à la veille d'expirer », mais en pleine possession cependant de toutes ses facultés mentales, il a été composé à défaut de parents à la distance légale : 1^o des membres encore vivants du premier conseil; 2^o et des amis de la famille du Brutz; en

tous gens d'une indiscutable honorabilité et susceptibles de s'occuper d'une façon aussi sérieuse que désintéressée du sort de l'infortunée demoiselle Albanie du Brutz; — Que réunie à la Bastide d'Armagnac par suite de l'état désespéré du subrogé tuteur, cette assemblée a été appelée à statuer tant sur la nomination d'un tuteur que sur le remplacement dudit subrogé-tuteur, dans l'impossibilité désormais de s'acquitter de ses fonctions; — Que l'autorisation d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire a été, enfin, octroyée au tuteur nommé; — Que tous les votes auxquels ces questions ont donné lieu ont été émis à l'unanimité, et que si le sieur de Lissalde n'a pas été appelé à y participer, c'est que son existence était ignorée; — Attendu que les règles tracées par les articles 407 et 409 du Code civil ne sont pas prescrites à peine de nullité, et qu'en admettant même qu'il se fût glissé dans la constitution dudit conseil certaines irrégularités, il n'y aurait pas plus lieu de procéder à une nouvelle convocation que de prononcer la nullité de la délibération contestée du moment qu'aucune pensée de dol ou de fraude ne saurait y être relevée, et que tout a été mis en œuvre

pour sauvegarder les intérêts de l'interdite en faisant l'objet (voir, en ce sens, *Cours d'Orléans*, 9 mars 1894 (loi du 7 avril 1894); *C. pr.*; *Cass.*, 7 février 1893 (Sirey, 1893, I, 241); *Cour de Justice civile de Genève* (Suisse), 16 septembre 1893 (Sirey, 1894, III, 3); *Cour d'Aix*, 18 juillet 1894 (loi du 20 août 1894); — Par ces motifs, nous, juge de paix; — Disons n'y avoir pas lieu de déférer à l'injonction qui nous est faite, et informons le sieur de Lissalde que, sauf opposition dûment en forme de sa part, il sera, par nous, procédé à la date du 8 juin présent mois, à 9 heures du matin, à la levée des scellés par nous apposés au domicile de feu M^{me} veuve du Brutz, requise par M. du Bouett, tuteur datif nommé, et ce, en conformité des articles 930, 931 et 937 du Code de procédure civile, ainsi qu'en exécution des dispositions des articles 451 et 509 du Code civil. »

Observations. — Solutions exactes sur tous les points. Voir les arrêts et les autorités cités dans les deux ordonnances. Voir aussi notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 5^e édit., v^o *Conseil de famille*, n^{os} 64, 112 et suivants, et *Interdiction*.

Tribunal de simple police de Rive-de-Gier
(Loire).

Président : M. Ed. PERRIN, juge de paix.

4 décembre 1906.

Vérification annuelle des poids et mesures.

— *Personnes assujetties. — Cultivateurs vendant au marché.*

Le propriétaire cultivateur qui vend dans un lieu public les produits de sa récolte est assimilable au marchand ambulant en ce qui concerne la vérification annuelle des poids et mesures.

Est donc passible des peines de simple police le propriétaire cultivateur qui, ayant apporté des produits au marché, est trouvé possesseur de poids et mesures non poinçonnés à la marque de vérification de l'année.

Il en est ainsi quand bien même il ne se servirait pas à ce moment des poids et mesures trouvés en sa possession.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — En ce qui concerne les nommés Bret, dame Besson, etc. : — Attendu qu'ils reconnaissent avoir été trouvés détenteurs, sur le marché de Rive-de-Gier, de poids et mesures non revêtus de la marque de vérification de l'année 1906 ; — Mais qu'ils soutiennent que, n'étant pas marchands ambulants, les prescriptions de la loi du 4 juillet 1837 et de l'ordonnance du 17 avril 1839 ne sauraient leur être rendues applicables ; — Attendu que c'est évidemment par erreur que l'agent vérificateur a qualifié les prévenus des marchands ambulants ; — Qu'il est acquis aux débats que tous sont des propriétaires ou des cultivateurs apportant au marché les produits de leurs récoltes ; — Mais attendu que le fait même de venir vendre celles-ci dans un lieu public les assimile, pour la vérification annuelle,

OCTOBRE 1907.

aux marchands ambulants ; — Qu'en effet, la Cour de cassation a bien décidé, dans un arrêt du 14 mai 1837, que l'article 479, n° 6, du Code pénal n'est pas applicable à une personne qui n'a fait que vendre, en qualité de propriétaire, une denrée de son domaine ; — Mais qu'elle a eu soin de spécifier qu'il n'en était ainsi qu'autant que la vente s'opérait dans un lieu non public ; — Attendu que toutes les fois qu'un propriétaire vend ses récoltes au marché, il est donc tenu de n'avoir avec lui que des poids et mesures poinçonnés à la marque de l'année ; — Qu'il en est ainsi quand bien même il ne se servirait pas des poids et mesures dont il est détenteur à ce moment ; — Que la contravention est réalisée par cette double circonstance que le propriétaire a mis en vente des produits sur la place publique et qu'il possède des poids et mesures non revêtus de la marque annuelle ; — Par ces motifs, condamne. »

Observations. — Jurisprudence aujourd'hui constante. Jugé que la bonne foi même n'est pas une excuse. Cass., 14 août 1884, ANNALES 1886, p. 67.

Just. de paix du canton Sud de Grenoble
(Isère).

Président : M. ANDRÉ, juge de paix.

4 mai 1907.

Accident du travail survenu en cours de route. — Responsabilité.

Le patron est responsable de l'accident dont son ouvrier a été victime, non pas dans l'usine ou l'atelier, mais en cours de route et à l'occasion du travail commandé à l'ouvrier.

Dans ce cas, l'ouvrier blessé a droit à

19

l'indemnité de demi-salaire qui devra lui être payée, jusqu'à la consolidation de la blessure.

Ainsi décidé dans les termes que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898; — Attendu que par la citation introductive d'instance, Graziano dit avoir été victime d'un accident en gare de Montmeillan, alors qu'il revenait d'exécuter un travail à Albertville pour le compte de MM. Bouchayer et Viallet, constructeurs à Grenoble; — Attendu que nous avons été régulièrement saisi de la demande, par application des formalités prescrites au sixième alinéa de l'article 15 de la loi du 31 mars 1905; — Attendu que la blessure entraîne une incapacité temporaire de travail; — Attendu que, de ce fait, Graziano réclame aux défendeurs son demi-salaire, lequel s'élève à 3 fr. 25, à partir du jour de l'accident et jusqu'à celui de la consolidation de la blessure dont la date sera ultérieurement établie; — Attendu que les parties sont d'accord sur le montant du demi-salaire; que le fait de la blessure n'est pas non plus contesté; — Attendu encore que MM. Bouchayer et Viallet ne soulèvent aucune objection au sujet du lieu de l'accident, survenu en dehors de l'usine et en cours de route; que, du reste, ayant pris à leur charge le transport de Graziano au retour et après exécution d'un travail à lui commandé, ils ont assumé la responsabilité de cette circulation; que, par suite, le train qui le ramenait à Grenoble, son domicile, et dans lequel l'accident s'est produit, doit être considéré

comme le prolongement du chantier (Cour de Paris, 6 juin 1883; Dalloz, 1860, II, 129; Loubat, *Risques professionnels*, p. 61, n° 50; Souchet, 3^e édit., t. 1^{er}, n° 322); — Attendu que les défendeurs prétendant se soustraire au paiement du demi-salaire par la raison que l'accident se serait produit, de l'avenue même de Graziano et du sous-chef de gare de Montmeillan, alors que la victime passait à titre gracieux des colis à des voyageurs, et que ce fait ne saurait ni de près ni de loin se rattacher au travail; — Mais attendu que les défendeurs ne rapportent nullement la preuve d'une telle allégation; que, si Graziano reconnaît avoir fait passer leurs bagages à des voyageurs, il n'a jamais dit en effet que l'accident fût le résultat de cet acte de complaisance; qu'il résulte, au contraire, de ses déclarations à la mairie de Montmeillan, de ses dires à l'audience et de la déposition elle-même de l'unique témoin de l'enquête, que c'est en prenant sa caisse d'outils sur la banquette de la voiture que son doigt a été écrasé par la portière; — Attendu que nous sommes, dès lors, en présence d'un accident dont la cause est inhérente au travail effectué pour le compte et dans l'intérêt du patron, et résultant de l'exécution du contrat de travail; qu'il est donc de ceux prévus par la loi du 9 avril 1898, et qu'ainsi la demande de Graziano est bien justifiée; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Disons la demande de Graziano recevable et bien fondée, et l'admettons; — Condamnons

Bouchayer et Viallet à payer à Graziano la somme de 3 fr. 25 représentant son indemnité journalière de demi-salaire, et disons que cette indemnité lui sera payée à compter du 29 décembre 1906, lendemain du jour de l'accident, jusqu'à consolidation de la blessure dûment constatée par un certificat médical. »

Observations. — Pour qu'il y ait lieu à l'application de la loi du 9 avril 1898 et à la responsabilité du patron, il faut que l'accident soit survenu par le fait et à l'occasion du travail. Dans l'espèce ci-dessus, le demandeur a été blessé en prenant sa caisse d'outils pour les ramener chez son patron. De plus, l'ouvrier voyageait par ordre et aux frais du patron, qui lui avait commandé d'aller faire un travail chez un client et hors de l'atelier. Il nous semble donc impossible de nier que le travail effectué chez le client n'eût pas un rapport très direct avec le mandat de l'ouvrier et que, quand il a été blessé, il ne fût dans l'exercice de ses fonctions.

A annoter au Dictionnaire Général, 5^e édit., v^o *Accidents du travail*, n^{os} 4 et suivants.

Justice de paix du canton Est de Tartas
(Landes).

Présid. : M. TRAVERSIER, juge de paix.

26 novembre 1906.

Louage. — Congé donné par l'un des propriétaires seul. — Production tardive d'une sous-location. — Congé annulé.

Le congé donné au locataire par ministère d'huissier, à la requête d'un seul des propriétaires, n'est valable qu'autant qu'il est mentionné sur l'exploit qu'il a

été donné avec l'assentiment des autres propriétaires.

Par suite ne saurait être accepté le congé donné par un seul copropriétaire, et le Tribunal saisi de la demande en validité ne saurait valider ce congé en se basant sur une prétendue sous-location qui n'est pas dûment établie.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit du 14 juin 1906, enregistré, du ministère d'Esteffe, huissier à Tartas, le sieur Darzac, propriétaire à Souprosse, a fait signifier un congé au sieur Dupont, tailleur, pour voir cesser, à partir du 11 novembre, le local qu'il occupe suivant bail verbal, moyennant le prix annuel de 70 francs. — Le sieur Dupont ayant persisté à occuper le susdit local, le demandeur, par autre exploit du même huissier en date du 16 novembre 1906, l'a fait citer à comparaître à notre audience du 19 novembre à l'effet de voir valider le congé à lui donné en juin et ordonner son expulsion des lieux.

A ladite audience du 19 novembre, toutes parties ont comparu. — Le demandeur a persisté dans les conclusions par lui prises et développées en l'exploit d'instance et a soutenu qu'il avait sous-loué à sa nièce la partie de maison lui appartenant et occupée par le sieur Dupont, et qu'à ce titre il avait le droit de louer seul l'immeuble en question et d'en donner congé. — Le défendeur a répondu que lorsqu'il avait loué les trois pièces de l'immeuble Darzac, il avait entendu louer aux deux propriétaires indivis, M. Darzac et M^{lle} Darzac, sa nièce ; que, contrairement aux assertions du demandeur, ce dernier n'était

pas le sous-locataire de sa nièce, et que cette prétention invoquée au dernier moment n'était qu'un prétexte pour légitimer le congé irrégulier qu'il lui avait fait signifier; que, dans ces conditions, il refuse de quitter les lieux parce que le congé ne lui a pas été signifié par les deux copropriétaires, et proteste en terminant contre les mauvais procédés de M. Darzac qui ne lui a donné le congé que pour satisfaire une rancune politique.

L'affaire, mise en délibéré, fut remise au 26 novembre pour le prononcé du jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu le congé signifié le 14 juin 1906 au sieur Edouard Dupont, tailleur d'habits à Souprosse, en ce canton, par M^e Daniel Esteffe, huissier à Tartas, et enregistré; — Vu l'exploit introductif d'instance en date du 16 novembre, présent mois; — Vu la loi du 12 juillet 1905, art. 3; — Oui le sieur Darzac (Louis-Dominique), demandeur, et le sieur Dupont (Edouard), défendeur, en leurs dires, explications et conclusions; — Au fond : — Attendu qu'à la date du 14 juin 1906, le sieur Louis-Dominique Darzac a fait signifier un congé au sieur Edouard Dupont pour qu'il eût à quitter, le 11 novembre suivant, les trois pièces de l'immeuble qu'il occupe à Souprosse et dont il est copropriétaire; — Attendu que le sieur Edouard Dupont n'ayant point obtempéré à cette réquisition, le demandeur, par autre exploit du 16 novembre, l'a fait citer à comparaître devant nous pour voir statuer sur la validité du congé; — Attendu qu'à notre audience du 19 novembre, le

défendeur a dit que ce n'était pas M. Darzac seul qui lui avait consenti le bail verbal de la partie de maison dont s'agit, mais bien aussi M^{lle} Darzac, sa nièce; qu'il savait parfaitement que cette dernière était copropriétaire de l'immeuble loué, au même titre que son oncle; qu'il n'a point à déférer aujourd'hui au congé à lui donné le 14 juin dernier, ce congé ne lui ayant été donné que par le sieur Darzac seul; — Attendu que, de son côté, le demandeur soutient que, suivant conventions verbales intervenues entre M^{lle} Darzac, sa nièce, et lui, il était devenu locataire de sa nièce, et qu'à ce titre il avait seul qualité de donner congé et que le congé doit être valable; — Attendu que, des explications fournies par les parties et des débats, il ressort que M. Darzac et M^{lle} Darzac possèdent ensemble une maison d'habitation indivise à Souprosse et louée en partie au sieur Dupont, tailleur, et que ce dernier, au refus de M. et de M^{lle} Darzac d'accepter contre quittance signée des deux le montant du loyer, soit la somme de 70 francs, les a déposés entre les mains de M. le maire de Souprosse suivant reçu signé par ce digne magistrat et produit devant nous, ce qui d'ailleurs a été reconnu exact à l'audience du 19 novembre; — Que M. Darzac, qui se prétend le gérant d'affaires de M^{lle} Darzac, sa nièce, et son locataire même, s'est présenté à l'audience sans mandat régulier, et en l'espèce sans procuration, qui put fournir des éléments sérieux d'une convention intervenue entre lui et sa nièce; qu'il n'a pu justifier sa demande, ni prouver qu'étant locataire de sa nièce, il avait sous-

loué au sieur Dupont; qu'il y a lieu par suite pour le Tribunal de rejeter entièrement un mandat verbal qui lui a paru fictif et exclusivement de circonstance, créé par M. Darzac pour les besoins de sa cause, et de tenir également pour nulle la prétendue location verbale faite par M^{lle} Darzac à son oncle, comme entièrement dénuée de preuves; — En droit : — Attendu qu'en matière de louage, lorsque l'immeuble appartient à plusieurs copropriétaires indivis, le congé doit être donné au locataire par tous les copropriétaires et non par un seul d'entre eux; qu'il n'en serait différemment que si le copropriétaire qui a donné le congé avait agi avec le consentement des autres, et que cet assentiment fût exprimé sur le congé; — Attendu qu'en l'espèce il ressort des faits de la cause que M. et M^{lle} Darzac sont copropriétaires indivis de l'immeuble loué au sieur Dupont, tailleur, et qu'en cette qualité ils étaient tenus l'un et l'autre d'intervenir dans le congé donné à ce dernier pour qu'il fût régulier; qu'il résulte, au contraire, des termes mêmes de l'exploit du 14 juin, en contradiction avec celui du 16 novembre, que ce n'est qu'à la requête de M. Darzac seul que le sieur Dupont a reçu congé le 14 juin 1906; qu'il eût été facile à M. Darzac à ce moment-là, s'il avait été véritablement et réellement le gérant d'affaires de sa nièce ou son locataire, de le mentionner sur l'exploit signifié; que cette absence de conventions impliquait bien qu'il n'en avait jamais existé, et que se produisant aujourd'hui aussi tardivement, elles ne sauraient être acceptées, par suite le congé ne sau-

rait être déclaré valable n'étant donné que par un seul des copropriétaires; — Attendu que, s'il est naturel de relever en les blâmant certains procédés peu délicats et employés par un propriétaire qui n'a d'autres griefs à invoquer contre son locataire pour exiger son renvoi que celui de ne pas le voir partager ses idées, il est aussi de toute justice de rejeter la demande exagérée et injustifiée de M. Darzac en 300 francs de dommages-intérêts pour un loyer de 70 francs déjà payé, car non seulement une pareille demande met en doute l'impartialité du Tribunal uniquement préoccupé de l'accomplissement de son devoir, mais encore elle est contraire à l'esprit de la loi et par conséquent entachée de fraude, puisqu'elle n'a été suscitée par son auteur que pour se réserver le droit de faire appel de la décision à intervenir devant de nouveaux juges, et de voir vider par eux une question d'amour-propre froissé et poursuivre de ses vexations un ouvrier honnête et laborieux; — Et attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort; — Déclarons nul et de nul effet le congé donné le 14 juin 1906 par le sieur Darzac seul, et en son nom personnel, au sieur Edouard Dupont; — Déboutons, en conséquence, le sieur Darzac (Louis) de ses fins et conclusions, et le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — Ce jugement a été, sur appel, confirmé purement et simplement par le Tribunal civil de Saint-Sever, le 3 février 1907.

Voir, dans le même sens, notre Dictionnaire Général, 5^e édit., v^o *Louage*, n^o 226, et les jugements cités.

Just. de paix du canton de Saint-Hilaire-du-Harcouët (Manche).

Président : M. CAILLÈRE, juge de paix.

21 février 1907.

Responsabilité. — Chienne enragée. — Chiens appartenant à un tiers mordus, puis abattus. — Demande en dommages-intérêts. — Preuve. — Enquête.

Le seul fait qu'un propriétaire d'un chien enragé l'a laissé divaguer dans les rues d'une ville sans surveillance constitue en faute, et si l'animal malade a mordu d'autres chiens que leur propriétaire a été obligé de faire abattre, ce dernier est recevable et fondé à intenter contre le premier une action en dommages-intérêts.

Il ne reste en ce cas au procès qu'une seule question douteuse, celle de la valeur des chiens mordus et abattus. Pour la déterminer, le juge peut ordonner une enquête.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

« Par exploit de M^e L..., huissier à Saint-Hilaire-du-Harcouët, M. B... avait fait citer M. G... à comparaître devant nous à l'audience du 17 janvier dernier pour : — Attendu que le mardi 18 septembre 1907, dans l'après-midi, la chienne du sieur G..., qui, depuis, a été reconnue atteinte de la rage, a parcouru la ville de Saint-Hilaire, mordant de nombreux chiens dont deux au demandeur : savoir : 1^o une chienne courante de chasse, âgée de six ans et nommée Ramonette ; 2^o Bob, chien race terrier, âgé de trois ans, ainsi que de nombreux témoins peuvent en

justifier ; — Attendu qu'à la suite de ce fait, M. B..., demandeur, dut, sur les instances formelles et régulières de l'administration compétente, faire procéder à l'abatage des deux chiens mordus ; que la chienne courante fut abattue le jeudi 27 septembre 1906 et le chien terrier le 30 septembre suivant ; — Attendu qu'il en résulte que M. B... a subi un dommage assez considérable par suite de la faute de G... qui a laissé divaguer sa chienne atteinte de la rage, et qu'en tout cas, aux termes de l'article 1383 du Code civil, le propriétaire d'un animal est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ; — Attendu que le préjudice subi par le demandeur ne saurait être évalué à moins de 350 francs ; — Par ces motifs, s'entendre condamner, le sieur G..., à payer à M. B... la somme de 350 francs à titre de dommages-intérêts, et ce, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil ; s'entendre en outre condamner en tous les dépens. »

Aux offres de prouver par témoins les faits allégués en la présente citation et d'établir par même voie la valeur des deux chiens abattus, M. G..., tout en reconnaissant que sa chienne atteinte de la rage avait en effet mordu sur la voie publique les deux chiens du demandeur, prétendit qu'il n'était pas responsable parce que le dommage éprouvé par M. B... était la conséquence d'un cas fortuit ou de force majeure, ou bien d'une faute du demandeur.

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'aux termes de l'article 1383 du Code civil, le propriétaire d'un aui-

mal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé; — Mais attendu que cette responsabilité implique naturellement et de soi une faute personnelle quelconque, directe ou indirecte, et qu'en attribuant au propriétaire d'un animal la responsabilité du dommage causé par celui-ci, l'article 1383 du Code civil n'a voulu faire et n'a fait qu'établir à son encontre une présomption légale de faute qui consiste soit à avoir manqué de surveillance, soit à avoir possédé un animal vicieux que la surveillance la plus attentive ne pouvait empêcher de nuire; — Qu'au cours des travaux préparatoires dudit article 1383, ce principe a été proclamé dans les termes suivants : « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un. S'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort dont chacun doit supporter les chances. Mais s'il y a faute ou imprudence, *quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis*, il est dû réparation; que, d'autre part, la présomption de faute dont ils'agit n'appartenant point à la catégorie des présomptions limitativement énumérées par l'article 1352 du Code civil, peut être combattue par la preuve contraire, que cela est généralement admis lorsque le propriétaire de l'animal se prévaut, soit d'un cas fortuit ou de force majeure, soit de la faute de la victime; — Attendu qu'il n'est pas méconnu par M. G..., que, le lundi 24 septembre 1906,

sa chienne, qui, depuis, a été reconnue atteinte de la rage, a parcouru la ville de Saint-Hilaire mordant ou roulant plusieurs chiens, dont deux au demandeur, et qu'à la suite de ce fait M. B... a dû, sur les instances formelles et régulières de l'administration compétente, faire procéder à l'abatage de ses deux chiens; — Attendu que, pour dégager sa responsabilité, M. G... invoque : 1^o le cas fortuit ou de force majeure, et 2^o la faute de M. B... en s'appuyant sur ce que les chiens de ce dernier divaguaient sans surveillance sur la voie publique lorsqu'ils ont été mordus ou roulés; — Sur le premier moyen : — Attendu qu'il convient tout d'abord de remarquer que le fait d'un animal domestique ne peut jamais constituer de plein droit un cas fortuit ou de force majeure parce qu'aux termes de l'article 1383 du Code civil tous les faits dommageables de cet animal sont présumés se produire par suite d'une faute du propriétaire; que ce dernier, pour dégager sa responsabilité, devra donc toujours prouver qu'il est exempt de faute; qu'il est même de jurisprudence que le propriétaire ne peut s'exonérer en faisant une preuve négative, l'article 1383 n'ayant pas reproduit les termes de l'article 1384 qui permet aux père et mère d'échapper à la responsabilité du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux, en prouvant qu'ils n'ont pas pu empêcher le fait dommageable; que cette comparaison de texte suffit à démontrer que la présomption de faute imputable au propriétaire de l'animal, ne peut céder que devant la preuve positive d'un cas fortuit ou de la faute de la victime; —

Attendu que, dans la circonstance, pour établir le cas fortuit, M. G... demande à prouver que sa chienne, âgée de dix-huit mois, élevée par lui, soignée et nourrie comme ses autres chiens dans les meilleures conditions, très douce de caractère, n'avait jamais, avant le 24 septembre, été en contact avec un chien enragé ou suspect, et n'avait jamais présenté aucun symptôme suspect; — Mais attendu que ces faits, tous négatifs ou non pertinents, ne sauraient être concluants; qu'il y a donc lieu d'en repousser la preuve; — Attendu, d'autre part, que M. B..., basant également son action sur l'article 1382 du Code civil, allègue qu'au moment de l'accident, M. G... était en faute, sa chienne divaguant sans surveillance sur la voie publique; — Qu'il importe de vérifier cette allégation; — Or, attendu, qu'en effet, il est vrai, que même en dehors de tout règlement administratif, le fait de laisser divaguer un chien même inoffensif, sans surveillance sur la voie publique, constitue une faute civile (Just. de paix de Cambremer, 2 janvier 1899; Tribunal civil de Lyon, 3 mars 1899; Just. de paix de Vouvray, 25 avril 1902; Tribunal civil de Pontarlier, 26 novembre 1903; Trib. civ. de Baugé, 15 mars 1904; Trib. de simple police de Boulogne-sur-Seine, 23 octobre 1905); — Attendu que M. G... a reconnu que, lorsque l'accident est arrivé, sa chienne divaguait sans surveillance dans les rues de Saint-Hilaire, que, par suite, il était en faute, ce qu'il a, du reste, reconnu implicitement en invoquant comme deuxième moyen la faute commise par M. B...; — Attendu que, par définition, le cas for-

tuit ou de force majeure ne peut comporter en lui-même aucune faute, si légère soit-elle, de l'auteur de l'accident; — Que, dans ces conditions, c'est évidemment à tort que M. G. invoque comme premier moyen le cas fortuit ou de force majeure; — Sur le deuxième moyen : — Attendu que M. B... ne méconnaît pas avoir commis la faute que lui reproche M. G..., mais qu'il allègue que cette faute n'est pas de nature à faire disparaître la responsabilité incombant au défendeur aux termes des articles 1382 et 1385 du Code civil; — Sur la faute commune : — Attendu que de ce qui précède il ressort clairement que l'accident préjudiciable a été le fait de la chienne de M. G..., et que lorsque cet accident s'est produit les deux parties étaient en faute; — Attendu qu'il est de jurisprudence que l'article 1383 du Code civil ne limite pas la responsabilité qu'il prononce contre celui par la faute duquel l'accident est arrivé, au seul cas où cette faute a été la cause unique et immédiate de l'accident préjudiciable; — Attendu que la faute de M. B... consiste à avoir laissé deux chiens inoffensifs divaguer sans surveillance sur la voie publique, et celle de M. Genson à avoir laissé divaguer sans surveillance sur la voie publique une chienne qu'il croyait inoffensive, mais qui était cependant devenue dangereuse par sa faute; qu'en effet, sa chienne est présumée avoir contracté la rage par sa faute aux termes dudit article 1385, et les faits qu'il s'est appointé à prouver sont insuffisants pour démontrer le contraire; — Attendu que si la faute commise par M. B... n'est pas suffisante pour faire disparaître la res-

pensabilité de M. G..., elle doit l'atténuer dans de fortes proportions ; — Sur le préjudice : — Attendu qu'en dehors de la valeur réelle de ses deux chiens, M. B... ne justifie d'aucun préjudice appréciable ; — Attendu enfin, que, quant à la valeur des deux chiens en question, les parties sont contraires en faits pertinents et concluants dont la preuve testimoniale offerte est utile et admissible ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; — Donnons acte à MM. B... et G... de leurs déclarations, rectifications et méconnaissances ; — Rejetons comme non concluante la preuve des faits cotés sous le numéro 1° des conclusions de M. G..., et comme reconnus ou contredits légalement la preuve des faits cotés sous le numéro 2° des mêmes conclusions ; — Appointons M. B... à prouver par toutes voies et moyens de droit, notamment par témoins, que le chien Bob était d'une valeur de 200 francs, que la chienne Ramonette valait 80 francs ; — La preuve contraire réservée à M. G... ; — Fixons les enquêtes à notre audience du 28 février courant. »

Observations. — Nous ne voyons aucune objection à faire à cette décision très exacte en fait et en droit, et très bien rédigée. Nous avons déjà rapporté dans ce recueil plusieurs décisions dans le même sens. Voir notamment celles citées dans le jugement. Voir aussi l'arrêt de la Cour de cassation du 9 mars 1886, ANNALES 1886, p. 232. Après l'enquête, le juge saisi a statué au fond et le jugement a été immédiatement exécuté.

Justices de paix du canton de Latour-de-France (Pyrénées-Orientales).

Présid.: M. COURTILLER, J., juge de paix.

4 mai 1907.

Demande en paiement de fournitures. — Livres de commerce. — Demande reconventionnelle. — Négation de la dette. — Exception de prescription non recevable.

La courte prescription d'un an opposable aux marchands repose sur une présomption de paiement.

Par suite, elle ne peut être opposée par celui qui a commencé par nier la dette.

Les livres de commerce régulièrement tenus peuvent être produits en justice, même contre un défendeur non marchand, lorsque les diverses circonstances de la cause et les explications rendent vraisemblables les prétentions du demandeur marchand.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance, par ministère de M. A. Saly, huissier, en date du 30 avril 1907, enregistrée, dans laquelle le sieur Vincent Montagué, demandeur, réclame au sieur André Prédal, défendeur, une somme de 252 fr. 11 pour diverses fournitures ; — Vu la loi du 12 juillet 1903, art. 10 ; — Point de droit : — Le Tribunal doit-il faire droit aux conclusions prises par le demandeur ? Le Tribunal doit-il, au contraire, relaxer le défendeur de la demande formée contre lui ? Que doit-il être statué quant aux dépens ? — Oui les parties dans leurs explications, moyens de défense et conclusions ; — Considérant qu'à l'audience de ce jour, le sieur Montagué dit maintenir entièrement sa réclamation et offre d'en faire la

preuve par ses livres de commerce; — Considérant que le sieur Prédal a déclaré formellement ne rien devoir au sieur Montagué; il affirme, en outre, n'avoir jamais rien pris à crédit chez ce fournisseur, et n'avoir aucunement sollicité l'ouverture d'un compte; à l'appui de ses explications, Prédal dépose sur le bureau du Tribunal des conclusions dont il demande l'insertion et qui sont ci-dessus transcrites littéralement; — Considérant qu'en réplique, le sieur Montagué nous présente ses livres de commerce composés de livre-journal, livre de caisse, grand-livre, etc.; il nous montre qu'à la date du mercredi 7 janvier 1903 un compte fut ouvert par lui aux époux Prédal, pour la fourniture d'avoine, pommes de terre, paille, pain, fourrage, etc., compte qui s'élevait, à la date du mercredi 14 février 1906, à la somme de 300 fr. 11, sur laquelle somme il reconnaît avoir reçu, à valoir : 35 francs pour de la laine, et 15 fr. pour travaux qui ont été faits à l'époque des vendanges par les deux fils Prédal; il réduit donc sa réclamation à 250 fr. 11, plus le billet d'avertissement, et nie avoir emprunté 100 francs à Prédal; — Considérant que Prédal, questionné par nous sur l'existence du prêt qu'il prétend avoir fait à Montagué, ne nous donne aucune explication sérieuse; qu'après avoir nié l'ouverture d'un compte chez ce commerçant, le défendeur avoue avoir pris à crédit différentes fournitures chez le demandeur pour se rembourser d'un soi-disant prêt de 100 francs qu'il ne justifie pas, et se décide en outre à invoquer les prescriptions de l'article 2272 du Code civil; —

Qu'au contraire, Montagué nous montre par ses livres tenus régulièrement, l'existence réelle de ses réclamations; — Attendu que pour bénéficier des prescriptions de l'article 2272 du Code civil, il faut qu'elles soient basées sur une présomption de paiement (Cass., 26 janvier 1881, *Moniteur*, 1881, 136); jugé que celui qui, actionné en paiement d'une somme d'argent, prétend compenser cette somme avec le prix de fournitures qu'il prétend avoir faites à son créancier, et qui sont reconnues n'avoir pas été effectuées, se rend non recevable à opposer les prescriptions comme moyen de libération; en un tel cas, il doit être présumé avoir tacitement renoncé à la prescription, car il a lui-même, par une fausse allégation, fait disparaître la présomption de paiement (1^{er} mai 1859, Just. de paix de Clary); — La prescription de l'article 2272 ne doit pas être admise lorsque la somme que le défendeur allègue avoir payée est inférieure au montant réel et justifié de la créance réclamée (Just. de paix de Chéroy, 24 déc. 1867) ou lorsqu'il est établi par les débats qu'il y a compte à faire avec les parties (Just. de paix de Hallencourt, 25 juin 1860); — Attendu qu'il ressort clairement des explications échangées par les parties, que la dette existe réellement et qu'elle n'a été nullement réglée par le défendeur; il y a donc lieu d'accorder au sieur Montagué les bénéfices de sa demande; — Qu'au contraire, la demande reconventionnelle en 300 fr. de dommages-intérêts faite par Prédal est fondée exclusivement sur la demande principale, et il ne nous apporte pas la preuve d'un préju-

dice causé, il y a lieu pour nous de rejeter cette demande comme n'étant nullement fondée, ainsi que sa réclamation en 5 francs qui resteraient dus par Montaqué, cette réclamation n'ayant pas été justifiée; — Attendu, quant aux dépens, qu'ils doivent être laissés à la charge de la partie qui succombe; — Par ces motifs, faisant droit aux parties et jugeant contradictoirement en dernier ressort, donnons acte au sieur Montaqué de sa réduction en 250 f. 11 et condamnons Prédal à payer à Montaqué la somme de 250 fr. 11, montant de diverses fournitures de pain, farine, avoine, paille et fourrage, faites à crédit; — Disons que le paiement de ladite somme sera effectué par paiements partiels de 20 francs qui devront être faits mensuellement et dont le premier paiement devra avoir lieu le 1^{er} juin prochain, et dans le cas où le défendeur ne serait pas exact dans le paiement d'un seul acompte aux époques ci-avant fixées, réservons au demandeur, sans qu'il soit besoin d'acte de mise en demeure, la faculté d'exiger, sans autre délai, la totalité de la somme due; — Le condamnons, etc. »

Observations. — Sur la question de prescription, la jurisprudence est depuis longtemps fixée dans le sens du présent jugement. En effet, les prescriptions à court terme sont toutes basées sur une présomption de paiement. Or, lorsque le défendeur a tout d'abord soutenu, comme dans l'espèce actuelle, qu'il ne doit rien à son adversaire et que sa prétendue créance n'a jamais existé, la présomption de paiement disparaît par cela seul, et, en consé-

quence, le juge peut refuser d'admettre l'exception de prescription tardivement soulevée. Au fond, le juge saisi du litige, après avoir entendu les parties, a pensé qu'il résultait de leurs explications que le défendeur était bien réellement débiteur de la somme réclamée. Dans ces circonstances, il a pu consulter les livres de commerce du demandeur et en tirer la confirmation de son impression première et un motif de condamnation. On sait qu'en thèse générale les livres de commerce ne peuvent faire preuve complète contre les défendeurs non marchands, mais constituent tout au moins une présomption et un commencement de preuve quand ils sont très régulièrement tenus.

Justice de paix du canton de Bort
(Corrèze).

Président : M. BERTHAUT, juge de paix.

7 novembre 1906.

Accident du travail. — Certificat de médecin. — Incapacité. — Demi-salaire.

Les indemnités temporaires ou de demi-salaire sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure.

Elles sont dues par le chef d'entreprise alors que la blessure paraissait légère à l'origine, si elle est devenue plus grave et plus persistante depuis.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Par exploit de Gayton, huissier à Bort, en date du 15 octobre 1906, enregistré, le demandeur a fait citer le défendeur à notre audience du 17 octobre pour s'entendre condamner à payer une indemnité journalière.

lière de 2 fr. 50 par suite d'un accident du travail dont Molinier a été victime le 2 octobre 1906.

Les parties ont comparu à ladite audience. Le sieur Girard a déclaré ignorer l'accident dont se plaint Molinier. Il a reconnu avoir employé ce dernier au chargement des traverses dans le chantier de Bort, moyennant un salaire de 5 francs par jour.

Aucune pièce relative à cet accident ne nous ayant été remise, nous avons renvoyé la cause à l'audience du 24 octobre et invité les parties à produire les documents prévus par la loi du 9 avril 1898.

Et le 24 octobre, à l'appel de la cause, le sieur Molinier a comparu en personne, il nous a remis un certificat délivré par le docteur Lavialle, de Bort, en date du 3 octobre 1906, déclarant qu'il a visité le même jour Jean Molinier, âgé de trente-cinq ans, au service de M. Girard, blessé le 2 octobre, à 10 heures du matin, et avoir constaté une excoriation à la cheville interne, produite par la chute d'une traverse; que cette blessure n'aura aucune suite; qu'on pourra se prononcer sur le résultat définitif vers le 20 octobre.

Le sieur Molinier nous a aussi remis copie de la déclaration faite par lui à la mairie de Bort le 8 octobre 1906, le chef d'entreprise n'ayant pas rempli cette formalité, et le sieur Molinier a persisté dans sa demande.

Le sieur Girard, affilié à la Compagnie d'assurance contre les accidents du travail *la Participation*, dont le siège est à Paris, rue de Richelieu, n° 92, s'est fait représenter par le sieur Chantagrel, direc-

teur régional de *la Participation* à Clermont-Ferrand, rue Haute-Saint-André, n° 5, suivant procuration sous signature privée, en date, à Bort, du 23 octobre 1906, enregistrée gratis à Bort le même jour, folio 59, n° 280, par M. Juillard, receveur.

Au nom de son mandant, le sieur Chantagrel a prétendu que la blessure dont se plaint Molinier n'a pas eu lieu pendant le travail; qu'il n'a été fait aucune déclaration de l'accident; qu'il ne peut établir la preuve du traumatisme et qu'il ne peut bénéficier de la loi de 1898.

Le sieur Chantagrel a soutenu que l'application de la loi de 1898 étant contestée, nous n'avions pas le pouvoir de statuer, il a conclu à ce qu'il nous plaise nous déclarer incompétent, débouter Molinier de sa demande et le condamner aux dépens.

Les contestations dont il s'agit n'ayant pas été prévues par la loi spéciale du 9 avril 1898, ni par les lois postérieures qui l'ont modifiée, nous avons procédé suivant les règles du droit commun.

Nous avons rejeté les conclusions du sieur Chantagrel, nous sommes déclaré compétent, et, par jugement interlocutoire, nous avons autorisé les parties à faire la preuve de leurs allégations respectives à notre audience du 31 octobre.

Après avoir entendu les témoins cités de part et d'autre, nous avons renvoyé la cause en délibéré à ce jourd'hui pour le prononcé du jugement.

Aujourd'hui 7 novembre 1906 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les témoins en leurs

dépositions et les parties en leurs explications et conclusions; — Vendant notre délibéré et statuant publiquement par jugement contradictoire en dernier ressort; — Point de droit : — La demande du sieur Molinier est-elle justifiée ? Faut-il condamner le sieur Girard à lui payer l'indemnité qu'il réclame ? *Quid des dépens ?* — Attendu que le 3 octobre dernier, le docteur Lavialle, de Bort, a délivré un certificat par lequel il déclare avoir visité le sieur Molinier au service du sieur Girard, blessé le 2 octobre, et avoir constaté une excoriation à la cheville interne produite par la chute d'une traverse; que, le 7 octobre, il a délivré un second certificat constatant que Molinier porte à la cheville une excoriation qui se complique d'inflammation due à des varices; — Attendu que le sieur Girard, à qui les certificats médicaux ont été communiqués, a soutenu que la blessure de Molinier n'avait pas été contractée dans ses chantiers pendant le travail, qu'il ne pouvait bénéficier de la loi du 9 avril 1898, et que, par suite, nous étions incompétent pour connaître de ce litige; — Attendu que le sieur Girard, comprenant la responsabilité qui lui incombe, a sollicité du docteur Lavialle un certificat destiné à détruire ou atténuer l'effet des deux certificats délivrés à Molinier; — Attendu que le docteur Lavialle, cédant aux sollicitations du chef d'entreprise, a délivré à ce dernier, le 17 octobre 1906, un certificat déclarant vaguement qu'il s'est lié à la bonne foi de Molinier, et qu'il ne peut ni confirmer ni infirmer les conclusions de son premier certificat; — At-

tendu qu'il résulte de notre procès-verbal d'enquête du 31 octobre, que le 2 octobre, en travaillant au Dépôt de Bort, pour le compte de Girard, Molinier a été blessé à la cheville interne du pied gauche par le choc d'une traverse; — Attendu que cette blessure, qui paraissait d'abord légère, s'est compliquée de varices; qu'il résulte des déclarations faites par le docteur Lavialle, sous la foi du serment, que ladite blessure, qu'il a examinée publiquement devant nous, est en voie de guérison, mais qu'elle ne sera entièrement guérie que dans un délai de quinze à vingt jours, et qu'elle ne fera subir aucune incapacité permanente de travail; — Attendu qu'aux termes d'un avis du Comité consultatif des assurances, le plus léger accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail entraîne l'application de la loi du 9 avril 1898, quelque aggravation que subisse cet accident initial (circulaire du garde des sceaux du 22 août 1901); — Attendu qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 31 mars 1903 sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les contestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires; — les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure; — Attendu qu'aux termes de l'article 14 de la loi du 23 mai 1838, non abrogé par la loi du 12 juillet 1903, disons que le présent jugement, bien que qualifié en dernier res-

sort, sera sujet à l'appel comme ayant statué sur une question de compétence ; — Attendu que les parties sont d'accord pour reconnaître qu'au moment de l'accident Molinier gagnait 5 francs par jour, et qu'aucune des parties n'invoque une incapacité permanente ; — Attendu que la demande est suffisamment justifiée ; — Par ces motifs, condamnons le sieur Girard à payer au sieur Molinier la somme de 72 fr. 50, actuellement exigible pour indemnité de demi-salaire du 3 au 31 octobre dernier, soit vingt-neuf jours à 2 fr. 50 ; — Le condamnons, en outre, à continuer le paiement de l'indemnité journalière de 2 fr. 50 à partir du 1^{er} novembre courant (1906) jusqu'à complète guérison ; — Condamnons enfin le sieur Girard aux dépens de l'instance liquidés à 44 fr. 55, non compris les frais du présent jugement qui y seront ajoutés. »

Observations. — La responsabilité du patron à l'égard des accidents du travail est aussi large que possible. Elle existe alors même que la blessure est sans importance ni gravité. Par suite, et si les parties, à raison de son peu de gravité ont cru devoir la négliger d'abord, elles n'en sont pas moins fondées à réclamer l'application de la loi si la blessure s'est peu à peu aggravée et si elle devient ensuite onéreuse et incommode pour le blessé. Toutes les décisions ministérielles et circulaires se sont prononcées en ce sens.

Justice de paix du canton de Denain
(Nord).

Président, M. GILLON, juge de paix.

27 février 1907.

Caisse de secours des ouvriers mineurs.
— *Opérations électorales.* — *Demande en annulation.*

La loi du 1^{er} avril 1898, aux termes de son article 38, n'est applicable aux sociétés ou caisses de secours des ouvriers mineurs que dans ses articles 13, 18, 19 et 21 spécialement et uniquement désignés.

Les opérations électorales des caisses de secours des ouvriers mineurs existant antérieurement à la loi du 29 juin 1894, comme les opérations subséquentes des nouvelles sociétés, doivent se faire conformément à leurs statuts ; lorsque les statuts sont incomplets ou peu précis, il faut s'en référer au mode électoral des articles 11 et 13 de la loi du 29 juin 1894, ladite loi étant une loi de procédure ayant un effet rétroactif et s'appliquant indirectement à tous les ouvriers.

Dans le silence des statuts, au premier tour de scrutin, la majorité des suffrages exprimés ne suffit pas ; il faut aux candidats, pour être élus, la majorité absolue, conformément à l'article 12 de la loi du 29 juin 1894, qui n'est que la répétition d'une règle générale qui domine tout le droit électoral français.

Lorsqu'au moment du scrutin, l'Assemblée générale décide que les sociétaires au-dessous de 21 ans ne prendront pas part au vote, une telle décision est une véritable modification des statuts qui, mise à exécution immédiatement, sans avoir reçu l'approbation ministérielle ; est de nature à vicier les opérations électorales.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant déclaration faite au greffe de la Justice de paix de Denain le 31 janvier 1907, M. François Lefebvre,

délégué mineur suppléant, demeurant à Denain, a demandé l'annulation des opérations électorales faites le dimanche 20 janvier 1907 de la Société de Secours Mutuels des ouvriers mineurs de Denain, relatives à la nomination des membres du Comité de cette Société pour les faits indiqués dans une lettre jointe à sa déclaration et repris ci-après : Sur convocations régulièrement faites à toutes les parties intéressées, celles-ci ont comparu en notre prétoire à notre audience ordinaire du 13 février 1907 ainsi qu'il est dit ci-dessus. Il a été donné lecture des motifs invoqués par Lefebvre dans sa lettre jointe à sa déclaration du 31 janvier 1907 pour réclamer l'annulation des opérations électorales. Puis les parties intéressées et M^e Delcourt ont été entendus successivement dans leurs observations et conclusions. En résumé, Lefebvre base sa demande en nullité sur les motifs repris ci-après, soit contenus dans sa déclaration, soit produits à l'audience, savoir : — 1° (A) Les membres de la Société ne furent convoqués que trois jours à l'avance par voie d'affiche. — (B) Les affiches n'indiquaient pas que les élections se feraient au scrutin de liste, alors qu'autrefois elles se faisaient toujours à mains levées, qu'ainsi le mode de vote a été changé, sans être porté à la connaissance des électeurs. — 2° (A) Aucune liste des électeurs ne figurait dans les bureaux de vote. — (B). Il est donc impossible de savoir si le nombre de 403 voix obtenu par les élus, représente le quart des électeurs, ce qui est douteux, et par conséquent M. le Président ne savait pas si le nombre des voix nécessaires avait

été obtenu quand il déclara « élus » les membres de ce comité. — (C) Si tous les sociétaires sont électeurs aux termes des statuts on n'avait pas le droit de déclarer avant le vote que les sociétaires n'ayant pas 21 ans ne seraient pas admis à voter. — 3° (A) Les statuts ne déterminant aucun mode de votation, il était impossible de savoir comment se ferait l'élection. Il devait y avoir une élection individuelle pour chaque membre du Comité administratif, ou un vote particulier au scrutin de liste pour chaque catégorie ; — (B) Dans la liste des élus, il est impossible d'indiquer quels sont les membres élus à titre de membres bienveillants ; — (C) Sur la liste des élus figurent sans droit, 18 collecteurs qui, au dire du Président, ne font pas partie du Comité. Ils ne sont pas d'ailleurs prévus aux statuts ; — 4° Une pression scandaleuse a été faite sur les ouvriers qui devaient voter sous la surveillance de leurs chefs ; — 5° L'exploitant devait désigner un tiers des administrateurs et n'avait pas le droit de présenter une liste où figuraient neuf représentants de la Compagnie ; — 6° Il n'était pas possible aux délégués mineurs et délégués suppléants de poser leur candidature d'une façon déterminée ; — Les élus concluent au rejet de la contestation de Lefebvre en prétendant que les motifs allégués par lui sont inexacts et non justifiés ; — Que leur élection a eu lieu en conformité tant des statuts que de l'article 18 de la loi du 29 juin 1894 et de l'article 3 de la loi du 1^{er} avril 1898, notamment : — 1° (A) Que l'affichage a été fait 7 jours et non 3 jours à l'avance ; — (B) Que les

affiches n'avaient pas à indiquer la façon de voter, que c'est pour obéir aux prescriptions de la loi du 1^{er} avril 1898 (art. 3) qu'on a voté au bulletin secret qui d'ailleurs donne plus de garantie; — 2° (A) Quela liste des sociétaires n'est pas nécessaire, que d'ailleurs on a inscrit les votants au moment de leur vote; — (B) Que l'article 12 de la loi de 1894 qui exige la majorité absolue n'est pas applicable à la Société, que la majorité des suffrages exprimés suffit; — (C) Que l'exclusion des sociétaires n'ayant pas 21 ans a été décidée sans protestation par l'assemblée générale; — Qu'elle n'a pas d'ailleurs modifié le résultat définitif; — 3° (A) Que les statuts déterminent suffisamment le mode d'élection qu'on a d'ailleurs voté au bulletin secret exigé par la loi du 1^{er} avril 1898; — (B) Que les ingénieurs et chefs porions figurent à titre de membres bienveillants, selon l'usage suivi jusqu'ici sans protestation; — (C) que les collecteurs ont été également élus suivant les usages; — 4° Qu'aucune pression n'a été exercée sur les ouvriers, les ingénieurs et autres chefs étant sociétaires, ont le droit de demeurer dans la salle; — 5° Que la désignation du tiers du comité par l'exploitant est la répétition de l'article 10 de la loi de 1894 qui n'est pas applicable à la Société; — 6° Que les délégués mineurs devaient connaître leurs droits, puisqu'ils avaient fait distribuer des bulletins la veille. — Après avoir ainsi entendu les parties en leurs explications, observations et conclusions à la dite audience du 13 février 1907, nous avons alors mis l'affaire en déli-

béré. Et à l'audience de ce jour, 27 février 1907,

NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré, nous avons rendu le jugement suivant : — Vu notre jugement de mise en délibéré du 13 février 1907; — Vu la déclaration faite à notre greffe le 31 janvier 1907; — Vu le procès-verbal de l'assemblée générale du 20 janvier 1907 de la Société de Secours mutuels des ouvriers mineurs de Denain; — Vu la loi du 29 juin 1894; — Vu la loi du 1^{er} avril 1898; — Vu les statuts de la Société approuvés par M. le Préfet du Nord le 24 janvier 1866 et le 19 mars 1902; — Vu les conclusions écrites et mises, ouï les observations verbales des parties faites à notre audience du 13 février 1907; — En la forme : — Attendu que le contestant Lefebvre François est membre de la Société sus-visée; — Que sa contestation a été faite par une déclaration au greffe en date du 31 janvier 1907, c'est-à-dire dans les formes et délais de l'article 13 de la loi du 29 juin 1894; — Qu'ainsi sa contestation est régulière en la forme, qu'en conséquence il y a lieu de la recevoir; — Au fond : — Attendu qu'il résulte tant des conclusions des parties intéressées que de leurs observations verbales, qu'elles ne sont pas d'accord sur les prescriptions légales qui régissent la Société sus-visée et notamment leurs opérations électorales, qu'il importe donc de les rechercher tout d'abord; — Attendu qu'il est constant, que toutes les parties intéressées et aussi tous les membres de la Société de Secours mutuels dont ils font partie sont des ouvriers et employés de

la Compagnie des mines d'Anzin, que dès lors en principe, la Société comme ses membres sont soumis aux obligations et jouissent des avantages de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours des ouvriers mineurs ; — Qu'en conséquence les prescriptions de cette loi sont applicables à la Société de Secours mutuels des ouvriers mineurs de Denain malgré son titre « Société de Secours mutuels » et ce, même depuis la promulgation de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de Secours mutuels ; — Attendu en effet que l'article 38 de la loi du 1^{er} avril 1898 est ainsi conçu : — Art. 38. — Les articles 13, 18, 19, 21, de la présente loi, à l'exception pour ce dernier pour ce qui concerne le fond commun, s'appliquent aux Sociétés régulièrement constituées en conformité du titre 3 de la loi du 29 juin 1894 dont l'article 20 est abrogé ; — Attendu qu'il résulte de cet article 38 que la loi du 1^{er} avril 1898 n'est applicable aux Caisses de secours des ouvriers mineurs que dans ses articles 13, 18, 19, 21 tout spécialement et uniquement désignés ; — Que de plus ledit article 38 ayant formellement abrogé l'article 20 de la loi du 29 juin 1894, il en ressort doublement et de toute évidence que l'article 3, § 5, pas plus que tout autre des articles de la loi de 1898 non compris dans la désignation limitative précitée, ne peut s'appliquer aux Caisses de secours des ouvriers mineurs ; — Attendu enfin qu'il est constant et reconnu par tous les intéressés, ainsi d'ailleurs qu'en font foi les documents produits (notamment un duplicata d'un arrêté préfectoral du 24 janvier 1866) que la Société

susvisée est antérieure à la loi de 1894 ; — Que de plus elle a toujours été, et est encore régulièrement approuvée, ainsi que l'indiquent les mentions portées aux statuts ainsi conçus : — Vu et approuvé, Lille le 2 janvier 1895, le préfet du Nord, signé : Vel Durand ; — Vu et approuvé : Lille le 19 mars 1902, le préfet du Nord signé Vincent ; — Qu'en conséquence remplissant les conditions prévues par l'article 18 de la loi de 1894 au moment de la promulgation de la loi elle a bénéficié des dispositions de cet article 18 ainsi conçu : — Art. 18. — Les Sociétés de secours actuellement existantes et dont les statuts sont régulièrement approuvés par l'autorité administrative, conserveront leur organisation et leur mode de fonctionnement pour ce qui touche les obligations du présent titre, sauf dans le cas où la transformation serait reconnue nécessaire par le ministre des travaux publics sur l'avis du Conseil général des mines : — Elles jouiront d'ailleurs des recettes prévues par l'article 6 qui précède : — Attendu qu'il résulte des termes de l'article 18 que la Société susvisée a par exception dérogé à certaines prescriptions des articles 10, 11 et 12 de la loi du 29 juin 1894, que notamment, elle a conservé un conseil administratif de six membres, au lieu des neuf membres imposés par l'article 10 ; — Qu'elle n'a pas de membres suppléants, mais qu'elle a un comité adjoint ; — Que ses président, secrétaire et trésorier sont élus par les sociétaires au lieu d'être nommés par les membres du Conseil, etc., etc... ; — Qu'enfin elle a été dispensée des premières élections pré-

vues par l'article 11 et provoquées par arrêté préfectoral (voir § 14, Circ. minist., 30 juin 1894) ; — Attendu qu'ici se pose la question de savoir comment doivent se faire les opérations électorales de la Société ; — Attendu que la loi du 29 juin 1894 en obligeant les exploitants des mines à créer des Caisses de secours s'est bornée pour les Sociétés nouvelles à provoquer la première élection et à en régler les formes et conditions ; — Que pour les élections subséquentes aux termes de l'article 11 in fine, elle a édicté qu'elles auraient lieu dans les formes et aux conditions prescrites par les statuts : — Qu'en conséquence et à plus forte raison les élections des Sociétés anciennes antérieures à la loi que celle-ci a entendu favoriser, doivent bénéficier de ces prescriptions, et se faire conformément à leurs statuts ; — Attendu qu'alors se pose une nouvelle question, celle de savoir dans le silence partiel des statuts quelles formes et conditions doivent remplir les opérations électorales pour être valables lorsque lesdits statuts sont incomplets ou peu précis ; — Attendu que dans ce cas, pour les Sociétés nouvelles comme pour les Sociétés anciennes, il nous paraît non seulement légal et rationnel, mais encore obligatoire de compléter le silence des statuts par les articles 11 et 12 de la loi du 29 juin 1894 et de dire que les statuts ont entendu implicitement s'en référer à ces articles ; qu'en effet, ceux-ci constituent d'une façon indiscutable avec l'article 13 le droit commun électoral en matière de caisses de Secours des ouvriers mineurs, et s'appliquent indistinctement aux

unes comme aux autres, la loi de 1894 étant une loi de procédure et ayant un effet rétroactif ; qu'en outre cette interprétation paraît être en effet celle indiquée indirectement par M. le Ministre des Travaux Publics, au lendemain des débats législatifs, lorsqu'il écrit au paragraphe 27 de sa circulaire du 30 mars 1894 aux préfets : « Les intéressés pourront rédiger leurs statuts avec la liberté que la loi a entendu leur laisser, sous les seules réserves qu'elle a formulées aux articles 6, 7 et 8, ou aux articles 12 et 13 pour ce qui concerne les élections ; — Attendu que ces principes généraux étant posés il nous reste à les appliquer à l'examen des prescriptions électorales des statuts de la Société de secours mutuels des ouvriers mineurs de Denain et des griefs apportés contre les opérations électorales du 20 janvier 1907.

1. — *Sur les prescriptions électorales des statuts* : Attendu que les articles 10 et 20 des statuts de ladite Société qui réglementent l'administration de la Société et les opérations électorales sont ainsi conçus : Article 10. — L'administration de la Société est confiée à un Comité composé de six membres, savoir : un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier, un vérificateur des comptes, et un commissaire général des malades ; outre ce comité administratif les sociétaires bienveillants et intéressés désignent tous les ans parmi eux six membres de chaque catégorie, pour former avec les membres du Comité le bureau des recettes et dépenses tenu chaque dimanche du mois. Le président ainsi que tous les autres membres

sont élus pour un an dans le courant de janvier par l'assemblée générale de tous les sociétaires. — Article 20. — Tous les ans, dans le courant du mois de janvier, le président du Comité fait convoquer tous les sociétaires en assemblée générale, dans cette réunion il rend compte de la situation de la Société et fait procéder à l'élection des membres du Comité administratif et du bureau des recettes et dépenses ; — Attendu qu'il résulte de ces statuts : 1° Que la Société est administrée par un comité dit administratif composé de six membres, qu'à ce Comité sont adjoints six membres bienveillants et six membres sociétaires pour former le bureau des recettes et dépenses ; — 2° Que les formes et conditions électorales sont : (A) Que tous les dix-huit membres sont élus, qu'aucun n'est désigné par l'exploitant (dérogation à l'article 10) ; (B) Que tous les sociétaires sont électeurs (dérogation à l'article 11) ; (C) Que les élections ont lieu en assemblée générale, qu'il n'y a donc pas de convocation ou de réunions spéciales pour les élections ; (D) Que les opérations électorales ont toujours lieu en janvier ; (E) Qu'il est laissé toute latitude au président pour les formes et délai de convocations ; — Qu'enfin lesdits statuts sont incomplets, que notamment ils ont gardé le silence (a) sur le jour de l'élection, (b) sur le mode de scrutin, (c) sur la majorité exigée, etc. ; — 4° Qu'en conséquence en vertu des principes par nous précédemment établis, il faut s'en référer sur ces derniers points à la loi du 29 juin 1894 (article 12).

II. — Sur les griefs invoqués contre

l'élection. — Attendu qu'il y a lieu d'écarter tout d'abord du débat le *grief relevé sous le numéro 4* et relatif à la pression qui aurait été faite sur les sociétaires, le contestant Lefebvre, invité à en fournir la preuve, ayant refusé de chercher à l'établir sous le prétexte de ne pas faire de victimes parmi ses camarades ouvriers ; — Attendu que le *grief relevé sous le numéro 5* sur la désignation du tiers des administrateurs par l'exploitant ne nous paraît pas non plus devoir être retenu, car il est en contradiction avec l'organisation administrative indiquée aux statuts qui régissent la Société (article 10), organisation que celle-ci a conservée en vertu de l'article 18 de la loi ; que ce grief est même en contradiction avec les termes de l'article 10 de la loi du 29 juin 1894 ; — Attendu que le *grief relevé sous le numéro 6* ne paraît pas non plus de nature à être retenu. Qu'en effet, si le contestant n'a pas su poser sa candidature d'une façon déterminée, c'est qu'il ne s'est pas bien inspiré des statuts et de la loi de 1894 ; qu'il avait le droit de briguer n'importe quelle fonction et d'exiger que l'élection fut faite conformément aux statuts et à la loi ; qu'en conséquence son manque de connaissance de ses droits ne peut constituer une irrégularité ; — Attendu que le *grief relevé sous le numéro 1* (A) relatif au mode et au délai de convocation ne nous paraît pas non plus fondé ; qu'en effet l'article 20 des statuts de la Société sus-visée que nous avons rappelé laisse au président toute liberté pour le mode et les délais de convocations ; qu'en outre la loi elle-même est muette sur les mêmes

points, car l'affichage, précédant de quinze jours les opérations électorales, prévu par l'article 11 ne vise que la première élection; qu'en conséquence en convoquant par affiches apposées aux fosses aux lieux ordinaires des convocations sept ou trois jours à l'avance (le délai est sans importance) ainsi qu'on le faisait habituellement, le président n'a pas violé les statuts ni procédé irrégulièrement; — Attendu que l'autre grief relevé sous le numéro 1 (B) est relatif au changement de mode de votation, vote au scrutin de liste, alors qu'autrefois il se faisait à mains levées; — Attendu que d'après les principes que nous avons précédemment établis, il est évident que les affiches ne devaient pas mentionner que le vote aurait lieu au bulletin secret; qu'en effet dans le silence des statuts le scrutin de liste ou bulletin secret est le scrutin de droit par application du droit commun de l'article 12 de la loi du 29 juin 1894, que c'est à tort si jusqu'ici il n'a pas été pratiqué; que c'est à tort également que l'on a invoqué l'article 3, § 5, de la loi du 1^{er} avril 1898 pour justifier de son emploi; que tout sociétaire pouvait l'exiger; qu'en résumé, si le mode de votation en fait a été changé cette année, rien d'abord n'établissait que la certitude du bulletin secret eût amené plus d'électeurs et surtout changé le résultat final du scrutin; qu'en tout cas, la conséquence a été que le président, cette année, dans la seule élection que nous avons à examiner, s'est conformé à la légalité et que dès lors nous ne pouvons relever d'irrégularité dans le fait que l'on a voté au bulletin secret, mode préféré par la loi; — Attendu

que le grief relevé sous le numéro 2 (lettre A), vise la liste des électeurs; — Attendu que bien que les statuts de la Société sus-visée (et la loi de 1894 ne parlent pas dans les élections faites conformément aux statuts, de la présence d'une liste des électeurs sur le bureau de vote, les principes qui régissent toutes les opérations électorales ordinaires, exigent la présence d'une liste des électeurs dans les bureaux de vote afin de faciliter l'émargement, le contrôle et l'établissement de la majorité; — Attendu toutefois que l'omission de cette formalité ne pourrait seule être de nature à entraîner la nullité des opérations du moment que la majorité pouvait être déterminée d'une façon absolument certaine; qu'en l'espèce tous les électeurs votants ayant été inscrits au moment où ils déposaient leur bulletin, et tous les sociétaires étant électeurs de droit, il suffisait de connaître leur nombre et de l'indiquer à l'assemblée générale pour déterminer facilement la majorité exigée; Que toutefois il y a lieu de retenir que cette indication n'a pas été faite et que le procès-verbal est muet sur ce point; — Attendu que l'autre grief relevé sous le numéro 2 (B) relative à la majorité obtenue par les élus nous paraît plus important; — Attendu en effet qu'il résulte du procès-verbal de l'assemblée non contesté sur ce point par les déclarations des parties que le nombre des votants a été de 542: que les proclamés élus ont obtenu de 402 à 403 voix et leurs concurrents de 98 à 110 voix; — Attendu que le procès-verbal n'indique pas le nombre des électeurs inscrits, qu'il n'en a même pas été

parlé au moment de la proclamation du résultat ; qu'ainsi au moment où le président proclamait les élus, il ne pouvait affirmer que ceux-ci avaient obtenu la majorité absolue, c'est-à-dire un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits ; — Attendu que le président et les autres membres proclamés élus, dont l'élection est contestée, prétendent que la majorité des suffrages exprimés suffit, les statuts de la Société ne renfermant aucune clause relative à la majorité nécessaire pour la validité des élections ; — Attendu que cette opinion n'est basée sur aucun principe, qu'au contraire nous avons précédemment établi que dans le silence des statuts le droit commun reprenait son empire, et qu'en matière de Caisse de Secours, le mode électoral en ce cas était régi par l'article 12 de la loi de 1894 qui porte que nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il n'a obtenu la majorité des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits, etc... ; — Attendu en outre que cette prescription de l'article 12 n'est que la répétition d'une règle générale qui domine tout le droit électoral français (élections politiques : du chef de l'Etat, des sénateurs, députés, conseillers généraux, conseillers municipaux, élections consulaires, élections des conseillers prud'hommes) ; qu'il est donc impossible qu'une seule exception soit faite en faveur de la société de Denain sus-visée ; — Attendu enfin qu'il nous a été déclaré à l'audience par le président et qu'il a été reconnu par tous les proclamés élus, et le contestant Lefebvre que le nombre des sociétaires électeurs

était de 1936, qu'ainsi le quart des électeurs est de 489 ; qu'en conséquence les plus favorisés des élus n'ayant obtenu que 405 voix, aucun d'eux n'a atteint la majorité absolue au premier tour ; que c'est donc à tort qu'ils ont été proclamés élus, aucun de ces candidats n'ayant obtenu la majorité absolue ; — Attendu que sous le numéro 2 (lettre C) est porté un autre grief, grief relevé à l'audience et relatif à ce que le 20 janvier on a exclu du vote les sociétaires n'ayant pas 21 ans, ainsi que le relate le procès-verbal de l'assemblée : — Attendu qu'aux termes des statuts de la Société antérieurs à la loi de 1894, tous les sociétaires sont électeurs ; qu'ainsi il est évident que c'est sans droit qu'au moment du scrutin l'assemblée a décidé que les électeurs de moins de 21 ans ne prendraient pas part au vote ; qu'une telle décision, bien que paraissant n'avoir soulevé aucune discussion ni aucune réclamation immédiate, est une véritable modification des statuts et qu'elle devait, pour être valable et pour être mise à exécution, être soumise à l'approbation préfectorale et ministérielle, que par conséquent prise quelques instants avant le vote, et mise immédiatement à exécution, cette décision est illégale et de nature à vicier également les opérations électorales, quel que soit le nombre des électeurs ainsi arbitrairement exclus. Que la protestation du contestant Lefebvre, bien que tardivement faite à l'audience, n'en a donc pas moins toute sa valeur. Attendu que pour les motifs relevés sous le n° 2 et d'après les considérations qui précèdent il est d'ores et déjà évident que nous devons

prononcer l'irrégularité des opérations électorales de la société de Denain, sus visée, du 20 juin 1907, et annuler les élections tant des membres du Comité administratif que celle des membres du comité adjoint; — Attendu que pour être complet, il nous reste à examiner le *grief relevé sous le n° 3 (A)* relatif à la façon dont devait se faire et s'est faite l'élection; — Attendu que les statuts de la Société étant muets sur ce point, et la loi indiquant simplement le scrutin de liste ainsi que nous l'avons établi précédemment, ce mode de scrutin devait être pratiqué; que rien ne paraît interdire le scrutin de liste par catégorie, qui nous paraît même préférable d'après la division du Comité indiquée aux statuts; que toutefois la non division ne nous paraît pas constituer une irrégularité; — Attendu que l'autre *grief relevé sous le n° 3 (B)* est sérieux. Qu'en effet le procès-verbal ne mentionne pas quels sont les membres proclamés élus à titre de membres bienveillants du comité adjoint; qu'aucun sociétaire bienveillant de la liste qui nous en a été remise ne figure parmi ceux proclamés élus qui tous sont des membres participants que les statuts désignent sous le nom de membres intéressés; Que cette anomalie s'explique par ce fait que l'article 40 des statuts anciens n'a pas été modifié, alors que la loi de 1894 modifiait la situation des sociétaires, qu'elle n'en constitue pas moins une irrégularité grave faisant que l'on a voté contrairement aux prescriptions des statuts et que le bureau des recettes et dépenses est ainsi irrégulièrement composé; — Attendu enfin que la présence

sur la liste des membres proclamés élus de dix-huit collecteurs non prévus aux statuts a contribué non pas seulement à une confusion regrettable, mais encore a pu fausser le résultat du scrutin en faisant bénéficier les proclamés élus des voix amenées par leur présence sur la liste; que ce grief ainsi établi joint au grief précédent, serait encore suffisant pour entraîner la nullité des opérations électorales si les membres proclamés élus avaient obtenu la majorité absolue; — Par ces motifs : — Statuant en dernier ressort et contradictoirement : — Disons irrégulières les opérations électorales qui ont eu lieu à la Mairie de Denain le 20 janvier 1907 pour la nomination des divers membres du Comité administratif de la Société de Secours Mutuels des ouvriers mineurs de Denain et pour la nomination des membres du Comité adjoint, formant avec le Comité administratif le bureau des recettes et dépenses. — En conséquence, les annulons.

Observations. — Ce jugement, rédigé avec beaucoup de soin, a été vivement critiqué par les membres du Comité dont l'élection a été annulée; ils avaient exprimé l'intention de se pourvoir en cassation. Mais après réflexion ils y ont renoncé et le jugement est devenu définitif.

Justice de paix du canton de La Chèze
(Côtes-du-Nord).

Président : M. GASSE, O, juge de paix.

8 juin 1906.

Voisinage. — Jeux de boules. — Visite
des lieux. — Enquête.

Chacun a droit de faire sur son terrain
ce qui lui plaît à la seule condition de ne
point nuire au voisin.

Spécialement, l'établissement d'un jeu
de boules peut être nuisible au proprié-
taire voisin. Pour déterminer le préjudice
que ce jeu peut lui causer, le juge saisi
peut ordonner une visite de lieux et une
enquête.

Ainsi décidé par le jugement sui-
vant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant
notre délibéré ; ouï les parties en
leurs dires, moyens et conclusions,
ouï M. Radiguer, avocat, pour le
demandeur ; M^e Le Chaix, avocat,
pour le défendeur ; Vu l'exploit in-
trodutif d'instance ; — Attendu
que l'espèce à nous soumise sou-
lève la délicate question des con-
flits de voisinage, Bouftard pré-
tendant avoir le droit de faire ce
qui lui plaît sur son terrain et Lo-
rand soutenant que son voisin n'a
pas le droit de porter atteinte à sa
tranquillité ; — Qu'il y a donc lieu
de rechercher jusqu'où vont les
droits respectifs de chacune des
parties en cause ; — Attendu qu'il
est excessif de soutenir que la li-
berté de chacun est illimitée, chez
soi ; — que ce serait de la licence,
ou, tout au moins, de l'abus ; que
chacun a le droit de jouir tranqui-
llement de ce qui lui appartient,
mais que, pour qu'il en soit ainsi,
il faut que personne ne dépasse les
inconvenients ordinaires du voisi-

nage, sans quoi l'un des voisins ne
jouirait pas de la tranquillité à la-
quelle il a droit ; — Attendu que
toute la question est là ; que les
auteurs et la jurisprudence, notam-
ment celle de la Cour de Cassation,
proclament la liberté du commerce
et de l'industrie, mais toujours sous
la restriction de ne pas excéder, par
leur exercice, les inconvenients or-
dinares du voisinage ; — Que les
dispositions de police et les règle-
ments administratifs imposent des
obligations spéciales, en matière
d'établissements dangereux, insa-
lubres, ou simplement incommodes
et qu'on voit ranger, au nombre de
ces derniers, ceux dont l'incommo-
dité ne provient que du bruit ; —
Que ces règlements réservent, en
outre, la réparation du dommage
qui peut être causé aux tiers ; — At-
tendu qu'il faut donc admettre, dans
notre droit, qu'une installation
bruyante, quelle qu'elle soit, donne
lieu à indemnité de la part des
voisins, s'il est reconnu qu'elle
excède les inconvenients ordinaires
du voisinage ; que c'est ainsi qu'on
voit journellement la justice accor-
der des allocations du chef des ma-
chines à coudre, forges, boulange-
ries, etc... ; — Que Bouftard sem-
ble d'ailleurs en admettre le prin-
cipe, puisqu'il prétend avoir établi
un tampon entre son jeu de quilles
et le mur ; qu'il reconnaît ainsi la
nécessité de certaines précautions
et qu'il reste à démontrer si celle
qu'il a prise est suffisante ; — At-
tendu que le principe étant ainsi
posé, il reste à savoir, en fait, si
l'installation d'un jeu de quilles
sous le portail de Bouftard excède
les inconvenients ordinaires du voi-
sinage ; — Qu'à cet égard Lorand

fait observer qu'un pareil jeu dans un espace restreint et couvert, cause par le jeu de la boule et des quilles un bruit et une trépidation insupportables ; que ce bruit dure tout l'après-midi du dimanche et des jours de fête, et quelquefois dans la semaine, sans discontinuer et jusqu'à une heure très avancée de la soirée ; — Que pendant ce temps les appartements adjacents au pignon du mur mitoyen sont intolérables, principalement au rez-de-chaussée où le demandeur a son cabinet de travail ; — Que Boultard conteste la fréquence de ces jeux et l'intensité du bruit, prétendant l'avoir amorti, par une couche de tan, placée entre le pignon et son jeu de quilles ; — Qu'il y a lieu de vérifier les faits et qu'à cet effet, une visite de lieux avec enquête nous semble indispensable. — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, disons que l'installation d'un jeu de quilles, par Boultard, sous un portail couvert et contre la maison Lorand est de nature à engager sa responsabilité, si elle excède, en fait, les inconvénients ordinaires du voisinage, et pour nous fixer sur cette question de fait, disons que le mardi 12 juin courant, aux deux heures de l'après-midi, nous nous transporterons sur les lieux, où nous nous rendrons compte : 1° D'abord en nous plaçant dans les appartements Lorand, du bruit et de l'incommodité qui peuvent être causés pendant le jeu, que nous ferons exécuter ; — 2° par une enquête que nous ordonnons à cet effet, sur la fréquence des jeux, intimant à cet égard les parties de faire citer ou comparaître leurs té-

moins, sur les lieux à ces jour et heure ; — Réservons les dépens et toutes demandes tant principales que reconventionnelles ».

Observations. — La question de savoir si l'exercice d'un jeu cause au voisin un préjudice sérieux et suffisant pour donner ouverture à une action en dommages-intérêts est essentiellement une question de fait d'appréciation, par suite, dans le cas où le préjudice est contesté et n'est d'ailleurs pas suffisamment établi, le juge a le droit de recourir à tous les moyens d'instruction parmi lesquels la visite de lieux et l'enquête sont certainement les plus sûrs.

Justice de paix du canton de Lombes (Gers).

Président : M. MARSERON, juge de paix.

9 août 1907.

Bail à colonage. — Tacite reconduction.
Durée du nouveau bail. — Congé. — Dépens.

Le bail à colonage renouvelé par tacite reconduction n'a qu'une durée d'un an.

En conséquence doit être validé le congé donné par le propriétaire au colon pour le jour de l'expiration de cette année.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il paraît établi qu'un bail à colonage partiaire a lié les parties du 1^{er} novembre 1903 au 1^{er} novembre 1906, et, qu'à l'expiration de ce bail verbal, d'un commun accord entre les parties, Argagnon est resté dans la métairie de la demoiselle de Castelpers, et qu'il s'agit de savoir si le bail, renouvelé par ta-

cite reconduction, doit avoir une durée de trois années, comme le prétend le colon Argagnon, ou une durée d'un an, comme le soutient Mlle de Castelpers ; — Attendu que la prétention d'Argagnon ne saurait être accueillie ; qu'en effet, l'article 1774 du Code civil, qu'il invoque, est contenu dans la section 3 du titre relative aux « règles particulières des baux à ferme » et ne peut avoir aucune application dans l'espèce, où il s'agit de bail à colonage ; — Que c'est dans les règles du contrat de société qu'il faut chercher les principes applicables à la matière ; — Que le bail à colonage est une véritable association entre le propriétaire qui fournit sa terre et le colon qui apporte son travail, en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ; — Que dès lors, l'un des associés a le droit de mettre fin à cette association en exprimant sa volonté de le faire, pourvu que cette manifestation ne soit pas faite à contre-temps (Code civ. 1865 et 1869) ; qu'il ne s'agit donc que de rechercher si la volonté de Mlle de Castelpers de résilier l'association n'est pas faite à contre-temps ; — Attendu que l'usage reconnu dans le canton de Lombez est que les baux à colonat faits verbalement, n'ont qu'une durée d'une année et se renouvellent pour une période égale par tacite reconduction ; — Que, dans ces conditions, il est bien établi que la renonciation manifestée par Mlle de Castelpers n'est pas faite à contre-temps et que le congé qu'elle a fait donner à son colon est bien venu ; — Attendu que le défendeur prétend vainement que son bail a été renouvelé, à partir du 1^{er} novembre

dernier 1906, par tacite reconduction, pour une période de trois ans égale à la durée du bail primitif ; — mais, la tacite reconduction (d'après l'article 1738 du Code civil) donne naissance non à un bail de la même durée que le bail primitif, mais à un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article relatif aux locations faites sans écrit ; — Or, l'usage des lieux du pays de Lombez ne donne qu'une durée d'un an aux baux à colonage faits sans écrit ; — Et tout le monde doit se soumettre à cet usage, comme à la loi elle-même. Voir *Usages locaux du Gers*, édition de 1891, page 19, où il est dit que : « Le bail à bordellerie est annuel, en ce sens que, par un congé à temps, on peut toujours le limiter à l'année courante. Mais, à défaut de congé à temps, il se renouvelle de droit pour une autre année (par tacite reconduction) ; — Attendu d'autre part que les délais de congé sont réglés par un usage non moins constant, que ce délai est de six mois, en matière de colonat partiaire ; — Attendu que le plus souvent la durée des baux à colonat partiaire est fixée par la convention ou par l'usage des lieux et que, lorsque aucun terme n'est mis à sa durée, le métayage est régi par l'article 1736 du Code civil (loi du 18 juillet 1889, article 13) ; — Que par suite il sera susceptible de durer indéfiniment, mais que chaque partie peut donner congé à l'autre, en se conformant à l'usage des lieux ; — Que par ce renvoi à l'article 1736 du Code civil, la loi écarte l'application des règles spéciales aux baux à ferme établies dans l'article 1774 et notamment celle qui consiste à faire

durer le bail des terres assolées autant d'années qu'il y a des soles ; — Attendu donc que le congé de la demoiselle de Castelpers est régulier, donné en temps utile, opérant et conforme aux usages des lieux ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, validons le congé donné par Mlle de Castelpers à Argagnon, son bordier ; — Ordonnons que ce dernier devra évacuer, de corps et de biens, les lieux loués le 1^{er} novembre prochain 1907, le condamnons aux entiers dépens et déclarons qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, à accorder des dommages à la demanderesse, les droits de toute partie demeurant réservés au sujet des comptes qu'il peut y avoir à régler ultérieurement entre le propriétaire et son bordier. »

Observations. — Solution exacte et très bien motivée en droit. Même dans les pays où il n'existe pas d'usage local parfaitement établi, dans le même sens, cette solution doit être appliquée. Le silence et souvent la négligence du propriétaire, peuvent créer au profit du colon laissé en possession des lieux une tacite reconduction, mais en ce cas le nouveau bail ne saurait excéder une année et le propriétaire en signifiant en temps utile un congé régulier reste le maître de le faire cesser à l'expiration de cette première année.

Justice de paix de Firminy (Loire).

Présid. : M. CRAMPION U, juge de paix.

4 janvier 1906.

Droits de place. — *Entrepreneur de spectacles.* — *Tarif du cahier des charges.* — *Saisie foraine.* — *Annulation.* — *Demande reconventionnelle.*

Le fermier des droits de place dans une commune ne peut réclamer quoi que ce soit de plus que ce que lui accorde le tarif du cahier des charges dressé lors de l'adjudication de la ferme.

Lorsque l'un des débiteurs des droits de place a, avant même de prendre possession des lieux, cédé une partie importante de ces droits, le fermier est mal fondé à faire pratiquer une saisie sur son débiteur, et alors que la totalité des droits a été payée, il appartient au juge d'annuler la saisie et d'en mettre les frais à la charge du saisissant.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il appert du cahier des charges, dressé pour la mise en ferme des droits de place en la ville de Firminy, et du tarif y annexé : 1^o que, pour les spectacles de curiosités, il a été établi trois séries de prix de droits de perception, soit 20 centimes par jour pour les premiers 50 mètres, 15 centimes de 50 mètres à 100 mètres, et 10 centimes à partir de 100 mètres (art. 15 du tarif) ; 2^o que le fermier, substitué à l'administration municipale, ne peut rien exiger en dehors ou en sus des taxes autorisées, à peine d'être susceptible de poursuites pour concussion (art. 22 du cahier des charges) ; 3^o que les spectacles de curiosités sont exempts de la perception les jours où ils ne travaillent pas (art. 11 du cahier des charges) ; — Attendu

que le fait par le fermier d'exiger une rétribution à laquelle il n'aurait pas droit en vertu du bail et du tarif régulièrement établi, constituerait la perception d'un impôt illicite, et que toute convention contraire serait frappée d'une nullité absolue ; — Attendu qu'il est constant, en fait, et qu'il ne paraît pas sérieusement contesté par les demandeurs, que Reiss, directeur d'un spectacle forain, installé sur l'une des places qui lui a été assignée, y a occupé une surface de 202 mètres carrés, qui d'après les calculs du tarif pouvait donner lieu, pour les cinq jours de représentations offertes au public, à une perception de 163 fr. 50 ; — Qu'il n'est pas contesté non plus que cette somme a été versée entre les mains des demandeurs en deux envois de la poste, l'un de 80 francs, à titre d'arrhes, avant l'installation ; l'autre de 83 fr. 50, le 25 octobre 1903 ; — Qu'ainsi Reiss est actuellement libéré de tout ce qu'on pouvait exiger de lui pour son occupation temporaire ; — Que vainement les fermiers soutiennent que Reiss, dès le 19 juin 1903, et avant son arrivée, avait consenti à payer une somme de 350 francs, à forfait ; — Qu'une telle convention, en supposant même qu'elle eût été contractée de bonne foi et en connaissance de cause, serait nulle de plein droit, comme contraire à la loi et aux règlements en vigueur, et pourrait même donner lieu, en cas d'exécution, à la répétition de l'indû ; — En ce qui touche la saisie foraine : — Attendu qu'avant son installation Reiss avait déjà versé, à titre d'arrhes, une partie des droits de place qui lui incombait ; que, pour le

surplus, les parties étaient en désaccord sérieux sur le chiffre de la perception ; — Qu'au lieu de faire régler ce différend sur l'heure par le juge, s'ils prétendaient qu'il y eût une extrême urgence, les fermiers ont, sans mise en demeure préalable, cru devoir pratiquer une saisie foraine de tout le matériel du défendeur, dont l'importance était hors de proportion avec la minime somme qu'il restait devoir ; — Attendu que le défendeur a énergiquement protesté dans le procès-verbal contre cette mesure excessive dans les conditions où elle était exercée ; — Qu'il a immédiatement, et le jour même, fait parvenir par la poste aux demandeurs le solde des droits de place qu'il devait légitimement et dont le paiement avait été uniquement retardé par les exigences immodérées des fermiers ; — Que s'il est vrai que, rigoureusement, il eût dû procéder par voies d'offres réelles, soit à l'huissier saisissant, soit par exploit séparé, il faut reconnaître que les fermiers ont eu, les premiers, le tort grave d'exiger des droits exorbitants, contrairement à leur contrat de bail et au tarif qui leur était imposé ; — Que la mesure brutale qu'ils ont ainsi exercée, à leurs risques et périls, est donc excessive et constitue un véritable abus que la Justice ne saurait sanctionner, et qui ne peut trouver d'excuse dans l'imminence du départ, d'ailleurs prévu, du marchand forain ; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que, de son côté, Reiss doit s'imputer le tort de n'avoir pas employé les moyens que la loi mettait à sa disposition pour se libérer régulièrement au moyen

d'offres réelles; qu'il a ainsi, par son retard et son inaction, laissé perpétrer un acte qui lui est préjudiciable et qu'il pouvait éviter; — Qu'il n'est donc pas fondé à obtenir des dommages-intérêts; — Qu'au surplus, l'exonération de tous frais d'instance, dont la totalité demeurera à la charge des demandeurs, lui sera une suffisante indemnité; — Par ces motifs, disons qu'au moyen de la somme de 163 fr. 30, qu'il a versée aux demandeurs, le défendeur est intégralement libéré des droits de place qu'il devait pour son occupation; — Déclarons abusive et nulle la saisie foraine pratiquée par l'huissier Mouvel, le 23 octobre 1905; en faisons mainlevée pure et simple; — En consé-

quence, déclarons les demandeurs mal fondés dans leur demande, fins et conclusions dont ils sont déboutés; — Rejetons également, comme étant non justifiée, la demande reconventionnelle du défendeur; — Et condamnons les demandeurs en tous les dépens de l'instance. »

Observations. — Les solutions de ce jugement sont justes en fait et en droit. Nous ne voyons pas d'objections à formuler. La vérité est que très souvent les adjudicataires des droits de place abusent de leur privilège et veulent obtenir plus qu'il ne leur est légitimement dû. C'est le rôle des juges de les maintenir dans l'observation de leur cahier des charges.

Tribunal de simple police
de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Inférieure)

Président : M. HENRI SÉNARD, juge de paix

25 juillet 1907

Automobile. — Excès de vitesse. — Procès-verbal. — Garde-champêtre. — Défaut d'affichage de l'arrêté municipal. — Relaxe.

Lorsqu'il est constant pour le Tribunal que l'arrêté municipal qui fixe et limite la vitesse des automobiles dans la traversée d'une commune à 12 kilomètres à l'heure, n'a été porté à la connaissance que des habitants de cette commune, mais qu'aucune pancarte ou affiche n'a été placée à l'entrée de façon à la faire connaître aux étrangers, cet arrêté n'est point applicable aux touristes étrangers qui traversent le territoire à une vitesse supérieure à celle prescrite (1^{er} jugement).

Le Tribunal doit acquitter le prévenu, lorsqu'il n'est pas démontré que la vitesse relevée à la charge de ce dernier l'a été à l'aide d'un instrument suffisamment exact, et alors qu'il apparaît au contraire que l'automobile dont s'agit ne pouvait atteindre une telle vitesse (2^e jugement).

Il appartient au juge de police de décider s'il y a eu ou non excès de vitesse *ibid.*

Ainsi décidé par deux jugements de même date rendus par le même tribunal :

Premier jugement :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal dont lecture a été donnée; oui le ministère public en ses réquisitoires, les inculpés par leur mandataire régulier en ses explications et moyens de défense vidant son délibéré ; — Attendu que le 16 mai dernier, à 3 heures 1/2 du soir, Debas, garde-champêtre de la ville d'Oissel-sur-Seine a constaté qu'une automo-

bile portant à l'arrière le n° 950 y passait à une vitesse exagérée, traversant l'agglomération de la ville d'Oissel à une allure de 36 kilomètres à l'heure comme ayant parcouru 600 mètres en une minute ; que l'arrêté de M. le Maire en date du 18 juillet 1903 fixait la vitesse des automobiles à 12 kilomètres à l'heure ; — Attendu que M. Machet, chauffeur de M. Bertel, et ce dernier, comme propriétaire de la voiture, sont poursuivis à la requête du ministère public pour contravention audit arrêté ; — Attendu qu'il résulte des débats que cette voiture automobile ne marchait, conformément au décret du 10 mars 1899, qu'à une vitesse de 18 à 20 kil. à l'heure, le chauffeur ignorant l'arrêté de M. le Maire d'Oissel prescrivant une allure de 12 kil. aux automobilistes ; — Attendu que cet arrêté régulièrement approuvé par M. le Préfet de la Seine-Inférieure, a été affiché et publié, qu'il est conforme aux dispositions de la loi du 5 avril 1884 et par suite légal ; — Mais attendu qu'il est constant pour le Tribunal que cet arrêté n'a été porté qu'à la connaissance des habitants d'Oissel, qu'aucune pancarte ni affiche n'ont été et ne sont placées aux entrées de la ville d'Oissel faisant connaître aux étrangers et touristes que la vitesse des automobiles dans la traversée de la ville doit être ramenée à 12 kil. à l'heure ; que, par suite, cet arrêté ne peut être applicable qu'aux personnes qui en ont été régulièrement touchées et non à des étrangers ou touristes qui l'ignorent et qui se conforment au décret du 10 mars 1899 ; que sanctionner un semblable arrêté vis-à-vis de touristes, ce serait porter une très grave atteinte au développement sans cesse

grandissant de l'industrie automobile, car l'on ne saurait plus entreprendre de voyage sans courir le risque de trouver à son retour une abondante moisson de procès-verbaux, étant donné que dans la généralité des communes de France, MM. les Maires ont pris des arrêtés similaires fixant tantôt à 16 kil., tantôt à 12 kil., comme dans l'espèce, voir même à 8 kil., la vitesse des automobiles dans la traversée des agglomérations ; — Attendu que pour faire respecter ces arrêtés plus ou moins fantaisistes, bien que légaux, la plus grande partie des municipalités les indiquent ou les font afficher aux portes d'entrée de leurs communes, ce qui n'a pas eu lieu pour la ville d'Oissel ; — Attendu enfin, en ce qui concerne la vitesse constatée par le garde-champêtre qu'il y a lieu de maintenir la jurisprudence de ce Tribunal, à savoir : que les montres ordinaires à secondes avec lesquelles les agents constatent les vitesses, ne sont pas des instruments suffisamment précis ; que seul à ce jour et à la condition de bien repaier, le tachymètre peut être considéré comme instrument de précision ; qu'il y a, par suite, un doute dans l'esprit du Tribunal, les inculpés affirmant n'avoir pas dépassé la vitesse de 18 à 20 kil. à l'heure, conformément au règlement général sus-rappelé, doute qui doit leur profiter ; — Par ces motifs : — Vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu : — Si le fait, etc. ; — Annule le procès-verbal dont M. Machet a été l'objet et dont M. Bertel est responsable et tout ce qui a suivi, en conséquence les renvoie purement et simplement de la poursuite, sans amende ni dépens ».

Deuxième jugement :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal dont lecture a été donnée ; où le ministère public en ses réquisitions ; l'inculpé en son interrogatoire et en ses moyens de défense, vidant son délibéré ; — Attendu que, le 26 mai dernier, Hardy, garde-champêtre de la ville de Sotteville-lès-Rouen, a constaté, route d'Elbeuf, à Sotteville-lès-Rouen, qu'une automobile portant le n° 871 12 avait exactement parcouru deux cents mètres en quinze secondes, soit une vitesse de 48 kil. à l'heure ; que l'arrêté de M. le Maire de la ville de Sotteville, en date du 9 mai 1904, fixait à 16 kil. à l'heure la vitesse maxima des véhicules de toute nature ; — Attendu qu'en raison de ce fait M. Denis, propriétaire et conducteur de ladite automobile, a été cité à la requête du ministère public, devant ce Tribunal, pour contravention audit arrêté municipal ; — Attendu que l'inculpé dénie de la façon la plus formelle avoir pu marcher à 48 kil. à l'heure, sa voiture ne pouvant dépasser en palier une vitesse de plus de 30 kil. à l'heure et qu'à l'endroit indiqué par le garde dans son procès-verbal, sa vitesse ne pouvait être de plus de 15 kil. à l'heure, étant donné qu'à la demande de ses cinq enfants il s'était mis en première vitesse ; — Attendu que si les excès de vitesse doivent être réprimés, c'est à la condition que la vitesse soit exactement contrôlée ; or, ce n'est qu'avec la montre appelée « tachymètre » qu'il est possible d'établir un chronométrage sérieux et non avec une montre ordinaire à secondes qui n'a rien d'un instrument de précision ; — Attendu qu'il a été démontré au Tribunal que la voiture

automobile de l'inculpé ne peut dépasser la vitesse de trente kilomètres à l'heure en palier et que si le procès-verbal constate qu'elle marchait à 48 kil., il a la conviction que la vitesse a été mal chronométrée ; que par suite il y a un doute dans son esprit, doute qui doit profiter au prévenu ; — Attendu en droit que si les maires peuvent réglementer la vitesse des automobiles dans l'intérieur des agglomérations communales et la réduire à une allure inférieure à celle de 20 kil. à l'heure fixée par l'art. 14 du décret du 10 mars 1899 sur la circulation automobile, c'est sous la réserve, cependant, du droit qu'a l'autorité supérieure d'annuler des arrêtés municipaux qui seraient par trop fantaisistes et qui aboutiraient à rendre impossible la circulation des automobiles ; — Attendu qu'il résulte d'un arrêt de la Cour de cassation (chambre criminelle) du 9 mars dernier (1907) qu'en dehors des agglomérations communales la vitesse des automobiles est celle déterminée par le règlement général de 1899 : 30 kil. à l'heure en rase campagne, notamment sur les routes nationales ; que l'agglomération dont parle l'art. 98 de la loi municipale du 5 avril 1884 ne peut s'entendre d'une simple agglomération d'habitants sur un point déterminé, mais bien d'une agglomération dans l'intérieur de laquelle s'effectue la circulation soumise à la réglementation de l'autorité municipale (il s'agissait en l'espèce d'une ferme sise sur la route nationale au territoire de Payus (Aube) ; — Attendu que le tribunal se trouve en présence d'une situation identique ; qu'en fait la route d'Elbeuf, sur le territoire de Sotteville et à l'endroit où a été vue l'automobile

est en dehors de l'agglomération communale ; qu'elle est pour ainsi dire dépourvue de maisons, qu'il n'existe, du reste, que quelques villas et un restaurant situés tous en bordure et même assez éloignés de la route nationale n° 3 dite route d'Elbeuf ; — Que jusqu'à ce jour tous les automobilistes se considèrent, et ce à bon droit, à notre avis, une fois le Jardin des Plantes de la ville de Rouen dépassé, comme étant en rase campagne et prennent l'allure fixée par le règlement général ; — Par ces motifs : — Vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu : — Si le fait ne présente, etc. ; — Annule le procès-verbal dont M. Denis a été l'objet et tout ce qui a suivi ; en conséquence, le renvoie purement et simplement des fins de la poursuite, sans amende ni dépens ».

Observations. — L'une au moins des questions traitées dans les jugements rapportés ci-dessus est neuve et intéressante. Tout d'abord il est bien certain que le juge de simple police a plein pouvoir de décider souverainement si, en fait, il y a eu, de la part de l'inculpé, excès de vitesse, et si, par suite, il y a eu ou non une contravention punissable. A cet égard, la Cour de cassation s'est prononcée plusieurs fois dans le sens du second des jugements ci-dessus. Mais le fait qu'un arrêté municipal n'a pas été affiché sur toutes les voies d'entrée d'une commune suffit-il pour motiver l'annulation du procès-verbal et la relaxe du contrevenant ? Ici nous avons beaucoup de doutes. Tout d'abord il a été souvent décidé par la Cour suprême que l'ignorance d'un règlement de police n'est pas une excuse d'une contra-

vention à ce règlement. V. notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Excuse* n° 24 et Cass. 17 nov. 1855. Jugé aussi que l'affichage d'un arrêté municipal, contenant des dispositions générales, répond aux exigences de la loi relativement à la publicité, et rend dès lors cet arrêté obligatoire pour tous. Cass. 3 août 1900 *Annales* 1901, p. 308. Il semble bien résulter de ces décisions que du moment où l'arrêté avait été publié dans la commune il était obligatoire même pour les touristes étrangers qui ne faisaient que traverser son territoire. Nous avons donc quelque peine à admettre que, dans l'espèce du premier jugement, l'inculpé dût être acquitté pour l'unique raison que le règlement dont s'agit n'avait pas été affiché sur toutes les voies donnant accès au territoire communal. Cette solution du Tribunal de Sotteville est peut-être conforme à l'équité, mais il semble qu'elle est, en droit, pour le moins contestable. Nous devons dire que dans beaucoup de communes les maires ont soin de faire placarder leurs arrêtés à l'entrée du territoire. Cette précaution est louable.

Justice de paix du canton de Neuville
(Vienne).

Président : M. THIAULT, Juge de paix.

28 mars 1906.

Demande en paiement de billets souscrits.

— *Notaire.* — *Novation.* — *Compétence.*
— *Demande reconventionnelle.*

Lorsqu'un notaire a cessé ses fonctions, il ne peut plus être question de frais et honoraires dans un compte dressé entre lui et l'un de ses anciens clients, et le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en paiement du solde dû, lorsque cette

demande n'excède pas la compétence de ce magistrat en matière personnelle et mobilière, d'après la loi du 12 juillet 1905.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'à l'audience du 9 mars 1906, les époux Berthault ont reconnu les billets qu'ils avaient souscrits au compte de M^r Chillault notaire honoraire à Neuville ; mais qu'ils ont allégué qu'ils avaient fait en juillet 1902 un emprunt de 2.000 francs en l'étude de M^r Chillault ; que M^r Chillault avait touché les 2.000 francs pour faire la liquidation de leur faillite ; que M^r Chillault ne leur ayant rendu aucun compte, ils prétendaient que c'était M^r Chillault qui leur en devait ; — Attendu que l'affaire renvoyée au 23 mars les parties ont comparu ; — Attendu qu'à l'audience du 23 mars M^r Chillault donne des explications suffisantes pour chaque somme versée pour la faillite des époux Berthault ; que les époux Berthault tout en reconnaissant exactes les explications de M^r Chillault pour l'emprunt de 2.000 francs et voyant que la première demande reconventionnelle ne peut pas être maintenue l'abandonnent pour en faire une autre de 1.000 fr., prétendant que M^r Chillault doit leur donner le détail de toutes les opérations faites en son étude pendant qu'il était notaire ; — Attendu que M^r Chillault a cessé ses fonctions de notaire en août 1902 ; — Attendu que des règlements de comptes ont été faits entre M^r Chillault et les époux Berthault 1^o le 12 mai 1902 c'est-à-dire avant l'emprunt — 2^o le 24 mai 1903 c'est-à-dire après la

liquidation complète de la faillite Berthault ; qu'au moment de ce dernier règlement M^r Chillault n'était plus notaire ; — Attendu que ces deux règlements ont été arrêtés par des billets à ordre signés des époux Berthault pour le compte de M^r Chillault ; — Attendu que les époux Berthault en signant ces billets au compte de M^r Chillault ont 1^o reconnu exact le compte de M^r Chillault 2^o fait d'après l'art. 1271 du Code civil novation de dettes ; — Attendu que la novation est l'extinction d'une dette par une autre dette ; que Pothier la définit ainsi « La substitution d'une dette nouvelle à une ancienne dette » ; — Attendu qu'en l'espèce il ne peut plus être question de frais et d'honoraires, puisque d'après les billets souscrits par les époux Berthault au compte de M^r Chillault, les parties ont fait d'après l'art. 1271 C. C. novation de dettes c'est-à-dire qu'ils ont changé l'objet de la dette en la transformant ; cette nouvelle dette est personnelle et mobilière ; que le taux ne dépasse pas la compétence attribuée aux juges de paix d'après la loi du 13 juillet 1905 ; — Attendu que la demande reconventionnelle de 1.000 francs faite par les époux Berthault, pour non délivrance par M. Chillault de son compte détaillé, ne peut pas avoir le caractère de reconvention, attendu que les époux Berthault veulent protester contre des règlements de comptes qu'ils ont acceptés volontairement et signés ; que cette demande ne peut se rattacher même implicitement à la demande principale, qu'il ne peut y avoir aucune connexité évidente, que le seul but de cette demande doit être de retarder le jugement qui doit

intervenir, qu'il y a donc lieu de rejeter cette demande reconventionnelle ; — Attendu que d'après l'art. 130 C. P. C. la partie qui succombe est condamnée aux dépens ; — Par ces motifs : — Statuant publiquement contradictoirement et en premier ressort, condamnons les époux Berthault à payer à M^r Chillault la somme de 582 fr. les intérêts échus compris. Les condamnons à tous les dépens. »

Observations. — Solution exacte et bien motivée.

Justices de Paix du canton de Nozay
(Loire-Inférieure).

Président : M. MINAUD, juge de paix.

17 juin 1907.

Vente d'animaux. — Tuberculose. — Police sanitaire des animaux. — Code rural. — Action en nullité.

Lorsqu'une vache a été l'objet de plusieurs ventes successives et que le dernier acheteur constate chez l'animal l'existence de la tuberculose, cet acheteur a seul qualité pour, après avoir fait la déclaration prescrite par l'art. 31 du Code rural, intenter contre le dernier vendeur une action en nullité de vente.

Le dernier vendeur ne serait donc pas recevable, après avoir reconnu la nullité de la vente par lui consentie, repris l'animal et fait la déclaration, à intenter une action en nullité contre son propre vendeur.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du ministère de Saillant, huissier à Nozay, en date du 6 juin, présent mois, par lequel le sieur Cochais demande : 1^o de prononcer la nullité de la vente

que lui a faite le sieur Durand le 7 mai dernier, à la foire de Blain, moyennant le prix de 170 fr., payé comptant, d'une vache de race nantaise, âgée de 6 à 8 ans ; 2° la condamnation du sieur Durand au paiement de la somme de 170 fr. et, en outre, les frais de fourrière, honoraires du vétérinaire et autres, ainsi que tous les dépens ; — Oui les parties en leurs explications, conclusions et moyens de défense ; — Attendu que le 7 mai dernier, à la foire de Blain, le sieur Durand vendit une vache au sieur Cochais moyennant le prix de 170 fr. payé comptant ; — Attendu que le 17 du même mois, la même vache fut revendue à la foire de Nort-sur-Erdre, par Cochais à un nommé Violant, lequel, voyant l'état maladif de la bête la fit visiter par un vétérinaire ; — Attendu que le vétérinaire ayant reconnu la vache tuberculeuse, Violant s'empressa, avant de faire la déclaration prescrite par l'art. 31 du Code rural (livre III section II), d'en informer son vendeur, le sieur Cochais, qui reconnut la nullité de la vente passée entre lui et Violant, reprit la bête après en avoir remboursé le prix de vente au dit sieur Violant ; — Attendu que Cochais ayant fait ensuite, à la mairie de Saffré, à la date du 6 juin, présent mois, dans le délai prévu par la loi, du 23 février 1905, la déclaration prescrite par l'art. 31 du Code rural, vient aujourd'hui exercer contre Durand une action récursoire ; — En droit : Attendu qu'il est dit à l'art. 1 § 4 de la loi du 23 février 1905 : « Toutefois en ce qui concerne la tuberculose, sera seule recevable l'action formée par l'acheteur qui aura fait au préalable la déclaration prescrite par l'art. 31 du Code rural

« (livre III section II) » ; — Qu'il en résulte que seul peut exercer l'action l'acheteur qui a fait la déclaration prescrite, ce qui exclut évidemment les acheteurs précédents, et comme conséquence met fin au circuit des actions récursoires qui dégénéraient auparavant en véritable abus ; — Attendu que c'est d'ailleurs ce qui a été formellement déclaré au Sénat lors de la discussion de la loi par son rapporteur, M. Darbot, qui s'est exprimé ainsi : « Dans notre pensée, « seul pourra attaquer son vendeur, « l'acheteur qui aura fait lui-même la « déclaration prévue par la loi, ce qui « veut dire que le vendeur poursuivi « ne pourra se tourner du côté de son « vendeur à lui, et l'obliger de se « mettre à son lieu et place. . . » ; et plus loin M. le sénateur Fortier ayant demandé au rapporteur si le vendeur actionné par l'acheteur aurait recours contre son propre vendeur, M. Darbot répondit : « Evidemment non ! ». — Attendu que la vache vendue par Durand au sieur Cochais le 7 mai dernier et revendue par ce dernier au sieur Violant, reconnue tuberculeuse par le vétérinaire, a été reprise par Cochais qui a reconnu la nullité de la vente passée entre lui et Violant et, après avoir remboursé à celui-ci le prix de la bête, vient aujourd'hui exercer une action récursoire contre Durand, son vendeur ; — Attendu que Violant, possesseur de la vache lorsque le vétérinaire l'a reconnue tuberculeuse, était dans l'obligation de faire sur-le-champ la déclaration de la maladie contagieuse à l'autorité administrative, conformément à l'art. 31 du Code rural ; — Attendu que d'après les art. 31, 32 et 36 du même Code rural, dès que la déclaration est faite, l'animal qui

en est l'objet est séquestré et ensuite abattu par ordre du maire ; — Attendu, en conséquence, que cet animal ne peut plus, à partir de la déclaration, faire l'objet d'aucune vente ; — Attendu que, par suite, seul Violant, dernier acheteur, pouvait exercer l'action récursoire, parce que lui seul pouvait faire la déclaration prescrite ; — Attendu qu'aucune dérogation à la disposition de la loi du 23 février 1905 n'est permise, car d'une part, le but de la loi qui est de sauvegarder la santé publique est évidemment d'ordre public et, d'autre part, en interdisant les recours successifs le législateur a voulu, en premier lieu, frapper de déchéance l'acheteur imprudent qui, avant de revendre l'animal acheté par lui, a négligé de le faire examiner pour rechercher s'il est atteint ou non de tuberculose et en second lieu, supprimer la multitude des procès auxquels donnaient lieu antérieurement les actions récursoires ; que ces deux motifs de la disposition de la loi touchent à l'ordre public et que par suite, il est absolument interdit d'y déroger par des stipulations particulières ; — Attendu, en outre, que Cochais n'ayant plus la qualité d'acheteur, la déclaration qu'il a faite après la vente n'a plus de valeur ; — Attendu, en conséquence que la demande du sieur Cochais doit être déclarée irrecevable ; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, déclarons le sieur Cochais non recevable dans sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

été publié dans différents recueils spéciaux intéressant les vétérinaires et y a soulevé des controverses. D'autre part M. le juge de paix de St-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire), auquel avait été soumis une espèce semblable, a reconnu au dernier vendeur le droit d'intenter contre son propre vendeur une action en nullité, après avoir désintéressé le dernier acheteur, et ce par application des articles 1641, 1643 et 1644 du Code civil. Il nous paraît tout d'abord que le législateur en traçant des règles spéciales pour l'exercice des actions en nullité de la vente des animaux atteints de tuberculose, a par là même suffisamment manifesté son intention de soustraire ces actions aux règles générales et ordinaires du Code civil. D'autre part, nous estimons que la décision ci-dessus rapportée constitue une saine et juste interprétation de la loi du 23 février 1905. Dès l'instant où le dernier acheteur avait reconnu chez l'animal à lui vendu l'existence de la tuberculose, il se trouvait astreint à faire la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural ; et dès l'instant aussi où cette déclaration devenait obligatoire, l'animal était retiré du commerce et ne pouvait plus faire l'objet d'aucune négociation, quelle qu'elle fut, même entre le dernier acheteur et le dernier vendeur. Ce dernier ne pouvait donc plus reprendre l'animal ; et l'action en nullité n'était ouverte exclusivement qu'au profit du dernier acheteur, à charge par lui de faire en temps utile la déclaration légale.

Observations. — Ce jugement a

Justice de paix du Canton de Vimoutiers
(Orne).

Président : M. PENDRIE *Q. A.*, Juge de Paix.

3 et 17 mai 1907.

*Action en dommages-intérêts. — Maire. —
Plainte personnelle. — Compétence du
juge de paix. — Acte de l'État-Civil. —
Nom patronymique.*

Le fait par un maire, en procédant au mariage de l'un de ses administrés, de modifier l'acte de l'état-civil de ce dernier, en l'espèce son acte de naissance, de façon à lui donner l'apparence d'un enfant naturel, alors qu'il est bien enfant légitime, constitue un acte dommageable dont réparation est due à celui qui en a été victime.

Lorsqu'une demande en 300 fr. de dommages-intérêts le défendeur oppose une demande reconventionnelle dépassant par son chiffre la compétence du juge de paix, celui-ci peut disjoindre, retenir la demande principale et renvoyer le défendeur à se pourvoir sur sa demande reconventionnelle devant les juges de paix compétents pour en connaître.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

« Suivant exploit de M^e Champion Huissier à Vimoutiers en date du 22 avril 1907, enregistré, le sieur Chenel a fait citer le sieur Sauquet à comparaître à cette audience aux lieu et heure sus-indiqués pour : Attendu que le demandeur né au Theil (Orne) a été déclaré à l'état-civil de cette commune comme étant issu du légitime mariage de Chenel Isidore Pierre et d'Eugénie Locard, son épouse, que par suite le demandeur a bien le nom patronymique de Chenel et les prénoms de Isidore-Alexandre ; — Attendu que le 27 janvier 1904 Sauquet en qua-

lité de maire de Vimoutiers a célébré le mariage du demandeur avec la demoiselle Lefrère, mais qu'il a refusé de l'inscrire sous le nom de Chenel et l'a appelé Pierre Isidore-Alexandre supprimant ainsi le nom patronymique de Chenel qui figurait à l'acte de naissance et y substituant celui de Pierre qui n'y figurait pas ; — Attendu que Sauquet s'est basé pour agir ainsi sur l'acte de décès du père du demandeur et sur un prétendu acte de notoriété dressé par M. le juge de paix de Vimoutiers sur la déclaration de quatre témoins ; — Attendu que le demandeur a alors assigné Sauquet devant le Tribunal d'Argentan qui, par jugement du 4 juillet 1906 a ordonné la rectification de l'acte de mariage du 27 janvier 1904 et condamné Sauquet à des dommages-intérêts, mais que sur appel la Cour de Caen a infirmé le dit jugement en décidant que l'affaire aurait dû être introduite sur requête et jugée sur rapport en Chambre du Conseil, réservant le demandeur à revenir ensuite devant le Tribunal compétent pour y réclamer à Sauquet les dommages-intérêts qu'il croirait lui être dus et ce par voie d'action directe et principale ; — Attendu que le demandeur s'est alors pourvu devant le Tribunal d'Argentan qui, en observant la procédure réglée par l'art. 115 du Code de procédure civile, a prononcé à la date du 27 mars dernier la rectification de l'acte de mariage du 27 janvier 1904 ; — Attendu qu'en donnant au demandeur dans son acte de mariage le nom de Pierre dit Chenel alors que son acte de naissance portait le nom de Chenel, Sauquet a commis une faute lourde ou a fait preuve

d'une incurie équivalente à la faute au point de vue de la responsabilité civile ; — Attendu qu'il a aussi causé au demandeur un grave préjudice dont il lui doit réparation aux termes des art. 1382 et 1383 du Code civil ; — Par ces motifs : S'entendre le dit sieur Sauquet condamner à payer au demandeur la somme de 300 fr. à titre de dommages-intérêts en réparation du préjudice qu'il lui a causé par son fait ou son incurie ; — S'entendre en outre condamner aux dépens ; — Sous toutes réserves. »

À l'appel de la cause par l'Huissier de service, le demandeur par l'organe de M^r Liègard, son défenseur déclare persister aux fins de l'exploit introductif d'instance.

M. Auquetain au nom du défendeur conclut à ce qu'il plaise à M. le juge de paix.

« Attendu que suivant exploit en date du 7 avril 1906 le sieur Chenel a introduit devant le Tribunal civil d'Argentan contre le concluant une demande en rectification de son acte de mariage en date du 27 janvier 1904 et une demande en mille francs de dommages-intérêts ; — Attendu que le Tribunal saisi a, par jugement en date du 4 juillet dernier accueilli cette demande et condamné le concluant en cent francs de dommages-intérêts mais que sur appel la Cour de Caen a par arrêt en date du 6 mars 1907 réformé ce jugement en décidant qu'une demande en rectification d'acte de l'état-civil ne pouvait être introduite contradictoirement contre l'Officier de l'état-civil, mais seulement par voie de requête sauf au demandeur à réclamer au dit officier par voie directe et principale, compte du préjudice que celui-

ci aurait pu lui causer par son fait ou son incurie ; — Attendu que le sieur Chenel s'est alors pourvu par la voie judiciaire et a obtenu la rectification de son acte de mariage ; — Attendu qu'il a ensuite par exploit du 22 avril, saisi M. le juge de paix d'une action en paiement d'une somme de 300 fr. seulement à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que le concluant entend, d'une part, protester de la façon la plus énergique contre la nouvelle instance introduite contre lui et d'autre part former contre le sieur Chenel une demande reconventionnelle en 2.500 fr. de dommages-intérêts applicables : Pour 500 fr. au préjudice à lui causé par la première demande introduite devant le Tribunal d'Argentan ; — pour 1.600 fr. au préjudice à lui causé par les conséquences administratives qui ont suivi la dite instance ; — et pour 400 fr. au préjudice à lui causé par la deuxième instance introduite devant M. le juge de paix ; — Attendu que dans ces conditions M. le juge de paix devient et doit se déclarer incompétent sur le tout ; — Par ces motifs et tous autres à suppléer d'audience. — En donnant acte au concluant : 1^o De ce qu'il proteste contre l'action introduite contre lui ; — 2^o De ce qu'il se porte reconventionnellement demandeur en 2.500 fr. de dommages-intérêts applicables : 1^o Pour 500 fr. au préjudice à lui causé par la première demande introduite devant le Tribunal civil d'Argentan ; — 2^o Pour 1.600 fr. au préjudice à lui causé par les conséquences administratives qui ont suivi la dite instance ; — Et pour 400 fr. au préjudice à lui causé par la deuxième demande introduite devant M. le

juge de paix ; — Se déclarer incompetent, tous dépens en ce cas réservés. »

M^e Liégard au nom de M. Chenel conclut de son côté, à ce qu'il plaise à M. le juge de Paix.

Condamner M. Sauquet en 300 fr. de dommages-intérêts ; — Le tout en rejetant comme mal fondée la demande reconventionnelle en 400 fr. de dommages-intérêts formé par Sauquet et basée sur le prétendu préjudice à lui causé par la présente instance. Et en se déclarant incompetent sur les demandes prétendues reconventionnelles en 500 fr. et 1.600 fr. de dommages-intérêts basées sur le prétendu préjudice causé par une instance suivie devant une autre juridiction, soit par des actes de l'autorité administrative.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Jugeant sur l'exception d'incompétence opposée par Sauquet ; — Attendu que l'exception d'incompétence invoquée par le défendeur est basée sur une reconventionnelle de la somme totale de 2.500 fr. opposée par Sauquet à la demande principale de Chenel, et se décomposant ainsi : — 1^o 500 fr. pour le préjudice à lui causé par la première demande introduite devant le Tribunal d'Argentan ; — 2^o Pour 1.600 pour le préjudice à lui causé par les conséquences administratives qui ont suivi la dite instance ; — 3^o Et pour 400 fr. au préjudice à lui causé par la deuxième instance introduite devant nous ; — Attendu qu'une pareille demande prise dans son ensemble, dépasse notre compétence tant en raison de sa nature que de sa valeur, qu'elle ne nous paraît pas sincère et qu'elle a surtout pour but de gagner du temps et de

permettre à Sauquet qui jouit incontestablement d'une brillante situation de fortune de chercher à décourager et fatiguer par des frais et une procédure interminable, un demandeur pauvre ; — Attendu que dans ces conditions et en vertu du pouvoir discrétionnaire que nous confère l'art. 11 § 5 de la loi du 11 juillet 1905, qui n'est d'ailleurs que la reproduction de la disposition finale de l'art. 8 de la loi du 25 mai 1838, réglant la compétence des Juges de paix, nous estimons qu'il y a lieu de prononcer la disjonction de la demande principale dont nous sommes compétemment saisi, d'avec la demande reconventionnelle dont nous ne pouvons connaître. — Par ces motifs : Retenons le jugement de la demande principale formée par Chenel. — Disjoignons de cette demande principale la demande reconventionnelle en deux mille cinq cents francs de Sauquet pour laquelle nous renvoyons ce dernier à se pourvoir contre Chenel devant le Tribunal compétent ; — Disons qu'il sera passé outre aux débats et plaidé au fond sur la demande principale. — Condamnons Sauquet aux dépens de l'incident. »

Après nouvelles conclusions déposées par les conseils des parties, jugement définitif en ces termes :

« NOUS JUGE DE PAIX ; — Attendu que par exploit de M^e Champion, Huissier à Vimoutiers, en date du 22 avril dernier, le sieur Chenel a fait citer Sauquet pour avoir paiement de la somme de 300 fr. à titre de dommages-intérêts pour le préjudice à lui causé par son fait ou son incurie, en supprimant dans son acte de mariage le nom patronymique de

Chenel qui figurait sur son acte de naissance et en y substituant celui de Pierre qui n'y figurait pas ; — Attendu que par conclusions écrites et développées à la barre. M^e Auquetain au nom du défendeur a conclu à ce qu'il nous plaise : Dire à tort et mal fondée l'action du sieur Chenel, l'en débouter et l'en condamner aux dépens, ce dernier n'ayant pas fait la preuve que ce fut de par sa faute ou son incurie que Sauquet eût commis l'irrégularité qui lui est reprochée, les officiers de l'état-civil ne pouvant d'après lui être responsables que lorsqu'il est établi qu'il y a eu de leur part une faute grave, une faute lourde ou inexcusable ; — Attendu qu'il résulte de débats et de l'examen des pièces que lors de son mariage auquel il fut procédé le 27 janvier 1904, en la mairie de Vimoutiers Chenel avait produit un acte de naissance régulier en la forme, constatant que le 26 mai 1875, il était né dans la commune du Theil-sur-Illuisne, du légitime mariage de Chenel Isidore-Pierre et de Locard Eugénie son épouse ; — Attendu que pour se conformer aux dispositions de l'art. 155 du Code civil et pour suppléer à son consentement, l'acte de décès de son père survenu le 18 juin 1891, fut consulté et il fut constaté que sur cet acte le défunt était dénommé Pierre-Isidore dit Chenel ; — Que cette irrégularité commise au décès de ce dernier ne peut provenir que de son acte de naissance duquel il résulte que le 21 mai 1847, un sieur Chenel Pierre a déclaré à la mairie de Maisoncelles-la-Jourdan, que Lefèvre Caroline est accouchée en sa maison d'un enfant du sexe masculin auquel ont été donnés les prénoms de Pierre-Isi-

dore, le déclarant ajoutant de par l'acte lui même « Qu'il n'avait pas encore contracté le mariage avec sa future, à cause que son père ne voulait pas donner son consentement ; » — Attendu que si la reconnaissance doit être formelle, aucune formule spéciale n'est prescrite pour la rédaction, des actes de cette nature, et qu'il s'ensuit que la sus-dite déclaration faite dans ces formes par Chenel en la mairie de Maisoncelles-la-Jourdan pouvait être considérée comme une reconnaissance de l'enfant dont il déclarait la naissance ; — Attendu que le nom de tout citoyen français est, sauf rectification prévue par la loi, celui porté dans son acte de naissance ; — que celui produit par Chenel était en tous points régulier, et que si une irrégularité s'était glissée dans l'acte de décès de son père qui n'était consulté en la circonstance que pour suppléer au consentement, il suffisait à Sauquet de se conformer aux dispositions de la loi du 20 juin 1896, ou à l'avis du Conseil d'État du 30 mars 1808, en déférant aux témoins que le futur époux était bien le fils de Pierre-Isidore, dit Chenel, décédé à Vimoutiers le 18 juin 1891 ; — Qu'en admettant même qu'il ne voulut pas consentir à lui laisser le nom de Chenel qui était pourtant bien le sien, ainsi que l'a reconnu le Tribunal civil d'Argentan par son jugement du 27 mars dernier, il ne pouvait tout au moins lui refuser celui de sa mère naturelle et l'inscrire sous le nom de Lefèvre ; — que rien enfin ne l'autorisait à rectifier par lui-même un acte de naissance, rectification qui ne pouvait être ordonnée que par le Tribunal de première instance ; — que même si

par impossible, les connaissances juridiques qu'il doit avoir en sa qualité d'ex suppléant de la justice de paix et d'ancien notaire, lui eussent permis de croire qu'un acte de notoriété pouvait suppléer un jugement du Tribunal, il n'ignorait pas que cet acte devait tout au moins être dressé sur l'attestation de sept témoins au lieu de quatre et homologué par le Tribunal ; — Mais attendu que les éléments de la cause nous ont démontré que Sauquet n'a agi en l'espèce que pour assouvir une basse rancune ; qu'à l'encontre des instructions des pouvoirs publics donnés aux officiers de l'état-civil pour réduire dans la plus grande proportion possible le nombre des enfants naturels qui ont à supporter toute leur vie les désagréments et la honte que leur cause le nom bizarre qu'on leur a donné et qui rappelle leur origine illégitime, désagréments qui ont leur répercussion sur plusieurs générations, il a tenu en cette circonstance à faire un enfant naturel d'un homme qui avait un état-civil régulier ; — qu'il n'a agi ainsi que pour se venger du père de la future de qui il croyait avoir à se plaindre, en rappelant dans une cérémonie publique que le père du futur époux avait son origine dans une liaison illégitime, circonstance ignorée du public et peut être de la famille elle-même ; — Attendu que ces agissements sont certainement répréhensibles et doivent être réprimés d'autant plus sévèrement qu'ils émanent d'une personne qui profite pour les commettre des prérogatives que lui accordent ses fonctions de maire et d'officier de l'état-civil ; — Attendu que pour arriver à la certification de l'état-civil désobligeant

que lui avait fait Sauquet, Chenel intenta à ces fins une action contre lui, lui réclamant en outre, des dommages-intérêts. — Que le Tribunal civil d'Argentan faisant droit à sa demande ordonna d'abord la rectification de son acte de mariage, condamnant Sauquet en cent francs de dommages-intérêts envers le demandeur, mais que appel ayant été formé de ce jugement, la Cour par son arrêt en date du 6 mars dernier, infirma le dit jugement pour vice de procédure seulement, estimant que la rectification devait être ordonnée sur requête conformément à l'art. 855 du Code de procédure civile, mais laissant à Chenel le droit de demander à Sauquet et par action directe, tels dommages-intérêts qu'il jugerait utile de demander, tout en le condamnant aux frais de première instance et d'appel ; — Attendu qu'à ce sujet encore Sauquet a fait preuve d'une méchanceté évidente ; — qu'il n'a pas hésité à poursuivre immédiatement par les moyens de droits les plus rigoureux le recouvrement de ces frais ; — que par commandement de M^r Maugard, huissier à Vimoutiers, il lui fit faire sommation d'avoir à lui payer dans les 24 heures, sous peine de saisie-mobilière, la somme de 296 fr. 51 centimes qu'il lui devait pour les fins sus-énoncées ; — que sa manière d'agir en cette occasion dénote chez lui une extrême malveillance ; — qu'il est non moins évident que guidé par son caractère haineux, il usa de ce moyen pour essayer par intimidation et par répression d'avoir raison d'un adversaire qu'il savait dans une situation de fortune très précaire, et sous ce rapport ne pouvait se défendre que difficilement contre lui ; —

Attendu que contrairement aux prétentions de M^r Auquetain les officiers de l'état civil sont soumis à la règle du droit commun et n'échappent pas à la responsabilité civile prévue par les art. 1382 et 1383 du Code civil ; — que les causes ci-dessus nous fournissent les éléments nécessaires pour déterminer le préjudice causé à Chenel par le fait de Sauquet ; — que sans même envisager la question du préjudice moral, pourtant la plus importante dans cette affaire, et sans même aborder les frais et démarches occasionnées au demandeur, sa demande en 300 fr. reste même au-dessous de la somme qu'il a été obligé de verser à Sauquet, et résultant pourtant de la faute inexcusable et réfléchie de ce dernier ; — Qu'il est pourtant compréhensible que Chenel ait réduit sa demande au taux de notre compétence en dernier ressort, sa situation de fortune ne lui permettant pas de soutenir un appel qui aurait pu être porté ; — Par ces motifs : — Vidant notre délibéré, jugeant en audience publique contradictoirement et en dernier ressort ; — Vu l'art. 10 de la loi du 12 juillet 1905 ; Et par application des art. 1382 et suivants du Code civil ; — Condamnons Sauquet à payer au demandeur la somme de trois cents francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice à lui causé de par son fait ; — Le condamnons, en outre aux dépens de l'instance conformément à l'art. 130 du Code de procédure civile. »

Observations. — C'est évidemment de la part d'un maire un fait essentiellement gravé, une faute dommageable que celle de modifier dans un acte de mariage l'état-civil d'un

de ses administrés, alors surtout que le nom de ce dernier et sa filiation légitime étaient dûment établis par son acte de naissance. Le jugement prouve très suffisamment que le maire avait agi par vengeance et avec intention de nuire. C'est donc avec toute raison que le juge a accordé au demandeur sans aucune réduction la somme de dommages-intérêts qu'il réclamait. — Sur la seconde solution, application exacte des règles de la matière. Lorsque le juge de paix est saisi de deux demandes, l'une principale rentrant dans sa compétence, l'autre reconventionnelle, mais qui l'exécède par son chiffre, ce magistrat a le choix ou de se dessaisir sur le tout ou de retenir devant lui la demande principale. Il a à cet égard un pouvoir discrétionnaire.

Justice de Paix de Roquefort (Landes).

Président : M. LAMBERT, juge de paix,

Chevalier du Mérite Agricole.

23 Mai 1907.

Lettre de change. — Demande en paiement. — Caractère commercial de l'acte. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est incompétent pour connaître de la demande en paiement d'une lettre de change, alors même qu'elle est signée par un non commerçant. Ce magistrat doit se dessaisir et renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit, c'est-à-dire devant le Tribunal de commerce.

Ainsi décidé par le jugement que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Madame Ursule Lacoste, veuve de M. Ismaël Lussan, propriétaire à

Mirande (Gers), réclame : 1° à Madame Marie Dutarct, épouse de M. Julien Bascanles ; 2° à M. Julien Bascanles, propriétaires, les deux mariés domiciliés ensemble à Roquefort, quartier de Couloumés ; la première en sa qualité de seule et unique héritière de ses auteurs décédés. Et le second tant aux fins de l'autorisation maritale que comme administrateur des biens de la communauté, la somme de cinq cents francs représentant le montant d'une lettre de change, n° 1220, de la Banque Bazillac de Mirande, souscrit le vingt-cinq Janvier 1880, par M. Frédéric-Arispt Dutarct ancien huissier, propriétaire, et par Mathilde-Marie Delaëtre son épouse, tous deux domiciliés à Aurensan, canton de Riscle (Gers), père et mère de la défenderesse, à M. Bars, ancien gérant de la Banque Bazillac, en exécution d'un acte d'ouverture de crédit de la somme de huit mille francs, retenu le quinze Juillet 1874 par M^e De La Forest de Laumont, alors notaire à Viella ; — Que porteur de ladite lettre de change, que au cours de ces débats elle qualifie par l'organe de son avocat, reconnaissance de dette ; la demanderesse explique qu'elle détient ledit titre pour l'avoir recueilli dans la succession de feu M. Ismaël Lussan son mari, depuis longtemps décédé, qui l'avait reçu lui-même en échange d'autres titres ou valeurs de la Banque Bazillac sus-nommée, tombée en faillite depuis ; — Attendu qu'à la demande en paiement qui leur est faite par ladite dame veuve Lussan, les mariés Bascanles opposent plusieurs fins de non-recevoir ; — Qu'affirmant de prime d'abord que les époux Dutarct, père et -mère de la défenderesse

s'étaient entièrement libérés vis-à-vis de la Banque Bazillac des sommes dont ils avaient été crédités par elle sous le couvert de son gérant Bars, tout en négligeant d'effectuer le retrait des lettres de change constitutives dudit crédit à ce moment-là en circulation : Madame Bascanles prétend s'être affranchie du reliquat de dettes paraissant dû à la dite banque faillie entre temps, par la remise d'une somme de trois mille francs grevant la succession de ses auteurs, de la négligence ou de l'excès de bonne foi desquels elle se dit avec quelque apparence de raison la victime ; — Qu'à l'appui de ses dires elle produit deux lettres de change semblables à celle faisant l'objet du présent, justifiant de sa libération de la somme sus-relatée ; et objecte que les syndics de la faillite sus-visée ont renoncé au renouvellement de l'acte d'affectation hypothécaire et de l'inscription qui garantissait leur créance ; — Qu'elle ajoute que la dame Veuve Lussan a pareillement renoncé à l'exécution de son titre vis-à-vis d'elle par le fait qu'elle a produit ledit titre à la faillite dont s'agit, de l'actif de laquelle elle a retiré un dividende de 5 fr. 25 % ; — Que par suite, elle a considéré à tort ou à raison comme non existant, « sans que nous ayons à discuter ou à nous prononcer pour l'instant sur le bien ou le mal fondé de ses prétentions », l'effet de commerce faisant l'objet de l'instance dont s'agit par suite d'un prétendu défaut de signification de ce titre, *non paratus ad executionem* ; — Qu'en outre elle excipe, pour ladite lettre de change de la prescription quinquennale, et de la prescription trentenaire, pour l'acte d'ouverture de

crédit dont il a été plus haut parlé et dont en tout état de cause nous n'aurions à nous occuper que pour mémoire ; — Qu'enfin les mariés Bascanles arguent de notre incompétence, vu le caractère commercial de l'affaire dont s'agit ; — Attendu que la demanderesse, tant dans les conclusions par elle déposées qu'aux termes des explications par son avocat verbalement fournies, combat chacun des arguments de son adversaire et qu'elle tend à leur rejet complet et à l'adjudication pure et simple de ses revendications ; — Attendu que, sans rentrer plus avant dans le fond des débats, il convient pour nous d'examiner si l'exception de compétence soulevée par les défendeurs et énergiquement repoussée par la demanderesse, vu sans doute le danger qu'elle présente pour elle, est oui ou non fondée ; — Que c'est là notre devoir le plus strict, car les pouvoirs conférés aux diverses juridictions étant d'ordre public. Celle d'entre elles qui est saisie d'une action dont la loi lui a refusé connaissance, doit se déclarer incompétente même d'office, conformément aux dispositions de l'art. 170 du Code de procédure civile ; — Attendu qu'en la cause qui nous occupe, nous nous trouvons bien en présence d'une lettre de change aussi régulièrement créée que rationnellement causée, prenant sa source dans un acte authentique d'ouverture de crédit d'essence commerciale et revêtant tous les caractères consacrés par l'art. 110 du Code de commerce ; — Que l'on ne saurait sérieusement prétendre que « cette seule de change », ainsi qu'elle est dénommée dans l'original, qualifiée telle d'abord, puis baptisée ensuite

reconnaissance de dette, constitue une simple promesse au sens de l'art. 112 du Code précité susceptible de bénéficier des dispositions de l'art. 636 du même Code ; — Que consécutive à l'acte d'ouverture de crédit sus-visé, elle a été souscrite à Aurenzan, canton de Riscle (Gers), par M. Frédéric-Arispe Dutarct, non plus huissier, ainsi que l'on a bien voulu le prétendre, mais bien ancien huissier, propriétaire, et à titre de supplément de garantie sans doute, par la Dame Dutarct, née Clotilde Delaëtre, son épouse tous deux domiciliés ensemble audit lieu, au profit de M. Joseph Bars, fondé de pouvoirs de la Banque Bazillac, agissant dans un but de spéculation, au nom, pour le compte et avec les deniers dudit établissement financier ainsi que cela résulte d'un jugement du tribunal de première instance de Mirande en date du 27 Juin 1884 ; — Que transférée à l'actif de ladite Banque en exécution du Jugement sus-visé, elle a été admise au passif de sa faillite survenue depuis son émission et qu'un dividende de 5 fr. 25 pour cent a été de ce chef distribué à la dame veuve Lussan porteur ; — Attendu que la loi répute acte de commerce : Toutes les opérations des Banques publiques ; Et entre toutes personnes, les lettres de change ; — Que ces dernières, pour ne parler que d'elles, étant donc par elles-mêmes un acte de commerce, tous ceux qui y apposent leur signature s'obligent commercialement, qu'ils apposent leur signature sur pareils titres à l'occasion d'une opération commerciale ou civile : (Voir en ce sens : Lyon, Caen et Renault, Manuel de Droit Commercial, page 38 ; — Code de commerce annoté de

Dalloz, art. 632 et 637), dans lequel un éminent jurisconsulte s'exprime ainsi : La lettre de change constitue un acte de commerce à l'égard des personnes qui l'ont tirée, acceptée, endossée ou garantie par avis ; — Qu'enfin aux termes de l'art. 637 précité, et cela uniquement pour ne laisser dans l'ombre aucun des points de la question, les lettres de change même réputées simples promesses dans toute l'acceptation de l'art. 112 sus-visé, sont de la compétence des seuls Tribunaux de commerce, alors qu'elles sont revêtues de signatures d'individus négociants ou non négociants. (Voir Fuzier-Herman. Compétence civile et commerciale n° 723) ; — Que la doctrine et la jurisprudence consacrent donc indiscutablement ce principe et attribuent à la juridiction consulaire la connaissance exclusive de toutes les contestations nées de ces sortes de titres, alors même qu'il s'agirait au regard de l'une des parties d'une obligation purement civile. (Cass. 18 avril 1866 ; — (Sirey, 66, I, 287) ; — Cass. 15 février 1882. (Dalloz, 82, I, 401) ; — Pand. fr., Rep. ; V° Effets de commerce, n° 317) ; — Ce qui en l'espèce n'est même pas le cas, car si on ne peut dénier la qualité commerciale de Bars, l'on ne saurait refuser d'avantage celle de spéculateur à M. Frédéric-Orispe Dutarct, ancien huissier propriétaire, qui sollicitait dans un but commercial l'ouverture de crédit dont il a été plus haut parlé, achetant et revendant au lendemain de sa réalisation nombre de propriétés ; ainsi que cela résulte de certaines pièces du dossier produit par la défenderesse portant : 1° à la date du 16 août 1875, achat d'un domaine

et vente du même domaine le 16 juin 1876 ; 2° à la date du 9 octobre 1876, nouvel achat de terres revendues le 12 novembre 1877 ; 3° à la date du 20 mai 1878, autre achat de propriété revendue le 20 octobre de la même année, etc. — Attendu que dans ces conditions notre incompétence *ratione materiæ* s'impose, et que c'est à bon droit que les défendeurs l'ont soulevée. — Par ces motifs : Nous, JUGE DE PAIX, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Faisant droit à l'exception soulevée par les mariés Bascanès nous déclarons incompétent et renvoyons la cause et les parties devant les Juges qui doivent en connaître ; — Laissons à la charge de la dame veuve Lussan les dépens par elle devant nous indûment exposés. »

Observations. — Beaucoup d'actes et d'obligations peuvent avoir la qualité civile et commerciale selon les circonstances dans lesquels ils ont été souscrits, circonstances que le juge saisi du litige a pouvoir d'apprécier. Notamment, il est certain que même un négociant de profession ne fait pas acte de commerce quand il achète des marchandises pour ses besoins et son usage particuliers. Mais il en est autrement si une personne signe une lettre de change et la donne en paiement. En effet, l'art. 632 du Code de commerce déclare actes de commerce les lettres de change entre toutes personnes. Il en résulte que si sur cette lettre de change il s'élève une contestation, elle ne pourra être portée que devant les juges commerciaux. La loi à cet égard est formelle, et le Tribunal saisi ne peut que l'appliquer à la

lettre. — Cependant le Code de commerce admet une exception, c'est le cas où la lettre de change n'est réputée qu'une simple promesse (art. 636 Co.). Dans l'espèce actuelle, il y avait incontestablement une opération de commerce et l'intervention d'une maison de banque ; V. notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL de la compétence des Justices de paix, 5^e édition, v^o acte de Commerce, n^o 1 et suivants et Compétence civile n^o 88 et suivants.

Tribunal de simple police de Verdun
(Meuse).

Président : M. GAUDÉ. J. A. juge de paix.

24 mars 1907.

Repos hebdomadaire. — Gérant. — Etablissement de commerce. — Relaxe.

La personne chargée de gérer et diriger, pour le compte d'un chef d'industrie, un magasin de vente au détail ne peut pas être assimilée à un simple employé ayant droit au repos hebdomadaire, mais est elle-même une gérante.

En conséquence doit être annulé le procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail contre le chef d'industrie pour n'avoir pas donné à sa gérante le repos hebdomadaire prescrit par la loi.

Ainsi décidé par le jugement qui suit :

« LE TRIBUNAL : — Oui le prévenu en ses moyens de défense et en ses conclusions déposées par son avoué M^r Noël, demeurant à Verdun ; — Oui le Ministère public en ses résumé et conclusions ; — En fait ; — Attendu que M. Léon Braquier, fabricant de dragées au Coulmier, écart et commune de Verdun, a depuis longtemps, établi à Verdun,

rue Beaurepaire n^o 13, un magasin de vente en détail des produits fabriqués à son usine à Coulmier ; — Qu'il a confié la gérance de ce magasin de vente en détail, à M^{lle} Alice Geoffroy, qui l'occupe avec deux employées ; — Attendu que suivant procès-verbal dressé le 27 décembre 1905, par M. Pourcine, inspecteur départemental du travail, demeurant à Nancy le dit jour 27 décembre, il a été constaté le 11 du même mois, à une heure vingt minutes après-midi, que d'après le registre de contrôle prescrit par le décret du 24 août 1906, tenu au magasin de détail, aucun repos hebdomadaire n'était donné à M^{lle} Alice Geoffroy, employée au dit magasin et qui n'a de « gérante », que le nom ; Que M. Braquier ne tenant aucun compte des prescriptions de la loi du 13 juillet 1906, est poursuivi devant le Tribunal de simple police, pour infraction aux articles 1 et 2 § 1^{er} de la dite loi, étant tenu de donner à son employée M^{lle} Geoffroy, le repos hebdomadaire auquel elle a droit ; — Attendu que M. Braquier prétend que M^{lle} Geoffroy n'est pas son « employée », mais qu'elle est « gérante » responsable de sa maison de détail, ayant elle-même deux employées et une servante sous ses ordres ; Que suivant conventions verbales intervenues entre lui et M^{lle} Geoffroy, celle-ci a accepté « la gérance » du magasin de confiserie en détail et de ses accessoires, situé à Verdun, rue Beaurepaire ; Qu'elle est responsable des marchandises et du matériel ; Qu'un inventaire a été fait à son entrée en jouissance et doit être fait à nouveau tous les six mois ; Qu'elle touche un tant pour cent sur le pro-

duit de la vente au détail ; Qu'en garantie de sa gestion et de la vente qu'elle fait à la clientèle, elle doit laisser constamment dans la caisse de M. Braquier, une somme de deux mille francs ; Qu'elle a charge d'une ou plusieurs demoiselles de magasin, selon les besoins, et d'une bonne attachée à son service ; Qu'elle doit entretenir à ses frais, le logement occupé par elle, en bon état de réparations locatives ; Qu'elle a l'éclairage à sa charge, sauf celui du magasin ; Qu'elle a les charges de la Ville et de la police ; Qu'il lui est alloué une indemnité pour dragées offertes par elle aux clients ; — En droit ; — Attendu qu'il s'agit de distinguer, si comme le prétend M. Braquier, M^{lle} Geoffroy, qu'il qualifie de « *gérante* » peut être assimilée aux « *Directeurs et Gérants* » dont il est question en l'article 13 de la loi du 13 juillet 1906, ou si au contraire, elle ne rentre pas dans la catégorie des « *employés* » appelés à bénéficier du repos hebdomadaire établi par cette loi ; — Attendu que doit être considéré comme « *gérant* » le chef d'une maison de vente au détail dont l'importance de la fonction, paraît faire un collaborateur du chef d'industrie ; Que M. Braquier, fabricant de dragées au Coulmier, écart de Verdun, ne peut diriger sa fabrique lui-même, et en même temps diriger sa maison de vente au détail installée en ville ; Qu'il est donc obligé de confier la direction de cette maison de vente, à un « *directeur ou gérant* » qui devient, par le fait même, son collaborateur ; Qu'en effet M^{lle} Geoffroy, d'après le contrat verbal qui la lie, est bien la collaboratrice de M. Braquier, puisqu'elle « *gère et dirige* » la maison au détail des produits

fabriqués à l'usine du Coulmier ; Qu'elle est responsable des marchandises et du matériel qui lui sont confiés ; Qu'elle doit se soumettre à des vérifications et à des inventaires tous les six mois ; Qu'elle touche un tant pour cent sur le produit de la vente au détail ; Qu'elle est responsable de toutes les ventes faites à la clientèle ; Que comme garantie elle doit laisser constamment dans la caisse de M. Braquier, une somme de deux mille francs ; Qu'elle a la charge de deux demoiselles de magasin et d'une servante ; Qu'elle doit entretenir à ses frais, le logement occupé par elle en bon état de réparations locatives ; Que l'éclairage est à sa charge, sauf celui du magasin ; Qu'elle a les charges de la ville et de la police ; — Attendu que M^{lle} Geoffroy assume ainsi une responsabilité qui dépasse de beaucoup celle d'un simple « *employé* » ; Que cette responsabilité apparaît même tout à fait inconciliable avec la qualité « *d'employé* » ; Que par la nature même de ses fonctions, M^{lle} Geoffroy est complètement maîtresse de s'adjudger le repos qui lui paraît nécessaire, n'étant pas astreinte à un temps de travail réglementaire et déterminé, et ayant deux demoiselles de magasin sous ses ordres, mais à l'égard desquelles elle est tenue de faire l'application du repos hebdomadaire ; Qu'ayant ainsi la direction effective de la maison de vente en détail, avec toute initiative pour l'administrer, pour régler les conditions du travail, et ayant de plus autorité sur un personnel, M^{lle} Geoffroy ne peut être assimilée à une « *employée* » ayant droit au repos hebdomadaire ; Qu'elle doit être considérée comme une « *gérante* » et

traîtée, sous le rapport du repos légal, comme les chefs d'entreprises eux-mêmes ; — Attendu qu'aux termes des articles 13 et 14 de la loi du 13 juillet 1906, les « *directeurs* » et « *gérants* » sont assimilés aux « *chefs d'entreprises* », et tout comme ceux-ci, sont pénalement responsables de l'inobservation du repos hebdomadaire, par le personnel placé sous leurs ordres ; Qu'en sa qualité de « *gérante* » M^{lle} Geoffroy ne saurait donc être soumise personnellement, comme ses deux employées de magasin, desquelles elle est responsable, à l'obligation du repos légal imposé, après un certain nombre d'heures de travail obligatoire ; — Attendu que dans ces circonstances, M. Braquier n'est donc pas tenu de donner à sa « *gérante* » le repos hebdomadaire auquel ont seuls droit les « *employés et ouvriers* » astreints à un travail obligatoire ; Que c'est à tort qu'un procès-verbal lui a été dressé pour infraction à la loi du 13 juillet 1906 ; Que la relaxe doit être prononcée ; — Par ces motifs : — Annule la citation et renvoie le prévenu Léon Braquier des fins des poursuites dirigées contre lui, sans amende ni dépens. »

Observations : — Ce jugement est très intéressant, en ce sens qu'il délimite exactement les conditions dans lesquelles doivent se trouver les gens de travail, ouvriers et employés, pour avoir droit au repos hebdomadaire. Dans l'espèce, la demoiselle Geoffroy, qui dirigeait le magasin de vente pour le compte du sieur Braquier était bien l'employée de ce dernier. Mais elle était elle-même un chef d'industrie, car elle gérait le magasin, faisait la recette et

la dépense, et avait sous ses ordres deux employées. Si, à ces employées, elle avait refusé le repos hebdomadaire, procès-verbal aurait pu être dressé contre elle. Mais elle avait toute liberté pour elle-même et pouvait laisser son magasin ouvert, recevoir le public et vendre selon ses convenances. C'est ce que décide avec raison le jugement rapporté ci-dessus.

Justice de paix d'Annonay (Ardèche)

Président : M. OLLIVIER, *juge de paix*

12 octobre 1907

Mitoyenneté. — Action possessoire. — Démolition. — Arbres. — Destination du père de famille.

Lorsqu'au mépris d'une servitude *non altius tollendi*, des constructions ont été élevées au-delà de la hauteur permise, le bénéficiaire de la servitude peut demander par voie de complainte la réduction de ces constructions.

Le propriétaire exclusif d'un mur, lorsqu'un voisin vient à y adosser des constructions, a le droit de revendiquer par voie de complainte la possession exclusive de son mur et la démolition des constructions sur lui appuyées.

Mais, en pareil cas, le juge de paix peut, au lieu d'ordonner la démolition des constructions, se borner à faire supporter à leur auteur, le défendeur, l'acquisition de la mitoyenneté.

Lorsque le propriétaire de deux fonds voisins plante sur l'un d'eux un arbre pour l'utilité de l'autre, il crée ainsi une servitude par destination du père de famille pour le temps où les deux fonds seront séparés. Cette séparation accomplie, le propriétaire du fonds pour l'utilité duquel l'arbre avait été planté, a le droit, en cas d'arrachage du dit arbre par le propriétaire du fonds sur lequel il était planté, d'en revendiquer contre

ce dernier la possession par voie de complainte.

Ainsi jugé en ces termes :

NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties et leurs conseils, en leurs dires, explications et plaidoiries ; — Vu l'article 7 § 2 de la loi du 12 juillet 1905, l'art. 29 C. P. C. et les art. 655, 661, 692, 693 et 694 du C. C. ; — Vu la citation d'instance du 22 août, notre jugement interlocutoire du 24, notre visite des lieux, nos enquête et contre-enquête du 28 et les rapport et plan des lieux dressés le 25 septembre par le sieur Truc, expert commis sans serment, de l'agrément des parties, le tout enregistré ; — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Attendu que le demandeur a actionné le défendeur à enlever et démolir divers travaux, exécutés à une hauteur supérieure à ses droits, la dite construction, appuyée, sans droit de mitoyenneté, contre la maison qu'il possède, dans l'enceinte de cette ville, place Saint-François, comme aussi à l'indemniser pour coupe et destruction d'un cep de vigne, portant ombrage à sa terrasse et à obtenir des dommages-intérêts pour le préjudice occasionné.

1^{er} chef : — Attendu qu'il résulte de l'examen des actes communiqués, de notre visite des lieux et, plus spécialement de l'exposé, en son rapport, de l'expert, que Badel a élevé de 5^m50 et 5^m25 sa construction, joignant la maison du demandeur et donnant sur la cour commune, alors qu'il ne pouvait construire au-delà de 4^m50 de hauteur ; — Que ces travaux et notamment l'exhaussement moyen de 0^m60 au-delà de la hauteur

permise ont été exécutés depuis moins d'un an ; — Attendu, dès lors, que le propriétaire demandeur a le droit de contraindre le constructeur à démolir à ses frais la surélévation supérieure aux 4^m50 auxquels il a seulement droit.

2^e chef : — Attendu qu'il est prouvé et établi que Badel, aussi depuis moins d'une année, a appuyé sa construction contre le mur du demandeur, dans toute la partie indiquée sur le plan croquis, annexé au rapport, par les lettres N. N° O. P. Q. et R., et sans avoir acquis, ni même demandé la mitoyenneté ; — Qu'en appuyant sa construction sur un mur qui ne lui appartenait pas, Badel a commis une usurpation qui ne saurait, en aucun cas, ravier à son voisin la propriété entière de son mur ; — Attendu toutefois et sans ordonner la démolition de la construction appuyée, à hauteur réglementaire, qu'il nous incombe de faire supporter au défendeur l'acquisition de cette mitoyenneté en se basant sur l'évaluation de l'expert.

3^e chef : — Attendu que les témoins de l'enquête et l'expert ont suffisamment démontré que le cep de vigne portant ombrage à la terrasse du demandeur avait été planté par Bruhay, propriétaire des deux immeubles Goubertier et Badel, avant vente de ces deux propriétés, et pour l'utilité de la maison Goubertier ; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que si le propriétaire de deux héritages, entre lesquels il existe un signe apparent de servitude, dispose de l'un des héritages, sans que le contrat contienne aucune convention relative à la ser-

vitute, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné, ou sur le fonds aliéné ; — Attendu que ce cep de vigne, créant servitude continue et apparente, valait dès lors destination du père de famille, et ne devait être arraché, sous prétexte d'obstacle à l'édification du mur de la remise Badel, et ce, encore, malgré que les racines fussent dans son fonds ; — Que là encore réparation du dommage, que nous évaluons à 50 fr., est due au demandeur ; — Attendu que de tous les faits ci-dessus, qui sont un trouble à la possession paisible et plus qu'annale de la maison et de la cour commune dont s'agit, il résulte que Badel a surélevé illégalement sa construction ; qu'il a appuyé sur le mur voisin, sans acquisition de mitoyenneté, et qu'il a, enfin, détruit un cep de vigne appartenant à Goubertier par destination du père de famille ; — Que tout en reconnaissant le préjudice occasionné, il y a lieu de ramener à un chiffre plus raisonnable que celui de la demande, le montant des dommages-intérêts réclamés ; — Par ces motifs et tous droits et moyens des parties, réservés au pétitoire ; — Approuvant le rapport de l'expert, que nous homologuons ; — Ordonnons la démolition par Badel des travaux exécutés par lui, jusqu'à la limite de 4^m50, conformément aux indications portées sur le plan annexé au rapport, autorisons, à défaut, le demandeur à faire exécuter ces travaux aux frais du défendeur, deux mois après la signification du jugement ; — Condamnons le dit Badel à payer à Goubertier : 1^o la somme de 10 fr. 35 pour droit d'acquisition de mitoyenneté contre la maison de

ce dernier ; 2^o celle de 50 fr. à titre d'indemnité pour le cep de vigne détruit ; 3^o celle de 20 fr. à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice énoncé, et 4^o en tous les dépens de l'instance et ceux de la signification du présent jugement, s'il y a lieu.

Observations : — Sur le premier chef : la possession des servitudes non apparentes ne peut s'établir que par titre. En première matière, le juge du possessoire n'a à s'appuyer, pour en ordonner la maintenue, que sur l'intention de posséder conservée conformément au titre. V. notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e ÉDITION, V^o *Action possessoire*, n^o 543. — Sur le deuxième chef : le propriétaire, justifiant de la possession annale exclusive du mur, était en droit de faire réprimer toute atteinte portée à cette possession ; et le fait par le défendeur d'avoir adossé des constructions contre ce mur constituait incontestablement un trouble à la possession du dit mur. Mais nous faisons toutes réserves à l'égard de la mesure ordonnée par le juge de paix et consistant à imposer au défendeur l'acquisition de la mitoyenneté : nous craignons qu'on ne puisse voir là un cumul du possessoire et du pétitoire. V. en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e ÉDITION, V^o *Mitoyenneté*, n^o 89. — Sur le troisième chef : la destination du père de famille aux termes de l'art. 692 du Code civil équivalant à un titre à l'égard des servitudes continues et apparentes pouvait donc, dans l'espèce, servir de base à une action en complainte. D'ailleurs, le cep de vigne lui-même étant immeuble par sa nature, était susceptible de pos-

session indépendamment du sol où il avait ses racines. V. en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, V° *Arbres*, n° 73 et 74.

Tribunal de simple police de Tonnerre
(Yonne)

Président : M. MAZILIER, juge de paix

2 juillet 1907

Bicyclette. — Absence de plaque. — Contravention. — Amende.

Le tribunal de simple police saisi d'un procès-verbal dressé contre le propriétaire d'une bicyclette pour défaut de plaque réglementaire, doit prononcer contre ce propriétaire l'amende simple et non une condamnation au quintuple des droits fraudés, lorsque l'intention de fraude n'est pas démontrée à la charge du prévenu.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé le 10 mai 1907 par les employés des contributions indirectes à Auxerre, duquel il résulte que le 9 dudit mois de mai, des agents, étant en surveillance à Dannemoine, ont constaté que la bicyclette conduite à la main par M^{me} Bergère, accompagnant son mari, n'était pas munie de la plaque de contrôle réglementaire.

M. Mangin, mandataire de la Régie, a pris les conclusions suivantes : attendu..... etc..... condamner la dame Bergère, 1° à une amende de 1 à 15 fr., doubles décimes en sus ; 2° à la quintuple taxe sur les bicyclettes, soit 15 fr., et aux dépens ; dire que la Régie tenue des frais en qualité de partie civile aura son recours contre la condamnée.

La prévenue, par l'organe de M^e Bergère, avoué, son mari, a pris et développé à la barre les conclusions ci-après : attendu que la défenderesse justifie avoir acheté une plaque de contrôle à la date du 30 mars 1907 et ainsi avoir acquitté la taxe sur les vélocipèdes antérieurement à la contravention ; qu'il n'y a donc pas eu fraude et qu'elle ne peut être condamnée qu'à l'amende encourue pour défaut d'apposition de la plaque sur sa machine. Attendu, etc..., etc.

Par ces motifs, dire que la peine supplémentaire du quintuple de la taxe sur les vélocipèdes n'est pas encourue, rejeter sur ce point les conclusions de l'administration des Contributions indirectes.

En réponse à ces conclusions, M. Mangin, *ès qualité*, a déclaré qu'il reconnaissait que la taxe de 3 francs avait bien été acquittée par M^{me} Bergère par l'acquisition d'une plaque de contrôle destinée à sa bicyclette, mais que le 9 mai, cette plaque n'était pas fixée au tube de devant de la machine qu'elle conduisait et qu'elle se trouvait ainsi en contravention à l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1907.

Le ministère public a résumé l'affaire ; il a soutenu que la contravention pour défaut de plaque de contrôle fixée à la bicyclette de l'inculpée était constante ; que, toutefois, comme il est établi que celle-ci n'avait pas fraudé le Trésor, comme c'était bien par une circonstance indépendante de sa volonté que la plaque n'était pas fixée au tube de sa bicyclette, il a requis contre elle condamnation à l'amende seulement par application du § 2 de l'art. 24 de la loi du 30 janvier 1907 sur l'admission

de circonstances atténuantes dans une très large mesure.

LE TRIBUNAL : — Ouï l'administration demanderesse en ses conclusions ; — Ouï M^e Bergère, avoué, pour la prévenue en ses explications et conclusions ; ouï le ministère public en son réquisitoire ; vu l'exploit d'assignation et le procès-verbal sus daté ; — Attendu que dudit procès-verbal il résulte que le 9 mai 1907, à 4 h. 45 m. du soir, M^{me} Bergère, accompagnée de son mari, a été rencontrée à Dannemoine, conduisant à la main une bicyclette, laquelle n'était pas munie de la plaque de contrôle réglementaire ; — Que ce fait est avoué par la prévenue et qu'il constitue à sa charge la contravention prévue et punie par les art. 23 et 24 de la loi du 30 janvier 1907, l'art. 24 portant notamment : « Les contraventions constatées et poursuivies comme en matière de contributions indirectes seront déférées aux tribunaux de simple police et punies d'une amende de 1 à 15 fr., *indépendamment du quintuple du droit fraudé* ; — En ce qui concerne l'application de la partie *in fine* (§ 2) dudit article, prescrivant condamnation au quintuple des droits fraudés ; — Attendu qu'il s'agit évidemment d'une peine supplémentaire qui doit être prononcée s'il y a eu fraude de la part du contrevenant envers le Trésor, c'est-à-dire si la taxe exigée par l'art. 23 de la loi du 30 janvier 1907 n'a pas été acquittée ; — Attendu que la loi a voulu établir une distinction entre celui qui, n'ayant pas payé l'impôt de sa bicyclette, se trouve en contravention à l'art. 23 de la loi précitée et celui qui, l'ayant acquitté, est en possession d'une pla-

que, a seulement omis de la fixer au tube de direction de sa machine, contrevenant ainsi à l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars dernier ; que celui-ci ne saurait être assimilé au fraudeur pour l'application de la peine édictée par ledit article 24 ; — Or attendu qu'il est établi qu'une plaque de contrôle destinée à la bicyclette de M^{me} Bergère a été achetée le 30 mars dernier par son mari au bureau de tabac tenu par M. Pialot, rue du Pont, à Tonnerre ; qu'ainsi la taxe de 3 fr. a bien été acquittée ; que cela a été reconnu à l'audience par M. Mangin, *ès-qualité* qu'il agit ; — Attendu qu'il résulte des explications fournies par la défense que cette plaque a toujours été fixée au tube de direction de la machine de la contrevenante ; que si le 9 mai dernier elle en était dépourvue, c'est par une circonstance indépendante de la volonté de ladite dame ; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte qu'il n'y a pas eu fraude de la part de M^{me} Bergère envers le Trésor ; qu'elle a acquitté la taxe exigée par la loi ; qu'elle est encore en possession de la plaque qui lui a été délivrée et que par conséquent le § 2 *in fine* de l'art. 24 ne saurait lui être applicable ; — Vu les art. 22 et 24 de la loi du 30 janvier 1907, ainsi conçus : — Vu l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1907, ainsi conçu : ; — Vu les art. 157, 158 du décret du 18 juin 1811 ; — Vu enfin l'art. 162 du code d'instruction criminelle ; — Attendu que la dame Bergère n'est pas en état de récidive, qu'il existe en sa faveur des circonstances atténuantes ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en dernier res-

sort ; — Vu les articles de lois précités dont il a été donné lecture à l'audience ; — Déclare la contrevenante convaincue d'avoir circulé avec une bicyclette non pourvue de la plaque réglementaire, ainsi que le prescrit l'art. 2 de l'arrêté ministériel sus énoncé ; faisant application de l'art. 24, § 1^{er} de la loi du 30 janvier 1907 ; — La condamne à un franc d'amende et aux dépens, liquidés à la somme de 10 fr. 73, lesquels seront avancés par la Régie, sauf son recours contre la condamnée ; — Fixe à 5 jours la durée de la contrainte par corps ».

Observations. — Ainsi que le détermine très bien la décision que nous venons de rapporter, l'art. 24 de la loi du 24 janvier 1907 édicte deux sanctions distinctes : 1^{re} pour la simple contravention, une amende de 1 à 15 fr. ; 2^{re} pour le cas de fraude et en sus, des réparations civiles consistant dans le quintuple des droits fraudés. Dans l'espèce, il y avait eu simplement contravention, mais non fraude : par suite, la prévenue n'était passible que de l'amende et ne devait pas de réparations civiles. La Cour de cassation va être appelée, d'ailleurs, à se prononcer sur la question, car le jugement ci-dessus a fait l'objet d'un pourvoi.

Justice de paix du 10^e arrondissement
de Paris

Président : M. G. ENRIQUEZ,
juge-suppléant.

2 octobre 1907.

*Étrennes. — Facteurs. — Répartition. —
Décision de l'assemblée générale des
facteurs.*

Lorsqu'une assemblée générale des

facteurs a décidé que le partage des étrennes recueillies dans des circonscriptions nouvellement établies par l'administration des postes serait effectué entre les facteurs qui les desservaient à cette époque, les facteurs individuellement sont tenus de respecter cette décision, et ce en vertu du principe que les conventions font la loi des parties.

Le juge de paix doit donc rejeter toute demande du facteur qui refuserait d'exécuter la décision.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

NOUS, JUGE DE PAIX ; — Attendu que si l'on considère que ceux qui donnent des étrennes entendent aussi bien rémunérer les services rendus dans le courant de l'année que stimuler le zèle pour l'année qui commence ; — Attendu que le mode de répartition a toujours été ignoré du public qui laissait aux intéressés le soin de l'effectuer entre eux selon une tradition établie par eux-mêmes ; — Attendu en outre que, par suite de l'augmentation de la correspondance postale résultant de l'abaissement à dix centimes du port des lettres, l'administration des Postes se trouva au mois d'octobre 1906 dans l'obligation de diminuer le parcours de tous les facteurs de Paris ; — Attendu qu'à cet effet il s'ensuivit une mutation entre les facteurs qui durent abandonner une partie des maisons qu'ils desservaient et reprendre la distribution dans la nouvelle circonscription ; — Attendu qu'envisageant l'approche des étrennes une assemblée générale des facteurs s'est réunie à l'effet d'en discuter le mode de répartition nécessaire par le nouvel état de choses et qu'à une très forte majorité il

fut décidé que le partage des étrennes recueillies dans les circonscriptions nouvelles serait effectué entre les facteurs qui les desservait à cette époque ; — Attendu que de ce chef il résulte que si Monsieur Estour n'a pas touché la part proportionnelle d'étrennes qu'il se croyait en droit d'espérer dans le secteur desservi par lui de janvier à octobre, il n'en est pas moins vrai qu'il a touché une somme probablement équivalente dans son nouveau secteur et que pour la même raison son prédécesseur dans cette nouvelle tournée serait fondée à son tour à lui réclamer aujourd'hui ce dont il se prétend lésé par M. Vial ; — Attendu que c'est pour parer à toutes ces réclamations que l'assemblée générale des facteurs a pris la décision précitée ; — Attendu que les conventions font la loi des parties et qu'au surplus en l'espèce Monsieur Estour ne peut justifier de la somme réclamée ; — Par ces motifs : — Déclarons les prétentions du demandeur non justifiées et mal fondées. Le déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Peut-on considérer comme formant convention entre les facteurs et les obligant individuellement, la décision prise par une assemblée générale à la grande majorité des votants ? La question peut être considérée comme au moins douteuse. Dans l'espèce, il y a tout lieu de penser que le sieur Estour n'avait pas voté pour la décision qu'il critiquait. Il n'était même pas établi qu'il eût pris part à la délibération ni qu'il eût donné sa signature. — Mais nous devons reconnaître que la solution adoptée

était raisonnable et conforme à l'équité. Il est donc probable que par des motifs quelque peu différents, nous aurions statué dans le même sens que notre collègue du 10^e arrondissement de Paris, dont nous avons eu déjà plusieurs fois l'occasion d'apprécier l'excellent esprit.

**Justice de paix du canton de Sannoins
(Cher)**

Président : M. GORET, juge de paix

15 avril 1907

Saisie-arrêt. — Tiers-saisi. — Déclaration affirmative. — Demande de mise hors de cause. — Sursis à statuer sur cette demande.

Lorsque le tiers-saisi demande sa mise hors de cause en se basant sur ce qu'il ne doit rien au débiteur saisi, mais serait plutôt son créancier, en vertu d'un jugement actuellement rendu, mais encore susceptible d'appel, le juge de paix doit remettre à statuer sur cette demande de mise hors de cause jusqu'à ce que le jugement sur cette contestation soit devenu définitif.

Ainsi décidé, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort ; — Vu les pièces de la procédure ; — Ouï le mandataire de Gorge en ses conclusions et observations ; — Ouï le sieur Protat, tiers-saisi ; — Statuant d'abord sur la demande en condamnation de Debrade ; — Attendu que Debrade, régulièrement cité, n'a pas comparu et ne s'est pas fait représenter ; — Donne défaut contre lui ; — Et pour le profit : attendu que Gorge justifie qu'il lui est dû par Debrade : 1^{er} prêt sur billet enregistré 500 fr., 2^e prêt verbal 40 fr. ; au total 540 fr. ; —

Que Debrade n'est venu faire aucune contestation ; — Condamnons Debrade à payer à Gorge les sommes ci-dessus détaillées, montant ensemble à 540 fr., avec les intérêts à 4 o/o, tels que de droit ; — En ce qui touche la saisie-arrêt et la déclaration affirmative : — Vu l'article 568 du code de procédure civile et un arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1857 ; — Attendu que ladite saisie paraît régulière en la forme, mais que par suite de ce qui va être dit, on ne pourrait se prononcer sur sa valeur quant à présent ; — Attendu que Protat a été cité par Gorge pour l'audience de ce jour, à l'effet de faire la déclaration affirmative des sommes qu'il pourrait devoir à Debrade, son fermier, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit ; — Qu'il se présente à notre audience pour satisfaire à cette citation et par suite de l'opposition formée entre ses mains ; — Attendu qu'il dépose sur le bureau un écrit par lui signé, contenant ses dires et conclusions dont lecture a été faite ; — Attendu que, par ses conclusions, Protat déclare et affirme ne rien devoir actuellement à Debrade, dont il prétend plutôt être créancier ; qu'il demande, par suite, sa mise hors de cause ; — Attendu que le mandataire de Gorge fait les réserves les plus expresses au sujet de la déclaration négative de Protat, contre laquelle il élève toute contestation en se proposant d'en faire vérifier la sincérité ; — Attendu, en effet, que par son acte de conclusions, Protat a dit que suivant un jugement du tribunal civil de Saint-Amand du 22 mars 1907, Debrade a obtenu à son profit la condamnation de Protat en paiement de la somme de 800 fr. pour dommages-intérêts,

mais que, ne trouvant pas cette condamnation fondée, il se réserve de faire appel de ce jugement, non encore signifié ; — Que ce jugement pouvant être réformé, il convient de surseoir au jugement de la demande en validité de la saisie ; — Par ces motifs, donne acte à Protat du dépôt de ses conclusions écrites et signées, lesquelles seront jointes aux autres pièces de la procédure et tiendront lieu de déclaration affirmative ; — Lui donne également acte de ses déclarations et affirmations ; — Donne acte à Gorge de toutes les réserves qu'il a faites relativement à la déclaration affirmative, mais négative de Protat, et qu'il a déclaré contester ; — Surseoit à statuer sur ladite demande en validité de saisie, soit jusqu'à ce que le jugement de Saint-Amand du 22 mars 1907 ait acquis l'autorité de la chose jugée, soit jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la contestation élevée par le saisissant contre la déclaration du tiers-saisi ; — Disons que par suite de ce sursis, il ne convient pas de statuer quant à présent, sur la demande de mise hors de cause de Protat ; — Sur les dépens : — Attendu que Debrade succombe, le condamnons en tous les dépens envers toutes les parties, lesquels sont liquidés et taxés à 64 fr. 65, en ce compris l'enregistrement du titre et le jugement du 8 août ; — Commettons Bertrand, huissier-audencier, à l'effet de signifier le présent jugement au sieur Debrade, défaillant ».

Observations. — Solution exacte et conforme à la doctrine d'un arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1857. D. 1857, I, 175.

Justice de Paix de Merville (Nord).

Président : M. ASPECTSAL, juge de paix.

31 Octobre 1906.

*Louage de services. — Renvoi de l'employé.
— Délai de prévenance. — Demande
en indemnité.*

Le contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. Mais la résiliation de ce contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner ouverture à une action en dommages-intérêts.

Il appartient au juge saisi de fixer le chiffre de l'indemnité d'après la nature des services, l'usage local et les diverses circonstances de la cause.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte des conclusions et explications des parties que depuis deux ans environ Alliot était à Merville employé pour le compte de Dequeker et comme chef de chantier sur la ligne d'Hazebrouck à Merville ; — Qu'il touchait mensuellement et en un bloc, ainsi qu'il a été établi à l'audience par la production du registre de paie, et notamment le vingt-trois septembre dernier, une somme fixe de cent quatre-vingt francs ou cent quatre-vingt-six francs suivant que le mois avait trente ou trente-et-un jours, plus une indemnité de vingt francs et douze francs cinquante centimes pour le logement, ce qui n'est pas contesté par Dequeker ; — Qu'au moment où il l'a embauché, Dequeker l'a fait venir à ses frais de Méru (Oise) et a payé pour le transport de son mobilier une somme de quatre-vingt francs cinquante-cinq centimes ; — Que De-

queker a toujours été satisfait des services d'Alliot ; mais que par lettre du treize septembre 1906 versée aux débats, et qui sera enregistrée en même temps que le présent jugement, il l'a averti, en prétextant l'achèvement des travaux, qu'il serait « libre à partir de fin courant » ; — Qu'Alliot, pour ce brusque renvoi et défaut de congédiement, réclame deux cent douze francs cinquante centimes, montant de son salaire et accessoires pour un mois, plus quatre-vingts francs pour le transport de son mobilier, soit la somme totale de deux cent quatre-vingt-douze francs cinquante centimes ; — Que Dequeker prétend qu'Alliot était occupé à la journée et lui fait offre de transporter son mobilier sans lui fixer d'époque pour ce faire et sans aucune autre indemnité, Qu'il a prévenu Alliot quinze jours avant la fin de ses services, alors qu'il aurait pu n'observer que le délai de vingt-quatre heures, puisqu'Alliot était ouvrier à la journée, toute journée bonne ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1780 du Code civil : « Le louage de service « fait sans détermination de durée « peut toujours cesser par la volonté « d'une des parties contractantes. « Néanmoins la résiliation du contrat « par la volonté d'un seul des con- « tractants peut donner lieu à des « dommages-intérêts. Pour la fixa- « tion de l'indemnité à allouer, le « cas échéant il est tenu compte des « usages, de la nature des services « engagés, du temps écoulé, des re- « tenues opérées, de toutes les cir- « constances qui peuvent justifier « l'existence et déterminer l'étendue « du préjudice causé ». — Qu'en l'espèce, Alliot, chef de chantier,

était un employé au mois ; qu'on doit le considérer comme tel : 1° pour les circonstances de fait : qu'au moment où il a été embauché, son patron a fait transporter son mobilier et les personnes de sa famille ; qu'il touchait en bloc par mois une somme fixe de cent quatre-vingts francs ou cent quatre-vingt-six francs, plus vingt francs d'indemnité et douze francs cinquante centimes par mois pour le logement, qu'il a été prévenu qu'il serait libre à la fin du mois. 2° suivant l'importance de son emploi et la difficulté qui peut exister de retrouver un semblable employé ; — Que son patron l'aurait lui-même considéré comme tel si, au cours des travaux, Alliot qui donnait toute satisfaction à son patron s'en était allé après vingt-quatre heures de prévenance en se prétendant ouvrier à la journée ; — Qu'il en résulte que le délai de prévenance était pour lui d'un mois ; que ce délai de congédiement n'a pas été observé et que son brusque renvoi, légitime sa demande en dommages-intérêts ; que sa demande, étant donné l'importance de son emploi, n'est pas exagérée, que Dequeker a

fait un usage abusif de la faculté de résiliation et qu'il y a lieu pour le Tribunal, suivant l'opinion acceptée par la Cour de cassation, d'apprécier souverainement les circonstances d'où résulte l'abus de droit ; — Par ces motifs, vidant notre délibéré et statuant par jugement contradictoire en dernier ressort, conformément à l'art. 5 § 1 de la loi Cruppi ; — Disons l'offre faite par Dequeker insuffisante ; en conséquence le condamnons à payer à Alliot, la somme totale de deux cent quatre-vingt-douze francs cinquante centimes, à titre de dommages-intérêts. Et attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens, le condamnons en outre aux intérêts judiciaires et aux dépens de l'instance liquidés à à ce jour à cinq francs trente-cinq centimes, en ce non compris le coût de notre jugement du vingt-quatre octobre dernier, le coût de l'enregistrement de la lettre et celui des présentes et suites s'il y a lieu. »

Observations. — Solution exacte et conforme au dernier état de législation.

Justice de paix du 3^e canton de Reims
(Marne)

Président : M. LOTTIN *juge de paix*

3 août 1906,

Imprimeur. — Demande civile en dommages-intérêts pour préjudice causé par une affiche mise à l'index. — Complicité. — Rejet de la demande.

L'imprimeur qui a fait imprimer par ordre et pour le compte de tiers, une affiche de nature à causer un préjudice à un commerçant notamment la mise à l'index d'un établissement industriel et commercial, ne peut être utilement cité, seul et séparément, comme complice du fait dommageable.

Si l'auteur principal de ce fait n'a pas été le premier mis en cause, l'imprimeur ne peut être déclaré responsable.

Il n'y a pas complicité de la part de l'imprimeur, puisque la mise à l'index ne constitue plus un délit punissable par suite de l'abrogation de l'art. 416 du Code pénal.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif de l'instance, du ministère de Poterlot huissier à Reims en date du 29 juin dernier ; — Ouï les parties en leurs explications présentées : pour le demandeur par M^e Mennesson-Dupont et pour le défendeur par M^e Rep, tous deux avocats au barreau de Reims ; — Vu les conclusions écrites déposées de part et d'autre ; — Attendu que M. Gobert, qui exerce la profession de fabricant de caisses à champagne attaque devant nous M. Jolly, qui est imprimeur, en dommages-intérêts pour préjudice à lui causé par des affiches imprimées par Jolly ; — Que l'exploit ci-dessus visé, après avoir

expliqué ; — Qu'un procès-verbal de constat des affiches incriminées a été dressé par l'huissier Poterlot tant à la requête de M. Gobert qu'à celle de M. Chanderlot-Bernard, autre fabricant de caisses à champagne, à la date du 28 mai dernier et a été signifiée et dénoncée à M. Jolly à qui il en a été donné copie ; — Et avoir exposé : — Que depuis peu des affiches mettant le requérant à l'index et excitant les ouvriers de Reims à ne pas travailler chez lui, affiches imprimées par le cité, ont été apposées sur divers murs et endroits de la ville de Reims, notamment aux endroits indiqués par le dit constat ; — Qu'il en est résulté et qu'il en résultera pour longtemps un réel préjudice pour le requérant ; — A conclu à la condamnation du cité en 301 francs, de dommages-intérêts, et en outre en tous les frais et dépens comprenant la moitié des frais du constat, soit une somme de 12 francs ; — Attendu que dans ses conclusions écrites M. Gobert explique que sa demande a tout simplement pour objet des dommages-intérêts pour préjudice causé et n'est point une action pénale, qu'il est enseigné par la doctrine et la jurisprudence qu'en cette matière les complices peuvent être poursuivis séparément en négligeant les auteurs principaux, que dans ces conditions la demande est parfaitement recevable, enfin, au fond, que désigner des maisons de commerce pour les mettre à l'index c'est, sans discussion possible, leur causer un préjudice pour lequel réparation leur est due ; — Qu'en réponse à cette demande et aux arguments dont elle est appuyée le défendeur a, dans les conclusions écrites qui ont été dépo-

sées en son nom, demandé le déboute de ladite demande comme irrecevable et en tous cas mal fondée, et cela en s'appuyant sur les dispositions de la loi du 29 juillet 1881 en ce qu'elles déterminent la responsabilité des imprimeurs, prétendant ledit défendeur que cette responsabilité ne peut être engagée et retenue qu'à défaut de l'auteur, suivant l'ordre établi par l'art. 42 de ladite loi du 29 juillet 1881, l'auteur de l'affiche incriminée étant la « Chambre syndicale des ouvriers caissiers et professions similaires de la région de Reims » laquelle est régulièrement constituée et apte à ester en justice conformément à l'art. 6 de la loi du 24 mars 1884 ; — Et il a conclu subsidiairement, pour le cas où le tribunal ne croirait pas devoir admettre l'exception de non recevabilité, à ce que M. Gobert fût déclaré mal fondé ; — Attendu qu'aucune faute personnelle ni professionnelle ne pouvait être relevée à sa charge, qu'en se chargeant de l'impression de l'affiche, il était resté étranger aux différends pouvant exister entre la maison Gobert et les ouvriers syndiqués et aux conséquences des manœuvres employées par l'un ou l'autre parti dans un but de propagande, et que si un préjudice quelconque avait pu être causé à la maison Gobert par le fait même de l'affiche incriminée, il ne saurait en être rendu responsable, sa participation se réduisant à un simple travail matériel n'ayant avec le prétendu préjudice aucun rapport de cause à effet ; — Attendu : — En fait, qu'ainsi que l'établit le procès-verbal de constat du 28 mai dernier ci-dessus énoncé, un certain nombre d'affiches étaient, à cette date, apposées en différents endroits de la ville

de Reims, et étaient ainsi libellées : — « Chambre syndicale des ouvriers « caissiers et professions similaires « de la région de Reims. — “ Tous « pour un ! — Un pour tous ! ” — « Mise à l'index ; — La Chambre « syndicale porte à la connaissance « des ouvriers de la corporation que « les maisons Chanderlot, Bernard « et Gobert ne voulant pas adhérer « aux justes revendications présen- « tées par leur personnel, invite les « camarades à ne pas aller chercher « de l'embauche dans ces maisons « où les ouvriers sont toujours en « grève ; — Nous invitons les cama- « rades qui n'ont pas encore raillé « (sic) le drapeau syndical à le faire « sans tarder, car l'émancipation « des travailleurs ne se fera que par « les travailleurs eux-mêmes ; — Le « Comité. — Reims, Imprimerie E. « Jolly, rue Gambetta 21. » Que Jolly reconnaît que les affiches dont il s'agit sont bien sorties de ses presses, mais qu'il n'en conclut pas moins à ce que la demande en dommages-intérêts portée contre lui par Gobert en raison de ce fait soit déclarée non recevable et dans tous les cas mal fondée par suite des motifs qui viennent d'être exposés ; — En droit ; — Attendu que Gobert, tout en reconnaissant, dans ses conclusions écrites, que par suite de l'abrogation de l'art. 416 du Code pénal, la mise à l'index d'un établissement industriel ou commercial par des ouvriers ne constitue plus un délit, et tout en spécifiant que son action est une « demande en dommages-intérêts et non une action pénale » n'en poursuit pas moins Jolly comme complice du fait incriminé, séparément et en négligeant les auteurs principaux, et cela en vertu d'une

doctrine et d'une jurisprudence qui, dit-il, forment la règle de cette matière ; — Qu'il y a donc lieu de rechercher ce qui constitue la complicité ; — Que la complicité, prévue et punie par les articles 59 à 63 du Code pénal est ainsi définie par le Dictionnaire pratique de Droit de Dalloz : « La participation directe ou indirecte d'un individu, avec connaissance de cause, à un fait punissable dont un autre individu est l'auteur principal ; » Que dans le même ouvrage, on trouve au même mot : Complicité, n° 26 : « Pour que la complicité soit punissable il faut non seulement qu'il y ait un fait principal, mais encore que ce fait principal constitue une infraction punie par la loi et susceptible de complicité. Il ne peut donc y avoir de déclaration de complicité légale s'il n'y a en même temps déclaration explicite ou implicite d'un fait principal punissable. » (C. Cr. 18 février 1898 D. P. 99. 1. 58.) — Que dans l'espèce actuelle, comme il n'existe pas de fait punissable, Jolly n'a donc pu y participer comme complice ; que cette complicité n'existe donc pas non plus et que, même au point de vue d'une action civile, c'est à tort que Gobert invoque cette complicité pour attaquer séparément Jolly, imprimeur, en négligeant les auteurs principaux ; — Que la mise à l'index de la maison Gobert a un auteur parfaitement connu puisque son nom figure en tête de l'affiche incriminée, et que cet auteur est « La Chambre syndicale des ouvriers caissiers et professions similaires de la région de Reims » dont le siège est à la Bourse du Travail, et qui, en vertu de l'art. 6 de la loi du 24 mars

1884, constitue une personne morale ayant la capacité d'ester en justice ; — Que l'art. 42 de la loi du 29 juillet 1881 établit, comme auteurs principaux, passibles des peines qui constituent la répression des crimes et délits, commis par la voie de la presse dans l'ordre ci-après, savoir : 1° les gérants ou éditeurs, 2° à leur défaut les auteurs, 3° à défaut des auteurs, les imprimeurs, 4° à défaut des imprimeurs, les vendeurs, les distributeurs ou afficheurs ; — Attendu que bien qu'il ait été établi en vue de l'action publique, cet ordre n'en indique pas moins les degrés suivant lesquels s'établissent les responsabilités résultant d'un fait accompli par la voie de la presse, et suivant lesquels, par conséquent, elles peuvent être invoquées même en matière civile ; — Que c'est donc à tort que Jolly, dont la responsabilité ne vient qu'en seconde ligne a été mis directement en cause par Gobert ; — Par ces motifs et statuant en premier ressort ; — Déclarons la demande formée par Gobert contre Jolly non recevable, l'en déboutons purement et simplement ; — Et le condamnons aux dépens. »

Observations. — En principe il est difficile d'admettre que l'imprimeur puisse impunément prêter son concours et ses presses à l'auteur d'un écrit diffamatoire et qu'il soit de nature à préjudicier gravement la personne visée par l'écrit, cependant la loi du 29 juillet 1881 a limité la responsabilité de l'imprimeur, qu'elle n'établit qu'en troisième rang, après les gérants ou éditeurs, à leur défaut, après les auteurs. En l'espèce, l'auteur véritable, la Chambre syndicale, n'était pas mise en cause, et le juge

saisi s'est fondé sur ce motif pour rejeter l'action introduite contre l'imprimeur seul, ce motif, incontestablement exact, s'il s'agissait d'une poursuite au criminel, l'est-il également devant le juge civil ? Cette question nous paraît controversable. Il a été jugé que les articles 42 et 43 de la loi du 29 juillet 1881, qui exemptent de toute peine l'imprimeur d'un journal, lorsque l'auteur d'un article incriminé ou le gérant d'un journal sont connus, n'ont statué qu'au point de vue pénal. Caen 16 juillet 1895 ANNALES 1896, p. 286. Ils n'ont apporté aucune dérogation aux principes généraux du droit civil qui rendent chacun responsable civilement du préjudice qu'il a causé par sa faute. *Ibid.* Cass. 11 janvier 1905 ANNALES 1905, p. 312.

**Justice de Paix de Montreuil-sur-Mer
(Pas-de-Calais)**

*Président : M. PANSIOT, licencié en droit,
juge de paix.*

Demande en paiement de leçons. — Envoi d'un mandat. — Refus de le recevoir. — Dépens.

N'est pas libératoire l'envoi à un créancier d'un mandat-postal que celui-ci peut refuser. Le débiteur qui veut se libérer doit faire faire des offres réelles et, en cas de refus, déposer la somme à la caisse des consignations.

A défaut de cette précaution, le débiteur assigné en paiement devant le juge de paix, peut être condamné aux dépens.

Ainsi décidé par le jugement que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Plancouard réclame à la dame

Ligoure une somme de 43 fr. 25 pour prix de leçons données à ses enfants et fourniture d'un livre ; — Attendu que la dame Ligoure, dûment assistée et autorisée de son mari, fait plaider qu'elle s'est libérée envers Plancouard en lui adressant un mandat-postal de ladite somme de 43 fr. 25 joint à une lettre recommandée en date du 18 juin 1907, laquelle lettre et son enveloppe portant les mentions de « Refus » et de « Retour à l'Envoyeur », seront enregistrées en même temps que le présent jugement ; — Attendu que l'envoi d'un mandat-postal ne libère point le débiteur, du moment que la lettre qui contient ce mandat lui est retournée par le créancier ; — Attendu, en effet, que le seul moyen qu'ait le débiteur de se libérer lorsque le créancier refuse de recevoir le paiement consiste dans la procédure des offres réelles et de la consignation (art. 1257 C. civ.) et pour que ces offres réelles soient valables, il faut qu'elles soient faites par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes (art. 1258 et 1259) ; — Mais attendu que dans l'espèce la dame Ligoure ne pouvait même pas recourir à ce mode de procéder, car le retour de la lettre par Plancouard sans l'ouvrir, n'impliquait pas un refus : pour qu'il y ait refus, il faut qu'il y ait connaissance de la proposition faite ; or, Plancouard n'ayant pas ouvert la lettre, ignorait ce qu'elle contenait ; — Attendu qu'il n'existe aucun texte de loi qui contraigne une personne à recevoir une lettre, fût-elle recommandée ; — Attendu, d'autre part, que Plancouard refusait si peu de recevoir le paiement qu'il envoyait à la dame Ligoure un avertissement à l'effet d'obtenir le paie-

ment ; que la dame Ligoure est donc en faute de ne pas s'être présentée ; qu'elle aurait pu fournir ses explications et se mettre d'accord avec Plancouard ; — Attendu, au surplus, que Plancouard eût-il ouvert la lettre et trouvé le mandat, il avait parfaitement le droit de le refuser ; — Attendu, en effet, que tout paiement suppose une dette (art. 1235 C. civ.) ; que le créancier ne peut être contraint de recevoir une chose autre que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande (art. 1243 C. civ.) ; — Attendu qu'il est certain que Plancouard réclamait le paiement d'une dette pour leçons données et que la dame Ligoure offrait une libéralité ; — Attendu qu'on ne saurait, en effet, ne pas tenir compte de la lettre d'envoi du mandat-postal qui explique la cause de cet envoi et en précise le but : qu'il convient de rapporter ici littéralement le texte de cette lettre : — « Berck-Plage, le 18 juin 1907. — Monsieur, — Par l'insistance que vous mettez à recevoir la modique somme que vous réclamez et que j'ai conscience de ne pas vous devoir, j'ai fini par me persuader que vous devez en avoir un pressant besoin ; alors, j'ai changé de vues, et, par pur esprit de charité, je me suis décidée à vous la faire parvenir. — Veuillez donc trouver sous ce pli en un mandat-poste le prix des leçons que vous n'avez pas données. — Soyez assuré, en outre, que je ne manquerai pas de vous recommander chaudement comme professeur si l'occasion s'en présente. — Agréez, monsieur, etc... » ; — Attendu qu'il ressort avec évidence de cette lettre que la dette est niée, et

que la dame Ligoure offre, non pas l'objet de cette dette qui est le prix de leçons, mais une donation, c'est-à-dire une chose parfaitement différente par sa nature et par ses effets ; — Attendu qu'il est non moins certain que personne ne peut être forcé de recevoir une donation, puisque l'acceptation du donataire est une des conditions *essentielles et indispensables* de la validité des donations (art. 894 C. civ.) ; — Attendu que Plancouard ne pouvait donc être astreint à recevoir à la place du prix de ses leçons une libéralité (art. 1243 C. civ. précité) ; qu'il a, en conséquence, agi dans la plénitude de ses droits et n'a commis aucune faute ; — Attendu que la dame Ligoure ne peut, dès lors, point se prétendre libérée, puisqu'elle n'a pas offert le paiement de la dette et qu'elle ne pouvait recourir qu'à la procédure des offres réelles ; — Attendu que la présente instance n'a été nécessitée que par le défaut de la dame Ligoure de comparaître sur le billet d'avertissement ; que cette instance, bien fondée en fait et en droit, n'a, vis-à-vis de la dame Ligoure, aucun caractère vexatoire ; — Attendu que la dame Ligoure, au contraire, a tout fait pour créer ce procès ; que déjà, en effet, à la date du 30 mai 1907, elle avait adressé à Plancouard qui l'a refusée, une première lettre recommandée, laquelle lettre et son enveloppe portant les mentions de « Refus » et de « Retour à l'Envoyeur » seront également enregistrées en même temps que le présent jugement ; que c'est alors que l'idée lui est venue d'adresser à Plancouard la deuxième lettre recommandée contenant le mandat-postal de 43 fr. 25, la dame Ligoure escomptant vraisemblablement un nouveau refus

qui s'est produit selon son attente ; qu'ainsi toute la responsabilité morale et matérielle de ce procès incombe à la dame Ligoure ; qu'il y a donc lieu, recevant la dame Ligoure reconventionnellement demanderesse en dommages-intérêts, la déclarer mal fondée en ses fins, moyens et conclusions, et l'en débouter ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort : — Condamnons la dame Ligoure à payer à Plancouard la somme de 43 fr. 25, montant des causes de la citation introductive d'instance, avec les intérêts de droit à compter du 13 juillet 1907, jour de la demande ; — Recevons la dame Ligoure reconventionnellement demanderesse en dommages-intérêts ; la déclaration mal fondée en ses fins, moyens et conclusions, et la déboutons de sa dite demande reconventionnelle ; — Condamnons en outre la dite dame Ligoure en tous les dépens qui comprendront tous droits, doubles droits et amendes de timbre et d'enregistrement qui seront perçus à l'occasion de la présente instance ».

Observations. — Lorsqu'un créancier refuse de recevoir la somme qui lui est due, le débiteur n'a qu'un moyen de se libérer, c'est de faire offre réelle de cette somme par ministère d'huissier, et, en cas de nouveau refus, de déposer la somme à la caisse des dépôts et consignations. Dans l'espèce la défenderesse n'avait pas eu recours à ce moyen. C'est donc absolument par son fait et de sa faute que le procès a été rendu inévitable, et, dans ces conditions, le juge était mis dans la nécessité de

laisser à sa charge tous les frais du procès.

Justice de paix de Bourg (Ain)
Président : M. BEAL *Q.*, juge de paix.

2 juin 1905.

Action possessoire. — Eaux. — Expertise. — Eaux pluviales. — Res nullius. — Rejet de l'action.

N'est pas recevable ni fondée l'action possessoire tendant à la suppression d'un aqueduc, lorsqu'il résulte des débats et d'une expertise que les eaux de l'aqueduc dont la suppression est demandée par des propriétaires voisins sont des eaux pluviales.

En effet les eaux pluviales sont *res nullius* et ne peuvent être l'objet d'une possession au profit des particuliers.

En conséquence, il y a lieu pour le juge du litige de rejeter l'action possessoire intentée par les demandeurs et de les condamner aux dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement avant faire droit en date du 7 avril 1905 ; — Vu nos procès-verbaux de vue de lieux et d'enquête en date du 18 avril dernier ; — Vu le rapport de l'expert Truchelut, commis par nous, par le jugement précité : — Vidant notre délibéré et statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ; — Attendu qu'il résulte de la vue des lieux litigieux et du rapport de l'expert que les eaux découlant dans le fossé du chemin où Bernollin a établi son aqueduc sont des eaux pluviales ; — Attendu que les eaux pluviales tombant ou découlant sur les chemins publics sont aux termes de l'art. 641 du Code civil *res nullius* et

appartiennent au premier occupant ; — Attendu que leur possession étant essentiellement précaire ne saurait légitimer une action possessoire ; — (Aubry et Rau, 4^e édition, tome 2, chap. 185, page 135) ; (Daloz, S. R. servitudes n° 124, cassation 13 janvier 1851) ; (Daloz P. 181, 2, 148 et la note 1, 2, 3 et 4. Daloz, S. action possessoire 99 A 102. Cass. 18 X. 1866. D. P. 67, 1, 382) ; — Attendu que pour appuyer leur demande, les demandeurs prétendent que les eaux découlant dans le fossé ne sont pas des eaux pluviales, mais bien des eaux provenant du bief dit de l'Etang-Neuf ; — Mais attendu que la vue des lieux suffit à démontrer qu'il n'en est rien, que la situation des lieux a été depuis très longtemps modifiée ; — Qu'en effet, l'Etang-Neuf est desséché depuis plus de 50 ans, que les autres étangs voisins, étang Frémy, étang du Tailis et autres ont été aussi desséchés et se trouvent tous en état de culture ; — Que par suite de ces dessèchements les chaussées ont été détruites, que le bief dit de l'Etang-Neuf a été comblé par divers propriétaires et a disparu aussi depuis plus de trente ans ; — Attendu, en outre, qu'il résulte tant des constatations faites sur les lieux, que des dépositions des témoins entendus, que plusieurs propriétaires de fonds supérieurs ont, il y a plus de trente ans, rejeté les eaux qui leur étaient devenues inutiles dans le fossé établi à l'est du chemin public ; — Qu'agissant ainsi, ces propriétaires ont incontestablement rendu ces eaux publiques ; — Attendu que les eaux du fossé dont s'agit n'étant fournies ni par le trop plein des étangs, ni par des sources, on ne peut se trou-

ver qu'en présence d'eaux pluviales ; — Attendu qu'il suffit en principe d'être riverain d'une voie publique pour avoir droit de prendre les eaux pluviales à leur passage dans l'un ou l'autre des fossés de cette voie ; — Attendu qu'en établissant avec l'autorité de l'Administration son aqueduc sur le chemin d'intérêt commun n° 17 pour recueillir les eaux pluviales découlant dans le fossé Est dudit chemin, Bernollin n'a fait qu'user de son droit sans que les demandeurs dénués de droits sur les eaux puissent s'opposer à l'autorisation accordée ; — (Sirey C. C. annoté 64 n° 74 A 78. Cass. 22 mars 1863. Sirey 1863, 1, 479. Daloz P. 63, 1, 294) ; — Attendu que c'est en vain que les demandeurs invoquent sur ce point l'art. 644 du Code civil ; — Que cet article n'est point applicable aux eaux pluviales, et ne régit que les cours d'eau ou eaux courantes ; — (Daloz C. C. annoté, nouvelle édition, art. 644, n° 3. Aubry et Rau, 4^e édition, tome 3, page 47 ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort : — Déclarons l'action possessoire introduite par les demandeurs contre Bernollin, non recevable ; — Les en déboutons et les condamnons aux dépens liquidés à 163 fr. 65, et ce non compris le coût du présent jugement, auquel ils sont également condamnés ».

Observations : — Les eaux pluviales sont *res nullius*, disons-nous dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 5^e édit., v° Eau, n° 4 et suiv. — Par suite et à moins de conventions spéciales dont le demandeur doit justifier, ces eaux ne peuvent être l'objet d'une possession exclusive au profit d'un

particulier. — V. aussi les auteurs cités dans la sentence.

**Tribunal de simple police de Roubaix
(Nord)**

Président : M. PETIT, juge de paix.

17 mai 1906.

*Ouvriers mineurs. — Livrets prescrits. —
Livrets étrangers. — Condamnation
du prévenu.*

Commet la contravention à la loi du 8 août 1893, le chef d'établissement qui a admis au travail des ouvriers étrangers âgés de moins de dix-huit ans, sans qu'ils fussent munis de livrets délivrés par une municipalité nationale.

Les livrets délivrés à l'étranger, à des enfants eux-mêmes étrangers ne peuvent équivaloir à un livret émanant de l'autorité française.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé par l'Inspecteur départemental du travail duquel il résulte que le sieur d'Halluin a admis au travail deux jeunes garçons âgés de moins de dix-huit ans, sujets belges, en ce qui concerne lesquels il n'a pu être représenté comme livrets prescrits par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 que des livrets délivrés par la municipalité belge de leur domicile.

A la poursuite le sieur d'Halluin, par l'organe de M^e Dhellemmes, avocat, a opposé les conclusions suivantes :

« Dire que les livrets belges présentés par les deux jeunes garçons

dont il s'agit répondent aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 et qu'en admettant au travail les enfants porteurs de ces livrets, d'Halluin n'a commis aucune contravention. »

Le ministère public a requis l'application de la loi. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : parties ouïes ; — Attendu que le sieur d'Halluin est poursuivi pour avoir admis au travail deux jeunes Belges de moins de dix-huit ans, domiciliés à l'étranger à quelques kilomètres de Roubaix, sans qu'ils fussent nantis de livrets délivrés par une municipalité nationale ; — Qu'il a soutenu que ces jeunes gens étaient munis de livrets émanant de la municipalité belge de leur domicile, le vœu de la loi était rempli ; — Attendu que la question de savoir si les livrets délivrés à l'étranger à des enfants eux-mêmes étrangers sont valables paraît être très controversée ; que sans doute le Tribunal de simple police de Tourcoing le 19 mai 1900 s'est prononcé pour l'affirmative par application du principe « *Locus regit actum* » : — Que sans doute les circulaires ministérielles intervenues pour l'application de la loi de 1892 ont considéré le Maire du domicile de l'enfant (lequel domicile en l'espèce se trouve à l'étranger) comme tenu de l'obligation de délivrer le livret ; — Attendu que cependant d'une part il peut être fait observer que la règle « *Locus regit actum* » règle de droit international privé n'est pas applicable aux actes prescrits par une loi de police française et que d'autre part le texte de l'article 10, quoi qu'en disent les cir-

culaires, ne restreint aucunement aux Maires du domicile de l'enfant le droit de délivrer les livrets dont il s'agit; que ce texte enfin par cela même qu'il impose une obligation ne peut viser que les autorités nationales étant donnée l'impossibilité d'y soumettre les autorités étrangères; — Attendu qu'au surplus le 8 juin 1905 le Tribunal de simple police de Tourcoing est revenu sur la jurisprudence qu'il avait inaugurée, qu'il n'admet plus l'équivalence du livret étranger en faisant remarquer que ce dernier établi suivant des règles que nous ignorons ne peut offrir le caractère d'authenticité du livret français basé en particulier, pour ce qui a trait aux étrangers, sur la production exigée du certificat d'immatriculation, pièce officielle dressée conformément aux prescriptions de notre loi du 8 août 1893; — Qu'il y a lieu d'ajouter qu'en vertu de l'article 2 d'une loi du 13 décembre 1889, les enfants belges peuvent obtenir un livret dès l'âge de douze ans; qu'il est donc impossible de dire que le livret belge se délivre dans les mêmes conditions que le livret français, puisque ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'en France les enfants de douze ans en peuvent obtenir un, attendu que c'est donc à tort qu'à été proposée l'équivalence des livrets belges aux livrets français; — Par ces motifs, vu les articles 10 et 26 de la loi du 2 novembre 1892; — Condamne d'Halluin en deux amendes de 5 fr. et aux dépens, et fixe à deux jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Ainsi qu'il est dit dans le jugement même la question de savoir si les livrets délivrés

à l'étranger peuvent être utilement produits devant la justice française a été tout d'abord très discutée, et M. le juge de paix de Roubaix constate que l'affirmative a été adoptée par le Tribunal de simple police de Tourcoing. — Les motifs que donne la sentence de Roubaix à l'appui de l'opinion contraire nous semblent décisifs, et nous n'hésitons pas à penser que ce Tribunal a eu complètement raison d'appliquer la peine dans de telles circonstances.

Justice de paix du canton de Vouvray .
(Indre-et-Loire).

Président : M. A. JOUANNEAU, juge de paix.

17 août 1906.

Prorogation de juridiction. — Travaux. — Conventions. — Rabais. — Travail supplémentaire de même nature. — Art. 131, C. P. C.

En matière personnelle et mobilière, une prorogation volontaire de juridiction peut toujours être valablement consentie par les parties *de quantitate ad quantitatem*, en vertu de l'art. 7, C. P. C.

Aux termes de l'art. 1134, C. C., les conventions légalement formées font la loi des parties. En conséquence, un travail supplémentaire doit être régi par ces conventions et bénéficier du rabais qui y a été stipulé, alors du moins que ce travail rentre dans la catégorie des travaux prévus par ces conventions, est de même nature qu'eux, et qu'il n'est pas justifié d'une dérogation l'en exceptant.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs dires, moyens et conclusions ; — Vu

l'art. 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905 : — Vu l'art. 7, C. P. C., ensemble les dispositions de l'art. 1134, C. C. ; — Vu notre interlocutoire du 22 juin dernier ; — Vidant notre délibéré ; — *En droit* : — Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905, les juges de paix connaissent, en matière civile, de toutes actions purement personnelles ou mobilières en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs, et, à charge d'appel, jusqu'à la valeur de 600 francs ; — qu'en matière personnelle et mobilière, une prorogation volontaire de juridiction peut toujours être valablement consentie par les parties *de quantitate ad quantitatem*, en vertu de l'art. 7, C. P. C., comme il a été fait, en l'espèce actuelle, suivant procès-verbal régulièrement dressé le 22 juin dernier. — Cass., 6 janvier 1845, S. 45, 1, 188 ; — 9 mars 1857, S. 57, 1, 667 ; — 15 juin 1869, D. 71, 1, 331 ; — 23 octobre 1888, *Gaz. Pal.*, 88, 2, 506 ; — 8 mai 1889, D. 91, 1, 296 ; T. Seine, 6 juillet 1893, *Revue J. P.*, 94, 347 ; J. P. Vouvray, 15 mai 1903, *Monit. J. P.*, 04, 440 ; Curasson, n. 30, 34 et 35 ; Fuzier-Herman, *vo Juge de paix*, n. 1322 et s. ; Pabon, *Traité J. P.*, n. 377 ; — Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'art. 1134 C. C., les conventions légalement formées font la loi des parties ; — qu'elles doivent être exécutées de bonne foi suivant leurs termes et teneur ; — qu'un travail supplémentaire doit être régi par elles et bénéficier du rabais qui y a été stipulé, alors du moins que ce travail rentre dans la catégorie des travaux prévus par ces conventions et est de même nature qu'eux, et qu'il n'est pas justifié d'une dérogation l'en exceptant ;

— *En fait* : — Attendu que des débats et des explications fournies par les parties, il résulte que M. Décréon, a entrepris les travaux de menuiserie et de serrurerie à exécuter dans une maison que M. Gros a fait construire à Rochecorbon, et ce aux prix, clauses et conditions de la série des prix de la ville de Tours, années 1903, 1904 et 1905, et moyennant un rabais de vingt-cinq centimes par franc sur les prix portés à cette série ; — que la confection d'un escalier rentre dans les attributions d'un entrepreneur de menuiserie ; que, dès lors, ce travail, comme les autres travaux de menuiserie, est soumis au rabais stipulé, à défaut d'une convention contraire ; — Attendu que, faute d'accord entre elles sur le règlement des travaux, les parties ont été, par jugement préparatoire du 22 juin dernier, renvoyées devant M. Etesse, architecte à Tours, dispensé par elles de prêter serment et chargé de procéder à ce règlement ; — que l'expert a rempli sa mission ainsi qu'il résulte de son rapport en date du 28 juillet dernier déposé le premier août suivant au rang des minutes du greffe de cette justice de paix ; — que de ce rapport, il résulte que M. Gros doit à M. Décréon la somme de 79 fr. 50 pour solde ; — que le travail de l'expert paraît avoir été fait consciencieusement et avec soin ; — que les critiques dirigées contre ce rapport par M. Décréon ne sont ni sérieuses, ni fondées ; — qu'en effet, les faits offerts en preuve par lui pour en combattre les conclusions ne sont ni concluants, ni pertinents, ni admissibles ; — qu'ils ne sauraient, en admettant qu'ils soient prouvés, constituer une dérogation aux conventions des parties sur le rabais

stipulé ; — que c'était à M. Décréon, au moment où il a été chargé d'un travail supplémentaire rentrant après tout dans ses attributions, à faire une convention spéciale s'il entendait ne pas consentir pour ce travail le rabais de vingt-cinq pour cent convenu pour ses autres travaux ; — Attendu, dès lors, qu'il convient d'entériner et homologuer purement et simplement le rapport de l'expert ; — Attendu que, par exploit de M^e Cormery, huissier à Vouvray, en date du 9 août présent mois, M. Pinon, marchand de bois à Parçay-Meslay, a fait signifier entre les mains de M. Gros, au préjudice de M. Décréon, une saisie-arrêt pour sûreté d'une somme de 220 fr. 60 en principal ; — Attendu enfin, que M. Gros n'a jamais contesté devoir à M. Décréon un reliquat de compte de 75 à 80 fr. ; — que les prétentions exagérées de ce dernier ont seules rendu la présente instance nécessaire ; — qu'il convient, dès lors, de lui faire application de l'art. 131, C. P. C. en laissant les dépens à sa charge ; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire en dernier ressort ; Disons n'y avoir lieu d'admettre l'offre de preuve faite par M. Décréon, les faits par lui articulés n'étant ni concluants, ni pertinents, ni admissibles ; — Entérinons et homologuons le rapport d'expertise du 28 juillet dernier ; — En conséquence, condamnons M. Gros à payer à M. Décréon la somme de 79 fr. 50 pour les causes sus-énoncées contre la remise de la mainlevée de la saisie-arrêt du 9 août courant ; — Le condamnons, en outre, aux intérêts judiciaires à compter du 22 juin dernier ; — Faute par M. Décréon de rapporter la mainlevée de la saisie-arrêt pratiquée à son pré-

judice par M. Pinon, autorisons M. Gros à consigner le montant de la condamnation en principal et intérêts, déduction faite des frais, à la Caisse des dépôts et consignations, moyennant quoi il sera valablement libéré ; — Condamnons M. Décréon en tous les dépens ».

Observations. — Solutions exactes et juridiquement motivées. V. les nombreuses autorités citées dans la sentence.

**Justice de paix du canton de Contres
(Seine-et-Oise)**

*Président : M. TABUTAUD, actuellement
à Carnières (Nord), juge de paix*

10 février 1905

Irrévérence envers le juge. — Amende.

Lorsqu'une partie a été dûment avertie par le juge, au cours d'une enquête, d'avoir à se modérer et de ne point injurier les témoins, le fait par cette partie de n'avoir pas tenu compte de cet avertissement, et d'avoir répliqué : « on ne m'empêchera pas de parler », constitue une irrévérence grave, et motive, en vertu de l'art. 10 C. pro. civ., une condamnation en dix francs d'amende et à l'affichage du jugement dans toutes les communes du canton.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Sergent (Elie), présent à l'audience de ce jour, pour entendre les témoins des enquête et contre-enquête relatives à l'instance pendante entre lui et les consorts Retif, s'est permis d'interrompre le témoin Masson dans sa déposition et de l'interpeller directement, qu'à titre de premier avertissement, nous avons intimé

l'ordre à Sergent de ne plus recommencer, et nous lui avons fait connaître les dispositions de l'article 276 du Code de procédure civile, ainsi conçu, etc. ; — Attendu que Sergent n'a tenu aucun compte de notre avertissement, et, s'adressant au témoin Masson, l'a appelé « rien de bon et vaurien » ; que rappelé immédiatement aux convenances envers le témoin et au respect dû à la justice, Sergent nous a répondu sur un ton agressif et impertinent : « on ne m'empêchera pas de parler » et a murmuré pendant une partie de l'enquête ; — Attendu qu'en répondant à un juge qui s'est montré très indulgent, Sergent a commis envers nous une irrévérence grave ; — Vu l'art. 10 du Code de procédure civile, ainsi conçu, etc., et par application dudit article ; statuant publiquement

et en premier ressort ; condamnons Sergent en dix francs d'amende au profit du Trésor public, ordonnons en outre que le présent jugement sera, à ses frais, imprimé et affiché dans toutes les communes du canton de Contres, à raison d'un exemplaire par commune ; le condamnons en outre à tous les dépens et au minimum de la contrainte par corps ».

Observations : — Il est heureusement assez rare que le juge de paix ait l'occasion de sévir contre les parties qui comparaissent à son audience. Mais l'article 10 du Code de procédure civile lui en donne le moyen et le pouvoir, et il doit en user lorsqu'il le juge nécessaire, dans l'intérêt de la justice, et pour le respect qui lui est dû à lui-même.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES AU BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

ANNÉE 1907.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Si l'entrepreneur général d'une exploitation industrielle est responsable des accidents du travail dont ont été victimes des ouvriers embauchés par son préposé, il ne l'est pas des accidents survenus aux ouvriers embauchés par un sous-traitant ou sous-entrepreneur, p. 166. — Le sous-traitant ou tâcheron doit être considéré comme un véritable chef d'entreprise au regard de l'ouvrier employé par lui. *Ibid.* — Les indemnités temporaires ou de demi-salaire sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, p. 263. — Elles sont dues par le chef d'entreprise alors que la blessure paraissait légère à l'origine, si elle est devenue plus grave et plus persistante depuis. *Ibid.* — Une entreprise pour le nettoyage des glaces des devantures de magasins ne rentre pas dans l'industrie du bâtiment, ni dans aucunes des entreprises ou industries visées dans l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, p. 55. — En conséquence, et alors qu'aucune faute personnelle ne peut être reprochée à l'entrepreneur, doit être rejetée la demande en paiement de l'indemnité de demi-salaire intentée par l'ouvrier victime d'un accident du travail. *Ibid.* — Les demandes en indemnité pour accidents du travail se prescrivent par un an, à partir du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge de paix, p. 77. — Cette prescription s'applique au règlement des frais médicaux et pharmaceutiques. *Ibid.* — Alors même que la victime d'un accident du travail est, aux termes d'un certificat médical, atteinte d'une incapacité permanente, le juge de paix est compétent pour statuer sur l'indemnité de demi-salaire et sur les frais médicaux, et pour prononcer condamnation contre le patron, p. 23. — Il n'est pas compétent sur le point de savoir si l'incapacité de travail résultant de l'accident est permanente ou non. *Ibid.* — Le patron est responsable de l'accident dont son ouvrier a été victime, non pas dans l'usine ou l'atelier, mais en cours de

route et à l'occasion du travail commandé à l'ouvrier, p. 253. — Dans ce cas, l'ouvrier blessé a droit à l'indemnité de demi-salaire qui devra lui être payée, jusqu'à la consolidation de la blessure. *Ibid.* — Le patron condamné par défaut à l'amende pour n'avoir pas déclaré un accident de travail dont a été victime un de ses ouvriers, et qui a été forcé d'exécuter le jugement, est recevable à y former opposition si le jugement ne lui a pas été signifié, p. 157. — L'acquiescement n'existe pas en matière criminelle ou de police. *Ibid.* — Le juge de paix est compétent pour statuer en dernier ressort sur une demande intentée par un hospice civil contre la Société du Gaz d'une ville, pour avoir paiement des frais d'hospitalisation d'un ouvrier de cette Société victime d'un accident du travail pendant qu'il était à son service, p. 153. — Spécialement il y a accident du travail dans le fait que l'ouvrier a été brûlé à l'œil par une parcelle incandescente de charbon provenant de la cornue qu'il déchargeait. *Ibid.* — Alors même qu'il a été constaté par un certificat médical que l'incapacité résultant d'un accident du travail n'est que partielle, il n'appartient pas au juge de paix de réduire proportionnellement l'indemnité temporaire demandée par l'ouvrier victime de l'accident, p. 94. — Cette indemnité reste due intégralement jusqu'au jour où ce dernier a pu effectivement reprendre le travail. *Ibid.*

ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS.

— Une demande en dommages-intérêts intentée par un mari pour adultère commis par le complice avec sa femme ne peut être accueillie par le juge civil qu'autant que le prétendu adultère est suffisamment prouvé, p. 96. — De même si le défendeur se porte reconventionnellement demandeur en paiement de diverses fournitures, la demande reconventionnelle ne peut être accueillie qu'autant que chacun des chefs de cette demande a été bien et dûment établi. *Ibid.* — En cas de rejet

des deux demandes, il y a lieu pour le juge de répartir les frais entre les deux parties, en mettant à la charge de chacune d'elles les frais qu'elles ont plus spécialement occasionnés. *Ibid.* — Le fait de dénoncer à la gendarmerie une personne que l'on soupçonne d'être l'auteur d'un vol constitue un acte dommageable qui donne ouverture à une action civile en réparation du préjudice causé, et ce alors même que l'intention de nuire ne serait pas prouvée, p. 20. — Le fait par un maire, en procédant au mariage de l'un de ses administrés, de modifier l'acte de l'état-civil de ce dernier, en l'espèce son acte de naissance, de façon à lui donner l'apparence d'un enfant naturel, alors qu'il est bien enfant légitime, constitue un acte dommageable dont réparation est due à celui qui en a été victime, p. 288. — Lorsqu'une demande en 300 fr. de dommages-intérêts le défendeur oppose une demande reconventionnelle dépassant par son chiffre la compétence du juge de paix, celui-ci peut disjoindre, retenir la demande principale et renvoyer le défendeur à se pourvoir sur sa demande reconventionnelle devant les juges de paix compétents pour en connaître. *Ibid.*

ACTIONS POSSESSOIRE. — Le juge de paix saisi d'une demande possessoire n'est pas dessaisi par l'exception tirée du fond du droit soulevée par le défendeur, p. 201. — A la condition de s'abstenir absolument d'examiner le fond du droit, le juge de paix resté compétent pour juger l'action possessoire et ordonner, s'il y a lieu, la répression du trouble causé au demandeur. *Ibid.* — Un fermier n'est pas recevable à intenter contre son bailleur une action possessoire pour trouble à sa possession, pas même l'action en réintégrande, alors surtout qu'il n'y a eu dans l'espèce aucune voie de fait ni violence, p. 78. — Un droit de passage ne peut donner ouverture à l'action possessoire que s'il est fondé en titre. *Ibid.* — Celui qui est depuis an et jour en possession du droit de faire écouler les eaux industrielles provenant de sa fabrique sur un chemin communal est fondé, en cas de trouble par la commune, à intenter contre celle-ci l'action possessoire afin d'être maintenu dans sa possession de la servitude d'écoulement d'eaux, p. 197. — Le juge de paix est compétent pour statuer sur cette demande, alors même que la commune prétend que le présent trouble est le

résultat de travaux publics légalement faits. *Ibid.* — La possession d'un canal ou béalière entraîne celle des servitudes accessoires telles que le droit de passage sur les berges pour dévier les eaux et pour opérer le curage, droit de jet de pelles, etc., p. 244. — Le propriétaire du fonds servant ne peut s'opposer à l'exercice de ces droits accessoires. *Ibid.* — Celui à qui appartient une servitude de nature à ne devoir être exercée qu'à longs intervalles et qu'autant que l'exige l'exploitation du fonds, ne perd pas la possession par ce fait qu'il ne l'a pas exercée une seule fois pendant l'année du trouble, p. 27. — La servitude de passage, fondée en titre sur l'enclave, survit même à la cessation de l'enclave, *Ibid.* — L'action intentée par une commune en maintenue possessoire d'un chemin prétendu communal ne saurait être accueillie, lorsqu'il est établi par enquête ou toute autre preuve régulière, s'agit d'un chemin rural privé d'exploitation, p. 69. — L'action possessoire dite *négaloire de servitude* concernant un passage, n'est pas recevable lorsqu'il s'agit d'un fonds enclavé, p. 12. — Doit être considéré comme enclavé un héritage en nature de bois, situé dans un ravin escarpé, où tous les accès sont difficiles, sauf que le défendeur a été obligé de suivre pour voiturier ses bois. *Ibid.* — C'est à bon droit, dans ces circonstances, que le défendeur, créancier de la servitude, suit les sentiers ou passages apparents dans son bois et aboutissant au pré du demandeur. *Ibid.* — N'est ni recevable ni fondée l'action possessoire tendant à la suppression d'un aqueduc lorsqu'il résulte des débats que les eaux de cet aqueduc sont des eaux pluviales, p. 314.

ADJUDICATION. — L'adjudication sur aliénation volontaire a pour effet de résoudre le contrat de vente et d'opérer directement la transmission de la propriété des mains du vendeur dans celles de l'adjudicataire. — En conséquence, l'acquéreur évincé n'est plus tenu des obligations qui résultaient de son titre et ne peut être astreint qu'à rendre compte des fruits, s'il en a perçu, pendant son administration intérimaire, p. 235.

ADULTÈRE. — V. *Action en dommages-intérêts.*

ASSURANCES. — Le juge de paix saisi d'une demande en paiement de primes d'assurances et d'une demande

reconventionnelle en résiliation de la police, est compétent pour statuer sur les deux demandes lorsque les primes échues ou à échoir n'excèdent pas dans leur ensemble le taux de sa compétence, p. 169. — Le contrat n'est pas résilié quand la Compagnie demanderesse a fait, avec une autre Compagnie, un traité de réassurance et ne s'est mise en liquidation que volontairement et plus tard. — *Ibid.* — En conséquence, l'assuré doit être débouté de sa demande en nullité de la police et condamné au paiement des primes dues. *Ibid.*

ANIMAUX. — V. *Propriété mobilière.*

AUTOMOBILE. — Lorsqu'il est constant pour le Tribunal que l'arrêté municipal qui fixe et limite la vitesse des automobiles dans la traversée d'une commune à 12 kilomètres à l'heure, n'a été porté à la connaissance que des habitants de cette commune, mais qu'aucune pancarte ou affiche n'a été placée à l'entrée de façon à la faire connaître aux étrangers, cet arrêté n'est point applicable aux touristes étrangers qui traversent le territoire à une vitesse supérieure à celle prescrite (1^{er} jugement), p. 281. — Le Tribunal doit acquitter le prévenu, lorsqu'il n'est pas démontré que la vitesse relevée à la charge de ce dernier l'a été à l'aide d'un instrument suffisamment exact, et alors qu'il apparaît au contraire que l'automobile dont s'agit ne pouvait atteindre une telle vitesse (2^e jugement). *Ibid.* — Il appartient au juge de police de décider s'il y a eu ou non excès de vitesse. *Ibid.* — Le numéro que les automobiles doivent porter à l'arrière ne peut pas être inscrit à la craie, surtout lorsque cette inscription n'a pas les formes réglementaires, hauteur, épaisseur, etc., p. 113. — Dans ce cas, l'inscription à la craie constitue une contravention à la charge du conducteur et du propriétaire de la voiture. *Ibid.* — Le froid ne constitue pas un cas de force majeure pouvant servir d'excuse à une contravention. Spécialement, un conducteur d'une voiture automobile qui, ayant abandonné son siège, laisse le moteur en mouvement, mais la voiture au repos, commet la contravention prévue et punie par le décret du 10 mars 1899, modifié par le décret du 10 septembre 1901, p. 171.

AVEU. — Lorsqu'une créance n'est prouvée que par l'aveu du défendeur,

cet aveu, bien que complexe, est indivisible, et le juge saisi du litige doit en tenir compte aussi bien en ce qu'il a de moins qu'en ce qu'il y a de plus favorable aux prétentions du demandeur, p. 177.

BAIL. — Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en résiliation de bail, même en dehors des cas prévus par l'article 3 de la loi du 12 juillet 1905, lorsque le litige n'excède pas le taux de la compétence générale, fixée par l'article 1^{er} de ladite loi, p. 25. — Aux termes de l'article 1715 du Code civil, la preuve par témoins d'un bail fait sans écrit, qui n'a reçu aucune exécution, ne peut être administrée, quelque modique qu'en soit le prix. La même prohibition s'applique aux faits allégués comme constitutifs d'actes d'exécution du bail. *Ibid.* — Le serment litis-décisoire peut seulement être déferé à la partie qui nie le bail et les actes d'exécution. *Ibid.* — V. *Louage.*

BAIL A COLONAGE. — L'action en règlement de compte de métayage est personnelle et mobilière et doit être portée devant le juge du domicile du défendeur. Il en est ainsi surtout lorsque le bail a pris fin, p. 13. — Le bail à colonage renouvelé par tacite reconduction n'a qu'une durée d'un an, p. 276. — En conséquence doit être validé le congé donné par le propriétaire au colon pour le jour de l'expiration de cette année. *Ibid.*

BICYCLETTE. — Le tribunal de simple police saisi d'un procès-verbal dressé contre le propriétaire d'une bicyclette pour défaut de plaqué réglementaire, doit prononcer contre ce propriétaire l'amende simple et non une condamnation au quintuple des droits fraudés, lorsque l'intention de fraude n'est pas démontrée à la charge du prévenu, p. 302.

BORNAGE. — Lorsqu'au cours d'une instance en bornage, il s'élève entre les parties une contestation de propriété, contestation sérieuse et fondée sur un titre et sur le plan annexé au titre, le juge de paix cesse d'être compétent et doit se dessaisir en renvoyant la cause et les parties devant le tribunal qui doit en connaître, dépens réservés pour être adjugés en fin de cause, p. 173. — Lorsque deux propriétés sont séparées par une haie vive et ancienne

dont la mitoyenneté est reconnue par les parties, la haie délimite les deux propriétés et constitue une borne légale, p. 68. — Dans ces conditions, l'article 646 du Code civil n'est plus applicable, et il y a lieu pour le juge saisi de rejeter la demande en délimitation et bornage intentée par l'un des voisins contre l'autre. *Ibid.*

CÉRUSE. — En principe, le préjudice ne se présume pas. Par suite, qui intente une demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé, doit établir ce préjudice, p. 128. — Spécialement, l'ouvrier peintre qui a dû employer dans son travail du blanc de céruse, sans que le patron lui ait fourni un surtout de travail spécial pendant le temps qu'il s'en est servi, et qui intente contre son patron une action en dommages-intérêts, doit être déclaré mal fondé et débouté de sa demande s'il ne prouve pas le préjudice dont il se plaint. *Ibid.*

CAUTIONNEMENT. — V. *Inscription en faux.*

CHASSE. — Le juge de paix est compétent pour connaître d'un litige relatif à l'exercice d'un droit de chasse lorsqu'il résulte des termes de la demande que la valeur du litige n'excède pas trois cents francs, p. 164.

CHEMIN. — Le Tribunal de police est incompétent pour statuer sur une exception de propriété immobilière soulevée par le prévenu, lorsque cette exception porte sur un chemin rural non reconnu en vertu de la loi du 20 août 1881 et remplit les conditions énumérées par l'article 182 du Code forestier, p. 85. — Ce Tribunal doit, à peine de nullité, mettre à la charge du prévenu qui a élevé l'exception, l'obligation d'introduire l'action civile devant la juridiction compétente et lui impartir un délai pour faire consacrer par elle son droit réel et justifier de ses diligences. *Ibid.*

CHIEN. — V. *Propriété mobilière.*

CHOSE JUGÉE. — Lorsque le défendeur à une demande personnelle et mobilière oppose à cette demande l'exception de chose jugée, résultant d'un jugement antérieur rendu dans le même litige et passé en force de chose jugée, il y a lieu pour le juge de paix saisi de l'exception de tenir compte à la

fois du dispositif des motifs de ce jugement antérieur pour reconnaître l'identité de cause, des parties et d'objet, p. 136. — Et dans le cas où l'exception de chose jugée est reconnue bien fondée, le juge doit rejeter la nouvelle demande et condamner le demandeur aux dépens, et selon les cas, à des dommages-intérêts. *Ibid.*

COLONAGE. — V. *Bail.*

COMPÉTENCE. — Lorsque le marché dont la résiliation est demandée devant le juge de paix a une cause commerciale, si l'exception d'incompétence est soulevée, ce magistrat doit se dessaisir et renvoyer l'affaire devant les juges qui doivent en connaître, les dépens restant à la charge du demandeur, p. 133. — Le juge de paix est compétent pour statuer sur une erreur de compte, lorsque cette erreur rentre par son chiffre dans la compétence de ce magistrat en matière personnelle et mobilière, p. 234. — Les demandes en paiement de salaires ne rentrent dans la compétence ni des conseils de prud'hommes, ni des tribunaux de commerce, mais doivent être portées devant le juge de paix, lorsqu'elles n'excèdent pas, par leur chiffre, les limites de la juridiction cantonale, p. 203.

CONGÉ. — V. *Louage.*

CONTRIBUTION. — Le juge de paix est seul compétent pour procéder aux répartitions par voie de contribution sur toute sommes inférieures à 600 francs, même quand ces sommes sont susceptibles d'être augmentées par des versements postérieurs, p. 230.

CULTE. — Le fait par un prêtre d'avoir prononcé dans une église un sermon devant un public plus ou moins nombreux, sans avoir fait préalablement une déclaration à l'autorité compétente pour la recevoir ne tombe sous l'application d'aucune loi répressive, p. 109. — En conséquence, il appartient au Tribunal de simple police saisi d'une poursuite contre ce prêtre, d'annuler le procès-verbal et de renvoyer le prévenu sans amende ni dépens. *Ibid.* — Le fait par un abbé de célébrer la messe dans une cathédrale, portes ouvertes au public, sans avoir fait la déclaration préalable, conformément à la loi du 30 juin 1881, constitue une contravention punissable des peines de

simple police, p. 60. — Le fait par un prêtre de célébrer la messe sans déclaration préalable, devant un certain nombre d'assistants et les portes de l'église étant ouvertes au public, constitue une infraction punissable aux termes de l'article 10 de la loi du 30 juin 1881, p. 34 et 35. — *Contrd.* — L'article 4 de la loi du 30 juin 1881 limite le domaine d'application de cette loi, par cela même qu'il énumère les diverses parties de ce domaine, et qu'il exige l'indication précise de celle où la déclarant doit se renfermer. La célébration de la messe, même dans une église ouverte au public, ne rentre pas dans les prévisions de l'article 2 de cette loi, p. 29. — En conséquence, le prêtre qui, sans déclaration préalable, a célébré la messe dans une église ouverte ne se rend coupable d'aucune infraction. *Ibid.* — La loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques n'est pas applicable aux cérémonies du culte. Par suite doit être acquitté le prêtre contre lequel procès-verbal a été dressé pour avoir, sans déclaration préalable, célébré la messe devant un grand nombre d'assistants, p. 32 et 91.

DÉBIT DE BOISSONS. — Constitue une contravention punissable des peines de l'article 471, n° 15, du Code pénal le fait de maintenir ouvert au public un café ou débit de boissons dont le maire a ordonné la fermeture, comme étant un véritable lieu de débauche, p. 191. — Le Tribunal de simple police peut, outre l'amende, ordonner la fermeture définitive du débit. *Ibid.*

DEMANDE EN PAIEMENT. — N'est pas libératoire l'envoi à un créancier d'un mandat-postal que celui-ci peut refuser, p. 312.

DIFFAMATION. — Le fait par une partie d'avoir dit en public : « Si Gallois me réclame cette somme annuelle de dix francs comme complément de loyers, c'est que Comby lui a fait un cadeau de poulets », constitue l'imputation d'un fait précis et déterminé de nature à nuire à la réputation de l'autre partie, et à justifier l'action en dommages-intérêts pour diffamation, p. 159. *V. Injure.*

DISTRIBUTION. — *V. Contribution.*

DROITS D'AUTEUR. — La Société des auteurs n'est pas fondée à réclamer

des droits d'auteur à une maîtresse d'hôtel qui a fait exécuter dans une des salles de cet hôtel des œuvres musicales et littéraires versées par leurs auteurs dans le répertoire de cette Société, quand il est établi en fait que le concert n'a pas été public, que personne n'a payé sa place et que les assistants n'ont été admis que sur la présentation de leur carte d'invitation, p. 220.

DROITS DE PLACE. — Le fermier des droits de place dans une commune ne peut réclamer quoi que soit de plus que ce que lui accorde le tarif du cahier des charges dressé lors de l'adjudication de la ferme, p. 278. — Lorsque l'un des débiteurs des droits de place a, avant même de prendre possession des lieux, consigné une partie importante de ces droits, le fermier est mal fondé à faire pratiquer une saisie sur son débiteur, et alors que la totalité des droits a été payée, il appartient au juge d'annuler la saisie et d'en mettre les frais à la charge du saisissant. *Ibid.*

EAU. — *V. Louage.*

ÉCHAFAUDAGE. — Un entrepreneur est personnellement responsable des contraventions commises dans son chantier. Il ne peut prétendre s'en décharger sur un contremaître surveillant des travaux, qui aurait accepté par convention spéciale la responsabilité des infractions qui pourraient être commises, notamment par défaut de garde-corps pour ses échafaudages, p. 205. — Il y a contravention aussi dans le fait de n'avoir pas séparé de l'approche des ouvriers les engrenages des treuils de deux appareils de levage, et enfin dans celui de laisser une ouverture béante de deux mètres de profondeur sans la clôturer. *Ibid.*

ÉLECTIONS. — En matière électorale, l'omission par la Commission municipale de statuer sur la réclamation d'un électeur équivaut à une décision de rejet. Par suite, l'électeur peut interjeter appel, p. 54. — Le droit d'appel est, en pareil cas, sans limitation de durée. *Ibid.* — Le failli, après dix ans écoulés depuis la déclaration de faillite, peut réclamer son inscription sur les listes électorales. (Loi du 30 décembre 1863.) — Est nulle la délibération de la commission municipale d'une commune, laquelle refuse d'inscrire sur la liste électorale le nom d'un électeur, sans qu'il ait été dressé

aucun procès-verbal de cette délibération, ni, par suite, qu'elle ait pu être signifiée à l'intéressé, p. 155. — Le juge, saisi de l'appel de cette délibération, doit donc la déclarer nulle, mais il peut décider que l'appelant ne sera pas inscrit s'il ne lui paraît pas que cet électeur ait droit à l'inscription qu'il réclame. *Ibid.* — Le domestique qui réside chez son maître est réputé y avoir son domicile ; il peut donc réclamer son inscription sur la liste électorale au domicile de ce maître, sans qu'on puisse lui objecter qu'il n'a pas six mois de résidence, p. 114. — Le domicile réel confère, *ipso facto*, le droit d'être inscrit sur la liste électorale. — Il est de principe que nul ne doit être, par son fait, inscrit comme électeur dans deux localités différentes. *Ibid.* — Néanmoins le domestique qui, à son insu et contrairement aux prescriptions de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, a été indûment maintenu sur la liste électorale d'une commune où il a cessé d'habiter, en cette qualité, depuis plus d'un an, ce dont aurait dû s'assurer la Commission administrative, ne saurait pâtir de cette erreur, et doit être inscrit également sur la liste de la nouvelle commune où sa cohabitation avec le maître, comportant pour lui attribution du même domicile, lui a fait perdre son domicile antérieur. *Ibid.* — Est recevable l'appel d'une décision de la commission municipale interjeté seulement le 21^e jour après la date de cette décision, lorsque le 20^e jour tombait un dimanche. Le délai d'appel, par ce fait, est prolongé d'un jour, p. 187. — Il appartient au juge de paix, saisi de l'appel, de décider, d'après les déclarations des témoins et les pièces produites, que l'électeur dont l'inscription est demandée sur la liste d'une commune que cet électeur avait bien sa résidence de six mois dans cette commune et même son domicile réel. *Ibid.* — N'est pas recevable ni fondé l'appel interjeté par un tiers-électeur d'une décision de la Commission municipale d'une commune, laquelle a refusé d'inscrire sur la liste un curé ou desservant qui a été nommé à une époque où il ne pouvait avoir acquis six mois de résidence à la clôture des listes, c'est-à-dire au 31 mars, p. 86.

ÉTRENNES. — Lorsqu'une assemblée générale des facteurs a décidé que le partage des étrennes recueillies dans des circonscriptions nouvellement établies par l'administration des postes serait effectué entre les facteurs qui les

desservaient à cette époque, les facteurs individuellement sont tenus de respecter cette décision, et ce en vertu du principe que les conventions sont la loi des parties, p. 304. — Le juge de paix doit donc rejeter toute demande du facteur qui refuserait d'exécuter la décision. *Ibid.*

FABRIQUE D'ÉGLISE. — Lorsque les membres d'un conseil de fabrique ont contracté en cette qualité un emprunt sans autorisation régulière, ils ne sauraient, à moins d'une garantie spéciale et formelle par eux donnée ou d'une faute démontrée contre eux, être tenus personnellement au remboursement du montant de cet emprunt, p. 73.

FACTEUR. — V. *Étrennes.*

FROID. — V. *Automobile.*

GARANTIE. — Pour qu'il y ait lieu à garantie, encore faut-il que cette demande dérive du même titre, du même fait ou de la même cause que la demande principale à laquelle elle doit se rattacher par un lien intime et nécessaire, une relation de dépendance et de subordination. Un recours en garantie suppose donc nécessairement un lien de connexité entre l'obligation du garant et celle du garanti ou débiteur principal, p. 104. — Le bailleur ne peut être responsable de l'usage abusif que le preneur a fait des lieux loués, alors qu'il n'a point autorisé cet abus qui s'est produit en dehors des stipulations du bail. *Ibid.* — Leur action en responsabilité procédant de l'article 1382 du Code civil, les propriétaires ou locataires voisins ne peuvent que s'adresser à l'auteur même du trouble qui leur a été causé. — *Ibid.*

GARDE CHAMPÊTRE. — Le garde champêtre n'a pas qualité pour relever les contraventions urbaines prévues soit par le Code pénal, soit par d'autres lois spéciales. Le procès-verbal dressé par lui en cette matière doit être annulé, p. 222. — Mais la preuve de la contravention est suffisamment établie par l'aveu du prévenu. *Ibid.* — Spécialement, il y a contravention dans le fait par un propriétaire de commencer, sans avoir demandé et obtenu l'autorisation municipale, un travail de démolition d'un perron établi sur la voie publique. *Ibid.*

GAZOGENE. — Lorsque, au cours d'une poursuite en simple police, le prévenu soutient qu'un gazogène n'est pas soumis à l'obligation de l'autorisation préalable, parce qu'il n'est pas classé, le juge de paix doit surseoir à statuer jusqu'à ce que cette question préjudicielle ait été tranchée par l'autorité administrative. p. 120.

GENS DE TRAVAIL. — Lorsqu'à une demande en paiement d'une dette d'ailleurs reconnue, le défendeur oppose une demande reconventionnelle basée sur un acte de bienfaisance, le juge doit faire droit à la demande principale et rejeter la demande reconventionnelle comme mal fondée en droit, p. 125.

GUI. — Le procès-verbal dressé par un simple gendarme contre un propriétaire qui n'a pas obéi à un arrêté préfectoral prescrivant l'enlèvement du gui, lorsque cet arrêté dispose que, en cas de contravention, procès-verbal sera dressé par le maire, l'adjoint, l'officier de gendarmerie, etc., est-il bon et valable, et peut-il servir de base à la poursuite ? p. 242.

HUISSIER. — C'est devant le Tribunal civil et non devant le juge de paix que doit être portée une demande en paiement de frais faits par un huissier contre son client, p. 83. — L'huissier prétendrait en vain qu'il y a eu novation par suite de l'arrangement intervenu entre les parties et auquel il est resté étranger. *Ibid.*

IMPRIMEUR. — L'imprimeur qui a fait imprimer, par ordre et pour le compte de tiers, une affiche de nature à causer un préjudice à un commerçant, notamment la mise à l'index d'un établissement industriel et commercial, ne peut être utilement cité, seul et séparément, comme complice du fait dommageable, p. 309.

INJURES. — Le fait de dire au sujet d'un secrétaire de mairie, instituteur, qu'il a pris une somme de 160 francs sur le rôle des affouages en 1905, et qu'il a détourné pareille somme sur le rôle de 1906, et du maire de la même commune qu'il est un maire de pâte, de m..., et qu'il laisse tout faire et qu'il signe tout en blanc, constitue à la fois la diffamation et l'injure, et donne ouverture à une action en dommages-intérêts, p. 99. — Le terme de voleur peut constituer une simple injure, mais

le fait d'accuser quelqu'un d'avoir volé une certaine quantité de linge est une diffamation, car il y a là l'imputation d'un fait précis et déterminé, p. 107. — Lorsque la demande de dommages-intérêts est exagérée, il appartient au juge d'apprécier, d'après la situation des parties en cause et la nature des propos reprochés, quelle somme doit être allouée au demandeur. *Ibid.* — Le juge de police peut, en outre, ordonner l'insertion de la sentence dans un ou plusieurs journaux de la localité. *Ibid.*

INSCRIPTION EN FAUX. — L'inscription en faux ne doit être admise que si la pièce produite est de nature à entraîner une condamnation, p. 146. — Le cautionnement doit être exprès, et bien que le mot « cautionnement » pas plus que tout autre terme sacramentel ne soit pas nécessaire, encore faut-il que l'intention de celui qui est poursuivi comme caution ait été manifeste et ne laisse aucun doute. *Ibid.*

INTERDIT. — V. *Tutelle.*

IRRÉVÉRENCE ENVERS LE JUGE. — Lorsqu'une partie a été dûment avertie par le juge, au cours d'une enquête, d'avoir à se modérer, et de ne point injurier les témoins, le fait par elle de n'avoir point tenu compte de cet avertissement et d'avoir répliqué : « on ne m'empêchera pas de parler » constitue une irrévérence grave et motive une condamnation à l'amende et à l'affichage du jugement, p. 319.

JEU DE BOULES. — Chacun a droit de faire sur son terrain ce qui lui plaît à la seule condition de ne point nuire au voisin, p. 275. — Spécialement, l'établissement d'un jeu de boules peut être nuisible au propriétaire voisin. Pour déterminer le préjudice que ce jeu peut lui causer, le juge saisi peut ordonner une visite de lieux et une enquête. *Ibid.*

LETTRE DE CHANGE. — Le juge de paix est incompétent pour connaître de la demande en paiement d'une lettre de change, alors même qu'elle est signée par un non commerçant. Ce magistrat doit se dessaisir et renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit, c'est-à-dire devant le Tribunal de commerce, p. 293.

LAPIN. — Si le propriétaire d'un bois, où les lapins sont sauvages, n'est

pas de plein droit responsable de leurs dégâts, il en est autrement quand le préjudice par eux causé est la conséquence de la faute ou de la négligence de ce propriétaire, p. 57. — Lorsque les lapins abondent dans un bois, le propriétaire doit être considéré comme coupable de faute ou de négligence, lorsqu'il n'a pas fait défoncer les terriers, n'a organisé dans toute la saison de chasse qu'une seule battue sérieuse et s'est borné, pour le surplus, à chasser deux ou trois fois la semaine avec cinq ou six invités et à faire de loin en loin fureter à blanc les terriers par son garde. *Ibid.*

LOUAGE. — Le propriétaire ou bailleur est tenu de fournir à son locataire de l'eau saine, quand il a loué avec l'immeuble l'usage d'un puits commun, et peut être tenu de dommages-intérêts s'il ne fait pas curer dans un délai déterminé ce puits reconnu contaminé, p. 150. — D'autre part, le preneur fermier est tenu de payer la taxe vicinale établie pour remplacer les prestations en nature. *Ibid.* — L'impôt des portes et fenêtres est, en principe, à la charge du locataire et peut être réclamé à celui-ci par le bailleur qui en a fait l'avance, 217. — Mais il appartient au juge de paix, saisi d'un litige sur ce point, de décider, d'après les circonstances, que le bailleur a renoncé à répéter ses avances et que sa demande n'est plus recevable. *Ibid.* — Le congé donné au locataire par ministère d'huissier, à la requête d'un seul des propriétaires, n'est valable qu'autant qu'il est mentionné sur l'exploit qu'il a été donné avec l'assentiment des autres propriétaires, p. 255. — Par suite ne saurait être accepté le congé donné par un seul copropriétaire, et le Tribunal saisi de la demande en validité ne saurait valider ce congé en se basant sur une prétendue sous-location qui n'est pas dûment établie. *Ibid.*

LOUAGE D'OUVRAGE. — Un travail supplémentaire est régi par le marché et soumis au rabais qui y a été stipulé à défaut de convention contraire, p. 317.

LOUAGE DE SERVICES. — Le contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. Mais la résiliation de ce contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner ouverture à

une action en dommages-intérêts, p. 307. — Il appartient au juge saisi de fixer le chiffre de l'indemnité d'après la nature des services, l'usage local et les diverses circonstances de la cause. *Ibid.*

MAISON DIVISÉE PAR ÉTAGES. — Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations, elles doivent être faites, notamment en ce qui concerne la toiture, par tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de ce qui lui appartient (C. civ., art. 664), p. 221. — Lorsque l'un des propriétaires a fait l'avance des frais de cette réparation, il peut en réclamer à l'un des copropriétaires la part qui lui incombe dans la mesure de cette valeur ; mais s'il a eu le tort de ne pas le prévenir avant de commencer le travail, il peut être condamné à une partie des frais. *Ibid.*

MAÎTRE DE PENSION. — V. *Responsabilité.*

MÉDECIN. — Le médecin qui a donné ses soins à une personne malade et indigente, est fondé à actionner en paiement de ses soins et visites au fils de la malade qui lui sert une pension alimentaire, p. 181.

MITOYENNETÉ. — Lorsqu'au mépris d'une servitude *non altius tollendi*, des constructions ont été élevées au-delà de la hauteur permise, le bénéficiaire de la servitude peut demander par voie de complainte la réduction de ces constructions, p. 239. — Le propriétaire exclusif d'un mur, lorsqu'un voisin vient à y adosser des constructions, a le droit de revendiquer par voie de complainte la possession exclusive de son mur et la démolition des constructions sur lui appuyées. *Ibid.* — Mais, en pareil cas, le juge de paix peut, au lieu d'ordonner la démolition des constructions, se borner à faire supporter à leur auteur, le défendeur, l'acquisition de la mitoyenneté. *Ibid.*

MUTUALITÉ SCOLAIRE. — Le fait par un membre d'une société mutuelle scolaire de provoquer la destitution ou la démission d'un membre du Conseil d'administration par des propos tenus en séance publique et de nature à nuire à la considération de ce membre, donne ouverture au profit de ce dernier à une action en réparation du dommage causé,

p. 64. — Il appartient au juge saisi de la contestation d'apprécier le dommage réellement causé et de réduire sensiblement la réparation demandée. *Ibid.*

NOTAIRE. — Lorsqu'un notaire a cessé ses fonctions, il ne peut plus être question de frais et honoraires dans un compte dressé entre lui et l'un de ses anciens clients, et le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en paiement du solde dû, lorsque cette demande n'excède pas la compétence de ce magistrat en matière personnelle et mobilière, d'après la loi du 12 juillet 1906, p. 284.

OUVRIER. — L'ouvrier qui a été renvoyé par son patron pour l'unique raison qu'il réclamait à son profit l'application du repos hebdomadaire prescrit par la loi de 1906, est recevable et fondé à réclamer une indemnité de renvoi, p. 141. — Il appartient au Conseil des prud'hommes de réduire l'indemnité réclamée, s'il la juge excessive, et d'en fixer le chiffre. *Ibid.* — Le patron condamné doit être, en outre, condamné aux dépens de l'instance. *Ibid.*

OUVRIERS MINEURS. — La loi du 1^{er} avril 1898, aux termes de son article 38, n'est applicable aux sociétés ou caisses de secours des ouvriers mineurs que dans ses articles 13, 18, 19 et 21 spécialement et uniquement désignés, p. 166. — Les opérations électorales des caisses de secours des ouvriers mineurs existant antérieurement à la loi du 29 juin 1894, comme les opérations subséquentes des nouvelles sociétés, doivent se faire conformément à leurs statuts ; lorsque les statuts sont incomplets ou peu précis, il faut s'en référer au mode électoral des articles 11 et 13 de la loi du 29 juin 1894, ladite loi étant une loi de procédure ayant un effet rétroactif et s'appliquant indirectement à tous les ouvriers. *Ibid.* — Dans le silence des statuts, au premier tour de scrutin, la majorité des suffrages exprimés ne suffit pas ; il faut aux candidats, pour être élus, la majorité absolue, conformément à l'article 12 de la loi du 29 juin 1894, qui n'est que la répétition d'une règle générale qui domine tout le droit électoral français. *Ibid.* — Lorsqu'au moment du scrutin, l'Assemblée générale décide que les sociétaires au-dessous de 21 ans ne prendront pas part au vote, une telle décision est une véritable modification des statuts que, mise à exécution immédiatement, sans avoir

reçu l'approbation ministérielle ; est de nature à vicier les opérations électorales. *Ibid.* — Comme la contravention à la loi du 8 août 1893, le chef d'établissement qui a admis des ouvriers étrangers âgés de moins de 18 ans, sans qu'ils fussent munis de livrets délivrés par une municipalité française, p. 316.

PASSAGE. — Celui qui, pour l'utilité de son exploitation, a transformé en cour un jardin lui appartenant, et n'aurait plus, à la suite de cette transformation, pour accéder à sa cour, avec charrette attelée, qu'un passage d'une largeur insuffisante, peut se prétendre et être reconnu enclavé, p. 174. — Il peut donc demander et obtenir sa maintenue possessoire d'une portion de terrain sur laquelle il a ainsi passé pendant plusieurs années, et notamment durant celle qui a précédé le trouble dont il se plaint, lorsque son voisin, se prétendant lui-même propriétaire de cette portion de terrain, vient à mettre obstacle au libre exercice de passage. Valablement ce dernier prétendrait-il que ce passage n'a pu avoir lieu que par suite de sa tolérance, ou bien encore que le complainant devrait appuyer ses prétentions d'un titre. *Ibid.*

PÉREMPTION. — La péremption édictée par l'article 15 du Code de procédure civile a lieu de plein droit, et elle est acquise dès que les quatre mois sont expirés. Elle ne peut être couverte que si, après ce délai, les parties continuent de procéder, sans en exciper, au jugement du fond, p. 49.

POIDS ET MESURES. — Le propriétaire cultivateur qui vend dans un lieu public les produits de sa récolte est assimilable au marchand ambulant en ce qui concerne la vérification annuelle des poids et mesures, p. 268. — Est donc passible des peines de simple police le propriétaire cultivateur qui, ayant apporté des produits au marché, est trouvé possesseur de poids et mesures non poinçonnés à la marque de vérification de l'année. *Ibid.* — Il en est ainsi quand bien même il ne se servirait pas à ce moment des poids et mesures trouvés en sa possession. *Ibid.*

POLICE DU ROULAGE. — L'éclairage n'est pas obligatoire pour la voiture qui marche en convoi après une première voiture. En conséquence, doit être acquittée la femme qui conduit

une voiture non éclairée, en convoi à la suite de son mari, p. 209.

PRESCRIPTION. — La courte prescription d'un an opposable aux marchands repose sur une présomption de paiement, p. 261. — Par suite, elle ne peut être opposée par celui qui a commencé par nier la dette. *Ibid.* — Les livres de commerce régulièrement tenus peuvent être produits en justice, même contre un défendeur non marchand, lorsque les diverses circonstances de la cause et les explications rendent vraisemblables les prétentions du demandeur marchand. *Ibid.*

PRESTATIONS. — Le contribuable, ayant opté pour l'accomplissement en nature de ses prestations, ne saurait, dans l'exécution de la tâche constituant ces prestations, être considéré comme le préposé de la commune au sens de l'article 1384 du Code civil, p. 16. — Par suite, le contribuable qui, au cours de l'exécution de ses travaux de prestation, ne s'est pas conformé aux prescriptions de son bulletin de réquisition et a, par là, causé un dommage à autrui, est personnellement responsable de sa faute et sans recours possible contre la commune. *Ibid.* — Les Tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour connaître de l'action en dommages-intérêts formée par le fournisseur d'une commune contre le prestataire en nature, lequel, requis d'exécuter chez ledit fournisseur un travail déterminé, ne s'est pas conformé aux termes de sa réquisition et a causé par là même un dommage audit fournisseur. *Ibid.*

PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE D'AUTRUI. — Le fait de tuer un chien appartenant à autrui, alors qu'il n'est pas établi que l'auteur de ce fait fût en danger sérieux, constitue la contravention prévue et punie par l'article 479 du Code pénal, p. 219. — Toutefois, si le maître du chien a eu le premier tort de le laisser divaguer, il y a lieu, pour le juge de police, d'admettre les circonstances et de condamner le prévenu au minimum de l'amende. *Ibid.*

PROROGATION DE JURIDICTION. — En matière personnelle et mobilière, une prorogation volontaire de juridiction peut toujours être valablement consentie par les parties de *quantitate at quantitate*, en vertu de l'article 7 C. proc. civ., p. 317.

RECENSEMENT. — Ne commet pas la contravention punissable des peines de l'article 471, n° 15, du Code pénal, l'habitant qui refuse de fournir les renseignements demandés pour le dénombrement de la population, lorsque les renseignements ont pour but l'établissement des *cartes de prévision* et ne rentrent pas dans la définition de l'article 2 de la loi du 22 juillet 1791 ; ou lorsque les renseignements lui sont demandés avant le jour qui a été spécialement fixé par le décret, p. 122.

REPOS HEBDOMADAIRE. — La loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ne prescrit pas la fermeture, le dimanche, des magasins, boutiques, etc., mais seulement la cessation de travail du personnel, p. 40. — Ne commet donc pas de contravention le commerçant qui laisse son magasin ouvert le dimanche et qui, ayant donné le repos collectif à son personnel habituel, emploie ce jour-là un personnel d'extra. *Ibid.* — Un directeur d'entreprise commerciale est passible des peines édictées par la loi du 13 juillet 1906, lorsqu'il n'a pas apposé dans une succursale de son établissement l'affiche prescrite par l'article 1^{er} du décret du 24 août 1906, et a ouvert cette succursale au public un jour de repos hebdomadaire, alors que le gérant de cette succursale est soumis à l'obéissance la plus stricte et n'a aucune initiative, p. 42. — Les négociants qui vendent des marchandises de même nature peuvent se porter parties civiles et demander la réparation du préjudice qui leur est causé par les ventes ainsi faites un jour de repos hebdomadaire. *Ibid.* — N'est point un directeur-gérant ayant l'autorité d'accorder et de régler le repos hebdomadaire, mais un employé ayant droit de bénéficier lui-même de ce repos, celui qui, de près comme de loin, est occupé, sous l'autorité, la direction et la surveillance du patron, à un travail dépendant d'une entreprise industrielle ou commerciale, p. 43. — En cas d'infraction à la loi sur le repos hebdomadaire commise dans la succursale gérée par cet employé, c'est le chef de l'entreprise générale qui est responsable de l'amende. *Ibid.* — Il n'y a pas violation de la loi sur le repos obligatoire dans le fait du chef de commerce ou d'industrie qui emploie dans son magasin, un dimanche, sa femme, ses gendres ou ses enfants, p. 38. — Il n'y a pas lieu d'établir une distinction entre les divers employés d'un hôtel garni, notamment

les domestiques, femmes de chambre, etc., spécialement affectés au service des voyageurs d'une part et, d'autre part, les cuisiniers, cochers, etc., quand toutes ces personnes sont attachées non au service personnel du maître ou propriétaire de l'hôtel, mais bien au service de l'exploitation de ce même hôtel, p. 5. — En conséquence, tous ces employés formant le personnel de l'hôtel ont droit au repos hebdomadaire établi par la loi du 23 juillet 1906. *Ibid.* — Les patrons d'hôtels garnis exploitent des établissements qui tombent sous l'application de la loi du 13 juillet 1906, p. 46. — En conséquence, les employés et domestiques constituant le personnel de ces établissements ont droit au repos hebdomadaire, et en cas d'infraction à la loi, par le patron d'un hôtel, ce dernier est passible d'autant d'amendes qu'il y a de personnes attachées à l'hôtel. *Ibid.* — Vainement le patron essaierait-il de soutenir que les employés sont attachés à la personne des voyageurs. *Ibid.* — Les voyageurs de commerce ne rentrent pas dans la catégorie des employés auxquels le repos hebdomadaire est dû, p. 15. — Spécialement, le fait par eux de se rendre le dimanche au domicile du patron, pour y parler des opérations accomplies pendant la semaine précédente et de celles qu'il y a lieu d'entreprendre dans celle qui va commencer, ne constitue pas un travail. *Ibid.* — Le fabricant de cycles n'est pas entrepreneur de force motrice ni un entrepreneur de transports ; ce n'est qu'un fabricant d'instruments de transports. Par suite, il est soumis à l'application entière de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, p. 8. — Le juge de police, saisi d'une infraction à cette loi, peut seulement, dans l'application de la peine, tenir compte de l'ignorance du prévenu et de sa bonne foi et lui accorder le bénéfice de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes. *Ibid.* — La loi sur le repos hebdomadaire ne vise au point de vue pénal que les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui ont contrevenu à ses prescriptions et aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution, p. 135. — La loi n'a édicté aucune pénalité contre l'employé ou ouvrier. *Ibid.* — En conséquence, doit être relaxé l'ouvrier qui a profité de son séjour de repos dans l'atelier auquel il est régulièrement attaché pour aller travailler le dimanche au service d'un autre patron. *Ibid.* — Les domestiques et gens de maison ne peuvent exiger

l'application à leur profit de la loi sur le repos hebdomadaire. Mais ils peuvent rentrer dans les prévisions de cette loi s'ils coopèrent dans une mesure quelconque à un travail se rattachant au commerce ou à l'industrie du patron, p. 37. — Il en est ainsi d'une bonne à tout faire que son maître emploie à sa boutique, lorsqu'il est personnellement obligé de s'absenter. *Ibid.* — En conséquence, le patron boulanger doit à cette personne le repos hebdomadaire, et est passible de l'amende au cas où il ne lui a pas assuré. *Ibid.* — Est seul responsable de l'infraction commise à la loi sur le repos hebdomadaire, le chef d'entreprise commerciale qui a en divers lieux des succursales gérées par des tiers, p. 51. — Spécialement, les gérants de ces succursales ne sont pas personnellement passibles des peines de la loi, lorsqu'ils sont sous l'autorité et la surveillance du chef d'entreprises, et que, s'ils ont tenu leur magasin ouvert le dimanche, c'est sur l'ordre et par la volonté du chef, au moins avec son autorisation. *Ibid.* — La personne chargée de gérer et diriger, pour le compte d'un chef d'industrie, un magasin de vente au détail ne peut pas être assimilée à un simple employé ayant droit au repos hebdomadaire, mais est elle même une gérante, p. 297. — En conséquence doit être annulé le procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail contre le chef d'industrie pour n'avoir pas donné à sa gérante le repos hebdomadaire prescrit par la loi. *Ibid.* — Un patron coiffeur ne peut, sans commettre une contravention, occuper habituellement un même ouvrier tous les jours de congé collectif, p. 196. — Dans ces conditions, le travailleur cesse d'être un extra, mais devient un employé ordinaire, assujéti au repos hebdomadaire aux jours fixés par l'arrêté préfectoral. *Ibid.* — La loi du 13 juillet sur le repos hebdomadaire est applicable aux cochers de fiacre, même travaillant avec l'emploi du taximètre. C'est à tort que la Compagnie soutient que l'usage de cet instrument en fait des associés de l'entreprise. Habillés par la Compagnie, ils sont bien des employés salariés, p. 102. — Doit être considérée comme une employée, et, comme telle, doit bénéficier du repos hebdomadaire la sœur d'un commerçant qui habite avec lui et sert les pratiques, alors même qu'elle ne toucherait aucun salaire et qu'elle serait seulement logée, nourrie et entretenue par son frère, p. 80. — Le législateur, en inscrivant dans la loi

que le recours contre un arrêté préfectoral rejetant une demande de dérogation était suspensif, a voulu dire, puisqu'il dérogeait à la règle générale, que l'arrêté du préfet était suspendu dans ses effets; c'est-à-dire que le commerçant bénéficierait provisoirement de la dérogation, jusqu'au jour où le Conseil d'État suivant sa décision, la lui attribuerait définitivement ou le ferait retomber sous le régime de droit commun, p. 131. — Par suite, ne commet pas d'infraction à la loi du 13 juillet 1906, le commerçant qui, ayant formé une demande de dérogation, s'est pourvu contre l'arrêté de refus du préfet, à la condition toutefois, qu'il donne le repos selon le mode de dérogation demandée. *Ibid.* — L'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 interdisant formellement d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou ses dépendances, il en découle que, pour rentrer dans les prévisions de ce texte, il faut nécessairement qu'il s'agisse d'un employé ou d'un ouvrier faisant partie de l'une ou de l'autre des entreprises qu'il énumère, p. 88. — S'il est vrai que les expressions « employé » et « ouvrier » doivent être entendues dans le sens large qui leur est propre, elles ne visent toutefois que les salariés attachés à l'entreprise industrielle ou commerciale en vertu d'un contrat de louage de services, d'ouvrage ou d'industrie et, par voie de conséquence, assujettis à toutes les obligations de ce contrat, qui les astreint notamment à des heures de travail déterminées sous la conduite, la direction ou la surveillance constante du chef d'établissement ou de ses préposés. *Ibid.* — Par suite, lorsqu'il est démontré, en fait, que les conventions intervenues entre les parties ne revêtent aucun des caractères du louage de services ou d'ouvrage, mais constituent, au contraire, un contrat d'une nature particulière ne rentrant dans aucune des prévisions de la loi de 1906, la relaxe du prévenu doit être prononcée. *Ibid.*

REPROCHE. — Ne peut être admis le reproche fondé sur ce qu'un témoin était au service d'une des parties au jour où l'enquête a été ordonnée, alors qu'il est établi que ledit témoin avait quitté définitivement ce service le jour de l'enquête, p. 53.

RÉINTÉGRANDE. — Le copropriétaire d'un mur mitoyen ne peut être

tenu à participer aux frais de réparation, si les travaux exécutés n'ont pas été autorisés ou, à défaut, appréciés par les tribunaux, sur expertise. Dès lors, le demandeur en paiement de la moitié de la dépense résultant de l'exécution de ces travaux doit être débouté, p. 117. — Reconventionnellement, un propriétaire n'a pas le droit d'établir les fondations de sa maison, dans la cave d'autrui, sans autorisation du propriétaire, fondé à actionner par la voie de la réintégration en dommages-intérêts pour le trouble de sa possession. *Ibid.* — Est recevable l'action en responsabilité, intentée par l'héritier de la victime d'un accident, décédé après vingt-quatre heures, si cette victime n'a fait avant le décès aucun acte qui implique clairement la volonté de renoncer à toute réclamation, p. 148.

RESPONSABILITÉ. — Dans une demande de réparations et de dommages intentée devant le juge de paix à raison de l'écroulement d'un mur séparatif survenu par la faute du défendeur, ce dernier n'est pas fondé à soulever une exception d'incompétence de ce magistrat basée sur ce qu'il y a contestation sur la mitoyenneté du mur, alors que la question de mitoyenneté n'est pas en cause, p. 226. — Le juge de paix est compétent, même en dernier ressort, pour connaître d'une demande en exécution de travaux de réparation d'un mur, lorsque le demandeur lui-même limite à 300 francs la valeur des travaux à faire. *Ibid.* — Le seul fait qu'un propriétaire d'un chien enragé l'a laissé divaguer dans les rues d'une ville sans surveillance le constitue en faute, et si l'animal malade a mordu d'autres chiens que leur propriétaire a été obligé de faire abattre, ce dernier est recevable et fondé à intenter contre le premier une action en dommages-intérêts, p. 268. — Il ne reste en ce cas au procès qu'une seule question douteuse, celle de la valeur des chiens mordus et abattus. Pour la déterminer, le juge peut ordonner une enquête. *Ibid.* — Le maître de pension est responsable des accidents survenus dans son établissement aux élèves qu'il reçoit, p. 132. — Spécialement, il est responsable de la blessure qui a été faite à l'un de ses élèves par un autre élève plus âgé et plus fort, pendant la récréation qu'il avait le devoir de surveiller. *Ibid.* — En matière de louage de choses mobilières, le preneur est tenu de restituer la chose louée en l'état où il l'a reçue, et est responsable de la dégrada-

tion de cette chose, à moins qu'il ne prouve qu'il n'a commis aucune faute et que cette dégradation provient d'un cas fortuit ou de force majeure, p. 149. — Spécialement celui qui a laissé tomber un cheval qu'il a pris en location est tenu de rembourser à la propriétaire de l'animal les frais nécessités pour la guérison des blessures du cheval. *Ibid.*

SAISIE-ARRÊT. — Lorsque le créancier a accordé terme et délai à son débiteur, il ne peut ni ne doit poursuivre ce dernier et pratiquer contre lui une saisie-arrêt avant l'expiration du délai accordé, p. 225. — Par suite, si au jour de l'audience, le débiteur offre à la barre, à deniers découverts, la totalité de la somme due, le juge saisi doit, en validant les offres, condamner le demandeur en tous les dépens. *Ibid.* — Le jugement de validité de saisie-arrêt devenu définitif a pour effet de transporter au profit du saisissant, et de lui attribuer la quotité saisissable des salaires dus ou à devoir au débiteur saisi par le tiers saisi jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle la saisie a été validée, p. 118. — Et, par suite, les saisissants ultérieurs, dont les saisies sont postérieures à la date où ledit jugement est devenu définitif, ne peuvent prétendre à aucun droit sur les retenues faites ou à faire au débiteur saisi jusqu'à libération complète du saisi envers le premier saisissant. *Ibid.* — Est bonne et valable la saisie-arrêt pratiquée par les parents du débiteur sur les salaires dus à ce dernier, entre les mains de la Compagnie qui l'occupe pour pension alimentaire et frais, et cette saisie, en vertu de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1895, frappe d'indisponibilité la totalité des salaires dus par la Compagnie, p. 213. — Celle-ci a donc eu tort de ne retenir que le dixième des salaires, et peut être condamnée à payer au saisissant la totalité de ces salaires. *Ibid.* — Toutefois, il appartient au juge de paix de réduire à la moitié de ces salaires la retenue imposée par la saisie, l'autre moitié restant due au débiteur saisi comme constituant son seul moyen d'existence. *Ibid.* — Un horloger qui s'est chargé d'entretenir et de remonter les horloges d'une commune moyennant un salaire convenu à forfait, n'est ni un ouvrier, ni un fonctionnaire public, p. 81. — Le juge de paix doit donc valider la saisie-arrêt pratiquée par un créancier sur le salaire à lui dû. *Ibid.* — Il n'appartient pas à un juge cantonal de connaître comme juge d'appel d'un jugement

rendu antérieurement contre la partie défenderesse, à plus forte raison alors que le délai d'appel est expiré et que ce jugement est passé en force de chose jugée. *Ibid.* — Le domicile de tout citoyen est le lieu où il a son principal établissement. Il appartient au juge du litige de décider d'après les pièces de la clause et les explications des parties en quel lieu se trouve ce principal établissement, p. 194. — Notamment le juge de paix devant qui est portée une demande en paiement et en validité de saisie-arrêt, doit se déclarer incompétent pour en connaître, s'il lui est démontré que le défendeur n'a pas son domicile dans son canton. *Ibid.* — Doit être déclarée nulle et de nul effet la saisie-arrêt pratiquée par le créancier d'un entrepreneur de moissons et fenaisons entre les mains du propriétaire ou cultivateur pour lequel travaille cet entrepreneur, lorsque le tiers saisi avait déjà payé à ce dernier la totalité de son travail, au moment où la saisie a été faite, p. 179. — Lorsque, sur une saisie-arrêt pratiquée par un créancier sur le dixième des salaires du débiteur, ce dernier, comparaisant à l'audience, a déclaré s'en rapporter à justice, et, par suite, ne conteste pas la dette, il y a lieu pour le juge de paix de valider la saisie et d'ordonner que les sommes retenues par le receveur de la commune et déposées à la Caisse des consignations seront remises au saisissant jusqu'à concurrence de la somme due à ce dernier, p. 22. — Le débiteur saisi doit, en outre, être condamné aux dépens. *Ibid.* — Le juge de paix, dans les limites de sa compétence générale, est compétent pour connaître d'une demande en validité de saisie-arrêt, alors même que la saisie est pratiquée entre les mains d'un notaire, p. 184. — Le notaire n'est pas appelé dans l'instance en sa qualité d'officier ministériel, mais uniquement en celle du tiers-saisi ordinaire. *Ibid.* — Lorsque le tiers-saisi demande sa mise hors de cause en se basant sur ce qu'il ne doit rien au débiteur saisi, mais serait plutôt son créancier, en vertu d'un jugement actuellement rendu, mais encore susceptible d'appel, le juge de paix doit remettre à statuer sur cette demande de mise hors de cause jusqu'à ce que le jugement sur cette contestation soit devenu définitif, p. 305.

SALAIRES. — V. *Compétence, Saisie.*

SOCIÉTÉ DE CHASSE. — Tous les membres d'une société de chasse ont

droit à une part du gibier abattu par un ou plusieurs membres de la société, à moins qu'il ne soit justifié d'une convention contraire, p. 240.

SOCIÉTÉ MUSICALE. — Le fait par une société musicale d'avoir, sans autorisation de l'autorité administrative, donné sur la voie publique une aubade à son président, ne saurait constituer à la charge de ce dernier une contravention punissable, p. 10. — C'est donc à tort qu'en pareil cas un procès-verbal a été dressé contre le président. *Ibid.*

TAILLES. — La taille ne fait preuve complète qu'autant qu'elle est corrélatrice à l'échantillon, p. 161. — Lorsqu'elle est présentée seule par le demandeur, le défendeur prétendant que l'échantillon a été détruit, elle ne fait pas preuve des fournitures qui y sont portées, et le défendeur est recevable à apposer la prescription. *Ibid.* — En conséquence, il y a lieu, pour le juge de paix saisi du litige de rejeter la demande avec dépens à la charge du demandeur. *Ibid.*

TUBERCULOSE. — En cas d'abatage d'un animal de l'espèce bovine pour cause de tuberculose, l'action en nullité de la vente, ou toute réclamation de l'acheteur doit être intentée dans les dix jours à partir du jour de l'abatage, p. 238. — Passé ce délai et à défaut de la stricte observation des formalités prescrites par la loi du 23 février 1905, l'action n'est plus recevable. *Ibid.* — L'action récursoire en garantie ne peut être reçue qu'autant que la demande originaire est elle-même recevable. *Ibid.*

TUTELLE. — Le père et la mère d'un majeur interdit ne peuvent lui donner un tuteur par testament. Cette tutelle ne peut être constituée que par le conseil de famille, p. 250. — Ce conseil est régulièrement composé des membres survivants de l'ancien conseil de famille, et à défaut de parents à la distance voulue, d'amis de la famille. *Ibid.*

USAGE. — Un usage local, dont la preuve n'a pas été régulièrement faite ni même offerte ne saurait prévaloir contre les principes généraux du droit, p. 232. — L'acheteur d'une marchandise en devient propriétaire immédiatement et par suite, si sur sa demande ces marchandises ont été déposées chez un magasinier, c'est l'acheteur et non le vendeur qui est tenu de payer les frais de magasinage. *Ibid.*

VENTE. — Lorsqu'une vache a été l'objet de plusieurs ventes successives et que le dernier acheteur constate chez l'animal l'existence de la tuberculose, cet acheteur a seul qualité pour, après avoir fait la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural, intenter contre le dernier vendeur une action en nullité de vente, p. 285. — Le dernier vendeur ne serait donc pas recevable, après avoir reconnu la nullité de la vente par lui consentie, repris l'animal et fait la déclaration, à intenter une action en nullité contre son propre vendeur. *Ibid.*

VÉRIFICATION. — V. *Poids et mesures.*

VOISINAGE. — V. *Jeu de boules.*

VOITURIER. — Depuis la loi du 17 mars 1905, les Compagnies de chemins de fer ne peuvent plus s'affranchir de la responsabilité du voiturier établie par l'article 103 du Code de commerce, p. 210. — Aux termes de cette loi de 1903, toute clause contraire insérée dans une lettre de voiture est nulle. *Ibid.* — En conséquence, est recevable la demande en dommages-intérêts formée contre une Compagnie de chemins de fer à raison des avaries qu'ont subies en cours de route des meubles transportés par cette Compagnie, alors même que l'expédition a eu lieu en wagon complet, et à prix très réduit. *Ibid.* — L'expéditeur n'a pas à sa charge la preuve de la faute du voiturier, lorsque, d'ailleurs l'avarie n'est pas déniée. *Ibid.* — Les administrations des chemins de fer sont tenues de remettre à tout expéditeur un récépissé énonçant la nature des colis, les noms et adresses du destinataire, le prix total du transport et le délai dans lequel le transport doit être effectué (Loi du 13 mai 1863, art. 10), p. 143. — Le chef de gare ou station qui n'a pas rempli ces formalités a commis une faute personnelle et peut être condamné à des dommages-intérêts envers l'expéditeur. *Ibid.*

VOYAGEUR DE COMMERCE. — V. *Repos hebdomadaire.*

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES DÉCISIONS CONTENUES DANS LE BULLETIN SPÉCIAL

pendant l'année 1907

DATES	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT	PAGES	DATES	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT	PAGES
1902					
29 juillet.	ALLINE , juge de paix.	94	14 juillet.	RICHE , juge de paix.	217
1904			21 juillet.	DRIFFORD , juge de paix.	23
6 juin.	GALOPEAU , juge de paix.	174	23 juillet.	GORET , juge de paix.	150
6 juillet.	BOLELLI , juge de paix.	69	4 août.	ROUSSEAU , juge de paix	2.5
30 nov.	BOLELLI , juge de paix.	27	9 août.	MARSEAU , juge de paix	276
1905			10 août.	BRUNET , juge de paix.	13
5 juin.	LE FALHER , juge de paix.	220	3 sept.	PANSIOT , juge de paix.	78
24 juin.	COLART , juge de paix.	169	7 sept.	COURT , juge de paix.	181
-3 août.	MUSSOT , juge de paix.	164	12 sept.	BEAUME , suppléant.	55
3 octob.	ALLINE , juge de paix.	49	22 sept.	MICHAUT , juge de paix.	51
4 octob.	ETANCELIN , juge de paix.	16	24 sept.	PRESSUROT , juge de p.	77
13 octob.	GUERIN , juge de paix.	161	28 sept.	DAVID , juge de paix.	179
12 déc.	MOREAU , juge de paix.	20	28 sept.	JOUANNEAU , juge de p.	85
29 déc.	TABUTAUD , juge de paix.	125	2 octob.	BARBUT , juge de paix.	244
1906			19 octob.	LEVILLAIN , juge de paix.	194
4 janv.	CHAMPION , juge de paix.	278	31 octob.	APECTSAL , juge de paix.	307
5 janv.	LEVILLAIN , juge de paix	148	3 nov.	DAGUIN , juge de paix.	219
17 janv.	TROUPENAT , juge de p.	135	7 nov.	BERTHAUT , juge de paix.	283
16 février.	PENDRIE , juge de paix.	107	26 nov.	TRAVERSIER , juge de p.	255
16 février.	PANSIOT , juge de paix.	68	29 nov.	BASTARD , juge de paix.	8
17 février.	BOURSE , juge de paix.	226	30 nov.	JOUANNEAU , juge de p.	104
20 février.	RAGOT , juge de paix.	240	1 ^{er} déc.	ROUSSELOT , juge de p.	15
21 février.	GALOPEAU , juge de paix.	114	4 déc.	DAGUIN , juge de paix.	46
22 février.	GORET , juge de paix.	201	5 déc.	PERRIN , juge de paix.	253
22 février.	BOURQUET , juge de paix.	234	7 déc.	G. BERNARD , juge de p.	5
6 mai.	FEREY , juge de paix.	155	8 déc.	ANDRE , juge de paix.	28
17 mars.	CONGY , juge de paix.	22	8 déc.	DELRIVAL , juge de paix.	133
21 mars.	ROBERT , juge de paix.	64	14 déc.	FUMET , juge de paix.	81
28 mars.	THIAULT , juge de paix.	284	15 déc.	ANDRE , juge de paix.	43
28 mars.	LAURENT , juge de paix.	153	17 déc.	PETIT , juge de paix.	42
31 mars.	DRIFFORD , juge de paix.	42	17 déc.	FILHON , juge de paix.	29
6 avril.	BOYER , juge de paix.	136	17 déc.	RAGOT , juge de paix.	34
7 avril.	Théoph. GAUTIER , j. de p.	10	19 déc.	FEREY , juge de paix.	213
10 avril.	ALLINE , juge de paix.	83	19 déc.	VERGOIGNAN , juge de p.	209
21 avril.	BECHADE , juge de paix.	25	20 déc.	LAMBERT , juge de paix.	222
25 avril.	HAUDOS , juge de paix.	54	1907		
28 avril.	BECHADE , juge de paix.	13	16 janv.	TABUTAUD , juge de paix.	143
11 mai.	CHAMPEAU , juge de paix	89	18 janv.	DEGOIS , juge de paix.	40
20 mai.	BELLAN , juge de paix.	122	19 janv.	GARNIER , juge de paix.	92
21 mai.	PINGEON , juge de paix.	118	23 janv.	HAMELIN , juge de paix.	113
2 juin.	PETIT , juge de paix.	205	25 janv.	LEVILLAIN , juge de paix.	235
8 juin.	GASSE , juge de paix.	275	25 janv.	BOULENGER , juge de p.	146
14 juin.	KERNEVEZ , juge de paix.	177	26 janv.	GROS , juge de paix.	121
14 juin.	JEGOU , juge de paix.	290	31 janv.	ROGUET , juge de paix.	131
26 juin.	COURTENEUVE , j. de p.	98	2 février.	GOUBET , juge de paix.	80
28 juin.	PETIT , juge de paix.	120	4 février.	LENOIR de TOURTEAU	
2 juillet.	MAZILLIER , juge de paix.	302	4 février.	VILLE , juge de paix.	88
3 juillet.	HAUDOS , juge de paix.	197	4 février.	ROUSTAN , juge de paix.	60
			7 février.	BESNARD , juge de paix.	73
			9 février.	THOMAS , juge de paix.	238
			14 février.	DELRIVAL , juge de paix.	232
			21 février.	CAILLERE , juge de paix.	258

DATES	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT	PAGES	DATES	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT	PAGES
27 février.	GILLON, juge de paix.	268	17 avril.	WAGNER, suppléant.	149
2 mars.	Jean REY, juge de paix.	109	1 ^{er} mai.	DAGUIN, juge de paix.	203
2 mars.	COHEN, suppléant.	102	3 mai.	PENDRIE, juge de paix.	288
5 mars.	MAGNES, juge de paix.	83	4 mai.	COURTILLER, juge de p.	261
7 mars.	VALISSANT, juge de paix.	128	4 mai.	ANDRE, juge de paix.	259
13 mars.	LAMBERT, juge de paix.	187	15 mai.	DEVINEAU, juge de paix.	210
16 mars.	BOURUT, juge de paix.	171	16 mai.	ROBERT, juge de paix.	159
19 mars.	ROUANET, juge de paix.	184	17 mai.	FUMET, juge de paix.	191
22 mars.	OLLIVIER, juge de paix.	117	23 mai.	LAMBERT, juge de paix.	293
22 mars.	GOUBET, juge de paix.	198	2 juin.	LAMBERT, juge de paix.	250
24 mars.	GAUDE, juge de paix.	297	17 juin.	HERVIEU, juge de paix.	242
25 mars.	GORET, juge de paix.	157	17 juin.	MINAUD, juge de paix.	285
26 mars.	BERNARD, juge de paix.	141	25 juillet.	SENARD, juge de paix.	281
10 avril.	HENRIQUEZ, suppléant.	132	2 octob.	HENRIQUEZ, juge de paix.	304
15 avril.	GORET, juge de paix.	305	12 octob.	OLLIVIER, juge de paix.	299

Ex CDL
4/20/23

6	133
7	133
8	133
9	133
10	133
11	133
12	133
13	133
14	133
15	133
16	133
17	133
18	133
19	133
20	133
21	133
22	133
23	133
24	133
25	133
26	133
27	133
28	133
29	133
30	133
31	133
32	133
33	133
34	133
35	133
36	133
37	133
38	133
39	133
40	133
41	133
42	133
43	133
44	133
45	133
46	133
47	133
48	133
49	133
50	133
51	133
52	133
53	133
54	133
55	133
56	133
57	133
58	133
59	133
60	133
61	133
62	133
63	133
64	133
65	133
66	133
67	133
68	133
69	133
70	133
71	133
72	133
73	133
74	133
75	133
76	133
77	133
78	133
79	133
80	133
81	133
82	133
83	133
84	133
85	133
86	133
87	133
88	133
89	133
90	133
91	133
92	133
93	133
94	133
95	133
96	133
97	133
98	133
99	133
100	133

